



HAL
open science

“ Le privé est politique ! ” Sociologie des mémoires féministes en France

Marion Charpenel

► **To cite this version:**

Marion Charpenel. “ Le privé est politique ! ” Sociologie des mémoires féministes en France. Sociologie. Institut d’Etudes Politiques de Paris, 2014. Français. NNT : 2014IEPP0034 . tel-02079855

HAL Id: tel-02079855

<https://shs.hal.science/tel-02079855>

Submitted on 26 Mar 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institut d'études politiques de Paris
ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral Sociologie politique et politiques publiques
Centre d'études européennes
Doctorat en Science politique

« Le privé est politique ! »

Sociologie des mémoires féministes en France

Volume 1

Marion Charpenel

Thèse dirigée par Marie-Claire Lavabre, Directrice de recherche CNRS

Soutenue le 9 octobre 2014

Jury :

Mme Catherine ACHIN, Professeure des universités, Université Paris Dauphine
(rapporteure)

Mme Florence HAEGEL, Professeure, Sciences Po Paris

Mme Marie-Claire LAVABRE, Directrice de recherche, CNRS/Institut des Sciences
Sociales du Politique (ISP)

M. Lilian MATHIEU, Directeur de recherche, CNRS/Centre Max Weber, Ecole
normale supérieure de Lyon (rapporteur)

Mme Michelle ZANCARINI-FOURNEL, Professeure des universités émérite,
Université Claude Bernard Lyon 1

*À Fanny et Nicolas,
dont l'immense courage, cette dernière année, a été une vraie source d'inspiration.*

Remerciements

Cette thèse doit beaucoup au soutien des personnes que j'ai croisées au cours de sa réalisation ou qui m'entourent au quotidien. Je me réjouis aujourd'hui d'arriver au terme de ce travail pour pouvoir leur adresser un immense merci.

Merci à toutes les féministes qui ont accepté de me confier leurs souvenirs.

Sans votre confiance, cette thèse n'aurait pas pu exister. J'ai passé des moments fabuleux à vous écouter raconter votre vie et je regrette de ne pouvoir vous nommer ici. Je me sens privilégiée d'avoir pu vous rencontrer et recueillir vos histoires. J'espère que cette thèse sera à la hauteur de la générosité dont vous avez fait preuve à mon égard.

Merci à ma directrice de thèse, Marie-Claire Lavabre.

Je vous remercie de m'avoir accompagnée dans cette aventure avec toute votre bienveillance. L'intérêt que vous avez porté à mon travail, vos conseils éclairés et vos relectures exigeantes ont été une aide déterminante dans l'aboutissement de ce travail.

Merci aux autres membres de mon jury, Catherine Achin, Florence Haegel, Lilian Mathieu et Michelle Zancarini-Fournel.

Merci d'avoir accepté de faire partie de ce jury de thèse. J'ai pour chacun-e une grande considération et ne pouvais espérer une meilleure complémentarité. Vos travaux ont étayé ma réflexion aux moments clés de l'élaboration de cette recherche et je suis heureuse de pouvoir maintenant la soumettre à vos critiques.

Merci à Christine Bard.

Merci de m'avoir si bien accueillie à Angers, de m'avoir orientée au Centre d'Archives du féminisme, d'avoir accepté de répondre à mes questions et de m'avoir ouvert tes archives personnelles. Ta confiance et ton enthousiasme m'ont donné du cœur à l'ouvrage.

Merci à Rose-Marie Lagrave.

Votre séminaire sur les féminismes à l'EHESS a été le lieu de nombreuses révélations et vos encouragements répétés ont été décisifs tout au long de ce parcours.

Merci à Laure Bereni et Sarah Gensburger.

Vous m'avez accompagnée dans la découverte, pour l'une, du mouvement féministe, et pour l'autre, de la sociologie de la mémoire. Je ne pouvais pas rêver de meilleurs guides ! Votre investissement sur le terrain et votre grande rigueur intellectuelle constituent des modèles pour moi. J'ai également eu la chance de participer à vos côtés à différents projets collectifs, au cours desquels j'ai pu, à chaque fois, apprécier vos grandes qualités humaines. Merci pour votre soutien permanent.

Merci à Guy Michelat.

Votre imagination sociologique, mise au service de ma quête d'images, a été d'une grande aide.

Merci au Centre des Amériques de Sciences Po, qui m'a permis de vivre une très belle année à l'université de Columbia. Ainsi qu'à l'AFFDU et à l'UMI « Transitions » – CNRS/NYU, qui, grâce à leurs bourses, ont participé à l'amélioration des conditions matérielles dans lesquelles cette thèse a été menée.

Merci aux départements de science politique de l'Université Paris 8 et de l'Université Lille 2, qui m'ont permis d'exercer comme ATER dans des équipes pédagogiques très motivées et très motivantes ! Un merci spécial à Damien De Blic, Thomas Brisson et Etienne Penissat, avec qui j'ai beaucoup apprécié collaborer dans la préparation de nos cours communs et au contact desquels j'ai énormément appris.

Merci au groupe de sociologie de la mémoire et à tout-e-s les intervenant-e-s du séminaire Genre, féminisme et mobilisations collectives pour les échanges toujours passionnants.

Merci aux membres des bureaux d'Efigies et de CLASCHEs, avec qui j'ai adoré militer.

Merci à mes copines du groupe femmes (en particulier à Florence, à l'origine de tout cela).

L'année passée à échanger avec vous a été une expérience fabuleuse et nos discussions continuent de m'habiter aujourd'hui encore.

Merci à mes relecteur-ice-s cinq étoiles, Houda Asal, Christine Bard, Laure Bereni, Soline Blanchard, Gilles Charpenel, Cyril Durand, Alban Jacquemart, Cécile Jouhanneau, Delphine Lecombe, Anne-Claire Mangel, Pierre Sauvêtre et Michelle Zancarini-Fournel.

Merci à mes compagnon-e-s de thèse, devenu-e-s des ami-e-s très cher-e-s.

Alban Jacquemart,

Cette thèse te doit beaucoup : tes nombreuses relectures, l'intérêt que tu as porté pour mon travail tout au long de ces années, tes remarques toujours pertinentes et nos grosses rigolades ont rendu cette aventure tellement plus cool ! Dorénavant, je dois dire que j'ai appris à éviter ton regard quand il s'agit de se défaire d'un fou rire...

Bibia Pavard et Camille Masclet,

Mes féministes préférées ! Je suis sortie revigorée de chacun de nos déjeuners post-séminaires et il me tarde de partager de nouveau avec vous des moments académiques, militants et festifs.

Cécile Jouhanneau,

Un grand merci pour nos riches et longues discussions sur la sociologie de la mémoire. Le reste de nos échanges est moins avouable ici mais a, assurément, contribué encore plus efficacement à la réussite de cette thèse ! Ton aide, ainsi que celle de Ian, dans les derniers instants a été plus que précieuse. Il me tarde de vous retrouver sous le soleil de Montpellier.

Delphine Lecombe,

Je garde un souvenir ému de nos grandes balades sur la plage en Vendée où nous rêvions de tout ce que nous allons pouvoir faire maintenant que la thèse est finie... A nous deux, les projets politico-académico-vacanciers ! Cette thèse n'était que le début du long chemin qui nous attend ensemble.

Houda Asal,

Nos discussions m'ont nourrie autant, si ce n'est plus, que la délicieuse nourriture dégustée dans le cadre de notre tour des meilleurs bistros de Paris. Toute ton affection, ainsi que ta cuisine de Topchef, ont été le meilleur des réconforts dans les moments difficiles.

Lila Belkacem,

Que dire de nos longues heures passées côte à côte dans toutes les biblis de la Ville de Paris à compter nos douze lignes ? Sans oublier le pique-nique en bord d'autoroute en attendant un dépanneur pour une panne imaginaire... Cette thèse nous aura bien fait perdre la tête mais c'était un immense plaisir de partager ça avec toi !

Mélanie Gourarier,

Merci d'avoir amené un peu de folie dans nos pauses. Je suis impatiente de partager avec toi le reste de tes aventures et n'oublie pas, bientôt, tu seras l'héroïne de mon documentaire !

Pierre Sauvêtre,

Nos liens ont précédé cette thèse et perdureront bien au-delà, c'est certain ; mais vivre cette aventure à tes côtés a été super « chouette ». Merci pour tous nos échanges et pour cette longue et belle amitié.

Shirin Shahrokni,

Ton enthousiasme et ta bienveillance ont beaucoup compté tout au long de la réalisation de cette thèse. Je crois que les petits salons de la BNF se souviennent davantage de nous que les salles M, N et O ; et c'est maintenant aux cafés du 13^e arrondissement d'accueillir nos multiples prochains moments ensemble.

Vincent Martigny et Benjamin Loveluck,

J'ai adoré trouver des compagnons de pause comme vous et j'espère que ces prochaines années nous offriront encore plein d'occasions de refaire le monde autour d'un café ou d'une bière.

Sylvain Antichan, Soline Blanchard, Fanny Bugnon, Clara Chevalier, Adrien Fauve, Julie Guillot, Reguina Hatzipetrou-Andronikou, Samuel Hayat, Florence Lévy, Anna Perraudin et Marie Quévieux.

Vous faites partie des très belles rencontres qu'aura permises cette thèse et je suis ravie d'avoir maintenant plus de temps pour vous voir ailleurs qu'à la bibli !

Merci aussi à Edouard, Dror, Madani et Stéphane.

Ça y est, vous n'entendrez plus jamais parler de thèse de votre vie ! Merci pour toutes les bonnes soirées passées ensemble.

Merci à mes New-yorkais préférés, Lili, Sandra, Séverine, Michel, Gaëlle, Fabienne, Amélie, Laure et Francis.

Vous avez très largement participé à la réussite de mon séjour américain. Les cupcakes, cookies, sushis, séances de yoga, expos et autres réjouissances partagées là-bas resteront gravés dans ma mémoire.

Merci à la famille Princ.

Tout au long de cette thèse, vous m'avez témoigné un soutien sans faille. Igor et Dora, votre affection me comble de bonheur et je me sens vraiment chanceuse d'avoir pu vous voir évoluer toutes ces années.

Merci à Ez-Eddine, Servane et Aurélien.

Merci à Juliette, David, Marieke et Etienne.

Merci à Zazou, Clem, John, Céline, Jerem, Delphine et toute la bande de la colloc.

A Paris, Dublin, Cambridge, Rennes, Metz, Sisteron, Marseille, Rouen, Caen, vous êtes venus mettre beaucoup de bonne humeur dans ces années de thèse. Maintenant que c'est fini, je ne vous raconte pas ce qui vous attend !

Merci à Anne-Claire et Cyril.

Toutes ces années à vos côtés sont allées tellement vite mais ont été aussi tellement pleines... merci pour votre amour et pour tous les moments parfaits passés ensemble.

Merci à Agathe et Baptiste.

Les aventures ensemble se succèdent et ne se ressemblent pas, mais elles sont toutes merveilleuses. Je ne pouvais pas espérer de meilleurs voisins. L'après-thèse ne peut être que génial avec vous si proches.

Merci à mes Rungissois adorés, Mathieu, Marjory et Heitor.

Qui pouvait imaginer, dans la cour des Antes, qu'on partagerait toutes ces péripéties ensemble ? Pourtant, vous n'avez jamais cessé d'être là. Merci pour tout.

Merci à mes *very best*, Anne et Caroline.

Merci à mes piliers, Adrien, Anthony, Benjamin et Thomas.

Je sais que consacrer toutes ces années à une thèse vous a souvent paru étrange, mais comme toujours, depuis bientôt trente ans, vous m'avez suivie dans cette folie, vous m'avez prêté vos épaules dans les moments durs et vous m'avez surtout offert mes plus beaux souvenirs. Vous êtes de ma famille, je vous aime !

Merci à Anne V., Céline, Jenny, Julia, Laura, Pauline et autres Clairissien-e-s, pour savoir toujours si bien m'extraire du boulot.

Merci à June, Robinson, Sally, Théo, Auxence, Marjane, Loula, Romy, Julie, Côme et Ambroise qui, par leur arrivée au monde, ont ponctué ces années de thèse de moments de grande joie. Merci surtout à leurs parents !

Merci à mes grands-parents et à mes familles adorées Charpenel, Durteste, Facco et Gagneux. Ainsi qu'à Michèle et Xavier Didry.

Merci à tous d'être toujours là pour moi et de me couvrir d'autant d'amour.

Merci à mon autre famille, Charlotte, Philippe, Josiane, Louis et Koralie.

Merci de m'avoir si bien accueillie et de me faire me sentir si heureuse chez vous.

Merci à mes parents.

Vous avez été un soutien de tous les instants et cette thèse vous doit beaucoup. Merci d'avoir toujours respecté mes choix et de m'avoir continuellement encouragée à aller au bout de mes envies.

Merci à Fanny.

Merci pour ce que tu es. La force dont tu as fait preuve cette année m'a inspirée pendant toute la fin de cette thèse. Merci à toi aussi, Nico, de si bien accompagner ma sœur et de tous nous porter par ton courage.

Merci à Cyril.

Merci pour tout, et tellement plus.

Résumé et mots clés

« Le privé est politique ! », Sociologie des mémoires féministes en France.

Née d'une interrogation quant au fonctionnement de la mémoire, cette thèse prend pour objet les évocations du passé exprimées par les militantes de la cause des femmes, en France, aujourd'hui. Inspirée par la sociologie de la mémoire de Maurice Halbwachs et par la sociologie de l'action collective, cette recherche vise à comprendre comment des représentations partagées du passé peuvent émerger dans un mouvement social aussi ouvert, pluriel et clivé que celui de l'espace de la cause des femmes. A partir de récits de vie, d'entretiens projectifs, d'observations ethnographiques et grâce au dépouillement d'un large corpus d'archives écrites, cette thèse s'emploie à démontrer que l'existence d'une mémoire collective féministe repose principalement sur trois facteurs. Premièrement, il existe un consensus fort, au sein de l'espace de la cause des femmes, autour de la nécessité de visibiliser les femmes dans l'histoire. Ce « devoir de mémoire féministe » fournit aux militantes des raisons politiques de s'intéresser au passé, en particulier au passé des femmes, et de l'actualiser régulièrement par des actions collectives. Deuxièmement, au niveau mezzosocial, des représentations du passé peuvent être partagées par différents collectifs si des débats politiques présents impliquent le rassemblement, ou si les rapports de pouvoir internes (associés à une répartition différenciée des ressources) permettent à l'un des groupes d'imposer aux autres sa vision du passé. Ces convergences restent néanmoins éminemment conjoncturelles, fragiles et donc peu propices à l'élaboration de ce qui constituerait une « histoire officielle » féministe. Troisièmement, au niveau microsocial, les histoires personnelles de chaque militante donnent lieu à des récits comparables et au recours à des formes narratives identiques. C'est l'affirmation selon laquelle « le privé est politique » qui permet, en dépit des différences de vécus, l'existence chez les féministes d'une grille d'interprétation du passé commune centrée sur l'affirmation de soi comme sujet autonome. En effet, au nom d'une politisation de l'intime, il existe dans l'espace de la cause des femmes, depuis les années 1970, des pratiques de partage de vécus privés en collectif qui conduisent les militantes à exposer régulièrement leurs trajectoires biographiques au sein d'« espaces du dicible » féministes. Cette thèse montre *in fine* que c'est dans ce cadre, par un processus d'encadrement réciproque des discours biographiques, que se réalise une homogénéisation des souvenirs des militantes.

Mots clés : genre, mouvements féministes, action collective, mémoire, politisation, privé/public, trajectoires et discours biographiques

Abstract and keywords

“The personal is political!”, Sociology of feminist memories in France.

Born from the question of how memory works, this thesis investigates the ways feminist activists evoke the past in present-day France. Drawing on Halbwach’s sociology of memory and collective action theory, this work aims to shed light on how shared visions of the past can arise from a social movement as open, plural and divided as the feminist one. Based on biographical and projective interviews, on ethnographic fieldwork and on a large corpus of written archives, this thesis endeavours to demonstrate that there are three main conditions that allow for the existence of a feminist collective memory.

First, owing to a strong consensus within the field of women’s advocacy about the need to make women more visible in history, a “feminist duty to remember” gives political reasons for the activists to engage the past, especially the past of women, and to enact it regularly through collective action.

Second, at a mesosocial level, different feminist groups tend to agree on certain representations of the past if current political debates require their union, or if their internal power relationships (defined by differences in resource allocation) allow one of them to impose their vision of the past on others. However, these convergences are so highly context-sensitive and fragile that it prevents them from paving the way for a so-called feminist “official history”.

Finally, at a microsocial level, the personal stories of each militant are expressed in comparable accounts and identical narrative forms. No matter how different the activists’ lives may be, the statement “the personal is political” allows for a common feminist interpretation of the past, hinging on the assertion of oneself as an autonomous person. Indeed, this research shows that since the 1970s, feminists have developed practices of sharing their intimate accounts within speech groups. These practices have led activists to regularly tell their biographical story within feminist “spaces of the speakable”. The thesis demonstrates that it is this process of mutual framing of biographical accounts that leads to the homogenization of the activists’ memories.

Keywords: Gender and feminism, women’s movements, collective action, memory, politicization, private/public, biographical narrative

Sommaire

<i>Table des encadrés</i>	15
<i>Table des illustrations</i>	17
<i>Principaux sigles utilisés</i>	19
<i>Introduction générale</i>	21
A- Un passé très présent.....	21
B- Appréhender sociologiquement la mémoire pour saisir sa dynamique	25
C- Sociologie de la mémoire et étude des mouvements sociaux, une rencontre heuristique.....	31
D- L'« espace de la cause des femmes ».....	46
E- Problématique et hypothèses	58
F- Annonce du plan	60
<i>Avant-propos méthodologique</i>	65
A- Choix de l'objet et conditions sociales d'entrée sur le terrain.....	65
B- Méthodes d'investigation	78
Conclusion.....	118
PREMIERE PARTIE : LA CONSTRUCTION D'UN « DEVOIR DE MEMOIRE ».....	121
<i>Introduction de la première partie</i>	123
<i>Chapitre 1 : Pratiques mémorielles féministes de la Troisième République à la fin des années 1970</i>	127
Introduction de chapitre.....	127
A- Le souci du passé chez les féministes de la première vague (1869-1939)	129
B- Les « années Beauvoir » : la lutte contre l'oubli en période de recul de l'activité militante	148
C- Les années 1970, de l'année zéro à l'émergence d'un champ d'études.....	163
Conclusion de chapitre	183
<i>Chapitre 2 : De la distinction entre mémoire et histoire. Implications respectives des pôles associatif, intellectuel et institutionnel</i>	185
Introduction de chapitre.....	185
A- Les débuts de l'histoire des femmes, ou le militantisme des origines.....	186
B- Le temps de l'institutionnalisation, quand l'histoire s'autonomise de la mémoire et que le féminisme d'Etat s'empare de celle-ci	206
C- L'implication militante d'historiennes pour la mémoire.....	221
Conclusion de chapitre	249
<i>Chapitre 3 : Le 8 mars, l'invention d'une tradition</i>	253
Introduction de chapitre.....	253
A- Rappel historique et controverses autour du sens de l'événement	254
B- Se saisir du 8 mars pour publiciser le passé des femmes.....	276
Conclusion de chapitre	294

<i>Conclusion de la première partie</i>	295
DEUXIEME PARTIE : COEXISTENCE D’UNE PLURALITE DE MEMOIRES HISTORIQUES : CONFLITS, NEGOCIATIONS, CONVERGENCES	297
<i>Introduction de la deuxième partie</i>	299
<i>Chapitre 4 : Les origines du MLF, conflit de mémoires et mémoire des conflits</i>	303
Introduction de chapitre	303
A- 2008 : la diffusion d’un premier récit des origines	304
B- L’autre récit du passé, actualisation de clivages anciens et produit de l’opposition présente	335
Conclusion de chapitre	358
<i>Chapitre 5 : Les conditions d’élaboration et de diffusion d’une lecture dominante du passé : l’organisation des 40 ans du MLF en 2010</i>	361
Introduction de chapitre	361
A- Constitution d’un comité d’initiative homogène	362
B- La « tradition d’un féminisme éclaté et divers » (Jacqueline) : organiser des célébrations cohérentes avec le contenu mémoriel	385
Conclusion de chapitre	401
<i>Chapitre 6 : Le panthéon féministe, des convergences contextuelles actualisant et légitimant la lutte</i>	403
Introduction de chapitre	404
A- La mort de Sohane Benziane, d’un fait divers à un événement féministe	408
B- Dépasser les contradictions et construire le souvenir de Sohane	418
C- Sohane Benziane dans les mémoires individuelles : des interprétations variables selon les positions politiques, les trajectoires et les propriétés sociales	438
Conclusion de chapitre	486
<i>Conclusion de la deuxième partie</i>	491
TROISIEME PARTIE : MEMOIRES INDIVIDUELLES, PRODUITS DES TRAJECTOIRES ET DE L’ENCADREMENT RECIPROQUE DES SOUVENIRS	493
<i>Introduction de la troisième partie</i>	495
<i>Chapitre 7 : Trajectoires et motifs narratifs récurrents, une plongée dans les souvenirs de trois individus</i> ..	499
Introduction de chapitre	499
A- Sandy : Devenir soi par le travail et en s’émancipant de son milieu d’origine	501
B- Olivia : S’affirmer contre les identités qu’on assigne et les institutions qui contraignent	535
C- Christelle : Devenir sujet par l’histoire	564
Conclusion de chapitre	610
<i>Chapitre 8 : S’affirmer comme sujet autonome</i>	617
Introduction de chapitre	617
A- L’autonomie comme principal critère d’évaluation de leur entourage	619

B- La permanence du « moi autonome et rebelle » ou féministes « depuis toujours »	650
C- Un rapport actif à ses appartenances : se défaire de l’emprise des rapports sociaux.....	684
Conclusion.....	716
<i>Chapitre 9 : La parole en héritage, encadrement réciproque des discours biographiques.....</i>	<i>719</i>
Introduction de chapitre.....	719
A- Les conditions historiques de la prise de parole et de la création d’« espaces du dicible » féministes 720	
B- Les effets de ces pratiques d’échanges de vécus sur les souvenirs individuels	742
Conclusion de chapitre	769
<i>Conclusion de troisième partie</i>	<i>773</i>
<i>Conclusion générale.....</i>	<i>777</i>
A- Mobilisations transectorielles et renouvellement des répertoires d’action.....	779
B- Poids du présent dans les récits du passé et circulation des schèmes d’interprétation.....	784
C- Appropriations différenciées du passé et construction du commun dans l’entre-soi féministe	789
D- Variations de focale d’observation pour une sociologie de l’action collective attentive aux contextes, aux actrices, aux pratiques et aux luttes de sens.....	794
E- Relecture à la lumière du paradigme de l’agency et de la théorie des sans-parts	796
<i>Bibliographie générale.....</i>	<i>801</i>
<i>Table des matières.....</i>	<i>825</i>

Table des encadrés

Encadré n°1 : Récapitulatif des méthodes utilisées	118
Encadré n°2 : Les métaphores de la visibilité et de l’audibilité dans les écrits des historiennes des femmes ...	197
Encadré n°3 : Le courant différentialiste	306
Encadré n°4 : Précisions méthodologiques sur les conditions de l’observation	363
Encadré n°5 : Trajectoire de Gaëlle, une membre du comité d’initiative.....	369
Encadré n°6 : Correspondances internes au comité d’initiative suite à deux demandes de participation reçues en janvier et avril 2009.....	381
Encadré n°7 : Liste (non exhaustive) d’événements organisés à l’occasion de la commémoration de 2010.....	389
Encadré n°8 : Trajectoire de Jennifer, une militante de Ni putes ni soumises qui s’engage pour la défense de la laïcité auprès de militantes des années 1970	426
Encadré n°9 : Le cas de Sandy, une piste pour penser la subjectivation hors de l’émancipation.....	534
Encadré n°10 : Choisir sa vie, un principe structurant la mémoire de Danielle	627
Encadré n°11 : Myriam, des souvenirs qui la posent comme sujet en dépit des violences subies.....	660
Encadré n°12 : Maeva, des souvenirs qui traduisent un processus de reconquête de ses origines.....	698
Encadré n°13 : Noémie, reconnue comme sujet par les autres féministes	713
Encadré n°14: Identification des formes narratives récurrentes dans les témoignages publiés sur le site d’Encore féministes !.....	747
Encadré n°15 : Un des effets de la non mixité originelle des « espaces du dicible » : les souvenirs d’un soi incarné	753
Encadré n° 16 : L’expérimentation comme méthode ?	795

Table des illustrations

Figure 1 : Représentation de la variété des champs d'intervention des collectifs composant l'espace de la cause des femmes	89
Figure 2 : Représentation de la transversalité sectorielle de l'espace de la cause des femmes	96
Figure 3 : Louis-Ernest Barrias, bronze, statue de Maria Deraismes (1826-1894), square des Épinettes, Paris (17 ^e arrondissement) - La statue originale fut installée en 1898, fondue en 1942 par l'occupant allemand, reproduite et ré-érigée dans le square en 1983.....	145
Figure 4 : Une affiche de la LFD et une carte postale attestant des commémorations en l'honneur de Maria Deraismes (Bard, 1995: p.434)	146
Figure 5 : L'Assiette au beurre, n°196, 31 décembre 1904, dessin de Radiguet qui caricature une manifestation féministe organisée à l'occasion du centenaire du Code civil, (Primi, 2004: p.108).	147
Figure 6 : Louis Aragon lisant "Le Musée Grévin" lors de l'anniversaire de la mort de Danielle Casanova. Jeannette Vermeesch (2 ^{ème} à partir de la gauche) et Marie-Claude Vaillant-Couturier (3 ^{ème} à partir de la droite). Paris, salle Wagram, mai 1946.....	154
Figure 7 : À gauche : Folle fête des femmes, 32x49, 1971, Paris (La Gaffiche, 1984: p.20). À droite : Poster de soutien à la librairie Carabosses (dessin de Christine Mian), 52x42, 1979, Paris (La Gaffiche, 1984: p.116)	172
Figure 8 : Couverture du premier numéro de la revue bimestrielle Sorcières, paru en 1976 aux éditions Albatros	172
Figure 9 : La Carmagnole (dessin de Danielle), 44x59.5, 1976, Paris (La Gaffiche, 1984: p.93).....	175
Figure 10 : Femmes de Paris, en avant, 51x67, 28 mars 1971, Paris (La Gaffiche, 1984: p.16)	177
Figure 11 : Tract appelant à la manifestation du 28 mars 1971 à Issy-les-Moulineaux (La Gaffiche, 1984: p.15)	178
Figure 12 : Appel « "Méconnues, oubliées ou occultées"... veillons à les faire connaître et reconnaître », lancé par Véronique Fau-Vincenti dans le Bulletin Archives du féminisme, n°4, 2 ^e semestre 2002, p.9	242
Figure 13 : Titre et illustration de l'article paru en 1977 dans Histoires d'elles, p.22-23	260
Figure 14 : Affiche PS, novembre 1978, Fondation Jean Jaurès, Centre d'archives socialistes	267
Figure 15 : Programme édité par l'Observatoire de l'Égalité Femmes/Hommes de la Mairie de Paris, à l'occasion du 8 mars 2010.....	274
Figure 16 : Exposition "Portraits de femmes", à Paris, du 5 au 15 mars 2008.....	280
Figure 17 : Exposition au Panthéon, le 7 mars 2002, [François Guillot / AFP/Archives], http://www.directmatin.fr/culture/2013-03-08/olympie-de-gouges-et-louise-michel-plebiscitees-pour-entrer-au-pantheon-415762	281
Figure 18 : Quelques portraits de femmes exposés à la mairie du 6 ^e arrondissement le 8 mars 2008	288
Figure 19 : Photos du rassemblement organisé par Ni putes ni soumises, le 8 mars 2008, sur la passerelle Simone de Beauvoir	289
Figure 20 : « Hommage à la séropositive inconnue », une pancarte d'Act Up dans une des manifestations parisiennes du 8 mars 2008	291
Figure 21 : La rue de Turenne rebaptisée en « Square de la putain inconnue (Tuée par la [f]rance) », le 7 mars 2009, par le collectif Féministes partout !.....	292

Figure 22 : Campagne d’affichage intitulée « Nous, les hommes et les femmes », entreprise par le CRIPS Ile de France, avec le soutien du Conseil régional d’Ile de France, de l’ACSE et de l’INPES (voir en Annexe n°9 le verso de l’affiche).....	295
Figure 23 : La page du site internet des Editions Des femmes annonçant la commémoration des quarante ans du MLF en 2008.....	319
Figure 24 : Manifestations de rue en couverture et au dos de l’ouvrage Génération MLF, 1968-2008.....	334
Figure 25 : Photo de la manifestation du 8 mars 1980, prise par la photographe Catherine Deudon et publiée dans le n°46 de ProChoix, p.78.....	339
Figure 26 : Encadré publié dans le n°46 de ProChoix (p.41) portant sur la fabrication du Torchon brûle	349
Figure 27 : Photo, publiée dans ProChoix (p.52), montrant l’auteure d’un des articles au colloque de Toulouse « Femmes, féminisme et recherches » en 1982.....	350
Figure 28 : Photos du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu illustrant l’introduction du n°46 de ProChoix (p.4et 6).....	356
Figure 29 : Annonce de la fête à la Flèche d’or publiée sur le blog Re-belles pour les 40 ans du MLF en 2010, http://re-belles.over-blog.com/article-40-ans-du-mlf-en-2010-le-dossier-le-calendrier-43573419.html	374
Figure 30 : Jeu lancé sur le blog Re-belles, le 12 septembre 2009, http://re-belles.over-blog.com/article-35444914.html	387
Figure 31 : Affiche annonçant la fête à la Flèche d’or avec le slogan "Liberté, Egalité, Sororité"	394
Figure 32 : Photos illustrant le programme du festival "Sisterhood is powerful".....	396
Figure 33 : Logo "Ensemble(es)" sur le programme des 40 ans du MLF en 2010	397
Figure 34 : Chronologie structurée par des slogans dans le programme des 40 ans du MLF en 2010, http://re-belles.over-blog.com/article-programme-des-40-ans-du-mlf---2010-45338139.html	399
Figure 35 : Tombe de Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre sur laquelle est apposée une plaque en souvenir de Sohane Benziane, http://www.biosstars.com/j/jean-paul_sartre/photos.htm	406
Figure 36 : Image de la marche du 11 octobre 2002 à Vitry, extrait du reportage intitulé « Vitry : Marche silencieuse pour Sohane » (03min46s), diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2	411
Figure 37 : Affiches exposées au domicile d’Alexandra, qui illustrent son positionnement antireligieux, et qui permettent de mieux comprendre son interprétation de la photo de la plaque	476
Figure 38: Manifestation du 30 novembre 1971 pour le droit à l’avortement, photo de Catherine de Deudon, (Deudon, 2003 ; Prochoix, 2008).....	488
Figure 39 : Communiqué de presse de l’exposition « Photo / Femmes / Féminisme, 1860-2010 Collection de la Bibliothèque Marguerite Durand »	489
Figure 40: Panneau réalisé par une femme de l’association Du côté des femmes, à partir de sa propre trajectoire, dans le cadre d’une exposition intitulée « Itinéraires de femmes, mémoires et migrations ».....	716
Figure 41 : Panneau réalisé par une femme de l’association Du côté des femmes, à partir de sa propre trajectoire, dans le cadre d’une exposition intitulée « Itinéraires de femmes, mémoires et migrations ».....	760

Principaux sigles utilisés

AFFDU : Association française des femmes diplômées des universités
ANCIC : Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception
APIAF : Association promotion initiatives autonomes des femmes
ARCL : Archives recherches cultures lesbiennes
AVFT : Association contre les violences faites aux femmes au travail
CA : Conseil d'administration
CADAC : Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception
CAF : Centre des archives du féminisme
CAMS : Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles
CFDT : Confédération française démocratique du travail
CGT : Confédération générale du travail
CIDFF : Centre d'information des droits des femmes et de la famille
CILAF : Comité international de liaison des associations féminines
CLASCHES : Collectif de lutte antisexiste contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur
CLEF : Coordination française pour le lobby européen des femmes
CLEF : Centre lyonnais d'études féministes
CLF : Coordination lesbienne en France
CNDF : Collectif national pour les droits des femmes
CNFF : Conseil national des femmes françaises
CNIDFF : Centre national d'information des droits des femmes et de la famille
CNRS : Centre national de la recherche scientifique
CNVF : Commission nationale de lutte contre les violences faites aux femmes
CRIPS : Centre régional d'information et de prévention du sida
DCDF : Du côté des femmes
ECVF : Élu-e-s contre les violences faites aux femmes
EFiGiES : Association de jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités
FDFA : Femmes pour le dire, femmes pour agir
FIFDU : Fédération internationale des femmes diplômées des universités
FMA : Féminin, Masculin, Avenir ; puis Féminisme, Marxisme, Avenir
FNMP : Fédération nationale des Maisons des potes
FNSF : Fédération nationale solidarité femmes
GAMS : Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles et autres pratiques affectant la santé des femmes et des enfants
GEF : Grandes écoles au féminin
GEF : Groupe d'études féministes de l'université Paris 7

GRAF : Groupe de réflexion et d'action pour le droit d'asile pour les femmes
GRIEF : Groupe de recherches interdisciplinaires sur les femmes
INA : Institut national de l'audiovisuel
IVG : Interruption volontaire de grossesse
LDR : Lesbiennes contre les discriminations et les racismes
LEA : Laïcité écologie association
MDF : Mouvement démocratique féminin
MFPF : Mouvement français pour le planning familial
MIPADI : Mission de la parité et de la lutte contre les discriminations
MIR : Mouvement des indigènes de la République
MLAC : Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception
MLF : Mouvement de libération des femmes
MMF : Marche mondiale des femmes
NPNS : Ni putes ni soumises
OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides
RAJFIRE : Réseau pour l'autonomie des femmes immigrées et réfugiées
SUD : Solidaires Unitaires Démocratique
UFCS : Union féminine civique et sociale
UFF : Union des femmes françaises
UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
VLR : Vive la révolution

Introduction générale

A- Un passé très présent

A l'origine de ce travail de thèse, le constat empirique suivant : les féministes françaises¹ démontrent une volonté tenace de construction et de transmission du passé et font de l'élaboration d'une mémoire commune une de leurs priorités actuelles.

Si la mémoire ne saurait être réduite à sa seule dimension commémorative, une recension des anniversaires célébrés entre 2005 et 2010² par les féministes françaises permet d'évaluer l'importance que celles-ci accordent au passé et à son actualisation dans le présent. En cinq ans, ont été commémorés notamment les 30 ans de la loi Veil [2005], le centenaire de la loi sur la laïcité [2005], le cinquantième anniversaire du Planning Familial [2006], le quarantième anniversaire de la pilule contraceptive [2007], le centenaire de la naissance de Simone de Beauvoir [2008], le quarantième anniversaire de Mai 68 [2008], les quarante ans du MLF [2010], le centième anniversaire de la Journée internationale des Femmes [2010] ou encore le dixième anniversaire de la Marche mondiale des femmes [2010]. Toutes ces commémorations, dont la liste n'est pas exhaustive, ont donné lieu à des manifestations de rues, colloques, soirées-débats, témoignages publics, fêtes, expositions, spectacles théâtraux, projection de films d'archives, parutions d'ouvrages etc. ; et ont été l'occasion, pour les organisations et les personnes engagées pour la cause des femmes, de produire des interprétations du passé, d'exprimer des souvenirs, et de s'affirmer publiquement comme des actrices incontestables de l'histoire – de l'histoire du XXème siècle en particulier. Ainsi, une comparaison entre la masse des activités qui constituent la vie courante du mouvement et le

¹ Dans ce travail, pour évoquer les personnes engagées pour la cause des femmes, le féminin générique sera utilisé, afin de mettre en évidence la large supériorité numérique des femmes au sein de ce groupe social. Pour autant, nous n'ignorons ni l'implication des hommes pour cette cause (certains étant d'ailleurs inclus dans notre échantillon), ni les travaux d'Alban Jacquemart qui leurs sont consacrés (Jacquemart, 2006 ; Jacquemart, 2011 ; Jacquemart, 2013).

² Période pendant laquelle a été réalisé le travail de terrain sur lequel prend appui cette thèse.

nombre de ces commémorations, qui mobilisent largement militantes associatives, universitaires, militantes de partis et « fémocrates »¹, nous conduit à constater que les féministes françaises consacrent, depuis au moins sept ans, une grande part de leur énergie et de leur temps militant à commémorer, commenter et raconter le passé. Revendiquée à la fois comme un enjeu de lutte, une ressource de l'action collective et la condition nécessaire à la continuité du groupe, la mémoire se voit attribuer de multiples fonctions par les membres du mouvement, qui la placent au centre des préoccupations féministes contemporaines.

En premier lieu, et en dehors du constat selon lequel les sociétés occidentales dans leur ensemble partageraient actuellement un « culte des anniversaires » et une « manie commémorative » (Johnston, 1992 ; Doss, 2010), un phénomène conjoncturel peut expliquer ce regain d'intérêt pour la mémoire au sein de l'« espace de la cause des femmes »² : un renouvellement générationnel, entamé il y a plus de dix ans, contribue à faire émerger et se multiplier les relectures du passé. D'une part, les militantes qui se sont illustrées dans les années 1970 arrivent aujourd'hui en fin de parcours militant et désirent laisser leur empreinte dans le mouvement avant de le quitter. Devenues, selon l'expression de Maurice Halbwachs, les « gardiennes des traditions » (Halbwachs, 1994: p.104), elles sont amenées à se plonger, plus qu'auparavant, dans leur passé³. D'autre part, l'arrivée continue de nouvelles générations de militantes, que certains qualifient de « troisième vague »⁴, pose la question de l'existence

¹ Les « fémocrates » (ou « *movement insiders* », dans la littérature américaine) sont les membres des instances étatiques légalement chargées des droits des femmes. Les travaux consacrés à ce « féminisme d'Etat » ont montré que des bureaucrates et des institutions pouvaient, à l'intérieur de l'Etat, déployer une action militante féministe (Stetson et Mazur, 1995 ; Malavoy, 1999 ; Baudino, 2000 ; Banaszak, 2005 ; Revillard, 2007 ; Banaszak, 2010).

² Nous définirons les contours de cet espace plus tard dans l'introduction et justifierons l'usage de cette expression « espace de la cause des femmes », empruntée à Laure Bereni (Bereni, 2007).

³ En témoigne notamment la parution d'autobiographies (ou récits à caractère autobiographique, ou entretiens biographiques) de féministes ces dernières années. Une liste des autobiographies (ou récits à caractère autobiographique) publiées par des militantes de la cause des femmes est disponible en annexes (cf Annexe n°1).

⁴ A propos de l'existence d'une troisième vague féministe, voir l'article de Marc Bessin et Elsa Dorlin, intitulé « Les renouvellements générationnels du féminisme : mais pour quel sujet politique ? » (Bessin et Dorlin, 2005) ; ainsi que l'article de Diane Lamoureux,

d'un « héritage féministe » et met au jour le tri à l'œuvre dans toute transmission. Opérant un renouvellement de la culture militante, des formes discursives et des stratégies de mobilisation, ces nouvelles arrivantes revendiquent la possibilité de tracer leur propre voie sans avoir à assumer l'entièreté de l'héritage de la vague féministe précédente et se livrent à des réinterprétations de l'histoire relatée par leurs aînées. La question de la mémoire apparaît donc aujourd'hui à la fois comme un facteur de rassemblement, car susceptible d'intéresser et de mobiliser toutes les féministes, mais aussi comme un enjeu de pouvoir et une source de tensions entre les générations.

La prégnance de la mémoire au sein du mouvement féministe français actuel contredit les discours militants et savants qui ont fait de l'amnésie une caractéristique immuable de ce mouvement social. En effet, à partir de l'identification d'une rupture entre la première et la seconde vague du féminisme français¹ – rupture à la fois effective et exagérée² – s'est diffusée, chez les militantes et chez les observatrices, l'idée selon laquelle les féministes en général n'auraient pas de mémoire et seraient, plus que tout autre groupe social, à la fois oublieux et victime de l'oubli. Ainsi, Geneviève Fraisse écrit en 2008 : « Le féminisme est une action collective qui est sans mémoire des luttes et des batailles gagnées, croyant chaque fois à sa naissance première et à son originalité absolue » (Fraisse, 2008a: en ligne). Liane Henneron confirme en affirmant que « le mouvement féministe a *toujours* eu des difficultés à transmettre sa mémoire » (Henneron, 2005: p.95). Etayée par des faits comme la parution, à l'automne 1970, du numéro spécial de la revue *Partisan*, sous le titre « Libération des Femmes, année zéro » (n°54-55), et alimentée par de nombreux témoignages d'actrices des années soixante-dix regrettant *a posteriori* leur ignorance de l'histoire des luttes féministes

intitulé « Y a-t-il une troisième vague féministe? » (Lamoureux, 2006).

¹ Le fait que la seconde vague du mouvement féministe français ait été rapidement qualifiée de « nouveau mouvement social » par l'école de pensée constituée en France autour d'Alain Touraine (Touraine, 1978 ; Touraine, Hegedus, Dubet et al., 1980) a amplifié cette idée d'un clivage entre le mouvement des années 1970 et les séquences de mobilisation féministes plus anciennes.

² Les travaux de Sylvie Chaperon, consacrés aux mobilisations féminines et féministes dans la période de « creux de la vague » des années 1950-1960, ont mis en évidence les éléments de continuité entre les deux vagues du mouvement féministe français (Chaperon, 1995, 2000). C'est aussi le cas de la thèse de Bibia Pavard consacrée à l'histoire des questions de contraception et d'avortement en France entre 1956 et 1979 (Pavard, 2010). Nous reviendrons sur ce point dans le chapitre 1.

aux débuts de leur engagement (Gaspard, 2002 ; Picq, 2002 ; Salmon et Dental, 2003), la thèse selon laquelle le déficit mémoriel¹ des militantes des années soixante-dix serait la preuve d'une incapacité structurelle des féministes à construire et transmettre le passé, s'est largement diffusée dans l'esprit de toutes et de tous.

S'il est vrai que, lorsqu'il émerge au début des années 1970, le Mouvement de libération des femmes (MLF)² semble pratiquer la « dénégarion de tout antécédent » (Thébaud et Studer, 2004: p.28), notamment parce que prédominant, en son sein, des fractions radicales qui pensent leur engagement sur le mode de la rupture, il n'en reste pas moins que le consensus autour d'une supposée amnésie structurelle des collectifs engagés pour la cause des femmes se heurte à une double réalité. D'une part, dès le début du XIX^e siècle, des féministes ont pris conscience de la nécessité d'élaborer des images positives de femmes dans l'histoire et de conserver des traces de leurs propres vécus et de leurs propres actions. D'autre part, on assiste ces dernières années à la multiplication de pratiques individuelles et collectives destinées à construire et transmettre le passé : d'abord, les féministes françaises s'engagent dans une démarche active de production et de diffusion d'interprétations du passé (dans le cadre des commémorations déjà évoquées, mais aussi au travers de la publication de témoignages ou d'autobiographies, de l'organisation de moments de partage des souvenirs personnels, de l'élaboration d'une historiographie féministe etc.) ; ensuite, elles créent et animent des structures destinées à la conservation des traces (centres d'archives, bibliothèques, musées etc.) ; enfin, elles organisent régulièrement des échanges sur les thèmes de la « mémoire », de la « transmission », de l'« oubli » et de l'« héritage »³. Toutes ces

¹ Depuis 2005 et le débat autour de la loi visant à reconnaître d'éventuels « aspects positifs » de la colonisation, l'adjectif « mémoriel » a été principalement utilisé dans le débat public pour disqualifier les lois qui se donnent pour objet d'imposer la lecture d'un fait historique. Ainsi sont désignées comme « lois mémorielles », la loi Gayssot de 1990 qui interdit le négationnisme, les lois de 2001 sur la qualification de la traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité et sur la reconnaissance du génocide arménien, ainsi que la loi de 2005 sur les « aspects positifs » de la colonisation. Notre usage du terme « mémoriel », dans cette thèse, se situe hors de ce débat et répond simplement à la nécessité de qualifier « ce qui est relatif à la mémoire ».

² Sur l'histoire de cette période voir les ouvrages de Naty Garcia Guadilla, Claire Duchen et Françoise Picq (Garcia Guadilla, 1981 ; Duchen, 1986 ; Picq, 1993).

³ Ces quatre termes cités entre guillemets sont issus du vocabulaire militant. A titre d'exemple, en décembre 2005, le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF)

pratiques, qui sont autant de manifestations de la mémoire dans l'espace de la cause des femmes, constituent le sujet de ce doctorat.

Avant d'en venir à la problématique et aux hypothèses qui président à cette recherche, il s'agit d'abord de répondre aux interrogations suivantes : qu'entend-t-on par « mémoire » ? Comment la saisit-on empiriquement ? Qu'est-ce que l'« espace de la cause des femmes » ? Répondre à ces premières questions de définition permettra de construire notre objet et de spécifier le cadre théorique dans lequel s'inscrit cette thèse.

B- Appréhender sociologiquement la mémoire pour saisir sa dynamique

Parmi les approches académiques existantes, se dégagent principalement deux façons d'appréhender la mémoire : une approche historique, qui met l'accent sur le poids du passé, et une approche sociologique, adoptée dans cette thèse, qui se concentre davantage sur les choix du présent. Autrement dit, se présente une alternative entre une approche historique

organise un rassemblement à la bourse du travail de Bobigny, intitulé « Rencontres alternatives féministes », et consacre entièrement un atelier d'une demi-journée à « la transmission générationnelle ». Les questions données en introduction de cet atelier par les organisatrices sont révélatrices des préoccupations des militantes : « Comment permettre à une relève féministe d'émerger ? Comment transmettre une histoire qui n'est que très partiellement écrite ? Comment cette relève peut-elle prendre sa place pour à son tour, et avec les plus anciennes, faire l'histoire ? » (Extrait de la présentation de l'atelier lue par les organisatrices au début de la demie-journée. Archives personnelles inédites de Maria Candea). Des réflexions similaires viennent alimenter également le débat organisé, quelques mois plus tard, par *Les Cahiers du Genre* et la revue *L'Homme et la société*, autour de la sortie de trois de leurs numéros consacrés aux féminismes. En effet, la moitié de cette journée (journée-débat organisée au CNRS le 13 novembre 2006), à laquelle participent chercheuses et militantes, est consacrée au thème suivant : « Question de générations, transmission ou mutation », et donne lieu à des échanges polémiques autour de la question de l'existence d'un héritage féministe et des responsabilités qui incombent à chacune soit de le transmettre, soit de le recevoir. Ces questionnements autour de la continuité intergénérationnelle et de l'usage de l'histoire à des fins identitaires sont aussi soulevés lors de l'université d'automne de la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF), organisée en décembre 2007, autour du thème « TransmissionS : hérédité ou héritage, entre mémoire et avenir ». Pendant quatre jours, les militantes des associations membres sont invitées à réfléchir aux modalités de construction d'une mémoire commune dont les intérêts seraient ceux de l'identité et de l'exemple.

qui définit son objet par le ou les événements remémorés (on cherche ainsi à voir comment un événement passé est raconté ou commémoré selon les périodes) et une approche sociologique définissant son objet par les individus ou groupes qui se remémorent (on cherche alors à comprendre comment des individus ou des groupes, ancrés dans le présent, se souviennent collectivement ou individuellement du passé). A l'une et l'autre des deux approches correspondent deux conceptions de la notion de « mémoire » et en particulier de la notion de « mémoire collective »¹. Expliciter ces différences permet de préciser l'ambition que se donne cette recherche.

1. Apports et limites de l'approche historique de la mémoire

L'approche historique de la mémoire, qui se développe en France à partir du milieu des années 1970², part de l'histoire advenue, telle qu'elle est établie par la discipline historique savante et critique, et cherche à comprendre comment tel épisode est interprété, voire déformé, pour être intégré à une mémoire, dite « collective » car souvent pensée à l'aune de la Nation (Lavabre, 1991). Après avoir considéré « ce qui dans *l'événement lui-même* était susceptible de durer et de resurgir une fois la crise passée » (Rousso, 1990: p.13), les historiens travaillant sur la mémoire analysent l'évolution des récits qui en sont faits³. Ils font ainsi une « histoire de la mémoire »⁴ dont l'événement historique constitue à la fois le point de départ, et la référence. De ce point de vue, consacrer une recherche à la mémoire

¹ Ces deux conceptions se donnent à voir notamment dans la réflexion épistémologique entamée par Henry Rousso et Marie-Claire Lavabre autour du *Syndrome de Vichy* (Lavabre, 1991 ; Rousso, 1991).

² A partir du milieu des années 70, les historiens, en particulier certains de la troisième génération de l'École des Annales française, s'emparent de l'objet « mémoire » et s'appuient sur lui pour renouveler leur discipline (Nora, 1978). Les publications, recherches et réflexions méthodologiques sur la mémoire sont si nombreuses du milieu des années 70 à la fin des années 80, que Pierre Nora qualifie cette période de « moment-mémoire » (Nora, 1993).

³ A titre d'exemples, cette approche est celle d'Henry Rousso dans *Le Syndrome de Vichy* et celle de Benjamin Stora dans *La gangrène et l'oubli*. Les deux auteurs analysent les modalités selon lesquelles deux épisodes marquants de l'histoire de France (Vichy et la Guerre d'Algérie) sont entrés progressivement dans la mémoire nationale (Rousso, 1990 ; Stora, 2005).

⁴ Sur l'« histoire de la mémoire » voir l'article de François Dosse, intitulé « Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire » (Dosse, 1998), et l'article d'Henry Rousso, intitulé « Pour une histoire de la mémoire collective : L'après-Vichy » (Rousso, 1991).

féministe signifierait définir *a priori* un ensemble de figures et d'événements constitutifs d'une « histoire féministe », de sélectionner parmi eux ceux considérés comme les plus fondateurs et donc les plus susceptibles d'être rappelés ou commémorés, et d'analyser les modalités de leur intégration (ou non) aux récits publics du passé, c'est-à-dire la façon dont ils sont interprétés, publiquement racontés ou commémorés selon les différentes périodes.

Cette approche, qui s'inscrit dans une mutation plus générale de l'intérêt des historiens pour les conflits d'interprétations et la relativité des connaissances produites par leur discipline¹, a l'avantage de mettre au jour les processus de sélection et d'éviction à l'œuvre dans l'élaboration du roman national. Elle montre aussi comment l'histoire (amplifiée, déformée, falsifiée, ou simplement telle qu'elle est advenue) peut être utilisée soit pour consolider le sentiment d'appartenance au groupe national, soit pour en exclure des collectifs considérés comme minoritaires ou marginaux. En revanche, comme nous allons le voir, parce qu'elle est limitée dans ses objectifs (concentration sur les formes les plus institutionnelles de la présence du passé et sur les éventuels écarts entre l'histoire réellement advenue et les récits qui sont faits de l'événement), cette démarche est également limitée dans les conclusions auxquelles elle permet d'aboutir : elle ne permet pas d'expliquer le *fonctionnement* de la mémoire².

Tout d'abord, parce qu'ils sont principalement portés par le souci de rendre intelligible le passé³, et que la norme historique constitue leur norme de référence, les historiens ont tendance à appréhender la mémoire « en creux » par rapport à l'histoire et à considérer avant tout celle-ci comme le creuset des falsifications du passé (Lavabre, 2007). A une histoire supposée savante, critique et porteuse de vérité, ils opposent une mémoire considérée comme affective, mythique et mensongère, dans laquelle il s'agit d'identifier la trace des manipulations du passé. Ce faisant, ils négligent ce que Ricoeur appelle « l'ambition

¹ Lucette Valensi explique par exemple que le récit historique contient toujours « des éléments de légendaire » et c'est même la transformation de l'histoire en fable qui assure sa transmission (Valensi, 1992).

² Pour davantage d'éléments sur le rapport que les historiens entretiennent à la notion de mémoire depuis les années 70, voir : (Ledoux, 2013).

³ François Dosse parle du « contrat de vérité » de l'histoire (Dosse, 2006: p.19).

véritative de la mémoire » (Ricoeur, 2003)¹, et s'en tiennent à une vision stratégique de celle-ci, qui met principalement l'accent sur les usages du passé (Gensburger, 2005: p.47). Cette focalisation sur les formes institutionnelles de la présence du passé² se fait aux dépens d'une analyse des interprétations dont sont porteurs les individus. Alors que François Dosse définit l'histoire de la mémoire comme « une recollection du sens, qui vise à l'appropriation des diverses sédimentations de sens léguées par les générations précédentes » (Dosse, 1998: p.9), il est surprenant de voir que la plupart des travaux d'historiens sur la mémoire ne portent que rarement attention aux souvenirs de l'expérience vécue ou transmise.

Du fait de la faible quantité de sources écrites laissées par les femmes ou les concernant, le recueil de souvenirs, dans le cadre du recours aux archives orales, s'est certes imposé comme une nécessité pour écrire l'histoire des femmes, comme il s'est imposé pour écrire l'histoire d'autres catégories sociales dominées. Néanmoins, paradoxalement, les historiennes des femmes ont eu « des difficultés à se départir d'une utilisation positiviste de la source orale » (Thébaud, 2007: p.77) et n'ont pas plus que les autres posé la question du fonctionnement de la mémoire³.

Par ailleurs, lorsque l'approche historique de la mémoire fait référence à la « mémoire collective » c'est, le plus souvent, pour évoquer une mémoire nationale, pensée comme une sorte d'inconscient collectif constitué et flottant au-dessus du groupe, sans analyser par quels processus concrets elle s'élabore ou se renouvelle. Ainsi, l'approche historique de la mémoire dit d'une mémoire qu'elle est « collective » dès lors qu'on observe, au travers des

¹ C'est-à-dire le fait que les individus, en se souvenant, peuvent aussi chercher sincèrement à dire ce qui fut réellement.

² Par exemple, pour ne considérer que l'histoire des femmes, du féminisme et du genre, lorsque l'historienne Christine Bard appréhende la question de la mémoire, c'est au travers d'une étude sur les usages politiques de l'histoire des femmes (Bard, 2006b) et de la place accordée aux femmes dans « l'espace public mémoriel » (noms de rue, plaques commémoratives, statues, panthéonisations, célébrations nationales, etc.) (Bard, 2005).

³ Dans une communication orale non publiée, intitulée « Mémoires et histoire des femmes, histoire d'un évitement des sources orales à l'avènement du *Je* », Michelle Zancarini-Fournel explique pourquoi l'histoire des femmes n'a pas pris le tournant de l'histoire de la mémoire : cela tiendrait, selon elle, à un manque de soutien institutionnel pour le recueil de sources, une peur de faire une histoire militante, des doutes sur l'existence d'une mémoire collective, et un évitement des subjectivités (Thébaud, 2007: p.223). Nous reviendrons sur les rapports entre histoire des femmes, histoire orale et mémoire dans le chapitre 2.

formes institutionnelles de la présence du passé, l'existence d'une norme « officielle » de remémoration à destination de la collectivité. Alors que l'approche sociologique de la mémoire, et en particulier Marie-Claire Lavabre dans son ouvrage *Le fil rouge, Sociologie de la mémoire communiste*, se donne comme objectif de saisir empiriquement à la fois les effets de cette norme sur les mémoires individuelles, et en retour la contribution des individus à la construction de la norme, l'approche historique de la mémoire ne porte pas particulièrement attention aux processus sociaux par lesquels se réalise « une homogénéisation des représentations du passé » au sein d'un groupe (Lavabre, 1994: p.281). Une des ambitions de ce doctorat est justement de mettre au jour les mécanismes concrets de la mémoire qui, au sein d'un mouvement social aussi pluriel, ouvert et clivé que le mouvement féministe français, permettent, sous certaines conditions, l'émergence d'une mémoire collective. Il s'agit donc d'analyser les évocations du passé produites au sein de l'espace de la cause des femmes, à différents niveaux, pour voir à la fois comment le collectif intervient dans la formulation des souvenirs individuels, et réciproquement comment les individus qui composent le groupe participent à l'élaboration de normes de remémoration.

Malgré le caractère pionnier des travaux du sociologue Maurice Halbwachs – qui fut le premier à imposer l'idée d'une mémoire de groupe¹ – l'approche historique est celle qui domine encore aujourd'hui le champ des études sur la mémoire, et par conséquent celle qui façonne l'idée que nous nous faisons de ce qu'est la mémoire. Ainsi, lorsque le sujet de cette recherche était, par commodité, présenté comme étant « la mémoire féministe », dans le cadre d'échanges avec d'autres chercheurs ou même avec des personnes impliquées sur le terrain, une interrogation revenait régulièrement : quelle est la période traitée ? Cette réflexion est la preuve de la difficulté à faire comprendre que la mémoire, pourtant définie par Saint-Augustin comme « le présent du passé » (Saint-Augustin, 2004), peut constituer un objet de la sociologie, et par conséquent être analysée au présent.

¹ Cette idée n'allait pas de soi et paraissait même incongrue aux contemporains d'Halbwachs, pour qui la mémoire était une expérience personnelle et intérieure, que seule la physiologie ou la psychologie pouvaient saisir (Bergson, 1993).

2. Les groupes au présent, objets de la sociologie de la mémoire

Cette thèse revendique donc son inscription dans le champ de la sociologie de la mémoire, dont on peut situer l'origine dans les travaux de Maurice Halbwachs (Halbwachs, 1994, 1997, 2008), et dans les lectures critiques qu'en ont faites Marc Bloch (Bloch, 1925) et Roger Bastide (Bastide, 1960, 1970). Cette approche se distingue de l'approche historique précédemment décrite en ce qu'elle « abandonne (...) – au moins provisoirement – le souci de la “réalité” du passé pour s'attacher à la “vérité” que lui confère le présent » (Lavabre, 1991: p.267). L'idée est donc de concentrer le regard sur la façon dont des individus ou des groupes, *ancrés dans le présent*, évoquent le passé et lui donnent sens, plutôt que de partir des événements passés eux-mêmes, tels qu'ils sont advenus *en amont* de la mémoire, et tels qu'ils sont ensuite racontés ou remémorés selon les périodes. Ainsi, pour définir l'objet de cette recherche, il s'agit de partir d'un groupe¹, que nous circonscrivons grâce au concept d'« espace de la cause des femmes », et de nous intéresser à la façon dont, au présent, les membres de ce mouvement social (individus et organisations) se souviennent du passé vécu, s'approprient le passé lointain, l'écrivent, en proposent des interprétations concurrentes des interprétations dominantes, le commémorent, le célèbrent au travers de rites, en conservent les traces, etc. Peu importe donc que les figures ou événements commémorés appartiennent à l'histoire mondiale, à l'histoire nationale, à l'histoire des femmes, ou à l'histoire des luttes féministes, ce qui définit l'objet de cette thèse n'est pas la nature des figures ou événements évoqués mais le collectif, ancré dans le présent, qui réalise ces évocations du passé.

Affirmer une telle primauté du groupe dans la définition de l'objet ne signifie pas pour autant que le celui-ci est considéré comme une entité collective figée qui, de manière consensuelle et unifiée, serait productrice d'un discours clos sur le passé. Les points de vue sur le passé s'expriment dans toute leur diversité au sein du mouvement féministe français. L'histoire écrite et commémorée par les organisations ou les figures dominantes du mouvement est plurielle, et de plus, elle ne correspond pas nécessairement à celle qu'expriment les militantes de la cause des femmes au travers de leurs souvenirs personnels.

¹ Le terme « groupe » est utilisé ici dans son sens le plus commun à savoir : un ensemble d'êtres rapprochés formant un tout (définition donnée par le Centre national de ressources textuelles et lexicales : <http://www.cnrtl.fr/definition/groupe>).

Il ne s'agit donc pas de penser le collectif sur le mode de l'individuel et de suggérer que le mouvement social se souvient à la manière d'une personne, mais plutôt d'essayer, à partir d'un travail de terrain à différentes échelles (individus, organisations, pôles), d'être attentif aux luttes de sens qui existent autour des récits du passé et de rendre compte ainsi du fonctionnement dynamique de la mémoire. Cette perspective s'inscrit dans la lignée des compléments apportés par Roger Bastide à la théorie de la mémoire collective telle que Maurice Halbwachs l'avait initialement formulée. En effet, Bastide critique l'idée halbwachsienne d'une conscience collective, extérieure et supérieure aux individus. Selon lui, la mémoire collective n'est pas conscience collective du groupe en tant que groupe mais un « système d'interrelations de mémoires individuelles » (Bastide, 1970: p.92). C'est donc à la structure de ces relations, entre organisations et entre individus, au sein de l'espace de la cause des femmes, que nous allons porter attention pour comprendre le fonctionnement des mémoires féministes. Inversement, la diversité des rappels du passé exprimant un système de rapports entre individus, notre sociologie des mémoires féministes renseignera la façon dont le mouvement social étudié est organisé.

C- Sociologie de la mémoire et étude des mouvements sociaux, une rencontre heuristique

Cette recherche se situe au croisement de deux champs d'études qui, jusqu'à maintenant, ont peu communiqué l'un avec l'autre. La rencontre de l'*objet mémoire* avec l'*objet mouvement social*, s'avère particulièrement heuristique : d'une part, l'entrée mémoire permet de penser la continuité des mouvements sociaux sur un mode inédit – à savoir d'un point de vue subjectif et non uniquement structurel – et permet aussi de penser les processus de production de sens dans les mouvements sociaux en remédiant à certaines limites de l'analyse des cadres¹. D'autre part, l'objet mouvement social constitue pour la sociologie de la

¹ L'analyse des cadres est un courant de la sociologie des mouvements sociaux, qui émerge aux Etats-Unis au début des années 1980, et qui se pose comme principal objectif de comprendre les processus de production de sens à l'œuvre dans les mouvements sociaux. Les principales avancées et limites de ce courant seront présentées dans la suite de cette introduction.

mémoire un angle intéressant pour comprendre par quels processus peuvent s'élaborer des représentations partagées du passé, en l'absence d'un cadre institutionnel fort.

1. Aperçu des travaux sur mémoire et mouvements sociaux

Malgré le développement dans les années 80 d'un courant mettant l'accent sur les processus de « production de sens » (*meaning-making*) dans les mouvements sociaux, les spécialistes de l'action collective se sont encore peu intéressés à la question de la mémoire. Parallèlement à cela, la sociologie de la mémoire s'est constituée à partir d'études appréhendant les usages du passé et la pratique d'expression des souvenirs dans des contextes très variés¹, pouvant impliquer à la marge des mouvements sociaux, mais n'a jamais donné lieu à une étude empirique prenant pour objet principal la mémoire dans un mouvement social. Seuls quelques travaux, principalement américains, ont traité des liens entre mémoire et action collective. Un rapide aperçu de leurs conclusions permet d'évaluer les directions possibles et le chemin qu'il reste à parcourir.

Le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis dans les années 60, en raison peut-être de son ancrage dans une histoire longue dont on pourrait situer l'origine dans la Guerre de Sécession (1861), a concentré l'attention des quelques chercheurs travaillant sur la mémoire dans les mouvements sociaux. Richard A. Couto écrit, en 1993, un article intitulé « Narrative, free space, and political leadership in social movements »², dans lequel il montre comment les récits du passé peuvent nourrir la résistance politique des groupes dominés (Couto, 1993). Ces récits qui, dans le cas du mouvement pour les droits civiques, portent principalement sur les sévices infligés aux ancêtres, fournissent au groupe soit des exemples

¹ Ils ont été analysés, au travers d'études empiriques, par exemple dans le cadre du parti communiste français (Lavabre, 1994) ; de familles célébrant leurs morts (Déchaux, 1997 ; Garcia Castro, 2002) ; du pèlerinage de Notre Dame de Santa Cruz impliquant les « rapatriés » d'Algérie (Baussant, 2002) ; du rite de la Jugendweihe en Allemagne (Chauliac, 2003) ; du processus d'attribution du titre de « Juste parmi les Nations » (Gensburger, 2006), de la transmission du passé nazi dans des écoles allemandes (Oeser, 2007), auprès de rescapés des camps de concentration (Pollak, 2000), ou encore auprès des anciens détenus de camps en Bosnie-Herzégovine (Jouhanneau, 2013).

² On traduit par : « Récit, espace libre et leadership dans les mouvements sociaux ».

de conduites héroïques de la part de personnes considérées par le reste de la société comme incapables de bravoure, soit des précédents qui incitent à lutter, soit des éléments d'explication du rapport de domination. Cet article pose comme condition d'émergence d'un mouvement social l'existence de *free spaces* (espaces libres) au sein desquels les récits peuvent être élaborés et transmis de sorte qu'existe progressivement une « communauté de mémoire ».

Toujours à propos du mouvement pour les droits civiques à l'échelle des communautés locales, Charles M. Payne montre que dans les familles où les ancêtres transmettaient les histoires de la résistance à la domination raciale, les jeunes étaient plus enclins que ceux d'autres familles à rejoindre le mouvement en faveur de l'égalité (Payne, 1995). Dans cet ouvrage, la mémoire est analysée comme une ressource pour l'action collective : on cherche à comprendre comment elle constitue un facteur déclencheur ou catalyseur de l'engagement.

Cette approche selon laquelle on cherche dans la mémoire les raisons de l'engagement est également celle adoptée par Frederick C. Harris lorsqu'il examine la façon dont le souvenir de certains événements (la condamnation à mort des Scottsboro Boys en 1931, la décision Brown en 1954, le meurtre de Emmett Till et le boycott des bus de Montgomery en 1955) ont favorisé l'activisme politique noir dans les années 60 (Harris, 2006). A partir de données quantitatives notamment, il établit des liens entre la connaissance de ces événements passés et la propension à l'engagement.

S'ils ont l'avantage de mettre en évidence le fait que la mémoire joue un rôle crucial dans la formation de l'action collective (en fournissant des informations et des cadres de pensée aux individus et en les aidant ainsi à élaborer leur jugement et à interpréter des revendications et des opportunités), ces travaux sortent difficilement d'une vision stratégique ou utilitariste de la mémoire. Hormis Couto, qui met l'accent sur les faits de communication au sein des *free spaces*, ces auteurs ne s'intéressent pas au fonctionnement de la mémoire en tant que telle : ils ne cherchent pas à comprendre comment elle s'élabore – dans le cours des interactions – mais considèrent principalement ses effets sur l'activisme. La mémoire est appréhendée en amont de l'engagement, comme un ensemble de références à disposition des individus pour construire leur militantisme. Il n'est pas réellement question des processus par lesquels elle continue d'évoluer au cours de l'action collective, ni des phénomènes de conflits et de négociations qui peuvent être en jeu autour des interprétations du passé. Cette approche

de la mémoire par les « effets » ne permet pas non plus d'expliquer les phénomènes d'oubli, les raisons pour lesquelles certains récits ne se transmettent pas.

Notre approche s'apparente plus à celle développée par Elizabeth A. Armstrong et Suzanna M. Crago dans leur étude de la mémoire collective du mouvement *gay* aux États-Unis (Armstrong et Crago, 2006). Ces dernières, en s'intéressant aux facteurs qui font que les émeutes de Stonewall¹ entrent comme moment fondateur dans la mémoire des mouvements gays américains, cherchent, comme nous, à déterminer les raisons de la mémoire, plutôt que d'essayer de chercher en la mémoire les raisons de l'engagement. De plus, elles ne se contentent pas de chercher dans l'événement lui-même ce qui est susceptible de durer (même si le caractère *commémorable* de l'événement constitue selon elles un élément favorisant l'ancrage dans la mémoire). Elles font de la « capacité mnémotique du groupe », c'est-à-dire des opportunités politiques, organisationnelles et culturelles dont dispose le groupe, un critère déterminant de l'entrée d'un événement dans la mémoire. Ainsi, elles mettent en évidence le fait que la mémoire d'un mouvement social est susceptible d'évoluer en fonction de la capacité du groupe à commémorer, elle-même déterminée par le contexte et l'organisation des relations des militants entre eux.

Ce rapide tour d'horizon des différentes façons d'appréhender le lien entre mémoire et action collective doit également mentionner les travaux portant sur la façon dont la mémoire peut être elle-même l'objet de mobilisations collectives. En effet, certaines études abordent le lien entre mémoire et action collective à partir de l'analyse de ce qu'on pourrait appeler les « mobilisations mémorielles », c'est-à-dire des mobilisations visant exclusivement à faire reconnaître dans l'espace public et politique, la nécessité de rappeler ou commémorer un événement ou une figure du passé. Sarah Gensburger, par exemple, à partir de l'étude du groupe des « Volontaires francophones pour le département des justes de Yad Vashem », groupe qui a joué le rôle de passeur de mémoire entre l'État d'Israël et l'espace public et politique français dans le cadre de la mise en œuvre du titre de « Justes parmi les Nations », a

¹ Il s'agit de manifestations spontanées et violentes qui eurent lieu à New York, la nuit du 27 juin 1969, en réponse à un raid de police dans un des seuls bars à clientèle homosexuelle de la ville.

été amenée à analyser la façon dont des individus s'engagent dans une action collective en faveur d'une commémoration (Gensburger, 2010). Dans le même esprit, les études visant à rendre compte de la façon dont des victimes, constituées en mouvements sociaux, écrivent leur histoire et militent pour faire entendre leur récit propre (Lefranc, Mathieu et Simeant, 2008), peuvent venir alimenter notre réflexion, dans la mesure où les militantes de la cause des femmes font de la lutte contre l'invisibilisation des femmes dans l'histoire une des dimensions de leur lutte.

2. Mémoire, continuité et transmission au sein des mouvements sociaux

En prenant la mémoire comme objet, cette recherche s'inscrit aussi dans le prolongement des quelques études qui ont tenté de penser la continuité des mouvements sociaux. Cette question a été peu appréhendée par la sociologie de l'action collective car celle-ci a longtemps été dominée par deux visions de la temporalité qui mettent surtout l'accent sur les ruptures¹. On dégage néanmoins deux types de théorisation de la continuité et il s'agit ici de voir en quoi l'objet mémoire peut enrichir ces approches.

¹Le champ d'études des mouvements sociaux a été dominé principalement par deux visions de la temporalité (Mcadam et Sewell Jr, 2001). Tout d'abord, une approche centrée sur les évolutions structurelles longues qui participent à la déstabilisation des relations de pouvoir existantes et qui provoquent l'émergence de groupes porteurs de revendication (Tilly, 1970 ; Snyder et Tilly, 1972). Parce qu'elle cherche les origines des mouvements sociaux principalement dans les transformations macro-sociales qui les ont précédées, cette approche ne pose pas la question du devenir des mouvements eux-mêmes et de la possible filiation des mouvements entre eux. Ensuite, une seconde approche, centrée sur les « cycles de mobilisation » (Tarrow, 1989), décrit les mouvements sociaux comme des groupes qui fleurissent puis déclinent en cycles parallèlement aux réponses apportées par l'État, et qui dans le même temps modifient les opportunités disponibles pour les mouvements contemporains et suivants (Meyer et Whittier, 1994). Cette perspective concentre le regard des chercheurs sur les organisations au moment où leur activité et leur visibilité sont les plus intenses et évacue ainsi la question de la survivance des mouvements sociaux en période de déclin de l'activité. D'autre part, elle s'intéresse aux transformations objectives dans la structure des opportunités politiques et laisse ainsi de côté la question de la perception subjective des événements par les militants. La suprématie de ces deux conceptions a contribué à marginaliser la question de la continuité des mouvements sociaux.

La plupart des chercheurs posant la question de la continuité des mouvements sociaux, se sont concentrés sur les processus de continuité qui peuvent exister entre différents mouvements. Au lieu de se concentrer sur un mouvement qui s'étale dans le temps, ils ont plutôt essayé de mettre en évidence l'existence d'héritages entre des mouvements séparés dans le temps et/ou centrés sur des revendications différentes. C'est le cas par exemple des travaux de Maurice Isserman sur les liens entre ce qu'on appelle aux Etats-Unis la Vieille gauche et la Nouvelle gauche (Isserman, 1987), des travaux de David Meyer et Nancy Whittier sur les liens entre le mouvement des femmes et le mouvement pacifiste américain des années 80 (Meyer et Whittier, 1994), ou encore des travaux de Lilian Mathieu sur les liens entre la vague contestataire française des années 1990 et le mouvement altermondialiste (Mathieu, 2005). L'idée de ces études est de démontrer la persistance sur la longue durée de certains schèmes idéologiques, de modèles d'organisation, de stratégies, et surtout d'identifier les processus qui permettent leur transmission d'un mouvement à un autre¹.

Quelques recherches ont tout de même posé la question de la continuité au sein d'un seul et même mouvement, en se concentrant sur les modalités de maintien de l'organisation et de l'activité militante entre deux étapes de mobilisations. Les mouvements féministes ont fourni, en raison de leur longévité historique, un cas paradigmatique pour penser cette question. S'intéressant aux temps discrets qui séparent les pics d'activité, Leila Rupp et Verta Taylor, dans leur ouvrage sur la survivance du mouvement féministe dans les années 1940 et 1950 aux Etats-Unis (Rupp et Taylor, 1987), ont contribué à démontrer que les mouvements ne naissent pas et ne meurent pas au gré des mobilisations comme pouvait le laisser croire l'approche par les « cycles de protestation ». Dans un article de 1989 (Taylor, 1989, 2005),

¹ Il faut noter ici qu'identifier des continuités ne revient pas nécessairement à parler de mémoire : il n'y a pas obligatoirement de la mémoire dès lors qu'on observe une similitude entre le passé et le présent. La tradition, aveugle à elle-même, n'est pas de la mémoire. La mémoire est une référence sélective au passé. Ainsi, on peut observer de la continuité entre des mouvements éloignés dans le temps, notamment parce que des schémas d'organisation identiques produisent des effets comparables en termes de savoir-faire militants, d'idéologies etc., cela ne suffit pas à conclure qu'il y a eu transmission entre ces mouvements ou qu'il s'agit de mémoire. A ce propos, voir l'ouvrage de Serge Bonnet et Roger Humbert, intitulé *La Ligne rouge des hauts fourneaux*, dans lequel les auteurs montrent la permanence de certains rituels associés aux grèves sans qu'il n'y ait pourtant aucune trace de ces grèves dans la mémoire consciente de la classe ouvrière lorraine (Bonnet et Humbert, 1981).

Verta Taylor reprend les grandes lignes de ce travail précurseur et propose un cadre d'analyse qui spécifie certains processus de continuité des mouvements sociaux. Contre l'image, véhiculée notamment par les partisans de la théorie dite des « nouveaux mouvements sociaux », selon laquelle les mouvements des années 1960-70 auraient « émergé de nulle part » et représenteraient un changement soudain par rapport aux années qui les ont précédés, l'auteur montre que « le mouvement des femmes américain peut être vu comme la résurgence d'une contestation dont les racines plongent dans un cycle plus ancien d'activisme féministe qui prit sans doute fin au moment où le droit de suffrage fut conquis » (Taylor, 2005: p.230)¹. En mettant en évidence l'existence de « structures dormantes » (*abeyance structures*) qui ont pour fonction de préserver le réseau militant, le répertoire de buts, les stratégies du mouvement féministe entre deux temps forts de la mobilisation, cette théorisation de la continuité a durablement marqué la sociologie des mouvements sociaux.

Si cette thèse s'attache, tout comme les travaux de Verta Taylor et Leila Rupp, à penser la continuité des mouvements sociaux à partir de l'exemple du mouvement féministe², elle s'en distingue toutefois à plusieurs égards et entend s'engager dans une voie complémentaire. Verta Taylor inscrit sa démonstration dans la droite ligne des travaux de la théorie de la mobilisation des ressources (Oberschall, 1973 ; Zald et McCarty, 1979 ; Gamson, 1990). Pour elle, « les opportunités politiques et une base organisationnelle indigène sont des facteurs majeurs dans le développement et le déclin des mouvements » et partant de ce postulat, elle se concentre principalement sur ces deux aspects pour expliquer les processus de continuité des mouvements sociaux (Taylor, 2005). Pour nous, la continuité du mouvement social ne réside pas seulement dans la continuité des structures mais peut être aussi la résultante de reconstructions *a posteriori*, et résider dans la production de discours sur le passé. Au travers de l'analyse des évocations du passé faites aujourd'hui par les membres du groupe, on peut comprendre comment le mouvement lui-même pense sa propre continuité. Ainsi, nous

¹ Sur la France, l'historienne Sylvie Chaperon arrive à des conclusions comparables en travaillant sur les féministes des années 1945-1970, période dite du « creux de la vague » (Chaperon, 2000).

² Dans cette même volonté d'appréhender la continuité du mouvement social à partir de l'exemple paradigmatique du mouvement féministe, on trouve aussi les travaux de Nancy Whittier (Whittier, 1995, 1997), Liane Henneron (Henneron, 2000, 2005) et Camille Masclet (Masclet, 2007), qui posent la question de la transmission du féminisme entre les générations.

souhaitons compléter l'approche de Verta Taylor centrée sur les structures et proposer une théorisation de la continuité des mouvements sociaux qui prendrait aussi en compte les composantes cognitives et discursives de l'action collective. A l'analyse objectiviste de Verta Taylor, on souhaite associer une approche subjective de la continuité des mouvements sociaux, nourrie notamment des réflexions théoriques des tenants de l'analyse des cadres, qui ont été parmi les premiers à poser la question de la production de sens dans les mouvements sociaux. Cela ne signifie pas que nous excluons de notre analyse la dimension structurelle, mais comme nous allons le voir, nous mettons l'accent sur la façon dont, au présent, les structures façonnent les représentations sociales du passé, qui elles-mêmes participent à la création d'une continuité subjective entre le présent et le passé, qu'il y ait ou non persistance dans le temps des organisations ou des individus.

3. Pour une analyse des cadres situationniste, attentive à la structuration des groupes et aux insertions sociales des individus

L'analyse des cadres, qui émerge aux Etats-Unis au début des années 1980 contre les théories dominantes de la mobilisation des ressources et du processus politique¹, considère les mouvements sociaux avant tout comme des producteurs de justifications, d'interprétations et se donne comme objectif de conceptualiser ce travail de signification à l'œuvre dans toute action collective (Cefaï et Trom, 2001). Cette thèse, qui prend la production des discours sur le passé comme objet central, s'inscrit dans cette volonté de porter attention aux composantes cognitives et discursives de l'action collective et entend donc s'appuyer sur certaines avancées théoriques de l'analyse des cadres. Néanmoins, des lacunes, identifiées aussi bien par des lecteurs que par des contributeurs à ce courant (Benford, 1997), ont contribué à soumettre cette théorie à des critiques importantes. A partir de ces critiques, en particulier

¹ Les théories de la mobilisation des ressources, remaniées ensuite sous le nom de théories du processus politique, ont construit la mobilisation elle-même comme l'objet principal de leur questionnement. Elles ont cherché à expliquer l'émergence des protestations collectives par le fait que des acteurs partagent un intérêt commun à agir et qu'ils disposent de ressources individuelles (matérielles, symboliques) et collectives (réseaux, organisations) susceptibles d'être mobilisées au service de la protestation. Les auteurs à l'origine de ces approches sont : (Oberschall, 1973 ; Zald et McCarty, 1979 ; Mcadam, 1982). Pour plus d'explications sur ce courant et les critiques qui lui ont été adressées, voir : (Lapeyronnie, 1988 ; Fillieule et Péchu, 1993 ; Neveu, 2005 ; Cefaï, 2007 ; Chazel, 2009 ; Sawicki et Siméant, 2009)

celles formulées par Daniel Cefaï dans son ouvrage *Pourquoi se mobilise-t-on ?* (Cefaï, 2007), on comprend mieux ce que la sociologie de la mémoire peut apporter à l'étude des mouvements sociaux.

Avant toute chose, la rencontre entre la sociologie de la mémoire et l'analyse des cadres permet d'envisager un enrichissement mutuel des deux acceptions du concept de « cadres », mobilisé par l'une et l'autre de ces approches. Les sociologues de la mémoire parlent, à la suite de Maurice Halbwachs, de « cadres de la mémoire » ou de « cadres sociaux de la mémoire » pour évoquer « tout ce qu'il entre de social dans les souvenirs individuels » (Halbwachs, 1994: p.146). Ainsi le résume Marc Bloch en citant Halbwachs : « se souvenir, ce n'est pas assister, en spectateur passif, à l'apparition d'images qui, conservées dans les zones obscures du moi, remonteraient comme d'elles-mêmes vers une surface plus claire ; c'est proprement reconstruire le passé. Or, ce travail de reconstruction n'est possible que parce que l'esprit dispose, pour l'exécuter, de moyens d'action que lui ont préparés d'autres esprits. "Tout souvenir, si personnel soit-il (...) est en rapport avec tout un ensemble de notions que beaucoup d'autres que nous possèdent, avec des personnes, des groupes, des lieux, des dates, des mots et formes du langage, avec des raisonnements aussi et des idées, c'est-à-dire avec toute la vie matérielle et morale des sociétés dont nous faisons ou dont nous avons fait partie" (Halbwachs, 1994: p.38) » (Bloch, 1925: p.74-75). Les cadres sociaux de la mémoire sont donc « ces catégories d'origine sociale », qui « nous permettent de localiser les images du passé dans le temps et dans l'espace, de les nommer, de les comprendre » (Bloch, 1925: p.74-75).

Cette définition rejoint en partie l'usage que les spécialistes de l'action collective font de la notion de cadres. En effet, les théoriciens de l'analyse des cadres empruntent le concept de « cadres » à Erving Goffman, qui le définit comme des « schèmes de compréhension disponibles dans notre société » (Goffman, 1991). Ils l'emploient pour décrire comment certains membres des mouvements sociaux produisent des schèmes d'interprétation de manière à « mobiliser les adhérents, obtenir le soutien du public et démobiliser les adversaires » (Snow, Rochford, Worden et al., 1986: p.478 ; Contamin, 2009: p.38) ; et comment les participants à ces mouvements sociaux utilisent ces mêmes schèmes d'interprétation comme des lunettes pour percevoir et décoder le monde. Ainsi, les membres d'un mouvement social, quand ils sont face à une nouvelle situation à interpréter, puisent dans

la culture du groupe d'appartenance des modèles d'interprétations qui leur permettent de donner aux événements ou aux situations des significations cohérentes avec le projet collectif dans lequel ils sont impliqués. Le concept de « cadres » définit donc « les éléments de sens à travers lesquels des acteurs définissent des situations pratiques, configurent un sens des événements, mettent en scène des identités et produisent des champs argumentatifs, s'alignent sur des mots d'ordre et des programmes d'action » (Cefaï, 2007: p.470). Selon cette définition, les cadres de l'analyse des cadres peuvent constituer des cadres de la mémoire : ils sont des schèmes d'interprétation, d'origine sociale, à partir desquels s'élaborent les représentations (du passé ou du présent).

Néanmoins, le concept de « cadres », tel qu'il est entendu par Halbwachs, est plus large que celui mobilisé par la sociologie des mouvements sociaux : tout d'abord, si on s'en tient à l'idée selon laquelle les cadres sont des « éléments de sens », Halbwachs va plus loin, dans la conclusion de son ouvrage *Les cadres sociaux de la mémoire*, en soulignant le fait que le langage dans sa globalité peut être considéré comme un des cadres de la mémoire. Selon lui, « il n'y a pas de souvenirs auxquels nous ne puissions faire correspondre des mots. Nous parlons nos souvenirs avant de les évoquer ; c'est le langage, et c'est tout le système des conventions sociales qui en sont solidaires, qui nous permet à chaque instant de reconstruire notre passé » (Halbwachs, 1994: p.279). Ainsi, le langage entier constitue une boîte à outils à partir de laquelle les gens se souviennent et on ne saurait en extraire seulement certains « éléments de sens » spécifiques à la culture du groupe d'appartenance. De plus, pour Halbwachs, le langage n'est qu'un aide-mémoire parmi d'autres : des éléments structurels ou de « morphologie sociale » façonnent aussi les représentations et jouent un rôle dans la reconstruction des souvenirs. Bastide prolonge cette idée en voyant dans la structure du groupe un facteur déterminant de la mémoire collective : « les souvenirs sont tellement pris dans la trame du village africain, des rassemblements humains, qu'ils ne ressuscitent que là où ce village se refait sur une autre terre, où le rassemblement humain peut se rétablir sur ses bases anciennes » (Bastide, 1970). Ainsi, la sociologie de la mémoire, en reliant structures sociales et représentations *via* la notion de « cadres sociaux de la mémoire », peut venir compléter la vision qu'ont les spécialistes de l'action collective du travail de signification à l'œuvre dans les mouvements sociaux. La volonté de faire dialoguer entre elles les différentes acceptions du concept de « cadres » justifie d'ailleurs, en partie, notre intérêt pour l'analyse des cadres, malgré ses limites présentées ci-après.

La première critique formulée par Daniel Cefaï à l'encontre de l'analyse des cadres se résume par la phrase suivante : « La *frame perspective* se fige dans une espèce d'analyse de contenu très peu sensible à l'indexalité et à la complexité des situations » (Cefaï, 2007: p.470). L'objet mémoire, tel qu'il est appréhendé par la sociologie, apparaît tout à fait approprié pour comprendre les processus de production de sens à l'œuvre au sein d'un mouvement social sans justement évacuer de l'analyse les contextes dans lesquels ils se réalisent. En effet, si comme Maurice Halbwachs, nous considérons que la mémoire ne conserve pas le passé mais le retrouve ou le reconstruit sans cesse en fonction des conditions présentes et des normes collectives en vigueur, il est impensable d'imaginer comprendre telle ou telle interprétation du passé sans prendre en compte les débats à l'œuvre au moment présent, la configuration actuelle des relations au sein du mouvement, les impératifs de la lutte à ce moment précis, etc. Ainsi, chaque manifestation de la mémoire dans un mouvement social (que ce soit l'expression d'un souvenir par un individu, l'organisation d'une commémoration par un collectif, la référence à une grande figure dans un discours etc.) sera appréhendée, dans cette recherche, comme la résultante d'une situation présente, qui articule au niveau *macro* des opportunités politiques données (objectives et subjectives), au niveau *mezzo* une configuration particulière des relations au sein du groupe et au niveau *micro* une place singulière de l'individu dans le groupe et dans le cours de sa trajectoire personnelle. La sociologie de la mémoire, en prenant comme postulat l'idée selon laquelle le « présent agit comme une écluse qui ne laisse passer de la mémoire collective que ce qui peut, en elle, s'adapter aux circonstances » (Bastide, 1970), impose donc un examen du contexte dans lequel les interprétations du passé sont produites. Ce faisant, elle se présente nécessairement comme situationniste¹ et viendra enrichir l'analyse des cadres de cette dimension.

Une seconde critique adressée à l'analyse des cadres nous semble pouvoir être résolue par la rencontre entre ce courant et la sociologie de la mémoire. L'analyse des cadres donne une vision très hiérarchique, stratégique et figée des processus d'élaboration des cadres. Le « travail de signification » à l'œuvre dans l'action collective n'est envisagé que comme une

¹ Au sens du situationnisme méthodologique, et non du situationnisme tel qu'il émerge dans les années 60 comme projet politique, philosophique et artistique.

construction par le haut et « dans une logique d'organisation de moyens pour atteindre des objectifs » (Cefaï et Trom, 2001). Daniel Cefaï dit de cette théorie qu'elle est trop « focalisée sur l'idée d'une *fabrication* des mouvements sociaux par les élites d'entrepreneurs en OMS¹, qui se doivent de *manufacturer* du mécontentement et de *confectionner* des causes pour convaincre et rassembler » (Cefaï, 2007: p.475). La phase d'appropriation des cadres par les militants ainsi que les luttes de sens qui en découlent ne sont que peu prises en compte. Or, comme nous l'avons déjà expliqué, l'approche sociologique de la mémoire se donne justement comme objectif de considérer tous les niveaux de la mémoire et non uniquement les usages politiques du passé. Une entrée dans la mémoire féministe « par le haut », c'est-à-dire en ne regardant que la façon dont les organisations ou les figures dominantes du mouvement construisent, à des fins identitaires, une norme de remémoration à destination de l'ensemble du groupe, conduirait à considérer abusivement que les souvenirs des militantes sont entièrement soumis au « devoir de mémoire ». Rendre compte de la dynamique de la mémoire c'est plutôt mettre en évidence les résistances à la norme, les processus de réappropriation par les individus, les négociations conflictuelles, les tensions, les compromis qui aboutissent ou non à l'élaboration d'une représentation du passé partagée. Il s'agit donc d'analyser les convergences et divergences des mémoires individuelles entre elles, mais aussi leur adéquation ou leurs écarts avec les normes de remémoration proposées par les figures dominantes ou les instances dirigeantes des organisations. Donner à voir ces interactions entre les différents niveaux de mémoire permet de sortir d'une vision figée des cadres et de montrer que les schèmes d'interprétations ne sont pas définis une fois pour toutes (ils ne sont pas ce que Daniel Cefaï, dans sa critique, appelle des « petits paquets bien emballés de signification ») mais qu'ils s'inventent dans le cours des relations et sont susceptibles d'évoluer au cours du temps.

Enfin, parce que les auteurs de l'analyse des cadres fondent rarement leurs travaux sur des enquêtes ethnographiques minutieuses, impliquant le recueil et l'usage de données

¹ Le sigle OMS signifie « Organisations de Mouvements Sociaux ». Il est apparu dans la sociologie des mouvements sociaux dans les années 1960, à l'occasion de l'émergence des nouveaux mouvements sociaux (NMS). Son usage marque un virage dans ce champ d'études : les structures d'organisation sont soudainement placées au centre de l'analyse, alors que cette question de l'organisation restait secondaire dans les sociologies du comportement collectifs (Cefaï, 2007: p.333-338).

qualitatives micro sociologiques, il leur a été reproché de ne pas « prendre assez en considération la multiplicité des ordres de rationalité et de légitimité dans lesquels s'orientent, interprètent et agissent les membres des mouvements sociaux » (Cefai, 2007: p.471). Halbwachs, en affirmant que l'individu est intégré dans un nombre plus ou moins considérable de sociétés, petites ou grandes, et que ses souvenirs les plus personnels dépendent de ces appartenances, nous invite à considérer l'individu comme le « lieu de rencontre des groupes » (Lavabre, 2004: p.171) et donc la pensée individuelle comme le croisement de « séries de pensées collectives enchevêtrées » (Bastide, 1970). Pour saisir empiriquement les effets de ces multiples insertions sociales sur les souvenirs des individus, nous veillerons à rétrécir la focale d'observation et à recueillir des histoires de vie. Elles permettront non seulement d'avoir accès aux souvenirs personnels mais aussi de retracer la trajectoire des individus et de comprendre ainsi dans quels univers de sens ils ont évolué au cours de leur existence et quelles dispositions cela a ancrées en eux. Ainsi, la sociologie de la mémoire invite à penser les représentations sociales produites au sein d'un mouvement social comme les résultantes certes des « logiques de situation » – c'est-à-dire « l'agencement particulier d'éléments caractéristiques de la situation à laquelle les acteurs sont confrontés à un moment donné » (Mayer, 2007: p.149) – mais aussi comme le produit des « jeux de disposition », c'est-à-dire « l'ensemble des schèmes intériorisés qui déterminent la manière dont l'individu agit concrètement à chaque moment de sa vie » (Favre, 1980 ; Mayer, 2007: p.1267).

Pour résumer, l'objet mémoire tel que nous l'appréhendons offre la possibilité de mener une analyse des mouvements sociaux qui relierait d'une part, structures sociales, situations et représentations sociales, et d'autre part, trajectoires des individus, positionnement dans l'espace social et perceptions subjectives. Ainsi, il permet de donner à l'analyse des processus de production de sens une coloration situationniste et de combler les lacunes de l'analyse des cadres mises en évidence plus haut. Le caractère heuristique de l'entrée « mémoire » dans les mouvements sociaux incite d'ailleurs, au-delà de l'utilisation stratégique de la mémoire¹, à faire une utilisation scientifique de cet objet. Alors que les études sur la mémoire ont eu

¹ Sur le « paradigme de la mémoire stratégique », voir l'article de Sarah Gensburger, intitulé « Les figures du Juste et du résistant et l'évolution de la mémoire historique française de l'occupation » (Gensburger, 2002).

tendance ces dernières années à se constituer en champ d'études spécifique et autonome (les « memory studies »¹), nous souhaitons, à l'image de ce qui est à l'œuvre avec le « genre »², faire de la mémoire une entrée ordinaire dans les faits sociaux. Parce qu'elle se situe au croisement de l'individuel et du collectif, du psychique et du social, du diachronique et du synchronique, la mémoire permet d'avoir accès aux différents niveaux des phénomènes sociaux et d'apporter des éléments de réponses aux questions les plus classiques de la sociologie et de la science politique, comme par exemple celle des effets des configurations sociales sur les représentations dont sont porteurs les individus ou encore celle du rôle de la production discursive dans la construction des sujets politiques.

4. L'intérêt de l'objet mouvement social pour la sociologie de la mémoire

L'espace de la cause des femmes constitue un réseau d'interactions entre « une hétérogénéité d'acteur-ice-s qui, pour être réuni-e-s autour d'un projet commun, ne le sont pas forcément de manière continue ni avec les mêmes objectifs » (Fillieule, 2009: p.26). Ainsi, on ne peut pas raisonner, à propos du mouvement féministe français, « en termes de groupements définis une fois pour toutes, mais de configurations d'alliances changeantes toujours susceptibles d'évoluer au cours de l'action » (Fillieule, 2009: p.27). Cette hétérogénéité, cette fluidité, et cette évolutivité qui caractérisent l'espace de la cause des femmes, comme d'autres

¹ En témoigne la création de différents centres de recherche travaillant spécifiquement sur cet objet : l'*Interdisciplinary Memory Group* de la *New School for Social Research* à New York (qui tient chaque année depuis 2008, une *Memory studies conference*, qui rassemble des chercheurs venant de tous les horizons disciplinaires et géographiques, et dont la première édition s'intitulait « Is an Interdisciplinary Field of Memory Studies Possible ? »); le *Center for Interdisciplinary Memory Research*, dirigé par le psychosociologue Harald Welzer à l'Institut de sciences culturelles d'Essen ; le *Center for the Study of Cultural memory* à l'*Institute of Germanic & Romance Studies* (IGRS) à l'université de Londres ; le *Center for Popular Memory* à l'Université de Cape Town en Afrique du Sud ; le *Center for Public Memory and Ethnic Studies* du *Lewis and Clark College* à Portland aux Etats-Unis etc. Sur l'institutionnalisation de ce nouveau champ de recherche, voir : (Gensburger, 2011). En France, le LABEX « Les passés dans le présent : histoire, patrimoine et mémoire » (Paris, Nanterre), qui s'est créé en 2012 à la faveur de la deuxième vague des investissements d'avenir, participe de cette dynamique.

² Sur ce processus de « normalisation » du genre, voir l'article de Laurie Boussaguet et Sophie Jacquot, intitulé « Mobilisations féministes et mise à l'agenda de nouveaux problèmes publics » (Boussaguet et Jacquot, 2009).

mouvements sociaux, constituent l'originalité de notre objet si on le compare à ceux déjà analysés par la sociologie de la mémoire.

En effet, les quelques études empiriques déjà consacrées à la formation des mémoires collectives ou à la pratique d'expression des souvenirs prennent principalement pour objet des groupes ou des individus pris dans des institutions fortes, ou du moins confrontés directement à elles¹. Par exemple, Sarah Gensburger, en analysant la démarche de « témoignage » à l'origine de l'attribution du titre de « Justes parmi les Nations », montre comment ces récits du passé, même s'ils sont principalement guidés par les positions des individus dans des espaces collectifs, répondent aussi à une demande institutionnelle et se formatent même parfois pour s'adapter à elle. En considérant les modalités selon lesquelles des individus participent à la mémoire d'un groupe aux contours incertains, évolutif et faiblement institutionnalisé, on espère aboutir à des conclusions complémentaires de celles issues de ce travail et de celui de Marie-Claire Lavabre sur un groupe juridiquement identifiable, à savoir les adhérents au PCF. Si nous nous situons directement dans la continuité de l'approche développée par ces deux auteures, leurs objets d'études les amènent à analyser principalement le rapport qui s'établit entre les souvenirs et un cadre institutionnel. L'objet mouvement social permet de sortir du giron d'institutions fortes qui encadrent la mémoire et d'analyser les processus de remémoration dans une configuration multi-organisationnelle et multisectorielle. D'ailleurs, pour alimenter cette réflexion, nous prendrons appui en particulier sur une des conclusions de Marie-Claire Lavabre, à la fin de son ouvrage *Le fil rouge*, sur l'existence d'un continuum entre les adhérents du PCF et les personnes hors de ce premier cercle défini selon le critère de l'adhésion (c'est-à-dire par exemple les ex-communistes, les sympathisants, etc.) et chercherons également à comprendre comment la variabilité des degrés et des formes d'insertion dans le groupe influe sur les mémoires.

Par ailleurs, les études sociologiques sur la mémoire ont aussi principalement porté sur des groupes définis par un critère historique, c'est-à-dire des groupes dont le facteur rassembleur était celui d'avoir vécu un événement ou une expérience particulière, souvent

¹ Comme le font par exemple M-C. Lavabre qui travaille sur le PCF (Lavabre, 1994), J-H. Déchaux qui travaille sur des familles (Déchaux, 1997), ou encore Alexandra Oeser qui travaille sur des classes d'élèves (Oeser, 2007).

traumatisante. C'est le cas par exemple de Michael Pollak qui travaille sur les rescapés des camps de concentration (Pollak, 2000) ; d'Antonia Garcia Castro qui travaille sur des familles de disparus au Chili (Garcia Castro, 2002) ; de Michelle Baussant qui travaille sur les rapatriés d'Algérie et leurs descendants (Baussant, 2002), de Sarah Gensburger qui travaille sur les « Justes parmi les Nations » et les Juifs sauvés (Gensburger, 2006), ou encore de Cécile Jouhanneau qui travaille sur les anciens détenus de camps de Bosnie-Herzégovine (Jouhanneau, 2013). Une conséquence de ce choix d'objet est le fait que ces études portent particulièrement attention à la façon dont l'expérience en question est remémorée, c'est-à-dire à la façon dont la mémoire des individus et du groupe se construit autour du souvenir (ou de l'oubli d'ailleurs) de cet événement particulier, passé, traumatisant. Notre étude s'en distingue dans le sens où la mémoire que nous étudions n'est pas centrée sur un événement précis et concerne un passé *en marche*. En effet, tout événement qui survient au présent appartient dès les jours suivants à l'histoire et est susceptible d'entrer dans les mémoires féministes. Par conséquent, notre objet offre la possibilité d'analyser en direct les processus qui permettent l'intégration d'événements récents à la mémoire du groupe et de considérer comment ils trouvent leur place dans la chaîne des événements plus anciens commémorés. Les comparaisons avec ces études permettront néanmoins de s'interroger sur la pertinence ou non de penser les expériences de la domination masculine comme une de ces expériences traumatisantes, facteur d'unité du groupe et point de convergence des différentes mémoires. En nous référant à des concepts comme « l'espace du dicible », développé par Michael Pollak à partir de son étude sur les souvenirs de l'expérience concentrationnaire, nous pourrions penser les conditions d'émergence de souvenirs ayant trait à une expérience partagée de l'oppression.

D- L'« espace de la cause des femmes »

Faire une sociologie des mémoires féministes implique de tracer les contours de ce que, par commodité, nous avons appelé jusqu'alors le « mouvement féministe français » afin d'identifier les évocations du passé réalisées, au présent, par les organisations et individus qui composent cet ensemble.

1. Des contours incertains

Lilian Mathieu, qui tente d'établir des frontières à ce qu'il appelle « l'espace du mouvement social », explique, à la suite de Gérard Mauger, que « l'absence de définition du “mouvement social” fait (...) partie de sa définition puisque la délimitation des frontières de l'espace est elle-même un des enjeux de la lutte qui oppose ses différentes composantes » (Mathieu, 2007: p.139). Cette affirmation qui, en l'occurrence, qualifie l'espace des mouvements sociaux dans son ensemble, paraît tout à fait pertinente à l'échelle de certains des sous-espaces qui le composent, notamment à l'échelle du mouvement féministe français. Le périmètre de ce dernier n'est jamais stable car il est bel est bien délimité par les actrices elles-mêmes au gré de leurs relations conflictuelles et consensuelles, horizontales et verticales. Il n'y a pas une identité féministe donnée mais des luttes perpétuelles pour définir cette identité¹. Des moments d'équilibres ponctuels, au cours desquels des actrices ou des collectifs se reconnaissent comme participant d'une même dynamique en faveur de la cause des femmes, laissent place à des périodes d'ignorance mutuelle ou encore à des séquences de controverses intenses, de compétition interne, au cours desquelles il n'est pas rare d'assister à des exclusions du groupe ou à des inclusions de personnes ou collectifs considérés jusqu'alors comme « extérieurs » au groupe.

De plus, le qualificatif « féministe » véhiculant des connotations négatives dans l'opinion publique et dans l'esprit même de certaines militantes de la cause des femmes, l'auto-désignation ne peut en aucun cas constituer un critère de définition suffisant. Alors que certaines revendiquent le qualificatif « féministe » au point de s'en attribuer parfois le monopole, d'autres le rejettent de peur qu'il les desserve, voire les discrédite. Ainsi, il arrive que des collectifs ou des individus qui militent pour les « droit(s) », l'« émancipation », la « libération », l'« autonomie », la « dignité » ou même la « promotion » des femmes, ne se présentent pas comme féministes alors que leurs actions et leurs trajectoires laissent penser

¹ Ces luttes sont le produit des rapports de pouvoir qui traversent le groupe des femmes (classe, âge, ethnicité, nationalité, sexualité...), et que l'on désigne habituellement par le terme d'intersectionnalité. Ainsi, il n'y a pas plus d'identité « féministe » que d'identité « femme » (Scott, 1988 ; Riley, 2003).

qu'ils s'inscrivent bien dans la lutte pour la cause des femmes¹. Ne peut donc être considéré comme inclus dans notre objet chaque collectif (ou personne) se revendiquant comme « féministe ».

Avoir conscience et porter attention aux luttes de définition et aux limites de l'auto-désignation, ne doit pas pour autant conduire à renoncer à établir des contours au « groupe » féministe. Pour permettre l'opérationnalisation de la recherche, c'est-à-dire la sélection concrète des collectifs ou des personnes à observer et à interviewer, il en va de la responsabilité du chercheur de définir un cadrage à la fois cohérent avec l'hypothèse de recherche et suffisamment souple pour laisser la réalité contredire les présupposés de départ. Dans notre cas, le cadrage doit donc être d'abord relativement englobant et ouvert pour que soient inclus dans le groupe des personnes qui s'engagent pour la cause des femmes selon des modalités variées. Ne doivent pas être exclus *a priori* des individus ou des collectifs moins visibles, mais dont les positionnements marginaux viendraient questionner ou influencer les agissements des autres. Par ailleurs, le cadrage doit aussi délimiter un groupe dont les qualités structurelles sont compatibles avec l'hypothèse de l'existence d'une mémoire collective. Comme le rappelle Marie-Claire Lavabre, qui s'appuie sur les travaux d'Anselm Strauss, il ne peut y avoir de travail d'homogénéisation des représentations du passé, qu'au sein de groupes définis comme « réalité symbolique » fondée dans l'histoire (Strauss, 1992). Ainsi, il serait par exemple absurde de poser la question du fonctionnement de la mémoire collective des hommes blonds aux yeux verts. Ce critère, qui certes caractérise un ensemble d'individus, ne délimite pas un univers social doté de logiques de fonctionnements autonomes par rapport au reste du monde social, il ne constitue pas un maillage d'interrelations au sein duquel une mémoire collective peut émerger. Il faut donc que notre cadrage identifie un réseau qui autorise à penser la possibilité d'une mémoire collective, qui s'opérerait notamment dans les « faits de communication » au sein du groupe (Bloch, 1925).

¹ Le fait que le qualificatif « féministe » fonctionne comme un instrument de qualification ou de disqualification est également une des raisons pour lesquelles nous adhérons à la proposition conceptuelle de Laure Bereni qui préfère parler de « la cause des femmes » plutôt que de « féminisme » pour caractériser la catégorie d'« espace de la cause des femmes », qu'elle élabore dans le cadre de sa thèse sur la parité politique en France de 1992 à 2000 et que nous utilisons pour circonscrire notre objet (Bereni, 2007: p.26). Sur le discrédit associé à l'adjectif « féministe », voir les travaux d'Anne-Claire Emo (Emo, en cours).

2. S'engager au nom des femmes et pour les femmes

Une revue critique de la littérature consacrée, en histoire et en sociologie, aux mouvements des femmes et au féminisme permet d'évaluer la diversité des désignations et définitions disponibles pour nommer et décrire le groupe social qui fait l'objet de cette thèse. Si les catégories les plus souvent utilisées sont celles de « mouvement des femmes » ou « mouvement féministe »¹, celle qui semble correspondre le mieux à l'objet et au contexte de cette étude est l'« espace de la cause des femmes »² proposé par Laure Bereni dans sa thèse sur les mobilisations pour la parité politique en France de 1992 à 2000 (Bereni, 2007).

Dans sa thèse, Laure Bereni montre que les faiblesses structurelles de la campagne paritaire (difficultés à étendre son assise numérique et désaccords sur les termes de la lutte) ont été compensées par une de ses caractéristiques marquantes : sa *transversalité*. Elle explique la réussite de la lutte pour la parité par, notamment, le fait que ces mobilisations aient fait converger des actrices s'inscrivant dans des traditions militantes contrastées (transversalité *idéologique*) et dans des sphères sociales variées – partis politiques, univers intellectuel, certains services étatiques, etc. – (transversalité *sectorielle*). Partant de ce constat, elle remet en cause la pertinence de la catégorie « mouvement des femmes », couramment utilisée pour caractériser l'ensemble des organisations et des militantes de la cause des femmes, au titre que celle-ci ne permet pas de penser ensemble la diversité des sites de défense de la cause des femmes. En effet, renvoyant traditionnellement à la « société civile », c'est-à-dire à l'espace des mobilisations associatives autonomes, cette catégorie a pour défaut

¹ C'est la littérature sociologique anglophone qui fournit la plupart des définitions dans le champ des études sur les mouvements des femmes et féministes, du fait notamment de la légitimité qu'ont acquis les travaux sur ces objets dans ces pays (Evans, 1986 ; Offen, 1988 ; Cott, 1989 ; Toupin, 1993 ; Stetson et Mazur, 1995 ; Beckwith, 2000 ; Ferree et Hess, 2000 ; Stetson et Mazur, 2003 ; Ferree et Mueller, 2004 ; Studer, 2004 ; Beckwith, 2005).

² Dans la suite de ce travail, pour éviter les répétitions et les lourdeurs, nous utiliserons parfois le terme « mouvement féministe français » pour désigner l'« espace de la cause des femmes » tel qu'il est défini ici. Par ailleurs, toujours dans un souci d'alléger la lecture, la formule « espace de la cause des femmes » ne sera plus mise entre guillemets, mais il convient de garder à l'esprit le fait qu'elle est utilisée en référence au travail de Laure Bereni et à la définition qu'elle en donne.

principal de gommer l'hétérogénéité structurelle des luttes pour la cause des femmes, et donc leur inscription dans une grande variété d'univers sociaux différenciés (champ partisan, intellectuel, administratif, etc.). Empruntant, d'une part, aux recherches qui ont mis en évidence le déploiement de contestations féministes à l'intérieur des institutions¹ ; et d'autre part, aux théorisations qui, dans le sillage du concept de « champ » élaboré par Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1984), ont tenté de repérer des univers sociaux dotés de logiques de fonctionnement autonomes par rapport au reste du monde social², Laure Bereni forge le concept d'espace de la cause des femmes, à partir duquel nous pouvons circonscrire notre objet.

Deux des caractéristiques de ce concept contribuent à le rendre particulièrement adapté à notre recherche : premièrement, son caractère englobant qui permet de ne pas exclure *a priori* certaines composantes, et deuxièmement, l'accent mis sur la notion d'« espace », également centrale dans la sociologie halbwachsienne.

a) Une définition englobante

Cette catégorie d'espace de la cause des femmes désigne « l'ensemble des collectifs – et leurs participantes – qui luttent *au nom* des femmes et *pour* les femmes, quels que soient les termes de la lutte et la sphère dans laquelle elle se déploie » (Bereni, 2007: p.23). Ainsi, sont incluses dans l'espace de la cause des femmes les participantes aux collectifs³ qui répondent

¹ Une série de travaux a souligné l'émergence de luttes pour la cause des femmes dans des institutions aussi variées que l'Etat (Stetson et Mazur, 1995 ; Revillard, 2007 ; Banaszak, 2010), les partis (Lovenduski, 2005), les syndicats (Colgan et Ledwith, 2002), l'Eglise ou l'armée (Katzenstein, 1998). Mais à la différence de la thèse de Laure Bereni, ces travaux n'ont pas été jusqu'à repenser l'architecture générale du mouvement des femmes.

² En sociologie des mouvements sociaux, ces travaux sont notamment ceux de Lilian Mathieu sur l'« espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2007, 2011), ceux de Christian Topalov sur le « champ réformateur » de 1880 à 1914 (Topalov, 1999), ou encore l'ouvrage collectif, dirigé par Patrice Pinell, consacré à la lutte contre le sida (Pinell, 2002).

³ Les « collectifs » dont il est question ici peuvent être formels ou informels (commissions, associations, groupes, réseaux...). Le concept d'espace de la cause des femmes classe les collectifs plutôt que les individus car d'une part, les militantes peuvent être multipositionnées et d'autre part, chacune n'est pas nécessairement en fusion avec l'ensemble des positionnements assumés par le groupe auquel elle appartient.

aux critères suivants¹ : d'abord, il faut que le collectif reconnaisse que le groupe *femmes*, indépendamment des clivages qui le traversent (classe, ethnicité, âge, etc.), forme une identité sociale et politique. Ensuite, il faut qu'il fasse des femmes le *sujet* principal de sa lutte, c'est-à-dire que les femmes engagées définissent elles-mêmes les termes de leur action. Enfin, il faut que ce même collectif s'engage *pour* les femmes, c'est-à-dire qu'il exprime publiquement une insatisfaction au regard du *statut*² des femmes et qu'il accorde à son amélioration une place prioritaire parmi les objectifs de son action.

En se concentrant sur ces deux plus petits dénominateurs communs (s'engager *au nom* des femmes et *pour* les femmes) et en ne réduisant pas la définition de l'espace social à certaines mouvances idéologiques, certains sites de mobilisation, ou certains registres de mobilisation, le concept d'espace de la cause des femmes permet de penser différentes composantes – aux références théoriques diverses, aux objectifs concrets variés et aux modes d'actions différents – comme un ensemble plus ou moins unifié, disons comme un « tout ». Il définit ce que Daniel Cefaï appellerait une « arène multi-organisationnelle et multi-institutionnelle » (Cefaï, 2001: p.59).

Le caractère englobant de ce concept permet notamment de rendre compte du phénomène d'institutionnalisation de la cause des femmes, à l'œuvre en France (et dans les autres pays occidentaux) depuis la seconde guerre mondiale, avec l'ouverture progressive aux femmes des institutions dominantes et des lieux de pouvoir. Il permet de sortir des schémas d'analyse usuels, qui opposent classiquement les « mouvements » aux « institutions », autrement dit la « politique non conventionnelle » à la « politique conventionnelle » (Bereni et Revillard, 2012: p.31), et autorise enfin à penser ensemble la grande variété des sites de protestation féministe. Ainsi, aucun collectif n'est exclu *a priori* de l'objet sous prétexte qu'il dépolie son action dans des sphères sociales traditionnellement non considérées comme relevant de la politique contestataire.

¹ La sélection des personnes interviewées et des groupes observés a été réalisée à partir de ces deux critères. Certains dilemmes liés à la construction de l'échantillon ont émergé. Ils ont nécessité des arbitrages que nous évoquerons dans l'avant-propos consacré aux méthodes d'enquête.

² « Statut » est le terme générique utilisé par Laure Bereni et qui peut être remplacé par celui de « condition », de « droits », d'« égalité » selon les groupes et les personnes.

b) L'usage de la notion d'« espace »

La seconde caractéristique qui rend ce concept particulièrement adapté à notre étude est l'usage de la notion d'« espace » pour circonscrire l'univers des mobilisations spécialisées autour de la cause des femmes, notion également centrale dans la sociologie de la mémoire.

En France, le concept de « champ », tel qu'il a été théorisé par Pierre Bourdieu, a exercé une influence déterminante sur la façon de penser les univers spécialisés de défense des causes (Bourdieu, 1984). Mais comme l'explique Laure Bereni, l'espace de la cause des femmes ne peut pas être défini vraiment comme un « champ ». Certes il s'agit bien « d'un univers de pratiques et de croyances orientées autour d'un enjeu commun (...) » et « d'un espace de luttes autour de cet enjeu, qui (re)produisent les rapports de pouvoir en son sein » (Bereni, 2012: p.33), mais sa faible structuration, le fait qu'il soit si peu unifié sur le plan interne et la constante remise en cause de son autonomie par rapport au reste du monde social en font, au mieux, un « champ faible »¹ (Topalov, 1999 ; Bereni, 2012: p.34). En effet, l'hétérogénéité idéologique et l'inscription des luttes des femmes dans une grande variété de sphères sociales soumettent cet espace à des « forces *centrifuges* qui menacent constamment son unité et son autonomie » (Bereni, 2012: p.38). D'une part, les clivages idéologiques qui le traversent « fragilisent l'existence de cet espace en tant qu'univers autoréférentiel ». D'autre part, l'inscription des collectifs féministes dans des champs « plus forts » (le champ politique, le champ académique, le champ économique...) contribue au fait que les membres qui le composent soient constamment susceptibles d'être « détournés de la centralité de la cause des femmes, de ses enjeux et intérêts spécifiques » (Bereni, 2012: p.38). Partagées entre les logiques de leur champ d'appartenance et celle de leur engagement pour la cause des femmes, les actrices de la cause des femmes sont d'autant plus susceptibles de s'investir dans d'autres champs (plus fortement « professionnalisés »), que l'espace de la cause des femmes ne leur permet pas d'espérer un « retour » de leur engagement militant – n'offrant quasiment pas de

¹ Christian Topalov, utilise l'expression « champ faible », dans son analyse des « réformateurs sociaux » de la fin du XIX^{ème} siècle, pour décrire un espace social « immergé de toutes parts dans des champs plus solidement balisés ».

système de professionnalisation autonome qui permettrait de vivre *de et pour* la cause des femmes¹.

Ces caractéristiques font de l'espace de la cause des femmes un « univers dont la consistance est l'objet de sensibles variations en fonction du contexte, qui peuvent aller de la quasi-disparition (par exemple lors de phases de forte déflation de l'activité contestataire) à des poussées d'autonomie tendant à en faire un univers distinct » (Mathieu, 2007: p.140). L'utilisation de la notion de « champ » est donc bien inappropriée pour qualifier cet objet dont l'autonomie est perpétuellement menacée. La notion d'« espace » autorise davantage à penser la fluctuation des frontières du groupe et l'hétérogénéité de ses composantes. Il permet également de faire communiquer ensemble nos deux cadres théoriques : la sociologie des mouvements sociaux (dans laquelle s'inscrit la définition de Laure Bereni), et la sociologie de la mémoire.

Halbwachs, s'inspirant de la conception leibnizienne de l'espace, selon laquelle « l'espace n'est qu'un ensemble de relations et que toute sa stabilité tient dans l'intersubjectivité de ceux qui partagent ces relations » (Cléro, 2008: p.50), considérait que tout fonctionnement collectif procédait de conditions spatiales. Il écrivait à ce propos : « La société s'insère dans le monde matériel, et la pensée du groupe trouve, dans les représentations qui lui viennent de ces conditions spatiales, un principe de régularité et de stabilité, tout comme la pensée individuelle a besoin de percevoir le corps et l'espace pour se maintenir en équilibre » (Halbwachs, 1938: p.13). L'« espace », tel qu'il est envisagé par Halbwachs, est donc avant tout relationnel, c'est-à-dire qu'il est « la trame du groupe social, identifiée par l'analyse des relations à l'intérieur du groupe, et par celles qu'entretient le groupe à l'égard de son cadre matériel » (Jaisson, 1999: p.176). Cette idée d'un espace

¹ L'apparition de certaines formations universitaires comme le DESS « Savoirs, genre et rapports sociaux de sexe », encadré par l'équipe de recherche Simon-Sagesse à l'université Toulouse-Le Mirail (Le Feuvre et Andriocci, 2005), et le développement du salariat dans certains collectifs féministes (en particulier dans le domaine de la lutte contre les violences sexistes) offrent, depuis quelques années, la possibilité de construire un projet autour d'une volonté d'exercer professionnellement son féminisme. Néanmoins les places demeurent très limitées en nombre et le passage de la théorie à la pratique féministe dans le champ professionnel n'est pas sans poser des difficultés. A ce propos voir l'article de Soline Blanchard et Milka Metso qui analysent leur propre expérience d'universitaires féministes à l'épreuve de la professionnalisation et de la marchandisation (Blanchard et Milka, 2012).

physique et abstrait structuré par un système de relations matérielles et symboliques, correspond bien à la description que fait Laure Bereni de l'espace de la cause des femmes. En effet, selon elle, si cet espace a une consistance propre, malgré son hétérogénéité et les forces centrifuges qui menacent son unité et son autonomie, c'est parce que justement il repose sur un enchevêtrement de réseaux sociaux, un « système de liens d'une densité particulièrement élevée par rapport à l'ensemble du monde social » (Bereni, 2012: p.34). S'inspirant de l'analyse de réseaux tel qu'elle a été mise en œuvre en sociologie des mouvements sociaux (Curtis et Zurcher, 1973 ; Rosenthal, Fingrutd, Ethier et al., 1985 ; Klandermans et Oegema, 1987 ; Diani, 1995), Laure Bereni fait l'hypothèse que ce sont ces chaînes d'interrelations, la densité de ces liens, qui permettent les convergences organisationnelles et cognitives de l'espace de la cause des femmes et qui lui assurent son existence propre.

A partir de cette conception de l'« espace », et dédoublant la notion durkheimienne de « morphologie », Halbwachs invite aussi à considérer les effets de la « morphologie physique » (lieux où le groupe se trouve, son rapport au sol) et de la « morphologie sociale » (structure ou formes des groupes traités comme des masses vivantes et matérielles) sur la pensée du groupe, ses représentations¹. Autrement dit, il invite à analyser la façon dont la configuration spatiale et structurelle des groupes sociaux – c'est-à-dire leur relation au cadre matériel, et les réseaux d'interdépendances qui les forment – agissent sur les perceptions de leurs membres. Roger Bastide complète cette idée en démontrant, au travers de son étude sur les religions africaines au Brésil (Bastide, 1960), qu'on se souvient toujours en fonction de la place qu'on occupe dans l'espace social et dans l'espace matériel, et que le rapport au passé d'un groupe dépend de la structure des relations entre les individus qui le composent. Dans cette recherche, il s'agira donc de considérer comment l'agencement de l'espace de la cause des femmes – c'est-à-dire son architecture, les relations matérielles et symboliques des membres entre eux, et son rapport au contexte – influent sur les représentations partagées du passé et induisent ou non l'expression de certains souvenirs.

¹ A ce propos, voir les différents travaux de Marie Jaisson (Jaisson, 1999, 2008).

3. Caractéristiques de l'espace et possibilité d'une mémoire commune ?

Comme cela a déjà été dit, il n'y a pas de bon cadrage du mouvement féministe français tant l'espace social en question est susceptible d'évoluer au gré des relations des actrices entre elles. Le cadrage adopté, celui de l'espace de la cause des femmes, a l'avantage d'avoir été élaboré, à partir de l'analyse d'un cas concret (le mouvement pour la parité en France dans les années 90) et d'un travail de terrain poussé. En cela, il correspond bien à l'idée que nous nous faisons du travail sociologique, qui place les questionnements empiriques à la base de la construction des concepts et théories. De plus, la proximité temporelle entre cette étude et celle de Laure Bereni, ainsi que des délimitations géographiques similaires, permettent de supposer l'existence de correspondances entre nos deux terrains de recherche. D'ailleurs, les principales associations, institutions, actrices, qui composaient le terrain de la thèse de Laure Bereni, ont également peuplé le nôtre. Néanmoins, l'exportation de cet outil d'analyse, qui n'a pas encore été éprouvé empiriquement dans une autre étude que celle qui lui a donné naissance, mérite de poser la question de la pérennité de l'espace de la cause des femmes. Autrement dit, en tant que « champ faible », soumis aux forces d'attraction des autres champs, l'espace de la cause des femmes, tel qu'il a été défini par Laure Bereni dans sa thèse, continue-t-il, entre 2006 et 2010, de constituer un univers distinct par rapport au reste du monde social, et au sein duquel on peut envisager la possibilité d'une mémoire commune ? Autrement dit, si les différentes composantes de l'espace de la cause des femmes ont lutté ensemble pour la légitimation politique de la parité, et ont constitué un véritable réseau dans les années 90, rien ne certifie qu'elles constituent encore, à une période où les enjeux et les débats ont sensiblement évolué, un maillage d'interrelations suffisamment ténues pour permettre l'émergence de représentations du passé partagées. En adoptant le concept d'espace de la cause des femmes pour circonscrire le groupe qui est l'objet de cette recherche, n'est-on pas en train de penser comme un « tout » un ensemble de collectifs et d'individus qui sont aujourd'hui trop ignorants les uns des autres pour que des processus d'homogénéisation des souvenirs aient lieu ?

L'espace de la cause des femmes est certes sujet à des évolutions selon les débats qui le traversent, les enjeux des luttes qui l'animent et les relations des actrices entre elles. Le fait que cet espace soit clivé par une multiplicité de logiques d'action, de cadres idéologiques, de

principes de socialisation etc. (Bereni, 2012) peut contribuer à son instabilité et favorise aussi les ruptures, les alliances, les reconfigurations. En revanche, certaines de ses caractéristiques structurelles, déjà identifiées par Laure Bereni au moment de sa thèse, demeurent constantes et contribuent, indépendamment de la conjoncture, à créer de la convergence. Ainsi, trois caractéristiques majeures assurent la compatibilité de ce cadrage avec l'hypothèse d'une mémoire collective : la multipositionnalité des militantes, l'emboîtement des réseaux organisationnels qui composent l'espace de la cause des femmes, et l'existence de rites et de lieux de sociabilité communs qui favorisent l'ancrage des relations dans la durée.

Comme l'explique Laure Bereni, l'espace de la cause des femmes est composé de différents pôles sectoriels (associatif, partisan, intellectuel, étatique...) et d'une pluralité de mouvances idéologiques (traditionnelle, seconde vague, *queer*...). Ces pôles et ces mouvances sont traversés par des logiques d'action variées (réformisme ou radicalisme, universalisme ou différencialisme...), qui peuvent être elles-mêmes articulées, selon les cas, avec un agenda libéral, conservateur, socio-démocrate, de gauche radicale, écologiste, antiraciste, religieux, nationaliste, pacifiste, etc. (Bereni, 2012). Cette hétérogénéité des orientations (et par conséquent des lieux de mobilisation et des trajectoires de socialisation) est néanmoins compensée par la multipositionnalité des militantes. En effet, trois cas de figures existent de façon répandue : soit les membres de l'espace de la cause des femmes ont été affiliés à différentes mouvances ou organisations au cours de leur vie et, par conséquent, gardent des liens forts ou faibles avec leurs anciennes co-militantes (fussent des liens conflictuels), soit elles appartiennent simultanément à différents pôles (par exemple le pôle partisan et le pôle associatif), soit elles adoptent des positions ambiguës – ou différentes selon les débats – qui les placent aux frontières de deux mouvances et qui les amènent à circuler d'un groupe à l'autre. Dans les trois cas de figure, ces militantes multi-positionnées sont susceptibles de jouer le rôle de passeuses et permettent des échanges réguliers entre les différentes composantes de l'espace. Ainsi, ces personnes constituent des relais au sein de l'espace de la cause des femmes et favorisent la circulation d'informations, la diffusion d'éléments de langage etc. Dans le cas de notre objet de recherche, on peut envisager que ces militantes multi-positionnées soient également des passeuses de mémoire et participent à la diffusion d'interprétations du passé d'une composante de l'espace à une autre.

Outre ce réseau de militantes multi-positionnées, on observe aussi en parallèle le développement de structures, plus formelles et relativement stables dans le temps, visant

justement à la mise en relation des différentes composantes de l'espace de la cause des femmes. Des organisations comme la CLEF (Coordination française pour le lobby européen des femmes), le CNDF (Collectif national pour les droits des femmes) ou la FNSF (Fédération nationale solidarité femmes), comptent parmi leurs membres différentes composantes de l'espace de la cause des femmes. Ces structures ont pour vocation d'organiser épisodiquement des grands rassemblements, de coordonner certaines actions communes, de rassembler et diffuser de l'information – souvent grâce à des listes de diffusion électroniques. Cet emboîtement de réseaux informels et formels permet des connexions durables et des échanges renouvelés, qui laissent envisager la possibilité d'interprétations partagées du passé au sein de l'espace de la cause des femmes.

Enfin, l'existence de lieux de sociabilité communs contribue à créer de la convergence. Tout d'abord, des lieux physiques, comme les Maisons des femmes de Paris, de Montreuil, de Bordeaux et de Lille, ou encore l'espace Simone de Beauvoir à Nantes, permettent aux différentes composantes de l'espace de se rencontrer régulièrement, de mettre en commun des moyens matériels et humains et éventuellement de collaborer ponctuellement pour mettre en œuvre des actions, organiser des débats, des colloques etc. Les colloques, commémorations, rassemblements organisés régulièrement sont d'ailleurs aussi des lieux de sociabilité au sein desquels les mots d'ordre et les symboles circulent d'un pôle à l'autre. Le 8 mars (journée internationale des femmes) est un des principaux rites de convergence des différentes composantes de l'espace de la cause des femmes. Etant l'occasion d'un rassemblement rituel de nombreuses personnes et organisations impliquées pour cette cause, il constitue un lieu de socialisation au sein duquel se consolide l'espace de la cause des femmes. Cette « tradition inventée »¹, qui fera l'objet d'une étude approfondie dans le troisième chapitre de cette thèse, permet de créer chaque année de la cohésion au sein de l'espace – en dépit des rapports de pouvoir qui s'y expriment aussi – et une certaine continuité historique. Ce rite est l'occasion pour les personnes impliquées de se sentir, chaque année au même moment, participer d'une même dynamique que les membres des autres composantes de l'espace de la cause des femmes.

Pour résumer, ces facteurs structurels agissent, au sein de ce « champ faible » que constitue l'espace de la cause des femmes, comme des forces agrégatives qui le constituent en

¹ Expression construite d'après le titre de l'ouvrage d'Eric Hobsbawm et de Terence Ranger, *L'invention de la tradition* (Hobsbawm et Ranger, 2006).

univers distinct par rapport au reste du monde social. Il sera intéressant, à partir de cette recherche, de se demander si un rapport commun au passé agit, au même titre que ces facteurs structurels (et dans une relation d'interdépendance avec eux), comme un facteur de convergence des différentes composantes de l'espace de la cause des femmes. Autrement dit, est-ce que le fait de partager des interprétations du passé peut suffire à se considérer mutuellement comme appartenant à un même ensemble, à un même groupe, en dépit de certains désaccords profonds sur des débats présents ? La mémoire contribue-t-elle à une construction discursive de l'espace de la cause des femmes ?

C'est donc parce que cette catégorie d'espace de la cause des femmes, est à la fois plus englobante que les outils d'analyse existants et compatible avec la possibilité d'une mémoire commune qu'elle nous semble la plus appropriée pour délimiter le groupe dont nous entendons analyser les évocations du passé. L'analyse des processus de construction des mémoires féministes viendra d'ailleurs aussi enrichir cette description de l'espace de la cause des femmes, en précisant certaines de ses caractéristiques structurelles et en apportant des éléments de compréhension sur les rapports qu'entretiennent entre elles ses différentes composantes.

E- Problématique et hypothèses

Cette introduction a posé les jalons d'une problématique qui pourrait être résumée par le questionnement suivant : comment s'élaborent des représentations partagées du passé au sein de l'espace de la cause des femmes ? C'est-à-dire, d'une part, en quoi les caractéristiques structurelles de l'espace de la cause des femmes influent sur les souvenirs dont sont porteurs les individus qui le composent ; et d'autre part, comment les membres de cet espace, au travers de leurs interactions et de leur implication dans la construction et la transmission de discours sur le passé, participent, en retour, à l'élaboration de normes de remémoration ?

Saisir empiriquement la dynamique réelle de la mémoire implique donc de s'intéresser à la fois aux sujets de cette mémoire (actrices, collectifs), à ses contenus (événements ou figures commémorés), aux formes concrètes au travers desquelles elle se manifeste

(commémorations, témoignages écrits ou oraux, colloques etc.), et à la façon dont elle s'inscrit dans le temps (situation, contexte) et dans l'espace. Ainsi, nous aurons à poser et à répondre à une série de sous-questions, en apparence presque aussi naïves que celles du qui, du quoi, du comment, du quand et du où, mais qui permettront d'éclairer les processus de production de sens dans les mouvements sociaux, et plus largement, d'avancer dans la compréhension d'une part, des liens entre structures sociales et représentations et d'autre part, du rôle de la production discursive dans la construction de sujets politiques (individuels et collectifs).

Ces interrogations sont les suivantes : Qui sont les sujets qui participent à l'élaboration des cadres de pensée à l'œuvre dans le groupe ? Quels sont les contenus des discours sur le passé et quels liens ont-ils avec les revendications actuelles et les aspirations du groupe ? Comment s'articulent entre elles les différentes formes de discours sur le passé et en quoi le support du souvenir (écrit, oral, exposition etc.) joue sur la transmission de celui-ci ? Quand et où émerge telle interprétation du passé, c'est-à-dire comment les opportunités politiques, la configuration des relations au sein du groupe et le rapport que le groupe entretient à ces opportunités (ainsi qu'au contexte au sens large) participent à l'encadrement de la mémoire ?

En répondant à toutes ces questions, nous voulons mettre au jour les processus par lesquels s'élaborent une homogénéisation des représentations du passé dans un mouvement social aussi ouvert, pluriel et clivé que celui de l'espace de la cause des femmes.

Partant des observations empiriques pour formuler la principale hypothèse de cette recherche, notre raisonnement s'est articulé ainsi. Le premier constat qui a émergé des observations, entretiens et lectures, est l'existence d'un consensus fort, au sein de l'espace de la cause des femmes, autour de la nécessité de proposer des représentations du passé, concurrentes de celles véhiculées communément dans la société, afin de visibiliser davantage les femmes dans l'histoire. Néanmoins, et malgré l'existence de ce « devoir de mémoire » féministe porté et alimenté par l'ensemble de ses composantes, l'espace de la cause des femmes n'est pas une entité collective figée qui, de manière consensuelle et unifiée, serait productrice d'un discours clos sur le passé. Nous avons constaté que l'histoire écrite et commémorée par les différentes organisations est plurielle et les points de vue sur le passé s'expriment dans toute leur diversité, donnant lieu par moments à des conflits de mémoires

ou, à d'autres moments, à des convergences ponctuelles autour d'une interprétation du passé. Cette fragmentation des mémoires portées par les collectifs de l'espace de la cause des femmes a certes une influence sur les souvenirs individuels : la mémoire de chacune est en partie façonnée par sa trajectoire, et notamment par les milieux militants dans lesquels elle est engagée. Pour autant, les récits de vie et entretiens projectifs ont permis de mettre en évidence, au niveau individuel, des constantes dans la manière de raconter son propre passé, et ceci en dépit des différences de vécus.

L'hypothèse qui structure notre thèse consiste donc à dire que la construction, depuis les années 1970, d'« espaces du dicible » féministes, dont le principe fondateur est l'affirmation selon laquelle « le privé est politique », favorise le partage des souvenirs individuels et la confrontation des expériences intimes dans un cadre collectif. Il semblerait qu'une grille commune de lecture du passé émerge de ces pratiques de confrontation des vécus. Ce qui nous apparaît comme un « processus d'encadrement réciproque des discours biographiques » permettrait une homogénéisation des souvenirs personnels, socles de la mémoire collective féministe et supports pour la constitution des individus et des collectifs féministes en sujets politiques.

F- Annonce du plan

Ces constats, réflexions et hypothèses ont servi de fondations pour la construction du plan. La première partie de cette thèse se donne pour objectif de comprendre, sur la longue durée (de la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours), comment s'est construite la problématique dite de la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes. En considérant cet espace dans son ensemble – et en portant notamment attention aux liens qui se nouent autour de la mémoire entre les différents pôles – nous allons montrer comment une injonction à construire et à transmettre le passé des femmes s'est progressivement imposée chez les féministes, sous la forme d'un « devoir de mémoire ». Cette partie sera composée de trois chapitres. Le premier chapitre, qui revient sur environ un siècle d'actions militantes visant à la construction du passé et à la conservation des traces, met en évidence la permanence du souci du passé chez les féministes des différentes vagues. Il montre aussi les freins structurels et conjoncturels qui

ont limité les processus de transmission d'une vague à l'autre. Le chapitre 2 vise à rendre compte de la façon dont, dans le sillage du mouvement des femmes des années 1970, s'est progressivement développé un champ de recherche à part entière : l'histoire des femmes. Nous essaierons de voir comment le déploiement de la contestation féministe dans le champ académique, mais aussi dans le champ étatique avec la création du Ministère Roudy en 1981, a modifié le rapport au passé des différentes composantes de l'espace de la cause des femmes. Ce chapitre montrera que la mémoire a progressivement été l'objet de mobilisations transectorielles, impliquant aussi bien le pôle associatif autonome, le pôle partisan, le pôle institutionnel et électoral, le pôle intellectuel ou encore le pôle informationnel. Le troisième chapitre, qui clos cette première partie, est consacré à l'un des principaux rites sur lequel s'appuie le devoir de mémoire féministe : la Journée internationale des Femmes. Nous montrerons comment l'événement commémoré chaque 8 mars s'efface au profit de la commémoration elle-même, donnant ainsi aux collectifs composant l'espace de la cause des femmes l'occasion de faire de cette célébration annuelle un moment privilégié d'actualisation des passés.

La seconde partie de cette thèse resserre la focale d'observation au niveau mezzo social pour considérer l'espace de la cause des femmes plutôt à l'échelle des collectifs (associations, groupes formels ou informels, instances étatiques etc.) et analyser les différents récits finalisés du passé portés par chacun. Nous verrons que la structuration et les normes de fonctionnement de l'espace social conduisent à la coexistence de plusieurs mémoires historiques qui, selon les moments, convergent autour d'une interprétation du passé ou, au contraire, s'affrontent dans des conflits de mémoires. La partie sera structurée en trois chapitres. Tout d'abord, le quatrième chapitre porte sur une controverse mémorielle qui émerge, au sein de l'espace de la cause des femmes, en 2008, après qu'un groupe ait communiqué sur les quarante ans du MLF. Suite à l'annonce de cet anniversaire, pendant plusieurs mois, deux récits des origines du MLF s'opposent publiquement et donnent lieu à une production intensive de discours sur le passé, relayés par les médias. Cette controverse offre donc la possibilité d'observer les négociations et conflits à l'œuvre dans les processus de production de sens au sein de l'espace de la cause des femmes et de montrer que les contenus mémoriels sont dépendants à la fois d'impératifs politiques présents, de cadres sociaux pérennes (produits de l'histoire des courants) et d'interactions entre les groupes. Ensuite, le chapitre 5 se centre cette fois sur les

événements organisés, durant l'année 2010, à l'occasion de ce même anniversaire des quarante ans du MLF pour comprendre à quelles conditions la lecture d'un événement passé peut ou non devenir dominante dans l'espace de la cause des femmes. Nous verrons que deux facteurs sont cruciaux pour qu'une interprétation du passé s'impose : premièrement, que les groupes qui la portent disposent de ressources suffisantes pour la diffuser et deuxièmement que les célébrations organisées soient cohérentes avec le contenu mémoriel qu'elles véhiculent. Enfin, le sixième chapitre, prolonge la réflexion sur les mécanismes d'uniformisation des représentations du passé, en s'intéressant aux conditions qui conduisent différents groupes de l'espace de la cause des femmes à se rassembler, à un moment précis, autour de certaines figures du passé. Cette analyse se fera à partir de l'étude des processus d'entrée de Sohane Benziane – une jeune fille de 17 ans, brûlée vive – dans les mémoires féministes.

Enfin, la troisième et dernière partie de cette thèse resserre encore davantage la focale d'observation, pour se centrer sur les mémoires individuelles. A partir de l'analyse des récits de vie et des entretiens projectifs, il s'agit de soumettre au test empirique l'intuition halbwachsienne selon laquelle les souvenirs individuels, même les plus intimes, sont façonnés par le social. Si poser cette question nous amènera certes à identifier des divergences d'interprétations du passé, suscitées par des insertions sociales variées, elle nous amènera aussi à mettre en évidence des régularités dans l'expression des souvenirs personnels chez les militantes de la cause des femmes, et ce malgré la diversité de leurs vécus et la variété de leurs propriétés sociales. En portant attention à la fois aux pratiques concrètes de partage de vécus et aux fondements politiques qui permettent cette homogénéisation des souvenirs personnels, cette partie vise, en trois chapitres, à préciser ce qui dans le social conduit à l'élaboration de représentations partagées du passé au sein de l'espace de la cause des femmes. Le chapitre 7 se concentre sur trois militantes, construites comme des « cas », et analyse, pour chacune d'elle, l'économie générale de ses récits du passé. En dégagant les logiques de fonctionnement de chacune de ces mémoires individuelles et en les confrontant aux trajectoires sociales de ces individus, nous montrerons combien les représentations du passé sont façonnées par des dispositions acquises au cours du temps et par l'insertion de la personne dans un réseau de liens sociaux. De plus, une analyse comparée des trois cas permettra aussi, malgré ces différences, d'identifier des logiques communes à leurs mémoires

individuelles respectives. Le chapitre 8 vient ensuite prolonger la réflexion sur cette matrice commune qui structure les mémoires individuelles féministes. En mobilisant les récits de l'ensemble des interviewées, il s'agit de préciser quelles sont les formes narratives communes qui, dans le présent, rendent similaires des discours biographiques associés à des passés pourtant bien différents. Nous verrons que l'affirmation de soi comme sujet autonome constitue la colonne vertébrale autour de laquelle s'organisent les souvenirs personnels des individus. Enfin, le chapitre 9 posera la question du comment : c'est-à-dire, qu'est-ce qui, dans les idéologies, l'organisation ou les pratiques à l'œuvre au sein de l'espace de la cause des femmes, permet une convergence des récits biographiques individuels malgré la variété des trajectoires dont ils rendent compte ? Nous mettrons en évidence l'existence d'un processus d'encadrement réciproque des discours biographiques qui repose sur une pratique centrale et transversale au sein de l'espace de la cause des femmes, à savoir le partage de vécus privés en collectif.

Avant-propos méthodologique

Les matériaux sur lesquels est fondée cette thèse sont issus d'une première immersion au sein du mouvement féministe français d'octobre 2005 à mai 2006 dans le cadre d'un Master 2, puis, d'un second travail de terrain d'environ 36 mois, réalisé en alternance avec le travail d'élaboration théorique, entre septembre 2007 et août 2010. Le choix de consacrer un chapitre spécifique à la méthodologie tient à trois raisons. Tout d'abord, l'expérience de recherche en terrain militant soulevant des questions sur l'identité politique du chercheur et sur son positionnement à l'égard des porteurs de causes qu'il étudie, il convient de consacrer un moment de cette thèse à l'explicitation de mon¹ rapport personnel à cet objet d'études qu'est l'espace de la cause des femmes. Ensuite, le récit de certaines expériences d'enquête a cet avantage qu'il renseigne sur la configuration de l'espace de la cause des femmes, la nature des relations qu'entretiennent les actrices entre elles, ainsi que les normes, codes et valeurs qui encadrent les pratiques sociales dans cet univers. Enfin, ce travail de terrain ayant impliqué la mise en œuvre de méthodes d'investigation variées, une présentation détaillée de celles-ci permet de mieux comprendre la nature des données récoltées et leurs apports dans la résolution des problématiques soulevées par cette recherche.

A- Choix de l'objet et conditions sociales d'entrée sur le terrain

*« Je me situe (...) dans un entre-deux ambigu,
engendré par l'impudeur à parler de soi, au sens de "pour qui te prends-tu",
et simultanément par l'acquisition du métier de sociologue qui,
habitué à faire parler les autres, prend le pari qu'on peut parler de soi. »
(Lagrave, 2010: en ligne)*

Comme Christophe Broqua pendant son travail de terrain au sein de l'association de lutte contre le sida Act-up (Broqua, 2009), j'ai été questionnée très régulièrement, au cours de

¹ L'utilisation de la forme impersonnelle est privilégiée dans cette thèse mais cet avant-propos méthodologique impliquant une attitude réflexive, l'usage de la première personne s'est imposé dans ce chapitre. Dans la suite de la thèse, il en sera ainsi à chaque fois que l'analyse des matériaux recueillis implique la prise en compte des conditions de l'interaction enquêtrice-enquêtée.

ma recherche, sur mon rapport à l'engagement. Cette interrogation, lorsqu'elle venait de personnes impliquées pour la cause des femmes, était le plus souvent formulée ainsi : « *comment es-tu devenue féministe ?* », avec donc comme présupposé le fait que je suis féministe. Et lorsqu'elle venait du milieu de la recherche, elle prenait plutôt la forme suivante : « *est-ce que tu es féministe ? Est-ce que tu l'étais avant d'avoir choisi ce sujet ?* », avec comme sous-entendu le fait que mon projet de recherche, pour être pris au sérieux, devait avoir été formulé antérieurement à mon adhésion politique ou idéologique à la cause des femmes. Ces questionnements répétés sont l'expression d'une relation problématique entre recherche scientifique et engagement militant. D'ailleurs, si un nombre conséquent d'écrits réflexifs sur les expériences de recherche émanent de personnes travaillant sur des terrains militants (Siméant, 1998 ; Boumaza, 2001 ; Massicard, 2002 ; Bizeul, 2007 ; Boumaza et Campana, 2007 ; Havard Duclos, 2007 ; Avanza, 2008 ; Broqua, 2009 ; Mathieu, 2009a), c'est parce que ce type d'objets – peut-être plus encore que d'autres – impose au chercheur d'explicitier et d'objectiver son rapport au sujet et aux acteurs étudiés. Cet impératif se fait doublement sentir quand il s'agit de recherches sur le féminisme car elles s'inscrivent aussi dans un champ d'études longtemps marginalisé (les études féministes ou études sur le genre), sur lequel pèse, depuis sa création, le soupçon de « science militante » (Lagrave, 1990: p.33). Enfin, le parti pris dans cette thèse, à la suite de Laure Bereni, d'inclure dans l'espace de la cause des femmes un pôle intellectuel, peuplé notamment de chercheuses en études féministes, contribue à me situer personnellement dans l'espace social que j'analyse et complique encore le rapport à l'objet. Pour toutes ces raisons, et malgré le risque de tomber dans « les états d'âme d'une auto-ethnographie qui nous parle plus de l'enquêteur que de ses enquêtés » (Cefaï, 2009: en ligne), il me semble important dans un premier temps, de revenir sur les raisons qui m'ont conduite à choisir ce sujet, et dans un second temps, d'analyser les conditions sociales de mon entrée sur le terrain pour voir en quoi elles ont influencé ma position dans le champ, mon rapport aux actrices, les difficultés rencontrées et la nature des matériaux recueillis.

1. Du hasard de la rencontre à l'enthousiasme de la découverte

Mon souhait de travailler sur le mouvement féministe français est le fruit du hasard. Cette première proposition, volontairement naïve, a pour vocation ici de poser des limites aux

reconstructions *a posteriori* des raisons pour lesquelles je me suis engagée dans cette recherche. Effet de mon intégration au sein de l'espace de la cause des femmes et donc de l'intériorisation d'une tendance générale qui touche l'ensemble des militantes et qui sera analysée dans la suite de ce travail de thèse (cf. chapitre 8), la fréquentation des féministes, et en particulier la pratique avec elles des récits de vie, m'a amenée à relire ma propre biographie avec des « lunettes féministes ». J'entends par là, qu'au cours de mon terrain, je n'ai eu de cesse de chercher, dans mon parcours personnel et dans mon histoire familiale, les traces d'une sensibilité précoce aux questions relatives à la cause des femmes, qui pourraient expliquer mon intérêt actuel pour cet objet. À cette attitude, qui reproduisait celle de mes interviewées à l'égard de leurs propres histoires de vie, s'est ajoutée la tentation de chercher des raisons psychologiques, pour ne pas dire psychanalytiques, à ce choix d'objet qui met en jeu des questionnements de l'ordre de l'intime. Au moment de l'écriture, il s'agit donc de prendre conscience de ces deux tendances, qui sont le produit de mon immersion dans le champ, et de revenir plutôt à la série de faits qui m'ont accidentellement¹ conduite à travailler sur le mouvement féministe français² afin de voir quelles influences ce parcours a pu avoir sur mon positionnement dans l'espace social étudié.

En 2003-2004, dans le cadre de ma première année de Magistère de Sciences Sociales appliquées à l'interculturel, il nous est demandé de réaliser une enquête collective sur « les signes religieux comme analyseurs des normes sociales du public et du privé ». Je choisis d'intégrer le groupe qui travaille sur le port du voile islamique. Je fais ce choix car spontanément, parmi ceux proposés, c'est celui qui semble relever le plus du champ d'études qui m'attire, à savoir la sociologie de l'immigration. Issue d'une famille de Pieds Noirs l'idée d'être amenée à travailler auprès de femmes, pour certaines, originaires d'Afrique du Nord me plaît et contribue à ce choix. Dans le cadre

¹Muriel Andriocci distingue deux types d'étudiant-e-s s'engageant dans un cursus universitaire en études féministes, genre et sexualité : le groupe des « volontaires » (individus qui, en amont de l'entrée dans les « études genre », ont plus ou moins conscience des inégalités de genre) et le groupe dit de la « rencontre accidentelle » (ceux et celles qui, *a priori*, n'en ont pas conscience et qui ont rencontré accidentellement les études féministes) (Andriocci, 2005: p.77). Mon parcours m'inscrit dans ce second groupe.

²Revenir aux faits ne signifie pas gommer les émotions ressenties au moment de ces faits car elles jouent un rôle certain dans les orientations de recherche. Pour rendre compte de cela, nous nous appuyons sur des résumés ou des extraits des notes consignées dans mes cahiers de terrain en Magistère, Maitrise et Master 2 (textes en interligne simple et en retrait dans ce chapitre).

de cette étude, j'interviewe une dizaine de femmes portant le voile¹. En Maîtrise, je confirme mon intérêt pour les questions relatives à l'immigration en décidant de travailler sur le rapport au pays d'origine des expatriés français en Irlande. Puis, au moment de choisir mon sujet de Master 2, je renoue avec l'idée de travailler sur le port du voile islamique. Une année étant passée, il me paraît intéressant d'analyser la controverse publique qui s'est déroulée avant le vote de la loi sur le port des signes religieux ostentatoires. Je contacte Nilüfer Göle² et cette dernière accepte de m'encadrer si je recentre mon sujet sur la façon dont les féministes françaises sont intervenues dans ce débat. Je suis alors complètement ignorante de l'histoire des luttes féministes et je n'ai aucune idée de ce qu'est la réalité du mouvement contemporain français. J'ai vaguement entendu parler des Chiennes de Garde et de Ni putes ni soumises au moment de leur médiatisation, mais ma connaissance de ces associations reste sommaire. Je ne me suis encore jamais interrogée personnellement sur ma situation de femme et sur les éventuelles discriminations que j'ai pu vivre. Ma découverte des associations féministes se fait dans un premier temps *via* Internet, puis en me rendant à différentes réunions, en lisant la plupart de leurs interventions publiques sur l'islam, et enfin en interviewant moins d'une dizaine de militantes.

Ce récit met en évidence un premier fait : cet objet d'études s'est imposé à moi plus que je ne l'ai choisi. Certes, le fait que j'accepte la proposition de cette chercheuse montre que j'ai considéré qu'il s'agissait d'un objet qui mérite qu'on s'y attarde et que j'éprouvais de la curiosité à son égard³. Comme l'explique Max Weber, cité par Philippe Corcuff, « une *portion* seulement de la réalité singulière prend de l'intérêt et de la *signification* à nos yeux,

¹ Avec le recul, je peux dire qu'étonnamment le rapport qui en découle témoigne d'une très faible prise en compte de la question des rapports sociaux de sexe dans nos analyses de cette pratique.

² Proche d'Alain Tourraine, Nilüfer Göle, est directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), et chercheuse au CADIS. Auparavant, elle a enseigné à l'université de Bogazici à Istanbul et au Fellow du Wissenschaftskolleg de Berlin. Elle travaille sur l'émergence de nouvelles pratiques, figures, symboles et signes de la religiosité islamique dans l'espace public. Après avoir travaillé sur l'islam public dans différents contextes nationaux d'une manière comparative, elle étudie l'islam et l'espace public en Europe dans un cadre transnational.

³ Avant cela, mon engagement personnel au sein d'un parti politique de gauche et dans une association d'aide aux personnes sans domicile fixe témoignaient d'ailleurs d'une sensibilité préalable aux inégalités et d'un attrait pour les milieux militants.

parce que seule cette portion est en rapport avec *les idées de valeurs culturelles* avec lesquelles nous abordons la réalité concrète » (Weber, 1992 ; Corcuff, 2004: p.179). Néanmoins, c'est avant tout l'intérêt de Nilüfer Göle pour les positionnements des féministes françaises dans le débat sur le voile, ainsi que l'existence à l'EHESS d'un parcours de spécialisation « Genre, politique et sexualités »¹ dans lequel je pouvais m'insérer, qui ont déterminé mon engagement dans cette voie scientifique. A ce titre, mon parcours n'est pas singulier et participe d'une régularité générationnelle, constatée aussi dans les trajectoires des interviewées : l'existence d'une offre de formation spécifique, comme ce parcours de spécialisation à l'EHESS, a favorisé l'entrée, par les études ou la recherche, de toute une génération de féministes, dont l'engagement est passé d'abord et surtout par l'acquisition et la production de savoirs scientifiques féministes.

J'ai donc découvert le « milieu féministe » en même temps que je décidais d'en faire l'objet de mon travail. Pour le chercheur, il y a des avantages et des inconvénients au fait d'arriver sur un terrain dont il découvre à peine l'existence. Le premier avantage repose sur le fait que tout peut potentiellement le surprendre, le choquer ou plus simplement l'interpeller, il n'a pas encore intériorisé les codes qui font qu'au bout d'un certain moment sur le terrain, certaines pratiques lui semblent « naturelles », et par conséquent, il peut repérer des signaux faibles qui auraient pu par ailleurs passer inaperçus. Ensuite, il n'est pas connu des acteurs et peut contrôler, autant que possible, l'image qu'il souhaite donner de lui.

Dans mon cas, les inconvénients ont été doubles également : d'une part, il m'a fallu du temps pour comprendre les implicites en jeu dans certaines interactions, notamment par exemple certains conflits hérités du passé qui continuent d'avoir une influence sur les relations qu'entretiennent aujourd'hui les féministes entre elles. D'autre part, pendant la phase de découverte du « milieu féministe », j'ai été en proie à des sentiments exacerbés et ambigus, entre un enthousiasme débordant et une certaine répulsion, qu'il m'a fallu apprivoiser. L'enthousiasme ressenti² a participé de mon envie et de ma capacité à absorber un maximum

¹ Parcours de spécialisation qui deviendra ensuite un Master.

² Mon cahier de terrain relate de grandes émotions associées à mes premières participations à des réunions féministes, ainsi qu'à mon premier visionnage du film *Debout !* de Carole Roussopoulos (Roussopoulos, 1999). J'ai également été marquée par ma découverte du livre de photos *Un mouvement à soi* de Catherine Deudon (Deudon, 2003).

de choses, à me fondre dans ce moule que je découvrais. Mais le décalage ressenti entre des convictions personnelles et certaines options politiques prises par les militantes – notamment pendant la réalisation de mon DEA sur le rapport à l’islam des féministes en France – m’a permis de me détacher par moments de cette nouvelle identité politique et de neutraliser ainsi mes observations et mes analyses. Le fait que la prise de conscience féministe implique, au moins au début, de réinterroger son histoire personnelle, de questionner ses comportements quotidiens, de porter un regard critique sur le langage qu’on utilise, etc., place l’individu qui fréquente le milieu depuis peu de temps dans une situation de réflexivité quasi permanente. Alors que dans un premier temps cette réflexivité a entraîné des remises en causes personnelles et intimes, et donc peu propices au travail scientifique, j’ai pu, dans un second temps, l’appliquer également à l’exercice de mon activité de recherche et ainsi questionner ma place dans le champ, interroger plus sérieusement mon rapport à l’objet, les biais dans les matériaux recueillis, etc. et ainsi mieux distinguer réflexion politique et raisonnement sociologique.

Ceci étant dit, on ne peut nier que l’adhésion à la cause, l’adéquation entre les valeurs personnelles et celles du groupe, jouent dans l’envie de mener la recherche à terme. Parce que toute production scientifique est fortement dépendante des conditions sociales et matérielles dans lesquelles elle est produite, le fait que, pendant les trois premières années, cette recherche n’ait bénéficié d’aucun financement autre que familial, a entraîné des remises en cause régulières de l’intérêt de ce travail. Dans ces moments de découragement, le risque est grand de ne trouver comme seule motivation que l’espoir que les interviewés projettent dans cette recherche. Si l’intérêt que les féministes ont eu pour ce travail a nécessairement constitué un élan supplémentaire, il m’a fallu lutter contre cette tentation de se transformer en porte-parole de femmes peu ou mal considérées dont il aurait fallu publiciser et valoriser les engagements. Ainsi, l’adéquation avec la cause s’est accompagnée d’une prise de conscience du fait qu’elle ne peut pas être la raison principale du travail de recherche. Explorer un mouvement social encore peu étudié par les sociologues français, participer à l’enrichissement d’un domaine de recherche peu appréhendé par la sociologie politique, en dépit de l’enjeu social, politique et scientifique croissant que constituent les phénomènes mémoriels,

constituent des raisons complémentaires de mener à bien ce travail. L'attachement à l'autonomie du champ scientifique vient aussi contrebalancer l'attachement à la cause.

Après avoir analysé le processus qui m'a amené à cet objet, je souhaite maintenant expliquer comment s'est passée concrètement l'entrée sur le terrain, quelles ont été les difficultés rencontrées et quels sont les facteurs qui ont facilité la construction de relations fortes et durables avec les interviewées.

2. Confiance et connivence, entre acquis et construction

Tout d'abord, il semble que certaines de mes caractéristiques personnelles aient favorisé la proximité avec mes interviewées. En effet, mon profil est, par de nombreux aspects, proche du profil majoritaire des membres du mouvement. Ainsi, le fait d'être une femme, blanche, issue de la couche haute des classes moyennes, française et même parisienne, faisant des études supérieures, facilite, au moins, le premier contact.

Le fait d'être une femme est je pense le critère qui a le plus contribué à légitimer mon intérêt pour l'objet et mes demandes d'entretiens¹. Même parmi les féministes, malgré la présence d'hommes dans le mouvement et la construction d'un discours dominant sur le fait que le féminisme concerne tout le monde, il apparaît encore aujourd'hui comme marginal que des hommes s'y intéressent. Par ailleurs, pendant les récits de vie, j'ai senti que le fait d'être une femme participait à créer de la connivence. Je me suis régulièrement entendue dire « t'as dû connaître ça toi aussi », ou « je ne sais pas comment c'était pour toi mais pour moi... », autant d'expressions qui témoignent de la présupposition d'expériences partagées, notamment pour ce qui relève de l'intime. Je fais l'hypothèse que si mes interviewées se sont livrées de façon si profonde parfois, c'est peut-être parce qu'elles m'ont trouvé digne de confiance, qu'elles attribuaient de la valeur à ma recherche, mais aussi et surtout parce que mon profil les laissait penser que je pouvais avoir connu des situations proches des leurs et que, dans le cas

¹ A propos de la façon dont le genre et la race peuvent être utilisés par le chercheur en vue de l'accès à un terrain et de la construction de relations avec les individus ou les groupes étudiés, voir la communication de Mazzei et O'Brien à la rencontre annuelle de l'Association Américaine de Science Politique de 2005 (Mazzei et O'brien, 2005).

inverse, mon féminisme, supposé comme évident, me permettrait de les comprendre sans les juger.

Néanmoins, le mouvement féministe français n'est pas monolithique et toutes les militantes n'entrent pas dans le profil majoritaire décrit plus haut. Ma volonté de diversifier au maximum mon recrutement et de chercher à chaque fois le cas le plus éloigné des cas précédents, m'a donc bien sûr conduit à interviewer des personnes aux profils différents du mien. J'ai interviewé des hommes, des femmes de différentes couleurs, des femmes non françaises, des personnes issues des couches populaires ou au contraire de la haute bourgeoisie, des femmes peu diplômées, des angevines, des Val-d'Oisiennes, des plus jeunes, des plus vieilles etc. Heureusement, la différence ne met pas en péril la relation enquêteur-enquêté ; elle nécessite des ajustements, des « calculs de l'enquêteur » (Bizeul, 1998) qui peuvent porter sur la tenue vestimentaire, le registre de langage utilisé etc. Les différences peuvent aussi parfois être mises à profit : le fait que je sois considérée par les actrices à la fois comme « jeune » et « nouvelle » dans le mouvement, certes a pu altérer la connivence avec des femmes d'autres générations, mais m'a également permis de cerner au plus près la façon dont se nouaient les rapports intergénérationnels au sein de l'espace de la cause des femmes¹. J'ai pu également expérimenter les rapports entre militantes et universitaires : à plusieurs reprises, lorsque je présentais une version transformée de mon sujet de recherche (nous reviendrons plus tard sur cette transformation), des militantes ont remis en cause mon questionnement, l'ont jugé comme « déconnecté de la réalité du terrain » ou comme « inutile ». J'ai perçu que ces échanges, s'ils étaient peut-être liés à des formulations maladroitement de ma part, étaient aussi l'expression d'attentes ou de reproches plus généraux formulés par certaines militantes à l'ensemble de la communauté scientifique à laquelle j'appartiens. J'ai aussi été sollicitée par moments pour mettre mes « ressources intellectuelles » au profit du groupe militant. Ces demandes, que j'ai par ailleurs identifiées comme courantes, m'ont placé au cœur des interactions qui existent entre les pôles associatif et intellectuel de l'espace de la cause des femmes autour de la mémoire.

¹ Voir à ce propos, dans la chapitre 5, le récit de mes observations au sein du comité d'initiative à l'origine de la commémoration des 40 ans du MLF en 2010.

Le chercheur n'est pas complètement libre de définir ni son rapport au groupe, ni l'image qu'il renvoie, et les acteurs eux-mêmes contribuent à définir sa place et son identité, à lui attribuer un « rôle ». Analyser cette place que les acteurs nous donnent, la prendre non comme une contrainte mais plutôt comme l'expression des rapports qu'entretiennent entre elles les différentes composantes du mouvement, permet de mettre au jour les enjeux de pouvoir, les processus de catégorisation et de définition à l'œuvre dans l'espace social en question.

3. Les difficultés rencontrées

Si on le compare aux exemples donnés par Magali Boumaza et Aurélie Campana, qui parlent de recherches requérant l'apprentissage d'une langue étrangère, impliquant l'immersion dans des groupes extrémistes, des univers totalisants, dans des contextes de guerres ou de conflits latents (Boumaza et Campana, 2007), on ne peut décemment pas qualifier ce terrain de « terrain difficile ». Un certain nombre de facteurs contribuent même à le rendre aisément accessible pour le chercheur.

En premier lieu, l'ouverture du monde féministe aux travaux académiques et à leurs auteurs favorise le contact avec les interviewées. La quasi-totalité des personnes rencontrées dans l'espace de la cause des femmes savent en quoi consiste une étude sociologique. Même si elles sont méfiantes quant à l'utilisation qui peut être faite de leurs propos, parfois échaudées par des expériences précédentes, elles reconnaissent en général le bien-fondé d'une étude les concernant. De plus, pour certaines, elles sont familières de l'exercice de l'entretien. Si cette familiarité peut avoir des contreparties négatives et donner lieu à des discours préconstruits, elle permet dans l'ensemble d'être confrontée à relativement peu de refus d'entretiens. Pour les observations, le fait que d'autres chercheuses soient par ailleurs insérées dans le champ, et même considérées pour certaines comme des militantes comme les autres, a permis de ne pas avoir systématiquement à justifier ma présence dans certaines réunions ou à expliciter clairement si j'étais là en tant que militante ou en tant que chercheuse en situation d'observation.

Néanmoins, cette facilité d'accès n'empêche pas la confrontation à certaines difficultés. Le premier ensemble de difficultés rencontrées est lié à la configuration des relations dans le champ. En effet, l'espace de la cause des femmes est un milieu marqué par des antagonismes forts entre certaines tendances ou associations. Par conséquent, le principal défi pour le chercheur est de réussir à « naviguer » entre ces différents groupes sans être étiqueté comme appartenant à un « camp » ou à un autre, et sans que le contact avec les membres d'un des groupes soit interprété comme une trahison aux yeux des autres.

Mon échec à interviewer des femmes de l'association *L'Alliance des femmes pour la démocratie* et des *Editions des Femmes*¹ est assez révélatrice de cette difficulté à gérer cette multipositionnalité nécessaire. Outre le fait que ces deux structures sont fortement hiérarchiques et que la parole y est relativement contrôlée², il est clair que mon immersion prolongée au sein d'un groupe qui s'est opposé à elles dans le cadre d'une controverse à propos des origines du MLF, a contribué à susciter de la méfiance à mon égard. Pendant plusieurs mois, elles ont maintenu la relation tout en évitant l'entretien. Trop tardivement, elles ont fini par me recontacter et par accepter le principe de l'entretien suite à la sortie d'un numéro spécial d'un magazine consacré au mouvement féministe contemporain³ et dans lequel j'étais interviewée en tant que « spécialiste ». Cette publication leur a fait prendre conscience que ma place dans le champ n'était pas celle qu'elles avaient imaginée, c'est-à-dire celle d'une étudiante militant dans le courant opposé. Cette intervention dans un magazine grand public a fait de moi une potentielle « porte-parole » qu'il s'agissait donc de ne pas laisser aux mains des « adversaires ». L'entretien n'a finalement pas pu être réalisé compte-tenu de mon séjour aux Etats-Unis mais ce revirement montre que dans un milieu si

¹ Cette association et cette maison d'édition sont toutes deux issues de la tendance « différencialiste » du MLF qui, depuis les années 70, est en opposition très conflictuelle avec d'autres tendances du MLF et les associations qui se sont revendiquées ensuite du courant « universaliste ». Pour une histoire des rapports de la tendance « différencialiste » avec les autres « tendances » du MLF, voir notamment l'ouvrage de Claire Duchon consacré au féminisme français de 1968 à 1981 et l'ouvrage de Bibia Pavard qui retrace l'histoire des premières années des Editions des femmes (Duchon, 1986 ; Pavard, 2005). Par ailleurs, le chapitre 4 de cette thèse reviendra de manière approfondie sur les manifestations actuelles de ce conflit, et plus particulièrement sur la controverse autour des commémorations des 40 ans du MLF.

² Voir le récit détaillé des échanges que j'ai eus avec les militantes de ces structures en annexe (cf. Annexe n°5).

³ Portalier, Bérangère (2009). Dossier « Je ne suis pas féministe mais... ». *Causette, Plus féminine du cerveau que du capiton*, n°5 (Nov-Déc, Déchaînées (?)), p. 27-49.

petit, où les relations d'interconnaissance sont si fortes, chaque geste, chaque positionnement du chercheur est susceptible d'être interprété et peut soit le valoriser, soit le discréditer aux yeux d'une partie des acteurs étudiés.

Ce type de difficultés a été rencontré dans d'autres situations : j'ai senti, à propos de certains débats (principalement sur le voile d'ailleurs car il suscite des réactions très tranchées), que les actrices attendaient que je me positionne clairement. Si la posture du chercheur qui refuse de prendre position sous couvert de neutralité scientifique est tolérée dans certains cas, il arrive que sur certaines questions elle ne soit pas acceptée¹ et soit interprétée comme une ruse pour dissimuler ses opinions. Dans ces situations, afin de ne pas risquer de voir des portes se fermer, j'ai pris le parti de calquer mon discours sur les opinions de mes interlocutrices². Une telle stratégie implique d'avoir bien identifié au préalable les positionnements de chacune par rapport aux principaux clivages et n'est pas sans risque compte tenu du fait que les actrices peuvent être amenées à confronter des discours contradictoires. Néanmoins, l'expérience m'a montré que des personnes radicalement opposées sur un débat sont concentrées sur leurs propres désaccords et ont peu de chances d'échanger sur les opinions d'une tierce personne, en l'occurrence moi. Cette stratégie a donc tenu le temps de l'enquête et m'a permis d'interviewer des personnes aux opinions diverses.

Une seconde série de difficultés est liée à la nature des liens noués. En effet, le fait d'être immergé dans un groupe, de s'y intégrer, de côtoyer régulièrement ses membres sur une durée relativement longue, amène le chercheur à créer des relations fortes avec les acteurs qui sont l'objet de son étude, et le place en situation d'avoir à faire face à des sentiments contradictoires et des décisions d'ordre moral et éthique. Au cours de ma recherche, j'ai

¹ Ceci s'explique notamment par le fait que, dans l'espace de la cause des femmes, les chercheuses sont incluses comme des membres du groupe et même si elles ont des caractéristiques qui les identifient et les différencient du reste des militantes, on attend d'elles, dans certaines situations, qu'elles se comportent en militantes pour la cause des femmes et qu'elles affirment leurs positions.

² Voir à ce propos « l'expérience de la pommade » mise en œuvre dans l'enquête « Démocratie 2000 » réalisée au CEVIPOF par Grunberg, Mayer et Sniderman en 2002, et qui analyse les effets de la sympathie manifestée par l'enquêteur à la personne interviewée (Mayer, 2007).

manifesté, discuté, trinqué, partagé des repas avec les militantes de la cause des femmes. J'ai été amenée à accepter des invitations à dîner, parfois même à dormir, et ces moments ont été l'occasion d'échanges, de plaisir partagé. Il est indéniable qu'au cours d'une recherche qui implique un long « séjour » sur le terrain se créent des liens forts. Certains sont des liens d'amitié sincères, et pour les autres, s'ils ne sont d'amitié, ils sortent la relation de la superficialité en raison du caractère prolongé de l'immersion dans le champ ainsi que des confidences faites dans le cadre des récits de vie. De plus, le fait que les entretiens se déroulent sous la règle de l'anonymat renforce la relation enquêteur-enquêté en la plaçant sous le sceau du secret. D'un point de vue personnel, gérer la relation, entre proximité et distance, constitue donc une vraie difficulté et m'a conduit parfois à ressentir une certaine culpabilité, l'impression d'« utiliser » autrui. J'ai expérimenté ces sentiments, très bien décrits déjà par Olivier Schwartz, qui parle à ce propos de « vol de l'ethnologue » (Schwartz, 1990: p.51), et j'ai ressenti aussi la crainte de décevoir les personnes avec qui j'ai créé des liens. Il a fallu accepter l'idée qu'elles ne se reconnaîtront peut-être pas dans le portrait que je dresse d'elles et que cela pourra contribuer à compliquer les relations futures et d'éventuelles prochaines études sur ce même terrain.

Si la confiance que l'interviewé accorde à son interlocuteur est certes la base d'un terrain réussi, elle se heurte parfois à des considérations scientifiques : que faire lorsque quelqu'un vous livre un épisode important de son histoire de vie mais vous demande qu'il ne soit pas évoqué dans votre travail ? Comment ne pas trahir la personne qui s'est livrée tout en rendant compte au mieux de la réalité ? Voilà le type d'interrogations qui m'a habitée tout au long du travail de terrain, jusqu'au moment de l'écriture. J'ai essayé de me tenir au « principe le plus usuel et le plus largement accepté » qui veut que le chercheur veille à « ne pas nuire aux personnes étudiées » (Bizeul, 2007: en ligne). Et pour cela, le respect de l'anonymat me semblait constituer une première sécurité, évitant que des confidences faites en face-à-face ne soient réutilisées par la suite contre leurs auteurs. Mais j'ai vite compris que l'espace de la cause des femmes constituait un milieu où les réseaux d'interconnaissance étaient trop forts pour permettre un anonymat réel. Au cours du terrain, il était courant que les interviewées sachent qui j'avais précédemment rencontré et il est fort probable qu'à la lecture de ce travail, elles se reconnaissent entre elles (notamment pour les interviewées appartenant à une même association). Ainsi, considérer que le remplacement des noms des interviewées par des

pseudonymes suffit à garantir l'anonymat constitue une hypocrisie dans le cadre de ce travail. De plus, la rédaction de trajectoires (cf. Annexe n°2) rend encore plus factice cet anonymat.

En effet, pour chacune des interviewées, j'ai écrit une trajectoire, associée à son pseudonyme, qui constitue un condensé de son récit de vie et qui permet au lecteur de se faire rapidement une idée de qui est la personne, quel est son parcours personnel et quels sont les mondes sociaux qu'elle a traversés. J'ai longuement hésité à joindre ces trajectoires qui compromettent l'anonymat, mais il m'a semblé qu'elles étaient fondamentales pour incarner une réalité sociale appauvrie par le découpage et les citations éparses des entretiens. De plus, notre présupposé principal étant le fait que la reconstruction des souvenirs est fortement dépendante des milieux sociaux et des univers de sens dans lesquels baignent les individus, il paraissait impossible d'évoquer les souvenirs des interviewés sans jamais donner au lecteur les éléments nécessaires pour situer les individus dans l'espace social.

Présenter toute la richesse et les détails de ces histoires de militantes tout en respectant la confidentialité s'est donc avérée être une tâche difficile. Pour remédier à ce problème, j'ai, pour certaines citations délicates, décidé de citer les entretiens sans donner le pseudonyme associé à l'auteur de la citation. Ce choix s'est imposé lorsqu'il s'agissait de citations signalées par les interviewées comme devant ne pas apparaître dans mon travail, ou alors quand elles concernaient des propos qui pourraient nuire aux interviewées s'ils étaient rendus publics¹. Pour les autres citations, j'ai pris le parti de considérer que les militantes sont conscientes de la forme de l'espace social dans lequel elles sont insérées et, qu'en acceptant l'entretien, elles acceptent également le risque d'être reconnues malgré la transformation de leur prénom. Cette supposition a été confirmée par les interviewées qui très souvent, lorsque nous évoquions la question de l'anonymat, affirmaient spontanément qu'elles seraient de toute façon identifiées.

¹ Freud, dans son ouvrage *Cinq psychanalyses*, évoque les difficultés associées à la publication de l'observation détaillée de malades et de l'histoire de leur traitement, au sein d'un milieu viennois dont la densité des réseaux d'interconnaissance rend aisée l'identification des personnes. Dans les introductions aux cas de Dora (*Fragment d'une analyse d'hystérie*) et de l'homme aux rats (*Remarques sur un cas de névrose obsessionnelle*), il explicite les restrictions qu'il a dû s'imposer dans la restitution des matériaux (Freud, 1954). Nous avons rencontré des dilemmes équivalents et avons dû faire des choix comparables dans la présentation des trois cas d'étude qui constituent le chapitre 7.

Après avoir précisé les conditions d'entrée sur le terrain, il est maintenant temps d'explicitier les méthodes d'investigations utilisées. Cette seconde partie a pour vocation de les présenter, non comme un catalogue des techniques d'enquêtes utilisées, exposées indépendamment les unes après les autres, mais de montrer comment elles se complètent entre elles et surtout en quoi leur utilisation dans la recherche permet d'apporter des matériaux appropriés à la résolution du problème soulevé.

B- Méthodes d'investigation

Pour saisir empiriquement la mémoire, nous allons l'appréhender au travers des pratiques sociales que sont les évocations du passé. Ces évocations du passé, qui constituent notre objet d'études, peuvent être orales, écrites, imagées. Elles peuvent se réaliser dans un cadre dont la vocation première est le recueil de souvenirs (commémorations, autobiographies, récits de vie, etc.) ou, au contraire, dans une situation qui n'appelle pas nécessairement de référence au passé (dans une manifestation, au cours d'une discussion sur un sujet d'actualité, etc.). Enfin, elles peuvent être explicites (« je me souviens de... », « ça me rappelle ») ou plus dissimulées (sous la forme d'analogies par exemple).

Il s'agit d'analyser ces évocations du passé produites au sein de l'espace de la cause des femmes, à différents niveaux, et de voir à la fois comment le collectif intervient dans la formulation des souvenirs individuels, et réciproquement comment les individus qui composent le groupe participent à l'élaboration de normes de remémoration. Cette ambition sociologique a impliqué de faire varier la focale d'observation et a donné lieu à l'utilisation de sources variées : entretiens exploratoires non-structurés ; récits de vie ; entretiens projectifs ; entretiens informatifs ; observation ; archives institutionnelles, associatives et privées ; récits à caractère autobiographique ; sites internet d'associations ou d'institutions et sources historiographiques secondaires.

Par souci de clarté, nous allons présenter les méthodes de recueil de données utilisées en les classant selon deux principaux objectifs : saisir la « mémoire vive » et saisir les « mémoires historiques ».

Premièrement, la « mémoire vive » désigne ici les évocations du passé tel qu'elles sont réalisées, à titre individuel, par chaque personne de l'espace de la cause des femmes. Cette mémoire, exprimée individuellement, est principalement composée des souvenirs de l'expérience vécue (qu'on peut qualifier de « mémoire personnelle »), mais pas seulement. Elle fait aussi référence à des événements passés non vécus, transmis, et dont chaque individu se souvient uniquement parce qu'il les a connus au travers des journaux, des récits historiques, des témoignages de ceux qui y furent directement mêlés (ou même de ceux qui en ont reçu le récit). Si nous préférons utiliser l'expression « mémoire vive » (Lavabre, 1994: p.18), au lieu de l'expression « mémoire individuelle » (Halbwachs, 1997), alors même que ces deux formules désignent la même mémoire exprimée par un individu, c'est en raison du caractère potentiellement confondant de la seconde expression. En effet, comme le rappelle Maurice Halbwachs, la mémoire individuelle existe certes comme fonction mentale de l'individu mais n'a sociologiquement aucun sens tant elle dépend des autres pour exister : « [la mémoire individuelle] n'est pas entièrement isolée et fermée. Un homme, pour évoquer son propre passé, a souvent besoin de faire appel aux souvenirs des autres. Il se reporte à des points de repère qui existent hors de lui, et qui sont fixés par la société. Bien plus, le fonctionnement de la mémoire individuelle n'est pas possible sans ces instruments que sont les mots et les idées, que l'individu n'a pas inventés, et qu'il a empruntés à son milieu » (Halbwachs, 1997: p.98). Ainsi, la mémoire vive, bien qu'exprimée par un individu, demeure collective d'une certaine façon, et ceci reste vrai même pour sa composante la plus personnelle. C'est pour cette raison que Marie-Claire Lavabre parle aussi de la « mémoire des individus », expression qui a l'avantage de signifier qu'il s'agit d'évocations du passé exprimées par des individus sans pour autant présager du caractère « individuel » ou isolé de leur élaboration. Le terme « mémoire vive » a aussi l'avantage de traduire l'idée selon laquelle la mémoire est bien vivante car reconstruite en permanence au présent.

Deuxièmement, la « mémoire historique » correspond à la mémoire telle qu'elle est élaborée, souvent à des fins identitaires, par un groupe ou une organisation. Nous verrons au cours de cette thèse que l'éclatement de l'espace de la cause des femmes ne permet pas l'émergence d'une seule mémoire historique unifiée (qui s'apparenterait à une histoire officielle) mais plutôt la coexistence d'une pluralité de mémoires historiques, c'est-à-dire

différents récits finalisés du passé, associés à des sous-groupes de l'espace, formels ou informels, plus ou moins grands, et sujets à des recompositions au cours du temps.

A la différence de la mémoire vive exprimée par un individu, la mémoire historique est une mémoire exprimée, à titre collectif, par une organisation (formelle ou informelle), ou éventuellement par une personne, si elle s'exprime au nom de l'organisation en question. L'expression « mémoire historique », empruntée à Marie-Claire Lavabre, associe deux termes qui pourraient être considérés *a priori* comme opposés mais qu'il apparaît pertinent de réunir dès lors que l'on constate, dans l'espace de la cause des femmes, des liens étroits entre histoire et mémoire (cf. chapitre 2). L'expression « mémoire historique » désigne les récits du passé forgés par les collectifs, qui reposent à la fois sur des témoignages et sur l'histoire telle qu'elle est écrite par une minorité de spécialistes, et qui, s'ils contiennent des éléments de vérité, sont néanmoins finalisés par autre chose que les règles du métier d'historien. Ainsi, « mémoire historique » qualifie ce qui est fixé par l'écrit ou par la commémoration, qui prend certaines allures de l'histoire, sans être pour autant régi par les règles du métier.

Cette distinction entre mémoire vive et mémoire historique, si elle a l'avantage d'être commode dans une perspective pédagogique, est caricaturale dès lors que l'on s'intéresse justement aux processus par lesquels ces composantes de la mémoire féministe s'appuient l'une sur l'autre, s'influencent réciproquement, participent d'une même dynamique. D'ailleurs, certaines sources peuvent difficilement être classées dans l'une ou l'autre de ces catégories : les autobiographies de militantes, par exemple, fournissent non seulement des récits de parcours individuels qui appartiennent à la mémoire vive du mouvement, mais participent aussi, du fait du statut particulier de celles qui les écrivent, à la construction des mémoires historiques en définissant des « souvenirs autorisés » (Lavabre, 1994), dont l'intérêt est celui de l'exemple.

Ce qui est vrai pour ces sources, l'est également pour la méthode d'observation ethnographique. En effet, l'observation ethnographique, qui constitue un pilier de notre démarche empirique, ne peut être présentée selon ce modèle qui sépare d'un côté les méthodes permettant de saisir la mémoire vive et de l'autre les méthodes permettant de saisir les mémoires historiques. L'observation donne accès à la fois aux mémoires historiques telles qu'elles se manifestent par exemple dans les choix réalisés par les organisations lors de

l'organisation de commémorations, d'expositions etc. ; mais elle permet aussi d'avoir accès à des souvenirs individuels tels qu'ils peuvent être entendus lors de discussions informelles, ou lors d'une visite d'exposition en compagnie d'une militante, etc. Et si l'observation saisit les différents types de mémoire, elle permet également d'aller plus loin en donnant accès au déroulement concret des interactions au sein du groupe. Si l'on considère, à la suite de Marc Bloch et de Roger Bastide, que la mémoire collective s'opère dans les « faits de communication » au sein du groupe, et qu'elle est un « lieu de rencontre », un « système d'interrelations de mémoires individuelles », une interpénétration des consciences, l'observation permet de décrire et d'analyser les processus par lesquels communiquent entre elles les différentes composantes de la mémoire féministe et comment s'opèrent la transmission et la transformation réciproque des différents types de représentations du passé.

1. Saisir la mémoire vive

Comme nous venons de le mentionner, l'expression « mémoire vive » fait référence aux souvenirs et interprétations du passé dont sont porteuses les militantes féministes, à titre individuel. Pour les saisir, nous avons choisi d'utiliser principalement la méthode de l'entretien, qui constitue un des piliers de notre démarche méthodologique, et que nous avons déclinée sous trois formes.

a) Entretiens exploratoires

La première phase du terrain a consisté en la réalisation de six entretiens exploratoires, qui ont été l'occasion d'établir un premier contact avec des militantes de la cause des femmes, de considérer leurs réactions à l'égard de ma recherche, mais aussi d'élaborer une méthode adaptée aux réalités du terrain et aux premières hypothèses de travail.

La sélection de ces six premières interviewées n'a pas fait l'objet d'un choix très construit sociologiquement et a été plutôt guidée par des contraintes pratiques¹. Réalisés avec

¹ Ces six personnes ont été choisies parmi celles qui m'étaient les plus accessibles (soit parce que je les avais connues dans le cadre de ma recherche de Master 2, soit parce que je connaissais quelqu'un qui les connaissait), et parmi celles dont je disposais de suffisamment d'informations sur elles pour faire varier leurs âges, l'ancienneté de leur

six personnes engagées *au nom des femmes et pour les femmes*¹, issues principalement du pôle associatif² de l'espace de la cause des femmes, ces six entretiens ont duré deux heures en moyenne et ont été menés sur le modèle des entretiens non-structurés, c'est-à-dire avec une idée plus ou moins précise des thèmes à couvrir mais en exerçant un contrôle minimal à la fois sur l'ordre dans lequel ils seraient abordés et également sur la nature des réponses des participantes. Le but était d'inciter ces premières interviewées à s'exprimer librement, et dans leurs propres termes, sur mon sujet. Ainsi, seule la consigne initiale était formulée à l'avance, toutes mes autres interventions étaient des relances improvisées, inscrites dans le cours de la discussion et reprenant autant que possible le vocabulaire des interviewées.

Étant alors dans une phase de définition du sujet et ne sachant pas encore exactement comment appréhender cette réalité complexe qu'est la mémoire, j'avais choisi de commencer ces entretiens par la consigne suivante : « J'aimerais que nous parlions ensemble de ce qui vous semble important, à vous personnellement, dans l'histoire des femmes ; ce qui vous semble important à transmettre, ce qui compte pour vous... ». Par ailleurs, pour ne pas les laisser penser qu'il s'agissait d'une évaluation de leurs connaissances historiques, je précisais : « Je n'attends pas de votre part des connaissances historiques précises, ce qui m'intéresse c'est plutôt votre regard personnel sur cette histoire, je veux savoir ce qui compte pour vous, personnellement, dans cette histoire ». Cette entrée en matière avait l'avantage de mettre en confiance les interviewées et de les laisser sélectionner elles-mêmes ce dont elles avaient envie de parler. La restriction au périmètre de l'histoire des femmes, incluse dans la consigne initiale, permettait de ne pas les confronter à une interrogation trop large sur l'histoire en général, qui aurait pu les déstabiliser devant la multitude des événements ou figures pouvant être évoqués. Cependant, cette orientation, qui sous-entendait le fait que l'interviewée et moi-même avions la même vision d'une histoire « des femmes », a constitué un biais important, qui explique d'ailleurs le changement de méthode effectué après ces six premiers entretiens.

engagement, leurs associations ou collectifs d'appartenance, et leur sexe (un homme est inclus dans ce premier groupe d'interviewées).

¹ Nous reviendrons plus tard sur ce que nous entendons par « engagées » et sur les critères de délimitation de l'échantillon.

² Une présentation des différents pôles de l'espace de la cause des femmes sera faite dans la suite de ce chapitre.

Ce type d'interrogation ne permettait d'avoir accès qu'à une partie de la mémoire dont sont porteuses les militantes et évacuait d'emblée l'ensemble des évocations du passé associées par exemple à une histoire internationale, nationale, familiale ou personnelle. D'ailleurs, les interviewées elles-mêmes ont semblé gênées par cette restriction car spontanément elles ont eu tendance à relier les événements et figures de l'histoire des femmes qu'elles évoquaient, soit à une histoire plus générale, soit à leur histoire personnelle. De ce constat a émergé la conclusion suivante : la situation les contraignait à parler d'un aspect précis de l'histoire, celui identifié communément par l'expression « histoire des femmes », alors même qu'il faisait parfois moins sens à leurs yeux que d'autres formes de passé. De plus, si ces entretiens permettaient de voir quelles grandes figures ou quels événements de l'histoire des femmes, étaient spontanément les plus évoqués, ils n'avaient d'intérêt que si les matériaux recueillis pouvaient être analysés à la lumière des parcours personnels et militants des individus interrogés. C'est seulement en sachant dans quels univers de sens successifs avaient évolué les militantes de la cause des femmes qu'on pouvait essayer de comprendre les mécanismes concrets de la mémoire féministe. De tels entretiens ne permettaient pas d'analyser les modalités selon lesquelles la trajectoire des individus, leur socialisation et leur position actuelle dans l'espace agissaient sur leurs souvenirs et sur leur vision du passé.

Malgré ces écueils, ces entretiens n'ont pas été totalement dépourvus d'intérêt car ils ont donné lieu à l'expression de discours « métamémoriels », complémentaires des discours recueillis lors d'observations ou de discussions informelles. Le qualificatif « métamémoriel », issu du concept de « métamémoire » tel qu'il est défini par Joël Candau (Candau, 2005: p.77), fait référence aux représentations que les individus ou les groupes se font de leur propre mémoire. Les interviewées se sont beaucoup exprimées sur la nature de leur mémoire personnelle, la qualifiant tour à tour d'« oublieuse », de « scolaire », de « militante », d'« académique », d'« orientée ». Cette posture réflexive sur le fonctionnement de leur propre mémoire, s'est traduite aussi par de nombreux commentaires sur les modalités de fonctionnement d'une hypothétique mémoire collective féministe. Les interviewées ont évoqué les processus de transmission à l'œuvre dans l'espace de la cause des femmes, ont cherché à identifier leurs failles et ont revendiqué la nécessité de construire une mémoire partagée.

b) Récits de vie

La seconde phase de mon travail empirique a consisté à réaliser des récits de vie avec 55 interviewées. Pour des raisons techniques (principalement des problèmes d'enregistrement ou une mauvaise qualité du son liée à des environnements trop bruyants), 48 récits de vie ont été retranscrits dans leur intégralité et s'intègrent à notre corpus. Cette forme d'entretiens reposait sur un triple objectif : retracer des trajectoires individuelles, recueillir des descriptions des contextes successifs dans lesquels s'inscrivent ces trajectoires et faire émerger les souvenirs de l'expérience vécue. Afin de favoriser le confort des interviewées, les récits de vie ont été réalisés dans le lieu de leur choix, majoritairement chez elles, mais aussi dans des cafés, sur leur lieu de travail ou dans les locaux de leur association lorsqu'ils permettaient de s'isoler.

i. Déroulement des récits de vie

Grâce aux entretiens exploratoires et à de premiers échanges informels avec des militantes de la cause des femmes, j'ai perçu que mon sujet d'études constituait un enjeu fort au sein de l'espace de la cause des femmes et que l'exposer clairement allait systématiquement donner lieu à des discours « métamémoriels » qui, s'ils étaient intéressants dans un premier temps, risquaient à terme de constituer un obstacle pour l'observation et l'analyse des mécanismes concrets de la mémoire. L'objectif était bien de recueillir *de la* mémoire, c'est-à-dire des évocations du passé, et non de se contenter de discours et de sentiments subjectifs *sur* la mémoire¹, entendue alors comme « histoire officielle ». J'ai donc choisi, lors de la prise de contact pour ce premier entretien, de transformer mon sujet de thèse pour ne pas avoir à faire référence au concept de « mémoire », et de dire plutôt que je travaillais sur « les engagements pour la cause des femmes à partir d'histoires individuelles ». Ainsi, les interviewées étaient incitées à se raconter à titre individuel, sans s'inscrire d'emblée dans un projet d'élaboration d'une mémoire commune. Il a été intéressant de constater que, malgré cette précaution, le souci d'élaborer et transmettre une mémoire collective a spontanément été évoqué par certaines interviewées comme une raison de leur acceptation de l'entretien. Lors des discussions informelles précédant l'entretien, en argumentant sur la

¹ Dans un second temps, le constat selon lequel il existe, au sein de l'espace de la cause des femmes, des représentations partagées du passé gagnerait d'ailleurs à être confronté avec le sentiment subjectif d'un déficit mémoriel, revenu régulièrement dans les discussions.

nécessite de laisser des traces, en se plaignant de la faible perception de la richesse de leurs parcours, les interviewées, sans le savoir, me donnaient des clés pour comprendre leur rapport à la construction d'une mémoire collective féministe.

La consigne sur laquelle débutaient ces récits de vie était la suivante : « J'aimerais que vous me racontiez un peu votre vie, depuis votre enfance, ce qui m'intéresse c'est vraiment votre histoire personnelle, votre parcours... ». Lorsque les personnes ne savaient pas comment entamer leur récit, j'ajoutais : « D'abord, vous pourriez commencer par me décrire le milieu dans lequel vous êtes née, et puis votre enfance... ». Ensuite, dans la conduite des récits de vie, les thèmes à couvrir étaient plus ou moins définis car ils correspondaient aux étapes successives de la vie des individus (en essayant à chaque fois de considérer les différents aspects de la vie personnelle, c'est-à-dire la vie familiale, la vie professionnelle et la vie militante), mais, comme dans les entretiens exploratoires, une grande liberté était laissée aux interviewées dans la construction de leur propos. Elles ont néanmoins généralement suivi un ordre chronologique pour construire leur récit et retrouver le fil après de trop longues digressions.

Le choix de la non-directivité pour ces entretiens s'est justifié par une volonté de recueillir pour chaque interviewée non seulement des souvenirs personnels mais plus généralement une « vision du passé », c'est-à-dire un « cadre de référence interne à l'individu »¹, fruit de sa socialisation et de sa place présente dans l'espace social, et à partir duquel il interprète tel ou tel événement du passé. Pour Jean-Marie Donegani, Sophie Duchesne et Florence Haegel, « l'entretien non directif répond à un objectif de recherche bien spécifique puisqu'il a pour fin de rendre compte des systèmes de valeurs, de normes, de représentations et de symboles » (Donegani, Duchesne et Haegel, 2002: p.274). Ces systèmes de valeurs, normes, représentations et symboles, que d'autres appellent « systèmes de représentations et d'implications affectives », « idéologies » ou « visions du monde » (Donegani, Duchesne et Haegel, 2002: p.275), façonnent en partie les grilles de lecture au travers desquelles les individus considèrent le passé et lui donnent sens. En recueillant ces

¹ L'expression « cadre de référence interne à l'individu » est empruntée au psychologue Carl Rogers, qui est à l'origine d'une méthode psychothérapique fondée sur la non-directivité (Rogers, 2001).

« visions du monde » nous entendions avoir accès aux schèmes de pensée à partir desquels les militantes féministes interprètent le passé (leur histoire personnelle et l'histoire en général).

Pour laisser pleinement s'exprimer ce cadre de référence interne à l'individu, il a fallu laisser libre court aux récits des interviewées et les laisser s'exprimer suivant leur propre cheminement. Ainsi, j'ai mis un point d'honneur à introduire un minimum de mots, à ne jamais les interrompre dans un développement et à laisser place aux répétitions, aux divagations, aux silences ou aux parenthèses¹. Ces moments, qui ont contribué à faire durer certains récits de vie plus de sept heures, et qui pouvaient être considérés *a priori* comme des pertes de temps, ont été en définitive importants à plusieurs titres : d'une part, parce que parfois au détour d'une phrase, d'une parenthèse, surgissait un raisonnement, une analogie, une comparaison qui nous renseignaient beaucoup sur la façon dont l'interviewée percevait le passé, son environnement et sa position dans cet environnement ; d'autre part, parce que ces passages étaient essentiels dans l'établissement de la relation de confiance. Mon seul objectif étant alors de connaître le plus intimement possible toutes mes interviewées, ces moments de digression ont été une façon de leur signifier que tous leurs propos étaient dignes d'intérêt, évitant ainsi non seulement une autocensure de leur part, mais aussi l'impression d'une instrumentalisation de leurs discours à une fin qui me serait propre et à laquelle elles seraient extérieures.

J'achevais toujours les récits de vie par trois questions plus directives. La première question était la suivante : « Pourriez-vous me dire, dans tout ce parcours, quel est votre meilleur souvenir ? ». La seconde question, à l'inverse, les incitait à évoquer leur moins bon souvenir. Et enfin, avec la dernière question, je leur demandais de choisir la personne qui avait le plus compté pour elles dans leur parcours². Volontairement, je ne précisais pas si

¹ Cette volonté de perturber le moins possible le phénomène étudié en adoptant une position d'écoute, la plus passive possible, se heurte toujours à la persistance des effets d'interaction entre l'enquêteur et le sujet interrogé, y compris dans le cadre des entretiens non directifs. Pour une analyse fine de l'« échange inégal » que constitue le rapport enquêteur-enquêté lors des entretiens non directifs, voir : (Kandel, 1972).

² Cette question n'a pas été posée dans les premiers entretiens réalisés. Elle a été rajoutée suite au constat selon lequel les militantes construisaient spontanément, au cours de leur récit de vie, des figures de « personnes importantes » et j'ai pensé que systématiser la question pouvait permettre ensuite de comparer ces figures entre elles. L'arrivée de cette question en fin d'entretien, après des heures de récit, a donné lieu à peu de développements si ce

j'entendais « parcours » au sens de « parcours de féministes », et lorsqu'elles m'interrogeaient à ce propos, je répondais : « comme vous voulez, votre vie quoi... ».

ii. Sélection des interviewées et cartographie de l'espace de la cause des femmes

La sélection des interviewées s'est faite selon un principe de recherche du cas le plus éloigné des cas précédents. Ainsi, ont été définis des critères d'échantillonnage relativement classiques mais qui semblaient pouvoir jouer sur les rapports au passé des militantes (âge, niveau d'éducation, origine ethnique, origine sociale, CSP, ancrage géographique, orientation sexuelle revendiquée, place actuelle dans l'espace de la cause des femmes, ancienneté de l'engagement), et chaque nouvelle personne contactée était sélectionnée en fonction du nombre maximum de caractéristiques la différenciant de la personne précédemment interviewée¹.

La principale voie d'accès aux interviewées étant leurs collectifs ou institutions d'appartenance, le critère « place actuelle dans l'espace de la cause des femmes » a souvent été celui qui permettait de délimiter un premier groupe cible² au sein duquel s'opérait ensuite une sélection en fonction des autres critères et des consentements à participer à l'enquête. Ainsi, il a fallu, pendant les premiers mois de l'enquête de terrain identifier les différentes composantes et les situer dans l'espace de la cause des femmes pour établir une première cartographie de cet espace, qui allait ensuite servir de repère pour la diversification de l'échantillon.

n'est des redites d'éléments déjà évoqués dans le cours de la discussion.

¹ Certaines opportunités de terrain ont pu néanmoins m'amener à déroger de ce principe, ayant établi par exemple que j'acceptais d'interviewer chaque personne qui avait eu connaissance de mon travail et qui me sollicitait pour y participer. La démarche volontaire de témoignage suscitait en soi un intérêt. Des hasards et recommandations ont aussi contribué à venir grossir le corpus.

² Il m'est arrivé parfois d'entrer en contact non pas avec une personne identifiée comme étant celle que je souhaitais interviewer mais d'écrire directement au collectif pour proposer à l'ensemble des membres de l'association qui souhaitaient participer à l'enquête de me contacter.

Pour réaliser cette première modélisation de l'espace une multitude de critères de classification étaient possibles. Les collectifs engagés pour la cause des femmes pouvaient être situés selon leur mouvance idéologique, les héritages revendiqués, leurs positionnements dans tel ou tel débat, le profil majoritaire des militantes, les réseaux de sociabilité, etc. Mais à un stade encore peu avancé de l'enquête, ces critères semblaient nécessiter des investigations trop approfondies pour constituer un préalable à la réalisation des entretiens. Les critères sélectionnés ont donc été ceux qui paraissaient les plus aisément objectivables à partir d'observations directes et de rapides recherches documentaires sur les collectifs.

Tout d'abord, les différents collectifs composant l'espace de la cause des femmes ont été classés en fonction de leur(s) *domaine(s) d'intervention*. A partir de la littérature grise émise par les organisations (formelles ou informelles), nous avons pu mettre en évidence un nombre limité de thématiques autour desquelles s'organisent la plupart des actions des groupes engagés pour la cause des femmes. Sept champs d'intervention, correspondant aux différents aspects de la vie des femmes, ont émergé :

- Sexualité, contraception et avortement
- Violences conjugales et sexuelles
- Education et recherche
- Travail (domestique ou non)
- Représentation politique et syndicale
- Culture, médias et information
- Solidarité internationale et migrations

La plupart des collectifs composant l'espace de la cause des femmes peuvent être considérés comme spécialistes d'une thématique. Néanmoins, il existe quelques collectifs dont le domaine d'intervention s'étend à plusieurs thématiques, ainsi que des collectifs dits « généralistes », qui revendiquent l'amélioration du statut des femmes en général et qui s'inscrivent donc dans toutes les thématiques à la fois. De plus, certaines structures, comme le CNDF ou la CLEF – que nous appelons, à la suite de Laure Bereni, des structures « ombrelles » (Bereni, 2007: p.33) et qui ont pour vocation la mise en réseau de différentes

composantes de l'espace de la cause des femmes – sont amenées à mettre en œuvre des actions, ou à diffuser des informations, relatives à une grande variété de domaines d'intervention. Ces collectifs généralistes et ces structures ombrelles sont matérialisés par une bande verticale dans le schéma ci-dessous.

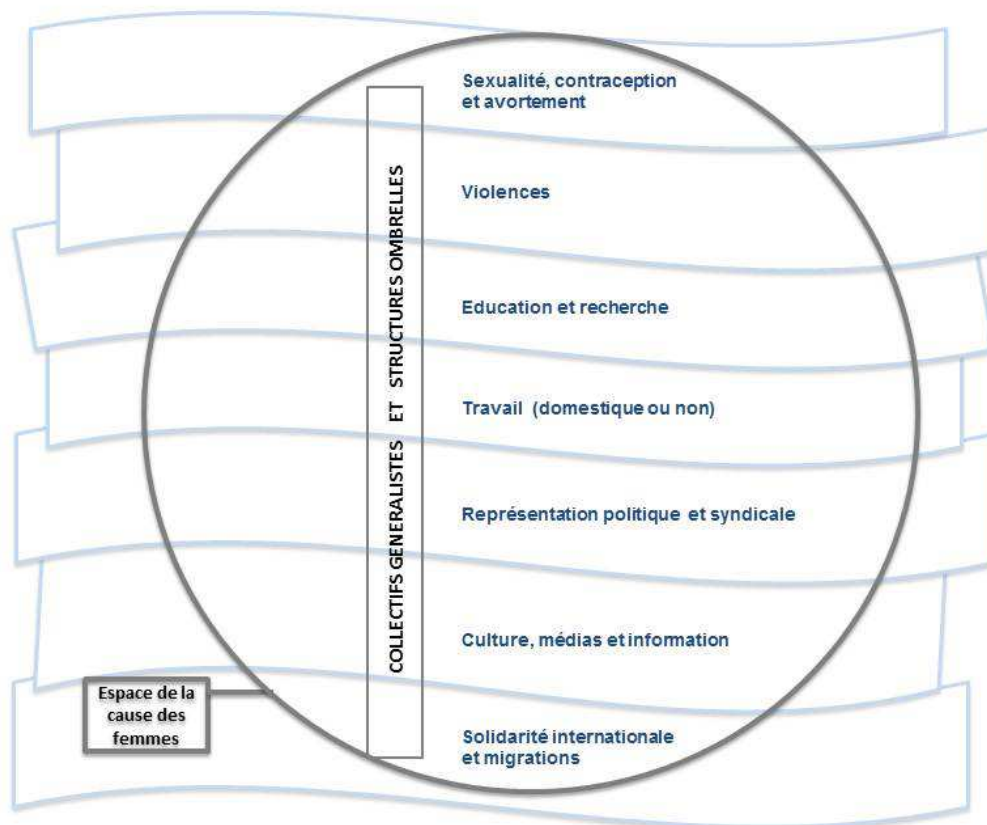


Figure 1 : Représentation de la variété des champs d'intervention des collectifs composant l'espace de la cause des femmes

Cette première cartographie, outre sa fonction de repère pour la diversification de l'échantillon, permet de traduire visuellement l'existence de « sous-espaces thématiques » (représentés dans le schéma ci-dessus par les bandes horizontales), caractérisés par des réseaux de liens plus denses que dans le reste de l'espace de la cause des femmes.

Alors qu'il a été courant de constater une méconnaissance mutuelle de la part de collectifs engagés dans des thématiques différentes, il a semblé rare que des organisations, travaillant sur une même thématique, s'ignorent. Qu'elles soient associées ou antagoniques, les interactions au sein de ces sous-espaces sont plus nombreuses que celles mettant en jeu des

collectifs appartenant à deux sous-espaces différents. Ce premier constat sur l'organisation des relations au sein de l'espace de la cause des femmes en « sous-espaces thématiques » pourra constituer un des éléments de compréhension des processus d'homogénéisation des représentations du passé au sein des groupes étudiés.

Pour aboutir à un échantillon qui rende compte au mieux de la variété des formes d'engagements pour la cause des femmes, cette classification en termes de *domaines d'intervention* a dû être précisée. Cette dernière avait effectivement pour défaut de regrouper au sein des sous-espaces thématiques, des collectifs aux structures variées et donc d'invisibiliser les différences – de cultures, de stratégies, de modalités d'action, de profils majoritaires des membres... – qui peuvent exister entre des groupes organisés différemment et insérés dans des sphères sociales distinctes. Comme cela a déjà été expliqué en introduction, la contestation féministe s'est non seulement traduite par l'existence d'associations autonomes exclusivement orientées vers la cause des femmes, mais s'est également déployée à l'intérieur de structures aussi variées que les partis politiques, les universités, les syndicats, les instances étatiques, les collectifs altermondialistes etc. La sélection des collectifs à observer et des personnes à interviewer devait donc rendre compte de cette transversalité sectorielle. Ainsi, nous avons donc réalisé un second classement des collectifs, non plus selon leur(s) domaine(s) d'intervention mais en fonction de leur inscription dans d'autres champs sociaux que celui de la cause des femmes.

Il est apparu que l'espace de la cause des femmes pouvait être divisé en plus ou moins dix pôles¹, correspondant aux différentes sphères sociales au sein desquelles s'est déployée la contestation féministe :

- Le pôle associatif autonome

Il joue un rôle moteur dans l'espace de la cause des femmes en raison de sa « centralité dans l'enchevêtrement des réseaux qui irriguent cet espace : nombre d'actrices qui s'inscrivent dans les différents pôles de l'espace de la cause des femmes ont également “un

¹ La liste des pôles présentée ici est celle qui a servi à faire varier l'échantillon. Elle n'est pas exhaustive et peut prêter à discussions mais elle a surtout pour avantage de signifier la pluralité des formes que peut prendre la contestation féministe.

« pied » dans le pôle associatif » (Bereni, 2012: p.36). Il correspond à ce qui est traditionnellement appelé le « mouvement des femmes autonome » et est composé de « l'ensemble des collectifs spécialisés dans la défense de la cause des femmes et affirmant leur autonomie organisationnelle et discursive à l'égard de tout autre mouvement ou institution » (Bereni, 2012: p.36). Dans cette définition, c'est bien l'affirmation d'une indépendance à l'égard des partis et de tout autre mouvement social ou politique qui importe plus que l'effectivité réelle de cette autonomie – difficilement évaluable d'ailleurs. Les collectifs qui appartiennent à ce pôle peuvent ainsi être, dans certaines circonstances, soumis aux logiques de fonctionnement imposées par d'autres pôles de l'espace de la cause des femmes insérés dans d'autres champs « plus forts ».

L'appellation « pôle associatif autonome » a un autre inconvénient : elle semble supposer que la forme associative est l'exclusivité de ce pôle. Précisions donc, d'une part, qu'il existe des associations dans d'autres pôles – c'est le cas des associations de chercheuses en études féministes dans le pôle intellectuel ou des Centre d'information des droits des femmes et de la famille (CIDFF) dans le pôle institutionnel par exemple. D'autre part, tous les collectifs qui appartiennent au « pôle associatif » ne sont pas constitués juridiquement en associations et peuvent prendre une forme plus informelle que ne le laisserait entendre *a priori* l'appellation choisie.

Si on devait inscrire ce pôle dans un champ plus large, nous pourrions le resituer dans le champ des mouvements de femmes, qui inclut toutes les organisations de femmes qui se sont mobilisées « en tant que femmes (ou à partir de rôles typiquement féminins de mères, filles, sœurs, ou épouses...) pour atteindre une multiplicité de buts, tels que l'abolition de l'esclavage, la lutte contre l'alcoolisme, la prostitution ou la pauvreté, la promotion de la paix ou du nationalisme, la protection de la nature... ou encore la cause des femmes » (Bereni et Revillard, 2012: p.18).

- Le pôle partisan

Le « pôle partisan » regroupe l'ensemble des collectifs qui luttent pour la cause des femmes au sein des partis politiques, au niveau local comme national. On pense, par exemple,

à la Commission féminisme des Verts¹, mais aussi à la Commission égalité femmes-hommes de la fédération de Paris du PS ou encore au Secrétariat national à la parité et à l'égalité professionnelle de l'UMP. En plus de l'espace de la cause des femmes, il s'inscrit dans le champ politique, fortement marqué par le clivage droite/gauche. Les femmes de ce pôle se positionnent dans le débat public – selon les controverses – soit en tant que féministes défendant la cause des femmes indépendamment de leur orientation politique ; soit en tant que militantes socialistes, écologistes ou de droite, porteuses des revendications de leur parti sur les femmes.

- Le pôle institutionnel et électoral

Le pôle institutionnel regroupe « l'ensemble des instances formellement chargées des femmes à l'intérieur de l'État, que ce soit au niveau gouvernemental (ministère, secrétariat d'État, administration chargée des femmes) ou parlementaire (délégations parlementaires) » (Bereni, 2007: p.31). Nous ajoutons à la définition donnée par Laure Bereni les instances formellement chargées des femmes au niveau régional (Délégations régionales aux droits des femmes et à l'égalité), départemental (Missions départementales aux droits des femmes et à l'égalité, CNIDFF) et municipal (Délégations municipales aux droits des femmes et à l'égalité, Observatoire de l'égalité entre les femmes et les hommes de la mairie de Paris). Les personnes qui travaillent dans ces instances sont désignées dans la littérature américaine par le terme *femocrats*, et en français « féministes d'Etat » (Revillard, 2007 ; Dauphin, 2010). Nous avons choisi d'inclure également dans ce pôle les collectifs ou réseaux d'élus-e-s s'engageant pour la cause des femmes. On pense notamment à l'association Élu-e-s contre les violences faites aux femmes (ECVF). Il nous a semblé que ces collectifs se distinguaient du champ partisan dans la mesure où ils dépassaient généralement les clivages droite-gauche, rassemblant des élu-e-s des différentes tendances. De plus, les statuts des élus font d'eux des employés de l'Etat qui travaillent généralement en relation étroite avec les instances formellement chargées des femmes à l'intérieur de l'État. Ainsi, nous avons choisi de qualifier ce pôle de « pôle institutionnel et électoral ». En plus de l'espace de la cause des femmes, il s'inscrit dans le champ étatique et bureaucratique.

¹ Les entretiens ont été menés avant la création d'EELV (Europe Écologie Les Verts) en novembre 2010.

- Le pôle mouvementiste

Dans ce pôle on trouve l'ensemble des commissions femmes ou féministes des associations non-gouvernementales (nationales ou internationales) et des collectifs composant l'espace du mouvement social. Ainsi, y figurent par exemple la commission Femmes d'Amnesty international ou la commission Genre et mondialisation au sein d'ATTAC. Même si ces collectifs s'inscrivent, comme ceux du pôle associatif autonome, dans l'espace des mouvements sociaux, ils s'en distinguent dans la mesure où leur action est contrainte par les objectifs et les moyens que se donne leur mouvement d'appartenance. Les travaux qui ont permis d'approfondir notre connaissance de ce pôle de l'espace de la cause des femmes sont notamment ceux d'Ariane Jossin et Lilian Mathieu sur les féministes au contre-sommet altermondialiste d'Annemasse (Mathieu et Jossin, 2012) ou ceux de Sandrine Dauphin sur les groupes féministes dans les mouvements altermondialistes en France et au Québec (Dauphin, 2006).

- Le pôle religieux

Il ne s'agit pas de regrouper dans ce pôle les personnes ou collectifs qui seraient impliquées pour la cause des femmes et qui se revendiqueraient par ailleurs chrétiennes, musulmanes, juives etc. Il s'agit plutôt d'inclure dans ce pôle l'ensemble des collectifs qui ont développé, au sein même des Eglises, une critique du patriarcat et/ou une théologie féministe. On pense par exemple à l'Action catholique des femmes ou le Forum Européen des Femmes Musulmanes.

- Le pôle syndical

Ce pôle inclut les commissions femmes ou féministes des syndicats. Si leur inscription minoritaire dans des structures anciennes, majoritairement masculines, et très institutionnalisées en faisaient des formes proches des commissions femmes et féministes dans les partis politiques, il nous a semblé qu'elles ne s'inscrivaient pas dans tout à fait dans le même champ dans la mesure où le champ syndical est caractérisé par d'autres clivages que le clivage droite/gauche central dans le pôle partisan. De plus, s'engager dans la commission

féministe d'un syndicat c'est lutter en tant que professionnelle de tel ou tel secteur d'activité pour faire évoluer les intérêts des femmes caractérisées par cette catégorie professionnelle. C'est cette raison qui nous a également amené à classer dans ce pôle syndical, et malgré la possibilité de revendications contraires, les associations de femmes liées aux organisations patronales interprofessionnelles ou encore les commissions « femmes » de certaines fédérations patronales. Dans ces structures, les « femmes dirigeantes » portent des revendications quant à leur statut, leur place, leur visibilité dans leur catégorie professionnelle (Rabier, 2011).

- Le pôle entrepreneurial

Ce pôle entrepreneurial fait référence à ce que Soline Blanchard appelle « l'espace professionnel de l'accompagnement à l'égalité professionnelle femmes-hommes ». Ce pôle rassemble les différentes structures associatives et entrepreneuriales qui vendent à des collectivités, des administrations ou des entreprises, des prestations de conseil en égalité professionnelle. En plus de l'espace de la cause des femmes, ces structures s'inscrivent dans le champ économique et, comme le démontre Soline Blanchard dans sa thèse, intègrent des pratiques et des discours importées de l'« espace gestionnaire » (Blanchard, 2013).

- Le pôle informationnel

Ce pôle regroupe l'ensemble des structures de presse, sites internet et maisons d'édition féministes. Ces structures, qui se donnent pour objectif de diffuser des informations sur les femmes, des articles d'opinion féministes, des ouvrages de femmes, ou des recherches féministes, s'inscrivent dans les champs médiatique et/ou éditorial. Les Editions Des femmes, par exemple, appartiennent à ce pôle.

- Le pôle intellectuel

Le pôle intellectuel est composé des « collectifs formels (laboratoires, équipes de recherche, revues) et informels (réseaux d'universitaires) qui constituent les fractions "militantes" du champ des études féministes et sur les femmes, ce sous-champ académique qui s'est institutionnalisé depuis les années 1980 en France autour des questions des

“femmes”, des perspectives “féministes” et/ou du “genre” (plus récemment) » (Bereni, 2007: p.32). Nous verrons dans le cadre de cette recherche sur la mémoire que l’autonomie – déjà discutée – du pôle associatif autonome à l’égard de ce pôle intellectuel, en matière d’élaboration de représentations partagées du passé est toute relative. En effet, les chercheuses (et en particulier les historiennes) jouent un rôle important dans l’élaboration des mémoires féministes.

- Le pôle médical et social

Enfin, ce pôle est composé d’associations de professionnel-le-s de la médecine ou du secteur social, qui s’engagent autour de la prise en compte des revendications féministes dans l’exercice de leur profession. On pense, par exemple, à l’Association nationale des centres d’interruption de grossesse et de contraception (ANCIC), qui rassemble des professionnels travaillant dans les centres de planification et d’interruption de grossesse des secteurs privés et publics (soignants, psychologues, psychiatres, sages-femmes, médecins etc.), qui militent pour que la contraception et l’avortement soient pratiqués dans une perspective de réappropriation de leur corps par les femmes.

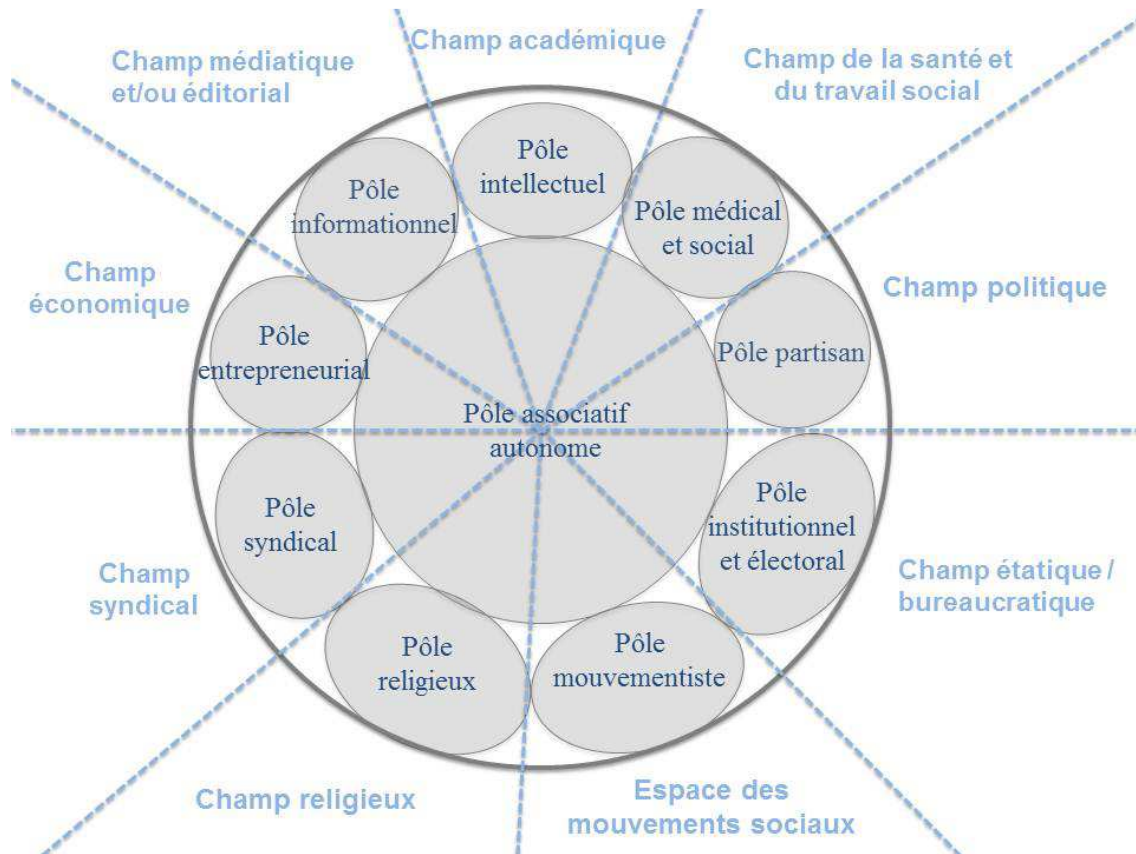


Figure 2 : Représentation de la transversalité sectorielle de l'espace de la cause des femmes

La liste de ces dix pôles n'est pas exhaustive¹ et, surtout, est historiquement située. Elle correspond aux dix pôles identifiés au moment où a commencé cette recherche ; et sa construction – guidée avant tout par un souci d'opérationnalisation – peut susciter des débats quant aux choix opérés en matière de dénomination et de classification. Ainsi, peuvent être discutées les décisions arbitraires de regrouper ensemble certaines composantes de l'espace de la cause des femmes ou au contraire d'en distinguer d'autres². Pour ne citer qu'un exemple, très simple, constatons qu'une maison d'édition féministe n'en demeure pas moins une

¹ On aurait pu par exemple rajouter un pôle institutionnel international, qui rassemble les instances chargées de la défense des droits des femmes dans les organisations internationales gouvernementales (Thébaud, 2006), mais le terrain étant centré sur la France, elles ne nous sont apparues que trop tardivement.

² Dans une présentation récente de ses travaux au séminaire de James Jasper à New York, Laure Bereni présenta une modélisation de l'espace de la cause des femmes qui ne fait pas la distinction entre domaines d'intervention et secteurs, mais qui divise l'espace de la cause des femmes en treize pôles.

entreprise, ce qui peut la classer à la fois dans le pôle informationnel et dans le pôle entrepreneurial. Il ne s'agit donc pas de fournir une cartographie figée de l'espace de la cause des femmes mais plutôt de rendre compte de cette transversalité sectorielle qui le caractérise et de donner à voir les critères de classification utilisés concrètement pour la sélection des groupes étudiés et des personnes interviewées dans le cadre de cette recherche. Ayant été élaborée en amont d'une immersion prolongée dans le mouvement, cette classification a dû être réalisée seulement à partir d'une analyse rapide de la littérature grise émise par les collectifs et la lecture des travaux déjà réalisés sur différentes sphères de l'espace de la cause des femmes ; le principe qui a guidé son élaboration est avant tout la variation de l'échantillon.

Dire que les dix pôles correspondent aux différentes sphères sociales au sein desquelles s'est déployée la contestation féministe, ne signifie pas que lorsqu'un collectif est identifié comme appartenant à un pôle, il déploie son action uniquement dans le champ associé au pôle. Ainsi, au travers des deux schémas précédents, on opère une distinction entre le *champ d'appartenance* (qui détermine le pôle de l'espace de la cause des femmes dans lequel est inséré le collectif quelles que soient les thématiques sur lesquelles il travaille) du *domaine d'intervention* (qui caractérise la sphère dans laquelle il déploie son action). Les *champ d'appartenance* et *domaine d'intervention* peuvent certes être identiques (par exemple un collectif d'élu-e-s luttant pour la parité politique est issu du champ politique mais intervient également dans celui-ci) mais ils sont aussi très souvent différents. C'est le cas, par exemple, d'une structure comme la MIPADI (Mission de la parité et de la lutte contre les discriminations), appartenant au Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui serait donc classée ici dans le pôle institutionnel, alors que son champ d'intervention est le champ académique puisqu'elle travaille sur les questions d'égalité dans l'enseignement supérieur et la recherche. De même, une association appartenant au pôle autonome, comme les Chiennes de garde, qui lutte contre les insultes sexistes publiques intervient principalement dans le champ médiatique. Appréhendée ainsi, l'identification de pôles, en plus des domaines d'intervention, peut porter à confusion mais elle a constitué un référentiel très utile pour faire varier autant que possible la « nature » des collectifs engagés sur une même thématique. Il s'agissait d'affiner le premier classement pour traduire, dans la sélection des interviewées, les écarts qui peuvent exister entre, par exemple, une association autonome engagée contre les

violences (comme Du côté des femmes), une instance étatique chargée de la même question (comme la Commission nationale de lutte contre les violences faites aux femmes – CNVF) et une association d'élues luttant aussi dans ce champ d'intervention (comme l'association Élu-e-s contre les violences faites aux femmes – ECVF).

Mettre en évidence le caractère transectoriel de l'espace de la cause des femmes, c'est-à-dire l'imbrication de ce « champ faible » dans différents champs sociaux, permet de pointer le fait que les militantes de la cause des femmes, insérées dans d'autres pôles que le pôle autonome, peuvent, dans leurs domaines d'intervention, se présenter et se comporter alternativement soit comme des militantes de la cause des femmes avant tout, soit comme des femmes politiques, des femmes d'entreprise, des chercheuses, etc. si ces identités sociales leur semblent plus valorisées. Ainsi, selon l'enjeu, la perception qu'elles ont de la structure des opportunités politiques ou la vitalité des réseaux dans lesquelles elles sont insérées, elles mettront en avant une identité plutôt qu'une autre.

Une fois les individus sélectionnés en fonction de leur organisation ou collectif d'appartenance, au souci de faire varier l'âge, le niveau d'éducation, l'origine ethnique, l'origine sociale, l'orientation sexuelle, la CSP, l'ancrage géographique, et l'ancienneté de l'engagement, s'est ajoutée la volonté de ne pas se limiter aux *leaders* et aux figures médiatiques. Si certaines de ces dernières ont été interviewées, l'idée était d'avoir aussi accès aux militantes « ordinaires »¹, dont on présuppose qu'elles participent moins directement à l'élaboration des mémoires historiques, et dont la parole a été encore rarement recueillie par des sociologues ou politistes. Cela a impliqué notamment de ne pas se restreindre à Paris, berceau des figures dominantes du mouvement féministe français depuis toujours. Ainsi, ont été interviewées des personnes engagées pour la cause des femmes à Paris, à Angers, à Cergy, à Sarcelles et à Poitiers. Certaines d'entre elles ont également eu, au cours de leur vie, des

¹ Nous reprenons ici la définition d'« ordinaires » telle qu'elle est utilisée par Erik Neveu, dans son enquête relative aux « soixante-huitards ordinaires », aux « militants de rang », aux gauchistes non consacrés par la mémoire instituée (Neveu, 2008: p.308). L'adjectif est également repris par Catherine Achin et Delphine Naudier dans un travail sur « les femmes, “anonymes” au regard des figures nationales, qui ont participé aux collectifs féministes des années 1970 sans avoir ensuite été consacrée par la mémoire instituée ou les scènes médiatiques ». Comme elles le précisent, « ordinaires » ne suggère aucune connotation péjorative ou d'indication de niveau social (Achin et Naudier, 2010: p.78).

expériences d'engagement pour la cause des femmes dans des lieux différents de celui dans lequel elles militent aujourd'hui.

Le choix d'Angers repose initialement sur la présence du Centre des archives du féminisme (CAF) dans cette ville. En effet, mes recherches m'ayant amenée à passer du temps au CAF, l'idée de prolonger mon terrain en réalisant quelques entretiens à Angers s'est rapidement imposée. Si les contraintes matérielles ont favorisé ce choix (la possibilité d'être hébergée sur place et de « rentabiliser » au maximum les allers retours en train), elles n'en ont pas été les seules justifications. Ce travail de terrain, impliquant deux entretiens par interviewée¹, s'est avéré chronophage. Si le fait de le mettre en œuvre à Angers était apparu comme peu intéressant, j'y aurais renoncé malgré les bonnes conditions pratiques dans lesquelles je pouvais le faire². L'intérêt d'Angers repose d'abord sur un ancrage durable, dans cette ville de taille moyenne, d'associations féministes (directement issues du mouvement des années soixante-dix ou créées quelques années après dans le sillage des premières), aujourd'hui en réseau par l'intermédiaire de l'Espace femmes d'Angers. Un second avantage est la présence, parmi ces associations, du Planning familial d'Angers et de SOS Femmes, qui toutes deux appartiennent à des fédérations nationales : le Mouvement français pour le planning familial (MFPPF) et la Fédération nationale solidarité femmes (FNSF). En étudiant la mémoire des militantes de ces organisations, nous voulions poser la question de l'interpénétration des mémoires construites à une échelle locale et à une échelle nationale.

Enfin, deux des spécificités de cette ville accentuent son intérêt : premièrement, la proximité des associations féministes avec le CAF, et deuxièmement les liens réguliers que ces associations entretiennent avec la fondatrice de ce centre, Christine Bard, historienne du féminisme, professeure à l'Université d'Angers, fondatrice de l'association Archives du féminisme, et qui, par ses actions de conservation des traces, joue un rôle fondamental dans l'élaboration des mémoires féministes. Pour ces raisons, et si on considère à la suite de Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, que « penser par cas » implique de procéder à « l'exploration d'une singularité accessible à l'observation » pour en « extraire une argumentation de portée plus *générale*, dont les conclusions pourront être réutilisées pour

¹ Les entretiens ont tous été retranscrits dans leur intégralité.

² Je renouvelle ici mes remerciements à Christine Bard pour son accueil à Angers et son souci constant d'offrir aux doctorant-e-s de bonnes conditions de recherche au CAF.

fonder d'autres intelligibilités ou justifier d'autres décisions » (Passeron et Revel, 2005: p.9), la ville d'Angers constitue bien un *cas* intéressant pour observer et analyser d'éventuels processus d'encadrement des mémoires vive et associative par l'histoire.

L'idée de réaliser un terrain au sein de l'association Du côté des femmes (DCDF), implantée à Cergy et à Sarcelles, est venue quant à elle d'une sollicitation de la directrice de l'association. Alors que je l'avais rencontrée au début de ma recherche, elle m'a contactée quelques mois plus tard pour me proposer de réaliser un travail de recueil de mémoire au sein de son association. Sa démarche constituait en soi un objet intéressant. Elle m'a fait part du désir des militantes de réaliser un travail sur l'histoire de leur association afin d'affirmer leur identité, de marquer une appartenance et de ressouder l'équipe autour d'un passé commun et de valeurs partagées. J'ai donc voulu comprendre les raisons qui les poussaient ainsi à se plonger dans le passé. Un tel terrain constituait une belle opportunité de rassembler des éléments sur la façon dont des collectifs, au sein du champ de la cause des femmes, utilisent le passé à des fins identitaires. Ces moments passés au sein de DCDF ont été aussi un moyen d'avoir accès à des profils de militantes très variés, en termes d'âges, de niveaux d'éducation, d'origines ethniques et d'origines sociales. Par ailleurs, des questions spécifiques à cette association se sont posées en raison de l'originalité de l'engagement de ses membres, qui pour certaines occupent un emploi salarié dans l'association. La professionnalisation progressive de l'association en faisait un cas intéressant dans la mesure où l'élaboration d'une mémoire était pensée comme une façon de conserver un lien avec des origines et des pratiques militantes.

iii. Rédaction de trajectoires

La richesse de ces récits de vie repose principalement sur le fait qu'ils donnent à voir la façon dont chaque militante de la cause des femmes exprime des souvenirs personnels et interprète, à titre individuel, le passé ; elle tient aussi au fait que ces récits permettent de saisir dans sa globalité et sa complexité le parcours de la personne qui parle, tel qu'il est reconstruit et raconté par elle. Alors que les interprétations du passé et souvenirs vont être mobilisés sous la forme d'extraits d'entretiens tout au long de la thèse, la restitution de la seconde dimension de ces récits, à savoir la description globale des parcours personnels et des mondes sociaux

traversés par chacune, s'avère plus délicate. Seul le récit de vie dans toute sa longueur et sa densité semble pouvoir rendre compte de la façon dont l'individu relie entre eux les différents événements vécus pour leur donner sens et les rendre cohérents. Et seule la prise en compte de la totalité du récit semble pouvoir traduire les univers de sens traversés successivement par chacune. La mise en annexe de milliers de pages d'entretiens retranscrits ne constitue pas pour autant une solution satisfaisante dans la mesure où elle peut décourager le lecteur. J'ai donc opté pour la rédaction de quarante-huit trajectoires (cf. Annexe °2), correspondant aux 48 récits de vie réalisés, qui redonnent de la chair aux pseudonymes associés aux citations, et qui permettent ainsi au lecteur de saisir, sous une forme condensée, la globalité et la complexité du parcours de la personne qui parle.

Néanmoins au travers de ces trajectoires, il ne s'agit pas à proprement parler de retracer des carrières militantes ou professionnelles, ni de rendre compte de manière complète de la vie personnelle des interviewées : la non-directivité des entretiens ne permet pas de revendiquer une exhaustivité dans le rendu des parcours. Il s'agit plutôt de donner à lire un condensé du récit que les interviewées font de leur parcours, en essayant de rendre compte de la façon dont elles le racontent au moment de l'enquête, du sens qu'elles lui donnent, avec les légitimations *a posteriori* et les sélections que cela implique. Pour Everett Hughes, le concept de carrière renvoie à deux dimensions : « dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis (...), de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et mêmes d'aventures (...) Dans sa dimension subjective, une carrière est faite des changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive » (Hughes, 1937: p.409). Si les trajectoires réalisées donnent nécessairement des éléments de compréhension des parcours objectifs des interviewées, j'ai essayé en rédigeant ces résumés de conserver *l'esprit* du récit de vie et de donner plutôt à lire un condensé de cette vision subjective que chacune a de son parcours. Les récits étant très longs, pour faciliter la réalisation des résumés, j'ai défini en amont ce qui serait gardé pour les trajectoires. Ainsi, j'ai retenu pour chacune des interviewées : les éléments au travers desquels elle décrit les mondes sociaux qu'elle a traversés ; tout ce qui marque un changement dans la continuité de son parcours (que ce changement se fasse dans sa vie familiale, professionnelle, militante ou autre) ; et tout ce qui

est présenté explicitement par l'interviewée comme une raison de son engagement pour la cause des femmes. Ce principe, qui a guidé la réalisation des trajectoires, n'a pas pour autant conduit à une uniformisation de celles-ci : chaque récit de vie ayant une tonalité et un fil conducteur qui lui sont propres, et l'objectif étant de rendre compte au maximum des choix effectués par les interviewées dans leur présentation de soi, toutes les trajectoires ne contiennent pas toutes les mêmes informations.

A ce stade du travail, quatre grandes caractéristiques ressortent de ces trajectoires : d'abord, la multi-appartenance militante des interviewées (il est rare qu'une interviewée soit engagée dans un seul collectif, les autres collectifs d'appartenance pouvant d'ailleurs être également féministes ou non), ensuite des parcours individuels marqués par l'inscription générationnelle¹ (l'arrivée au féminisme par les études est par exemple très présente chez les militantes âgées de 18 à 35 ans), puis la discontinuité des engagements militants (souvent, les interviewées ont vécu des périodes de pause dans leur militantisme, notamment en lien avec leurs maternités), enfin et surtout, la grande variété des degrés et des modalités d'engagement. La définition de l'engagement qui a guidé la sélection des interviewées est celle proposée par Claude Dubar dans sa préface à l'ouvrage *Le travail militant*, dirigé par Sandrine Nicourd : « Le terme “ engagement ”, parmi les nombreux sens du dictionnaire, s'entend ici au sens “ du fait de prendre parti et d'intervenir sur les problèmes sociaux et politiques de son époque” (Larousse) mais en y rajoutant une précision essentielle : “ au sein d'un collectif ”. » (Dubar, 2009: p.11). Cette définition, volontairement large, inclut des modalités et des degrés d'investissement variés et permet ainsi d'être potentiellement confronté à des personnes qui participent plus ou moins à l'élaboration de la mémoire du groupe, et qui sont plus ou moins perméables aux processus d'homogénéisation des souvenirs personnels.

Certains cas ont néanmoins donné lieu à des hésitations : fallait-il inclure dans l'échantillon une personne pour qui l'engagement se manifeste uniquement par la tenue d'un

¹ Cette remarque n'est pas spécifique aux militantes de la cause des femmes et elle ressort dès lors qu'on fait des récits biographiques centrés sur les engagements. Comme le souligne Olivier Fillieule, dans son ouvrage sur *Le désengagement militant*, « les trajectoires sont éminemment dépendantes de la variation des conditions historiques » (Fillieule, 2005).

site internet ou d'un blog féministe¹ ? Est-ce qu'on peut dire d'elle qu'elle est engagée « au sein d'un collectif » alors même qu'elle ne participe pas à des réunions physiques renouvelées avec un groupe d'individus, comme c'est traditionnellement le cas lorsqu'on parle de militantisme au sein d'un collectif ? J'ai néanmoins considéré que cette forme virtuelle d'engagement pouvait être considérée comme collective dès lors que cette bloggeuse non seulement entretient des correspondances régulières avec la communauté virtuelle des lectrices de son blog, mais aussi est à l'origine d'actions collectives comme des boycotts (au travers de son blog, elle appelle régulièrement au boycott de médias ou de marques visibilisant mal ou trop peu les femmes), et enfin participe ponctuellement à des manifestations de rue, des colloques etc., au cours desquels elle rencontre d'autres militantes de la cause des femmes.

L'autre *cas limite* est celui des « travailleuses militantes ». En effet, l'engagement de certaines de mes interviewées est fortement dépendant de la position de salariée qu'elles occupent dans une association de l'espace de la cause des femmes. Fallait-il les inclure dans l'échantillon ou fallait-il considérer que l'engagement se définit par l'absence de contrepartie financière ? Trois raisons m'ont poussée à les inclure.

La première raison est le fait que le statut de salariée se présente, dans bien des cas, comme une étape d'une trajectoire marquée, soit précédemment, soit conséquemment, par l'engagement bénévole, dans l'association en question, ou dans une autre association féministe. Parmi mes interviewées salariées, nombreuses ont été bénévoles dans l'association qui les emploie, avant d'obtenir un travail rémunéré au grès de l'attribution d'une subvention ou d'une démission dans l'équipe². Le travail en tant que salariée s'inscrit alors dans la continuité de ce qui était fait auparavant en tant que militante et répond aux mêmes motivations politiques. Une autre de mes interviewées s'est trouvée dans un cas de figure différent mais comparable : elle a été salariée de l'association Du côté des femmes pendant plusieurs années, puis après avoir été licenciée pour des raisons économiques, elle s'est

¹ C'est le cas de l'une des interviewées. Une autre tient également un blog féministe, mais cette dernière est par ailleurs militante dans une association de l'espace de la cause des femmes.

² Cette situation est d'autant plus courante qu'une association aussi importante que le Mouvement français pour le planning familial ne recrute aujourd'hui quasiment que des personnes ayant été initialement militantes dans l'association.

engagée bénévolement dans cette même association, jusqu'à devenir même présidente de l'association. Ces situations témoignent de la difficulté d'exclure une personne de notre échantillon sous prétexte qu'elle serait actuellement salariée, alors même qu'au regard de l'ensemble de sa trajectoire elle apparaît bien comme une militante de la cause des femmes.

La seconde raison tient au fait que pour certaines, principalement des travailleuses sociales, le choix de travailler dans une association féministe a impliqué des sacrifices en termes de revenus et de conditions de travail (les emplois à temps partiels sont courants dans les associations féministes). Alors qu'elles auraient pu trouver un emploi mieux rémunéré ou à temps complet dans d'autres structures du champ sanitaire et social, elles ont renoncé à certains avantages en raison de leur attachement à la cause. Si elles reçoivent une rétribution financière, le désintéressement continue néanmoins de caractériser leur engagement.

Enfin, au-delà des motivations initiales des individus, les normes véhiculées au sein des organisations contribuent à rendre comparable l'implication des salariées de l'association à celle des bénévoles. Dans les deux associations étudiées, qui emploient des salariées, l'affirmation du statut de « travailleuses militantes » est récurrente, contribue à façonner le regard que portent les personnes sur leur propre travail et infléchit aussi leur investissement dans le projet collectif. Si elles étaient arrivées dans l'association sans aucune velléité militante, le collectif, et en particulier la fréquentation des bénévoles, contribue à transformer leurs discours et leurs pratiques¹.

c) Entretiens projectifs

« Quand je me suis aperçue de ces grandes zones d'oubli, et que je me suis inquiétée, j'ai essayé de revoir un peu les grandes étapes de ma vie passée. Je

¹ Cette question du statut des « travailleuses militantes » et de leur rapport à l'engagement sera évoquée à plusieurs reprises dans la thèse. Elle mériterait qu'on y consacre un travail à part entière. Quelques travaux posent déjà la question de la professionnalisation dans les associations, mais l'appréhendent plutôt du point de vue de l'emploi et de l'organisation du travail, et pas tellement du point de vue du vécu des salariés. Voir notamment l'article de Matthieu Hély, « A travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le monde associatif veut dire » (Hély, 2008), ou l'article de Marc Falcoz et Emmanuelle Walter, « Travailler dans un monde de bénévoles : contraintes et limites de la professionnalisation dans les clubs sportifs » (Falcoz et Walter, 2007), ou encore le chapitre de Bernard Gomel consacré à « L'emploi salarié dans le travail des associations » dans un ouvrage collectif sur l'économie sociale et solidaire (Gomel, 2006).

me suis alors aperçue que presque tous mes souvenirs, même ceux de moments heureux ou importants, étaient liés à l'image qui me restait grâce à des photographies. Avec une petite émotion de gratitude, j'ai revu ainsi des paysages, des visages, des amitiés, proches, qui reparaissaient isolées, sans contexte, presque sans date, comme des pierres blanches piquées au hasard dans un désert d'oubli. »
(Romilly, 2010: p.17)

Après les entretiens exploratoires et les récits de vie, un troisième type d'entretiens a été réalisé pour saisir la mémoire vive des militantes féministes : il s'agit d'entretiens construits sur le modèle des tests projectifs, plutôt utilisés traditionnellement en psychologie, et basés sur l'usage d'images (dessins ou photographies) représentant des figures ou événements du passé. Afin de procéder à ces entretiens projectifs, d'une durée moyenne de 2h15, j'ai été amenée à revoir 37 des personnes avec lesquelles j'avais déjà réalisé un récit de vie.

Les récits de vie, parce qu'ils ont vocation à relater des vécus tous différents les uns des autres, ont donné lieu à des discours sur des passés variés. La mise en relation des différents récits entre eux a permis d'identifier des correspondances entre les parcours et surtout l'existence d'une grille de lecture commune qui contribue à uniformiser certains aspects des récits, en dépit des différences d'expériences. Cependant, les événements ou figures du passé évoqués dépendent fortement du vécu de chacune. Il semblait donc intéressant, dans un second temps, d'amener les militantes de la cause des femmes à s'exprimer sur un passé donné, identique pour toutes et donc moins directement lié à l'histoire personnelle. Le fait de les pousser à parler d'un même événement passé, d'une même histoire, permet de comparer plus aisément les différences d'interprétation du passé, les éléments mis en avant par la mémoire et ceux au contraire qui sont évacués.

Réaliser un entretien sur l'histoire est une tâche délicate dans la mesure où l'exercice peut rapidement être perçu comme une évaluation des connaissances de la personne interrogée. Toutes les interviewées ne se sentent pas capables de tenir spontanément un discours construit sur le passé, et les interroger directement sur tel ou tel événement précis de l'histoire, peut les confronter à leur propre ignorance, ou du moins à un sentiment

d'incapacité¹, et ainsi bloquer leur expression². L'idée n'était de toute façon pas d'évaluer les savoirs historiques que possèdent les militantes de la cause des femmes, mais plutôt de considérer comment elles interprètent tel ou tel événement, comment elles le relient à d'autres événements de l'histoire en général ou de leur histoire personnelle, quelles réflexions et émotions cela suscitent en elles, au travers de quel système de valeurs et de quelles logiques de pensée elles appréhendent le passé. Il a fallu trouver une alternative à l'entretien semi-directif, dont les questions sont intimidantes, mais également susceptibles de restreindre la liberté d'interprétation des interviewées en leur imposant implicitement un certain point de vue sur le passé. En effet, selon qu'on nomme d'une façon ou d'une autre un événement ou des figures du passé, on exerce déjà une influence sur le regard que portera notre interlocuteur sur ce passé. A titre d'exemple, parler des « événements de mai », de « Mai 68 », de « l'année 68 » ou des « années 68 » implique des interprétations sous-jacentes différentes, et il en va de même si on évoque « la lutte des suffragettes », « l'obtention par les femmes du droit de vote », « la décision de De Gaulle de donner le droit de vote aux femmes » etc. Pour éviter de telles impositions de sens et pour laisser aux personnes interviewées la possibilité de s'exprimer même en cas de méconnaissance d'un événement ou d'une figure du passé, les images ont été préférées aux questions, et celles-ci ont été sélectionnées de sorte à ce qu'elles soient les plus polysémiques possibles (cf. Annexe n°3).

¹ Cela contribue notamment à déséquilibrer la relation avec le chercheur, ce dernier étant perçu comme celui qui possède les connaissances et qui sera à même de juger si ce que l'interviewée dit est pertinent ou non.

² Notons que toutes mes interviewées ne sont pas familières de l'exercice de l'entretien, et elles n'ont pas non plus toutes la même maîtrise de l'expression orale. Les entretiens semi-directifs, en particulier s'ils portent sur l'histoire, valorisent davantage une certaine catégorie de militantes. *A contrario*, les différences sociales, d'éducation ou d'origine, n'ont pas impliqué de gros écarts en termes de richesse des récits de vie. Cela tient au fait que le récit de vie permet à l'interviewée de s'exprimer sur quelque chose qu'elle maîtrise parfaitement, à savoir son vécu, lui laisse la possibilité de sélectionner ce dont elle souhaite parler et ce qu'elle veut taire. De plus, la pratique courante de la psychanalyse parmi mes interviewées a aidé un certain nombre d'entre elles à apprivoiser l'exercice. Et enfin, comme nous le verrons dans la troisième partie de cette thèse, le témoignage étant une forme récurrente de l'expression publique chez les féministes (dans les réunions de groupes, il y a souvent des moments où l'on se raconte ; dans les colloques militants, il est courant qu'un temps soit consacré aux témoins, aux récits d'expérience), les féministes sont familiarisées à l'expression autobiographique.

Il était d'ailleurs frappant de voir que certaines images amenaient parfois les interviewées à évoquer un passé très différent que celui auquel s'était référée la sélection des photos¹.

La technique qui consiste à utiliser des images comme support de l'entretien n'est pas nouvelle. Elle est relativement courante en psychologie (Vial, 1989) et a été déjà mobilisée en sociologie et science politique, notamment dans le cadre d'une enquête de l'Institut Français d'Opinion Publique intitulée « A la recherche de la *gauche* » (Ifop, 1955), et à la suite de celle-ci, par Marie-Claire Lavabre dans sa recherche sur la mémoire communiste (Lavabre, 1994). Le fait que l'image soit particulièrement appropriée pour susciter la remémoration est rapidement abordé par Maurice Halbwachs, dans l'avant-propos des *Cadres sociaux de la mémoire*, lorsqu'il évoque l'histoire d'une jeune fille, trouvée dans les bois, qui a perdu ses souvenirs en même temps que la faculté de se souvenir, et qui parvient à reconstituer très partiellement une réalité passée à partir des images qui lui sont montrées (Halbwachs, 1994: p.V-VIII ; Lavabre, 2002). Le pouvoir évocateur des images a été aussi évoqué par des romanciers comme Andreï Makine, qui écrit dans *Le Testament français*, à propos de l'émotion ressentie en découvrant une photographie ancienne de trois jeunes femmes : « Cette brève parole provoqua le miracle car, soudain, par tous mes sens, je me transportai dans l'instant que le sourire de trois élégantes avait suspendu. Je me retrouvai dans le climat de ces odeurs automnales. Mes narines palpitérent, tant l'arôme amer des feuilles était pénétrant. Je clignais des yeux sous le soleil qui perçait à travers les branches. J'entendis le bruit lointain d'un phaéton roulant sur les pavés et le ruissellement encore confus de quelques répliques amusées que les trois femmes échangeaient avant de se figer devant le photographe. Oui, intensément, je vivais leur temps » (Makine, 1995: p.186).

Le fait que les photographies ou images jouent un rôle dans le processus de remémoration s'est vu confirmé dans la première phase du terrain : lors des récits de vie, à plusieurs reprises, pour appuyer leurs discours, les interviewées ont été chercher leurs albums photos, ou ont fait référence à des images ou photographies accrochées dans leur salon ou

¹ C'est la raison pour laquelle en annexe (cf. Annexe n°3) j'ai retranscrit les raisons qui m'avaient poussée initialement à choisir chaque photo. Cela permet d'évaluer l'écart qui peut exister entre les thèmes attendus et ceux qui ont effectivement été abordés par les interviewés.

dans leur bureau. Ces images ou photographies avaient deux fonctions, soit elles étaient utilisées par les interviewées comme des preuves de la véracité de leurs propos, soit elles constituaient pour elles des « aide-mémoire », au même titre parfois que des carnets intimes tenus à l'époque. Parce que les photographies ou images évoquées suscitaient commentaires et réflexions, et étaient utilisées parfois par elles comme « embrayeurs pour la narration » (Buisine, 1990: p.58), elles sont apparues comme un outil de choix pour appréhender la mémoire en action. En décidant de revoir les interviewées pour les confronter à des images, l'idée était d'observer la mémoire se réaliser *en direct*. Alors que le récit de vie peut donner lieu parfois à des discours préconstruits et récités sur le moment, l'interviewée découvrant une image, au moment même de l'entretien, se livre, devant le chercheur, à des associations d'idées, des recouplements, des analogies, qui participent du fonctionnement de la mémoire.

Les entretiens projectifs se sont déroulés en trois temps. Pour introduire, j'expliquais qu'à partir des récits de vie que j'avais réalisés, j'avais sélectionné une série d'images qui évoquaient différents moments, événements, figures dont on m'avait parlé ; et que je souhaitais leur montrer ces images pour qu'elles me disent ce que personnellement ça leur évoquait, si ça leur évoquait quelque chose ou non. Après cette introduction, et avant de leur montrer les images, je leur demandais d'abord de me parler de « ce qui, pour [elles], personnellement, était important dans l'histoire des femmes ». Le choix de reprendre cette formulation déjà expérimentée lors des entretiens exploratoires, s'explique par le fait qu'en dépit de ses défauts déjà mentionnés plus haut (notamment la restriction arbitraire à « l'histoire des femmes »), elle permettait de faire éventuellement émerger des événements ou figures auxquelles je n'avais pas pensé au moment de la sélection des images. L'objectif de cette sollicitation à parler spontanément du passé était de minorer les biais que pouvaient contenir mon travail de sélection des images. De plus, relevant systématiquement la restriction incluse dans la question, les interviewées se sont livrées à des tentatives de définition du type d'événements et de figures que l'expression « histoire des femmes » était censée recouvrir. Ce faisant, elles ont soulevé un certain nombre de questions intéressantes, que je reformulerai ainsi : quelle est la nature du passé à commémorer en tant que féministe ? S'agit-il de célébrer les événements fondateurs d'un progrès pour les femmes ou d'entretenir le souvenir des oppressions vécues par elles ? Faut-il célébrer les féministes ou les femmes ? Faut-il mettre en avant les femmes exceptionnelles ou les anonymes ? L'analyse de ces

questionnements et des éléments de réponses qu'elles ont avancés permet de mieux comprendre le fonctionnement de la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes. Ainsi, il est intéressant de voir, entre autres choses, le lien qu'elles établissent entre ce qui leur semble être « incontournable » dans la mémoire féministe et le rapport personnel qu'elles entretiennent à ces événements ou ces figures. Il est arrivé par exemple que l'une d'entre elles me dise : « je sais que Simone de Beauvoir est très importante pour beaucoup de militantes et qu'elle a joué un rôle déterminant, mais moi par exemple c'est difficile à dire, je n'ai jamais lu ses livres... ». Au-delà de ces intérêts en termes de contenus recueillis, cette première question non structurée a eu aussi l'avantage de mettre les interviewées en situation de parler librement et a été une façon de leur signifier que je n'attendais pas d'eux, même face aux images, une réponse particulière, mais plutôt leur opinion personnelle, leur ressenti, leur façon de voir les choses.

Dans la seconde partie de l'entretien, je leur ai montré les images, l'une après l'autre, toujours dans le même ordre d'un entretien à l'autre, et je leur ai demandé ce que ça leur évoquait. Je leur ai donné l'initiative dans la conduite de l'entretien en leur précisant que c'était à elles de me dire lorsqu'elles souhaitaient passer à l'image suivante. Dans un premier temps, mes relances ont été peu importantes et avaient surtout pour vocation de leur faire préciser un sous-entendu ou une idée évoquée trop rapidement. Elles sont devenues plus nombreuses à mesure que je réalisais des entretiens, et que je pouvais confronter mes interviewées à des interprétations avancées par des militantes déjà interrogées.

Enfin, dans la troisième et dernière partie de l'entretien, je leur posais toujours trois questions conclusives. D'abord, je leur demandais de choisir leur image préférée parmi toutes celles qu'elles avaient vues – en acceptant qu'elles en classent deux ou trois si le choix leur était impossible. Ensuite, je leur demandais de m'expliquer les raisons de leur choix. Enfin, je leur demandais si, selon elles, d'autres images auraient pu être ajoutées et si elles trouvaient qu'il y avait des manques dans cette sélection. Cette dernière question a donné peu de résultats.

L'ensemble de ces entretiens (exploratoires, récits de vie, projectifs) ont permis une entrée par différentes voies dans la mémoire vive des militantes de la cause des femmes. La

variation des modalités d'entretiens a permis de les amener à parler aussi bien d'un passé vécu que d'un passé lointain, d'un passé personnel que d'un passé collectif. Reste à préciser comment les mémoires historiques ont été appréhendées empiriquement.

2. Saisir les mémoires historiques

Pour saisir les mémoires historiques, il s'agit de s'intéresser aux évocations du passé telles qu'elles sont réalisées par des organisations ou des collectifs de l'espace de la cause des femmes. Ces évocations du passé se font la plupart du temps par écrit, mais on peut les relever également dans les discours oraux réalisés en public par des figures dominantes des mouvements ; ou encore sous la forme imagée dans le cadre de mises en scène commémoratives ou d'expositions, par exemple.

a) La littérature grise

Le premier ensemble de sources utilisées pour saisir les mémoires historiques est la littérature grise produite par les collectifs ou organisations de l'espace de la cause des femmes. Pendant toute la durée de l'enquête je me suis efforcée de rassembler un maximum de documents produits par les associations et collectifs afin d'identifier, en leur sein, les différentes évocations du passé. A chaque fois que je me suis rendue à une exposition, commémoration, etc. j'ai essayé de collecter les documents ou tracts distribués. En m'abonnant à différentes listes de diffusion électroniques et en intégrant progressivement les « réseaux numériques »¹ des militantes, j'ai pu facilement avoir accès aux communiqués de presse, tracts, documents produits par les organisations. De cette façon, j'ai même parfois eu accès aux documents de préparation de ces écrits, me permettant ainsi de confronter les versions et d'analyser les arbitrages réalisés, les différents positionnements, etc. Lorsque les organisations (formelles ou informelles) avaient un site internet, je les ai analysés pour identifier les références faites au passé. Je me suis particulièrement attardée sur les rubriques « Qui sommes-nous ? », « Historique », « Chronologie » ou « Dates clés » qui permettent de

¹ Au sein de l'espace de la cause des femmes, un nombre conséquent d'informations circulent par internet. Certaines militantes consacrent une part importante de leur temps d'engagement à l'envoi et au transfert de courriels.

considérer la façon dont chaque organisation écrit sa propre histoire, les événements ou figures qu'elle met en avant. L'association DCDF a mis à ma disposition l'ensemble de ses rapports d'activité depuis sa création, ce qui m'a permis d'avoir une vision, sur la durée, du rapport que cette association entretient à la mémoire : commémorations organisées, activités réalisées autour de l'histoire avec les femmes accueillies par l'association, etc. Enfin certaines associations ont publié des ouvrages ou réalisé des films documentaires, qui retracent leurs histoires respectives. Ces documents entrent également dans mon corpus.

b) Les archives d'Yvette Roudy

Par ailleurs, j'ai été amenée à consulter le fonds d'archives Yvette Roudy (5AF), disponible au CAF, à Angers¹. Dans ce corpus d'archives, j'ai essentiellement considéré tout ce qui avait un lien avec la journée du 8 mars. A partir de l'analyse de ces archives, je souhaitais à la fois retracer les conditions historiques qui ont conduit à la mise en place du 8 mars comme Journée internationale des femmes, en 1982 ; mais aussi analyser l'évolution des contenus des célébrations organisées à l'occasion de cette journée. Les archives d'Yvette Roudy² permettent d'avoir un bon aperçu des différentes initiatives organisées chaque année pour le 8 mars entre 1982 et 1993. En tant qu'initiatrice de cette journée, Ministre des droits de la femme et secrétaire nationale aux droits des femmes au sein du Parti socialiste, Yvette Roudy a reçu et conservé de nombreuses annonces, invitations, programmes, affiches renseignant sur les événements organisés par les différents pôles de l'espace de la cause des femmes à cette occasion.

Notons dès maintenant que les archives personnelles de l'historienne Christine Bard contiennent aussi des documents relatifs aux journées du 8 mars de 1989 à nos jours : ils sont venus compléter cette recherche. Et j'ai moi-même, de 2006 à 2010, fait un travail de collecte,

¹ Description du fonds disponible sur le site internet www.archivesdulfeminisme.fr : « Militante et parlementaire socialiste, ministre du droit des femmes (1981-1986), présidente de l'Assemblée des femmes. Y. Roudy a déposé au CAF, en deux versements, ses archives personnelles, témoins de son activité militante et politique, ainsi que de la documentation imprimée, des affiches et des photographies. Le fonds est ouvert à la consultation depuis septembre 2002. Les 1ère et 2e parties font l'objet de 2 inventaires séparés (12 ml). »

² Et plus particulièrement les boîtes 5AF22, 5AF88, 5AF89, 5AF90, 5AF91 et 5AF92.

en rassemblant le maximum de documents produits par les organisations de l'espace de la cause des femmes lors des cinq journées du 8 mars qui ont ponctué cette recherche.

Outre ce travail sur la journée du 8 mars, les archives d'Yvette Roudy, et en particulier les boîtes 5AF108, 5AF109 et 5AF110, qui contiennent les discours réalisés par Yvette Roudy en tant que Ministre des droits de la femme de 1981 à 1986, m'ont permis de travailler plus spécifiquement sur les usages politiques du passé réalisés pendant cette période, et analysés dans le cadre du second chapitre.

c) Les archives de Christine Bard et des entretiens informatifs

Dans le cadre de cette thèse, j'ai eu aussi accès à un fond d'archives inédit : les archives personnelles de Christine Bard¹. Christine Bard est historienne, spécialiste notamment du féminisme, professeure à l'Université d'Angers, et directrice de la Maison des Sciences Humaines à Angers. Elle a fondé le Centre des archives du féminisme, qui se trouve à la bibliothèque universitaire de Belle Beille à Angers, et préside depuis sa création en 2000, l'association Archives du féminisme. Elle est également la co-fondatrice et la coordinatrice scientifique de Musea, le premier musée virtuel d'histoire des femmes et du genre, édité par l'université d'Angers. Ses archives ont donc été d'un grand intérêt à plusieurs titres.

Tout d'abord, elles m'ont permis de retracer une sociogenèse du Centre des archives du féminisme. L'idée était de comprendre comment ce centre est né, quels ont été les acteurs et les institutions en jeu, ainsi que les opportunités politiques et organisationnelles qui ont favorisé cette entreprise. Cela m'a permis également d'analyser les relations qui existent entre le centre et l'association Archives du féminisme, et plus largement les liens qui existent entre l'association Archives du féminisme et les autres organisations de l'espace de la cause des femmes. En complément, deux entretiens informatifs ont été réalisés, un avec Christine Bard et un avec une membre active de l'association Archives du féminisme².

¹ Je tiens à remercier tout particulièrement Christine Bard pour la confiance qu'elle m'a accordée en me permettant d'accéder sans restriction à l'ensemble de ses archives.

² Un autre entretien informatif a été réalisé avec une militante du CNDF qui avait participé en 2005 à l'organisation de l'atelier « Transmission générationnelle » dans le cadre des « Rencontres alternatives féministes », qui se sont déroulées à la bourse du travail de Bobigny les 10 et 11 décembre 2005.

Ensuite, les archives de Christine Bard m'ont permis d'avoir connaissance d'un projet collectif de musée d'histoire des femmes (la Cité des femmes), né au début des années 2000, et finalement avorté, porté à l'origine par un groupe d'universitaires, de militantes associatives et de féministes. J'ai pu aussi comprendre comment, à la suite de cet échec, Musea a vu le jour. Enfin, l'intérêt scientifique de l'historienne Christine Bard pour la question des usages politiques du passé l'a amenée à recueillir un certain nombre de sources primaires sur cette question. Ces dernières viendront compléter mes recherches, ainsi que ses propres travaux sur la question, que j'utilise comme sources secondaires. Pour finir, elle a par ailleurs consigné dans ses archives des documents relatifs à l'enseignement de l'histoire des femmes et à l'organisation de la recherche en histoire des femmes. Ils viendront enrichir la première partie de cette thèse consacrée aux modalités d'élaboration d'un devoir de mémoire dans l'espace de la cause des femmes.

d) Les sources secondaires

Les analyses historiographiques de la production scientifique en histoire des femmes et du genre, développées dans la première partie de cette thèse, doivent beaucoup aux travaux de Françoise Thébaud sur la question. Son ouvrage *Écrire l'histoire des femmes* constitue une référence incontournable. De manière générale, j'ai exploité comme sources secondaires de nombreux travaux d'historiennes des femmes et du féminisme qui s'interrogent sur leur discipline et la construction de ce champ de recherche spécifique. Une analyse des écrits autobiographiques ou des essais d'égo-histoire réalisés par des historiennes des femmes viendront amener quelques éléments de compréhension sur la façon dont s'articulent mémoire et histoire dans l'espace de la cause des femmes depuis la deuxième moitié des années soixante-dix. Enfin, pour rendre compte de la façon dont s'est manifesté le souci du passé dans les groupes féministes depuis les années 1870, j'ai fait usage des travaux publiés par les historiennes du féminisme depuis la fin des années 1980.

3. L'observation

Partant de l'idée selon laquelle la mémoire collective est un *processus*, un phénomène observable en action et en interaction, plutôt que quelque chose qui serait le résultat final

d'une addition des discours, identités et croyances des individus, l'observation s'est avérée centrale dans notre dispositif d'enquête.

Ainsi, j'ai essayé de me rendre à un maximum d'événements organisés par des collectifs féministes : soit des événements directement tournés vers le rappel du passé, soit des réunions ou des manifestations constituant la vie courante du mouvement. A chaque fois, j'ai veillé à rendre compte, dans mon journal de terrain, des interactions entre individus permettant une réduction de la diversité des souvenirs individuels et leur adéquation avec les formes institutionnelles de la présence du passé. Outre ces processus d'homogénéisation des souvenirs, j'ai aussi essayé de décrire les situations au cours desquelles s'exprimaient des désaccords sur le passé, des conflits d'interprétations.

Quand les événements l'ont permis, j'ai accompagné cette observation de la prise de photographies car elles ont l'avantage de donner à voir les formes imagées des rappels du passé (lors d'expositions par exemple). Pendant les entretiens, j'ai également pris en photos certains intérieurs de mes interviewées et certains locaux d'associations. En effet, ces lieux ont ceci d'intéressants qu'ils portent la trace de l'histoire des femmes : sur les murs sont souvent accrochées des photos de grandes figures, des images évoquant tel ou tel événement (auquel elles ont participé ou non), des affiches de colloques sur l'histoire auxquels elles ont assisté etc. Certaines de ces photos seront analysées au cours de la thèse.

La distinction entre observation participante et observation non participante n'a pas tellement de sens dans mon cas, dans la mesure où mon engagement personnel dans certains collectifs de la frange militante des recherches féministes¹ a contribué à me situer dans l'espace social qui constitue mon objet. Ce positionnement m'a amenée à jouer, selon les situations, les différents rôles du sociologue de terrain mis en évidence par Buford Junker : j'ai été alternativement (selon les situations et selon les personnes en présence) pure

¹ J'ai adhéré en 2006 à EFiGiES, association qui vise à créer de la solidarité entre étudiant·e·s, doctorant·e·s et jeunes chercheur·e·s en Études Féministes, Genre et Sexualités à travers une mise en commun de savoirs et d'informations. Puis, j'ai participé en 2008 à la refondation du CLASCHEs, Collectif de Lutte Anti-Sexiste Contre le Harcèlement sexuel dans l'Enseignement Supérieur, dans lequel j'étais impliquée jusqu'à l'année dernière.

participante (*complete participant*), participante-comme-observatrice (*participant-as-observer*), observatrice-comme-participante (*observer-as-participant*) ou pure observatrice (*complete observer*) (Gold, 2003: p.340).

De même, alors que la littérature sur les méthodes ethnographiques distingue généralement deux modalités d'observation, c'est-à-dire l'observation à découvert et l'observation clandestine, je me suis située à mi-chemin entre ces deux positions lors d'une observation prolongée au sein du « comité d'initiative » à l'origine de l'organisation des quarante ans du MLF. Pour entrer dans ce groupe (dont la composition et les modalités de fonctionnement seront décrits dans le chapitre 5, mais dont on peut déjà dire qu'elles contribuaient à en faire un collectif difficile à intégrer), j'ai préféré ne pas dire explicitement que je souhaitais participer en tant qu'observatrice pour cette recherche, mais bien en tant que jeune militante féministe désireuse de contribuer à l'organisation d'un tel anniversaire. Néanmoins, au moment où je suis arrivée dans le groupe, j'avais déjà interviewé une de ses membres et j'avais déjà réalisé plus d'une quarantaine d'entretiens avec des personnes impliquées pour la cause des femmes. Ainsi, même si ma présence dans le groupe n'a jamais été explicitement justifiée par ma recherche, il était très facile pour les militantes d'avoir des informations sur moi et j'ai d'ailleurs explicitement évoqué mon sujet de thèse lors de nos premières rencontres. Cette position semi-clandestine n'a pas été évidente à tenir. D'abord, j'ai souvent culpabilisé du manque de franchise dont je faisais preuve à l'égard de personnes avec qui j'avais noué des liens de « compagnonnage » sincères. Pour faire face à ce dilemme moral, je me suis construit un régime de justifications qui reposait d'une part, sur la sincérité de l'intérêt que je portais à ces femmes et à leur engagement et d'autre part, sur leur possibilité de se renseigner sur moi. Ensuite, dans la pratique, pour tenir cette position, j'ai dû fixer certaines limites à mon intervention. L'idée était de participer à la vie du groupe pour justifier ma présence, tout en n'influant pas sur le contenu de ce qui était produit par le groupe (actions et discours). Ainsi, quand ma non-participation ne risquait pas de remettre en cause ma légitimité dans le groupe, je me contentais d'observer. J'ai évité au maximum de prendre la parole pendant les réunions – ce qui fut bien accepté car, d'une part, les interventions étaient déjà considérées comme trop nombreuses par les membres du groupe, et d'autre part, ma condition de « jeune » et « nouvelle » suffisaient à justifier ma position de retrait. Ces attributs de « jeune / nouvelle » m'ont aussi desservi dans la mesure où ils ont été la raison

pour laquelle mon avis a été parfois sollicité : on m'a, par exemple, souvent interrogé sur les raisons de l'absence des jeunes dans l'organisation des commémorations.

Par ailleurs, pour être intégrée et acceptée, il a tout de même fallu que j'apporte ma contribution à la vie du groupe. J'ai compris qu'une bonne façon de faire admettre mon utilité était de rendre des services dont j'estimais qu'ils pouvaient être réalisés sans introduire un trop grand biais. Ainsi, j'ai pris en charge les travaux de mise en page des tracts, mais jamais leur rédaction. J'ai également réalisé des comptes-rendus de réunions (activité qui me permettait de justifier une prise de notes utile à ma recherche). Si cette ruse s'est avérée très pratique, elle m'a néanmoins valu des remarques négatives dans un premier temps : consciente du fait que la production de comptes-rendus de réunion participait à l'encadrement des actions du groupe, j'avais décidé pour le premier compte-rendu de procéder à une retranscription intégrale de la réunion que j'avais enregistré. Certaines des participantes n'ont pas apprécié que leurs propos (parfois conflictuels) soient retranscrits en intégralité et me l'ont assez virulemment reproché. Outre l'anecdote qui témoigne de la difficulté à avancer cachée, cet épisode traduit d'une certaine façon le rapport ambiguë de certaines féministes à la mémoire : soucieuses de produire des traces écrites en vue d'une transmission, elles ont néanmoins manifesté fortement leur volonté de contrôle sur ce qui devait être ou non transmis.

Sur la durée (quelques mois passés au sein de ce groupe), le principe de non-intervention n'est pas toujours facile à tenir. Par exemple, j'ai dû rédiger pour le sous-groupe en charge des expositions, des projets pour les demandes de financement. J'ai essayé de traduire par écrit ce que les autres membres du groupe souhaitaient en introduisant au minimum mes propres idées. Ceci m'a permis d'observer au plus près certaines controverses : ainsi, alors qu'une des membres du groupe « expositions » m'avait suggéré de remplacer, dans les présentations, l'expression « mouvements féministes » par « mouvements féministes et lesbiens », j'ai ensuite été sollicitée en aparté par certaines militantes des années 1970 pour une correction et une explication des raisons pour lesquelles il était, selon elles, impropres de parler de « mouvements féministes et lesbiens ». Un épisode comme celui-ci renseigne sur la place des revendications et des groupes lesbiens dans la mémoire féministe.

Par ailleurs, alors qu'il avait été décidé collectivement que les sous-groupes devaient contacter les mairies d'arrondissement pour solliciter des financements, j'ai mis en relation le groupe avec la chargée à l'égalité de la mairie du 4^e arrondissement de Paris, que je

connaissais personnellement. J'ai donc clairement influé sur le cours des choses (une exposition ayant ensuite été organisée dans cette mairie). J'ai essayé de neutraliser ces interventions en observant et en analysant les conséquences de ces actions. Il a été intéressant, par exemple, de constater que cette collaboration (qui ne se serait peut-être pas faite sans mon intervention) a failli être remise en cause au moment de la découverte de désaccords réciproques sur la question du voile. Cela est venu confirmer certaines de mes observations sur les critères autour desquels s'était formé le groupe des 40 ans et m'a permis aussi de voir comment les débats présents jouaient sur la commémoration.

Finalement, mon départ aux Etats-Unis dans le cadre d'un séjour d'un an à Columbia University a été salutaire car il m'a permis de prendre une distance avec le groupe sans avoir à le justifier, à un moment où certaines militantes exprimaient le désir de voir s'accroître mon degré d'engagement. Les choses ont pu continuer sans que je n'intervienne. Cette position a été d'autant plus confortable que j'ai continué à recevoir les mails envoyés sur la liste internet du groupe et que les personnes avec qui j'avais noué des relations amicales continuaient à me tenir informée du déroulement de l'organisation.

4. Le statut ambivalent des autobiographies

En plus de prendre appui sur certaines autobiographies publiées par des militantes féministes, j'ai pu compléter cette recherche par l'analyse d'extraits de deux manuscrits de mémoires encore non publiés¹ (cf. chapitre 7). Les écrits autobiographiques sont des sources difficiles à classer. Peuvent-ils être considérés comme révélateurs d'une mémoire plus « officielle » ou sont-ils uniquement l'expression de vécus d'individus de l'espace de la cause des femmes parmi d'autres ?² Dans les années 1970, le mouvement féministe a souhaité marquer une rupture avec les formes classiques d'organisation politique et syndicale, et s'est refusé à désigner des représentantes et des responsables du mouvement. La confrontation à la réalité actuelle du mouvement nous amène à nuancer cette image, qui continue d'être revendiquée par les féministes, mais qui ne correspond plus vraiment aux modalités de

¹ Je remercie leurs auteures de la confiance qu'elles m'ont accordées.

² Voir à ce propos l'ouvrage dirigé par Bernard Pudal et Claude Penner, intitulé *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste* (Pudal et Penner, 2002).

fonctionnement de l'espace de la cause des femmes. Malgré la persistance de ce rejet de l'autorité et la volonté affirmée de lutter contre la confiscation de la parole publique par certaines, les relations hiérarchiques et les rapports de pouvoir existent bel et bien dans l'espace de la cause des femmes. Ils peuvent s'exprimer explicitement par des différences de fonction au sein des associations (les militantes, dans chaque association, élisent un bureau, une présidente, une secrétaire générale). Ils peuvent apparaître de manière plus implicite et être plutôt liés à des différences de capital symboliques entre militantes (le fait que certaines militantes se voient attribuées par leurs pairs le titre de « féministes historiques », en signe de reconnaissance de leur engagement dans les luttes passées, en est la preuve). Enfin, certaines féministes, désignées par les médias comme leaders du mouvement, ont accès plus facilement à la parole publique et exercent donc une influence plus importante sur leurs co-militantes. Il s'avère que ce sont principalement ces personnes-là (dirigeantes d'associations, féministes dites « historiques », figures médiatiques) qui écrivent et publient leurs autobiographies. Par leurs écrits, en plus de fournir des récits de parcours individuels qui appartiennent à la mémoire vive du mouvement, elles participent aussi à la définition de « souvenirs autorisés », dont l'intérêt est celui de l'exemple. Ces personnalités sont susceptibles de disposer d'un pouvoir d'« encadrement » de la mémoire féministe, c'est à dire du pouvoir de participer à « l'opération sélective des événements et des interprétations du passé qu'il s'agit de sauvegarder, dans le cadre de tentatives plus ou moins conscientes de définir et de renforcer les sentiments d'appartenance et des frontières sociales entre collectivités de tailles différentes » (Pollak, 1985). Ceci les situe à mi-chemin entre mémoire vive et mémoire historique.

Conclusion

Encadré n°1 : Récapitulatif des méthodes utilisées

- 6 entretiens exploratoires non structurés
- 48 récits de vie
- 37 entretiens projectifs à partir d'images et de photographies
- Observation directe
- Immersion prolongée au sein du groupe à l'initiative de la commémoration des 40 ans du

MLF en 2010

- Analyse des archives d'Yvette Roudy
- Analyse des archives de Christine Bard
- 3 entretiens informatifs
- Analyse de la littérature grise produite par les collectifs militants
- Usage de sources secondaires
- Analyse de récits autobiographiques écrits par des militantes de la cause des femmes

Ce tableau récapitulatif donne un rapide aperçu de la variété des méthodes convoquées dans cette étude et du jeu d'échelles que ce dispositif d'enquête sous-tend. La variation de la focale d'observation permet de saisir la mémoire vive et les mémoires historiques, mais aussi les mécanismes concrets par lesquels le collectif agit sur les souvenirs individuels et comment en retour les individus participent à la construction d'une mémoire de groupe.

Les récits de vie apparaissent comme la forme la plus individualisée de la mémoire. A un échelon supérieur, les entretiens projectifs permettent l'expression d'interprétations individuelles du passé, mais d'un passé moins directement lié au vécu de chacune et davantage considéré dans sa dimension collective. A mi-chemin entre mémoire vive et mémoires historiques, les récits à caractère autobiographiques sont autant l'expression de souvenirs individuels liés à une histoire personnelle que l'expression de souvenirs autorisés qui servent d'exemple et qui participent à l'encadrement de la mémoire des autres militantes. A une autre échelle, les sources écrites permettent d'analyser les mémoires historiques telles qu'elles sont produites par les organisations des différents pôles de l'espace de la cause des femmes. Enfin, l'observation directe systématique, ainsi que les entretiens informatifs, viennent compléter l'analyse des contenus mémoriels recueillis à ces différentes échelles, en permettant de rendre compte des pratiques sociales au travers desquelles les différentes mémoires communiquent entre elles, s'influencent et se transforment réciproquement.

Première partie :
La construction d'un « devoir de mémoire »

Introduction de la première partie

« Un travers commun nous porte à penser qu'une question
ne s'est posée que le jour où nous avons commencé à nous y intéresser. »
Marguerite Durand, *texte manuscrit (1924)*,
cité par (Klejman et Rochefort, 1985: p.137)

Cette première partie vise à retracer une *généalogie* de la question dite de la mémoire dans l'espace de la cause des femmes français. « Si la généalogie est une image, explique Geneviève Fraisse, elle est celle de la remontée du temps, celle qui cherche les commencements et les ruptures, qui retrouve la construction des problématiques à l'intérieur du temps. Travail d'anamnèse à condition, comme le dit Michel Foucault, de ne pas céder à la tentation de l'origine. La généalogie porte son regard sur la provenance » (Fraisse, 2010b: p.29). Nous allons chercher, à l'intérieur du temps (de la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours), comment s'est construite la problématique de la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes. Autrement dit, nous voulons comprendre quel rapport au passé les premières militantes de la cause des femmes avaient-elles et comment ce dernier évolue, au cours du temps, dans ses formes (récits, écrits historiques, conservation des archives, organisation de commémorations etc.) mais aussi dans ses contenus (mise en valeur des femmes célèbres, intérêt pour les collectifs féministes etc.). Nous verrons que ce que l'on identifie, à la fin du XIX^{ème} siècle, comme étant un souci du passé se mue rapidement, chez les militantes de la cause des femmes, en « devoir de mémoire »¹, c'est-à-dire en injonction à construire et à transmettre le passé des femmes pour premièrement, lutter contre l'oubli et deuxièmement, tirer des leçons du passé. Le projet est d'identifier les différents registres où s'opère la fabrication de ce « devoir de mémoire », depuis la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au présent :

¹ L'usage de cette expression peut sembler anachronique dans la mesure son émergence et sa diffusion, en France, datent du début des années 1980. Nous séparons ici la *locution*, telle qu'elle apparaît en 1980 autour de l'idée d'une construction du patrimoine (Némo, 1980), puis telle qu'elle est reprise pour évoquer le souvenir de la politique d'extermination nazie et la responsabilité de Vichy dans celle-ci, de la *notion* qu'elle recouvre, c'est-à-dire l'idée que les humains auraient à se souvenir d'événements signifiants du passé (Ledoux, 2012). C'est bien à la notion que nous faisons référence même si, dans le chapitre 2, nous évoquerons la façon dont le contexte des années 1980-90, qui place le « devoir de mémoire » au centre du débat public, influence le rapport au passé des féministes de l'époque.

quelles sont les actrices et les institutions qui le façonnent, par quels canaux il se transmet, sur quels rites il s'appuie ?

Ainsi, dans un premier chapitre, nous allons montrer que dès la fin du XIX^{ème} siècle, des féministes ont pensé la nécessité d'élaborer des images positives de femmes dans l'histoire. Ces dernières, en s'essayant à l'écriture de l'histoire (de l'histoire des femmes plus particulièrement)¹ ont eu à s'inscrire dans un champ majoritairement masculin qui, de plus, posait l'homme comme figure de l'universel. En élaborant une « pré-histoire de l'histoire des femmes » (Ernot, 2007: p.167), elles ont opéré un premier déplacement du regard. Outre cet investissement dans l'écriture de l'histoire, les militantes de la première vague ont également manifesté leur intérêt pour le passé en s'impliquant dans la conservation des traces et en organisant des commémorations. Si cette pré-histoire des femmes et ces diverses initiatives mémorielles ont commencé à modifier les représentations du sexe féminin et à donner une visibilité aux engagements pour la cause des femmes, elles n'ont pu empêcher, faute de transmission intergénérationnelle, l'affirmation d'une « année zéro » du féminisme en 1970. Ignorant les travaux de ces premières historiennes ainsi que les mobilisations de leurs aînées, les féministes des années 1970 redécouvrent les « silences patriarcaux du passé » (Zemon Davis, 1992: p.121), posent rapidement la question des origines de leur mouvement et revendiquent la construction de discours sur le passé comme une dimension importante du projet féministe : un enjeu de la lutte. S'appuyant sur un mouvement plus général de réflexivité de l'histoire et sur une sensibilité – socialement partagée – à la parole des « anonymes » et des « sans voix », elles essaient de rendre visibles les femmes et les féministes du passé, au travers d'actions militantes, de matériaux de propagande, puis, de travaux académiques.

¹ Comme cela a été expliqué en introduction de cette thèse, nous n'avons pas voulu présupposer du contenu des mémoires féministes, en postulant par exemple qu'elles seraient exclusivement composées de figures féminines ou d'événements mettant en jeu spécifiquement les femmes et les féministes. Les membres de l'espace de la cause des femmes font d'ailleurs référence ou commémorent des événements comme la Commune, la loi de 1905 sur la laïcité, Mai 68 etc. qui n'appartiennent pas spécifiquement (ou exclusivement) à l'histoire des femmes. Néanmoins, nous ne pouvons que noter la prédominance des références au passé des femmes dans les mémoires féministes et les liens étroits entretenus entre histoire des femmes, histoire des luttes féministes et mémoires féministes.

Dans le second chapitre, nous allons voir comment cette impulsion donnée par le mouvement des femmes des années soixante-dix, ce « devoir de mémoire » décliné en « devoir d'histoire »¹, favorise l'émergence d'un champ de recherche à part entière : l'histoire des femmes, qui devient, parallèlement à son insertion dans les institutions universitaires, « histoire des femmes et du genre ». Nous essaierons d'analyser les relations complexes qu'a entretenues cette histoire des femmes avec, d'une part, les institutions universitaires dans lesquelles elle s'insère, et d'autre part les autres pôles de l'espace de la cause des femmes (notamment les pôles autonome et institutionnel). Nous verrons comment le mouvement des femmes, par son actualité, a toujours fourni aux historiennes des questions à poser au passé, et comment, en retour, l'histoire des femmes n'a cessé de l'influencer : en lui fournissant des connaissances et des cadres d'interprétation du passé, en travaillant à la conservation et à la valorisation des traces (Centre des archives du féminisme, Musea...) et en redéfinissant les modalités d'action possibles pour impulser le changement culturel (campagnes pour des panthéonisations, adaptation des manuels scolaires...). Ce second chapitre vise à rendre compte du rôle central des historiennes mais aussi de la transversalité sectorielle des mobilisations en lien avec la mémoire.

Enfin, le dernier chapitre de cette partie est consacré à l'un des principaux rites sur lequel s'appuie ce devoir de mémoire, à savoir la Journée internationale des Femmes, chaque 8 mars. Cette « tradition inventée », officialisée en 1982 par le pôle institutionnel de l'espace de la cause des femmes, est l'occasion annuelle pour l'ensemble des membres de la cause des femmes de se rassembler, et d'actualiser le passé, par des mises en scène variées (expositions, spectacles, slogans dans des manifestations de rue, baptêmes de rues ou d'établissements publics...). Bien qu'il commémore un événement dont l'origine est incertaine – et sujet à controverses –, le 8 mars continue de mobiliser massivement les militantes de la cause des femmes et se pose ainsi comme la concrétisation du principe selon lequel, au sein de l'espace

¹ Nous faisons usage d'une locution apparue plus tard sous la plume des historiens (deuxième moitié des années 1990) parce qu'elle nous semble la plus parlante pour évoquer la façon dont, à un moment donné, des historiennes féministes affirment, face au devoir de mémoire élaboré dans la sphère militante, la nécessité de sortir d'un simple rappel du passé pour expliquer ce passé. Pour une histoire des expressions « devoir de mémoire » et « devoir d'histoire », voir : (Ledoux, 2012).

de la cause des femmes, l'important n'est pas tant le passé commémoré (en admettant qu'il visibilise les femmes) que la commémoration elle-même. Si le « devoir de mémoire » élaboré par les membres de l'espace de la cause des femmes ne parvient pas à imposer une vision unifiée du passé qui constituerait une « histoire officielle » féministe, et s'il existe des incertitudes et des divergences quant aux événements et figures à commémorer, l'idée selon laquelle la construction de la mémoire est en soi un acte politique et féministe parvient à rassembler et à mobiliser.

Chapitre 1 : Pratiques mémorielles féministes de la Troisième République à la fin des années 1970

« *Il n'y a pas de féminisme sans la révision de l'histoire.* »
(Yvelin, 1908)

Introduction de chapitre

Comme le rappelle très justement Isabelle Ernot, le champ historique « n'enregistre pas seulement la réalité sociale, il participe à sa construction en fixant les images, en les officialisant en quelque sorte » (Ernot, 2007: p.170). Ainsi, la marginalisation du féminin dans l'histoire participerait directement de la marginalisation des femmes au présent. C'est pour cette raison que très tôt des femmes, et quelques hommes, soucieux d'égalité, s'attèlent à remédier à ce que Natalie Zemon Davis appelle « les silences patriarcaux du passé » (Zemon Davis, 1992: p.121) en conservant des traces de leurs actions, en commémorant des événements et figures du passé et en s'essayant à l'écriture de l'histoire, de l'histoire des femmes plus particulièrement.

Mais s'il est coutume de dire que les écrits restent, dans le cas des féministes françaises, les contenus issus de ces recherches et de ce travail de construction du passé restent souvent méconnus des générations suivantes. De plus, la plupart du temps, les archives sont rapidement dispersées une fois que la militante ou le collectif qui les a rassemblées a disparu. Ainsi, le produit de l'effort réalisé par les féministes de la première vague ne constitue pas le support d'une mémoire pour la vague suivante. Les deux décennies postérieures à la Seconde guerre mondiale ne sont pas favorables à la transmission ; et lorsqu'en 1970, le mouvement féministe renaît après deux décennies de recul, les militantes perçoivent ce moment de réactivation des luttes comme une éclosion, un avènement, allant jusqu'à proclamer l'« année zéro » de la libération des femmes.

Toutefois, à l'enthousiasme accompagnant le sentiment d'accomplir un geste nouveau, succède assez rapidement une quête des origines, qui conduit les militantes des années 1970 à se plonger, à leur tour, dans le passé. Bien qu'ignorant les travaux de leurs prédécesseur-e-s, elles se livrent au même constat : sans une action volontariste allant dans le sens contraire, les femmes et les féministes seront systématiquement invisibilisées. Cette bataille contre les silences qui touchent les femmes donne lieu à des actions militantes visant à la fois

l'actualisation du passé et la contestation du roman national tel qu'il a été élaboré jusqu'alors. Elle provoque également, au gré de circonstances sociales favorables (ouverture du champ académique aux femmes, période de réflexivité de la discipline historique), l'apparition d'un nouveau champ de recherche en histoire.

Il pourrait paraître présomptueux de chercher à retracer, le temps d'un court chapitre, toute l'histoire des écrits historiques sur le passé des femmes depuis le milieu du XIX^{ème} siècle. Il n'est pas non plus question de faire un inventaire exhaustif, sur plus d'un siècle, de toutes les actions militantes, menées par des féministes à des fins mémorielles. D'une part, des ouvrages et articles ont déjà rendu compte de l'historiographie féministe (Fraise, 1984 ; Chartier, 1992 ; Mossé, 1992 ; Pomata, 1992 ; Rancière, 1992 ; Farge et Perrot, 1993 ; Toupin, 1993 ; Virgili, 2002 ; Thébaud, 2003 ; Perrot, 2004a ; Studer, 2004 ; Thébaud, 2004a, 2004b ; Thébaud et Studer, 2004 ; Thébaud, 2007 ; Fraise, 2010b) ; d'autre part, les historiennes du féminisme ont également déjà analysé, sur leurs périodes, les actions militantes visant à l'élaboration d'une mémoire (Klejman et Rochefort, 1989 ; Picq, 1993 ; Bard, 1995 ; Chaperon, 2000 ; Perrot, 2004b ; Studer, 2004 ; Zancarini-Fournel, 2005b). En tant que non historienne, il s'agit donc plutôt ici de s'appuyer sur ces travaux pour « planter le décor », pour montrer comment, au cours d'un siècle, s'est progressivement forgé le souci du passé dans l'espace de la cause des femmes, se déclinant à la fois en « devoir de mémoire », affirmé de façon permanente par les militantes féministes, et en « devoir d'histoire », assumé par un champ d'études en devenir. Ce chapitre vise donc à relire l'histoire des féminismes français, sur un siècle, sous l'angle inédit de leur rapport au passé.

Le découpage chronologique qui structure aujourd'hui l'historiographie féministe en France sert de trame à ce chapitre. Ainsi, l'évolution du rapport au passé des féministes est analysée sur trois périodes successives, constituant ensemble un siècle environ (de 1870 à 1980) et suivant les vagues féministes¹ : une première période, dite de la « première vague »,

¹ Que l'on utilise la métaphore aquatique – en parlant de « vagues » – ou, à la suite de Karen Offen, la métaphore géologique – en parlant d'« éruptions volcaniques » – (Offen, 1999) pour le décrire, le dynamisme historique du féminisme se caractérise, en France comme dans d'autres pays occidentaux, par une alternance de phases de mobilisations intenses et de phases de recul de l'activité militante. Pour Geneviève Fraise, cette alternance entre des « temps forts et des temps discrets (...) est sans nul doute un fait historique remarquable. En tout cas, elle souligne le double aspect du féminisme, comme mouvement politique discontinu et comme mouvement social diffus » (Fraise, 2008a). Pour autant, loin de nous l'idée de nier l'existence d'éléments de continuité entre les vagues : ces

qui commence avec l'avènement de la Troisième République et qui s'arrête avec la seconde guerre mondiale (Klejman et Rochefort, 1989 ; Bard, 1995) ; une seconde période qui correspond à ce que l'on a coutume d'appeler « l'entre-deux-vagues », de 1945 à 1970, auquel l'ouvrage de Sylvie Chaperon fait référence en parlant d'« années Beauvoir » (Chaperon, 2000 ; Pavard, 2010) ; et enfin une dernière période qui commence dans les années 1968 et qui s'arrête au début des années 1980 et que l'on peut identifier comme les « années MLF » (Duchen, 1986 ; Picq, 1993).

A- Le souci du passé chez les féministes de la première vague (1869-1939)

Dès la Révolution française, des femmes expriment « une volonté collective où la prise de conscience de leurs problèmes spécifiques va de pair avec leur désir d'appartenir, comme les hommes, à la nouvelle société politique » (Fraisie, 2008a: en ligne). Mais c'est surtout au XIX^{ème} siècle que le féminisme, comme mouvement collectif, entre dans l'histoire. En 1830, et surtout en 1848, des femmes « se présentent clairement comme constituant un groupe de sujets politiques, en dénonçant leur “asservissement séculaire” et en réclamant un “affranchissement” et une “émancipation” propres à leur donner une place égale aux hommes dans la société. » (Fraisie, 2008a: en ligne). Puis, au moment de la chute du Second Empire, des membres de l'opposition républicaine se rassemblent autour de la question féministe et commencent à s'organiser pour agir collectivement.

Cette entrée des femmes, comme « groupe de sujets politiques », dans *l'histoire en marche*, donne vite lieu à une interrogation sur la place des femmes à la fois dans *l'histoire advenue (history)* et dans l'histoire comme *récit historique (story)*. Les collectifs féministes, sous l'influence de certaines individualités, éveillées à cette question par leur milieu familial, leur formation ou leur parcours militant, comprennent que faire le récit du passé des femmes constitue une première façon d'agir sur les représentations du sexe féminin au présent. Ils travaillent alors à la conservation des traces, et se livrent à une relecture des sources existantes pour rendre compte du passé des femmes.

derniers seront évoqués dans ce chapitre.

1. Un contexte défavorable à la prise en charge du récit du passé par les femmes en général, et les féministes en particulier

« – Oh si, j’aime beaucoup l’Histoire.
– Je voudrais bien l’aimer aussi. J’en ai lu un peu, parce qu’il fallait mais ce
que l’on raconte dans ces ouvrages ne fait que m’irriter ou m’ennuyer. Les
querelles des papes et des rois, les guerres ou les épidémies de peste à chaque
page, les hommes qui ne sont bons à rien, presque jamais de femmes...
Tout cela est bien fatigant. »
(Austen, 1996, 1^e éd. 1816: p.120)

Avant l’apparition d’un mouvement féministe sur la scène publique, des femmes marquent leur intérêt pour l’histoire en produisant des écrits sur les époques passées ou en s’adonnant à l’écriture d’une histoire familiale. Bien qu’ayant récemment fait l’objet d’un ouvrage collectif, intitulé *Histoires d’historiennes* et dirigé par Nicole Pellegrin, ces premières « praticiennes de l’histoire » (Christine de Pizan, Mme de Villedieu, Mlle de La Roche-Guilhem, Mme de Genlis ou autres mémorialistes et chroniqueuses monastiques anonymes), ayant « pris la plume pour recréer le passé à des fins qui furent longtemps politiques, morales, scolaires, ou simplement récréatives », sont aujourd’hui souvent absentes des travaux consacrés à l’avènement du métier d’historien en France¹ (Pellegrin, 2006: p.9). Précédant l’apparition des mouvements féministes organisés, elles n’entrent pas dans notre objet d’études, même si certaines d’entre elles ont été porteuses de revendications pour la cause des femmes. Il ne s’agit donc pas ici de combler cette lacune de l’historiographie française et de faire une recension de ces historiennes de l’« avant-féminisme », mais les évoquer permet, tout d’abord, de signifier que notre attention portée à l’intérêt des féministes pour l’histoire ne signifie pas qu’on considère que les femmes ont attendu la deuxième moitié du XIX^e siècle – et l’émergence du mouvement féministe – pour se tourner vers le passé et prendre en charge son récit². D’autre part, cela nous donne également l’occasion, à la suite de Natalie

¹ Et ceci alors même que leurs collègues masculins, ne respectant pas non plus les règles du métier, sont présentés comme des précurseurs.

² Nicole Pellegrin rappelle même dans l’introduction d’*Histoires d’historiennes* que, dès l’Antiquité, « selon Tacite et quelques autres, Agrippine, mère de Néron, aurait été l’auteure d’une histoire de la famille julio-claudienne, inaugurant ainsi le genre des chroniques généalogiques à vocation légitimante ou mémorielle. Ce genre a fait la renommée de certaines diaristes d’Ancien mais il a permis aussi à nombre de religieuses, de devenir, jusqu’au cœur du XIX^e siècle, à la fois les historiographes multiformes de leurs couvents, de leurs congrégations et de leurs âmes, et des écrivaines au sens fort du terme »

Zemon Davis, qui a travaillé sur l'écriture historique des femmes de 1400 à 1820, de rappeler les difficultés que ces dernières ont longtemps eues à exister en tant qu'historiennes, expliquant en partie l'appropriation si tardive par les femmes et par les féministes de « leur » histoire (Zemon Davis, 2006). En effet, et contrairement à l'idée de Virginia Woolf selon laquelle il suffirait de disposer d'« une chambre à soi » et d'une rente de 500 livres par an pour écrire (Woolf, 1992, 1e éd. 1951), Natalie Zemon Davis montre que de nombreux obstacles ont longtemps freiné les femmes – diaristes, religieuses, savantes – dans leur volonté de s'essayer aux diverses formes d'écriture historique (histoire familiale, histoire nationale, biographie, mémoires, histoire philosophique...). D'abord, les lieux de conservation (bibliothèques, monastères ou universités) leur étant fermés pendant plusieurs siècles, l'accès aux documents (manuscrits, imprimés ou oraux) concernant leurs objets d'étude a constitué une première difficulté, les contraignant souvent à adapter leurs sujets en fonction des sources à leur disposition. De plus, beaucoup d'entre elles étant assignées à la sphère domestique, rares furent celles qui eurent « une vie sociale suffisamment riche pour (leur) permettre de poser des questions et d'observer les intrigues, les conflits et les débats ». Enfin, la composition n'étant pas enseignée aux femmes, leur « accès aux conventions de l'écriture historique, à ses règles d'organisation ou d'expression » a été limité. Ainsi, malgré l'existence d'une écriture historique féminine remontant à plus de trois cent ans, le récit du passé est resté, entre le XV^{ème} et le XVIII^{ème} siècle, un domaine majoritairement réservé aux hommes.

Lorsque les revendications féministes apparaissent, au cours du XIX^{ème} siècle, le contexte n'est pas plus favorable à la prise en charge par les femmes de l'écriture de l'histoire. Au contraire, au moment même où « le féminisme sort les femmes de leur éventuelle passivité et les constitue en protagonistes de l'histoire » (Perrot, 2004a: p.215), la discipline historique se professionnalise autant qu'elle se masculinise. L'historienne Bonnie Smith, dans son ouvrage *The gender of history*, montre, en effet, que l'institutionnalisation de la science historique en Occident implique une mise à l'écart des femmes, aussi bien d'un point de vue concret en excluant les historiennes des cercles historiographiques, que d'un point de vue plus

(Pellegrin, 2006: p.11).

abstrait en définissant ce que doit être l'histoire professionnelle contre un prétendu amateurisme féminin (Smith, 1998).

On assiste donc, au cours du XIX^{ème} siècle et jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, à la création d'espaces professionnels d'historiens exclusivement masculins : « une fraternité de professionnels » (Smith, 1998: p.110-111), ou encore une « communauté de frères » (« *sodality of brothers* ») si on reprend les termes utilisés par Natalie Zemon Davis pour désigner l'école des Annales durant l'entre-deux-guerres¹ (Zemon Davis, 1992: p.123). Ce phénomène de rejet des femmes de l'élaboration du travail historique relève de « processus analogues à la mise en place des sciences dites naturelles, au rejet parallèle des savoirs féminins dits préscolaires et à la disparition – temporaire – des savantes, chassées des lieux d'expérimentation » (Pellegrin, 2006: p.12). De plus, il n'est pas circonscrit au champ scientifique et trouve ses origines dans un phénomène plus global d'exclusion des femmes de la vie publique : on assiste à une mise à l'écart des femmes dans l'ensemble du corps social après 1848². N'étant pas autorisées à obtenir des diplômes des plus grandes universités³, ne pouvant participer aux séminaires au sein desquels sont déterminés les sujets dignes d'études, et pouvant difficilement accéder aux lieux d'archives ou aux grandes collections des bibliothèques, les femmes sont maintenues à la marge de la profession historique⁴. Cela ne

¹ Même si certaines femmes gravitent autour de l'école des Annales (Suzanne Dognon Febvre, Simone Vidal Bloch, Rose Brua Celli, Lucie Varga et Henriette Psichary), elles n'y acquièrent pas la légitimité de leurs collègues masculins. Il est d'ailleurs parlant de voir que seulement deux femmes, Thérèse Sclafert et Lucie Varga (assistante de Lucien Febvre) (1904-1941), signent un article dans la revue des *Annales* entre 1929 et 1944 (Virgili, 2002: p.6).

² Comme l'explique Alice Primi, « alors que la révolution avait donné l'occasion à de nombreuses femmes d'exprimer publiquement leurs convictions politiques, d'élaborer des projets sociaux, de revendiquer collectivement leur droit à la liberté et à l'égalité, la réaction qui survient les disperse et les fait taire. Leur participation à l'avènement de la II^e République est niée ou déformée (...) Ce travestissement quasi immédiat de l'histoire participe de la réaffirmation de l'ordre patriarcal qui triomphe sous le Second Empire » (Primi, 2005: p.273). Pour Michelle Perrot, « le silence sur l'histoire des femmes vient de leur mutisme de fait dans les sphères politiques, longtemps privilégiées comme seuls lieux du pouvoir. Le XIX^{ème} siècle a poussé la division des tâches et la ségrégation sexuelle des espaces à son point ultime » (Perrot, 1979: p.126).

³ Voir à ce propos, l'ouvrage de Christophe Charle, intitulé *La République des universitaires, 1870-1940*, qui évoque ces processus de discrimination à l'égard des femmes dans les universités avant la Seconde guerre mondiale (Charle, 1994).

⁴ Il faut d'ailleurs attendre les années 1990 pour que des historiennes des femmes essayent de faire reconnaître le fait que l'histoire n'est pas restreinte à l'institution et qu'on peut, par

signifie pas qu'aucune d'entre elles ne participe au processus de production de l'histoire désignée comme scientifique, mais elles œuvrent la plupart du temps dans l'ombre, et souvent gratuitement¹.

L'exclusion des femmes des principaux lieux où s'élabore l'histoire n'est pas le seul instrument de la marginalisation du féminin. Cette dernière est visible aussi dans la définition de ce qu'est censée être l'histoire professionnelle. A ce propos, Françoise Thébaud rappelle l'analogie que Leopold von Ranke (considéré comme le père fondateur de l'histoire scientifique) établit entre d'un côté la professionnalisation, et de l'autre, « la relation amoureuse de l'historien sauvant une belle princesse – le fait caché dans les documents – ou découvrant, plein de flamme, une collection encore vierge » (Thébaud, 2007: p.41). Ces métaphores, qui traduisent l'introduction de la différence des sexes dans la façon de concevoir l'histoire, allant même jusqu'à érotiser le projet historique, participent d'un contexte discursif général qui fait de l'écriture historique un lieu investi d'identité masculine et hétérosexuelle (Smith, 1995). « L'histoire-métier se définit contre des attitudes considérées comme féminines : investigation méthodique des documents contre amateurisme et ornement littéraire, primat d'une histoire politique fondée sur la consultation d'archives publiques contre tout discours légendaire sur des femmes de pouvoir » (Thébaud, 2007: p.41). Avec l'école positiviste (ou dite méthodique) de Victor Langlois (1863-1929) et Charles Seignobos (1854-1942), cela se traduit par une certaine fétichisation de la preuve empirique et par l'idée selon laquelle l'examen des archives assurerait l'objectivité, elle-même garante d'un

conséquent, considérer comme historiennes, des femmes qui, jusqu'alors, n'étaient pas considérées comme tel (Smith, 1998 ; Ernot, 2007).

¹ C'est le cas par exemple des nombreuses femmes gravitant autour de l'école des Annales. Comme l'explique Fabrice Virgili, « deux des plus grandes figures de l'historiographie française ont largement bénéficié du travail de leur épouse ou assistantes sans que celles-ci en aient obtenu la moindre reconnaissance » (Virgili, 2002: p.6) : la contribution de Lucien Febvre (1878-1956) à l'*Encyclopédie française* repose quasi entièrement sur le travail réalisé bénévolement par sa femme Suzanne Dognon-Febvre, agrégée ayant interrompu son doctorat dès son mariage, et sur le travail rémunéré de son assistante Rose Brua Celli, brillante camarade de classe de Suzanne à Sèvres. Quant à Marc Bloch (1886-1944), il bénéficie aussi largement, sans jamais le mentionner, de l'aide de son épouse Simone Vidal-Bloch pour la préparation de notes de recherche ou la relecture des manuscrits (Fink, 1991).

dépassement de la classe et du genre. L'identité de l'historien s'affirme alors comme « rationnelle, neutre, singulière et masculine » (Grever, 1997: p.364) et le roman historique, biais principal par lequel les femmes manifestaient jusque-là leur intérêt pour l'histoire, est discrédité. Comme le résumait Michelle Perrot et Georges Duby, l'histoire devient un « métier d'hommes qui écrivent l'histoire des hommes, présentée comme universelle, tandis que les murs de la Sorbonne se couvrent de fresques féminines » (Duby et Perrot, 1991: p.15).

Cette identité masculine de la discipline historique, qui s'affirme au cours du XIX^{ème} et jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, a des effets sur le contenu des recherches produites : cela conduit à une occultation de la dimension sexuée des phénomènes étudiés et, selon Alice Primi, à l'écriture d'une histoire « essentiellement structurée autour du récit des événements publics, (...) met[tant] en scène presque exclusivement des hommes, en vertu de l'assimilation des femmes à la sphère privée » (Primi, 2005: p.275). Autrement dit, si distinction des sexes il y a, c'est pour faire des hommes les seuls êtres historiques, acteurs du changement, et situer les femmes du côté de l'immobilisme et de la tradition. Ainsi, Françoise Thébaud note la tendance de Jules Michelet à « assimiler les hommes à la culture et les femmes à la nature, une nature tantôt sauvage et tantôt maternelle »¹ (Thébaud, 2007: p.37). Plus tard, l'école des Annales (première et deuxième générations), offre certes une écoute favorable au rapport entre les sexes, mais n'en fait pas non plus son souci prioritaire (Duby et Perrot, 1991: p.15), se concentrant davantage sur les catégories sociales et affirmant le primat de l'économique, domaine masculin par excellence. Les femmes de pouvoir se trouvent exclues du récit historique, ou alors présentées négativement, simplement pour signifier que « quand [elles] usurpent le pouvoir, l'histoire se dérègle » (Thébaud, 2007: p.37). On comprend alors pourquoi « l'histoire politique, qui fut longtemps l'essentiel de l'histoire enseignée, et notamment l'histoire des idées politiques, n'accorda pas au féminisme le statut de mouvement et de pensée politiques » (Thébaud, 2007: p.33) : les femmes comme actrices

¹ Par exemple, dans son ouvrage *La Femme*, Michelet écrit : « Voilà pourquoi les études naturelles ne lassent, ne flétrissent jamais. La femme peut s'y livrer en confiance ; car Nature est une femme. L'histoire que nous mettons très sottement au féminin est un rude et sauvage mâle, un voyageur hâlé, poudreux... » (Michelet, 1901: p.160).

de l'histoire, disputant le pouvoir aux hommes, n'ont pas leur place dans le roman national tel qu'il est élaboré du début du XIX^{ème} au milieu du XX^{ème} siècle¹.

Dans ces conditions, il n'est donc pas aisé pour les femmes (et les féministes) de prendre en charge le récit du passé.

2. Les motivations des féministes de la première vague s'adonnant à l'écriture de l'histoire

Pourtant, contre cette histoire faussement universaliste qui « se présente comme l'histoire générale », sous prétexte qu'elle « confond en toute bonne conscience l'homme-être sexué (*vir* en latin) et l'homme-être humain (*homo*) » (Thébaud, 2007: p.31), certaines femmes, « qui ont affirmé leur liberté d'individue » (Ernot, 2007: p.175), s'attèlent, dès le milieu du XIX^{ème} siècle, à une relecture de l'histoire, s'efforçant de donner un passé aux femmes, en dépit de ce contexte défavorable.

Qu'on les qualifie d'« amateurs » comme Bonnie Smith (Smith, 1998), ou qu'on fasse, à la suite d'Isabelle Ernot, un usage quasi-militant du terme d'« historiennes » pour les désigner², elles sont « les premières à batailler au sein du champ historique autour des représentations de leur sexe » (Ernot, 2007: p.176). Maintenues en dehors de l'institution historique, n'ayant pas toutes reçues la formation adéquate, et ne parvenant quasiment jamais à vivre de l'écriture de l'histoire³, elles sont amenées à produire des travaux de qualité

¹ Cette exclusion du féminisme de l'histoire des idées politiques dure au-delà des années 1960 : Françoise Thébaud rappelle que la *Nouvelle histoire des idées politiques* dirigée par Pascal Ory et parue en 1987 ignore le féminisme (Thébaud, 2007: p.33).

² Isabelle Ernot évoque la critique formulée par une partie de son jury de thèse sur l'utilisation du terme « historiennes » pour désigner les femmes de lettres qui se sont consacrées à l'écriture de l'histoire des femmes entre la fin du XVIII^e siècle et les années 1940. La proposition de qualification d'historiennes est en elle-même une façon de bousculer les représentations et d'interroger « l'aptitude de la discipline historique à rendre compte d'une forme autre d'écriture, majoritairement non professionnelle, à l'image de cette première histoire des femmes » (Ernot, 2007: p.176).

³ Elles exercent généralement une activité professionnelle en parallèle de leurs recherches. Isabelle Ernot explique : « Parmi les activités, le domaine éducatif arrive en tête. Un nombre non négligeable des historiennes des femmes étudiées a été enseignante, directrice d'école ou de pension. Dans la seconde moitié du siècle, les emplois qualifiés, reposant sur des diplômes, se développent, favorisant l'activité de femmes issues de la bourgeoisie.

variable selon le temps et le savoir-faire dont elles disposent. Qu'elles exploitent des sources originales, qu'elles écrivent à partir d'ouvrages réalisés par d'autres, ou encore qu'elles romancent leurs récits du passé, elles réalisent toutefois un travail de représentation historique pionnier dont il s'agit de comprendre ici les liens avec l'engagement féministe.

Toutes les auteures des premiers travaux consacrés à l'histoire des femmes ne relèvent pas strictement de la pensée ou du mouvement féministe, néanmoins elles « sont peu nombreuses à défendre des idées conservatrices » et, à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, « certaines d'entre elles se signalent (...) par un engagement dans les mouvements organisés telle Marcelle Tinayre (1861-1948), Jeanne Bouvier (1865-1964), Suzanne Grinberg (1889 -1972) » (Ernot, 2007: p.175). Il est probable que des auteures du début du XIX^{ème} siècle comme Gabrielle de Plancy, Fortunée Briquet, Fortunée de Genlis ou Madame de Renneville (Sophie de Senneterre), aient fourni aux féministes de la première vague, par leurs dictionnaires (Briquet, 1804), almanachs (Plancy, 1820, 1823) et biographies (Renneville-Senneterre, 1825), des références pour organiser leur mémoire. Isolées, mues par une volonté d'offrir à leurs lectrices des modèles de femmes actrices de l'histoire¹, elles furent, pour les suivantes, des exemples de femmes auteures de l'histoire. Néanmoins, par souci de concision et pour respecter le cadre chronologique annoncé, nous nous concentrerons ici sur les femmes s'adonnant à l'écriture de l'histoire, qui militent, à partir des années 1860, dans des collectifs féministes de la première vague.

Jeanne Chauvin (1866-1926) fait des études de droit et devient avocate. Certaines participent à des revues de premier plan, telle Arvède Barine, critique littéraire dans plusieurs revues et tout particulièrement à la *Revue des Deux Mondes*. Durant l'entre-deux-guerres, Marguerite Thibert (1886-1982), après un doctorat ès lettres, rentre au Bureau International du Travail » (Ernot, 2007: p.175).

¹ Gabrielle de Plancy explique sa démarche dans deux citations très éclairantes relevées par Isabelle Ernot (Ernot, 2007: p.170) : « On a publié les Vies des saints, les Éphémérides des Braves, l'Annuaire des grands hommes... ; on n'a rien fait de semblable pour les dames. C'est ce vide que je cherche à remplir. J'ai voulu présenter aux Françaises une femme célèbre par jour, comme un encouragement ou comme un modèle (...) J'ai ménagé l'espace de manière à faire entrer beaucoup de choses dans un cadre étroit. Les personnes qui voudront bien parcourir ce livre, verront qu'il y a plus de femmes célèbres qu'on ne pense, et qu'elles se sont distinguées dans toutes les carrières (...) » (Plancy, 1820: p.V-VI) ; « Les dames doivent y puiser cette leçon, qu'elles peuvent pratiquer toutes les vertus, et se distinguer par tous les talents, puisqu'elles ont ici des modèles dans tous les genres, et que l'autre sexe n'a aucune gloire où il n'ait été égalé par quelques femmes. » (Plancy, 1820: p.260).

Comme le montre le tableau en Annexe n°1 – qui répertorie les principaux écrits historiques de féministes de la première vague – le mouvement féministe constitue un creuset favorable à la prise en charge du récit du passé par des femmes. Quelles sont les raisons qui poussent des féministes à s'intéresser au passé, et en particulier aux femmes des époques précédentes ? Quelles questions posent-elles à l'histoire ?¹

Comme l'écrit Christine Bard, « si un mouvement collectif doit, pour réussir durablement, séduire l'imaginaire en lui proposant des héros et des mythes, alors le mouvement féministe apparaît bien désavantagé par une culture, qu'elle soit érudite ou populaire, dominée par les hommes » (Bard, 1995: p.424). Les féministes se tournent donc vers l'histoire pour combler les lacunes de la culture dominante en offrant aux femmes des modèles ou des héroïnes². S'intéressant plus particulièrement aux « individualités, aux “femmes exceptionnelles”, aux grandes femmes » (Perrot, 2004a: p.218), elles essaient d'opposer des faits aux discours existants, qui s'appuient sur l'histoire pour essentialiser les femmes et restreindre le champ de leurs possibilités. Elles se plongent donc dans le passé pour y trouver des preuves de la faculté qu'ont les femmes à sortir du champ dans lequel elles sont cantonnées. Les féministes Jenny P. d'Héricourt et Juliette Lamber traduisent ainsi cette idée en 1860 et 1861 :

« Vous dites (...) : elle ne peut être chef politique... **Et l'histoire nous montre un grand nombre d'impératrices, de reines, de régentes, de princesses souveraines qui ont gouverné avec sagesse, avec gloire, et se sont montrées très supérieures à beaucoup de souverains...** à moins que Marie-Thérèse, Catherine II, Isabelle et Blanche de Castille et beaucoup d'autres ne soient que des mythes. La femme ne peut être législateur... **Toutes les femmes que je viens de citer l'ont été et beaucoup d'autres encore.** Les femmes ne peuvent être ni philosophes ni professeurs..., Hypathie (...) professait la philosophie avec éclat, (...) en France à l'heure qu'il est,

¹ Ces interrogations s'intègrent à une question plus générale (présente dans nombre de travaux de sociologie de la mémoire), à laquelle nous ne saurions apporter de réponse définitive mais seulement quelques pistes de réflexion, à savoir : pourquoi tout groupe qui commence à prendre conscience de lui-même s'intéresse-t-il au passé ?

² On retrouve cette même dimension hagiographique dans les débuts de l'histoire coloniale dans les années 1930, en témoigne le sujet du concours de l'Ecole coloniale en 1932 : « De tous les héros de notre histoire coloniale, quel est celui que vous préférez ? Quelles sont les raisons de votre préférence ? » (Singaravélou, 2010: p.33).

des polytechniciens font grand cas de la géomètre Sophie Germain qui s'avisait de comprendre Kant (...) La thèse soutenue par M. Proudhon est, comme nous venons de le voir, contredite par la science et par les faits. » (*Héricourt, 1860: p.182*)

« En effet, la femme nous dit-on existe à peine dans l'histoire ; et on se sert de cet argument contre elle. **Son absence de l'histoire équivaut à un brevet d'incapacité.** Nous ne voulons pas nous prévaloir de quelques grandes individualités féminines qui sont **comme des jalons plantés sur la route du progrès**, pour montrer que l'homme n'était pas seul quand l'humanité a passé par là. » (*Lamber, 1861: p.67*)

Les femmes dont l'histoire est étudiée ont des profils très divers : « peu importe qu'elles aient agi délibérément pour leur sexe ou non, l'essentiel est qu'elles infirment les préjugés de l'infériorité féminine » (Klejman et Rochefort, 1989: p.320). Ainsi, les journaux féministes, tout au long de la période, publient des portraits de femmes de pouvoir, de savoir ou de religion afin de prouver les capacités réelles des femmes – au risque d'ailleurs d'entretenir « une confusion entre histoire des femmes exceptionnelles et histoire des femmes ordinaires, entre histoire des femmes et histoire du féminisme » (Klejman et Rochefort, 1989: p.320). Dans les années 1930, la glorification des femmes exceptionnelles du passé est également associée à des hommages répétés à « l'élite féminine » dans tous les métiers. Christine Bard évoque par exemple la rubrique des « Premières », dans la presse féministe des années 1930, qui a vocation à présenter des femmes, jusqu'alors inconnues, et qui ont été les premières à s'aventurer avec succès dans des domaines masculins (Bard, 1995: p.426). C'est une autre façon de faire des femmes des « protagonistes de l'histoire » (Perrot, 2004a) et d'éveiller un intérêt pour le passé chez les lectrices. Maria Deraismes, par exemple, dans ses ouvrages et ses discours, rend régulièrement hommage aux capacités des « femmes exceptionnelles » :

« Dans les rares circonstances qui ont amené les femmes au pouvoir, les peuples ont-ils eu lieu de s'en plaindre ? Les Elisabeth, les Catherine II, les Marie-Thérèse, et tant d'autres, n'ont-elles pas gouverné avec gloire ? (...) Examinez l'histoire générale et vous verrez que, **sur trente souverains appartenant au sexe, dit noble, il y en a à peine cinq de capables.** Il devient alors extraordinaire que sur le petit nombre de femmes parvenues au trône sans avoir, remarquez-le bien, été l'objet d'un choix et d'une sélection, **plusieurs se soient révélées politiques de génie.** » (*Deraismes, 1990: p.91*)

Comme l'expliquent Laurence Klejman et Florence Rochefort, « il importe moins aux militantes de savoir comment vivaient leurs aïeules que d'invalider un discours masculin qui s'appuie sur l'histoire pour justifier l'infériorisation des femmes » (Klejman et Rochefort, 1989: p.319). Les femmes exceptionnelles sont « les signes des potentialités féminines étouffées, prêtes à s'épanouir sous des conditions socio-économiques et politiques plus propices » (Klejman et Rochefort, 1989: p.320). Cette focalisation sur des individualités s'explique en partie par l'isolement politique et social des personnalités qu'elles découvrent : « comment envisager l'histoire d'un groupe qui n'existe pas ? », demande Alice Primi (Primi, 2005: p.278). Néanmoins, assez rapidement, ces féministes investies dans l'écriture de l'histoire tentent de reconstituer un passé collectif – on pense notamment aux travaux de Jeanne Bouvier sur les femmes au travail (Bouvier, 1928, 1930) – et produisent alors, à partir de 1900, les premières représentations du féminisme.

Ainsi, au tournant du siècle, le rapport au passé des militantes de la cause des femmes évolue : elles passent d'un intérêt pour les femmes exceptionnelles à un intérêt pour les féministes. Des auteurs comme Léopold Lacour (1854-1939), Léon Abensour, Alice de Payer, Suzanne Grinberg ou Edmée Charrier cherchent à identifier les origines du mouvement en travaillant par exemple sur les héroïnes de la période révolutionnaire : Lacour voit en Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt et Rose Lacombe les précurseur-e-s des féministes contemporaines (Lacour, 1900 ; Abensour, 1921 ; De Payer, 1922 ; Grinberg, 1926 ; Charrier, 1931). L'objectif de ces féministes est de « situer leur lutte dans la longue durée, d'inscrire leurs revendications dans une logique historique et politique » (Primi, 2005: p.273), et ainsi de légitimer leurs actions présentes. Il est donc cohérent que chacune, selon son positionnement politique, s'intéresse aux féministes du passé avec lesquelles elle se sent des affinités électives. Ainsi, Marguerite Thibert, militante socialiste et féministe qui poursuit sa carrière au sein du Bureau international du Travail, où elle défendit l'emploi des femmes pendant la crise économique des années 1930, consacre sa thèse aux saint-simoniennes, représentantes du temps où le féminisme et le mouvement ouvrier participaient d'une même dynamique (Thibert, 1926 ; Thébaud et Studer, 2004: p.29 ; Bard, 2006a: p.8).

Enfin, le passé sert aussi pour les féministes d'instrument de projection dans l'avenir : dans la mesure où elles parviennent à démontrer l'historicité de l'exclusion sociale des femmes, elles « suggèrent qu'une évolution est réalisable » (Primi, 2005: p.281). En travaillant sur les femmes propriétaires de fiefs, Eliska Vincent et sa sœur Florestine Mauriceau démontrent que la Révolution a entraîné la perte, pour les femmes, de certains droits politiques et que ces dernières ne peuvent se contenter de faire confiance aux « progrès » de l'histoire (Klejman et Rochefort, 1989: p.321). Appelant à tirer des leçons du passé, les féministes réaffirment la nécessité de lutter au présent. On entrevoit là les prémices d'un « devoir de mémoire » féministe. C'est aussi ce que Françoise Thébaud et Brigitte Struder appellent la « fonction légitimatoire du passé » (Thébaud et Studer, 2004) : l'histoire garantit le bien-fondé du combat actuel.

3. Conserver des traces et construire le souvenir des militantes

Ce travail d'écriture de l'histoire entrepris par les féministes les amène à constater l'absence de sources concernant les femmes et les féministes. Cette prise de conscience provoque l'implication de certaines militantes féministes dans la conservation des traces en vue d'une transmission. Souhaitant également s'adresser à un public plus large que leurs lectrices, les militantes féministes s'engagent aussi dans l'organisation de commémorations, supports d'une éventuelle mémoire collective. Soucieuses de remédier aux silences qui ont touché les féministes jusqu'alors, elles s'engagent dans la construction du souvenir de leurs collègues militantes décédées.

Confrontées à l'indisponibilité des sources, les féministes qui s'engagent dans l'écriture de l'histoire s'attèlent à « relire les textes anciens et les passer au crible d'une nouvelle grille de lecture, “redresser les erreurs des historiens anciens et modernes, porter le flambeau de la critique dans les archives cachées du genre humain”¹. Ce n'est cependant pas suffisant. Le mouvement féministe doit constituer ses propres archives autant pour servir à l'histoire des femmes qu'à celle du mouvement, pour préserver d'un nouvel oubli ou d'un détournement les

¹ Laurence Klejman et Florence Rochefort citent ici : Cleyre Yvelin, « Grandes et petites nouvelles », *L'Entente*, mai 1905.

récentes découvertes » (Klejman et Rochefort, 1989: p.323-324). Des féministes vont donc, dès le début du XXème siècle, manifester leur souci du passé en recherchant, collectionnant, rendant disponible dans des bibliothèques, des livres, des périodiques, des brochures, des dossiers thématiques, des comptes rendus de réunions et des correspondances féministes. Cette entreprise de conservation, en ce qu'elle constitue la première étape du processus de relecture de l'histoire, n'est pas extérieure aux rivalités existant dans le mouvement féministe de l'époque et se traduit par diverses initiatives concurrentes.

La première grande entreprise de conservation est celle menée par Eliska Vincent, aidée de sa sœur Florestine Mauriceau. Cette militante féministe de longue date a créé en 1886, avec Maria Deraismes, la Société pour la Revendication des Droits de la Femme ; elle milite plus tard à l'Union française pour le suffrage des femmes et en devient présidente d'honneur à la fin de sa carrière militante. Elle veut initier ce qu'elle appelle un « féminisme historique », qui a vocation à s'appuyer sur le passé pour prouver la dégradation du sort réservé aux femmes. Ses écrits sur le statut des femmes propriétaires pendant la période prérévolutionnaire s'inscrivent dans ce courant. Avec sa sœur, elles rassemblent, avant la Grande Guerre, des millions de fiches et de dossiers sur les femmes, notamment sur les communardes, qu'elles conservent dans leur maison d'Asnières, ouverte au public une fois par semaine. Malheureusement, après la mort d'Eliska Vincent en 1914, ces archives sont refusées par le Musée social et probablement détruites (Klejman et Rochefort, 1989: p.323 ; Metz, 1992: p.11 ; Bard, 1995: p.429, 2003a). Dès 1901, Marbel, aidée de l'Union fraternelle des femmes qu'elle a fondée, installe également chez elle, dans sa petite maison du XVIIIème arrondissement, un lieu de conservation et de consultation d'archives. Ne se restreignant pas à la collecte des traces, le groupe qui s'occupe de gérer cette petite bibliothèque, participe également à la construction d'une mémoire féministe selon d'autres modalités : il élabore, par exemple, un calendrier publié pendant trois ans dans *Le Petit almanach féministe illustré*, où l'on voit les noms des saints remplacés par ceux des personnalités de toutes les époques ayant œuvré pour le bien des femmes (Klejman et Rochefort, 1989: p.324 ; Bard, 1995: p.429).

De son côté, Marguerite Durand commence également (à partir des années 1890) à réunir une documentation considérable sur les femmes et le féminisme. Cette journaliste, qui

fonde en 1897 le quotidien féministe *La Fronde*, est très vite habitée par cet espoir de concevoir et d'ouvrir au public une bibliothèque où seraient réunies toutes ses collections. Pendant les années d'existence de *La Fronde* (de décembre 1897 à mars 1905, puis de mai 1926 à juillet 1928), les rédactrices du journal participent, avec elle, à la constitution de dossiers et de fiches, mises à la disposition du public dans la bibliothèque dont est doté le siège du journal au 14 de la rue Saint-Georges à Paris. Marguerite Durand mène plusieurs actions en faveur de l'ouverture au public de ses collections et organise, notamment, en 1922, une « Exposition des femmes célèbres du XIX^{ème} siècle ». Cette exposition a pour vocation non seulement de faire connaître la vie et les œuvres de grandes femmes du passé (comme la Comtesse de Ségur, Bernadette Soubirous, Flora Tristan ou Louise Michel), de donner à voir les objets et les documents qu'elle a déjà rassemblés, mais aussi de récolter des fonds destinés à créer une « Maison des œuvres et institutions féminines » qui serait une sorte de « quartier général du féminisme » et qui comprendrait une bibliothèque et un centre d'archives (Metz, 1992: p.33). Dans une lettre, citée par Annie Metz (conservatrice en chef de la bibliothèque Marguerite Durand depuis octobre 1989), Marguerite Durand se montre consciente de la difficulté qu'ont les organisations féministes à conserver des traces de leurs actions et exprime le désir de remédier à cela en rassemblant dans un même lieu « les documents, concernant les sociétés féministes, hospitalisés chez les présidentes ou secrétaires de ces sociétés, c'est-à-dire exposés à être dispersés ou perdus » (Metz, 1992: p.34). En tant qu'exécutrice testamentaire d'Eliska Vincent, elle est consciente de la probabilité de voir ses collections disséminées après sa mort et décide de les céder, de son vivant, en 1931 à la Ville de Paris. C'est une façon aussi d'éviter leur inclusion dans des fonds généraux, qui contribuerait à les invisibiliser pendant des décennies. Ainsi, est installée en 1932 la bibliothèque Marguerite Durand, dans une belle salle de la mairie du 5^e arrondissement de Paris. Sa fondatrice en devient la directrice bénévole jusqu'à sa mort, le 16 mars 1936. Son souhait de transmettre des traces aux générations suivantes est réalisé : la bibliothèque demeure jusqu'à aujourd'hui. En dépit d'un déménagement, en 1989, dans la moderne médiathèque Jean-Pierre Melville, dans le XIII^e arrondissement – qui fait regretter à Christine Bard la perte d'un des rares « véritables lieux de mémoire féministes »¹ (Bard, 1995: p.432) – l'entreprise de constitution d'archives féministes menées par Marguerite Durand s'avère être une réussite.

¹ Marguerite Durand y avait exposé ses reliques : « son beau portrait par Jules Cayron, une gravure représentant Alexandrine Barreau, soldate de l'An II, des bustes de Louise Michel

Les concurrences qui existent au sein du féminisme de l'époque expliquent peut-être la coexistence de deux « dépôts légaux officieux » du mouvement. En effet, à côté de la bibliothèque Marguerite Durand, susmentionnée, les militantes peuvent également – selon leurs préférences politiques – confier leurs archives à Marie-Louise Bouglé, qui réunit, depuis 1921, un fonds de documentation considérable sur les femmes et le féminisme (livres, coupures de presse, correspondances). Issue d'un milieu modeste, secrétaire-comptable, cette dernière a été militante à l'Union française pour le suffrage des femmes où elle s'est occupée de gérer bénévolement la bibliothèque, et a probablement acquis le goût pour la collection lors de cette expérience. Elle décide d'y consacrer sa vie et la quasi-totalité de son budget :

« La pensée que tous les efforts faits, que toutes les idées émises lors des congrès, n'étaient pas centralisés et risquent dès lors d'être perdus pour l'avenir, me désolait. Je résolus d'amasser tout ce qui concernait notamment l'activité féminine dans le temps présent. **De là à rechercher ce qui la concernait dans le passé, il n'y avait qu'un pas. Et lorsque l'on est pris par une passion, c'est terrible (...)** Je n'avais plus qu'une solution, me jeter à corps perdu dans les recherches solitaires. Mais quelle récompense ! » (Interview de Marie-Louise Bouglé dans *Minerva*, août 1932, citée par (Albistur, 1985: p.27))

En à peine deux ans, de 1921 à 1923, elle réunit 12000 documents et, jusqu'à sa mort prématurée (en 1936, comme Marguerite Durand), ne cesse d'enrichir le fonds, qui est alors déposé par son mari à la Bibliothèque nationale avant d'être transféré à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris, en 1946. Il faudra attendre les années 1980 – délai qui témoigne des menaces pesant sur la mémoire féministe, selon Françoise Thébaud – pour que, avec le renouveau des études féministes, soit « mis en évidence l'urgence d'un catalogue précis et définitif », établi par Maïté Albistur (Albistur, 1985: p.27 ; Bard, 1995: p.429 ; Thébaud, 2007).

Enfin, d'ampleur moins importante, une dernière bibliothèque voit le jour à Paris en 1924 : Mme Chulliat, sœur de la directrice de *La Fronde*, réunit trois mille ouvrages écrits par

et de Nelly-Roussel, des photographies d'Hubertine Auclert, l'éventail de Maria Deraismes, l'affiche de *La Fronde*, des photographies aux murs et des objets insolites (une vasque de Séverine, une mèche de cheveux de la Duchesse de Lamballe, le masque mortuaire de Clémence Royer) » (Bard, 1995: p.432).

des femmes et/ou sur des femmes, dans la librairie Ducrocq dirigée par son mari. Malheureusement, l'absence de financements rend rapidement l'initiative caduque et la bibliothèque disparaît en 1936 (Bard, 1995: p.430).

Outre l'animation de ces structures ouvertes au public, certaines féministes, s'adonnant à l'écriture de l'histoire des femmes, rassemblent pour leurs recherches des fonds d'archives privés considérables. Par exemple, Hélène Brion ou Jeanne Bouvier, qui ont entrepris d'écrire des inventaires encyclopédiques des femmes célèbres (une *Encyclopédie féministe* et un *Dictionnaire des femmes célèbres*), ont réuni une somme gigantesque de documents nécessaires à l'écriture de leurs notices (Bard, 1995: p.432). Ces projets d'envergure sont certes restés inachevés, mais ont permis le rassemblement de sources, disponibles pour certaines à la Bibliothèque Historique de la Ville de Paris (Fonds Bouglé, sous-fonds Jeanne Bouvier) et à l'Institut Français d'Histoire Sociale (Fonds Hélène Brion) (Bard, Metz et Neveu, 2006).

Le souci de transmission, qui anime toutes ces entreprises de conservation des traces, est aussi visible dans les actions que les féministes de la première vague mettent en œuvre pour construire le souvenir de leurs camarades militantes décédées. La période qui s'étend de 1869 à 1939 est suffisamment longue pour voir se succéder près de trois générations de féministes qui cherchent à maintenir une continuité en invitant leurs successeuses à se souvenir des grandes figures du mouvement. Constatant, à l'occasion du dépôt d'une plaque commémorative en l'honneur d'Hubertine Auclert, que les plus jeunes féministes méconnaissent certaines de leurs illustres aînées, Marguerite Durand, comme d'autres, s'engage dans la construction du souvenir de militantes défunttes :

« Le féminisme heureusement, s'est rajeuni. Je parlais à des femmes pleines d'intelligence, de talent, de dévouement à notre cause et **j'eus le regret de constater que le souvenir d'Hubertine Auclert n'éveillait point en elles tout ce qu'il eut dû rappeler à quiconque fait profession de féminisme.** » (Marguerite Durand, texte manuscrit cité par (Klejman et Rochefort, 1985: p.136))

Les femmes qui militent aux côtés de Maria Deraismes réussissent, à sa mort, à faire en sorte que son nom soit donné à une rue et qu'une statue, à son effigie, soit élevée dans un square de son quartier.



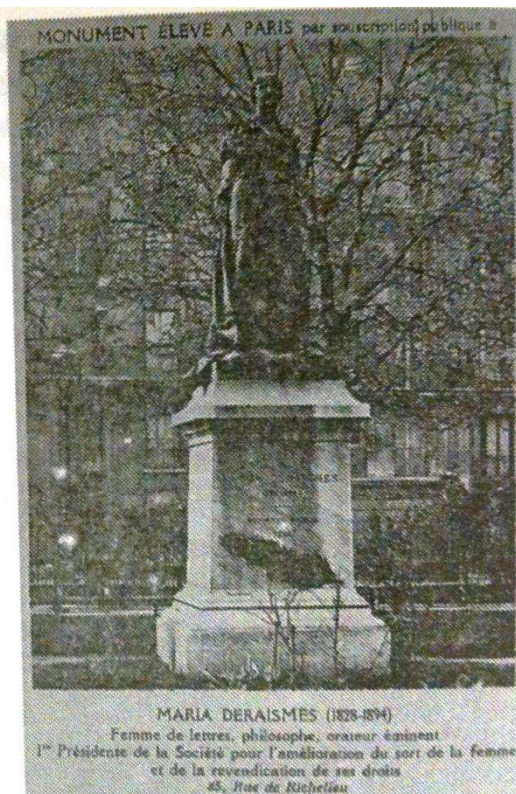
Figure 3 : Louis-Ernest Barrias, bronze, statue de Maria Deraismes (1826-1894), square des Épinettes, Paris (17^e arrondissement)¹ - La statue originale fut installée en 1898, fondue en 1942 par l'occupant allemand, reproduite et ré-érigée dans le square en 1983.

Dans *Les filles de Marianne, histoire des féminismes, 1914-1940*, Christine Bard publie ces deux documents (ci-dessous) qui témoignent des efforts faits par les membres de la Ligue française pour le Droit des Femmes, tout au long de la période, pour construire le souvenir de Maria Deraismes.

¹ http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Barrias_Maria_Deraismes_Epinettes_Paris_17e.jpg



Affiche de la LFD pour la commémoration du centenaire de Maria Deraismes en 1929.



Carte postale honorant la mémoire d'une pionnière du féminisme, Maria Deraismes (1828-1894).

Figure 4 : Une affiche de la LFD et une carte postale attestant des commémorations en l'honneur de Maria Deraismes (Bard, 1995: p.434)

La mort de Séverine (1855-1929)¹ suscite aussi des hommages multiples et se traduit, peu de temps après, par l'inscription du prénom de cette dernière dans la courte liste des toponymes féminins. Deux rues, à Crosnes et à Pierrefonds, lui sont dédiées, ainsi qu'un square près de la porte de Bagnolet à Paris. « Marquer le paysage urbain des traces du féminisme » (Klejman et Rochefort, 1989: p.324) permet non seulement de créer des lieux susceptibles d'être des lieux de rassemblement du groupe – on pense par exemple à une manifestation suffragiste organisée en 1919 dans un square nommé Maria Deraismes (Bard, 1995) –, mais a aussi vocation à toucher un public plus large que celui directement impliqué dans le mouvement ou sympathisant de la cause.

¹ Séverine est une écrivaine et journaliste, qui publie des chroniques libertaires dans *La Fronde* et qui s'engage plus généralement dans la lutte pour le droit de vote des femmes.

Les célébrations des anniversaires sont aussi des moyens de souder le groupe en définissant des moments de rassemblement ritualisés. Elles permettent de visibiliser un combat, comme lors du centenaire de l'élaboration du Code civil, qui donne lieu à des manifestations féministes (voir la photo ci-dessous). Ou alors elles ont vocation à glorifier une figure féministe insuffisamment reconnue par la société : le centenaire de la naissance de Clémence Royer, par exemple, donne lieu à de fastueuses célébrations.



Figure 5 : L'Assiette au beurre, n°196, 31 décembre 1904, dessin de Radiguet qui caricature une manifestation féministe organisée à l'occasion du centenaire du Code civil, (Primi, 2004: p.108).

Le cinquantenaire de la Ligue française pour le droit des femmes donne lieu à la parution d'un ouvrage collectif intitulé *Cinquante-ans de féminisme : 1870-1920*, qui retrace l'histoire de l'association, et qui témoigne d'un souci de transmission (Edwards-Pilliet, Fallot-Matier, Gast et al., 1921). L'ensemble de ces actions tournées vers la conservation ou le rappel du passé, montre que, en dépit d'un contexte peu favorable, dès son apparition, le mouvement féministe est producteur de représentations historiques et veille à la préservation des sources.

B- Les « années Beauvoir » : la lutte contre l'oubli en période de recul de l'activité militante

Cette période, qui s'étend de 1945 à 1968 est qualifiée par Sylvie Chaperon d'« années Beauvoir », tant elle est marquée par la figure de la philosophe, et plus particulièrement par la parution de son ouvrage, le *Deuxième sexe*, en 1949. Ce livre crée un scandale, qui témoigne des résistances à l'égalité encore très importantes dans la société de l'époque, mais rencontre aussi « les aspirations secrètes » des femmes des années 50-60, qui font génération autour de lui. Si, en période de recul de l'activité militante, la transmission avec la vague précédente n'est pas aisée, les femmes engagées dans les associations féministes entre 1945 et 1968, cherchent, elles aussi, dans le passé des éléments d'explication de leur condition et des ressources pour lutter – à l'image de la démarche de Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe*.

1. Des difficultés à créer le lien vivant des générations, dans les années 1930 et l'immédiat après-guerre

Le sort réservé aux bibliothèques présentées dans la première partie du chapitre traduit bien les difficultés à transmettre que connaissent les féministes dans les années 1930. En effet, hormis la bibliothèque Marguerite Durand, qui continue d'accueillir du public après-guerre, les autres fonds sont soit dispersés, soit noyés dans des fonds plus généraux et disparaissent ou tombent dans l'oubli à la fin des années 1930. De manière générale, les efforts des féministes de la première vague pour construire une mémoire – souvenir des luttes, souvenir des femmes exceptionnelles et des militantes – ne permettent pas d'assurer une transmission efficace : il semblerait que manque le « lien vivant des générations »¹ (Halbwachs, 1997: p.p.111-121).

¹ Sylvie Chaperon identifie trois générations de féministes qui se côtoient au cours de la période allant de 1945 à 1968 : « En m'appuyant sur les notions de génération politique ou intellectuelle qu'avait développées l'historiographie française, j'ai tenté d'expliquer celle de génération féministe. Celle-ci nécessite deux "événements" fondateurs. Le premier,

En effet, dès les années 1930, les associations féministes suffragistes peinent à recruter de nouvelles militantes et, par conséquent, le lien entre les générations commence à s'étioler avant même que la seconde guerre mondiale ne vienne créer une rupture. L'absence de figures charismatiques susceptibles de soulever les foules et de susciter des conversions explique en partie le désintérêt des plus jeunes à l'égard des associations existantes (Bard, 1995: p.436). De plus, la nouvelle génération, parce qu'elle bénéficie des avancées suscitées par le mouvement lui-même, est moins encline à revendiquer. Comme l'explique Christine Bard, les femmes nées au début du siècle (aux environs de la première guerre mondiale) « estiment à présent possible la “camaraderie entre les sexes” » (Bard, 1995: p.436) et n'adoptent pas d'emblée une attitude militante. Même si l'itinéraire de Simone de Beauvoir traduit le désenchantement qu'expérimente progressivement cette génération – à laquelle appartiennent des femmes comme Colette Audry (née en 1906), Germaine Tillion (née en 1907), Dominique Aury (née en 1908), Edith Thomas (nées en 1909), Menie Grégoire et Clara Malraux (nées en 1916) – il faut attendre la Libération pour qu'elles commencent à s'engager.

Enfin, le mode de fonctionnement des associations féministes d'avant-guerre explique aussi le peu d'implication des plus jeunes dans ces structures : « dans les congrès où s'étaient les compétences juridiques, oratoires, diplomatiques des unes et des autres, il n'y a pas de place pour une parole néophyte plus libre, plus spontanée » (Bard, 1995: p.436). Le mouvement exclut donc les jeunes femmes, et plus particulièrement les moins diplômées. Marguerite Durand regrette cette tendance à l'élitisme, qui contraint les plus jeunes à un lourd travail d'apprentissage ; elle fait, d'ailleurs, de la transmission d'une mémoire commune un des remèdes à ce manque de renouvellement :

commun à l'ensemble de la société, fournit une vision du monde, des arguments, une légitimité, un outillage idéologique communs (la crise économique et politique des années 1930 ; la Deuxième Guerre ; Mai 1968), le deuxième est un changement de genre suffisamment important pour déboucher sur des revendications nouvelles, pour ouvrir un nouvel espace de revendication pour les femmes (le droit de vote, la loi Neuwirth). Je pouvais ainsi suivre les contours de 3 générations : l'ancienne génération suffragiste qui continuait son combat de façon presque inchangée depuis la Libération ; la nouvelle génération, née dans l'épreuve de la guerre, dotée de l'égalité politique en droit et radicalisée par *Le deuxième sexe* de Beauvoir ; enfin la génération du baby-boom qui dispose de la pilule, se forme à la vie politique en 1968 et donne naissance au MLF. » (Chaperon, 2010: en ligne).

« Nous ne devons pas chercher à imposer aux nouvelles recrues, avides de mouvement, d'action, **des études sans fin qui les rebuteraient certainement**. Mais c'est à nous, les anciennes, à nous, **dont les rangs s'éclaircissent chaque jour**, de **profiter de toutes les occasions de rappeler ce que firent pour la cause celles qui nous précédèrent, d'évoquer des mémoires qui doivent pour les féministes, être toujours vénérées, de citer des exemples qui, toujours, devraient être suivis.** »
(Marguerite Durand, texte manuscrit cité par (Klejman et Rochefort, 1985: p.136))

La seconde guerre mondiale vient accentuer cette césure générationnelle. Si les principales associations féministes suffragistes réapparaissent à la Libération, « elles ne parviennent pas à recruter de jeunes éléments et ne se maintiennent que grâce au concours de fidèles militantes assez âgées » (Chaperon, 2001: p.3). Une raison à cela est l'écart qui existe entre, d'un côté, les aspirations des jeunes femmes nées dans les années 1900-1910, qui commencent à s'intéresser aux questions sexuelles, à la psychanalyse, et de l'autre côté, des militantes de la première vague qui restent enfermées dans une approche légaliste de la question féministe. « Avec le droit de vote et l'égalité inscrite dans la Constitution de 1946, les plus jeunes croient que la condition juridique des femmes n'a plus guère à être amendée » (Chaperon, 2001: p.3). Les anciennes militantes, quant à elles, continuent de vouloir réformer le droit et de lutter contre les discriminations en vigueur en matière de régimes matrimoniaux ou de droits parentaux ; elles apparaissent rapidement comme déconnectées des questions qui animent les nouvelles générations.

Les jeunes femmes qui décident de s'engager après-guerre préfèrent donc fonder ou participer à l'émergence de nouvelles associations, plutôt que de s'inscrire dans des structures qui existaient déjà avant-guerre (comme la LFDF ou l'UFSF). Le Mouvement Jeunes femmes, créé en 1946, et dont le nom marque bien un positionnement fondé sur l'âge, est représentatif de cette nouvelle génération militante née aux alentours de 1910, qui cherche à tracer sa propre voie. Dominique Aury, Françoise Dolto, Françoise d'Eaubonne, Marguerite Grépon, Edith Thomas rejoignent l'UFF (Union des femmes françaises), fondée en 1944 par la fédération des comités communistes de Résistance féminine ; puis elles s'en éloignent en raison du discours nataliste et maternaliste des dirigeants communistes. Plus tard, « Evelyne Sullerot, Marie-Andrée Lagroua Weill-Hallé et Clara Malraux figurent parmi les fondatrices de la Maternité heureuse (1956) qui deviendra le Mouvement français pour le planning familial » (Chaperon, 2001: p.3), association dont les revendications centrées sur les questions

sexuelles est considérée avec méfiance par les anciennes militantes. Il existe donc peu d'espaces dans les associations de l'époque où se mêlent jeunes et vieilles militantes.

La bataille engagée en 1956 en faveur d'une réforme de la loi de 1920¹ donne d'ailleurs à voir cette distance qui existe entre les générations féministes de l'époque. Lorsqu'apparaissent les premières revendications sur l'avortement et la contraception, « la vieille génération féministe montre plus d'incompréhension et de gêne que de sympathie et d'enthousiasme pour ces nouvelles venues ». Ces dernières, inspirées par « le progrès et le modernisme » (Chaperon, 2000: p.235), se tournent vers l'avenir plutôt que vers le passé. Jusqu'au milieu des années 60, pour s'affirmer comme « sujet femme, agent de l'histoire et promesse de futur », les plus jeunes rejettent les mères, « figures d'un passé détesté » (Chaperon, 2000: p.297).

Dans ces conditions, le partage d'une mémoire semble compliqué. La rareté des liens qui existent entre la génération des féministes engagées avant la seconde guerre mondiale et celles qui arrivent dans le mouvement à la Libération, n'est favorable ni à la transmission du souvenir des luttes suffragistes, ni à l'accès des plus jeunes aux récits du passé déjà produits par des féministes pendant toute la première moitié du 20^e siècle. Cela ne signifie pas pour autant qu'aucun travail de représentation historique n'est produit au sein du mouvement féministe entre 1945 et 1968. Nous allons voir que les discours sur la Résistance sont très nombreux et qu'on assiste même, entre 1947 et 1955 à une « guerre des mémoires » (Chaperon, 2000: p.131). Par ailleurs, les ouvrages comme ceux d'Edith Thomas², sur Jeanne d'Arc (Thomas, 1947), les femmes de 1848 (Thomas, 1948), Pauline Roland (Thomas, 1956) ou les Pétroleuses (Thomas, 1963), sont la preuve qu'une minorité d'intellectuelles continue de produire des écrits sur l'histoire des femmes et des féministes. Ainsi, après nous être intéressés aux relations entre les générations au début de ces années Beauvoir et à leur influence sur une hypothétique transmission du passé, considérons maintenant les contenus de la mémoire. Quelles sont les principales interprétations du passé produites et véhiculées par

¹ Cette loi est celle qui réprime les pratiques abortives. Elle condamne également la contraception et établit le fait que toute information diffusée sur le sujet peut également aboutir à une pénalité.

² Edith Thomas est une romancière, archiviste, historienne (chartiste) et journaliste française, née en 1909 et morte en 1970. Pour plus d'informations sur elle, voir (Cadène, 2004).

les féministes entre 1945 et 1968 et en quoi diffèrent-elles de celles produites par les militantes du début du siècle ?

2. Construire et transmettre le passé de 1945 à 1968 : Résistance, constructions contradictoires du passé et redécouverte des prédécesseur-e-s

Au sortir de la guerre, les luttes suffragistes ne sont pas complètement oubliées mais l'absence de lien entre celles qui les ont portées et les nouvelles générations ne favorise pas la transmission de l'expérience vécue. Ce que Simone de Beauvoir écrit à ce sujet dans *Le Deuxième Sexe*, en 1949, est éclairant :

« L'action des femmes n'a jamais été qu'une agitation symbolique ; **elles n'ont gagné que ce que les hommes ont bien voulu leur concéder ; elles n'ont rien pris : elles ont reçu.** » (*De Beauvoir, 1993: p.19*)

Cette phrase, qui n'est pas contestée lorsque Simone de Beauvoir l'écrit, témoigne d'une certaine tendance de l'époque à la négation des luttes suffragistes. L'interprétation qui semble dominer alors indique que c'est De Gaulle qui aurait gracieusement donné le droit de vote aux femmes, indépendamment des batailles menées par celles-ci. Cette position, qui, dans les entretiens menés pour cette recherche, a fait l'objet de vives critiques de la part des militantes féministes d'aujourd'hui, est à l'époque largement partagée.

En plus de la faiblesse de la transmission intergénérationnelle, un autre facteur explique la rareté des rappels des luttes suffragistes dans cette période : le souci du présent – où l'on craint que les femmes ne fassent pas la preuve de leur civisme en allant voter (Chaperon, 2000: p.16) – l'emporte sur l'intérêt pour le passé. En effet, les militantes féministes, qui souhaitent montrer à l'ensemble de la société que les femmes sont capables d'implication dans la vie publique, sont davantage engagées dans l'affirmation du devoir de voter¹ que dans la construction du souvenir des luttes. Enfin, pendant cette période de l'immédiat après-guerre, il semble également que la figure de la militante suffragiste ait été quelque peu

¹ Sylvie Chaperon cite un tract signé par la plupart des associations féminines et féministes qui dit : « Le gouvernement nous donne le droit de vote, à nous de montrer qu'il nous fait une juste confiance et que nous mesurons les devoirs que comporte ce droit » (Chaperon, 2000: p.16).

éclipsée par celle de la Résistante qui, elle, se trouve abondamment louée et célébrée par les féministes, y compris pour affirmer la légitimité du droit de vote des femmes.

Le contexte global facilitant la diffusion des discours sur la Résistance en général peut expliquer la prévalence de la Résistance féminine dans les mémoires féministes à ce moment-là. A l'inverse, la déportation est alors absente des discours des associations féministes, qu'il s'agisse de la répression de la Résistance ou de la mise en œuvre de Solution finale¹. En raison d'un déni collectif qui s'étend à l'ensemble de la société (Wieviorka, 2003), les nombreux écrits émanant des femmes anciennes détenues de camps sont très peu relayés par les associations engagées pour la cause des femmes. Sylvie Chaperon souligne notamment le peu d'écho rencontré par l'ouvrage sur *Auschwitz* de Marie-Claude Vaillant-Couturier (Chaperon, 2000: p.85). Mais si la Résistance trouve beaucoup plus facilement que la déportation sa place dans la mémoire nationale, le rôle des femmes Résistantes, loin d'être évident à l'air du temps, est sur le point de tomber dans l'oubli si les associations féministes n'en construisent pas le souvenir. La vision guerrière et virile de la Résistance prévalant dès la Libération (Chaperon, 2000: p.83), les femmes sont moins décorées et célébrées que les hommes et ce sont principalement les bulletins associatifs et la presse féministe qui se chargent de transmettre cette histoire des femmes dans la guerre : « toutes [les féministes] ont à cœur de faire connaître les noms et les décorations de celles de leurs rangs qui ont rejoint la Résistance » (Chaperon, 2000: p.84). Alors que les résistantes elles-mêmes ont tendance, individuellement, à s'effacer derrière leurs époux, les associations n'hésitent pas à faire usage de la mémoire de leurs héroïnes pour valoriser leurs combats². Par exemple, « tout comme le PC prétend être le parti des 75000 fusillés, l'Union des femmes françaises (UFF) incarne la Résistance féminine » (Chaperon, 2000: p.86), multipliant les commémorations, notamment à

¹ Cet évitement mémoriel de la déportation par les féministes s'est traduit également plus tard par une absence de ce thème dans l'histoire des femmes. A ce propos, voir : (Kandel, 1996, 1997 ; Bard, 2008).

² C'est le cas par exemple de la Fédération démocratique internationale des femmes (organisation équivalente de l'UFF en Suisse) : « Lors de l'assemblée fondatrice de la Fédération démocratique internationale des femmes (décembre 1945), une prestigieuse exposition "Nous les femmes" invite les congressistes au faubourg Saint-Honoré à venir se remémorer les exploits des Résistantes. Le cinéma est bientôt mis à contribution avec le film *Femmes françaises*, qui est achevé en mars 1946. » (Chaperon, 2000: p.86).

l'occasion des 8 mars¹ entre 1945 et le début de la guerre froide. La figure de Danièle Casanova est abondamment célébrée (son nom est donné à des rues et à un foyer de formation) et son portrait trône à la tribune lors des différents congrès de l'UFF, rejoignant Jeanne d'Arc et Louise Michel dans le panthéon du communisme au féminin.



Figure 6 : Louis Aragon lisant "Le Musée Grévin" lors de l'anniversaire de la mort de Danielle Casanova. Jeannette Vermeesch (2ème à partir de la gauche) et Marie-Claude Vaillant-Couturier (3ème à partir de la droite). Paris, salle Wagram, mai 1946².

Cette glorification de la Résistance féminine, comme toute représentation historique, sert les revendications présentes : elle permet notamment de justifier la participation des femmes à la reconstruction du pays. En insistant sur le courage des Françaises pendant la guerre, et en vertu du principe selon lequel « l'égalité dans les douleurs et les combats de la

¹ Les responsables de l'UFF (en particulier Jeannette Vermeesch qui fait l'historique de cette date dans *Femmes françaises*, n°380, 1^e mars 1952) affirment à plusieurs reprises que le 8 mars a été célébré sous l'occupation allemande en signe de protestation (Chaperon, 2000: p.87). Pour plus d'éléments sur les origines de cette date et son usage par les responsables de l'UFF, voir le chapitre 3 de cette thèse.

² Source : <http://www.cndp.fr/poetes-en-resistance/poetes/louis-aragon/jecris-dans-un-pays-devaste-par-la- peste/pistes-pedagogiques/>

guerre ne peut que conduire à une égalité dans la paix » (Chaperon, 2000: p.87), les féministes légitiment leurs luttes. C'est aussi étrangement cette dimension du passé des femmes, davantage que les longues batailles suffragistes, qui est évoquée pour justifier l'obtention du droit de vote. Ainsi, la Résistance, cristallisation du mérite des femmes pendant la guerre, explique qu'elles méritent de voter à la Libération. De cette causalité affirmée, émerge l'analogie entre la Résistante et Marianne (la République, et donc par extension la citoyenne). Ainsi, la figure de Marianne connaît, dans ces années, un regain de popularité chez les féministes, qui font d'elle le symbole de l'idéal démocratique et républicain pour lequel les résistantes ont combattu. Certaines associations, comme l'Union féminine civique et sociale (UFCS) ou la Ligue féminine d'action catholique, qui constituent la frange catholique de l'espace de la cause des femmes de l'époque, vont même jusqu'à associer la figure de la résistante à la fois à Marianne, symbole de la République et de la Nation, et à la Vierge Marie, qui incarne la mère, douce et attentive (Agulhon et Bonte, 1992 ; Chaperon, 2000: p.25).

On observe donc, dans l'immédiat après-guerre, un certain consensus féministe sur la nécessité et la façon de célébrer la Résistance féminine. En revanche, à partir de 1947, l'avènement de la guerre froide produit des interprétations du passé contradictoires au sein de l'espace de la cause des femmes, ainsi que des luttes de pouvoir autour de l'appropriation de tel ou tel événement passé. Ainsi, Sylvie Chaperon parle de « guerre des mémoires »¹ (Chaperon, 2000: p.131) entre d'un côté les communistes de l'UFF et de l'autre les gaullistes, qui ne disposent pas encore de véritable organisation féminine². Par exemple, suite au discours du Général de Gaulle à Rennes le 27 juillet 1947, dans lequel il dénonce le péril communiste, les femmes de l'UFF mobilisent le souvenir des camps de concentration, pour opposer au discours clivant de De Gaulle l'image de moments de solidarité entre toutes les

¹ L'expression de « guerre des mémoires », utilisée dans des travaux qui ont pris pour objet les controverses liées à des expériences passées de génocide, de guerre ou de domination coloniale, a fait l'objet de critiques de la part de sociologues de la mémoire. Voir par exemple la critique qu'en fait Cécile Jouhanneau dans sa thèse sur les mémoires de guerre en Bosnie-Herzégovine : (Jouhanneau, 2013: p.39-47). Nous préférons parler de constructions contradictoires du passé pour signifier qu'il s'agit bien d'usages politiques du passé opposés sans présager de leurs effets sur les souvenirs des individus.

² Cette « guerre des mémoires » n'est que l'expression au sein de l'espace de la cause des femmes d'une opposition, qui traverse l'ensemble de la société, entre « deux mémoires hégémoniques » et qui est pensée en termes de « complémentarité » par Pierre Nora dans un article intitulé « Quatre coins de la mémoire » (Nora, 1979).

femmes. Ainsi, il est écrit dans le n°145 de *Femmes françaises*, paru le 16 août 1947 : « Là-bas dans les camps de douleur, les cendres des femmes de France, catholiques, communistes, socialistes, sans parti, se sont mêlées dans les fours crématoires » (Chaperon, 2000: p.131). L'UFF parvient à utiliser le souvenir des femmes dans la guerre au profit l'idéologie communiste et de l'URSS. Par exemple, lors de l'anniversaire de Staline, l'organisation « recueille les biographies des “femmes héroïques mortes pour que vive la France” et les relie en un “livre d’or”, de quatre fascicules de cuir fin, dont elle fait cadeau à Staline » (Chaperon, 2000: p.132). Cette initiative s'inscrit dans une démarche d'appropriation du souvenir de la Résistance féminine. Les membres de l'UFF, cherchant à mettre en avant les aspects de la Résistance qui les valorisent le plus, se livrent même à quelques arrangements avec l'histoire. On voit par exemple la mémoire de Bertie Albrecht évacuée car cette dernière, bien que proche des intellectuels communistes et fondatrice de l'Union mondiale des femmes contre la guerre et le fascisme, « n'a jamais adhéré au parti et, surtout, [a mené un] combat pour une sexualité libre aux côtés des néo-malthusiens et des féministes radicales [qui] l'éloigne de la glorification de la maternité » (Chaperon, 2000: p.132). Cette éviction profite à Danielle Casanova, autour de qui se concentrent toutes les attentions, au risque de « mutiler » et de « réduire à un archétype affadi », le « riche héritage identitaire de la Résistance féminine » (Chaperon, 2000: p.132).

Pendant les années 60, « au fur et à mesure que la contestation féminine se radicalise et s'élargit » (Chaperon, 2000: p.195), les représentations historiques du féminisme, qui – à l'image du sort réservé aux suffragistes – avaient jusqu'alors été peu mobilisées, reviennent progressivement dans les discours des militantes féministes. Celles qui sont nées autour de la première guerre commencent à s'intéresser à leurs prédécesseur-e-s. Alors que jusque-là, parmi cette génération, seule Françoise d'Eaubonne (née en 1920) se définissait comme « féministe », elles sont plus nombreuses à partir de 1965 à reprendre le mot « féminisme » à leur compte et se mettent à interroger l'héritage. Plusieurs facteurs permettent, dans les années 1960, une résurgence de l'intérêt pour le passé des femmes et des féministes.

Tout d'abord, la génération née autour de la première guerre bénéficie, la première, de la levée des discriminations scolaires. Depuis 1924, les baccalauréats féminin et masculin sont uniformisés et les classes de khâgne ouvertes aux filles. Si bien qu'au début des années

soixante, on compte autant de bachelières que de bacheliers et « pour la première fois, un seuil significatif est atteint, les femmes sont dorénavant suffisamment nombreuses pour oser poser leurs propres questions au savoir qu'elles détiennent » (Chaperon, 2001: p.4). Elles sont effectivement de plus en plus nombreuses à posséder les outils pour interroger le passé avec un regard critique et pour s'engager dans une relecture de l'histoire mettant l'accent sur les femmes et les féminismes.

Un second facteur intervient : au milieu des années 60, des femmes de la génération suivante, c'est-à-dire celles nées autour de la seconde guerre mondiale, commencent à s'engager et à militer avec celles qui sont nées autour de la guerre précédente. Le Mouvement démocratique féminin, club politique, féminin et féministe, créé en 1962 dans la mouvance de la Convention des institutions républicaines de François Mitterrand, joue un rôle important dans cette transmission parce qu'il voit militer en son sein ces deux générations. Anne Zelensky et Jacqueline Feldman, par exemple, s'engagent au Mouvement démocratique féminin en 1966, avant de créer en son sein le collectif FMA en 1967, et de participer ensuite activement au MLF des années 1970 (Tristan et De Pisan, 1977: p.33-34 ; Feldman, 2009). Ainsi, au milieu des années 1960, dans des structures comme le MDF se crée le « lien vivant des générations », qui manquait entre la génération de la première vague et celle de la Libération. L'arrivée de ces militantes, qui seront motrices dans la seconde vague féministe, pousse les plus anciennes à s'interroger sur ce qu'elles souhaitent transmettre et à se tourner vers le passé pour questionner l'existence d'un éventuel héritage féministe. Par exemple, les femmes du Mouvement démocratique féminin essaient de poser l'existence d'une « ligne féministe » en répétant que « le féminisme a ses lettres de noblesse et mérite respect » (Chaperon, 2000: p.335) et en invitant ainsi les plus jeunes à se saisir du terme.

Dans ce contexte, la circulation des récits du passé est favorisée. L'apparition de collections sur les femmes dans les maisons d'éditions¹, ainsi que l'ouverture des médias aux discours sur les femmes et leur histoire² contribuent aussi à dessiner les contours d'une « question féminine » qu'on ne peut aborder sans s'interroger sur son histoire.

¹ Colette Audry dirige la collection « Femmes » chez Gonthier, créée en 1964 ; Jacqueline Chabaud, Evelyne Sullerot et Claude Ullin dirigent la collection « Elle veut vivre » chez Fleurus, créée en 1969 et Catherine Valabrègue dirige la collection « Vie affective et sexuelle » chez Casterman, créée en 1970.

² On pense aussi bien aux prestigieuses revues comme *Les Temps modernes*, *Combat*, *Esprit*,

Les travaux d'Evelyne Sullerot, docteure en histoire, sur l'histoire de la presse féminine (Sullerot, 1966) ou sur l'histoire du travail féminin (Sullerot, 1968) témoignent de ce regain d'intérêt pour le passé des femmes et des associations féministes. De plus, le fait qu'un éminent spécialiste d'histoire romaine, comme Pierre Grimal, publie de 1965 à 1967, quatre tomes de *L'histoire mondiale de la femme*, montre qu'on « reconnaît la légitimité scientifique d'un questionnement spécifique sur les femmes dans l'histoire » (Virgili, 2002: p.6). L'usage du singulier qui essentialise (« la » femme), l'absence de toute idée de domination, la diffusion d'une image féminine inscrite dans une sorte d'immuabilité, l'évitement des questions classiques de l'histoire du XXème siècle (guerres, régimes politiques, économie, transformations sociales) pour se centrer sur l'image, peuvent être critiqués, mais l'existence même de l'ouvrage témoigne d'une avancée : « tenter une histoire des femmes, qui plus est dans une entreprise à visée synthétique, ne paraît plus incongru » (Thébaud, 2007: p.45). Les conditions ne sont néanmoins pas encore tout à fait réunies pour que s'institutionnalise une histoire des femmes : « parmi les sciences humaines, l'histoire, particulièrement liée à la production de la culture nationale française, se montre la plus rétive à la féminisation » (Chaperon, 2001: p.6). Nous verrons, dans le chapitre 2, qu'il faut d'ailleurs attendre encore une décennie pour que l'histoire suive l'exemple de la sociologie, discipline dont la section CNRS se montre déjà très ouverte aux recherches sur le travail des femmes, avec notamment Marie-José Chombart de Lauwe, Madeleine Guilbert, Viviane Isambert-Jamiti, Andrée Michel, Germaine Tillion, chargées de recherche consacrant leurs travaux aux femmes.

3. L'influence de Beauvoir - l'historienne

Lorsque *Le Deuxième Sexe* paraît en 1949, il déclenche d'emblée un scandale retentissant. Curieusement, dans un premier temps, les associations féministes restent muettes à son propos (Chaperon, 2000: p.188), craignant probablement d'être déstabilisées par le caractère sulfureux de l'ouvrage, qui aborde frontalement les sujets tabous de l'époque comme l'avortement, la sexualité des femmes, etc. Pourtant, le succès du livre – 22 000 exemplaires du premier tome ont été vendus en une semaine – montre qu'il traduit les

ou à l'audiovisuel avec les émissions d'Eliane Victor ou de Menie Grégoire.

aspirations (ou au moins, fait écho aux préoccupations) de toute une frange de la société. Une génération de femmes et de féministes, en particulier celles qui sont nées autour de la première guerre mondiale, est progressivement saisie par le livre, qui devient pour elles un classique, un « étendard » (Chaperon, 2000: p.151). Alors que les militantes plus anciennes dans le mouvement hésitent à rendre compte dans leurs bulletins de la polémique qui entoure la parution de l'ouvrage, Colette Audry, Dominique Aury, Françoise d'Eaubonne, trois intellectuelles féministes de la génération de la première guerre, s'engagent dans une défense publique de l'ouvrage (Chaperon, 2001: p.8) et contribuent à asseoir sa légitimité aux yeux des autres femmes engagées pour la cause des femmes.

Parce que sa parution et sa lecture ont constitué un événement important dans l'engagement de nombre de féministes de ces années¹ et qu'il s'est progressivement imposé comme le livre féministe par excellence, il semble intéressant de consacrer un court moment à l'analyse de la façon dont l'histoire est abordée dans l'ouvrage, au récit du passé qu'il véhicule. En effet, ce livre qui a participé à la formation de nombre de féministes, a probablement également influencé leur vision du passé.

Un des ouvrages publié à l'occasion du centenaire de la naissance de Simone de Beauvoir (Kristeva, Fautrier, Fort et al., 2008) organise sa table des matières autour des différentes facettes de l'auteure. Ainsi, le livre est divisé en quatre parties : Simone de Beauvoir écrivaine de l'intime ; Simone de Beauvoir philosophe, Simone de Beauvoir engagée et Simone de Beauvoir romancière. L'idée que l'on puisse associer à Simone de Beauvoir le qualificatif d'« historienne » n'est pas envisagée par les auteurs. Pourtant, avec *Le Deuxième Sexe* – dans la deuxième partie intitulée « Histoire » bien sûr, mais pas seulement – on peut considérer que l'auteure s'inscrit dans une démarche d'histoire des femmes (Ernot, 2007: p.183). *Le Deuxième Sexe* ayant pour postulat l'idée selon laquelle « on ne naît pas femme, on le devient », c'est-à-dire qu'il n'y a pas de nature féminine préétablie qui justifierait l'inégalité entre les sexes, on comprend que l'ensemble de l'ouvrage suive une

¹ Sylvie Chaperon cite un des nombreux témoignages qui existent sur le choc associé à la lecture de l'ouvrage : « Françoise d'Eaubonne qui vient de recevoir le prix du lecteur chez Julliard pour son roman *Comme un vol de gerfauts* découvre l'ouvrage avec un grand bonheur : “Je lis *Le Deuxième Sexe*. Je nage dans l'enthousiasme, enfin une femme qui a compris ! Enfin un écrivain chez qui le marxisme et la psychanalyse ne s'excluent pas mutuellement !” » (Chaperon, 2001: p.8).

perspective historiciste, qui consiste justement à aller chercher, dans l'histoire, les processus sociaux et culturels qui ont conduit à cette inégalité. Ainsi, Simone de Beauvoir, se plonge dans l'histoire pour essayer d'« expliquer comment s'est installée en fait et en droit l'oppression de la femme » (Armogathe, 1977: p.13), quelle en est la cause ultime. Il y a dans cet ouvrage une sorte de quête des origines de l'inégalité, qui amène l'auteure à produire des interprétations du passé et à livrer sa vision de l'histoire.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, elle développe ainsi l'idée selon laquelle il existe une « situation de fait » établie depuis l'origine des temps : « l'homme, s'étant posé comme l'être essentiel, a évincé la femme de son système de pensée et de ses projets d'action. La femme elle-même a accepté plus ou moins cette situation qui, par l'éducation, s'est transmise de génération en génération » (Armogathe, 1977: p.13). En disant cela, elle réfute l'idée selon laquelle avant l'avènement du régime de la propriété privée, il y aurait eu un règne des femmes et que ces dernières seraient devenues « un beau jour » dépendantes des hommes (Armogathe, 1977: p.17). Selon elle, bien avant la constitution des économies capitalistes, avant même le début de la culture, il y a deux catégories humaines (les hommes et les femmes) opposées dans une lutte pour la souveraineté et l'histoire permet de comprendre « quel privilège a permis [aux hommes] d'accomplir cette volonté [de dominer] » (De Beauvoir, 1993: p.109). Cette vision de l'histoire entre certes en contradiction avec la perspective antinaturaliste revendiquée par Beauvoir – car si deux catégories humaines existent dès l'origine, alors « les sexes précèdent les genres », et donc « la nature anticipe la culture » (Chaperon, 2000: p.155) – mais elle permet à l'auteure d'affirmer la permanence de l'asservissement des femmes au patriarcat, et marque une évolution dans la façon dont les féministes appréhendent l'histoire. Certes, il existait avant Beauvoir des militantes comme Madeleine Pelletier, pour s'opposer à la théorie du matriarcat, qui, disait-elle, « enferme les femmes dans le piège de la maternité qui ne (les a) pas empêchées d'être subordonnées dans tous les temps » (Klejman et Rochefort, 1989: p.322) ; mais les théories matriarcales (on pense notamment à celles de Bachofen¹) connaissaient jusqu'alors un certain succès chez les

¹ Bachofen (1815-1887) était avocat et professeur de droit à Bâle. Il a écrit en 1861 *Le droit maternel*, où il explique que toutes les civilisations anciennes reposaient sur le matriarcat, ce qu'il appelle l'ère de la « gynocratie du droit maternel », où l'hérédité du pouvoir se transmet de mère en fille. De son vivant, ses travaux sont rejetés avant d'être redécouverts par certaines féministes modérées du début du XXe siècle : autour de 1903, un « Groupe français d'études féministes », présidé par Jeanne Oddo-Deflou, réédite son ouvrage de

féministes, en particulier les féministes du début du XX^{ème} siècle comme Cleyre Yvelin (Yvelin, 1908) ou Céline Renooz (Renooz, 1921-1933) qui cherchèrent dans le passé les traces d'un « âge d'or de la Femme » (De Beauvoir, 1993: p.122). Pour Simone de Beauvoir, il est clair qu'il n'y a pas eu d'abord des femmes libres qui, dans un second temps, auraient été opprimées : « la société a toujours été mâle » (De Beauvoir, 1993: p.122); « dès l'origine de l'humanité, leur privilège biologique a permis aux mâles de s'affirmer seuls comme sujets souverains ; ils n'ont jamais abdiqué ce privilège » (De Beauvoir, 1993: p.130).

Simone de Beauvoir, qui, lorsqu'elle écrit *Le Deuxième Sexe*, ne revendique pas d'inscription dans une tradition féministe, semble ignorer les discours critiques portés par les militantes de la première vague à l'égard de l'histoire comme récit. En effet, son affirmation selon laquelle « toute l'histoire des femmes a été faite par les hommes » (De Beauvoir, 1993: p.221) – qui relaie le discours dominant niant tout pouvoir des femmes sur les événements – n'est jamais éclairée par son corollaire selon lequel toute l'histoire des femmes a été écrite par les hommes. Seul un court passage du *Deuxième Sexe* traduit une réflexion au second degré sur l'histoire : l'auteure y regrette le fait que parmi le millier de statues à Paris, une dizaine de statues seulement aient été élevées à des femmes, et affirme : « ce n'est pas l'infériorité des femmes qui a déterminé leur insignifiance historique : c'est leur insignifiance historique qui les a vouées à l'infériorité » (De Beauvoir, 1993: p.225). Néanmoins, dans le reste de l'ouvrage, loin de souligner les biais contenus dans les images de femmes produites par les hommes, elle reprend souvent à son compte cette vision des femmes, passives, incapables de former un groupe politique autonome (De Beauvoir, 1993: p.222). En affirmant que les femmes, en tant que sexe, n'ont jamais cherché à jouer un rôle dans l'histoire, elle constate leur absence de l'histoire advenue sans interroger le fait que son propre constat est influencé par la façon dont l'histoire, ou le roman national, ont été jusqu'alors écrits et racontés.

La principale contribution de Simone de Beauvoir à la mémoire féministe ne semble donc pas être le regard qu'elle porte sur l'histoire mais davantage le fait qu'elle ait écrit des ouvrages qui se sont progressivement imposés comme de véritables « lieux de mémoire » féministes (Nora, 1993) : *Le Deuxième Sexe* devient le livre de référence pour quiconque

1861 et prône le retour au pouvoir des mères.

s'intéresse à la cause des femmes ; et les deux tomes de ses Mémoires (De Beauvoir, 1986, 2007) sont lus par plusieurs générations de militantes – notamment celles qui, n'ayant pas suivi de cursus universitaire, sont découragées par l'âpreté du discours philosophique contenu dans *Le Deuxième Sexe*. Si on considère qu'un objet devient lieu de mémoire quand des acteurs sociaux l'investissent de souvenirs et d'affects, on peut affirmer que les ouvrages de Simone de Beauvoir jouent ce rôle, à partir des années 1960, dans la mesure ils apparaissent jusqu'à aujourd'hui comme des figures récurrentes des récits autobiographiques de féministes. Dans les autobiographies publiées, dans les témoignages, dans les récits de vie réalisés, le choc associé à la découverte et à la lecture de ces ouvrages est quasi systématiquement évoqué :

« Quand est-ce que je me suis, pour la première fois, posée des questions sur le contenu de ma vie, sur ce que j'en fais réellement, en dehors de mon rôle de femme et de mère ? Je le sais : **c'est très exactement en 1949, quand parut le livre de Simone de Beauvoir.** » (Grégoire, 1976: p.183)

« J'avais lu *Les mémoires d'une jeune fille rangée*, il y était question de "Normale Sup" et d'agrégation de philo. S'il s'agissait, en allant au lycée Fénelon, de **s'engager dans la même voie que Sartre et Beauvoir, alors là, j'étais d'accord.** » (Storti, 1996: p.37)

« *Le Deuxième Sexe* m'a bouleversée en profondeur (...) livre fondateur s'il en est, [il] m'a procuré une sorte d'éblouissement. **Il a jeté une lumière crue, cruelle sur ce que j'avais vécu jusque-là,** sur les valeurs que j'avais servies, sur les contraintes que j'avais subies, sur les sacrifices que j'avais acceptés. » (Knibiehler, 2007: p.143)

Si la consécration du *Deuxième sexe* dans les années 60 contribue à faire de Simone de Beauvoir une figure majeure de la cause des femmes aux yeux du grand public, elle amène aussi les militantes féministes des années 1970 à se tourner vers elle pour en faire un relais de leur cause. Ainsi, Beauvoir « signe le manifeste des 343 femmes déclarant avoir avorté, témoigne au procès de Bobigny transformé en procès contre la pénalisation de l'avortement ; ouvre les colonnes des *Temps modernes* aux chroniques du "sexisme ordinaire" écrites par de jeunes femmes du mouvement. Elle participe à la fondation de plusieurs associations et revues : *Choisir, Questions féministes* » (Chaperon, 2000: p.374). Pour autant, ces liens intergénérationnels ne font pas d'elle une passeuse de mémoire car ce n'est finalement qu'en

relation avec les nouvelles arrivantes dans le mouvement qu'elle affirme son inscription dans la lignée féministe.

C- Les années 1970, de l'année zéro à l'émergence d'un champ d'études

« Elles devaient bien plus tard découvrir leurs “grand-mères”, qui, aux siècles passés, avaient lutté pour leur libération et celle de tant d'autres. Elles devaient souvent, aussi, retrouver leurs mères, ces chairs et ces destins unis à elles par le plus inexploré des continents : il leur fallut même apprendre que derrière l'apparente trahison de ces dernières se cachaient des batailles dont elles étaient, simplement, sorties vaincues. Mais elles furent aussi marquées par cette Histoire commune qui se tisse au sein des peuples et dont les manuels ne livrent que la surface. »
(Bernheim, 1983: p.56)

Comme cela a été évoqué précédemment, les féministes d'avant 1968, par leurs écrits ou leurs actions militantes tournées vers la conservation des traces et l'actualisation du passé, ont commencé à diffuser des lectures féministes de l'histoire et à modifier les représentations du sexe féminin. Pourtant, dans les années 1970, on assiste à des « recommencements animés par l'idée d'une histoire des femmes qui n'existe pas encore et à écrire » : la carence de transmission est réelle. Comme nous l'avons fait pour les années 30, nous allons essayer de comprendre ce qui, dans le féminisme des années 1960, explique les recommencements des années 1970. Puis, il s'agira de déconstruire l'image commune selon laquelle les militantes de la seconde vague seraient focalisées sur le présent et donc coupées du passé. Nous verrons que – sans que cela ne soit toujours théorisé ou explicité – par leurs écrits, slogans, chants et actions militantes, elles luttent, pendant toutes les années 1970, contre les silences qui touchent les femmes et participent à la diffusion d'images et d'interprétations de l'histoire. Pendant ces années, commence à se diffuser chez les militantes féministes ce qu'on choisit d'appeler « le paradigme du continent noir », c'est-à-dire une critique de l'histoire comme récit (que ce soit l'histoire scientifique ou l'histoire servant de base à l'élaboration du roman national) sous l'angle de la mise en évidence de ses « oublis », de ses « silences », de « son continent noir ».

1. L'« année zéro » ou la faiblesse de la transmission dans les années 1960

Dans les années 1960, on retrouve chez les associations féministes existantes les mêmes difficultés à recruter de nouvelles militantes que celles connues, dans les années 1930, par les organisations de la première vague. Une nouvelle génération de femmes (celle du baby-boom) arrive à l'âge adulte et les associations féministes existantes connaissent un faible renouvellement de leurs effectifs. Sylvie Chaperon raconte qu'en 1966, « l'Association française des femmes diplômées des universités se plaint, non sans humour, que le groupe de Paris “compte autant de membres que la société des pêcheurs à la ligne de Sceaux !” et appelle à multiplier les campagnes d'information auprès des étudiants afin de ne pas rester “le petit club des *happy few*” » (Chaperon, 2000: p.344). L'intérêt des anciennes pour les plus jeunes est certain – le congrès de l'UFCS de 1960 a pour thématique principale « la montée des jeunes » et *Antoinette* consacre, au début de l'année 68, un numéro spécial aux jeunes sous un titre optimiste : « Résignées, nous les filles : Non ! » (Chaperon, 2000: p.342) – mais les difficultés pour les attirer dans les associations existantes demeurent.

Certaines associations adoptent une stratégie d'effacement des aînées : à l'UFCS, par exemple, trois membres du conseil national décident en 1962 de ne pas se représenter pour laisser la place aux plus jeunes, et en 1965 cinq membres démissionnent pour les mêmes raisons (Chaperon, 2000: p.342). D'autres jouent plutôt le jeu de l'essaimage : le Mouvement jeunes femmes pense attirer les plus jeunes en leur offrant un espace propre dans lequel elles seraient dans de meilleures conditions pour évoquer les questions qui les touchent plus spécifiquement. Ainsi, à partir de 1965, le mouvement se divise en trois branches : les très jeunes femmes (moins de 35 ans), les jeunes femmes (de 35 à 45 ans) et les équipes féminines (plus de 45 ans – souvent membres depuis une quinzaine d'années). Cette stratégie n'est pas tellement plus payante que la première et le groupe des « très jeunes femmes » ne compte que 56 participantes en 1966 (contre une centaine pour les plus de 45 ans) (Chaperon, 2000: p.343). Le Mouvement démocratique féminin parvient à attirer quelques jeunes femmes : on pense notamment à Christine Delphy, ou encore à Anne Zelensky et Jacqueline Feldman qui arrivent au MDF par l'intermédiaire d'Andrée Michel (Zelensky-Tristan, 2005: p.36 ; Feldman, 2009: p.195), après lui avoir écrit pour lui dire le bien qu'elles pensaient de son livre *La condition de la Française d'aujourd'hui*. Néanmoins, ces jeunes femmes sentent une

distance entre leurs aspirations et celles des « dames du MDF » et optent rapidement pour une relative autonomisation en créant Féminin, masculin, avenir (FMA) :

« Notre FMA avait des **ambitions différentes** de celles des **dames du MDF**. Sur trois points au moins : la mixité, le féminisme et la radicalité. Comme notre sigle l'indiquait, pas question de fonctionner sans hommes, comme ces associations féminines. »
(Zelensky-Tristan, 2005: p.37).

Cela ne signifie pas qu'il n'y a aucune continuité, il est intéressant de noter par exemple que les trois générations de féministes en présence (la Ligue française pour le droit des femmes, qui représente le vieux courant suffragiste ; le Mouvement démocratique féminin, qui regroupe les femmes de gauche de la génération de la guerre, et le groupe Féminin masculin avenir, formé de jeunes féministes) partagent, à la fin des années 60, une même grille d'interprétation du passé qui leur fait tenir des discours comparables sur la Résistance et Mai 68 : « Andrée Lehmann, qui se souvient de la Libération, sait bien que *“dans tous les événements historiques, sièges, révolutions, on trouve des femmes aux côtés des hommes. Sans remonter très loin, n'étaient-elles pas dans la Résistance, avec tout le courage que cela comportait ? Mais lorsque l'orage fait place à l'arc-en-ciel que deviennent-elles ? Elles rentrent dans le rang des quasi silencieuses, elles contestent quelque fois encore, mais ne participent plus”*¹. D'inspiration plus gauchiste, FMA émet un tract en juin 1968 affirmant : *“Les femmes ont été la piétaille de toutes les révolutions ; elles en ont aussi été les dupes parce qu'elles ont fait la révolution des autres”*². Instruits par l'histoire, ces groupes ont la même volonté de ne pas la laisser se répéter. » (Chaperon, 2000: p.352). Certaines interprétations du passé semblent donc circuler d'un groupe générationnel à l'autre³. Soucieuses de valoriser leurs actions, les aînées œuvrent dans ce sens en cherchant à diffuser leurs travaux sur l'histoire des femmes et du féminisme : Marguerite Thibert (1886-1982), par exemple, au moment où elle voit émerger le Mouvement de libération des femmes des années

¹ Andrée Lehmann, Editorial, *Le Droit des femmes*, mai-juin-juillet 1968.

² Cité par Christine Delphy, « Les origines du MLF en France », *Nouvelles questions féministes*, n°16-17-18, 1991, p.141.

³ On peut noter qu'on retrouvait déjà cette critique des révolutions spoliatrices des femmes dans les travaux des féministes de la première vague comme Eliska Vincent et sa sœur Florestine Mauriceau.

soixante-dix, écrit dans un courrier à un de ses amis qu'elle souhaite republier sa thèse sur le féminisme dans le socialisme français¹.

Malgré ces efforts, le « lien vivant des générations » dans les associations féministes des années 1960 est autant ténu que fragile : il existe un décalage entre, d'une part, les aspirations des plus jeunes et d'autre part, le mode d'organisation et les thématiques auxquelles entendent se consacrer leurs aînées. On retrouve les mêmes lignes de rupture que celles déjà constatées dans les années 1940 entre les militantes de l'avant-guerre et les militantes engagées à la Libération, alors que les militantes suffragistes restaient enfermées dans une approche légaliste de la question féministe pendant que la « génération Beauvoir » commençait à s'intéresser aux questions sexuelles ou à la psychanalyse : dans les années 1960, on a d'un côté des vieilles associations comme la Ligue française pour le droit des femmes, qui adoptent une stratégie étroitement électorale qui vise à l'intégration politique, et de l'autre des groupes plus informels qui misent sur des actions plus spontanées (dans les universités par exemple) et qui s'ouvrent à des thématiques plus variées. Alors que « pour la vieille génération, l'arène de l'action se limite aux partis politiques et au Parlement », les plus jeunes, dans la foulée de Mai 68, créent des collectifs (comme les « Oreilles vertes », « Nous sommes en marche » de Censier, le « Groupe du jeudi », les « Petites Marguerites ») dans lesquels elles se consacrent principalement au partage d'expériences intimes et à la réflexion théorique (Chaperon, 2000: p.352-353). Ces groupes qui émergent partout dans les grandes villes et qui sont numériquement dominés par les filles du baby-boom sont considérés de manière variable par les associations existantes. Si certaines, comme le Mouvement jeunes femmes ou l'AFFDU, portent un regard bienveillant sur ces nouvelles arrivantes, d'autres comme les communistes de l'UFF se montrent très critiques à leur égard, les qualifiant de bourgeoises.

De manière générale, « les clivages idéologiques et générationnels se conjuguent, laissant une grande partie du mouvement des femmes des années 1960 et des vieux groupes issus du suffragisme en marge du renouveau féministe des années 1970. La fraction la plus jeune est moins hésitante à rejoindre les nouvelles venues. Entre les anciennes et la nouvelle génération militante, une sorte de partage des tâches existe : les unes s'efforcent toujours de

¹ Je remercie Françoise Thébaud de m'avoir signalé ce fait lors d'une de nos discussions.

réduire à néant le Code civil, les autres se mobilisent pour la libération de l'avortement » (Chaperon, 2000: p.363). La transmission est donc plutôt lacunaire et, dans ce contexte, l'affirmation d'une « année zéro » de la libération des femmes en octobre 1970 est peu surprenante¹. Elle traduit une ignorance, de la part des nouvelles arrivantes dans le mouvement, des écrits et des actions menées par leurs prédécesseur-e-s.

Un épisode raconté par Sylvie Chaperon atteste des déficiences de la transmission : « Après la mort d'Andrée Lehmann, en janvier 1971, Irène de Lipkowski prend la présidence de la Ligue française pour le droit des femmes. Une de ses premières tâches sera de protester auprès d'Anne Zelensky et de Simone de Beauvoir, qui viennent de fonder une Ligue du droit des femmes ; elles ne savaient pas qu'il en existait déjà une depuis la fin du siècle dernier » (Chaperon, 2000: p.375). Les jeunes générations recommencent ce que les anciennes ont déjà accompli faute de connaître leurs actions. Et Simone de Beauvoir, jusqu'alors non insérée dans des collectifs militants, ne semble pas plus informée qu'elles. *A posteriori*, les militantes des années 1970 sont maintes fois revenues sur cette ignorance qui les caractérisait pendant les premières années de leur engagement.

« On n'a même pas l'impression que d'autres femmes se sont battues avant nous par exemple pour avoir le droit de vote. C'est-à-dire moi par exemple je me suis rendue compte tout d'un coup qu'on avait eu le droit de vote qu'en 45 et je me suis dit "mais c'est quand même extraordinaire, qu'est-ce qu'elles faisaient avant nos mères, nos grand-mères ? Comment ça se passait dans la société pour que ça soit une société où les femmes ne votaient pas ?" (...) Je me suis dit à ce moment-là on nous a élevées dans une ignorance totale de l'histoire des femmes (...) Entre les femmes qui se battaient avant la guerre de 40 disons et nous, il y a eu une espèce de silence sur l'histoire des femmes et ça c'est une chose qu'on découvre tout le temps sur l'histoire des femmes, c'est-à-dire que les femmes font des choses puis tout se tait, plus personne ne le sait et puis il faut revenir et rappeler que ces choses ont été faites. » (Cathy Bernheim, dans *La Fabrique de l'histoire*, à l'occasion d'une série d'émissions consacrées au « Culte des grands hommes » du 19 octobre 2009 au 22 octobre 2009)

¹ Il est fait référence ici à la parution, à l'automne 1970, d'un numéro spécial de la revue *Partisans*, dirigé par des féministes et intitulé « Libération des Femmes, Année Zéro ».

« “Année zéro” ? Vraiment ? Il n’y avait pas d’historiennes dans le groupe qui prépara le numéro spécial de *Partisans*. N’empêche : **nous avons encore le rouge au front en pensant à notre ignorance de l’histoire de toutes celles qui, des années, parfois des décennies, parfois des siècles avant nous, s’étaient battues** pour changer le sort des femmes dans la culture, dans l’idée qu’elles se faisaient d’elles-mêmes comme êtres doués de raison, d’activité et de droits. » (Bernheim, Picq, Kandel et al., 2009: p.43)

Certaines, comme les membres de FMA, qui étaient alors un peu plus âgées que les autres et qui avaient côtoyé des anciennes militantes comme Madeleine Guilbert, Marguerite Thibert, Colette Audry, Andrée Michel, au sein du Mouvement démocratique féminin, affirment qu’elles connaissaient, au moins superficiellement, quelques figures du féminisme passé. Il est probable effectivement qu’elles aient pu échanger sur cette histoire avec les militantes du MDF ou qu’elles aient lu leurs ouvrages (Thibert, 1926 ; Michel et Texier, 1964 ; Sullerot, 1965 ; Guilbert, 1966 ; Sullerot, 1966), dans lesquels sont toujours évoquées, plus ou moins rapidement, les luttes féministes de la fin du XIX^{ème} siècle :

« Année zéro. **Nous croyions qu’il n’y avait rien avant nous. Que nous allions tout inventer.** Nous aussi, nous tombions dans le panneau. **Le syndrome de l’opprimée “sans passé”.** Pas toutes. A FMA, nous nous réclamions des ancêtres, **ne fut-ce que les fameuses suffragettes.** Je les évoquais souvent dans mon musée imaginaire, **ces petites dames à parapluie** qui avaient pris des risques considérables pour nous obtenir ce satané droit de vote. » (Zelensky-Tristan, 2005: p.51)

La faiblesse des liens entre les générations, la superficialité des connaissances en histoire des femmes et du féminisme des jeunes militantes, ainsi que l’enthousiasme qui accompagne le sentiment d’accomplir un geste nouveau sont autant de facteurs qui peuvent expliquer l’affirmation de l’année zéro.

2. Des connaissances superficielles mais des rappels du passé réguliers dans les actions et écrits militants des années 1970

Si la parution, à l’automne 1970, d’un numéro spécial de la revue *Partisans*, intitulé « Libération des Femmes, Année Zéro », témoigne certainement de la faiblesse des processus de transmission intergénérationnelle dans le mouvement des années 60, elle ne peut pas être analysée comme la preuve d’un désintérêt des militantes de la seconde vague pour l’histoire.

Elle traduit certes une ignorance, mais il serait abusif de considérer que dans un geste de libération radicale les jeunes militantes féministes souhaitent « faire table rase » de ce qui les a précédées et se concentrer exclusivement sur le présent¹ : très tôt les actions militantes, les chants et les slogans contiennent des images ou des figures du passé susceptibles d'alimenter l'imaginaire militant.

Un des premiers textes, publié en mai 1970 par des militantes du MLF en devenir, manifeste déjà une volonté de penser la condition des femmes sur la longue durée et de se servir de cette histoire pour justifier la lutte présente. La focalisation *a posteriori* des analystes et commentateurs sur l'expression « année zéro » a contribué à donner aux féministes de la seconde vague l'image de militantes radicalement déconnectées de l'histoire des femmes et du féminisme : les auteures de ce texte (certes étudiantes, intellectuelles et écrivaines) évoquent pourtant quelques étapes importantes de la conquête des droits, rappellent les combats des femmes en 1789, 1848 et 1870² et mentionnent même les noms de quelques féministes du passé.

« Nous les femmes **nous sommes vraiment les serves de l'Histoire**. Aussi loin qu'on remonte dans le passé, c'est assujetties, sous tutelle, en dépendance que nous nous rencontrons. **Femmes à genoux, enchaînées à leurs wagonnets dans les mines du XIXème siècle**, sous tutelle des pères et des maris. **Jusqu'en 1965 nous avons besoin de l'autorisation de nos maris pour travailler** (...) Depuis quand nous taisons-nous ? Ce sont pourtant **nous, les femmes de Paris, les femmes de la Halle, qui criions le plus fort au début de la Révolution française**, c'est nous que les historiens bourgeois désignent par le nom de populace, nous qui, aux cris de "Nous voulons du pain, la boulangère, le boulanger, le petit mitron" avons commencé la première révolution de ce pays (...) Nous disions pourtant fièrement **par la voix d'Olympe de Gouges** en 1791 : "Nous avons le droit de monter à la tribune puisque nous avons celui de monter

¹ En participant aux événements de 68, certaines militantes, qui pressentaient le caractère historique de ce qu'elles vivaient, ont pris conscience, à cette occasion, de leur propre inscription dans l'histoire. Nous reviendrons dans le chapitre 2 sur le rôle de 68 dans la conversion de quelques militantes à l'histoire, et plus généralement, sur l'influence de ce contexte sur l'émergence du champ de l'histoire des femmes et du genre.

² On peut supposer que les ouvrages d'Edith Thomas sur *Les femmes de 1848* (paru en 1948) et sur *Les Pétroleuses* (paru en 1963) ont facilité leur connaissance du sujet. Elles citent également *La Condition de la Française d'aujourd'hui* d'Andrée Michel et Geneviève Texier (Michel et Texier, 1964).

à l'échafaud." Nous avons constitué avec **Pauline Léon** des légions de citoyennes, avec **Claire-Rose Lacombe** des unions de républicaines révolutionnaires (...) Nous croyions fermement que la Révolution allait nous libérer (...) **En 1848, la même histoire recommence.** La fraction au pouvoir – chauviniste – fait une répression systématique sur les militantes féministes et les met en prison ; elle nous interdit l'accès aux clubs politiques, dissout les clubs féminins et nous interdit de paraître et de parler en public. **Nous étions bien absentes quand, pour la question de notre droit au vote, il s'agissait de savoir à qui nous devons être assimilées :** aux aliénés, aux condamnés de droit commun, aux faillis ou bien aux mineurs de moins de vingt ans. **A la Commune, pourtant nous étions de nouveau debout :** sur les barricades (...) **En 1914,** nous découvrons brusquement, dans les affres de cette guerre impérialiste, le pouvoir politique que nous confère la maternité. **Groupées en union de femmes, nous faisons la grève de la production d'enfants.** Nous unir. Nous rassembler. Nous unir. Dès le début, les premières d'entre nous insistaient sur cette nécessité. **Flora Tristan,** qui allait d'usine en usine pour convaincre les travailleurs de constituer des unions, demandait aux travailleurs de se lier aux femmes. **Jeanne Deroin,** quelques années plus tard, fait le même travail politique d'union des travailleurs et des travailleuses (...). » (Extrait d'un article intitulé « Combat pour la libération de la femme », de Monique Wittig, Gille Wittig, Marcia Rothenburg et Margaret Stephenson, paru dans *l'Idiot international*, en mai 1970 : (Bernheim, Picq, Kandel et al., 2009: p.p.16-36))

Par l'utilisation de l'expression « les premières d'entre nous », ou simplement par l'usage du pronom « nous » pour parler des féministes du passé, les auteures de ce texte signifient leur inscription dans une lignée féministe. En revendiquant une historicité, elles entendent acquérir la légitimité et l'autorité qui leur est niée.

C'est d'ailleurs dans cette même démarche d'appropriation d'un héritage et de légitimation que s'inscrivent les pratiques qui consistent soit à appeler un groupe ou un lieu de réunion du nom d'une femme célèbre, soit à signer des textes avec des pseudonymes tirés de l'histoire des femmes et du féminisme. On pense par exemple, au Cercle Dmitrieff, qui se réunit de 1970 à 1975, et qui est baptisé ainsi en hommage à Elisabeth Dmitrieff, une organisatrice de l'Union des femmes pour la défense de Paris pendant la Commune. Le local du 13 rue des Cannelles dans le sixième arrondissement de Paris, dans lequel se réunissent des militantes du MLF, est appelé le « local Louise Michel » (voir la 4^e de couverture du 2^e numéro du *Torchon brûlé*). Autre exemple : Anne Zelensky signe ses textes, en particulier son

premier récit autobiographique, du pseudonyme Anne Tristan en référence à Flora Tristan, et Annie Sugier signe Annie Pisan, en référence à Christine de Pisan.

Cette pratique de signature reste minoritaire : il est plus courant de voir des textes non signés ou signés de pseudonymes inventés¹. Après 68, et jusqu'au début des années 1980, la mise en avant de « grandes femmes », de « femmes exceptionnelles » entre en contradiction avec à la fois le refus de la hiérarchie et la nécessité, affirmée pendant les événements, de rendre visibles les anonymes et de privilégier les collectifs. Dans les slogans, chants et actions, les figures du passé célébrées sont donc surtout collectives. Michelle Zancarini-Fournel, qui s'est intéressée aux provocations et violences symboliques des femmes dans les manifestations des "années 68", met en évidence la présence de trois collectifs de femmes particulièrement présents dans l'imaginaire du MLF des années soixante-dix : les sorcières, les Tricoteuses de la Révolution française et les Pétroleuses de la Commune de Paris (Zancarini-Fournel, 2005b). Les sorcières sont mobilisées à plusieurs reprises par les féministes : en juin 1971, est organisé à Paris un « bal des Sorcières » ; en 1976, Xavière Gauthier fonde une revue baptisée *Sorcières : Les femmes vivent* (Goldblum, 2009) ; et en mai 1978, un collectif de femmes ouvre une librairie appelée « Carabosses ». En s'identifiant à ces femmes traquées par l'Eglise, les militantes se présentent comme des marginales, injustement attaquées par les tenants de l'ordre. Au travers elles, elles affirment la dimension subversive de leur propre positionnement. La richesse de l'imagerie associée aux sorcières rend l'usage de cette figure aisée.

¹ Ce faisant, elles mettent en application la maxime de Monique Wittig, tirée des *Guérillères* (1969), qui dit : « Fais un effort pour te souvenir. Ou, à défaut, invente ». (Wittig, 1993, 1ère ed. 1969). Cette phrase traduit l'idée selon laquelle il faut inventer l'histoire si celle-ci n'a pas su rendre compte du rôle des femmes et valoriser certaines d'entre elles. Par ailleurs, ce point montre que la question de la postérité et celle du travail des futur-e-s historien-nes ne semblent pas avoir été envisagées. Cela vient relativiser l'affirmation d'une prise de conscience autour de la nécessité de conserver des traces.

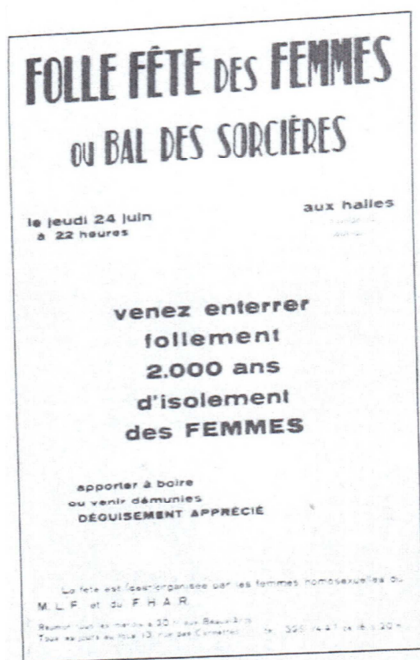


Figure 7 : À gauche : Folle fête des femmes, 32x49, 1971, Paris (La Gaffiche, 1984: p.20). À droite : Poster de soutien à la librairie Carabosses (dessin de Christine Mian), 52x42, 1979, Paris (La Gaffiche, 1984: p.116)

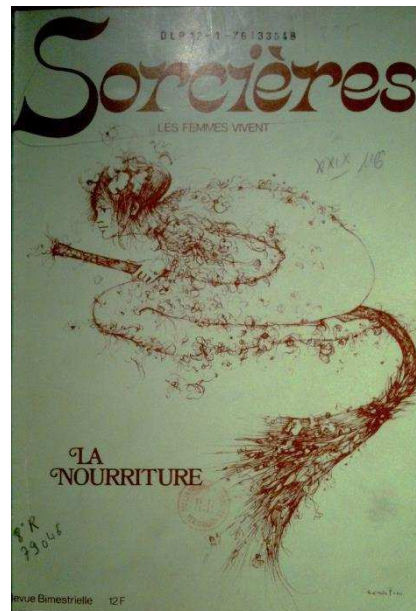


Figure 8 : Couverture du premier numéro de la revue bimestrielle Sorcières, paru en 1976 aux éditions Albatros

Dans le premier numéro de la revue *Sorcières* (en photo ci-dessus), Xavière Gauthier, explicite les fondements de l'identification aux sorcières :

Marion Charpenel – « “Le privé est politique !”. Sociologie des mémoires féministes en France » – Thèse pour l'obtention du doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2014

« Comme les sorcières, brûlées par l’Eglise, au bénéfice de la Médecine, des milliers de femmes, ici et maintenant, ont été tuées ou mutilées par l’appareil répressif de l’Ordre des prêtres et de l’Ordre des médecins¹. **Comme les sorcières, elles sont mortes dans la réprobation générale, lapidées par la société.** Et pourquoi ? Parce qu’elles avaient osé vivre leur corps, vivre leur sexualité, sentir librement leur corps, parce qu’elles avaient osé jouir. » (*Gauthier, 1976: p.3*)

Il importe moins aux féministes de connaître dans le détail l’histoire des sorcières qu’à travers elles, de formuler une critique des normes imposées aux femmes et d’affirmer leur liberté de vivre comme elles l’entendent (d’où le sous-titre de la revue : « Les femmes vivent »). L’aveu contenu en fin d’article rend compte d’ailleurs de l’ignorance dans laquelle se font ces usages politiques du passé :

« C’est, certes, une façon, la mienne, de voir les sorcières. **A partir de menus éléments d’histoire et de légende,** à partir de ce mot : sorcières, je dérive, je rêve, je délire, je désire. Si je le propose comme titre de revue, c’est qu’il m’a semblé que ce mot résonnait aussi très fort en beaucoup d’autres femmes (...) Je propose ici *Sorcières* comme un **point d’ancrage historique, immense révolte politique du passé,** sans doute, mais aussi et surtout comme **un mouvement présent essentiellement tourné vers l’avenir.** » (*Gauthier, 1976: p.5*)

Dans la dédicace d’un recueil de chansons féministes élaboré par le groupe fondateur de la librairie (Les Carabosses)², l’association entre les sorcières, Chiang Ching (actrice chinoise, dernière femme de Mao Zedong, et une des artisanes de la Révolution culturelle) et les femmes consacrant leur vie à la chanson, traduit la liberté avec laquelle ces figures de sorcières sont mobilisées et la fluidité des significations qu’elles expriment :

« Chiang Ching et **d’autres sorcières** qui dédièrent leur vie à la chanson populaire »
(Grif, 1978 ; Zancarini-Fournel, 2005b: p.263)

¹ Il semblerait qu’elle fasse référence ici aux femmes ayant vécu des avortements clandestins.

² Il s’agit du groupe des femmes du XIe. Eliane Viennot, qui mènera plus tard une carrière universitaire et qui consacrera ses travaux de recherches aux femmes de pouvoir au XVIe siècle, est membre de ce groupe et a été directement impliquée dans la fondation de la librairie. Le fait que ce groupe ait entrepris de constituer ce recueil de chansons féministes témoigne d’une volonté de conserver des traces de l’activité militante.

Les autres collectifs de femmes mis en avant pendant ces années sont deux figures collectives de la violence révolutionnaire : les Tricoteuses¹ et les Pétroleuses². Les premières sont évoquées dans une chanson (*La Jeune Garde*), inventée après le 1^{er} mai 1976, date à laquelle des féministes sont violemment prises à partie par le service d'ordre de la CGT³ :

« **Nous sommes les tricoteuses** (sic) et comme le dit la CGT, c'est grâce à nos aiguilles que le 1^{er} mai on est passées. » (Zancarini-Fournel, 2005b: p.256 et 263)

Les aiguilles à tricoter, qui peuvent être vues comme des symboles de la lutte pour la libéralisation de l'avortement⁴, permettent de faire le lien entre les militantes des années 1970 et ces femmes, qui, pendant la Révolution, assistaient en tricotant aux séances de la Convention, des assemblées populaires et du Tribunal révolutionnaire⁵. Dominique Godineau a montré qu'à partir de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les usages du terme « tricoteuses » ont contribué à forger une autre image de ces femmes : elles sont devenues, dans l'imaginaire collectif, des « furies de la guillotine » qui encourageaient de la voix et du geste la mise à mort (Godineau, 1995). Ce mythe antirévolutionnaire a été utilisé par les misogynes pour discréditer la participation des femmes à la sphère politique. Les féministes

¹ Les Tricoteuses sont des femmes qui, pendant la Révolution française, assistaient aux délibérations de l'Assemblée en tricotant.

² Le terme de « Pétroleuses » est inventé en mai 1871 pour désigner les femmes de la Commune accusées d'avoir incendié Paris à l'arrivée des Versaillais.

³ A propos de cette altercation et de son contexte, voir le chapitre 3 de cette thèse.

⁴ Michelle Zancarini-Fournel, lors d'une intervention au séminaire « Genre, féminismes et mobilisations collectives », à l'EHESS, le 24 janvier 2014, réfute cette interprétation selon laquelle il s'agirait d'une référence à la lutte pour la libéralisation de l'avortement. Elle y voit plutôt une référence au rite des épingles, tel qu'il est décrit par Yvonne Verdier, dans *Façons de dire, Façons de faire*, qui montre que l'apprentissage de la féminité passe par la couture (Verdier, 1997). La discussion que j'ai eue avec Michelle Zancarini-Fournel sur cette question m'a amenée à formuler l'hypothèse selon laquelle nos différentes interprétations de cette chanson sont peut-être la conséquence de nos ancrages générationnels respectifs : pour ma génération, qui a bénéficié du récit vivant des luttes pour l'avortement, il est probable que cet épisode du passé ait relayé au second plan, dans nos mémoires, les images de Tricoteuses de la Révolution ou de femmes se transmettant leurs savoirs-coudre.

⁵ Dans un texte publié dans le *Sexisme ordinaire*, ouvrage préfacé par Simone de Beauvoir et qui reprend en grande partie les *Chroniques du sexisme ordinaire* parues dans les *Temps modernes*, entre décembre 1973 et novembre 1978, un lien entre les Tricoteuses et les sorcières est subtilement établi au travers de la phrase : « En somme, en ce 1^{er} mai 1976, **armées d'aiguilles** (et de préméditation), **nous avons jeté un sort** à la lutte des classes.... » (De Beauvoir, 1979: p.192).

des années 1970 entendent donc se le réapproprié dans un geste classique de retournement du stigmaté.

Les détournements de chants révolutionnaires, comme *La Carmagnole* ou *Ça ira*, marquent la présence, sous d'autres formes, de la Révolution française dans l'imaginaire des militantes féministes des années soixante-dix. Un groupe de militantes monte même une pièce de théâtre intitulée *La Carmagnole* (voir l'affiche ci-dessous) dans laquelle elles s'attachent, comme l'avait fait Simone de Beauvoir avant elles dans *Le Deuxième Sexe*, à « ridiculiser les mythes misogynes issus de la nuit des temps » (La Gaffiche, 1984: p.99).



Figure 9 : La Carmagnole (dessin de Danielle), 44x59.5, 1976, Paris (La Gaffiche, 1984: p.93).

Une des adaptations chantées de *La Carmagnole*, intitulée *La Carmagnole des Femmes* et composée en 1971, fait le lien entre les deux traditions révolutionnaires, en associant la musique créée en 1792 au moment de la chute de la monarchie, à un texte sur la Commune de Paris (Zancarini-Fournel, 2005b: p.255) :

« **Sous la Commune de Paris, les Pétroleuses avaient surgi.** En les voyant lutter les bourgeois ont tremblé. Elles nous montrent la voie. Vive le son (bis) Vive le son de l'explosion. » (Zancarini-Fournel, 2005b: p.255)

Le centenaire de la Commune de Paris a fait l'objet de diverses manifestations d'extrême gauche pendant toute l'année 1971. Comme l'atteste cette chanson composée à l'occasion, les féministes s'en emparent également. Selon Françoise Picq, l'énergie mise par les militantes dans la commémoration de cet épisode tient au fait qu'il entre en cohérence avec leur projet révolutionnaire tout en ayant une image plus acceptable que les autres révolutions françaises : « celle de 1789 a été "récupérée", nationalisée, au point de devenir l'acte fondateur du pouvoir en place. Celle de 1848 laisse un goût amer de contradictions insurmontées, insurmontables ». La révolution de 1870 a l'avantage d'avoir « été écrasée avant d'avoir vu son utopie sombrer dans les compromissions du pouvoir réel, avant d'avoir connu la victoire des uns sur les autres » (Picq, 2011: p.61). De plus, le rôle qu'y ont joué les femmes, en allant par exemple donner l'alerte le 18 mars 1871, empêchant l'armée des Versaillais de récupérer les canons de Montmartre, rend sa célébration par les féministes d'autant plus aisée.

La référence aux Pétroleuses dans la chanson citée ci-dessus est encore un exemple de retournement de stigmat, comme c'était déjà le cas pour les Tricoteuses. Le terme est inventé en mai 1871 pour désigner les femmes de la Commune accusées d'avoir incendié Paris à l'arrivée des Versaillais. Il repose sur une déformation de l'histoire, les historiens spécialistes de cette période ayant montré qu'aucune femme n'avait été à l'origine d'incendies volontaires dans Paris pendant la Commune. C'est « la violence des Communardes, verbale et politique essentiellement, qui les fit qualifier "d'hystériques" » (Zancarini-Fournel, 2005b: p.254) et c'est surtout la crainte suscitée par l'engagement des femmes dans cette révolution qui contribua à populariser l'image de la Pétroleuse armée de sa torche et de son bidon d'essence. Il s'agit donc pour les militantes féministes de reprendre à leur compte cette figure pour revendiquer de manière symbolique la violence que l'on reprochait à ces femmes de 1870-71. Mais c'est dans un esprit festif et non violent (dans la lignée de l'orientation prise par le mouvement entre 1970 et 1975) qu'un rassemblement en souvenir des Communardes est organisé à Issy-les-Moulineaux, le 28 mars 1971. Les femmes sont incitées à venir, dans un square, avec leurs enfants, autour de jeux et de nourriture (voir tract et affiche ci-dessous).



Figure 10 : Femmes de Paris, en avant, 51x67, 28 mars 1971, Paris (La Gaffiche, 1984: p.16)

Le tract ci-dessous met en page un document d'archives, début de l'*Appel des femmes patriotes de Montrouge et de Belleville* de 1871. On y retrouve un usage de l'histoire proche de ceux déjà mis en évidence dans l'évocation de la première vague : il s'agit, au travers de phrases comme « les femmes prenant les fusils » ainsi que « les femmes prenant la parole » écrites en caractères gras, de fournir au public féminin des modèles de femmes protagonistes de l'histoire. En affirmant que, dans le passé, des femmes ont su, par la force et par la verve, influencer sur le cours de l'histoire, elles « justifient l'intervention des femmes dans l'espace public » (Zancarini-Fournel, 2005b: p.255) et invitent ces dernières à rejoindre le mouvement.

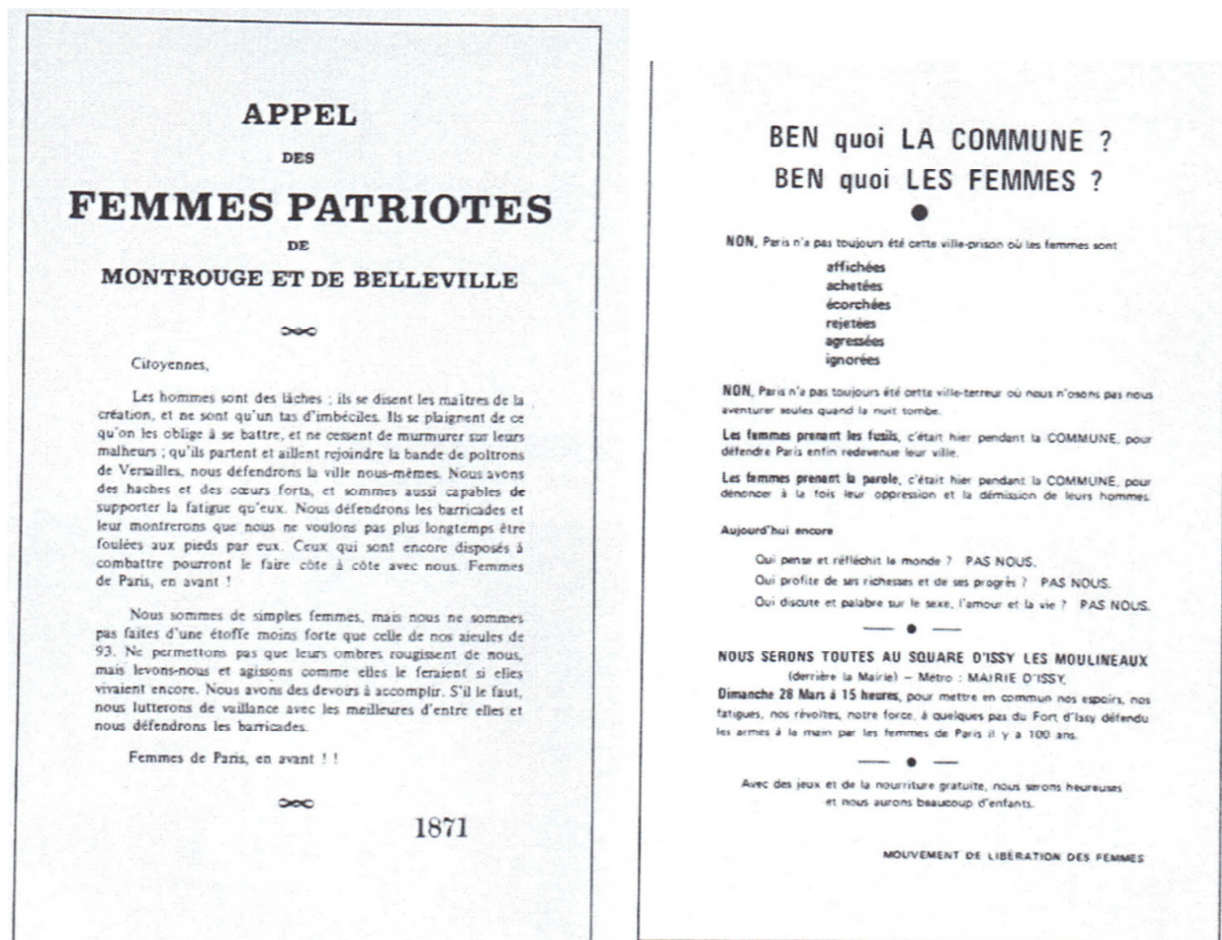


Figure 11 : Tract appelant à la manifestation du 28 mars 1971 à Issy-les-Moulineaux (La Gaffiche, 1984: p.15)

Si les militantes féministes s'intéressent à ces prédécesseur-e-s que sont les Tricoteuses et les Pétroleuses, c'est pour accroître leur crédibilité et donc leur capacité de mobilisation. Elles montrent que leur lutte s'inscrit dans une histoire, à la suite d'autres luttes qui, en leur temps, ont déjà donné lieu à des avancées. Elles veulent aussi faire preuve d'« intelligibilité » : comme l'explique Geneviève Fraisse, « le féminisme apparaît comme un désordre, une passion, une hystérie, rarement comme un engagement raisonné dans l'espace politique. Le féminisme relève de l'humeur et non de la réflexion, tel est l'habituel commentaire des contemporains d'un mouvement féministe. Le pari [est] de retrouver le sens, la logique, les raisons et les fondements de l'acte féministe dans l'histoire. Retrouver l'histoire [est] nécessairement retrouver le sens » (Fraisse, 2010b: p.23). Il s'agit de s'appuyer sur l'histoire des luttes des femmes, pensées comme des origines, pour comprendre la signification de l'engagement actuel.

3. Le paradigme du « continent noir »

« *L'homme est le passé des femmes.* »
Slogan inscrit sur une banderole le 1^e mai 1976,
(Annie-Elm, Catherine Crachat, Cathy et al., 1976: p.2187)

Nous venons de voir, au travers de différents usages politiques du passé réalisés par les militantes des années 1970, que l'histoire peut-être une arme critique : garante d'autorité, de crédibilité mais aussi d'intelligibilité, elle permet aux militantes d'asseoir leur position subversive dans l'espace social contemporain et de justifier la nécessité de leur lutte.

Arme critique donc, mais aussi rapidement objet de la critique. Les féministes de la seconde vague s'engagent dès 1970, comme leurs aînées, et sans connaître leurs constats antérieurs, dans une réflexion sur la façon dont l'histoire est écrite ou, plus précisément, dans une critique de la façon dont le roman national est élaboré. Ainsi, s'affirme ce qu'on appelle le paradigme du « continent noir », qui consiste à appréhender l'histoire (comme récit) sous l'angle de la mise en évidence de ses « silences » et de ses « oublis »¹. Cette rhétorique, qui met l'accent sur l'absence des femmes dans l'histoire, oriente fortement le rapport des féministes à la mémoire : le rappel du passé est pensé comme une réponse à l'occultation des femmes. En cela, et même si l'idée de tirer des leçons de l'histoire n'en est pas absente, il se distingue d'autres devoirs de mémoire – portés par d'autres groupes sociaux, à propos d'événements différents – qui répondent, par exemple, à une exigence morale (se souvenir pour éviter la reproduction du pire, comme dans le cas du génocide juif) ou à une volonté de justice (se souvenir pour empêcher l'impunité des bourreaux, en situations post-confliktuelles par exemple). Le devoir de mémoire féministe est le corollaire d'une lutte contre l'invisibilité.

Ce que nous désignons par le « paradigme du continent noir » tire son nom de *L'Hymne des femmes*², aussi appelé *Hymne du MLF*, et écrit par le groupe Les petites Marguerites, qui pose, dès sa première strophe, le constat de l'absence des femmes dans l'histoire :

¹ En cela, elles devancent les discours publics sur la mémoire des années 1980 et 1990 qui présentent l'oubli comme une forme de pathologie sociale.

² Ce chant est composé sur l'air du *Chant des marais* (*Chansons féministes. Anthologie*,

« Nous qui sommes sans passé, les femmes. Nous qui n'avons pas d'histoire. Depuis la nuit des temps, les femmes. Nous sommes le continent noir. Refrain : Levons-nous femmes esclaves. Et brisons nos entraves. Debout, debout, debout ! »
(Extrait de l'Hymne des femmes)

Un des événements fondateurs¹ de la seconde vague féministe – le dépôt d'une gerbe à la femme du soldat inconnu – se présente comme une illustration parfaite de ce paradigme, exprimant de plusieurs façons cette critique du récit national. En effet, le 26 août 1970, à l'occasion du cinquantième anniversaire du suffrage féminin aux Etats-Unis, et en écho à une grève de femmes organisée à cette occasion par les Américaines, neuf militantes² déposent une gerbe à la femme du soldat inconnu, sous l'Arc de triomphe. Elles portent des banderoles avec les slogans : « Il y a plus inconnu que le soldat inconnu, sa femme » et « un homme sur deux est une femme ». Elles se font rapidement encercler par la police mais l'événement contribue à médiatiser ce qui commence à être nommé par les médias le « Mouvement de libération de la femme » (Pavard, 2010: p.323 ; Picq, 2011: p.20). La critique du roman national se situe à un double niveau. D'abord, dans la forme de l'action : l'humour contenu dans les slogans tourne en ridicule une « des pièces les plus normées du répertoire commémoratif » (Latté, 2009: p.120) et ainsi suggère qu'un autre regard sur l'histoire est possible (y compris sur un épisode de l'histoire aussi grave qu'une guerre). La critique passe également par le contenu de cette action : en évoquant la femme du soldat inconnu, les militantes soulignent l'absence des femmes de l'histoire de France telle qu'elle est racontée, et annuellement commémorée, depuis des décennies. Le fait que ce soit une anonyme mise en avant, comme représentante de toutes les femmes oubliées de l'histoire, entre en cohérence avec le constat précédemment énoncé selon lequel, dans les années 1970, contrairement au moment de la première vague féministe, les « femmes exceptionnelles » sont moins célébrées, au profit des groupes et des « sans voix ». Enfin, on peut également voir dans le choix de la date, le jour du cinquantenaire du suffrage féminin aux Etats-Unis, une remise en cause d'une

histoire subjective, 1970-1980, 1981 ; Zancarini-Fournel, 2005b: p.249).

¹ Le fait que cet événement puisse ou non être considéré comme « fondateur » fait l'objet de débats au sein de l'espace de la cause des femmes actuel. Cette question sera plus amplement discutée dans le chapitre 4 de cette thèse.

² Cette action est immortalisée par un-e photographe anonyme (Deudon, 2003: p.5). On y distingue par ordre alphabétique : Cathy Bernheim, Monique Bourroux, Frédérique Daber, Christine Delphy, Emmanuelle de Lesseps, Christiane Rochefort, Janine Sert, Monique Wittig, Anne Zelensky.

histoire trop contrainte par le cadre national et un plaidoyer indirect pour une internationalisation non seulement des luttes, mais aussi du regard que l'on porte sur l'histoire.

L'absence des femmes dans l'histoire, ainsi que l'appropriation du récit historique par les hommes, apparaît comme un thème récurrent des textes, slogans ou actions féministes des années 1970. Les extraits suivants d'un texte de Rose Prudence (pseudonyme utilisé par Liliane Kandel pour signer ses textes dans les « Chroniques du sexisme ordinaire », parus dans les *Temps modernes* entre 1973 et 1979) traduisent bien cette vision de l'histoire, partagée par nombre de féministes de l'époque, et que l'on identifie comme le paradigme du « continent noir ». Rose Prudence, à propos d'un article de Carroll Smith-Rosenberg intitulé « Amour et rites : le monde des femmes dans l'Amérique du XIX^e siècle », écrit :

« Comme le labeur quotidien des femmes, leurs amitiés, leurs sentiments, les relations qui existaient entre elles, leurs amours sont restés strictement INVISIBLES¹. Parce que ce sont des femmes et que tout ce qui touche aux femmes dans nos sociétés est frappé du sceau de l'inexistence et de la non-valeur, de l'absence d'identité et de reconnaissance sociale ? Assurément (...) Sur cette toile de fond d'amours multiples, de sentiments quotidiens et de passions dévastatrices, de recettes de cuisine et d'affections infinies, “joies et drames, gestes insignifiants au regard de l'Histoire, écume dispersée de vies sans souvenirs”, par-dessus ces *histoires de bonnes femmes*, les hommes allaient bientôt inscrire leur Histoire, guerres d'Indépendance et de Sécession, proclamations et Constitutions, conquête et partage des territoires (nos ancêtres les Hommes avaient-ils, eux aussi, l'œil bleu, le cheveu blond et l'allure conquérante ?). Des femmes tentaient pourtant au même moment de faire elles-mêmes, de parler et d'inscrire publiquement *leur (notre) histoire, celles de leurs vies ; de leurs luttes et de leurs révoltes* (...) Les unes ont lutté aux côtés des hommes contre l'esclavage (des Noirs). Puis, elles ont continué, sans eux, la lutte contre l'esclavage des femmes. Les autres vivaient, paisiblement en apparence, aux côtés des hommes, tenaient leur intérieur, préparaient leurs repas (...) **L'Histoire a vite fait d'enterrer les secondes, de gommer les premières. L'Histoire ? Celle des guerres, des conquêtes, des massacres, des Constitutions et des Institutions. Une Histoire où les femmes, asservies ou non, en lutte ouverte ou**

¹ En capitale dans le texte original.

en résistance quotidienne, n'ont qu'une seule place : celle qui leur a été assignée, une fois pour toutes, par les maîtres et en fonction d'eux. Il nous reste à découvrir, ou redécouvrir, et à comprendre l'histoire des unes et des autres et, à travers elle, notre histoire à chacune, celle de nos révoltes et défaites quotidiennes, et de nos engagements collectifs. Ce sont le plus souvent, pour elles et pour nous, des histoires d'amour. » (Kandel, 1979: p.311-315)

Comme dans cette citation, la dénonciation des silences et des oublis de l'histoire s'accompagne toujours d'une invitation, à l'adresse des femmes et des féministes, à prendre en charge le récit du passé des femmes. Catherine Crachat, pseudonyme utilisé par Cathy Bernheim pour signer ses textes dans les « Chroniques du sexisme ordinaire », évoque la façon dont le récit historique se verrait radicalement transformé s'il était écrit par des femmes :

« L'Histoire des femmes, on le sait, est chose si peu sérieuse qu'il lui arrive bien souvent de commencer comme les contes de fées par "il était une fois...". Du moins était-ce ainsi **jusqu'à ce qu'elles se racontent elles-mêmes leur histoire** – se la fabriquent même un peu en passant – et **décident que désormais, tout commencerait par : "Elles étaient une fois..."** » (Bernheim, 1979: p.151)

La prise en charge par les femmes, et en particulier les féministes, de l'écriture de l'histoire va se solder à partir de la deuxième moitié des années 70 par le développement d'un champ de recherche à part entière, auquel le chapitre 2 de cette thèse est en partie consacré.

Selon nous, le paradigme du « continent noir » explique en partie la diversité des références au passé mobilisées par les féministes de la première et de la deuxième vague. Ce qui importe, en première instance, est de visibiliser les femmes dans l'histoire. Certes, les féministes ou les « femmes exceptionnelles », qui par leurs trajectoires mettent à mal la prétendue infériorité des femmes, sont privilégiées mais elles ne sont pas les seules dont les féministes construisent le souvenir. Ces dernières s'intéressent aussi aux anonymes qui, au quotidien, ont aussi été des actrices de leur époque, et donc de l'histoire. En témoignent par exemple les articles sur les paysannes ou les prostituées de la rubrique « Au temps en emportent les femmes » de *La revue d'en face*.

Notons pour finir que tous les collectifs féministes des années 1970 n'accordent pas la même importance à l'histoire. Pour le courant différencialiste¹, « il s'agit d'affirmer la réalité positive spécifique des femmes, de chercher une "essence" féminine articulée à leur corps, et donc de se tourner vers [la psychanalyse], ou, en quête d'une écriture féminine, vers la linguistique ou les études littéraires. Seules les féministes qui dans la lignée de Simone de Beauvoir s'opposent à l'idée d'une "nature féminine", pour défendre celle de la construction sociale de la différence des sexes, peuvent s'adresser à l'histoire » (Thébaud, 2007: p.52). Le rapport complexe à l'histoire, et au passé en général, qu'entretiennent les tenantes du différencialisme sera analysé en détails dans le chapitre 4 de cette thèse.

Conclusion de chapitre

En relisant l'histoire des féminismes sous l'angle du rapport au passé, on observe que selon les périodes, en fonction des contextes sociaux – longtemps peu favorables à la prise en charge du récit du passé par les femmes – l'actualisation du passé par les féministes s'est faite au travers d'écrits (à prétention scientifique ou non), de commémorations, de manifestations ou d'expositions. Tout au long du siècle analysé ici (1870-1980), elle est également passée par la construction et l'animation de centres d'archives et de bibliothèques, ou encore par la création d'associations destinées à célébrer le souvenir de telle ou telle camarade décédée. Les contenus mémoriels mis en avant varient selon les périodes et selon les groupes : des femmes exceptionnelles aux féministes, de la recherche des sociétés matriarcales à la valorisation de la République, les féministes puisent dans des univers de sens très variés pour alimenter leurs imaginaires. Ce faisant, elles cherchent à contrecarrer les représentations historiques des femmes telles qu'elles sont communément véhiculées, c'est-à-dire avant tout à lutter contre leur invisibilisation et leur infériorisation. Malgré le manque de transmission du passé entre militantes féministes à certaines périodes – en raison des difficultés à créer un « lien vivant des générations » dans les années 1930 et dans les années 1960 – les collectifs composant les différentes vagues ont en commun un souci du passé constant ou renouvelé.

¹ Ce courant s'est principalement incarné à partir du début des années 1970 dans le groupe Psychanalyse et politique, qui se donne pour ambition de penser la « forclusion » des femmes par la société en liant psychanalyse lacanienne et critique sociale. Nous ne développons pas davantage car ce courant sera très largement évoqué dans le chapitre 4 de cette thèse.

Une histoire de la mémoire féministe reste néanmoins à faire. Il s'agirait de relire les archives des groupes de la première et de la seconde vague, ainsi que les écrits intimes ou publics de militantes, et de chercher minutieusement la trace de toutes les évocations du passé qui y sont faites. Cela permettrait probablement d'affiner les constats ébauchés ici, en distinguant plus précisément, pour chaque période, les différents imaginaires, associés aux différents groupes, qui se côtoient et parfois s'opposent. Cela permettrait aussi de considérer un évènement ou une figure du passé – par exemple la Révolution française et ses tricoteuses, dont on a perçu qu'elles étaient régulièrement mobilisées par les féministes – et d'analyser la façon dont elles sont utilisées ou célébrées selon les périodes et selon les générations féministes. Ce chapitre ne rend pas compte, à chaque époque, de la variété des interprétations du passé, des conflits et des négociations qu'impliquaient, à chaque fois, les tentatives d'élaboration d'une mémoire commune. Il est évident que cet aperçu historique est réducteur par nombre d'aspects mais il vise à montrer que de tout temps les féministes ont fait de l'élaboration de représentations historiques une des dimensions de leur lutte et, d'autre part, qu'il n'a pas fallu attendre les années 2000 pour que la mémoire devienne une préoccupation au sein de l'espace de la cause des femmes. En présentant les logiques historiques qui ont amené les féministes à dévoiler un « continent noir » de l'histoire, on comprend mieux les raisons pour lesquelles s'est imposé, parmi elles, un « devoir de mémoire » – disons une injonction à se souvenir du rôle joué par les femmes dans l'histoire (et notamment leurs luttes) et des empêchements dont elles ont été l'objet.

Le chapitre suivant traite des années 1980 à nos jours. Il se distingue du précédent par l'attention qu'il porte d'une part, aux rapports entre histoire et mémoire et, d'autre part, aux relations qu'entretiennent entre eux les différents pôles d'un mouvement féministe qui s'institutionnalise progressivement. L'idée est de rendre compte du rôle central tenu par les historiennes, à partir des années 1980, dans les processus d'élaboration d'une mémoire commune au sein de l'espace de la cause des femmes. L'intention est également de montrer la transversalité sectorielle des mobilisations en lien avec la mémoire, impliquant des relations complexes entre pôle associatif autonome, pôle intellectuel et pôle institutionnel et électoral.

Chapitre 2 : De la distinction entre mémoire et histoire. Implications respectives des pôles associatif, intellectuel et institutionnel

Introduction de chapitre

Ce chapitre vise à retracer les conditions sociales d'émergence et de développement de l'histoire des femmes ainsi qu'à cerner les raisons qui font que, depuis le milieu des années 1970, cette dernière est très présente, voire centrale, dans les processus d'élaboration des mémoires féministes.

A partir de la deuxième moitié des années 1970, on assiste à une « diversification des modalités d'existence du projet féministe » (Zaidman, 1991: p.255) avec le développement des études féministes au sein des institutions de recherche et d'enseignement. Trouvant ses origines dans le creuset que constitue le MLF, l'histoire des femmes se pose d'emblée comme un acte politique qui vise, avant tout, à rendre visibles et audibles les femmes du passé. Les premiers travaux produits par la discipline sont fortement influencés par la sphère militante aussi bien du point de vue de la perspective adoptée, des sujets d'études choisis, que des références intellectuelles mobilisées. Les historiennes des femmes assument d'ailleurs volontiers dans leurs écrits « une dimension engagée, justicière à l'égard des victimes des “silences de l'histoire” » (Bard, 2006b: p.71). Si la valeur scientifique de leurs travaux n'en est pas pour autant altérée, la reconnaissance académique tarde à venir. L'histoire des femmes est perçue comme tournée vers la production de discours sur le passé destinés à nourrir l'imaginaire militant.

Une deuxième phase, celle de l'implantation institutionnelle de l'histoire des femmes, voit évoluer les relations entre les différents pôles de la cause des femmes autour de la mémoire. D'une part, les historiennes revendiquent davantage d'indépendance à l'égard du militantisme, bien que le développement de leur champ d'études dépende non seulement de la demande sociale stimulée par le pôle associatif autonome mais aussi des financements souvent obtenus avec l'appui du pôle institutionnel. D'autre part, les sphères militantes et institutionnelles oscillent entre d'un côté, intérêt pour les contenus mémoriels et les grilles

d'interprétation du passé fournis par les historiennes, et de l'autre, crainte de voir « leur » histoire confisquée et dépolitisée par l'académie.

A partir des années 1990, les historiennes des femmes, qui retirent une légitimité de l'autonomisation de leur champ à l'égard de la mémoire mais prennent aussi conscience des limites de la reconnaissance institutionnelle, renouent avec une posture de militantes. En travaillant à la conservation et à la valorisation des traces (Centre des archives du féminisme, Musea...) et en redéfinissant les modalités d'action possibles pour impulser le changement culturel (campagnes pour des panthéonisations, adaptation des manuels scolaires...), elles jouent le rôle d'« entrepreneuses de mémoire »¹.

A- Les débuts de l'histoire des femmes, ou le militantisme des origines

*« L'histoire des femmes posée comme objet d'étude est immédiatement pensée comme un projet militant dont le propos est explicite : des femmes parlent sur des femmes – tentative de se réapproprier une histoire méconnue. »
(Fauré, 1979: p.88)*

*« Histoire militante ou histoire “ scientifique ” à caractère académique ? Que cette démarche soit, au point de départ, militante, on l'a dit. Fille du mouvement des femmes des années 1970 et des interrogations qu'il a suscitées, elle illustre le rôle médiateur de l'histoire entre présent et passé. »
(Farge et Perrot, 1993: p.70)*

*« Parce que les femmes restent encore un groupe opprimé, dont l'histoire est niée ; leur restituer leur mémoire, c'est leur rendre leur passé, leur histoire. »
(Schweitzer et Voldman, 1984: p.62)*

Dans un premier temps, celui des origines, l'histoire des femmes est liée de manière très étroite au militantisme. Le contexte dans lequel elle émerge, les actrices qui la portent, les objectifs qu'elle se donne et les résistances qu'elle rencontre contribuent à lui donner une

¹ Michael Pollak définit ainsi des « acteurs professionnalisés » qui effectuent un « travail d'encadrement de la mémoire ». Il s'inscrit dans la continuité de « l'analyse que fait Howard S. Becker des “entrepreneurs de morale” » (Becker, 1985) et parle, « par analogie, d'entrepreneurs de mémoire, qui se composent de deux catégories : ceux qui créent les références communes et ceux qui veillent à leur respect » (Pollak, 1993: p.30).

dimension politique. De fait, la frontière entre histoire et mémoire est alors très mince : l'histoire fournit des contenus à la mémoire autant que le souci du passé des militantes détermine les thématiques qui font l'objet de recherches scientifiques. Pour ces raisons, Michelle Perrot qualifie les débuts de l'histoire des femmes de « première phase d'exploration mémoriale et de quête identitaire » (Perrot, 2001: en ligne).

1. Deux générations à l'œuvre : entrée dans l'institution et continuité des pratiques avec le MLF

Au milieu des années 1970, l'histoire des femmes, jusqu'alors plutôt faite par des non universitaires, entre à l'université. Cette insertion dans le champ académique tient à la volonté de deux générations de femmes qui, conjointement, œuvrent pour faire admettre à la discipline historique que leur sexe constitue un sujet d'intérêt.

La première génération, que nous qualifions par commodité de « pionnière »¹, est composée de femmes déjà en poste à l'université dans les années 1970 et qui n'ont pas, au début de la décennie, « un profil histoire des femmes » (Chaperon, 2010: en ligne). Yvonne Knibiehler, Michelle Perrot, Françoise Basch, Madeleine Rebérioux, Rolande Trespé, appartiennent à cette génération et sont, pour la plupart, spécialistes de l'histoire sociale et ouvrière. Qu'elles soient simplement sensibilisées aux questions féministes qui flottent dans l'air du temps, qu'elles revendiquent des convictions féministes, ou même qu'elles militent au MLF², elles prennent conscience de l'absence des femmes dans les recherches produites par leur discipline et s'engagent dans l'écriture de l'histoire des femmes.

¹ Rose-Marie Lagrave utilise, elle, le terme de « pionnières » pour définir les femmes comme Madeleine Guilbert, Andrée Michel, Evelyne Sullerot, Viviane Isambert-Jamati, qui « sans se réclamer dans les années 1950-1960 des études sur les femmes, ont produit nombre d'analyses relevant de la sociologie de la classe ouvrière, de la sociologie du travail ou de la famille, qui ont fait des recherches empiriques et théoriques dans la tradition sociologique classique » (Lagrave, 1990: p.28). Notre regard étant plus précisément centré sur la discipline historique, nous préférons réserver le terme de « pionnière » à la première génération d'historiennes revendiquant une démarche d'histoire des femmes à l'université.

² Pour Claude Zaidman, « toutes n'y succombaient pas, mais toutes étaient touchées par les ondes de choc du MLF, les bouleversements de perspective dans la représentation du monde *via* les rapports de sexe » (Zaidman, 1991: p.247).

La seconde génération, que nous allons qualifier ici d'« étudiante », est composée « de femmes (et d'hommes)¹ d'origines et d'âges très divers, impliquées le plus souvent dans le MLF ou les mouvements homosexuels » (Chaperon, 2010: en ligne), qui décident de concilier engagement personnel et projet professionnel en donnant à leurs sujets d'études une orientation féministe². Cette génération, à laquelle appartiennent, entre autres, Marie-France Brive, Marie-Jo Bonnet, Geneviève Fraisse, Françoise Picq ou Françoise Thébaud, suit les enseignements des pionnières et participe à la création de groupes de recherche spécialisés.

Si le terme de « pionnière » suggère que la première génération est à l'origine de l'émergence de l'histoire des femmes – la seconde génération tirant le bénéfice du travail de celle-ci et reprenant le flambeau – il convient d'insister sur le fait que c'est plutôt de la rencontre entre ces deux générations que naît le champ d'études. Michelle Perrot parle d'un « désir militant, souvent extérieur à l'université, mais qui prenait appui sur elle » (Perrot, 2001: en ligne). En effet, d'une part, les « étudiantes » constituent la demande nécessaire à l'ouverture de nouveaux cours³ et font usage des savoirs produits dans le mouvement social pour alimenter les réflexions académiques ; d'autre part, les « pionnières » s'appuient sur leur ancrage institutionnel pour faire exister l'histoire des femmes dans le champ intellectuel. Par exemple, c'est grâce aux liens personnels et professionnels de Michelle Perrot, que ses étudiantes peuvent bénéficier de la venue dans son séminaire d'historien-ne-s comme Pierre Vidal-Naquet, Jacques Le Goff, Jean-Louis Flandrin, Emmanuel Leroy Ladurie, Mona Ozouf

¹ Michelle Perrot explique la quasi absence des étudiants masculins par le fait qu'« il fallait un certain courage aux garçons pour s'aventurer sur ces chemins et dans ces lieux où le “patriarcat” en prenait pour son grade et conçus par les femmes comme leur étant propres. » (Perrot, 2001: en ligne).

² Rose-Marie Lagrave souligne que « cette reconversion était d'autant plus prévisible que, dotées d'un capital scolaire élevé, nombre de ces militantes avaient vocation à faire des études sur les femmes, cherchant ainsi à concilier militantisme et recherche ou à continuer le militantisme par la recherche » (Lagrave, 1990: p.28).

³ Soulignons que le développement de l'histoire des femmes à l'université est favorisé par deux phénomènes concomitants : l'existence d'une forte demande sociale émanant du mouvement des femmes et une progression importante du nombre d'étudiantes à l'université (d'après le site internet de l'Observatoire des inégalités, elles passent de 42,8% des effectifs globaux en 1960-61 à 49,75% en 1980-81 : http://www.inegalites.fr/spip.php?article1096&id_mot=124). Notons, à la suite de Rose-Marie Lagrave, que les études sur les femmes (l'histoire moins que la sociologie) sont entrées à l'Université « par la porte de service, celle de la formation continue », qui permettait d'offrir des enseignements aux militantes souhaitant retravailler après une interruption d'activité ou souhaitant se réorienter.

ou encore Marc Ferro (Perrot, 2001: en ligne). Par sa notoriété, Michelle Perrot contribue à légitimer cet objet dans la sphère académique. Mais en retour, ce sont les analyses politiques portées par les étudiantes qui permettent à l'historienne de faire « [son] éducation féministe » (Perrot, 2001: en ligne).

Le premier cours d'histoire des femmes voit donc le jour en octobre 1973, à Jussieu, grâce à l'initiative de Michelle Perrot, et de deux jeunes assistantes en histoire ancienne et en histoire contemporaine – Fabienne Bock et Pauline Schmitt.

« Venue de la vieille Sorbonne, lors de la création de Paris 7, j'avais pour ma part soutenu ma thèse (sur les ouvriers en grève) en 1971 et **étais en voie de titularisation comme maître de conférence**, puis comme professeure (il y avait encore trois échelons, plus pour longtemps). **Nous militions dans les mouvements de femmes, manifestations et pétitionnions pour le droit à l'avortement et fûmes un jour saisies de notre mutisme sur les femmes dans nos enseignements.** Ceci se passait début 1973 et nous décidâmes d'un commun accord de proposer ce cours, qui fut accepté sans difficulté particulière. » (Perrot, 2001: en ligne)

Il connaît d'emblée un certain succès : « l'ouverture se fit en fanfare (...) dans une salle comble » (Perrot, 2001: en ligne). Néanmoins, l'intitulé du cours (« Les femmes ont-elles une histoire ? ») témoigne d'un certain embarras devant le peu de travaux susceptibles de venir nourrir l'enseignement. Chose surprenante pour un cours d'histoire, tout le premier semestre est consacré au temps présent et seul le second semestre a vocation à poser quelques jalons historiques. Outre l'explication liée à la pénurie de recherches existantes en histoire des femmes à l'époque, cette particularité atteste du lien intime entretenu, à cette période, entre la lutte sociale contemporaine et l'histoire perçue alors comme un outil de compréhension du présent, comme un moyen de donner de la profondeur aux revendications actuelles, et comme un réservoir de modèles, d'exemples, de ressources identitaires. Ainsi, Michelle Perrot évoque comme un « signe des temps » (fortement imprégnés des théories maoïstes) le fait que deux séances aient été alors consacrées aux femmes chinoises (Perrot, 2001: en ligne).

Ce premier cours ne reste pas longtemps isolé et Jussieu n'est pas le seul lieu d'ancrage de l'histoire des femmes. Non seulement d'autres enseignements s'ouvrent ailleurs, mais

surtout se mettent en place les premiers groupes interdisciplinaires d'études féministes (ou féminines). A Aix Marseille, au Centre d'études Féminines de l'Université de Provence, créé par Yvonne Knibiehler et Marcel Bernos, un cours de formation continue est dispensé depuis 1972, avant l'ouverture en 1974 d'un enseignement de DEUG sur la « condition féminine ». En 1974, Hélène Cixous fonde le Centre d'études féminines, aujourd'hui Centre d'études féminines et d'études de genre, à Paris 8 (Vincennes-St Denis). Le 13 janvier 1975, Françoise Basch et Michelle Perrot créent le Groupe d'études féministes de l'université Paris 7 (GEF) (Picq, 2001). En 1976, le Centre lyonnais d'études féministes (CLEF) est créé à l'université de Lyon 2. Très lié au mouvement des femmes, il anime un centre de documentation et une bibliothèque (Clef, 1989). En 1978, le Groupe de recherches interdisciplinaires sur les femmes (GRIEF) est fondé à Toulouse ; et, un an après, un séminaire mensuel d'histoire des femmes est mis en place à l'EHESS à Paris (Barret-Ducrocq, 1991: p.14). Si ces lieux d'enseignement et de recherches n'autorisent qu'une insertion toute relative¹ dans les institutions, ils permettent surtout le passage de l'étude des textes des autres (américains notamment) à la production de recherches et de textes originaux² (Barret-Ducrocq, 2001: en ligne). Il est intéressant de noter que, comme l'histoire coloniale l'avait fait un siècle auparavant (Singaravélou, 2010: p.32), l'histoire des femmes se développe, dans un premier temps, non pas par la fondation de chaires mais plutôt par la création de groupes de recherches, de séminaires ouverts, de revues ou de collections éditoriales qui diffusent les savoirs féministes auprès d'un public qui dépasse les cercles les plus érudits. Cette voie de développement favorise les échanges entre militantisme et recherche³.

¹ « Ces groupes avaient eux-mêmes des inscriptions institutionnelles variables – mais jamais, il faut bien le dire, totalement assurées : nous étions pour la plupart d'entre nous tolérées, parfois avec un intérêt poli mais distant, souvent avec une ironie ou une condescendance non dissimulées, parfois aussi avec agacement, voire avec une évidente exaspération. » (Kandel, 2001a: en ligne).

² Michelle Perrot commence à diriger les premières recherches systématiques sur la « condition féminine » et l'histoire du féminisme. En 1976, sous la direction de Louis Girard, Françoise Mayeur soutient à la Sorbonne une thèse d'Etat, considérée comme la première en histoire des femmes, sur l'enseignement secondaire des jeunes filles de 1867 à 1924.

³ Liliane Kandel explique que ces groupes de réflexion et de recherche créés à partir de 1972 « regroupent le plus souvent des enseignantes et des chercheuses déjà insérées peu ou prou, dans l'institution universitaire, et des étudiantes ou des militantes féministes tantôt intéressées par les questions débattues, tantôt bien décidées à détruire, y compris de l'intérieur, les institutions et les appareils idéologiques du "Patriarcat" ». Cette particularité

Comme l'atteste le témoignage de Françoise Thébaud qui dit qu'en participant aux séminaires de Michelle Perrot, elle avait « l'impression de travailler et militer à la fois... » (Thébaud, 2007: p.62), tous ces groupes s'inscrivent dans une continuité avec le MLF. De fait, ils sont traversés et structurés par les questionnements qui animent le mouvement social et les conflits internes à la sphère militante ont des répercussions sur l'organisation du champ de recherche¹. Par exemple, les critiques formulées par certaines à l'égard de celles qui font le choix des études féministes ont des conséquences sur la façon dont ces militantes-étudiantes investissent l'institution. Liliane Kandel et Françoise Picq, à partir de leur expérience dans le « groupe du jeudi » et le GEF, reviennent sur les tensions nées de l'émergence des études sur les femmes.

« Et je me souviens encore du jour où des amies du mouvement sont venues au Groupe d'études féministes (GEF) à Paris 7 pour nous reprocher de faire de l'histoire plutôt que des avortements... Ou du groupe auto-intitulé "mongoliennes", opposé aux "intellos" du mouvement, contre qui nous soutenions *mordicus* que si l'Histoire ne marchait pas sur la tête, elle ne pensait pas non plus avec son utérus, et que nous étions *entêtées* et non *étêtées*. » (Extrait d'une interview de Liliane Kandel : (Mosconi et Maruani, 2010: en ligne))

« Le "groupe du jeudi", dit aussi "groupe politique extérieure"² résistait à la cassure du Mouvement, mais aussi à sa clôture, à son repli sur lui-même et les problèmes "de femmes", ce qu'il appelait "le ghetto, l'enfermement" (...) **On y réfléchissait à notre**

l'amène à affirmer : « J'ajoute que la frontière était souvent floue, et passait, pour certaines d'entre nous du moins, au moins autant à l'intérieur de chacune qu'entre les unes et les autres. » (Kandel, 2001a: en ligne).

¹ La revue *Pénélope*, qui se donne pour ambition d'importer du militantisme dans l'académie, et le séminaire *Limites-Frontières*, qui vise à exporter de la recherche hors de l'institution, sont exemplaires de la porosité des sphères militantes et intellectuelles à cette période. En savoir plus sur ces deux expériences, voir : (Dauphin, 2001) et (Séminaire Limites - Frontières, 1983)

² « Le groupe du jeudi s'était constitué après une manifestation de femmes contre la guerre du Viêt-Nam, en janvier 1972. Il voulait réhabiliter l'intérêt pour la politique, alors que "le mouvement", proclamant que "le personnel est politique", avait fini par faire de la parole publique sur soi, le seul discours "politique" légitime. » (Picq, 2001: en ligne) Cette note contenue dans le texte original mérite davantage de commentaires sur les liens entre mémoire et valorisation de la parole subjective. Ce point sera développé dans la troisième partie de cette thèse.

“rapport aux institutions”; et on concluait d’une seule voix : **“On n’échappe pas aux institutions, on s’y bat et on s’y débat ! ”**. Parmi les institutions en débat l’université occupait une place de choix. Peut-être **le groupe réunissait-il relativement plus d’universitaires** que d’autres dans “le mouvement” : **trois étaient assistantes, plusieurs inscrites en thèse, d’autres étudiantes ou encore salariées de l’université** (...) Le “groupe du jeudi” n’a pas réussi dans sa tentative désespérée d’empêcher la rupture du mouvement et lui-même n’y a pas résisté. Quelle que soit l’analyse qu’on peut faire des raisons profondes de cet échec¹, **l’université en a été le détonateur. Le groupe de Marseille**, que nous avons rejoint dans l’intention de faire avec lui le n° 7 du *Torchon brûle* **s’est brusquement dressé contre nous lorsque l’accusation a été portée par une envoyée de Psychanalyse et politique : “En deux mots, je vous demande des nouvelles de votre thèse que vous faites sur notre dos”**. L’agressivité de “Psychépo” à l’égard du “groupe du jeudi”, qui s’opposait à son schéma manichéen de la lutte entre deux voies dans le mouvement, n’a rien d’étonnant. Ce qui pose problème et qu’il faut chercher à comprendre, c’est l’écho rencontré dans le groupe de Marseille, jusqu’alors chaleureux². **En quoi faire une thèse pouvait-il être ressenti comme une trahison du mouvement des femmes ?** » (Picq, 2001: en ligne)

Les arguments avancés par les militantes les plus hostiles au déploiement de la contestation féministe dans l’université sont d’une triple nature : tout d’abord, celles-ci contestent le fait que des femmes s’engagent dans des institutions qui sont un « lieu de compétition professionnelle, apanage des hommes » (Lagrave, 1990: p.28). Ensuite, elles regrettent le fait qu’en s’engageant dans le champ académique, les chercheuses tirent un profit personnel de la lutte des femmes et s’en servent pour se distinguer de « toutes les femmes » (Picq, 2001: en ligne) : « vendre la lutte des femmes à l’université » est dénoncé comme un acte de trahison. Enfin, elles critiquent le caractère androcentrique du discours scientifique et doutent de sa capacité à théoriser une oppression que seules les opprimées peuvent penser³.

¹ « Régine Dhoquois a présenté la sienne : Appartenance et exclusion, Paris, L’Harmattan, 1989. » (Picq, 2001: en ligne)

² « Nous avons compris plus tard, qu’à travers nous étaient visées les femmes de Marseille qui nous avaient invitées, absentes à cette réunion, qui elles aussi étaient inscrites en thèse. » (Picq, 2001: en ligne)

³Par exemple, Françoise Barret-Ducrocq raconte l’épisode suivant : « Plantons le décor : en 1979, lorsqu’avec Françoise Basch nous sommes allées à Londres pour préparer un article

Ce contexte a des effets sur les modalités d'insertion de l'histoire des femmes dans l'université pendant les premières années : les femmes qui ont fait le choix de l'histoire, soucieuses de rester en accord avec les normes en vigueur dans le MLF, affirment leur volonté de ne pas « se soumettre à l'institution ». Françoise Picq explique qu'avec ses camarades, elles entendent alors même faire du GEF « le cheval de Troyes du MLF à l'Université » (Picq, 2001). L'objectif est de réussir à imposer à l'institution certaines des modalités de fonctionnement du mouvement social. Françoise Basch, qui appartenait à la génération des « pionnières », se souvient :

« Les militantes qui avaient rejoint le GEF – en désaccord avec discours et style universitaires traditionnels – étaient **bien décidées à fonctionner selon les normes en vigueur au Mouvement, non mixité, refus de la hiérarchie, critique de l'objectivité et du savoir constitué.** » (Basch, 1991: p.6)

Ainsi, « les cours ressemblaient à une découverte renouvelée de cette possibilité de prise de parole » (Zaidman, 1991: p.255). Le refus des hiérarchies traditionnelles – porté par les femmes issues du MLF et cohérent avec les discours sur l'université, non spécifiquement féministes, des années post-68 – entérine le fait que la voix de chacune doit valoir autant que celles des autres, indépendamment des statuts et des degrés d'insertion dans le champ académique. Cette ouverture à la parole des « étudiantes » permet la diffusion d'interrogations et de théories politiques importées du mouvement social et non traditionnellement soulevées par l'histoire « classique ». La coupure entre savoirs savants et discours militants est remise en cause et par conséquent, la distinction entre questionnements historiques et interrogations mémorielles n'a pas vraiment lieu d'être.

« L'histoire du féminisme, telle que nous l'avons entreprise n'était guère conforme aux canons universitaires. Nous n'avions pas nécessairement de formation historique et refusions d'être enfermées dans un champ disciplinaire. Notre objectif était de lever la

sur le mouvement de libération des femmes, l'un des groupes féministes que nous avons alors rencontrés a refusé de nous accorder un entretien, au motif que nous allions publier dans une revue (*Les Cahiers Charles V*) qui serait lue également par des hommes... Sans aller jusqu'à ces excès de dogmatisme, beaucoup pensaient alors que mener des recherches et discourir sur les femmes dans un lieu aussi traditionnellement phallocratique que l'université risquait de compromettre à jamais la cause des femmes. » (Barret-Ducrocq, 2001: en ligne)

censure sur le féminisme passé, de **mettre à l'honneur celles que nous appelions les "grands-mères" avec lesquelles nous avons un rapport pas du tout distancié. Chacune d'entre nous avait sa "chouchoute"** : Hélène Brion, Madeleine Pelletier, Hubertine Auclert, Madeleine Vernet ou les Saint-Simoniennes. **Nous ne nous intéressions qu'à celles chez lesquelles nous trouvions un écho à nos propres préoccupations.** Nous découvriions avec enthousiasme les bribes de leurs vies et nous les partagions. **Ce dont nous n'avions pas conscience, c'est qu'à travers l'histoire du féminisme, c'est la nôtre qui nous inquiétait. "Allons-nous re-disparaître sans avoir fait dérailler l'histoire et le chef de gare ?"**. » (Picq, 2001: en ligne)

Outre ce constat spécifique à l'histoire du féminisme selon lequel « le besoin d'identification des historiennes et de leurs lectrices éclair[e] le choix des périodes, des personnalités et des mouvements les plus étudiés » (Bard, 2006a: p.10), de manière plus générale l'actualité de la lutte influence les travaux produits :

« Ils [les travaux de F.Thébaud] **partent des prises de parole féminine sur l'accouchement et des critiques contre le pouvoir médical ou le fonctionnement des maternités** : *Donner la vie. Histoire de la maternité en France entre les deux guerres*¹ voulait montrer sur un temps court l'historicité de la maternité, "tout comme le statut et le sentiment de l'enfant ne sont pas des données immuables mais historiquement déterminées". » (Thébaud, 2007: p.81)

De même, des sujets, abondamment discutés dans les groupes de parole du MLF, mais non spécifiquement « féminins », comme la sexualité, sont constitués en objets d'études². L'arrivée de thématiques, comme le corps, la maladie, l'enfermement, la sexualité, tient aussi à l'influence d'auteurs comme Michel Foucault, souvent découverts dans les milieux militants, habituellement plutôt mobilisées par d'autres disciplines, mais importés en histoire *via* les recherches sur les femmes. Françoise Thébaud souligne l'influence de Foucault sur l'histoire des femmes, qui s'inspire certes des thèmes travaillés par l'auteur mais qui, aussi, « peut s'appuyer sur sa démarche anti naturaliste et [sur] l'affirmation que rien ne va de soi » (Thébaud, 2007: p.48).

¹ Titre de la thèse soutenue par Françoise Thébaud dans le cadre de son Doctorat de troisième cycle, sous la direction de Michelle Perrot.

² Françoise Picq évoque une séance du GEF autour « du discours scientifique sur la sexualité, l'homosexualité » (Picq, 2001).

Globalement on observe donc une « continuité de pratiques ou d'horizon intellectuel et politique » avec le MLF (Zaidman, 1991: p.247). Seule la question de la mixité semble mettre au jour l'existence de contradictions entre normes académiques et pratiques militantes : alors que dominant à l'université des impératifs de neutralité et d'universalisme de l'enseignement¹, les jeunes chercheuses influencées par ce qu'elles vivent au sein du MLF voient dans les séminaires des lieux *d'empowerment* des femmes, des espaces où les filles pourraient, plus que dans les autres cours, prendre la parole. Comment faire en sorte que les séminaires et groupes de recherche en histoire des femmes restent des lieux d'autonomisation pour les femmes, si les hommes y sont admis et sont en position d'y monopoliser la parole ? Les normes ne sont pas toujours directement exportables et donnent parfois lieu à des compromis : dans le cas précis, les cours restent ouverts aux hommes conformément aux exigences académiques car leur faible importance numérique permet, de fait, l'existence d'espaces non mixtes tels qu'ils sont voulus par les étudiantes issues du MLF².

Pour résumer, l'histoire des femmes entretient dans un premier temps des liens étroits avec le MLF : le contexte dans lequel elle émerge, les actrices qui la portent, les pratiques que ces dernières imposent et les références politiques et intellectuelles qu'elles mobilisent, concourent à inscrire l'histoire des femmes dans une perspective militante pendant ses dix premières années d'existence. Si on considère maintenant les contenus et les objectifs revendiqués par les historiennes des femmes dans leurs premiers travaux, on retrouve la dimension militante et la vocation mémorielle du projet, explicitées au travers des métaphores de la visibilité et de l'audibilité.

¹ Françoise Basch parle aussi du « spectre d'un "ghetto" féminin de mauvais aloi » qui pesait sur les personnes les plus insérées dans l'institution et qui entrainait en conflit avec la non-mixité comme « commandement incontournable du Mouvement des femmes » (Basch, 1991: p.6).

² Dans sa thèse, Alban Jacquemart montre que l'ouverture officielle aux hommes sans qu'aucune action ne soit mise en œuvre pour les attirer réellement est une pratique courante dans les associations féministes à partir des années 1970. Dans les années 1990, en particulier dans le cadre de la lutte pour la parité, certaines font même un usage stratégique de cette tension entre mixité de principe et non mixité dans les faits : tout en s'appuyant sur une base militante exclusivement féminine, ces associations mettent en avant dans leurs discours la mobilisation des hommes en faveur de leur cause (Jacquemart, 2011: p.184).

2. *Herstory*, une « histoire point d'exclamation » (Françoise Thébaud)

Les recherches produites dans les dix ans qui encadrent le tournant des années 1980 marquent ce que Michelle Perrot et Liliane Kandel ont appelé une phase d'« accumulation primitive » (Kandel, 2001a ; Perrot, 2001: en ligne), c'est-à-dire une première étape de l'histoire des femmes consistant avant tout à rendre visibles et audibles les femmes du passé dans un maximum de secteurs de la vie sociale. Les historiennes américaines, qui au début des années 1980 sont pour la plupart déjà passées à une étape suivante centrée sur la diffusion du concept de *gender*, ont, au début des années 1970, connu le même point de départ, qualifiant cette étape de *herstory*¹. « Réplique inversée de *History* » (Thébaud, 2007: p.68), le projet de *herstory*, tel qu'on le retrouve en France, répond cinquante années plus tard à l'appel lancé par Virginia Woolf, dans *Une chambre à soi*, et consiste avant tout à déterrer les « faits » de la vie passée des femmes.

« Pourtant, si l'on tente d'appliquer cette méthode à la femme de l'époque élisabéthaine, une lumière fait défaut : **on est gêné par la pauvreté des faits**. Nous ne savons rien qui soit précis, rien qui soit parfaitement vrai, substantiel, sur la femme. L'histoire la mentionne à peine (...) **Ce dont on a besoin, pensais-je, c'est une masse de renseignements**, et pourquoi quelque brillant étudiant de Newnham ou de Girton ne nous la procurerait-il pas ? (...) La vie de la femme moyenne sous le règne d'Élisabeth doit être dispersée en de multiples endroits. **Ne pourrait-on pas rassembler ces éléments épars et en faire un livre ?** C'est là une ambition qui dépasse mon audace, pensai-je, tout en cherchant sur les rayons des livres qui ne s'y trouvaient pas, que de suggérer aux étudiants de ces fameuses facultés de réécrire l'Histoire. **Il me semble pourtant bien reconnaître que l'Histoire telle qu'elle est semble un peu bizarre, irréaliste et bâtie de guingois. Mais pourquoi n'ajouterait-on pas un supplément à l'Histoire ?** Supplément auquel on donnerait, bien entendu, un nom sans importance pour que les femmes y puissent figurer sans inconvenance ? Car souvent on les entrevoit dans la vie des grands, passant en toute hâte à l'arrière-plan, dissimulant,

¹ Voir à ce propos la communication de Sheila Ryan Johansson, au congrès annuel de l'*American Historical Association* de décembre 1973, reprise dans l'ouvrage *Liberating Women's History* (Johansson, 1976).

j'imagine, un clignement d'œil, un rire, peut-être une larme. » (Woolf, 1992, 1e éd. 1951: p.67)

Il s'agit donc, dans un premier temps, de « surmonter cette “pénurie des faits” sur leur vie qui a rendu l'historiographie “si irréaliste, si boiteuse”, si pauvre », « d'élargir une vision historique étroite, d'étendre les limites de notre mémoire du passé » (Pomata, 1992: p.29). La dimension mémorielle du projet est assez claire¹ : en rendant visibles les femmes du passé, les historiennes donnent « corps à l'affirmation du “nous les femmes” » (Thébaud, 2007: p.49). A ce stade, la déconstruction des discours masculins sur les femmes, l'analyse des modalités de construction des rapports sociaux de sexe à travers l'histoire, n'ont pas encore leur place : il s'agit plutôt de donner aux femmes une existence dans l'histoire, de les faire apparaître aux yeux de tous. Ainsi, « la métaphore de la visibilité a été beaucoup utilisée pour expliquer le projet de remémoration de l'histoire des femmes » (Thébaud, 2007: p.48) : elle fait directement écho à la mise en évidence du continent noir par les militantes. Il s'agit d'éclairer tout un pan de l'histoire jusqu'alors plongé dans l'obscurité, de « déchirer le mur de l'oubli » ou d'« ébruiter l'histoire » des sans voix, dirait Arlette Farge (Farge, 1979).

Encadré n°2 : Les métaphores de la visibilité et de l'audibilité dans les écrits des historiennes des femmes

« Il a fallu une belle patience pour reconstituer, dans les matériaux éparpillés, l'histoire d'une parole et le souvenir d'une action que **la mémoire collective dominante avait laissé échapper**. Egalement, nous avons voulu que cette histoire – qui se transmet directement par les intéressé(e)s – **se donnât à voir** (...) mais si nous avons ouvert ici pour la première fois **un espace qui jette quelques lueurs sur l'opacité de leur histoire**, c'est surtout que **les femmes puissent se réapproprier ces images qui sont les leurs** en un regard qui en prolongera le reflet. » (Albistur et Armogathe, 1978: p.5)

« Tout est oublié, dis-tu ? Je l'ai cru longtemps, c'est pour cela qu'un jour j'ai voulu être historienne, cherchant à tout prix à **déchirer le mur de l'oubli**. Retrouver la

¹ On retrouve cette dimension mémorielle du projet chez les historiennes américaines également. Dans sa communication sur la *herstory*, Sheila Ryan Johansson écrit: « Il n'est pas surprenant que la plupart des femmes pensent que leur sexe n'a pas de passé intéressant ou significatif. Toutefois, comme les groupes minoritaires, les femmes ne peuvent pas se passer d'une identité collective, qui implique nécessairement une conscience partagée du passé. Sans cela, un groupe social souffre d'une sorte d'amnésie collective, qui le rend vulnérable à l'imposition de stéréotypes douteux et de préjugés définissant pour lui ce qui est juste et bon de faire ou non. » (Johansson, 1976: p.427) (traduction personnelle).

mémoire enfin, après tant d'années passées à croire égaré le souvenir d'une enfance et d'une adolescence auxquelles je n'ai jamais su donner de nom. **Seule me revenait une vague impression de couleur : celle du blanc opaque. Ce devait être la couleur du temps, du temps blanc des années longues et sans histoires.** D'après le dictionnaire, retrouver la mémoire, c'est se souvenir d'êtres ou d'événements ayant jadis existé, faire surgir un passé oublié dans la conscience. En fait, je n'avais rien occulté ou presque, et **l'urgent n'était pas de me souvenir et de faire jaillir une terre enfouie, mais de m'apercevoir que le passé était réellement aussi blanc que le souvenir que j'en gardais.** » (Farge, 1979: p.15)

« La terre découverte est la terre des hommes : **terre qui ne laisse voir que la moitié du ciel** et falsifie la mémoire au point de nous égarer. Je suis de quelque part, et pourtant je ne peux me reconnaître : **le miroir de l'histoire ne renvoie pas mon visage, mais reflète le sien, celui de l'autre masculin.** Non mémorisée, **la femme reste blanche comme l'oubli ; son histoire n'a jamais été écrite qu'avec de l'encre incolore. Et personne n'a vraiment jamais cherché le révélateur.** Ain si être historienne s'enrichît d'une tâche qui ne devrait pas être nouvelle : **divulguer, manifester, ébruiter sa présence à côté de celle de l'homme,** de l'enfant, de l'animal, de l'ordre symbolique, la situer entière là où de tous temps elle occupa le lieu (...) » (Farge, 1979: p.17)

« **Pour ébruiter l'histoire,** j'ai besoin de travailler en pleine terre (...) Mais je veux prendre les chemins de traverse délaissés, analyser autrement ce qui fut toujours considéré comme évident et **donner couleur à ce que le silence de l'historiographie a noirci de son ombre.** » (Farge, 1979: p.38)

« Dans un premier temps, il s'agissait **de rendre les femmes visibles, de retrouver la mémoire perdue ; de dire ce qui était caché, tu, oublié.** » (Perrot, 1987b: p.25)

Ainsi, les premiers travaux en histoire des femmes se penchent sur le passé avec à l'esprit des questions aussi simples que : Où sont les femmes du passé ? Qui étaient-elles ? Comment se comportaient-elles ? Il s'agit alors, comme le dit Michelle Perrot, « de capter dans leur temporalité l'ordinaire de la "condition" féminine dans ses rôles les plus traditionnels, d'historiciser en quelque sorte les données de l'ethnologie, de la démographie historique, voire de l'anthropologie » (Perrot, 2004b: p.19). Autrement dit, on cherche à comprendre comment se présentait, quelques années ou siècles plus tôt, les réalités observées au présent.

Cette façon de faire de l'histoire donne lieu à l'émergence de deux figures de femmes du passé. Tout d'abord, il y a « la femme victime, voire opprimée par une domination inhérente aux rapports de sexe » (Perrot, 2004b: p.19) – Sheila Ryan Johansson identifie cette figure dans la littérature américaine également et la nomme « *Woman-The-Passive-Victim* »

(Johansson, 1976: p.401). Elle s'incarne par exemple dans les travaux sur les bonnes (Martin-Fugier, 1979) ou les prostituées (Corbin, 1978 ; Termeau, 1986), et donne lieu à une histoire qui met surtout l'accent sur les oppressions dont sont victimes les femmes : comme le résume si bien Michelle Perrot, « battues, trompées, humiliées, violées, sous-payées, abandonnées, folles et enfermées..., on a fait l'inventaire des malheurs féminins, sans toujours s'interroger sur les mécanismes de la domination, en voyant plutôt les effets ; histoire nécessaire mais déprimante aussi » (Perrot, 1987b). Cette histoire s'apparente souvent à « un discours de la dénonciation, quelquefois une histoire point d'exclamation, qui invit[e] le lecteur à partager notre indignation devant tant de paroles ou de comportements ignominieux. Elle donn[e] rarement d'autres explications que celle, qui n'en est pas une, de la misogynie des hommes, une misogynie atemporelle ou renvoyant le passé dans les brumes de l'arriération, une misogynie tout au plus auréolée du concept de patriarcat... » (Thébaud, 2007: p.85).

Puis, progressivement, une seconde figure émerge de cette première phase de l'histoire des femmes : celle de la femme porteuse d'une culture féminine spécifique, dont on fait l'histoire « des gestes, de l'oralité et des objets, fondée sur la reproduction, dans un temps impalpable et un espace restreint » (Perrot, 2004b: p.19). Pour reprendre les termes de Michelle Perrot, on passe du « que sont-elles ? » au « que font-elles ? ». Les travaux sur les « métiers de femmes » (ouvrières, sages-femmes, infirmières, etc.) (Gelis, 1988), mais aussi ceux sur les « femmes au foyer » (Blunden, 1982 ; Martin-Fugier, 1983) s'inscrivent dans cette perspective. On cherche à comprendre comment au quotidien, chez elles, au travail ou dans des lieux de sociabilité typiquement féminins (comme le lavoir, le marché, le four...), les femmes ont développé des « façons de dire, façons de faire » – pour reprendre le titre de l'ouvrage d'Yvonne Verdier sur la laveuse, la couturière et la cuisinière du village de Minot (Verdier, 1997) –, qui ont fini par constituer une culture féminine. Le fait de s'intéresser aux « femmes comme agents de l'histoire, dans leur résistance diffuse, leurs gestes, ou leurs actions positives ; [de] faire apparaître une identité féminine et une capacité d'autonomie des femmes dans des domaines mixtes et plus encore dans des domaines qui leur sont propres » (Thébaud, 2007: p.86) ouvre la voie à un questionnement sur le pouvoir (parfois caché) des femmes et sur leurs modalités d'intervention dans la vie publique. L'ouvrage collectif *L'histoire sans qualités*, paru en 1979, est annonciateur de ce changement et met l'accent sur les marges de manœuvre qu'ont les femmes pour s'extraire de leur condition plutôt que sur les poids qui les assignent à tel ou tel statut. Pascal Werner, dans sa préface, écrit :

« A suivre le regard du maître on perd toujours de vue **les formes animées et mobiles de la vie des opprimés là où elles résistent, où elles échappent aux règles de son regard**, là où elles excèdent les forces de son pouvoir ; et si l'on n'a pu faire l'histoire du peuple du seul point de vue de l'exploitation et de la misère, de même on ne peut pas faire l'histoire du seul point de vue de l'oppression sexuelle. **Ce serait perdre la mémoire une seconde fois** » (Werner, 1979: p.10)

Il s'agit de mettre en évidence les *rebelles* (Perrot, 1979), les participantes aux mouvements révolutionnaires, les femmes terroristes etc. Comme le dit Michelle Perrot, toujours dans *L'histoire sans qualités*, « ce sont les femmes en action qu'il importe de retrouver, innovant dans leurs pratiques, femmes animées, et non point comme des automates mais créant elles-mêmes le mouvement de l'histoire » (Perrot, 1979).

Néanmoins, et même si la fin de cette première phase d'« accumulation primitive » est marquée par un intérêt pour les femmes actrices de l'histoire, les mouvements féministes – lieux par excellence de la prise de pouvoir par les femmes – font étrangement l'objet de peu de travaux. En 1980, au moment où s'exprime la nécessité de dresser un bilan des dix premières années du MLF, Christine Delphy constate le déficit de recherches en histoire du féminisme et invite les chercheuses à davantage s'y consacrer (Delphy, 1980). En 1984, Geneviève Fraisse partage ce constat et écrit :

« La notion d'histoire des femmes renvoie souvent au féminisme dans l'imaginaire du chercheur, lecteur ou professeur ; inversement bien des discours dans le champ de l'histoire des femmes, se tiennent **sans qu'apparaissent le moins du monde la réalité historique du féminisme**. Surdéterminé ou sous-estimé, **le féminisme comme histoire reste encore représenté de façon très imprécise**. » (Fraisse, 1984: p.202)

En effet, la plupart des travaux¹ menés pendant ces années post-1970 sur l'histoire du féminisme français « sont majoritairement le fait d'auteurs étrangers ou extérieurs à l'institution historique, soit qu'il s'agisse de personnes venant d'une autre discipline, soit qu'il s'agisse de ceux qui, historiens ou pas, choisissent l'œuvre militante ou le texte de

¹ Geneviève Fraisse dresse une liste des publications françaises, postérieures à 1970, relatives à l'histoire du féminisme en France dans l'ouvrage collectif dirigé par Michelle Perrot et paru en 1984, intitulé *Une histoire des femmes est-elle possible ?* (Fraisse, 1984: p.202).

vulgarisation (ou même l'un et l'autre à la fois) » (Fraisie, 1984: p.190). Le choix du positionnement *non scientifique*¹ des historiennes du féminisme est assez clair et se traduit notamment par « l'importance d'un rapport du présent au passé, rapport dont on sait bien sûr que toute histoire est faite mais, et cela est moins courant, rapport exprimé comme tel »² (Fraisie, 1984: p.191).

Ainsi, les historiennes les plus insérées dans l'institution ou qui choisissent de répondre aux exigences scientifiques de la discipline ne se saisissent pas de l'objet féminismes. Et c'est là le paradoxe de cette première étape de l'histoire des femmes, à ce point liée au militantisme féministe, et qui pourtant tourne le dos à l'histoire des féminismes. Une première raison à cela, c'est le fait que domine alors chez les chercheuses « l'idée qu'il [faut] travailler avec et non sur les féministes (comme le montre par exemple la publication du Planning familial sur son histoire, pour ses 25 ans, en 1982) » (Bard, 2006a: p.10). La seconde raison tient à un autre *a priori*, qui consiste à croire que pour bien écrire l'histoire des féminismes, il faut être en dehors du mouvement. Christine Delphy écrit en 1980 :

« Nous sommes trop enclines à considérer – bien qu'il existe en ce moment et depuis deux ans plusieurs projets d'écrire l'histoire du mouvement – que l'histoire est affaire d'universitaires et que nous sommes des activistes. **Qu'il est donc normal que des gens "extérieurs" au mouvement écrivent la nôtre ; et normal aussi qu'étant "extérieurs" ils l'écrivent "mal".** » (Delphy, 1980: p.7)

¹ Maïté Albistur et Daniel Armogathe, dans l'introduction du tome 1 de leur *Histoire du féminisme français* placent d'emblée leur ouvrage hors du champ scientifique : « A bien des égards, cet ouvrage ne constitue pas un travail scientifique au sens actuel du terme : la majeure partie de la documentation sur ce sujet – quoique très épars – existait avant nous et nous l'avons utilisée sans autre souci que de rendre service aux lecteurs qui n'ont pas le loisir d'aller aux sources. » (Albistur et Armogathe, 1977: p.9-10).

² Geneviève Fraisie identifie deux registres principaux selon lesquels les motivations mémorielles des historiennes du féminisme s'expriment : tout d'abord, une insistance sur les ressemblances entre hier et aujourd'hui – elle cite à ce propos l'ouvrage de Valentin Pelosse sur Claire Demar et la préface d'Edith Taïeb aux écrits d'Hubertine Auclert – ; et une tendance des auteures à voir dans l'histoire un espace d'identification. A ce sujet, elle écrit : « Evelyne Le Garec, féministe et journaliste comme Séverine, explique qu'écrire sa biographie fut une "affaire de sentiments" ; Huguette Bouchardeau revendique la subjectivité de l'auteur et assume "un arrière-goût de revanche" dans l'écriture d'un livre sur le féminisme des années 1918-1968, celui qui précède une renaissance plus collective et qui fut aussi le sien (...) » (Fraisie, 1984: p.192).

A ce titre, le parti-pris de Benoîte Groult qui, « pour parler du féminisme passé, (...) choisit (par quelle raison de prudence ou de justification ?) de mettre en scène les hommes féministes du XIX^{ème} siècle » est parlant : « sous prétexte d’être dedans, elle préfère rester dehors » (Fraisie, 1984: p.193). Enfin, une dernière raison à cet évitement de l’histoire du féminisme est le caractère subversif de cette dernière. Pour Geneviève Fraisie, « l’histoire du féminisme fut, des années 1970 aux années 1990, la parente pauvre de l’histoire des femmes. Car elle fait figure de perpétuelle provocation » (Fraisie, 2010b: p.21). Parce que « “le monde savant considère que l’histoire des féminismes est un espace d’identification” pour des historiennes militantes, et donc une histoire non objective » (Thébaud et Studer, 2004: p.30), les historiennes des femmes, soucieuses de légitimité et d’intégration dans la discipline, font preuve d’autocensure et ne se livrent pas à l’écriture d’une histoire des féminismes jugée idéologique et plus révolutionnaire que l’histoire des femmes.

Dans la sous-partie suivante, nous nous intéresserons aux rapports qu’entretient l’histoire des femmes émergente¹ avec le reste du champ académique. En quoi le contexte disciplinaire des années 1970 a-t-il joué en faveur de l’émergence de cette nouvelle spécialité ? Comment les résistances du champ académique ont contribué à placer l’histoire des femmes, et les actrices qui la font, dans une dynamique militante ?

3. Contexte académique : entre faveur et résistances

Les événements de Mai 68 ont certes impulsé des transformations de l’université dans son ensemble (remise en cause du mandarinate, organisation d’élections etc.) mais ont également, plus spécifiquement, contribué à un renouveau de la discipline historique qui, influencée par les divers mouvements sociaux des années post-68, s’est ouverte à de nouveaux objets d’études, de nouveaux problèmes et de nouvelles approches².

¹ Notons qu’à ce stade de son histoire, l’histoire des femmes n’existe pas encore vraiment de manière autonome, elle reste très dépendante de l’histoire sociale et de l’histoire de la famille.

² Un des ouvrages fondateurs de la « nouvelle histoire » est *Faire de l’histoire*, de Jacques Le Goff et Pierre Nora. Cet ouvrage est constitué de trois tomes intitulés : « Nouveaux problèmes », « Nouvelles approches » et « Nouveaux objets ».

Cette période, qui est celle de l'avènement de ce qu'on a appelé la « nouvelle histoire »¹ – courant historiographique porté par la troisième génération de l'Ecole des Annales² et centré sur l'« histoire des mentalités » – s'avère particulièrement favorable à la construction des femmes comme objet d'études. Ainsi, Françoise Thébaud raconte comment le goût d'Yvonne Knibiehler pour l'histoire des femmes (*via* la question de la maternité) a été forgé par sa lecture de Philippe Ariès³, un des représentants de ce nouveau courant historiographique. La première dit aussi avoir été, elle-même, confortée dans ses premiers choix par le peu classique programme d'agrégation de l'année 74-75 sur la famille, l'enfant et l'éducation du XVIème au XVIIIème siècle (Thébaud, 2007: p.47). L'intérêt des tenants de la « nouvelle histoire » pour « les pratiques quotidiennes, les conduites ordinaires, les “mentalités communes”, les sentiments et, derrière Philippe Ariès, les attitudes devant la vie » (Thébaud, 2007: p.46) participe à la légitimation des travaux sur les femmes, plus visibles dès lors que l'on se donne pour objet de saisir la profondeur de la société. De plus, la décolonisation, les mouvements sociaux des années soixante-dix et les travaux de Michel Foucault ayant contribué à visibiliser les « oubliés de l'histoire » et les « sans voix », les historiens sont plus que jamais poussés à s'intéresser aux groupes les plus marginalisés, ceux qui ont laissé peu de traces dans les archives. Cette volonté de faire l'histoire des déviants, des groupes minoritaires ou des opprimés, est aussi favorable au développement de l'histoire des femmes⁴. Enfin, un dernier élément du contexte disciplinaire joue en faveur de l'émergence de ce champ d'étude : l'histoire des femmes profite du mouvement plus général de réflexivité et de renouvellement de la discipline, qui conduit au développement de méthodes innovantes comme l'usage de sources orales. Ainsi, les historiennes des femmes rallient le courant de l'histoire orale⁵ pour

¹ Elle a été baptisée ainsi en référence à la Nouvelle Vague du cinéma français de la fin des années 1950.

² Ses principaux représentants (uniquement des hommes) sont Jacques Le Goff, Pierre Nora, Emmanuel Le Roy Ladurie, Marc Ferro, Jacques Revel et André Burguière.

³ Philippe Ariès a publié en 1960 *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*.

⁴ D'ailleurs, c'est dans un mouvement de « transfert des figures de l'oppression et des catégories d'analyse » (Perrot, 2001: en ligne) que nombre des premières historiennes des femmes sont passées de l'histoire sociale, du travail et de la classe ouvrière à l'histoire des femmes.

⁵ Les chercheuses de l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP) ont joué un rôle moteur dans l'établissement de liens entre histoire orale et histoire des femmes. Le 16 octobre 1981, une table ronde est organisée sur *Histoire orale et histoire des femmes*, puis publiée en 1982 dans le *Bulletin de l'IHTP*. Claire Auzias, Hélène Chenut et Danièle Voldman y

combler le déficit de sources écrites sur les femmes et écrire l'histoire du temps présent du point de vue des femmes. Cette nouvelle façon de faire de l'histoire¹, en décalage avec les pratiques académiques traditionnelles, est particulièrement heuristique et contribue au développement du champ d'études, même si, d'une certaine manière, il explique aussi le maintien des historiennes des femmes aux marges de la discipline.

En effet, si le contexte disciplinaire apparaît comme plutôt favorable au développement de l'histoire des femmes, les résistances ne doivent pas pour autant être sous-estimées. Alain Corbin, dans sa préface à la première édition de l'ouvrage de Françoise Thébaud, *Ecrire l'histoire des femmes*, préfère d'ailleurs le terme « d'aventure » à ceux de « champ » ou de « territoire » pour qualifier l'histoire des femmes tant son déploiement a impliqué le franchissement d'obstacles (Corbin, 2007: p.10). D'abord, les liens évoqués entre l'histoire des femmes des débuts et le MLF suscitent une résistance des institutions qui craignent une histoire militante. Ce soupçon de science militante conduit les historiennes françaises, contrairement aux Américaines, à rejeter l'expression « histoire féministe » (*feminist history* en anglais) pour lui préférer l'euphémisante « histoire des femmes » ; ainsi qu'à trancher rapidement en faveur de la mixité la question du monopole des femmes sur l'écriture de leur histoire (Thébaud, 2007: p.52). Pour autant, la question de l'objectivité est sans cesse soulevée à propos des travaux sur les femmes, et « la hiérarchie des territoires de l'historien avec au sommet, le politique et le pouvoir » (Thébaud et Studer, 2004: p.29) perdure malgré les évolutions que connaît la discipline. De plus, la mobilisation de nouvelles techniques d'enquête, ainsi que les emprunts théoriques ou méthodologiques à d'autres disciplines, contribuent à susciter de la méfiance de la part des tenants de l'histoire traditionnelle. Comme le résume Rose-Marie Lagrave : « l'université plie mais ne cède pas » (Lagrave, 1990: p.30).

Ainsi analyser les liens tissés, aux origines de l'histoire des femmes, entre militantisme et recherche – et conséquemment entre mémoire et histoire – amène à mettre en évidence le

réalisent une recension des centres de recherche et des travaux d'histoire orale et d'histoire des femmes (Auzias, Chenut et Voldman, 1982). Le 21 avril 1982, Sylvie Schweitzer et Danièle Voldman ouvrent un séminaire intitulé « Histoire orale des femmes », appelé ensuite « Les sources orales pour l'histoire des femmes », et qui se tient jusqu'en juin 1983 (Schweitzer et Voldman, 1984: p.60).

¹ Les *Annales* éditent un dossier en janvier-février 1980 intitulé « Archives orales : une autre histoire ? ».

fait que la dynamique militante qui anime les historiennes des femmes dans les premières années est également fortement conditionnée par l'accueil que leur réserve le monde académique. En effet, « sa capacité de résistance réactive les anciennes pratiques du mouvement des femmes, reconverties au militantisme intellectuel pour faire reconnaître la légitimité d'un nouvel objet. Occupation régulière d'une salle de cours, fidélité d'un public nombreux et composite, ténacité des enseignantes sont autant de pratiques qui peu à peu dessinent un espace propre où enseignantes et étudiantes ont partie liée pour créer un rapport de force et revendiquer un domaine spécifique » (Lagrave, 1990: p.30). En raison des réactions de rejet, faire de l'histoire des femmes se vit comme un acte militant impliquant des « prises de position et des confrontations permanentes » (Farge et Perrot, 1993: p.68).

Pour conclure, et après avoir considéré la vigueur des résistances auxquelles les historiennes des femmes ont eu à faire face, retenons la phrase suivante d'Alain Corbin : « Par bonheur, la marginalité possède sa promesse de fécondité. Le travail incessant de légitimation stimule. La position inconfortable préserve des risques de l'assoupissement » (Corbin, 2007: p.11). En effet, le bilan de ces premières années d'histoire des femmes a ceci de positif que, au milieu des années 1980, la question « les femmes ont-elles une histoire ? », posée en 1973 à l'occasion du premier séminaire, n'a plus lieu d'être : il est devenu certain que les femmes ont une histoire. En témoigne l'affirmation suivante de Danièle Voldman, qui écrit en 1984 :

« Après la phase offensive de l'histoire féministe¹ qui les a fait émerger, il n'est plus suffisant de dénoncer les limites des recherches antérieures. **Les femmes ont pris leur place dans le concert historique et montré la non-pertinence de catégories tributaires d'une vision sociale "masculine".** » (Voldman, 1984: p.120)

A la « première phase d'exploration mémoriale et de quête identitaire » (Perrot, 2001: en ligne) succède donc une seconde étape de l'histoire des femmes, qui entre dans un processus d'institutionnalisation, facilité par l'arrivée de la Gauche au pouvoir. Alors que la

¹ Danielle Voldman est une des rares historiennes à utiliser cette expression d'« études féministes ». Elle y recourt ici pour désigner la première phase de l'histoire des femmes, c'est-à-dire celle pendant laquelle les liens avec la sphère militante sont les plus forts. Après 1984, Danielle Voldman participe à des groupes de recherche qui développent plutôt une stratégie d'intégration aux institutions et qui adhèrent à l'idée d'une distance entre pratique militante et pratique de la recherche (cf. sous-partie suivante).

confusion entre histoire et mémoire était jusque-là assumée, se pose dans les années 1980 la question de l'autonomisation de l'une par rapport à l'autre.

B- Le temps de l'institutionnalisation, quand l'histoire s'autonomise de la mémoire et que le féminisme d'Etat s'empare de celle-ci

A partir du milieu des années 1980, l'histoire des femmes prend progressivement ses distances par rapport au militantisme et, parce qu'elle cherche une légitimité institutionnelle, s'engage « dans un mouvement d'objectivation qui garantisse sa scientificité au même titre que toute autre spécialisation disciplinaire » (Thébaud, 2007: p.174). Cette progressive intégration au champ académique est à relier à une évolution plus générale du mouvement pour la cause des femmes qui, au cours de cette période, s'institutionnalise, jusqu'à pénétrer les plus hautes sphères de l'Etat avec la création du ministère des droits de la femme, confié par François Mitterrand à Yvette Roudy. La distinction progressive de trois pôles de l'espace de la cause des femmes (associatif autonome, institutionnel et électoral, et intellectuel) pose la question du rôle de chacun de ces pôles dans les tentatives d'élaboration d'une mémoire commune et met au jour des interactions entre eux, alternativement conflictuelles, collaboratives ou même d'ignorance réciproque, autour des usages du passé.

1. Les étapes majeures de l'intégration institutionnelle de l'histoire des femmes

Pour les militantes de la cause des femmes, l'arrivée de la Gauche au pouvoir en 1981 sonne comme une promesse, un espoir, « une embellie » (Thébaud, 2007: p.100) :

« Le 10 mai 1981, François Mitterrand est élu président de la République – et nous étions bien sûr pour la plupart, ce soir-là, de cœur sinon de corps, à la Bastille : **un avenir, dont ne nous doutions pas qu'il ne fût radieux, s'ouvrait.** » (Kandel, 2001a: en ligne)

Cette reconfiguration de la structure des opportunités politiques amène les féministes (militantes du mouvement et chercheuses) à repenser leur rapport aux institutions. Ainsi,

Marie-Jo Dhavernas, militante du MLF et philosophe, écrit, l'année même de l'élection de François Mitterrand, dans un numéro de *La Revue d'en face* intitulé « Mouvement et institutions » :

« Depuis le dix mai, une série de questions remue le Mouvement de libération des femmes : que change la victoire de la gauche pour nous féministes, et pour la société en général ? **Devons-nous établir des rapports avec les institutions étatiques, et si oui, lesquels ? Est-il utile, neutre ou négatif d'adopter certaines formes de structures légales au sein du mouvement ? Doit-on ou non modifier quelque chose de notre stratégie par rapport aux pouvoirs ?** Questions qui sont débattues avec autant d'âpreté que nous n'y avons pas réellement réfléchi avant. Pendant des années, nous nous sommes projetées imaginativement dans une **période révolutionnaire**, ou postrévolutionnaire, mais qui d'entre nous s'était projetée dans une **période social-démocrate** ? » (Dhavernas, 1981: p.29)

Cette citation traduit les interrogations suscitées par la nouvelle configuration politique : il s'agit, après des années 1970 dominées par la radicalité, de faire le choix entre le maintien d'une position contestataire – qui implique un certain renoncement face aux opportunités suscitées par le changement de majorité – ou l'adaptation aux contraintes imposées par la collaboration avec les institutions pour réaliser ce qui, jusqu'alors, appartenait au registre de l'idéal ou de l'utopie. Les différentes tendances, ainsi que les différents secteurs, qui composent l'espace de la cause des femmes n'ont pas toutes la même position à l'égard de ce dilemme, mais dans l'ensemble les historiennes des femmes décident de prendre le « tournant institutionnel » et de profiter de ce nouveau contexte, propice à la reconnaissance de leur champ d'études par le pouvoir scientifique.

Les études féministes en général trouvent, peu de temps après l'élection, un écho favorable au sein des instances étatiques, notamment parce que le changement de président s'accompagne d'un renouvellement des cadres dirigeants de la recherche et que les personnes nouvellement arrivées connaissent individuellement ou collectivement les chercheuses en études féministes, ou sont elles-mêmes issues du champ (Lagrange, 1990: p.30). Par exemple, la nomination de Maurice Godelier, anthropologue spécialisé dans l'analyse des rapports

hommes/femmes¹, au poste de directeur du Département des sciences de l'homme et de la société du CNRS, marque l'ouverture de cette institution aux études féministes. Comme l'explique Rose-Marie Lagrave, il se crée entre les chercheuses en études féministes, les nouveaux représentants de la politique de recherche et le pouvoir politique (Ministère des droits de la femme et PS), « un jeu d'affinités électives et conflictuelles », des « homologues d'intérêts », qui « accélèrent un processus de légitimation » (Lagrave, 1990: p.31). Et même si certains se posent en « gardiens du temple »² et freinent le processus, l'année 1982 voit tout de même advenir des étapes décisives dans l'institutionnalisation des études féministes.

Le 12 janvier 1982, dans le cadre de la préparation du Colloque National sur la Recherche et la Technologie organisé à l'initiative de Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'industrie, deux cents femmes se réunissent pour un « atelier des études féministes ». Le succès de l'atelier galvanise les participantes qui parviennent à convoquer une réunion, le 14 février 1982, dans les locaux du ministère³, à laquelle assistent quelques chercheuses féministes, Philippe Barret, conseiller auprès du ministère pour les

¹ Au moment où il est nommé, ses contributions sur cette question sont les suivantes : (Godelier, 1978, 1982).

² Michèle Kail, membre du collectif parisien de l'Association femmes, féminisme et recherches (AFFER), association chargée d'organiser le colloque de Toulouse, regrette que « dans les documents préparatoires du Colloque National sur la Recherche et la Technologie qui s'est tenu à Paris du 12 au 16 janvier 1982 on n'ait fait ni mention du mouvement social qu'est le féminisme ni de nous-mêmes [chercheuses féministes] en tant qu'acteurs scientifiques » (Kail, 1984: p.17). Marie-France Pichevin, qui évoque également les réunions de préparation du Colloque National sur la Recherche et la Technologie, raconte : « J'attendais qu'on arrive enfin à la proposition d'un colloque sur "La recherche et les femmes" (...) Il advint que cette proposition fut rejetée – oh, bien sûr, pas tout à fait liquidée, mais rejetée du côté d'un sous-mini-colloque qui serait hébergé dans le thème général de la "Dimension sociale et culturelle de la recherche" (...) faisons une petite place à ces dames.... Mais de là à leur accorder une place entière, non. Pourquoi ? Et voici ce que j'entendis : – Parce que ce serait probablement aussi ridicule qu'un colloque sur "la recherche et les hommes", dit une éminente dame légèrement ricanante. – Parce que ce serait céder à une mode, dit un éminent monsieur, visiblement très agacé. – Parce que cela pourrait signifier : "Mais sont-elles si mal traitées alors ?" Mais cette petite place pour elles où la trouver ? Et voici ce que j'entendis : – Pourquoi pas dans le colloque sur le Tiers-monde ?... rires.... Ah ! la bonne plaisanterie. » (Pichevin, 1981: p.12-13).

³ Michèle Kail, dans son intervention sur l'historique du Colloque de Toulouse, souligne la portée symbolique de la tenue d'une réunion dans ces locaux (Kail, 1984: p.20). Le fait qu'elle le souligne témoigne du caractère inédit des relations qui se nouent à cette période entre le pouvoir politique et des chercheuses qui se pensaient jusqu'alors comme condamnées à la marge.

Sciences Humaines, Michèle Coquillat, responsable de la recherche au ministère des droits de la femme et Maurice Godelier. Au cours de cette rencontre, germe l'idée d'organiser un Colloque National des Etudes féministes destiné à dresser un état des lieux des recherches féministes en France (Kandel, 2001a: en ligne)¹. En décembre de la même année, ce colloque se tient, à Toulouse, et constitue « l'acte de naissance quasi ritualisé du champ des recherches sur les femmes tout en accomplissant le travail de deuil du mouvement féministe » (Lagrave, 1990: p.31).

Deux constats peuvent être dressés à partir de l'analyse non seulement du déroulement mais aussi des suites du colloque de Toulouse. Premièrement, ce colloque permet la reconnaissance par le CNRS, et par le pouvoir scientifique en général, de « la validité des études sur les femmes » (Barret-Ducrocq, 2001: en ligne). C'est ce que Rose-Marie Lagrave appelle la « normalisation » des recherches sur les femmes. Cette normalisation se traduit, d'une part, par la création, par le CNRS, en 1983, d'une Action Thématique Programmée sur cinq ans dotée d'un conseil scientifique composé uniquement de chercheuses féministes (Rouch, 2001) et d'autre part, par le fait que les conseils scientifiques ou les présidents d'université de province se montrent « désormais plus disposés à reconnaître et à financer les groupes de recherche, dès lors que Paris et le "CNRS" ont donné leur aval » (Lagrave, 1990: p.31). Deuxièmement, ce colloque marque concrètement une prise de distance de l'histoire femmes à l'égard de ses origines militantes. Rose-Marie Lagrave, qui ordonne les groupes de recherche selon les clivages agissant alors dans le champ (« femme / féministe ; institution / hors institution ; liaison avec le mouvement social / sans liaison ; capital scientifique / capital militant ; recherche théorique / recherche appliquée »), montre que cette prise de distance se fait à des degrés différents selon les disciplines et selon les conceptions du lien entre militantisme et recherche (Lagrave, 1990). Elle identifie trois positions :

- tout d'abord, la position de la « recherche orthodoxe »² qui est partisane d'une stratégie d'intégration aux institutions et qui, par conséquent, refuse de lier

¹ Des financements sont également obtenus pour envoyer une importante délégation française au colloque international de Montréal sur « la recherche et l'enseignement relatifs à la femme » en août 1982.

² Elle est représentée par le GRIEF de Toulouse, le Séminaire d'histoire des femmes de l'EHESS et le Centre d'études féminines de Paris VIII.

pratiques militantes et pratiques de la recherche, et se conforme à la définition légitime de la recherche pour accéder à une reconnaissance scientifique. Les chercheuses, qui adoptent cette position, préfèrent parler d'études féminines ou sur les femmes, plutôt que d'études féministes.

- A l'autre extrémité, il y a la position « militante », qui veut produire des connaissances sur les femmes en liaison étroite avec le mouvement social et en assignant à la recherche une utilité sociale et politique. Les tenants de cette position¹ revendiquent l'adjectif « féministe » pour qualifier leurs recherches.
- Entre ces deux positions radicalement opposées, existe une troisième position médiane², qui cherche à concilier orthodoxie scientifique et relations avec les mouvements sociaux, et qui sort du débat entre femmes/féminisme en se donnant pour objet les rapports sociaux de sexes.

Contrairement à la psychologie et à la sociologie qui adoptent majoritairement les positions militante ou médiane, l'histoire se situe principalement du côté de la recherche orthodoxe. C'est, par exemple, le cas du « groupe le plus dynamique et le plus productif en histoire des femmes » (Thébaud, 2007), le Séminaire d'histoire des femmes de l'EHESS, formé autour d'Arlette Farge, Christiane Klapisch-Zuber, Cécile Dauphin, Pierrette Pezerat, Michelle Perrot, Geneviève Fraisse, Danièle Voldman, Yannick Ripa et quelques autres, qui se donne pour ambition et pour stratégie de transformer la discipline historique en pratiquant l'entrisme :

« L'histoire est une discipline très masculine et l'Ecole en est un des sanctuaires. **Nous éprouvions le besoin d'y pénétrer et de nous y affirmer**, notamment par rapport aux *Annales*. » (Perrot, 2001)

¹ Elle est représentée par le CLEF, le Séminaire limites-frontières, le groupe SIMONE de Toulouse, le CRIF de Paris, et le groupe autour de la revue *Nouvelles questions féministes*. Ainsi Christine Delphy écrit, dans cette revue, en 1981 : « Si l'on admet que toutes les pratiques intellectuelles sont enracinées dans une position, consciente ou non, de classe, il en découle qu'aucune analyse n'a de valeur proprement scientifique ; qu'il n'y a pas de Science avec un grand S ; ceci est pour moi le corollaire inévitable d'une position matérialiste conséquente. Une analyse n'a de valeur que pour une position de classe, dans la mesure où elle la sert (...). » (Delphy, 1981: p.71).

² Elle est représentée par le GEF, le CEDREF, le GEDISST, le CRIF de Bordeaux III, le CEFUP, l'Atelier production-reproduction (APRE).

Comme le dit Michelle Perrot, les historiennes des femmes font le choix de « la pénétration plutôt que de la sécession ». Stratégie qui donne lieu à quelques victoires : ce groupe parvient ainsi à opérer une percée dans la prestigieuse revue des *Annales*, longtemps hermétique aux productions de l'histoire des femmes, avec notamment la publication d'un article collectif en 1986, intitulé « Culture et pouvoir des femmes : essai d'historiographie » et, plus tard, en 1993, un dossier sur « Histoire des femmes, histoire sociale » constitué en partie des actes du colloque « Femmes et histoire » organisé à la Sorbonne en 1992.

Dans son essai d'ego-histoire, publié en 1987, Michelle Perrot revient sur sa volonté – certes personnelle mais partagée par nombre de ses collègues de sa génération – de s'insérer dans l'histoire générale :

« Toutefois si je souhaite contribuer à cette réévaluation du regard historique, je n'entends pas pour autant devenir une spécialiste des femmes et moins encore ériger l'histoire des femmes en spécialité. Rien ne serait, à mon sens, plus dangereux que la constitution de domaines réservés – le territoire de l'historienne, **nouveau ghetto** où les femmes s'enfermeraient, dans le plaisir de l'entre-soi, **excluant toute confrontation et, par conséquent, toute influence**. Et puis, il n'y a **pas plus de “science féministe” que de “science prolétarienne”**. Ni Jdanov ni Jdanova ! »
(Perrot, 1987a: p.292)

La voie choisie par les historiennes, dans la deuxième moitié des années 1980, est donc celle de l'intégration et de la transformation de la discipline par l'intérieur. La quête de la légitimité institutionnelle plutôt que la reconnaissance par le mouvement social implique pour ces dernières de se conformer à la définition légitime de la recherche et de prendre leurs distances, au moins pour un temps, à l'égard du mouvement social et des motivations mémorielles des origines.

2. Les usages politiques du passé sous Yvette Roudy, entre communication et reconnaissance officielle de l'histoire des femmes

Le féminisme des années 1980 est marqué par un double mouvement d'institutionnalisation : d'une part, comme nous venons de l'évoquer, il entre dans les

institutions de recherche et d'enseignement ; d'autre part, il pénètre le « pouvoir central » avec la création du ministère des droits de la femme en 1981. Cette seconde évolution a une incidence sur les modalités de construction d'une mémoire collective féministe : l'histoire des femmes, qui brillait jusqu'alors par son absence du récit national, accède progressivement à une reconnaissance officielle par la voix d'Yvette Roudy et de ses usages politiques du passé. Cette dernière, en intégrant la dimension mémorielle à son action et à ses discours¹, participe à la diffusion « par le haut » de certaines interprétations du passé et contribue à ce qui peut être considéré comme l'ébauche d'une version « officielle » de la mémoire féministe. En s'appuyant sur l'analyse qu'a faite Christine Bard des usages politiques de l'histoire des femmes (Bard, 2003b, 2006b), ainsi qu'en analysant une partie des archives d'Yvette Roudy², il s'agit ici de rendre compte des principales caractéristiques de la « politique de la mémoire »³ menée par la ministre.

¹ Nous centrons ici notre regard sur le rapport au passé d'Yvette Roudy, ministre, mais notons qu'avant d'accéder au pouvoir, elle a déjà manifesté son souci du passé et son intérêt pour l'histoire des femmes et du féminisme, notamment en publiant *La femme en marge*, en 1975, « livre d'histoire consacré à l'évocation d'une "longue marche" et à une réflexion sur les "rendez-vous manqués" du féminisme et du socialisme »; et en achevant, en 1978, un manuscrit intitulé *Flora Tristan, socialiste et féministe* (Bard, 2003b: en ligne). Plus largement, comme l'explique Christine Bard, « avant l'alternance de 1981, l'histoire des femmes est déjà présente dans la vie intellectuelle et la "communication" des forces de gauche » mais l'histoire des femmes n'étant alors pas encore en mesure d'exister de manière autonome, « les ressources disponibles susceptibles d'être mobilisées par Yvette Roudy ne sont pas très nombreuses ».

² Pour rendre compte des usages politiques du passé réalisés entre 1981 et 1986 ont été consultées les boîtes 5AF108, 5AF109 et 5AF110, qui contiennent les discours réalisés par Yvette Roudy en tant que ministre des droits de la femme ; les boîtes 5AF88, 5AF89, 5AF90, 5AF91 et 5AF92, qui contiennent les documents concernant les Journées internationales de la femme qui ont eu lieu sous son mandat ; les boîtes 5AF81, 5AF82, 5AF83, 5AF84, 5AF85 et 5AF86 qui contiennent les campagnes de communication du ministère ; les boîtes 5AF94 et 5AF95, qui contiennent les documents qui concernent les participations de la ministre à des colloques, inaugurations ou manifestations.

³ On entend ici par « politique de la mémoire », l'ensemble des discours et des actions menés par les pouvoirs publics (dans le cas précis le pouvoir central) qui relèvent de l'évocation du passé. Pour une analyse plus précise de l'expression et des processus qui sous-tendent les politiques de la mémoire, voir : (Gensburger, 2010).

Tout d'abord, en officialisant le 8 mars comme Journée internationale des femmes, la ministre créé là une tradition qui constitue pour elle, à partir de 1982, une occasion annuelle de publiciser ses interprétations du passé, comme elle l'explique dans la citation suivante :

« Le 8 mars est devenu, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, **l'occasion nationale de commémorer la lutte des femmes** pour que cessent les inégalités et les discriminations dont elles sont victimes. » (Communication de la ministre des Droits de la femme au conseil des ministres du 9 mars 1983 : (Fonds Roudy, 5 AF 89, CAF, Angers), cité par (Bard, 2006b: p.72))

Le 8 mars, qui fait l'objet du prochain chapitre, est institué comme un moment propice à des retours sur l'histoire des femmes et du féminisme, et les différents pôles de l'espace de la cause s'en saisissent chaque année pour commémorer ou rappeler le passé. Loin de toutes se concentrer sur une journée dans l'année, les évocations du passé faites par Yvette Roudy ponctuent ses différents discours et interventions publiques. A chaque thématique évoquée, correspond son cortège de références historiques en lien avec le sujet et qui ont vocation à appuyer des revendications présentes et/ou à mettre en lumière des figures et des événements jusqu'alors absents du récit national. Ainsi, dans un discours sur le travail devant la Commission des affaires sociales du Sénat¹, elle cite Jeanne Deroin, ouvrière lingère autodidacte, féministe et socialiste. Lors d'un colloque sur les technologies nouvelles organisé par la FCPE², elle évoque Ada Lovelace, mathématicienne et informaticienne oubliée de l'histoire, qui a pourtant participé à la conception du premier véritable programme informatique au monde. Les extraits suivants montrent également comment la ministre ponctue de références multiples à l'histoire un discours consacré à l'éducation des femmes et prononcé à l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses :

« Et pourquoi ce sujet [l'éducation des femmes] a-t-il tant passionné tous les hommes de tout temps au cours des siècles ? S'agissant des hommes **de l'antiquité aussi bien que de ceux du Moyen-Age, jusque, même je dirais et y compris dans la France des années-Lumière**. Souvenons-nous du mot de ce **cher Molière**... "Pour une fille il suffisait d'en savoir assez pour distinguer un pourpoint d'un vague haut de chausse". Il n'était pas convenable qu'une femme en sache trop. Je me réfère à une coutume

¹ Discours prononcé le 6 avril 1983, Fonds Roudy, 5 AF 109, CAF, Angers.

² Discours prononcé au Colloque national information et réflexions sur les technologies nouvelles, organisé par la FCPE, le 3 mars 1984, Fonds Roudy, 5 AF 110, CAF, Angers.

française ; mais nous sommes dans mon pays, mais de toute façon je sais que ce que je dis là est universel. Une femme en sait toujours assez. **La farce du cuvier, c'est une chose qui a fait rire très longtemps en France dans les fabliaux au Moyen Age. On trouve maints et maints exemples de ce que doit faire la femme et de ce qu'elle ne doit pas faire. Les premières femmes qui ont prétendu s'instruire ont été aussitôt stigmatisées. On leur avait même trouvé une appellation : c'était des "bas bleus".** Je n'ai jamais entendu dire d'un homme qui aurait envie de s'instruire ou le souci d'en savoir plus, qu'il puisse mériter une appellation quelconque : "bas rouge" ou "bas vert", pourquoi pas ? Ou je ne sais quoi encore ! Non, on trouvait toujours des appellations ridicules et c'est par la dérision, la dérision, arme terrible que l'on a toujours cherché à dissuader les femmes d'en savoir trop. Les dissuader jusqu'à l'utilisation de certaines armes redoutables, jusqu'à laisser entendre qu'une femme qui en saurait trop, qui serait trop instruite, trop intelligente, eh bien ! perdrait cette dimension unique, cette dimension essentielle, celle de sa féminité. Regardez dans les images culturelles qui sont proposées (...) pour être une femme idéale, Eh bien ! Il faudrait être absolument, selon les critères des gens les plus civilisés : **à la fois Marie Curie et Marilyn Monroe.** Si vous n'êtes pas ces deux-là, eh bien, vous n'êtes pas complète. (...) Je citerai, je rappellerai simplement le nom d'une femme en France qui avait des lettres, qui avait une plume : c'était **Christine de Pisan.** Au XIV^{ème} siècle elle se trouvait veuve avec des enfants à charge ; heureusement **elle avait eu le privilège d'avoir un père fort intelligent et qui l'avait élevée, certains diraient comme un garçon, c'est-à-dire qu'il lui avait appris à lire, à écrire, qu'il lui avait donné le goût des lettres ; donc veuve au XIV^{ème} siècle avec des enfants à charge, elle a été capable de gagner sa vie avec sa plume.** C'est elle qui nous dit que : "si la coutume était de mettre les petites filles à l'école et qu'au commencement on leur faisait apprendre les sciences comme on fait aux fils, elles apprendraient aussi parfaitement et entendraient les subtilités des arts et des sciences comme ils le font". **C'était au XIV^{ème} siècle, cela se passait dans nos pays occidentaux, c'était il y a 600 ans.** Dans notre pays il a fallu attendre la **Révolution** pour que le débat (car il s'agit d'un débat) rebondisse **en 1791 : en France une loi avait prévu la création d'une école de filles pour 1.000 habitants** ; mais il est des cas où la loi arrive trop tôt par rapport aux mentalités et c'était trop tôt, les esprits n'étaient pas prêts ; la loi n'a jamais pu être appliquée parce que les mentalités n'étaient pas mûres, parce que le terrain humain n'était pas mûr et cette **loi fut abrogée en 1802. Napoléon** n'était pas loin et vous savez combien en France, nous les femmes avons à souffrir du **code**

Napoléon. Napoléon pensait que les femmes avaient été données à l'homme comme l'arbre à fruits au jardinier ; c'était l'idée qu'il se faisait des femmes, Napoléon ! Il nous a légué un code qui est remarquablement fabriqué et dont nous souffrons encore un peu, il faut bien le dire. **En 1850, les filles ont enfin obtenu dans nos pays le droit à l'enseignement primaire et c'est trente ans plus tard que le premier lycée féminin fut ouvert par Camille Sée.** Il fallut attendre 1937 pour que l'enseignement secondaire féminin soit aligné sur celui des hommes, cela a donc été **une longue marche.** Un long combat pour que soit arraché ce droit à l'instruction. **Si j'ai voulu faire ce rappel historique c'est parce qu'il est indispensable pour bien nous situer et savoir où nous en étions. Mesurer le chemin parcouru, prendre la mesure exacte de ce qui pouvait rester à faire, et maintenant nous allons pouvoir voir le point où nous sommes arrivées aujourd'hui.** Nous allons pouvoir nous poser la question : "Où en sommes-nous ?" » (Exposé de Madame Roudy, ministre des Droits de la Femme, à l'Association Mondiale des Guides et des Eclaireuses, Rencontre des commissaires internationales, Orléans-La Source, samedi 22 août 1981, Fonds Roudy, 5 AF 108, CAF, Angers)

Ce long extrait a été sélectionné pour ses caractéristiques typiques de la façon dont Yvette Roudy mobilise le passé. Tout d'abord, ses références s'inscrivent dans une périodisation très large : elle évoque aussi bien l'Antiquité, le Moyen-Age, les Lumières, la Révolution française, l'Empire, etc. Cette inscription dans le temps long vise – plutôt qu'à informer précisément sur la réalité de la situation des femmes à chacune de ces époques – à mettre l'emphase sur la pérennité de l'inégalité entre femmes et hommes. Une phrase comme « cela se passait dans nos pays occidentaux, c'était il y a 600 ans » vient accentuer l'effet. Seconde caractéristique : dans nombre de ses discours, Yvette Roudy s'attarde sur une femme célèbre en lien avec la thématique de l'exposé, souvent une figure issue du féminisme intellectuel¹. Ici Christine de Pisan est évoquée à double titre : d'une part, elle illustre par son parcours la difficulté pour les femmes de s'instruire, l'intérêt qu'elles ont à le faire et la force dont elles doivent faire preuve pour y parvenir ; d'autre part, par ses écrits, elle fournit les bases d'une réflexion pour une éducation égalitaire des femmes et des hommes. Elle appartient, avec les femmes savantes de Molière, Camille Sée, Victor Duruy, au cortège de

¹ Le féminisme intellectuel est également surreprésenté dans les chronologies éditées par le PS à partir de 1991 (Bard, 2006b: p.74).

références mobilisées dès lors que la ministre parle d'éducation, de formation et d'information des femmes¹.

Enfin, toujours dans l'extrait ci-dessus, Yvette Roudy qualifie le retour sur le passé d'« indispensable ». Elle fait de l'histoire un outil de compréhension du présent : le rappel historique servant selon elle à « bien nous situer et savoir où nous en étions. Mesurer le chemin parcouru, prendre la mesure exacte de ce qui pouvait rester à faire ». Cette idée de « chemin parcouru » rejoint la métaphore de la « longue marche », mobilisée aussi dans cet extrait, et dont Christine Bard identifie la première utilisation par la ministre dans son ouvrage *La femme en marge* paru en 1975. C'est parce que Roudy considère l'histoire des femmes comme une « longue marche » que ses discours sur le passé se présentent souvent comme le récit d'une succession d'événements qui conduisent, de manière presque logique, à l'amélioration de la situation des femmes. Dans cet extrait, les grandes étapes de l'accès des femmes à l'instruction de 1791 à 1937 sont effectivement exposées de sorte à mettre en valeur à la fois les résistances qui expliquent la lenteur des évolutions (*longue*) mais également la réalité des progrès (*marche*). Cette grille de lecture du passé, qui a pour conséquence de donner une vision positive de l'histoire et de masquer les régressions, est reprise plus tard par le parti socialiste qui, en 1991, édite une affiche intitulée « La Longue marche »² dans lesquelles sont consignées des dates associées à des événements marquants et des héroïnes de l'histoire des femmes.

L'analyse qui est faite de cette chronologie par Christine Bard met en évidence une rupture claire autour de 1981 : « Sans explication, on passe de la culture d'opposition à la culture du pouvoir. Adieu, rebelles et martyrs de la cause des femmes ! Honneur à (pour ne citer que les dernières) Mary Robinson présidente d'Irlande (1990), Pauline Bebe première femme rabbin en France et en Europe (1990), Ann Richards, gouverneur du Texas (1990) et Edith Cresson, première femme Premier ministre en France en 1991 » (Bard, 2003b: en ligne). Cette façon de réduire la libération des femmes à l'accès de certaines à des postes de pouvoir amène Christine Bard à pointer la faible influence de l'histoire du temps présent, et

¹ Voir à ce propos son discours au CIDF de Saint Quentin en Yvelines, le 3 juin 1982 (Fonds Roudy, 5AF 108, CAF, Angers) ; sa conférence à l'université de New York le 20 avril 1983 (Fonds Roudy, 5AF 109, CAF, Angers).

² Affiche couleur 70 x 102.2 cm, 1991, Fonds 5AF22, CAF, Angers.

en particulier de l'histoire des femmes telle qu'elle est faite à la fin des années 1980, sur les politiques.

Evoquée plus haut à propos de Christine de Pisan, la volonté d'Yvette Roudy de valoriser les femmes célèbres et les féministes se retrouve dans certaines de ses actions. Elle met en place le 8 mars 1982 une grande exposition, dans la Salle des pas perdus de la gare Saint-Lazare, qui présente soixante portraits géants de femmes « qui ont marqué l'histoire » et de « féministes les plus célèbres »¹. Elle fait éditer chaque année un timbre à l'effigie d'une femme : Clara Zetkin en 1982, Danielle Casanova en 1983, Flora Tristan en 1984, Pauline Kergomard en 1985 et Louise Michel en 1986. Le choix de ces grandes figures témoigne du souhait de la ministre d'ancrer la mémoire féministe dans une mémoire de gauche. Enfin, le ministère des Droits de la femme aide au financement de huit documentaires, réalisés par Jacques Merlinot et Henri-Pierre Vincent, sur Berty Albrecht, Olympe de Gouges, George Sand, Flora Tristan, Virginia Woolf, Christine de Pisan, Hubertine Auclert et Simone de Beauvoir. Là encore, on peut pointer l'écart qui existe entre ces actions centrées sur la valorisation d'individualités et l'historiographie savante de l'époque qui, comme nous l'avons déjà dit, influencée par la « Nouvelle Histoire », met l'accent sur les forces profondes de la société, les mentalités, les conduites ordinaires, et est « hostile à la personnalisation des luttes collectives »² (Bard, 2003b: en ligne).

3. Les historiennes des femmes et l'objet mémoire

Nous venons de montrer que, dans les années 1980, un fossé se creuse entre l'histoire et la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes, avec d'un côté des chercheuses qui fondent une histoire des femmes, savante et dégagée des motivations mémorielles des premiers temps et, de l'autre côté, un pôle institutionnel qui se saisit du passé à des fins identitaires et l'utilise sans grand lien avec l'actualité de la recherche historique. Un troisième constat confirme ce processus de séparation entre histoire et mémoire au sein de l'espace de la

¹ Plus de détails sur cette exposition dans le chapitre 3. Voir également (Thébaud, 2005).

² Sur ces questions du rapport entre valorisation des anonymes ou des célébrités dans la mémoire féministe, voir le chapitre 6 de cette thèse.

cause des femmes dans les années 1980 : les historiennes des femmes démontrent peu d'intérêt pour l'objet mémoire, qui pourtant, au même moment, conquiert une place centrale dans la discipline.

En effet, l'historiographie française des années 1980 est marquée par ce que Pierre Nora appelle le « moment-mémoire ». Ce moment débute plus exactement à la fin des années 1970 avec deux articles de ce dernier, datés de 1978 et de 1979, dans lesquels il donne une définition de la mémoire collective et souligne d'emblée « l'utilisation stratégique » que les historiens peuvent faire de cette notion pour renouveler la discipline et entamer une réflexion sur les conflits d'interprétations et la relativité des connaissances produites (Nora, 1978, 1979 ; Lavabre, 2000: p.49). Avec la parution en 1983 de l'ouvrage de Philippe Joutard, *Ces voix qui nous viennent du passé*, la publication en 1984 du premier tome des *Lieux de mémoire*, dirigé par Pierre Nora, celle en 1987 du *Syndrome de Vichy* de Henry Rousso, et celle en 1989 de *La Vendée de la mémoire (1800-1980)* de Jean-Clément Martin, la mémoire devient un véritable objet d'histoire. Malgré ce contexte, les historiennes des femmes, qui sont pourtant parmi les premières à investir le champ de l'histoire orale, ne participent pas à cette inflation des recherches et des publications sur la mémoire. Et on constate même que le séminaire d'histoire orale, animé par Danièle Voldman et Sylvie Schweitzer depuis avril 1982, à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP), s'arrête en juin 1983, c'est-à-dire au moment même de la sortie de l'ouvrage de Joutard, et peu avant celle des *Lieux de mémoire*. C'est donc, dans le même temps, que « vont se construire deux histoires parallèles, qui comme les parallèles ne se rencontrent pas, celle de l'affirmation de l'histoire des femmes et celle de la légitimation et de l'éclatant succès de la notion de lieux de mémoire, socle du “tournant mémoriel” » (Zancarini-Fournel, 2006).

Cette ignorance mutuelle se manifeste, tout d'abord, par le peu d'intérêt pour les femmes que manifeste la grande entreprise des *Lieux de mémoire*, dont les derniers tomes paraissent pourtant l'année de la publication du dernier volume de la série *Histoire des femmes en Occident*. Selon Michelle Zancarini-Fournel, « l'absence [des femmes] est d'autant plus criante que le projet explicite de Pierre Nora est de contribuer à remodeler une identité nationale en crise, mais ce projet exclut de fait, du champ d'expérience et de l'horizon d'attente de la nation, sa part féminine » (Zancarini-Fournel, 2006). Ainsi, l'auteure souligne l'ironie contenue dans le fait que la contribution de Michelle Perrot à l'entreprise des *Lieux de*

mémoire porte sur les biographies ouvrières, c'est-à-dire principalement sur celles d'ouvriers. Plus généralement, pendant les années 1980, la mémoire des femmes apparaît comme absente des recherches historiques sur la mémoire.

Réciproquement, et hormis quelques rares publications, l'histoire des femmes semble ignorer l'objet mémoire. Ainsi, dans les années 1980, on dénombre seulement deux publications en histoire spécifiquement consacrées à cette question de l'existence d'une mémoire de femmes ou féministe. Ces deux publications sont coordonnées par Danièle Voldman et Sylvie Schweitzer, membres depuis 1981 de l'IHTP, laboratoire auquel appartiennent des chercheurs comme Henry Rouso, Denis Peschanski, Jean-Pierre Rioux ou encore Mikael Pollak, qui placent l'objet mémoire au cœur de leurs interrogations scientifiques. Ce contexte professionnel, couplé à l'intérêt de ces deux chercheuses pour l'histoire orale, les poussent à publier sur la mémoire. Tout d'abord, en 1982, le *Bulletin de l'IHTP* retranscrit une table ronde tenue le 16 octobre 1981 sur « Histoire orale et histoire des femmes ». Une partie de la table ronde est organisée autour de la question « Quelle mémoire féminine ? », et au cours de celle-ci une soixantaine de chercheurs essayent de répondre à la question suivante : « quelle mémoire les femmes gardent-elles des faits et des grands événements de leur passé ? » (Ihtp, 1981: p.4). La conclusion qui semble se dégager, reprise par Sylvie Schweitzer et Danièle Voldman dans leur chapitre de l'ouvrage de Michelle Perrot, *Une histoire des femmes est-elle possible ?*, porte l'idée selon laquelle il faut « abandonner l'hypothèse d'une mémoire spécifique aux femmes » et considérer que la mémoire est façonnée selon les itinéraires individuels et les rôles sociaux plutôt que selon le sexe¹ (Schweitzer et Voldman, 1984: p.63-64). Pour Michelle Zancarini-Fournel, les historiennes des femmes sont réticentes à isoler des sujets-femmes qui seraient porteuses d'une mémoire spécifique parce qu'elles refusent de construire une histoire des femmes séparée de l'histoire globale (Zancarini-Fournel, 2006). On retrouve cette même méfiance vis-à-vis de l'idée d'une mémoire « féminine » dans le numéro spécial de la revue *Pénélope* intitulé « Mémoires de femmes », paru en 1985.

¹ Dont on sait pourtant qu'il constitue un rôle social.

« **S’il n’y a plus, à notre sens, de spécificité du champ historique “femmes”, il n’y a pas, non plus, de mémoire “féminine”** ; que serait celle – cela s’est dit – du privé et des chronologies familiales. » (Van De Castele-Schweitzer et Voldman, 1985)

Ce cahier, coordonné par Danièle Voldman et Sylvie Schweitzer, composé de deux parties (l’une intitulée « Discipliner la mémoire », et l’autre « Mémoire de femmes »), témoigne dès l’introduction de l’embarras des spécialistes de l’histoire des femmes dès lors qu’il s’agit de parler de mémoire au milieu des années 1980 :

« Mémoire des femmes ? Femmes et mémoire... Mémoires de femmes. Sur le titre de ce numéro, la rédaction de *Pénélope*, nous-mêmes et donc les auteurs, ont, un temps, hésité. S’agissait-il de cette mémoire appréhendée par les sources orales, ce biais privilégié pour écrire l’histoire des opprimés et des marginaux ? Et devait-on miser sur l’apitoiement suscité par tous ces exclus des bibliothèques ? S’agissait-il d’isoler une mémoire spécifique aux femmes ? Ou devait-on s’interroger sur la nécessité d’articuler mémoire et histoire ? » (Van De Castele-Schweitzer et Voldman, 1985)

Le contexte peut expliquer cet embarras. La prise de distance de l’histoire des femmes à l’égard des motivations mémorielles des premiers temps est perceptible dans ce numéro :

« Nous avons pensé montrer que, tout autant que possible, **une “histoire des femmes” est nécessaire, mais assortie de conditions : point trop d’attendrissement militant**, guère de partage des champs entre les opprimés et les “autres” déjà choyés par les études des savants. » (Van De Castele-Schweitzer et Voldman, 1985)

Les coordinatrices semblent partagées entre, d’un côté, leur volonté de se saisir de la mémoire comme un objet de recherche pour en comprendre le fonctionnement (en faisant notamment appel à des sociologues, des anthropologues et des philosophes pour compléter leur démarche), et de l’autre côté, leur souci de manifester leur attachement à une histoire savante qui relaie la mémoire au rang de question politique.

Force est de constater, à la suite de Michelle Zancarini-Fournel, que la parution du cahier n° 12 de *Pénélope* « a ainsi constitué à la fois un point d’orgue et une butte-témoin sur l’usage des sources orales », et sur l’analyse du fonctionnement de la mémoire par les historiennes des femmes. Selon Françoise Thébaud, cet évitement de l’objet mémoire est lié aux difficultés qu’a l’histoire des femmes « à se départir d’une utilisation positiviste de la

source orale, sans doute parce qu'elle y a trouvé l'irremplaçable parole des femmes et que celle-ci a encore bien des choses à nous apprendre sur le passé » (Thébaud, 2007: p.77). C'est donc plutôt pour collecter des informations factuelles sur la vie des femmes que les sources orales sont utilisées, et moins dans la perspective d'une réflexion sur les conditions de production et les formes de discours des sujets-femmes. On retrouve là un trait caractéristique de l'histoire orale en France, au-delà de l'objet femmes. L'histoire orale, en raison du succès que connaît *Les lieux de mémoire*, est vite écrasée par l'histoire de la mémoire façon Nora, et connaît donc une trajectoire différente de l'histoire orale britannique ou allemande : la notion de co-production de l'histoire est évincée en France au profit d'une démarche qui vise plutôt à constituer des sources orales critiquables comme toutes les autres sources, des archives orales (Joutard, 2013).

La combinaison de ces facteurs semble expliquer l'évitement de l'objet mémoire par l'histoire des femmes dans les années 80. Il faut donc attendre le tournant des années 1990 – particulièrement les thèses sur les mouvements féministes de Laurence Klejman, Florence Rochefort, Christine Bard, et Sylvie Chaperon – pour voir de nouveau des historiennes des femmes et des féminismes poser dans leurs travaux la question de la mémoire. Nous allons d'ailleurs, dans la partie suivante, voir en quoi les années 1990 marquent chez les historiennes des femmes et des féminismes un regain d'intérêt (scientifique et militant) pour la mémoire.

C- L'implication militante d'historiennes pour la mémoire

A l'occasion d'un colloque organisé par le GEF en 1988, Françoise Picq, qui appartient à la génération des « étudiantes », telle que nous l'avons qualifiée plus haut, s'interroge sur la pertinence de la voie prise par les historiennes des femmes dans les années 1980 :

« Avons-nous donc, **pour mieux écrire notre histoire en “universitaires”, cessé d'être des “activistes”** ? Avons-nous sacrifié nos objectifs politiques sur l'autel de la reconnaissance institutionnelle et opéré un excessif “détachement” ? » (Picq, 1991: p.260)

Cette interrogation est symbolique des questions qui se posent aux historiennes des femmes au début des années 1990. Le bilan qu'elles font alors de leur implantation

institutionnelle se révèle en demi-teinte et le souci de renouer avec un engagement pour la mémoire se fait sentir. Contre le désintérêt de l'historiographie « générale » vis-à-vis des résultats de l'histoire des femmes et devant le faible nombre de postes finalement obtenus, la posture militante réapparaît, incarnée en particulier par de jeunes historiennes du féminisme dont les objets d'études les ont rendues familières aux pratiques contestataires. Ces dernières, en plus de revendiquer et d'obtenir une meilleure place pour l'histoire des femmes dans la discipline, s'engagent dans des formes variées de lutte pour une meilleure visibilité du passé des femmes dans la société.

1. Les limites de l'intégration institutionnelle et l'illusion de la rupture épistémologique

Le début des années 1990 est marqué par la parution des cinq volumes de l'*Histoire des femmes en Occident* codirigé par Georges Duby et Michelle Perrot. La notoriété des deux directeurs ainsi que l'ampleur de l'entreprise font de cette publication un moment marquant dans le développement de l'histoire des femmes. Les 20 à 25 000 exemplaires vendus pour chaque tome témoignent d'un réel succès éditorial, peu commun pour ce genre de livres chers et plutôt difficiles à lire (Planté, 1993). Ce succès inattendu « reflète une demande sociale, tout au moins la curiosité et peut-être le plaisir de nombreuses femmes de découvrir qu'elles ont une histoire digne de travaux universitaires »¹ (Thébaud, 2007: p.143). Mais, comme l'affirment Michelle Perrot et Arlette Farge lors du colloque « Femmes et histoire », organisé à la Sorbonne en 1992 pour célébrer la parution de l'ouvrage, la réception médiatique et populaire de l'œuvre contraste avec sa réception scientifique :

« En ce qui concerne les lecteurs, **particulièrement les collègues masculins du monde universitaire**, il nous semble que, **sous l'éloge, se fige une grande indifférence** (avec des exceptions notables bien sûr) ; ce qui veut dire en somme, que **cette histoire-là risque d'affecter bien peu la manière habituelle de faire de l'histoire**. Une once d'admiration, **un silence sceptique**, et le tour est joué. **Cette histoire, disent certains, sent son "féminisme", sans qu'on puisse en savoir davantage sur cette appréciation**. Quant aux lectrices, elles se partagent entre **la soif**

¹ C'est d'ailleurs « la possibilité de faire connaître à un large public des travaux assez confidentiels » qui pousse Michelle Perrot à accepter la proposition de Georges Duby, lui-même ayant été contacté par l'éditeur italien Laterza (Perrot, 1994 ; Thébaud, 2007).

de connaissances, le plaisir de savoir, l'appréhension d'un langage parfois difficile, **le soulagement d'être identifiées au double niveau de l'histoire vécue et de l'histoire écrite**, mais aussi la déception d'une **histoire qui sonnerait le glas du combat féministe** et dont le récit pacifié risque de **faire oublier la violence des relations entre les sexes** et la force des enjeux présents. » (Farge et Perrot, 1993: p.72)

Cette citation traduit l'état d'esprit et la situation dans lesquels se trouvent, dès le début des années 1990, les principales historiennes des femmes. Portées par la demande sociale, elles donnent à leur champ d'études une visibilité et un dynamisme sans précédent. Mais dressant le bilan des vingt années écoulées, elles prennent conscience de leur double difficulté, d'une part à se départir des représentations masculines dans leur écriture de l'histoire, et d'autre part à s'intégrer pleinement à la discipline sur le plan institutionnel.

Si Michelle Perrot justifiait sa participation à *l'Histoire des femmes en Occident* par son ambition de sortir l'histoire des femmes du « ghetto toujours possible » (Perrot, 1994), il semblerait que cette entreprise colossale ne suffise pas à convertir ses collègues historiens à une plus grande prise en compte des femmes dans leurs propres travaux, ni ne les incite à mieux valoriser les recherches issues de ce nouveau champ d'études. Dans la citation ci-dessus, Michelle Perrot et Arlette Farge évoquent la « grande indifférence » et le « silence sceptique » dont font preuve les représentants masculins de leur discipline et anticipent les faibles incidences de l'ouvrage sur « la manière habituelle de faire de l'histoire ». On retrouve là le sentiment – partagé par de nombreuses historiennes des femmes à la même époque – selon lequel la rupture épistémologique voulue dans les années 1970 est difficile, voire impossible, à réaliser. Françoise Thébaud, à la suite de Rose-Marie Lagrave, explique que « l'ambition quelque peu démesurée et séparatiste d'une rupture épistémologique induite par la recherche "femmes", plusieurs fois affirmée depuis 25 ans, a fait place à des conceptions plus nuancées qui admettent majoritairement que, si rupture il y a, elle est dans "le voir, pas dans le connaître" » (Thébaud, 2007: p.177). Alors que les pionnières de l'histoire des femmes (et des études féministes en général) avaient caressé l'espoir, au moment de l'émergence de leur spécialité, d'opérer un « départ », une transformation radicale du regard, les premières années de la décennie 90 sont celles de la prise de conscience de la difficulté à proposer une voie complètement inédite. A titre d'exemple, le découpage chronologique choisi pour structurer *l'Histoire des femmes en Occident* correspond aux périodes classiques

de l'enseignement de l'histoire en France et ne parvient pas à imposer « une temporalité qui pourrait, qui devrait être autre “que celle empruntée à l'historiographie traditionnelle” » (Chartier, 1992: p.45).

Dans les débats qui suivent la parution des cinq tomes, d'autres points que la chronologie sont soulevés pour souligner les obstacles auxquels se heurtent les historiennes des femmes qui tentent de tracer une voie inédite. Tout d'abord, le fait que les femmes aient laissé peu de traces dans les archives en raison de leur exclusion de la sphère publique, restreint les possibilités d'accès à des sources nouvelles et oblige les historiennes des femmes à relire « en creux » les sources existantes et à « faire surgir, par le regard qu'[elles] leur porte[nt], les femmes ou la division sexuelle » (Thébaud, 2007: p.71). Comme le dit Geneviève Fraisse, critique à l'égard de l'idée de rupture épistémologique, elles ne peuvent pas « faire du neuf, mais plutôt “du neuf avec de l'ancien” » (Fraisse, 2010b: p.31).

Outre cette question des sources, le fait d'être entré dans l'histoire des femmes par l'angle des représentations a également restreint le champ des possibles : parce qu'« elle s'est écrite à partir des discours, plus ou moins normatifs, qui parlent [des femmes], et des images qui les peignent » (Perrot, 2004b: p.23), l'histoire des femmes est restée dépendante du regard masculin. Claude Mossé décrit le cercle vicieux dans lequel sont prises les historiennes des femmes : la pauvreté des sources les contraint à travailler à partir de textes écrits par les hommes sur les femmes, et la nécessité de déconstruire ce regard justifie la place privilégiée accordée aux représentations. Mossé en appelle donc à la réintroduction des « réalités concrètes dans l'analyse » et souligne la « nécessité d'insérer les femmes dans l'histoire, de réintroduire la dimension diachronique, souvent absente de l'étude des représentations » (Mossé, 1992: p.19). Gianna Pomata va dans le même sens en regrettant que le troisième volume de *l'Histoire des femmes en Occidents* « donne au lecteur le sentiment que l'histoire des représentations féminines masque l'histoire sociale des femmes », et par conséquent nous en « apprend plus sur les hommes eux-mêmes que sur les femmes » (Pomata, 1992: p.28).

Les années 1990 sont donc le temps d'une double désillusion : épistémologique et institutionnelle. D'une part, les historiennes des femmes prennent conscience du cadre fort qui les poussent à se « couler dans le moule » de la discipline. D'autre part, elles constatent que,

malgré les efforts consentis pour s'adapter aux normes de la légitimité académique et pour développer de nouveaux projets, l'implantation institutionnelle de l'histoire des femmes reste faible. Les raisons à cela, identifiées par Françoise Thébaud, sont au nombre de quatre : premièrement, « une plus grande résistance des institutions à ce qui apparaît comme un particularisme ou une spécialisation inutile » ; deuxièmement, « une centralisation de l'université française et la rigidité des disciplines et des cursus qui freinent une pluridisciplinarité particulièrement féconde dans les recherches sur les femmes » ; troisièmement, « le prestige en France de la discipline historique qui, liée à l'affirmation de la nation et de la république, joue un grand rôle dans l'enseignement et la culture et revendique un discours objectif et universel » ; et enfin, « le fort taux de masculinité de ses élites intellectuelles » (Thébaud, 2007: p.97). Face à cette situation de blocage, les historiennes des femmes renouent avec la posture militante provisoirement abandonnée dans les années 1980.

2. Limites de la stratégie de « normalisation » et position assumée d'historiennes militantes

Le soupçon de science militante continue de peser sur les historiennes des femmes dans les années 1990, ce qui constitue une preuve de l'échec de la stratégie de « normalisation ». Alors qu'elles ont œuvré pour asseoir leur légitimité dans le monde savant, les historiennes des femmes ne peuvent que regretter que ce dernier considère toujours leur histoire comme non objective (Thébaud et Studer, 2004: p.30). Elles renouent donc avec une posture de militantes et s'engagent pour la valorisation de l'histoire des femmes dans deux espaces : d'une part, dans le champ académique en créant des revues, associations et réseaux thématiques¹, et d'autre part, dans la société en général en participant à différentes actions à vocation mémorielle. Une nouvelle génération d'historiennes – qualifiée de « relève » par les plus anciennes (Bard, 2004b: p.268) – participe grandement à cette tendance, leurs objets

¹ Comme le rappelle Christine Bard, dans ce contexte où sortir de la marginalité demande beaucoup d'efforts, « créer un laboratoire ou un groupe de recherche spécialisé, une revue, animer un séminaire sont devenus de nouvelles formes de militance » (Bard, 2004b: p.264). Le militantisme peut être d'ailleurs parfois simplement contenu dans un titre de colloque volontairement provocateur : celui de 1997, à Rouen, intitulé *Une histoire sans les femmes est-elle possible ?* vise certainement à mettre les tenants de la discipline face à leurs insuffisances.

d'études (les féminismes)¹ les ayant rendues familières des pratiques contestataires et des activités collectives.

Alors que la stratégie revendiquée dans les années 1980 visait à pénétrer autant que possible les institutions les plus prestigieuses de la discipline², la persistance des résistances à leur intégration pousse les historiennes des femmes, au milieu des 1990, à marquer la séparation en créant leurs propres institutions. L'une d'elle est la revue *CLIO. Histoire, femmes et sociétés*, fondée en 1995. La naissance de ce périodique spécialisé doit beaucoup à la volonté de Françoise Thébaud de donner au champ une visibilité mais aussi une mémoire :

« La genèse de *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés* est celle d'un **désir personnel – celui de Françoise Thébaud - devenu très vite projet collectif**. Après la parution en 1991-1992 de *l'Histoire des femmes* et sa nomination à l'Institut Universitaire de France³ – institution qui donne du temps et des moyens –, le projet de créer une revue, comme celui, tout à fait parallèle dans le temps et les buts, de préparer une habilitation sur l'aventure intellectuelle de l'histoire des femmes est venu d'un triple sentiment. Sentiment d'un paradoxe d'abord : alors que l'Histoire des femmes à dominante française rencontrait un certain succès public et était traduite à l'étranger, alors que l'histoire des femmes avait été largement défrichée en France (mémoires, thèses, livres), **ce domaine de recherche avait encore peu d'échos dans les revues historiques, peu de reconnaissance intellectuelle et encore moins de reconnaissance institutionnelle**. A ce paradoxe s'ajoutait le sentiment d'une

¹ La thèse de Laurence Klejman et Florence Rochefort est soutenue en octobre 1987, celle de Christine Bard en janvier 1994 et celle Sylvie Chaperon en décembre 1996 (Annexe I : Histoire, Paris 7. Thèses soutenues sur l'histoire des femmes, sous la direction de Michelle Perrot (par ordre chronologique), 2001).

² Stratégie qui produit quelques minces effets à la fin des années 1980 et au début des années 1990 avec la publication dans les *Annales* d'un article collectif, intitulé « Culture et pouvoir des femmes : essai d'historiographie » (1986); la parution en 1991 du sixième numéro de *Genèses* intitulé « Femmes, genre et histoire » ; puis, en 1993, de nouveau dans les *Annales*, la parution d'un dossier sur « Histoire des femmes, histoire sociale » constitué en partie des actes du colloque « Femmes et histoire » organisé à la Sorbonne en 1992.

³ Nous verrons dans la sous-partie suivante que c'est aussi grâce à une nomination à l'Institut Universitaire de France, que Christine Bard a pu entreprendre un certain nombre d'actions en faveur de la conservation et la valorisation des archives féministes. Les historiennes des femmes n'hésitent pas à mettre les opportunités que leur offre leurs carrières personnelles au profit de projets collectifs visant à l'implantation de leur champ de recherche et à la conservation des traces.

déperdition très préjudiciable : de nombreux travaux d'histoire des femmes restaient ignorés faute de lieu d'expression, tandis que **le domaine de recherche semblait manquer de mémoire et de transmission.** » (Thébaud et Zancarini-Fournel, 2002: en ligne)

Certes cette revue, animée par un comité de rédaction intergénérationnel¹, affirme plus que son aînée *Pénélope*, son insertion dans la discipline² ; mais en assumant sa spécialisation, elle marque une nouvelle étape dans l'histoire des femmes :

« **Nous n'étions pas retenues par la crainte, dépassée à nos yeux, de faire de l'histoire des femmes un "ghetto"**, crainte exprimée à plusieurs reprises par *Pénélope* et par de nombreuses historiennes dans les années 1970 et 1980. » (Thébaud et Zancarini-Fournel, 2002: en ligne)

La peur de se présenter comme un champ d'études autonome disparaît et ce dernier peut ainsi se doter de structures associatives spécifiques assurant sa visibilité. En 2000, trois associations regroupant des historiennes des femmes se constituent : la Société internationale d'étude des femmes sous l'Ancien Régime (SIEFAR), l'association Archives du féminisme (sur laquelle nous reviendrons plus tard) et Mnémosyne (Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre). Les historiennes s'impliquent également dans la création et l'animation de réseaux ou associations pluridisciplinaires comme l'ANEF (Association Nationale des Etudes Féministes), qui avait été créée en 1991 ; le RING (Réseau interuniversitaire et interdisciplinaire sur le genre) créé en 2001 ; et EFiGiES (Association de jeunes chercheuses et chercheurs en études féministes, genre et sexualités) créée en 2003. Ces associations, dont les modes d'organisation ne sont pas très éloignés de celles composant la sphère militante, essaient de valoriser les travaux réalisés en organisant des journées d'études ou en créant des prix récompensant thèses et mémoires en études féministes. Elles endossent également selon les moments des revendications plus politiques comme la création de postes fléchés³.

¹ Les membres du comité de rédaction au moment de sa création sont Christine Bard, Agnès Fine, Gabrielle Houbre, Christiane Klapisch-Zuber, Claudine Leduc, Catherine Marand-Fouquet, Florence Rochefort, Michelle Zancarini-Fournel, Françoise Thébaud.

² Le choix du sous-titre, qui fait écho à celui de la célèbre revue des *Annales* et qui renonce à l'utilisation du terme « genre », témoigne de cette volonté d'être prises au sérieux.

³ Les premières créations de postes fléchés en 1984 avaient été le résultat d'une initiative

Mais les historiennes des femmes et du féminisme des années 1990 ne s'en tiennent pas à la valorisation de l'histoire des femmes dans la sphère académique. Elles entendent aussi la diffuser plus largement dans la société et ainsi contrecarrer les représentations historiques des femmes telles qu'elles sont communément véhiculées. Le contexte y est d'ailleurs favorable. En effet, on assiste autour de 1995 à un réveil du féminisme en France avec la Conférence mondiale sur les femmes de Pékin, la manifestation de rue du 25 novembre 1995 et l'émergence des débats sur la parité (Bereni, 2007). Une nouvelle génération de femmes s'engage dans les groupes féministes et manifeste alors de l'intérêt pour le passé des femmes : « la demande de reconnaissance du rôle historique des femmes se renforce », explique Christine Bard (Bard, 2003b: en ligne). Les médias répondent à cette attente (en même temps qu'ils l'attisent) en donnant la parole aux chercheuses en études féministes : « un certain nombre de spécialistes des questions “femmes” et “genre” accèdent aux maisons d'édition grand public, aux journaux, aux télévisions et gagnent ainsi un statut particulier, plus gratifiant en général que celui qu'elles/ils ont dans le monde académique » (Bard, 2004b: p.266).

La parution de l'ouvrage *Allez les filles* de Baudelot, en 1992, suscite une « prise de conscience du décalage scolaire des filles et la persistance des discriminations dans l'enseignement supérieur et le monde du travail », confirmée par la parution en 1997 d'un rapport parlementaire s'alarmant de la résistance des stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires (Bard, 2004b: p.264). De là, émerge l'idée selon laquelle l'enseignement de

gouvernementale : quatre postes d'études féministes avaient été concédés par le ministère de l'éducation aux universités, dont un en histoire, celui de Marie-France Brive à Toulouse (Thébaud, 2007). Mais en 1991, l'ANEF reprend l'initiative, « demande un rendez-vous à Lionel Jospin, alors Ministre de l'Education nationale, et présente, à l'appui d'une demande de création de postes fléchés, un volumineux dossier présentant les études féministes en France et dans la Communauté européenne » (Picq, 2005: en ligne). Alors que dans la première moitié des années 1980, les postes fléchés étaient considérés avec méfiance par les historiennes soucieuses de ne pas « créer un ghetto intellectuel et institutionnel » et de ne pas « forger un champ d'études et des cursus tolérés mais dévalorisés » (Thébaud, 2007: p.97), « l'insatisfaction ressentie face aux lacunes de l'Institution » (Bard, 2004b: p.262) dans les années 90 amène les historiennes à appuyer les sociologues et les psychologues dans leurs revendications. En 1991, deux postes de maître de conférences sont créés, « évitant soigneusement dans leur fléchage le terme “d'études féministes” : à Paris VIII en histoire contemporaine “histoire des femmes” et à Toulouse II en sociologie “Etudes féminines” » (Picq, 2005: en ligne).

l'histoire des femmes peut remédier aux inégalités scolaires entre filles et garçons et des historiennes des femmes s'engagent dans une relecture sexuée des manuels scolaires. Cette entreprise de relecture, largement portée par Mnémosyne (Association pour le développement de l'histoire des femmes et du genre), se concrétise en octobre 2010 avec la parution, chez Belin, d'un manuel intitulé *La place des femmes dans l'histoire, une histoire mixte*.

Enfin, la fin des années 1990 est aussi le moment où commencent à paraître des ouvrages de synthèse et des manuels de vulgarisation visant la formation des étudiantes et une diffusion de l'histoire des femmes hors du champ académique¹. Les plus jeunes chercheuses, impliquées ou entretenant des relations étroites avec des associations féministes étudiantes comme le Collectif d'action et de réflexions pour l'égalité des sexes (créé à Lyon 2 en 1993), le groupe Mafalda (créé en 1994 à l'Université de Toulouse), les Sciences Potiches se rebellent (créées en 1995 à Sciences Po Paris) ou encore la Commission antisexiste de l'UNEF ID (créée en 1995) (Bard, 2004b: p.269), font le pont entre la sphère militante et la sphère académique. Des influences réciproques se font sentir : d'une part, les recherches produites en histoire des femmes portent la marque de l'agenda militant et d'autre part, les historiennes des femmes orientent les revendications du mouvement, notamment en incitant les militantes et fémocrates à porter des revendications mémorielles.

L'influence de l'agenda militant sur l'agenda scientifique est visible à différents niveaux. Elle se manifeste, par exemple, en mars 1995, par l'organisation d'un grand colloque international et pluridisciplinaire dans le cadre de la préparation de la quatrième conférence mondiale sur les femmes de Pékin. Avec Françoise Thébaud, on constate l'importance prise par les dates anniversaires dans la parution des travaux en histoire du féminisme (Thébaud, 2007: p.218). Ainsi, le 200^e anniversaire de la mort de Mary Wollstonecraft donne lieu à la publication d'ouvrages biographiques sur cette auteure (Bernheim, 1997 ; Berry, 1997 ; Hivet, 1997). En 1999, pour le 50^e anniversaire de la parution du *Deuxième Sexe* de Simone de

¹ Par exemple, *Les femmes actrices de l'histoire : France, 1789-1945*, de Yannick Ripa (Ripa, 1999) ; *Les femmes dans la société française au 20^e siècle*, de Christine Bard (Bard, 2001) ; *Histoire du féminisme*, de Michèle Riot-Sarcey (Riot-Sarcey, 2002) ; *Les femmes dans la société française : 16^e-18^e siècle*, de Dominique Godineau (Godineau, 2003) ; *Les femmes à l'époque moderne : XVI^e-XVIII^e siècles*, de Scarlett Beauvalet-Boutouyrie (Beauvalet-Boutouyrie, 2003) ; ou *Histoire des femmes en France : XIX^e-XX^e siècle*, de Michelle Zancarini-Fournel (Zancarini-Fournel, 2005a).

Beauvoir, parait un numéro spécial de la revue *Lendemain* (Galster, 1999), et est organisé par Christine Delphy et Sylvie Chaperon un grand colloque, qui réunit à Paris pendant cinq jours des philosophes, des historiennes, des linguistes et des littéraires du monde entier (Delphy et Chaperon, 2002). Le 100^e anniversaire de la naissance de Simone de Beauvoir donne lui aussi lieu en 2008 à l'organisation de colloques et à des publications variées (Fraisie, 2008b ; Kristeva, Fautrier, Fort et al., 2008). De manière générale, « le mouvement des femmes et les questions qu'il pose à la société française (...) continuent d'impulser les recherches de ce champ disciplinaire » (Thébaud, 2007: p.177). Réciproquement, les historiennes des femmes, par leurs recherches, donnent aux militantes de quoi inscrire leurs revendications présentes dans la profondeur historique. La séquence du débat sur la parité est assez parlante de ce point de vue. Dès 1989, on observe à l'occasion des commémorations du bicentenaire de la Révolution française un questionnement commun aux différents pôles académique, associatif et institutionnel. Alors que la revendication de la parité en politique apparaît dans le pôle associatif et institutionnel, se développe parallèlement une histoire qui porte un regard critique sur les rapports entre femmes et pouvoir politique. Par exemple, les travaux de Catherine Marand-Fouquet (*La femme au temps de la Révolution*), Dominique Godineau (*Citoyennes tricoteuses. Les femmes du peuple à Paris pendant la Révolution française*) et Geneviève Fraisie (*Muse de la raison*), parus entre 1988 et 1989, réévaluent le rôle joué par les femmes dans la Révolution et, ce faisant, soulèvent la question du lien entre démocratie et exclusion des femmes. Il en est de même des travaux sur l'Ancien Régime présentés lors du colloque organisé par Eliane Viennot et Danielle Haase Dubosc, intitulé *Femmes et pouvoir sous l'Ancien Régime* (Haase-Dubosc et Viennot, 1991). Ce questionnement commun aux différentes composantes de l'espace de la cause des femmes va se nourrir du dialogue entre chercheuses, féministes et militantes. Laure Bereni explique, dans sa thèse, comment la notion de « démocratie paritaire » a vu le jour suite à une rencontre entre Claudette Apprill, administratrice du « comité chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes » (comité Égalité) du Conseil de l'Europe jusqu'au début des années 1990, et Élisabeth Sledziewski, chercheuse mêlant philosophie et histoire politique dans ses travaux sur le « sujet féminin » sous la Révolution. Ces dernières se rencontrent lors du colloque *Les femmes et la Révolution française* organisé par l'historienne Marie-France Brive, à Toulouse, auquel Claudette Apprill se rend « à titre privé » et pendant lequel elle est « *scandalisée* » par les « *termes* » dans lesquels les femmes ont été historiquement exclues de la démocratie » (Bereni, 2007: p.117).

Claudette Apprill et Élisabeth Sledziewski entament alors ensemble un travail de réflexion sur le rapport des femmes à la démocratie, et plus précisément autour de la notion de « démocratie paritaire ». Cet épisode, qui peut paraître anecdotique, illustre une évolution plus générale qui fait qu'à partir du milieu des années 1990 le jeu d'influence réciproque entre recherches historiques et revendications politiques est davantage visible au sein de l'espace de la cause des femmes : d'un côté, les militantes s'appuient sur les « leçons de l'histoire »¹ et de l'autre côté, les historiennes des femmes, dans une « dialectique présent-passé propre à tout domaine historique »² (Thébaud, 2007: p.177), adaptent leurs objets et questionnements scientifiques à l'actualité.

Les rapports entre les différents pôles ne s'arrêtent pas à ces influences réciproques diffuses : à la faveur de la « fièvre commémorative » (Bard, 2005: p.7) qui s'empare de la France au moment du bicentenaire, les historiennes des femmes s'engagent également dans des actions plus volontaristes, visant à l'élaboration d'une mémoire féministe et à sa diffusion auprès du grand public. Une des premières actions à vocation mémorielle, portée par l'historienne Catherine Marand-Fouquet, est une campagne³ en faveur de la panthéonisation d'Olympe de Gouges, figure de la lutte pour les droits des femmes pendant la Révolution et rédactrice d'une *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne*. Le coup de projecteur mis sur les héros et héroïnes de la Révolution française au moment du bicentenaire est favorable au retour dans l'imaginaire féministe de figures comme celles d'Olympe de Gouges ou Théroigne de Méricourt⁴. Très vite, la revendication de panthéonisation trouve un écho chez des militantes du pôle associatif⁵ : Gisèle Halimi conseille même à Catherine Marand-

¹ C'est le cas notamment dans l'ouvrage *Au pouvoir citoyennes !*, d'Anne Le Gall, Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber.

² Françoise Thébaud évoque, à titre d'exemple, l'émergence d'une histoire européenne encore balbutiante suscitée par les transformations et les difficultés de l'Europe communautaire.

³ Cette campagne est lancée le 1^{er} septembre 1989, lorsque l'historienne Catherine Marand-Fouquet, qui vient de publier son ouvrage sur *La Femme au temps de la Révolution*, écrit une lettre au *Monde* dans laquelle elle demande l'entrée d'Olympe de Gouges au Panthéon.

⁴ Élisabeth Roudinesco, historienne, alors directrice de recherche à l'université Paris 7 lui consacre un ouvrage (Roudinesco, 1989).

⁵ Christine Bard précise que, chez les chercheuses féministes, « toutes ne souhaitent pas du tout voir "leur" Olympe au Panthéon ». C'est le cas par exemple, de Marie-France Brive et le groupe Simone de l'université Toulouse Le Mirail (Bard, 2003b: en ligne).

Fouquet d'aller plus loin en associant à sa demande celles des panthéonisations de Marie Curie et de la résistante Berty Albrecht (Bard, 2003b: en ligne). Malgré la mobilisation et l'envoi de lettres au président de la République François Mitterrand, la revendication n'aboutit pas : la figure d'Olympe de Gouges n'est pas assez consensuelle et selon Mitterrand, il est de toute façon trop tard pour 1989. Le bicentenaire de la mort d'Olympe de Gouges, le 3 novembre 1993, est l'occasion en plein essor de la lutte pour la parité, de réactiver cette revendication mémorielle : une centaine de féministes (notamment les militantes du réseau Femmes pour la parité et un collectif de féministes marseillaises constitué autour de Catherine Marand-Fouquet) manifestent, le 6 novembre 1993, devant les grilles du Panthéon et déposent une gerbe en souvenir de l'icône féministe révolutionnaire. « Les manifestantes demandent le transfert de ses cendres et de celles d'autres femmes illustres » (Bereni, 2007: p.204), preuve que l'« on commence à donner un genre “aux grands hommes” à qui la patrie exprime sa reconnaissance, sur le fronton sculpté par David d'Angers » (Bard, 2005: p.7). Les campagnes de panthéonisation vont régulièrement être relancées au cours des années 2000, soutenues par d'autres historiennes comme Christine Bard. Les figures de femmes concernées varient selon les collectifs portant la demande et selon la période. Elles aboutissent seulement à l'entrée au Panthéon de Marie Curie en 1995 et à la décision de François Hollande, en février 2014, d'y faire entrer deux Résistantes : Germaine Tillion et Geneviève de Gaulle-Anthonioz, deux figures rarement mises en avant par les féministes.

Au travers de ces actions les historiennes des femmes redéfinissent les modalités d'action possibles pour impulser le changement culturel : animer un séminaire, organiser un colloque, écrire des manuels scolaires viennent s'ajouter au répertoire d'action féministe. On observe notamment une diffusion dans les pôles associatif et institutionnel de ces pratiques. Par exemple, à partir de 2011-2012, le Centre Hubertine Auclert (Centre francilien de ressources pour l'égalité femmes – hommes) « mène avec ses membres une réflexion et des actions relatives à la lutte contre les stéréotypes sexistes dans les outils éducatifs, notamment les manuels scolaires »¹.

¹ Pour plus de détails sur ces actions, voir : <http://www.centre-hubertine-auclert.fr/education-pour-des-manuels-scolaires-et-des-supports-educatifs-non-sexistes>.

3. Christine Bard, l'historienne entrepreneuse de mémoire

Un des obstacles à la transmission d'une mémoire féministe est la perte des traces laissées par les collectifs. Comme cela a déjà été évoqué dans le premier chapitre, très tôt des féministes ont fait de la conservation des archives le cœur de leur activité militante. C'est le cas d'Eliska Vincent, de Marbel, de Marguerite Durand ou de Marie-Louise Bouglé. L'historienne Christine Bard, dont on rappelle qu'elle a consacré sa thèse aux féminismes des années 1914 à 1940 (Bard, 1995), a certainement été inspirée par le travail réalisé par ces pionnières. Son implication dans des projets collectifs, à l'interface entre le monde politique et le monde universitaire est typique de ce nouvel engagement des historiennes en faveur de la mémoire. Christine Bard a ceci de particulier qu'elle est au centre d'un réseau d'initiatives variées visant premièrement, à la conservation des traces laissées par les groupes ou militantes féministes (Centre des archives du féminisme d'Angers), deuxièmement à la valorisation de ces traces (association Archives du féminisme) et troisièmement à la diffusion de l'histoire des femmes auprès du grand public (exposition sur les grilles du Panthéon, campagnes pour les panthéonisations, musées d'histoire des femmes etc.).

Le fait qu'elle ait découvert au cours de ses recherches les premières archivistes féministes n'est certainement pas le seul facteur qui conduit Christine Bard à s'engager dans la création du Centre des archives du féminisme (CAF), inauguré le 18 avril 2001. Tout d'abord, sa pratique d'historienne l'a bien évidemment sensibilisée à la question des sources et elle n'a pu que constater, à ses dépens, les pertes qui ont altéré les archives féministes. Le décalage entre le dynamisme des groupes féministes de la première vague et la pauvreté des documents attestant de leur activité lui fait prendre conscience de la nécessité d'œuvrer à la préservation de cette forme de patrimoine. Outre les pertes, la dispersion de ces archives est également un problème. Le fait que chaque association garde dans ses locaux des décennies de comptes rendus de séances, de matériel de propagande, ou de rapports d'activité constitue un frein à la recherche. Le fait aussi que ces archives restent dans le domaine privé entraîne des ouvertures et des fermetures arbitraires dont les historiennes sont dépendantes : Christine Bard ne peut, par exemple, avoir accès pendant toute la durée de sa thèse aux archives du Conseil national des femmes françaises (CNFF), association pourtant majeure sur sa période. De plus, en fréquentant régulièrement, tout au long de sa thèse, la bibliothèque Marguerite Durand à Paris, elle noue des liens amicaux avec la conservatrice, Annie Metz, qui lui fait part

de ses difficultés et lui explique notamment qu'elle risque de devoir prochainement refuser certaines archives faute de place.

Après sa thèse, d'autres éléments du parcours militant et professionnel de Christine Bard vont jouer en faveur de son engagement pour la mémoire et pour la sauvegarde des archives féministes en particulier. D'une part, ses engagements féministes et syndicalistes forgent chez elle un goût pour les initiatives collectives relevant de l'autogestion (du « do it yourself » selon ses mots). Elle acquiert dans le cadre militant les compétences nécessaires pour mener à bien des projets d'une telle ampleur. D'autre part, elle est recrutée en 1995 comme maîtresse de conférence en histoire contemporaine à l'université d'Angers, où existe une formation en archivistique allant jusqu'au DESS. Elle se familiarise avec les principes et les techniques qui régissent la préservation des archives en participant au jury de ce DESS et en y côtoyant des archivistes professionnels. De plus, la bibliothèque d'Angers possède déjà des fonds spécialisés et est donc en mesure de proposer son expertise. En juillet 2000, Christine Bard est nommée à l'Institut universitaire de France et obtient une décharge de deux tiers de son temps de travail ainsi qu'un budget de recherche conséquent pendant cinq ans. Cette nomination lui offre une certaine autonomie et la possibilité de dégager du temps pour s'engager dans un projet comme le CAF.

Un événement enclenche le processus rendu possible par tous ces facteurs : Marc-Olivier Baruch, chercheur en histoire contemporaine, est contacté par Annie Metz car il cherche à confier à une institution les archives de son arrière-grand-mère Cécile Brunschvicg, une personnalité de premier plan du féminisme de la première vague. Ces archives avaient été spoliées en juin 1940, puis saisies par l'Armée rouge et emportées à Moscou. Après avoir disparues pendant des années, elles sont restituées à la descendance de Cécile Brunschvicg en 2000. Marc-Olivier Baruch hésite alors quant au lieu où déposer ces archives : l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC) où se trouvent celles de son époux Léon Brunschvicg, ou bien dans un centre orienté vers le féminisme. Annie Metz s'apprête, faute de place, à refuser ce dépôt : la bibliothèque Marguerite Durand ne pouvant accueillir les quarante-cinq cartons du « fonds russe » n° 280 (Baruch, 2001: p.10). Christine Bard refuse de voir partir ces archives et improvise :

« J'ai dit à Annie : "ce n'est pas possible, on ne peut pas, un fonds revenu de Moscou en plus c'était..." . Moi j'ignorais l'existence de ce fonds parce qu'on ne savait pas ce qui était à Moscou. Ça correspondait à toutes ces archives que j'avais découvertes

pendant ma thèse et auxquelles j'étais très attachée. J'ai dit à Annie "on ne peut pas dire non, je t'envoie un fax, patiente deux heures, je vais voir le directeur de la BU pour le tester, sinon tu dis à Marc-Olivier Baruch qu'un centre d'archives va ouvrir à Angers à la bibliothèque universitaire, qu'il y aura un lien entre archives et recherches, que c'est formidable, que du positif". Elle me dit d'accord, elle était aussi soulagée qu'on puisse trouver une solution de secours. À ce moment-là, tu n'en avais jamais parlé ? Non pas du tout. **C'était juste un déclic : on ne peut pas accepter ça, ça suffit, il faut qu'on s'occupe de nos archives.** Et puis, donc j'ai fait ça, heureusement le directeur de la BU était là, on avait plutôt des bons rapports, il n'avait aucune sympathie pour le sujet, le féminisme, c'est juste qu'on se croisait à la brocante tous les samedis matin, voilà à quoi ça tient vraiment. Et donc il a dit oui et c'est comme ça que ça a commencé. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Le centre se constitue donc autour du dépôt des archives de Cécile Brunschvicg, suivi rapidement par le dépôt du fonds CNFF (Conseil national des femmes françaises).

La création du centre à Angers s'est faite en deux temps : d'abord, l'association Archives du féminisme est fondée en juin 2000 ; puis, le CAF est inauguré le 18 avril 2001. Ainsi, les donateurs ou les déposants peuvent, au choix, verser directement leurs archives à l'université d'Angers ou les verser à l'association qui, elle-même, les dépose à l'université. Cette dualité de structures a été voulue par Christine Bard. Tout d'abord, cette dernière souhaitait assurer aux féministes la possibilité de gérer elles-mêmes leurs archives et exercer ainsi un certain contrôle sur elles. Le fait que le contrat entre l'association et l'université soit révocable permet d'ailleurs ce contrôle. Mais l'idée était aussi d'assurer au centre une certaine pérennité et surtout des moyens financiers et humains dont disposent rarement les associations féministes. C'est pourquoi le centre a été créé au sein de l'institution universitaire, au-delà du fait qu'elle apporte une légitimité rassurante pour les déposants. On peut voir dans cette structure duelle la marque de la position de Christine Bard dans l'espace de la cause des femmes : à la fois chercheuse bien insérée à l'université (professeure reconnue par ses pairs) et militante attachée à l'autonomie des associations engagées pour la cause des femmes. D'ailleurs, si elle met au service du projet différentes ressources auxquelles sa carrière

professionnelle lui donne accès, elle n'envisage pas le travail qu'elle fournit pour le CAF comme un aspect de son métier :

« Non seulement **je suis historienne du féminisme mais je suis en plus militante féministe de longue date**. Je me suis engagée dans un groupe féministe quand j'étais étudiante, syndicaliste étudiante, je devais avoir 19 ou 20 ans. Et **donc j'avais cette motivation supplémentaire, ce n'est pas seulement une spécialisation professionnelle pour moi, c'est un engagement, c'est quelque chose qui donne du sens à la vie, qui détermine vraiment plein de choses dans mon existence**. C'est un engagement que je définis comme extrêmement fort, ce qui n'est pas le cas de tous les spécialistes universitaires de telle ou telle question (...) Mais c'est vrai que le poids a tout de suite été assez lourd pour moi. Parce que c'était quand même identifié comme mon projet, c'était situé à Angers, localement je ne pouvais pas avoir un grand soutien, j'ai toujours été isolée à Angers. J'assume, je risque de l'assumer un peu moins bien dans les années à venir parce que l'année prochaine on va fêter les dix ans d'archives du féminisme, donc ça fait dix ans que je suis présidente, et ce n'est pas de la présidence honorifique, **c'est vraiment du travail, c'est du militantisme, pour moi ce n'est pas une partie de mon activité professionnelle. Ça a un lien très fort évidemment, mais je n'en profite même pas directement**. Je ne travaille pas sur ces archives là en plus. Si, j'ai regardé les archives Roudy, on a dû regarder les mêmes cartons pour mon article sur les usages politiques de l'histoire des femmes mais c'est tout. Je travaille sur d'autres choses. Ce n'est pas facile de trouver quelqu'un qui se porte volontaire pour me remplacer. Personne ne se précipite au CA parce que c'est du boulot, ce n'est pas du tout prestigieux. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Comme elle l'explique dans cette citation, le centre est fortement identifié à Christine Bard. Elle préside d'ailleurs l'association Archives du féminisme depuis plus de dix ans et explique qu'elle a des difficultés à se faire remplacer. La première raison de cette personnalisation est la localisation à Angers, qui isole dans un milieu où les principales interactions se font en région parisienne. La seconde raison tient au fait que Christine Bard a fortement impliqué son réseau au démarrage du projet. En effet, l'association, qui a rapidement eu deux cents membres, s'est développée en grande partie grâce aux relations personnelles et professionnelles de Christine Bard, qui a su mobiliser à la fois des institutions,

des historiennes, des bibliothécaires, des militantes féministes et des personnes non engagées pour la cause des femmes mais avec qui elle avait des liens amicaux.

« C'est passé par des liens d'amitié, parce que je suis sociable et ça fait longtemps que... Le réseau il préexistait, il a suffi que j'écrive, que j'envoie des e-mails, aux personnes que je connaissais, et avec qui j'avais des affinités, dont je savais qu'elles comprendraient l'intérêt du projet, c'était comme une évidence que Michelle Perrot allait dire oui, que Françoise Picq allait dire oui, que Françoise Thébaud allait dire oui, que Sylvie Chaperon allait dire oui... Donc pas mal d'historiennes, des bibliothécaires aussi. Et en fait on a compris après que l'association c'était un réseau d'individus mais aussi un réseau d'institutions, et ça s'est confirmé : bibliothèque Marguerite Durand, Centre des archives du féminisme (le CAF est membre de l'association en tant que membre institutionnel), la BDIC de Nanterre, le musée d'histoire vivante de Montreuil, et il y a d'autres institutions mais qui sont là par solidarité, comme la bibliothèque et le centre d'archives du centre d'histoire de Sciences-po, des gens qui travaillent aux archives nationales, les archives départementales du Maine-et-Loire... » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Même si Christine Bard sollicite principalement des personnes dont elle connaît leur intérêt (personnel ou professionnel) pour le féminisme, certain-e-s collègues ou ami-e-s adhèrent au projet par sympathie pour elle.

Le centre s'est développé en grande partie grâce à des financements étatiques et régionaux. Une des stratégies adoptées pour convaincre a été de démontrer le retard français¹ en matière de conservation des archives féministes². Ainsi, à l'AG fondatrice de l'association

¹ Il s'agit d'une stratégie récurrente dans le mouvement féministe en France : elle a, par exemple, été utilisée dans les années 1920-1930 pour réclamer l'obtention du droit de vote et également dans les années 1990, dans le cadre de la campagne pour la parité.

² Le retard a aussi été constaté en comparaison avec le syndicalisme : « Ce qui est fou, c'est le retard, c'est que ça se passe maintenant. J'avais beaucoup travaillé sur l'histoire du syndicalisme dans les années 80. Dans les années 80, on a vu émerger cette préoccupation mémorielle, ce désir de recueillir des sources orales, cette préservation des archives, il y eut des appels à la fin des années 70 à sauver les archives syndicales, ça s'est fait dans le syndicalisme en France dans les années 80. Il y a vingt ans de décalage pour le féminisme. On ne peut pas comparer le syndicalisme qui a un aspect beaucoup plus organisé, centralisé, c'est plus simple à comprendre le syndicalisme que le féminisme, mais voilà...

Archives du féminisme, Christine Bard convie ses collègues belges, qui ont créé le Centre d'ARchives pour l'HIstoire des Femmes (CARHIF) à Bruxelles, et leur demande de partager leur expérience.

« J'étais vraiment admirative de ce qu'elles avaient réalisé à Bruxelles, avec l'aide de l'État, **elles avaient beaucoup de subventions, avec une ministre qui avait compris leur projet et qui avait beaucoup soutenu. Elles sont venues et elles sont intervenues à deux à l'AG fondatrice, en racontant leur expérience, en la transmettant et ça permettait de montrer aussi que la France avait du retard sur beaucoup beaucoup de pays, où les archives féministes étaient mieux organisées, mieux soutenues.** C'est Éliane Gubin et Catherine Jacques, qui à l'époque était archiviste au CARHIF et qui est devenue historienne, qui a fait sa thèse sur l'histoire du féminisme belge. **Ça c'est important aussi dans la stratégie de démontrer le retard français,** qu'il n'y avait pas de musée virtuel sur l'histoire des femmes en France, qu'il n'y avait pas de centre d'archives correctement organisé. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

La stratégie porte ses fruits : le Service droits des femmes, puis la délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité accordent des subventions à l'association. Les cotisations des membres¹ permettent aussi de la faire vivre et de lui assurer une certaine autonomie à l'égard des pouvoirs publics. Le budget dont dispose l'association demeure néanmoins modeste et ne permet pas l'embauche d'un-e salarié-e à plein temps comme le souhaiterait Christine Bard et comme l'exigerait, selon elle, la charge de travail. Cette question des ressources fait d'ailleurs l'objet de tensions ponctuelles entre l'association et l'institution universitaire. Christine Bard raconte que, lors de la réunion annuelle du comité de suivi du CAF précédant notre entretien, l'association a reproché à la bibliothèque universitaire (représentée par son directeur) de ne pas consacrer assez de temps au CAF en comparaison au temps consacré aux autres fonds spécialisés. Malgré ces quelques difficultés, le bon fonctionnement du CAF repose beaucoup sur son ancrage dans l'université et donc sur la

Et déjà chez les syndicats on estimait que c'était tard, qu'il n'était que temps et qu'il y avait déjà eu beaucoup beaucoup de pertes. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile).

¹ Quatre types de cotisations existent : une cotisation de membre d'honneur (à partir de 60 euros par an), cotisation institutionnelle (50 euros par an) ; une cotisation individuelle (30 euros par an) et une cotisation pour les étudiant-e-s et personnes sans emploi (10 euros par an).

prise en charge du classement des fonds par les responsables et les étudiants de la filière archivistique.

« En permanence il y a des stages de L3, de M1, ou de M2 sur les fonds du CAF. Comme on en accepte deux ou trois par an, certains sont quand même plus volumineux, **on arrive à les classer rapidement grâce à ça**. Il n'y a pas de salaire versé pour le classement des fonds. Ça c'est assez exceptionnel. Et puis c'est bien aussi pour les étudiants parce que ça leur fait découvrir... Ils sont à Angers mais ce sont des fonds nationaux, donc ils ne sont pas obligés de faire de l'histoire locale. Et puis **ils découvrent le féminisme par la même occasion**. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Apparaît clairement dans cette citation le souci de Christine Bard de transmettre le féminisme en dehors de l'espace de la cause des femmes. La valorisation des archives est d'ailleurs une des fonctions essentielles de l'association Archives du féminisme.

Les activités de l'association sont variées. Tout d'abord, est effectué un travail de collecte des archives. Pour les archives écrites, il s'agit soit de répondre aux sollicitations des donateurs, soit de prendre l'initiative en contactant des associations ou des personnes afin de les inciter à confier leurs archives. La surreprésentation des historiennes contemporanéistes au conseil d'administration de l'association a certainement contribué au fait que cette dernière s'engage également dans une collecte d'archives orales. Une commission audiovisuelle a été créée dans l'association par Françoise Flamant, militante du MLF et co-fondatrice du festival de films de femmes (Musidora) ; Hélène Fleckinger alors doctorante en histoire du cinéma et réalisant une thèse sur la vidéo féministe des années 1970 et Laure Poinot, documentariste qui avait interviewé Christine Bard au moment de la sortie de son ouvrage *Les filles de Marianne* et avec qui elle avait gardé contact. Cette commission se charge, depuis l'automne 2006, de « réaliser des entretiens filmés auprès de personnes connues pour leurs actions et travaux en faveur des femmes » (Commission Audiovisuelle, 2007). La valorisation des archives, autre dimension de l'activité de l'association, tient autant à la volonté de Christine Bard de participer à la lutte contre l'invisibilisation des féministes qu'au souhait des déposantes de voir leurs archives exposées, analysées et commentées.

« Et puis quand même on a une certaine pression sur la valorisation du fonds. Ces gens-là choisissent un centre d'archives fléché féministe, c'est **aussi en espérant qu'il**

y aura assez vite des recherches, des publications, des colloques, c'est une valorisation historique qu'ils recherchent, ce n'est pas juste : on déménage, on a moins de place dans nos locaux associatifs et on a besoin de donner nos archives, de s'en débarrasser, c'est aussi faites les vivre ces archives. Faites des expositions, des colloques, venez nous interviewer en complément... » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Ce travail de valorisation des archives passe par l'organisation de colloques, l'animation d'un site internet et par l'édition de deux bulletins par an. Ce bulletin, qui est passé d'une centaine de pages à une vingtaine à partir de 2005, vise (dans sa première version surtout) à la diffusion de l'histoire du féminisme et à la construction du souvenir des féministes au-delà du petit monde des historiennes. Un éditorial de Christine Bard, intitulé « Mémoire faible » et paru dans le *Bulletin Archives du féminisme* de juillet 2004, évoque cet aspect :

« Notre activité de sauvegarde, de communication d'archives, de recherche et de publication rend plus visible l'histoire de l'émancipation des femmes, **à condition de sortir du milieu des "spécialistes"**. Le récent rapport du Conseil économique et social, rédigé par Annette Wieviorka¹, a souligné l'importance du rôle que nous jouons désormais pour mettre en **synergie le milieu de la recherche et le milieu militant dans notre domaine**. » (Bard, 2004a: p.5)

Dans cette perspective de construction du souvenir, on trouve dans les bulletins des rubriques comme « In memoriam » ou « Féministes laïques de la première vague », où des historiennes dressent le portrait de célèbres militantes féministes décédées² ; ou encore la rubrique « La place symbolique des femmes dans la cité », qui entame un état des lieux de la présence des femmes dans la toponymie de différentes villes de France³. Cette dernière rubrique témoigne de la circulation des pratiques mémorielles entre les différents pôles de l'espace de la cause des femmes : elle s'inscrit dans la continuité du travail réalisé à la fin des

¹ Il s'agit d'une étude du Conseil économique et social, présentée en 2004 par Annette Wieviorka au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre hommes et femmes, intitulée « Quelle place pour les femmes dans l'histoire enseignée ? ». Il y est effectivement écrit « Ce centre, implanté dans une Université, met en œuvre une véritable synergie entre les chercheurs, les militants et les associations » (p.12).

² *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 9, 2005 ; *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 12, 2007.

³ *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 8, 2004 ; *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 9, 2005.

années 1990 par le « réseau pour l’histoire des femmes – réseau Séverine », animé par Florence Montreynaud (militante du MLF et, plus tard, fondatrice des Chiennes de Garde), qui réfléchissait aux « commémorations à organiser » et à « la place des femmes dans la toponymie urbaine ». Christine Bard, dans l’éditorial du septième volume du *Bulletin Archives du féminisme*, écrit :

« Le dossier sur ses activités [au réseau Séverine], désormais conservé au Centre des archives du féminisme, conserve les traces de plusieurs initiatives locales prises par des groupes de féministes et de lesbiennes pour que des noms de rues soient attribuées à des femmes. **Notre association pourrait relancer cette activité, d’abord par un bilan sur la question des noms de rues, ensuite par un recensement de toutes les initiatives féministes dans ce domaine.** Notre bulletin et Musea peuvent nous aider à diffuser nos constats. Ils seront accablants, on n’en doute pas d’après nos premiers sondages. Mémoire locale, mémoire nationale : même combat ! L’hégémonie masculine est écrasante. » (Bard, 2004a: p.5)

Le *Bulletin Archives du féminisme* est un instrument de diffusion du passé et de coordination d’actions mémorielles. Par exemple, la rubrique « Document » présente des archives issues des fonds du CAF¹. Sont également publiés de brefs récits d’événements marquants de l’histoire des féminismes (l’affaire Berger-Levrault²) et sont rappelés régulièrement (notamment par Christine Bard, dans ses éditoriaux) quelques dates anniversaires importantes (150 ans de la naissance d’Avril de Sainte-Croix, 100 ans de la loi sur la laïcité, 80 ans de l’Union féminine civique et sociale, 50 ans de l’association Maternité heureuse, les 10 ans de la loi sur le libre salaire de la femme³). De plus, des appels sont lancés dans le bulletin pour encourager à la mobilisation mémorielle, comme celui de Véronique Fau-Vincenti, historienne membre de l’association Archives du féminisme et Responsable des activités scientifiques du Musée de l’histoire vivante de Montreuil :

¹ *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 8, 2004 ; *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 9, 2005.

² *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 13, 2007.

³ *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 9, 2005 ; *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 13, 2007.

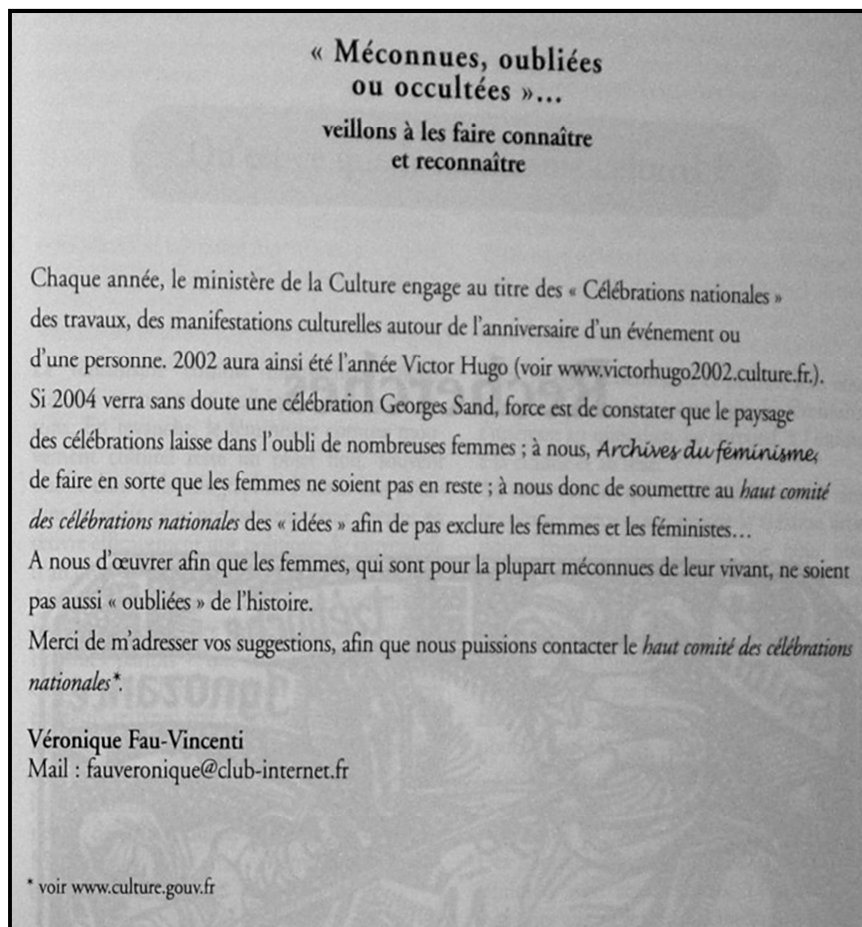


Figure 12 : Appel « “Méconnues, oubliées ou occultées”... veillons à les faire connaître et reconnaître », lancé par Véronique Fau-Vincenti dans le Bulletin Archives du féminisme, n°4, 2^e semestre 2002, p.9

A partir de 2006, le bulletin (raccourci faute d'énergie disponible) se concentre surtout sur la vie de l'association, ses différentes actions. Concernant la dimension « diffusion de l'histoire du féminisme et construction d'une mémoire féministe », c'est une collection des Presses universitaires de Rennes, intitulée « Archives du féminisme » qui prend le relais. Cette collection est dirigée par Christine Bard seule, mais l'association aide en aval à la diffusion des livres en assurant leur promotion sur le site internet de l'association, dans le bulletin et *via* des courriers électroniques envoyés aux membres. Par ailleurs, le premier ouvrage publié dans la collection Archives du féminisme est le fruit d'un travail collectif lancé par l'association Archives du féminisme : il s'agit du *Guide des sources de l'histoire du féminisme*, publié en 2006 et dirigé par Christine Bard, Annie Metz (conservatrice de la Bibliothèque Marguerite Durand) et Valérie Neveu (première conservatrice du CAF). Ce guide recense les archives ayant trait aux féminismes dans les services publics d'archives (fonds des services départementaux d'archives, fonds des services municipaux d'archives,

archives départementales et municipales, archives nationales, etc.), les associations, bibliothèques, musées et centres d'archives privées ; ainsi que les sources audiovisuelles. Ce travail, repose sur une conception large du féminisme :

« “Féminisme” est ici entendu au sens large : le guide retient tout ce qui renseigne l'émancipation des femmes. » (Bard, Metz et Neveu, 2006: quatrième de couverture du guide)

« Et pour le guide des sources on a eu les mêmes discussions à nouveau : est-ce qu'il fallait limiter le champ ou pas ? Finalement on a ouvert parce que c'est du bon sens du point de vue de la recherche, parce qu'il y avait de toute façon des multi-appartenances, et puis parce qu'il y a une perception populaire, commune disons, du féminisme qui va bien au-delà du champ restreint des militantes pour les droits des femmes. C'est pour ça qu'on a intégré les résistantes. Dans l'introduction j'expliquais ça car **on ne voulait pas avoir l'air de les récupérer non plus au service du féminisme, mais parce qu'elles incarnent une forme d'émancipation des femmes et qu'elles ont joué un rôle dans le processus de l'émancipation.** Mais c'était limite, il fallait avoir une discussion là-dessus, ça n'allait pas de soi. On pouvait avoir des arguments opposés qui étaient valables. On s'est dit un tel travail ne sera pas recommencé avant je ne sais pas combien d'années donc autant que ça rende service à un maximum de chercheuses et de chercheurs. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

C'est cette même ouverture qui caractérise l'orientation du Centre des archives du féminisme. Si le féminisme est évoqué au singulier dans le nom du centre, c'est bien à toutes sortes de féminismes que s'adresse la structure, y compris aux personnes engagées pour la cause des femmes mais ne se revendiquant pas comme féministes.

« Une des grandes leçons de notre expérience c'est que le mot n'a pas rebuté des personnes qui ne se considèrent pas comme féministes, ou des associations qui n'ont pas le mot féministe dans leur statut. Donc quand on parle du mot stigmaté, c'est vrai, il faudrait peut-être relativiser aussi parce que **quand il y a un enjeu comme ça mémoriel pour des personnalités ou pour des associations, se faire un petit peu leur place au soleil dans la postérité, dans la mémoire, le mot féminisme ça ne les dérange pas.** Pierre Simon il ne se définissait pas comme féministe, des associations

comme les femmes gaullistes, Femme avenir, l'Union féminine civique et sociale, qu'on peut classer vraiment comme féministe modérée, et dans le premier pan de son existence pas féministe du tout... Il y a même eu une hésitation sur la Ligue patriotique des Françaises, qui est devenue la Ligue d'action féminine catholique, finalement on n'y tenait pas trop et leurs archives sont allées ailleurs, mais même cette question-là s'était posée. **C'est marrant comme le milieu des déposants donateurs potentiels a une interprétation large du mot féminisme. Et ça je pense que c'est lié aussi à l'image de l'association qui est associée à mon travail d'historienne et à ma personnalité je pense aussi. En toute modestie je dis ça mais... J'ai des convictions évidemment, mais dans le féminisme j'essaye de rassembler**, ce n'est pas de la tolérance... Je cherche un peu mes mots, j'ai toujours milité et en tout cas j'ai toujours eu ce discours en interne dans l'association et à l'extérieur de dire que **le centre était largement ouvert, y compris à ce qui était antiféministe, c'est tout ce qui peut intéresser l'histoire du féminisme**, donc tout ce qui peut l'éclairer, y compris les ennemis du féminisme, ou des gens qui sont modérément féministes, qui ont des réserves, tout est intéressant pour l'histoire. Ça serait complètement idiot de s'en priver en mettant une définition étroite du féminisme. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Cette citation confirme une des idées que nous développons dans cette thèse selon laquelle si mémoire collective féministe il y a, elle est davantage fondée sur une conviction partagée de la nécessité de lutter contre l'invisibilisation que sur des contenus mémoriels à proprement parler. Il semblerait que pour les actrices du mouvement, qui confient leurs archives au centre, comme pour les administratrices du centre (Christine Bard précisément), ce qui importe en première instance c'est de faire exister l'histoire du féminisme indépendamment de l'image du féminisme qui se dégage de cette histoire. Christine Bard ne cherche pas à créer une mémoire féministe en adéquation avec sa vision personnelle du féminisme en collectant certaines archives et en refusant d'autres. Par ailleurs, chez les déposantes, le souci de ne pas voir leur engagement tomber dans l'oubli l'emporte également sur l'orientation idéologique ou politique de l'association Archives du féminisme. Comme l'explique Christine Bard, ce qui compte c'est que leur militantisme soit reconnu et valorisé, même si cela passe par quelques concessions sémantiques comme l'acceptation du qualificatif « féministe ».

« **Je pense que plus s'est développée l'histoire des femmes, plus est venu le désir d'exister dans cette histoire des femmes.** Quand même elles comprennent que ça passe par l'acceptation d'entretiens et le don d'archives. C'est un enjeu militant parce que comme il y a une assez forte visibilité de ces travaux sur l'histoire des femmes, il y a une médiatisation, donc quand on lit maintenant les synthèses qui existent sur histoire des femmes, certaines associations, certaines personnes les lisent en se disant j'y suis, je n'y suis pas (...) La surprise dans ce domaine-là ça a été de voir plusieurs femmes politiques nous donner leurs archives, Yvette Roudy, Françoise Gaspard, il y en a peut-être d'autres, dont les archives auraient dû se trouver au parti socialiste. **Donner ces archives à un centre féministe c'est encore un acte militant et vraiment une manière de faire un pied de nez, alors que l'engagement principal, dans les notices biographiques d'Yvette Roudy, on dira d'abord qu'elle est socialiste avant de dire qu'elle est féministe.** Qu'est-ce que ça veut dire ? Ce que ça veut dire, et ça j'en suis sûre, c'est qu'elle fait plus confiance aux féministes, aux historiennes féministes, pour parler d'elle qu'au PS, où elle va être noyée dans la masse et où elle aura affaire à des historiens de sexe masculin parfaitement indifférents au féminisme. Donc il y a vraiment des calculs de l'intérêt que ça représente pour leur postérité. » (Entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile)

Si la collecte des archives est guidée par un principe d'ouverture, il en est de même pour les règles de consultation de ces archives. Chaque personne pouvant attester d'un projet de recherche peut venir consulter les archives du CAF. En cela, le CAF se distingue par exemple des Archives recherches cultures lesbiennes (ARCL), association qui conserve de nombreuses sources pour l'histoire du féminisme mais dont l'accès est fermé aux hommes. En effet, cette association, créée en 1983 et installée aujourd'hui à la Maison des femmes, rue de Charonne à Paris, revendique son inscription « dans une mouvance politique non-mixte assumée »¹ qui implique de prolonger sa posture radicale jusque dans l'écriture de l'histoire et dans l'élaboration de la mémoire. Christine Bard, certainement en raison de sa profession d'historienne, défend l'idée d'une « recherche universelle » ouverte à tout-e-s et soumise à la critique de tout-e-s.

¹ Extrait du site internet des ARCL : <http://arcl.free.fr/spip.php?article893>

Certaines membres de l'association Archives du féminisme ont aussi participé à un autre projet à vocation mémorielle : la création d'un musée virtuel d'histoire des femmes. L'idée naît, au cours de l'année 2000, dans les esprits de Christine Bard et de sa compagne Corinne Bouchoux, alors proviseure adjointe d'un lycée et chargée de cours à Sciences Po Paris sur l'histoire des femmes en France et en Allemagne et membre de l'association Archives du féminisme. L'idée émerge du constat suivant : aucun musée d'histoire des femmes n'existe en France à la différence de l'étranger. Initialement, le projet est de dédier un espace concret (et non virtuel) à l'histoire des femmes et du genre. Ne se limitant pas à l'histoire du féminisme, le projet dépasse le cadre de l'association Archives du féminisme et rapidement, en janvier 2001, la décision est prise de créer une autre association : La cité des femmes. Cette association devient donc indépendante de l'association Archives du féminisme même si elles ont, dans un premier temps, la même présidente¹, et entretiennent des liens étroits par cet intermédiaire (en témoignent les comptes rendus des avancées du projet dans le *Bulletin Archives du féminisme*²). En janvier 2002, Christine Bard rédige un rapport culturel et scientifique évoquant la nécessité de créer ce musée. Elle parvient, par l'intermédiaire d'Yvette Roudy, à le présenter à Anne Hidalgo alors première adjointe au maire de Paris, chargée de l'égalité Homme/Femme et du Bureau des Temps. Cette dernière promet la création d'un groupe de travail et le 8 mars 2002, Bertrand Delanoë annonce publiquement que le projet a été mis à l'étude. Des réunions informelles se tiennent à Paris entre femmes désireuses de s'investir dans cette aventure : des spécialistes des musées comme Marie-Hélène Joly de la Direction des musées de France ou Julie Pellegrin, conservatrice du musée d'Evreux, se joignent à l'aventure. Virginie Beaujouan, archiviste dans l'association *Génériques*, participe également à ces réunions et fait le lien entre La Cité des femmes et l'association dans laquelle elle travaille. Les échanges avec le secrétaire général de *Génériques* – association qui œuvre pour la sauvegarde, la préservation et l'inventaire des archives de l'immigration en France et en Europe, par le biais d'activités aussi bien culturelles que scientifiques – permettent d'établir des comparaisons entre les démarches mémorielles entreprises pour les femmes et celles engagées pour les immigrés.

¹ Dans un premier temps, Christine Bard est la présidente de La cité des femmes et Corinne Bouchoux la secrétaire, avant que leurs deux rôles ne s'inversent.

² Voir notamment *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 4, 2002.

Néanmoins, assez rapidement des divergences se font sentir entre les porteuses du projet. D'un côté, certaines (comme Yvette Roudy) souhaitent créer un centre dédié aux femmes avec des expositions historiques mais aussi des services sociaux, des expositions artistiques, des services juridiques. D'autres (comme Christine Bard et Corinne Bouchoux) souhaitent créer un véritable musée dont la seule vocation serait la collecte, la conservation et l'exposition d'objets retraçant l'histoire des femmes. Il s'agit, selon Christine Bard, de « donner la dignité du musée à l'histoire des femmes »¹. Pour penser ce projet, Christine Bard et Corinne Bouchoux s'inspirent d'autres musées de société comme l'Historial de la Grande Guerre à Péronne, ou le Mémorial de Caen pour la Seconde guerre mondiale, qui connaissent un succès certain et dont la pédagogie les séduit. Ces modèles montrent combien le projet est porté par une volonté de transmission au plus grand nombre.

Le projet de musée se heurte finalement à l'absence de volonté politique et l'association La Cité des femmes décide de concentrer ses efforts sur la création d'un cybermusée. Le groupe porteur du projet se réduit, les divergences exposées précédemment ayant eu raison notamment des alliances avec le pôle partisan et institutionnel de l'espace de la cause des femmes. Le projet Musea voit le jour grâce à l'obtention d'une subvention européenne qui permet d'employer à temps plein une jeune titulaire d'un DESS de multimédia culturel et ayant également fait des études d'histoire et d'histoire de l'art. Musea est un musée virtuel, c'est-à-dire un site internet édité par l'Université d'Angers (<http://musea.univ-angers.fr>), qui « publie des résultats de recherches en sciences humaines sur le genre sous la forme d'expositions virtuelles et sert également de ressource pédagogique pour l'enseignement d'une histoire "mixte" ». On retrouve dans les objectifs que se donnent le musée la volonté – présente dans tous les autres projets dont Christine Bard a l'initiative – d'impliquer à la fois des professionnelles de la recherche et des militantes féministes dans la production des contenus ainsi que le souhait de diffuser l'histoire des femmes et des féminismes en dehors des milieux féministes ou historiens.

Toutes ces initiatives font de Christine Bard un cas archétypal d'« entrepreneuse de mémoire » féministe. Elle est à l'origine d'une grande variété d'actions mémorielles et

¹ Extrait de l'entretien réalisé avec Christine Bard le 11 mars 2009, à son domicile.

participe en cela à un travail d'« encadrement des mémoires » : nombre des entretiens réalisés avec des féministes d'Angers portent la trace de cette influence. Par exemple, Inès, une militante du planning familial d'Angers évoque son rôle dans l'initiative prise par les associations membres de l'Espace femmes d'Angers de baptiser trois salles de réunion avec des noms de femmes célèbres :

« On veut nommer les salles ici au 35 rue Saint-Exupéry. On a trois salles de réunion qui sont à une association, je représente le Planning, mais cette association s'appelle l'Espace femmes (...) Il y a eu une discussion pour savoir comment on allait procéder. **Moi j'ai tenu d'une part à ce qu'il y ait une des salles qui porte le nom d'une angevine, qu'on mette en valeur aussi des femmes de la région. Alors il y a une autre salle qui portera aussi le nom d'une femme étrangère, et une de France.** Alors on a voté, les militantes des associations. On avait proposé un certain nombre de noms. Les trois noms qui sont sortis sont : pour la France c'est Olympe de Gouges, pour l'étranger c'est Taslima Nasreen, **et puis pour Angers c'est une femme qui a habité tout à côté, dans le quartier, c'était une femme très modeste, elle était sage-femme. Elle est née au début du XXème siècle. Elle s'appelle Georgette Boulestreau. Elle a eu une action locale. Évidemment elle n'est pas connue, même des angevins. C'est le travail de Christine Bard aussi qui a permis de repérer son nom et son action.** » (Entretien projectif avec Inès, 16/06/09, introduction)

Le travail d'encadrement réalisé par Christine Bard se retrouve dans le regard que portent les angevines sur le passé. Dans cet extrait d'entretien, mais également dans d'autres entretiens menés avec des militantes d'Angers, on observe son influence sur la mémoire locale. Elle est souvent citée comme référence par les militantes angevines : lorsqu'elles évoquent différents épisodes de l'histoire des femmes, elles s'appuient régulièrement sur un ouvrage de Christine Bard ou sur une conférence qu'elle a donnée.

« Il y a des personnes qui sont là depuis très longtemps, qui en ont marre peut-être aussi de raconter même chose, de réexpliquer la même chose, d'avoir les mêmes débats qui sont là depuis vingt ans, trente ans. Alors quand une petite jeune vient poser la question et qu'elle a déjà été débattue il y a vingt ans de ça, je pense qu'elles commencent à se lasser. Et c'est vrai que c'est aux cinquante ans du planning familial que j'ai compris que le planning, c'était vraiment important qu'on soit sur le terrain. (...) Pourquoi tu dis les cinquante ans du Planning ? Parce que pour les cinquante ans du Planning, il y a eu beaucoup de manifestations. **Au niveau local, il y a eu une**

conférence par Christine Bard, qui est intervenue pour parler même localement du Planning familial à Angers. Les locaux qui étaient avant... C'est marrant je trouve, j'aime bien avoir aussi cette histoire en tête. » (Récit de vie avec Océane, 16/06/2009)

« D'ailleurs, je crois que la dernière condamnation à mort c'était pour une avorteuse. La dernière condamnation à mort qu'il y a eu en France. Ils en ont fait un film, il est repassé à la télévision il n'y a pas très longtemps. Je crois que c'est la dernière condamnation à mort, je crois que c'était une avorteuse. Parce que c'est comme ça qu'on les appelait, le mot est... c'est Isabelle Huppert qui jouait le rôle. Ça devait être en 43 ou en 45. Je crois. **Christine serait en mesure de répondre plus précisément que moi, il faudrait demander à Christine.** La dernière qui a été guillotinée, je crois que c'est une avorteuse. » (Entretien projectif avec Danielle, 20/06/2009, photo 15)

Elle apparaît dans ces extraits d'entretiens comme la parole d'autorité par excellence dès lors qu'il est question du passé des femmes. Enfin, sa position d'universitaire militante, doublée de sa volonté de faire collaborer ensemble différents pôles de l'espace de la cause des femmes autour de projets ayant trait à la construction du souvenir et à la conservation des traces, font de Christine Bard un archétype de la transversalité sectorielle des mobilisations autour de la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes.

Conclusion de chapitre

Ce chapitre rend compte de la façon dont le déploiement de la contestation féministe dans d'autres sphères que la sphère militante a modifié le rapport au passé des féministes. L'objet mémoire permet, en effet, de montrer comment des relations se nouent entre les différents pôles de l'espace de la cause des femmes autour d'un enjeu commun, à savoir la lutte contre l'invisibilisation des femmes dans l'histoire. Il permet aussi de mettre en évidence la façon dont varie l'importance relative de chaque pôle selon les époques et selon les sujets.

S'il est clair que, sur les questions mémorielles, le pôle intellectuel joue rapidement un rôle central, en produisant des discours sur le passé qui viennent nourrir l'imaginaire militant, en travaillant à la conservation ou la valorisation des traces et en redéfinissant les modalités d'action possibles pour impulser le changement culturel ; on observe néanmoins des périodes

de retrait pendant lesquelles ce pôle se distancie des processus d'élaboration des mémoires féministes. Dans les années 1980, les historiennes revendiquant davantage d'indépendance à l'égard du militantisme en vue d'une implantation institutionnelle de l'histoire des femmes, la sphère institutionnelle joue alors un rôle plus central dans la mise en œuvre d'actions à vocation mémorielle¹. La représentation schématique de l'espace de la cause des femmes réalisée dans l'avant-propos méthodologique pourrait ainsi être modifiée selon les moments où l'espace est analysé et selon le thème dont il est question : dans notre cas d'étude, on peut ainsi envisager des cercles de tailles variables pour représenter chaque pôle et imaginer même donner la place au centre du schéma à un autre pôle que le pôle associatif autonome.

De plus, ce chapitre a mis en évidence le fait que les interactions autour de la mémoire entre les différents pôles peuvent être alternativement collaboratives (*via* l'attribution de financements, par exemple) et conflictuelles : la crainte de voir « leur » histoire confisquée et dépolitisée par l'académie rend les militantes du pôle associatif autonome parfois critiques à l'égard des intellectuelles. Mais ces tensions ne remettent pour autant pas en cause le consensus transectoriel autour duquel une lutte contre l'invisibilisation des femmes doit être menée. En cela, l'objet mémoire permet de bouleverser un peu la « perception dominante des mouvements sociaux, forgée dans les années 1960-1970 dans le contexte d'un nouveau cycle de protestations collectives, et selon laquelle les protestataires se situent à l'extérieur des institutions (statut *d'outsider*), utilisent un répertoire d'action non conventionnel, et se mobilisent frontalement *contre* les institutions (en premier lieu l'État) » (Bereni et Revillard, 2012: p.31). En faisant de la production et de la diffusion d'interprétation du passé une dimension importante de leur lutte, les féministes redéfinissent les modalités d'action possibles pour impulser le changement culturel. Premièrement, la protestation peut se déployer au sein des institutions : les historiennes des femmes font du champ académique un site de mobilisation. Deuxièmement, elles renouvellent l'image traditionnelle des répertoires d'action non conventionnels : animer un séminaire, organiser un colloque, écrire des manuels s'ajoutent au répertoire d'action féministe. Enfin, les liens noués avec le pôle institutionnel

¹ Les relations qui se nouent entre pôle associatif autonome et pôle institutionnel dans les années 1980 et 1990 mériteraient sûrement davantage de développements que ce chapitre ne l'a permis. Mais elles seront en partie de nouveau évoquées dans le chapitre 3, où nous analyserons la façon dont les associations militantes relaient un aspect de la politique mémorielle de Roudy, à savoir l'instauration du 8 mars comme « Journée internationale de la femme ».

autour des actions mémorielles remettent en cause l'idée selon laquelle l'action collective est nécessairement prise dans un rapport d'opposition à l'Etat.

Chapitre 3 : Le 8 mars, l'invention d'une tradition

Introduction de chapitre

Une partie de l'intitulé de ce chapitre reprend le titre d'un célèbre ouvrage collectif (*The Invention of Tradition*), dirigé par Éric Hobsbawm et Terence Ranger, paru en 1983, à la suite d'un colloque organisé par la revue *Past and Present*. Dans l'introduction de cet ouvrage, Hobsbawm, émet l'idée selon laquelle un certain nombre de traditions sont des « créations récentes liées aux enjeux d'un passé proche et aux stratégies de tel ou tel groupe social » (Mary, Fghoul et Boutier, 1995: p.172). Le 8 mars, devenu « Journée internationale de la femme » il y a environ un siècle, après que Clara Zetkin en a fait la proposition au Congrès des femmes socialistes, appartient à cette catégorie des « traditions inventées », pratiques rituelles et symboliques qui visent, premièrement, à la cohésion du groupe social qui les invente et à l'affirmation d'un sentiment d'appartenance au groupe ; deuxièmement, à la légitimation des institutions et troisièmement, à « la socialisation, l'inculcation des croyances, des systèmes de valeurs et des codes de conduite » (Hobsbawm, 1995: p.183). Au cours de ce chapitre, nous allons nous intéresser à ces trois fonctions du 8 mars et voir quel rapport au passé expriment les féministes françaises au travers de cette célébration annuelle¹.

Dans l'esprit de cette première partie de thèse, nous allons ainsi montrer que le 8 mars est une cristallisation du devoir de mémoire élaboré depuis près d'un siècle dans l'espace de la cause des femmes. Tout d'abord, nous verrons que l'invention progressive du 8 mars a contribué à créer de la confusion autour des origines de la célébration. Les controverses sur les significations historiques de la date étayent notre argument selon lequel le devoir de mémoire importe plus aux féministes françaises que les contenus d'une hypothétique mémoire commune : l'événement commémoré s'efface au profit de la commémoration elle-même. Autrement dit, au sein de l'espace de la cause des femmes, l'injonction à se souvenir est plus forte que le souvenir lui-même. Ensuite, nous verrons que ce rite, par son systématisme et sa forme routinière depuis près d'un siècle, lie le présent au passé et apporte ainsi de la

¹ Nous verrons bien sûr que le 8 mars est loin de constituer une célébration franco-française (cette dernière vient de l'étranger et est célébrée chaque année à travers le monde), mais pour ne pas noyer notre objet dans une multitude de considérations, nous nous concentrerons sur les 8 mars tels qu'ils sont célébrés en France.

continuité au mouvement féministe. A travers lui, s'élabore, au sein des vagues successives, un sentiment de permanence. Enfin, porter attention au 8 mars permettra également d'observer les effets concrets du devoir de mémoire dans l'espace de la cause des femmes : en tant que moment de rassemblement sans équivalent et en tant qu'instance de socialisation, le 8 mars est l'occasion idéale, chaque année, pour chaque pôle de l'espace de la cause des femmes de produire une multitude d'interprétations du passé. Cette célébration annuelle est donc un moment privilégié d'expression des différentes mémoires historiques qui se côtoient – et parfois s'affrontent – dans le mouvement féministe français.

A- Rappel historique et controverses autour du sens de l'événement

Si, initialement, l'idée de réunir annuellement les femmes à travers le monde pour porter des revendications féministes émerge indépendamment de la volonté de commémorer tel ou tel événement, la date du 8 mars est finalement choisie par Lénine en 1921 à des fins mémorielles, afin d'honorer le souvenir des femmes de Saint-Pétersbourg ayant manifesté au début de la Révolution russe. Dans cette première partie de chapitre, nous allons rappeler brièvement les grandes étapes de l'institution du 8 mars et verrons comment s'est forgé, dans les années 1950, un mythe, donnant à cette date une signification historique différente de celle qui avait présidé à son choix. Nous nous intéresserons également aux controverses mémorielles entraînées par le dévoilement progressif de ce mythe et verrons dans quels contextes politiques ces débats ont pu émerger.

1. Histoire de l'institution du 8 mars : une invention par étapes

La première célébration d'une Journée de la femme a lieu le 23 février 1909 aux Etats-Unis, les socialistes américains ayant décidé lors de leur Congrès de 1908, dans le cadre d'une campagne en faveur du droit de vote des femmes, que le dernier dimanche de février serait, chaque année, le *National Woman's Day* (Kaplan, 1985: p.166). Pendant ces années qui précèdent la première guerre mondiale, les femmes socialistes européennes et américaines sont fortement impliquées dans une lutte pour l'internationalisme et entretiennent donc des

liens étroits. Probablement inspirée par l'initiative des Américaines – mais aussi sensibilisée à cette forme de mobilisation après avoir assisté quelques années plus tôt, en 1889, au rassemblement de la deuxième Internationale ouvrière à Paris instituant le 1^{er} mai comme Journée internationale de revendication des travailleurs (Kaplan, 1985: p.165) – Clara Zetkin, féministe et journaliste allemande, directrice d'une revue appelée *Die Gleichheit* (*L'égalité*), présidente de l'Organisation socialiste des femmes allemandes et responsable du Secrétariat féminin de l'Internationale socialiste, suggère, lors de la seconde Conférence internationale des femmes socialistes, les 25 et 26 août 1910, à Copenhague, la célébration annuelle d'une « Journée internationale de la femme ». Cette journée aurait vocation à mettre régulièrement en lumière les revendications en faveur du suffrage des femmes à travers le monde. La conférence de 1910, qui rassemble les déléguées des femmes socialistes de seize nationalités différentes, adopte cette proposition sans que la date de cette journée ne soit clairement définie.

En 1911, la direction du parti social-démocrate allemand choisit le 19 mars pour la célébration de la première Journée internationale des femmes car cette date commémore la révolution allemande de Berlin en 1848 et la Commune de Paris. Le 19 mars 1911, différents groupes de femmes socialistes manifestent donc pour le droit de vote des femmes, en Allemagne, en Autriche, en Suisse et au Danemark. Il faut attendre 1914 pour que cette journée soit également célébrée par les groupes de femmes socialistes françaises (Kandel et Picq, 1982). De 1915 à 1917, les socialistes fêtent la Journée internationale des femmes partout en Europe : elle est l'occasion d'affirmer, malgré la guerre, l'internationalisme prolétarien (Kandel et Picq, 1982).

C'est seulement en 1921 que la « Journée internationale de la femme » est fixée au 8 mars. Cette officialisation vient de Russie, ancrant ainsi une invention socialiste dans l'imaginaire collectif communiste. Le choix de cette date est inspiré par la grève des femmes de Saint-Pétersbourg qui, le 23 février 1917 du calendrier Grégorien (date correspondant au 8 mars dans notre calendrier), manifestent pour demander du pain, le retour de leurs maris partis au front, ainsi que la République. Cette journée, qui est aussi considérée par les Bolcheviks comme le point de départ de la Révolution russe, est désignée comme Journée internationale

des femmes par Lénine en 1921. Le 8 mars devient, pour les partis communistes à travers le monde, « l'occasion de mobiliser les femmes, de les “appeler à la lutte sous le drapeau communiste” (*L'Ouvrière*, 4 mars 1924), en même temps que de développer en direction des femmes la propagande du parti ou l'action du Syndicat » (Kandel et Picq, 1982). Pendant l'entre-deux-guerres, la Journée internationale des femmes continue d'être célébrée en France par les groupes femmes des partis de gauche mais donne lieu à des dissensions entre le PCF et la SFIO, qui ne la fêtent pas au même moment, traduction parmi d'autres des tensions existant alors entre la Deuxième et la Troisième Internationale. Durant cette période, les références à l'événement commémoré sont d'ailleurs rares : les désaccords sur la date témoignent du caractère encore fluctuant du récit associé à la célébration (Kandel et Picq, 1982).

Après 1945 et les années de guerre, la Journée internationale des femmes redevient une tradition dans le monde entier. Les « pays de l'Est » et la Chine en font une fête officielle. En France, elle est régulièrement fêtée depuis la Libération, portée en particulier par les femmes communistes de l'UFF qui font évoluer sa signification : « d'abord journée des femmes pour les droits des femmes, elle devient journée des mères pour la paix » (Chaperon, 2000: p.135). Ainsi, pendant les années 1950, le 8 mars est l'occasion pour l'UFF de mettre en œuvre des actions comme la rédaction de « cahiers de la paix » ou encore de scander des slogans comme « Femmes, mamans de France, unies nous sauverons nos enfants »¹, autant d'expressions de son orientation maternaliste et pacifiste de l'époque. On peut voir également dans ces évolutions une tentative de concurrencer la fête des mères, après que la loi du 24 mai 1950 a entériné le fait que « la République française rend officiellement hommage chaque année aux mères françaises »² et en a fixé la date au dernier dimanche de mai.

Outre cette orientation maternaliste et pacifiste, toujours dans le but rendre l'origine de cette journée commémorative la plus en lien possible avec leurs enjeux présents, les communistes élaborent également une « histoire officielle » du 8 mars. Dans un premier temps, *L'Humanité* du 4 mars 1950 évoque la décision du parti socialiste américain de consacrer le dernier dimanche de février aux femmes (Kandel et Picq, 1982). Puis, dans un article de *Femmes françaises* daté du 1^e mars 1952, Jeannette Vermeersch, épouse de Maurice

¹ *Femmes françaises*, n°382, 15 mars 1952 (Chaperon, 2000: p.137).

² Loi n° 50-577 du 24 mai 1950 relative à la Fête des mères, *Journal officiel de la République française*, n° 124 du 25 mai 1950, p. 5722.

Thorez, députée communiste, membre du Bureau politique du PCF, et surtout vice-présidente de l'UFF, explique que la journée commémore une manifestation féminine pour les droits des travailleuses, qui aurait eu lieu à New York en 1908. Selon Vermeersch, la journée aurait ensuite été célébrée chaque année, depuis la proposition de Zetkin en 1910. Elle aurait donné lieu à une manifestation de soutien à Rosa Luxembourg en 1914 et aurait aussi été célébrée sous l'occupation allemande. Pour Sylvie Chaperon, « la version proposée s'enracine donc dans une tradition de classe (travailleuses, congrès socialiste) et non communiste, dans un cadre mondial (New York, Berlin, Paris, Copenhague) et non soviétique. Le féminisme y est résolument écarté au bénéfice des luttes féminines de classe, voire de leurs martyres (Rosa Luxembourg, les Résistantes), puis du pacifisme et du maternalisme » (Chaperon, 2000: p.137). A partir de 1955, les communistes modifient encore légèrement cette histoire, en gardant néanmoins les dimensions ouvrière et universaliste : la date du 8 mars serait celle d'une grève d'ouvrières du textile, à New York, et daterait non pas de 1908 mais de 1857 (année de naissance de Clara Zetkin). Dans les années 1960, on retrouve cette version dans la presse militante des courants féministes du PCF (*Heures Claires*) et de la CGT (*Antoinette*) :

« Ce sont les Américaines qui ont commencé, c'était le 8 mars 1857... Pour réclamer la **journée de 10 heures**, elles ont **envahi les rues de New York**. » (*Antoinette*, n° 1, mars 1964 ; cité par (Kandel et Picq, 1982: p.67))

En suivant l'hypothèse de Paul Ricoeur, selon laquelle « le mythe est un "récit des origines" » (Ricoeur, 1971: en ligne), essayons de comprendre quelle histoire des mouvements féministes est forgée par les communistes en élaborant ce mythe.

Selon Ricoeur, « le mythe, en tant qu'histoire des origines, a essentiellement une fonction d'instauration ; il n'y a mythe que si l'événement fondateur n'a pas de place dans l'histoire, mais dans un temps avant l'histoire » (Ricoeur, 1971: en ligne). Il s'agit bien ici pour les courants féministes du PCF et de la CGT, par l'intermédiaire de ce mythe du 8 mars, de donner aux mouvements féministes une origine antérieure à leur propre histoire, et de les lier ainsi au mouvement ouvrier. Si l'on considère que les féministes commencent à s'organiser et à revendiquer collectivement en France autour de 1870 et de la chute du Second Empire (Fraisie, 2008a: en ligne), faire de 1857 (et non 1908) une date fondatrice est une façon d'« instaurer » le mouvement ouvrier comme creuset des mouvements féministes. Mais,

pour que le mythe joue sa « fonction d'instauration », il faut qu'il soit reçu et relayé par les différentes composantes du mouvement féministe. Dans ce contexte de guerre froide, l'association du mouvement ouvrier, contenue dans la référence à une date appartenant à la préhistoire du féminisme, ne peut être acceptée que si, par ailleurs, le mythe ne réduit pas les origines du féminisme à une nation (l'Union soviétique), un parti politique (le PCF), un syndicat (la CGT) ou une idéologie (le communisme). La référence à New York est donc une manière de décloisonner le mythe : l'internationalisation¹ de la commémoration la rend recevable par le plus grand nombre.

En raison de ces caractéristiques, le mythe parvient à franchir les frontières du communisme et, dans les années 1970, il est repris par la presse militante des groupes femmes (*Les Pétoleuses, Des femmes en mouvement*), la presse du courant féministe du PS (*Mignonnes, allons voir sous la rose*) et même la presse généraliste (Kandel et Picq, 1982). Ainsi, lorsqu'après la période de recul de la deuxième moitié des années 60, les militantes du MLF décident, dans les années 1970, de s'approprier à leur tour le 8 mars pour lui donner une « apparition colorée et ludique, provocatrice et anticonformiste » (Thébaud et Studer, 2004: p.38), c'est l'épisode de 1857 à New York qu'elles pensent commémorer. On peut d'ailleurs émettre l'hypothèse selon laquelle les origines prétendument américaines de la célébration ont contribué à son succès auprès des militantes du MLF : ces dernières sont alors très admiratives du mouvement américain et n'hésitent pas à concevoir certaines de leurs actions en référence directe à lui (voir par exemple, le 26 août 1970, le dépôt d'une gerbe à la femme du soldat inconnu, sous l'Arc de triomphe, à l'occasion du cinquantième anniversaire du suffrage féminin aux Etats-Unis, et en écho à une grève de femmes organisée à cette occasion par les Américaines). De plus, une autre raison du succès du mythe est sa cohérence vis-à-vis des normes en vigueur au sein du MLF : un 8 mars dont on aurait attribué la maternité à une poignée de femmes érudites, socialistes, réunies en Congrès, n'aurait certainement pas reçu un aussi bon accueil de la part des militantes du MLF, ces dernières étant soucieuses de préserver l'image d'un mouvement spontané et non hiérarchique.

¹ L'accent mis sur l'internationalisme est également perceptible dans le choix de 1857, cette année étant celle de la naissance de Clara Zetkin, figure du socialisme européen et principale actrice des conférences internationales des femmes socialistes.

Ces différentes hypothèses expliquent en partie la diffusion du mythe en dehors des cercles communistes. Mais, s'il a bien été repris par la presse militante féministe et s'il parvient à s'ancrer dans les esprits de nombreuses militantes n'appartenant pas aux courants féministes du PCF ou de la CGT, il va néanmoins être remis en cause à partir de 1977. Nous allons voir, dans la sous-partie suivante, que la mise au jour de cette construction du passé se fait en plusieurs étapes et prend des formes différentes selon les contextes.

2. Dévoilement progressif d'un mythe et officialisation de la célébration

Alors que le mythe élaboré par les communistes semble être devenu vérité aux yeux du plus grand nombre, des militantes du MLF, formées à l'histoire, retracent celle du 8 mars et mettent au jour la « réinvention » de la tradition.

En 1976, un groupe de femmes journalistes, engagées dans le MLF et désabusées de leurs expériences dans les grands médias nationaux¹, décident de fonder un journal, « fait par des femmes mais non féminin », appelé *Histoires d'elles* (Storti, 1996: p.152). Souhaitant sortir le n°0 de leur journal à l'occasion du 8 mars 1977², elles demandent à cinq militantes du MLF, historiennes pour certaines d'entre elles, d'écrire un article sur l'histoire du 8 mars. Ces dernières (Josée Contreras, Anny Desreumaux, Christine Fauré, Liliane Kandel et Françoise Picq) publient un texte dévoilant le mythe de la grève new-yorkaise. Elles signent cet article d'un pseudonyme collectif (« la boîte d'allumettes ») comme le voulait la pratique au sein du MLF, mais ajoutent leurs noms propres : fait rare, marque de l'importance qu'elles accordent à leur découverte.

¹ Elles fondent une association, l'Association pour une information féminine et féministe, qui édite le journal.

² 1977 est l'année au cours de laquelle l'ONU invite « tous les Etats à proclamer comme il conviendra en fonction de leurs traditions et coutumes historiques et nationales, un jour de l'année Journée des Nations unies pour les droits de la femme et la paix internationale » (article 4 de la déclaration 32/142 de l'ONU).



Figure 13 : Titre et illustration de l'article paru en 1977 dans Histoires d'elles, p.22-23

Au début de cette démarche, aucun soupçon : parties prenantes d'une quête des origines¹, les auteures cherchent simplement à savoir exactement ce qui s'est passé le 8 mars 1857. Cette recherche s'avère finalement plus compliquée que prévue car, dépouillant les archives, les rapports, la presse américaine, les biographies, etc. Josée Contreras, Anny Desreumaux, Christine Fauré, Liliane Kandel et Françoise Picq ne trouvent aucune trace de ce qui était censé être une des premières grèves de femmes. Habitées par ce que nous avons appelé le paradigme du « continent noir », les auteures pensent d'abord identifier là une des manifestations de l'invisibilisation qui frappe les femmes :

« Cheminement difficile, découvertes contradictoires et décevantes, nous en avons l'habitude, **l'histoire des femmes se perd toujours ainsi dans l'ombre de l'Histoire.**

Ici à un point caricatural. » (Contreras, Desreumaux, Faure et al., 1977: p.22)

Mais elles sont assez rapidement interpellées par d'importantes variations dans la description de l'événement selon le groupe ou le média qui en fait le récit (Contreras, Desreumaux, Faure et al., 1977) : tantôt il s'agit d'une « grève d'ouvrières » (*Antoinette*, n°1, mars 1964), tantôt une « manifestation de femmes » ou un « piquet de grève » (presse

¹ Comme on l'a vu au chapitre 1, cette quête mobilise les militantes féministes des années soixante-dix une fois retombée l'euphorie d'accomplir un geste nouveau.

militante américaine). Une « répression policière sanglante » est parfois évoquée, parfois ignorée. Il est soit question d'« une journée printanière », soit d'un « jour de neige ». Et même les revendications portées ce jour-là varient : conditions de travail, salaires, créations de crèches ou plus largement dignité des femmes. L'objet de la mobilisation ne semble pas clairement déterminé.

Au moment où l'article de 1977 paraît, les auteures n'ont pas encore clairement identifié le processus qui a conduit à l'instrumentalisation du passé et ne datent pas encore l'élaboration du mythe aux années 1950 :

« Nous ne désespérons pas encore de trouver d'autres sources. Pour l'instant, nous en sommes à nous demander **si les participantes de 1910 n'ont pas purement imaginé l'événement primitif ou mélangé les dates.** » (Contreras, Desreumaus, Faure et al., 1977)

Malgré ces incertitudes, les auteures de l'article ont déjà pressenti l'objectif qui soutient cette construction du passé, à savoir l'instauration d'un lien naturel entre mouvement ouvrier et mouvements féministes, entre lutte des classes et lutte pour l'émancipation des femmes :

« De toutes les luttes des femmes, les congressistes de Copenhague en ont choisi UNE : la lutte des ouvrières pour leurs conditions de travail. **Des ouvrières seulement** : pas des demoiselles des postes, des secrétaires, ou des prostituées. **Pour leurs conditions de travail seulement** : pas contre la domination masculine, ni pour le droit des femmes à la parole, "au pain et aux roses". » (Contreras, Desreumaus, Faure et al., 1977)

Il faut dire que les conditions sociales de 1977 favorisent la mise au jour de ce mythe. En effet, différentes raisons peuvent expliquer l'émergence d'un discours contradictoire sur le passé à ce moment précis. Tout d'abord, rappelons que la fin des années 1970 est le moment où le devoir de mémoire se décline en devoir d'histoire. Des militantes comme Liliane Kandel et Françoise Picq, auteures de l'article de 1977, sont membres du GEF, elles sont formées à l'histoire et elles partagent ce désir de produire des connaissances scientifiques sur le passé des femmes et des féministes. Deuxièmement, 1977 est aussi un moment où les relations entre le MLF et les syndicats et partis de gauche se tendent, en particulier les relations avec les

communistes¹. Le 1^{er} mai 1976 a, quelques mois auparavant, marqué la rupture entre la CGT et le mouvement des femmes. Alors qu'une négociation préalable avait entériné le fait que les femmes du MLF auraient une place dans le cortège de la manifestation du 1^{er} mai, ces dernières sont violemment repoussées par les hommes du syndicat :

« Le service d'ordre de la CGT a interdit aux femmes d'avancer pour prendre place, malgré le rappel des accords conclus. **Quatre ou cinq femmes ont été frappées, sans provocation de leur part. L'une d'elles, évanouie, a dû être évacuée.** Le service d'ordre a essayé de renverser une camionnette-crèche qui, pourtant, ne gênait aucunement le parcours. Quand on a signalé que dans cette camionnette se trouvaient des petits enfants, la réponse a été : *“On n'en a rien à foutre. Ce sont des fils de putes”*. Les injures, d'ailleurs, n'ont pas manqué : *“mal baisées”*, *“si au moins elles étaient belles, on pourrait les peloter”*, *“salopes”* etc. Certaines de ces femmes sont à la CGT, une a tendu sa carte. *“Déchire-la salope”*, criait un syndiqué, tandis qu'elles scandaient : *“nous sommes à la CGT, nous avons honte”*. La fin de ces incidents, qui ont duré une demi-heure, est venue de l'offre faite aux femmes par la CFDT de joindre, par de petites rues, une autre place dans le défilé. » (Extrait d'une lettre signée par 65 femmes et envoyée au *Monde* et à *Libération* et reproduite dans (Annie-Elm, Catherine Crachat, Cathy et al., 1976: p.2189))

L'épisode conduit alors à une remise en cause de la sincérité des militants de gauche dans leur lutte contre le sexisme :

« **Celles qui croiraient encore que la question de leur exploitation est réellement prise en considération “à gauche” ne se préparent-elles pas des lendemains qui déchantent ?** Et d'ailleurs, n'est-ce pas déjà reconduire de vieux schémas d'oppression que de laisser les hommes de gauche déposséder les femmes de leurs luttes pour les subordonner aux leurs ? » (Extrait d'une lettre signée par 65 femmes et envoyée au *Monde* et à *Libération* et reproduite dans (Annie-Elm, Catherine Crachat, Cathy et al., 1976: p.2191))

« Celles-ci pour qui le viol était la racine et le fondement même du patriarcat ne ricanent pas en entendant celles-là qui craignaient de diviser la classe ouvrière : nous

¹ A la fin des années 1970, les relations avec les socialistes sont encore bonnes. Un bon nombre d'associations féministes (la Ligue du droit des femmes, Choisir, le Planning familial, le MLF « déposé ») appellent d'ailleurs à voter François Mitterrand en 1981. A ce propos, voir (Jenson et Sineau, 1995).

savions bien qu'une fois l'acte d'allégeance prononcé à la lutte des classes (entre hommes), leur rage contre le viol ne le cédait en rien à la nôtre : **toutes, elles et nous, avons compris le 1^e mai, que les "camarades" de la CGT et du PC – et leurs potiches femmes – ne pouvaient supporter la lutte des femmes contre le viol ("mot d'ordre non convenu" : sans doute inconvenant ?) ni aucune lutte autonome de femmes hors partis, hors organisations, hors programmes, hors protecteurs, hors maquereaux.** » (Annie-Elm, Catherine Crachat et Rose Prudence, 1976: p.2357)

C'est donc dans un climat de défiance entre le MLF et la gauche qu'est dévoilé un mythe qui avait justement pour fonction l'établissement d'un lien originel entre le mouvement féministe et le mouvement ouvrier. Cela ne veut pas dire que ce sont les tensions avec la CGT et le PCF qui ont poussé les militantes du MLF à aller fouiller dans l'histoire du 8 mars mais, partant de l'idée selon laquelle les discours sur le passé dépendent des conditions présentes dans lesquels ils sont formulés (Lavabre, 1994: p.20), on peut supposer que les conflits relatifs au 1^e mai 1976 créent un environnement favorable à l'émergence d'un discours contradictoire sur le passé et favorisent la mise au jour du mythe. Dans un vocabulaire issu de la sociologie des mouvements sociaux, on pourrait ainsi parler d'une ouverture de la « structure des opportunités discursives » (Koopmans et Olzak, 2004), qui aurait permis alors aux militantes du MLF de faire émerger un autre récit sur le passé sans risquer de nuire à la cause. La publication, au cours de l'année 1976, de nombreux écrits militants féministes dénonçant l'attitude des syndicalistes et membres des partis de gauche à l'égard de la lutte pour la cause des femmes, a contribué à créer un « champ discursif » (Spillman, 1995: p.140-141) favorable à la remise en cause d'un mythe fondateur sans que ne soit pourtant fragilisé le mouvement.

D'ailleurs, ces révélations n'empêchent pas les militantes féministes de continuer à célébrer le 8 mars. Les 8 mars 1978 et 1979 sont ainsi l'occasion, selon Michelle Zancarini-Fournel, de l'inauguration d'un nouveau répertoire d'action : « une manifestation de nuit aux flambeaux (...) pour montrer que la nuit appartient aussi aux femmes » (Zancarini-Fournel, 2005b: p.256). Si 1980 et 1981 marquent un recul de l'activité militante féministe (notamment suite à l'épisode du dépôt du sigle MLF¹), la célébration du 8 mars reprend de l'ampleur en

¹ En 1979, Antoinette Fouque, Marie-Claude Grumbach et Sylvina Boissonnas déposent à la préfecture de police une association du nom de « Mouvement de libération des femmes – MLF ». Le même nom est ensuite inscrit comme marque commerciale à l'Institut de la

1982 avec la décision d'Yvette Roudy, ministre des droits de la femme depuis 1981, de l'officialiser. Parce qu'elle ambitionne de « transformer en profondeur le politique et le culturel, d'agir sur les mentalités et les habitudes pour faire bouger “de manière irréversible” les rapports entre les hommes et les femmes », Yvette Roudy accorde beaucoup d'importance à la dimension symbolique du ministère et place la communication au cœur de son action (Thébaud, 2001: p.574). L'officialisation de la célébration du 8 mars (en conformité avec la déclaration 32/142 de l'ONU de 1977) est le pilier de cette démarche de visibilisation et de légitimation de la question des droits des femmes. Elle s'inscrit également dans une politique mémorielle plus large, déjà évoquée au chapitre 2, qui vise à « (ré-)concilier féminisme et socialisme » (Thébaud et Studer, 2004: p.38).

Ainsi, la célébration du 8 mars 1982 répond à différents objectifs. Tout d'abord, prise en charge par le ministère, elle vise à la légitimation de cette institution aux yeux des militantes de la cause des femmes. C'est d'ailleurs à cette occasion que ses nouveaux locaux sont inaugurés, 53 avenue d'Iéna, inscrivant définitivement le ministère dans le « paysage » politique et urbain. Ensuite, la célébration a également pour objectif d'ancrer à gauche la lutte pour l'émancipation des femmes et de signifier l'engagement du gouvernement socialiste dans cette voie. C'est pourquoi le Président de la République, François Mitterrand, et le Premier ministre, Pierre Mauroy, s'investissent personnellement dans cette célébration, en prononçant chacun un discours à l'occasion d'une réception à l'Élysée et de l'inauguration des nouveaux locaux du ministère. On retrouve, dans le discours de Mauroy, le récit inventé de l'événement de 1857 :

« Je suis particulièrement heureux d'inaugurer les locaux tout neufs du ministère des droits de la femme aujourd'hui, **c'est qu'il y a 125 ans, vous le savez des femmes, des ouvrières du textile osèrent descendre dans la rue à New York pour faire entendre leurs revendications.** Ce sont les premières que l'histoire a retenues, **elles se trouvent aujourd'hui en tête d'une longue liste.** Une liste que je n'ai pas besoin de vous énumérer, celle des luttes menées et souvent gagnées par les femmes pour que soient reconnus leurs droits et leurs libertés. Il s'agissait alors de travailler dix heures au lieu de seize par jour et d'effacer un peu l'écart entre salaires masculins et salaires féminins. **C'est donc dans le droit fil de la tradition ouvrière internationale que le**

propriété industrielle et commerciale. Cette histoire sera évoquée plus longuement au prochain chapitre.

gouvernement a fait du 8 mars la journée des femmes. » (Discours de Pierre Mauroy, 8 mars 1982)

Le lien entre mouvement ouvrier et engagement pour la cause des femmes, affirmé dans la citation ci-dessus, passe aussi, lors du 8 mars 1982, par l'édition d'un timbre à l'effigie de Clara Zetkin et par une exposition de photographies de femmes au travail dans les nouveaux locaux du ministère. Un fascicule d'information retraçant brièvement l'histoire des femmes et du 8 mars est distribué à celles qui en font la demande : la grève des ouvrières du textile à New York y est évoquée (Fonds Roudy, 5 AF 88, CAF, Angers). Yvette Roudy, qui, dans son ouvrage *La femme en marge*, pointait déjà du doigt en 1975 les « rendez-vous manqués » entre socialisme et féminisme, n'hésite donc pas à utiliser les figures et événements du passé (réels ou inventés) pour tenter de réconcilier publiquement les deux dimensions de son engagement personnel.

Ce contexte favorise le franchissement d'une seconde étape dans le dévoilement du mythe du 8 mars. Les références renouvelées à l'épisode de 1857, une politique mémorielle orientée vers l'association féminisme/socialisme, l'appropriation par l'institution d'une journée de commémoration jusqu'alors laissée à l'initiative du mouvement social, réveillent les craintes de « récupération » d'un mouvement féministe soucieux d'autonomie et méfiant vis-à-vis de l'Etat. Cela ne peut qu'encourager l'expression d'un discours contradictoire sur le passé. Ainsi, Liliane Kandel et Françoise Picq décident, en mars 1982, de publier un article dans *Libération*, intitulé « La Légende du 8 mars : de l'agit-prop », ainsi qu'à l'automne 1982, un article dans *La Revue d'en face*, intitulé « Le mythe des origines¹, à propos de la journée internationale des femmes ». Ces articles datent l'apparition du mythe dans la presse communiste française des années 1950.

« Ce n'est qu'en 1955 que la légende de 1857 fait son apparition : “(La journée internationale des femmes continue) *la² tradition de lutte des ouvrières de l'habillement de New York qui, en 1857, le 8 mars, manifestèrent pour la suppression*

¹ Nous verrons, au chapitre 4, que cette expression « mythe des origines » est reprise pour intituler le numéro de *ProChoix* consacré en 2008 à la controverse autour des 40 ans du MLF et à la disqualification du discours des différentialistes sur cet anniversaire.

² L'italique est utilisé dans le texte original. En revanche, le gras est ajouté ici pour souligner les passages des citations qui nous paraissent les plus parlants.

des mauvaises conditions de travail, la journée de 10 heures, la reconnaissance de l'égalité du travail des femmes. Cette manifestation produisit une grande impression et fut recommencée en 1909, toujours par les femmes de New York. En 1910, [...] C. Zetkin proposa de faire définitivement du 8 mars la journée internationale des femmes" (*L'Humanité*, 5 mars 1955). **Quelques jours plus tard, nouvelles révélations, en forme de conte de fées** (et légèrement contradictoires avec le premier texte) : "Il était donc une fois, à New York, en 1857, des ouvrières de l'habillement. Elles travaillaient dix heures par jour dans des conditions effroyables, pour des salaires de famine. De leur colère, de leur misère, naquit une manifestation" (*L'Humanité-Dimanche*, 13 mars 1955). **Deux ans plus tard, de nouveaux détails viendront compléter la légende** : "Le 8 mars est revenu 93 fois depuis ce jour de 1857 où, à New York, les ouvrières de l'habillement, lassées de travailler des premières lueurs de l'aube à une heure fort avancée de la nuit, fournissant fil, aiguilles et parfois machines, quittèrent les soupentes qui leur servaient d'atelier et s'en allèrent défilé dans les rues, comme des hommes, portant pancartes et banderoles. Cette manifestation fit grand bruit dans le monde du travail [...] jusque dans notre vieille Europe où l'on chantait l'héroïsme des canuts et où les pères contaient à leurs fils l'histoire des barricades de 48, le 8 mars de New York fit l'effet d'un coup de poing sur la table [...]. Le souvenir de ce premier 8 mars est resté si vivace dans les esprits ouvriers que c'est cette date que proposa la grande militante socialiste allemande Clara Zetkin à la Conférence de Copenhague en 1910, pour une journée internationale des femmes" (*L'Humanité*, 7 mars 1957). **A partir de là, les ouvrières de 1857 prendront une place de plus en plus importante.** *Antoinette*, journal des femmes de la CGT, les célèbre pour son premier numéro paru en mars 1964 et chaque année (ou presque) rappelle leur histoire avec de nouveaux détails. **Le mythe semble dès lors se répandre comme une traînée de poudre, comme s'il correspondait à une attente. Personne ne semble le mettre en doute et chacun s'emploie à l'étoffer, l'habiller, à le préciser.** Il revient chaque fois que "revient le printemps (et que) revient le 8 mars, journée internationale des femmes, journée d'espoir, journée de lutte pour nos sœurs du monde entier" (*Antoinette*, mars 1966). » (Kandel et Picq, 1982)

Cet article vient donc compléter l'enquête initiée en 1977 et dévoile un autre aspect de la réalité historique.

Là encore, on peut parler d'une ouverture de la « structure des opportunités discursives », qui permet aux militantes du MLF de franchir cette seconde étape dans le dévoilement du mythe : les tensions existant entre une partie du MLF et la gauche au pouvoir font de la question de l'autonomie de la lutte des femmes un enjeu très présent. En effet, en 1982, certaines militantes féministes¹ expriment leur agacement à l'égard de la communication menée par le PS à destination des femmes depuis 1978 (cf. affiche ci-dessous) et dénoncent les tentatives d'appropriation du mouvement des femmes par le principal parti de gauche.



Figure 14 : Affiche PS, novembre 1978, Fondation Jean Jaurès, Centre d'archives socialistes

Ces frictions se traduisent, par exemple, par le refus du MLF “déposé” d'Antoinette Fouque de participer à la réception organisée à l'Elysée à l'occasion du 8 mars 1982. Ces

¹ Notons toutefois que tout le mouvement féministe n'est pas dans une relation de défiance à l'égard de la politique menée par Roudy. Comme l'explique Françoise Thébaud, « celles qui croient dans la force libératrice des lois – la Ligue du droit des femmes, Dialogue de femmes ou le Planning familial, mais aussi Simone de Beauvoir membre de la commission “Culture et recherche” et très favorable à une loi antisexiste – apportent un soutien parfois décisif » à Yvette Roudy (Thébaud, 2001: p.581).

dernières jugent l'invitation « “dérisoire et injuste” en considération de l'action du mouvement “qui lutte depuis treize ans pour que réparation soit faite des dommages millénaires causés aux femmes” et des initiatives qu'il a prises pour faire du 8 mars une journée historique. Ces initiatives sont détaillées dans l'organe de presse *Les Femmes en mouvements hebdo* qui diffuse une phraséologie révolutionnaire appelant à la grève générale des femmes, à des États généraux internationaux contre la misogynie et à des défilés dans Paris. Bref, un 8 mars militant contre le 8 mars institutionnel » (Thébaud, 2005: p.244). A l'automne 1982, d'autres voix (pourtant traditionnellement opposées aux précédentes) manifestent également leur déception à l'égard de la politique menée par la ministre des droits de la femme. C'est le cas notamment de Gisèle Halimi qui, court-circuitant le gouvernement, dépose le 20 septembre 1982 une proposition de loi sur le remboursement de l'IVG et écrit dans *Choisir* :

« [...] la décision de reporter le remboursement de l'IVG apparaît bien comme la preuve de **l'impuissance du ministère** des droits de la femme. [...] Combat spécifique, **la lutte pour la libération des femmes n'est pas résolue dans la lutte des classes.** » (Extrait d'un tract publié dans *Choisir*, intitulé “Les raisons de la colère”, et cité par (Thébaud, 2001: p.581))

La question de l'autonomie du féminisme, présente à la fin de cette citation, est au cœur des désaccords, exprimés pendant l'année 1982, entre les pôles institutionnels et associatifs de l'espace de la cause des femmes. Alors que des personnalités, comme Gisèle Halimi, semblent ne plus croire à la prise en charge des luttes féministes par les partis de gauche, au plus haut niveau de l'Etat tout est mis en œuvre pour que les liens entre féminisme et socialisme apparaissent comme naturels. Comme l'explique Françoise Thébaud, la ministre « mène de l'intérieur de la gauche un combat pour la rencontre entre socialisme et féminisme (...) : pour Yvette Roudy, rien n'est possible pour les femmes sans passer par le politique et obtenir le “soutien des hommes politiques les plus éclairés” et “les féministes du dehors” – ses amies de cœur qu'elle retrouve dans les moments déterminants, le manifeste des 343 par exemple – ont tort de défendre l'autonomie du mouvement des femmes » (Thébaud, 2001: p.573).

Face à une telle position, la seconde étape dans le dévoilement du mythe apparaît donc non seulement comme l'occasion d'apporter davantage d'informations sur les conditions d'élaboration du mythe du 8 mars dans les années 1950, mais permet également de réaffirmer haut et fort la pluralité et l'autonomie du mouvement féministe français. En cela l'article de 1982 se distingue de celui de 1977 : les deux auteures s'engagent de manière plus directe en opposant deux visions de l'histoire et, au travers elles, deux conceptions de la lutte pour l'émancipation des femmes.

« Quoiqu'il en soit, il nous semble que ce mythe d'origine, forgé *a posteriori*, est parfaitement conforme à ses objectifs, les **femmes socialistes, réunies à Copenhague en 1910 auraient pu le choisir**. Cette représentation de la lutte des femmes - ouvrières luttant pour leurs conditions de travail - est bien celle que privilégiaient les femmes socialistes de cette époque (...) Pourtant dès l'instauration de la journée internationale des femmes la revendication centrale était celle du vote des femmes. **Pour nous au contraire cette vision de la lutte des femmes pose quelques problèmes** si on la réfère à la situation de l'époque et aux conflits dans le mouvement féministe du début du siècle. **La lutte des ouvrières pour leurs conditions de travail fait certes partie de la lutte des femmes, mais nous refusons qu'elle soit prise en modèle unique, seul acceptable et opposé à toutes les autres considérées comme "bourgeoises"**. Nous refusons que cette version féminine du premier mai soit célébrée pour mieux être démarquée des luttes féministes pour l'égalité juridique ou le suffrage des femmes, de l'acharnement des intellectuelles forçant l'entrée des carrières interdites aux femmes, de la résistance des suffragettes anglaises torturées et gavées de force dans les prisons... Nous refusons que cette lutte d'ouvrières soit légitime, et non celle des travailleuses imposant, contre des ouvriers, leur droit au travail et leur admission dans les syndicats. Nous refusons que la lutte des femmes ne soit reconnue que lorsque, partie de la lutte des classes, elle s'y intègre **avec soumission et n'y soulève aucune contradiction**. » (Kandel et Picq, 1982)

Cette citation exprime clairement le refus, par les deux auteures, de soumettre la lutte des femmes à la lutte des classes. Elles s'élèvent contre l'idée selon laquelle il existerait un féminisme politiquement juste (celui qui se dissout dans le socialisme) et un « féminisme bourgeois », désintéressé du sort des ouvrières et concentré sur des revendications accessoires. Ainsi, elles mobilisent les figures des suffragettes et des intellectuelles menant des carrières réservées aux hommes pour réaffirmer la pluralité des combats féministes. Plus

tard dans l'article, elles évoquent d'ailleurs le refus de Madeleine Pelletier d'aller à la Conférence de l'Internationale socialiste des femmes à Copenhague en 1910, épisode de l'histoire attestant de l'ancienneté des méfiances et des tensions entre féminisme et socialisme.

« Madeleine Pelletier n'alla pas à Copenhague mais on peut penser qu'elle fut comme son amie Caroline Kauffmann choquée par **l'antiféminisme de cette Conférence et "l'intolérance" des femmes socialistes**. Madeleine Pelletier ne participa pas au GDFS [Groupe des femmes socialistes] constitué en 1913 en partie contre elle. "*Je crains, écrivait-elle à Hélène Brion, que le groupe des femmes socialistes ne soit que la petite classe du parti socialiste et qu'on y laisse de côté le féminisme pour complaire aux hommes du parti [...] l'organisation des femmes dans le parti socialiste ne peut avoir de raison d'être que si elle est féministe ; tout au moins suffragiste*". Le GDFS ne fut même pas la petite classe du parti ; par crainte du féminisme, Louise Saumoneau y fit voter des statuts tels que ne pouvaient y adhérer que les femmes déjà inscrites au parti. Ainsi le groupe s'interdisait de développer un mouvement féminin de masse pour l'attirer au parti. Il ne cherchait pas non plus à obtenir pour les femmes la plénitude de leurs droits, mais bien plutôt à protéger les femmes socialistes, et particulièrement les ouvrières, de la subversion féministe. » (Kandel et Picq, 1982)

Les propos de Madeleine Pelletier ne peuvent que résonner dans l'esprit des militantes de 1982, compte-tenu du contexte évoqué plus haut. D'ailleurs, en disant que « les femmes socialistes, réunies à Copenhague en 1910 auraient pu le choisir [le mythe] », les auteures évitent de dédouaner les militantes socialistes, même s'il incombe pourtant aux communistes des années 1950 l'entière responsabilité de l'élaboration du mythe. Le passé est bel et bien mobilisé ici au service d'une affirmation de l'autonomie de la lutte des femmes et vise clairement à interroger les liens entre socialisme et féminisme dans les années 1980. Toujours dans cette perspective, Liliane Kandel et Françoise Picq évoquent dans leur article l'histoire d'une personnalité comme Emma Couriau, « typographe payée au tarif syndical, qui se vit refuser son adhésion à la section de Lyon du Syndicat du livre, tandis que son mari en fut exclu pour avoir permis à sa femme d'exercer le métier ». Cette figure incarne les résistances du mouvement ouvrier à l'intégration des femmes dans ses rangs et permet aux auteures de promouvoir implicitement une autre conception de la pratique politique, en dehors de la discipline d'un parti ou d'un syndicat quels qu'ils soient (Rocheffort, 2005: p.109). Les

phrases suivantes, qui concluent l'article, expriment clairement les enjeux présents et les questions stratégiques contenues dans le dévoilement du mythe du 8 mars :

« **Une tradition qui nie avec tant de constance le droit des femmes à s'organiser de façon autonome, en dehors des organisations et partis politiques traditionnels pour lutter contre leur oppression, peut-elle être reprise sans danger ?** Peut-elle être utilisée, voire détournée, par celles-là mêmes qui depuis des années, se battent précisément pour assurer l'indépendance des luttes de femmes ? » (Kandel et Picq, 1982)

Le 8 mars 1982 est donc à la fois celui qui institutionnalise et donc pérennise la tradition grâce à l'officialisation souhaitée par le gouvernement socialiste, mais il est également celui qui met au jour la fragilité des mémoires féministes et dévoile, au travers des controverses mémorielles, des conceptions différentes de la lutte pour l'émancipation des femmes.

3. Une célébration routinière qui crée de la continuité

Si le dévoilement du mythe ne vient néanmoins pas remettre en cause la perpétuation de la tradition, à partir des années 1980, c'est justement parce que, dans un contexte de déclin et de tensions internes à l'espace de la cause des femmes, le 8 mars permet de rassembler et devient un rendez-vous routinier dont les fonctions sont nombreuses. Françoise Picq, pourtant à l'origine du dévoilement du mythe, reconnaît son utilité :

« Du point de vue des femmes, il faut d'ailleurs **reconnaître l'utilité de cette célébration officielle**. Occasion obligée pour le gouvernement d'annoncer quelques mesures, occasion pour la presse de donner la parole à des femmes, de faire le point sur la situation des femmes et de mettre au jour des réalités habituellement occultées. Même si cela permet aussi l'indifférence et la bonne conscience de tous les jours. C'est aussi à travers le monde **un signe de ralliement** pour les femmes en lutte pour leur libération. » (Picq, 2000: p.166)

Le 8 mars est donc, tout d'abord, une occasion annuelle de visibiliser auprès du grand public la cause des femmes, ainsi que celles qui la portent. Son caractère routinier facilite le travail des médias, qui apprécient la prévisibilité de l'événement et y consacrent, chaque

année, quelques articles ou dossiers¹. Il offre donc une tribune quasi unique aux militantes féministes qui s'en saisissent pour publiciser leurs principales revendications. C'est également, pour reprendre l'expression de Françoise Picq, un « signe de ralliement », autrement dit une façon pour les différents groupes de l'espace de la cause des femmes de se reconnaître comme participant d'une même dynamique. Ainsi, chaque 8 mars les militantes de la cause des femmes se retrouvent entre elles, peuvent se compter, évaluer les forces en présence, et éventuellement développer des actions communes. Si, ce faisant, le 8 mars est une façon de créer un sentiment durable d'identité – chaque rencontre réactivant le sentiment d'appartenance – cela implique aussi parfois l'expression de divisions. Comme toujours, l'identité d'un « nous » se construit en référence (ou en rupture) à un « eux », et le 8 mars est donc souvent le moment où se manifestent les conflits internes au mouvement. En 2004 et 2005, par exemple, le 8 mars donne lieu à deux manifestations différentes : l'une le 6 mars et l'autre le 8 mars, signe du peu d'importance accordée à la signification historique de la date elle-même. Ces deux cortèges matérialisent les divisions d'alors sur la question du voile islamique. Depuis, on observe quasiment chaque année, à Paris, deux manifestations distinctes – ayant lieu maintenant le même jour compte-tenu de la baisse des effectifs militants ces dernières années. Les frontières divisant les deux cortèges ne sont pas les mêmes que celles de 2004, elles évoluent selon les débats et donnent à voir les processus d'inclusion et d'exclusion qu'impliquent toute construction identitaire.

Enfin, en raison de l'ancienneté de la célébration, le 8 mars permet la création d'un sentiment de continuité du mouvement féministe. Ce sentiment de continuité est d'ailleurs volontairement entretenu : on pense aux femmes de l'UFF qui, après la seconde guerre mondiale, racontent que le 8 mars a été célébré dans le camp de Ravensbrück en 1945 ; une façon peut-être de maintenir ininterrompu un lien entre les différentes générations de militantes. De même, le 8 mars 2005, à Forcalquier, dans les Alpes de Haute-Provence, une « soirée littéraire » est organisée en hommage aux femmes internées au camp de Rieucros entre 1939 et 1942. L'association « Corps, Espace, Création », qui organise cette soirée, précise dans la présentation qui en est faite² :

¹ A propos de la médiatisation du 8 mars, voir : (Bonnafous et Coulomb-Gully, 2007 ; Coulomb-Gully, 2007).

² Notons que cette soirée est organisée dans le cadre du festival « Femmes en scène » et que la mémoire est au cœur du programme de l'édition 2005: « Au fil de la Mémoire, ce festival

« “Soirée littéraire” en hommage aux femmes internées au camp de Rieucros entre 1939 et 1942, **qui avaient organisé, elles aussi, une sorte de “soirée littéraire variée” le 8 mars 1940 pour célébrer la Journée internationale des femmes.** »
(Présentation publiée sur le site www.journeedelafemme.com/FranceJDF2005.htm)

La célébration du centenaire de la Journée internationale des femmes participe de cette construction du sentiment de permanence. Mettre l’accent sur la pérennité de la tradition est une façon de valoriser la pérennité du mouvement qui le porte et la permanence de la cause. Le programme ci-dessous, édité par l’Observatoire de l’Egalité Femmes/Hommes de la Mairie de Paris, à l’occasion du 8 mars 2010, utilise ces deux figures de femmes au téléphone pour mettre en scène le lien entre les féministes d’hier et d’aujourd’hui.

est dédié aux femmes combattantes et résistantes, de Louise Michel, aux indésirables, à toutes les anonymes... comme un héritage pour les générations actuelles ». Le programme inclut également une pièce de théâtre, intitulée « La Mémoire courte », de Margot Dutilleul et Violaine Fournier, mettant en scène deux femmes en août 1914 dans un village de la Marne ; ainsi qu’une exposition sur la vie de « Louise Michel 1830-1905 » ; un spectacle intitulé « Louise Michel », de et avec Marie Daude, présentant sur « le registre de l’émotion, “les Mémoires” de cette grande dame » ; et la projection d’un film intitulé « 2005 : Année Louise Michel » (voir le programme détaillé publié sur le site www.journeedelafemme.com/FranceJDF2005.htm).

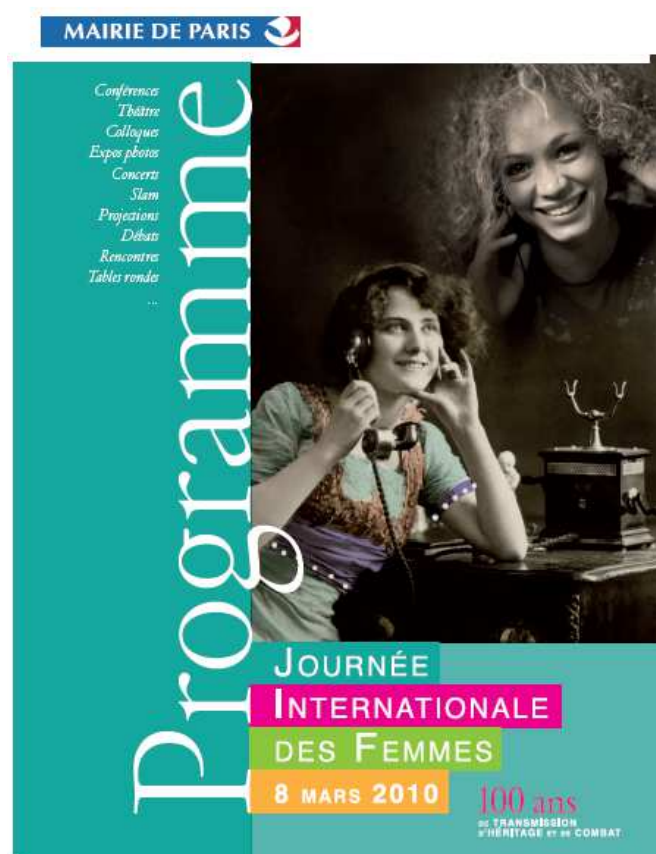


Figure 15 : Programme édité par l'Observatoire de l'Égalité Femmes/Hommes de la Mairie de Paris, à l'occasion du 8 mars 2010

La tradition est une façon pour les militantes de la cause des femmes de donner une profondeur historique à leur combat et de se glisser dans les pas de celles qui se sont adonnées, auparavant, à la même célébration. Ainsi, malgré les controverses mémorielles qui l'entourent, les nombreuses fonctions remplies par le 8 mars permettent à cette commémoration de s'installer durablement dans les pratiques militantes féministes en France.

En plus des fonctions qu'il remplit, on peut expliquer la pérennité du 8 mars par l'existence du devoir de mémoire féministe. En effet, il apparaît que l'événement commémoré importe moins que le fait de maintenir la commémoration elle-même. D'ailleurs, des échanges informels avec des militantes de la cause des femmes (non historiennes) ont permis de constater le flou qui demeure aujourd'hui dans les esprits quant à l'événement auquel fait référence le 8 mars. Le récit historique associé à la commémoration est loin d'être figé, en

témoignent les diverses célébrations organisées pour le centenaire de la Journée internationale des femmes trois années différentes, en 2008, 2010 et 2011. En 2008, par exemple, l'Alliance des Femmes pour la Démocratie organise, au cinéma l'Univers, à Lille-Moulins, la projection d'un film sur Antoinette Fouque « à l'occasion du centenaire de la journée internationale des femmes », suivie d'un débat sur « La pensée et la pratique du mouvement des femmes, hier, aujourd'hui pour demain »¹. Il est intéressant de constater que l'anniversaire donne lieu à une célébration, qui implique certes le rappel du passé², mais qui est néanmoins complètement déconnectée de l'histoire du 8 mars lui-même. De plus, la même association (l'Alliance des Femmes pour la Démocratie) appelle de nouveau à célébrer le centenaire de la journée internationale des femmes en 2010, à Paris. Elle organise alors une soirée sur le thème « Femmes et éthique », au cours duquel est de nouveau projeté le documentaire sur Antoinette Fouque, ainsi qu'un documentaire sur le 8 mars 1979 à Téhéran et des lectures de textes et des débats³. Le réseau des CIDFF organise, lui aussi, en 2010, environ deux-cent manifestations (conférences-débats, projections de films, portes ouvertes, campagnes d'affichages, émissions de radio, sorties d'ouvrages, pièces de théâtre, marches, rencontres sportives féminines etc.) à l'occasion du 100^e anniversaire de la journée internationale des femmes⁴. L'observatoire de l'égalité Femmes/Hommes de la Mairie de Paris choisit aussi le centenaire de la Journée internationale des femmes comme thématique de la célébration du 8 mars 2010 et intitule l'ensemble des festivités : « 100 ans de transmission, d'héritage et de combat ». Enfin, un an plus tard, en 2011, l'ONU décide de célébrer le centième anniversaire de la Journée internationale de la femme, avec comme thème « L'égalité d'accès à l'éducation, de formation et de la science et la technologie: vers un travail décent pour les femmes »⁵. Cette date de célébration est reprise par l'Action catholique des femmes du Morbihan⁶.

¹ <http://www.egalite-mixite.com/IMG/pdf/22380-5marsUniversA5.pdf>

² Nous verrons dans la suite du chapitre que le 8 mars est un moment privilégié d'évocation du passé.

³ http://www.alliancedesfemmes.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=101

⁴ <http://www.infofemmes.com/v2/p/Actualites/Actualites-des-CIDFF/8-mars-2012-Journee-internationale-des-femmes-n/p/Actualite/Actualites-des-CIDFF/8-mars-2010-100e-anniversaire-de-la-journee-internationale-des-femmes/2405>

⁵ <http://www.un.org/fr/events/women/iwd/2011/>

⁶ <http://acf56.over-blog.com/article-8-mars-2011-100-ans-de-la-journee-internationale-des-femmes-68851569.html>

Ce même anniversaire célébré à différents moments montrent bien que le récit associé à la commémoration n'est toujours pas stabilisé. Selon les groupes, c'est soit 1908 (décision des socialistes américains, lors de leur Congrès, de faire du dernier dimanche de février, chaque année, le *National Woman's Day*), soit 1910 (proposition de Clara Zetkin lors de la seconde Conférence internationale des femmes socialistes, les 25 et 26 août 1910, à Copenhague), soit 1911 (manifestations pour le droit de vote des femmes, le 19 mars 1911, de différents groupes de femmes socialistes en Allemagne, en Autriche, en Suisse et au Danemark) qui constitue l'événement référence. Ces incertitudes contribuent à dissocier la célébration et l'événement commémoré mais ne rendent pas pour autant la commémoration caduque dans la mesure où celle-ci, n'étant « plus entravée par son utilisation pratique », « devient disponible pour un plein usage symbolique et rituel » (Hobsbawm, 1995). La force symbolique de la commémoration écrase les controverses mémorielles et la tradition s'ancre dans les pratiques des féministes françaises sans que ces dernières ne fassent de la signification historique de l'événement commémoré un objet de divisions. Elizabeth A. Armstrong and Suzanna M. Crago, dans leur article sur la place des émeutes de Stonewall dans la mémoire collective gay, constatent aussi que la récurrence n'implique pas nécessairement la survivance du souvenir : « les objets et les rituels commémoratifs peuvent devenir tellement évidents qu'ils perdent leur signification » (Armstrong et Crago, 2006: p.727). Et, s'appuyant sur les travaux de Wendy Griswold, elles expliquent que les objets culturels capables de recevoir de multiples interprétations ont un « pouvoir culturel » plus important. C'est ce haut pouvoir culturel qui leur permet de rester pertinents à travers le temps (Griswold, 1987). Autrement dit, le flou qui entoure la commémoration du 8 mars participe de son succès : chaque groupe peut se saisir de la commémoration et lui donner la signification qu'il souhaite.

B- Se saisir du 8 mars pour publiciser le passé des femmes

« Lieu de mémoire » féministe, au sens de lieu où s'expriment les mémoires féministes, le 8 mars constitue chaque année un moment de production intense d'interprétations du passé. En effet, si comme nous venons de l'expliquer l'événement-référence est plutôt absent de la commémoration, il n'en reste pas moins que le passé est fortement présent dans les célébrations du 8 mars, sous des formes diverses. Qu'il s'agisse de rejouer des épisodes de

l'histoire des luttes ou qu'il s'agisse d'éditer des chronologies, d'organiser des expositions valorisant les grandes figures du passé, de diffuser des documentaires etc., chaque groupe de l'espace de la cause des femmes se saisit du 8 mars pour inculquer à ses membres sa vision de l'histoire des femmes et du féminisme, et éventuellement pour la diffuser auprès du grand public *via* la presse ou les actions de rue. Différentes visions du passé (portées par des associations concurrentes) coexistent donc – et parfois se confrontent – faisant du 8 mars un excellent objet d'observation du fonctionnement de la mémoire collective féministe.

Les chapitres suivants mettant plutôt l'accent sur les sujets de la mémoire (individus, collectifs)¹, ainsi que sur ses contenus², il nous a semblé intéressant ici d'utiliser le 8 mars pour évoquer la variété des formes concrètes par lesquelles les groupes féministes diffusent leurs interprétations du passé. En revenant sur les 8 mars qui ont ponctué notre travail de terrain de 2005 à 2010, nous recenserons les supports privilégiés par les collectifs féministes pour transmettre le passé et essaierons d'expliquer ces choix formels.

1. La présence de l'histoire dans les célébrations du 8 mars

Nous l'avons vu, le 8 mars est un jour de ralliement, au cours duquel les militantes féministes se retrouvent entre elles. Il est aussi le moment de l'année où le mouvement et sa cause sont le plus exposés et accèdent à un large public. Cette journée constitue donc, chaque année, l'occasion de transmettre l'histoire des femmes et de diffuser des interprétations féministes d'un passé non exclusivement féminin. Certaines associations ou institutions, non impliquées le reste de l'année dans la lutte pour la cause des femmes, prennent part également aux célébrations et utilisent l'histoire comme entrée pour évoquer la situation des femmes dans leur champ. Une recension des célébrations organisées sur le territoire français à l'occasion des 8 mars 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009³, permet de constater la prévalence de

¹ Voir par exemple les chapitres 4 et 5, qui analysent une controverse mémorielle entre différents groupes.

² Voir le chapitre 6, qui porte sur les figures commémorées et les chapitres 7 et 8 consacrés aux souvenirs des individus.

³ Cette recension a été réalisée à partir du site internet <http://www.journeedelafemme.com/> et des différentes listes de diffusion électroniques féministes auxquelles j'étais abonnée pendant la durée de l'enquête et *via* lesquelles sont annoncés les principaux événements féministes.

trois modes d'évocation du passé : les conférences d'historiennes professionnelles ou amateurs, la projection de films ou documentaires et les expositions.

La proximité entre le pôle intellectuel et les autres pôles, ainsi que l'émergence d'un devoir d'histoire au sein de l'espace de la cause des femmes à la fin des années 1970, ont favorisé l'inclusion des conférences d'histoire dans les répertoires de contestation du mouvement féministe. Chaque 8 mars, des conférences d'historiennes sont organisées partout à travers la France, sur des thèmes variés, parfois en lien avec l'actualité ou avec une spécificité régionale. Généralement, les pôles associatifs ou institutionnels, à l'origine de l'événement, invitent des membres du pôle intellectuel et leur demandent de présenter leurs travaux, mais parfois aussi de dépasser leurs objets d'études pour retracer plutôt une histoire très générale des femmes ou du féminisme. Les historiennes sollicitées ne sont pas toujours des professionnelles¹. Il peut s'agir de militantes, impliquées le plus souvent dans l'association organisatrice de l'événement, et pratiquant l'histoire en amateurs ou dans le cadre de leurs études. Le tableau en Annexe n°6, non exhaustif, donne quelques exemples de célébrations du 8 mars organisées, dans différentes régions de France, autour d'exposés d'historiennes.

Parmi les normes régissant le fonctionnement de ces événements, on note le souci de ne pas laisser la parole uniquement à l'experte. Ces soirées ou journées sont souvent pensées sur le mode participatif : l'intervention de l'historienne est construite comme une réponse aux questions (souvent préparées au préalable) d'une ou de militantes associatives. Dans les cas où l'historienne effectue un exposé classique, un long moment est ensuite prévu pour la discussion ou le débat. De plus, lorsqu'il est question d'épisodes de l'histoire contemporaine, il est courant de voir un temps réservé au témoignage. Des personnes, ayant vécu les événements évoqués, ou ayant connu les figures mises à l'honneur, sont invitées à partager leurs souvenirs. La parole sur le passé est donc présentée comme accessible à toutes et

¹ Bien que non historienne, j'ai été contactée à trois reprises pour intervenir à l'occasion du 8 mars sur l'histoire du féminisme. Il m'a été demandé une fois de présenter mon travail sur la mémoire féministe et deux fois de retracer l'histoire des grandes conquêtes féministes au XXe siècle ainsi que de présenter les principales revendications actuelles. Ces demandes d'intégration des revendications actuelles à l'exposé illustraient un aspect du rapport des militantes associatives à l'histoire : celle-ci était envisagée comme un ressort de mobilisation, au moins autant que comme un apport de connaissances.

appropriable par chacune. L'histoire scientifique, même si elle bénéficie d'un pouvoir d'encadrement, n'est qu'un des éclairages possibles.

La projection de films de fiction ou de documentaires est également une modalité fréquente d'évocation de l'histoire dans les célébrations du 8 mars. Là encore, les projections sont généralement suivies de débats, en présence ou non du réalisateur-ice. Le tableau en Annexe n°7 donne un aperçu de la diversité des vidéos présentées. La grande variété des thèmes, ainsi que des angles de traitement, des films projetés à l'occasion des 8 mars mérite d'être soulignée. Les fictions comme les documentaires évoquent, de façon accessible, le parcours d'une femme célèbre, les conditions de vie des femmes à une époque donnée, le rôle des femmes dans tel événement historique ou encore des épisodes de l'histoire des luttes féministes. Les réalisateur-ice-s des films diffusés, et conséquemment leurs œuvres, ne sont pas nécessairement féministes mais les projections servent de prétexte pour parler du passé des femmes. Néanmoins, on constate que les documentaires de Carole Roussopoulos, réalisatrice féministe, sont régulièrement choisis pour des diffusions le 8 mars. Un de ses films les plus diffusés est *Debout ! une histoire du Mouvement de libération des femmes, 1970-1980*. Ce documentaire est composé d'entretiens avec des femmes qui ont fondé le MLF et milité pendant les années 1970 en France et en Suisse. Les entretiens sont montés en alternance avec les archives filmées des grandes manifestations, notamment autour de la bataille pour l'avortement, contre le viol, etc. Le fait qu'il soit si souvent projeté peut s'expliquer par le caractère emblématique et relativement récent de l'époque traitée. Les années 1970 constituent pour les féministes d'aujourd'hui la période de référence dans la mesure où elles ont été une sorte d'âge d'or, caractérisé par une activité militante rarement égalée depuis. De plus, la nature des avancées obtenues à cette période marque l'esprit des militantes : dans les entretiens, la libre contraception et l'avortement libre et gratuit ont souvent été évoqués comme les plus grandes avancées pour l'émancipation des femmes. Enfin, cette période appartient à un passé assez récent pour que certaines des militantes actuelles l'aient vécue et en aient fait le récit aux plus jeunes. Ainsi, *Debout !* répond à la fois à la nostalgie des personnes ayant vécu les années 1970-1980 et désireuses de se les remémorer et offre l'avantage de permettre à des personnes n'ayant pas connu cette période de bien saisir l'atmosphère qui régnait alors. Les chants, les images et sons de manifestations, les photos d'affiches, de slogans, de unes de journaux de l'époque, ainsi que les récits faits par

les actrices elles-mêmes donnent un accès aisé, plus émotionnel qu'intellectuel, à cette histoire. De façon générale, plus que les conférences, les films (documentaires ou fictions) immergent le spectateur dans cette période et l'impliquent affectivement dans le combat féministe.

Le pouvoir des images est également mis à profit pour transmettre l'histoire dans le cadre de nombreuses expositions organisées autour du 8 mars. Celles-ci présentent la vie des femmes à une époque donnée, mettent en scène une série de portraits ou retracent la vie de femmes exceptionnelles et de féministes célèbres (voir le tableau en Annexe n°8). Du 5 au 15 mars 2008, une exposition de grande ampleur est organisée par l'Observatoire de l'Égalité femmes/hommes de la Mairie de Paris. Celle-ci met en scène neuf portraits de femmes accrochés sur la façade du Panthéon et assortis, sur la place devant le monument, de courtes biographies.



Figure 16 : Exposition "Portraits de femmes", à Paris, du 5 au 15 mars 2008



Figure 17 : Exposition au Panthéon, le 7 mars 2002, [François Guillot / AFP/Archives], <http://www.directmatin.fr/culture/2013-03-08/olympede-gouges-et-louise-michel-plebiscitees-pour-entrer-au-pantheon-415762>

L'exemple de cette exposition permet de dégager différentes caractéristiques du phénomène mémoriel au sein de l'espace de la cause des femmes. Tout d'abord, celle-ci donne à voir une approche de l'histoire, classique chez les féministes, qui consiste à s'intéresser plus particulièrement aux femmes exceptionnelles pour combler les lacunes de la culture dominante et offrir aux femmes des modèles ou des héroïnes. Même si, comme nous le verrons au chapitre 6, les féministes entretiennent un rapport ambigu à la valorisation des individualités dont elles craignent une surexposition au détriment des collectifs, l'attention portée aux grandes femmes demeure néanmoins une constante des actions mémorielles entreprises par les féministes depuis la première vague. De plus, autre trait invariable, elles ne cherchent pas, dans leurs actions mémorielles, à distinguer histoire des femmes exceptionnelles et histoire du féminisme. Les grandes figures sélectionnées ici (Charlotte Delbo, Solitude, Colette, Simone de Beauvoir, Olympe de Gouges, Marie Curie, Maria Deraismes, Louise Michel et George Sand) ne sont pas toutes des féministes mais les valoriser permet de démontrer la faculté qu'ont les femmes à sortir du champ dans lequel elles sont cantonnées. Les mettre en avant constitue donc en soi un acte féministe dans la mesure où cela contribue à modifier les représentations du sexe féminin au présent.

Inspirée de deux expositions déjà présentées en 1982 à la gare Saint Lazare et en 2002 au Panthéon, l'exposition de 2008 contribue donc à la construction des mémoires féministes

non seulement par son contenu mais aussi par sa forme. La reprise de la formule consistant à afficher dans l'espace public une série de portraits géants de femmes célèbres (60 en 1982, et 9 en 2002) témoigne certes d'un léger manque de créativité militante et/ou institutionnelle, mais contribue aussi à créer de la continuité entre les différentes tentatives d'élaboration d'une histoire officielle féministe. Les figures sélectionnées pour l'exposition de 2008 sont d'ailleurs exactement les mêmes que pour l'exposition de 2002. On peut simplement lire la trace des impératifs présents dans la disposition des portraits, qui place au centre Marie Curie en 2002 (la seule de ces femmes à reposer dans le Panthéon), et Simone de Beauvoir en 2008 (année du centenaire de sa naissance).

Enfin, cette exposition apparaît comme une combinaison de deux actions mémorielles : revendication et commémoration. Elle est utilisée pour relayer la revendication, portée par d'autres féministes depuis le début des années 2000, de voir entrer des femmes au Panthéon (par le choix de ce monument comme support), et permet dans le même temps de signifier l'anniversaire de naissance de Simone de Beauvoir (par la présence de son portrait au centre de l'exposition).

2. Elaborer ou valoriser une « géographie du souvenir »

En tant que lieu de mémoire féministe, le 8 mars est aussi une occasion d'inscrire les mémoires féministes dans les lieux. Les diverses célébrations organisées pour le 8 mars sont l'occasion d'ancrer les mémoires féministes dans l'espace. Se construit ainsi une « géographie du souvenir » féministe à travers des actions pour la transformation de la toponymie ou la valorisation des traces féminines dans l'espace urbain.

En 2007, le 8 mars est choisi pour que quatre lieux du troisième arrondissement de Paris reçoivent des noms de femmes. Cette action, qui s'insère dans une politique de visibilité des femmes dans l'espace public parisien, menée par la Mairie de Paris, résulte d'une implication conjointe des chargés Égalité Femme-Homme au niveau municipal et au niveau de l'arrondissement, ainsi que de l'engagement d'associations locales d'historiens

(l'association Histoire du 3^e) et d'associations féministes (la CLEF)¹. Dans la présentation du projet et du vœu soumis au vote du Conseil d'arrondissement, qui prévoyaient initialement un changement de dénomination pour onze lieux, Christine Frey, élue du 3^e arrondissement en charge de l'Égalité Femme-Homme, développe un argumentaire en cohérence avec le devoir de mémoire féministe et inscrit cette action dans la lutte pour la cause des femmes :

« Mme FREY explique que le choix de ces douze femmes, **parmi celles très nombreuses qui ont compté et apporté leurs contributions au progrès, aux droits humains, aux droits des femmes et dont le rôle est tombé ensuite injustement dans l'oubli**, n'a pas été facile. Les propositions faites ici répondent à une double finalité : il s'agissait de diversifier les domaines dans lesquelles les femmes ont été des actrices majeures - les luttes sociales, les luttes politiques mais aussi l'art, la littérature, les sciences, les techniques – et **montrer également que les femmes ont été présentes à toutes les époques et non pas seulement récemment**. Des noms de femmes ayant vécu aux 16 et 17^{ème} siècles sont ainsi également proposés (...) M. AIDENBAUM souhaite rappeler **qu'il s'agit d'une demande expresse du Maire de Paris et de sa première adjointe, Mme HIDALGO, que d'honorer un certain nombre de femmes qui ne l'auraient pas été dans le passé.** » (Extrait du procès-verbal du Conseil d'arrondissement du 3^e arrondissement de Paris, séance du 27 mars 2006.)

« Considérant que la mise en œuvre d'actions visant à promouvoir la visibilité des femmes dans l'espace public doit être un **volet important d'une politique volontariste en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes**. Considérant **l'immense retard constaté en matière de dénomination d'espaces publics** puisque seuls 200 voies publiques ou privées, sur un total de plus de 6 000, quatre équipements sportifs sur 300 et 10% d'établissements scolaires portent un nom de femme à Paris. **Considérant le très grand nombre de femmes, résistantes, militantes de différentes causes, écrivaines, scientifiques, artistes, sportives, etc., ayant eu un rôle éminent dans l'Histoire, rôle pourtant injustement occulté ou insuffisamment reconnu**. Considérant, ainsi, **l'hommage que l'on doit rendre à des combattantes comme Pauline Roland (1805-1852), Nathalie Lemel (1827-1921), Elisabeth Dmitrieff (1851-1918), et, plus proches de nous, Rosa Parks (1913-2005) et Madeleine Rebérioux (1920-2005), qui à des époques et en des lieux différents ont défendu les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, ont combattu pour la démocratie, contre les**

¹ Informations extraites du procès-verbal du Conseil d'arrondissement du 3^e arrondissement de Paris, séance du 27 mars 2006.

discriminations raciales ou le colonialisme, parfois au péril de leur vie. Considérant également les talents de **Marie de Gournay** (1566-1645), féministe avant l'heure et éditrice et préfacière des Essais, de **Madeleine de Scudéry** (1607-1701), auteure de nombreux romans à l'immense succès et qui tenait un salon littéraire rue de Beauce, de **Renée Vivien** (1877-1909), lettrée, traductrice de Sappho et poétesse, de **Léonor Fini** (1908-1996), peintre de grande renommée. Considérant enfin la créativité et l'ingéniosité dont firent preuve **Marie-Pape Carpentier** (1815-1878), fondatrice de l'école maternelle et inventrice du boulier numérateur et **Charlotte Perriand** (1903-1999), architecte d'intérieur, associée un temps à Le Corbusier, et ayant marqué ce domaine par sa modernité et sa sensibilité à la cause sociale. Considérant, par ailleurs, la décision du Conseil de Paris, sur proposition du Conseil du 3ème arrondissement, de donner le nom d'**Anne Frank** au futur Jardin de l'Hôtel Saint-Aignan en cours d'aménagement ainsi que l'accord du Centre d'Action Sociale pour donner à la Résidence rue de la Perle le nom de **Madeleine Béjart**, fondatrice avec Molière de l'Illustre Théâtre à l'emplacement même de la Résidence. Article unique : le Conseil du 3ème arrondissement émet le vœu qu'en reconnaissance de l'action et des talents des femmes précitées, les lieux et équipements énumérés ci-dessous reçoivent la dénomination suivante : Place de la Corderie : Place Nathalie Lemel, Place angle rues du Temple / de Turbigo : Place Elisabeth Dmitrieff, Place angle rues Saint Martin / Réaumur : Place Charlotte Perriand, Placette Haudriettes / Temple : Place Renée Vivien, Square Saint Gilles / Grand Veneur : Square Pauline Roland, Jardin Hôtel Salé : Square Léonor Fini, Jardin des oiseaux : Jardin Madeleine de Scudéry, Bibliothèque : Bibliothèque Marie de Gournay, Maison des associations : Maison des associations Madeleine Rebérioux, Salles associatives rue Elzévir : Espace Rosa Parks, EPN : Espace Marie-Pape Carpentier. » (Présentation par Christine Frey du vœu soumis au vote du Conseil d'arrondissement, extrait du procès-verbal du Conseil d'arrondissement du 3e arrondissement de Paris, séance du 27 mars 2006)

Le choix des noms de femmes mises à l'honneur témoigne d'un ancrage idéologique à gauche : on y retrouve des actrices de la Commune (Nathalie Lemel et Elisabeth Dmitrieff), une militante féministe saint-simonienne (Pauline Roland), une militante féministe fouriériste (Marie Pape-Carpentier) et une historienne spécialiste de Jaurès (Madeleine Rebérioux). Le fait que les femmes sélectionnées aient fréquenté le troisième arrondissement au cours de leur vie semble avoir également été un critère de choix : Madeleine de Scudéry y a tenu un salon littéraire, Madeleine Béjart y a fondé l'Illustre Théâtre avec Molière, Nathalie Lemel y a

habité et y a aussi fondé, avec Elisabeth Dmitrieff, l'Union des femmes, dans un café de la rue du Temple. Ces dernières ont d'ailleurs organisé la première assemblée de l'association dans la mairie du 3^e arrondissement. Nombre des femmes citées dans le vœu ont aussi en commun un engagement pour la cause des femmes et/ou des lesbiennes : Nathalie Lemel, Elisabeth Dmitrieff, Renée Vivien, Marie de Gournay, Marie Pape-Carpantier et Madeleine Rebérioux. La sélection de Renée Vivien, écrivaine homosexuelle, traductrice de Sapho et auteure de poèmes d'amour lesbiens, est probablement liée aussi à des enjeux locaux, le 3^e arrondissement étant communément réputé « quartier gay ». Lors de l'inauguration de la place Renée Vivien, le 8 mars 2007, Christine Frey utilise le souvenir de cette auteure pour mettre en avant des revendications présentes et lier les luttes pour la cause des femmes et pour les droits des homosexuels :

« Renée Vivien fut confrontée, en raison de ce qu'on appelait autrefois "ses mœurs", à l'hostilité de la société. Il faut le rappeler c'est, à dix ans près, l'époque où Oscar Wilde est condamné à la prison de l'autre côté de la Manche, et quelques années avant la parution du merveilleux roman lesbien *Le puits de solitude*, au titre évocateur de la dureté des temps pour ce type d'amour. **A lire l'histoire de sa vie, on voit aujourd'hui le chemin parcouru depuis un siècle dans la conquête de l'égalité des droits, quelle que soit l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. On sait aussi que ce chemin est encore long, si l'on en juge par les agressions homophobes qui sévissent encore aujourd'hui ou par les polémiques que suscitent les revendications d'égalité des droits. Heureusement, un certain nombre de partis progressistes se sont engagés à la réaliser cette égalité en 2007. Il est toujours difficile pour les femmes ce chemin, surtout si elles cumulent plusieurs sources de discrimination, le fait d'être une femme et le fait d'être une lesbienne en particulier.** » (Discours de Christine Frey, le 8 mars 2007, retranscrit à partir d'un enregistrement réalisé lors de l'observation de cette cérémonie et de l'ensemble du « parcours inaugural »)

Le souci de diversifier les époques et de valoriser également les artistes explique le choix de certains noms cités dans le vœu et ne répondant pourtant pas à l'un de ces trois critères (Léonor Fini, Charlotte Perriand). Mais les quatre noms finalement retenus (Silvia Monfort, Renée Vivien, Nathalie Lemel et Elisabeth Dmitrieff) sont ceux de femmes ayant soit un ancrage local, soit des convictions socialistes, soit un engagement en faveur de la cause des femmes et/ou des lesbiennes. On peut lire dans le respect de ces trois caractéristiques

l'influence des différents groupes d'acteurs impliqués dans le projet : des militants associatifs travaillant à l'écriture de l'histoire de l'arrondissement et soucieux de valoriser le local, des élus socialistes déterminés à construire une mémoire imprégnée de leur idéologie, et des militantes féministes se saisissant de l'opportunité pour visibiliser les femmes et l'histoire de leur lutte. Cette transformation de la toponymie donne lieu, le 8 mars 2007, à une cérémonie et à un « parcours inaugural » au cours desquels des discours sont prononcés par premièrement, le maire de l'arrondissement (Pierre Aidenbaum), deuxièmement, la première adjointe au maire de Paris, chargée de l'Égalité Femme-Homme (Anne Hidalgo), troisièmement, l'élue du 3^e arrondissement en charge de l'Égalité Femme-Homme (Christine Frey) et quatrièmement, la députée de la première circonscription de Paris (Martine Billard). Le choix du 8 mars pour dévoiler ces plaques ne s'explique pas seulement par des considérations de communication politique. Si le choix d'une telle date a certes une visée stratégique (il permet de mobiliser davantage de femmes et de médias qu'un autre jour), il tient aussi à sa charge symbolique : il s'agit de faire de cet hommage à des femmes célèbres une composante de la lutte pour l'égalité ou l'émancipation des femmes. Encore une fois, on retrouve dans le discours d'Anne Hidalgo, la rhétorique du devoir de mémoire féministe :

« Merci beaucoup Pierre pour ton engagement pour la cause des femmes. C'est vrai que toi le maire du 3^e arrondissement, les femmes qui t'entourent, les élus du 3^e arrondissement, la maire adjointe, Christine Frey, Martine Billard, la députée de la première circonscription de Paris, vous contribuez beaucoup à faire en sorte qu'on **rétablisse quelque chose qui est une injustice inacceptable**. Une injustice inacceptable qui était que Paris ne comptait que 2,5 % de noms de rue, de lieux publics consacrés à des femmes. **Or les femmes ont fait, comme les hommes, l'histoire de Paris, l'histoire de notre pays. C'est invisibilité ne doit plus être de mise. Nous devons redonner véritablement cette place dans les rues de Paris, dans les lieux publics de Paris aux femmes, qui doivent rester dans notre mémoire collective parce que sans elle nous ne serions pas ce que nous sommes aujourd'hui.** » (Discours d'Anne Hidalgo, le 8 mars 2007, retranscrit à partir d'un enregistrement réalisé lors de l'observation de cette cérémonie et de l'ensemble du « parcours inaugural »)

Baptiser ces rues le 8 mars suggère qu'il ne s'agit pas simplement de rééquilibrer un simple déficit numérique des femmes dans l'espace public mais de construire leur présence comme une des dimensions de la lutte pour la cause des femmes.

Le changement de dénomination des lieux reste plutôt rare compte tenu de la difficulté de trouver des espaces encore anonymes. En revanche, à l'occasion des 8 mars, il est courant de voir les instances municipales chargés de l'égalité femmes-hommes (ou parfois de la culture et du patrimoine) organiser des parcours valorisant les femmes dans l'espace urbain. Ces itinéraires, qui ont l'avantage d'être peu onéreux et faciles à mettre en œuvre, permettent de construire le souvenir de femmes ayant marqué l'histoire locale. A titre d'exemple, le 5 mars 2005, dans le cadre des célébrations du 8 mars, la ville de Pérouges, dans l'Ain, propose une visite théâtrale guidée de la ville sur le thème « la femme médiévale » : des femmes évoquent, au travers de saynètes, leur vie au Moyen-Age. La dimension militante en faveur de la cause des femmes n'est pas exclue de ce parcours pourtant centré sur la transmission de l'histoire des femmes : au début de la visite, un intervenant rappelle l'historique de la journée de la femme, les raisons de sa création et les lois visant à lutter contre les discriminations. Le 6 mars 2008, le service « Rennes, métropole d'art et d'histoire » de l'Office du tourisme de Rennes Métropole, organise aussi une visite guidée de la ville, intitulée « La ville au féminin » et qui amène les participant-e-s à la « découverte de Rennaises qui ont bâti l'histoire de la ville ». Enfin, le 8 mars 2008, le service chargé de l'égalité femmes-hommes de la mairie du sixième arrondissement de Paris organise une exposition invitant le public à suivre les traces des femmes ayant vécu ou donné leurs noms à certains endroits de l'arrondissement.



Figure 18 : Quelques portraits de femmes exposés à la mairie du 6e arrondissement le 8 mars 2008

Ces actions contribuent à créer une « géographie du souvenir » féministe que les militantes n’hésitent pas à investir à l’occasion des 8 mars. Elles s’approprient ces lieux en y organisant des manifestations. Par exemple, le 8 mars 2008, Ni putes ni soumises organise un rassemblement sur la passerelle Simone de Beauvoir, à Paris. Même si l’événement n’est pas spécifiquement destiné à honorer la philosophe, la présence d’une multitude de pancartes, accrochées le long de la passerelle, sur lesquelles sont écrites des citations de Beauvoir, contribuent à réactiver son souvenir et à rappeler que 2008 est l’année du centenaire de sa naissance.



Figure 19 : Photos du rassemblement organisé par Ni putes ni soumises, le 8 mars 2008, sur la passerelle Simone de Beauvoir

Pour les militantes de Ni putes ni soumises, dont l'entrée dans l'espace de la cause des femmes s'est faite sur fond de conflits intergénérationnels (voir le chapitre 6), l'usage de la figure de Simone de Beauvoir, légitime et consensuelle au sein du mouvement féministe et même au-delà, est une façon de renouer avec un héritage féministe, mis à distance dans les premiers temps de leur engagement. Cette action peut aussi être analysée comme une forme de conquête d'un territoire urbain d'une part, largement masculin, et dont, d'autre part, elles se disent traditionnellement exclues en tant que « femmes des quartiers ».

3. Rejouer le passé pour créer de la continuité et valoriser des actions présentes

La continuité d'un mouvement social ne réside pas seulement dans la continuité des structures, mais peut être aussi la résultante de pratiques rituelles ou symboliques qui ont vocation à relier le présent au passé. Le caractère routinier du 8 mars a déjà été évoqué comme facteur de continuité. Une autre façon de créer de la continuité au sein de l'espace de la cause des femmes est d'utiliser les 8 mars pour organiser des manifestations au cours desquelles le souvenir d'actions militantes passées est convoqué. Ainsi, dans les manifestations du 8 mars, nous avons constaté l'existence de références plus ou moins explicites à des actions marquantes de l'histoire du féminisme. Le 8 mars 2008, dans une des deux manifestations parisiennes, l'association Act Up, qui souhaite interpeler sur la situation des femmes séropositives, défile avec des pancartes sur lesquelles est inscrite la phrase « Hommage à la séropositive inconnue ».



Figure 20 : « Hommage à la séropositive inconnue », une pancarte d'Act Up dans une des manifestations parisiennes du 8 mars 2008

Cet hommage à l'une des actions fondatrices du mouvement féministe des années 1970 (le dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnue) est un signal envoyé par une association se situant à la marge de l'espace de la cause des femmes en direction des autres militantes du mouvement. Il s'agit ici de convoquer le souvenir d'une de leurs actions pour créer de la connivence et signifier qu'elles participent du même combat : celui qui consiste à visibiliser et à défendre les femmes laissées dans l'ombre. C'est une façon, pour Act Up, de s'inscrire dans une tradition féministe. L'épisode du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu a une telle importance dans la mémoire féministe qu'il est régulièrement repris dans les manifestations du 8 mars sous des formes détournées. C'est également le cas, le 7 mars 2009, lorsque le collectif Féministes partout !¹, dont le défilé part de la place de la

¹ Le Collectif est notamment composé des associations suivantes : Alternative Libertaire, Atelier de lectures féministes (CIP-IDF), Droits et Prostitution, Etudions Gayment, Femmes Publiques, collectif Langues de putes, Les mots sont importants, Mix-Cité, Les Panthères

République, décide de suspendre la marche à plusieurs reprises, afin de rebaptiser les rues du parcours. L'une des plaques rebaptise la rue de Turenne en « Square de la putain inconnue (Tuée par la [f]rance) ».



Figure 21 : La rue de Turenne rebaptisée en « Square de la putain inconnue (Tuée par la [f]rance) », le 7 mars 2009, par le collectif Féministes partout !

On retrouve là la volonté, déjà évoquée ci-dessus, d'inscrire dans l'espace urbain des symboles appartenant à l'histoire des femmes ou des féminismes et également, par analogie, de faire appel au souvenir de la « femme du soldat inconnue ». Compte tenu des tensions existant alors entre ce collectif et le reste du mouvement féministe (manifestant le jour même à un autre horaire et suivant un autre parcours), notamment sur la question de la prostitution, on peut interpréter cette action comme l'appropriation d'un héritage permettant d'affirmer une identité féministe, en dépit des disqualifications ou des phénomènes d'exclusion dont le collectif faisait alors l'objet.

roses, Pari-T, Les Putes, le Torchon brûle toujours et les Tumultueuses.

Outre ces références ponctuelles, certaines des actions passées font parfois leur retour les 8 mars de manière plus complète : les militantes féministes n'hésitent pas à rejouer, quasiment à l'identique, un épisode marquant de l'histoire des luttes féministes. Ainsi, lorsque Ni putes ni soumises décide de lancer, le 8 mars 2007, son Manifeste des 343 mamans des cités, le mimétisme à l'égard du fameux Manifeste des 343 salopes lancé en avril 1971 par des militantes du MLF dans *le Nouvel Observateur*, traduit la volonté de s'inscrire dans une tradition claire¹. Il s'agit pour l'association d'affirmer son appartenance à une lignée de féministes. Refaire un manifeste des 343 est aussi une façon de construire le souvenir de cet événement marquant de l'histoire du féminisme chez les militantes non familiarisées à ce passé. Néanmoins, l'action présente ne contient pas le caractère provocateur de l'action originelle. En effet, en affirmant avoir avorté et en assumant cette pratique en dépit de son illégalité, les signataires du manifeste de 1971 avaient créé un choc dans la société de l'époque. Les revendications portées par le manifeste de 2007 n'impliquent pas aux signataires de s'inscrire dans l'illégalité et sont sans aucun lien avec la question de l'avortement :

« Alors parce que, d'où que nous venions, nous sommes d'abord des femmes, **nous, les mamans des quartiers, nous vous demandons aujourd'hui d'être traitées comme toutes les autres citoyennes de la République.** Nous vous demandons de **mettre un terme aux conventions bilatérales** qui préservent les lois d'origine et qui nous exposent aux violences de la polygamie, de la répudiation et du mariage forcé. Nous vous demandons **des places en crèches et en garderie** pour cesser d'être cantonnées à la sphère privée, et pour en finir avec une situation d'enfermement qui nous rend vulnérable à toutes les violences sexistes. Nous vous demandons de **lutter contre l'ethnisation des métiers** qui nous oblige, même lorsque nous sommes hautement diplômées, à accepter des tâches difficiles et à trop souvent subir un harcèlement au travail contre lequel nous ne pouvons rien. Nous vous demandons de **développer les transports publics** qui nous permettraient de sortir de ces ghettos où les seuls endroits de rencontres sont des cafés réservés aux hommes. Nous vous demandons de **faciliter notre accès à la culture** comme notre apprentissage de la

¹ On retrouve une initiative similaire dans le *Nouvel Observateur* du 22 novembre 2012 : 313 femmes, dont Clémentine Autain, signent un manifeste dans lequel elles déclarent avoir été violées. La date de parution de ce manifeste ne coïncide pas avec un 8 mars mais avec une autre journée mobilisant annuellement les militantes de la cause des femmes : la journée nationale contre les violences faites aux femmes, chaque 25 novembre.

langue française afin que nous puissions acquérir les outils de notre émancipation. »
(Extrait de *L'appel des 343 mamans des cités*, Ni putes ni soumises.)

C'est donc par la forme que les organisatrices de l'action tentent d'interpeler. Une simple pétition (même rassemblant le double ou le triple de signatures) aurait certainement eu moins de portée symbolique et aurait donc certainement été moins relayée par les médias. Le passé est utilisé pour sublimer, ou au moins grandir l'action présente, autant qu'il permet de donner au mouvement qui la porte une légitimité historique.

Conclusion de chapitre

Tradition inventée, et même réinventée, le 8 mars constitue un socle pour la mémoire féministe autant qu'il met en évidence sa pluralité et sa volatilité. D'un côté, le 8 mars est le nœud autour duquel le mouvement féministe pense et forge sa continuité. Le caractère routinier de la célébration permet d'ancrer le combat dans la permanence. Les manifestations organisées ce jour donnent lieu à des reprises d'actions passées et voient s'exprimer de nombreuses références à l'histoire des femmes et des luttes féministes. D'un autre côté, les incertitudes autour de l'événement commémoré attestent des difficultés qu'ont les féministes à élaborer et transmettre une mémoire commune. Plus que le souvenir d'un événement marquant de l'histoire, c'est la commémoration elle-même qui est transmise et, à travers elle, le devoir de mémoire.

Si le 8 mars est, de toute évidence, un moment où s'exprime fortement le devoir de mémoire féministe (en témoigne l'importance des références à l'histoire dans les célébrations organisées ce jour), il est aussi le moment où cohabitent, et parfois se confrontent, différentes interprétations du passé. Si la première partie de cette thèse montre l'existence d'un devoir de mémoire, la partie suivante montrera, elle, que ce dernier n'implique pas l'émergence d'une histoire officielle unifiée au sein de l'espace de la cause des femmes, mais bien des mémoires historiques complémentaires et concurrentes portées par différents sous-groupes et qui, selon les circonstances présentes, s'affrontent ou convergent.

Conclusion de la première partie



Figure 22 : Campagne d'affichage intitulée « Nous, les hommes et les femmes », entreprise par le CRIPS Ile de France, avec le soutien du Conseil régional d'Ile de France, de l'ACSE et de l'INPES (voir en Annexe n°9 le verso de l'affiche)

Cette campagne d'affichage, entreprise par le CRIPS Ile de France, à l'occasion du 8 mars 2009, témoigne probablement de la réussite du travail de critique historique entrepris par les féministes depuis près d'un siècle. Ces dernières, au travers d'écrits (scientifiques ou non), d'actions militantes, de manifestations, d'expositions, ont mis en évidence l'invisibilisation qui frappe les femmes et ont cherché à imposer un « devoir de mémoire », c'est-à-dire une injonction à visibiliser le passé des femmes. Le fait que cette campagne soit réalisée à l'occasion du 8 mars montre qu'elles ont aussi réussi à imposer cette date comme le lieu de mémoire féministe par excellence.

Si continuité il y a dans les processus de construction d'une mémoire féministe, c'est donc plutôt du côté de la lutte contre l'invisibilisation qu'il faut aller la chercher. En effet, le rapport qu'entretiennent les féministes au passé se caractérise, aux différentes époques étudiées, par le partage d'une conviction profonde selon laquelle sans action volontariste visant à la valorisation, du passé des femmes, ces dernières sont toujours écartées du récit national. Ainsi, « “tomber dans l'oubli” est la crainte perpétuelle qui suscite une véritable stratégie du souvenir. Crainte individuelle et crainte collective de l'oubli qui posent – en négatif – la fragilité du féminisme ; fragile parce que occulté au moment où il s'exprime ; fragile aussi par l'oblitération de son histoire. » (Klejman et Rochefort, 1985: p.134).

L'expression « devoir de mémoire » n'est pas une expression employée par les féministes. Il est vrai qu'elle est assez contradictoire avec la geste féministe qui implique libération, c'est-à-dire notamment émancipation des devoirs (conjugal, maternel) qui assignent les femmes et les enferment. Néanmoins, le devoir de mémoire, en ce qu'il invite les féministes à se saisir de l'histoire, place les femmes en situation de sujet : d'abord un sujet qui apprend, un sujet qui sait ; ensuite un sujet qui a un passé.

Au travers de cette généalogie du devoir de mémoire féministe, cette première partie ne se contente pas de chercher la provenance de la problématique mémorielle dans l'espace de la cause des femmes mais entend plus largement mettre en évidence certains rouages de la mémoire féministe. Il ressort que celle-ci doit son existence à l'implication conjointe de différents pôles de l'espace de la cause des femmes dans la lutte contre l'invisibilisation des femmes dans l'histoire. L'analyse met au jour l'existence de mobilisations transversales autour de la mémoire, qui témoignent de la porosité des frontières entre « mouvement » et « institutions » : les collectifs du pôle associatif autonome, les fémocrates du pôle institutionnel et les historiennes du pôle intellectuel agissent conjointement et s'influencent réciproquement. De plus, autour de la fabrication de ce « devoir de mémoire », l'étude des répertoires de contestation à disposition des mouvements sociaux peut être enrichie : la production et la diffusion de récits du passé, concurrents de ceux véhiculés par d'autres groupes sociaux, implique la mise en œuvre de modalités d'action traditionnellement non considérées comme relevant de la politique contestataire (organisation de colloques, création de centres d'archives ou de bibliothèques, etc.).

Deuxième partie :
Coexistence d'une pluralité de mémoires
historiques : conflits, négociations, convergences

Introduction de la deuxième partie

La première partie a montré que les militantes féministes appartenant aux différents pôles de l'espace de la cause des femmes ont très tôt constaté l'absence des femmes dans l'histoire écrite et enseignée. Cela les a conduites à faire de la lutte contre l'invisibilisation des femmes une des dimensions de l'engagement féministe. Ainsi, elles ont contribué à la naissance d'un champ d'étude, l'histoire des femmes, et ont construit et diffusé une rhétorique invitant les militantes à s'intéresser au passé des femmes pour éclairer le « continent noir » et lever les silences qui touchent leur sexe. Dans les discours publics, ainsi que dans les actions mises en œuvre par les différentes composantes de l'espace de la cause des femmes, notamment le 8 mars, on trouve la trace de ce souci du passé et de cette invitation à visibiliser les femmes dans l'histoire. C'est ce que nous avons appelé le devoir de mémoire féministe.

L'expression « devoir de mémoire » peut être comprise de deux façons : elle peut désigner soit simplement le fait d'inviter à se souvenir ; soit le fait de dire plus précisément comment l'on doit se souvenir et ce dont on doit se souvenir. A supposer que le devoir de mémoire féministe corresponde à la seconde acception, cela signifierait qu'il existe une histoire officielle féministe (plus ou moins précise, plus ou moins unifiée et plus ou moins figée) partagée par l'ensemble des collectifs composant l'espace de la cause des femmes en dépit de leurs différences de formes, d'orientations, de champs d'intervention etc. La seconde partie de cette thèse vise à considérer cette possibilité en répondant à la question suivante : est-ce que le devoir de mémoire féministe, identifié dans la première partie de cette thèse, suppose l'existence d'une grille de lecture du passé commune aux différents sous-groupes de l'espace de la cause des femmes, et dont on pourrait dire qu'elle constitue une histoire officielle féministe ?

Tenter de répondre à cette interrogation impose de faire varier la focale d'observation. Dans la première partie, nous avons considéré l'espace de la cause des femmes à un niveau macrosocial, en regardant comment ce dernier interagissait, autour de la prise en charge du récit du passé, avec d'autres champs (le champ scientifique, le champ politique), et comment

les différents pôles de l'espace de la cause des femmes travaillaient conjointement à l'élaboration du devoir de mémoire féministe. Dans la deuxième partie, il s'agit de s'intéresser davantage au niveau mezzo social et de considérer l'espace de la cause des femmes plutôt à l'échelle des collectifs (associations, groupes formels ou informels, instances étatiques etc.) qui composent les pôles. En analysant les interactions des différents collectifs nous essaierons de comprendre comment la structuration et les normes de fonctionnement de l'espace social façonnent les mémoires féministes. L'ensemble de cette deuxième partie vise donc à identifier les processus de mise en cohérence des différents récits finalisés du passé, portés par chaque collectif, afin de dessiner les contours d'une hypothétique histoire officielle féministe.

La partie sera structurée en trois chapitres. Tout d'abord, le chapitre 4 porte sur une controverse mémorielle qui émerge, au sein de l'espace de la cause des femmes, en 2008, après qu'un groupe ait annoncé les quarante ans du MLF. Suite à l'annonce de cet anniversaire, pendant plusieurs mois, deux récits des origines du MLF s'opposent publiquement et donnent lieu à une production intensive de discours sur le passé, relayés par les médias. Au travers de l'analyse de cette controverse mémorielle, nous verrons que le mouvement féministe français contemporain est structuré de telle façon que peuvent coexister en son sein différentes lectures d'un même événement passé, portées chacune par des collectifs aux modes d'organisation, aux idéologies et aux positionnements dans le champ variés, voire même opposés. Cette controverse offre donc la possibilité d'observer les négociations et conflits à l'œuvre dans les processus de production de sens au sein d'un mouvement social et de montrer que les contenus mémoriels sont dépendants à la fois d'impératifs politiques présents, de cadres sociaux pérennes (produits de l'histoire des courants) et d'interactions entre les groupes.

Ensuite, le chapitre 5 prolonge la réflexion sur les mécanismes d'uniformisation des représentations du passé, en se centrant cette fois sur les événements organisés, durant l'année 2010, à l'occasion de ce même anniversaire, par une partie des collectifs engagés dans la controverse de 2008. Ainsi, en s'intéressant aux actrices qui impulsent cette célébration et en analysant les formes concrètes qu'ont prises les festivités, nous nous demanderons à quelles conditions la lecture d'un événement passé peut ou non devenir dominante dans l'espace de la cause des femmes. Nous verrons que deux dimensions sont essentielles pour qu'une

interprétation du passé s'impose : premièrement, que les groupes qui la portent disposent de ressources suffisantes pour la diffuser auprès d'autres collectifs et deuxièmement que les célébrations organisées soient cohérentes avec le contenu mémoriel qu'elles véhiculent.

Enfin, dans le chapitre 6, nous interrogerons l'existence d'un éventuel « panthéon féministe ». Est-ce qu'en dépit de l'attachement de chaque collectif à des figures constitutives de sa propre histoire, les différents groupes composant l'espace de la cause des femmes parviennent à créer du consensus autour de certaines personnalités ? Nous prendrons pour cas d'étude la figure de Sohane Benziane – une jeune fille de 17 ans, brûlée vive, le 4 octobre 2002, dans un local à poubelles de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne – et analyserons comment elle a été amenée à faire l'objet d'une construction du souvenir de la part de collectifs de la cause des femmes et à ainsi entrer dans certaines mémoires féministes.

Chapitre 4 : Les origines du MLF, conflit de mémoires et mémoire des conflits

Introduction de chapitre

L'année 2010 a donné lieu à plus d'une vingtaine de célébrations dont l'objectif annoncé était la commémoration des quarante ans du Mouvement de libération des femmes (MLF)¹. L'observation de ces festivités, organisées partout en France² par des actrices issues des différents pôles de l'espace de la cause des femmes, peut laisser penser qu'il existe au sein du mouvement féministe actuel une interprétation partagée de ce qu'a été le mouvement féministe des années 1970. En effet, les différentes commémorations de l'année 2010³ célèbrent toutes un mouvement pluriel, ouvert, porté par des anonymes venues d'univers variés mais liées entre elles par une sororité. Elles soulignent la créativité et l'humour de ce mouvement et mettent en relief le plaisir qu'ont eu les participantes à militer ensemble. Elles véhiculent également une image consensuelle des apports du mouvement et diffusent une chronologie qui, en dépit de quelques variations mineures, donnent l'impression d'un accord général sur les origines et les événements marquants du mouvement des années 1970.

¹ Le sigle MLF désigne une des composantes de la seconde vague féministe, au même titre que le Planning familial, l'association Choisir de Gisèle Halimi, le MLAC etc. Les contours du MLF sont difficilement traçables car il est composé d'une multitude de collectifs majoritairement informels, aux orientations idéologiques variées (parfois contradictoires). A partir de 1974, émerge de ce mouvement différentes associations davantage structurées qui continuent à se revendiquer du MLF. Si la seconde vague féministe ne se confond pas avec le MLF, ce dernier en a néanmoins été longtemps le symbole et la commémoration de 2010 tend à accentuer cette tendance générale à l'assimilation MLF/seconde vague féministe.

² On relève néanmoins une forte concentration des festivités en région parisienne, probablement en raison de l'implantation très parisienne du MLF dans les années 1970. Les travaux de Lydie Porée et Patricia Godard sur les luttes féministes à Rennes et ceux de Camille Masclat sur les militantes féministes grenobloises montrent d'ailleurs que les femmes engagées en région dans les années 1970 ont tendance aujourd'hui, dans leurs récits du passé, à circonscrire le MLF à la région parisienne. Camille Masclat, qui intervenait sur les mobilisations féministes des années 1970 à Grenoble et à Lyon, le 7 décembre 2012 au séminaire « Genre, féminismes et mobilisations collectives » de l'EHESS a ainsi choisi de donner comme titre à son intervention l'extrait d'entretien suivant : « Le MLF, c'était les parisiennes! ».

³ Elles seront analysées dans le détail dans le chapitre 5.

Appréhender la mémoire féministe par les célébrations de l'année 2010 permettrait donc de conclure à l'existence d'un cadre commun d'interprétation de cette période au sein de l'espace de la cause des femmes contemporain.

Une enquête de terrain réalisée en amont de ces célébrations (de début 2008 à août 2009), et fondée principalement sur l'analyse de discours publics et l'observation participante, conduit à des conclusions plus nuancées : s'il apparaît certes, en 2010, une vision dominante du mouvement des années 1970, d'autres interprétations minoritaires existent au sein de l'espace de la cause des femmes et s'expriment avant 2010. En effet, en 2008, une controverse mémorielle, portant sur la date anniversaire des 40 ans du MLF, éclate et divise l'espace de la cause des femmes. Elle donne lieu à l'expression de deux visions différentes de l'histoire du MLF et se solde, non pas par une convergence des interprétations, mais par l'organisation de deux commémorations distinctes, une en 2008 et une en 2010.

Ce chapitre vise donc à analyser les deux interprétations du passé qui s'opposent publiquement à partir de mai 2008 et à identifier les cadres sociaux qui les façonnent. Ainsi, d'un point de vue méthodologique, nous montrerons que les processus de production de sens au sein d'un mouvement social sont l'objet de conflits et de négociations et ne peuvent être compris qu'en portant attention aux faits de communication entre les groupes. Nous verrons que le récit du passé proposé par chacun des camps de la controverse est en partie façonné en fonction de celui porté par l'autre camp. Parallèlement, nous verrons que ce conflit – qui mobilise principalement des militantes ayant participé au mouvement des années 1970 et souhaitant diffuser leur vision du passé auprès de personnes plus récemment engagées pour la cause des femmes – est autant le fruit de conditions présentes que l'actualisation de clivages anciens. Ainsi, il apparaîtra que les contenus mémoriels véhiculés par chacun des camps de la controverse sont, certes façonnés par la confrontation, mais sont aussi dépendants d'impératifs politiques présents et de cadres sociaux pérennes, produits de l'histoire de chaque courant.

A- 2008 : la diffusion d'un premier récit des origines

Les controverses sont nombreuses dans le mouvement féministe : selon Éric Fassin, il convient même d'appréhender le mouvement « comme un champ de bataille (...) les querelles

féministes ne sont pas un accident regrettable qui viendrait perturber la marche du féminisme : ils en sont le principe même, tant la question féministe se construit contre les évidences partagées. Le féminisme est dissensus, et non consensus » (Fassin, 2005: p.166). Analyser ces controverses permet non seulement de comprendre les clivages idéologiques qui structurent l'espace de la cause des femmes, mais permet aussi d'identifier les rapports de pouvoir et les normes en jeu dans le champ. A la fin de l'année 2008, alors que je pensais mettre un terme à mon travail de terrain pour écrire cette thèse dans les délais recommandés, une controverse sur les origines du Mouvement de libération des femmes s'expose dans les médias. Elle offre la possibilité d'observer en direct ce qui est communément appelé un « conflit de mémoires ».

1. Le lancement de la commémoration des 40 ans du MLF en 2008 : contexte et facteurs déclencheurs

Les 15, 22 et 27 mai 2008, le Collectif de Pratiques et de Réflexions Féministes « Ruptures »¹ organise, dans le cadre de l'Appel « Mai 68, ce n'est toujours qu'un début »², et avec le soutien du Conseil régional de la région Ile-de-France, un colloque intitulé « Le mai des féministes ». Ces trois soirées³, au cours desquelles interviennent militantes et chercheuses féministes, ont vocation à donner une visibilité aux femmes et aux féministes dans les célébrations organisées pour les 40 ans de Mai 68. Les organisatrices, qui souhaitent faire de ce rassemblement un lieu de dialogue entre les différentes tendances du mouvement féministe, invitent, lors de la première soirée, des militantes des années 1970, représentantes de mouvances distinctes, et leur demandent de raconter leur année 68. Sont notamment présentes à cette table ronde : Anne Zelensky⁴, Jacqueline Feldman¹, Cathy Bernheim², Nadja

¹ Association féministe non mixte généraliste, créée en 1984, dont l'une des principales animatrices est Monique Dental, engagée dans le courant lutte de classes du MLF à partir de 1971. Pour plus d'informations sur sa trajectoire, voir : (Bereni, 2007: p.151).

² Appel lancé par des associations, espaces culturels, éditions, journaux de gauche, en septembre 2007 en réaction aux discours tenus sur l'héritage de Mai 68 par Nicolas Sarkozy pendant la campagne présidentielle. Pour plus d'informations, voir : <http://mai68.over-blog.org/>

³ Voir le programme complet en Annexe n°10.

⁴ Présentée dans le programme de la soirée comme « présidente de la Ligue du Droit des Femmes, cofondée avec Simone de Beauvoir en 1974, partie prenante du Mouvement des

Ringart³ et Antoinette Fouque, figure dominante du courant que nous appellerons ici « différentialiste » (voir encadré ci-dessous).

Encadré n°3 : Le courant différentialiste

Les Editions *Des femmes*, l'espace *Des femmes* et l'Alliance des femmes pour la démocratie forment ce qu'on appelle le « courant différentialiste » de l'espace de la cause des femmes. Ce courant, appelé parfois péjorativement « naturaliste » ou « essentialiste », rejette le terme de « différentialiste ». Néanmoins ce qui le caractérise et le distingue des autres courants est avant tout le fait qu'il pose la différence sexuelle comme principe existentiel, c'est-à-dire affirme l'existence de deux sexes au sein de l'humanité. Il milite pour une revalorisation de l'identité féminine, dans une société qui la nie au profit d'un « humanisme monosexué ». Ses principales penseuses sont Antoinette Fouque et Hélène Cixous.

Historiquement, ce courant s'est principalement incarné à partir du début des années 1970 dans le groupe Psychanalyse et politique, qui se donne pour ambition de penser la « forclusion » des femmes par la société en liant psychanalyse lacanienne et critique sociale. Il a ensuite donné naissance à différentes structures de l'espace de la cause des femmes, insérées dans différents pôles :

- dans le pôle associatif autonome : Psychanalyse et Politique, l'association Mouvement de libération des femmes, l'Alliance des femmes pour la démocratie et Parité 2000 ;
- dans le pôle informationnel : *Le Quotidien des femmes*, *Des femmes en mouvement* mensuel et *Des femmes en mouvement* hebdomadaire
- dans les pôles culturel et/ou entrepreneurial : la maison d'édition et l'espace *Des*

femmes depuis 1967 ». Elle a été co-fondatrice du groupe « Féminin, Masculin, Avenir » (FMA) à l'automne 1967. Elle a participé à l'organisation du Manifeste des 343 et des Journées de la Mutualité en 1971. Elle a été à l'origine de l'ouverture du premier refuge pour femmes battues en 1978 et la création du premier centre d'accueil pour hommes violents en 1988. Elle a collaboré activement avec le Ministère des droits de la femme de 1982 à 1986. Depuis le début des années 2000, elle est engagée dans ce qu'elle appelle « le combat contre l'islamisation de l'Europe » et est rédactrice de *Riposte laïque*.

¹ Présentée dans le programme de la soirée comme « sociologue et physicienne, à l'origine – avec Anne Zelensky et Betty Falenbock – du groupe "Féminin, Masculin, Avenir" (FMA) à l'automne 1967 et en 1971 du Groupe "Femmes mariées" du MLF ».

² Présentée dans le programme de la soirée comme « Écrivain, journaliste ». Elle a été parmi les neuf femmes qui ont déployé une banderole « à la femme inconnue du soldat inconnu » sous l'Arc de Triomphe, le 26 août 1970. Elle a participé à la création de la rubrique du « Sexisme ordinaire », avec Simone de Beauvoir pour les *Temps Modernes* entre 1974 et 1981.

³ Présentée dans le programme de la soirée comme « sociologue ». En 1970, elle rejoint le Mouvement de libération des femmes et écrit dans le numéro spécial de la revue *Partisans*, « Libération des femmes, année zéro ». Elle participe ensuite à la création et la rédaction du *Torchon brûlé*, dont le premier numéro paraît en mai 71.

femmes.

Sociologiquement, on dispose de peu de données sur les organisations qui composent ce courant compte tenu du peu d'études leur ayant été consacrées. Seul l'ouvrage de l'historienne Bibia Pavard, consacré aux éditions *Des femmes* de 1972 à 1979 permet de renseigner ce groupe, qui est en position minoritaire dans l'espace de la cause des femmes depuis le milieu des années 1970 (Pavard, 2005).

Ne pouvant finalement être présente à la soirée, Antoinette Fouque fait entendre sa voix par l'intermédiaire d'une lettre lue par Michèle Idels, avocate, collaboratrice d'Antoinette Fouque aux Editions des femmes et vice-Présidente de l'Alliance des Femmes pour la Démocratie. Dans cette lettre, Antoinette Fouque raconte comment, en janvier 1968, alors étudiante en DEA, elle rencontre l'écrivaine Monique Wittig et entame avec elle une réflexion sur la « maltraitance des femmes dans la République des lettres, dans le milieu intellectuel, dans les maisons d'édition, et même à l'université, partout ». Les deux femmes, ainsi que Josiane Chanel (également étudiante à la Sorbonne), participent aux événements de mai – en créant notamment le Comité Révolutionnaire d'Action culturelle (CRAC). Toutes trois partagent une analyse de cette révolution qu'elles considèrent empreinte de machisme. Lors de l'été 68, elles se retrouvent dans le sud de la France et décident d'organiser, à la rentrée, des réunions entre femmes. Le 1^{er} octobre, 1968, elles convoquent la première réunion de femmes à Paris, dans un studio prêté par Marguerite Duras, rue de Vaugirard. Selon Antoinette Fouque, cette réunion marque alors la naissance du MLF.

Cette interprétation du passé, qui décrète la naissance du MLF en 68 et pose Antoinette Fouque comme cofondatrice du mouvement, n'est pas nouvelle. Depuis quarante ans, cette dernière a régulièrement pris la plume ou la parole pour désigner l'année 1968 comme l'année de naissance du MLF et pour revendiquer son statut de cofondatrice du mouvement. Dès 1982, l'association « Mouvement de libération des femmes », créée en 1979 par Antoinette Fouque¹, publie dans *Le Monde* daté du 6 mars, un communiqué de presse dans lequel il est dit :

« La constitution en association (octobre 79) du “Mouvement de libération des femmes” par **celles qui l'ont fondé (octobre 68)** est non seulement légale mais

¹ Nous reviendrons plus tard, dans ce chapitre, sur les conditions de création de cette association et sur ses conséquences.

légitime ». (Communiqué du MLF, *Le Monde*, 6 mars 1982 ; repris dans *Des femmes en mouvements-hebdo*, n°83-44, la semaine du 19 au 26 mars 1983 ; (Prochoix, 2008: p.50))

Dans le n°86 de *Des femmes en mouvements hebdo*, daté du 2 avril 1982, des militantes du courant différentialiste écrivent :

« **Chère Antoinette, Tu as créé le Mouvement de libération des femmes en le dégageant du Féminisme.** Tu l'as conduit, jusqu'à présent, où nulle ne peut plus, sans dénier la réalité, en contester le bien-fondé, la positivité et la force. » (Jacqueline, Yvette, Michèle, Thérèse, Christine, *Des femmes en mouvements-hebdo*, n°86, 2 avril 1982)

Le 9 mars 1983, dans *Libération*, Annette Lévy-Willard (journaliste et traductrice d'Emma Goldman avec Cathy Bernheim) reproche à Antoinette Fouque de diffuser de nouveau l'idée d'un MLF fondé par elle-même en 68, dans le cadre d'une exposition que son association organise alors à la Maison des architectes¹ :

« A l'occasion de la journée internationale des femmes, une exposition sur le MLF est organisée, qui ressemble fort à un règlement de comptes, et qui présente "15 années de lutte" comme l'action d'un seul groupe et de sa dirigeante : Antoinette Fouque (...) En ce 8 mars, journée des femmes, certaines vont croire visiter une exposition sur l'histoire du mouvement des femmes en France. Erreur. De panneaux en panneaux, c'est une autre histoire qui nous est contée, celle d'un groupe de femmes dirigé par Antoinette Fouque et son adjointe, Marie-Claude Grumbach. Ainsi, **les femmes auraient commencé à exister en France en 1968, quand Antoinette Fouque – et d'autres – se sont réunies dans la foulée de l'après-mai. Voilà pour la "naissance" du MLF.** Non, pour le MLF-signé-autorisé, en 1983, **le MLF est né dans les bras d'Antoinette Fouque.** » (Prochoix, 2008: p.59)

Sept ans plus tard, en mars-avril 1990, dans une interview donnée au *Débat*, Antoinette Fouque se présente, une nouvelle fois, comme une des trois « initiatrices » du MLF et évoque une création du mouvement « dans la foulée de 68 » :

¹ L'exposition est intitulée « Mouvement de libération des femmes, 15 années de lutte 1968-1983 ».

« Comme vous savez, ce qu'on a appelé **le Mouvement de libération des femmes, le M.L.F., s'est créé dans la foulée de 68. On pourrait même dire sur ce terrain-là.** Or, Mai 68 a été avant tout une effervescence, une explosion orale, un cri ; pour moi, et pas seulement pour moi, une naissance ; ce pourquoi, peut-être, il reste chargé de tant de mystères. **Le Mouvement des femmes a beau avoir été initié, a-t-on dit, par des intellectuelles, nommément Monique Wittig, Josiane Chanel et moi,** c'est d'abord le cri qui est venu et le corps avec le cri ; le corps si durement brimé par la société des années soixante, si violemment refoulé par les modernes d'alors, les maîtres de la pensée contemporaine. » (Fouque, 1990: p.122)

Le 17 juin 1992, alors qu'elle crée le groupe Parité 2000 et fonde avec d'autres associations le réseau Elles Aussi engagé dans la lutte pour la parité politique (Bereni, 2007: p.60), Antoinette Fouque réitère ses allégations dans son résumé de soutenance de thèse :

« **Le MLF a été fondé en 1968** par trois femmes : Josiane Chanel, Monique Wittig et **moi-même.** » (Zancarini-Fournel, 2008: p.436)

Si le récit des origines élaboré par Antoinette Fouque est ancien¹, jusqu'alors il divisait discrètement la sphère militante féministe et se limitait à quelques phrases disséminées ici et là dans des revues spécialisées. Avec la lecture de cette lettre, lors du Mai des féministes, le récit du passé d'Antoinette Fouque se précise et suscite des réactions de la salle, qui laissent présager l'émergence d'une controverse publique. En effet, suite à la lecture de ces passages de la lettre, une vingtaine de femmes, parmi la centaine de personnes présentes, décident

¹ Nous renvoyons aussi à la page « Discussion » de la notice Wikipedia consacrée à Antoinette Fouque qui témoigne de nombreux échanges polémiques, à partir d'octobre 2007, autour de la biographie de cette dernière – et en particulier sur son statut de cofondatrice du MLF. Ces échanges sont difficilement analysables dans la mesure où l'on ne sait que peu de chose des contributeurs à Wikipédia, ces derniers intervenant sous pseudonymes. En revanche, il est intéressant de voir que ces discussions se poursuivent jusqu'en 2012 et qu'elles donnent même lieu à l'intervention des autorités de Wikipédia. A la fin de l'année 2012, on peut lire, sur la notice Wikipédia d'Antoinette Fouque, un premier bandeau « [à sourcer] », indiquant que « le contenu de cet article ou de cette section est peut-être sujet à caution et doit absolument être confronté aux sources ». De plus, un autre bandeau est aussi ajouté à cette page : il s'agit d'un bandeau « [U-R3R] » signalant l'existence d'une « guerre d'édition » autour de cette notice. Une « guerre d'édition » au sein de Wikipédia renvoie à une situation où « deux ou plusieurs éditeurs expriment un profond désaccord sur un point particulier. On parle de guerre d'édition lorsque l'on peut observer les signes suivants : cycle de révocation actif sur l'article lui-même, commentaires agressifs, attaques personnelles, absence de discussion sur le sujet de l'article entre les protagonistes ».

spontanément de perturber la fin de l'intervention. Assises, comme le reste du public, aux sièges habituellement occupés par les membres du conseil régional, elles comprennent qu'en appuyant sur le bouton d'allumage de leurs micros, elles apparaissent, à la place de l'oratrice Michèle Idels, sur l'écran géant situé au-dessus de la tribune. Elles jouent alors à appuyer de manière répétée sur le bouton devant elles et profitent de leur passage à l'écran pour manifester visuellement leur désaccord. A ces signes explicites, elles associent des exclamations ou des rires que Michèle Idels tente d'ignorer mais qui contribuent à rendre l'ambiance confuse. Cette agitation est une manifestation concrète des désaccords mémoriels qui divisent alors l'espace de la cause des femmes. Il faut dire que le récit du passé proposé par Antoinette Fouque contraste avec le discours tenu en ouverture de la soirée par Monique Dental, fondatrice du Collectif Féministe « Ruptures » :

« L'annonce de ces rencontres a suscité un vif intérêt, non seulement pour celles et ceux qui ont connu Mai 68, mais également bien au-delà pour celles et ceux qui ont hérité de la période et qui ont mené les combats des décennies suivantes : droit à l'IVG, condamnation du viol comme crime, reconnaissance des droits des femmes immigrées, réfugiées et sans-papiers, parité en politique, pour ne citer que les plus emblématiques. Et les luttes contre les violences bien entendues. **Cet intérêt augure bien de cette autre commémoration que nous ne saurons négliger : 1970, la naissance du Mouvement de libération des femmes, en 2010 nous aurons à cœur de reprendre ensemble cette esquisse que nous proposons au cours de ces trois soirées.** » (Monique Dental, message d'accueil lors de la première soirée du Mai des féministes.)

Selon Monique Dental, le colloque de 2008 ne saurait donc être qu'une « esquisse » des célébrations de 2010, comme Mai 68 fut le préambule d'un mouvement né en 1970¹. Antoinette Fouque et ses co-militantes ne l'entendent pas ainsi : en octobre 2008, les Editions *Des femmes* annoncent officiellement les quarante ans du MLF.

¹ Dans le même esprit, les intitulés des deux premières soirées du colloque – « Année 68. La prise de conscience : des féministes à l'œuvre » pour la soirée du jeudi 15 mai 2008 et « La révolution féministe dans les années 1970-1980 » pour celle du mardi 27 mai 2008 – véhiculent l'idée d'un mouvement collectif né en 1970 après que 68 ait permis principalement des éveils individuels.

La commémoration orchestrée en 2008 par les éditions *Des femmes* prend la forme, premièrement, de la parution d'un ouvrage collectif¹ intitulé *Génération MLF, 1968-2008*, qui compile chronologies, témoignages, photos et documents d'archives ; et secondement, la diffusion, sur France 5, d'un documentaire de la série *Empreintes*, réalisé par Julie Bertuccelli, consacré à la fondatrice et directrice de la maison d'édition et intitulé « Antoinette Fouque. Qu'est-ce qu'une femme ? ». Les médias se font alors l'écho de cet anniversaire et relaient très fidèlement l'interprétation du passé promue par Antoinette Fouque (voir le tableau ci-dessous qui recense les quatorze articles de presse qui, au cours du mois d'octobre, évoquent la commémoration et diffusent l'interprétation du passé des différentielistes)

¹ Les auteures se présentent comme « des femmes qui l'ont créé [le MLF] en 68 (...) avec d'autres qui les ont rejointes au cours des mois et des années suivantes, pour un engagement plus ou moins long, continu ou discontinu » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.7).

Articles relayant le récit des origines élaboré par les Editions *Des femmes*

Date de parution	Références de l'article	Extraits témoignant de la diffusion du récit du passé élaboré par les Editions <i>Des femmes</i>
1 ^{er} octobre 2008	« 40 ans du MLF - “Globalement, les femmes s’en sortent bien”, Interview d’A. Fouque, propos recueillis par Florence Deguen, <i>Le Parisien</i> , 1 ^{er} octobre 2008	« Il y a quarante ans, le 1er octobre 1968 , quinze femmes de 17 à 33 ans se retrouvaient dans un petit studio de la rue de Vaugirard à Paris. Un studio vide, prêté par Marguerite Duras, où, assises à même la moquette et renvoyant fermement les garçons qui passaient le nez par la porte, ces intellectuelles et artistes ont décidé du lancement du Mouvement de libération des femmes . Une deuxième révolution, après les pavés très masculins de mai, à laquelle les Françaises doivent aujourd’hui la plupart de leurs droits. À leur tête, discrète et passionnée, une prof de lettres à l’accent chantant, Antoinette Fouque. La cofondatrice du MLF a toujours refusé de réclamer, contrairement à son amie Monique Wittig, une égalité qui anéantirait la féminité. Refusé le mépris, la caricature, les clichés. »
1 ^{er} octobre 2008	Le mot du jour – MLF, <i>Le Parisien</i> , 1 ^{er} octobre 2008	« Le MLF, pour Mouvement de libération des femmes, est né dans la foulée de Mai 68 d’un soulèvement de femmes contre la misogynie, l’oppression et les discriminations dont elles étaient victimes. L’écrivain Monique Wittig et l’intellectuelle Antoinette Fouque en sont, au départ, les têtes pensantes. »
1 ^{er} octobre 2008	Agathe André, « MLF : Le choix dans la date », dans <i>Charlie Hebdo</i> , n°850, 1 ^{er} octobre 2008	« Et c’est reparti pour une nouvelle séance de fétichisation du Mouvement de libération des femmes et de vieilles querelles de mémères affranchies. Pour les unes, le MLF naît avec Antoinette Fouque dès octobre 1968, avec ses sessions non mixtes et psychologisantes. La dame de fer finit d’ailleurs par déposer le titre en 1979, trahissant, semble-t-il, la cause de celles qui n’y avaient pas pensé... Pour les autres, intraitables du coup, le MLF, c’est août 1970, quand une dizaine d’entre elles déposent, sous l’Arc de Triomphe, une gerbe à la femme du Soldat inconnu... Du calme les madones, disons que 1968, c’est l’acte de naissance. Et 1970, l’année du baptême médiatique. Dans tous les cas, le MLF a quarante balais et ses militantes ne se sont toujours pas mises d’accord sur le chemin à prendre pour châtrer l’autre sexe. »
3 octobre 2008	Christelle Guibert, « Il y a 40 ans, Antoinette Fouque créait le MLF », <i>OuestFrance.fr</i> , 3 octobre 2008 Christelle Guibert, « Antoinette Fouque, une vie de féministe », <i>Ouest France</i> , 3	« Le 1er octobre 1968 , dans un petit appartement de Paris prêté par Marguerite Duras, Antoinette Fouque et deux amies fondaient le MLF , le Mouvement de libération des femmes. Rencontre, quarante ans après, avec une sacrée “mersonnage”. » « Antoinette Fouque et ses amies Monique Wittig et Josiane Chanel se retrouvent dans un petit appartement de la rue de Vaugirard, à Paris, prêté par Marguerite Duras. Leur petit

	octobre 2008	groupe de discussion sur le corps, la sexualité des femmes, s’agrandit. Sans homme, au départ. “Il fallait que la parole se libère, sans le poids de la domination et du discours masculin”. Et la dure réalité jaillit. “Des viols, des mères battues par leur mari”... Le MLF est lancé, entraînant dans son sillage d’autres mouvements pour les droits des femmes. »
4 au 10 octobre 2008	Christine Ferniot, « Documentaire Empreintes, Antoinette Fouque, Documentaire de Julie Bertuccelli (France, 2008), 55 mn. Inédit », Télérama, n°3064, du 4 au 10 octobre 2008	« 70 ans, droite dans son fauteuil, la parole aussi vive que le regard, Antoinette Fouque raconte quarante ans de combats : le MLF (Mouvement de Libération de la Femme) créé en octobre 1968 , la fondation des Editions des femmes, la députation européenne, une lutte internationale pour les libertés individuelles. »
5 octobre 2008	Valérie Cadet, « 20.35 France 5 Antoinette Fouque », <i>Le Monde</i> , 5 octobre 2008	« A l’heure où d’aucuns appelaient à la “liquidation” de l’héritage soixante-huitard, les témoignages des protagonistes et le travail des historiens ont œuvré à l’inverse. La rencontre avec la psychanalyste Antoinette Fouque, cofondatrice du Mouvement de libération des femmes , procède de cette démarche. »
5 octobre 2008	Programme TV, <i>Téléloisirs</i> , 5 octobre 2008	« Cofondatrice du MLF en 1968 , créatrice des “Editions des Femmes”, psychanalyste, mais également député, Antoinette Fouque a choisi sa voie. »
5 octobre 2008	Programme TV, <i>Télépoche</i> et <i>Téléstar</i> , 5 octobre 2008	« Psychanalyste, député européen et editrice, Antoinette Fouque est née en 1936 d’une mère italienne analphabète et d’un père corse, militant du Front Populaire. En 1968, dans la foulée des manifestations du mois de mai, elle participe aux premières réunions de femmes, non mixtes. Ces assemblées donnent naissance, au mois d’octobre, au Mouvement de libération des femmes. Cofondatrice du MLF , avec la romancière Monique Wittig et Josiane Chanel, Antoinette Fouque tient à ce que ce mouvement allie l’action et la pensée, la psychanalyse et la politique. »
6 octobre 2008	Catherine Robin, « MLF 40 ans et tant à faire ? », <i>ELLE</i> , 6 octobre 2008	« Elles étaient une quinzaine, âgées de 17 à 33 ans, bien décidées à ne plus s’en laisser conter. C’était en octobre 1968. Réunies dans un petit studio de la rue de Vaugirard, à Paris, elles posaient les bases d’un mouvement qui allait faire avancer les droits des femmes à pas de géant. Elles s’appelaient Antoinette Fouque, Monique Wittig... et venaient de fonder le Mouvement de libération des femmes. Quarante ans après, le MLF est toujours là en dépit des attaques et il a accompagné les conquêtes des femmes (...) »
7 octobre 2008	Dominique Arnoult, « Celle qui a fait naître le MLF », <i>La Provence</i> , 7 octobre 2008	« Si avec quelques autres, cette jeune Marseillaise, sa thèse sur l’avant-garde littéraire bouclée, a levé le poing en mai 1968, c’est l’été qui suit, dans la maison de famille qu’elle songe à créer un mouvement pour les femmes. »

7 octobre 2008	« Les femmes continuent de lutter sur tous les tableaux », <i>La Croix</i> , 7 octobre 2008	« Quarante ans après la création du Mouvement de libération des femmes (MLF), à l'automne 1968 , le mouvement féministe recouvre aujourd'hui des réseaux et associations qui agissent souvent sur des sujets ciblés : lutte contre les violences conjugales, contre l'excision, les mariages forcés, accès à la contraception et à l'avortement... Ce soir, Antoinette Fouque, cofondatrice du MLF , présentera à Paris l'ouvrage <i>Génération MLF</i> , édité à l'occasion du 40 ^e anniversaire du mouvement. »
16 octobre 2008	« Le Mouvement de libération des femmes, né dans la foulée de Mai 1968, fête ses 40 ans », <i>20 minutes</i> , 16 octobre 2008	« Le 1er octobre 1968 , dans un appartement parisien prêté par Marguerite Duras, Antoinette Fouque et deux amies fondent le MLF , le Mouvement de libération pour les femmes. »
16 octobre 2008	Michèle Fitoussi, « Antoinette Fouque. Quarante ans de féminisme », <i>Le Télégramme de Brest</i> , 16 octobre 2008	« Après les quarante ans de Mai 68, un autre anniversaire d'importance : celui des 40 ans du Mouvement de libération des femmes (MLF), créé dans la foulée. Antoinette Fouque, 72 ans, en a été l'une des fondatrices. »
19 octobre 2008	Emmanuelle Barret, « Antoinette Fouque. Cofondatrice du Mouvement de libération des femmes, la psychanalyste est engagée depuis 40 ans aux côtés des femmes. Entretien avec une personnalité hors pair. », <i>La Marseillaise</i> , 19 octobre 2008	« La mère du MLF. Mémoire vivante du Mouvement pour la libération des femmes (MLF), Antoinette Fouque fête l'anniversaire d'une lutte dont les balbutiements remontent à la révolution de mai 1968. Depuis lors, elle soutient les femmes du monde entier, qu'il s'agisse de l'excision, de l'avortement ou des violences conjugales (...) L'histoire du MLF commence par une première réunion en octobre 68, dans un petit studio de la rue Vaugirard, alloué par Marguerite Duras. »

Plusieurs raisons conjoncturelles peuvent expliquer la décision des éditions *Des femmes* de célébrer cet anniversaire en 2008. Premièrement, des raisons macrosociales : depuis 2005, la polémique sur les « aspects positifs » de la colonisation, les mobilisations d'historiens autour des lois mémorielles et les divers usages politiques du passé lors de la campagne présidentielle de 2007 ont sensibilisé une partie de l'opinion publique aux questions mémorielles et ont visibilisé l'enjeu politique et social qu'elles constituent. Dans ce contexte, il est probable que les militantes du courant différentialiste aient été incitées à produire et à diffuser un discours sur le passé.

Par ailleurs, le début de l'année 2008 est marqué par la commémoration des quarante ans de Mai 68. Cette commémoration, qui survient un an après que le candidat Sarkozy en ait appelé à la « rupture » et à la « liquidation » de l'héritage de Mai 68, s'avère particulièrement éclatante, si l'on en croit le nombre de célébrations et l'intense production éditoriale auxquelles elle donne lieu. Les défenseurs du souvenir de 68, dont font visiblement partie les féministes différentialistes, se saisissent de l'occasion pour diffuser une autre lecture des événements et prolonger le débat initié en 2007 :

« Notre souhait est de préparer les années à venir, de susciter de nouveaux travaux **pour que Mai 68 et le MLF ne soient pas “liquidés”, c'est-à-dire vidés de leur contenu, annexés, trahis.** » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.8)

Inscrire ainsi la commémoration des quarante ans du MLF dans la continuité de l'anniversaire de Mai 68 est une façon de bénéficier d'importantes retombées médiatiques et d'avoir accès à un public non exclusivement féministe et préparé à recevoir des discours sur ce passé. De plus, au-delà de l'enjeu strictement mémoriel, il n'est pas exclu que les Editions des femmes, entreprise commerciale, aient trouvé un intérêt économique à publier l'ouvrage *Génération MLF, 1968-2008* à cette période pour profiter du climat général d'engouement pour les années 68 et faciliter ainsi la diffusion du livre.

Enfin, une autre raison, plus individuelle, joue aussi en faveur de cette décision de célébrer les 40 ans du MLF : Antoinette Fouque, figure dominante de ce courant, a 72 ans en 2008 et, à ce stade de son parcours militant, elle voit probablement dans cette commémoration

l'occasion de transmettre ses souvenirs, de laisser une trace positive dans l'histoire et de contrôler sa postérité¹.

Notons que l'on retrouve aussi dans les discours des différentialistes sur cette commémoration de 2008, la volonté, constitutive du devoir de mémoire féministe, de lutter contre l'invisibilisation des femmes et de leurs combats :

« Et puis, il y a eu la loi autorisant puis remboursant l'IVG, l'abolition de la toute-puissance paternelle, les lois sur le viol et sur les violences, les lois sur l'égalité professionnelle et sur la parité... **Mais ces grandes victoires démocratiques que le MLF a initiées ne lui sont pas attribuées et il reste dans l'opinion ignoré, décrié ou défiguré. Nous nous revendiquons ici de ce mouvement qui a constitué l'événement le plus marquant de la seconde moitié du XXème siècle et qui a engendré une mutation de notre civilisation.** » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.7)

Tous ces éléments jouent donc en faveur de la décision de commémorer. Ils contribuent également à façonner le récit des origines porté par les représentantes des éditions *Des femmes* et de l'Alliance des femmes pour la démocratie, à l'occasion de cet anniversaire : la centralité des événements de Mai 68 et la place accordée à la figure d'Antoinette Fouque sont certainement en partie dépendantes de ces « raisons du présent » (Lavabre, 1994: p.64). Mais comme nous l'avons vu, ce récit des origines ne date pas de 2008. Il a été élaboré sur la durée et tient aussi à l'existence de « cadres sociaux » relativement pérennes, qui constituent « les limites objectives de ce dont on peut se souvenir » dans les collectifs différentialistes (Lavabre, 1994: p.222). Il s'agit maintenant de considérer quels sont ces cadres qui assurent la permanence du récit et qui « contribuent aux modalités de l'évocation sélective du passé » par les collectifs différentialistes (Lavabre, 1994: p.222).

¹ Antoinette Fouque est décédée le 20 février 2014.

2. La mémoire historique du courant « différentialiste » : un récit des origines façonné par l'organisation, l'idéologie et la position de ces collectifs dans le champ

Le récit des origines diffusé par les collectifs différentialistes et ses représentantes est façonné par différents facteurs, que nous appelons à la suite de Maurice Halbwachs des « cadres sociaux de la mémoire ». Ces facteurs sont des éléments caractéristiques du courant différentialiste qui contribuent à donner à la mémoire historique de ce courant une forme singulière. On identifie trois cadres sociaux de la mémoire différentialiste : l'organisation du courant, son idéologie et la position des collectifs qui le composent dans l'espace de la cause des femmes. Ces trois éléments, qui sont le produit de l'histoire du courant et qui participent de sa spécificité, « limitent l'évocation du passé et en contraignent les contenus » (Lavabre, 1994: p.222). Cette sous-partie vise à expliquer comment ils agissent sur les instrumentalisation du passé effectuées lors de la commémoration de 2008. Nous verrons que chacun des cadres influe sur trois dimensions de la mémoire historique : ses contenus (ce qui est ou non intégré au récit des origines), sa couleur (c'est-à-dire les interprétations qui la composent : ce qui est dit de tel ou tel épisode passé) et ses formes (moyens de communication par lesquels on parle de tel ou tel épisode passé).

a) Le cadre de l'organisation : une ultra-personnalisation

Le courant différentialiste a peu été étudié. On dispose donc de peu de données sur la sociologie de ses adhérentes, ses pratiques militantes, les relations qu'entretiennent entre elles les différentes structures qui le composent¹. En revanche, un point crucial de l'organisation est souligné par l'historienne Bibia Pavard (et constamment évoqué par les travaux qui rencontrent ce courant à la marge de leur objet) : il est entièrement structuré autour de la personne d'Antoinette Fouque (Pavard, 2005: p.9), qui est non seulement sa principale penseuse, mais aussi sa seule dirigeante depuis les années soixante-dix. En effet, c'est d'abord autour d'elle, et en opposition à Monique Wittig, que se constitue le groupe Psychanalyse et Politique. C'est elle qui crée en octobre 1973 les éditions *Des femmes* et les dirige jusqu'à aujourd'hui. Elle leur donne même son nom en 1980, les baptisant alors « éditions *Des*

¹ Les quelques sources dont nous disposons sont principalement des témoignages d'auteures publiées aux éditions *Des femmes* et de militantes le plus souvent hostiles.

femmes-Antoinette Fouque » (Pavard, 2005: p.194). En 1979, ce sont elle et sa compagne, Marie-Claude Grumbach, qui déposent les statuts d'une association appelée « Mouvement de libération des femmes »¹. En 1989, elle fonde l'association Alliance des femmes pour la démocratie, et la préside jusqu'à aujourd'hui. Sa position centrale dans l'organisation du courant est renforcée par le fait qu'elle publie ses réflexions et que ces dernières servent de base théorique à la plupart des autres militantes du courant. Enfin, en tant que psychanalyste, elle suit ou a suivi en analyse plusieurs membres de ses collectifs (Rochefort, 2008a: p.544). Tous ces faits amènent même certaines historiennes à qualifier de « sectaire » le fonctionnement de ce courant². Sans que cela suffise à justifier l'usage de ce qualificatif, les difficultés rencontrées pour accéder à la parole des militantes lors de notre travail de terrain (voir le récit détaillé de nos échanges en Annexe n°5) ont confirmé l'importance de la hiérarchie au sein de ce courant et le contrôle exercé par Antoinette Fouque sur la parole publique des membres de son groupe.

Ce mode d'organisation a des conséquences sur le récit des origines diffusé à l'occasion de la commémoration de 2008. Tout d'abord, il influe sur les modalités choisies pour transmettre le passé. Déjà lors du Mai des féministes, l'absence d'Antoinette Fouque n'a pas donné lieu à son remplacement par une autre militante de son association mais à la lecture, par l'une d'entre elles, d'une lettre de la présidente. Ensuite, une des deux voies choisies en octobre pour la commémoration de 2008 est un documentaire consacré à la personne d'Antoinette Fouque. C'est quasi exclusivement par ses yeux et par sa voix qu'est envisagée l'histoire du MLF. C'est également le cas dans la presse : elle est la seule représentante de ce

¹ Cet épisode sera évoqué plus longuement dans la suite du chapitre.

² Voir (Rochefort, 2008a: p.544) ; ainsi que l'interview de Michelle Perrot (parue dans le cadre de la polémique sur les origines du MLF et sur laquelle nous reviendrons plus tard) intitulée : « MLF : “Antoinette Fouque a un petit côté sectaire” », propos recueillis par Laure Daussy, Lefigaro.fr, 10 octobre 2008. Une des premières personnes à avoir comparé les organisations du courant différencialiste à une secte est une ancienne militante de ce courant, Nadja Ringart, qui, après avoir rompu avec lui, publie le 1^e juin 1977, un article dans *Libération* intitulé « La naissance d'une secte » (reproduit dans le n° 46 de *ProChoix*), dans lequel elle écrit : « Il devenait de plus en plus difficile de nier l'évidence : le groupe rassemblé autour d'Antoinette reproduisait le fonctionnement habituel aux sectes. Nous assistions à une transformation stupéfiante : des femmes aux comportements et aux langages divers se transformaient, jour après jour, en perroquets, répétant obstinément la parole du maître. Une seule femme pensait, parlait impulsait » (Ringart, 2008: p.37).

courant interviewée à l'occasion de la commémoration. Et lorsque les éditions *Des femmes* annoncent sur leur site internet l'anniversaire du MLF, la photo d'Antoinette Fouque est une des illustrations associées.



Figure 23 : La page du site internet des Editions Des femmes annonçant la commémoration des quarante ans du MLF en 2008

En plus du documentaire centré sur sa personne, l'ouvrage collectif publié à l'occasion de la commémoration offre lui aussi, dans sa forme, une place centrale à Antoinette Fouque. Son témoignage, qui apparaît le premier dans le livre, est nettement plus long (14 pages) que les cinquante autres (2,6 pages en moyenne). La façon dont les auteures de l'ouvrage sont présentées témoigne également de l'importance accordée au regard et à la voix d'Antoinette Fouque dans l'ensemble de cette commémoration :

« Celles qui, avec **Antoinette Fouque**, ont assumé la responsabilité de ce livre : Sylvina Boissonnas, Catherine Guyot, Michèle Idels, Marie-France Llauro, Elisabeth Nicoli, Jacqueline Sag (...) » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.8)

Outre la forme, les contenus mémoriels sont aussi façonnés par cette organisation hiérarchique et centralisée. L'histoire racontée par les différentielistes place la figure d'Antoinette Fouque au cœur de l'action. Elle est présentée comme le personnage principal de ces quarante années de lutte :

« **Une chance historique a fait que la continuité de nos luttes a été possible parce que nous avons pour leader une femme, au courage et à l'indépendance extraordinaires. Beaucoup ici ont cherché à dire ce qu'elle a apporté à leur vie.**

Les attaques n'ont pas manqué, mais les personnes, les écrits et les faits témoignent. "Femme de pensée et d'action", **Antoinette Fouque**, en œuvrant depuis quarante ans à ce que "l'histoire veuille bien reconnaître qu'il y a deux sexes", **a accompli, avec celles qui l'accompagnent, un travail immense.** » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.8)

Ainsi, le moment de la première rencontre avec Antoinette Fouque est un passage récurrent des témoignages composant l'ouvrage *Génération MLF, 1968-2008*.

« A cette époque et déjà avant, on se croisait beaucoup avec Antoinette. J'ai retrouvé mes agendas à partir de 1969, et je n'en revenais pas du nombre de fois où je l'ai rencontrée, chez elle ou chez moi. Mon collègue et ami Daniel Defert, qui était l'ami de Michel Foucault, la connaissait. **Il savait que j'étais féministe depuis longtemps et m'avait dit : "il y a quelqu'un que tu devrais rencontrer."** Je suis allée chez elle avant ou après l'été 69, je ne sais plus. **Il y avait sa fille. C'était une rencontre en tête à tête, en face à face. Elle m'a beaucoup séduite, il faut bien le dire.** » (Dufrancatel, 2008: p.42)

« Ma deuxième naissance a eu lieu à Vincennes, en mai 1970. Ce sera à la fois une surprise, et la réponse à une attente, quand j'y verrai arriver, pour son premier meeting, le tout jeune MLF. J'avais à peine trente ans, et il y aura bientôt trente ans. Avec des slogans provocateurs, une dizaine de femmes avaient réussi à remplir le grand amphi. **C'est là que j'ai entendu Antoinette pour la première fois, avec cette voix, charnelle, cette alliance de passion et de rigueur, cet enthousiasme, cette détermination, cette audace que vous connaissez tous, ici.** » (Grumbach, 2008: p.57)

« A la fin de l'été 1970, mon amie revient d'une université d'été d'un groupe littéraire Peuple et Culture, **en me disant y avoir rencontré une femme formidable, géniale, qui parle de façon bouleversante des femmes, de nous, de notre avenir, de nos désirs, de nos amours, de nos libertés de nos vies... Antoinette.** » (Dombrosky, 2008: p.65)

« Mon troisième lieu d'engagement, qui est toujours celui d'aujourd'hui, est donc Psychanalyse et politique. **Je rencontre Antoinette dans les réunions qu'elle fait autour du gauchisme et de la double militance**, des rapports hétérosexuels et de la non-mixité, à la demande des femmes, surtout maoïstes, qui arrivaient nombreuses (...) **Antoinette transforme la condition des femmes, en commençant par celles avec**

lesquelles elle milite. Pendant toutes ces premières années (et encore aujourd'hui), elle nous transmet ce qu'elle observe, ce qu'elle théorise, ses projets, où que nous soyons, en réunion, sur les routes, attablées au café, en sortant d'une séance de cinéma... Car toujours sa pensée est en travail, et elle la partage, elle écoute, prend soin des autres, sans interruption. » (Boissonnas, 2008: p.69)

La centralité d'Antoinette Fouque dans l'organisation de ce courant implique, dans le récit du passé, une marginalisation symbolique de celles qui sont présentées comme étant les deux autres co-fondatrices du MLF. Tout d'abord, le rôle joué par l'écrivaine Monique Wittig est minoré à travers l'évocation des divergences qui l'ont opposée à Antoinette Fouque.

« 1^{er} octobre : Naissance de ce qui s'appellera le MLF avec la première réunion de femmes à Paris, dans un studio prêté par Marguerite Duras, rue de Vaugirard. **Antoinette Fouque, Josiane Chanel et Monique Wittig, les trois initiatrices avec une dizaine de femmes**, lancent un travail de parole et de pensée sur la sexualité et sur l'articulation des luttes de femmes aux luttes de classes et aux luttes anticolonialistes, qui se poursuivra avec notamment Anne-Marie R., Hélène M., Judith C.... Lectures critiques des textes de Marx et d'Engels (en particulier L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat) et de textes de Freud et de Lacan, mais aussi de Clara Zetkin, Mélanie Klein, Jacques Derrida, Roland Barthes... **Pour Antoinette Fouque, l'enjeu essentiel est alors de "faire émerger un sujet femme" et une autre libido, qu'elle appelle libido 2 ; ce sont les débuts de "Psychanalyse et politique". Pour Monique Wittig, c'est le lesbianisme qui peut libérer la sexualité des femmes.** »

« Durant la même période, des réunions sur l'homosexualité se tenaient toutes les semaines ; **Monique Wittig s'est mise alors à faire des réunions sur le même thème, mais "fermées", "réservées" aux homosexuelles.** Je suis témoin de sa décision d'organiser ces réunions fermées, puis qu'elle a dit un soir : "Françoise Borie est mariée, donc elle ne vient pas." **Antoinette a demandé : "C'est quoi ces histoires ?" Monique a rétorqué : "Bon d'accord, il y a une exception, elle peut venir." L'"exception" n'a pas aimé du tout et a déclaré qu'elle n'y participerait pas.** » (Borie, 2008: p.63)

« En mai, Monique publie avec sa sœur et deux Américaines un article dans *L'Idiot international* : "Combat pour la libération de la femme". **Premier refoulement de l'oral par l'écrit : rassemblant nos travaux, elle élève au rang de texte un objet vivant de toutes les voix, de toutes les activités, de tout le travail qui lui avait**

donné naissance. L’auteur prend autorité sur l’enfant et efface la mère. » (Fouque, 2008: p.22-23)

Ensuite, dans son témoignage, Josiane Chanel – qui appartient toujours au courant différentialiste – s’efface volontiers au profit d’Antoinette Fouque, décrivant dans le détail et en termes élogieux cette dernière. Elle évoque aussi en termes plus sévères Monique Wittig :

« Antoinette connaissait bien *Tel Quel* et les “telquéliens”, lisait Derrida, *La Pharmacie de Platon* par exemple, *L’œuvre ouverte* d’Umberto Eco et préparait une thèse avec Roland Barthes sur l’avant-garde littéraire. Elle traduisait des poètes italiens et écrivait des articles pour *La Quinzaine littéraire*. Elle lisait aussi à cette époque le livre de Franco Basaglia (traduit peu après, en 1979, sous le titre *L’institution en négation*) et les ouvrages de Lang et Cooper. Et aussi *Echec à la reine* qui montre comme *All about Eve* le film de Mankiewicz, une relation sadomasochiste entre deux femmes. Elle aimait la musique, jouait du piano et de l’accordéon, était une amie d’Anne Sylvestre. » (Chanel, 2008: p.29)

« J’ai présenté Monique – qui était en train de traduire *L’homme unidimensionnel* de Marcuse – à Antoinette en janvier 1968, dans un bar du côté de l’Odéon. **“Antoinette c’est du vif-argent”, a dit Monique après cette première rencontre.** » (Chanel, 2008: p.30)

« Nous avons élaboré un programme magnifique dans mon souvenir [à propos du CRAC], auquel **Antoinette a pris une part majeure.** » (Chanel, 2008: p.30)

« Le meeting à l’université de Vincennes a été la première sortie publique du MLF, en mai 1970. Nous l’avions décidé ensemble, mais **Monique avait eu l’idée de faire une espèce de show.** Elle et d’autres avaient mis des tee-shirts portant des inscriptions “Nous sommes toutes des prostituées”, “Nous sommes toutes des hystériques”, “Nous sommes toutes des mal-baisées”. **Le groupe était divisé. Pour la moitié d’entre nous, nous n’étions pas d’accord avec ce happening.** Les porteuses de tee-shirts s’en sont prises aux hommes et se sont fait agresser en retour. Le meeting a eu lieu d’abord dehors, autour du bassin, puis dans le grand amphi. **Si Antoinette n’avait pas été là pour articuler des propos plus théoriques, l’événement aurait pu tourner à la catastrophe. Monique qui ne parlait pas en public, la poussait à parler, ce qu’elle a fait à propos de l’hystérie et en expliquant la nécessité de la non-mixité.** » (Chanel, 2008: p.32)

La marginalisation de Wittig et Chanel dans le récit du passé élaboré par les différentialistes repose aussi sur un ancrage géographique qui place Antoinette Fouque au cœur de l'histoire : le MLF aurait été pensé pendant l'été 68 à La Redonne, c'est-à-dire dans la maison familiale d'Antoinette Fouque.

L'organisation centralisée et hiérarchisée du courant influe aussi sur la chronologie proposée par les différentialistes. Tout d'abord, la première réunion du MLF aurait été organisée le 1^{er} octobre 68, c'est-à-dire le jour de l'anniversaire d'Antoinette (née le 1^{er} octobre 1936). Ensuite, les événements de Mai 68 sont également volontiers présentés comme un point de départ. La chronologie de l'ouvrage *Généralisations MLF, 1968-2008*, s'ouvre sur leur évocation :

« C'est en 1968, **l'année du Mouvement de mai**, que le MLF est né en France, avec la première réunion de femmes en octobre. Dans la foulée des luttes anticolonialistes et anti-impérialistes (avec les guerres d'Algérie et du Vietnam), **la révolte étudiante débute à Paris le 22 mars à l'Université de Nanterre. Animé par une contestation de la société répressive, mû par des revendications de libération sexuelle, le "mouvement du 22 mars", antiautoritaire et libertaire, exprime l'aspiration au changement de toute une jeunesse étudiante. L'agitation gagne la Sorbonne. La répression policière suscite une puissante vague de solidarité dans tout le pays. Le mouvement étudiant réalise bientôt une jonction avec le mouvement ouvrier, qui revitalise la lutte des classes et déclenche une grève générale de plusieurs semaines. C'est dans ce contexte de reprise des luttes et de rupture culturelle que naît le Mouvement de libération des femmes.**

Du 3 au 10 mai : Les manifestations étudiantes se multiplient au Quartier Latin. Suspension des cours à la Sorbonne. La parole circule, partout, dans et hors de l'Université.

Nuit du 10 au 11 mai : Nuit de barricades suivie d'une violente répression policière.

13 mai : Grève générale et manifestations dans toute la France. A Paris, à l'appel du mouvement étudiant et des syndicats, plusieurs centaines de milliers de manifestants dénoncent la répression policière, exigent la libération des militants emprisonnés et demandent le départ du Général de Gaulle, président de la République depuis 1958,

l'occupation des universités se généralise rapidement. **Dans la Sorbonne occupée, en pleine ébullition, Antoinette Fouque, Monique Wittig, Josiane Chanel, avec Marc'O, André Téchiné, Bulle Ogier, Dominique Issermann, Danièle Delorme, Michèle Moretti... créent un Comité Révolutionnaire d'Action culturelle (CRAC).** Nathalie Sarraute, Marguerite Duras, Maurice Blanchot et de nombreux autres créateurs y participeront. Les trois femmes qui seront les initiatrices du MLF organisent le Comité à partir d'un tract.

20 mai : Six millions de grévistes qui, pour la plupart, occupent leurs lieux de travail (...) » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.11)

Le contexte commémoratif de l'année 2008 pousse les féministes à accorder une place de choix à Mai 68 dans leur mémoire historique. De plus, vu sous l'angle de la stratégie, présenter le MLF comme une émanation de 68 permet aux différentialistes d'évacuer du récit des origines un certain nombre d'expériences militantes antérieures qui, dans les années 1960, avaient déjà posé la question du statut des femmes et auxquelles elles n'avaient pas participé¹. Mais si Mai 68 ouvre la séquence temporelle commémorée c'est aussi parce que ces événements occupent une place centrale dans la mémoire personnelle d'Antoinette Fouque :

« Mai est une libération de la pensée, un événement qui n'arrive peut-être qu'une fois dans la vie, la sortie de l'enfermement, de l'interdit de penser, un souffle de transformation radicale, de vie, **c'est ma naissance historique.** » (Fouque, 2008: p.19)

Même si l'indépendance du mouvement des femmes impose l'affirmation d'un mois de naissance qui lui est propre (octobre), la mémoire historique différentialiste ne peut pas évacuer de son récit des origines le moment qui a constitué la « naissance historique » de sa leader. Ainsi, le mouvement de mai apparaît à double titre comme le creuset du MLF : soit il est évoqué comme le lieu d'apprentissage dans lequel les fondatrices du MLF vivent leurs premières expériences militantes et découvrent tout un ensemble de références théoriques², soit il est présenté comme la « révolution machiste » contre laquelle se crée le MLF. Que ce

¹ On pense par exemple au Mouvement démocratique féminin, club politique, féminin et féministe, créé en 1962 et dont la culture associative est relativement éloignée de la culture « soixante-huitarde ».

² La création du Comité Révolutionnaire d'Action Culturelle (le CRAC) dans la Sorbonne occupée est évoquée dans la chronologie générale qui structure l'ouvrage, dans la lettre lue lors du Mai des féministes, dans le témoignage d'Antoinette Fouque (Fouque, 2008: p.18) et dans le témoignage de Josiane Chanel (Chanel, 2008: p.30).

soit dans un rapport de continuité ou en rupture, il se dégage de ce récit des origines l'image d'un MLF « issu de 68 ».

b) Le cadre de l'idéologie : différence des sexes, maternité et valorisation d'une histoire subjective

Le récit des origines élaboré par le courant différentialiste semble également influencé par son idéologie, et plus particulièrement trois de ses dimensions : l'affirmation de la différence des sexes, la centralité accordée à la maternité dans la définition de l'être femme et un rapport critique à l'histoire telle qu'elle est faite selon les règles du métier.

Tout d'abord, considérons la façon dont la question de la mixité est évoquée. Antoinette Fouque fait du choix de la non-mixité l'acte fondateur du mouvement, en ce qu'il définit sa spécificité et le distingue des expériences féministes antérieures :

« **Le 1er octobre 68 nous faisons notre première réunion MLF** dans un appartement que nous prête Marguerite Duras, rue de Vaugirard, avec quelques femmes qui avaient travaillé avec Jean-Pierre Sergent. **Un groupe non mixte pour une prise de conscience, pour faire émerger, surgir, ressourcer une parole de femmes**, essayer de découvrir, de lire, de décrypter, de dire et d'inscrire une culture occultée, forclosée depuis longtemps. **Nous avons décidé que la première réunion serait non mixte comme un premier acte pour libérer une parole que les femmes ne tiennent qu'entre elles sans le poids de la domination et du discours masculin. C'est cette non mixité du MLF qui a été son point de rupture** et qui est aujourd'hui stigmatisée sous couvert de séparatisme. Le lieu MLF était un lieu homosexué mais pas strictement homosexuel, l'homosexualité du départ ou le repliement du MLF n'était qu'un moment de l'histoire des femmes et peut-être un moment de l'histoire de chaque femme pour parvenir à exister. » (Lettre d'Antoinette Fouque lue par Michèle Idels lors de la soirée du 15 mai 2008 dans le cadre du colloque Le Mai des féministes, retranscription à partir de l'enregistrement audio.)

« Contrairement aux propos de l'article auquel j'entends répondre [pages Rebonds de Libération, 7 octobre 2008, ndlr] **c'est bien un jour d'octobre 1968 que le MLF est né**. Le 1er octobre, Monique Wittig, Josiane Chanel et moi-même, **nous avons proposé pour la première fois une réunion entre femmes**. Nous venons d'un comité d'action culturelle (le Crac) créé en mai 1968 dans la Sorbonne occupée, nous étions

de gauche, mais sans lien avec une quelconque organisation politique. **Auparavant, il n’existait pas de groupes non-mixtes indépendants. Cette non-mixité et cette indépendance politique programmées ont fondé l’identité du Mouvement de libération des femmes.** » (Rebonds « Contrairement aux propos de l’article auquel j’entends répondre... », Antoinette Fouque, *Libération*, 26 décembre 2008)

De la même façon que construire l’image d’un MLF « issu de 68 » permet d’évacuer des expériences comme celles du Mouvement démocratique féminin, l’accent mis sur la non-mixité présente l’avantage d’évacuer du récit des origines les expériences d’un groupe comme FMA (Féminin, Masculin, Avenir), créé en 1967 par Anne Zelensky, Jacqueline Feldman et Betty Felenbok et qui pose, à cette date, la mixité comme principe¹. Ce groupe, bien qu’ayant organisé un meeting sur les femmes dans la Sorbonne occupée, ne peut être considéré comme l’origine du MLF dès lors qu’on instaure l’entre-soi féminin comme fondement de l’identité du mouvement. Mais au-delà de ces enjeux de pouvoir, derrière ce récit qui pose le choix de la non mixité comme geste premier, se dessine une image du MLF cohérente avec l’orientation différentialiste portée par ce courant : même si la non mixité fut aussi la règle dans nombre de groupes de la tendance « universaliste », il n’en reste pas moins que l’affirmation de la séparation des hommes comme principe fondateur appuie l’idée défendue par les différentialistes selon laquelle « il y a deux sexes »².

Ensuite, la question de la maternité – qui occupe une place centrale dans l’idéologie différentialiste au sens où elle y est présentée comme le cœur de l’être féminin – structure également le récit des origines élaboré par ce courant. Le discours des différentialistes sur le passé a pour fonction principale de donner une « mère » au mouvement³.

¹ Alban Jacquemart explique que « la mixité semble extrêmement importante pour le groupe qui considère que “l’émancipation de la femme intéresse aussi l’homme et ne se fera pas sans lui” puisque l’oppression patriarcale est “aussi aliénante pour eux que pour elles”. Mais concrètement, elle se limite à la présence de quelques hommes » (Jacquemart, 2011 : p.121). De plus, le groupe revient sur ce principe après 68. Pour plus de détails sur la formation de FMA, voir les témoignages suivants : (Zelensky-Tristan, 2005 ; Feldman, 2009, 2010).

² Titre d’un ouvrage d’Antoinette Fouque : (Fouque, 2004).

³ A ce titre, on comprend leur difficulté, déjà évoquée, à penser la pluralité des fondatrices.

« **L’histoire doit être du symbolique** qui affronte le principe de réalité, **qui tient compte de la genèse, de la généalogie, et même de la gestation.** Il n’y a pas de génération spontanée, il n’y a pas de miracle, il n’y a pas de baptême nécessaire. En lieu et place d’une genèse mythologique, biblique, **il convient de faire apparaître le mouvement profond d’engendrement.** Tous ces gestes de récupération¹, en brouillant systématiquement l’origine, modifient la structure de ce qu’était le Mouvement : comment élaborer une destruction du patriarcat, si c’est, à tout moment, pour se replacer sous sa botte ? **Très tôt est reconduite la forclusion de qui produit, est mis en acte le matricide.** » (Fouque, 2008: p.22)

« La forclusion de la procréation qu’opère Lacan lui permet de saisir l’enfant à la naissance et de l’inscrire, fût-il *infans*, dans l’ordre symbolique, homosymbolique. **Si la procréation a droit de cité dans les sciences humaines, le symbolique ne pourra plus produire des mythes en lieu et place des développements de l’espèce humaine. D’où mon acharnement à dater la naissance du MLF.** » (Fouque, 2008: p.17)

Antoinette Fouque exprime ici la nécessité d’accorder une place à la procréation dans l’histoire afin que la société (tout comme l’enfant) ne soit pas malade de cette forclusion², c’est-à-dire qu’elle ne se construise pas sur des mythes en raison de l’évacuation de cette question. Ainsi, la naissance du MLF est présentée par Fouque comme une série d’engendremens :

« 1936, 1964, 1968, trois dates jalonnent mon parcours, **trois naissances, la mienne, celle de ma fille Vincente et celle du MLF, la dernière réinscrivant les deux autres.** Je suis née le 1^e octobre 1936 du désir de mon père d’avoir un troisième enfant symbolisant sa liberté prolétarienne, une fille ; ma mère ne voulait pas de troisième enfant ; **le Front populaire a été le temps de ma propre gestation. Puis en 1964, l’expérience charnelle, psychique et symbolique de la grossesse,** voie royale de

¹ Elle évoque ici le fait de désigner comme moment fondateur du MLF le dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu.

² La forclusion, telle qu’elle est analysée par Lacan, est un mécanisme de défense dans un processus psychotique. C’est l’équivalent du refoulement qui, lui, est un mécanisme de défense dans un processus névrotique. La différence entre la forclusion et le refoulement repose sur le fait que, dans le cas du refoulement, le sujet sait que ce qui est refoulé (et ressort sous la forme de lapsus, rêves ou autres...) vient de lui ; alors que dans le cas de la forclusion, le sujet psychotique a l’impression que ce qui s’exprime alors (par des hallucinations par exemples) vient du dehors et non de lui.

l'inconscient, me déroutant de mon chemin intellectuel mais en continuité avec ma voie personnelle, constitue pour moi une rupture anthropologique et épistémologique. **Mai 68 est l'événement extérieur, culturel, civilisationnel, qui permet de tresser les trois fils de l'intime, du politique et de l'historique**, à la fois événement et naissance politique tardive ; **j'ai enfin trouvé mon engagement, c'est-à-dire le lieu où je pouvais être politiquement et psychiquement présente**, une sortie de l'interdit de penser. La rencontre avec Monique Wittig, le creusement de l'homosexualité à la mère et à la fille que j'avais vécue pendant quatre ans depuis la naissance de mon enfant, a constitué un basculement politique. **La mutation s'est étalée sur neuf mois, signe du temps génital. Il nous a fallu ce temps pour, ensemble, faire naître le MLF.** » (Fouque, 2008: p.15)

« La naissance de Vincente [sa fille] a été pour moi une **naissance psychique**. La maternité, considérée comme un esclavage, **m'a poussée à prendre de la distance par rapport au Maître. C'est elle qui m'a permis de lutter contre l'esclavage intellectuel et d'aller vers l'indépendance symbolique**, renouant avec mon rêve d'enfant de devenir un jour le Spartacus des femmes et de libérer Marseille, ma ville natale, de la prostitution et du nazisme. » (Fouque, 2008: p.17)

« En janvier 1968, Josiane Chanel, une amie du cours de Barthes, me présente Monique Wittig. **C'est "l'avant printemps" dirait Ponge. Neuf mois plus tard, nous ferons le MLF.** » (Fouque, 2008: p.18)

De ces trois citations se dégage une vision de l'histoire qui relie le Front populaire, Mai 68 et l'éclosion du MLF par une ligne symbolique continue, dont chaque virage correspondrait à une naissance, ou plus exactement une grossesse (temps de « gestation » ou « temps génital » selon les mots d'Antoinette Fouque). D'abord, le Front Populaire a lieu pendant le temps de la « propre gestation » d'Antoinette Fouque ; ensuite, la « naissance psychique » d'Antoinette, c'est-à-dire la prise de conscience qui lui permet « d'aller vers l'indépendance symbolique » et donc de s'engager, correspond au moment de la naissance de sa fille ; enfin Mai 68 survient dans l'intervalle de neuf mois (« signe du temps génital ») qui sépare sa rencontre avec Monique Wittig, en janvier 68, de la naissance du MLF, en octobre 68. La grossesse de la mère d'Antoinette Fouque, la grossesse d'Antoinette Fouque et les neuf mois de gestation pendant lesquels Antoinette Fouque et Monique Wittig pensent le MLF, marquent donc les trois principales étapes du récit du passé élaboré par les différentielistes,

faisant de la maternité un des fondements du MLF. Combinant « la petite histoire » (personnelle) à la « grande histoire » (collective), Antoinette Fouque parvient à faire émerger de ces étapes un lien entre le MLF, le Front populaire et Mai 68, donnant ainsi au MLF l'image d'une révolution de grande ampleur, au centre de laquelle se trouve sa personne.

Ainsi la date du 1^e octobre 1968, prétendue date de naissance du MLF, n'est pas choisie au hasard, elle est la résultante de cette série d'engendrement : non seulement, elle fait écho à la naissance d'Antoinette Fouque (un 1^e octobre), mais elle appuie l'idée selon laquelle Antoinette Fouque serait une « mère » pour ce mouvement, qu'elle aurait porté pendant neuf mois avant de le mettre au monde.

Une dernière dimension de l'idéologie différentialiste contraint la mémoire historique de ce courant : son rapport à l'histoire. Les écrits d'Antoinette Fouque, dès 1977, traduisent un rapport méfiant à l'histoire et aux historiennes :

« **Doctes historiennes, vous ne roulez pas pour nous**, adultes à nos trousses, d'un pas en arrière, **trainarde votre écriture**, et qui nous double. » (Extrait d'un texte publié en 1977 par Antoinette Fouque et repris dans *Gravidanza, Féminologie II* en 2007 : (Fouque, 2007a: p.48))

« Nous, à la fois “actrices” et “analystes”, parce que **nous n'acceptons pas le clivage sujet/objet, auteurs de notre histoire.** » (Extrait d'un texte publié en 1979 par Antoinette Fouque et repris dans *Gravidanza, Féminologie II* en 2007 : (Fouque, 2007c: p.51))

Cette méfiance a des implications sur la forme de la commémoration organisée par le courant différentialiste en 2008. La contradiction qui pourrait exister entre leur critique de la démarche historique et la volonté des militantes de construire le passé passe par la valorisation d'une « histoire subjective », composée de témoignages. Ainsi, fait remarquable car rare si l'on considère les commémorations organisées habituellement dans l'espace de la cause des femmes, aucune historienne n'intervient dans l'ouvrage collectif *Génération MLF, 1968-2008*. Celui-ci est composé de chronologies établies par les militantes elles-mêmes et de témoignages individuels. Cela ne veut pas dire qu'elles assument pour autant le caractère mémoriel de la parole produite : elles revendiquent le statut de « vérité historique » et

inscrivent leur démarche dans une lutte pour l'appropriation par les femmes de leur propre histoire et contre leur réduction au statut d'« objets » / objets d'étude :

« Dès les premiers temps du Mouvement, dans l'oralité des premières années, puis dans les écrits, **nous qui étions en train de faire l'histoire et qui n'acceptons pas le clivage sujet/objet, nous sommes interrogées sur comment l'écrire et la transmettre (...)** Aller au réel, à la recherche d'un savoir subjectif, pratique et savant, en laissant la place au savoir inconscient ; ne jamais perdre le sujet pour que la subjectivité vienne altérer, informer, enrichir la science historique ; approfondir ce qui, femme, résiste en chacune à l'identité dérivée, phallogocentrée, imposée... telle a été la pratique Psychanalyse et politique, telle est notre ambition. Chacune selon sa singularité, et ensemble. **Et nous avons été confirmées dans notre démarche par le fait que la vérité historique de *Shoah*, le film de Claude Lanzmann, sorti en 1985, composé uniquement de témoignages n'est pas contestée aujourd'hui. Les corps, les cœurs, sont des lieux de mémoire.** Ce faisant, nous avons retrouvé notre jeunesse, nos plus belles années. Des années d'affirmation, pas de guerre, des années de création plus que de critique ; car la libération, c'est l'affirmation d'une identité. » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.7)

« Plutôt que de s'abriter dans l'ombre **des bibliothèques qui ne renferment que des textes d'où les femmes sont exclues, il faudrait accepter d'entendre les témoins, l'histoire orale, l'histoire au présent, chaque témoin acteur de l'histoire se faisant historien.** Il faudrait avoir le courage de déconstruire l'histoire des hommes pour pouvoir écrire l'histoire des femmes. » (Fouque, 2008: p.15)

La référence à *Shoah*, qui contribue à rendre inattaquable leur parole, témoigne de leur volonté d'opposer à l'histoire savante la vérité des témoins. Antoinette Fouque dit d'ailleurs qu'elle écrit son témoignage « par mémoire, par amour de la vérité » (Fouque, 2008: p.15). On retrouve, lors de cette commémoration, une critique nette de l'histoire savante et universitaire, les historien-ne-s étant même soupçonné-e-s de falsifier délibérément l'histoire :

« Les documents d'archives nous les publions. **Nous nous sommes situées moins du côté de ne rien oublier que de celui de rectifier des erreurs, des omissions.** Témoins donc, nous avons aussi cherché à nous situer au plus près d'un travail **d'historiennes du temps présent**, au service des historiens à qui nous espérons éviter **des erreurs, inconscientes ou délibérées.** » (Boissonnas, Fouque, Guyot et al., 2008: p.8)

« Du réel, du vivant, voilà ce qu'était le début du MLF. **C'est pour cela qu'il faudrait être poète plus qu'universitaire, féminologue plus que féministe pour dire la fécondité de la naissance et des années premières**, l'éclatement et la libération de la vie. » (Fouque, 2008: p.15)

Leur critique de l'histoire semble se distinguer de celle évoquée dans la première partie de cette thèse et qui consistait, pour les féministes de la première moitié du XX^{ème} siècle, à s'opposer à une histoire masculine faite par les hommes. En 2008, l'histoire des femmes et du féminisme a connu d'importants développements et c'est aussi contre elle que les militantes différentialistes semblent s'élever. Il est possible que derrière la volonté de valoriser la parole subjective et de refuser de faire des femmes des « objets » d'histoire, se traduise aussi ici des rapports de pouvoir entre différentes tendances de l'espace de la cause des femmes : les historiennes des femmes et du féminisme étant plutôt partie prenante de la tendance dite « universaliste », l'enjeu pour les différentialistes est de ne pas laisser le monopole du récit du passé au camp opposé, qui plus est si ce dernier possède l'argument d'autorité qu'est la légitimité scientifique. Cela nous amène à évoquer le cadre suivant : comment la structuration de l'espace de la cause des femmes influence-t-elle la mémoire historique du courant différentialiste ?

c) Le cadre du positionnement : un courant minoritaire et marginalisé dans la sphère militante

Depuis le milieu des années 1970, le courant différentialiste est minoritaire dans l'espace de la cause des femmes : la plupart des groupes le composant véhiculent une idéologie dite « égalitariste », dans la lignée du féminisme beauvoirien. De plus, en choisissant d'investir les pôles culturel et entrepreneurial, avec la création des éditions *Des femmes*, les différentialistes sont progressivement devenues moins visibles dans le pôle associatif autonome¹. Un épisode comme celui du licenciement de Barbara en 1976 (gérante de la librairie de Lyon) a entraîné d'importants conflits avec d'autres groupes du Mouvement de libération des femmes et a contribué à leur faire perdre un peu de leur légitimité militante.

¹ Même si elles y ont toujours eu au moins une association les représentant (d'abord Psychanalyse et Politique, puis l'association Mouvement de libération des femmes, l'Alliance des femmes pour la démocratie et Parité 2000), elles ont eu des difficultés à renouveler leurs effectifs.

Il a été reproché aux éditions *Des femmes* des incohérences entre leurs pratiques d'employeur et un discours politique censé valoriser la solidarité entre les femmes¹. De plus, parce que « la plupart des travaux produits sur le MLF proviennent de féministes actrices du mouvement, juges et parties, elles n'ont pu se résoudre à faire l'histoire d'un groupe, Psychanalyse et Politique, qui en 1979 a créé une association portant le nom de M.L.F et, ce faisant, s'est rendu à leurs yeux coupable d'une "imposture", d'une appropriation d'un mouvement qui se voulait libre et sans contours » (Pavard, 2005: p.13). Tout cela a contribué à marginaliser le courant différencialiste aussi bien concrètement dans l'espace de la cause des femmes que symboliquement dans les récits du passé : ainsi, jusqu'alors l'histoire a surtout retenu des années 1970 des événements comme le dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu, le manifeste des 343 ou le procès de Bobigny, autant d'épisodes n'impliquant pas ou peu les militantes différencialistes. Dans le cadre des commémorations de Mai 68, en dehors de l'intervention d'Antoinette Fouque au Mai des féministes, les interprétations du passé véhiculées par les historien-ne-s ont eu tendance à passer sous silence le rôle d'Antoinette Fouque et de son groupe, et à valoriser le rôle joué par FMA. L'historien Philippe Artières publie, dans l'ouvrage *68, une histoire collective*, qu'il dirige avec Michelle Zancarini-Fournel, un article intitulé « Jacqueline Feldman et Anne Tristan, à la naissance du MLF » (Artières, 2008a). Florence Rochefort, toujours dans le même ouvrage, commence son article sur « l'insurrection féministe » par le récit du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu et écrit que « les médias ne s'y trompent pas » lorsqu'ils « déclarent la naissance du Mouvement de libération des femmes (MLF) » (Rochefort, 2008a: p.538). Elle ajoute :

« Le mouvement prend cependant ses racines dans le féminisme des années 1960, étroitement associé aux signes avant-coureurs d'une libération des mœurs en France comme aux Etats-Unis et en Europe (...) La contestation du MLF s'inscrit dans un temps long, mais ses formes de réélaboration théoriques et militantes sont, en revanche, directement liées au temps court de l'événement de Mai 68. **Le groupe FMA (Féminin masculin avenir) (...) fait le lien entre deux générations par sa démarche intellectuelle et politique.** » (Rochefort, 2008a: p.538)

Dans un autre ouvrage collectif paru à l'occasion de la commémoration de 68, les chercheuses Catherine Achin et Delphine Naudier écrivent également :

¹ Pour plus de détails sur cet événement, voir : (Mathieu, 2001: p.37-71 ; Pavard, 2005: p.132-138).

« Entre 1968 et 1970, une poignée de petits groupes qui s'ignorent, débattent ainsi des rapports entre les sexes et des conditions de libération des femmes et se radicalisent : **Féminin Masculin Avenir devient par exemple Féminisme Marxisme Action (FMA) et n'est alors plus mixte. Au cours de l'été 1970, une série d'événements conduit les médias à identifier et à nommer un "Mouvement de libération des femmes"**. Il s'agit tout d'abord d'un article paru dans le numéro six de *l'Idiot international* en mai 1970, "Combat pour la libération de la femme", rédigé notamment par l'écrivaine Monique Wittig. » (Achin et Naudier, 2008: p.383)

Cette marginalisation concrète et symbolique du courant façonne les interprétations du passé produites par Antoinette Fouque et ses co-militantes. Ainsi, leur récit des origines vise à sortir de cette position marginale. C'est en partie pour cela qu'elles présentent le MLF comme « issu de 68 » et qu'elles posent la non mixité comme fondement : cela leur permet d'évacuer les expériences féministes antérieures que sont le Mouvement démocratique féminin ou Féminin masculin avenir. C'est aussi dans cette perspective qu'elles minorent les expériences postérieures à 1970 :

« Ce MLF allait travailler sur l'hystérie, l'hystérie comme terre de salut en quelque sorte, terre de sauvetage en tous cas. **Je pense que les deux années glorieuses ont été l'année de naissance et les deux premières années du MLF, que certaines autres appellent la nouvelle Préhistoire du féminisme. On a régressé à partir de 70. Vers 72-73, j'ai pris conscience que le mouvement s'étouffait, la répression succédait à l'oppression. C'était inévitable après un mouvement de liberté, après la libération on perd la liberté.** J'ai créé des éditions fin 1973 pour que l'on passe de la parole à écriture et que se poursuive quelque chose du mouvement de civilisation. » (Lettre d'Antoinette Fouque lue par Michèle Idels lors de la soirée du 15 mai 2008 dans le cadre du colloque Le Mai des féministes, retranscription à partir de l'enregistrement audio.)

Pour Antoinette Fouque, il s'agit de réaffirmer le rôle tenu par son courant dans l'histoire des luttes féministes, et en particulier de rappeler qu'il ne s'est pas seulement investi dans les pôles entrepreneurial ou culturel mais aussi dans le pôle associatif autonome (qui joue toujours un rôle moteur dans l'espace de la cause des femmes). La volonté de se présenter avant tout comme des militantes est visible dans le choix des images pour la

couverture et le dos du livre *Génération MLF, 1968-2008* : les deux photos donnent à voir des manifestations de rue, alors même qu'il ne s'agit pas du répertoire d'action le plus utilisé par le courant différentialiste, ce dernier étant plutôt connu pour ses groupes de parole fondés sur le partage d'expériences intimes, ses nombreuses publications (éditions, mensuel, hebdomadaire) et les colloques qu'il a régulièrement organisés, à la Sorbonne ou ailleurs.



Figure 24 : Manifestations de rue en couverture et au dos de l'ouvrage *Génération MLF, 1968-2008*

La commémoration de 2008 fait apparaître des contradictions chez les différentialistes : afin de redorer leur image dans la sphère militante, elles se présentent comme les garantes de l'autonomie du mouvement des femmes et refusent de soumettre leur vision de l'histoire aux médias.

« La reconnaissance du MLF par les médias – sa légitimation par la société du spectacle – à l'occasion du dépôt d'une gerbe à la femme du soldat inconnu à l'Arc de Triomphe, le 26 août 1970, a été substituée à sa naissance réelle. Mais faire prévaloir le baptême sur la naissance, comme il est préféré dans l'article précité, c'est priver les femmes de leur création et les soumettre à un abus de pouvoir. »

(Rebonds « Contrairement aux propos de l'article auquel j'entends répondre... »,
Antoinette Fouque, *Libération*, 26 décembre 2008)

Mais, toujours en raison de leur marginalisation dans l'espace de la cause des femmes, et parce qu'elles manquent de relais auprès des militantes des autres groupes féministes, elles sont conduites à s'adresser au grand public : elles utilisent donc les grands médias pour diffuser leurs interprétations du passé alors même qu'elles prônent une distance critique à leur égard.

Cette analyse du récit du passé élaboré par les différentialistes montre comment la mémoire historique d'un groupe dépend d'impératifs présents (commémoration de Mai 68, vieillissement des figures dominantes) et est aussi façonnée par des cadres sociaux pérennes, produits de l'histoire du courant (l'organisation, l'idéologie et le positionnement dans le champ). Reste à comprendre quelles réactions a suscité la diffusion de ce récit du passé : réactivant le souvenir d'oppositions anciennes, il a donné lieu à la diffusion de schèmes d'interprétation forgés dans les années 1980 et à la formulation d'un autre récit des origines, opposé point par point à celui promu par les différentialistes. Le conflit de mémoires de 2008 donne donc à voir l'importance des « faits de communication » dans l'élaboration des interprétations du passé portés chacun des deux camps.

B- L'autre récit du passé, actualisation de clivages anciens et produit de l'opposition présente

*« Témoigner, expliquer, analyser ? Nous n'avions cessé de le faire. Des livres, des articles, des films, des colloques, permettent à qui le souhaite aujourd'hui de retrouver de larges pans de l'histoire du Mouvement de libération des femmes, de ses origines, de ses effets sur la société, et sur la vie de chacune. Ce n'était apparemment pas suffisant, puisque nous avons vu nombre de nos amies (plus ou moins engagées), nombre de journalistes (plus ou moins avertis) avaler, sans l'ombre d'une hésitation, la légende dorée d'un mouvement "co-fondé" il y a quarante ans, par une femme, comme par hasard le jour exact de son anniversaire. Nous n'avions pas le choix, il fallait se plier au pensum. Parce qu'on nous le demandait. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de "nos" péripéties, mais d'un pan entier de l'histoire de la gauche en France – et pas seulement de la gauche, et pas seulement en France. »
(Bernheim, Cassandre, Chauveau et al., 2008a: p.6-7)*

« Par la diffusion de ce dossier, nous souhaitons que quiconque ne puisse plus dire : “je ne savais pas”. »
(Association Du Mouvement Pour Les Luttes Féministes, 1981: p.2)

La lecture de la lettre d'Antoinette Fouque au Mai des féministes et la diffusion, au début de l'automne, d'un communiqué de presse des éditions *Des femmes* annonçant à tous les médias la commémoration d'octobre 2008, conduisent certaines féministes à réagir. Des femmes – toutes militantes féministes dans les années 1970, ayant pour la majorité cessé de militer mais étant toujours liées les unes aux autres par des liens amoureux ou amicaux – se réunissent de manière informelle chez l'une d'entre elles pour échanger sur leur participation éventuelle à l'organisation d'une commémoration des 40 ans du MLF en 2010. Le 27 septembre 2008, deux de ces femmes décident de créer un blog, intitulé « Re-belles »¹, et publient le premier billet suivant :

« En 2010, nous fêterons le 40^e anniversaire du Mouvement de libération des femmes. Ce blog se voudrait être un écho aux préparatifs de la fête. A très bientôt. » (« Quarante ans de mouvement des femmes », 1^e billet du blog Re-belles, 27 septembre 2008)

Moins d'une semaine après la création de ce blog, les médias reprennent très fidèlement le récit du passé proposé par les éditions *Des femmes* (voir le tableau dans la partie A-1). Un autre groupe de militantes féministes réagit également, mais cette fois par voie de presse : le 7 octobre 2008, elles publient² une tribune sur *Libération.fr*, intitulée « L'héritage féministe détourné ». Dans le même média, Françoise Picq publie également, le même jour, un article intitulé « MLF : 1970, année zéro ». Deux jours plus tard, Caroline Fourest signe un éditorial dans *Le Monde*, intitulé « Le féminisme pour les nuls ». Puis, le 10 octobre 2008, Michelle Perrot accorde une interview au *Figaro.fr*, dans laquelle elle s'oppose à l'idée d'une fondation du MLF par Antoinette Fouque en 68. Enfin, en décembre 2008, paraît un numéro spécial de la revue *ProChoix*³, réalisé par Cathy Bernheim (également animatrice du blog Re-belles),

¹ L'adresse du blog est : <http://re-belles.over-blog.com/>.

² Bien que nous ne pouvions pas l'affirmer avec certitude, il semblerait que le texte ait été écrit en réalité par Liliane Kandel seule et qu'elle ait décidée avec des amies (féministes, militantes des années 70, encore engagées pour certaines dans l'espace de la cause des femmes) de le signer collectivement (information issue de conversations informelles avec une coordinatrice du n°46 de *ProChoix*).

³ Le 12 janvier 2009, elles organisent également une soirée de présentation du numéro à

Cassandra, Sophie Chauveau, Catherine Deudon, Marie-Jo Dhavernas, Françoise Picq et Nadja Ringart, intitulé « MLF, le mythe des origines », qui reprend tous ces articles opposés à la commémoration de 2008 et y ajoute une dizaine d'autres – qui sont pour la plupart des rééditions de textes parus lors de précédents conflits avec les militantes différentielles. Ainsi prend forme, d'octobre à décembre 2008, une controverse mémorielle qui oppose, par médias interposés, deux collectifs de nature différente.

D'un côté, le collectif qui annonce la commémoration des 40 ans du MLF en 2008 a une existence formelle relativement stable depuis le début des années 1970 : en effet, même si le courant différentielle a donné lieu à une variété de structures, insérées dans différents pôles de l'espace de la cause des femmes, il a conservé pendant quarante ans un noyau de militantes qui ont maintenu leur engagement autour d'une figure centrale, Antoinette Fouque¹. D'un autre côté, des militantes, qui se connaissent sans pour autant appartenir à une même association (ou un même pôle) de l'espace de la cause des femmes, forment, à l'occasion de la controverse, une « entente mémorielle », dont l'existence est due à l'annonce par Antoinette Fouque de la commémoration en 2008 – même si elle repose sur des réseaux anciens – et dont l'expression est le numéro de *ProChoix*, qui rassemble les différents articles d'opposition. Cette entente mémorielle² est composée à la fois de figures comme Michelle Perrot ou Caroline Fourest – qui utilisent leur capital scientifique ou médiatique pour visibiliser une autre interprétation du passé – et de femmes qui ont milité dans des associations féministes radicales dans les années 1970 (les coordinatrices du n°46 de *ProChoix*, le collectif s'auto-désignant comme « Des femmes du Mouvement de libération des femmes (non déposé, ni “co-fondé”) » et le groupe à l'origine du blog Re-belles). Ces dernières n'ont pas toutes continué à militer pendant quarante ans mais ont maintenu des liens

l'espace Armand Gatti, à Montreuil, soirée qui donne lieu à de vifs échanges en raison de la présence de représentantes des éditions *Des femmes*, venues faire entendre leur version de l'histoire.

¹ Rappelons que ce groupe propose un récit du passé forgé dans la durée, qui répond certes à des impératifs présents (commémoration de Mai 68, vieillissement des militantes) mais qui est surtout façonné par des cadres sociaux pérennes, produits de l'histoire du courant (l'organisation, l'idéologie et le positionnement dans le champ).

² Si on reprend les termes utilisés par Pierre Lascoumes dans ses analyses des controverses, on peut aussi qualifier l'entente mémorielle de « lanceuse d'alerte » dans la mesure où elle se donne pour mission d'attirer l'attention de l'opinion sur une situation qu'elle juge scandaleuse (Lascoumes, 2010: p.177).

amicaux et ont en commun d'avoir vécu ensemble d'autres conflits antérieurs avec le courant différencialiste. Certaines d'entre elles, comme Françoise Picq ou Liliane Kandel, bénéficient en plus de leur expérience militante d'une légitimité à dire le passé en raison de leurs travaux sur l'histoire des femmes et du féminisme. L'ensemble des participantes à l'entente mémorielle (quel que soit le pôle de l'espace de la cause des femmes auxquelles elles appartiennent) ont en commun de se revendiquer de l'« universalisme » – nous les désignerons donc comme « les universalistes » dans la suite du texte.

L'analyse des textes que produisent les universalistes entre octobre et décembre 2008 laisse apparaître la complexité des phénomènes mémoriels alors en jeu : d'une part, les souvenirs du passé – portant sur un passé différent de celui qui fait l'objet de la controverse – influencent les réactions à la situation présente ; d'autre part, la situation présente façonne les interprétations du passé produites dans le cadre de cette controverse. Ainsi, nous allons montrer, tout d'abord, que le souvenir d'un événement datant de 1979 oriente fortement les interprétations que font les universalistes de la décision d'Antoinette Fouque de commémorer les 40 ans en 2008. Dans un second temps, nous verrons comment la situation présente – c'est-à-dire l'opposition au récit des origines promu par les différencialistes – façonne, en retour, les discours sur le passé tenus en 2008 par les universalistes : leur vision des premières années du MLF apparaît comme opposée point par point au récit du passé publicisé par Antoinette Fouque à l'occasion de cette commémoration.

Ainsi, passé et présent communiquent lors de cette controverse mémorielle, donnant lieu à la fois à la transmission de schèmes d'interprétation forgés au début des années 1980 et à la production de nouveaux contenus mémoriels, qui orienteront l'organisation de la commémoration de 2010.

1. Réactivation du souvenir de 1979 et mobilisation de schèmes d'interprétation produits dans les années 1980

En décidant d'organiser en 2008 la commémoration des 40 ans du MLF et en s'auto-désignant comme fondatrice du mouvement, Antoinette Fouque semble avoir réveillé chez certaines militantes le souvenir d'un événement précis de l'année 1979 : celui qu'elles

désignent comme le « dépôt du sigle »¹. Cet épisode, pourtant bien postérieur au moment de la fondation du MLF, et donc *a priori* sans lien direct avec la controverse de 2008, est évoqué dans tous les articles publiés par les universalistes entre octobre et décembre 2008. Les auteures de l'article intitulé « L'héritage féministe détourné » y font même référence dans leur signature en s'auto-désignant comme « Des femmes du Mouvement de libération des femmes (non déposé, ni "co-fondé") ». De même, dans le numéro de *ProChoix*, est publiée sur fond noir une photo de la manifestation du 8 mars 1980, prise par la photographe Catherine Deudon, image sur laquelle on peut voir une banderole signée « les mille et une tendances du Mouvement de libération des femmes... (NON DÉPOSÉ) ».



Figure 25 : Photo de la manifestation du 8 mars 1980, prise par la photographe Catherine Deudon et publiée dans le n°46 de *ProChoix*, p.78

L'épisode auquel l'adjectif « non déposé » fait référence est le moment où, le 18 octobre 1979², Antoinette Fouque, Marie-Claude Grumbach et Sylvina Boissonnas déposent à

¹ Antoinette Fouque conteste cette idée de « dépôt du sigle » : « Ce n'est pas une maison d'édition qui s'est emparée d'un sigle : c'est un mouvement qui, successivement, a fait une maison d'édition, une mensuelle, un hebdomadaire, et a créé cette association » (Fouque, 2007b: p.102). Par souci de clarté, pour éviter de multiplier les désignations, et parce que les militantes qui ont donné une postérité à l'événement l'ont désigné comme tel, nous utiliserons néanmoins l'expression « dépôt du sigle » pour évoquer cet épisode.

² Le choix du mois peut témoigner d'une volonté de faire coïncider différents anniversaires

la préfecture de police une association du nom de « Mouvement de libération des femmes – MLF » et inscrivent, quelques jours plus tard, le même nom comme marque commerciale à l'Institut de la propriété industrielle et commerciale. Si pour les déposantes le but énoncé est de protéger le sigle d'une récupération par les partis politiques¹, les autres participantes au MLF des années soixante-dix interprètent cela comme une trahison et s'engagent donc, au début des années 1980, dans une controverse publique. Cette dernière se solde par plusieurs actions en justice² et aboutit, en 1981, à la parution d'un petit ouvrage collectif, intitulé *Chroniques d'une imposture. Du Mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*, paru aux Editions Voix off.

La façon dont les participantes à l'entente mémorielle réagissent à la commémoration de 2008 s'inscrit dans une triple continuité à l'égard de 1979. Premièrement, les modalités de réponse aux deux évènements sont comparables : comme en 1979, avec les *Chroniques d'une imposture*, les militantes décident de réagir en produisant un court ouvrage collectif (*ProChoix*), constitué de textes inédits ou non, qui fige une interprétation de l'évènement, en s'appuyant sur des témoignages et des archives. Le mimétisme est tel que l'on retrouve dans *ProChoix* différents textes déjà publiés dans *Chroniques d'une imposture* en 1979. Par certains aspects, la controverse de 1979 se rejoue donc à l'identique. Deuxièmement, les personnes impliquées sont en partie les mêmes dans le camp des différentialistes comme dans celui des universalistes. Cathy Bernheim, Marie-Jo Dhavernas et Nadja Ringart ont participé à l'édition des deux ouvrages. Enfin, troisième élément de continuité (qui découle probablement du second), les schèmes d'interprétation utilisés pour analyser la situation de

(celui d'Antoinette Fouque, celui du MLF créé en 68 et celui de l'association « MLF » déposée en 1979).

¹ Dans *Gravidanza, Féminologie II*, Antoinette Fouque écrit : « C'est dans cette nécessité qu'a été construite en octobre 1979 l'association "Mouvement de Libération des Femmes" : un coup de réalité, un geste minimal d'inscription d'un mouvement en danger d'éclatement et de recouvrement par les vampires de tout bord (droite, gauche) » (Fouque, 2007c: p.59). Voir également l'entretien accordé par Antoinette Fouque à Jean Larose pour la revue canadienne *Gravida* en 1980 dans lequel elle revient sur les raisons de la création de l'association « MLF » : (Fouque, 2007b: p.101-102).

² Suite à la création de l'association « Mouvement de libération des femmes – MLF », onze maisons d'édition féministes rédigent un tract dénonçant « l'accaparement du sigle M.L.F ». Une seule de ces maisons d'édition est française (les éditions Tierce). Les éditions *Des femmes* leur intentent un procès pour concurrence déloyale.

2008 sont les mêmes que ceux forgés au début des années 1980 pour analyser l'événement dit du « dépôt du sigle ». C'est d'ailleurs probablement cette continuité qui explique la vitesse à laquelle les opposantes à Antoinette Fouque ont réagi : en quelques jours, elles ont pu proposer une critique de la situation présente car elles disposaient déjà des ressources cognitives nécessaires à l'interprétation de l'annonce des 40 ans en 2008 et n'ont eu qu'à reprendre des interprétations déjà élaborées dans les années 1980.

En effet, *Chroniques d'une imposture* avait contribué à figer une interprétation de la création de l'association « MLF » en 1979 : celle-ci était analysée comme une tentative d'« appropriation » du mouvement par un groupe, et même une personne. Elle était aussi présentée comme la dernière étape de l'opposition entre le courant différentialiste et le reste du mouvement.

« **L'informel et l'absence d'organisation** étaient parmi [les] objectifs du [Mouvement de libération des femmes] et ses raisons d'être (tout un programme de naïveté...) Nous voulions un redoublement positif de toutes une tradition de luttes. **Etait-ce une façon de tirer les "leçons de l'histoire", d'éviter les sectes, les exclusions, les dogmatismes propres au stalinisme ?** Oui, bien sûr. Nous voulions faire mieux ; et cela devient pire : **le coup de force des dépositaires du sigle MLF c'est de créer une secte (une section) à partir d'un tout aux contours et aux limites indéfinissables. On assiste à un renversement où une partie s'arroge le droit d'être tout (...)** le MLF-Marque déposée n'est pas la répétition parmi d'autres de la réalité stalinienne ; il en est comme l'achèvement : il n'a pas pris le pouvoir à l'intérieur d'une situation conflictuelle, il a fait **acte d'autorité par voie juridique et financière**. En ce sens, la nouveauté est absolue. » (Fraisie, 1981)

L'interprétation du dépôt du sigle, forgée dans *La revue d'en face* et *Chroniques d'une imposture*, s'est diffusée au cours des années 1980 dans d'autres supports, notamment à vocation scientifique, comme en témoignent les extraits ci-dessous, issus d'articles de Naty Garcia Guadilla et Françoise Picq datant de 1984 et parus dans *Pénélope* :

« Elle ne voulait plus, ne pouvait plus abandonner ce sigle, sa création. Si bien que ce "monstre abstrait", vilipendé en 1971, trouvait grâce aux yeux de certaines femmes. De celles, surtout, qui se vouaient à arracher au "symbolique" ses secrets et aux "maisons d'édition bourgeoises" leurs lecteurs : "des femmes" de Politique et Psychanalyse.

Celles-ci ont fini par vouloir s'approprier ce sigle. Par une procédure qui, comme la S.A.R.L. qu'elles constituèrent, est "très légale". Mais peut-être pas très "légitime". » (Garcia Guadilla, 1984: p.157-158)

« À vrai dire, il y avait dans le mouvement des conflits beaucoup plus graves que ceux qui divisaient les "féministes révolutionnaires"¹. Depuis des années, le groupe "Psychanalyse et Politique" associait à un discours ultra-révolutionnaire des pratiques pour le moins douteuses : **appropriation à son seul profit de diverses initiatives du mouvement**, procès en diffamation contre les femmes qui dénonçaient leurs pratiques, coups de force, mensonges et calomnies. Ce groupe avait largement contribué à développer dans le mouvement des femmes la norme collective, dénonçant la prise de pouvoir des femmes, vedettes ou individuelles qui signaient de leur nom : "Pas de propriété privée des idées". C'est ainsi que la plupart des articles du *Torchon brûle* ne furent pas signés ; **ce qui permit par la suite à ce groupe de se les approprier par l'intermédiaire de sa maison d'édition comme il allait s'approprier l'ensemble du Mouvement de libération des femmes, en déposant à la Préfecture de Police une association ainsi dénommée.** Les féministes, qui avaient joyeusement ignoré la légalité bourgeoise et patriarcale n'avaient certes pas imaginé qu'elle puisse ainsi être utilisée contre elles. **Associés dans une réprobation unanime, les différents groupes du mouvement ne trouvèrent pas de riposte efficace. Juridiquement,** il n'y en avait pas, et sans doute la plupart des médias s'accommodait fort bien de l'image caricaturale donnée par « Psych et po » du Mouvement de libération des femmes ; quelle meilleure occasion de l'enterrer que de le laisser ainsi réduire à une secte au discours abscons. Le mouvement des femmes n'était pas mort cependant ; **mais plus rien ne pouvait être comme avant** ; la confiance avait irrémédiablement disparue et plus personne ne prendrait le risque **de voir son action récupérée, détournée, appropriée par d'autres.** Etait le temps du soupçon et de la méfiance. Il fallait bien se donner des protections juridiques, des statuts, désigner des représentantes. » (Picq, 1984: p.201-202)

La décision de commémorer les 40 ans du MLF en 2008 est analysée exactement dans les mêmes termes. A tel point que 2008 est présenté tour à tour comme une redite de 1979 ou comme une justification *a posteriori* de ce premier épisode :

¹ Avant ce passage, elle évoque des tensions entre les organisatrices de la Grève des femmes et les fondatrices de la Ligue du droit des femmes au moment de leur constitution en association.

« C’est après la marche du 6 octobre 1979, précédant le vote définitif de la loi sur l’IVG, que le point de non-retour a été franchi. Dans le secret, trois femmes – Antoinette Fouque, Marie-Claude Grumbach et Sylvina Boissonnas – déposent à la préfecture de police une association du nom de « Mouvement de libération des femmes – MLF ». Le même nom a ensuite été inscrit comme marque commerciale à l’Institut de la propriété industrielle et commerciale. **Ce mouvement qui n’appartenait à personne était devenu la propriété privée de quelques-unes qui pouvaient légalement interdire à toutes les autres de s’en réclamer.** Le tollé fut général, et les éditions *Des Femmes* boycottées par les autres groupes féministes. La maison d’édition féministe Tierce, qui avait dénoncé cette appropriation (avec onze maisons d’édition féministes de quatre continents) fut attaquée pour “concurrence déloyale” par la SARL *Des Femmes* devant le tribunal de commerce. **C’est beaucoup plus tard, sans doute pour légitimer cette captation, qu’a été forgée cette légende de la “fondation” du MLF. On la voit apparaitre en décembre 1990 : “Le MLF a été fondé en 1968 par Antoinette Fouque, Josiane Chanel et Monique Wittig”. C’est au nom de cette légende aussi qu’est lancé aujourd’hui un appel à célébrer le quarantième anniversaire du Mouvement de libération des femmes.** » (Françoise Picq, « MLF : 1970, année zéro », *Libération.fr*, 7 octobre 2008)

On retrouve tout d’abord le thème de la « captation » : selon les participantes à l’entente mémorielle, se désigner comme fondatrice du mouvement revient à se l’approprier. Simone de Beauvoir, citée dans le premier extrait ci-dessous, apporte sa légitimité à ces schèmes d’interprétation et facilite leur reprise.

« Les raisons pour lesquelles il lui a fallu confisquer, autrefois, le Mouvement de libération des femmes à son seul profit en déposant à la stupeur générale une marque commerciale : “MLF”. Les raisons pour lesquelles il lui faut, aujourd’hui, en confisquer et en falsifier l’histoire restent, à nos yeux, mystérieuses. Ce qui ne l’est pas ce sont ses effets. A propos du dépôt de la marque commerciale “MLF”, Simone de Beauvoir disait : “réduire au silence des milliers de femmes **en prétendant parler à leur place**, c’est exercer une révoltante tyrannie”. » (« L’héritage féministe détourné », *Des femmes du Mouvement de libération des femmes*, 7 octobre 2008, *Libération.fr*)

« Toute féministe **un tant soit peu universaliste, égalitaire ou juste sensée**, aurait plutôt envie de pleurer. **Elles ont d’autant plus de mal à digérer l’O.P.A**

d'Antoinette Fouque sur le MLF qu'il ne s'agit pas d'une première tentative. En 1979, alors que cette grande prêtresse de la féminité a jadis refusé de se dire féministe - un affreux concept "égalisateur" -, la voilà qui dépose le sigle "MLF-Mouvement de libération des femmes" à l'INPI, l'Institut national de la propriété industrielle, pour pouvoir l'exploiter sur un mode commercial ! Depuis, ses admiratrices sont la risée des cercles féministes. Mais la mémoire ne vaut que si elle se transmet. Or, dans ce domaine, **Antoinette Fouque dispose de moyens financiers non négligeables.** Grâce à cette aptitude commerciale, sa maison d'édition a permis d'éditer des centaines d'auteurs qui ont contribué à l'histoire des idées, parfois dans un sens féministe. **Cela ne fait en rien d'Antoinette Fouque la fondatrice du MLF.** » (Caroline Fourest, « Le féminisme pour les nuls », *Le Monde*, 9 octobre 2008)

Dans cette dernière citation, l'usage du terme « O.P.A » pour parler à la fois de la commémoration de 2008 et du dépôt du sigle de 1979, ainsi que la référence aux moyens financiers d'Antoinette Fouque (déjà évoqués par Geneviève Fraisse dans son article paru dans *Chroniques d'une imposture* cité plus haut¹), laissent penser qu'il y a eu transmission des schèmes d'analyse entre celles qui ont vécu l'épisode de 1979 et Caroline Fourest, née en 1975. Par ailleurs, cette dernière présente les deux épisodes comme les deux facettes d'une même histoire, celle des oppositions entre deux camps dont elle dessine les contours suivants : d'une part, les partisans de la « féminité » et de l'autre, les « universalistes, égalitaires ». En ajoutant l'expression « ou juste censée », elle reprend là encore un schème d'interprétation forgé dans les années 1980, qui consistait à présenter les épisodes conflictuels

¹ Le fait que le courant différentialiste possède des ressources financières importantes est régulièrement souligné par ses opposantes. Simone de Beauvoir écrit, dans *Chroniques d'une imposture* : « Quand il [Psych et Po] a vu qu'après des mois de réunions, les Journées de la Mutualité – dénonciation des crimes contre les femmes (1972) – s'annonçaient bien, il s'y est tardivement associé, mais sans nous apporter aucun concours financier, ce qui nous aurait été bien utile et que "Psych et Po" pouvait se permettre puisque le groupe avait d'énormes ressources provenant de la présence d'une riche héritière » (De Beauvoir, 1981: p.3). Ou encore : « Disposant de capitaux considérables il se prétendait anticapitaliste ». Ou : « C'étaient elles cependant qui diffamaient toutes les autres féministes, construisant de celles-ci une image ridicule et odieuse, qu'elles imposaient à la presse grâce à la publicité dont leur fortune leur permettait de s'entourer » (De Beauvoir, 1981: p.4). Ou : « Cet abus est d'autant plus inacceptable qu'Antoinette et ses disciples se disent éprises de justice sociale et en rébellion contre le monde des nantis. Or c'est en tant que nantis qu'elles ont accompli cette prise de pouvoir qui est depuis longtemps leur unique but. Il faut lire ce dossier et contre le triomphe de l'argent encore une fois ici souverain, contre les calomnies et les mensonges qu'il a permis de diffuser, il faut aider les femmes à prendre la parole » (De Beauvoir, 1981: p.5).

impliquant les différentialistes comme des oppositions entre elles et tout le reste du mouvement. Que ce soit dans *Chroniques d'une imposture* ou dans *ProChoix*, tous les conflits sont évoqués de sorte à laisser penser qu'il existe une unité du mouvement en dehors de l'opposition aux différentialistes.

« Il y avait **un pôle maoïste libertaire et un pôle trotskyste ; un pôle gauchiste et un pôle réformiste, un pôle marcusien et un pôle lacanien, un pôle festif et un pôle bureaucratique, et bien d'autres encore, dont nulle ne songeait, en ces temps-là, à imposer la Juste Ligne à tous les autres.** Quant à l'opposition théorique majeure, entre universalistes et différentialistes (qui ne s'identifiaient pas ainsi du reste), on sait qu'elle a traversé, avec une intensité variable, tous les mouvements féministes précédents. Et, pour véhémente qu'elle fût par moments, elle n'aurait certainement pas suffi à provoquer **le divorce définitif entre le groupe Psychanalyse et Politique et les autres courants, groupes et "tendances" du MLF.** » (Bernheim, Cassandre, Chauveau et al., 2008b)

Ainsi, comme dans *Chroniques d'une imposture*, il se dégage du n°46 de *ProChoix* l'image d'un MLF scindé en deux groupes, d'ampleur inégale, dont les oppositions régulières auraient rythmé l'histoire du mouvement. Dans les introductions, les coordinatrices des deux ouvrages affichent la même volonté de transmettre l'histoire de l'opposition avec les différentialistes :

« Certains textes décryptent à partir d'expériences personnelles **les démarches internes à "Psychépo" et celles, diverses jusqu'à être inverses d'autres courants.** D'autres textes **retracent l'histoire du Mouvement en précisant le rôle rempli et les enjeux poursuivis par un groupe en particulier, et les oppositions que celui-ci a suscitées.** » (Association Du Mouvement Pour Les Lutttes Féministes, 1981: p.2)

« On trouvera donc ici quelques textes et images, **jalons de l'histoire du Mouvement de libération des femmes en France et de ses rapports, le plus souvent conflictuels, avec le groupe Psychanalyse et Politique** dirigé par Antoinette Fouque » (2008a: p.7).

Loin d'être centrés uniquement sur les premières années du MLF, les articles parus dans *ProChoix* reviennent donc sur plusieurs épisodes conflictuels comme le licenciement de

Barbara (la gérante de la librairie de Lyon) en 1976 ou la manifestation pour la pérennisation de la loi Veil sur l'avortement en octobre 1979.

« En avril 1977, **la maison d'édition d'Antoinette Fouque (la SARL Des femmes) intente un procès en diffamation à l'une de ses ex-employées.** Barbara, leader en 1975 du mouvement des prostituées et ancienne salariée, est poursuivie pour avoir dénoncé les pratiques patronales du groupe dans une bande vidéo. **Ce procès est une première dans les milieux militants.** » (Ringart, 2008: p.35)

« Depuis le printemps, 1979, un certain nombre de femmes de plusieurs "tendances" et diverses provenances préparent une manifestation importante pour le 6 octobre (...) Des groupes s'associent, de plus en plus nombreux, à l'initiative, que Psychanalyse et Politique rejoint également *in extremis*. Le jour de la manifestation, ce sera la confusion : **contrairement aux décisions prises la veille collectivement, le groupe Psychépo, muni pour la première fois de panneaux MLF tente de prendre de force la tête de la manifestation. Il s'agit d'une véritable opération commando, décidée la veille au soir (...)** » (Cassandre, 2008: p.45)

Les commentaires des articles publiés en ligne y font également référence :

« A peine surprise. **Je n'ai pas oublié, entre autres, comment Psych et Po (ou Hisse et Ho comme je préfère) avait essayé de s'approprier la grande manifestation contre l'avortement** sans patronage de parti ou d'association qui rassemblait des femmes de tous bords et en tant que telles. **Ayant, au dernier moment, placé sans préavis leur camion en tête, se posant ainsi comme les organisatrices d'une manifestation dont elles n'étaient que les participantes,** elles étaient presque prêtes à me renverser, ainsi que d'autres femmes qui voulaient préserver le caractère simplement féministe et sans étiquette. » (Commentaire d'une internaute ayant pour pseudonyme « Zitte », publié le mercredi 08 octobre à 08h54 sur *Libération.fr* en réaction à l'article « L'héritage féministe détourné »)

Au-delà de la simple question des origines du MLF, la polémique autour de la commémoration de 2008 est donc l'occasion de transmettre aux générations suivantes les souvenirs d'une opposition entre différentialistes et universalistes non réductible à un désaccord idéologique. Cette controverse, qui certes divise l'espace de la cause des femmes en provoquant l'affrontement public de deux camps opposés, agit donc aussi comme un facteur de continuité par l'actualisation d'un clivage ancien et sa transmission. Les conflits

des années 1970 se rejouent quasiment à l'identique et ainsi se donnent à voir *in vivo* aux nouvelles générations, qui peuvent les observer et comprendre comment s'est structuré le mouvement. La continuité est également assurée par la diffusion en 2008 de schèmes d'interprétation du passé forgés dans les années 1980 et que des militantes plus jeunes, comme Caroline Fourest, se réapproprient.

Après avoir vu comment le souvenir d'événements passés façonnait les réactions à la situation présente, considérons comment l'opposition présente influence le récit du passé produit par le camp universaliste en 2008. Nous allons voir que le récit des origines proposé par l'entente mémorielle dans le cadre de la controverse répond point par point à celui fourni par les différentialistes dans les semaines qui ont précédé.

2. Un récit des origines répondant à l'opposition présente

Outre la transmission d'un clivage ancien, le second enjeu de la polémique est la promotion d'un autre récit du passé. Pour cela, c'est une histoire savante et critique qui prend la plume contre l'histoire subjective prônée par les différentialistes et vient appuyer le discours des témoins : Michelle Perrot est interviewée en tant que « spécialiste de l'histoire des femmes », Françoise Picq est présentée comme « sociologue spécialiste de l'histoire du féminisme », et Christine Bard et Sylvie Chaperon offrent leurs signatures en soutien au texte « L'héritage féministe détourné » (Des Femmes Du Mlf, 2008: p.25). De plus, dans le n° 46 de *ProChoix*, tout concourt à décrédibiliser le rapport qu'entretient Antoinette Fouque à la vérité historique. Elle est accusée par Nadja Ringart, ancienne membre du groupe Psychanalyse et Politique, d'avoir déjà dans les années 1970 instrumentalisé le passé à des fins stratégiques :

« J'ai compris beaucoup plus tard à quel point cette lutte contre le féminisme avait fait de moi une imbécile¹ : le fait est que je n'ai pas cherché à mieux connaître celles qui persistaient à se dire féministes. Il m'a fallu plus de temps encore pour savoir qu'il y avait eu là, par surcroît, **une supercherie historique** qui n'avait d'ailleurs eu aucun

¹ Nous rappelons ici qu'Antoinette Fouque a très longtemps rejeté le qualificatif de « féministe ».

mal à s'appuyer sur notre ignorance crasse. **Antoinette avait, dans sa hâte à se désigner des ennemies, présenté une image superficielle et caricaturale, imposée par les hommes, des féministes dans l'histoire. J'avais, au nom de la lutte, été complice aussi de cette falsification.** » (Ringart, 2008)

De même, toujours dans *ProChoix*, un encadré (voir photo ci-dessous) dénonce la façon dont la fabrication du *Torchon brûlé* avait été racontée en 1978, dans le deuxième numéro du mensuel des éditions *Des femmes (Des femmes en mouvement)* :

Ce texte n'a évidemment pas plu aux intéressées. Est-ce pour cela qu'une photo prise lors de la fabrication du premier numéro du *Torchon brûlé* s'est trouvée recadrée dans le numéro 2 du mensuel des Editions des Femmes (*Des femmes en mouvements*) ?

A gauche, la photo originale, prise au printemps 1971. Visible sur le site de l'agence Magnum, la photo montre côte à côte Nadja Ringart et Marielle Burkhalter.

A droite, sur la photo recadrée parue dans le mensuel des Editions des femmes, Nadja Ringart a disparu.

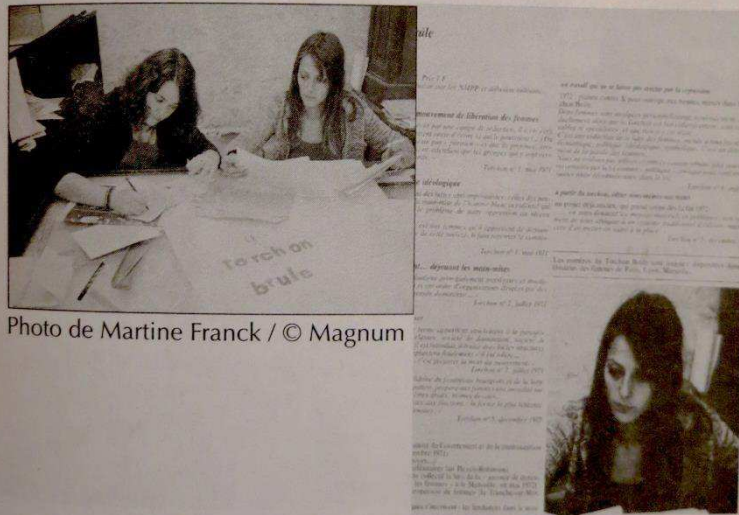


Photo de Martine Franck / © Magnum

RECADRER : " Cadrer est la façon la plus simple d'éliminer. Après tout, on n'est jamais obligé de publier toute une photographie. Et le geste du photographe, de tous les gestes artistiques, est le plus arbitraire. On découpe une fenêtre dans le réel. Certains personnages se retrouvent dans le cadre, d'autres non."

Alain Jaubert, *Le commissariat aux Archives – Les photos qui falsifient l'histoire*, Éditions B.Barrault, 1986

Figure 26 : Encadré publié dans le n°46 de ProChoix (p.41) portant sur la fabrication du Torchon brûlé

Ces exemples visent à délégitimer tout discours sur le passé tenu par les différentialistes et, en creux, à valoriser un autre récit du passé qui reçoit la caution des universitaires. On peut peut-être expliquer ainsi la présence, dans le numéro de *ProChoix*, de

la photo ci-dessous, montrant l'auteure d'un des articles (Marie Jo Dhavernas), dans un amphithéâtre, avec comme légende « Préparation du colloque de Toulouse "Femmes féminisme recherches" » :

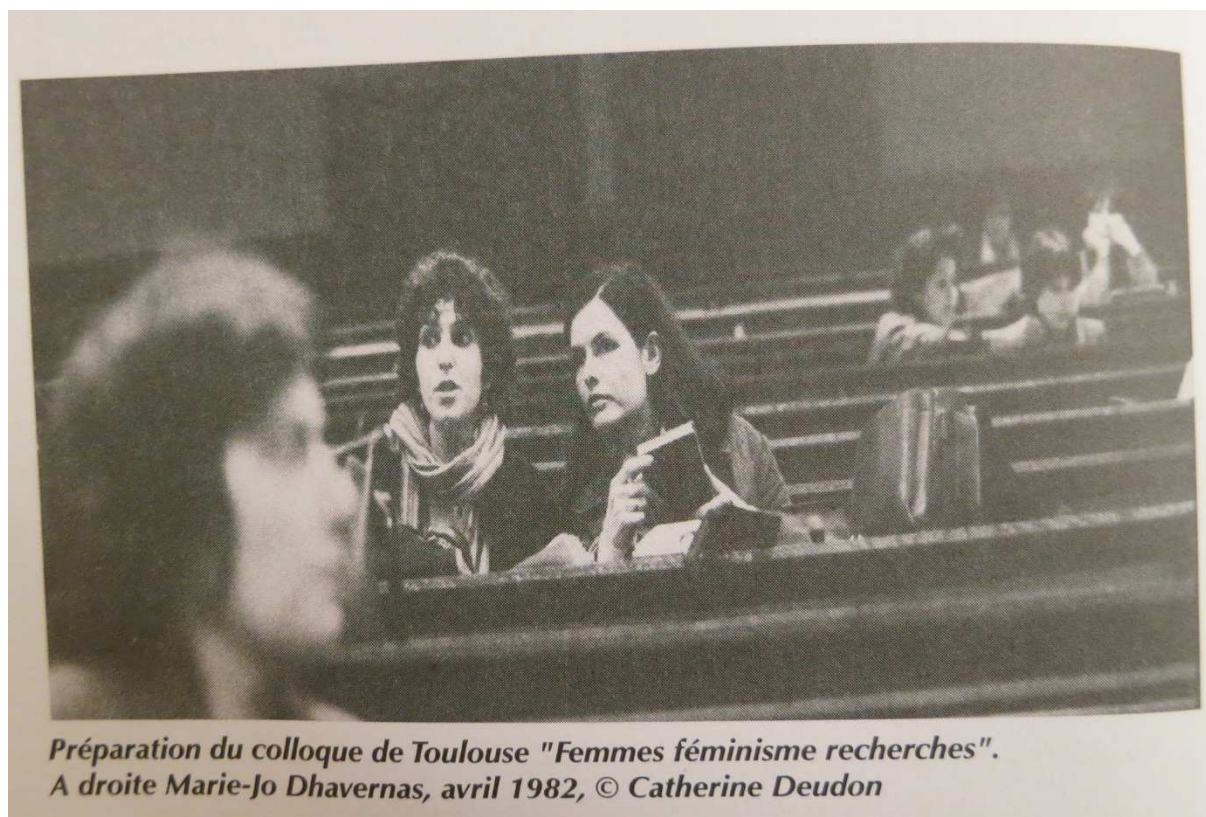


Figure 27 : Photo, publiée dans *ProChoix* (p.52), montrant l'auteure d'un des articles au colloque de Toulouse « Femmes, féminisme et recherches » en 1982

Alors même que le colloque n'est jamais évoqué dans le cadre de cette controverse, cette photo apparaît comme une façon d'asseoir sur les bancs de la science le récit du passé proposé par les universalistes et de relayer celui promu par les différentialistes au rang d'instrumentalisation, ou pire de falsification.

Les deux récits du passé qui s'opposent dans le cadre de cette controverse ne se distinguent pas seulement par leurs liens à l'histoire savante. Le récit des origines proposé par les universalistes semble répondre point par point à celui proposé par Antoinette Fouque au début du mois d'octobre 2008. Le premier élément contesté par les universalistes est l'idée selon laquelle le MLF serait « issu de 68 ». Pour cela, il est rappelé dans nombre d'articles que d'autres groupes engagés pour la cause des femmes existaient avant 1968. Le groupe

FMA, créé en 1967, est mobilisé par Françoise Picq et Michelle Perrot comme la preuve d'une déformation du passé par Antoinette Fouque :

« L'apparition publique a certes été précédée de l'existence de groupes précurseurs. Mais aucun ne peut prétendre avoir "fondé" seul le MLF ; même si leur rencontre a été déterminante. **FMA (Féminin, Masculin, Avenir) a été créé en 1967 par Anne Zelensky et Jacqueline Feldman. Il a organisé le seul meeting sur les femmes dans la Sorbonne occupée.** » (Françoise Picq, « MLF : 1970, année zéro », *Libération.fr*, 7 octobre 2008)

« **Ce n'est donc pas le 1er octobre 1968, comme l'explique Antoinette Fouque. Elle a effectivement créé un groupe féministe en 1968, de même que d'autres groupes se sont formés, comme "Féminin Masculin Avenir" créé par Anne Zelensky en 1967.** Mais c'est l'année 1970 qui est considérée comme le début du mouvement : c'est une année riche en mobilisations féministes, avec une prise de conscience plus large des revendications. Antoinette Fouque n'est donc pas à elle seule à l'origine du MLF. **Le mouvement ne désigne pas, d'ailleurs, une organisation précise, mais un très grand nombre de mouvements, de réunions, de manifestations.** Le MLF n'est pas figé, il est extrêmement fluctuant, c'est une de ces caractéristiques principales. C'était là un aspect très stimulant et très vivant. Certaines femmes étaient présentes à toutes les réunions, d'autres allaient et venaient au gré de leur intérêt. » (« MLF : "Antoinette Fouque a un petit côté sectaire" », Interview de l'historienne Michelle Perrot, propos recueillis par Laure Daussy, *LeFigaro.fr*, 10 octobre 2008)

Dans cette dernière citation, la fluidité et l'ouverture du MLF sont évoquées par Michelle Perrot¹, comme pour s'opposer à la définition organisationnelle du mouvement contenue dans la vision du passé proposée par les différentialistes. En refusant de réduire le MLF à une organisation – fondée en 68 dans l'appartement prêté par Marguerite Duras – elle conteste l'« engendrement » décrit par Antoinette Fouque. On retrouve dans d'autres articles cet argument, de nature sociologique, qui remet en cause l'idée même selon laquelle un mouvement social pourrait avoir été « fondé » :

¹ Nous verrons, dans la deuxième partie du chapitre, que la valorisation de ces dimensions aura ensuite une influence sur la façon dont, en 2010, l'autre commémoration des 40 ans du MLF est organisée.

« Nous voilà donc, en octobre 2008, conviées à célébrer le quarantième anniversaire de la “fondation” du MLF, sous le patronage d’Antoinette Fouque, directrice des éditions Des femmes. Au-delà de la bizarrerie de cette annonce (le “MLF” – Mouvement de libération des femmes n’apparaît dans aucun tract militant, aucun compte rendu de réunion, aucun média avant 1970) et de l’hilarité qu’elle suscite chez nombre d’actrices et de contemporain(e)s du mouvement, c’est **la notion même de “fondation” d’un mouvement social qui est un véritable oxymore**. On a beaucoup parlé, récemment, de mai 1968. On en a rappelé le fantastique foisonnement de paroles, d’idées, de révoltes, de désirs enfin mis à nu : un formidable moment de (re)mise en mouvement de la société – et pas seulement en France. **Il n’est venu à l’idée d’aucun des acteurs, célèbres ou anonymes, de cette période, d’en réclamer la paternité, de se déclarer initiateur, ou “fondateur” de mai 1968**. Daniel Cohn-Bendit lui-même, symbole du mouvement l’aurait-il tenté, qu’il eût été accueilli par un gigantesque éclat de rire et amicalement enjoint de se soigner dans les plus brefs délais. **Car, nous le savons, on peut fonder une entreprise, une association, un culte, une SCI, une SARL, une maison d’édition, une secte, parfois tout cela ensemble : on ne peut pas “fonder” un mouvement**. Il existe bien sûr des livres fondateurs : *Le Capital*, par exemple ; il existe des actes, ou des événements fondateurs : la nuit du 4 août, la prise de la Bastille, ou du palais d’Hiver ; ils ne font nullement de Marx le “fondateur” du mouvement ouvrier, de Saint-Just ou Robespierre les “fondateurs” de la révolution française, ou de Lénine le “fondateur” de la révolution d’Octobre – et Antoinette Fouque, même si certains de ses admirateurs le pensent, n’est pas Marx, ou Saint-Just, ou Lénine. » (Des femmes du Mouvement de libération des femmes (non déposé, ni « co-fondé »), « L’héritage féministe détourné », *Libération.fr*, 7 octobre 2008)

En se référant à d’autres épisodes de l’histoire comme la Révolution française, la révolution d’Octobre ou Mai 68, les auteures de cet article cherchent à donner au MLF l’image d’une révolution large, populaire et spontanée, dont l’ampleur suffirait à décrédibiliser l’idée d’une fondation par une seule personne. De plus, Françoise Picq évoque les mouvements des autres pays développés, au service d’une vision quelque peu déterministe de l’histoire, pour affirmer que le MLF français n’avait nullement besoin de fondatrice car il s’inscrivait dans un mouvement global qui rendait son émergence inéluctable :

« Le mouvement des femmes existait déjà aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, dans les pays du nord de l’Europe... **Il fallait bien qu’il arrive en France**, sur un terrain

fertilisé par Mai 68. » (Françoise Picq, « MLF : 1970, année zéro », *Libération.fr*, 7 octobre 2008)

Au refus de réduire le mouvement à un groupe, s'ajoute *a fortiori* le rejet de l'ultra-personnalisation. Les universalistes essaient donc de contrecarrer la marginalisation symbolique de Monique Wittig et de la réhabiliter dans les mémoires féministes en publiant dans *ProChoix* un entretien inédit, datant de 1979, dans lequel elle raconte les premières années du mouvement (Wittig, 2008).

« L'interview inédite de Monique Wittig qui vient clore cet ensemble permet enfin de **rendre un hommage posthume à une des grandes écrivaines de langue française du siècle dernier – et une théoricienne des plus précoces, des plus pointues – parfois aussi, controversées – de la libération des femmes.** On verra que son discours est très éloigné de celui qu'Antoinette Fouque lui prête. **Qu'on ne nous dise plus que nous ne transmettons pas l'histoire !** » (Bernheim, Cassandre, Chauveau et al., 2008a: p.7)

On retrouve, dans cet entretien, le récit d'une expérience féministe antérieure à 68, qui a pour effet (comme les références à FMA déjà évoquées) de décrédibiliser les discours sur la fondation du MLF en 68. De plus, cet entretien sert à merveille le récit du passé proposé par les universalistes car lorsque Wittig évoque la création d'un groupe féministe en octobre 68, elle se présente comme l'initiatrice, valorise la figure de Josiane Chanel et donne à Antoinette Fouque un rôle nettement moins central :

« Il se trouve qu'au moment où j'écrivais *Les guérillères* [en 1967], **j'ai rencontré plusieurs femmes** que j'aimais bien, l'une était peintre et sculpteur et l'autre actrice, et **toutes les deux féministes et enragées contre Freud, c'est le point qui nous a rassemblées. Alors on a commencé à discuter et à se demander si on n'allait pas d'abord faire une lecture très attentive de Freud**, et en faire une critique féministe, mais très violente, pas du tout quelque chose de gentil et de poli. **On s'est mise à lire sérieusement, à prendre des notes.** » (Wittig, 2008: p.65)

« Parce qu'à ce moment-là, **mon idée de réunir quelques femmes** c'était : puisque la psychanalyse ne s'est pas encore implantée avec les mêmes formes en France qu'en Amérique, et n'a pas la même importance, on ne peut pas en arriver au point où en sont

les Américaines, les malheureuses. Il faudrait, nous, commencer à s'organiser et à lutter (...) J'en ai parlé à une copine maoïste, elle a un peu rigolé, elle a dit "Oui ça m'intéresserait bien. Pourquoi pas ?" **Et puis il y a une personne avec qui j'avais toujours parlé de ça, une personne qui pour moi avait toujours été féministe, une amie de très longue date, qui s'appelle Josiane Chanel (...)** Je l'aimais beaucoup, et je l'aime toujours beaucoup d'ailleurs. **Il me semblait impossible de commencer un groupe de femmes sans elle, sans lui demander de venir.** (...) Josiane me dit : **on ne peut pas faire la réunion sans Antoinette, parce que ça l'intéresse aussi.** Et puis Suzanne était d'accord pour venir, et on décide de la réunion un certain jour, chez Antoinette, puisqu'elle avait une petite fille. **Je me sens très émue, très nerveuse puisque c'est moi qui ait convoqué cette réunion.** » (Wittig, 2008: p.67)

A chaque dimension du récit des origines différencialiste correspond une interprétation du passé contraire portée par les universalistes : alors que, dans sa lettre lue à l'occasion du Mai des féministes, Antoinette Fouque affirmait « on a régressé à partir de 70 », les universalistes proposent une chronologie du MLF qui met l'accent sur l'année 1970. L'épisode du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu est présenté par Michelle Perrot et Françoise Picq comme le moment fondateur du MLF. Cette vision semble partagée par les coordinatrices du numéro de *ProChoix* : les deux premières photos apparaissant dans le numéro sont celles montrant cet épisode historique.

« Le moment fondateur du MLF est, par convention, la manifestation sous l'Arc de triomphe, le 9 août 1970, où douze femmes déposent, de manière ironique, une gerbe à la femme du soldat inconnu. Ce n'est donc pas le 1er octobre 1968, comme l'explique Antoinette Fouque. Elle a effectivement créé un groupe féministe en 1968, de même que d'autres groupes se sont formés, comme "Féminin Masculin Avenir" créé par Anne Zelensky en 1967. **Mais c'est l'année 1970 qui est considérée comme le début du mouvement** : c'est une année riche en mobilisations féministes, avec une prise de conscience plus large des revendications. » (« MLF : "Antoinette Fouque a un petit côté sectaire" », Interview de l'historienne Michelle Perrot, propos recueillis par Laure Daussy, *LeFigaro.fr*, 10 octobre 2008)

« Elles étaient dix ce 26 août 1970 à déposer une gerbe à "la femme du Soldat inconnu", plus inconnue encore que le célèbre soldat sous l'Arc de Triomphe. C'est ce jour-là, que les journalistes, copiant le "Women's lib américain", ont

parlé pour la première fois en France d'un mouvement qu'ils ont baptisé **Mouvement de libération de la femme**. Le singulier "la femme" a été réfuté, le Mouvement de libération des femmes est alors devenu le MLF. » (Françoise Picq, « MLF : 1970, année zéro », *Libération.fr*, 7 octobre 2008)





Figure 28 : Photos du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu illustrant l'introduction du n°46 de ProChoix (p.4et 6)

Antoinette Fouque considérait que prendre cet évènement comme date fondatrice consistait à se soumettre à la « société du spectacle » et donc à se « replacer sous la botte du patriarcat » (Fouque, 2008: p.22). Ses opposantes se servent justement des retombées médiatiques de l'évènement pour lui refuser le statut de fondatrice : elles arguent que ce sont les médias qui ont donné une existence propre au mouvement en désignant, à cette occasion, les différentes mobilisations de l'époque par une terminologie commune.

Pour Caroline Fourest, la naissance du MLF n'est pas réductible à cet épisode mais tient à trois événements advenus cette année-là : « réunion à la faculté de Vincennes, dépôt de gerbe à la femme du "soldat inconnu" et numéro de la revue de Partisan proclamant "Féminisme : année zéro" » (Fourest, 2008: p.15). Se précise alors une chronologie des débuts du MLF, distincte de celle promue par les différentialistes, et qui va progressivement se figer à mesure de sa diffusion à l'occasion des célébrations organisées en 2010. Ces différents évènements ne sont pas sélectionnés au hasard : ils ont l'avantage de venir chacun à l'appui

de l'image du MLF que les universalistes souhaitent opposer à Fouque. Tout d'abord, la réunion à la faculté de Vincennes permet de mettre l'accent sur le fait que le mouvement ne peut être fondé dans la mesure où il est la rencontre de plusieurs collectifs qui, jusqu'alors s'ignoraient, et décident, ensemble, d'agir et de faire mouvement. Ensuite, le dépôt de la gerbe du soldat inconnu présente un autre avantage : à la différence de la réunion de Vincennes, les représentantes du courant différencialiste n'ont pas participé à l'action à l'Arc de Triomphe. Désigner cette mobilisation comme moment fondateur permet d'évincer ce courant du récit des origines et la présence de Monique Wittig, portant la gerbe de fleurs, permet de contrer la marginalisation symbolique de cette dernière. De plus, l'humour et la créativité contenus dans cette action viennent appuyer l'image positive que les militantes souhaitent donner du mouvement. Enfin, la présence dans la chronologie de la parution du numéro de *Partisans*, intitulé « Féminisme : année zéro », a une fonction performative : le simple énoncé du titre de la revue permet d'évacuer la possibilité d'une fondation antérieure à 1970 et assoit l'idée selon laquelle l'année de naissance du MLF serait 1970. C'est d'ailleurs probablement pour cette raison qu'il est repris par Françoise Picq pour intituler son article paru sur *Libération.fr*, cette dernière remplaçant le terme « féminisme » par « MLF » dans un geste de réappropriation du sigle.

Ainsi, en s'opposant à l'image d'un MLF issu de 68, fondé en octobre de cette année-là, par une seule personne dont les qualités personnelles expliqueraient l'ampleur prise par le mouvement, les universalistes forgent, en creux, une autre image du MLF : celui d'un mouvement ouvert, pluriel, dans la continuité des expériences américaines et dont l'émergence en 1970 tiendrait à la rencontre de plusieurs groupes aux orientations variées, et qui tirerait son succès de son humour et de sa créativité collective. Nous allons voir, dans le chapitre suivant, quel impact la référence à cette image va avoir sur la seconde commémoration des 40 ans du MLF en 2010. En essayant de comprendre qui sont les personnes ou les groupes qui prennent en charge les célébrations de 2010 et en analysant les modalités selon lesquelles elles sont organisées, on observe comment la diffusion d'une lecture du passé est favorisée à la fois par les ressources dont disposent les groupes et les contenus mémoriels eux-mêmes.

Conclusion de chapitre

L'interrogation principale de cette partie de la thèse portant sur l'existence d'une histoire officielle féministe unifiée, ce chapitre apporte un premier élément de réponse : l'espace de la cause des femmes, en tant qu'espace ouvert, pluriel et contradictoire, est structuré de telle façon que peuvent coexister en son sein différents récits du passé, portés par des collectifs aux modes d'organisation, aux idéologies et aux positionnements dans le champ variés, voire même opposés. En considérant le récit des origines porté par les différentielistes à l'occasion de la commémoration de 2008, nous avons montré que ces trois dimensions (organisation, idéologie et position sociale) constituent des cadres sociaux de leur mémoire et qu'ils orientent les interprétations du passé portées par ce groupe. C'est ainsi que chaque collectif composant l'espace de la cause des femmes élabore et diffuse sa propre vision du passé en fonction notamment de son histoire et de ses impératifs présents.

La polémique engendrée par la commémoration de 2008 montre également comment la mémoire portée par chaque collectif est aussi dépendante des relations qu'il entretient avec les autres groupes. Le récit du passé proposé par l'entente mémorielle s'oppose point par point à celui diffusé par Antoinette Fouque et ses co-militantes et apparaît comme le produit des interactions entre ces deux groupes. C'est donc en portant attention aux relations présentes entre les groupes que l'on peut comprendre la dynamique de la mémoire collective et mettre au jour, à un niveau *mezzo social*, les mécanismes concrets de production de sens dans un mouvement social : la lecture d'un événement portée par un collectif ne s'explique pas seulement par l'histoire et l'actualité de ce dernier, considéré isolément, mais est le fruit de conflits, de négociations ou de convergences avec les autres groupes.

Ce chapitre a aussi permis de mettre en évidence la transmission de schèmes d'interprétation des événements au sein du mouvement féministe. Ainsi, nous avons identifié des continuités entre la façon dont, en 1984, des militantes féministes avaient interprété le dépôt du sigle de 1979, et la façon dont a été analysée la décision d'Antoinette Fouque de commémorer les 40 ans du MLF en 2008. Reste, dans le chapitre suivant, à comprendre comment concrètement ces schèmes d'interprétation ont pu soit se maintenir, soit être reconstruits près de trente années plus tard. Pour cela, il faut prêter attention aux réseaux

d'actrices en jeu dans l'organisation de la commémoration des 40 ans du MLF en 2010. Puis, nous verrons en quoi les contenus mémoriels façonnés par les universalistes, dans le cadre de l'opposition aux différentialistes, orientent la mise en œuvre concrète de l'organisation des célébrations et favorisent leur large diffusion dans l'espace de la cause des femmes.

Chapitre 5 : Les conditions d'élaboration et de diffusion d'une lecture dominante du passé : l'organisation des 40 ans du MLF en 2010

Introduction de chapitre

La polémique médiatique, initiée le 1^{er} octobre 2008 avec la parution d'une série d'articles annonçant les quarante ans du MLF, s'achève le 26 décembre 2008 avec la publication d'un article « Rebonds » dans *Libération*, par Antoinette Fouque, intitulé « Contrairement aux propos de l'article auquel j'entends répondre... », dans lequel elle réaffirme avoir co-fondé le MLF le 1^{er} octobre 68. Cette dernière prise de parole médiatique montre que la controverse présentée dans le chapitre 4 n'a entraîné aucune variation dans le récit du passé proposé par les différentielistes et que celles-ci ont su tirer profit de la proximité de leur dirigeante avec les milieux intellectuels et politiques parisiens non féministes pour donner à leur récit du passé une visibilité dans la sphère publique et médiatique, en ouverture et en clôture de la controverse. Les universalistes décident d'utiliser d'autres ressources pour donner un plus large écho public à leur récit du passé : plus largement implantées dans l'espace de la cause des femmes, étant insérées dans une pluralité de collectifs et bénéficiant de réseaux amicaux variés au sein même de l'espace de la cause des femmes, elles décident de mobiliser le maximum de militantes et d'associations féministes pour faire des quarante ans du MLF en 2010 un événement public important.

Dans ce chapitre, il s'agit donc de se focaliser sur la commémoration de 2010 pour comprendre comment ses organisatrices parviennent, à travers différents événements partout en France, à donner l'impression qu'il existe, en 2010, au sein du mouvement féministe une interprétation partagée de ce qu'a été le mouvement féministe des années 1970. Dans un premier temps, nous nous intéresserons aux actrices qui prennent l'initiative d'organiser les célébrations de 2010 pour comprendre d'où elles viennent, ce qui les pousse à s'engager dans cette mobilisation mémorielle. Puis dans un second temps, viendra l'analyse des modalités selon lesquelles elles ont concrètement mis en œuvre l'organisation des célébrations pour comprendre comment elles parviennent à diffuser largement leur lecture du passé et à en faire une interprétation dominante dans l'espace de la cause des femmes.

A- Constitution d'un comité d'initiative homogène

Sarah Gensburger, dans son ouvrage intitulé *Les Justes de France : Politiques publiques de la mémoire*, a travaillé sur « un groupe social construit pour poursuivre un objectif de commémoration » (Gensburger, 2010: p.52) : les volontaires francophones pour le Département des Justes de Yad Vashem, qui se mobilisent pour la reconnaissance et l'évocation des Justes français. Selon elle, comprendre les causes et la nature de cette mobilisation passe par l'analyse de la position sociale de ces acteurs sociaux et du type de rationalité qui préside à leur engagement (Gensburger, 2010: p.55). De la même façon, nous allons essayer de comprendre la dynamique commémorative de 2010, en portant attention aux actrices qui s'impliquent dans l'organisation des célébrations, en considérant premièrement d'où elles viennent et, secondement, ce qui les pousse à agir.

1. Position sociale des actrices à l'initiative de la commémoration de 2010

La préparation de la commémoration de 2010 implique une série de cercles féministes concentriques qui s'élargissent à mesure que 2010 approche. Le « noyau initial » recoupe (sans qu'il ne recouvre complètement) l'entente mémorielle qui s'est formée lors de la polémique médiatique (cf. chapitre 4). En effet, à la fin de l'année 2008, quelques femmes commencent à se réunir à la Maison des femmes du 12^e arrondissement de Paris avec pour ambition d'impulser l'organisation de célébrations pour l'anniversaire du MLF en 2010. Dans un premier temps, on trouve dans ce groupe principalement les coordinatrices du n°46 de *ProChoix*, ainsi que quelques militantes d'associations féministes hébergées à la Maison des femmes et dont la présence s'explique en partie par leur fréquentation du lieu des réunions. Toutes les participantes sont des femmes (le lieu de réunion n'autorise pas la participation des hommes) et elles ont toutes été militantes dans des associations féministes autonomes dans les années 1970. Pendant ses six premiers mois d'existence, ce groupe se réunit en toute discrétion.

Lors de la soirée de présentation du n°46 de *ProChoix* organisée le 12 janvier 2009 à la Maison de l'Arbre¹, à Montreuil, j'apprends par une discussion informelle que des femmes travaillent à la préparation des 40 ans du MLF en 2010 et que l'une de mes interviewées est impliquée dans ce groupe. Je lui écris donc le lendemain pour m'assurer que c'est bien le cas et pour lui demander d'être présente à une prochaine réunion de ce collectif. Elle transfère mon mail à une des animatrices du blog Re-belles – dont on va voir qu'il joue un rôle central de coordination des célébrations de 2010 – et cette dernière me convie à la réunion suivante, qui se tient un jour plus tard, le 14 janvier 2009.

Encadré n°4 : Précisions méthodologiques sur les conditions de l'observation

Etant censée finir mon terrain dans les premiers mois de 2009 avant de partir un an aux Etats-Unis, je n'avais alors pas prévu de me rendre à plusieurs de ces réunions. Je n'ai pas précisé à mon interviewée que je souhaitais intégrer ce groupe pour y faire de l'observation participante. En revanche, mon interviewée connaissait mon travail de thèse et, dès la seconde réunion à laquelle j'ai assisté, j'ai dit aux membres du groupe que, dans le cadre de mon doctorat, je travaillais sur la « mémoire féministe ». Plus tard, je n'ai pas été à nouveau en situation d'explicitier le fait que je les observais (au sens sociologique du terme), les personnes présentes (parmi lesquelles d'autres chercheuses en sciences sociales) le déduisant ou non de l'énoncé de mon sujet de thèse. J'ai pu assister aux réunions, j'ai reçu les mails échangés sur la liste de discussion électronique interne au groupe (liste restreinte au départ, plus large à partir du début de l'année 2010) ainsi que les mails reçus par le groupe. Du fait de ces conditions de recueil de données, j'ai anonymisé les échanges auxquels je fais référence et n'ai pas spécifié si les phrases citées sont issues de réunions, de discussions informelles ou de courriers électroniques.

A la réunion du 14 janvier sont présentes quatorze femmes. Au noyau initial, composé des coordinatrices de *ProChoix* et de militantes d'associations féministes hébergées à la Maison des femmes, s'ajoutent le groupe qui a donné lieu à la création du blog Re-belles, des membres d'un réseau de militantes ayant appartenu dans les années 1970 à la tendance lutte de classes (la plupart ayant participé à la revue des *Cahiers du féminisme* et certaines étant aujourd'hui engagées au CNDF) et une militante de la Marche mondiale des femmes² (qui

¹ Lieu de la Parole errante, le centre international de création fondé par Armand Gatti en 1986 et dirigé par Jean-Jacques Hocquard. Au moment où la soirée y est organisée, il se tient également dans ce lieu une exposition intitulée « Comme un papier tue-mouches dans une maison de vacances fermée », réalisée par Stéphane Gatti et Pierre-Vincent Cresceri, qui consiste en une « circulation dans les écrits de Mai 68 » (tracts, journaux etc.).

² Association née en 2000 de l'appel de la Fédération des Femmes du Québec, pour organiser une campagne contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. C'est un mouvement

sera accompagnée ou représentée par une ou deux autres personnes de la Marche lors des réunions suivantes). Deux personnes sont plus difficilement classables : sans avoir concrètement participé à la coordination du numéro de *ProChoix*, elles peuvent être associées à cette catégorie car leur présence dans le groupe est précoce et semble être intimement liée à leurs relations amicales avec les coordinatrices de *ProChoix*. Ces personnes constituent l'essentiel du « comité d'initiative »¹ qui se réunit presque tous les mois pendant l'année 2009 à la Maison des femmes², avant qu'il ne décide de s'ouvrir en novembre 2009.

Cette classification des actrices ne doit néanmoins pas masquer la grande homogénéité du comité d'initiative. En effet, toutes les participantes ont été de jeunes adultes dans les années 1970, décennie pendant laquelle elles ont toutes milité dans une association féministe autonome. Elles ont en commun d'avoir milité principalement en région parisienne et d'être restées y vivre, ce qui explique aussi qu'elles se connaissent toutes avant de participer ensemble à l'organisation de cet anniversaire. Toutes n'ont pas continué à militer dans des associations féministes autonomes : certaines sont entrées à l'université et d'autres se sont retirées du militantisme. Mais parmi ces deux types de personnes, toutes ont maintenu des liens amicaux avec au moins une (souvent plusieurs) anciennes co-militantes présentes dans le comité d'initiative. Lors d'un entretien, une des participantes au comité d'initiative rend compte des liens qui existaient entre ces femmes avant qu'elles décident ensemble d'impulser la commémoration de 2010 :

« Saint-Denis [où elle militait dans un groupe femmes] je l'ai quittée en 81,82. Quand j'ai travaillé avec Tierce³, j'ai arrêté Saint-Denis, j'ai trouvé cet appartement à République, et puis c'est plus autour de Tierce après que j'ai rencontré tout le monde...

féministe et anticapitaliste qui lutte contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations vécues par les femmes. Il s'agit de la tendance internationaliste du mouvement féministe contemporain.

¹ Nous reviendrons plus tard sur la signification de cette expression par laquelle le groupe décide de s'auto-désigner. Notons par ailleurs que ce « comité d'initiative » se constitue en association loi 1901 le 05 juin 2009. L'association s'appelle « Quarante ans de mouvement ».

² Il peut arriver que les personnes présentes aux différentes réunions ne soient pas exactement les mêmes mais on observe le maintien de l'équilibre des forces en présence.

³ Maison d'édition féministe, fondée en 1977, sur laquelle nous reviendrons dans la suite de cette partie.

mais C. [*participante au comité d'initiative, catégorie ProChoix*] **je la connaissais quand même d'avant. Parce que le groupe femmes de Saint-Denis, on était toujours fourrées à Paris dans les réunions générales. Donc on connaissait tout le monde. Je connaissais J.** [*participante au comité d'initiative, catégorie ProChoix*], **R.** [*participante au comité d'initiative, catégorie ProChoix*], **parce que c'était des personnages visibles. Je connaissais U.** [*participante au comité d'initiative, militante d'une association de la Maison des femmes*] **aussi.** Plein de monde. L'Ageca¹, le Bataclan, on faisait les fêtes. Il y avait les groupes, mais **il y avait une grosse activité collective de tout le féminisme aussi. Il y avait tout le temps des fêtes.** Je ne sais pas qui organisait ça. Mystère. Justement, la fille des Répondeuses elle disait que les Répondeuses avaient organisé une fête au Bataclan. Elles étaient fortes quand même. **Je connaissais A.** [*participante au comité d'initiative, catégorie blog*] **aussi.** Avec F. [*son ancienne compagne*], on avait connu plein de gens hors du groupe de Saint-Denis... en fait le groupe de Saint-Denis il s'est arrêté, **et puis après nous on était à Saint-Denis mais on... j'ai très très bien connu Paris. C'est des époques où on circulait, on allait au cinéma dans un coin, une réunion dans un autre, il y avait toujours un truc à faire. Mais ça se savait, il y avait du monde, il y avait des réseaux.** » (Entretien réalisé le 08/04/09 avec une des participantes au comité d'initiative)

Comme le montre cette citation, le comité d'initiative s'appuie sur des réseaux d'interconnaissances des années 1970, qui eux-mêmes ne reposaient pas nécessairement sur une appartenance à un même collectif formel mais sur l'existence de mobilisations communes ou de moments de sociabilités transversaux. Le fait que toutes les participantes au groupe d'initiative se soient connues et côtoyées dans les années 1970 n'explique pas pourquoi ni comment elles se retrouvent en 2010, alors même que des moments de déclin de l'activité militante séparent ces deux périodes. Quelles sont les conditions sociales qui permettent la réactivation de ces réseaux en 2010 ?

Outre le maintien de liens amicaux entre certaines de ces femmes, l'existence à Paris entre 1977 et 1993 de la maison d'édition féministe Tierce, a joué un rôle important dans la sauvegarde de ces réseaux et a permis que des militantes non nécessairement amies continuent

¹ Espace fondé en 1974, dans le 11^e arrondissement de Paris, qui met des salles à disposition pour les associations et les accompagne dans leur gestion.

de se fréquenter. Cette maison d'édition, créée en 1977 par Françoise Pasquier, Françoise Petitot et Yolaine Simha, s'apparente, selon nous, à ce que Verta Taylor a appelé une « structure dormante » (*abeyance structure*), c'est-à-dire une structure « fournissant une forme de continuité aux groupes contestataires », « assurant la survie de réseaux activistes, en maintenant vivant un répertoire de *buts et de tactiques*, en promouvant une *identité collective* » (Taylor, 2005: p.231-232). En effet, à partir de 1977, cette maison d'édition devient un lieu important de la pensée féministe, publiant notamment « les ouvrages issus des premiers colloques féministes »¹ ainsi que « des textes produits par la pratique et la réflexion de groupe de femmes »² ou d'auteures féministes. De plus, hébergeant des revues comme *La Revue d'en face*, *Questions féministes*, *Parole !* ou les *Cahiers du Grif*, chacune animée par un collectif différent³, elle occupe une place centrale dans l'enchevêtrement des réseaux féministes. Ensuite, en 1979, au moment de l'épisode dit du « dépôt du sigle », les éditions Tierce signent avec onze maisons d'édition étrangères un tract dénonçant « l'accaparement du sigle M.L.F ». Les éditions *Des femmes* leur intentent alors un procès pour concurrence déloyale, ce qui contribue à faire de Tierce le point de convergence des différentes oppositions aux différentialistes.

Puis, dans les années 1980, alors que l'activité militante féministe décline, que beaucoup d'associations se dissolvent et que le mouvement s'institutionnalise, la maison d'édition continue de fonctionner et favorise le maintien des liens entre des militantes parisiennes des années 1970. Alors que « le changement de climat politique et culturel, les idéaux et les engagements de ces femmes dans le féminisme contribuèrent à les isoler et à les marginaliser par rapport à leurs contemporaines »⁴ (Taylor, 2005: p.230), certaines militantes

¹ Voir le texte « Une édition féministe est-elle possible ? » de Liliane Kandel, publié sur le site d'Archives du féminisme (buweb.univ-angers.fr) le 8 mars 2001 et repris dans la revue *Clio* : (Kandel, 2001b).

² Extrait de l'interview d'une des fondatrices de la maison d'édition, réalisée par Martine Storti, pour le journal *Libération*, le 24 novembre 1977, intitulée « Les éditions Tierce ».

³ Dans l'interview citée ci-dessus, parue dans *Libération* le 24 novembre 1977, une des fondatrices explique : « Nous voulons offrir un espace, un lieu de confrontation dans le Mouvement des femmes, sans être la maison d'édition d'un groupe ou d'une tendance du mouvement. Sans forcément non plus être d'accord avec ce que nous publions. Par exemple, nous éditons la revue *Questions féministes*. Cela ne signifie pas que nous sommes d'accord avec le contenu idéologique de cette revue, bien au contraire. Mais nous pensons qu'il est important qu'un lieu existe où puisse s'exprimer la diversité et la multiplicité. »

⁴ Dans cette citation Verta Taylor évoque la place des féministes de la première vague dans la

trouvent dans la maison d'édition Tierce l'opportunité de reconverter leur capital militant et de concilier engagement politique et travail. En effet, Tierce devient l'employeur de certaines de ces femmes : dans le comité d'initiative, nous avons identifié au moins trois militantes des années 1970 qui y ont travaillé. Selon Verta Taylor, cette vertu intégratrice est le propre des structures dormantes. En effet, reprenant le concept d'« *abeyance* » à la théorie du contrôle social d'Ephraim Mizruchi, pour qui « les structures dormantes émergent lorsque la société manque de suffisamment de positions propres à intégrer le surplus de marginaux et de dissidents », Taylor explique que, dans le champ des mouvements sociaux, « au moment où un mouvement perd ses soutiens, les activistes qui ont été les plus intensément engagés sont de plus en plus marginalisés et isolés socialement. Si les opportunités de reconversion de leurs ressources militantes dans les activités routinières sont insuffisantes, alors des structures alternatives émergent pour absorber ce surplus » (Taylor, 2005: p.231). A ce titre, Tierce est bien une structure dormante. Ainsi, entre 1977 et 1993 – c'est-à-dire juste avant que les mobilisations féministes connaissent un regain d'activité en 1995 et que les échanges entre féministes s'intensifient de nouveau dans le cadre d'actions militantes diverses – la maison d'édition Tierce a joué ce rôle de maintien des réseaux militants, de transmission d'une culture politique (*via* l'édition en particulier) et probablement de sauvegarde des schèmes d'interprétation utilisés pour penser les relations avec les différentialistes.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là puisqu'en 2001, une des fondatrices de la maison d'édition, Françoise Pasquier, décède à l'âge de 57 ans. Cette mort entraîne alors une réactivation de ces réseaux, facilitée par le fait que, dans la seconde moitié des années 1990, le mouvement féministe en France connaît une période de « rebond » – dans le sillage de la conférence de Pékin et autour de la parité puis de l'égalité professionnelle – et que les réseaux conservés par Tierce ont donc pu être entretenus malgré la fermeture de la maison d'édition en 1993. En 2001, des militantes féministes des années 1970 (dont la plupart se retrouvent en 2010 dans le comité d'initiative) décident donc de créer une association loi 1901¹, appelée l'Association des amies et amis de Françoise Pasquier, se donnant pour objet de « faire connaître le travail et l'action de Françoise Pasquier, éditrice, et souligner leur importance

société américaine des années 1940-1950 mais nous observons un phénomène similaire dans la France des années 1980.

¹ Association déclarée à la sous-préfecture d'Antony le 20/12/2001.

dans le mouvement féministe, l'édition française ainsi que dans la promotion des œuvres étrangères dans la culture française »¹. Dans un entretien, une des participantes au groupe raconte le lien qui existe entre cette association et la création du comité d'initiative pour commémorer les 40 ans du MLF en 2010 :

« Bon alors passons, peut-être on y reviendra, mais ce qui s'est passé pour le blog... **On a eu un peu un échec justement d'une association autour de Tierce et de la disparition de Françoise Pasquier, qui était censée valoriser le travail de Françoise et des éditions Tierce. L'association s'était créée à sa mort² ?** Oui, à sa mort. L'avantage quand même de **cette association c'est qu'elle avait recréé quand même tout un lien amical assez fort entre J.** [*participante au comité d'initiative, catégorie ProChoix*], **L.** [*participante au comité d'initiative, catégorie ProChoix*], **C.** [*participante au comité d'initiative, catégorie ProChoix*], **moi...** **A.** [*participante au comité d'initiative, catégorie blog*] était venue un petit peu mais pas trop. **On s'est vraiment retrouvées assez proches avec les amies de C.,** que je connaissais mais que je ne connaissais pas à ce point. **Dans ces neuf ans, on s'est retrouvé assez proches. Et puis tout d'un coup, avec l'histoire Psychépo et de Génération MLF, et de la fête de Mai 68 l'an dernier où Psychépo est venu et commençait à dire que c'était en 68 que...** Le colloque à la région Île-de-France ? Oui. **C'est là où les participantes à ce colloque se sont dit "il faut qu'on s'oppose". Donc c'est là que l'idée de 2010 est venue.** » (Entretien réalisé le 08/04/09 avec une des participantes au comité d'initiative.)

Ainsi, comme dans le cas des volontaires francophones pour le Département des Justes de Yad Vashem étudiés par Sarah Gensburger, le groupe social construit pour poursuivre un objectif de commémoration en 2010 prend originellement appui sur l'existence préalable d'autres groupes sociaux (Gensburger, 2010: p.56) : ici il s'agit d'un groupe constitué (déjà à des fins mémorielles) en 2001, mais reposant sur des réseaux créés dans les années 1970 et sauvegardés par la « structure dormante » qu'a été la maison d'édition Tierce entre 1977 et 1993³. A partir de son analyse des liens entre les volontaires francophones et les réseaux des

¹ Renseignement publié dans l'annuaire électronique des associations loi 1901 : <http://www.net1901.org>.

² Mes interventions sont en souligné dans les extraits cités, dans la suite de ce chapitre et le reste de la thèse.

³ Sachant cela, on comprend mieux la publication d'un article de Liliane Kandel consacré à Françoise Pasquier, dans le numéro intitulé « Le MLF a 40 ans » de la revue *ProChoix*,

anciens de la Résistance juive, Sarah Gensburger conteste les écrits de Jay Winter et Emmanuel Sivan selon lesquels les individus se mobilisant en faveur de rappels publics du passé seraient ni « *homo psychologicus* – homme(s) de la mémoire privée – ni *homo sociologicus* – homme(s) de la mémoire socialement déterminée », mais « *homo actans* » (homme d'une entreprise collective de remémoration) (Winter et Sivan, 1999: p.10). Comme elle, nous concluons au fait que les membres du comité d'initiative sont des *homo sociologicus* avant même d'être des *homo actans*, c'est-à-dire que c'est, avant toute autre chose, leurs trajectoires sociales (préalables à la formation du groupe de 2010) qui structurent leurs représentations du passé autant qu'elles « orientent leur engagement en matière de mémoire » (Gensburger, 2010: p.56).

Encadré n°5 : Trajectoire de Gaëlle, une membre du comité d'initiative

Gaëlle naît en 1956, dans un petit village du Sud de la France entre Carcassonne et Limoux. Ses parents sont commerçants et, après avoir tenu pendant des années la boucherie des grands-parents, un conflit familial les pousse à ouvrir dans le même village leur propre boucherie. Gaëlle a un frère de six ans de moins qu'elle. Elle fait sa scolarité primaire à l'école du village puis devient pensionnaire, dans un lycée d'une autre ville du département, à partir de la classe de sixième. En 68, alors qu'elle est en sixième, est créé dans le lycée un centre socio-éducatif qui organise de nombreuses activités extra-scolaires. Gaëlle s'investit au conseil d'administration du lycée, ainsi qu'au club journal. Dans le cadre de ce club journal, en 1970 ou 1971, elle lit un article de Simone de Beauvoir sur le féminisme paru dans *Le Monde*. Cet article l'interpelle mais la prise de conscience ne se traduit pas immédiatement par un engagement. Elle participe néanmoins à l'organisation d'une grève dans son lycée, en réaction à la convocation d'un couple de lycéens devant le conseil d'administration parce qu'ils avaient été surpris en train de s'embrasser dans l'enceinte du lycée. Elle passe un bac B, qu'elle obtient, puis part ensuite à Toulouse pour commencer un deug de sciences économiques. A l'université, par l'intermédiaire d'un de ses professeurs, elle rencontre le mouvement de lutte occitane dans lequel elle s'engage pendant ses années toulousaines. Elle tombe amoureuse d'une femme mais cet amour reste platonique. N'étant pas intéressée par ses études d'économie et ne sachant quoi faire, elle décide de partir en région parisienne en 1976. Elle emménage donc à Épinay sur Seine chez un oncle qui accepte de l'accueillir. Elle s'inscrit à l'université de Villetaneuse en psychologie, puis son oncle, directeur d'un collège, lui suggère de devenir institutrice. La même année elle obtient un poste, profitant d'un assouplissement des conditions de recrutement, lié à une pénurie d'instituteurs. Elle emménage en Seine-Saint-Denis en 1977 et y rencontre le groupe femmes de Saint-Denis. Elle s'y implique fortement à partir de 1978. En 1981, elle participe à la campagne de Mitterrand, tout en continuant à fréquenter les milieux militants féministes. Au bout de quelques années d'enseignement, elle obtient le concours de l'école normale. Son année à l'école normale est l'occasion pour elle de se réorienter. Dans le cadre de son militantisme féministe, elle rencontre Françoise Pasquier qui l'embauche aux éditions Tierce,

paru en mars 2010 (Kandel, 2010).

maison d'édition féministe. Dans un premier temps, elle y fait de la photocomposition, puis devient commerciale auprès des librairies. Elle s'inscrit également en école d'architecture et, pendant six ans, elle mène de front ses études et son travail chez Tierce. À la fin des années 80, elle quitte Tierce mais continue à fréquenter les réseaux féministes parisiens. En 1992, elle y rencontre d'ailleurs sa compagne actuelle. Elle commence à travailler dans des agences d'architecture puis passe son diplôme en 1994. Elle retravaille en agence pendant quatre ans avant de s'installer à son compte en 1998. À la mort de Françoise Pasquier, en 2001, elle participe à la création une association appelée Les amis de Françoise Pasquier. Elle y retrouve de nombreuses féministes des années 70. En 2008, elle assiste au colloque « Le mai des féministes » organisé par Monique Dental dans le cadre de l'appel « Mai 68, Ce n'est toujours qu'un début ». Est lancée alors l'idée d'une commémoration des 40 ans du MLF en 2010. Elle se rend aux premières réunions d'organisation de cet anniversaire et crée, avec sa compagne, un blog qui a pour vocation de faire circuler les informations concernant les différentes initiatives mises en place dans le cadre de cette célébration. Elle devient une des actrices clés de l'organisation des 40 ans du MLF.

2. Revivre entre soi les années 70 ou transmettre à celles qui ne les ont pas vécues ?

Après avoir compris d'où viennent les militantes qui organisent la commémoration de 2010, on peut maintenant s'interroger sur les motivations qui les poussent à agir. Nous avons identifié quatre sortes de rationalités présidant à l'action du comité d'initiative et nous allons montrer comment ces dernières entrent en tension entre elles. Tout d'abord, une première tension apparaît entre la volonté de se retrouver entre militantes des années 1970 pour revivre une ambiance dont toutes semblent nostalgiques et le désir de transmettre aux jeunes générations ce qu'a été cet âge d'or du féminisme. Ensuite, nous verrons que les organisatrices de la commémoration veulent concilier, d'une part, leur souhait de réaliser un travail d'encadrement des souvenirs, c'est-à-dire de contrôler les récits publics du passé qui concernent ces quarante années de mobilisation, et d'autre part, leur souci de ne pas reproduire ce qu'elles reprochent aux différentialistes, à savoir la captation ou l'appropriation de l'histoire du mouvement. L'enchevêtrement de ces quatre ordres de rationalité permet de comprendre à la fois les modalités de fonctionnement du comité d'initiative et la forme que prennent les célébrations organisées en 2010.

Un article publié sur le blog Re-belles, le 12 novembre 2009, donne à voir la tension entre les deux premiers ordres de rationalités – l’un mis en évidence en gras (la recherche de l’entre soi) et l’autre en souligné (l’envie de transmettre) :

« Après que l’idée des “40 ans du Mouvement de libération des femmes” soit venue au printemps 2008 et ait circulé tout l’été parmi nous (les parisiennes), notre groupe d’amies (...) s’est rencontré en septembre pour que chacune dise sa vision et le sens d’une participation à cet événement. **Dès cette première réunion c’est l’enthousiasme et le plaisir qui ont dominé, comme de retrouver “le mouvement”...** Certaines d’entre nous avaient pris le mouvement en marche après 75, d’autres étaient là dès les débuts, en 1970, mais toutes nous étions des femmes du mouvement qui anonymement et publiquement lui avons donné sa force¹, la force de la liberté et de l’autonomie retrouvée pour chacune dans le mouvement. Nous avons réalisé que “le mouvement, nous y étions tombées dedans” et qu’à la moindre étincelle... Faire de cet anniversaire une grande fête, se retrouver ensemble(es) mais aussi, lui donner la visibilité suffisante pour trouver l’écho d’un féminisme contemporain. Trois projets principaux sont sortis de cette réunion.

1°) Lancer un blog pour donner une visibilité aux 40 ans et un lieu d’échange des idées et des informations. Ce qui a été fait le 27 septembre 2008.

2°) **Faire la fête au Bataclan. Lieu mythique des fêtes féministes, s’y retrouver ensemble(es).**

3°) Faire de ces moments de 2010 une fête populaire, aller à la rencontre de toutes les générations. Habitante du Xème arrondissement je me suis engagée à travailler dans mon quartier, dans le maillage culturel et associatif existant. C’est le projet “Jemmapes Xème arrdt.” en partenariat avec le CRL10. » (Billet paru le 12 novembre 2009 sur le blog Re-belles ; il est signé du « Groupe Re-Belles / Bataclan / Jemmapes – Xème arrdt. », qui correspond à la catégorie blog dans notre terminologie.)

L’analyse de la composition du comité d’initiative – qui prend appui quasi exclusivement sur des réseaux hérités des années 1970 – laissait supposer une volonté des actrices de se retrouver entre « femmes du mouvement ». Les passages en gras dans cette

¹ Notons que pour ces femmes la célébration des quarante ans est l’occasion de tirer un profit symbolique d’un engagement qui, jusqu’alors, ne leur a apporté que peu de rétributions. Elles voient là l’opportunité de valoriser le rôle qu’elles ont joué dans l’histoire.

citation corroborent cette intuition : elles mettent en avant leur vécu commun et expriment le plaisir qu'elles ont à « retrouver “le mouvement” ». De même, lors de la réunion du 14 janvier 2009, une participante au comité d'initiative racontant le déroulé de la soirée de présentation de *ProChoix* explique :

« Les échos qu'on a eus après, **on m'a dit que c'était assez interne, c'est vrai qu'on avait invité essentiellement des anciennes du mouvement. Mais alors vraiment anciennes, c'est-à-dire qu'on a retrouvé les filles qui ont fait Vincennes en mai 70, vraiment les tous débuts, les filles qui ont fait le Torchon, et certaines qu'on n'avait pas vu depuis très très longtemps. Donc il y a eu un truc de retrouvailles, et c'était pas mal ça le sens.** Déjà dans le dossier, on peut voir que l'on a fait signer *a posteriori* un texte, le texte qui était paru dans *Libération*, qui était signé collectivement et anonymement, on l'a proposé à la signature de féministes comme on dit “historiques”. Quelques-unes moins antédiluviennes, mais quand même. » (Une participante au comité d'initiative lors de la réunion du 14 janvier 2009 à la Maison des femmes, extrait du compte-rendu.)

L'esprit « retrouvailles », qui anime la soirée *ProChoix*, apparaît aussi dans un projet d'animation proposé par des participantes au comité d'initiative : elles prévoient de rassembler des photos de manifestations, ou films amateurs, pris au cours des années 1970 et d'inviter les militantes ayant vécu cette période à venir se reconnaître et identifier leurs co-militantes.

« A l'occasion de la fête des 40 ans, nous pourrions projeter dans un espace spécifique les films montrant les manifestations de 1971 à 1977. A l'exception de celles qui sont reprises par Carole Roussopoulos dans *Debout !*, ces images sont largement ignorées. Ce sont des images d'archives inestimables et pourtant peu de gens savent même qu'elles existent (...) Ces images montrent des jalons importants de l'histoire du mouvement féministe, elles montrent surtout la forme très particulière et ludique des manifestations des premières années. **Elles montrent aussi les visages de nombre de celles qui ont fait le mouvement, qui ont marché, chanté, protesté ensemble et que bien souvent, nous ne savons plus nommer.** Il s'agit de montrer ces images, pour les enseignements historiques qu'elles apportent, pour l'atmosphère qu'elles restituent mieux que de nombreux discours **et pour permettre de mettre un nom sur certains visages. Il s'agirait de faire une sorte de projection à la fois ludique et utile. Il suffirait de passer ces films presque en boucle, en version si possible "time codée"**

et de demander à chacune, si elle reconnaît une amie, de nous indiquer son nom pour la prévenir du déroulement de l'ensemble des événements de cette année 2010. » (Une des participantes au comité d'initiative, extrait du compte-rendu de la première réunion ouverte du comité d'initiative, le 19 novembre 2009, publié sur le blog Re-belles)

Un tel projet, s'adressant avant tout à celles qui ont « marché, chanté, protesté ensemble » entre 71 et 77, traduit bien le désir d'entre-soi qui anime le groupe – même s'il vise par ailleurs à mobiliser pour le reste des célébrations de l'année 2010 et donc à se rassembler pour aller vers d'autres.

Si penser l'anniversaire comme un moment de retrouvailles implique de rassembler des personnes qui ont vécu les années 1970, cela suppose aussi de recréer une ambiance conforme à celle qui régnait alors. Ainsi, sur le blog ou lors des réunions, sont proposées des célébrations consistant à rejouer le passé : lors de la réunion du 07 septembre 2009, une participante explique qu'elle souhaite « refaire quelque chose de ludique et provocateur à l'Arc de Triomphe »¹. De même, dans la première des trois citations ci-dessus était évoqué le projet de refaire une fête au Bataclan comme dans les années 1970² – « de s'y retrouver ». Des questions logistiques contraignent finalement les militantes à organiser la fête à la Flèche d'or (autre salle de concert parisienne), mais l'utilisation d'une photo d'un rassemblement à la

¹ Finalement, le 26 août 2010, quarante ans exactement après le dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu, elles se rendent sur l'esplanade du Trocadéro, appelée « Parvis des droits de l'Homme », et y déposent une plaque de rue sur laquelle est écrit « Place des droits des femmes et des hommes ». Prenant appui sur la concomitance des dates de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (le 26 août 1789) et du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu (le 26 août 1970), les organisatrices de cette action la présentent comme un hommage à Olympe de Gouges. Ce faisant, elles créent symboliquement une continuité entre les différentes lignées de femmes engagées pour la cause des femmes depuis la Révolution française. C'est une façon d'ancrer leur action dans un passé très lointain et ainsi d'asseoir sa légitimité. Pour plus d'informations sur : <http://re-belles.over-blog.com/article-place-du-droit-des-femmes-et-des-hommes-56116102.html>

² Voir en Annexe n°11, l'affiche d'une « Fête de femmes » organisée par le Collectif féministe contre la répression, le MLAC, le Collectif femmes contre le viol et la coordination des groupes femmes, le 22 février 1980 au Bataclan (La Gaffiche, 1984: p.86).

Mutualité en 1976 pour annoncer la journée de 2010 traduit leur souhait de lui donner une coloration conforme à celle qui animait les festivités des années 1970 :

Le 6 juin 2010 de 14h à 02h

La grande Fête Féministe à la Flèche d'Or



Figure 29 : Annonce de la fête à la Flèche d'or publiée sur le blog Re-belles pour les 40 ans du MLF en 2010, <http://re-belles.over-blog.com/article-40-ans-du-mlf-en-2010-le-dossier-le-calendrier-43573419.html>

Ce souci de reproduire l'ambiance des années 1970 est aussi lisible dans l'appel lancé par les animatrices du blog à destination de leurs anciennes co-militantes :

« Pour construire ce moment, nous ne travaillons pas encore à un choix d'artistes mais à la coloration de cette journée, commémorative, musicale et festive. Donc, nous cherchons à nous **réimprégner des années 70** à tout point de vue : **Qu'est-ce que nous écoutions, entendions, voyions et où ?... Des listes : de titres de chansons en tout genre qui nous ont accompagnées, d'artistes, de lieux... mais aussi bien sûr les artistes que nous aimons aujourd'hui. Merci.** » (Article publié sur le blog Re-belles le 7 février 2009)

2010 est globalement pensée comme l'occasion de revivre les bons moments d'un âge d'or révolu et tout est mis en œuvre pour retrouver les personnes, les lieux, l'ambiance qui caractérisaient les années soixante-dix.

Notons toutefois que la référence à l'esprit des années 1970 peut être parfois utilisée de façon étonnante. Ainsi, suite à une réunion du comité d'initiative un peu confuse, une participante suggère :

« Bonjour à toutes, je vous propose, pour préparer l'animation de la réunion, quatre choses :

1°) que vous m'envoyiez les points d'ordre du jour à l'avance : qui veut parler de quoi ? Et on en discute au début.

2°) de se mettre d'accord sur le rôle de la "maîtresse" de séance : respecter l'ordre du jour, distribuer la parole (chacune lève la main et je note les noms au fur et à mesure).

S'écouter les unes les autres était une règle d'or en 75. Nous apprenions à penser ensemble et nous en avons encore grandement besoin. Les commentaires, les apartés ou les soliloques pendant qu'une d'entre nous parle, parasitent la parole de celle qui parle et nous empêchent de penser. Pour la sérénité des réunions et la qualité des échanges, et de l'organisation à mettre en place, j'espère que nous pourrions retrouver ce respect qui nous animait, en cette période d'anniversaire.

Et nous permettre des respirations et des rires. Etes-vous d'accord ?

3°) faire respecter les temps de parole,

4°) nommer peut-être une secrétaire pour que les absentes suivent les décisions prises : qui se propose ? » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 26 mai 2009)

Alors que la plupart des témoignages sur les années 1970 mettent plutôt en avant le désordre qui régnait dans les réunions ou les AG, il est surprenant de voir là l'esprit des années 1970 convoqué au service d'une remise en ordre. Même les évolutions organisationnelles, qui guident le fonctionnement du comité d'initiative, semblent donc devoir être présentées comme en continuité avec les années 1970 pour être acceptées.

Ce désir d'entre soi, nourri de nostalgie, coexiste néanmoins avec une volonté de transmettre aux personnes qui n'auraient pas vécu cette période :

« Et tout ça a abouti à la création d'un comité d'initiative décidant que, en effet, il serait bien de... tout au long de l'année 2010 (et ce qui est déjà envisagé vous sera présenté tout à l'heure)... que tout au long de l'année 2010, un certain nombre d'initiatives soient prises pour à la fois être dans le rappel de ce qu'a été le mouvement et surtout **pour être, donc, dans la transmission de cette histoire.** » (Une des participantes au comité d'initiative, extrait du compte-rendu de la première réunion ouverte du comité d'initiative, le 19 novembre 2009, publié sur le blog Re-belles)

« Et que du coup, notre idée, c'est de se remuer ensemble(es), de préférence au même rythme, de façon à pouvoir fêter ça vraiment dignement et avec joie, comme on était quand on a commencé (...) **Mais ce qu'il faut qu'on fasse passer aux générations qui viennent, c'est pas seulement le plaisir qu'on avait autrefois, mais c'est le plaisir que nous donne, et la force que nous donne le mouvement tel qu'on l'a vécu toutes ces années.** » (Une autre participante au comité d'initiative, extrait du compte-rendu de la première réunion ouverte du comité d'initiative, le 19 novembre 2009, publié sur le blog Re-belles)

Les organisatrices de la commémoration affirment vouloir « trouver l'écho d'un féminisme contemporain », « aller à la rencontre de toutes les générations », « faire de ces moments de 2010 une fête populaire » (extraits soulignés dans la première citation de cette sous-partie). Elles sont d'ailleurs encouragées à le faire par certain-e-s de leurs financeur-e-s comme les représentantes du pôle institutionnel de l'espace de la cause des femmes, qui y voient peut-être l'occasion de valoriser leur action auprès de futur-e-s électeur-ice-s. Par exemple, lors d'une rencontre entre le comité d'initiative et Fatima Lalem (élue adjointe au Maire de Paris chargée de l'égalité femme/homme), cette dernière recommande de définir un fil conducteur à l'anniversaire et fixe, en accord avec ses interlocutrices, le thème de « la transmission ». De plus, elle insiste fortement sur le fait que « les événements organisés doivent impliquer les gens, les habitants, qu'ils soient populaires » (compte-rendu de la réunion du comité d'initiative du 09 juillet 2009). Le comité d'initiative est pris dans cette tension entre, d'un côté, l'envoi de signaux en direction de co-militantes des années 1970 et d'un autre côté, l'affirmation du souhait de transmettre. Des comportements dissonants

semblent avoir été identifiés par la documentariste Carole Roussopoulos qui, dans un message qu'elle envoie le 10 novembre 2008 aux animatrices du blog, écrit :

« Bravo les filles, je trouve votre blog très très bien et je suis solidaire de toutes vos initiatives. Très amicalement, Carole **P.S. Je pense que vous devriez le signer avec vos noms de famille!** » (Message de Carole Roussopoulos aux animatrices du blog, publié sur le blog le 23 octobre 2009 à l'occasion du décès de cette dernière, <http://re-belles.over-blog.com/article-carole-roussopoulos-38034436.html>)

En effet, la pratique consistant à communiquer autour de l'anniversaire des 40 ans sans indiquer les noms de famille des actrices renvoie directement à une pratique des années 1970 – on constate même que le 22 octobre 2008 une participante au groupe signe un billet sur le blog Re-belles avec le pseudonyme qu'elle utilisait déjà dans les années 1970 – mais semble difficilement compatible avec une ambition de transmission de l'histoire et d'ouverture à des personnes non familières du mouvement. En tant que seule participante au comité d'initiative n'ayant pas vécu les années 1970, je ressens alors cette contradiction. Lors des réunions, certaines conversations m'apparaissent incompréhensibles tant elles contiennent de non-dits et de références à des personnes ou des groupes qui me sont inconnus¹ et, parallèlement, les militantes m'invitent à convier des « copines » de mon âge aux réunions.

Certaines personnes du comité d'initiative essaient de lutter contre ces implicites excluant. L'une d'elle décide ainsi de proposer une autre version du texte annonçant la commémoration de 2010 afin de le rendre davantage accessible à tout-e-s :

« Bonjour, Désolée de ne pas vous avoir recontactées plus tôt. Je n'ai pas réussi à "corriger" le texte d'appel sans en faire un autre car **ce dont j'avais envie, c'est que l'on s'adresse aussi aux autres, c'est à dire celles qui ne sont pas au fait des histoires ni des tendances, à d'autres que nous** (*souligné dans le texte*), **en excluant le moins possible**. J'ai vu dans un de vos mails qu'il pouvait y avoir plusieurs appels donc je vous propose aussi celui-là qui est surtout une trame sûrement à étayer un peu plus mais je n'ai plus le temps-là d'y retravailler jusqu'à vendredi. (Peut-être à jeudi). » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 26 janvier 2009)

¹ Les personnes évoquées l'étaient d'ailleurs toujours par leurs prénoms ou même leurs surnoms, ce qui ne favorisait pas ma compréhension.

Dans les faits, pendant la première année d'existence du comité d'initiative, l'intégration de nouvelles militantes est très contrôlée et il faut attendre novembre 2009 pour que se tienne la première réunion du groupe ouverte au public.

3. Contrôler la parole publique sur le passé sans s'appropriier le mouvement

Une des participantes au comité d'initiative¹ raconte comment, avant janvier 2009, elle a senti des réticences à son intégration selon le motif qu'elle n'était pas ce qu'elle appelle une « historique »², c'est-à-dire une militante de la première heure :

« Donc il a commencé à y avoir des réunions **mais ça n'était uniquement, d'une façon radicale je dirais, que les historiques qui faisaient des réunions sur ça. C'est-à-dire que pendant six mois, ou plus même, presque un an, je n'ai pas vu M., J., S. etc. S.**, elle est venue une fois... Mais ça veut dire quoi les historiques ? Qui étaient là en 70. 71-72 plutôt, parce que même M. elle n'était pas là en 70. Donc au bout d'un moment, avec V. on leur a envoyé des signes un peu "coucou, vous êtes sûres que vraiment...". Mais V. elle était dans les historiques ? Oui. **Mais donc plus aucun dîner, plus aucun moyen d'échanger sur le féminisme avec ces filles.** Bon. En réfléchissant avec V. on s'est dit "ce n'est vraiment pas possible d'être exclues tout le temps". Parce que V. n'était pas exclue mais ça la foutait un peu mal qu'il n'y ait pas la moindre souplesse entre justement les soi-disant... – qui ne sont pas soi-disant – **mais bon faire une aussi forte différence entre le début des années 70 et la fin des années 70, c'était un peu vexant.** La première réunion où on est allé à la maison des femmes, je n'étais pas invitée. **J'y suis allée parce que moi ça ne me gêne pas de dire "V. m'a dit qu'il y avait une réunion, j'ai vu de la lumière je suis rentrée". Et voilà.** Donc maintenant ça y est ça commence à passer cette histoire. C'est à elles d'analyser ce qui s'est passé mais moi je sais que si... Après tout... (...) **et j'ai eu l'idée... parce que si tu veux Psychépo c'est toujours un peu exaspérant, c'est vrai**

¹ La personne en question est la même que celle qui propose davantage d'ouverture dans la citation au-dessus. Ainsi, son souci d'ouverture peut être compris comme résultant de sa position initiale *d'outsider* dans le groupe.

² L'expression est aussi utilisée par une militante féministe qui, en janvier 2009, envoie un message au groupe pour demander à être tenue informée des réunions et qui se présente comme une « historique », façon probablement de légitimer sa demande.

qu'on soit vieille de 70 ou jeune de 78, on a vécu le dépôt du sigle toutes, et que ça c'est quand même un truc que personne n'a jamais avalé, on a du mal à expliquer, on a du mal à parler d'ailleurs. Chaque fois qu'il y a une réunion, et qu'on recommence à parler de ça, ça fait fuir tout le monde entier, alors que pour nous c'est capital. » (Entretien avec une des membres du comité d'initiative)

Comme on le voit à travers cette citation, l'homogénéité du comité d'initiative est particulièrement forte dans ses premiers mois d'existence. Cela peut s'expliquer par le fait qu'à l'automne 2008, la controverse avec Psych & Po concentre le débat sur les origines du MLF. Celles qui les ont vécues se sentent probablement plus légitimes à évoquer les débuts du mouvement qu'elles ont connus, et souhaitent contrôler la parole sur cette portion de passé. Ainsi, pendant toute la fin de l'année 2008, l'accès au comité d'initiative est difficile, même pour des personnes pourtant militantes des années 1970. Finalement, c'est en janvier 2009 (après la soirée de présentation de *ProChoix*) que se fait l'intégration de celles ayant rencontré le mouvement après 1975 (désignées avec humour par l'interviewée comme « les jeunes »). Elle se fonde sur un vécu commun, celui de l'épisode du dépôt du sigle. C'est parce que toutes étaient présentes dans le mouvement en 1979 qu'elles parviennent à se rassembler pour travailler ensemble à l'organisation de la commémoration. En creux, les personnes ne partageant pas ce vécu semblent, dans un premier temps, volontairement écartées de l'entreprise de commémoration. Notons toutefois que l'acceptation de ma présence aux réunions du comité contredit ce qui peut apparaître comme un parti pris de fermeture. Ce fait est symptomatique de la tension entre d'un côté, la volonté d'entre-soi avec un objectif de maîtrise des événements et, d'un autre côté, la conscience de l'intérêt de s'ouvrir à d'autres générations et de transmettre son récit du passé.

Mais au-delà de ces questions de légitimité, liées au fait d'avoir vécu ou non les années 1970, la relative fermeture du groupe s'explique aussi par le souci ne pas donner à des opposantes politiques la possibilité de diffuser leur récit du passé *via* la commémoration de 2010. Le 14 janvier 2009, lors d'une réunion à la Maison des femmes, la soirée de présentation du n°46 de *ProChoix* est évoquée en ces termes par une des organisatrices :

« Je voulais vous tenir informées de l'initiative autour de *ProChoix* qui a eu lieu lundi.

D'autant qu'à la dernière réunion, J. avait lancé sur le projet *ProChoix* et j'avais

coupé parce que tant que le dossier n'était pas sorti, on ne voulait pas en parler trop largement parce qu'on avait peur que ça vienne trop vite dans certaines oreilles. En tout cas, la soirée de lundi est venue dans les oreilles en question, ce qui nous a quand même un peu plombées. C'est un peu dommage, parce qu'on aurait aimé que sorte de là autre chose que le débat éternel avec Psychépo. C'était à Montreuil, à la Maison de l'arbre, il y avait une centaine d'inscrits qui avaient répondu, et puis des gens qui n'avaient pas répondu. » (Une participante au comité d'initiative lors de la réunion du 14 janvier 2009 à la Maison des femmes, extrait du compte-rendu.)

Le fait de devoir se protéger d'une éventuelle infiltration des différentialistes est une explication de la fermeture du groupe. Il est vrai qu'en se rendant à la soirée de présentation de *ProChoix*, les différentialistes ont pu se servir de ce moment (normalement réservé à leurs opposantes) comme une tribune pour diffuser leur récit des origines. Mais Antoinette Fouque et ses co-militantes ne sont pas les seules vis-à-vis desquelles les organisatrices de la commémoration se montrent méfiantes : lors des réunions, elles expriment à plusieurs reprises la nécessité de ne pas laisser intégrer le groupe des féministes opposées à la loi sur le voile – qu'elles désignent comme « les islamistes » et en premier lieu desquelles figure Christine Delphy, une personnalité importante des années 1970 – les considérant comme des adversaires politiques. Même si les membres du comité d'initiative ne sont pas toutes sur la même ligne, elles revendiquent un certain nombre de dénominateurs communs, dont font partie l'engagement contre ce qu'elles appellent les « intégrismes religieux »¹ et l'engagement en faveur de l'abolition de la prostitution (voir l'encadré ci-dessous).

« En reprenant mes notes pour faire ce rappel je trouve les décisions que nous avons prises pour l'inscription sur la liste (le 26 février) [liste de diffusion électronique] : les demandes d'inscriptions sont reçues par R. qui renvoie sur la liste. S'il y a trois Ok et zéro non, P. l'inscrit. **Déjà le 1^e décembre 2008 on disait que pour participer au comité d'initiative il faut "un certain nombre de références communes", "on élargit à des personnes avec qui on sait qu'on peut travailler".** » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 29 avril 2009)

¹ Cette dimension permet aussi de mieux comprendre le choix de la revue *ProChoix* comme support de l'opposition à Fouque. La directrice de publication de la revue (Fiammetta Venner) et la rédactrice en chef (Caroline Fourest) n'appartiennent pas à la génération des années 1970 mais sont connues pour leur virulence à l'égard des intégrismes religieux, elles sont donc perçues comme des leurs par les organisatrices de la commémoration.

Encadré n°6 : Correspondances internes au comité d'initiative suite à deux demandes de participation reçues en janvier et avril 2009

L'annonce de la commémoration suscite des demandes de la part d'inconnu-e-s souhaitant intégrer le groupe. Deux courriels reçus en janvier et avril 2009 donnent lieu à des réactions, qui traduisent les catégorisations à l'œuvre, les processus par lesquels se construit la légitimité à parler du passé et les mécanismes par lesquels l'homogénéité du groupe est sauvegardée :

Premier courriel reçu par le comité d'initiative le 30 janvier 2009 :

« Suite au mail envoyé sur la liste EFiGiES, je me permets de vous répondre (sans savoir exactement à qui ni pourquoi...). Je suis en M2 de [discipline] à [université], et je travaille cette année sur les mouvements de libération des femmes de la décennie 70. J'essaie de comprendre comment s'inscrivent la prostitution et les prostituées dans le projet de libération sexuelle, et par suite les discours féministes sur les différentes sexualités. J'espère pouvoir continuer dans les années à venir, je crois que le sujet en vaut la peine. Je suis très intéressé par votre initiative. Je ne sais pas s'il me serait possible d'y participer, dans tous les cas je serais heureux que vous me teniez au courant des différents projets! Merci, Bien cordialement. »

Echanges suscités par ce premier courriel

« **Attention au courant pro prostitution libre qui bloque tout quand ils sont dans la place...** Demander des précisions ?? Une liste mail très large risque de nous déborder. »

« Je suis assez d'accord avec V. **Je pense que l'on veut construire des choses ensemble sur certaines bases d'accord... On peut vouloir être ouvertes évidemment mais attention à celles qui risquent de nous empêcher de fonctionner...** »

Second courriel reçu par le comité d'initiative le 16 avril 2009 :

« Je veux bien co-écrire si il y a une partie sur l'histoires des femmes et des lesbiennes racialisées à partir de 1999 ! et participer à la structuration (comment fonctionnez-vous pour cela ?) et aussi si y'a besoin à la mise en page... merci pour cette initiative. Une idée qui me vient pour la structure :

- avant : avortement contraceptions
- émergence de l'autonomie des femmes : années 70 (commençant en 68 avec le dépôt de la gerbe !)
- émergences d'autonomies des lesbiennes : 1980 lesbiennes radicales (depuis 74 en fait gouines rouges !!)
- émergences des femmes et/ou lesbiennes racialisées : 1999 groupe du 6 novembre (et en fait aussi depuis bien avant, à Lyon 1985 ? !)
- émergences d'autonomies des prostituées : 2004 ? (en fait aussi depuis 1975 à Lyon !)
- émergence d'autonomie des trans : jusqu'à aujourd'hui ! (mais en fait depuis le caritig et l'asb 1990). Amitiés féministes. »

Echanges suscités par ce second courriel

« **Je crois qu'il ne faut pas tout confondre** : sexisme et racisme, homophobie et racialisation. **Le dépôt de la gerbe n'a pas eu lieu en 68, et puis les Lesbiennes radicales et Gouines rouges n'ont rien à voir, et puis il manquerait plus qu'elle soit pro-voile ce qui est en général le cas des pro prostitution. Ah là là ces 40 ans ça va pas être de la tarte.** »

« **Je suis pas très chaude pour l'inscrire. C'est quoi des "lesbiennes racialisées" ? J'ai aussi peur qu'elle soit réglemendariste.** Assez d'accord avec G. Qu'en pensez-vous ? »

« Encore moins que chaude... Ça vous dirait des trans. violents qui pensent que nous sommes

des "sous-femmes" (ce qui veut dire donc qu'ils se pensent comme Hitler des "sous-hommes") comme l'un s'est permis de le dire à V. ? C'est évident que son pseudo nous cache quelque chose, et qu'**il ou elle est trop bête en plus avec ses prétentions à nous en remontrer sur notre Histoire. "Lesbiennes racialisées" pour sûre des Indigènes, pardon, lesbiennes de la République !** »

« Ai-je encore rêvé, ou dormi ? il me semblait qu'il y avait deux listes, une d'information générale sur les événements, les projets, etc., et une autre, plus fermée, de travail collectif, où **on essayait d'éviter, le plus possible, les fouteuses de m... Là, on a deux demandes de participation : une " lesbienne racialisée" (probablement tendance 6 novembre, brrrr !), et une autre qui veut créer "un réseau féministe" - l'une et l'autre bien loin des objectifs du groupe me semble-t-il. Et ce n'est qu'un début... Je suis évidemment plus que tiède à l'idée de les inscrire - mais comment faire sans les fâcher ? Je proposerais qu'on les oriente vers la lecture du blog, en un premier temps du moins - qu'en pensez-vous ?** »

Pour éviter d'avoir à inclure des personnes ne partageant pas ces « références communes », un système de contrôle des nouvelles arrivantes est mis en place : seules les personnes cooptées – c'est-à-dire connues et validées par des membres¹ – peuvent participer. Cette règle est explicitée à plusieurs reprises dans des correspondances internes au groupe (voir citations ci-dessous) et est intégrée en juin 2009 dans les statuts de l'association « Quarante ans de mouvement », qui prévoient que les adhésions à l'association doivent être validées par le CA de l'association.

« Oui, évidemment je l'inscris sur la liste et il faut lui envoyer les compte rendus des réunions précédentes. **On aura aussi des mails de personnes que l'on ne connaît pas, là il faudra voir comment on répond.** Je m'explique : notre liste est assez interne, les comptes rendus aussi, le blog est public. » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 29 janvier 2009)

« **Quand une personne veut s'inscrire, elle se présente, on peut la connaître, sinon se renseigner si il y a un doute sur ses intentions.** » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 30 janvier 2009)

« On a bien dit que **le principe de la liste c'est la cooptation. On n'inscrit à ce stade que des personnes qui ne risquent pas de poser de problèmes. Ce qui implique qu'au moins certaines d'entre nous les connaissent.** Donc pas de pseudo. **Quand en plus, dans leur présentation, elles emploient des termes connotés et font des**

¹ Ainsi, lorsque dans les correspondances internes une participante au comité d'initiative propose d'intégrer une nouvelle militante, elle précise que cette dernière est « honorablement connue » (correspondance interne au comité d'initiative, 16 mai 2009).

références fausses, on ne peut que se méfier. Il faut trouver une formule pour refuser **sans avoir l'air d'exclure (c'est peut-être ce qui est recherché, montrer que nous sommes fermées).** G. pourrait se défaire sur le groupe en expliquant qu'elle ne peut pas prendre la décision, que celle-ci doit être collective. Rappel du CR du 26 février la liste "40 ans du mouvement" est une liste de discussion "les personnes y sont inscrites sur leur demande validée par les autres personnes du comité d'initiative..." » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 17 avril 2009)

La discrétion des réunions permet d'éviter les demandes d'inclusion de personnes inconnues. Et lorsque la décision est prise collectivement de diffuser les 30 janvier et 8 mars 2009 un courriel (cf. Annexe n°12) et un tract (cf. Annexe n°13) annonçant la commémoration de 2010, le compte-rendu de la réunion du 26 février 2009 précise :

« Donner ce rendez-vous aux femmes intéressées, car nous pouvons être plus nombreuses ! **Mais nous ne mettons pas cette date sur le tract, car ce n'est pas une réunion publique.** » (Compte-rendu de la réunion du 26 février 2009 à la Maison des femmes)

Il faut donc attendre novembre 2009 pour que la première réunion publique soit organisée. Deux facteurs poussent à cette ouverture après une année d'existence du groupe. Tout d'abord, le besoin de forces vives pour mettre en œuvre ses différents projets¹ et donc la nécessité de mobiliser plus largement.

« Bonjour, je ne serai pas à la réunion de mercredi. Si elle doit être une réunion autour des subventions, il convient de souligner que demander (ce qui ne veut pas dire obtenir) des subventions, suppose un boulot administratif non négligeable. **Jusqu'à présent la plus grande partie du travail** (création association, ouverture compte bancaire, site internet, dossier, contacts avec éventuels bailleurs etc.) **a été assurée par un tout petit nombre d'entre nous. Il me semble que ça ne peut pas continuer ainsi. Ou alors ça deviendra un véritable pensum** (et d'ailleurs ça l'est déjà !). Il faudrait à la fois plus d'organisation (qui fait quoi ?) **et un élargissement par**

¹ C'est d'ailleurs pour cette raison que l'on me demande régulièrement si je n'ai pas des « copines » à convier aux réunions. Notons que l'on me précise « des copines comme toi », afin de prévenir l'inclusion de personne ne partageant pas leurs « références communes ».

l'invitation à une réunion plus large que celles qui se sont tenues jusqu'à présent à la Maison des femmes. Mais cet élargissement, plusieurs fois suggéré puis demandé par certaines est sans cesse repoussé (pourquoi ? *I don't know*). »

(Correspondance interne au comité d'initiative, le 05 octobre 2009)¹

Le second facteur tient à la tension qui existe entre vouloir, d'un côté, contrôler la parole publique sur le passé (ce qui implique de fermer le groupe aux opposantes politiques ou à celles qu'elles considèrent comme non légitimes à parler d'un passé qu'elles n'ont pas connu), et de l'autre côté, organiser une commémoration en opposition à celle proposée en 2008 par les différentialistes (c'est-à-dire une célébration ouverte et respectueuse de la diversité des tendances composant le mouvement). Comment dénoncer la captation réalisée par Antoinette Fouque si le groupe lui-même se montre fermé ? Certaines citations montrent que les participantes au comité d'initiative sont conscientes de cette difficulté :

« Je suis évidemment plus que tiède à l'idée de les inscrire - **mais comment faire sans les fâcher ?** Je proposerais qu'on les oriente vers la lecture du blog, en un premier temps du moins – qu'en pensez-vous ? » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 17 avril 2009)

« **Il faut trouver une formule pour refuser sans avoir l'air d'exclure** (c'est peut-être ce qui est recherché, montrer que nous sommes fermées). » (Correspondance interne au comité d'initiative, le 17 avril 2009)

Ainsi, à partir de l'automne 2009, moment de la première réunion publique, le comité d'initiative commence à s'ouvrir et donne à voir une image davantage cohérente avec les reproches que ses membres adressaient aux différentialistes. Nous allons voir que leur souci de donner une image du MLF opposée à celle promue par les différentialistes – elles entendent valoriser l'image d'un mouvement constitué d'une « multitude de groupes très divers » (Bernheim, Cassandre, Chauveau et al., 2008b: p.31) – les pousse à organiser les

¹ Une réponse obtenue dit : « L. avait suggéré de trouver un financement pour quelqu'un qui sait faire ce genre de dossiers. L'ouverture OK. N'importe laquelle ? aux pro voile et pro prostitution ? L'ouverture ça se discute avant de la faire pour pas que ça devienne du grand n'importe quoi, n'importe qui. Nous ne sommes plus dans les années 70. Pardon de le rappeler aux nostalgiques éventuelles ». Cette citation rappelle les catégorisations déjà évoquées plus haut et montre les différents ordres de rationalité dans lesquels est pris le groupe.

festivités en se référant à quatre principes de fonctionnement : non verticalité des rapports, pluralité, non personnalisation et ouverture.

***B- La « tradition d'un féminisme éclaté et divers » (Jacqueline) :
organiser des célébrations cohérentes avec le contenu mémoriel***

La citation contenue dans le titre de cette partie est extraite d'un billet du blog Re-belles, paru le 30 janvier 2010, intitulé « Frequently Asked Questions / la Foire Aux Questions sur le Mouvement de libération des femmes », dans lequel Jacqueline Feldman¹, co-fondatrice du groupe Féminin, Masculin, Avenir en 1967, explique sous la forme de questions réponses ce qu'est le MLF pour elle. Elle l'évoque ainsi :

« Ce fut **un mouvement extrême, actif, joyeux novateur des années soixante-dix**. Entre autres choses, il a introduit dans la langue courante les mots “machisme”, “phallocratisme”, “sexisme”, “patriarcat”, pour rendre compte d'une réalité bien présente mais jusqu'alors innommée. **Il a lutté pour le droit des femmes à disposer elles-mêmes de leur corps, donc, pour le droit à la contraception et à l'avortement (obtenu en 75), ainsi que pour l'égalité des droits civils**, et surtout, pour que toute femme puisse choisir sa vie (...) On ne voulait **pas d'organisation centralisée**. L'incroyable de ce mouvement est qu'il ait réussi à **fonctionner sans organisation**. Chaque groupe se définissait comme il le voulait, il y avait des réunions chez l'une ou chez l'autre. Certains groupes, certaines femmes, sont devenus plus visibles, plus médiatiques que d'autres, plus discrets. C'est ainsi que **très peu de gens savent aujourd'hui qu'il a existé un “groupe de femmes mariées”**, qui s'était chargé aux journées de la Mutualité de mai 1972, des thèmes de l'accouchement et du travail ménager, et qui avait vu venir à lui, à ce moment-là, beaucoup de femmes. Les divers groupes qui existent actuellement ne font que **continuer cette tradition, celle d'un féminisme éclaté et divers**. Malheureusement, un de ces groupes prétend confisquer à son profit le potentiel de célébrité de ce mouvement. » (Jacqueline Feldman dans un billet paru sur le blog Re-belles, le 30/01/10, intitulé « Frequently Asked Questions / la Foire Aux Questions sur le Mouvement de libération des femmes »)

¹ Notons que le billet est simplement signé de son prénom.

Cet extrait traduit bien l'image du MLF véhiculée au travers de la commémoration de 2010 : une image qui met l'accent sur la joie et l'humour qui régnaient dans le mouvement, qui valorise ses conquêtes législatives et ses pratiques novatrices, qui pose la non verticalité des rapports entre les groupes (et entre les femmes) comme principe fondateur et qui insiste sur la variété des tendances impliquées. La valorisation de ces différentes dimensions passe certes par les contenus mémoriels mis en avant dans les célébrations mais également par les modalités selon lesquelles le groupe d'initiative organise les festivités (les ressources qu'il utilise, les publics auxquels il s'adresse, les supports mémoriels qu'il choisit).

1. Non verticalité des rapports

Dès janvier 2009, le refus de la hiérarchie entre les groupes s'exprime dans le choix du nom du « comité d'initiative ». Contre l'idée selon laquelle il existerait un « comité d'organisation » des quarante ans du MLF, les militantes préférèrent revendiquer un simple rôle de coordinatrices des différents projets proposés par la variété des collectifs composant l'espace de la cause des femmes.

« Alors ce que nous proposons, c'est que l'année 2010 soit **un moment d'initiatives multiples, multiformes, plurielles**, dans les domaines artistique, scientifique, culturel... Qui "nous" ? **Une sorte de comité d'initiative, qui s'est réuni à plusieurs reprises à l'automne 2008. Pas un "comité d'organisation" mais un groupe qui se propose d'impulser, dégager des pistes, mettre en relation les initiatives et faire circuler les informations**, afin que cet "anniversaire" se décline sous des formes variées et soit un moment fort pour la connaissance, la réflexion, les échanges, les transmissions. » (Extrait du courriel envoyé par le « comité d'initiative », sur différentes listes de diffusion féministes, le 30 janvier 2009, pour annoncer la commémoration de 2010, cf. Annexe n°12)

Si, dans les faits, le comité d'initiative occupe une place centrale dans l'organisation de la plupart des célébrations, il promeut un fonctionnement non hiérarchique et souple pour laisser la diversité des projets s'exprimer. D'ailleurs, lorsque la présidente de l'association « Quarante ans de mouvement » prend la parole à la première réunion publique le 19 novembre 2009, elle exprime un certain malaise vis-à-vis du formalisme que suppose la structure associative :


« Et pour trouver des financements, évidemment, il faut une association qui puisse “récolter”, entre guillemets, ces financements si un jour ils arrivent. Donc on a constitué une association qui s’appelle “Quarante ans de mouvement” dont la fonction euh... je suis la présidente et qui a un bureau composé de personnes qui se présenteront tout à l’heure... **Mais cette association a une fonction purement administrative si vous voulez. Il fallait une structure formelle pour... par rapport à des interlocuteurs et des collectivités territoriales.** » (La présidente de l’association « Quarante de mouvement », émanation du comité d’initiative, le 19 novembre 2009).

Un jeu lancé à l’automne 2009 sur le blog montre le souci qu’ont les membres de l’association de ne pas imposer leur vision du passé et de promouvoir une forme participative d’organisation des festivités. Intitulé « Qu’est-ce que le MLF ? », il consiste à inviter chaque lectrice du blog à donner sa définition du MLF :

Qu’est-ce que le MLF ?

Le jeu

Jeu de filles, jeu de mots, jeu de pouvoirs, jeu pour voir, jeu d’ici ou d’ailleurs...
D’ailleurs, jeu ou pas jeu?
Chacune ayant croisé sur sa route le Mouvement de Libération des Femmes (MLF) en a une vision personnelle. Envoyez-nous votre propre DÉFINITION.
Peaufinez-la, caressez-la, confrontez-la à celle des autres.
Dites-nous ce qu’il a été pour vous, ce mouvement, en un mot ou en cent.



Pour mémoire et non pour exemple, voici une définition, tirée d’un texte ancien (1981), revue et corrigée par son auteur.

Figure 30 : Jeu lancé sur le blog Re-belles, le 12 septembre 2009, <http://re-belles.over-blog.com/article-35444914.html>

En-dessous, une définition écrite par une des animatrices du blog est proposée. Elle est introduite par la phrase suivante :

« **Pour mémoire et non pour exemple**, voici une définition, tirée d'un texte ancien (1981), revue et corrigée par son auteur. » (Extrait du billet publié le 12 septembre 2009 sur le blog Re-belles, intitulé « Qu'est-ce que le MLF ? Le jeu »)

La précaution consistant à rappeler qu'il ne s'agit pas d'un exemple correspond, elle aussi, à l'ambition affichée de ne pas formater les discours des autres féministes. Dans le même esprit, dans l'appel intitulé « Yes we scan » – qui consiste à inviter les militantes à envoyer leurs photos personnelles pour qu'elles soient scannées, archivées et projetées – il est précisé : « ce mouvement nous appartient à toutes » (extrait de l'appel publié le 2 janvier 2010 sur le blog Re-belles). Les organisatrices de la commémoration veulent ainsi signifier qu'elles ne se pensent pas comme les seules dépositaires du mouvement. De manière générale, critiquant le fait que la commémoration de 2008 ait été impulsée et contrôlée par un petit groupe voire une seule personne¹, le comité d'initiative essaie, à partir de l'automne 2009, de minimiser son emprise sur l'organisation de la commémoration et d'inciter à la participation du plus grand nombre.

2. Pluralité

Une autre critique adressée aux différentialistes porte sur leur tendance à réduire le mouvement à leur seul courant, et donc à ne pas donner à voir dans leur récit du passé – et en particulier dans la chronologie qu'elles proposent – la pluralité des tendances qui composaient le mouvement des années 1970. Pour être en cohérence avec ces objections, l'organisation de la commémoration de 2010 va tenter de laisser s'exprimer la pluralité des pôles sectoriels (associatif, partisan, intellectuel, étatique...) et des mouvances idéologiques composant le MLF des années 70 et l'espace de la cause des femmes actuel.

« Plusieurs projets de colloques, journées d'études ou rencontres se dessinent pour 2010, portés par des groupes différents et qui devraient donner à voir **la variété des démarches militantes, historiques, culturelles...** issues du mouvement féministe des

¹ Dans un billet d'Anne (son nom n'est pas précisé), publié le 20 octobre 2008 sur le blog Re-belles, il est écrit : « Transformer le mouvement de libération des femmes en capital symbolique à exploiter pour en extraire la plus-value dont se dorera l'identité d'une seule mère est un projet dérisoire ».

années soixante-dix. » (Présentation des différents projets, le 24 mai 2009, sur le blog Re-belles)

Ainsi, le comité d'initiative est organisé en « pôles » (« pôle archives éditions, pôle expositions et photographies, pôle livres éditions, pôle musique chanson, pôle vidéo cinéma, pôle colloques »¹) afin d'impulser des formes de célébrations variées et de susciter l'implication de militantes associatives certes, mais aussi de chercheuses, d'artistes, d'éditrices, de directrices de revues, d'archivistes, de bibliothécaires féministes. Une sélection d'événements organisés en 2010 à l'occasion de la commémoration (cf. encadré n°7 ci-dessous) témoigne de son caractère transectoriel.

Encadré n°7 : Liste (non exhaustive) d'événements organisés à l'occasion de la commémoration de 2010

22 janvier :	Prises de parole, chansons et musique lors d'une soirée d'hommage à Carole Roussopoulos au théâtre Silvia Montfort
1-13 mars :	Affiches féministes des années 70 (Les Archives Féministes et lesbiennes ARCL) à la Mairie du XIXème
8 mars :	Jazz au féminin à l'Espace Grange aux Belles (75010)
11-14 mars:	« Je suis une femme, pourquoi pas vous ? » : projections de 10 films et vidéos au Forum des Images. Et Colloque « Quand les femmes s'emparent de la caméra »
15-26 mars :	« Yes we scan », exposition photographique « Ensemble(es) est une œuvre d'art » à la Mairie du XXème
17-25 mars :	« Photos en mouvement, histoire de libération des femmes », à la mairie du Xème arrondissement où Catherine Deudon expose 100 photographies des moments forts de l'histoire du MLF
18 mars :	« Louise l'insoumise » au Cinéma l'Archipel en présence de la réalisatrice Charlotte Silvera
2-11 avril :	Nuit du féminisme, 40 ans du mouvement de libération des femmes au Festival International de films de femmes à la Maison des Arts de Créteil, avec l'INA

¹ Extrait d'un billet intitulé « Réunion le 19 novembre 2009 », publié le 12 novembre 2009 sur le blog Re-belles.

10 mai :	Présentation des fonds de la BDIC sur le MLF dans le cadre des lundis de la BDIC (Bibliothèque Nanterre) par Anne-Marie Pavillard (avec Liliane Kandel, Françoise Picq, Nadja Ringart)
20-22 mai :	Colloque international organisé par le CERHIO (Angers) et Le Centre d'histoire de Sciences Po (Paris) sur « Les féministes de la deuxième vague, actrices du changement social » à Angers
5 juin :	« 40 ans de pratiques féministes en Île de France », Auditorium de la Grande Galerie de l'Evolution (avec l'Institut Emilie du Chatelet).
6 juin :	Forum Liberté(e), égalité(e), sororité(e) au BATACLAN
12-13 juin :	Forum « Femmes en marche, femmes en lutte » à la mairie Montreuil
15 sept - 28 novembre :	En partenariat avec le FIAP Jean Monnet, expositions de photos, projections, débats (presse féminine, presse féministe ; Conférence de Nairobi ; Enjeux internationaux du féminisme aujourd'hui)
25 septembre :	« Faire et écrire l'histoire : féminisme et lutte de classes », Salle des fêtes de l'Hôtel de Ville
7-10 octobre :	« Sisterhood is powerfull », Centre Audiovisuel Simone de Beauvoir au cinéma Latina
23-24 octobre :	« Mouvement des lesbiennes, lesbiennes en mouvement », à l'Hôtel et ville et à la Maison des femmes de Paris
18 novembre :	« Les engagements féministes face aux intégrismes et aux pouvoirs politico-religieux : solidarités, acquis et limites » (Réseau féministe Ruptures et groupe transversal « Laïcité, lutte contre les intégrismes religieux »)
3-5 décembre :	Congrès féministe international « Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques », Palais de la femme.

Cette liste de célébrations traduit également le souhait du comité d'initiative de donner l'image d'un MLF composé d'une variété de mouvances idéologiques et de mettre l'accent sur les apports de cette pluralité plutôt que sur les tensions qu'elle a pu susciter. Ainsi, lors de la réunion publique du 19 novembre 2009, au cours de laquelle les différents projets pour l'année 2010 sont présentés, le comité d'initiative exprime sa volonté de « lancer des débats/rencontres sur l'apport du débat lesbien politique au mouvement des femmes ». Un

colloque intitulé « Mouvement des lesbiennes, lesbiennes en mouvement » est effectivement organisé les 23 et 24 octobre 2010 par la Coordination lesbienne en France (CLF) avec l'appui des Archives recherches cultures lesbiennes (ARCL). Cette place accordée aux mouvements lesbiens dans le programme ne peut pas être considérée comme allant de soi. Avant novembre 2009, l'intégration du souvenir des luttes lesbiennes à la commémoration de 2010 n'avait pas valeur d'évidence au sein du comité d'initiative. Plus exactement, certaines membres du comité semblaient ne pas souhaiter que l'on confonde dans la célébration mouvements lesbiens et mouvements féministes. Ainsi, alors que je participais à l'écriture d'un projet d'expositions sur les affiches et la presse féministes avec une ancienne militante des années 70 (membre du comité d'initiative et également engagée dans l'association ARCL), nous avons, à sa demande, intitulé les projets « Les femmes s'affichent ! 40 ans d'histoire des mouvements féministes et lesbiens au travers des affiches » et « Journaux féministes et lesbiens, 40 ans d'histoire ». La présentation de ces projets aux autres membres du comité d'initiative avait conduit certaines à venir me dire, en aparté après une réunion, qu'il fallait que je m'affranchisse du vocable proposé par ma co-militante et qu'on ne pouvait pas, pour les quarante ans du MLF, parler de « mouvements féministes et lesbiens » mais que c'était bien des mouvements féministes dont il était question lors de cet anniversaire¹. Finalement, l'intitulé du colloque de 2010 témoigne du chemin parcouru par le comité d'initiative et de l'ouverture dont il a fait preuve à partir de l'automne 2009 essayant ainsi de ne pas reproduire la captation reprochée à Antoinette Fouque.

Le souci de pluralité se manifeste aussi au travers de la présence dans le programme d'un colloque consacré exclusivement à l'histoire de la tendance lutte de classes dans la Salle des fêtes de l'Hôtel de ville de Paris². La participation de militantes issues de cette tendance

¹ Il est intéressant de constater qu'elles se sont adressées à moi et non à ma co-militante pour corriger la formulation. Il est possible que, n'ayant pas vécu les années 70, elles m'aient considéré comme davantage réceptive à leurs tentatives d'encadrement de la parole publique. De plus, elles craignaient peut-être de réveiller d'anciens conflits qui, dans les années 1970, opposaient, au sein du mouvement féministe, les homosexuelles aux hétérosexuelles, ou les « lesbiennes politiques », qui considèrent le fait d'être lesbienne comme « le résultat d'une réflexion », à celles qui considèrent cela plutôt comme le fruit « d'un désir non examiné » (Möser, 2013: p.74).

² Le caractère majestueux du lieu, qui apparaît comme décalé du propos aux accents révolutionnaires, témoigne à la fois de la centralité des militantes issues de cette tendance

au comité d'initiative explique l'intégration au programme d'une telle manifestation mais cette dernière tient aussi à la volonté de toutes les initiatrices de la commémoration de ne pas reproduire la captation reprochée aux différentialistes et de présenter un front uni contre elles. A ce titre, il est intéressant de voir que dans le programme du colloque, la session consacrée aux années 1981-1995 est introduite par le texte suivant :

« La gauche arrive au pouvoir en 1981. Le MLF, qui a remporté des “victoires” sur l'avortement et le viol suite à des luttes acharnées, se divise sur cette question. Faut-il continuer à lutter ou attendre que de nouveaux droits soient octroyés ? **Il a aussi été touché de plein fouet par le dépôt du sigle MLF par Psych & Po en 1979, ce qui, a contrario suscite un rapprochement dans le reste du mouvement entre courant radical et courant “lutte de classes”.** » (Extrait du fascicule de présentation du colloque « Faire et écrire l'histoire : féminisme et lutte de classes de 1970 à nos jours », organisé le samedi 25 septembre 2010 dans la salle des fêtes de l'Hôtel de ville de Paris)

En évoquant ainsi l'épisode de 1979 (alors même que la session est consacrée à l'après 1981), les organisatrices du colloque affirment discrètement une sorte d'union sacrée au présent face aux velléités de construction du passé des différentialistes.

dans l'espace de la cause de femmes actuel (via le CNDF notamment) mais aussi de leur souci de donner à leur tendance une place davantage valorisée dans l'histoire féministe. Ainsi, lors du colloque l'idée d'une marginalisation contre laquelle il faudrait lutter est évoquée à plusieurs reprises. Dans le fascicule de présentation du colloque, il est écrit : « En 2010, nous “célébrons” les 40 ans du Mouvement de Libération des Femmes. L'écriture de l'histoire du MLF est un chantier tout juste défriché. Dans cette vaste entreprise, l'histoire du lien entre féminisme et lutte de classes relève quasiment de l'impensé. Restituer cette histoire dont nous sommes les héritières, la faire émerger, lui donner corps et vie à travers les paroles de ses actrices est une nécessité impérative pour la compréhension de la situation actuelle. Impérative pour la continuité de notre combat, pour en assurer la transmission. Mais impérative aussi pour la véracité de cette histoire. Nous souhaitons, à travers ces paroles plurielles et diverses, poser de jalons pour cette écriture. Que ces mémoires rassemblées étayent ce que nous fûmes, ce que nous sommes et ce que nous serons et suscitent le désir de cette aventure. » (cf Document complet en Annexe n°14). Le souci de laisser une trace dans l'histoire et de transmettre vise probablement à compenser le faible nombre de groupes actuels se revendiquant de cette tendance. L'expression « dont nous sommes les héritières » a valeur performative plutôt que réelle car les intervenantes sont principalement des militantes des années 70 et non celles qui leur ont succédé.

Enfin, l'accent mis sur la pluralité se traduit non seulement par la construction du souvenir des différentes tendances qui composaient le mouvement des années 1970, mais aussi par la valorisation des différents collectifs de l'espace de la cause des femmes actuel. Cela conduit les coordinatrices de la commémoration à créer, sur le modèle du festival d'Avignon, un « in » et un « off » des quarante ans, leur permettant d'inclure au programme des festivités comme la fête de l'association la Barbe le 17 septembre 2010, le forum « Femmes en marche, femmes en luttés » organisé par la Marche mondiale des femmes en juin 2010 ou encore le festival « Femmes en Résistance » du 26 septembre 2010, alors même que tous ces événements ne traitent pas à proprement parler des quarante ans du MLF. L'association la Barbe étant animée principalement pas des militantes non engagées dans le mouvement au moment des années 70, on peut lire leur inclusion dans le programme comme un moyen de diffuser auprès d'elles leur interprétation du passé, au détriment de celle promue par les différentialistes.

3. Non personnalisation

Dans les différentes célébrations, l'accent est mis sur la notion de sororité. On le retrouve dans le slogan de la fête à la Flèche d'or :



Figure 31 : Affiche annonçant la fête à la Flèche d'or avec le slogan "Liberté, Égalité, Sororité"

La référence à la sororité est aussi présente, dans sa version anglaise, dans le titre « Sisterhood is powerful », donné à un festival de cinéma organisé du 7 au 10 octobre 2010 au Nouveau Latina, par le Centre audiovisuel Simone de Beauvoir en partenariat avec la Mairie de Paris (Observatoire de l'égalité femmes hommes, Mission cinéma), le cinéma Nouveau Latina et l'association Quarante ans de mouvement. Dans le programme du festival, Cathy Bernheim écrit :

« **Sisterhood = sororité ?** En 1970 paraissait aux Etats-Unis un recueil de textes intitulé "Sisterhood is powerful". Membre du groupe des New York Radical Women et co-fondatrice du W.I.T.C.H., la poétesse Robin Morgan faisait preuve d'une largesse d'esprit qui prévalut longtemps dans les mouvements des femmes de la deuxième génération, en publiant **une série de contributions disparates, mais dont l'ensemble donnait une photographie assez exacte de ce qui, se passait alors chez les**

féministes américaines. De la charte presque réformiste du N.O.W. au S.C.U.M. Manifesto, le spectre était large, et le choix, vaste. Et le mot “sisterhood” qui couronnait cette démarche, devint emblématique de cette tolérance. Et cela d’autant plus facilement que la langue anglaise avait un autre mot, “sorority”, pour décrire le lien entre deux sœurs. Par contre en France, le seul mot “sororité” par lequel se traduisent les deux termes, n’a jamais été vraiment revendiqué. **Jusqu’à récemment où quelques intrépides ont sorti le slogan “Liberté, égalité, sororité” pour fêter l’anniversaire des 40 ans du Mouvement de libération des femmes.** » (Texte de Cathy Bernheim dans le programme du festival *Sisterhood is powerful*)

C’est bien pour mettre en avant la tolérance et la pluralité des tendances que le mot sororité est utilisé. C’est ce concept de sororité qui permet aux militantes des différentes tendances d’œuvrer ensemble pour la cause des femmes en dépit de leurs divergences idéologiques ou de leurs inscriptions dans différents champs sociaux (intellectuel, étatique, artistique...). Mais derrière ce concept de sororité c’est aussi l’amour et l’amitié entre femmes qui sont valorisés : on peut le voir notamment à travers le choix des photos, utilisées pour illustrer le programme du festival « *Sisterhood is powerful* »¹, qui mettent en scène trois femmes très souriantes se tenant affectueusement par les épaules.

¹ On peut noter le fait que c’est justement dans l’anthologie de textes féministes *Sisterhood is powerful* que la poétesse américaine Robin Morgan proposait, en 1970, le néologisme de *herstory* pour qualifier le programme de reconstruction et même d’invention d’une histoire des femmes. Cette utilisation du titre de l’ouvrage pour baptiser le festival peut être lue comme une façon d’inscrire la commémoration dans ce grand projet de relecture de l’histoire du point de vue des femmes.

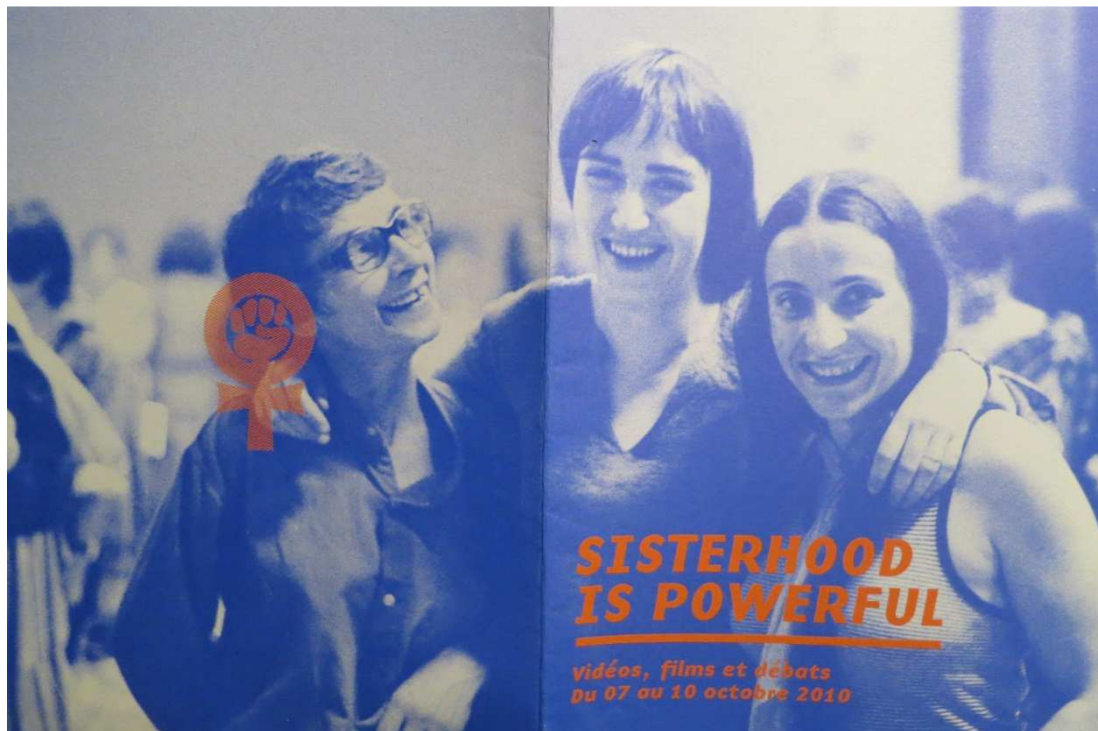


Figure 32 : Photos illustrant le programme du festival "Sisterhood is powerful"

Les différents discours tenus à l'occasion de la commémoration de 2010 valorisent l'entre-soi féminin et insistent sur le plaisir et la joie qu'ont eus les femmes des années 1970 à se retrouver entre elles. C'est justement cela que les organisatrices de la commémoration souhaiteraient également retrouver : le mot d'ordre et le slogan « Ensemble(es) », avec le (e) formant le cercle du signe génétique féminin (voir photo ci-dessous) n'est-il pas une façon discrète d'inciter à recréer cet entre-soi féminin sans donner le sentiment d'exclure les hommes de ces célébrations ?

40 ans de mouvement de libération des femmes

1970

MAI
- Des femmes républicains à Vincennes se font chahuter par leurs chefs militaires.
- Parution de "Combat pour la libération de la femme" dans l'Idées international.

JUILLET-OCTOBRE
- Parution de "Libération des femmes année zéro", numéro spécial de la revue Partisans.

AOÛT
- Maurice Clavel reçoit une ondanche de protestations pour ses propos misogynes sur Ilseholda Corvillat dans le *Le Nouvel Observateur*.
- Simone de Beauvoir le rancore verbalement.

26 AOÛT
- Défilé à l'Arc de Triomphe d'une gerbe "A la femme, inconnue du soldat".

SEPTEMBRE
- Première AG de plus de 100 femmes, dans une salle, près du Luxembourg.

→ 2010

Association 40 ans de mouvement de libération des femmes
Groupe d'initiative
40 ans du mouvement de libération des femmes
<http://re.belles.over-blog.com/>
m.belles@free.fr

Ensemble(es)*
*mot inventé

Pour un anniversaire pas comme les autres

Actrices, depuis longtemps ou depuis hier, du **Mouvement de libération des femmes** nous avons décidé de fêter cet événement :

Dignement
Parce que la dignité des femmes attend d'être reconnue par nos sociétés au même titre que celle de "tous les hommes nés libres et égaux en droit".

Publiquement
Parce qu'être des femmes publiques a été, et reste, notre moyen le plus efficace de rendre visibles celles qui agissent en pleine lumière comme celles qui, assignées à résidence ou jetées à la rue, œuvrent dans l'ombre pour la liberté de tous.

Joyeusement
Parce que la joie d'être ensemble est à nos yeux la force la plus puissante que l'on puisse déployer pour changer durablement le monde.

Alors nous vous donnons rendez-vous en 2010 afin que le mot **ensemble** ne soit plus seulement neutre ou masculin, mais s'écrive à notre manière :

Ensemble(es)
Que l'on soit seulement passé(e)s ou encore présent(e)s au **Mouvement de libération des femmes** d'une manière ou d'une autre, la date que nous avons choisi de célébrer est celle de ses premières apparitions publiques dans les lendemains de Mai 68, en 1970. Il y a de cela quarante BELLIES ANNÉES. Rencontres, discussions, éditions, expositions, projections, concerts... ces manifestations, sous leurs diverses formes, se dérouleront donc au cours de l'année 2010. À travers elles, nous rappellerons combien il faut se battre pour que l'on reconnaisse à tout être humain sans distinction de race, de classe ni de sexe :

- Le droit à une éducation qui lui permette de vivre d'un travail qui ne soit pas esclavage.
- Le droit de marcher dans la rue de jour, de nuit, sans être accompagné, agressé, violé, prostitué, voire tué.
- Le droit d'avoir un toit à soi sous lequel s'abriter.
- Le droit de choisir où, quand, avec qui, faire ou ne pas faire des enfants.
- Le droit à disposer de son propre corps et de soi-même.

Par nos choix de vie, nos actions, nos textes, nos slogans, nos chansons, nous n'avons cessé d'intervenir dans l'espace public afin que ces droits se transforment en actes. Ces actes POLITIQUES et POÉTIQUES seront évoqués dans divers lieux et diverses manifestations ARTISTIQUES, ÉPIQUES, TYPIQUES, VÉHICULAIRES, ESTHÉTIQUES, ÉTHIQUES et autres...(ES) qui restent à inventer

Ensemble(es)

Figure 33 : Logo "Ensemble(es)" sur le programme des 40 ans du MLF en 2010

Ainsi, contre la commémoration de 2008 mettant fortement en avant le rôle joué par une femme, Antoinette Fouque, les organisatrices de la commémoration de 2010 entendent célébrer le collectif, l'union des femmes et leur esprit de sororité. Liliane Kandel, dans une interview, parue le 7 mars 2009 dans *Le Monde*, évoque cette « solidarité retrouvée des femmes entre elles » et pose les slogans féministes comme son expression la plus forte :

« On oublie trop souvent que celui-ci [le mouvement des années 1970] n'a pas été seulement un mouvement social : de colère, de révolte, **de solidarité retrouvée des femmes entre elles**, mais aussi, et indissociablement, un mouvement de découverte permanente, de dévoilement, c'est-à-dire de subversion et de renversement des paradigmes de pensée dominants. Et cela se joua sur tous les terrains, tous les modes d'expression, d'intervention, toutes les formes de discours, des plus savants aux plus (apparemment) farfelus. **Prenons trois des slogans de l'époque. "Travailleurs de tous les pays... qui lave vos chaussettes ?" C'était drôle.** Des sociologues explorent, aujourd'hui encore, les modes complexes d'articulation du travail salarié et du travail domestique, "invisible". **"Une femme sans homme, c'est comme un poisson sans bicyclette"**. Une féroce mise en charpie de la fameuse "contrainte à l'hétérosexualité", sur laquelle tant d'encre a coulé depuis. **Et "je suis une femme, pourquoi pas vous ?"**, qui fut une des facettes de la déconstruction du discours, millénaire, de la différence des sexes, de sa naturalité. **Telle fut l'extraordinaire efficacité symbolique du Mouvement.** Les slogans avaient, alors, exactement la fonction du mot d'esprit selon Freud : **et le rire des femmes fut sans doute un des rires les plus politiques, les plus philosophiques - et les plus libérateurs - qui soient.** » (Liliane Kandel, « Dans un monde qui a changé, de nouvelles résistances à inventer », Recueilli par Josyane Savigneau, *Le Monde*, 07 mars 2009)

Le fait que les slogans, témoins de l'humour du mouvement, d'une créativité anonyme si ce n'est collective, soient abondamment utilisés dans les célébrations de 2010 est la marque de cette volonté de dépersonnaliser le mouvement et de l'associer à un collectif d'anonymes dans lequel toutes les femmes peuvent se reconnaître. Ainsi, les chronologies diffusées par le comité d'initiative sont structurées par des slogans (voir la partie droite du programme ci-dessous) :

LEXIQUE ou PARLEZ-VOUS LE FÉMINISME ?

LIBERTÉ
Principe inaliénable appartenant de droit à chaque individu(e) dans les sociétés démocratiques. Exemples : libre circulation des biens et des personnes, liberté d'association, liberté des moeurs, liberté sexuelle, libre maternité, avortement et contraception libres et gratuits.

ÉGALITÉ
Principe fondamental des sociétés démocratiques : "Les hommes naissent libres et égaux en droit". Exemples : droits des femmes/de l'Homme, et des enfants aussi.

SORORITÉ/FRATERNITÉ
Solidarité entre et/ou avec les femmes/les hommes.

SEXISME
Ostracisme organisé contre une catégorie de personnes en raison de son genre, généralement le féminin. Opinion justifiant des actes contraires aux trois principes démocratiques susdits.

MATRIARCAT/PATRIARCAT
Système d'organisation sociale axé sur la prédominance des mères/des pères. En voie de disparition dans les sociétés avancées.

AUTORITÉ
Principe conférant à celle/celui qui l'exerce le pouvoir de décider pour l'autre. Exemples : autorité parentale, avis autorisé, "En vertu des pouvoirs qui me sont conférés, je vous déclare mari et femme", etc.

MACHO
Mâle de l'espèce humaine ayant tendance à faire l'avantageux. Par extension : tout homme qui croit que son sexe (voir ce mot) peut lui servir de passe-droit.

PHALLOCRATIE
Système d'organisation sociale axé sur le principe selon lequel "Le pouvoir est au bout du phallus (voir ce mot)".

LESBIENNE
L'aise-mêe.

BICYCLETTE (poisson sans...)
Femme sans homme.

BISEXUEL/LE
Homme/femme aimant un genre ou l'autre. Exemple : A voile ou à vapeur.

* voir ce mot : désolées, plus de place pour ces définitions.

Nos luttes changent la vie entière : la preuve par l'action

UN HOMME SUR DEUX EST UNE FEMME

- 26 août 1970 : Dépôt d'une gerbe "À la femme inconnue du soldat", Arc de Triomphe, Paris.
- 1970 : Nouvelles lois sur l'autorité parentale.
- 1971 : Irruption happening à la Foire à la Censure préparée par les organisations gauchistes à la Mutualité, Paris.
- 28 mai 1972 : Manifestation contre la Fête des Mères, créée par le gouvernement de Vichy.
- 1972 : Journées de dénonciation des crimes commis contre les femmes à la Mutualité, Paris.



NOTRE CORPS NOUS APPARTIENT

- 1971-1979 : Lutte pour l'avortement et la contraception. 20 Novembre 1971 : manifestation en faveur de l'avortement. Mars 1971 : manifeste des 343. 16 octobre 1979 : manifestation de soutien à la loi Veil.
- 9 juin 1974 : Manifestation contre le viol "pour reprendre la nuit"
- 1976 : Combat juridique pour la pénalisation du viol.
- Reconnaissance du viol conjugal (à suivre).

LES SORCIÈRES PEUVENT AUSSI GUÉRIR LES MAUX D'ORDRE

- 1974 : Grève des femmes. 1^{er} mai : participation au cortège syndical malgré l'opposition des organisateurs.
- 1^{re} manifestation de la Gay Pride.
- Loi sur la parité en politique (à suivre).

Figure 34 : Chronologie structurée par des slogans dans le programme des 40 ans du MLF en 2010, <http://rebelles.over-blog.com/article-programme-des-40-ans-du-mlf--2010-45338139.html>

Dans le même esprit, à l'occasion de la fête à la Flèche d'or des badges avec différents slogans des années 1970 sont vendus et des militantes du comité d'initiative participent à l'édition d'un ouvrage recensant plusieurs centaines de slogans qui ont animé quarante années de luttes féministes (App, Aure-Fraisse, Fraenkel et al., 2011).

4. Ouverture et visibilité

En essayant de rendre l'organisation de la commémoration la plus participative possible et en valorisant la pluralité et la sororité pour ne pas reproduire la captation et la personnalisation reprochées à Antoinette Fouque, les membres du comité d'initiative ont

cherché à faire des autres militantes de l'espace de la cause des femmes des relais pour diffuser leur récit du passé. Cela ne signifie pas qu'elles destinent les célébrations qu'elles organisent à un public exclusivement féministe. Elles affirment leur volonté de faire des quarante ans un événement « public » et « visible » :

« Actrices, depuis longtemps ou depuis hier, du Mouvement de libération des femmes, nous avons décidé de fêter cet événement : **Dignement (...) Publiquement : Parce qu'être des femmes publiques a été, et reste, notre moyen le plus efficace de rendre visibles celles qui agissent en pleine lumière comme celles qui, assignées à résidence ou jetées à la rue, œuvrent dans l'ombre pour la liberté de tous. Joyeusement (...)** » (Extrait du programme général des festivités publié en janvier 2010 sur le blog Re-belles).

Pour cela, elles essaient de varier les lieux des célébrations. Les correspondances internes au comité d'initiative témoignent de démarches visant à impliquer les régions pour éviter une trop forte concentration des célébrations en région parisienne. Et à Paris, certains projets sont pensés de sorte à ce qu'ils s'inscrivent dans la ville à différentes échelles.

« **Il faut que cet événement de 2010 se conjugue à différentes échelles de la ville, celle du quartier, celle plus institutionnelle des mairies d'arrondissement, celle des lieux qui marquent la ville comme espace culturel et enfin celles de la ville région puis "capitale" et internationale.** C'est ainsi que nous avons organisé les différents projets **pour en faire ressortir la visibilité** et les présenter non seulement à nos partenaires mais aussi aux institutions : Ville de Paris, région Ile de France et Etat. Donc effectivement nous avons fait un projet dans le 10^e arrondissement, nous avons fait des projets dans la ville, d'autres avec les mairies d'arrondissement. La province, je pense qu'il y aura des choses qui se passent. Mais on est un petit peu moins informées. **N'oubliez pas d'informer le blog ou le Google Group si vous avez des projets en province. Il peut aussi y avoir des "choses" internationales¹.** Mais moi, je pense que pour donner une visibilité générale, il faut vraiment essayer de conjuguer les échelles, et de ne pas rester trop autocentrées, voilà, sur des célébrations ponctuelles. Donc, dans le 10^e arrondissement, on va essayer de travailler avec les institutions et les associations qui existent. » (Une des participantes au comité

¹ Par exemple, un « congrès international », intitulé *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques*, a été organisé les 3-4-5 décembre 2010, au Palais de la femme, 94 rue de Charonne, 75011 Paris. Voir le programme en Annexe n°15

d'initiative, extrait du compte-rendu de la première réunion ouverte du comité d'initiative, le 19 novembre 2009, publié sur le blog Re-belles)

« **Faire de ces moments de 2010, une fête populaire, aller à la rencontre de toutes les générations.** Habitante du Xe arrondissement, je me suis engagée à **travailler dans mon quartier, dans le maillage culturel et associatif existant.** C'est le projet Jemmapes Xe arrondissement en partenariat avec le CRL 10. » (Billet paru le 12 novembre 2009 sur le blog Re-belles ; il est signé du « Groupe Re-Belles / Bataclan / Jemmapes – Xème arrdt. », qui correspond à la catégorie blog dans notre terminologie.)

Comme le montre cette dernière citation, faire de 2010 « une fête populaire » implique de faire participer le « maillage culturel et associatif existant » dans une ville et donc de s'ouvrir à des structures non engagées traditionnellement dans l'espace de la cause des femmes. Les événements organisés à l'espace Jemmapes dans le 10e arrondissement et à la Fiap dans le 14^e arrondissement de Paris témoignent de ce souci de rassembler au-delà de l'espace de la cause des femmes autour de cette commémoration.

Ainsi, souhaitant donner une image du MLF opposée à celle promue par les différentialistes, le comité d'initiative tente d'organiser les festivités de 2010 en se référant à quatre principes de fonctionnement : non verticalité des rapports, pluralité, non personnalisation et ouverture. Ce sont ces quatre mots d'ordre qui permettent une diffusion large de la lecture du passé promue par les universalistes : ils permettent aux différents collectifs de l'espace de la cause des femmes à la fois de prendre part aux célébrations et de s'appropriier le discours sur le passé qu'elles véhiculent. Si l'on ne peut conclure à l'existence d'une histoire officielle féministe, on observe qu'à la faveur des commémorations de 2010, une certaine interprétation de ce qu'a été le MLF est devenue dominante dans l'espace de la cause des femmes car relayée par une majorité des groupes le composant.

Conclusion de chapitre

Notre étude a montré, à la suite de Verta Taylor, combien l'existence de « structures dormantes » entre deux pics de mobilisation était déterminante dans la sauvegarde des

réseaux permettant la transmission et la diffusion de ces schèmes d'interprétation. L'entente mémorielle et le comité d'initiative, qui diffusent une lecture de la commémoration de 2008 conforme à celle qui avait été faite en 1981 du dépôt du sigle, doivent en partie leur existence aux réseaux maintenus au sein de la maison d'édition féministe Tierce entre 1977 et 1993 et réactivés en 2001 par la création de l'Association des amies et amis de Françoise Pasquier.

Mais si la question des réseaux de diffusion des interprétations du passé est cruciale pour comprendre comment une lecture du passé peut devenir dominante à un moment précis dans l'espace de la cause des femmes, elle ne suffit pas à l'expliquer entièrement. Certes, posséder certaines ressources comme un bon ancrage dans l'espace de la cause des femmes (notamment un ancrage transectoriel) ou des connections avec les milieux médiatiques peut permettre de donner à son interprétation du passé un plus large écho, mais d'autres facteurs, contribuant à l'implication des acteur-ice-s, sont nécessaires pour qu'une majorité de collectifs se l'approprient. Nous avons vu que le contenu mémoriel – à savoir l'image d'un mouvement ouvert, pluriel, non hiérarchique et fondé sur la sororité – a orienté les modalités d'organisation de la commémoration de 2010 et a permis que le récit du passé proposé par le comité d'initiative soit largement relayé pendant toute l'année 2010. Les tensions dans lesquelles étaient prises le comité d'initiative (désireux de se retrouver entre soi tout en transmettant à d'autres et soucieux de contrôler la parole publique sans reproduire la captation) ont impliqué des réajustements stratégiques continus ainsi que des discours ou des attitudes parfois contradictoires, laissant ainsi aux autres militantes des espaces pour s'approprier le récit du passé véhiculé.

Chapitre 6 : Le panthéon féministe, des convergences contextuelles actualisant et légitimant la lutte

Juliette

RIMES FÉMININES

Paroles: Pierre Philippe,
Musique: Juliette Noureddine

« Dans un corps vide entrer mon âme,
Tout à coup être une autre femme
Et que Juliette Noureddine
En l'une ou l'autre s'enracine.
Élire parmi les éminentes
Celle qui me ferait frissonnante,
Parmi toutes celles qui surent
s'ébattre,
Qui surent aimer qui surent se battre,
Mes sœurs innées mes philippines,
Mes savantes et mes Bécassines.

Julie Juliette ou bien Justine,
Toutes mes rimes féminines:
Clara Zetkin,
Anaïs Nin
Ou Garbo dans La Reine Christine.

Sur le céleste carrousel,
Choisir entre ces demoiselles:
Camille Claudel,
Mamzelle Chanel
Ou l'enragée Louise Michel.

Vivre encore colombe ou rapace,
Écrire chanter ou faire des passes:
Margot Duras,
Maria Callas
Ou bien Kiki de Montparnasse.

Naître demain renaître hier
En marche avant en marche arrière,
M'incarner dans ces divergences
Ces beautés ces intelligences

Et jouir du bienheureux trépas
Pour dans leurs pas mettre mes pas:
Musidora,
La Pavlova
Ou mon aïeule la grande gueule
Theresa.

Que j'en aie l'esprit ou l'aspect
Ou bien même les deux s'il vous plaît:
Juliette Drouet
La Signoret
Ou la grande Billie Holiday.

Tous voiles dehors ou en chantant,
Avec l'une d'elles me révoltant:
Flora Tristan
Yvonne Printemps
Ou la farouche Isadora Duncan.

Pour toute arme ayant leur fierté
Et pour amante la liberté:
Les sœurs Brontë,
Loyse Labé
Ou Lou-Andréas Salomé.

Même s'il faut en payer le prix,
Être la fleur être le fruit:
Être Alice Guy,
Être Arletty,
Marie Dubas, Marie Curie.

Mais s'il vous plaît point de naissance,
De jeunesse ni d'adolescence.
Épargnez-moi la chambre rose.
Soyez bonne ô mététempycose.

Permettez à votre Juliette
De ne point mûrir en minette
Mais en Colette,
En Mistinguett...
Ou pourquoi pas madame de
Lafayette.

Mettez-moi, je vous le demande
Instantment, dans la cour des grandes:
Judy Garland,
Barbara Streisand
Ou cette bonne dame de George Sand.

Placez-moi du côté du cœur,
Côté talent côté bonheur:
Loïe Fuller,
Dottie Parker
Ou Sainte Joséphine Baker.

Oui tout de suite les feux de la gloire,
Les feux de la rampe et de l'Histoire:
La Yourcenar,
Sarah Bernhardt
Ou la très sage Simone de Beauvoir.

Une voix d'argent au fond d'un port,
Une plume d'acier ou un cœur d'or:
La Solidor,
Christiane Rochefort
Ou Marceline Desbordes-Valmore.

Les belles sans peur et sans marmaille
Toutes nues au fort de la mitraille:
Sylvia Bataille
Anna de Noailles
Camarade Alexandra Kollontai

Et les agitatrices de bouges
Brandissant l'espoir et la gouge:
Olympe de Gouges,
Rosa-la-Rouge
Et la vieille Germaine de Montrouge.

La lignée des dominatrices
Ladies, madame, donas ou misses
Comme Cariathys
Ou Leda Gys,
Angela et Bette Davis.

Le train du diable et ses diablasses,
Les vénéneuses et les tigresses:
Lola Montès,
Gina Manès
Et l'empoisonneuse Borgia Lucrece.

Enfin j'ai pour être sincère
Du goût pour les belles harençères:
Yvette Guilbert,
Claire Bretécher...
J'irais même jusqu'à Anne Sinclair.

Mais si tant de souhaits vous
chagrinent,
S'il est contraire à la doctrine
De viser haut dans les karmas,
Alors faites dans l'anonymat.
En attendant que tout bascule,
Que Satan ne me congratule
Ou que les anges me fassent la fête,
Permettez une ultime requête :
Faites-la renaître votre frangine
En n'importe qui, en fille d'usine,
En fille de rien ou de cuisine,
En croate ou en maghrébine,
En Éponine,
En Clémentine,
En Malka Malika ou Marilyn...
Et si votre astrale cuisine
Par hasard ne le détermine
J'accepterais par discipline
De revenir en cabotine,
En libertine,
En gourgandine...
Tiens: en Juliette Noureddine »

Introduction de chapitre

La partie dans laquelle s'inscrit ce chapitre se concentre sur les collectifs qui composent l'espace de la cause des femmes pour mettre au jour les processus d'homogénéisation du passé à l'échelle mezzo sociale. Il s'agit de comprendre à quelles conditions le devoir de mémoire féministe pris en charge par les organisations peut, ou non, donner lieu à une mémoire partagée par différents groupes indépendamment de leurs positionnements. Ayant consacré les chapitres précédents à des interprétations et usages du passé portant sur un événement (la naissance du MLF), nous avons choisi de nous centrer ici sur la façon dont les collectifs féministes se construisent des héros ou des héroïnes, la mémoire féministe étant autant composée de figures que de dates ou de lieux.

La chanson de Juliette, en épigraphe de ce chapitre, laisse entrevoir la variété des personnalités qui suscitent l'admiration des féministes. Le panthéon féministe¹, entendu comme l'ensemble des figures qui font l'objet d'une construction du souvenir de la part des organisations féministes, est apparu, au cours de notre enquête de terrain, hétérogène et évolutif. En effet, il inclut des personnalités très différentes les unes des autres, il se transforme continuellement en fonction des impératifs présents² et est plus ou moins riche selon les collectifs. Ces caractéristiques rendent les contours de ce panthéon difficilement traçables et tenter de le circonscrire conduirait nécessairement à figer une réalité pourtant changeante. L'ambition de ce chapitre n'est donc pas de dresser une liste exhaustive des grandes figures célébrées par les féministes, ni d'établir de hiérarchie entre celles qui seraient commémorées régulièrement par une majorité de collectifs et celles qui le seraient moins ou seulement par quelques groupes. Nous voulons plutôt continuer à avancer dans la compréhension du fonctionnement de la mémoire collective féministe en analysant les raisons qui font qu'un acteur ou une actrice de l'histoire devient à un moment donné, une figure commémorée par les féministes.

¹ L'usage de cette expression ne doit pas laisser penser que nous postulons l'unicité du panthéon féministe, c'est-à-dire l'existence d'un consensus entre féministes autour d'un nombre donné de figures. Tout l'enjeu de ce chapitre est justement d'analyser les raisons qui peuvent ponctuellement amener différents collectifs à converger autour d'une figure, mais aussi de montrer que chaque collectif peut avoir un rapport spécifique aux personnalités du passé et ainsi construire son propre panthéon.

² Par exemple, Laure Bereni fait le lien entre la lutte pour la parité politique et la réactivation de la figure d'Olympe de Gouges dans les mémoires féministes (Bereni, 2007: p.204).

Pour cela, nous avons choisi de « penser par cas » (Passeron et Revel, 2005) et de considérer les convergences qui conduisent différents collectifs féministes – ayant des histoires distinctes, des militantes aux profils différents ou des positionnements opposés – à se rassembler autour d’une figure particulière et à construire ensemble le souvenir de celle-ci. Le hasard du calendrier a fait coïncider, en 2008, notre présence sur le terrain et le centenaire de la naissance de Simone de Beauvoir. Le « cas » semblait donc tout trouvé : l’observation des différentes célébrations organisées en l’honneur de Simone de Beauvoir constituait une bonne entrée pour comprendre le rapport des féministes aux grandes figures du passé. La place privilégiée de la philosophe dans les discours de nos interviewées justifiait aussi ce choix, nous permettant ainsi d’interroger l’articulation entre mémoire historique et mémoire vive. Néanmoins, les célébrations consacrées à Beauvoir ont attiré notre attention sur une autre figure, *a priori* éloignée de la philosophe : Sohane Benziane – une jeune fille de 17 ans, brûlée vive, le 4 octobre 2002, dans un local à poubelles de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne. Lors d’un colloque international consacré à Beauvoir – organisé sous la direction de Julia Kristeva à Paris, les 9, 10 et 11 janvier 2008 – Annie Sugier, une militante féministe, engagée depuis les années 1970, et Kahina Benziane, sœur de Sohane, délivrent le récit de leurs rencontres respectives avec Simone de Beauvoir. Leur intervention, longuement ovationnée par la salle, raconte comment la philosophe est symboliquement entrée dans la vie de Kahina, en 2003, lorsqu’à la veille du premier anniversaire de la mort de Sohane, une plaque en hommage à la jeune femme est déposée sur la tombe de Simone de Beauvoir au cimetière du Montparnasse (voir photo ci-dessous). Cette commémoration s’impose d’emblée comme un « cas », au sens où, comme l’affirment Revel et Passeron, « un cas est bien ce qui arrive, une “échéance” (...) Il survient, et il pose en tant que tel des questions » (Passeron et Revel, 2005: p.10).



Figure 35 : Tombe de Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre sur laquelle est apposée une plaque en souvenir de Sohane Benziane, http://www.biosstars.com/j/jean-paul_sartre/photos.htm

La figure de Sohane fait irruption de manière inattendue dans les célébrations du centenaire de la naissance de Beauvoir et nous pousse à nous interroger sur les critères qui conduisent certaines personnalités à devenir des icônes féministes. « Le cas est constitué “en cas” parce qu’il résiste au savoir acquis, parce qu’il y contrevient, qu’il contredit ou semble contredire ce que l’on croit établi, voire qu’il complexifie ce que l’on croit savoir », expliquent Florence Haegel et Marie-Claire Lavabre (Lavabre et Haegel, 2010: p.84). Sohane constitue un « cas » en ce qu’elle vient remettre en cause nos premières conclusions de l’époque sur les grandes figures féministes : comment se fait-il qu’une femme contemporaine, jeune, issue de l’immigration, non identifiée à une œuvre ou une vie exceptionnelle et non engagée dans les luttes féministes, fasse l’objet d’une construction du souvenir de la part de

féministes, alors même que l'ensemble de ses caractéristiques la distingue de la majorité des personnalités habituellement célébrées par les militantes ? De plus, les réactions très enthousiastes du public, suite à l'intervention d'Annie Sugier et Kahina Benziane lors du colloque consacré à Beauvoir, traduisent une sorte de consensus dans l'assistance autour de cette action mémorielle et posent une autre question : comment expliquer que le lien entre Sohane Benziane et Simone de Beauvoir apparaisse si évident aux personnes présentes alors qu'à première vue, tout sépare les deux femmes ?

Nous tenterons de répondre à ces interrogations dans ce chapitre organisé en trois parties : nous verrons d'abord comment des militantes féministes ont progressivement construit le sens de l'évènement contre le signifié proposé par les médias dans un premier temps. Ainsi, nous analyserons les différentes « opérations de cadrage » qui ont abouti à la qualification de la mort de Sohane en « crime sexiste », faisant ainsi entrer la jeune femme dans l'histoire des luttes féministes. Nous essaierons de comprendre les raisons qui expliquent que seulement certaines figures sont l'objet de cadrages alors que d'autres, pourtant semblables sur de nombreux points, ne sont pas constituées en icônes pour le mouvement.

Dans une seconde partie, nous considérerons les effets structurels de l'assassinat de Sohane Benziane sur l'espace de la cause des femmes, notamment la rupture générationnelle rendue visible à cette occasion. Puis, nous verrons comment, à la faveur des commémorations, l'évènement a fait l'objet de réinterprétations, qui ont permis à des groupes, opposés au moment de l'assassinat, de se rassembler autour de la figure de Sohane pour la célébrer ensemble.

Enfin, dans une troisième partie, nous essaierons, à partir des entretiens projectifs réalisés avec des militantes de la cause des femmes, de resserrer un peu plus la focale d'observation et d'évaluer la place de Sohane dans la mémoire vive en 2008-2009. Nous pourrions ainsi interroger les effets sur les mémoires individuelles des pratiques commémoratives organisées par des collectifs ou des personnalités dominantes du mouvement.

A- La mort de Sohane Benziane¹, d'un fait divers à un événement féministe

Le 4 octobre 2002, Sohane Benziane, 17 ans, est brûlée vive dans un local à poubelles de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne. Ce fait divers sordide, dont les médias se font les premiers échos le 7 octobre 2002, devient progressivement le symbole d'une supposée détérioration des relations filles/garçons dans les quartiers socialement sinistrés, donnant lieu à une « Marche des femmes des quartiers pour l'égalité et contre les ghettos », au départ de Vitry-sur-Seine, au début du mois de février 2003. Dès lors, l'assassinat de Sohane marque profondément l'espace de la cause des femmes. D'abord parce qu'il suscite un débat public sur les rapports sociaux de sexe dans les banlieues et contribue ainsi à une mise en avant de la question féministe dans les médias. Ensuite, parce qu'il provoque l'apparition de nouvelles organisations inscrivant l'égalité entre les sexes comme priorité de leur combat², et attire alors de nouvelles recrues dans le champ. Enfin, parce qu'il dynamise les associations existantes qui, parfois interpellées directement par les nouvelles arrivantes, se saisissent de la situation pour inscrire le débat dans la continuité des revendications d'hier. Par les reconfigurations structurelles et cognitives qu'il entraîne, par la « rupture d'intelligibilité » qu'il induit, cet épisode fait donc « événement » (Bensa et Fassin, 2002) dans l'histoire des luttes féministes.

Nous allons voir, dans cette partie, que l'entrée de Sohane dans l'histoire des luttes féministes ne va pas de soi : elle résulte d'un travail de requalification mené par des militantes féministes au cours des mois qui suivent son assassinat. Ce qui était présenté initialement comme un « fait divers », un règlement de compte entre deux cités, apparaît, à la faveur d'un processus de production de sens pris en charge par des organisations féministes, comme l'expression la plus effroyable possible de la domination masculine dans les « quartiers ».

¹ Nous reprenons là, en partie, des arguments développés dans un article paru dans *Sociétés contemporaines* : (Charpenel, 2012)

² « “Pour les garçons, celle qui fume dans la rue ou qui n'est plus vierge, c'est une pute” ». 25 octobre 2002, *Le Monde* ; « Cités – les filles se rebiffent ». Par Chartier Claire. 5 décembre 2002, *L'Express*.

1. Le cadrage : faire de l'assassinat de Sohane une manifestation de la domination masculine

C'est un travail de « cadrage », entendu comme *activité cognitive de dotation de sens* (Mathieu, 2002), qui permet la qualification de la mort de Sohane en « crime sexiste » et fait entrer cette dernière dans l'histoire des luttes féministes. En effet, quand le meurtre de Sohane est annoncé dans la presse, à partir du 7 octobre 2002¹, les militantes de la cause des femmes sont confrontées à un événement qui n'apparaît pas d'emblée comme l'expression d'une inégalité entre les sexes, mais qui est d'abord présenté dans la plupart des comptes rendus médiatiques comme l'une des manifestations courantes de la violence ambiante. Quelques mois après une campagne présidentielle fortement centrée sur la question de l'insécurité, l'événement est analysé dans un premier temps à travers ce prisme. Il est alors associé, dans les journaux, à d'autres faits divers survenus la même semaine : le crime raciste dont est victime Mohamed Maghara, 17 ans, à Grande-Synthe près de Lille, et le coup de poignard asséné au maire de Paris, Bertrand Delanoë, dans les salons de l'Hôtel de Ville². L'éditorialiste du *Monde* écrit par exemple, le 8 octobre 2002 :

« L'agression commise contre Bertrand Delanoë, dans la nuit de samedi à dimanche, n'est pas, en elle-même, plus dramatique ni plus condamnable que **les autres faits divers qui ont nourri l'actualité de cette fin de semaine**, comme le meurtre raciste de Dunkerque ou celui de la jeune Sohane, brûlée vive à Vitry-sur-Seine. Ces trois gestes fous appellent la même compassion à l'égard de ceux qui en ont été les victimes et les mêmes interrogations sur les motifs de leurs auteurs. **Ils expriment assurément, chacun à sa manière, la violence d'une société qui n'épargne personne et qui conduit quelques déséquilibrés à basculer dans le crime aveugle.** » (« Editorial - Le symbole Delanoë ». 8 octobre 2002, *Le Monde*.)

A ce stade, rien dans les discours publics tenus à propos du crime ne permet encore d'envisager que l'événement intègre l'histoire des luttes féministes. Une illustration frappante de cette absence d'articulation est la parution, le 7 octobre 2002 dans *Libération*, d'un article

¹ « Sohane, 17 ans, immolée au bas d'une HLM ». Par Jacky DURAND. 7 octobre 2002, *Libération* ; « Sohane, 17 ans, brûlée vive par un jeune voisin ». Par Delphine Chayet. 7 octobre 2002, *Le Figaro*. « Brûlée vive - un suspect interpellé ». 7 octobre 2002, *Ouest France*.

² Voir « La conjuration des signes ». Par Armelle Heliot. 9 octobre 2002, *Le Figaro* ; « Sale temps pour les Arabes en France ». Par Abdel-illah Salhi. 23 octobre 2002, *Libération*.

consacré à Samira Bellil, auteure de *Dans l'enfer des tournantes*, sans qu'aucune référence à l'assassinat de Sohane n'y soit faite¹ – alors que, comme nous verrons dans la suite du chapitre, les histoires de ces deux femmes vont par la suite être régulièrement mises sur le même plan.

La première modalité selon laquelle le caractère sexué du crime apparaît est la présentation de ce dernier comme le résultat d'un « différend amoureux ». Les 8 et le 9 octobre, quelques articles, intitulés notamment « *Sohane brûlée par dépit amoureux* »² ou « *Le meurtrier présumé de Sohane évoque un différend sentimental* »³, laissent entendre que la jeune femme aurait été victime d'une histoire d'amour ayant mal tourné :

« **Elle avait été sa petite amie pendant six mois et l'avait quitté en juillet.** Il voulait reprendre la relation ; elle refusait. Il lui a versé 1 litre d'essence sur la tête. Mais, assure-t-il, il ne voulait pas la tuer, juste lui faire peur. » (« Il voulait “impressionner” Sohane avec de l'essence ». 8 octobre 2002, *Ouest France*.)

Pour les militantes de la cause des femmes qui prennent la parole publiquement, un des enjeux est alors de réussir à fournir des interprétations alternatives à l'événement qui semble la conséquence de l'insécurité ou de la passion, pour le transformer en injustice sociale ou en transgression morale qui appelle l'action (Snow, 2001). Contre l'image euphémisante du « crime passionnel », plusieurs d'entre elles affirment publiquement que la mort de Sohane ne relève pas de l'ordre de la malchance ou de la fatalité, mais est plutôt un des « effets de la dynamique du pouvoir dans les rapports de genre » (Mercader, Houel et Sobota, 2004: p.91). Ainsi, deux jours après l'évènement (le 9 octobre 2002), Antoinette Fouque adresse une lettre à Blandine Kriegel, alors chargée de mission auprès du Président de la République sur les questions de droit civique et d'éthique, dans laquelle elle demande la qualification du crime contre Sohane en « crime sexiste ». Contre le sentiment d'absurdité développé par les médias, qui parlent « d'un geste aussi horrible qu'incompréhensible pour une querelle obscure et dérisoire »⁴, elle oppose une explication qui pointe du doigt la structure des rapports sociaux

¹ « Tourner la page ». Par Luc Le Vaillant. 7 octobre 2002, *Libération*.

² « Sohane brûlée par dépit amoureux ». Par Delphine Chayet. 8 octobre 2002, *Le Figaro*.

³ « Le meurtrier présumé de Sohane évoque un différend sentimental ». 9 octobre 2002, *Le Monde*.

⁴ REPORTAGE « Toujours hospitalisé, le meurtrier de Sohane a été mis en examen pour

de sexe. Si la position contestée d'Antoinette Fouque dans l'espace de la cause des femmes (cf. chapitre 4) n'assure pas à cette première intervention féministe une adhésion sans faille des militantes, sa proximité avec les milieux intellectuels et politiques parisiens non féministes lui permet d'avoir une visibilité dans la sphère publique et médiatique.

Preuves de la lente diffusion de cette interprétation en termes de rapports sociaux de sexe, les deux marches organisées à Vitry-Sur-Seine, à quelques mois d'intervalle, véhiculent deux interprétations différentes de l'événement.

La première, organisée le 11 octobre 2002 à l'initiative des amies de Sohane, avec le soutien de la mairie de Vitry, ne mobilise quasiment pas de militantes de la cause des femmes et le principal mot d'ordre « Se respecter, vivre ensemble » ne met pas l'accent sur la question des relations entre les sexes.



Figure 36 : Image de la marche du 11 octobre 2002 à Vitry, extrait du reportage intitulé « Vitry : Marche silencieuse pour Sohane » (03min46s), diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2

Un reportage intitulé « Vitry : Marche silencieuse pour Sohane » (03min46s), diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2, le 11 octobre 2002¹, rend compte de cette manifestation et illustre la façon dont la question de l'insécurité façonne, dans un premier temps, l'interprétation de l'événement diffusée. Dans ce reportage, des parents qui « *déplorent une société de plus en plus violente* » sont interviewés. Une femme explique :

assassinat ». Par Frederic Chambon. 12 octobre 2002, *Le Monde*.

¹ Le reportage est accessible à l'adresse internet suivante : <http://www.ina.fr/economie-et-societe/justice-et-faits-divers/video/2127334001007/vitry-marche-silencieuse-pour-sohane.fr.html>

« **Ils sont tellement pris par ces jeux vidéo, ces films d’horreurs, tous ces trucs-là,** ils ne réalisent pas que la vie c’est autre chose, c’est la réalité, cette petite elle n’a plus de vie, elle n’a plus rien. » (Extrait d’un reportage intitulé « Vitry : Marche silencieuse pour Sohane », 03min46s, diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2, le 11 octobre 2002)

La question de la cause des femmes n’arrive qu’en fin de reportage et est évoquée rapidement par deux jeunes filles qui affirment :

« Il n’y a pas que la fille qui doit respecter les garçons, la fille doit respecter le garçon et le garçon doit respecter la fille. » (Extrait d’un reportage intitulé « Vitry : Marche silencieuse pour Sohane », 03min46s, diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2, le 11 octobre 2002)

La seconde marche est organisée à Vitry-Sur-Seine, le 3 février 2003, à l’initiative des militantes de la Fédération nationale des Maisons des potes (FNMP) – association, issue du mouvement SOS Racisme, qui rassemble depuis 1989 plusieurs centaines d’associations de quartiers en France et qui entretient, depuis sa création, des liens très étroits avec le Parti Socialiste. Cette manifestation du 3 février se distingue de la précédente par la centralité accordée à la question des inégalités femmes-hommes. Intitulée « Marche des femmes des quartiers pour l’égalité et contre les ghettos », elle place la cause des femmes au centre de l’action collective, et donne lieu à une des premières publicisations du slogan choc « Ni putes, ni soumises ». Habilement organisée pour commencer sur le lieu de l’assassinat de Sohane et finir à Paris un 8 mars, jour de la Journée internationale des femmes (cf. chapitre 3), cette marche entérine l’association symbolique entre ce « fait divers » et le combat pour la cause des femmes.

Dans les quatre mois qui se sont écoulés entre ces deux marches, les interventions de militantes féministes dans les médias se sont multipliées. Elles ont contribué, par leur action et leurs discours, à la diffusion d’une interprétation de l’événement en termes d’inégalités femmes-hommes. Divers reportages télévisés¹ traitent alors de cette question et rendent

¹ Voir notamment le reportage intitulé « Les relations filles-garçons dans les quartiers »

compte de la préparation de la « Marche des femmes de banlieue », contribuant à une focalisation du regard sur les « quartiers ». Le 25 octobre 2002¹, un article du *Monde* compile différentes interventions de militantes de la cause des femmes et les résume par un titre catégorique : « La condition des jeunes filles s'est dégradée dans les quartiers difficiles ». L'article évoque l'assassinat de Sohane et pose à son propos la question suivante : « Fait divers aussi tragique qu'isolé ou manifestation extrême d'une dégradation de la condition féminine en banlieue ? ». « La réponse ne fait désormais plus de doute » explique l'article, citant différentes personnalités du monde militant. Enfin, au cours du mois d'octobre 2002, la parution du livre de Samira Bellil *Dans l'enfer des tournantes*, qui raconte l'histoire de son auteure, violée et battue à plusieurs reprises dans une cité de la banlieue parisienne, alimente aussi le débat, donnant à voir une autre manifestation de la supposée dégradation de la condition des femmes dans les banlieues : les viols collectifs².

Pendant cette séquence temporelle, qui sépare les deux marches organisées à Vitry-sur-Seine, les médias se font donc les relais des schèmes d'interprétation proposés par des militantes de la cause des femmes. Ces quelques mois permettent la transformation d'un fait divers, relevant d'abord de la question sécuritaire, en un événement féministe et contribuent à faire de Sohane une potentielle icône pour les féministes. Reste à identifier les facteurs qui font que, dans la longue liste des femmes victimes de violences qui apparaissent ponctuellement au-devant de l'actualité, c'est celle-ci qui est sélectionnée par plusieurs organisations pour être célébrée. Nous allons voir que ceci s'explique autant par la

(04min08s), diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2, le 30 janvier 2003. Il y est fait référence à la Marche des femmes de banlieues dont le combat est résumé ainsi par le journaliste : « Message principal : les conditions de vie faites aux femmes dans les cités se dégradent, machisme, irrespect, et parfois beaucoup plus, les viols collectifs, la violence... L'envie d'être libre peut parfois se payer très cher ». Puis un groupe de jeunes gens (trois garçons et deux filles), âgés de 18 à 24 ans et « ayant tous grandi en Seine Saint-Denis », sont interrogés sur « leur vision des relations entre les filles et les garçons dans les quartiers », et plus particulièrement sur les questions de sexualité.

¹ « La condition des jeunes filles s'est dégradée dans les quartiers difficiles ». 25 octobre 2002, *Le Monde*.

² Des articles présentant des victimes de « viols collectifs » sont publiés : « Sarah, victime d'une tournante, harcelée pour avoir parlé ». Par Marie-Estelle Pech, Jean Valbay., 15 janvier 2003, *Le Figaro* ; « L'insupportable vengeance des violeurs de la collégienne ». Par Marie-Estelle Pech. 18 janvier 2003, *Le Figaro* ; « La victime de tournante placée en foyer pour sa sécurité ». Par Dalil Kenz. 19 février 2003, *Le Figaro*.

« cadrabilité » de la figure de Sohane que par les ressources dont disposent les organisations prenant en charge le cadrage.

2. « Cadrabilité » de la figure de Sohane et ressources nécessaires au cadrage

Comme l'exprime Noémie – une de nos interviewées très critique à l'égard de la célébration de la figure de Sohane – de très nombreuses femmes meurent chaque année en France sous les coups de leur conjoint : il existe donc un nombre important de victimes de violences sexistes dont il s'agirait de célébrer la mémoire.

« Cette jeune femme, Sohane Benziane, c'est évidemment atroce ce qui lui est arrivé, je condamne complètement, c'est spectaculaire parce qu'elle a été immolée, elle a été brûlée vive donc c'est vraiment spectaculaire, horrible, atroce, **mais tout autant que les femmes qui meurent sous les coups de leur mari. Pourquoi elle et pas les autres ?** » (Entretien projectif avec Noémie, 14/02/09, photo 19)

Cette question mérite d'être prise au sérieux : pourquoi est-ce la figure de Sohane qui est érigée en symbole par un certain nombre de collectifs féministes alors que les victimes de violences sexistes sont si nombreuses ? Comment expliquer que ce fait divers particulier ait fait « événement », à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace de la cause des femmes, et surtout qu'une lecture féministe se soit progressivement imposée ? Selon nous, à ce moment-là, trois facteurs sont entrés en jeu : premièrement, le caractère « cadrable » de la figure de Sohane, deuxièmement, la capacité d'un certain nombre de militantes féministes à mobiliser les ressources nécessaires pour mener ces opérations de cadrage, et troisièmement, la position dans le mouvement des personnes qui ont guidé le cadrage.

Tout d'abord, le caractère « cadrable » de la figure de Sohane elle-même explique le fait que des militantes de la cause des femmes s'en soient saisi. Dans ce cas précis, deux dimensions accentuent sa *cadrabilité* : premièrement, la dimension « spectaculaire » de sa mort attise l'intérêt des médias et les militantes peuvent ainsi s'appuyer sur eux pour diffuser leurs interprétations. Deuxièmement, face au caractère dramatique et insupportable de l'image d'une femme vivante en flammes, et confrontée à la gratuité apparente d'un tel geste, la

population est plongée dans un sentiment d'incompréhension qui la rend davantage réceptive aux cadrages proposés par les militantes et relayés par les médias. *Sensible* à l'événement (en raison des fortes émotions qu'il suscite¹), la population peut, plus facilement, être *sensibilisée* à la cause. Ajoutons à cela que si un événement de cette teneur choque profondément quelle que soit la victime, il s'accompagne d'un sentiment d'absurdité et d'injustice d'autant plus fort qu'il touche une jeune fille de 17 ans.

Ensuite, un second facteur entre en jeu : la capacité d'un certain nombre de militantes féministes, à un moment donné, de mobiliser les ressources nécessaires pour cadrer l'événement et ainsi s'approprier la figure de Sohane. Dans ce cas précis, après la période de « rebond » constatée dans la seconde moitié des années 1990, dans le sillage de la conférence de Pékin et autour de la parité puis de l'égalité professionnelle, le mouvement féministe du début des années 2000 est affaibli et peine à mobiliser. L'impulsion vient d'un groupe de personnes qui, engagées dans des associations non reconnues traditionnellement comme féministes, ont entamé depuis plus d'un an une réflexion importante autour de la question des relations entre les sexes dans les quartiers populaires.

En effet, en 2000, Fadela Amara (qui avait participé à la création de la « commission femmes » au sein du mouvement SOS Racisme) est élue à la présidence de la Fédération nationale des Maisons des potes (FNMP), « avec pour mission d'amorcer une réflexion sur les conditions des femmes des quartiers, l'organisation d'un séminaire de formation » (Thieblemont-Dollet, 2009: p.142). Cette préoccupation nouvelle de la FNMP est sans doute à relier au contexte de politisation exceptionnelle de la question des droits des femmes cette année-là : la loi sur la parité est votée en mai 2000, et une enquête nationale inédite sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF) est menée de mars à juillet. Au printemps 2000, Fadela Amara met en place « un séminaire de formation ouvert aux militant(e)s sur l'actualité du féminisme, l'histoire des femmes et leurs luttes ». A l'automne 2001, des « États généraux des femmes des quartiers » sont organisés localement sous la forme de réunions

¹ Marc Bessin en appelle à la prise en compte des émotions dans l'analyse des événements transformateurs ou des bifurcations : « Un risque plane à réhabiliter l'analyse des bifurcations, celui de céder à un certain positivisme, qui revient à occulter le lien fort que ces moments critiques de rupture d'intelligibilité entretiennent avec les émotions » (Bessin, 2009).

publiques au cours desquelles sont distribués aux femmes, des questionnaires portant sur la violence, la sexualité, les traditions et le rôle des religions¹. Sur cette base, le 22 octobre 2001 la pétition « Appel national des femmes des quartiers du 22 octobre 2001. Ni putés ni soumises » est diffusée « auprès des associations de la FNMP, d'associations sympathisantes, d'acteurs politiques de différentes tendances, d'artistes, de l'ensemble des médias français » (Thieblemont-Dollet, 2009: p.142). Les 26 et 27 janvier 2002 se tiennent des seconds Etats généraux à la Sorbonne. Le *Livre Blanc des Femmes de Quartier* – qui rassemble les témoignages recueillis en 2001 – est rendu public et le collectif Ni putés ni soumises se constitue à cette occasion².

Quand le crime contre Sohane est commis en octobre 2002, il existe donc une base de militantes, avec à leur tête Fadela Amara, intéressées par ce qui se passe en particulier dans les quartiers et prêtes à se mobiliser autour de l'événement. Ces militantes possèdent des ressources matérielles du fait de leur inscription dans un réseau associatif large. De plus, ayant déjà entamé une réflexion, ayant été formées, elles ont également les ressources cognitives qui leur permettent de produire des discours, d'intervenir dans les médias. Leurs interventions se font d'ailleurs sur le mode de la mise en parallèle de la situation de Sohane avec les témoignages contenus dans le *Livre blanc*. Ce faisant, elles opèrent une *montée en généralité* (Boltanski et Thevenot, 1991) du cas de Sohane, présenté comme le symptôme visible d'un mal plus général qu'elles ont déjà identifié. Notons que la mise en cohérence des interprétations de l'événement avec les cadres d'analyse dont sont déjà porteurs les militant(e)s (cadres élaborés lors des Etats généraux par exemple) est aussi un facteur essentiel à la constitution d'une personnalité en icône féministe.

Enfin, le dernier facteur qui permet de comprendre la diffusion de la lecture féministe de l'assassinat de Sohane est le profil et la position, dans le mouvement, des militantes qui s'investissent le plus dans ces opérations de cadrage. Tout laisse à penser que le fait que la mobilisation autour de la mort de Sohane Benziane ait été portée en grande partie par des membres de la FNMP a participé au succès du cadrage. Ces nouvelles militantes de la cause

¹ Il est possible que cette initiative se soit inspirée de l'Enquête sur les violences envers les femmes en France (ENVEFF) menée de mars à juillet 2000.

² Il donnera lieu en avril 2003 à la création de l'association loi 1901 Ni putés ni soumises.

des femmes ont pu mettre en avant leur inscription ancienne dans les quartiers – ou du moins leur participation à des associations de quartiers¹ – pour justifier leur légitimité à parler de la situation des filles en banlieue.

« Nous on n'est pas là pour faire de la publicité ou quoi que ce soit, **on est là en qualité de porte-paroles, j'ai grandi dans un quartier, j'ai eu les pires galères dans un quartier en tant que femme**, et je parle de mes souffrances et je ressens les leurs. » (Une militante de Ni putes ni soumises, extrait d'un reportage intitulé « Bilan de la marche des femmes », 02min03s, diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2, le 27 février 2003)

Leur position « décalée » par rapport au reste du mouvement leur a permis de revendiquer une certaine « nouveauté » dont les médias sont amateurs : qualifiées de « nouveau féminisme de quartier »², elles ont fait l'objet d'une couverture médiatique que les anciennes militantes peinaient à obtenir³. Entretenant, dans un premier temps, une position ambiguë à l'égard du féminisme, véhiculant notamment un discours comme « *on n'est pas féministes, on est féminines* » (Mercader et Garcia, 2004), ces nouvelles arrivantes dans l'espace de la cause des femmes, ont ainsi été relativement protégées du stigmatisme associé au qualificatif « féministe » dans l'opinion publique (Emo, en cours). Ce positionnement, qu'il soit ou non le produit d'un calcul stratégique de leur part, a participé à la réussite de la diffusion de leurs interprétations. Enfin, le fait que Samira Bellil se joigne au mouvement, et se trouve même

¹ Les trajectoires des militantes de Ni putes ni soumises sont marquées par des « mobilités résidentielles ou des origines sociales qui les ont conduites à vivre hors des quartiers populaires » (Mercader, 2008: p.146). Elles sont néanmoins couramment présentées dans les médias comme « issues des quartiers sensibles ».

² « La révolte des filles de banlieue. Reportage à Lille ». Par Béatrice Guelpa. 6 mars 2003, *L'Hebdo* ; « La longue marche des femmes des cités ». Par Charlotte Rotman. 31 janvier 2003, *Libération*.

³ Une rapide analyse de la médiatisation des féministes dans l'histoire récente montre qu'il est récurrent de voir une organisation féministe attirer ponctuellement toutes les attentions médiatiques – au détriment des autres composantes de l'espace de la cause des femmes. Cette dernière est alors quasi systématiquement affublée du qualificatif de « nouveau » ou « néo-féministe » – comme ce fut le cas pour l'association Mix-Cité menée par Clémentine Autain et Thomas Lancelot en 1997, puis les Chiennes de Garde créées par Florence Montreynaud en 1999, les Ni putes ni soumises en 2003, et plus récemment Osez le féminisme ou les Femen – alors même que certaines de leurs animatrices sont engagées dans l'espace de la cause des femmes depuis longtemps. On peut analyser cela comme une négation de l'histoire des féminismes par les médias, qui présentent ainsi ce mouvement social comme un éternel recommencement.

considérée par les médias comme la « marraine » de cette mobilisation¹, a crédibilisé leur discours dans la mesure où cette dernière apparaissait comme une témoin directe et vivante – survivante même, donc porteuse d’un discours irréfutable – de cette supposée dégradation de la vie des femmes dans les quartiers socialement sinistrés.

Un travail de « cadrage », réalisé entre octobre 2002 et mars 2003, par des organisations dotées de ressources, de réseaux, d’une notoriété et d’une légitimité, a donc permis la qualification de la mort de Sohane en « crime sexiste » et a contribué à faire de cette dernière une potentielle icône pour les féministes. Son entrée dans la liste des figures célébrées par les associations féministes tient ensuite surtout au dépôt d’une plaque en sa mémoire sur la tombe de Simone de Beauvoir, à l’automne 2003. Après cela, jusqu’en 2009, le souvenir de la jeune femme est régulièrement rappelé par différentes générations de militantes, au point d’en faire un des symboles de la résistance à l’oppression masculine.

La partie suivante du chapitre vise à mettre au jour les processus concrets par lesquels des collectifs féministes construisent dans la durée le souvenir de Sohane. Nous allons montrer que l’intégration d’une personnalité dans les mémoires féministes dépend, certes de caractéristiques propres à celle-ci, mais aussi et surtout de conditions sociales présentes, favorisant ou non le fait que des militantes convergent autour d’elle. La vie ou l’œuvre de chaque figure du passé pouvant donner lieu à de multiples interprétations, parfois contradictoires, le fait de devenir une icône pour les féministes repose moins sur le caractère consensuel de la personnalité en question que sur un contexte favorable au rassemblement des féministes.

B- Dépasser les contradictions et construire le souvenir de Sohane

La précédente analyse des processus de cadrage ne doit pas laisser croire à l’existence immédiate d’un consensus autour de la figure de Sohane Benziane. Son assassinat donne lieu

¹ « La révolte des filles de banlieue. Reportage à Lille ». Par Béatrice Guelpa. 6 mars 2003, *L’Hebdo*.

à des interprétations contradictoires et provoque, au sein de l'espace de la cause des femmes, des conflits entre des collectifs composés d'actrices venues de sphères sociales distinctes et appartenant principalement à des générations différentes. Nous allons analyser ces divergences et voir quelles sont les conditions ayant finalement permis une convergence, largement conjoncturelle, autour du souvenir de Sohane.

1. L'entrée en scène de Ni putes ni soumises et l'expression d'interprétations contradictoires

Le crime dont Sohane est victime constitue un « événement transformateur » (Mcadam et Sewell Jr, 2001) pour l'espace de la cause des femmes en France. Il provoque à la fois un regain de mobilisation, l'arrivée de nouvelles militantes, et une recomposition des sous-groupes composant l'espace social en question.

Au lycée Jean Macé de Vitry, peu après le drame, est créé le Collectif Féminin Masculin de Vitry qui rassemble des lycéen-ne-s jusqu'alors non engagé-e-s pour la cause des femmes. Plus largement, la mort de Sohane marque l'arrivée dans l'espace de la cause des femmes de nouvelles militantes qui, dans l'ensemble, se distinguent des anciennes féministes, par leurs trajectoires et leurs propriétés sociales. En effet, parce qu'il met l'accent sur l'aspect « quartier », le cadrage proposé par les femmes de la FNMP permet de mobiliser des personnes non insérées jusqu'alors dans le mouvement féministe, mais qui se sentent interpellées en tant qu'habitant-e-s de banlieues. Si une partie d'entre elles avaient déjà été militantes à SOS Racisme ou dans des syndicats lycéens, d'autres arrivent au militantisme à l'occasion de la « Marche des femmes contre les ghettos et pour l'égalité » de février à mars 2003. Les nouvelles recrues, « bien que socialement éloignées des “filles des cités”, se perçoivent comme partageant une condition commune » avec ces *filles* en raison notamment de leur âge (moins de quarante ans) et de leurs « communes origines maghrébines et musulmanes »¹ (Mercader et Garcia, 2004). Kahina, la sœur de Sohane, jeune femme d'origine algérienne vivant dans un quartier socialement sinistré et n'ayant jamais milité pour la cause des femmes, est emblématique du profil de ces militantes qui, à la faveur de

¹ Cette expression empruntée à Patricia Mercader et Marie-Carmen Garcia est entendue ici au sens « d'origine maghrébine » et/ou « d'éducation musulmane ». Ces catégories mériteraient d'être plus longuement discutées, voir à ce propos (Guénif Souilamas, 2000).

l'événement, s'emparent du combat féministe. Ces dernières, par leurs propriétés sociales, se distinguent des militantes féministes traditionnelles. En effet, le mouvement féministe français au début des années 2000 est majoritairement composé de femmes blanches, souvent parisiennes, appartenant aux franges les plus éduquées des classes moyennes, et âgées de plus de quarante ans. L'arrivée de ces nouvelles militantes vient bousculer l'équilibre des forces internes à l'espace de la cause des femmes et met notamment au jour des conflits d'interprétation.

Si le caractère sexiste du crime fait consensus, deux interprétations concurrentes sont néanmoins portées par deux types d'actrices issues de sphères militantes distinctes. D'un côté, la FNMP, qui s'intéresse depuis peu à la question de la situation des femmes et qui trouve son origine dans le mouvement antiraciste, met principalement l'accent sur les « banlieues » ou les « quartiers »¹. Ce discours, qui trouve un écho très favorable dans les médias, « propose fondamentalement une dichotomie entre un “centre” et une “périphérie” urbains séparés par le sexisme » (Mercader et Garcia, 2004). De l'autre côté, les féministes anciennes dans le mouvement, et militant dans des associations issues ou se revendiquant de la « mouvance de la deuxième vague »² de l'espace de la cause des femmes, essaient d'inscrire le débat dans la continuité des revendications d'hier, en reliant l'événement à un rapport de domination touchant *toutes* les femmes. En particulier, des militantes du pôle intellectuel de l'espace de la cause des femmes prennent la parole dans la presse pour signifier que :

« Cette violence sexiste présente dans les banlieues **traverse en fait toute la société**. Elle n'est **pas inscrite dans les gènes des jeunes des quartiers**. » (Christelle Hamel, « Des filles de banlieues lancent la première "marche des femmes" », 3 février 2003, *Le Monde*)

Ainsi – comme nous l'avons vu dans le chapitre 4 à propos des deux récits des origines du MLF – chaque groupe est structuré selon des cadres sociaux qui n'autorisent pas les mêmes interprétations de la mort de Sohane. Les écarts dans la lecture de l'événement sont liés à des différences d'inscription dans le champ (récente ou ancienne), de recrutement

¹ Pour une critique de ce positionnement, voir : (Guénif-Souilamas et Macé, 2006).

² On emprunte l'expression « mouvance de la deuxième vague » à Laure Bereni, qui la définit comme « l'ensemble des collectifs ayant émergé ou ayant substantiellement redéfini leurs objectifs militants au début des années 1970 » (Bereni, 2007: p.27).

(interne ou venant du mouvement antiraciste) et de propriétés sociales des militantes (des femmes jeunes, d'origine maghrébine ou musulmanes et des femmes plutôt blanches, parisiennes et âgées de plus de quarante ans).

Les interprétations contradictoires se traduisent rapidement par un conflit ouvert. Le 8 mars 2003, pour l'arrivée de la « Marche des femmes des quartiers pour l'égalité et contre les ghettos », est organisée une grande manifestation à Paris, qui rassemble plus de 20 000 personnes. Elle fait défiler ensemble les nouvelles recrues du mouvement, représentant « les filles des cités », et les féministes « historiques ». A cette occasion, les militantes de la Marche sont reçues à Matignon et Kahina Benziane, la sœur de Sohane, prononce un discours. Elle y affirme :

« J'ai l'impression qu'**on a deux catégories de jeunes femmes, de femmes, celles qui se battent pour la parité, et celles qui se battent pour survivre**, celles qui habitent en cités. » (Extrait d'un reportage intitulé « La marche des cités », 01min59s, diffusé dans le Journal de 20 heures de France 2, le 08 mars 2003)

Cette phrase résume bien les critiques adressées par les militantes de la Marche des femmes des quartiers aux anciennes militantes de la cause des femmes : elles pointent du doigt un décalage entre les terrains de lutte des associations féministes classiques et la situation des femmes des cités dont elles se font les porte-paroles. Deux camps s'opposent : d'un côté, les nouvelles recrues voient dans l'assassinat de Sohane la preuve du désintérêt des féministes historiques pour les cités. Elles vont même parfois jusqu'à les accuser d'être responsables de la situation supposée catastrophique des femmes des quartiers. Loubna Méliane (une des militantes de la Marche des femmes des quartiers) dit à ce propos :

« **Les féministes se sont arrêtées aux portes des quartiers**. On ne m'a jamais parlé d'égalité entre les hommes et les femmes, pas même en classe » (« La marche de Loubna ». Par Marie Cousin. 6 mars 2003, *L'Express*)

De l'autre côté, les féministes anciennement dans le mouvement voient dans cette affirmation non seulement une négation de la profonde actualité du sexisme dans l'ensemble de la société, mais aussi une méconnaissance de l'histoire des luttes. Le fait que, comme nous l'avons déjà évoqué, les Ni putes ni soumises n'aient pas, dans un premier temps, eu une

position univoque vis-à-vis du féminisme accentue cette division, les anciennes leur reprochant de dénigrer les luttes passées en refusant de s'inscrire dans leur continuité.

Nous allons montrer maintenant que le contexte politique du moment – c'est-à-dire l'émergence de l'islam au centre du débat public et sa cristallisation autour de la question du voile – va permettre un dépassement de ces différences d'interprétation et la convergence, autour du souvenir de Sohane, de ces collectifs jusqu'alors opposés.

2. Un contexte favorable au dépassement de la rupture

L'interview de Kahina Benziane, la sœur de Sohane, dans l'émission *Les 4 vérités* sur France 2, le 3 février 2003, suggère que les mobilisations autour de la mort de Sohane coïncident avec l'entrée dans le débat public de la question de l'islam et plus particulièrement la mise en relation de l'islam avec la domination masculine :

« – *La journaliste* : Bonjour, avec Kahina Benziane, ce matin nous allons en effet parler de cette Marche des femmes qui arrive le 8 mars, et qui est partie de Vitry samedi avec un thème : “pour ne plus raser les murs”. Cette Marche des femmes, Kahina, qui est partie de Vitry pour une raison particulièrement douloureuse pour vous. C'est là que votre petite sœur Sohane a trouvé la mort en octobre dernier, elle avait 17 ans, elle a été brûlée vive.

– *Kahina* : Elle a été brûlée vive à la veille de ses 18 ans par un caïd des Cités. Ben voilà donc effectivement la marche a débuté de ce lieu emblématique. (...)

– *La journaliste* : Vous me disiez tout à l'heure que vous aviez été très touchée parce qu'il y avait des tee-shirts qui reprenaient un des slogans des filles des cités : Ni putes ni soumises. Un hommage à Sohane. **Et puis, il y avait la présence également des femmes afghanes. Est-ce que ça veut dire qu'il y a des parallèles à faire entre le sort qu'on réserve aux femmes en Afghanistan et celui qui est réservé parfois à certaines filles dans les cités ?**

– *Kahina* : En ce qui me concerne, **je ne vois pas de différence entre l'exécution d'une femme afghane et de ma jeune sœur. Je ne vois pas de différence entre une**

femme qui est obligée de porter le voile, pas par conviction, mais par obligation, pour se protéger, qu'une fille qui porte un survêtement en banlieue. Pour moi, on peut voir qu'au-delà de l'Afghanistan, et de la France, il y a une vraie négation...

– *La journaliste* : Cette panoplie, c'est ça que vous dites ? Il y a une sorte de panoplie vestimentaire où il faut effectivement être en survêtement, si on n'est pas habillé de cette façon-là, on va vers les ennuis systématiquement, c'est ça ?

– *Kahina* : Dans un premier temps, on colle une étiquette, une étiquette qui n'a pas lieu d'être d'ailleurs, une étiquette de fille facile, pour ne pas dire pute, et après effectivement à partir de là, c'est ne pas adhérer à des valeurs propres à la cité, et à partir de là on peut effectivement être victime. (...)

– *La journaliste* : Est-ce que vous avez parfois le sentiment qu'on vous écoute moins parce qu'au fond la République **s'intéresse moins à ces jeunes qui sont tous de confession musulmane**, et on se dit au fond **tout ça c'est des histoires qui ne nous regardent pas parce que c'est des règlements de compte à l'intérieur d'une communauté religieuse...** Est-ce que ça joue ça ?

– *Kahina* : Oui, je ne sais pas si ça joue, mais pour moi je l'ai ressenti, pour la mort de ma sœur et pour les autres cas de viols collectifs et puis de négation de la femme dans les banlieues, effectivement on a l'impression d'avoir une société à deux vitesses.

– *La journaliste* : **Est-ce qu'il y a des imams qui vont avoir tendance à accentuer ce phénomène ou à rééquilibrer les choses ?** Est-ce qu'il y a un rôle de la...

– *Kahina* : En ce qui me concerne, je n'ai jamais rencontré d'imams. Je sais qu'il y en a dans certaines cités de Vitry. Néanmoins, je ne les ai jamais rencontrés donc je ne sais pas quels propos ils tiennent. **Mais moi je suis pour un territoire laïc et je ne vois pas pourquoi les cités seraient exclues de cette laïcité et de cette démocratie.**

– *La journaliste* : Je vais poser la question différemment : **est-ce qu'aujourd'hui il y a une religiosité plus forte ou une influence plus forte qu'avant, qui pourrait expliquer ça, ou ce n'est pas directement lié ?**

– *Kahina* : Je ne sais pas, je ne suis pas spécialiste en la question donc je ne peux pas vous répondre. **Moi je sais qu'il y a de plus en plus de personnes qui s'investissent religieusement. Pourquoi ? Parce que probablement qu'ils sont complètement en**

échec et que leur seule bouée est la religion, et effectivement là ça serait peut-être un peu alarmiste. » (Extrait de l'émission *Les 4 vérités* sur France 2, le 3 février 2003)

Cet extrait d'émission télévisée montre bien la montée en puissance, dans l'arène médiatique, des analogies entre pays musulmans et banlieues françaises. Cela passe, par exemple, par le parallèle opéré entre « des femmes tuées en Afghanistan » et l'histoire de Sohane ; ou alors, la comparaison entre des femmes voilées en Afghanistan et l'existence d'une panoplie « jogging » pour ne pas apparaître comme une fille facile dans les cités. Cette analogie semble s'inscrire durablement dans les mémoires féministes car, lorsqu'en février 2009, je montre à l'une de mes interviewées, Alexandra, la photo de la plaque déposée en souvenir de Sohane sur la tombe de Simone de Beauvoir, cette dernière, par association d'idées, évoque d'emblée l'Afghanistan :

« C'est un bel hommage à Beauvoir. Et à Sohane. Mais Sohane elle est morte dans d'atroces souffrances. Rien que ça, ça me bouleverse. Que ça arrive quotidiennement... le nombre de femmes qui sont brûlées vives, torturées, dans d'autres sociétés, mais même ici... Et pas seulement des femmes de l'immigration. Tout ça parce qu'elle n'a pas voulu le mec qui voulait d'elle. Ça montre le fossé qu'il y a encore, le travail qu'il reste à faire. Parce que maintenant avec la mondialisation, il faut que tout le monde arrive à peu près au même niveau. Il y en a qui sont encore en deçà du Moyen Âge. **Tu vois un peu la montée des talibans, la remontée des talibans. Là on va avoir Rawa, qui est une grande association de femmes afghanes, qui n'est pas en Afghanistan, qui est très ancienne, et qui est à Paris ces jours-ci. Je peux t'envoyer l'information par mail. Il y a une autre association Negar, pendant le régime des talibans s'est constitué cette association avec Choukria Hidar ; elle, elle fait partie du gouvernement démocratique entre guillemets qui a été instauré mais qui est en train d'être torpillé par les talibans. Elle est dans le gouvernement. Là il vient d'avoir des attentats en série à Kaboul, et elle va venir en France. Rawa, elles viennent à la Maison des femmes de Paris et après elles viennent à la bourse du travail le lendemain. Ça je peux te dire que ce sont des femmes qui se battent et qui risquent leur peau.** Ce qui est bien, en fait, c'est qu'il y a une solidarité internationale. Les féministes en France, pas seulement en France, tiennent absolument à cette solidarité internationale, qui est facilitée évidemment grâce à l'immigration et les contacts Internet. On est tout le temps en train de signer des pétitions et quand il y en a beaucoup beaucoup, il paraît que ça a une petite influence. Il y en a qui disent

“une pétition de plus” mais moi je les signe. Pas n’importe quoi. » (Entretien projectif avec Alexandra, 13/02/09, photo 19)

On a perçu, dans l’extrait de l’émission *Les 4 vérités* cité plus haut, combien la journaliste insiste pour établir un lien entre la question religieuse (et plus particulièrement l’islam) et l’assassinat de Sohane, allant même jusqu’à affirmer que le fait divers s’inscrit dans un ensemble de « règlements de compte à l’intérieur d’une communauté religieuse ». Au total, sur 8 minutes 20 d’interview consacrée à la marche organisée à Vitry-sur-Seine, 2 minutes 15 sont consacrées à l’islam (en France ou dans le monde). Cette association entre islam et mort de Sohane reflète en fait un contexte politique et discursif plus général, marqué par les suites des attentats du 11 septembre 2001, la « troisième affaire du voile », la réaffirmation des valeurs de la « laïcité » comme marqueur de la République française et l’assimilation croissante de l’islam comme l’envers ou l’ailleurs des valeurs progressistes, au premier lieu desquelles l’égalité femmes-hommes.

Ainsi, quelques semaines après l’arrivée de la « Marche des femmes contre les ghettos et pour l’égalité » à Paris le 8 mars 2003, on assiste à l’émergence d’un grand débat public sur le voile : le 19 avril 2003, « Nicolas Sarkozy intervient comme invité d’honneur à la tribune du Congrès de l’Union des Organisations islamiques de France (UOIF) au Bourget, rappelant l’obligation pour les femmes de poser “tête nue” sur les photos d’identité. Le ministre de l’Intérieur est copieusement sifflé par une partie de la salle et cette image, largement relayée, déclenche “l’emballement médiatique” qui s’en est suivi » (Pingaud, 2009). Le 23 avril 2003, Fadela Amara est invitée de l’émission *Mots Croisés* sur France 2 et y affirme son opposition au port du voile. Le « voile islamique » est ainsi présenté comme le symbole du sexisme en banlieue, l’un des ressorts de la domination masculine dans les quartiers. Le 3 juillet 2003, Jacques Chirac met en place une « commission de réflexion sur l’application du principe de laïcité », la commission Stasi. En septembre 2003, l’exclusion de deux sœurs voilées de leur lycée à Aubervilliers marque la manifestation concrète de ce qui vient d’être construit comme problème public au cours de l’année. Et le 11 décembre 2003, la commission rend son rapport préconisant le vote d’une loi réglementant le port des signes religieux dans les écoles publiques, mettant ainsi fin à ce qu’on a eu coutume d’appeler la « troisième affaire du voile ».

L'omniprésence de la question de l'islam dans le débat public pendant cette séquence temporelle qui sépare la Marche des femmes des quartiers du dépôt de la plaque en souvenir de Sohane sur la tombe de Simone de Beauvoir permet de faire l'hypothèse suivante : c'est dans une commune opposition au voile que s'est progressivement faite la convergence autour de la figure de Sohane entre les femmes de Ni putes ni soumises et les militantes plus « traditionnelles » de l'espace de la cause des femmes. Alors que les féministes dites « historiques »¹ peinaient à trouver leur place dans une lutte qui mettait l'accent sur les périphéries urbaines, elles ont très facilement rallié un combat placé sous le signe de la « lutte contre les intégrismes » et qu'elle pouvait ainsi relier à leurs engagements anciens contre l'intégrisme catholique sur la question de l'avortement, par exemple. Malgré la rupture initiale provoquée par les premières interprétations de l'assassinat de Sohane, la commémoration fondée sur le dépôt de la plaque est donc rendue possible par cette nécessité pour le mouvement de resserrer ses troupes pour mener un combat en faveur d'une loi contre le port du voile à l'école. Comme l'explique Etienne Pingaud, Ni putes ni soumises donne une légitimité de « terrain » aux anti-voiles et fournit aux féministes traditionnelles un cadre légitime qui rend exprimable des oppositions spontanées au voile (Pingaud, 2009). En retour, les anciennes militantes de la cause des femmes donnent à ce combat une profondeur historique et une légitimité intellectuelle avec la figure de Simone de Beauvoir. La trajectoire de Jennifer dans l'encadré ci-dessous est une illustration de la convergence, autour de la question du voile, de deux générations de militantes : celles qui entrent dans l'espace de la cause des femmes au début des années 2000 en adhérant à Ni putes ni soumises et celles qui sont engagées depuis les années 1970.

Encadré n°8 : Trajectoire de Jennifer, une militante de Ni putes ni soumises qui s'engage pour la défense de la laïcité auprès de militantes des années 1970

Jennifer naît en 1977 à Paris. Elle est l'aînée de deux enfants. Son père est algérien, il est arrivé en France en 1965 pour trouver du travail. Plombier au départ, il exerce ensuite différents petits boulots avant de prendre des cours du soir pour acquérir une formation de

¹ Toutes les militantes de la mouvance de la deuxième vague n'ont pas adopté la même position dans le débat sur le voile. Voir par exemple les articles publiés par Christine Delphy sur le site internet « Les mots sont importants » : <http://lmsi.net/> Notons néanmoins que la position de Delphy est minoritaire parmi les militantes actives dans les années 1970.

comptable. Sa mère, parisienne, issue d'une famille plutôt aisée, est secrétaire. La famille vit dans l'immeuble qui appartient à son grand-père maternel et dans lequel vivent aussi les grands-parents. En primaire et au collège, Jennifer a de très bons résultats, en revanche elle a des difficultés à nouer des liens avec ses camarades. Au collège, elle traverse une période d'anorexie. Au lycée, elle quitte l'établissement de son quartier pour aller dans un autre lycée parisien, mieux côté. Ses années de lycée se passent mieux que les précédentes. Elle noue notamment des liens d'amitié avec E.. Après l'obtention de son bac, elle entre en hypokhâgne au lycée Henri IV. Elle fait ensuite une khâgne et intègre l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, en histoire. Elle décide de s'inscrire à la fois en licence d'histoire et en licence de philosophie. Parallèlement, elle prépare aussi le concours de Sciences-Po et étudie le grec ancien. Elle intègre Sciences-Po et s'inscrit, en plus de Sciences-Po, en maîtrise de philosophie et en deug de droit accéléré à Assas. Ce rythme effréné l'épuise et elle retombe dans une anorexie grave. Elle fait une dépression pendant deux ans, au cours de laquelle elle est atteinte de différents troubles du comportement alimentaire. Elle interrompt donc ses études pendant cette période. Une fois guérie, elle décide d'abandonner Sciences-Po, le droit et la philosophie pour se consacrer à une de ses passions : le cinéma. Elle passe un DEA de cinéma, puis un DESS de film documentaire.

En 2002, elle est victime de plusieurs agressions dans la rue et interprète cela comme l'impossibilité pour les femmes de se sentir libres dans l'espace public. Elle commence à s'intéresser au féminisme, regarde quelques documentaires sur l'histoire du mouvement et recherche des associations féministes contemporaines sur Internet. **Elle découvre Mix-Cité, se rend à une de leur réunion, mais ne s'y sent pas à l'aise. Elle leur reproche leur approche « trop universitaire » de la question. Au même moment, Ni putes ni soumises est créée. Avec son amie de lycée, E., elle entre en contact avec l'association et y milite pendant un an. Elle participe notamment à la grande manifestation du 8 mars 2003. En mai 2003, dans le cadre du débat sur le port du voile, Anne Zelensky co-signe une tribune dans *Le Monde* intitulée « Laïcades puisque féministes », qui séduit Jennifer. Cette dernière lui écrit et lui demande de la rencontrer. Elles commencent à militer ensemble au sein d'un groupe informel, qui organise les Rencontres féministes de l'Hôtel de Ville à l'occasion du centenaire de la laïcité. Après cet événement, le groupe se dissout progressivement mais Jennifer reste en contact avec Anne Zelensky. Cette dernière, au cours de longues discussions, lui transmet son expérience du mouvement féministe des années 70.** En parallèle, Jennifer ne parvient pas à faire aboutir ses projets professionnels cinématographiques. Après avoir bénéficié du RMI pendant quelques mois, elle est contrainte d'enchaîner des petits boulots (hôtesse d'accueil, standardiste). Désireuse de sortir de cette situation précaire, elle décide de passer les concours de la fonction publique. Leur préparation, au moment de l'entretien, l'empêche provisoirement de s'investir dans le militantisme.

Pour résumer, le rassemblement de différentes générations autour de la construction du souvenir de Sohane est lié à un impératif politique présent, à savoir la nécessité d'affirmer une commune opposition au voile islamique dans un contexte marqué par l'omniprésence de la question de l'islam dans le débat public. A la faveur de ce contexte, le souvenir de Sohane est donc mobilisé pour lier les nouvelles recrues à un héritage plus ancien. Grâce à la

commémoration analysée dans la partie suivante, la figure de la jeune femme s'intègre à un récit de *continuité* des luttes féministes et devient ainsi une icône féministe, mobilisée ensuite régulièrement par différentes associations ou personnalités de l'espace de la cause des femmes.

3. La construction du souvenir de Sohane : mémoire et continuité

En devenant un événement associé au féminisme (à la faveur d'opérations de cadrage), la mort de Sohane a donné à voir des divisions au sein de l'espace de la cause des femmes. Une analyse du contexte politique dans lequel se sont exprimés les désaccords permet de comprendre comment il est possible que, quelques mois plus tard, des représentantes de collectifs jusqu'alors opposés organisent conjointement une commémoration en faveur du souvenir de Sohane. Nous allons, dans cette partie, montrer combien l'organisation de la commémoration semble guidée par le souci de rétablir une continuité écornée. Nous verrons ensuite comment le souvenir de Sohane a continué d'être régulièrement mobilisé par différents collectifs ou figures dominantes de l'espace de la cause des femmes de 2004 à 2012.

a) Le dépôt de la plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir : créer un lien de sororité

La construction du souvenir de Sohane par les féministes est suscitée par les attaques dont il est l'objet, un an après la mort de Sohane, au sein de la cité Balzac à Vitry-Sur-Seine. En effet, la plaque posée par la mairie sur le lieu du crime peu de temps après les faits, sur laquelle est écrit « Pour que garçons et filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect, Sohane Benziane, 1984-2002 », est progressivement brisée et souillée par les amis de l'assassin. Kahina Benziane refuse d'assister à cette dégradation du souvenir de sa sœur et se tourne alors vers une militante féministe de la mouvance de la deuxième vague, Annie Sugier.

Cette prise de contact avec une féministe appartenant à la génération des « anciennes » militantes du mouvement ne va pas de soi compte-tenu des divergences évoquées plus haut. Elle s'explique par le fait qu'Annie Sugier est l'une des rares « anciennes » du mouvement des femmes à s'être rendue à la première manifestation organisée en souvenir de Sohane, dès

le mois d'octobre 2002. Le parcours militant d'Annie Sugier permet de mieux comprendre son intérêt immédiat pour l'histoire de Sohane. Ingénieure chimiste à la retraite, Annie Sugier s'est engagée dans le mouvement des femmes dans les années 1970, aux côtés d'Anne Zelensky et au sein de la Ligue du droit des femmes. Elle a été à l'origine de la création en 1983 de la Ligue du Droit International des femmes (LDIF), qu'elle préside depuis la mort de Simone de Beauvoir, et dont l'action se trouve résumée ainsi :

« La LDIF s'est manifestée au cours des 20 dernières années par des **actions centrées sur "le choc des cultures"**. » (Site internet de la LDIF, page « Objectifs et organisation » : <http://www.ldif.asso.fr/?theme=ldif&n=29>)

« La Ligue du droit international des femmes [a été créée] afin de **dénoncer le "relativisme culturel" qui justifie les plus grandes injustices à l'égard des femmes au nom du respect des religions, des traditions et des cultures**. Comme si la notion de droits universels ne s'appliquait pas aux femmes. » (Extrait du témoignage d'Annie Sugier et Kahina Benziane lors du colloque international consacré à Beauvoir, organisé sous la direction de Julia Kristeva à Paris, les 9, 10 et 11 janvier 2008, publié dans : (Sugier et Benziane, 2008: p.329))

Il est rappelé sur le site internet de l'association que « dès le début des années 1970, alors que la LDIF n'était qu'une section de la Ligue du Droit des Femmes, le noyau de militantes qui l'animait s'est préoccupé de la situation d'oppression particulièrement grave dont étaient victimes celles qu'on appelait alors "les beurettes" »¹. Ensuite, depuis la fin des années 1970, les mobilisations de la LDIF ont traduit une certaine focalisation sur des manifestations de l'inégalité entre les sexes pouvant donner lieu à des interprétations culturelles et religieuses. Ainsi, la LDIF s'engage en mai 1982 auprès de Leïla Chalabi, une jeune fille de vingt ans d'origine algérienne enlevée, au lycée de Meaux, par sa famille qui voulait l'empêcher d'étudier. Puis, en 1984, suite à la mort tragique d'une enfant nommée Bobo Traoré, des suites d'une excision, l'association se porte partie civile au procès et milite contre les mutilations sexuelles. De 1984 à 1988, elle s'engage pour une défense « des droits des mères françaises à l'égard de leurs enfants issus d'une union avec des ressortissants de pays d'Afrique du Nord, principalement en Algérie »². En 1989, elle soutient publiquement le proviseur du lycée de Creil ayant décidé d'exclure des jeunes filles voilées. Puis dans les

¹ Site internet de la LDIF, page « Historique », (<http://www.ldif.asso.fr/?theme=cites&n=53>)

² Site internet de la LDIF, page « Historique », (<http://www.ldif.asso.fr/?theme=cites&n=53>)

années 1990-2000, l'action de la Ligue se concentre sur les Jeux Olympiques, dénonçant d'abord l'absence de femmes des délégations des pays islamiques et africains et contestant ensuite la participation de sportives voilées.

C'est en opérant un parallèle entre ces engagements passés et la mort de Sohane qu'Annie Sugier justifie *a posteriori* sa présence à la première manifestation organisée à Vitry dès le mois d'octobre 2002 :

« Je m'y rends sans hésiter en me disant **“je ne peux pas avoir été à Kaboul et ne pas aller à Vitry”**. » (Annie Sugier, extrait du site internet de la LDIF, page « Morte brûlée vive » : <http://www.ldif.asso.fr/?theme=cites&n=52>)

Cette référence à la participation de la LDIF à la Deuxième conférence des droits des femmes afghanes organisée à Kaboul en juin 2002, traduit le lien établi par la présidente de la LDIF entre la situation des femmes dans les pays marqués par des régimes islamistes (comme c'est le cas en Afghanistan), et celle des femmes vivant en France dans les quartiers où se concentrent des populations descendantes de l'immigration postcoloniale, de confession ou de culture musulmane. Au travers de ce type d'analogies, commence à se dessiner l'idée selon laquelle islam et droits des femmes seraient difficilement compatibles.

Après leur rencontre lors de la première marche de soutien à la mémoire de Sohane en octobre 2002, Annie Sugier et Kahina Benziane étaient restées en contact : la LDIF, par l'intermédiaire de l'avocate Linda Weil-Curiel, avait proposé à la famille de Sohane de se constituer partie civile au procès du meurtrier de la jeune fille. Lors d'une de leurs discussions, Kahina avait évoqué la dégradation de la plaque posée à Vitry, suscitant une mobilisation quasi immédiate de la part d'Annie Sugier, du groupe local d'ATTAC et du collectif Féminin-masculin de Vitry¹. Nait ainsi l'idée de poser une plaque incassable sur laquelle serait ajoutée la mention : « morte brûlée vive ». Annie Sugier raconte dans un entretien la suite de l'épisode :

« **Je vais voir la mairie de Vitry, en disant “ça serait bien qu'on mette cette plaque à la place”**, je me fais recevoir très mal, on me dit “mais non ce n'est pas possible,

¹ « Sohane, morte brûlée vive ». Par Ludovic Tomas. 04 octobre 2003, *L'Humanité*.

vous ne vous rendez pas compte, ça doit résulter d'un processus démocratique, cette plaque a été mise là après de longues discussions, ça va traumatiser tout le monde etc.".

Moi je ne comprends pas : dans les rues de Paris, quand il y a des Résistants qui ont été tués par les nazis, on ne met pas qu'ils sont morts comme ça, on met qu'ils sont morts fusillés. Pourquoi, quand il s'agit des femmes, on ne dit pas comment elles sont mortes ? Commence une longue bataille, je me retrouve avec un problème c'est que, dans mon coffre de voiture, j'ai une plaque dont je ne sais plus quoi faire parce que la mairie n'en veut pas. Je pars en mission en Espagne, j'avais une conférence importante. **La nuit je n'arrivais pas à dormir : qu'est-ce que je vais faire de cette plaque ? Je me dis on pourrait la mettre à côté de Jeanne d'Arc mais Jeanne d'Arc maintenant elle a été récupérée par le Front National. Ça ne va pas marcher. Tout d'un coup, je me dis pourquoi pas sur la tombe de Simone de Beauvoir ? J'ai pensé à un cimetière si vous voulez, et je me suis dit notre présidente c'est Simone de Beauvoir [Simone de Beauvoir a été la première Présidente de La Ligue du Droit International des Femmes]. Et quel plus beau symbole que la rencontre au-delà de la mort de cette femme qui a pensé la libération des femmes et de cette jeune fille d'aujourd'hui, d'une autre génération, d'une autre culture, d'une autre religion, qui a pensé qu'elle était libre et qui en est morte. Voilà, et ça a eu un retentissement énorme.** » (Extrait d'entretien réalisé avec Annie Sugier)

Dans cet extrait d'entretien, l'analogie entre Sohane et les « Résistants tués par les nazis » traduit l'un des premiers enjeux de cette commémoration : il s'agit de gommer l'image de victime associée à Sohane et qui avait été fortement mise en avant dans un premier temps, en raison notamment du registre commémoratif mobilisé (organisation de marches silencieuses et dépôts de gerbe). C'est seulement une fois départie de cet habit de victime que Sohane peut rejoindre la longue lignée des icônes féministes, dont fait partie Beauvoir, et qui sont, dans leur ensemble, d'avantage des femmes s'étant levées contre l'ordre machiste que des femmes victimes de ce système. On comprend bien que l'identification des militantes aux héroïnes est plus aisée que l'identification aux victimes silencieuses.

Par ailleurs, dans ce même extrait, le choix de mettre en parallèle la figure de Sohane Benziane avec celle de Simone de Beauvoir traduit sa volonté de fabriquer de l'unité et de la continuité au sein du mouvement féministe au travers du souvenir de Sohane. Jeanne d'Arc ne constitue pas une figure suffisamment consensuelle dans les mémoires féministes, surtout

parmi les militantes de « l'ancienne » génération. En choisissant Simone de Beauvoir, une figure plutôt consensuelle tant dans les fractions radicales que modérées de l'espace de la cause des femmes, elle perçoit qu'elle réussira à mobiliser toutes celles qui avaient pu se sentir à l'écart du discours porté par la FNMP au moment de l'entrée de l'événement dans les mémoires féministes. Elle permet aussi de favoriser le ralliement de soutiens extérieurs au mouvement, Simone de Beauvoir étant l'une des rares figures féministes légitimes et reconnues au-delà du mouvement féministe¹. Finalement, cet acte de commémoration permet donc de créer de la continuité à partir d'une figure qui avait justement divisé le mouvement.

Est alors établi un lien de sororité² entre les féministes anciennement engagées et la génération de celles entrées dans le mouvement au moment de la mort de Sohane. Ce lien est d'abord mis en scène au travers des deux figures de Simone de Beauvoir et Sohane Benziane, la seconde apparaissant alors comme l'héritière de la première. La légitimité de Beauvoir dans la mémoire féministe vient donc confirmer celle de Sohane. Mais l'union des deux femmes au-delà de la mort n'a pas qu'un effet sur le souvenir de Sohane, elle contribue également à nourrir en retour le souvenir de Simone de Beauvoir. Cette dernière revit au travers de cette commémoration, en témoigne l'usage du présent par Annie Sugier lorsqu'elle dit dans l'extrait d'entretien précédent, « je me suis dit notre présidente **c'est** Simone de Beauvoir », comme si celle-ci était encore bien vivante et occupait encore aujourd'hui ce poste. Simone de Beauvoir se voit confortée dans son statut de figure tutélaire du mouvement, elle apparaît par

¹ Lors d'une journée d'étude intitulée "Le féminisme au filtre de la mémoire", organisée par les laboratoires FRAMPESPA et GEDI, à Toulouse, le vendredi 21 février 2014, Sylvie Chaperon consacre une communication aux "usages mémoriels de Beauvoir" et explique comment le caractère relativement consensuel de Beauvoir est le produit d'une entreprise mémorielle de longue durée, menée par la fille adoptive et amante de Simone de Beauvoir, Sylvie Le Bon, qui a cherché à gommer tous les traits les plus clivants de la personnalité de Beauvoir. Par exemple, en sélectionnant pour la publication les écrits amoureux les plus consensuels de Beauvoir, elle a gommé les dimensions les plus *queer* de celle-ci (bisexuelle, prise dans des trios amoureux) pour en faire une figure plus *straight* (aspect dont ses *Lettres à Nelson Algren* sont l'expression).

² Le terme *sororité*, déjà évoqué au chapitre 5, est mobilisé ici en référence à l'usage qu'en ont fait les féministes françaises dans les années 1970 pour traduire le terme anglais de *sisterhood*. Le concept de *sisterhood*, forgé lui-même par les féministes américaines contre le terme de *brotherhood* (fraternité), était l'expression de la solidarité entre femmes. Un lien de sororité est un lien qui réunit deux femmes, en dépit de leurs différences, sur la base de leur commune expérience d'être femmes dans les sociétés patriarcales (Abbott, 2000).

cette mise en scène du souvenir comme la sœur aînée de toutes les féministes. Annie Sugier explique à des journalistes du *Parisien* qu'elle a voulu aussi se saisir de cette occasion pour diffuser le souvenir de Simone de Beauvoir dans les quartiers :

« Simone de Beauvoir a pensé la libération des femmes. **Elle n'est pas connue dans les banlieues, mais c'est l'occasion de faire un travail sur ce qu'elle a fait pour les femmes.** » (« Mort de Sohane : une journée d'hommage dans la dignité ». Par Sandrine Martinez et Brendan Kemmet. Le 06 octobre 2003, *Le Parisien*)

Par ailleurs, l'existence même de Sohane, son destin tragique, contribue à faire la preuve de la portée de la pensée beauvoirienne : ce qu'elle avait écrit dans les années 1950 est présenté indirectement comme étant toujours d'actualité. Cette actualité de Simone de Beauvoir est d'ailleurs reconnue par Kahina Benziane dans un dialogue avec Annie Sugier publié dans un numéro des *Temps modernes* consacré à Beauvoir :

« En lisant *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, **j'ai eu la désagréable impression de lire un état de lieu de la situation actuelle des femmes.** À mon grand regret, son analyse me donne la sensation qu'elle est intemporelle. » (Benziane et Sugier, 2008: p.648)

Notons qu'Annie Sugier dit avoir choisi cette union car il s'agit de deux femmes d'âge, de culture, de classes sociales différentes. Un autre message semble donc contenu dans cette commémoration : les féministes entre elles n'ont pas de différence plus forte que la lutte qui les unit. Et l'union de Simone de Beauvoir et de Sohane Benziane participe à l'évacuation de ces différences potentiellement porteuses de divisions au sein du groupe. La commémoration vise donc à créer de la continuité autour de la figure de Sohane en rassemblant des féministes aux interprétations de l'événement initialement divergentes. La façon même dont elle a été organisée confirme ce geste rassembleur. La continuité est, en effet, aussi contenue dans le lien même qui unit Kahina Benziane à Annie Sugier. Elles sont la preuve que deux féministes de deux générations distinctes, aussi différentes l'une de l'autre que le sont Simone de Beauvoir et Sohane, peuvent collaborer et parviennent à militer ensemble. En organisant cette commémoration en duo, elles incarnent et se posent en exemple de cette continuité recherchée.

D'ailleurs, l'effet de continuité se prolonge, ensuite, au-delà du dépôt de la plaque : l'histoire de Sohane est associée définitivement au souvenir de Beauvoir lorsqu'elle est racontée par Annie Sugier et Kahina Benziane dans le colloque organisé à Paris à l'occasion du centenaire de la naissance de Simone de Beauvoir et dans le numéro spécial des *Temps Modernes*, paru en janvier-mars 2008, intitulé « La transmission Beauvoir »¹ (Sugier, 2008). Dans un acte de méta-mémoire, qui consiste à raconter et à commenter la commémoration elle-même, le lien est réaffirmé et la continuité entre les icônes finit d'être scellée. L'ovation de la salle à la fin de l'intervention d'Annie Sugier et Kahina Benziane, traduit la force de cette union et l'adhésion qu'elle génère auprès des femmes présentes engagées pour la cause des femmes². Ainsi, il n'est pas surprenant de voir, la même année, Ni putes ni soumises reprendre à son compte la figure de Simone de Beauvoir en organisant notamment une manifestation sur la passerelle qui porte son nom à l'occasion du 8 mars.

b) De 2004 à 2012, consolidation du souvenir de Sohane et évolution des interprétations

De nombreuses autres actions mémorielles sont organisées en souvenir de Sohane entre 2004 et 2012. Elles véhiculent des interprétations de l'événement qui évoluent avec le temps. En 2004, l'accent continue d'être mis sur le sexisme dans les cités et le contexte du débat sur le voile continue de façonner le processus de construction du souvenir de Sohane. Ainsi le lundi 4 octobre 2004, la LDIF et la Coordination Féministe et Laïque (CFL) organisent un rassemblement à partir de 18h, place Sartre-Beauvoir, au métro St Germain des Prés à Paris. Renouvelant l'association entre Sohane et Beauvoir, la plaque est exposée sur la place, sous une banderole portant l'inscription : « A la mémoire de Sohane, brûlée vive à Vitry-sur-Seine le 4 octobre 2002 ». L'appel au rassemblement dit :

¹ Notons que dans cet article Annie Sugier évoque le discours de Kahina à Matignon le 8 mars 2003, en cite même un extrait, mais ne fait pas référence aux attaques lancées alors contre les militantes de la parité. L'idée est bien maintenant de relier les différentes luttes entre elles et de les faire apparaître comme les héritières les unes des autres.

² En 2008, le « Prix Simone de Beauvoir pour la liberté des femmes », créé à l'occasion du 100e anniversaire de la naissance de Simone de Beauvoir, et qui récompense « l'œuvre et l'action exceptionnelles de femmes et d'hommes qui, dans l'esprit de Simone de Beauvoir, contribuent à promouvoir la liberté des femmes dans le monde », est décerné à Ayaan Hirsi Ali et à Taslima Nasreen, deux figures qui, par leurs engagements, lient la lutte pour la cause des femmes à une lutte contre ce qu'elles appellent « l'islamisme ».

« Cette manifestation doit être une réussite. Pour la mémoire de Sohane, pour **ne pas oublier Samira Bellil**, pour soutenir toutes celles qui se battent au quotidien contre le machisme, pour toutes **celles qui résistent aux lois des petits caïds des cités.** »
(Extrait de l'appel au rassemblement émis par la CFL)

Outre la comparaison à Samira Bellil et la référence aux « caïds des cités » qui concentrent l'attention, sur la situation des femmes des quartiers, le fait qu'une des associations qui se saisissent du souvenir de Sohane soit une coordination construite sur les bases d'une défense de la laïcité témoigne de la façon dont le débat public sur l'islam influence alors le processus de construction du souvenir de Sohane.

A partir de 2005, les interprétations proposées par les collectifs ou personnalités qui célèbrent Sohane évoluent. Les commémorations successives conduisent progressivement à gommer les spécificités de Sohane (que ce soit en termes d'ancrage géographique, de religion ou d'appartenance ethnique). Déjà l'association à Beauvoir visait à poser Sohane en symbole de la lutte féministe en général et non seulement dans les banlieues ou entre personnes arabomusulmanes. Le fait d'exposer la plaque au cimetière du Montparnasse, puis au cœur de Paris à Saint-Germain des Prés, avait également commencé à faire sortir l'histoire de Sohane de la périphérie. Le 21 janvier 2006, sous l'impulsion des instances formellement chargées des femmes au niveau municipal à Paris, un centre culturel et artistique du XVe arrondissement de Paris est baptisé du nom de Sohane Benziane, contribuant à sortir définitivement le souvenir de Sohane de l'enceinte des quartiers. D'ailleurs, lorsque le 13 novembre 2005, une autre jeune femme, Shérazade, est aspergée et brûlée vive, dans une rue de Neuilly-sur-Marne, l'association Ni putes ni soumises organise cette fois une marche qui se veut être « un hommage à toutes les victimes de machisme ». Le mort d'ordre de cette marche, qui reprend le cadrage « crime sexiste » débarrassé de toute référence aux quartiers est la preuve d'une évolution de Ni putes ni soumises qui rejoint les féministes les plus anciennes en proposant une lecture de l'événement conforme à celle que ces dernières proposaient pour Sohane.

En 2006, quatre années après les faits, le procès de l'assassin de Sohane est aussi l'occasion d'une actualisation du souvenir de Sohane dans les mémoires féministes. De nombreuses féministes des différentes générations se mobilisent autour du procès pour soutenir la famille de Sohane et pour réclamer la qualification de ce crime en « crime

sexiste ». La Cour d'assises de Créteil, en condamnant Jamal Derrar à verser un euro symbolique à deux associations de défense des droits des femmes (La Ligue des droits des femmes et La Ligue du droit international des femmes), reconnaît pour la première fois la dimension sexiste d'un crime de barbarie à l'encontre d'une femme et juge recevable et bien fondée la constitution des associations féministes en tant que partie civile. Ainsi, le cadrage féministe élaboré dans les premières semaines qui ont suivi l'assassinat de Sohane et qui consistait à contrer l'image euphémisante du « crime passionnel » pour affirmer que la mort de Sohane ne relève pas de l'ordre de la fatalité ou du désordre amoureux, mais qu'elle est plutôt une conséquence des rapports de pouvoir inscrits dans les rapports de genre, trouve sa concrétisation dans le jugement rendu. Le procès contribue donc, lui aussi, à créer de la continuité au sein du mouvement, non plus seulement entre le présent et le passé, mais entre le passé et l'avenir. Il donne à l'événement le statut de « précédent » et en fait ainsi une référence pour l'interprétation des événements futurs. La mémoire de Sohane est depuis parée de cette victoire juridique qui entérine l'interprétation en termes de « crime sexiste ».

En octobre 2012, Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre des Droits des femmes, continue d'ancrer un peu plus le souvenir de Sohane dans l'imaginaire féministe en participant aux événements organisés pour célébrer le dixième anniversaire de la mort de Sohane. La Ministre, dont les propriétés sociales (son âge, ses origines maghrébines, son militantisme au parti socialiste et son engagement plutôt récent pour la cause des femmes) la rapprochent davantage des dirigeantes de Ni putes ni soumises que des féministes « historiques », fait un usage du souvenir de Sohane qui apparaît comme une synthèse entre la lecture centrée sur les « quartiers » et celle visant à inscrire la mort de Sohane dans la problématique plus large des violences faites aux femmes. Ainsi, elle se rend à Vitry-sur-Seine pour se recueillir devant le monument érigé en souvenir de la jeune fille ; puis, elle inaugure une exposition au centre d'animation dans le 15^e arrondissement, lors d'une rencontre organisée par plusieurs associations féministes dont la LDIF. Mais alors que le souvenir de Sohane avait réuni différentes générations de féministes dans le cadre d'une commune opposition au voile, un autre impératif de l'agenda politique semble justifier le besoin d'unité autour de la figure de Sohane en 2012 :

« La lutte contre les violences faites aux femmes sera l'une des priorités du Ministère des Droits des Femmes et **fera l'objet d'annonces au moment du Comité**

interministériel du mercredi 24 octobre 2012. Faire reculer les violences faites aux femmes, c'est agir pour une société meilleure, fondée sur l'égalité entre les sexes et non sur la domination. » (Extrait du communiqué de presse diffusé par Najat Vallaud-Belkacem, le 03 octobre 2012, intitulé « Il y a 10 ans, Sohane Benziane mourait brûlée vive à Vitry-sur-Seine » : <http://www.najat-vallaud-belkacem.com/2012/10/03/il-y-a-10-ans-sohane-benziane-mourait-brulee-vive-a-vitry-sur-seine/>)

La question du port du voile, moins présente dans l'actualité en octobre 2012, laisse place à la question des violences. On ne trouve dans le communiqué de presse de la Ministre aucune référence à la question de l'islam :

« Ce triste anniversaire est l'occasion de rappeler que **les violences sexistes et sexuelles envers les femmes brisent des milliers de vies chaque année dans notre pays. Sohane n'est pas morte à cause d'une soi-disant "querelle d'amoureux",** ou comme on le dit pour d'autres crimes, d'un "différend familial". Elle est morte car elle **a refusé de se soumettre.** Car elle **a bravé l'interdit** qui pesait sur elle en tant que femme. » (Extrait du communiqué de presse diffusé par Najat Vallaud-Belkacem, le 03 octobre 2012, intitulé « Il y a 10 ans, Sohane Benziane mourait brûlée vive à Vitry-sur-Seine » : <http://www.najat-vallaud-belkacem.com/2012/10/03/il-y-a-10-ans-sohane-benziane-mourait-brulee-vive-a-vitry-sur-seine/>)

Najat Vallaud-Belkacem assoie le statut de Sohane comme symbole de la résistance aux violences masculines, d'une part en replaçant sa mort dans le cadre général des violences faites aux femmes sur l'ensemble du territoire français (« dans notre pays »), et d'autre part en continuant à gommer une image de victime au profit de celle d'une femme insoumise à l'ordre machiste (« a refusé de se soumettre », « a bravé l'interdit »).

Les usages de la figure de Sohane ont permis à différentes générations de féministes de se rassembler autour d'une référence commune, et surtout une interprétation du passé partagée en cohérence, à chaque occasion, avec le projet collectif présent. Cette inscription s'est faite à quatre conditions : le cadrage de la mort de Sohane en crime sexiste, la mise en relation de la jeune femme avec une figure tutélaire de la mémoire féministe, la prise en charge de la commémoration par deux féministes de générations différentes incarnant pour l'une le féminisme des années 1970 et pour l'autre le féminisme des années 2000 et enfin, un contexte politique favorable à la convergence des collectifs autour d'une figure illustrant l'actualité et

la légitimité de la lutte (qu'il s'agisse de la lutte contre le foulard islamique ou ensuite celle contre les violences faites aux femmes).

C- Sohane Benziane dans les mémoires individuelles : des interprétations variables selon les positions politiques, les trajectoires et les propriétés sociales

Dans la logique de cette seconde partie de thèse qui se centre sur les collectifs qui composent l'espace de la cause des femmes pour mettre au jour les processus d'homogénéisation du passé à l'échelle mezzo sociale, nous nous sommes contentés d'analyser la façon dont le souvenir de Sohane a été construit par des associations ou figures dominantes du mouvement, *via* l'organisation de commémorations ou d'anniversaires. Pour finir d'interroger le statut d'icône des féministes, dont semble bénéficier Sohane Benziane depuis 2003, il nous paraissait intéressant de considérer aussi la place qu'elle a, au moment de notre enquête de terrain, dans les mémoires individuelles de nos interviewées¹.

L'entretien projectif a été l'outil privilégié pour amener les militantes de la cause des femmes à s'exprimer sur un passé donné, identique pour toutes. Le choix de la photo utilisée pour inviter les interviewées à s'exprimer sur Sohane a été délicat. Le portrait de la jeune femme ayant été très peu diffusé suite à son décès, il ne pouvait pas constituer une image suffisamment identifiable. Par conséquent, toutes les photos potentiellement utilisables donnaient à voir plutôt des rassemblements ou commémorations organisées en souvenir de Sohane. Le risque d'une photo comme celle choisie (voir photo en introduction de ce chapitre ou photo 19 de l'Annexe n°3) était qu'elle amène les interviewées à évoquer la commémoration – en l'occurrence le dépôt de la plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir – plutôt que Sohane elle-même. Malgré ce biais, la photo de la plaque sur la tombe s'est imposée car elle permettait de recueillir aussi des discours sur Simone de Beauvoir dans le cadre d'un entretien projectif contenant déjà de trop nombreuses photos.

¹ Cela constituera également une transition vers la 3^e partie consacrée aux souvenirs des militantes.

Notre premier constat a été que parmi toutes nos interviewées, quatre¹ ont semblé ne pas se souvenir de Sohane : l'une n'a absolument pas parlé d'elle, deux ont pu en dire quelques mots après que je les ai relancées en leur lisant la plaque², la troisième a expliqué ne pas bien s'en souvenir en justifiant cet oubli par le fait qu'elle n'était pas encore engagée dans le mouvement féministe en 2002. Parmi ces 4 personnes, deux d'entre elles sont les plus âgées de l'échantillon : Jeanne est née en 1922 et Laura en 1930. Les deux autres, Carole et Fatoumata sont respectivement nées en 1980 et 1970 et elles appartiennent toutes deux à l'association Du côté des femmes à Cergy et à Sarcelles. Elles ont toutes les deux commencé à militer après 2002 et ont donc pu passer à côté du meurtre, certes médiatisé mais constitué en événement principalement par les féministes. Les 33 autres interviewées, qui se sont souvenues de Sohane, ont tenu des discours de différents ordres : elles ont donné leur interprétation de son assassinat, elles ont expliqué ce que la jeune femme représente pour eux, elles ont commenté l'acte de commémoration lui-même et/ou sont revenues sur les raisons justifiant l'organisation de célébrations en souvenir de Sohane.

Le second constat est qu'en majorité nos interviewées ont découvert la commémoration au moment de l'entretien : sur 37 personnes à qui la photo a été présentée, 23 ont signifié ne pas savoir qu'une plaque en souvenir de Sohane avait été déposée sur la tombe de Simone de Beauvoir ; 6 personnes seulement avaient assisté ou entendu parler de la commémoration (uniquement des Parisiennes) et 8 personnes ont tenu des discours trop ambigus pour nous laisser entrevoir si oui ou non elles avaient eu connaissance de cette commémoration avant l'entretien. Le fait qu'une bonne partie des interviewées découvre la commémoration par l'intermédiaire de la photo a un double intérêt : d'une part, cela nous invite à relativiser la diffusion transversale des mémoires historiques au sein de l'espace de la cause des femmes et d'autre part, méthodologiquement, cela nous permet d'observer en direct la réception d'une

¹ Nos références au nombre d'interviewées n'ont ici aucune prétention statistique et notre échantillon n'a pas vocation à être considéré comme représentatif de quoi que ce soit. Il s'agit de simples indications pour permettre au lecteur pour avoir une idée plus précise de la composition de l'échantillon.

² Lors des premiers entretiens projectifs réalisés, j'avais dans l'idée de minimiser au maximum les relances pour n'avoir vraiment accès qu'aux réactions spontanées, aux souvenirs immédiats. Au fur et à mesure de la réalisation de ces entretiens, j'ai davantage relancé mes enquêtées ; l'expérience me permettant de mieux évaluer les raisons des silences et ainsi les potentiels biais introduits par mes interventions.

pratique commémorative par des militantes – même s’il ne faut pas perdre de vue qu’il s’agit d’une réception différée et donc l’analyser en rapport avec le contexte.

A partir de ses recherches sur les cérémonies officielles (qu’il compare à d’autres travaux, sur le vote notamment), Nicolas Mariot avance l’idée selon laquelle il est vain de se livrer à une collecte des représentations¹ des acteurs « à propos d’épreuves fortement encadrées et instituées » comme des examens, des cérémonies, des entretiens officiels, etc. (Mariot, 2012). Selon lui, « en s’attachant prioritairement aux appropriations individuelles du message cérémoniel, le spécialiste de la réception des événements » court un double risque : premièrement, le risque « de ne rien pouvoir constater d’autre qu’un “morcellement infini de significations” », c’est-à-dire de ne faire qu’inventorier « l’extraordinaire variété des comportements selon les cas et les circonstances », « s’épuisant dans le constat qu’il y a “des pour” et “des contre” ». Deuxièmement, le second risque consiste à trop chercher à « retrouver de l’autonomie derrière le conformisme », et à oublier de « montrer en quoi le repos sur les institutions est une attitude bien plus fréquente qu’on ne l’imagine, y compris chez les plus militants, puisqu’ils sont aussi les plus habitués aux rouages de l’action collective » (Mariot, 2012: p.194-196). En confrontant nos enquêtées à la photo représentant le dépôt de la plaque, nous nous livrons à un travail sur la réception du rite par son public, c’est-à-dire que nous cherchons à évaluer l’efficacité de la commémoration auprès du public visé, et sommes donc susceptibles de tomber dans les écueils pointés par Nicolas Mariot. Ses mises en garde nous ont d’ailleurs permis de mieux appréhender certaines de nos données : plutôt que de mettre uniquement l’accent sur l’hétérogénéité des réactions pour mettre en évidence que « même dans l’événement le plus orchestré qui soit (cérémonie, élections), il reste aux individus la force du libre arbitre, du quant à soi, de “l’autonomie de sa volonté”, de l’*eigensinn*, ou encore de l’*agency* » (Mariot, 2012: p.195), nous avons porté attention aux attitudes de « repos sur les institutions » dont font preuve certaines interviewées dans leurs

¹ Il parle plutôt de « croyances », qu’il définit comme « ce qui relève de façon large des idées, des pensées, des opinions, de ce que les gens ont dans la tête, de ce qui n’est pas visible mais constitue ce qu’il faudrait atteindre par la mise à la question des enquêtés, notamment par l’usage d’entretiens, de questionnaires, ou simplement de discussions libres avec ceux-ci. » Le terme « représentations » nous semble moins polysémique que celui de croyances, qui peut aussi faire référence à « ce qui est faux et qu’on tiendrait pour vrai contre des évidences scientifiques », ou encore au fait de « croire en (donner sa confiance) et croire que (donner son assentiment à une proposition) » (Mariot, 2012: p.190-191).

commentaires de la commémoration, et nous avons aussi cherché à nuancer le poids du libre arbitre en expliquant la diversité des réactions non pas par « l'autonomie de la volonté » mais par des propriétés sociales et des insertions différentes dans l'espace de la cause des femmes.

1. Une part de conformisme dans les réactions à la commémoration

L'entretien projectif réalisé avec Olivia fournit un exemple du conformisme dont font preuve certains individus face à un rite aussi institué qu'une commémoration. En lui demandant son avis sur le dépôt de la plaque auquel elle a assisté, je me place dans la position de « l'enquêteur [qui] demande aux gens de juger leur propre comportement alors même que celui-ci est précisément préétabli et encadré pour dispenser son auteur d'avoir à exprimer un tel jugement ou une telle justification » (Mariot, 2012: p.196). Ainsi, on constate qu'elle ne parvient pas à formuler de jugement personnel sur le rite et qu'elle préfère raconter les raisons qui ont motivé les organisatrices de la commémoration :

« J'y étais. C'était Annie Sugier et la sœur de Sohane, je ne sais plus comment elle s'appelle, qui s'étaient occupées de faire ça. Et c'est la tombe de Simone de Beauvoir. On avait été autorisé à mettre cette plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir et Sartre. Par contre, je ne sais pas ce qu'il y a autour, des tickets de métro. **Tu connais l'histoire, ce n'est pas la peine que je te la raconte. Qu'est-ce que tu as pensé du fait que de mettre cette plaque ici ?** Je pense que ça a révélé plein de choses cette plaque. **Elle est là parce que Annie Sugier et la sœur de Sohane n'ont pas pu la mettre là où a eu lieu le drame et qu'il était absolument refusé... elles l'ont fait aussi pour que, alors qu'on dit tout le temps pourquoi les gens sont morts, là il n'y avait pas le droit de dire qu'elle était morte brûlée vive. Et c'était aussi pour essayer que les garçons et les filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect. Parce que Sohane est une personne qui a refusé de se laisser soumettre par un garçon. Elle est morte brûlée vive à cause de ça.** » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 19)

Alors qu'elle commençait son discours en affirmant qu'il n'était pas nécessaire qu'elle me raconte l'histoire de la commémoration, ma demande de jugement l'amène à me répéter assez précisément ce qu'Annie Sugier et Kahina Benziane ont raconté de leurs motivations, au colloque sur Simone de Beauvoir ou dans des textes publiés à ce sujet. De plus, l'usage du

« on » dans la phrase « on avait été autorisé à mettre cette plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir et Sartre », alors qu'Olivia n'est pas organisatrice de la commémoration, témoigne de cette tendance de certaines militantes à se laisser porter par les institutions qui produisent des récits finalisés du passé et leurs proposent des interprétations de l'événement. Autre exemple, celui de Myriam, qui avoue son absence d'opinion sur la commémoration et fonde son jugement sur la confiance qu'elle accorde aux organisatrices :

« **Je n'ai pas d'opinion là-dessus.** Je trouve ça bien qu'elle ait été mise là. Il fallait qu'elle existe. Je ne pense pas que Simone de Beauvoir aurait été contre. **Tout ça a été réfléchi certainement par des associations. C'est bien.** » (Entretien projectif avec Myriam, 26/06/2009, photo 19)

En précisant que « tout ça a été réfléchi certainement par des associations », elle explicite le fait qu'elle s'en remet à celles qui ont pensé la commémoration et ne s'autorise pas un jugement autre que celui, positif et lapidaire (« c'est bien »), qu'elle émet ici probablement pour ne pas se froisser. Néanmoins, si ce conformisme est assez présent chez celles qui, par leur proximité avec les organisatrices, connaissent l'histoire de la commémoration, il l'est moins chez celles qui la découvrent au moment de l'entretien. Qu'elles la jugent positivement ou négativement, nombreuses ont été les enquêtées qui ont tout de même donné leur avis sur le dépôt de la plaque et ont essayé d'en décrypter le sens ou d'en donner une interprétation personnelle.

Il nous semble donc important de ne pas renoncer aussi radicalement que Nicolas Mariot à l'analyse de la diversité des réactions. Si comme lui, nous pensons que « ce n'est pas forcément un progrès de la connaissance que de constater ce morcellement », il semble que la stérilité de cette approche tienne surtout au caractère décontextualisé de l'analyse de discours. Confronter les discours des interviewées au contexte dans lesquels ils sont prononcés, mais aussi au contexte dans lequel a été initialement élaboré le rite, et les relier également aux trajectoires et aux propriétés sociales des personnes, permet d'avancer dans la compréhension des mécanismes de la mémoire collective. Cela permet notamment de comprendre les processus par lesquels s'homogénéisent ou non des représentations du passé et ainsi, plus largement, de mettre au jour la structure des connexions entre les groupes et entre les individus dans l'espace de la cause des femmes. Certes, certaines interviewées peuvent s'en remettre aux organisatrices de la commémoration et faire preuve de conformisme dans leurs réactions, mais il apparaît tout de même que les mémoires individuelles ne sont pas

entièrement soumises aux impositions du souvenir par le haut : chacune peut résister à ces interprétations si elles ne lui semblent pas cohérentes avec ses positions politiques, ou si elles sont portées par des groupes ou des personnes dont elle se sent éloignée. Nous allons donc procéder à une analyse de discours en contexte pour les cinq grilles de lecture¹ que nous avons dégagées des entretiens projectifs et les confronter ensuite aux propriétés sociales des interviewées qui les portent.

2. Cinq grilles de lecture

a) Grille de lecture 1 : un crime sexiste qui est advenu en banlieue

Il existe deux interprétations de l'événement au sein de cette première catégorie. Si nous les avons classées ensemble c'est qu'elles ont en commun de véhiculer des cadrages proposés par les militantes féministes au cours de l'année 2002, avant que la plaque ne soit déposée sur la tombe de Simone de Beauvoir. Par ailleurs, ce qui rassemble ces deux interprétations est qu'aucune des deux ne fait référence à l'islam ou au port du voile.

i. Grille de lecture 1a : « Voilà où mènent les violences faites aux femmes ! » (Coralie)

L'interprétation 1a est celle d'interviewées qui, confrontées à la photo, inscrivent la mort de Sohane dans la problématique générale des violences faites aux femmes et opèrent ainsi une montée en généralité. Six interviewées sur trente-sept ont tenu ce type de discours (cf Annexe n°16). Après avoir analysé la teneur de ces interprétations, nous reviendrons à la fin de ce chapitre sur les propriétés sociales des enquêtées qui les portent, mais leurs trajectoires peuvent d'ores et déjà être consultées en Annexe n°2, ainsi qu'un tableau signalétique de ces huit interviewées en Annexe n°16bis. L'extrait de l'entretien

¹ Afin de ne pas noyer le lecteur dans de trop nombreuses citations d'entretiens, nous avons sélectionné à chaque fois le discours d'une interviewée, mais l'ensemble des interprétations de type 1a sont en Annexe n°16, celles de type 1b en Annexe n°17, celles de type 2a en Annexe n°18, celles de type 2b sont en Annexe n°19, celles de type 3 en Annexe n°20, celles de type 4 en Annexe n°21, celles de type 5 en Annexe n°22. Les interprétations des individus qui se trouvent au croisement de plusieurs types sont en Annexe n°23. De plus, afin d'avoir une vision complète des réactions, l'extrait choisi pour présenter chaque type d'interprétations (dans les encadrés gris) reprend, pour chaque interviewée, l'entièreté du discours qu'elle a tenu à propos de la photo 19.

projectif mené avec Michaël donne à voir, ci-dessous, un certain nombre de traits caractéristiques de cette première grille de lecture.

« Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Jean-Paul Sartre 1980, Simone de Beauvoir 1986 (*Il lit la plaque pour Sohane*). C'est une jeune fille qui a été brûlée. **L'hommage à Simone de Beauvoir est en définitive la prolongation de ce vœu qu'elle émet à la fin du *Deuxième sexe***, où elle dit qu'en définitive la revendication féministe s'inscrit dans une réconciliation des humains, dans une fraternisation des hommes et des femmes. On voit bien que c'est tardif, en 2002. **Il y a encore 100 femmes en France à peu près qui meurent sous les coups de la violence masculine. On dit qu'il y a des hommes qui sont aussi tués par des femmes, mais il y en a à peu près 10 fois moins, donc on voit bien que le déséquilibre est très grand. Il s'agit bien de la poursuite, des séquelles, de la persistance de la domination masculine.** Incontestablement, d'ailleurs, une bête blessée devient parfois plus dangereuse que lorsqu'elle est bien vivante et heureuse. Les luttes peuvent apparaître comme extrêmement dangereuses **lorsqu'une victoire a été acquise... il y a une volonté de vengeance.** Et puis il y a dans le psychisme masculin la persistance de cette volonté de puissance. Il ne persiste pas toujours bien évidemment, bien sûr qu'il y a des hommes qui sont du côté de la fraternité et qui se sentent beaucoup mieux, beaucoup plus à l'aise dans une vraie égalité, mais **des millénaires de domination ça laisse dans les têtes des séquelles encore graves, vivantes au sens de capables de donner la mort, ça ne doit pas nous surprendre.** Bien sûr qu'on doit lutter contre, c'est tout à fait évident, les dénoncer. **Vous savez, il y a un parlementaire qui avait tué sa femme et qui s'est suicidé. Il y a eu une minute de silence pour le suicide de ce parlementaire. Ça apparaît comme un truc tordu comme ce n'est pas permis. Insoutenable, scandaleux. C'est un meurtre par jalousie, un truc banal, et on va faire une minute de silence pour lui, ça c'est le Parlement français en 2007 ou 2006. C'est récent.** Il faut relire la fin du *Deuxième sexe*, c'est à la fois un appel et une conclusion. Et je partage tout à fait ce sentiment, j'aime beaucoup cette phrase de Simone de Beauvoir. **Cet appel à la fraternité et à la réconciliation.** Il faudra encore se battre. **Il y aura encore des femmes qui mourront sous des coups, des excès de jalousie des hommes. La possession sexuelle c'est un truc d'une violence inouïe.** Ça c'est un aspect de la violence sur lequel on s'est un peu penché : la violence au cours des grossesses, elle décuple. Parce que la femme apparaît à l'homme comme porteuse de vie, d'avenir, dans sa puissance. Ça réveille... c'est un fait souvent

dissimulé par les femmes elles-mêmes. Il y a des femmes qui sont catastrophées quand elles découvrent que leur compagnon est un homme violent. Elles l'aiment, elles sont très attachées et d'un coup paf, ça part. Et donc les femmes il y en a beaucoup qui pardonnent, qui disent il a été mal élevé, mal aimé par sa maman, et puis il est fatigué et puis il y a quelque chose qui ne va pas, il est sur le point d'être licencié dans sa boîte. Prêtes à tout pardonner. D'ailleurs je trouve que c'est assez bien cette capacité qu'ont certains à comprendre et à pardonner. Le problème c'est qu'on sait que ça risque d'évoluer mortellement. C'est terrible. Et ça on a besoin de le dire. Ce qui est fou c'est cette capacité de ces hommes à redevenir des enfants, après un tel acte de violence, cette capacité à demander pardon, à réclamer l'amour brutalement remis en cause par leurs actes. On entre là dans un jeu puéril. Et au cours des grossesses, la violence est réellement l'expression des peurs. Et c'est un cercle qui se doit d'être rompu, **cette volonté de possession doit être remise en cause. La vie, dans sa dimension sexuelle, est trop souvent perçue comme une possession de l'autre. Proust insiste beaucoup là-dessus. Mais il faut bien avoir conscience que quand il y a possession, il y a violence. Mais je trouve qu'aujourd'hui les jeunes femmes se défendent assez bien. Très rapidement. Elles ont cette capacité à se faire respecter.** Alors bien sûr on me dit "mais tu vois bien, dans les quartiers, il y a des tournantes etc.", mais je réponds "non il n'y a pas que ça". **Je le répète, beaucoup de jeunes femmes ont une volonté très ferme d'être respectées. Mais c'est dur pour elles de comprendre que cette volonté génère de la violence. On peut même dire qu'elle accroît la violence de ceux qui sont imprégnés de la domination, de ceux qui ont intégré la domination masculine.** C'est pour ça qu'il y a toujours la possibilité de graves retours en arrière. » (Entretien projectif avec Michaël, 03/06/2009, photo 19)

Dans cet extrait, Michaël utilise les statistiques pour inscrire la mort de Sohane dans l'ensemble des violences exercées sur les femmes en raison de leur sexe. Dans le même esprit, Clara relie la mort de Sohane à l'histoire d'autres femmes, montrant ainsi qu'il ne s'agit pas d'un cas isolé :

« **Ça me fait penser à toutes ces filles, ces filles aussi qu'on a au téléphone et qui par le réseau nous appellent** et nous disent “je ne savais pas à qui faire confiance, il m'arrive un truc grave...” » (Entretien projectif avec Clara, 05/07/2009, photo 19)

L'usage que Michaël fait des statistiques, ou la comparaison aux autres femmes victimes de violences, sont une façon de montrer que cet assassinat, en dépit de son caractère spectaculaire, n'a rien d'exceptionnel et n'est qu'une des formes extrêmes des rapports entre les sexes :

« Ils ont sûrement voulu mettre une plaque par rapport à cette jeune fille qui a été tuée et qui a été victime finalement d'une **domination d'un garçon dans l'état le plus extrême** on va dire » (Entretien projectif avec Océane, 18/06/2009, photo 19)

C'est dans cette perspective que Michaël désigne « des millénaires de domination masculine » comme la cause première du meurtre de Sohane. Coralie partage cette interprétation systémique lorsqu'elle affirme :

« [Sohane] a sacrifié sa vie **encore une fois pour l'absurdité du patriarcat** parce qu'un garçon aura grandi dans l'esprit que c'est un garçon, qu'il peut faire ce qu'il veut (...) » (Entretien projectif avec Coralie, 17/03/2009, photo 19)

Dans le discours de Michaël, l'évocation du parlementaire, coupable du meurtre de sa femme, vise aussi à montrer qu'il s'agit d'un phénomène transversal, c'est-à-dire qui touche l'ensemble des classes sociales. En cela, il s'oppose à l'idée selon laquelle il s'agirait de faits touchant une minorité de femmes aux propriétés sociales spécifiques. Océane formule la même idée ainsi :

« Mais attendez ce qui arrive là à Sohane **ça peut arriver à n'importe quelle fille !** » (Entretien projectif avec Océane, 18/06/2009, photo 19)

Sur la commémoration elle-même, Michaël semble avoir bien compris les différents messages qu'elle contient (alors même qu'il est probable qu'il la découvre au moment de l'entretien) : il la voit comme la « prolongation du vœu » émis par Simone de Beauvoir et parle d'un « appel à la réconciliation », comme s'il avait d'emblée perçu le souci de continuité (« prolongation ») et de rassemblement (« réconciliation ») qui animaient les organisatrices de

la commémoration en 2003¹. De plus, à deux reprises, il présente implicitement Sohane comme une résistante à l'ordre machiste, reprenant là encore une idée contenue dans le geste commémoratif. En sous-entendant que c'est son attitude frondeuse qui lui aurait valu d'être assassinée (« les luttes peuvent apparaître comme extrêmement dangereuses lorsqu'une victoire a été acquise... il y a une volonté de vengeance » ; « je le répète, beaucoup de jeunes femmes ont une volonté très ferme d'être respectées. Mais c'est dur pour elles de comprendre que cette volonté génère de la violence »), il la départit de ses habits de victime. Le portrait d'une Sohane résistante a été dépeint par d'autres interviewées de ce groupe :

« Elles sont bien trop nombreuses à avoir intégré le fait que les garçons peuvent les prendre et les jeter, et finalement **quand elles résistent, on les crame.** » (Entretien projectif avec Maya, 02/06/2009, photo 19)

« **Les garçons ne supportent pas que les filles leur résistent,** ils ne supportent pas vraiment cette frustration-là. » (Entretien projectif avec Fanny, 18/06/2009, photo 19)

Le discours de Clara témoigne de l'efficacité de l'association de Sohane à Beauvoir : alors qu'elle découvre la commémoration au moment de l'entretien, elle explicite le fait que, par le dépôt de la plaque, l'image de Sohane victime se voit gommée et remplacée par celle d'une femme résistant à l'ordre machiste :

« Qu'est-ce que tu penses de l'avoir mis sur cette tombe ? Je pense que c'est symbolique **parce que Simone de Beauvoir elle savait ce qu'elle voulait, Sohane et Shéhérazade, de toute manière elles savaient ce qu'elles voulaient,** Sohane, Shéhérazade et toutes les autres, c'était des filles qui étaient déterminées quand même. **Elles savaient ce qu'elles voulaient, elles avaient décidé de... et puis point barre, et on les a forcées à autre chose. Simone de Beauvoir, elle a été beaucoup critiquée, elle l'est encore, c'est des femmes qui ont lutté pour leur dignité et pour leur liberté.** » (Entretien projectif avec Clara, 05/07/2009, photo 19)

La montée en généralité opérée par ces interviewées rappelle l'interprétation proposée par les militantes les plus anciennement engagées dans le mouvement qui, au moment de

¹ C'est le cas aussi de Maya qui, confrontée à la photo de la plaque, identifie aussi le sentiment de continuité créé par la commémoration : « Sohane. Je ne savais pas qu'ils avaient mis ça sur la tombe commune de Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre. **Voilà une constante de la revendication féministe** : on veut changer toute la vie, celle des filles mais aussi celle des garçons. » (Entretien projectif avec Maya, 02/06/2009, photo 19)

l'assassinat de Sohane, avaient milité pour que le fait divers soit requalifié en crime sexiste. On observe, par exemple, qu'Océane reprend à son compte ce travail de requalification d'un « fait divers » en crime sexiste :

« **Et non pas leur dire que c'est un fait divers**, que c'est un mec qui a pété un câble, mais leur dire que non, **les violences existaient entre eux depuis pas mal de temps, que le monsieur dominait énormément sa femme**, par les mots, les gestes, les coups, les gifles et qu'à un moment donné ça a été hyper violent parce que jusqu'au meurtre. »
(Entretien projectif avec Océane, 18/06/2009, photo 19)

ii. **Grille de lecture 1b : « Le respect et l'égalité dans les quartiers, je pense qu'il y a quand même beaucoup à faire. » (Annick)**

A l'époque de l'assassinat de Sohane, une autre lecture de l'événement s'était aussi faite rapidement entendre : celle mettant en avant la spécificité de la situation des femmes des quartiers populaires – portée par les militantes les plus récemment engagées pour la cause des femmes, au premier rang desquelles Ni putes ni soumises. Nous retrouvons également cette interprétation parmi les interviewées que nous avons classées dans cette première catégorie (interprétation 1b : cf. Annexe n°17 et Annexe n°17bis).

« Alors ça ça a été vraiment quelque chose d'abominable. Je ne savais pas que la plaque avait été mise sur la tombe de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Je ne savais pas du tout. C'est dans le cimetière du Montparnasse ? Oui, c'est resté un an je crois. Ah ça ne l'est plus ? De toute façon on le sait bien, **ce n'est pas la peine d'aller très loin, je peux vous raconter une anecdote qui m'est arrivée. On est au 35 de la rue Saint-Exupéry, quand vous sortirez, vous avez vu il y a une école. Juste en face. Une école à gauche et à droite des bâtiments. Juste avant que j'arrive au Planning, dans un de ces HLM, le plus proche du Planning, il y a une femme de 30 ans qui a été brûlée vive par son compagnon. Elle a descendu les escaliers en feu un soir. Les gens de l'immeuble ont vu une torche vivante sortir de chez elle. Sous les yeux de son petit garçon. Et elle est morte. Elle a été transportée à Toulouse et elle est morte. Ça s'est passé... ça ne peut pas être plus près du Planning familial, de S.O.S. femmes, du CIDF. Ce n'est pas possible. Quelquefois je le répète aux militantes, il ne faut jamais oublier ça parce qu'on pense qu'on est**

utile, qu'on est là, qu'on est visible etc., cette femme elle n'a pas trouvé la force de venir pour dire ce qu'elle vivait, essayer de parler de tout ce qu'elle subissait, essayer de se défendre, de partir. Ça c'est vraiment un problème. Les femmes qui subissent comme ça l'emprise de leurs compagnons jusqu'à la mort, c'est vraiment terrible. Et qu'est-ce que vous pensez justement de l'avoir mise sur la tombe de Simone de Beauvoir ? C'est-à-dire que c'est une façon de rappeler leur combat pour l'égalité des hommes et des femmes. Mais je ne sais pas si c'était bienvenu que ça soit... on ne leur a pas demandé leur avis. **Ça ne me choque pas, ce n'est pas ça, mais ça peut être mis aussi à l'endroit où ça s'est passé pour le rappeler à tous ceux qui passent devant.** C'est pas choquant, mais ce n'est pas forcément une idée extraordinaire. Je dirais que les combats ils sont collectifs, on ne peut pas faire assumer à deux personnages décédés tous les combats qui vont suivre. **Il faut aussi l'inscrire dans une époque.** Parce que là, c'est sûr que Sohane elle n'était pas née quand ils sont morts tous les deux. » (Entretien projectif avec Inès, 16/06/2009, photo19)

La mort de Sohane évoque à Inès un événement similaire, dont elle précise bien qu'il est advenu dans une cité HLM. Affirmer qu'il aurait été préférable de mettre la plaque sur le lieu du crime est une façon d'ancrer symboliquement un peu plus en banlieue l'assassinat de Sohane. De plus, en considérant que l'association à Simone de Beauvoir est inappropriée car « il faut inscrire [l'événement] dans une époque », Inès présente la mort de Sohane non pas comme le symptôme d'un mal transversal et résultant de « millénaires de domination », mais comme l'expression d'un phénomène récent et touchant spécifiquement les quartiers populaires. On retrouve aussi cette lecture centrée sur les banlieues dans l'entretien d'Annick et de Nathalie :

« **Le respect et l'égalité dans les quartiers, je pense qu'il y a quand même beaucoup à faire.** Simone de Beauvoir, ils feraient peut-être mieux de lire Simone de Beauvoir que d'attraper de quoi mettre le feu. Par contre, les jeunes filles des quartiers, je ne sais pas si elles ont lu Simone de Beauvoir, mais en tout cas les jeunes hommes ne l'ont pas lue du tout, je ne pense pas. **Moi sur les Mureaux, il y en a quand même beaucoup qui ont peur.** Moi je n'ai pas connu ça. Notre génération on a pu sortir sans problème. » (Entretien projectif avec Annick, 29/07/2009, photo 19)

« Jean-Paul. C'est Jean-Paul et Simone. **Je me disais “vraiment là je ne comprends pas Sohane”.** **Je ne sais pas quoi en penser. Je trouve ça bizarre.** Qu'est-ce que tu trouves bizarre ? Parce que en aucun cas... oui Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, surtout Simone, elle était pour que les garçons et les filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect, c'est évident. Mais en même temps, c'est l'utilisation... je ne pense pas que ça soit une bonne idée. **Je pense que ça serait beaucoup plus intéressant que ça soit sur la tombe de Sohane.** Pourquoi tout d'un coup il faudrait que... ce n'est pas ce qui est écrit qui me choque du tout, mais vraiment **ça aurait dû être mis sur la tombe de Sohane.** Je pense que les tickets de métro ce sont des messages. Ça, en revanche, c'est plutôt intéressant. Et où est-ce qu'elle est enterrée Sohane ? A Vitry peut-être... Cela aurait été quand même vraiment vraiment mieux. **Parce que je ne suis pas sûre que Sohane elle soit morte parce qu'elle avait lu Simone de Beauvoir. C'est vraiment bizarre.** » (Entretien projectif avec Nathalie, 29/07/2009, photo 19)

L'idée partagée par Nathalie et Annick selon laquelle Simone de Beauvoir devrait être lue en banlieue montre que, bien que réservées sur le bien-fondé de déposer cette plaque à Paris plutôt qu'en banlieue, elles reconnaissent l'actualité des écrits de Simone de Beauvoir et la pertinence de son association à l'histoire de Sohane.

Il existe donc deux lectures de l'événement au sein de la catégorie 1. Si nous les avons classées ensemble c'est qu'elles ont en commun de véhiculer les cadrages proposés par les militantes féministes au cours de l'année 2002, avant que la plaque ne soit déposée sur la tombe de Simone de Beauvoir. Alors que ces deux interprétations avaient donné lieu à une rupture au sein de l'espace de la cause des femmes de l'époque, on voit que la continuité retrouvée après le dépôt de la plaque a rendu compatible les deux interprétations. Par exemple, Inès, qui adopte la lecture « quartiers », souligne tout de même la présence ancienne des féministes dans les quartiers populaires en évoquant le meurtre d'une femme à quelques pas du Planning familial. Ainsi, elle s'inscrit en faux vis-à-vis de l'idée (initialement véhiculée par les tenants de l'interprétation « quartiers ») selon laquelle les féministes auraient déserté les banlieues. De plus, Clara, qui appartient à Ni putes ni soumises, n'est pas porteuse d'une interprétation en termes de « quartiers » comme on aurait pu s'y attendre, mais procède à une montée en généralité qui la classe dans la catégorie 1a. Enfin, la compatibilité

entre les deux cadrages s'observe dans le discours de l'une de nos interviewées, qui porte à elle seule ces deux lectures de l'assassinat de Sohane :

« Ça c'est un des scandales de notre époque. **La façon dont les filles sont prisonnières, dans ce qu'on appelle les quartiers, de la réputation.** On avait fait venir une chercheuse, Isabelle Clair, une sociologue¹, qui a travaillé sur la mauvaise réputation. **Ce qu'elle nous a montré c'est que dans les quartiers populaires les filles sont, à certains signes (toujours les mêmes, c'est-à-dire peu de choses), étiquetées comme filles faciles.** On peut tout se permettre avec elles, donc elles s'exposent à la violence. **Mais ce qu'elle nous a montré finalement c'est que ça, ce n'est pas nouveau. On se rappelle bien les unes les autres que là où on a vécu jeunes, il y avait la fille qu'on appelait Marie couche-toi là,** indépendamment de leur projet de vie, de leur désir à elles. Pourquoi est-ce qu'il y a des tickets de métro autour ? C'est sur la tombe de Sartre et Beauvoir, il y a toujours des gens qui laissent des mots sur des tickets de métro. **Moi je trouve ça bien avoir mis ça sur la tombe de Simone de Beauvoir. Jean-Paul Sartre non, ça n'a rien à voir.** Les garçons ne supportent pas que les filles leur résistent, ils ne supportent pas vraiment cette frustration-là. Il faudrait prendre le problème à bras le corps. Pourquoi est-ce que les garçons ne le supportent pas ? C'est le garçon qui a tué Sohane, **c'est aussi les hommes qui tuent leur compagne parce qu'elles veulent se séparer d'eux, il me semble qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon, et précisément au moment où elle veut le quitter. C'est cette histoire de la possessivité.** » (Entretien projectif avec Fanny, 18/06/2009, photo 19)

Ainsi, Fanny évoque d'abord l'événement sous l'angle de la situation des femmes dans les quartiers populaires mais, comme Michaël, la replace de suite dans une histoire longue (« ce n'est pas nouveau ») et donne des statistiques (« il me semble qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon ») qui visent à démontrer qu'il ne s'agit ni d'un phénomène récent, ni d'un phénomène restreint aux banlieues. D'ailleurs, comme Michaël, elle juge positivement le fait d'avoir associé Sohane à Simone de Beauvoir : cette mise en relation est cohérente avec son souci de dénoncer les violences perpétrées contre les femmes dans les quartiers mais de les rattacher aussi à une lutte féministe plus large.

¹ Elle est l'auteure de *Les jeunes et l'amour dans les cités*, Armand Colin, coll. « Individu & Société », 2008, 303 p.

Ces interprétations de type 1 se distinguent des interprétations de type 2 par l'absence totale de référence à l'islam ou au voile. Sachant que, parmi les interviewées ayant eu une interprétation de type 1, aucune n'a affirmé connaître la commémoration, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle elles n'ont pas été amenées à relire l'événement au prisme des problématiques qui animaient le débat public au moment du dépôt de la plaque et continuent donc de mobiliser les mêmes schèmes d'interprétation que ceux utilisés par les féministes dans leurs premières prise de parole publiques, juste après l'assassinat de Sohane, et dans le cadre d'autres commémorations de 2005 à 2012. Elles ne semblent pas conscientes de l'incompatibilité originelle de ces deux lectures, les associant l'une à l'autre ou désamorçant les potentialités conflictuelles de l'une ou de l'autre. Le dépôt de la plaque semble donc, même *a posteriori*, produire l'effet de réconciliation voulu par les organisatrices. Confrontées à la photo de la commémoration, elles jugent toutes plutôt positivement l'action mémorielle. Si Inès et Nathalie regrettent que la plaque ne soit pas en banlieue plutôt qu'au cimetière du Montparnasse, aucune ne remet en cause l'association de Sohane à Beauvoir. Toutes accordent une telle importance à Simone de Beauvoir¹ qu'elles comprennent que celle-ci est élevée au rang de gardienne des féministes *via* cet acte de commémoration. De plus, elles s'approprient l'image d'une Sohane résistante à l'ordre machiste, qui découle de cette association à Beauvoir. Ayant les mêmes interprétations de l'événement que les organisatrices de la commémoration, elles comprennent les messages contenus dans le dépôt de la plaque.

Il est frappant de voir qu'aucune des porteuses de l'interprétation 1 ne cherche à deviner l'identité des organisatrices de la commémoration. Elles semblent ainsi penser, à tort, qu'il existe un consensus au sein de l'espace de la cause des femmes autour de leur interprétation et que l'initiative pourrait avoir donc été portée par n'importe quelle féministe.

¹ Par exemple, Coralie affirme : « Simone de Beauvoir parce que pour moi elle a été celle qui a révolutionné l'appréhension, l'approche au féminisme, comment venir au féminisme, comment analyser, comment réfléchir sur le féminisme. Sa phrase légendaire, après elle a inspiré des femmes... décidément il y a tout qui vient après (...) » (Entretien projectif avec Coralie, 17/03/2009, photo 19).

b) Grille de lecture 2, centrée sur les questions d'islam et d'immigration

La deuxième grille de lecture est celle qui propose une interprétation de la mort de Sohane centrée sur la religion ou l'appartenance ethnique de cette dernière. Treize interviewées ont eu ce type de réactions. Ces discours peuvent être classés en deux sous-catégories aux interprétations opposées : d'un côté, six interviewées ont évoqué les supposées spécificités d'un sexisme arabo-musulman, dont les banlieues seraient le principal territoire d'expression (interprétation 2a : cf. Annexe n°18 et Annexe n°18bis) ; et de l'autre côté, sept autres interviewées ont dénoncé cette interprétation et ont critiqué la construction du souvenir de Sohane, perçue comme instrument de la stigmatisation du garçon arabe (interprétation 2b : cf. Annexe n°19 et Annexe n°19bis).

i. Grille de lecture 2a : « Je ne vais pas faire un discours sur les intégrismes religieux etc. mais je n'en pense pas moins » (Sandra)

Les interprétations de type 2a ont la particularité de mettre en relation l'histoire de Sohane et la question de l'immigration, de l'islam ou du port du voile. Autrement dit, ces interviewées semblent vouloir expliquer l'assassinat par un sexisme qui serait caractéristique de la « culture extrémiste musulmane » (Juliette) ou de la « communauté maghrébine » (Danielle).

« La mort de Sohane, moi ça m'a fait vachement de peine quand j'en ai entendu parler. "Pour que les garçons et les filles vivent mieux ensemble", moi ça me fait penser que ce genre de phrases, les hommes qui lui ont fait ça, ils s'en sortent trop facilement en fait. J'ai un gros sentiment de colère par rapport à ce qui est arrivé à cette jeune fille. **La culture extrémiste musulmane me gonfle terriblement. J'ai un gros problème avec ça en ce moment.** Ça me fait penser à toutes les Sohane qui ont été oubliées dans l'histoire¹, à mon avis ça ne sera ni la première ni la dernière. Justement, à l'époque de ce qui s'est passé pour Sohane, **il y avait beaucoup d'histoires de filles lapidées dans les cités, et ça, ça arrive souvent. Limite si tu n'as pas de voile, tu as des garçons qui te jettent des pierres. Ça me fait penser à la vie des cités qui pour moi est proche de l'esclavagisme.** Ça me fait trop de peine

¹ Cette formule est la témoinne d'une appropriation du devoir de mémoire féministe.

donc je ne trouve pas beaucoup de choses à dire. » (Entretien projectif avec Juliette, 06/12/2008, photo 19)

La prétendue spécificité d'un sexisme arabo-musulman ressort du discours de Juliette, notamment par la référence à la lapidation. L'évocation de l'esclavage contribue aussi à racialiser l'interprétation. De même, Danielle opère une distinction claire entre, d'un côté, « nous les Français » et, de l'autre, les « gens qui se sont installés », qui ont des « valeurs traditionnelles, que nous on avait (...) il y a 50 ou 60 ans ». Selon elle, « les Français » auraient bénéficié des luttes féministes (« les féministes ont fait évoluer les choses ») alors que les hommes issus de « ces communautés » seraient restés les « garants des valeurs traditionnelles de leur pays » :

« C'est ça qui est difficile dans la société actuelle c'est que si on parle de nous, les Français, sans parler des gens qui se sont installés, les féministes ont fait évoluer les choses, les hommes ont changé aussi. Enfin petitement mais ça change quand même progressivement. Mais il y a des communautés qui arrivent chez nous avec des valeurs traditionnelles, que nous on avait, ce n'était pas très différent, il y a 50 ou 60 ans. Donc il y a un décalage, il y a un décalage entre ces communautés qui sont avec des valeurs traditionnelles, qui sont du passé pour nous, et les filles se trouvent un peu en porte-à-faux, parce qu'elles ont envie de vivre comme les filles actuelles chez nous, comme des filles émancipées... Et à côté de ça, les garçons, qui sont un peu les garants de la tradition, n'acceptent pas du tout cette évolution-là. Ce qui fait que ça donne lieu à des conflits violents, et des attitudes de garçons qui sont beaucoup plus dures même que s'ils étaient dans leur pays. Parce qu'ils se sentent garants des valeurs traditionnelles de leur pays. Les filles évolueraient beaucoup plus facilement. De toute façon, elles ont tout à y gagner, tandis que les garçons... et c'est vrai que la violence, cette violence qui existe là... (...) Alors là, dans le cas de Sohane, c'est une question de machisme important dans les communautés maghrébines. Dans certaines communautés bien entendu. Où c'est le grand frère, tout doit passer par lui, et puis alors leur question d'honneur aussi... » (Entretien projectif avec Danielle, 20/06/2009, photo 19)

Il y aurait donc, selon les tenantes de l'interprétation 2a, un sexisme spécifique aux immigrés, et *a fortiori* chez les musulmans.

Danielle évoque aussi la question du voile :

« C'est sûr que d'être fille maghrébine dans les banlieues ce n'est pas facile. Souvent **certaines se voilent pour avoir la paix, pour qu'on les ignore.** » (Entretien projectif avec Danielle, 20/06/2009, photo 19)

Cette association d'idées témoigne de la façon dont le contexte du dépôt de la plaque a pu, *a posteriori*, influencer les lectures qui sont faites de l'événement par les féministes¹. D'autres interviewées de ce groupe ont relié la mort de Sohane au port du voile, sous-entendant que celle-ci aurait été assassinée en raison d'un refus de porter le voile : « Limite si tu n'as pas de voile, tu as des garçons qui te jettent des pierres. » (Juliette), « Je crois ce que c'était parce qu'elle s'habillait comme les occidentales, ou bien elle sortait avec un Français, je ne sais plus » (Félicitée). On retrouve là l'idée d'une Sohane résistante à l'ordre machiste, image déjà présente dans le geste commémoratif et dans les interprétations de type 1. En revanche, les explications en termes de refus de porter le voile ou d'histoire d'amour « avec un Français » sont surprenantes car ne correspondent à aucune des explications données dans les médias au moment de la mort de Sohane : il s'agit bien de reconstructions *a posteriori* à la lumière des débats sur l'immigration et l'islam, qui ont divisé la société à partir de 2003 et qui façonnent les oppositions Sohane/Français et occidentaux/musulmans présentes dans l'explication de Félicitée.

Si Danielle, Juliette ou Félicitée découvrent la commémoration au moment de l'entretien, Olivia explique qu'elle y était présente et la replace dans son contexte en la présentant explicitement comme « le début des histoires de voile » :

« Et c'était aussi pour essayer que les garçons et les filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect. **Parce que Sohane est une personne qui a refusé de se laisser soumettre par un garçon.** Elle est morte brûlée vive à cause de ça. Et moi j'ai assisté au procès et je crois que ça a permis à des jeunes femmes qui ont assisté à ce drame de se révolter face à ça. **Et c'est le commencement, c'est le début des histoires de voile,** ça vient peu de temps après les histoires de voile. (...) Mais là je viens de voir aussi

¹ L'interprétation d'Alexandra, déjà citée en partie B-2 de ce chapitre, qui contenait de nombreuses références à l'Afghanistan, témoigne également de la façon dont le débat public, qui constituait la toile de fond de la commémoration, a pu influencer sur les lectures de l'événement produites *a posteriori*.

passer une information comme quoi il y a encore une femme qui a été brûlée vive et on n'en n'a quasiment pas entendu parler. **Et Ni putes ni soumises se sont faites encore insulter. Parce que là aussi ce que tu vois c'est qu'il y a un antiracisme qui empêche de dire qu'il y a des opprimés qui se conduisent comme ça. On nous dit qu'on les stigmatise. Je suis désolée mais on dénonce les violeurs blancs, pourquoi on ne dénoncerait pas les violeurs de banlieue ? C'est tout l'esprit de ce qu'on appelle le communautarisme.** C'est-à-dire que tu n'as pas le droit d'échapper à ta communauté, à ses mœurs, à sa façon de voir les choses et on va jusqu'au meurtre pour te l'imposer. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 19)

Alors qu'elle appartient à la génération des féministes des années 1970 (initialement opposées à Ni putes ni soumises lorsqu'est advenu l'assassinat de Sohane) elle exprime ici son regret de voir ces dernières « insultées » et nous donne ainsi à voir les points sur lesquels s'est fait le rassemblement lors du dépôt de la plaque : « Parce que là aussi ce que tu vois c'est qu'il y a un antiracisme qui empêche de dire qu'il y a des opprimés qui se conduisent comme ça. On nous dit qu'on les stigmatise. » Le « nous » marque bien la façon dont, dans le cadre du débat sur le voile, après le dépôt de la plaque, ont convergé les différents groupes qui s'étaient saisi de la figure de Sohane et en avaient, dans un premier temps, proposé deux cadrages différents.

Ces interprétations de type 2a se caractérisent, comme les interprétations de type 1, par des jugements approuvateurs de la commémoration. Le lien entre Sohane et Simone de Beauvoir apparaît comme évident à ces interviewées et n'est, à aucun moment, remis en cause probablement car c'est sur lui que repose la convergence des forces autour d'une commune opposition au voile.

ii. **Grille de lecture 2b : « Pourquoi elle et pas les autres ? (...) il y a des vieux relents d'islamophobie derrière. Et elles sont où toutes les femmes qui meurent sous les coups de leurs maris ? » (Noémie)**

La grille de lecture 2b apparaît comme une réponse à la grille de lecture 2a. Comme les tenantes de l'interprétation 2a, les interviewées de la catégorie 2b (cf. Annexe n°19 et Annexe n°19bis) évoquent la religion ou l'apparence ethnique de Sohane (et/ou de son meurtrier) mais, au contraire des 2a, elles critiquent vivement l'idée qu'il existerait un sexisme spécifique aux arabo-musulmans et

voient dans la construction du souvenir de Sohane un processus de stigmatisation d'une frange de la population. Le discours de Noémie est caractéristique de cette grille de lecture.

« **Ah mais ils ont ? Ils l'ont mis sur la tombe de Simone de Beauvoir ? Je ne vois pas le rapport.** Et pourquoi il y a des tickets de métro ? Ça c'est en permanence, il y a des gens qui écrivent des mots sur les tickets de métro et qui les laissent. Moi les cimetières c'est vraiment un lieu où... ce n'est pas du tout un lieu où je vais. Je vais sur la tombe de ma grand-mère de temps en temps mais... **je ne vois pas le rapport. C'est fou !** Cette jeune femme, Sohane Benziane, c'est évidemment atroce ce qui lui est arrivé, je condamne complètement, c'est spectaculaire parce qu'elle a été immolée, **elle a été brûlée vive donc c'est vraiment spectaculaire, horrible, atroce, mais tout autant que les femmes qui meurent sous les coups de leur mari. Pourquoi elle et pas les autres ? Et tu vois encore une fois, mais c'est horrible ce que je dis, on en fait un symbole parce que c'est une rebeu, en tout cas ça s'est passé dans une banlieue, et elle a été brûlée vive donc ça rappelle... il y a des vieux relents d'islamophobie derrière. Et elles sont où toutes les femmes qui meurent sous les coups de leur mari ?** Maintenant, c'est bien, il faut qu'on en parle et que ça n'arrive plus, parce que c'est vraiment horrible, et je suis super contente aussi que le mec qui a aussi tenté de brûler vive sa copine, mais qui elle s'en est sortie, se soit pris 20 ans, c'est hyper important dans la reconnaissance. **Mais une nana qui aurait failli mourir parce que son mec l'a tabassée, il n'aurait pas pris aussi cher le mec. Je crois que le feu c'est quand même spectaculaire ; c'est des modes opératoires différents mais c'est la même chose. Et je ne vois pas le rapport. Je ne vois pas ce que ça vient foutre sur la tombe de Sartre et Beauvoir. C'est marrant. Je ne savais pas qu'il y avait ça. Dans ces cas-là, tu mets la jeune femme qui est morte, Samira Bellil, elle elle est morte parce qu'elle a eu une maladie de stressée de la vie parce qu'elle ne s'est jamais remise de ce qui lui est arrivé, à ce moment-là tu lui mets une plaque aussi. Mais qu'est-ce qu'ils y peuvent Sartre et Beauvoir ? C'est un coup de Ni putes ni soumises ça non ?** Après, qu'on dise que ce n'est vraiment pas normal ce qui est arrivé à cette jeune fille, que c'est horrible, évidemment, mais je trouve la forme très bizarre. Bon après je pense aussi que tu n'as pas deux personnes pour qui la tombe c'est la même chose. **Mais je ne vois pas ce que ça fout là. Et puis**

pourquoi elle et pas toutes les autres victimes de violences ? J'ai l'impression d'être d'une mauvaise foi sans nom, mais j'ai l'impression que le message c'est vraiment "elle elle était vraiment victime et pas les autres". Mais bon c'est facile, ça sert vachement, ça sert à ne pas faire d'efforts pour regarder ce qui ne va pas chez les blancs. Ça sert à légitimer la politique de reconduite à la frontière. Je suis vache parce qu'évidemment c'est une très grande douleur. Dans le monde militant, je pense qu'il y a beaucoup de gens qui ont fait ça pour exprimer une douleur, pour que ça n'arrive plus. Bien sûr il faut que ça n'arrive plus. Mais c'est bizarre. » (Entretien projectif avec Noémie, 14/02/2009, photo 19)

Comme Noémie, pour qui la médiatisation de l'histoire de Sohane « sert à ne pas faire d'efforts pour regarder ce qui ne va pas chez les blancs », les interviewées porteuses d'une interprétation de type 2b craignent toutes que cela conduise à un déni du sexisme chez les populations non immigrées ou non musulmanes :

« Juste pour revenir au cas de Sohane, elle a vachement soulevé l'histoire du machisme, **ça a été pris au travers du prisme machisme dans la culture maghrébine qui serait différente.** Du coup, il y a ce côté-là aussi qui m'a beaucoup gênée dans cette histoire-là. Du coup, **c'était cacher, nous, nos propres rapports de domination.** En plus, ce n'est pas les nôtres à nous parce que Sohane elle est en France et ces gens ils sont français. Ils font partie de la société française. Mais c'est "non vous vous n'êtes pas assez conformes, vous ne faites pas partie de la société française", or **ils sont complètement éduqués dans le mode français. C'est bien ça qui est dramatique.** Et justement du coup moi ça m'énerve un peu qu'on les renvoie à leur culture. Ils sont français, il faut arrêter. Ils ont tous chanté petit papa Noël à quatre ans à l'école maternelle. Il y a tout un truc qui m'énerve autour de ça. **Le sexisme, c'est comme la misère... on peut la chercher à côté de chez soi, le sexisme c'est pareil.** » (Entretien projectif avec Fabienne, 28/07/2009, photo 19)

« **Ce dont j'ai peur, il faut faire attention par rapport à ça, c'est ce qui se passe un peu aujourd'hui, c'est de laisser croire aux gens que le problème de l'égalité, du respect entre les garçons et les filles, le problème de l'inégalité ou du non-respect n'existerait que dans ces endroits-là, dans certaines banlieues, dans ces quartiers-là d'origine plutôt non Français de souche.** Ça me fait penser à ça. Évidemment il faut réagir, crier de la colère par rapport à ce qu'il se passe mais **attention à ne pas**

laisser croire que ce sexisme, ces violences, ce non-respect n'existent que là. C'est ce qu'essaient de faire croire les gens comme Sarkozy. La société française partout elle est fondamentalement, dans ses fondements, elle est sexiste. Pas simplement dans ces quartiers-là. Limiter nos revendications, faire croire que le problème ne réside que chez eux, chez les femmes voilées, tout ça c'est très dangereux. **Il faut faire attention aussi à ne pas stigmatiser uniquement les garçons arabes.** » (Entretien projectif avec Xavier, 10/02/2009, photo 19)

« C'est l'idée qu'il y a une dénonciation très sélective et raciste des violences faites aux femmes. Shéhérazade, Sohane, bref, à chaque fois qu'il y a un crime sexiste, spectaculaire... brûlée, découpée, que sais-je encore... moi **je suis sidéré de voir cet emballement médiatique pour stigmatiser les barbares sexistes. Etant entendu qu'évidemment les barbares sexistes sont des immigrés, des étrangers, ce n'est pas Bertrand Cantat. Ce n'est pas Ducon la joie. C'est toujours Mohamed, un Turc ou que sais-je.** » (Entretien projectif avec Patrick, 13/05/2009, photo 19)

« Du coup, on a été dans quelque chose de très... c'est des raccourcis un peu que je vais faire, mais du coup, dans moi ce que je peux entendre à côté, **c'est très raccordé aux questions d'immigration et aux questions de cités.** Et du coup, le problème de ça, de ce collectif, **c'est qu'on est encore dans le déni de ce que chacun peut faire dans son propre pays.** On n'essaie pas de remettre la responsabilité sur tout le monde. Et **c'est facile pour les Français qui vivent dans d'autres villes, qui ne sont pas dans les quartiers en tout cas, c'est très facile de faire des raccourcis et du coup de porter cette question de violence, de tournantes, de sexisme, à des questions de culture, à des phénomènes de violence de cités etc. alors que ce n'est pas du tout ça, ça c'est une des conséquences de ce qui est porté au niveau de la société.** Ça existe dans toutes les cultures etc. » (Entretien projectif avec Pauline, 24/07/2009, photo 19)

On retrouve chez ces interviewées la même volonté que chez les interviewées de type 1 d'inscrire la mort de Sohane dans le phénomène général et transversal des violences faites aux femmes. Pour cela, les mêmes procédés rhétoriques sont utilisés : l'usage des statistiques ou la comparaison à d'autres histoires de femmes victimes de violences.

« Il en meurt quand même tous les deux ou trois jours en France. Il y en a 40 000 par an qui se font violer. Une femme sur dix se fait violenter par son conjoint. Ce n'est pas que dans ces quartiers-là. C'est ça que je veux dire. Ce n'est pas que des

Mahomet ou des Sohane. C'est tout milieu confondu. Toutes classes sociales. Partout. Il n'y en a pas une plus en avance que l'autre. C'est ça qu'il faut que les gens comprennent, **ce n'est pas que chez les musulmans ou machin, il y a un danger de laisser croire aux gens que ça ne se produit que là-bas.** » (Entretien projectif avec Xavier, 10/02/2009, photo 19)

« Dernièrement, à Gisors, **c'est un coin du Vexin français, il y a tout sauf des cités, il y a une jeune fille de vingt ans qui a été étranglée dans sa baignoire parce qu'elle a refusé de coucher avec un mec, il l'a violée et il l'a étranglée dans sa baignoire.** C'est des choses horribles, mais horribles. Et dans la ville d'où je viens, il s'est passé des choses comme ça, et ça ça ne fait pas autant de bruit et ce n'est pas autant porté. » (Entretien projectif avec Pauline, 24/07/2009, photo 19)

Ce qui ressort du discours de Pauline, c'est la dénonciation d'un traitement médiatique différencié selon l'appartenance ethnique ou la religion des protagonistes. Patrick parle d'« indignation sélective ou de l'indignation à géométrie variable », ou encore de « dénonciation très sélective et raciste des violences faites aux femmes ». Noémie aussi y voit une forme de racisme : selon elle, « il y a des vieux relents d'islamophobie » derrière la médiatisation du cas de Sohane et cela s'inscrit dans une politique d'exclusion des populations immigrées (« Ça sert à légitimer la politique de reconduite à la frontière. »).

Cette critique de la médiatisation de Sohane s'accompagne d'une critique de la construction du souvenir dont elle fait l'objet. L'association à Simone de Beauvoir est présentée par les enquêtées de ce groupe comme incongrue. Noémie, par exemple, répète à trois reprises « je ne vois pas le rapport », ce à quoi elle ajoute « je ne vois pas ce que ça vient foutre sur la tombe de Sartre et Beauvoir » ; « Mais je ne vois pas ce que ça fout là » ou encore « C'est fou ! ». Fabienne a la même réaction :

« Je trouve ça assez bizarre qu'ils aient mis ça sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir. Vraiment je trouve ça bizarre. **Je ne vois pas le lien du tout.** Je ne vois pas le lien. » (Entretien projectif avec Fabienne, 28/07/2009, photo 19)

Pour d'autres, la construction du souvenir de Sohane véhicule une interprétation de l'événement qui entre même en contradiction avec les positions politiques et philosophiques de Simone de Beauvoir :

« Mais je pense que Simone de Beauvoir **elle aurait décalé cette histoire**, elle l'aurait mis dans un contexte plus global et elle ne l'aurait pas liée seulement aux cités. »
(Entretien projectif avec Pauline, 24/07/2009, photo 19)

Patrick, qui dit espérer que la plaque n'est plus sur la tombe, voit cette association entre Sohane, Beauvoir et Sartre comme une trahison du célèbre couple dans la mesure où, selon lui, leur engagement anticolonial les aurait conduits à ne pas adhérer aux revendications des organisatrices de la commémoration.

c) Grille de lecture 3 : « Tout plutôt que l'oubli. » (Myriam)

La troisième sorte d'interprétations est celle qui consiste à commenter la commémoration plutôt que la mort de Sohane elle-même. Quatre interviewées ont tenu ce type de discours. Elles se livrent à une justification de la commémoration en avançant des arguments plutôt extérieurs au destin de Sohane, à savoir le « devoir de mémoire » ou l'impératif de rassemblement et de continuité du mouvement. La question des violences faites aux femmes (centrale dans l'interprétation 1) et celle de l'islam ou du voile (centrales dans les interprétations 2a et 2b) sont absentes de l'interprétation 3 (cf. Annexe n°20 et Annexe n°20bis).

« C'est la plaque de Simone avec la plaque de Sohane. Je vois. **Ça n'a pas de rapport mais la première chose à laquelle ça me fait penser c'est que j'avais lu quelque part que Simone de Beauvoir avait été incinérée et j'ai été fumasse que les gens écrivent n'importe quoi. J'étais à son enterrement, je l'ai vue descendue sur le cercueil de Sartre alors merde.** J'y étais, c'était un grand moment. J'ai la chance d'avoir été là. L'enterrement de Simone il faudra que je raconte parce que c'était gai, il faisait beau, on était bien, on était parti de chez Nathan. On était nombreuses. Ça devait être différent de l'enterrement de Sartre auquel je n'étais pas. Je n'avais pas encore fait mon livre. Je me rappelle tellement de ces mots de Simone "sa mort nous sépare, ma mort ne nous réunira pas". Et j'ai pensé à ces mots quand on a descendu son cercueil. Parce que je me suis dit "c'est vraiment quelqu'un qui n'est pas croyant qui dit ça". C'est le désespoir de la non croyante. La plaque de Sohane. Je me rappelle très bien cette histoire de plaque. Je me rappelle très bien, je suis allée à la manif de Vitry. C'était terrible cette manif. C'était tellement pathétique. Je me

rappelle que cette plaque, il y avait Annie et tout ça qui ont porté cette histoire, je suis allée au procès de l'assassin de Sohane. Donc je me rappelle de la manifestation à Vitry, on a défilé etc., je me rappelle que la plaque avait été cassée plusieurs fois, et qu'elles avaient décidé de la mettre là. **J'avais trouvé que c'était une idée incroyable. C'est comme si on demandait la protection de Simone**, comme si enfermée au cimetière du Montparnasse cette plaque avait des chances de rester sans être cassée, tandis qu'à Vitry elle allait être encore cassée par ces gens. Je crois que ce qu'ils ne supportaient pas c'était morte brûlée vive. C'est ça qu'ils avaient tagué comme des malades. Ce n'est quand même pas la mer à boire ça. Eh bien ils ne supportaient pas. Ça me rappelle tout un flot de trucs, y compris le procès. Le procès, c'était le deuxième grand procès où je suis allée, c'était vraiment terrible. **Et donc là Simone comme ange gardien titulaire de la plaque. Je trouve cette idée très originale, un peu bizarre, un peu biscornue au début, ça m'avait même un peu choquée, et après j'ai trouvé que c'était touchant. C'était beau. Simone et puis Jean-Paul qui protégeaient la plaque de Sohane. Qu'est-ce que tu trouvais biscornu ? Ça n'avait pas de rapport... enfin, je n'y aurais jamais pensé déjà.** Et puis la mettre en plein air dans un cimetière, si on veut protéger quelque chose, on le met dans un endroit couvert. C'était ça que je voulais dire. **Ce qui me frappe beaucoup avec Simone, je ne l'appelle jamais Simone d'habitude, je ne sais pas pourquoi je te dis ça, je dis toujours Beauvoir. Et ce qui me frappe beaucoup avec elle, mais parce que comme Anne¹ quand on se parle, elle elle dit Simone mais moi je ne permets pas cette familiarité, je ne l'ai jamais rencontré Simone de Beauvoir. Mais ce qui me frappe avec Beauvoir c'est qu'elle n'a pas voulu de filles, elle n'a pas voulu d'enfants, mais alors elle a une quantité de filles qui se réclament d'elle, et qui sont dans une attitude filiale avec elle, et ça c'est typiquement "papa et maman protégez moi" je trouve.** Donc l'idée m'a paru très très biscornue, mais si elle n'était pas profanatoire, au fond non elle ne l'était pas, **elle était simplement bizarre, et au fond maintenant quand je la vois, je trouve que c'est bien.** Et elle y est toujours cette plaque ? Non. Elle est à Vitry ? Oui. Et pas dégradée ? Non. Ça c'est une très bonne nouvelle. Merci beaucoup. Finalement c'est bien. **C'est une idée féministe bizarre mais bien.** » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 19)

¹ Elle parle d'Anne Zelensky.

Confrontée à la photo, Christelle entreprend une sorte de « leçon de mémoire » à propos de l'enterrement de Simone de Beauvoir. Commencant pourtant par dire que « ça n'a pas de rapport », elle prend le temps de raconter qu'elle avait été très énervée par une de ses lectures dans laquelle il était indiqué que Simone de Beauvoir avait été incinérée. Cette entrée en matière, qui dénonce implicitement le peu d'égard accordé socialement à l'histoire des femmes, place d'emblée l'interprétation de la photo par Christelle sous les auspices du devoir de mémoire féministe. Ce dernier est central dans l'ensemble des interprétations 3. Par exemple, Myriam, à qui je demande son avis sur le dépôt de la plaque, répond : « tout plutôt que l'oubli ». Gaspard, quant à lui, évoque le risque d'un trop-plein de mémoire mais en comparant la détérioration de la plaque à un « viol », il juge les atteintes aux souvenirs des féministes comme criminelles :

« En un sens **toujours tout commémorer sature la mémoire**, et rajouter du stigmatisme sur une ville stigmatisée on comprend le rejet, mais qu'on ait arraché cette plaque c'est une négation hyper violente, **je ne sais pas trop pourquoi mais en y pensant je trouve que c'est comme si on avait ajouté le viol au meurtre.** » (Entretien projectif avec Gaspard, 12/06/2009, photo 19)

Malgré ses réserves, Gaspard semble donc finalement approuver la commémoration au nom du devoir de mémoire.

De manière générale, toutes les interviewées porteuses d'une interprétation de type 3 émettent un jugement positif à l'égard de la commémoration. Même Christelle, qui émet un premier jugement plutôt négatif (elle considère l'idée comme « biscornue »), finit par se ranger du côté des organisatrices en considérant, après réflexion, qu'il s'agit d'une bonne idée.

« Je n'ai pas d'opinion là-dessus. **Je trouve ça bien qu'elle ait été mise là.** Il fallait qu'elle existe. » (Entretien projectif avec Myriam, 26/06/2009, photo 19)

« **Finalement c'est bien. C'est une idée féministe bizarre mais bien.** » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 19)

« Je trouve que sur une action comme ça c'est une façon de se rattacher au mouvement des femmes, à travers un personnage particulier. Et certainement à une phrase qui est “on ne naît pas femme, on le devient”, et donc une façon d'affirmer qu'effectivement

elle a été brûlée parce qu'elle était une femme. Et à la fois, il y a un message d'espoir, il y a un souhait d'une ouverture vers une amélioration possible des rapports garçons-filles. **Je trouve ça bien.** » (Entretien projectif avec Aurélie, 08/07/2009, photo 19)

Ce n'est pas seulement le devoir de mémoire qui conduit les porteuses de l'interprétation 3 à juger positivement le dépôt de la plaque. Elles semblent connaître (ou comprendre) les motivations des organisatrices de la commémoration et y adhérer. Ainsi, Christelle, en évoquant la création d'un lien de filiation entre Simone de Beauvoir et les générations de féministes suivantes, perçoit l'enjeu de continuité contenu dans la commémoration. Et en comparant le procès de l'assassin de Sohane au procès de Bobigny¹, elle établit elle-même cette continuité entre les différentes luttes féministes. Gaspard, quant à lui, évoque la nécessité de créer un rassemblement après une période de conflits :

« **Je me souviens que les relations n'étaient pas au mieux avec Ni putes ni soumises à l'époque, des moments d'unité de ce genre étaient appréciables.** »

(Entretien projectif avec Gaspard, 12/06/2009, photo 19)

De même, Aurélie, qui pourtant découvre la commémoration au moment de l'entretien, identifie l'enjeu de continuité et de rassemblement contenu dans la commémoration :

« Sartre. Ah non, Sohane. Ah oui, c'est sur la tombe de... je n'avais vu que Sartre. D'accord. **J'imagine que ça doit être Ni putes ni soumises qui a organisé un hommage à Sohane et qui a choisi ce lieu.** Je trouve que c'est fort parce qu'effectivement **c'est une façon pour Ni putes ni soumises, qui est pas très à l'aise justement je trouve avec l'héritage féministe, elles ne savent pas trop si elles doivent l'accepter ou pas l'accepter, elles n'osent pas trop se revendiquer etc. Je trouve que sur une action comme ça c'est une façon de se rattacher au mouvement des femmes, à travers un personnage particulier.** » (Entretien projectif avec Aurélie, 08/07/2009, photo 19)

Dans les interprétations 3, la commémoration est donc valorisée parce qu'elle donne au mouvement féministe une visibilité, un ancrage dans le passé et une unité, indépendamment du message qu'elle véhicule sur la mort de Sohane elle-même.

¹ La référence au procès de Bobigny a été identifiée car elle en parle longuement dans son récit de vie.

d) Grille de lecture 4 : « Ces jeunes-là quand même ils avaient été à l'école, ils avaient 17 ans. » (Sandy)

La quatrième interprétation consiste en des discours sur l'école et la responsabilité qu'il incombe à l'éducation de prévenir ce genre d'événements (interprétation 4 : cf. Annexe n°21 et Annexe n°21bis). Parmi les quatre interviewées qui tiennent ces discours, certaines les accompagnent de références à la religion ou à l'appartenance ethnique de Sohane mais ce n'est pas systématique. La plupart font preuve d'incompréhension à propos de la commémoration.

« Ah là là. Je vais vous dire, je ne vous ai pas raconté ça ? En fait j'étais juré aux assises du Val-de-Marne l'année où les gens qui l'ont brûlée ont été jugés. Quand vous êtes jurée aux assises, vous l'êtes du mois de septembre au mois de juillet. Et je me rappelle très bien avoir dit à mon mari "heureusement j'ai échappé à ça". Après j'ai été jurée pour les bandits corses. Les bandits corses ça allait. Par contre avec Sohane ça aurait été terrible. **Avec mes enfants on en a discuté. Quel échec de la société, c'est terrible. "Pour que les garçons et les filles vivent mieux ensemble", ça c'est vrai. C'est pour ça que par exemple à l'AFFDU, on a cette action au niveau des collèges, on a une classe comme ça qui nous suit c'est la SEGPA. Et cette classe, ils ont fait un truc super. C'est une classe très très difficile. Et ils les ont fait justement travailler sur les rapports entre les garçons et filles.** Ils avaient fait un sketch : "On est tous égaux, on est tous différents". C'était dire on n'est pas les uns contre les autres mais on est différents. Ils ont fait un truc incroyablement bien. D'ailleurs ils ont eu le premier prix. **Et la directrice nous a dit que de les avoir fait travailler là-dessus, ça les a complètement fait progresser. Moi j'aime bien les actions comme ça. Parce que, en arriver à des choses comme ça, c'est vraiment un échec de la société, de l'éducation. Ces jeunes-là quand même ils avaient été à l'école, ils avaient 17 ans. C'est horrible.** Ça a été jugé à Créteil. Moi les bandits corses on se croyait un peu dans un film. J'ai eu la chance de ne pas avoir ça. La plaque avait été posée pendant un petit temps sur la tombe de Simone de Beauvoir... Qui a fait ça ? Je ne trouve pas ça super de mettre ça sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir, le raccourci est un peu... Sohane doit être respectée en elle-même, c'est elle qui... j'ai bien vu qu'il y avait Simone de Beauvoir derrière, mais il ne faut pas tout mélanger. C'est douteux comme goût. Par contre il faut honorer, ça c'est vrai,

mais l'association des deux est douteuse.» (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 19)

En évoquant les Olympe de la parole – un concours qui invite des classes des écoles élémentaires, des collèges et des lycées à présenter un travail sur l'égalité femmes-hommes¹ – Sandy évoque l'histoire de Sohane sous l'angle de la responsabilité qu'il incombe à l'école de sensibiliser les jeunes au sexisme. Elodie évoque aussi spontanément cette même action lorsqu'elle est confrontée à la photo de la plaque :

« Ça a quand même été un drame épouvantable. Je ne comprends pas bien pourquoi on a mis ça sur la tombe de Sartre et Beauvoir. Ce n'est pas à eux que j'aurais pensé en premier. Alors ça m'évoque aussi deux choses, **tout d'abord cette action pour l'éducation des garçons et des filles à l'AFFDU, c'est notre dada tout le temps, à travers les Olympe de la parole, on a que ça en tête que garçons et filles apprennent à se connaître, apprennent à se respecter.** Faire tomber toutes les barrières, les poncifs, les stéréotypes qu'on trimbale dans tous les domaines.» (Entretien projectif avec Elodie, 04/12/2008, photo 19)

Mylène et Jeanne aussi relie l'histoire de Sohane à la question scolaire : l'une en faisant part de son expérience de parents d'élèves et l'autre en évoquant *La journée de la jupe*, un film, paru en 2009, qui met en scène une professeure dans un collège de banlieue prenant sa classe en otage et revendiquant que le port de la jupe devienne obligatoire une journée par an.

« Des atrocités comme ça ça montre qu'il y a un gros travail à faire mais c'est extrêmement difficile à impulser. **J'ai été dans des associations de parents d'élèves et je trouve qu'il y a peu de réceptivité à ces problèmes-là. Il y a peu d'éducation qui est faite. Dans le collège où était mon fils l'année dernière, ils ont interdit par exemple les tenues indécentes.** Au conseil de classe, la directrice dit "qu'est-ce que vous en pensez ?". Moi au début je me suis dit interdiction, réflexe libertaire, mais

¹ Le concours « Les Olympe de la parole » est organisé chaque année par l'AFFDU, Association française des femmes diplômées des universités, en partenariat (renforcé d'une convention cadre) avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère des Droits des femmes ainsi qu'avec l'Observatoire de la parité. Il est intéressant de noter que ce concours s'appelait en 2002 les « Olympiades de la parole » (Bereni, 2007: p.249) et qu'il a évolué pour prendre le prénom d'Olympe de Gouges.

finalement je trouve que c'est plutôt pas mal, mais seulement il faut l'expliquer. Expliquer aux filles que ça peut leur nuire de mettre des trucs... en plus il faut expliquer aux garçons que les filles ont le droit de mettre ça si elles en ont envie. Les deux à la fois. Expliquer pourquoi c'est un problème. Ça ne devrait pas en être un. Ces habits, si vous allez à la sortie d'un collège parfois, moi je suis effarée par le nombre de gamines qui se fringuent comme des pétasses, c'est affolant. Et que les mères les laissent faire ça, ça m'inquiète réellement. **Je pense qu'il faut faire de l'éducation auprès des deux sexes, les garçons pour qu'ils respectent et les filles pour qu'elles se rendent compte de ce que c'est que cette image, les rois du rap et tout ça, les filles à moitié à poil, que ce n'est pas un truc qu'elles sont obligées de suivre non plus.** La dernière fois je suis allée à Londres il y a une semaine ou deux et j'ai été frappée de voir plein de gamines... **Et le plus beau de l'histoire c'est qu'il y en a qui ont des foulards sur la tête et le reste elles sont fringuées comme des vraies pétasses. Il y a quand même un énorme problème. C'est l'éducation on va dire.** » (Entretien projectif avec Mylène, 09/04/2009, photo 19)

« Jean-Paul Sartre et... Je ne savais pas qu'ils étaient dans la même tombe. À la mémoire de... Qu'est-ce que c'est que ça ? Je ne sais pas ce que c'est. Je ne me souviens plus de ce que c'est. C'est une jeune fille qui a été brûlée vive en banlieue parisienne. À Vitry. Je me souviens maintenant. Le prénom Sohane me disait quelque chose. C'est l'horreur de toutes les horreurs. **J'ai vu à la télévision *La journée de la jupe*, c'était violent ça ne m'a pas beaucoup plu. J'avoue que je suis un peu inquiète quand je vois tout ça.** Autrefois, quand j'étais au lycée, **on n'avait pas le droit d'avoir de signes religieux.** Mais nous avions des blouses donc les filles qui voulaient porter des croix on pouvait les mettre sous la blouse. **Par contre, les foulards on ne connaissait pas, ou peut-être qu'il n'y avait pas beaucoup de musulmanes, ou alors c'était un certain niveau, des filles d'ambassadeurs etc. je n'ai pas de souvenir de foulards au lycée.** Pas du tout. » (Entretien projectif avec Jeanne, 20/04/2009, photo 19)

Outre la question de l'école et de l'éducation, la référence à *La journée de la jupe* peut être vue comme une façon de signifier qu'il existe un problème de sexisme spécifique aux « quartiers ». De la même façon, la question de l'islam est aussi souvent abordée par les tenantes de l'interprétation 4. Jeanne et Mylène évoquent ci-dessus le port du voile et Elodie fait référence à l'histoire d'une femme de Cisjordanie.

« Ça me fait penser aussi à ce livre *Brûlée vive*, une jeune femme je crois de Cisjordanie, quand on lit ce livre on rentre dans la mentalité que peut avoir une fille. On peut vivre un peu, à travers elle, les contraintes, le poids du contexte social. C'est un livre que je recommanderais à tout le monde pour comprendre combien de femmes sont écrasées. » (Entretien projectif avec Elodie, 04/12/2008, photo 19)

Dans l'ensemble, les interprétations 4 expriment une incompréhension à l'égard de la commémoration. A part Mylène, toutes se montrent dubitatives quant à l'association entre Sohane, Sartre et Simone de Beauvoir. Elodie commente d'ailleurs la référence à Sartre et non celle à Simone de Beauvoir comme si elle ne faisait pas le lien entre la philosophe féministe et Sohane.

« Qui a fait ça ? **Je ne trouve pas ça super de mettre ça sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir**, le raccourci est un peu... Sohane doit être respectée en elle-même, c'est elle qui... j'ai bien vu qu'il y avait Simone de Beauvoir derrière, mais **il ne faut pas tout mélanger. C'est douteux comme goût**. Par contre il faut honorer, ça c'est vrai, mais l'association des deux est douteuse. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 19)

« Est-ce que vous avez une idée de pourquoi ça a été mis sur la tombe de Sartre et Beauvoir ? Non. C'est vrai que quand Sartre a fondé le journal *Libération*, c'était aussi pour la libération de la parole, la libération des ouvriers, c'est vrai qu'ils ont beaucoup œuvré. J'aimerais bien savoir qui a eu cette idée. » (Entretien projectif avec Elodie, 04/12/2008, photo 19)

Par ailleurs, toutes les enquêtées partageant cette grille de lecture 4 n'ont aucune idée de qui peut être à l'origine de la commémoration. Contrairement aux porteuses des interprétations 2 et 3, elles ne parviennent pas à deviner l'identité des organisatrices, signe d'une position marginale dans l'espace de la cause des femmes.

e) Grille de lecture 5 : « Je n'ai pas appréhendé Sartre de la même façon que Simone de Beauvoir. Simone de Beauvoir je me sentais toujours de plain-pied avec elle. » (Laura)

Enfin, la dernière sorte d'interprétation identifiée est celle portée par quatre de mes interviewées (Carole, Diane, Françoise et Laura) qui, à la vue de la photo, évoquent en priorité soit la figure de Simone de Beauvoir, soit le couple que cette dernière a formé avec Sartre (interprétation 5 : cf. Annexe n°22 et Annexe n°22bis).

« Là on est dans quelque chose de récent. Que dire de plus ? Quand on voit sa tombe, c'est bien triste. Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, ça a été mis là. Ils ne sont pas sur la même tombe Simone de Beauvoir et Sartre ! Ils ne sont pas enterrés ensemble... Si ? Ah bon. Donc ça, ça a été posé après... je ne savais pas. **Je ne savais pas qu'ils étaient dans la même tombe. Ils ont été réunis là. Je n'ai pas appréhendé Sartre de la même façon que Simone de Beauvoir. Simone de Beauvoir je me sentais toujours de plain-pied avec elle. Alors que Sartre, d'abord il y avait des choses dans *La raison dialectique*, je l'ai lue, j'ai eu un mal fou à le lire, je ne suis pas philosophe de formation donc j'essaie de glaner des choses mais... et puis il ne la traitait pas bien. Je pensais qu'il était relativement macho avec elle. Je pensais qu'il la faisait souffrir. Donc je ne l'aimais pas trop trop.** Vous voyez. C'est sûr qu'un livre comme *Les Mots*, ça m'a beaucoup intéressé, là je trouve qu'il devient beaucoup plus humain. Mais autrement j'ai l'impression que **c'est un penseur qui vit comme il en a envie mais qui ne se pose pas trop de problèmes par rapport aux femmes avec lesquelles il a des relations. Parce que même si souvent elle a accepté, elle en a souffert. Mais elle a voulu être fidèle à un serment, fidèle à une idée qu'elle se faisait de la relation amoureuse ou de la relation tout court. Donc je trouve ça aussi très bien.** Je l'admirais mais je ne crois pas que j'aurais pu vivre comme ça. Je ne me suis jamais sentie propriétaire ni de mon mari, ni de Jacques, mais quand même je voulais être la préférée. À propos de propriétaire, avec Jacques, on était en Guyane et il y avait un bal dans un hôtel dans lequel on était, je ne sais pas pourquoi, on était allé voir parce qu'on est curieux, on va voir et il y a quelqu'un, un Anglais, qui vient vers moi pour danser, il demande la permission à Jacques. Jacques lui répond en anglais qu'il n'est pas propriétaire. Alors il était resté interloqué, on avait quand même dansé ensemble. C'était plutôt froid "je ne suis pas propriétaire". Il ne savait pas trop sur quel pied danser. Ça m'est toujours

resté. C'est vieux dans notre histoire mais c'est pour vous dire qu'il n'a jamais adhéré au fait que tout en étant... des fois on dit qu'on n'aurait pas dû se marier, il se trouve qu'on s'est marié, enfin bref, mais c'est vrai qu'on ne se sentait pas liés comme un bien. Je n'étais pas son bien et il n'était pas le mien. Ceci dit, il est très amoureux de moi comme vous avez pu le constater. » (Entretien projectif avec Laura, 17/06/2009, photo 19)

Si Laura exclut complètement l'assassinat de Sohane de son discours, ce n'est pas le cas des autres qui l'évoquent rapidement après relance, et principalement sous l'angle du différend amoureux qui aurait mal tourné.

« Ah ! Sartre et Simone de Beauvoir. Tiens, il y a un truc à la mémoire de Sohane Benziane sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir. **C'était un couple emblématique Sartre et Simone de Beauvoir.** *Est-ce que vous comprenez qu'on les associe à...* Ben oui, ça aurait été certainement un de leurs combats s'ils avaient été en vie. Et Simone de Beauvoir, vous, est-ce que ça a pu être un modèle ? Non. Pas tellement. J'ai lu quelques-uns de ses livres, j'ai dû lire *Les mémoires d'une jeune fille rangée*, j'en ai peut-être lu d'autres, mais non. Vous vous souvenez de cette histoire autour de Sohane ? **Oui elle avait été brûlée vive parce qu'elle avait refusé de se marier à un type, un truc comme ça.** C'est atroce. » (Entretien projectif avec Françoise, 10/06/2009, photo 19)

« C'est récent ce truc-là. J'y suis allée l'été dernier, il n'y avait pas ça. **Je trouve que ça n'a pas sa place là. Simone de Beauvoir, pour moi c'est une référence vraiment essentielle. C'est une référence essentielle avec *Le deuxième sexe*, mais surtout grâce à ses *Mémoires*. Il y a une intimité qu'il y a avec Simone de Beauvoir qu'il n'y a pas avec d'autres qui n'ont pas écrit leurs mémoires.** Ça doit bien être le seul endroit du monde où on peut trouver plein de petits papiers comme ça féministes. Vous avez rencontré des personnes quand vous y êtes allée ? Non. Il doit y avoir quand même pas mal de personnes féministes qui viennent du monde entier. Vous disiez que la plaque n'avait pas sa place sur cette tombe ? Non. C'est la tombe de Simone de Beauvoir, ce n'est pas celle de Sohane. **Je ne vais pas vous parler de Sohane parce que sinon je vais vous parler d'Orelsan¹, et ça Orelsan, ça va m'énerver.**

¹ Orelsan est un rappeur dont une de ses chansons – intitulée « Sale pute » et qui consiste en

Vraiment. Pourquoi ? Parce que Sohane morte brûlée vive, c'est la violence d'un garçon parce qu'elle l'avait quitté, c'est ça le rapport avec Orelsan. » (Entretien projectif avec Diane, 11/06/2009, photo 19)

On peut émettre l'hypothèse selon laquelle la lecture en termes de différend amoureux est un des effets de l'association au couple Simone de Beauvoir / Sartre. Parce que ces interviewées se concentrent davantage sur Simone de Beauvoir et sur le couple qu'elle forme avec Sartre, elles ont davantage tendance à lire l'histoire de Sohane au prisme de sa prétendue relation amoureuse.

3. Des grilles de lecture qui correspondent à des profils sociaux différents

Le tableau ci-dessous résume les principales caractéristiques de chacun des discours tenus face à la photo¹. Nous allons voir qu'une confrontation de ces discours au contexte, ainsi qu'aux trajectoires et aux propriétés sociales des interviewées permet d'identifier des régularités sociales associées à cette diversité d'interprétations².

une lettre d'insultes d'un homme trompé à sa petite amie – est dénoncée par des féministes comme une incitation à la violence envers les femmes.

¹ Au total, seulement 34 interviewées sur 37 ont été classées dans ces cinq catégories. Cela tient au fait que deux interviewées tiennent des discours à la frontière entre deux catégories : Lucie et Eva peuvent être considérées comme ayant la première ou la deuxième sorte de réaction car elles proposent une interprétation de la mort de Sohane centrée sur sa religion et/ou son ancrage géographique. Néanmoins leur incompréhension face à la commémoration elle-même les rapproche de la cinquième catégorie. Enfin, la dernière interviewée, Fatoumata, ne se souvient pas de Sohane et en dit trop peu pour que son discours puisse être classé dans une catégorie.

² Pour faciliter la lecture, nous avons associé à chaque interprétation, outre le code alphanumérique, un mot signal qui ne prétend évidemment pas résumer le sens de l'interprétation : 1a : (violences) ; 1b : (quartiers) ; 2a : (intégrismes) ; 2b : (islamophobie) ; 3 : (oubli) ; 4 : (école) ; 5 : (Beauvoir).

		Interprétation 1a (violences)	Interprétation 1b (quartiers)	Interprétation 2a (intégrismes)	Interprétation 2b (islamophobie)	Interprétation 3 (oubli)	Interprétation 4 (école)	Interprétation 5 (Beauvoir)
Structuration de l'interprétation	Accent mis plutôt sur l'assassinat de Sohane	X	X	X			X	
	Accent mis plutôt sur la construction du souvenir				X	X		X
Interprétation de l'assassinat de Sohane	Montée en généralité / violences faites aux femmes	X						
	Sexisme dans les banlieues		X				X	
	Analyse sous l'angle religieux et/ou ethnique			X	X		X	
	Rôle de l'éducation						X	
	Différend amoureux							X
Interprétation de la commémoration	Jugement positif	X		X		X		
	Jugement négatif				X		X	
	Tentative d'identification des organisatrices			X	X	X		
Nombre d'interviewées porteuses de cette interprétation		9		13		4	4	4

Trois principales conclusions sur le fonctionnement des mémoires féministes se dégagent : premièrement, les représentations du passé que portent les individus sont en partie dépendantes de leurs lieux d'engagement. Autrement dit, on observe des régularités dans la façon dont des personnes appartenant aux mêmes collectifs interprètent la photo. Deuxièmement, le souvenir de Sohane est sujet à des relectures selon les impératifs politiques présents. Le contexte dans lequel sont produites les interprétations du passé a, pour plus de la moitié des interviewées, plus d'influence sur elles que le contexte dans lequel la figure ou

l'événement en question sont entrées dans l'histoire des luttes féministes. Enfin, les lectures de la mort de Sohane sont façonnées aussi par les trajectoires personnelles des individus : milieux sociaux traversés par une militante, sa profession, sa vie conjugale et amicale, ou encore ses voyages peuvent orienter ses interprétations du passé. Les trajectoires détaillées des interviewées, en Annexe n°2, peuvent servir de complément à ce qui sera rapidement présenté ici.

a) Le lieu d'engagement façonne en partie les représentations du passé que portent les individus

Il semblerait qu'il existe une certaine homogénéité des représentations associées à Sohane à l'échelle des associations. En effet, lorsqu'on identifie les lieux d'engagement des interviewées, on remarque que chaque interprétation est véhiculée par des personnes appartenant à des collectifs proches, voire par des personnes appartenant en majorité à une même association.

Premièrement, les interviewées qui ne relisent pas la mort de Sohane sous l'angle de l'islam, mais qui continuent à véhiculer des interprétations en termes de « violences faites aux femmes en général » et de « dégradation de la situation des femmes dans les quartiers », militent ou ont milité principalement¹ dans des associations spécialisées dans la lutte contre les violences faites aux femmes (ECVF, GAMS, CAMS, SOS femmes, DCDF), ou dans des associations spécialisées dans les questions de sexualité, d'avortement ou de contraception (Planning familial d'Angers, ANCIC, CADAC). La surreprésentation des femmes engagées contre les violences faites aux femmes dans la première catégorie n'est pas surprenante car l'interprétation 1a consiste à proposer une lecture systémique de l'assassinat de Sohane et à le replacer dans un phénomène plus général. Elle s'inscrit donc dans la continuité d'un travail de cadrage effectué depuis longtemps par ces associations. Maya, engagée à ECVF et porteuse de l'interprétation 1a, explique, dans son récit de vie, qu'ECVF est même née de cette volonté de déconstruire les analyses en termes d'insécurité des violences faites aux femmes pour en proposer des analyses alternatives en termes d'inégalités femmes-hommes.

¹ Seules 2 sur 9 n'ont pas milité dans un de ces deux types d'associations. Clara est militante à Ni putes ni soumises et n'a jamais milité ailleurs avant et Nathalie est engagée dans la Commission féminisme des Verts.

« En 2002, je ne sais pas si vous vous souvenez, **le débat au moment de la présidentielle tournait autour de l'insécurité, et l'insécurité c'était évidemment les jeunes des banlieues qui étaient inquiétants, mettaient la société à feu et à sang etc.** On a vu à quel point ça a été instrumentalisé et ça a pris dans la campagne. Nous, le 8 mars... c'était hors de question d'essayer un autre moment parce qu'il y a deux fenêtres d'opportunité pour faire passer quelque chose qui concerne les femmes en France, c'est le 8 mars et le 25 novembre... **on a réussi à faire passer un texte qui disait que la véritable insécurité en France c'est celle des femmes parce que le plus grand nombre de mains courantes dans les commissariats la nuit, c'est lié à des attaques violentes qui se passent non pas dans la rue mais dans le cadre domestique.** Donc de fil en aiguille on s'est demandé comment on allait pouvoir continuer après ce texte qu'on avait cosigné. C'est comme ça qu'est venue l'idée de faire une association d'élus [ECVF] qu'on ouvrirait à tout l'arc démocratique. » (Récit de vie avec Maya, 13/05/08)

Par ailleurs, le nombre important de militantes du Planning familial d'Angers dans cette catégorie peut s'expliquer par deux caractéristiques de cette association : tout d'abord, elle partage des locaux et des militantes avec une association de lutte contre les violences faites aux femmes, SOS femmes. On peut imaginer qu'il y a une circulation des cadres d'interprétations entre ces deux organisations. De plus, elle se trouve dans une cité HLM, ce qui peut expliquer la lecture de la photo sous l'angle de la spécificité de la situation des femmes dans les quartiers.

Le fait que plusieurs des interviewées porteuses de l'interprétation 1 soient engagées dans des associations spécialisées sur les questions de sexualité, d'avortement ou de contraception peut expliquer d'autres aspects de l'interprétation qu'elles font de la photo de Sohane : ainsi, Michaël, interprète la mort de Sohane comme l'expression de « la volonté de possession » dont feraient preuve certains hommes violents à l'égard des femmes. Fanny explique : « il me semble qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon, et précisément au moment où elle veut le quitter. C'est cette histoire de la possessivité. ». Inès le formule ainsi : « les femmes qui subissent comme ça l'emprise de leurs compagnons jusqu'à la mort, c'est vraiment terrible ». Ces usages des termes « possession », « possessivité », « emprise » font écho, sous une forme inversée, à l'un des principaux mots d'ordre depuis les années 1970 des associations de défense du droit à l'avortement, à savoir « mon corps m'appartient ».

Les militantes porteuses de l'interprétation 2a (intégrismes) ont des profils sociologiques comparables à celles qui portent une interprétation 1 (violences) mais il ressort de leurs engagements (féministes ou non) un attachement prononcé pour la laïcité et/ou une attitude critique à l'égard des religions. Sandra est une militante de la laïcité : elle a fondé LEA (Laïcité Ecologie Association), pour inciter les Verts à « prendre officiellement position sur la laïcité et contre les intégrismes » (Récit de vie avec Sandra, 21/05/2008). Olivia a milité activement pour la loi sur le voile et appartient, à partir de 2009, au comité d'initiative des 40 ans du MLF dont on a déjà vu, au chapitre 5, que ses membres revendiquent un certain nombre de dénominateurs communs dont celui de l'engagement contre ce qu'elles appellent les « intégrismes religieux ». Danielle a milité à la Libre pensée et a navigué dans les milieux libertaires dans les années 70 et Alexandra milite à la Fédération Anarchiste, dont la devise est « Ni Dieu, ni Maître ! ». Ces engagements variés les rendent probablement plus enclines à relire la mort de Sohane sous l'angle d'une critique de la religion.



Figure 37 : Affiches exposées au domicile d'Alexandra, qui illustrent son positionnement antireligieux, et qui permettent de mieux comprendre son interprétation de la photo de la plaque¹

L'influence du lieu d'engagement sur les représentations du passé produites par les individus est très claire aussi lorsqu'on considère les interprétations 2b (islamophobie), 3 (oubli) et 4 (école). En effet, on remarque que l'ensemble des interviewées membres de l'association Mix-Cité (Noémie, Patrick et Xavier) sont porteuses d'une interprétation 2b. De même, l'ensemble des interviewées membres des Chiennes de garde au moment de l'enquête (Christelle, Mathieu et Myriam) sont porteuses d'une interprétation 3 (oubli). Et il y a une surreprésentation des militantes de l'AFFDU dans le groupe de l'interprétation 4 (école). Nous reviendrons dans la suite du chapitre sur les cas des militantes de Mix-Cité et des Chiennes de garde, mais pour l'AFFDU, nous pouvons déjà rapidement avancer une explication : compte-tenu de l'objet et du recrutement de l'association entièrement définis en référence aux études (des femmes diplômées des universités militent pour favoriser l'accès des femmes aux études supérieures), il n'est pas surprenant que ces militantes lisent la mort de Sohane sous l'angle de la question éducative. Enfin, si on compare les réactions de Sandy,

¹ La citation de Victor Hugo affichée dit : « Enfer chrétien : du feu. Enfer païen : du feu. Enfer mahométan : du feu. Enfer hindou : des flammes. A en croire les religions, Dieu est un rôti-seur. »

Elodie et Jeanne (interprétation 4 école), à celles de Lucie et d'Eva, on remarque que toutes les militantes qui appartiennent à l'AFFDU expriment une incompréhension à l'égard de la commémoration, et en particulier une distance à l'égard de la figure de Simone de Beauvoir. Le lieu d'engagement semble donc influencer les représentations du passé que portent les individus.

b) Le souvenir de Sohane est sujet à des relectures selon les impératifs politiques présents

Sur les 34 interprétations classées dans ce tableau, 17 font référence à l'islam ou au port du voile. 9 interviewées seulement reprennent les mêmes schèmes d'interprétation que ceux utilisés par les féministes pour donner du sens à l'assassinat avant le dépôt de la plaque. On observe donc que l'interprétation d'un événement passé et l'image associée à une grande figure féministe ne sont jamais figées et peuvent être sujettes à des recompositions selon les débats qui traversent le mouvement. La prédominance, depuis 2003, des questions d'islam et de voile dans l'espace public en général, et dans l'espace de la cause des femmes en particulier, a entraîné chez la moitié des militantes une relecture de la mort de Sohane en termes d'appartenance ethnique et/ou religieuse. On retrouve donc, dans les interprétations de la mort de Sohane, la même polarisation de l'espace de la cause des femmes que celle entraînée par le débat sur le voile.

La mise en parallèle du discours de Patrick (interprétation 2b islamophobie) avec celui de Danielle (interprétation 2a intégrismes) montre à quel point les deux visions de la commémoration sont aux antipodes l'une de l'autre :

« Alors en plus faire la filiation avec Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, **qui eux pour le coup faisaient véritablement le lien avec l'anticolonialisme et l'anticapitalisme**, mais qui aujourd'hui sont quand même passés à la trappe, je ne vais pas faire de prosopopées, **je ne vais pas faire parler Simone de Beauvoir, je ne sais pas ce qu'elle aurait pensé aujourd'hui sur la question du voile, mais ce qui est sûr c'est que je pense qu'elle aurait été du combat anticolonialiste et pas pour justifier les bombes à Gaza ou pour la stigmatisation des jeunes filles discriminées.** » (Entretien projectif avec Patrick, 13/05/2009, photo 19)

« **Sartre et Beauvoir c'est quelque chose qu'ils auraient défendu.** C'est un peu leur faire un hommage à eux aussi en mettant cette plaque ici. **C'est quelque chose qu'ils auraient défendu. Ils auraient été militants pour ça.** Parce qu'ils ont toujours défendu cette égalité et ce respect vis-à-vis des femmes. » (Entretien projectif avec Danielle, 20/06/2009, photo 19)

On observe un clivage net entre celles pour qui la construction du souvenir de Sohane est considérée comme stigmatisante ou postcoloniale et celles qui la voient comme une façon de publiciser la lutte contre un sexisme arabo-musulman et de l'inscrire dans la continuité des luttes passées. Ce clivage qui existe entre les interprétations 2a et 2b est le même que celui qui a divisé l'espace de la cause des femmes depuis 2003 autour de la question du port du voile islamique à l'école. D'ailleurs, dans l'extrait cité plus haut, Patrick établit un parallèle implicite entre le jugement que Beauvoir aurait porté sur la construction du souvenir de Sohane et celui qu'elle aurait porté sur le voile montrant combien, dans son esprit, ces deux questions sont liées. Cette association d'idées témoigne de la façon dont le contexte du dépôt de la plaque a pu, *a posteriori*, influencer les lectures qui sont faites de l'événement par les féministes : autour de la figure de Sohane, s'affrontent deux interprétations opposées, qui correspondent à deux positions différentes dans le débat sur le voile. On peut également observer la façon dont le débat sur l'islam a façonné après-coup les interprétations de l'histoire de Sohane dans l'allusion faite à Nicolas Sarkozy par Xavier – dont on se souvient que le discours à l'UOIF avait inauguré le débat sur le voile – ou encore les références faites par Noémie et Ingrid à Samira Bellil – dont le livre, paru en octobre 2002, avait alimenté également le débat en venant attester d'une supposée dégradation de la condition des femmes dans les banlieues.

Selon Marie-Carmen Garcia, le débat sur le voile s'est cristallisé dans l'opposition entre Ni putes ni soumises – favorable à l'interdiction du port du foulard islamique à l'école – et le Collectif féministe du Mouvement des indigènes de la République (MIR) – opposé à cette loi en considérant qu'elle contribuait à l'exclusion scolaire de jeunes filles et qu'elle participait d'une politique de ségrégation des populations immigrées. Mix-Cité (association à laquelle appartient nombre des porteuses de l'interprétation 2b-islamophobie) a, dans un premier temps, suivi le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) dans sa tentative de

définition d'une sorte de troisième voix. Comme le CNDF, Mix-Cité ne s'est pas clairement positionnée par rapport à la loi et a défendu l'idée selon laquelle « antiracisme et féminisme devaient être combinés pour lutter à la fois contre la stigmatisation des populations musulmanes et contre la banalisation du voile conçu comme un “symbole d'oppression des femmes” » (Garcia, 2012: p.146). Néanmoins, à partir de 2005, l'association a signé l'appel des Indigènes de la République et s'est ponctuellement mobilisée aux côtés de mouvements antiracistes comme Les Indigènes de la République ou Les Indivisibles (dont la fondatrice Rokhaya Diallo a aussi milité à Mix-Cité), connus pour leur lutte contre l'islamophobie (Asal, 2013). Un extrait du récit de vie mené avec Noémie en 2008 évoque cette polarisation de l'espace de la cause des femmes et donne à voir le glissement de Mix-Cité vers le pôle des Indigènes de la République :

« Et justement, est-ce qu'à Mix-Cité vous êtes en relation avec d'autres associations féministes ? Oui. Par exemple, Ni putes ni soumises, bon elles ne sont pas féministes, mais on les invitees je ne sais pas combien de fois... La politique de Ni putes ni soumises maintenant on l'a comprise, c'est de dire oui à tout, comme ça il y a leur nom partout mais elles ne viennent jamais. Elles sont très très fortes. C'est incroyable. Je me disais c'est que Mix-Cité, mais en fait non, j'ai eu cet écho de beaucoup de gens différents. Du coup, on ne sait pas ce qu'elles font. C'est dommage parce que je pense qu'on ne peut pas jeter l'eau du bain et le bébé avec. Je suis persuadée que localement il se passe des choses intéressantes mais... Nous on aurait adoré les rencontrer et militer avec elles mais... **finalement on a signé le Manifeste des Indigènes**. Sinon on est membre du Collectif national pour le droit des femmes (CNDF), après moi je n'y suis jamais allée à ces réunions-là, je ne pourrais pas trop t'en parler. D'autres t'en parleront mieux que moi. » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

On retrouve cette polarisation de l'espace de la cause des femmes autour de la question de l'islam et du voile dans les usages que font les porteuses de l'interprétation 2b (islamophobie) des pronoms personnels : alors que dans les discours de type 2a (intégrismes), nous avons vu qu'il se dégagait un « nous » fondé sur une commune opposition au voile (voir l'entretien projectif d'Olivia). On le retrouve, dans les interprétations 2b, sous la forme d'un « ils » (jamais utilisé dans les discours 2a) :

« **Ils** ont mis ça ? » (Entretien projectif avec Fabienne, 28/07/2009, photo 19)

« Je trouve ça assez bizarre qu'ils aient mis ça sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir » (Entretien projectif avec Fabienne, 28/07/2009, photo 19)

« Si elle y est encore parce que chaque fois qu'ils la remettaient, elle était arrachée. » (Entretien projectif avec Ingrid, 08/07/2009, photo 19)

« Ah mais ils ont... ? Ils l'ont mis sur la tombe de Simone de Beauvoir ? » (Entretien projectif avec Noémie, 14/02/2009, photo 19)

Ce « ils », dont le masculin peut être perçu comme une façon de créer de la distance entre les organisatrices de la commémoration et les féministes, semble principalement désigner Ni putes ni soumises dans l'esprit des interviewées. Ces dernières, qui découvrent en majorité la commémoration au moment de l'entretien, désignent spontanément Ni putes ni soumises comme responsables de l'organisation de la commémoration.

« **C'est un coup de Ni putes ni soumises ça non ?** » (Entretien projectif avec Noémie, 14/02/2009, photo 19)

« Et là c'est pareil, chaque fois qu'il va y avoir un drame, significativement, **Ni putes ni soumises étant à la pointe dans ce genre d'indignation sélective**, avec un discours gnangnan moralisateur, garçons et filles vivent mieux ensemble, dans la mixité, le vivre ensemble, vivons dans la paix, dans le respect, en occultant que 137 femmes sont violées tous les jours en France. » (Entretien projectif avec Patrick, 13/05/2009, photo 19)

« En tout cas, ce qui est sûr, c'est que cette histoire de cette jeune femme brûlée vive, c'est ça qui a démarré le collectif Ni putes ni soumises, c'est ça qui a été à l'initiative d'autres combats après. **Moi ce qui me dérange juste un petit peu dans ce combat-là et dans l'apparition de Ni putes ni soumises c'est que du coup on a un peu stigmatisé la violence sexiste mais dans les cités.** » (Entretien projectif avec Pauline, 24/07/2009, photo 19)

Ainsi, les porteuses de l'interprétation 2b (islamophobie) se présentent comme appartenant au camp opposé à celui de Ni putes ni soumises dans le débat sur le port du voile et proposent donc une interprétation de la figure de Sohane cohérente avec cette opposition politique présente.

La façon dont le contexte façonne les interprétations du passé n'est pas seulement visible au travers de l'influence du débat sur le voile. Les militantes porteuses de l'interprétation 3 (oubli) ne font pas référence à l'islam mais interprètent la commémoration comme utile pour retrouver la continuité et l'unité entamées par l'émergence de la figure de Sohane sur la scène publique. On peut considérer que leur interprétation du passé est dépendante de leur connaissance de l'évolution des relations entre les associations impliquées initialement dans la polémique. C'est probablement parce qu'elles ont assisté au rassemblement de ces différents collectifs après le dépôt de la plaque qu'elles jugent positivement la commémoration.

Enfin, le contexte semble façonner davantage les interprétations du passé quand il correspond à un moment charnière de la trajectoire de l'individu. Ainsi, Félicitée, porteuse d'une interprétation 2a, est probablement plus encline à analyser l'histoire de Sohane au prisme de la question de l'islam qu'elle est arrivée en France en 2004, au moment même où le débat sur le voile était le plus présent dans la sphère publique, avec une forte présence médiatique des partisans de la loi. Il est donc probable qu'elle ait intégré de manière durable les discours dominants de l'époque.

c) Les trajectoires personnelles et les propriétés sociales des interviewées façonnent aussi l'image qu'elles ont de Sohane

Les interprétations du passé proposées par les interviewées à partir de la photo de la plaque sont aussi dépendantes des propriétés sociales et/ou des trajectoires des individus. Ainsi, on observe quelques régularités liées à des propriétés sociales communes, ainsi que quelques spécificités, parfois inattendues, liées à l'originalité d'une trajectoire.

Tout d'abord, il est notable que les porteuses de l'interprétation 2b (islamophobie) se distinguent des autres par leur jeunesse (voir le tableau ci-dessous).

Type d'interprétation	1a (violences)	1b (quartiers)	2a (intégrismes)	2b (islamophobie)	3 (oubli)	4 (école)	5 (Beauvoir)
Moyenne d'âge (années)	50.67	61	51.16	36.7	48	72.25	56.75

De plus, parmi les interviewées appartenant à l'association Du côté des femmes, ce sont les trois plus jeunes (nées entre 1980 et 1984), qui sont porteuses de l'interprétation 2b. Ingrid, qui n'appartient ni à Mix-Cité, ni à Du côté des femmes, mais qui porte aussi l'interprétation 2b, est née en 1985. L'âge semble donc avoir une influence sur les interprétations que font les interviewées de la photo. Ce constat permet de mieux comprendre certains aspects des discours tenus face à la photo : par exemple, lorsque ces jeunes interviewées essayent d'identifier les responsables de la commémoration, elles se focalisent sur Ni putes ni soumises et n'évoquent jamais les militantes plus anciennes, pourtant parties prenantes du débat sur le voile et de l'organisation du dépôt de la plaque. Ainsi, leurs discours sur la commémoration semblent façonnés par leur volonté de ne pas rompre avec l'héritage féministe radical dont elles se réclament. En jetant le discrédit sur Ni putes ni soumises, elles évitent ainsi de s'inscrire en faux contre les militantes de la seconde vague. D'ailleurs, Patrick cite Christine Delphy et va même jusqu'à lire un extrait d'un de ses articles pour appuyer son propos. Si Delphy est une des rares militantes des années 70 à s'être prononcée contre la loi sur le voile (Delphy, 2003), il n'en reste pas moins que la citer permet aux interviewées 2b d'affirmer une continuité à l'égard de la seconde vague féministe. La seule interviewée qui désigne une militante des années 1970 comme responsable du dépôt de la plaque est Ingrid. Elle ne cite pas Annie Sugier mais Anne Zelensky, qu'elle désigne comme « celle qui a viré ultra-laique »¹. Ce choix n'est pas un hasard car si cette dernière a effectivement été très proche d'Annie Sugier et a milité avec elle à la LDIF, elle est depuis quelques années marginalisée dans l'espace de la cause des femmes en raison de ses liens avec Riposte Laïque, groupe proche d'un mouvement d'extrême droite appelé le Bloc identitaire. Attribuer à Anne Zelensky et Ni putes ni soumises la responsabilité du dépôt de la plaque permet de prendre de la distance à l'égard des organisatrices de la commémoration tout en maintenant une continuité symbolique avec le reste des militantes féministes radicales des années 1970. Cela

¹ Elle ne se souvient plus son nom mais je reconnais qu'elle parle d'elle car elle fait référence au fait que, dans le documentaire *Debout !* de Carole Roussopoulos, cette dernière raconte qu'elle « est devenue lesbienne pendant le mouvement des femmes ».

traduit les rapports de pouvoir qui peuvent exister entre deux associations comme Ni putes ni soumises et Mix-Cité, dont un des enjeux est d'apparaître comme la « relève » de la seconde vague féministe.

Parmi ces interviewées porteuses de l'interprétation 2b, Fabienne (qui n'est pas militante à Mix-Cité mais salariée à DCDF) a monté en 2004 un projet intitulé « Rencontres de femmes » qui visait à aller à la rencontre de femmes du Proche Orient pour les interviewer et les photographier. Elle est parvenue à faire financer ce projet par la Direction Départementale du Ministère de la Jeunesse et des Sports et est donc partie huit mois avec une amie en Israël, en Egypte, en Jordanie et en Palestine. Ce voyage a été l'occasion de nombreuses rencontres de femmes, dont certaines engagées dans des mouvements féministes locaux et a donné lieu à l'écriture de plusieurs articles, publiés dans *Le Courrier de la Mayenne*, ainsi qu'à l'organisation d'expositions photos à leur retour en France. Dans un précédent travail¹, nous avons déjà constaté que de nombreuses militantes engagées contre la loi sur le voile avaient effectué des séjours prolongés dans des pays musulmans et en particulier en Palestine. Il est donc probable que la critique de Fabienne à l'égard de la stigmatisation des populations arabo-musulmanes ait été en partie façonnée par cette expérience en Egypte, en Jordanie et en Palestine. On peut également évoquer l'expérience de Xavier, militant à Mix-Cité et porteur de l'interprétation 2b, qui en période de guerre entre l'Iran et l'Irak, héberge chez lui durant une année un réfugié politique iranien, rencontré par l'intermédiaire de sa sœur, elle-même mariée à un iranien. Dans son récit de vie, Xavier explique que cette rencontre a été décisive pour lui car elle est l'occasion de longues discussions et réflexions, notamment sur le féminisme. Il se sent alors sortir de son isolement féministe et entre en contact, grâce à lui, avec des féministes iraniennes, avec lesquelles il correspond épistolairement. Le fait que son premier contact avec d'autres féministes ait été avec des militantes iraniennes a peut-être contribué à éveiller chez lui une attention particulière à ce qui, selon lui, conduit à la stigmatisation des populations arabo-musulmanes. En revanche, notons que la seule de nos interviewées qui se définit comme musulmane (Coralie) est porteuse d'une interprétation 1 et n'évoque pas du tout la question de l'islam

¹ Il s'agit de mon mémoire de DEA, intitulé « Le féminisme français à l'épreuve de l'Islam, Dynamisation et recompositions », réalisé sous la direction de Nilüfer Göle et soutenu à l'EHESS en juin 2006.

dans son discours sur la photo de la plaque. Son engagement dans la lutte contre les violences faites aux femmes semble davantage orienter ses interprétations de la mort de Sohane.

La profession des interviewées semble parfois influencer également les interprétations qu'elles font de la photo. Ainsi, Michaël, qui est gynécologue obstétricien, qui a été chef de service d'une maternité et qui a fondé la Société d'histoire de la naissance, insiste sur les violences faites aux femmes pendant les périodes de grossesses.

« Il faudra encore se battre. Il y aura encore des femmes qui mourront sous des coups, des excès de jalousie des hommes. La possession sexuelle c'est un truc d'une violence inouïe. **Ça c'est un aspect de la violence sur lequel on s'est un peu penché : la violence au cours des grossesses, elle décuple. Parce que la femme apparaît à l'homme comme porteuse de vie, d'avenir, dans sa puissance. Ça réveille...** c'est un fait souvent dissimulé par les femmes elles-mêmes. (...) Et **au cours des grossesses, la violence est réellement l'expression des peurs.** Et c'est un cercle qui se doit d'être rompu, cette volonté de possession doit être remise en cause. » (Entretien projectif avec Michaël, 03/06/2009, photo 19)

Noémie, qui a été officière de protection à l'OFPRA, pense la construction du souvenir de Sohane comme une justification de la politique d'immigration menée à l'époque.

« J'ai l'impression d'être d'une mauvaise foi sans nom, mais j'ai l'impression que le message c'est vraiment "elle, elle était vraiment victime et pas les autres". Mais bon c'est facile, ça sert vachement, ça sert à ne pas faire d'efforts pour regarder ce qui ne va pas chez les blancs. **Ça sert à légitimer la politique de reconduite à la frontière.** » (Entretien projectif avec Noémie, 14/02/2009, photo 19)

De même, on observe que l'interprétation en termes de devoir de mémoire est portée par des personnes qui ont fait des études en histoire ou qui ont fait de l'histoire leur métier : Aurélie a obtenu une maîtrise d'histoire, Gaspard a été professeur d'histoire puis archiviste au Conseil d'Etat, et Christelle est l'auteure de plusieurs ouvrages sur l'histoire des femmes au XXème siècle. On comprend ainsi qu'ils se situent en première ligne de la lutte contre l'invisibilisation des femmes dans l'histoire.

La lecture faite par Danielle de la mort de Sohane, en termes de différend amoureux, constitue un autre exemple de la façon dont la trajectoire personnelle peut façonner les interprétations du passé. En effet, cette dernière analyse la mort de Sohane comme la conséquence d'une rupture amoureuse. De plus, lorsqu'elle évoque les violences faites aux femmes, c'est sous l'angle unique des violences perpétrées au sein des couples qu'elle le fait. Cette interprétation peut être soumise à plusieurs hypothèses : d'abord, elle peut s'expliquer par la première présentation qui avait été faite du fait divers par les médias et qui aurait durablement façonné l'image que s'en fait Danielle. Il est aussi probable que cette lecture soit restée dans son esprit car régulièrement actualisée par, notamment, la médiatisation de l'immolation de Shérazade en 2005 (présentée comme la conséquence de son refus d'épouser son compagnon) ou sa propre confrontation au cas d'une femme tuée par son mari à Saumur alors qu'elle voulait le quitter. Mais une autre dimension, plus personnelle, peut aussi venir expliquer la prégnance de cette lecture chez Danielle : le récit de vie de cette dernière s'articule autour de la notion de liberté, dont le couple semble être une des figures repoussoirs. Elle ne s'est jamais mariée, elle a décidé d'avoir un enfant seule, une figure récurrente de son entretien est celle de la femme « indépendante de son mari » (une tante, Simone de Beauvoir...), et elle explique aussi avoir refusé de payer un mariage à sa fille avant ses 25 ans. Ce rapport distancié au couple (et notamment au mariage) peut venir apporter un éclairage sur cette lecture de l'événement en termes de différend amoureux.

Enfin, le fait qu'Aurélie soit la seule militante de Du côté des femmes à porter une interprétation 3 (oubli) peut s'expliquer par sa trajectoire militante personnelle. En effet, c'est celle qui a le parcours féministe le plus varié au sein de cette association : elle est celle qui a milité dans le plus de collectifs différents (Citoyennes maintenant, l'APIAF, Collectif féministe contre le viol, FNSF et DCDF). Ayant navigué dans différentes sphères de l'espace de la cause des femmes, il est probable qu'elle ait, plus que d'autres militantes de DCDF, la capacité à penser l'espace de la cause des femmes comme un ensemble dont il s'agit de préserver l'unité et la continuité. Pour Gaspard, le fait d'avoir été représentant des Sciences Potiches et des Chiennes de garde à différentes réunions féministes et dans des structures ombrelles comme le CNDF, a probablement développé chez lui cette même tendance à penser l'espace de la cause des femmes comme un ensemble à préserver.

Conclusion de chapitre

Appréhender la question du panthéon féministe en « pensant par cas », nous a permis de mettre en évidence l'ensemble des facteurs qui conduisent différents collectifs féministes – ayant des histoires distinctes, des militantes aux profils différents ou des positionnements opposés dans le champ – à se rassembler autour d'une figure particulière et à construire ensemble le souvenir de celle-ci.

Nous avons montré que l'intégration d'une personnalité au panthéon féministe passe d'abord par un travail de cadrage, mené par des collectifs ou des militantes médiatiques, ayant pour but de donner à la vie, à l'œuvre ou à la mort de la personnalité choisie un sens cohérent avec les objectifs de la lutte. Il a fallu apporter à un fait divers, relevant d'abord de la question sécuritaire, un éclairage particulier pour le transformer en un événement féministe et faire de Sohane une potentielle icône féministe. Différents facteurs jouent dans le succès de ce travail de production de sens, notamment la capacité de militantes féministes à mobiliser les ressources nécessaires pour mener ces opérations de cadrage, ainsi que la position dans le mouvement des personnes qui ont guidé le cadrage.

Néanmoins, la vie ou l'œuvre de chaque figure du passé pouvant donner lieu à de multiples interprétations, parfois contradictoires, le fait de devenir une icône féministe repose moins sur le caractère consensuel de la personnalité en question que sur un contexte favorable au rassemblement des féministes. En effet, l'entrée de Sohane Benziane dans le panthéon féministe a été rendue possible par un consensus entre une majorité de collectifs féministes sur la question du port du voile. C'est cette actualité médiatico-politique qui a favorisé le rassemblement autour de Sohane de générations pourtant opposées dans un premier temps. A d'autres moments, d'autres débats animant l'espace de la cause des femmes ont entraîné la mise en valeur par les féministes d'autres grandes figures : ainsi, Olympe de Gouges s'est trouvée mobilisée au moment du débat sur la parité. C'est ce même lien entre les débats présents et la valorisation de telle ou telle figure du passé qui contribue, par ailleurs, à une reproduction des clivages dans l'usage que font les féministes des grandes figures du passé. Ainsi, des positionnements politiques différents sur la question du voile posent des limites à la réceptivité de certaines militantes au cadrage proposé par la commémoration organisée en souvenir de Sohane. A l'inverse, le relatif consensus existant aujourd'hui autour de la

nécessité de voir plus de femmes exercer des responsabilités en politique ancre davantage la figure d'Olympe de Gouges dans les mémoires féministes.

Dans ce chapitre, nous avons commencé à resserrer la focale d'observation pour poser la question des liens entre les mémoires historiques, produites par les collectifs ou figures dominantes du mouvement, et les mémoires individuelles. Ces dernières ne peuvent être considérées comme entièrement soumises aux impositions du souvenir par le haut : chaque militante semble résister à ces interprétations si elles ne lui semblent pas cohérentes avec ses positions politiques, ou si elles sont portées par des groupes ou des personnes dont elle se sent éloignée. Si les lieux d'engagement des militantes déterminent en partie leurs représentations du passé, leurs propriétés sociales et l'originalité de leur trajectoire personnelle contribuent aussi à façonner les images qu'elles associent à telle ou telle personnalité.

D'autres éléments caractéristiques du rapport des féministes aux grandes figures n'ont malheureusement pas pu être évoqués ici mais mériteraient un développement dans des recherches futures. Il faudrait, par exemple, analyser la contradiction dans laquelle semble pris l'ensemble des collectifs de l'espace de la cause des femmes entre d'un côté, la volonté de valoriser des femmes exceptionnelles – dont on présume que leur visibilité permet à chaque femme de se penser comme actrice de l'histoire – et d'un autre côté, le refus de laisser la lutte collective s'effacer au profit de certaines personnalités. Ainsi, si la constitution d'un panthéon féministe répond à la nécessité de donner aux femmes des modèles d'identification ou la preuve de leur capacité à sortir du rôle qui leur est assigné, il s'articule difficilement avec le désir des féministes de construire « un mouvement d'un type radicalement nouveau, qui s'inventait dans la rencontre des femmes sans prétendre les représenter et refusait d'être représenté par quiconque »¹. La mise en avant de collectifs d'anonymes dans les actions mémorielles menées par les féministes depuis les années 1970 est relativement courante et répond à ce souci de ne pas invisibiliser celles qui, avec les femmes exceptionnelles, ont fait l'histoire des femmes et des féminismes. C'est le cas, par exemple, de cette plaque érigée en souvenir des femmes mortes d'avortements clandestins, prise en photo par Catherine Deudon le 20 novembre 1971, publiée dans son ouvrage *Un mouvement à soi* en 2003 (Deudon, 2003: p.36) et republiée dans le volume 46 de la revue *ProChoix* en 2008 (Prochoix, 2008: p.108).

¹ Françoise Picq, « MLF : 1970, année zéro », *Libération.fr*, 7 octobre 2008.

La plaque, sur laquelle il est écrit « Des milliers de femmes par an victimes de l'avortement clandestin en France », est posée sur un cercueil en carton avec quelques fleurs.



Figure 38: Manifestation du 30 novembre 1971 pour le droit à l'avortement, photo de Catherine de Deudon, (Deudon, 2003 ; Prochoix, 2008)

Les deux photos choisies pour illustrer la couverture du communiqué de presse de l'exposition « Photo / Femmes / Féminisme, 1860-2010 Collection de la Bibliothèque Marguerite Durand »¹ témoignent de cette tension dans laquelle sont prises les féministes entre mise en avant des collectifs ou valorisation des individualités.

¹ Exposition organisée par l'historienne Florence Rochefort et la conservatrice de la bibliothèque Annie Metz, du 29 novembre 2010 au 13 mars 2011 à la Galerie des bibliothèques, à Paris.

PHOTO / FEMMES / FÉMINISME

1860-2010 COLLECTION DE LA BIBLIOTHÈQUE MARGUERITE DURAND

Galerie des bibliothèques / Ville de Paris

19 novembre 2010 - 13 mars 2011

Dans le cadre du Mois de la photo à Paris, novembre 2010.



Simone Veil photographée
par Michèle Pollier-Lattes
Manifestation 6 octobre 1979
par Catherine Deudon.

Figure 39 : Communiqué de presse de l'exposition « Photo / Femmes / Féminisme, 1860-2010 Collection de la Bibliothèque Marguerite Durand »

Dans la troisième partie, nous verrons notamment comment cette contradiction influence les pratiques de partage de vécus, qui constituent, selon nous, les principaux mécanismes sur lesquels repose le fonctionnement de la mémoire collective féministe.

Conclusion de la deuxième partie

Dans cette deuxième partie, nous nous sommes centrés sur la manière dont les organisations féministes, collectivement ou par la voix de leurs figures dominantes, écrivent et commémorent leurs propres histoires et l'histoire nationale. Nous avons vu que, malgré l'existence d'un devoir de mémoire féministe porté et alimenté par l'ensemble des composantes de l'espace de la cause des femmes, il n'émerge pas, de manière consensuelle et unifiée, un discours clos sur le passé. L'histoire écrite et commémorée par les organisations ou les figures dominantes du mouvement est plurielle et les points de vue sur le passé s'expriment dans toute leur diversité, donnant lieu par moments à des conflits de mémoires.

Ainsi, nous avons observé la cohabitation de différentes lectures du passé dépendantes d'impératifs politiques présents et de cadres sociaux pérennes, propres à chaque collectif. L'espace de la cause des femmes, en tant qu'espace ouvert, pluriel et contradictoire, est structuré de telle façon que peuvent coexister en son sein différents récits du passé portés par des collectifs aux modes d'organisation, aux idéologies, aux recrutements et aux positionnements dans le champs variés, voire opposés. Les deux interprétations des origines du MLF, portées par les collectifs différencialistes et universalistes, sont le produit de cadres sociaux différents, qui sont eux-mêmes issus d'histoires parallèles et ponctuées de conflits. Le chapitre 5 met en évidence le rôle de « structures dormantes », comme la maison d'édition Tierce, dans la sauvegarde de ces schèmes d'interprétation et dans la réactivation des réseaux sur lesquels s'appuie l'organisation de la commémoration en 2010. Cette observation ne doit pas pour autant amener à négliger l'importance des interactions entre les groupes dans la production des mémoires historiques : ainsi, le récit du passé produit par chaque collectif est aussi dépendant des relations que celui-ci entretient avec les autres composantes du mouvement. Si les cadres sociaux (produits de l'histoire de chaque collectif) limitent et orientent ce dont chaque groupe se souvient, les interactions entre les groupes (qu'elles soient conflictuelles ou qu'elles visent la continuité) peuvent conduire à des phénomènes de polarisation des récits du passé ou, au contraire, à des convergences conjoncturelles. Par ailleurs, l'analyse de la construction du souvenir de Sohane Benziane a permis de montrer que des groupes initialement porteurs d'interprétations différentes d'un événement – en raison de

différences d'inscription dans le champ, de recrutement et de propriétés sociales des militantes – peuvent à la faveur d'un contexte politique se rassembler autour d'un même récit finalisé du passé.

Pour conclure, cette partie a impliqué de mobiliser le concept de « cadres » dans deux sens différents : d'une part, « cadres » (au sens de produits des opérations de « cadrage ») fait référence à des schèmes d'interprétations proposés par les membres d'un mouvement social pour donner du sens à un évènement, un objet, une personne, une situation etc. D'autre part, « cadres », telle qu'il est présent dans l'expression les « cadres sociaux de la mémoire », désigne des éléments structurels ou de morphologie sociale (mode d'organisation, position dans le champ, recrutement des militantes...) qui façonnent les représentations. Il apparaît de cette analyse que ces deux concepts ne peuvent être compris l'un sans l'autre, au risque sinon de réduire les processus de production de sens dans les mouvements sociaux à des réactions déshistoricisées à des situations présentes. Ainsi, il est important de considérer comment les cadres sociaux, produits de l'histoire du groupe, orientent les interprétations que celui-ci peut ou non produire sur le passé. A l'inverse, considérer que la mémoire d'un groupe est uniquement orientée par des cadres sociaux pérennes, c'est passer à côté des processus de (re)construction et de (ré)interprétations auxquels les participants d'un mouvement se livrent en fonction du contexte culturel et politique du moment. Une notion, proposée par Aldon Morris, peut permettre de penser ensemble la complexité des interactions sur le long terme entre mouvements, structures sociales et contextes culturels : c'est celle de « répertoires d'interprétations » (Morris, 1984). En effet, en élaborant cette notion, l'auteur montre que les participants d'un mouvement social peuvent faire usage de plusieurs schèmes d'interprétation existants pour (re)construire leurs interprétations du passé selon les impératifs présents, de la même façon que les mouvements utilisent un ensemble de répertoires d'action existants pour mettre en œuvre des actions innovantes et appropriées au contexte. C'est la persistance des structures sociales sur le long terme, qui permet le maintien des répertoires d'interprétation disponibles. Autrement dit, la pérennité des cadres sociaux permet la sauvegarde d'une idéologie qui, elle-même, oriente la production de schèmes d'interprétation.

**Troisième partie :
Mémoires individuelles,
produits des trajectoires
et de l'encadrement réciproque des souvenirs**

Introduction de la troisième partie

Dans la partie précédente, nous avons montré qu'il n'existait pas une histoire officielle féministe, mais un éclatement de mémoires historiques qui s'opposent ou qui convergent selon le contexte. En effet, les interprétations du passé portées par chaque collectif sont façonnées selon des cadres sociaux (modes d'organisation, positionnement dans le champ, type de recrutement, ancienneté de l'inscription dans le champ, idéologie etc.) qui lui sont propres et qui sont le produit de son histoire. Des impératifs politiques présents ou des proximités structurelles peuvent conduire à une homogénéisation des récits du passé au niveau *mezzo social*, mais cette dernière est éminemment conjoncturelle : elle exprime alors un système de rapports entre collectifs au sein de l'espace de la cause des femmes à un moment précis et peut être mise à mal par une transformation des relations entre les groupes.

Par ailleurs, au niveau individuel, nous avons commencé à dresser plusieurs constats : d'une part, des trajectoires, des propriétés sociales et des positions politiques différentes se traduisent par des façons spécifiques de lire le même événement ou la même figure du passé. D'autre part, une appartenance commune à un même collectif féministe favorise le partage d'une même interprétation du passé. La question qui se pose maintenant est donc de savoir comment, ces deux constats s'articulent : c'est-à-dire comment, en dépit de la diversité des vécus, une homogénéisation des interprétations du passé portées par les individus peut se réaliser. Autrement dit, quelles sont les pratiques concrètes qui permettent la diffusion d'une même grille de lecture du passé au sein d'un collectif, malgré l'originalité des trajectoires des membres qui composent ce collectif ? Et plus largement, au sein de l'espace de la cause des femmes, est-ce qu'il existe des façons communes de se souvenir, quel que soit le collectif auquel on appartient ?

Cette partie, centrée sur le niveau *microsocial*, cherche à répondre à cette question en portant attention à la fois aux pratiques concrètes mais aussi aux fondements politiques qui permettent l'homogénéisation des souvenirs, au sein de l'espace de la cause des femmes, et qui semblent être au nombre de trois : premièrement, la proposition selon laquelle « le privé est politique », deuxièmement, l'avènement du sujet comme horizon de l'engagement

féministe et troisièmement, la construction d'un « nous » dans l'articulation entre la petite histoire et la grande histoire.

Ainsi, dans le chapitre 7 nous allons nous concentrer sur les mémoires individuelles de trois interviewées et porter attention à leurs spécificités, pour comprendre l'articulation qui existe entre leur regard sur le passé et leurs trajectoires. Nous observerons ainsi les effets du social sur les souvenirs des individus, y compris les souvenirs les plus intimes. Nous essaierons aussi de dégager les points communs entre ces trois mémoires individuelles et verrons qu'en dépit de la diversité des vécus qu'elles expriment, les interprétations du passé portées par nos interviewées (dans les récits de vie mais aussi les entretiens projectifs) sont structurées selon une matrice commune qui vise à l'affirmation d'un « je » et, plus précisément à la mise en avant des modalités selon lesquelles chacune se construit comme sujet autonome.

Dans le chapitre 8, nous viendrons étayer les hypothèses émises à partir des trois cas étudiés en les soumettant aux autres matériaux recueillis. Ainsi, en mobilisant le reste des entretiens, nous prolongerons la réflexion sur cette matrice commune qui structure les mémoires individuelles. Cela nous permettra d'observer la diversité des voies par lesquelles passe l'affirmation du sujet (la voie militante, professionnelle, privée, artistique...) et comment, malgré cette variété des modalités d'affirmation de soi, des formes narratives communes rassemblent ces expériences dans le présent. Nous verrons, par exemple, que ce processus d'affirmation du sujet s'accompagne, chez l'ensemble des interviewées, premièrement, de la construction de figures repoussoirs et de figures d'identification qui placent l'autonomie au cœur de leur interprétation du monde ; deuxièmement, d'une volonté d'ancrer sa propre autonomie le plus loin possible dans sa trajectoire et troisièmement, de l'affirmation d'un rapport actif à ses appartenances visant à se défaire de l'emprise des rapports sociaux subis au profit d'appartenances choisies.

Enfin, le chapitre 9 sera centré sur les pratiques et les principes politiques qui permettent concrètement l'existence de ces formes narratives communes aux mémoires individuelles. Nous verrons que la revendication – portée par les mouvements féministes depuis les années 1970 – selon laquelle « le privé est politique » a conduit à l'élaboration d'« espaces du dicible » au sein desquels chacune est régulièrement invitée à exposer sa trajectoire biographique. L'homogénéisation des souvenirs se réalise donc par un processus

d'encadrement réciproque des discours biographiques, qui prend appui sur de nombreuses pratiques d'échanges de vécus. Ce chapitre posera ensuite la question de l'articulation entre l'invitation à affirmer un « je » et la nécessité d'intégrer ce « je » à un groupe pour mettre en œuvre une lutte collective. Sur ce point, nous verrons que la mémoire collective féministe repose aussi sur la mise en relation de la petite histoire avec la grande histoire, c'est-à-dire que les souvenirs individuels sont exprimés de telle sorte qu'ils valorisent dans les histoires personnelles les transformations issues de victoires féministes. Ainsi, la proposition soixante-huitarde, empruntée aux situationnistes, selon laquelle il s'agit, au travers d'une mobilisation de « changer la vie entière »¹, offre une grille de lecture commune aux féministes dans leur façon d'interpréter le passé. C'est de ce croisement entre histoires singulières et histoire collective qu'émerge le « nous » féministe, un nous-sujets-dont-l'existence-tient-à-la-transformation-du-monde-par-le-mouvement-féministe. Autrement dit, un groupe qui se construit à la fois comme le producteur et le produit d'un devenir historique.

¹ Voir Figure 34, l'usage de ce slogan dans le programme des 40 ans du MLF en 2010.

Chapitre 7 : Trajectoires et motifs narratifs récurrents, une plongée dans les souvenirs de trois individus

Introduction de chapitre

Le chapitre précédent a été l'occasion de resserrer la focale d'observation et de commencer une première entrée dans les mémoires vives. Pour cela, nous avons effectué une analyse des entretiens que nous pourrions qualifier de transversale, dans la mesure où nous avons extrait de ceux-ci l'ensemble des interprétations du passé exprimées à propos de la figure de Sohane pour les comparer et identifier leurs ressemblances et leurs différences, d'une interlocutrice à l'autre. Ainsi, nous avons constaté l'existence de plusieurs grilles de lecture de cet événement et montré qu'elles correspondaient à des profils sociaux et des positionnements distincts.

Il s'agit maintenant de confirmer ces premières conclusions et d'aller un peu plus loin dans l'analyse du fonctionnement des mémoires féministes en considérant, pour chaque interviewée, les logiques qui structurent sa mémoire vive et leurs liens avec les trajectoires sociales des personnes. Pour cela, dans ce chapitre, nous allons appréhender les entretiens de manière plus longitudinale, c'est-à-dire ne plus chercher à comparer entre elles les interprétations d'un même passé, portées par différentes militantes, mais plutôt, pour chaque individu, analyser l'économie générale de ses récits du passé et en dégager les motifs narratifs récurrents. Nous considérerons à la fois le récit de vie et l'entretien projectif réalisé avec l'interviewée et identifierons les formes narratives structurant ces deux types de discours sur le passé. Nous pourrons ainsi faire l'hypothèse que ces récurrences constituent des logiques structurantes des souvenirs de l'interviewée et, en les analysant à la lumière de sa trajectoire sociale, nous pourrons mieux appréhender les effets du social sur les représentations du passé.

Cette approche longitudinale des récits de vie et entretiens projectifs impose d'entrer dans le détail des souvenirs exprimés par chacune et donc de se limiter à un nombre restreint d'interviewées. La sélection des cas exposés ci-dessous a constitué un choix difficile car elle implique de renoncer à présenter une majorité des discours recueillis. Si elle revêt

certainement une part d'arbitraire, elle a néanmoins été orientée par la question théorique qui sous-tend ce chapitre. En effet, afin d'observer au mieux comment les différents milieux sociaux traversés par les individus façonnent leurs souvenirs personnels, nous avons retenu des interviewées ayant certes des propriétés sociales proches au moment de l'enquête mais, en amont, des trajectoires différentes. Ainsi, au moment de mon terrain, les trois interviewées (Sandy, Olivia et Christelle) se ressemblent par de nombreux aspects : elles sont proches en âge (elles sont respectivement nées en 1940, 1948 et 1951), elles appartiennent toutes les trois à des catégories socio-culturelles supérieures, elles sont blanches, elles vivent toutes les trois à Paris et sont engagées dans le pôle associatif autonome de l'espace de la cause des femmes. En cela, elles correspondent au profil majoritaire des militantes de la cause des femmes aujourd'hui. Néanmoins, elles ont eu des trajectoires militantes et personnelles différentes. Leur engagement n'a pas commencé au même moment de leurs trajectoires respectives, elles n'ont pas milité dans les mêmes lieux et aux mêmes époques, elles ne se sont pas engagées avec la même intensité, elles n'ont pas eu les mêmes responsabilités et n'ont pas acquis la même visibilité dans l'espace de la cause des femmes. En ce qui concerne leur vie professionnelle et privée, elles n'ont pas eu non plus les mêmes trajectoires : elles sont soit en situation d'ascension, de déclassement social ou de mobilité horizontale. Deux d'entre elles se sont mariées et ont eu des enfants alors que ce n'est pas le cas de la troisième. Elles ont des orientations sexuelles différentes¹. Cette combinaison entre des profils sociaux proches mais des trajectoires différentes est intéressante en ce qu'elle permet d'observer combien les représentations du passé sont façonnées par les trajectoires et par l'insertion de la personne dans un réseau de liens sociaux. De plus, le choix de ces cas a aussi été orienté par les aléas du terrain qui m'ont permis de recueillir des matériaux particulièrement riches sur ces trois enquêtées : soit parce qu'elles m'ont consacré beaucoup de temps pour les entretiens, soit parce que j'ai eu l'opportunité de les revoir régulièrement lors de mes observations dans des groupes militants, soit parce que j'ai tissé des liens amicaux avec elles ou enfin, parce que l'une d'elles m'a confié une première ébauche de ses mémoires.

¹ L'une d'elle affirme son hétérosexualité et les deux autres refusent de se définir comme homosexuelle ou hétérosexuelle. Parmi ces deux autres, l'une d'elle est en couple avec un homme au moment de l'entretien.

Ce chapitre sera organisé en trois parties, chacune consacrée à une interviewée. A chaque fois, nous veillerons à d'abord présenter sa trajectoire, puis à analyser ses interprétations du passé en rapport avec cette dernière. L'analyse des interprétations du passé se fera aussi en deux temps : premièrement, nous identifierons les formes narratives qui structurent son récit de vie et deuxièmement, nous les confronterons à la façon dont elle a interprété les photos lors de l'entretien projectif. Ainsi, nous pourrions faire l'hypothèse que les motifs narratifs communs aux deux types d'entretien constituent, pour chacune, des logiques structurantes de sa mémoire. Enfin, dans la conclusion du chapitre, nous essaierons de considérer ces trois cas en lien les uns avec les autres afin d'identifier les logiques propres et les logiques communes guidant leurs interprétations du passé.

A- Sandy : Devenir soi par le travail et en s'émancipant de son milieu d'origine

Sandy m'a contactée après que j'ai envoyé un mail à l'ensemble des membres de l'AFFDU (Association française des femmes diplômées des universités), disant que je souhaitais rencontrer des militantes pour qu'elles me racontent leur vie. Le premier entretien que nous avons mené ensemble a eu lieu le 16 juillet 2008. Il s'agissait du récit de vie. Puis, je l'ai revue le 04 mars 2009 pour l'entretien projectif. Ces deux entrevues se sont déroulées sur le lieu de travail de Sandy. C'est elle qui en a décidé ainsi et ce choix traduit la tonalité générale de son récit, en grande majorité consacré à la dimension professionnelle de son existence. La vie familiale et conjugale de Sandy n'est évoquée qu'en relation avec son parcours professionnel, en particulier pour valoriser sa capacité à concilier les deux. La place centrale de sa carrière dans le récit de vie de Sandy traduit combien elle a été la voie privilégiée de sa réalisation personnelle.

1. Résumé de la trajectoire de Sandy

Sandy naît en 1951. Elle est la troisième d'une famille de quatre enfants, dont le père est notaire, et la mère, issue de la haute bourgeoisie provinciale, n'occupe pas d'emploi. Dès

l'âge de dix ans, Sandy est pensionnaire dans une école de filles de la campagne bretonne. En classe de seconde, désireuse de suivre une voie scientifique, elle rejoint un lycée de garçons récemment ouvert aux filles. En 1968, elle obtient un bac C avec mention, à 17 ans. Pendant toute sa scolarité, Sandy souffre du manque d'intérêt de ses parents pour sa réussite.

Après son bac, elle part à Rennes pour passer un deug, une licence et une maîtrise de physique-chimie. Pendant ces années, elle consacre l'essentiel de son temps aux études. Dans le laboratoire où elle effectue ensuite un DEA de chimie, elle rencontre celui qui devient son mari. Ce dernier, chercheur en chimie, se substitue alors à ses parents pour subvenir à ses besoins et lui permet ainsi de faire une thèse de troisième cycle de chimie. A la fin de sa thèse, son directeur privilégie deux de ses camarades masculins dans l'accession à deux postes auxquels elle prétend. Elle continue ses études et passe une maîtrise de biochimie à l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique à Rennes. A l'issue de cette maîtrise, elle est embauchée comme technicienne de recherche. C'est un poste inférieur à ce qu'elle pouvait espérer au vu de ses diplômes et vit cette expérience comme une injustice.

Elle se marie et met au monde un fils en 1979. En 1981, le lendemain de l'élection de François Mitterrand, et après avoir voté pour lui, elle quitte la France pour suivre son mari qui part travailler un an au Canada. En 1982, toute la famille rentre en France et s'installe à Paris. Elle met alors au monde une fille. Sandy postule à plusieurs reprises pour devenir chargée de recherche au CNRS sans succès. Son mari, chercheur au CNRS, obtient auprès de son ministère de tutelle qu'elle soit recrutée comme ingénieure d'études. Elle réalise une seconde thèse, cette fois en biochimie, et la soutient en 1985. Elle est recrutée en 1986 comme chargée de recherche au CNRS et devient directrice de recherche deuxième classe en 1991. Avec son mari, elle développe une nouvelle thématique de recherche et devient, en 2000, responsable d'une équipe de recherche. Au travail, elle essaie de favoriser les carrières des femmes autour d'elle et d'inciter ses étudiantes à choisir des voies d'excellence mais cet engagement individuel ne rencontre le collectif qu'en 2006.

Sandy fait la connaissance de R., alors présidente de l'AFFDU¹. Séduite par les objectifs de l'association, désireuse d'avoir une activité indépendante de son mari, et

¹ C'est une association, fondée en 1920 en pleine apogée des mobilisations féministes de la première vague. Elle se situe dans la mouvance traditionnelle de l'espace de la cause des femmes et rassemble des femmes diplômées de l'Enseignement supérieur autour de l'idée que « l'éducation des filles est la clé de la promotion des femmes ». Pour plus

disposant de plus de temps depuis le départ de ses enfants, Sandy adhère à l’AFFDU. Déçue dans un premier temps par le manque de dynamisme de l’association et l’âge élevé de ses membres, elle s’investit progressivement dans deux actions de l’association : les Olympes de la parole (un concours d’expression scénique qui a pour objectif d’inciter des élèves de primaire, collège et lycée à réfléchir à la question de l’égalité entre les sexes) et l’attribution de bourses pour des étudiantes à l’université.

2. Affirmation de soi en milieu hostile et conformisme social

a) Les voies sinueuses d’un accomplissement professionnel

Les catégories et les thématiques autour desquelles s’organisent les souvenirs personnels des individus et leurs interprétations des photos sont, la plupart du temps, présentes dès les premières phrases de leur récit de vie. Comme l’explique Hélène Wallenborn, « si l’identité narrative se dessine tout au long du récit, sa dimension configurante, l’horizon d’attente vers lequel il tend, se saisit d’emblée, comme d’autres travaux sur les récits de vie l’ont montré. Tout est en effet dit dans les dix premières minutes, parce que celles-ci dévoilent à la fois certains motifs narratifs récurrents et l’inscription du témoin dans l’un des trois récits collectifs¹ » (Wallenborn, 2008: p.173). Dans le cas de Sandy, on observe effectivement dès les premières minutes les formes structurantes de son récit :

« Je viens de Bretagne. D’une famille de quatre enfants, et **je suis le numéro trois** de quatre enfants. Dans une **famille un peu bizarre** si on veut, c’est-à-dire que ma mère était d’une famille que l’on pourrait appeler de la haute bourgeoisie, **elle n’était pas allée à l’école ma mère. Elle avait eu une préceptrice chez elle.** Elle aurait voulu travailler, c’est quelqu’un, elle est toujours vivante, c’est quelqu’un d’assez autonome mais **elle s’est fondue complètement dans le moule**, elle s’est mariée, elle s’est dédiée à ses enfants. Mais par contre, quand on est parti, elle s’est engagée

d’informations sur cette association, voir : (Bereni, 2007: p.249).

¹ Elle travaille sur un fonds de témoignages audiovisuels rassemblés par la Fondation Auschwitz et analyse les « points de solidarisation » entre récits individuels et récits collectifs de la déportation. Elle identifie trois types de récits collectifs qui ont structuré les interprétations de la déportation depuis la fin de la guerre : le récit communautaire juif, le récit antifasciste et le récit patriotique ou national (Wallenborn, 2008).

complètement dans le bénévolat pour un mouvement **pour les plus pauvres des plus pauvres**, ça s'appelle Appel détresse. C'est un truc que **je n'approuve pas forcément à 100%**, c'est pour les plus démunis à Haïti, ce genre de choses, **des causes perdues**. Elle s'est beaucoup engagée là-dessus. Par contre, le problème que j'ai eu moi, c'est-à-dire **qu'on n'avait aucune ambition pour moi par rapport aux études. J'étais assez brillante à l'école**, mais j'ai un problème c'est que j'ai une sœur qui a quatre ans de plus que moi et qui a plus de problèmes. Donc en fait **je gêne ma sœur qui avait des problèmes**. Donc en fait moi on m'a toujours, et ça c'est un vrai problème dont je ne me suis jamais débarrassée, **on ne m'a jamais incitée à aller plus loin**. En fait, je me rends compte, à l'âge que j'ai, aujourd'hui j'ai 57 ans, que ça me reste toujours ça. **On n'avait aucune ambition pour moi**, et non seulement ça, mais en plus je faisais de l'ombre à ma sœur donc dès que je réussissais mieux, **on limitait tout ce que je faisais**. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

De cette présentation de soi, il ressort les principaux topoï qui structurent la mémoire individuelle de Sandy. Tout d'abord, en se présentant comme un « numéro » (« le numéro trois de quatre enfants »), Sandy signifie d'emblée la difficulté qu'elle a eue, dans sa famille d'abord, puis tout au long de son parcours, à exister comme sujet, ou comme « individu », dit-elle dans la citation ci-dessous.

« Ma grand-mère paternelle est décédée quand je n'étais pas née et mon grand-père s'est remarié avec une amie d'enfance de ma grand-mère, qu'on a appelé après la tante Fleur. On était nombreux comme enfants mais elle, elle m'adorait. Je regrette de ne pas avoir mis le nom Fleur dans les prénoms de ma fille. **Mes parents ils nous adoraient tous mais on était un groupe. On n'était pas reconnu comme un individu**. C'est cette grand-mère là, elle m'aimait, comme j'apprenais vite elle m'apprenait des choses, **elle s'est un peu occupée de moi, mais c'est la seule**. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Son récit de vie est composé de nombreux souvenirs dans lesquels elle apparaît comme invisibilisée ou en retrait (« transparente », « couleur muraille »).

« J'ai passé mon Bac, un Bac C, à 17 ans. Avec mention. Donc c'était quand même pas mal. **Mais ça n'intéressait personne**. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« J'ai vu que dans le congrès où on est allé, c'est un congrès international, et la première édition c'est nous qui l'avons faite ici à Paris. Je me suis investie, avec ma

petite collègue que vous avez vue en entrant, mais **n’empêche que toute la gloire maintenant c’est mon mari et un Américain**, qui nous emmerdait. **Et moi je suis transparente**. Et dans ce comité-là maintenant, le comité d’organisation, **il n’y a aucune femme**. Et les Américains sont presque pires que nous. **J’ai quand même dit à mon mari “j’en ai marre d’être transparente”, ça m’a un peu énervée**. En général, la plupart des gens qui sont ici ils sont divorcés ou alors leurs femmes n’ont pas fait grand-chose, bien qu’en général elles ont souvent un *background* universitaire, mais elles ont tout laissé tomber. Moi ce n’est pas parfait mais j’ai quand même une carrière. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Pour les commissions CNRS, il y a les nouvelles nominations, il y a la consigne quand même de mettre des femmes. Moi maintenant je suis un peu vieille donc on prend plutôt des plus jeunes, qui ont une éducation différente et qui se sont mises plus en avant que moi, **je ne me suis pas mise en avant. Moi j’étais dans une famille de quatre enfants, numéro 3, complètement couleur muraille. Je ne me suis jamais mise en avant**. Maintenant il y a des jeunes, même comme ma fille, je trouve ça très bien, qui savent qu’elles ont de la valeur. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Elle raconte à plusieurs reprises des anecdotes qui mettent en scène son invisibilisation ou même sa négation comme sujet. Dans l’extrait suivant, apparaît le contraste entre son implication dans un projet professionnel collectif (« on a développé une nouvelle thématique ») et la rétribution symbolique dont son mari est le seul bénéficiaire, contribuant selon elle à la rendre peu respectable aux yeux de ses étudiantes.

« Vous verrez la recherche, si on veut faire des choses qui marchent ça prend du temps... Au bilan, c’est vrai que maintenant on a une équipe de recherche qui marche. **On a développé une nouvelle thématique, c’est pour ça en partie que mon mari a eu la Légion d’honneur**. On a fait un bouquin dans lequel on a trois chapitres, il y a des Américains dans le bouquin, il y a de tout. Le bouquin est sorti en 2005. **Mon mari a eu la Légion d’honneur mais ça m’a fait rire parce que quand je suis allée au Canada... à la limite, jusque-là j’ai le rôle de la *devoted woman* comme on dit aux États-Unis... Mais ça ne m’a pas coûté**. Par contre j’ai oublié un épisode : je suis rentrée comme ingénieure de recherche et alors après j’ai commencé à encadrer des élèves de l’école et **je me suis rendue compte que ces jeunes demoiselles me méprisaient en tant qu’ingénieure, et je me suis dit si je ne repasse pas au grade**

de chercheure je ne vais jamais y arriver. Là encore, mon mari a aidé, ce n'est pas non plus... Donc je suis rentrée au CNRS en 86. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

L'expression « *devoted woman* », qui apparaît pour la première fois dans l'extrait ci-dessus, revient ensuite plusieurs fois dans le récit de vie pour, selon ses mots, « résumer [sa] vie » :

« L'année dernière à un congrès j'ai rencontré un prof de Rennes qui s'est marié avec une dame allemande, la dame allemande elle élève ses enfants dans la banlieue de Rennes. Elle a une thèse de bio, elle a connu son mari en post-doc en bio et elle élève ses enfants ! C'est très bien, là elle ne voit pas le vide mais moi je n'aurais pas... Et puis quand les enfants sont grands, qu'est-ce que vous faites, vous les culpabilisez... Je trouve que c'est important d'avoir une place dans la société. **De ne pas être juste *devoted*.** A l'université où j'étais au Canada, il y avait une statue d'un couple, j'ai compris que c'était un sénateur qui avait dû donner de l'argent à l'université, **il était avec sa femme et le titre de sa femme c'était "*devoted woman*". Comme j'étais transparente dans le comité j'ai dit "j'en ai marre de jouer le rôle de *devoted woman*". Ça résume un peu ma vie mais quand même. C'est assez drôle parce qu'il y avait marqué "tout ce que nous avons fait, nous l'avons fait ensemble", mais c'était marqué "sénateur, ambassadeur, truc", et sa femme "*devoted woman*". Et encore il lui reconnaissait quand même... » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)**

« Quand on est arrivé ici à Paris on a développé un sujet à l'interface de la chimie et de la biochimie. Le partage était bien simple, on est tous dans les locaux un peu serrés, mais moi je faisais la partie bio, on s'est fait un sujet sur mesure (...) **Pendant longtemps j'étais un peu sous la coupe de mon mari parce que c'est une vraie personnalité quand même.** Puis finalement en 2000, il a réussi à ce que j'obtienne des locaux ici. Donc je suis arrivée ici avec une partie de l'équipe. **Donc j'ai mes locaux propres maintenant. J'existe complètement. J'encadre des étudiants, j'ai une autonomie.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Tout l'enjeu de son discours biographique semble être de montrer comment elle a réussi à sortir de ce retrait et à s'affirmer comme sujet grâce au travail (« j'existe complètement ») et en bravant une série d'obstacles dressés sur sa route. Par conséquent, comme en témoigne les premières lignes du récit de vie, tous ses souvenirs sont articulés autour de cette opposition

entre un « je » doué et avide de réussite (« j'étais assez brillante à l'école ») et un « on » qui la freine (« on ne m'a jamais incitée à aller plus loin », « on n'avait aucune ambition pour moi », « on limitait tout ce que je faisais », « on m'a cassée »). La référence à l'enseignement reçu par sa mère auprès d'une préceptrice, dès les premières minutes de l'entretien, peut être interprétée comme l'investissement qui n'a jamais été fait pour elle ou comme la critique d'une forme d'éducation bourgeoise qui n'a eu pour effet que de conformer sa mère aux normes de son milieu d'appartenance.

« Quand il s'est agi de décider, j'ai un frère aîné qui a fait médecine. **On lui a fait faire médecine.** C'était le premier. La deuxième qui a posé problème, elle a continué à poser problème, et puis elle en pose toujours, il n'y a pas de raison que ça arrête. **Moi, le numéro trois, je voulais faire pharmacie, ça a toujours été mon truc. J'ai demandé à faire pharmacie on m'a dit non.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Pourtant on vient d'une famille bourgeoise, parce que quand je dis que je viens de la Bretagne on croit que je viens de la campagne mais pas du tout. C'est paradoxal mon parcours parce que je viens d'une famille franchement bourgeoise et justement la femme ne devait pas... Elle devait éventuellement avoir un petit boulot s'il arrivait quelque chose à son mari mais c'était tout. Donc **on n'a pas eu beaucoup d'ambition pour moi.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Dans l'ensemble de son récit, le « on » est très englobant : il désigne tout à tour sa famille, son école primaire, les institutions religieuses qu'elle a fréquentées ainsi que son milieu professionnel. Comme le montrent les citations ci-dessous, le récit de Sandy est donc rythmé par la description des épreuves successives (discriminations, réflexions empreintes de stéréotypes, etc.) que lui ont fait vivre les différentes institutions dans lesquelles elle a évolué (famille, école, milieu professionnel...). Chaque situation d'infériorisation à laquelle elle est confrontée (la plupart du temps en raison de son sexe) est l'occasion d'affirmer un « je » combatif et persévérant.

« Donc la mixité est arrivée tard. Et puis quand on discutait avec le professeur de physique, qui était un curé ou quelque chose comme ça, quand il demandait ce qu'on voulait faire, **il disait "infirmière c'est bien pour une fille". Mais moi je n'ai pas envie d'être infirmière !** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« C'est là où le côté féminin revient, c'est-à-dire qu'on était trois à passer des thèses dans le même laboratoire, la même année, ce qui n'était pas génial vu la pénurie de

postes. **Il y avait deux garçons et moi. Le patron, on ne va pas dire qu'il était macho mais les femmes ce n'était pas trop son truc, en fait il a trouvé des postes aux deux garçons. Or, en plus, c'était quand même moi la plus jeune, j'avais toujours gardé mon année d'avance.** J'ai passé ma thèse de troisième cycle, ça paraît un peu irréel maintenant, mais je vous assure que c'est vrai, j'ai passé ma thèse de troisième cycle j'avais 23 ans. Donc même à l'époque, c'était très très jeune. Le directeur m'a dit "je n'ai rien pour vous mais j'ai un copain à l'école de la santé à Rennes, et si vous refaites une maîtrise de biochimie (j'avais une maîtrise de chimie), si vous recommencez une année d'études, l'année prochaine ouvrira un poste à l'interface chimie-biochimie donc vous pourrez avoir un poste d'assistante". Je me dis pourquoi pas, je n'avais aucun autre débouché possible. **J'ai recommencé une maîtrise complète en un an, ça m'a demandé beaucoup de travail. Au bout d'un an, quand j'ai eu ma maîtrise, le directeur de cette fameuse école avait changé et on nous a dit il n'y a plus de postes.** Je me suis retrouvée avec mes deux maîtrises et ma thèse, on ne me proposait rien. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Je me suis retrouvée avec mes deux thèses et j'étais toujours technicienne (...) J'ai postulé à des postes au CNRS, ça m'est revenu il n'y a pas longtemps parce qu'à l'époque on vous envoyait vous présenter chez quelqu'un, j'ai vu son avis de décès dans *Le Monde* la semaine dernière donc ça m'a rappelé des souvenirs... je suis arrivée chez ce monsieur-là, on vous disait : "vous êtes mariée ? Non, eh bien c'est dommage car il n'y a pas beaucoup de postes donc on privilégie les hommes qui sont mariés". Le fameux collègue, il y en a un, on a fait toutes nos études ensemble, **il a toujours eu des moins bons résultats que moi, il a eu un poste tout de suite, un poste au CNRS. Il était marié. Vous n'êtes pas mariée, c'est dommage. J'ai persévéré.** J'ai fini par me marier. Je me suis de nouveau présentée au CNRS, je me suis retrouvée chez un autre, qui m'a dit "vous êtes mariée ? Oui. Votre mari a un boulot ? Oui. Pas la peine non plus". » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Sandy, dont la carrière au CNRS pourrait être qualifiée de rapide (cinq années pour passer de chargée de recherche à directrice de recherche), met plutôt l'accent sur les difficultés rencontrées et valorise ainsi l'exceptionnalité de son parcours. Cette valorisation d'elle-même semble être une façon de se distinguer de sa famille et d'exister comme sujet autonome.

« Je me suis retrouvée avec mon poste de technicien 3B. J'ai commencé, je me rappelle, mon premier salaire c'était 1970 FF, moins de 2000 FF, ce n'était vraiment pas gras. Je n'arrivais pas à trouver ma place. Par contre, je vais vous dire quand même que parmi tous les gens [de sa famille], **je suis la seule à avoir surnagé quand même.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Vous vous rendez compte on était quatorze du côté de ma mère, **et il y a quand même que moi qui suis arrivée,** donc ce n'est pas beaucoup. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

b) Un chemin inverse de la trajectoire familiale

Cet effort de distinction entre elle et sa famille est présent dans nombre de ses interprétations du passé. Ses souvenirs semblent structurés par la contradiction qui existe entre l'importance pour elle de la construction de sa réussite sociale (voie principale de la réalisation de son « je ») et son appartenance à une famille en situation de déclassement social.

« **C'est paradoxal mon parcours parce que je viens d'une famille franchement bourgeoise** et justement la femme ne devait pas... Elle devait éventuellement avoir un petit boulot s'il arrivait quelque chose à son mari mais c'était tout. Donc on n'a pas eu beaucoup d'ambition pour moi. Et votre père faisait quoi ? Il était notaire. Comme je savais que j'allais vous voir aujourd'hui, j'ai repensé à ça. Mon arrière-grand-père, dans les années 1880, il a créé un réseau de bijouterie dans la région du Morbihan, il était passionné de botanique, ce qui fait qu'on a un parc botanique, c'était la propriété de mes arrière-grands-parents et il avait planté des nymphéas etc. **donc cet arrière-grand-père a très bien réussi. Mon grand-père ensuite n'a pas travaillé.** De l'autre côté, **mes grands-parents ont été ruinés par les emprunts russes,** les trucs à la gomme comme ça. **Et puis du coup mon grand-père qui avait décidé de vivre de ses rentes après il ne restait pas grand-chose. Il y a eu quelque chose de bien mais après ils n'ont pas du tout entretenu. Ce qui fait qu'on a deux parcs publics qui sont de la famille.** C'est pour ça que les gens qui pensent que Bretagne ça veut dire campagne, c'est pas du tout ça. Mes parents, je ne sais pas pourquoi, c'était des mariages plus ou moins arrangés, **mais ils ont complètement manqué d'ambition.** Mon père il est décédé il n'y a pas longtemps, je l'aimais beaucoup, **mais visiblement**

il a manqué d'ambition, je pense qu'il a une mère qui l'a un peu dévoré, mais franchement il manquait d'ambition. Mon père il a fait une licence de droit, il était notaire, à l'époque ce n'était quand même pas rien. Il n'a pas bien... je ne sais pas pourquoi. Ma mère ne l'a pas non plus... Mon père était assez inquiet de nature, elle avait plus de punch je pense mais elle s'est enfermée dans son rôle de femme et elle ne l'a pas assez secoué. Par rapport à d'où il venait... **C'est drôle parce que 90 % des gens leurs grands-parents étaient cultivateurs et ils ont grimpé, mais nous on a fait le chemin inverse, ce n'est pas terrible.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Ainsi, elle prend symboliquement de la distance avec cette descente sociale familiale en évoquant des souvenirs qui valorisent ses liens avec les couches dirigeantes.

« J'avais le grade d'ingénieur et je me rappelle que quand je suis arrivée au bureau du personnel de Jussieu, **mon poste venait directement du bureau du ministre**, donc quand je suis arrivée personne ne voulait téléphoner au bureau du ministre pour savoir... C'était assez drôle. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Il y a une fille [à l'AFFDU] qui est très gentille qui s'appelle M.V., elle est jeune, elle a des enfants jeunes. Elle est très gentille et elle est impliquée dans beaucoup de mouvements associatifs. Je lui enverrai un message pour qu'elle vous contacte... **C'est une vraie de vraie associative. Par rapport à moi, qui a un parcours moins...** Elle est très très gentille. Je m'entends bien avec elle. **Quand je suis arrivée dans le groupe de Paris, venant directement de R., qui est femme de sénateur, ancien ministre, on m'a regardé un peu...** R. voulait que je m'engage plus mais j'ai une équipe ici je ne peux pas trop... » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

C'est probablement également pour se distinguer de sa famille en déclassement qu'elle souligne que son mari, ainsi que la personne qui l'a introduite à l'AFFDU, ont eu la Légion d'honneur. Les décorations reçues par son entourage viennent indirectement asseoir son propre statut social. Elles lui permettent également de signifier qu'elle a accès, par le biais de ses intimes, aux lieux de pouvoir et aux puissants.

« Cette année je me suis investie, j'ai fait partie du jury sur Paris [elle parle de l'action les Olympe de la parole]. Il y a une première sélection sur Paris, chaque groupe AFFDU fait ça, et après il y a une finale qui est organisée au niveau national et **comme R. est copine avec le ministre Darcos... elle vient d'avoir la Légion d'honneur et**

elle lui a été remise par Darcos. Donc la finale c'était au ministère de l'éducation, ce qui est pas mal. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« **C'est marrant parce que R. aussi très gentiment m'a invité à sa remise de sa Légion d'honneur avec Darcos, elle n'avait pas beaucoup de places (...)** J'étais très très contente de pouvoir dire au directeur quand je suis revenue **“je sors du bureau du ministre”**. Parce que ça ne fonctionne que comme ça, parce qu'il se demande **“comment ça se fait quelle est invitée chez le ministre ?”**. C'est quelqu'un de ma génération, on s'entend très bien, mais c'est un vrai directeur, un vrai manager et ça ne fonctionne qu'au rapport de forces. **On se rend compte qu'elle a été voir le ministre, qu'il y avait Alliot-Marie, qu'il y avait Juppé etc. on se dit “ce n'est pas la dernière des idiotes”**. Je ne suis pas beaucoup pour ça mais ça marche comme ça. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Cet écart entre sa propre trajectoire et celle de sa famille implique, dans le récit de Sandy, une critique sévère de l'ensemble des choix réalisés par sa famille (« une famille un peu bizarre »). De plus, elle insiste souvent sur la façon dont, dans sa propre vie, elle a pris des options contraires à celles prises par son entourage.

« Et je suis tombée dans une école de campagne, mes parents n'ont pas compris, c'est là où ils ont un peu... Bon, **ils n'ont pas compris où ils nous envoyaient**. J'ai beaucoup souffert dans cette école de ne pas pouvoir m'épanouir. **Après, pour mes enfants j'ai fait attention.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Et **les parents étaient complètement désintéressés du problème. Alors que maintenant, en tant que parents, moi je sais qu'on a fait très attention** avec nos enfants pour que chacun, avec son caractère, ait le mieux. On a un fils qui a fait un DEA de Sciences-Po d'ailleurs, il a fait les Ponts et après il a fait un DEA de Sciences-Po. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Après, **moi j'ai toujours voté à gauche**, je ne me suis jamais cachée, **alors que mes parents étaient plutôt à droite**. J'ai voté pour Mitterrand en 81. Et qu'est-ce qui explique cette différence avec vos parents ? Je les aimais bien mes parents mais quand même **je n'avais pas envie de reproduire le modèle**. Mes parents je les aimais bien et je les respecte mais **je n'avais pas envie de faire pareil**. Alors qu'effectivement ma frangine par exemple, il y en a une, elle va toujours à la messe... **Moi je les aimais bien et je les respecte mais je voulais sortir de ça. Je n'avais pas envie de**

reproduire un modèle, je n'avais pas envie d'avoir la même vie qu'eux. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

D'ailleurs, alors qu'elle insiste tout au long de son récit de vie sur la façon dont elle a surmonté les obstacles qui se sont imposés à elle, Sandy porte sur sa mère un regard plus sévère : dès les premières minutes de l'entretien, elle la présente comme responsable du non aboutissement de ses désirs (« elle aurait voulu travailler (...) c'est quelqu'un d'assez autonome mais elle s'est fondue complètement dans le moule »). Elle évoque aussi le parcours de sa sœur, de son frère et de sa nièce dans des termes comparables, avec encore une fois une mise en parallèle de ses propres choix :

« Ma plus jeune sœur après a fait sage-femme, **elle est restée dans le moule.** Mais moi, je me souviens très bien, je me suis dit : il n'y a aucune raison pour que je m'arrête avant d'avoir l'impression d'avoir été au bout. Pour moi, ça marchait bien, ça m'intéressait, il n'y avait aucune raison... **Je ne marcherai pas dans leurs combines.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Donc les enfants ils en avaient marre que quand on rentre à la maison on raconte nos histoires. C'est vrai que quand ils voient ce qu'on travaille et ce qu'on est payés, ils ne comprennent pas. Sauf que je leur dis: "méfiez-vous parce que vous voyez l'âge que j'ai et je suis toujours passionnée par ce que je fais". **Je leur dis "méfiez-vous", aussi parce que mon frère qui a fait médecine, il ne s'est pas spécialisé parce qu'il était moins courageux que moi, moins accrocheur. Il a eu une carrière de médecin de ville et il s'est emmerdé.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« J'ai une nièce qui a un an de plus que mon fils, elle vient d'avoir des jumeaux, elle finissait sa médecine, son mari est interne et mon frère me dit qu'il ne s'occupe pas des enfants. **C'est elle qui n'a pas passé sa thèse.** C'est possible de faire ça. **Ça serait ma fille je lui dirai non. Elle n'a pas passé sa thèse parce qu'elle s'est retrouvée enceinte, malade machin, je ne sais pas si c'est un acte manqué mais elle n'a pas passé sa thèse.** J'ai dit à mon frère ce n'est pas grave parce que des médecins, on en manque, donc elle trouvera du boulot. Mais si elle avait fait un DEA, elle serait carotte parce que si vous ne restez pas dans le circuit vous n'avez pas de poste. **Voir ça, ça m'énerve. Ma fille n'aurait pas eu le droit de faire ça. C'est pas possible de reproduire ce schéma.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Et puis j'ai ma plus jeune sœur avec qui je m'entends très bien, elle a quatre ans de moins que moi, et **elle a été beaucoup plus gâtée que moi**. Ce n'est pas que mes parents ne m'ont pas aimée mais elle elle a été plus... Et finalement elle a plus confiance en elle que moi. Elle est sage-femme c'est ça ? Oui. **Mais du coup elle a un boulot beaucoup moins intéressant que le mien et surtout elle est payée des cacahouètes... Au moins, je dis aux enfants, peu importe ce qui m'arrive, en tant qu'universitaire on n'est pas payé des cents et des milles mais quand même il y a plein de gens qui font vivre une famille avec mon salaire**. On est une famille nombreuse, mais les femmes de ma génération, elles n'ont pas... » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Et lorsqu'elle parle de l'engagement de sa mère, qui comme le sien a débuté après le départ des enfants, elle le présente comme une « cause perdue » et précise qu'elle « ne l'approuve pas forcément à 100 % ». Même si cette désapprobation peut reposer sur nombre de raisons (nature de l'activité, modalités, environnement humain, caractère gratuit...), on peut aussi faire l'hypothèse que l'engagement de sa mère ne convient pas à Sandy parce qu'il prolonge l'image d'une descente sociale car dirigé vers « les plus pauvres des plus pauvres », alors qu'au contraire, son propre engagement s'inscrit dans une perspective plus ascendante car tourné vers la réussite des filles à l'école et dans l'enseignement supérieur. Elle place son engagement dans la continuité de son propre parcours d'ascension professionnelle et revendique même, avant l'AFFDU, un engagement quotidien visant à faciliter la carrière des femmes dans le cadre de son travail.

« Par rapport à mon engagement par rapport aux femmes, **j'ai toujours été attentive au fait de faire attention aux femmes dans les laboratoires**. Ici ça devient un peu une caricature parce que du coup il n'y a que des femmes. Mais je vais vous dire, à l'heure actuelle, parmi les dernières recrues, les hommes on recrute que des nouilles, et les femmes elles sont quand même vachement mieux. **Peut-être que dans votre domaine c'est différent mais nous pour qu'une femme réussisse il faut toujours qu'elle soit bien meilleure que les hommes (...)** Par rapport aux femmes et tout ça, les BTS, j'ai toujours fait attention, quand je pouvais, à avoir des étudiantes, à les aider, à discuter avec elles pour qu'elles aillent le plus loin possible, pour qu'elles s'orientent bien, pour qu'elles aillent le plus loin possible. J'ai eu des résultats. Ça m'a toujours concernée. Je me suis toujours sentie concernée par rapport à cet

engagement-là, bien que je n'avais pas du tout le temps d'être dans l'associatif. »
(Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Elle présente donc son adhésion à l'AFFDU comme une façon de prolonger cet engagement personnel quotidien. Même si ses phrases inachevées dans l'extrait ci-dessous témoignent d'une impossibilité à affirmer complètement certains ressorts de son engagement, elle semble tout de même le présenter comme un acte d'émancipation à l'égard de sa cellule familiale. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si son engagement coïncide avec le départ de ses enfants du foyer familial.

« Et puis, il y a deux ans, je rencontre R.J. [la présidente de l'AFFDU]. Et puis, mes enfants venaient de partir. Sophie devait être partie à Nantes. **Avec mon mari, c'est quand même très... Je supporte tout. Donc j'ai aussi envie d'avoir des choses... Je me suis dit : c'est le moment comme ça je verrai d'autres gens, j'ai besoin de... Avant, il y avait plus la vie avec les enfants, les copains etc. Là je me dis si je ne fais pas quelque chose on va tourner en rond complètement.** Quand R. m'a contactée, très vite j'ai répondu. J'ai rejoint le groupe de Paris. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« C'est marrant parce que R. aussi très gentiment m'a invitée à sa remise de sa Légion d'honneur avec Darcos, elle n'avait pas beaucoup de places, et dans son discours c'était drôle parce qu'elle c'est pareil, c'est une femme de sénateur, son mari était prof de chimie aussi, **elle a fait des études aussi mais après elle a été dans l'ombre de son mari**, et dans le discours **on voyait bien un peu comme moi qu'elle avait eu du mal à avoir sa place au soleil.** Pendant le pot elle m'a dit "je m'excuse je n'ai pas invité votre mari", **j'ai dit "non non c'est très bien ça me donne l'occasion d'exister en tant que personne"**. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Là encore, on retrouve l'enjeu qui traverse l'ensemble du récit de vie de Sandy et qui est la possibilité qu'elle a de s'affirmer comme sujet autonome dans un milieu relativement hostile à la reconnaissance de son intégrité. Elle met un point d'honneur à souligner qu'elle a réussi à exister « individuellement » aux yeux de ses enfants.

« Mes parents entre eux ne faisaient qu'un. L'image qu'on avait des parents c'est qu'ils n'existaient pas individuellement. C'était "les parents". Alors que **je pense que mes enfants ont une vision de leur père et de leur mère séparés.** À cette époque-là c'était "les parents". » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

La nature de son engagement est cohérente avec les formes récurrentes de son récit de vie : ce qui l'a attiré dans l'AFFDU c'est d'une part, le fait que l'association offre aux étudiantes des bourses leur permettant de continuer leurs études le plus longtemps possible, et d'autre part, le fait qu'elle mène en collaboration avec l'institution scolaire des actions en direction des plus jeunes pour les sensibiliser, selon ses mots, à « l'intégration des femmes ». La place de sa réussite scolaire dans son parcours étant centrale, elle semble concevoir la réalisation d'études comme la principale voie pour l'avènement du sujet femmes, et se pose même en exemple de cette réalisation.

« L'AFFDU fait deux choses bien : elle donne des bourses aux étudiantes, et c'est ça qui m'intéressait, et elles organisent les Olympes de la parole. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Ces Olympes de la parole ça m'a beaucoup apporté. Je me suis dit : voilà, c'est ça que je veux faire. **En plus, moi avec mon passé, quand j'arrive avec ce que je suis, ça donne quand même une image "si vous voulez vous pouvez y arriver"**. Ces Olympes de la parole ça m'a beaucoup intéressée. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

c) Une absence de remise en cause de l'ordre social

Chez Sandy, l'affirmation de soi comme sujet ne passe pas par une réelle remise en cause de l'ordre social. Au contraire, ses souvenirs traduisent non seulement une acceptation de la répartition genrée des rôles dans le couple et dans la famille mais aussi la non remise en cause d'autres rapports de domination.

Tout d'abord, son récit de vie est ponctué d'anecdotes ou d'histoires traduisant son attachement à une vision relativement traditionnelle des rapports de genre. Si elle met en avant sa persévérance et les efforts qu'elle a fournis pour assurer sa réussite, elle évoque aussi à plusieurs reprises la façon dont l'intervention de son mari a facilité régulièrement sa carrière professionnelle. Paradoxalement, alors qu'elle place son affirmation comme sujet autonome au cœur de son récit de vie, il n'y a donc pas chez Sandy de pudeur particulière autour du fait d'apparaître comme partiellement dépendante de lui sur le plan professionnel.

« J’ai rencontré mon mari, qui est plus âgé que moi, il a sept ans de plus que moi. Heureusement parce qu’à ce moment-là mes parents ont décidé d’arrêter de me donner de l’argent parce qu’ils trouvaient que ça suffisait comme ça. Ma sœur n’avait pas eu autant donc il n’y avait pas de raison que j’ai plus. Donc c’est mon mari qui... A l’époque on n’était pas marié en fait. **C’est lui qui gentiment a subvenu à mes besoins.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« **Quand mon mari a négocié pour venir ici il a dit “je ne viendrais que si j’ai un poste pour ma femme”**, il est allé négocier directement au ministère. Du coup, j’ai eu un poste d’ingénieur d’études. C’était quand même déjà nettement mieux. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« **Mon mari m’a toujours soutenue pour avoir mon poste.** On vous dira que je travaille beaucoup pour lui aussi mais **j’ai quand même eu beaucoup aussi au départ.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Si elle accepte de reconnaître ces appuis professionnels apportés par son mari, c’est probablement parce qu’ils s’inscrivent dans un schéma traditionnel de répartition des rôles dans le couple¹ et qu’ils sont donc compensés par le rôle de support domestique qu’assure Sandy et qu’elle ne cherche pas à dissimuler.

« A la limite, jusque-là j’ai le rôle de la “*devoted woman*” comme on dit aux États-Unis... **Mais ça ne m’a pas coûté.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Au même titre qu’elle valorise les interventions de son mari dans sa propre carrière, elle insiste sur sa prise en charge de l’ensemble des tâches domestiques et familiales. Le récit de vie est d’ailleurs interrompu par un coup de téléphone de son mari, après lequel elle m’explique devoir suspendre quelques instants notre entretien pour réserver ses billets d’avion.

« C’est un problème à l’université c’est qu’on a une secrétaire qui est vraiment nulle. Je suis obligée de réserver les chambres, de prendre les billets d’avion. J’ai un mari qui plane. Mais maintenant j’ai plus de responsabilités qu’avant, donc **j’ai oublié de**

¹ On peut aussi le lire comme la valorisation d’un lien choisi (celui à son mari) en opposition aux liens familiaux hérités. Ces aspects des discours biographiques des militantes féministes seront développés au chapitre 8.

prendre des papiers, j'avais dit que les prenais... Du coup, il est un peu perdu. Je gère tout. Je gère tout. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Si elle évoque rapidement les difficultés que peut causer la conciliation vie privée et vie professionnelle, dans l'ensemble elle ne se plaint pas d'avoir eu à assumer ces tâches domestiques et semble même retirer une fierté de sa capacité à avoir su gérer de front la double journée de travail. Lorsqu'elle explique que ceci a pu la freiner, elle se désigne comme « coupable » de cette situation.

« Par contre, le fait que mon cher collègue qui me suit depuis tout le temps soit passé DR1 et que moi je ne sois pas passée DR1, ça ça m'énerve. Au CNRS, au passage de DR2 à DR1, on se fait ratiboiser. **Enfin, je suis un peu coupable là-dessus parce que...** Je crois que c'est Christine Ockrent qui disait ça la dernière fois... **Je me dis que j'ai beaucoup travaillé, que je me suis consacrée à mon mari, à faire de l'intendance, à mes enfants, et je n'ai pas cultivé un réseau. D'abord parce que j'avais un mari qui, lui, existait beaucoup, mais aussi parce que je n'avais pas le temps.** Et puis aussi, quand il n'y a que des hommes dans les comités, ce n'est pas tellement facile de téléphoner... Alors ça change un peu. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Elle véhicule aussi dans son discours une vision assez traditionnelle des femmes et de la féminité. Plusieurs figures repoussoirs, dont Hillary Clinton, sont évoquées dans son récit de vie et donnent une idée de la façon dont elle envisage la place ou le rôle des femmes.

« Après je n'ai pas une admiration folle pour les femmes comme Hillary Clinton. C'est compliqué ma position par rapport à ça. Parce qu'elles peuvent être assez castratrices. **Moi j'ai essayé de faire un équilibre dans ma vie, parce que j'ai été élevée dans une famille où de toute façon il n'y avait pas le choix, il fallait assurer le rôle, j'ai accepté d'assurer le rôle de pilier de famille. En plus, j'ai essayé d'avoir une vie mais ce n'était pas question de sacrifier ma famille.** C'est un peu ce que j'explique à ma fille, il faut essayer de... c'est important les enfants aussi, s'il y a une chose que je ne regrette pas c'est les enfants. Ce qui fait que c'est beaucoup plus difficile de réussir sa vie, parce qu'un homme ça ne lui pose pas de problèmes. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Elle n'hésite pas à exprimer les réticences de son mari à voir entrer des femmes à l'Académie française, en dépit des contradictions qui pourraient exister avec son propre engagement en faveur de la promotion des femmes :

« Mon mari (...), **pourant dieu sait s'il m'a aidé, mais pour lui femmes à l'Académie ça va quand même ! Il y a des limites.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

De manière générale, c'est plutôt sur le mode de la différence et de la complémentarité qu'elle pense les relations entre femmes et hommes. Le récit qu'elle fait d'une présentation réalisée par une classe dans le cadre du concours des Olympe de la parole en témoigne :

« Il y a toutes les catégories : sixième, cinquième, quatrième, troisième. Et puis il y a la catégorie des SEGPA, alors personne ne sait trop me dire ce que ça veut dire... Je crois que c'est les classes difficiles, le film de Bégaudeau qui va sortir c'est sur ça. On s'est retrouvé avec une classe de SEGPA du 20e arrondissement, à côté de la Goutte-d'Or, une classe absolument extraordinaire, qui ont fait une présentation incroyable. Ils ont fait une présentation : on est tous égaux, on est tous différents. J'aime pas les sujets trop primaires, et là les jeunes, je ne sais pas si c'est grâce à eux ou grâce aux profs, **ils avaient intégré le fait qu'on était tous égaux mais on était tous différents, il fallait que les garçons trouvent leur place et il fallait que les filles trouvent leur place. Ce n'était pas aux filles de trouver leur place par rapport aux garçons.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Cette pensée de la complémentarité l'amène à critiquer un féminisme dont elle considère qu'il suppose une guerre des sexes, reprenant à son compte l'assimilation courante entre féminisme et lesbianisme et l'idée selon laquelle les féministes seraient contre les hommes.

« J'ai toujours eu cet esprit-là mais j'essaie de trouver un équilibre. J'essaie de ne pas mettre les hommes contre les femmes non plus. En France, ce que j'aime bien c'est qu'**il n'est pas question de monter les hommes contre les femmes, parce qu'aux États-Unis c'est la guerre.** Alors qu'en France, même si ce n'est pas parfait, il y a beaucoup d'hommes qui supportent des femmes qui travaillent (...) **Moi, les féministes à l'extrême ce n'est pas trop...** Militer dans un truc comme Ni putes ni soumises, ça n'est pas mon truc, c'est trop loin. Moi je préfère militer pour aider des

jeunes, dans le côté éducation. Je ne veux pas faire la guerre vous voyez... » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Il y a une question qui est intéressante aussi parce que je me la suis posée. La proportion femmes mariées et femmes célibataires. Parce que finalement c'était un peu la... **Je n'avais pas envie de me retrouver dans un truc gays et lesbiennes, je ne voulais pas me retrouver dans un truc comme ça parce que les trucs que de filles ça peut aussi... Finalement, non. Il y a les deux tiers de mariées et un tiers de célibataires. Ce n'est pas du tout un repère de... Parce que ça ne m'intéressait pas non plus vous voyez. Je n'ai pas envie d'être dans un truc en opposition avec les hommes. Je respecte les gens tout à fait, ça ne me dérange pas, mais si ça avait été quelque chose soit de trop étiqueté politique, soit de trop étiqueté lesbienne, je serais partie.** Mais de toute façon R. est mariée, et c'est elle qui m'a recrutée. Et puis il y a beaucoup de gens mariés. Parce que ça c'est un peu le problème des trucs de femmes, il faut se méfier quand même. Je n'ai absolument aucun problème avec ça, ça m'est égal, mais je ne voulais pas tomber dans un groupe comme ça. Je suis pour l'égalité, je ne veux pas tomber... Quand j'ai eu mes enfants, je me suis dit "les garçons c'est comme les filles", **et puis ce n'est pas du tout pareil finalement. Mais on ne peut pas dire que je sois un garçon manqué, mais je n'ai jamais revendiqué ma féminité alors que ma fille est beaucoup plus fille que moi. J'étais partie avec l'idée que "les garçons c'est comme les filles", mais je ne voulais pas tomber dans quelque chose qui aurait été, comme les mouvements féministes, en guerre contre les hommes.** Je suis pour un respect de la personnalité de l'autre. Je ne veux pas de relations de rapport de force. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Néanmoins, vers la fin du récit de vie, on peut observer l'effet de la confrontation des deux schémas narratifs qui structurent son discours – l'un visant à montrer ses efforts pour s'affirmer comme sujet autonome et l'autre montant une certaine réticence à remettre en cause l'ordre social. Ainsi, elle explique que si elle a longtemps accepté une répartition traditionnelle des rôles, depuis le départ de ses enfants, elle cherche à faire évoluer la situation. On peut y voir une corrélation avec le début de son engagement féministe à l'AFFDU, dont on a vu qu'il marquait pour elle une certaine autonomisation vis-à-vis de sa cellule familiale.

« Mes enfants je n'ai que des bons souvenirs. Mais j'étais crevée en fait. J'ai beaucoup pris sur moi. J'ai beaucoup pris sur moi pour aplanir les difficultés. Par contre, mon

mari il vient d'un milieu modeste, enfant roi, enfant hyper intelligent complètement mis sur un piédestal par sa famille, il a une sœur qui a mon âge, qui a été complètement cassée d'ailleurs dans l'histoire, donc lui c'était l'enfant roi parce que c'était le génie, le machin, le truc. Moi j'ai tout fait pour aplanir les difficultés de tout le monde. Je me rappelle une fois je suis arrivée chez le médecin parce que j'avais un problème de tension et le médecin m'a dit "vous vivez en surrégime". J'ai toujours voulu faire face à tout, mais le médecin m'a dit "vous ne pouvez pas continuer comme ça". Mon mari m'a soutenu sur le plan intellectuel mais au niveau de la maison il ne faisait rien. Je me rappelle il disait toujours "repose-toi, repose-toi", il fallait que je me repose mais si la lessive n'était pas faite au bon moment... Au niveau des débuts à Paris ça a été un vrai cauchemar. J'étais contente parce que j'avais un poste mais ça a été très très dur (...)

Quand les enfants sont partis, j'ai dit "j'ai fait plein de sacrifices jusqu'à aujourd'hui", parce qu'il y a plein de choses que j'ai acceptées parce que je ne voulais pas faire de vagues avec les enfants, mais maintenant je n'accepte plus, donc on renégocie un peu, comme mon mari est suffisamment intelligent, il a compris. J'ai accepté plein de choses parce que c'était mon éducation et je ne voulais pas que les enfants... Mais maintenant c'est fini. C'est un parcours de femme, en ayant quand même le sceau du devoir, qui était le témoin transmis par ma mère. Il fallait s'occuper de sa famille, de ses enfants, si je voulais une carrière c'était mon problème mais je n'avais pas à sacrifier le reste. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

L'absence de remise en cause de l'ordre social chez Sandy ne concerne pas seulement la question de la répartition genrée des rôles. Ses souvenirs, contrairement à ceux d'autres interviewées, traduisent une certaine acceptation des hiérarchies sociales et raciales. Par exemple, lorsqu'elle évoque le concours des Olympe de la parole, et notamment la participation d'une classe de SEGPA, elle semble considérer comme évident le fait qu'une classe difficile soit composée uniquement de descendants d'immigrés et met plutôt l'accent sur les difficultés que les enseignants doivent avoir pour retenir les prénoms.

« Il y a eu cette fameuse finale, notre SEGPA Marx Dormoy je crois, ils ont gagné la finale et c'était absolument incroyable de voir ces jeunes... **il n'y avait pas un prénom français, je ne sais pas comment ils font pour les retenir...** On demandait aux jeunes **"vos parents ils sont au courant de ce que vous faites ?"**, parce qu'ils

avaient beaucoup travaillé, et les parents n'étaient pas au courant. Quand je les ai vus arriver au ministère avec le sourire... » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

Ce constat, qui correspond à la thématique souvent portée du prétendu désintérêt des parents d'origine populaire et/ou immigrée pour la réussite scolaire de leurs enfants, peut être interprété comme une indifférence aux rapports sociaux de classe et de race¹. L'analyse en termes de rapports sociaux de classe ou de race est absente de l'ensemble des discours de Sandy. En revanche, elle mobilise dans certains de ses propos des stéréotypes associés à une lecture raciale des comportements de personnes qui l'entourent.

« Par contre, au laboratoire, **je suis un peu déçue parce qu'on a une jeune d'origine maghrébine. Mais alors elle, elle m'énerve un peu parce qu'elle est installée dans l'assistantat ce n'est pas possible.** Ça m'énerve un peu parce qu'il y a quand même des endroits où les gens pour se donner bonne conscience font beaucoup de choses, et **puis alors eux maintenant se mettent dans une position : on profite.** Elle est venue avec nous en congrès, j'espère que ça lui aura fait du bien. Elle est installée dans l'assistantat ce n'est pas bien. Je ne sais pas comment elle va faire pour trouver un boulot et compagnie si elle n'est pas plus... c'est la première que je rencontre comme ça. **Par contre, on a eu une étudiante asiatique, c'est incroyable, c'est vraiment des stéréotypes... vous voyez elle a fait l'ENS et elle est arrivée en France quand elle avait 12 ans.** Elle était passée par l'Algérie avant mais elle est arrivée en Algérie à dix ans. Vous voyez un peu le parcours. **Par contre, elle elle écrase tout le monde.** » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

¹ Bernard Lahire, dans son ouvrage *Tableaux de familles*, explique : « Les discours sur la “démission” des parents sont tenus par les enseignants notamment lorsque les parents sont absents de l'espace scolaire. On ne les “voit” pas et cette invisibilité est immédiatement interprétée – surtout lorsque l'enfant est en difficulté scolaire – comme une indifférence à l'égard des affaires scolaires en général, de la scolarité de l'enfant en particulier » (Lahire, 1995: p.271). Dans la suite de l'ouvrage, il montre qu'en réalité les parents appartenant aux classes populaires ont les mêmes aspirations de réussite scolaire pour leurs enfants que les parents de classes moyennes et supérieures, mais la violence sociale, souvent doublée d'une violence raciale, de la confrontation avec les enseignants, représentants des couches supérieures souvent blanches, les conduit à éviter les échanges avec ces derniers.

En résumé, le récit de vie de Sandy est celui d'une course d'obstacles franchis successivement pour réussir à s'affirmer comme sujet, dans un contexte familial et professionnel qui s'est montré particulièrement réticent à lui accorder une place. L'accomplissement de son « je » est principalement passé par son parcours professionnel, qui lui a permis de prendre une distance à l'égard de son milieu d'origine et de s'inscrire dans une mobilité sociale plutôt ascendante, c'est-à-dire inversée de celle de sa famille. Elle a donc ensuite inscrit son engagement pour la cause des femmes dans le prolongement de ce processus d'accomplissement personnel : d'une part, il lui a permis d'exister davantage comme sujet autonome (de son mari plus précisément) et d'autre part, il lui permet de propulser d'autres femmes sur la voie de sa propre réussite (scolaire et professionnelle). Si son engagement semble s'accompagner, à la fin de l'entretien, d'un début de remise en cause de son assignation à un rôle féminin traditionnel, elle ne s'inscrit tout de même pas dans une critique radicale des inégalités de genre, revendiquant même une certaine fierté d'avoir réussi à assumer l'ensemble des tâches domestiques et familiales en plus de sa carrière. Enfin, elle ne pose pas de regard intersectionnel sur son vécu des inégalités et demeure relativement indifférente aux rapports sociaux de classe et de race, contribuant parfois par son récit du passé à les entériner.

d) Un entretien projectif qui valorise des femmes empêchées et une vision conservatrice des rapports sociaux

L'ensemble des traits caractéristiques et structurants des souvenirs personnels de Sandy se retrouvent, plusieurs mois plus tard, dans les interprétations qu'elle fait des photos, dans le cadre de l'entretien projectif. Ainsi on peut supposer qu'ils constituent des logiques structurant l'ensemble de ses souvenirs.

Pendant la première partie de l'entretien projectif, avant que je ne lui présente les photos, j'interroge Sandy sur ce qui lui semble important dans l'histoire des femmes, ce qu'elle pense devoir être transmis. Elle interprète alors la question comme « quels sont vos modèles ? » et me dresse une liste des personnes auxquelles elle dit s'identifier ou non. Cette interprétation de ma question en termes d'identification traduit chez elle une vision assez individualisée de la cause des femmes : l'avancée de la cause serait lisible au travers de la possibilité qu'ont les femmes de se construire chacune un destin ascendant. Son regard sur le

passé est donc focalisé sur les parcours des femmes exceptionnelles qu'elle prend ou non en modèles. Elle m'explique d'ailleurs lire beaucoup de biographies de femmes. Parmi les femmes auxquelles elle s'identifie, elle me cite en premier lieu Camille Claudel. La façon dont elle évoque l'histoire de cette femme est très proche de la présentation qu'elle avait faite d'elle-même dans son récit de vie.

« Moi ce qui a commencé à m'interpeler, c'est Camille Claudel par exemple. Ça c'est vraiment pour moi quelqu'un qui m'a fait beaucoup beaucoup réfléchir. Parce que ce n'est quand même pas vieux par rapport à nous. **Elle a un frère qui a été en pleine lumière. Et puis, elle elle a essayé de s'exprimer et finalement elle n'a pas pu.** Et son refuge ça a été la folie. J'ai lu plusieurs choses sur elle, en particulier sa biographie. C'est incroyable, elle a été enfermée, pendant très longtemps, je dirais 20 ans mais c'est peut-être 30, elle a écrit des lettres à son frère, mais il faut voir comment elle écrivait. C'était incroyable. Ça ça m'interpelle beaucoup. **Ces femmes-là, on les a brisées.** Ça c'est vraiment des choses... **pendant un moment j'avais pensé appeler ma fille Camille** et puis je me suis dit ce n'est pas bien de donner une image à un enfant de quelqu'un qui a eu des soucis finalement. Mieux vaut quelque chose de positif. Mais j'y avais pensé parce que je trouvais que c'est une femme quand même qui n'avait pas eu la chance qu'on a eue nous. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Au travers du « on les a brisées » extrait de cette citation, on peut lire la correspondance avec le « on m'a cassée » présent dans son récit de vie. Camille Claudel est l'exemple de la femme talentueuse empêchée dans son accomplissement. Simone Veil est aussi présentée par Sandy selon ce prisme de la femme exceptionnelle, qui a dû surmonter des obstacles, se confronter à un milieu hostile et à qui tous les gages de reconnaissance qu'elle méritait n'ont pas été donnés.

« Ah oui il y a Simone Veil que je n'ai pas citée. Il paraît que comme femme elle est un peu hautaine (...) Simone Veil quand elle a lutté pour l'avortement elle n'était pas vraiment pour, mais elle était comme moi, elle pensait qu'il fallait que les gens aient le choix. L'année dernière, je ne sais pas si c'était les cinquante ans ou quelque chose comme ça, ils avaient passé des choses, j'avais vu les débats et **je vous assure qu'à l'Assemblée nationale, ils l'ont maltraitée, elle avait dû sortir en pleurant tellement c'était dur. Elle a fait preuve de courage.** Mais c'est une femme qui est reconnue c'est clair. **Mais c'est une femme qui n'avait toujours pas la Légion**

d'honneur. Sarkozy, moi je n'aime pas spécialement Sarkozy, mais il est très respectueux des femmes parce que sa mère l'a élevé toute seule et elle a repris des études d'avocat etc. Donc il a proposé la Légion d'honneur à Simone Veil en se rendant compte qu'elle n'avait jamais eu la Légion d'honneur. Simone Veil a dit "mon grand monsieur j'ai passé l'âge d'être chevalier, donc je veux être Commandeur tout de suite". Ça ne s'était jamais fait, donc ils ont fait un truc spécial. **C'était un impair que cette femme-là, personne ne lui avait jamais donné la Légion d'honneur alors que vous voyez que des gens comme Mireille Mathieu l'ont.** Mais c'est une femme que j'admire énormément parce que je trouve qu'elle a fait beaucoup pour les femmes, dans un côté positif, c'est-à-dire aider les femmes à s'assumer¹. C'est ça que j'aime bien. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

On retrouve les mêmes ressorts d'identification dans la description qu'elle fait de Ségolène Royal lorsqu'elle est confrontée à la photo n°22 (cf. Annexe n°3).

« Ah, ah, ah, Ségo. Ségolène. C'est drôle parce que j'ai lu une interview ce week-end, elle a des côtés d'éducation qui rappellent les miens. En particulier, **elle disait qu'elle venait d'une famille nombreuse et donc elle était transparente. Je peux comprendre car je me retrouve un peu dans la problématique, on est paumé dans la foule.** Après, ce n'est pas tellement mon modèle. Je ne vois pas bien ses qualités. Moi ce qui me surprend, c'est qu'on avait vu une fois, elle avait des enfants tout petits, c'était au début où Mitterrand avait été élu, et elle faisait du forcing auprès de Mitterrand pour avoir un poste de député machin etc. Elle a toujours été très très carriériste cette femme. Pourquoi pas ? Est-ce qu'elle a eu assez de temps pour ses quatre enfants, ça je serai contente de le savoir. Parce que quand vous êtes députée, vous travaillez toute la semaine et le week-end vous êtes dans votre circonscription, c'est dur de savoir si ses enfants sont contents d'elle. Peut-être, peut-être qu'elle a réussi à tout faire, c'est possible, mais bon... » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 22)

On retrouve là des éléments structurants du récit de vie de Sandy : comme elle, Ségolène Royal a dû s'extraire d'un milieu où elle n'existe pas comme individu pour

¹ L'expression « aider les femmes à s'assumer » traduit l'idée selon laquelle l'autonomie des femmes est l'objectif principal de l'engagement pour la cause des femmes.

s'affirmer comme sujet. Cette idée est présente aussi dans les figures qu'elle met en avant dans la première partie de l'entretien projectif. Ainsi, elle explique :

« Après il y a des femmes comme Benoîte Groult que j'aime bien aussi. C'est un peu passé. J'aime bien Benoîte Groult parce que c'est quelqu'un d'hyper intelligent, d'hyper sensible. J'aime bien son approche. C'est une femme libre. **Elle a un passé de grande bourgeoise**, mais j'aime bien son approche. Du point de vue analyse, **j'aime beaucoup sa façon de faire. Je ne vais pas dire que je me reconnais dans ça mais un peu quand même.** C'est vrai que ses livres... En plus, elle est très âgée. Je vois par rapport à ma mère, elle a l'âge de ma mère. Je vais faire une parenthèse : par rapport à l'année dernière, la grande nouveauté c'est que je suis passée DR1. C'est quand même quelque chose de super, je suis vraiment contente. Et bien ma mère ne comprend pas (...) Je lui ai dit "tu sais, tu te rappelles (parce qu'on avait une voisine célibataire), je lui dis tu te rappelles que Melle H. quand elle est passée DR1 comme elle était contente", donc elle savait ce que ça représentait, elle savait que cette femme-là était très fière d'être passée. Et bien sa fille arrive à ça, et bien ça ne lui fait rien. C'est tout bête, mais c'est quand même... **Pour revenir à Benoîte Groult, c'est quelqu'un qui me sert de modèle. C'est vrai que moi j'ai quand même réussi à sortir du schéma de mes parents. Par rapport à Benoîte Groult, je crois que c'est aussi un esprit indépendant. C'est peut-être ça qui a fait que j'ai pu me dire : je les aime bien, je les respecte, mais leur modèle ce n'est pas mon modèle.** » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Sandy valorise chez Benoîte Groult la façon dont elle s'est affirmée en prenant de la distance à l'égard de ses origines bourgeoises. La photo n°6, de la partition de la chanson « Elle s'était fait couper les cheveux », est l'occasion pour Sandy de réaffirmer le peu d'attention que lui portait sa famille et donc le peu d'espace qui lui était laissé dans son milieu d'origine pour s'affirmer comme sujet. Sa décision de se couper les cheveux est présentée comme une rupture symbolique avec sa famille, lui permettant de « [s']accepter [elle] ».

« Elle s'était fait couper les cheveux. C'est intéressant ça ! C'est des gens qui vous en ont parlé de ça ? Effectivement moi je n'en ai pas parlé mais c'est vrai que c'est intéressant. **C'est vrai que moi dans ma famille à la gomme, la première fois que je suis allée chez le coiffeur c'était pour le mariage de mon frère. Il s'est marié en 39 donc vous voyez j'avais 18 ans. C'est vrai que j'en ai beaucoup souffert quand j'étais petite...** quand je regarde des photos de moi petite, je m'aime bien quand je

suis toute petite mais après, ma mère me faisait une tresse comme ça c'était horrible. **Donc c'est vrai que le fait de pouvoir se couper les cheveux c'est une preuve de liberté. Ce qui est incroyable c'est que ma mère allait chez le coiffeur mais nous elle nous emmerdait avec ça.** Il faudrait que je lui demande un jour. C'est une bonne idée ça : pourquoi ? J'ai beaucoup souffert de ça. **Parce que finalement après, même pour m'accepter moi, la première chose que j'ai faite après c'est couper, j'ai jamais eu les cheveux longs.** Il y a des femmes qui vous en ont parlé ? Moi ça ne vient pas naturellement parce que j'avais des soucis petite, encore plus que ça, mais c'est vrai. **Quand on était jeune, on ne choisissait pas notre image. On nous imposait des choses, ce n'était pas drôle.** C'est marrant ça. Vous avez bien choisi vos photos. »
(Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 6)

La façon dont Sandy interprète la photo n°15 traduit toute la difficulté que peut constituer la rupture avec son milieu d'origine. Au travers de sa lecture de l'affiche qui dit « Les églises n'ont pas à décider pour nous. Pour la liberté d'avortement », elle donne à voir les contradictions qui peuvent exister entre d'une part, son souci de s'affirmer comme sujet et donc de rompre avec le milieu qui ne lui a pas laissé la possibilité de s'accomplir, et d'autre part, le besoin de s'ancrer sur sa terre ou dans sa communauté d'origine, qui la conduit à donner aux deniers du culte, en dépit des distances qu'elle a prises à l'égard des institutions religieuses qui l'ont « cassée ». Sa position sur l'avortement, entre malaise et conscience d'une nécessité, est une des expressions de cette contradiction qui l'habite.

« Oui, c'est vrai. Je trouve que l'église est très rétrograde. **L'avortement ça m'aurait posé un problème moral car je respecte la vie mais je trouve que ne pas pouvoir considérer la dimension de détresse humaine...** parce que finalement le problème c'est ça. Ma sœur est responsable d'une maternité en Bretagne et l'autre jour elle me racontait une chose horrible : il y a une femme qui a eu des jumeaux, elle s'est rendue compte que les jumeaux elle allait les rejeter. Elle a été suivie par un psychologue etc. Le premier jumeau il est passé par-dessus la rambarde de l'escalier chez eux, il est mort il avait trois mois. Et là le deuxième elle l'a noyé. Il y a quelque chose qui ne va pas. Est-ce qu'il n'aurait pas mieux valu accompagner ? Ne pas comprendre la détresse... **Que l'église ne soit pas au fait qu'il y a vraiment des moments où on ne peut pas... Ça ne sert à rien de faire des malheureux.** Alors en plus avec Benoît XVI on fait trois pas en arrière. Du coup, ils ont vidé l'église parce qu'ils se sont déconnectés des problématiques des gens. **C'est drôle parce que moi j'ai été élevée dans la religion catholique, je ne pratique plus depuis tout le temps, mais depuis**

que j'ai ma maison en Bretagne, je donne aux deniers du culte. Mon mari m'a dit "tu ne veux pas mourir en terre païenne". **D'un côté c'est vrai. Par contre je n'adhère pas...** et alors là avec le préservatif. Ils ont vraiment raté des occasions. Mais aucune religion n'est tolérante sur le sujet. Que ce soient les juifs, les musulmans... Ce n'est pas mieux. C'est vrai. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 6)

On peut lire ce rapport à la terre bretonne comme un processus de réappropriation des origines, qui constitue une figure récurrente des discours biographiques féministes et qui sera analysée au chapitre 8.

Le fait que son affirmation comme sujet soit passée principalement par sa carrière professionnelle, et sa capacité à la réaliser en assurant son rôle d'épouse et de mère, place la conciliation entre vie privée et vie professionnelle au cœur des préoccupations de Sandy. C'est donc au travers de ce prisme qu'elle lit le passé : on retrouve cette problématique dans les réserves qu'elle exprime au sujet de Ségolène Royal, dans une des citations plus haut. C'est dans cette même logique, dans la citation qui suit, qu'elle indique la conquête de la contraception comme l'événement majeur de l'histoire des femmes, précisément parce qu'elle a été le facteur facilitant l'accès des femmes à une carrière professionnelle.

« Et est-ce que dans l'histoire des femmes il y a des événements qui vous paraissent plus importants que d'autres ? Oui. **C'est clair, c'est la contraception.** D'ailleurs, on travaille sur les molécules qui rentrent dans la fabrication des contraceptifs. **Tout est possible aujourd'hui parce qu'il y a la maîtrise de la contraception.** La génération de ma mère, et vos grand-mères à vous, la génération d'après-guerre, il fallait repeupler la France. Ma sœur, sa belle-mère c'est la même chose, c'est des gens qui ont quatre ou cinq enfants mais qui n'ont pas choisi. **Dans ma génération, le fait de choisir le moment où vous voulez vos enfants, le nombre d'enfants, pour moi c'est ça la plus grande avancée pour les femmes. Parce qu'à partir de ce moment-là vous pouvez choisir, faire des compromis, moi j'ai deux enfants parce que j'estime que je peux m'en occuper en travaillant.** C'est sûr que c'est la date la plus importante. Pour moi c'est vraiment ça. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Après la contraception, l'évolution du passé qui lui semble la plus importante est l'avènement de l'électroménager. Cette importance accordée à l'électroménager, qui n'a pas

été mentionné par d'autres interviewées, est cohérente avec sa vision traditionnelle de la répartition des rôles, et en particulier des tâches domestiques.

« Après pour faire court, on peut dire aussi que tout ce qui est électroménager à la génération des parents, ça a quand même beaucoup changé la vie des femmes. »
(Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Confrontée à la photo n°9, qui montre des femmes travaillant dans une usine d'obus pendant la seconde guerre mondiale, elle évoque aussi l'avancée qu'a été pour les femmes la machine à laver :

« J'ai pas bien compris, je n'ai pas trop suivi ça, mais on a l'impression qu'en fait après il y a eu un retour en arrière complet. Après on les a renvoyées dans leurs foyers. Ça n'a pas été... pourquoi elles n'ont pas réussi à concrétiser à ce moment-là ? Peut-être que les esprits n'étaient pas encore prêts. **Ça peut paraître idiot que de dire que la machine à laver a permis la liberté des femmes, mais si quand même. Parce que comment elles faisaient quand elles travaillaient à l'usine ? Elles le faisaient bien aussi mais ça devait être un peu difficile. Elles ne devaient plus avoir beaucoup de temps.** Peut-être qu'après il n'y a pas eu assez de leaders pour imposer quelque chose. Parce que quand même à un moment donné il faut des personnalités fortes. Quelqu'un par exemple comme Marie Curie elle n'a pas milité pour les femmes. Je ne crois pas. Elle n'avait pas le temps non plus. On n'a pas l'impression que Marie Curie ait tellement fait pour les autres. Elle a eu sa fille dans son laboratoire mais autrement il n'y avait pas beaucoup de femmes dans son laboratoire. Elle n'avait pas beaucoup d'égards pour les gens de ce que je sais. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 9)

Son attachement à une vision relativement traditionnelle de la féminité et de la famille conduit Sandy à exprimer des distances à l'égard à la fois de Marie Curie, qu'elle juge « trop dure », et de Simone de Beauvoir, en raison notamment de son refus de la maternité.

« Alors après, comme je suis scientifique, on me dit toujours : et Marie Curie dans tout ça ? Et bien c'est marrant mais je n'ai pas d'atomes crochus avec Marie Curie. Il y a quelque chose qui me gêne chez elle. **Je pense qu'elle était très très dure. Moi j'ai beaucoup travaillé aussi, mais je pense qu'elle était très très dure et qu'une certaine dimension humaine me manque je crois.** Effectivement, vous pourriez me dire : Marie Curie qu'est-ce que t'en penses ? Ce n'est pas un modèle. Parce que je

trouve qu'elle est trop inaccessible (...) Alors après, qu'est-ce qu'il y a d'autres ? **Simone de Beauvoir, ce que je n'aime pas chez Simone de Beauvoir, c'est son refus des enfants. Déjà je ne trouve pas ça normal.** Elle a accepté des choses de Sartre... vraiment pour une femme libre, si c'est ça être libre, je trouve que par certains côtés elle a quand même accepté d'être maltraitée. Je trouve qu'elle s'est libérée d'une drôle de façon. Elle a écrit des choses qui ont fait bouger les choses. Mais je ne trouve pas que ce soit un modèle. Si on entend modèle au sens de s'identifier, ce ne sont pas des gens à qui j'ai envie de m'identifier. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Dans sa critique de Simone de Beauvoir on retrouve la fierté, déjà présente dans son récit de vie, d'avoir réussi à conjuguer vie professionnelle et vie familiale :

« Ce que je n'aime pas trop si vous voulez c'est les *passionarias* qui sont en lutte complètement contre les hommes. Même comme Simone de Beauvoir, je veux dire pourquoi il y a besoin... **Je veux dire il y a moyen de vivre de manière égalitaire sans laisser tomber ni les enfants, ni les hommes.** D'ailleurs, aujourd'hui j'ai fait une lettre de candidature pour être au conseil d'administration de l'AFFDU, et **j'ai dit que j'étais mariée, que j'avais deux enfants et que maintenant j'étais contente parce que je pouvais faire autre chose. Mais je revendique le fait...** C'est marrant car pour les femmes nommées DR1, je crois qu'on doit être à peu près 20 % de femmes, pas plus aujourd'hui. Et en plus, sur les 20 % de femmes, je pense qu'il y a les deux tiers qui sont des demoiselles. **Ce ne sont pas des femmes mariées. Moi je suis contente d'avoir pu tout conjuguer, je ne dis pas que tout est parfait, mais avoir quand même une vie assez accomplie.** » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Sa critique de Simone de Beauvoir est cohérente avec la distance qu'elle exprime à l'égard d'un féminisme plus radical que le sien. On retrouve cela dans les figures féministes qu'elle valorise. Ainsi, dans la première partie de l'entretien, après avoir évoqué Camille Claudel comme principale figure d'identification, elle évoque de suite Françoise Giroud – à qui elle semble associer la conquête de la contraception. Elle citait déjà cette dernière dans son récit de vie, racontant qu'elle avait tenu à amener sa fille à une de ses dédicaces. Françoise Giroud, qu'elle oppose à Simone de Beauvoir, représente un féminisme plus modéré et davantage du côté de la réforme, notamment en raison des responsabilités ministérielles qu'elle a exercées.

« **Par contre moi ce côté ultra-féministe machin ça ne m'intéressait pas, parce que je ne me reconnaissais pas dans ça.** Je ne trouvais pas que c'était une bannière intéressante. Par contre, ça me revient, il y a Françoise Giroud qui avait écrit un livre sur Marie Curie, elle est venue le dédicacer une fois ici dans le musée Curie, et moi qui ne fais pas beaucoup ça, **je suis venue avec ma fille et j'ai dit à Françoise Giroud "je veux que ma fille vous voit parce que vous avez quand même fait beaucoup pour les femmes à l'époque"**. Et c'est un discours que j'ai même avec mes étudiantes : "est-ce que vous vous rendez compte de la chance qu'on a maintenant ? ", parce que vous voyez ma mère elle n'aurait jamais eu quatre enfants je pense si elle avait eu une maîtrise de la contraception. » (Récit de vie avec Sandy, 16/07/08)

« Elle a ses zones d'ombre Françoise Giroud mais quand même elle a milité. Elle a milité mais quand même pas comme Simone de Beauvoir. Simone de Beauvoir... **moi je n'aime pas les femmes qui ont lutté contre les hommes.** Après, effectivement des femmes comme **Gisèle Halimi, ont été obligées de lutter de façon très agressive, mais parce qu'elles luttaient pour des choses très dures.** Des choses difficiles à faire bouger donc elles étaient dans le combat. C'est vrai que l'année dernière, ou il y a deux ans, ils ont fait un téléfilm sur l'histoire de Bobigny, c'était quand même très très beau ce qu'elle a fait. Elle était un peu *passionaria*, je n'aime pas tellement le côté *passionaria*, mais elle n'avait pas le choix. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, introduction)

Même Gisèle Halimi, classée généralement plutôt dans la tendance réformiste du Mouvement de libération des femmes, lui apparaît comme trop agressive (même si elle comprend que ses terrains de lutte aient pu l'exiger). Les photos n°12 et 13, qui représentent respectivement une barricade dans le quartier latin et le poing dans le signe génétique féminin (un des symboles du Mouvement de libération des femmes dans les années 1970), sont l'occasion pour elle d'affirmer sa distance à l'égard des mouvements révolutionnaires.

« Mai 68, je n'ai pas fait les barricades parce que j'étais trop jeune. J'étais dans le pensionnat de bonnes sœurs. J'ai entendu les bruits des grenades lacrymogènes à la télé. Moi je n'ai pas fait la révolution. Après je suis allée à la fac, finalement c'étaient des années, après les années de pension qui avaient été très très dures, les années de fac elles ont été agréables. J'étais libre, je travaillais. On n'avait pas encore compris qu'on allait avoir du mal à trouver du boulot. Personne ne s'inquiétait pour nous (...) **On n'a pas tout cassé. Je ne sais pas si j'aurais fait la révolution. Mai 68, je ne crois pas**

que ça ait fait avancer la cause des femmes, je ne crois pas que ça ait fait grand-chose. Moi je ne crois pas. Mais j'étais trop jeune aussi. Je ne crois pas parce que d'abord il n'y avait pas de leaders femmes. La seule femme qu'on voit c'est celle avec son fanion. C'était pas du tout un truc de femmes, c'était Cohn-Bendit, Krivine, non je ne crois pas... C'était une révolution, je ne crois pas que ça ait apporté grand-chose à la cause des femmes. C'était contre les mandarins. C'était contre la société. Mais les femmes... non. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 12)

« Alors ça c'est marrant ça ne me dit rien. C'est le symbole de la lutte pour quoi ? Je ne sais même pas. Je ne sais même pas vous dire ce que c'est. Vous pouvez me dire ? Sans forcément à chercher à savoir ce que c'est, est-ce que ça vous évoque quelque chose ? **Je n'aime pas des choses très agressives comme ça. Je n'aime pas ça. Je n'aime pas, ça me dérange. Les trucs très agressifs comme ça. Ça ne me dit rien du tout moi le combat jusqu'au-boutiste comme ça, ça ne m'intéresse pas. C'est noir en plus.** Je ne suis pas dans la violence comme ça. Je n'ai pas du toute envie... ce n'est pas le type de relations qui me motivent. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 13)

Sa méconnaissance du sigle est à relier avec son interprétation de la photo n°18 : elle ne connaît pas l'action du dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu et en a une lecture plutôt éloignée de celle souhaitée initialement par les organisatrices. Elle s'inscrit clairement dans un autre héritage que celui du Mouvement de libération des femmes des années 1970.

« Ah ! Est-ce que c'est un combat ? C'est un vrai combat ça ? Vous allez me dire c'est quand même les hommes qui allaient à la guerre. Il n'y avait pas de femmes soldats. Franchement c'était quand même les hommes qui payaient un lourd tribut. C'étaient les hommes qu'on envoya la guerre. **Je ne trouve pas que ça soit un slogan bien futé. Je ne crois pas que ça fasse avancer la cause. Ce n'est pas un combat...** » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 18)

Enfin, il est apparu dans le récit de vie de Sandy qu'elle n'aborde pas le passé avec un regard intersectionnel et demeure indifférente aux rapports sociaux de classe et de race, contribuant parfois même à les entériner. Dans l'entretien projectif, loin de penser les luttes féministes et antiracistes comme différentes facettes d'un même combat, on observe une sorte de mise en concurrence des deux. Ainsi, face à la photo n°2, qui représente une manifestation lors du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis, elle évoque l'opposition entre

Barack Obama et Hillary Clinton lors de la campagne des primaires de 2008 pour signifier la primauté, dans l'histoire, de l'égalité des races sur l'égalité des sexes.

« Ça c'est les grandes manifestations américaines. C'est à la fois... à une époque, je pense que c'est ça, aux États-Unis, **il y avait deux catégories qui étaient un peu maltraitées c'étaient les noirs et les femmes.** C'est intéressant parce que **comme là il y avait Hillary Clinton et puis Obama, et bien finalement c'est encore les noirs...** il y avait un article dans *Le Monde*, je crois que c'était dans *Le Monde*, qui expliquait que **finalement les noirs ont toujours fait sauter les verrous avant les femmes. Même le droit de vote... peut-être parce qu'ils étaient plus nombreux, je ne sais pas.** Ils ont mieux réussi à faire sauter les verrous que les femmes. Finalement on a eu le droit de vote après. Et là c'est la même chose pour Obama, c'est peut-être quelqu'un de très bien, mais c'est lui qui est passé. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 2)

De la même façon, elle ne fait pas les liens entre les luttes anticoloniales et les luttes féministes. Face à la photo n°17, elle dit ne pas comprendre ce que vient faire dans l'entretien projectif l'évocation de la répression ayant frappé la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris. Enfin, les photos n°4 et 21, qui représentent des femmes de ménage de la CGT manifestant pendant l'entre-deux-guerres et une manifestation de Ni putes ni soumises, donnent lieu à des discours de distinction de classe et de race. Dans les deux cas, elle souligne sa non appartenance aux groupes concernés par les deux manifestations.

« C'est un peu con ce que je vais dire, j'ai un peu honte de dire ça. Mais c'est vrai que moi je n'ai pas... il y a des personnes qui ont des femmes dans leur famille qui ont été... moi je n'ai pas de grand-mère qui a été brimée, humiliée. **Il y a des gens qui connaissent des femmes qui ont travaillé dans des familles où elles ont été humiliées. Moi je ne viens pas d'une famille comme ça a donc c'est vrai que je n'ai pas d'images comme ça. Je viens d'un milieu bourgeois. Bon c'est vrai qu'à la fin on n'avait plus de fric, mais ça ce n'est pas grave. Mais chez ma grand-mère on avait des employés. Qu'on traitait bien en plus. Nous on a toujours respecté les gens qu'on avait, donc cette lutte comme ça, on n'a pas connu ça. On n'a pas été opprimés. Non seulement on n'appartient pas à cette catégorie là et en plus on respectait les gens.** Après, vous pouvez imaginer qu'il y avait un peu de compassion si vous voulez. **On avait nos pauvres.** Ce n'était pas vraiment de la compassion mais enfin quand on était petit, on avait une lavandière, et comme on était une famille

nombreuse, quand on avait des restes, on allait lui donner. **Donc moi je ne me reconnais pas dans cette image.**» (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 4)

« Ah Ni putes ni soumises, je n'aime pas le nom. Mais pourquoi pas ? Il y a des femmes qui ont fait quand même un bon... Fadela Amara, elle avait raison dans ce qu'elle disait. **Moi ce n'est pas ces mouvements extrémistes comme ça qui me branchent. Moi en plus on n'a pas voulu me marier de force à seize ans.** Mais c'est bien effectivement je pense qu'on tire la sonnette d'alarme. **Je pense que c'est important de les éduquer, de leur dire qu'elles ont des droits, etc.** mais le nom n'est vraiment pas très bien choisi. **C'est bien parce que quand même les femmes maghrébines ou africaines elles ont quand même de sacrés problèmes.** C'est bien gentil de dire "vous laissez tomber votre famille" mais après vous n'avez plus rien, comment vous faites après pour reconstruire ? Ce n'est pas évident. Je pense quand même que Ni putes ni soumises elles font avancer les choses. Rachida Dati je ne l'aime pas spécialement mais il faut quand même savoir... D'accord, elle n'a pas été mariée de force, mais quand même. Je ne sais pas si vous avez vu le truc de la fille de Lille, le mariage qui a été annulé à cause de la non-virginité de la fille. C'est comme Jeanne d'Arc. Ça ça me heurte beaucoup. J'ai lu un livre de femme excisée. Un témoignage. Je l'ai offert plein de fois. C'est une femme africaine qui a été excisée. Je ne sais plus comment il s'appelle. Elle parle de son excision et de la polygamie. Sur la polygamie à Paris. Elle avait été à l'école jusqu'à la sixième, ensuite elle a été mariée à 14 ans. **C'est des sujets qui me concernent mais je n'ai pas vécu ça de près. J'ai tendance à dire que, moi mon grand créneau, c'est si on éduque les femmes, c'est des outils qu'on donne aux femmes.** C'est en apprenant, en discutant avec les gens, c'est comme ça que vous vous en sortez. Il faut faire comprendre aux gens que c'est comme ça que vous pouvez vous en sortir. Si vous avez un travail vous êtes autonome, vous pouvez avoir le choix de partir. Sachant que ce n'est quand même pas simple de laisser tomber toute votre culture, ce n'est pas non plus évident. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 21)

La confrontation entre les discours biographiques de Sandy et les interprétations du passé qu'elle exprime dans le cadre de l'entretien projectif montre que ses souvenirs sont donc tous articulés autour du récit de sa difficile accession au statut de sujet. Ce processus a impliqué pour elle de rompre avec son milieu d'origine et de braver des obstacles dressés sur la route de sa réussite scolaire et professionnelle. Son affirmation en tant qu'individue

autonome est, selon elle, passée principalement par une trajectoire d'ascension professionnelle et elle inscrit donc son engagement pour la cause des femmes dans cette volonté de faire progresser les femmes en leur assurant les conditions nécessaires à la poursuite de leurs études. Dans cette perspective méritocratique, son discours ne conteste pas l'existence d'une hiérarchie sociale mais vise simplement à permettre aux femmes d'accéder au sommet de cette hiérarchie. En cela, on comprend que ses interprétations du passé traduisent une absence de remise en cause de l'ordre social, qu'il soit genré, de classe ou de race.

Encadré n°9 : Le cas de Sandy, une piste pour penser la subjectivation hors de l'émancipation

L'affirmation de soi comme sujet, même si elle implique souvent de se défaire de l'emprise des rapports sociaux hérités, ne va pas nécessairement dans le sens de la subversion ou n'implique pas toujours la remise en cause de l'ordre social par les acteurs. La prise de distance de Sandy avec son milieu d'origine, associée à son parcours professionnel ascendant, constituent pour elle des vecteurs de sa subjectivation, mais sa mémoire traduit chez elle l'absence de critique des rapports de domination existants, qu'ils soient de race ou de classe. De plus, si elle adopte une approche genrée pour expliquer les empêchements rencontrés dans le cadre de sa vie professionnelle, dans la gestion de sa vie privée, elle revendique volontiers une certaine conformité au rôle traditionnellement attribué aux femmes.

Ce cas ouvre donc des pistes intéressantes pour essayer de penser la question de la subjectivation indépendamment de celle de l'émancipation, alors même que, comme l'explique Danilo Martuccelli, le projet de subjectivation fut longtemps « adossé à un sujet collectif et essentiellement compris en termes émancipateurs ». Ainsi, par exemple, dans la lecture que Lukacs a fait de l'œuvre de Marx, « face à l'exploitation capitaliste et à l'aliénation qu'elle engendre (rationalisation), se dresse un acteur particulier – le prolétariat – qui, identifié comme le sujet collectif de l'histoire, est investi d'une mission universelle d'émancipation » (Martuccelli, 2005). Dans les années 1960 et 1970, « un sentiment collectif d'usure et de méfiance envers la libération promise par le projet du sujet collectif de l'histoire » ouvre la voie à une analyse foucauldienne qui « transforme le projet collectif et émancipateur de la subjectivation en un processus individualisant d'assujettissement » (Martuccelli, 2005). Si la perspective de l'émancipation reste un des horizons principaux du sujet individuel chez Foucault, ce dernier, avec la perspective de la « gouvernementalité », porte attention aux actes par lesquels les sujets « se lient aux discours du pouvoir en constituant ce qu'ils sont » (Foucault, 2012). Autrement dit, il s'intéresse aux processus de subjectivation et de construction de l'identité qui passent par l'appropriation des normes dominantes. Notre analyse des mémoires féministes s'inscrit donc dans la lignée du déplacement qu'opère Foucault de la subjectivation collective vers la subjectivation individuelle, et de la subjectivation émancipatrice vers la subjectivation « conforme », ce qui permet de diversifier l'analyse des processus de subjectivation (Sauvêtre, 2013).

Ces pistes de réflexion, lancées ici à titre d'intuitions, mériteraient d'être mises à l'épreuve d'autres cas et appuyées sur davantage de lectures théoriques. Mais des analyses

similaires ont été développées par d'autres chercheuses féministes, comme Saba Mahmood (Mahmood, 2005), qui regrette que la capacité d'agir soit principalement pensée (y compris par les féministes) comme synonyme de résistance et donc appréhendée seulement dans « un modèle binaire opposant subordination et subversion » (Cervulle et Testenoire, 2012: p.9). Saba Mahmood met ainsi en évidence « les failles d'un modèle féministe poststructuraliste qu'elle décrit comme incapable de penser l'action des sujets qui habitent les normes sans leur opposer de résistance (Waggoner, 2005: p.251). Cette compréhension de la capacité d'agir échouerait donc à penser le sujet hors de la dimension de l'émancipation » (Cervulle et Testenoire, 2012: p.9). Or comme le montre le cas de Sandy, qui conçoit son parcours professionnel d'excellence, comme la principale voie de sa subjectivation, « la capacité d'agir ne saurait (...) être réduite aux pratiques oppositionnelles, à la désobéissance ou à la résistance : elle s'exprime parfois dans des pratiques visant la continuité, la stabilité et la reproduction sociale. Cette question d'importance oriente notre regard vers un horizon situé au-delà de la conscience féministe, au-delà du sujet politique émancipé et vers les formes d'adhésion aux normes, de participation active au maintien des rapports sociaux, ou encore vers des situations ambivalentes. Sans doute le modèle marxiste de la 'fausse conscience', d'un sujet entièrement pris dans la toile de l'idéologie, ne permet-il pas de rendre pleinement compte de ces processus de subjectivation particuliers par lesquels se constitue un sujet animé par une logique de reproduction sociale » (Cervulle et Testenoire, 2012: p.9-10). L'analyse de la mémoire de Sandy ouvre la voie à une compréhension des processus de subjectivation associés aux logiques de reproduction sociale, sur lesquels il faudrait davantage se pencher à l'avenir.

B- Olivia : S'affirmer contre les identités qu'on assigne et les institutions qui contraignent

J'ai connu Olivia au travers de son œuvre de photographe, et notamment grâce à la publication d'un ouvrage rassemblant certaines de ses photos. Je l'ai contactée directement en lui demandant de me raconter sa vie. Nous avons réalisé ensemble, à son domicile, un récit de vie le 06 juin 2008 et un entretien projectif le 22 septembre 2009. J'ai eu aussi l'occasion de la fréquenter régulièrement, pendant plusieurs mois en 2009, dans le cadre de notre participation au Comité d'initiative des 40 ans du MLF en 2010. Dans nos discussions informelles, Olivia s'est souvent montrée soucieuse de la faiblesse des liens intergénérationnels dans le mouvement. C'est donc probablement pour combler ce qu'elle identifie comme un manque de transmission qu'elle a accepté de se livrer en dépit de la pudeur et de la timidité qui la caractérisent.

Née onze années avant Sandy, Olivia a eu une trajectoire très différente. Son engagement pour la cause des femmes a commencé plus tôt dans son parcours, autour de l'âge

de trente ans. Elle a fréquenté plusieurs groupes féministes différents, situés dans la mouvance radicale de l'espace de la cause des femmes. Elle a milité pendant la période d'intense mobilisation des années 1970 et n'a depuis jamais cessé d'être engagée pour la cause des femmes. A ces différences de trajectoires correspondent différents regards sur le passé. Alors que Sandy centrait son discours biographique sur les nombreux empêchements auxquels elle avait été confrontée durant sa vie – valorisant aussi d'ailleurs dans son entretien projectif des figures de femmes auxquelles elle associait un parcours semé d'embûches et une absence de reconnaissance – Olivia met plutôt la notion de liberté au cœur de ses discours sur le passé. Ainsi, qu'elle évoque sa biographie ou qu'elle interprète les photos présentées dans le cadre de l'entretien projectif, elle valorise les processus d'affranchissement à l'égard des normes, des institutions ou des assignations identitaires.

1. Résumé de la trajectoire d'Olivia

Le père d'Olivia, pharmacien de formation, part à la guerre en 1939, alors que sa femme est enceinte. Olivia naît en 1940. Sa mère, professeure de gymnastique, abandonne son métier pour se consacrer à l'éducation de sa fille, puis de ses deux fils qui naîtront un an et deux ans après Olivia. Petite, Olivia est gravement malade, au point de frôler la mort. Une fois guérie, son enfance est rythmée par le sport et les jeux avec ses deux frères. La première partie de son enfance se déroule à Fontainebleau où son père, qu'elle présente comme un homme autoritaire et machiste, ouvre une pharmacie au retour de la guerre.

A la mort du grand-père, toute la famille part vivre à Saint-Quentin afin que le père d'Olivia prenne la tête de l'usine de bonbons que le grand-père possédait. Sa mère n'appréciant pas la vie à Saint-Quentin, la famille continue de revenir régulièrement à Fontainebleau. Lors d'un de ces allers retours entre Saint-Quentin et Fontainebleau, la famille est victime d'un grave accident de voiture, dans lequel un des frères d'Olivia décède. Celle-ci est alors âgée de 10 ans. Cet accident mortel installe un climat dépressif dans sa famille. A partir de ce moment, la famille déménage très régulièrement. Ces changements récurrents contribuent à mettre Olivia en situation d'échec scolaire.

La guerre d'Algérie survient et marque profondément Olivia pour deux raisons : d'abord, parce que son frère est appelé pour y participer, ensuite, parce que c'est contre cette

guerre qu'Olivia réalise ses premiers actes militants. Avec son père, communiste en rupture avec le parti, elle colle des affiches de propagande contre cette guerre. Dans le cadre de cet engagement, elle est sensibilisée à la question du racisme, qui entrera ensuite en résonance avec celle du sexisme lors de sa lecture du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir.

Vers 18 ans, elle entame une histoire d'amour avec une jeune fille qui l'amène à quitter Cannes, où elle vivait chez ses parents, pour partir habiter à Paris. Une fois dans la capitale, elle continue son lycée dans un pensionnat privé tenu par des religieuses, avec lesquelles elle entre régulièrement en conflit, refusant le contrôle qu'elles veulent exercer sur son apparence et sur ses sorties. Pendant cette période, elle vit une liaison avec une jeune fille extérieure au pensionnat, âgée de cinq ans de plus qu'elle, qui lui fait découvrir les bars lesbiens parisiens. Redoutant l'échec, Olivia renonce à passer son bac et trouve dans la photographie une porte de sortie, influencée par un ami de son père amateur d'arts.

Voulant initialement être l'assistante de photographes de mode, elle est rapidement refroidie par les préjugés sexistes véhiculés dans le milieu, et devient l'assistante d'une photographe qui réalise des portraits de peintres. Elle travaille aussi dans un grand laboratoire de photographie où elle apprend les techniques professionnelles de tirage. Mai 68 advient et elle participe au mouvement en électron libre : elle n'est pas intégrée à un groupe précis mais navigue entre différents mouvements gauchistes, principalement pour écouter et observer. Néanmoins, Mai 68 est l'occasion de sa première prise de parole militante en public, à l'occasion d'un débat sur les suites à donner au mouvement, moment dont elle garde un souvenir ému.

En mai 70, elle lit, dans *L'Idiot international*, un article évoquant une réunion de femmes à l'université de Vincennes. Séduite par l'humour et les revendications de ces femmes, elle leur écrit et se trouve invitée à l'une de leurs réunions. Elle découvre un petit groupe non mixte appelé Les petites Marguerites (en référence au film de Věra Chytilová sorti en 1966), qui se réunit très régulièrement chez l'une ou chez l'autre des participantes. Elle s'implique très fortement dans ce groupe de conscience, qui permet un partage d'expériences vécues jusqu'alors isolément. Pendant toutes les années 70, elle participe à de nombreuses actions militantes, naviguant entre différents groupes selon les moments. Elle est également intégrée à l'équipe des « Chroniques du sexisme ordinaire » et écrit donc pour la revue des *Temps Modernes* un certain nombre d'articles.

Dès son entrée dans le mouvement, elle décide aussi de le photographier. Elle construit alors toute une œuvre centrée sur les mouvements de femmes, photos qu'elle vend notamment à *Libération*. Pendant les trente années qui suivent, elle est de presque toutes les manifestations féministes. Elle immortalise par ses clichés un nombre important de conférences, manifestations, réunions, etc. qui ponctuent l'histoire du féminisme français. En 2003, elle publie un livre rassemblant une sélection de ses photos. Après s'être mobilisée intensément pour la loi sur les signes religieux autour de 2005, elle intègre, en 2008, dès les premières réunions, le comité d'initiative à l'origine de l'organisation des 40 ans du MLF. Responsable du pôle expositions et photographies, elle s'engage notamment dans la récolte de photos d'archives prises par des participantes au MLF.

2. Liberté chérie et affirmation de soi par le mouvement

a) Vivre libre

Comme nous l'avons déjà évoqué dans le cas de Sandy, les premières minutes du récit de vie sont cruciales en ce qu'elles donnent à voir les principales catégories ou thématiques autour desquelles s'organisent les souvenirs personnels des individus. Voilà la façon dont Olivia présente la petite fille qu'elle était :

« Comme **mes parents étaient très libéraux** et en avance sur leur temps d'une certaine manière, moi je n'ai pas connu cette séparation que connaissent les petites filles dans leurs jeux, **je jouais avec mes frères, je me bagarrais, je grimpais aux arbres, je jouais au foot. Je n'avais pas de poupée**, et d'ailleurs quand une tante scandalisée par mon éducation m'en a offert une énorme **je m'en suis débarrassée vite fait et avec dégoût, elle m'embarrassait cette conne de poupée qui était une énormité. J'étais ce que la société appelle "un garçon manqué"** et je crois que **c'est toujours les termes employés pour les petites filles délurées dans mon genre. Donc vous n'avez jamais perçu une différence d'éducation entre vos frères et vous ?** Jusqu'à un certain point. Jusqu'à un certain point ? Parce que, par ailleurs, mon père avait de très grandes contradictions, **il avait une façon de parler du sexe qui était extrêmement déprimante pour une petite-fille**. Moi je ne pouvais pas m'empêcher de me percevoir comme une fille quand même quelque part, et **j'entendais des propos extrêmement obscènes et méprisants sur les femmes, qui me perturbaient pas mal**. Et puis je voyais **une mère qui était une femme ménagère soumise**, mis à part le

sport car c'était quelqu'un de sportif, **une star de l'escalade à Fontainebleau, et qui avait été pressentie pour faire l'Annapurna avec un groupe de femmes.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

L'entrée dans l'enfance d'Olivia se fait donc d'emblée par une affirmation de sa liberté (elle avait des parents « très libéraux »). Cette notion est une des catégories structurantes autour desquelles s'articulent les souvenirs d'Olivia. Elle évoque également une certaine distance à l'égard des normes de genre, en expliquant qu'elle jouait avec ses frères à des jeux considérés comme masculins et qu'elle refusa la poupée offerte par une de ses tantes. Il s'agit là du second trait récurrent de sa mémoire personnelle : un refus des « étiquettes », qui conduit Olivia à se souvenir davantage de moments au cours desquels il y a eu affranchissement à l'égard des identités ou déconstruction de celles-ci. De sa façon d'interpréter les photos dans l'entretien projectif ressort aussi cette distance vis-à-vis de tout ce qui s'apparente à de la catégorisation. Enfin, un des derniers éléments présents dans cette description d'elle petite fille, et qu'on retrouve dans d'autres souvenirs d'Olivia, est l'évocation de l'infériorisation de sa mère. Le discours biographique d'Olivia est ponctué de plusieurs références à des situations passées pendant lesquelles des femmes de son entourage se sont trouvées rabaisées.

En décrivant une enfance principalement constituée de jeux et de campements, dans laquelle les contraintes scolaires sont quasi inexistantes, Olivia place son parcours sous le signe de la liberté.

« Disons que peut-être après ces histoires de biberons rejetés j'ai eu une petite enfance de sport, de jeux et d'échecs à l'école. On habitait Fontainebleau, mon père était pharmacien à Fontainebleau. Ma mère faisait de l'escalade et **nous allions beaucoup camper**, avec beaucoup de petits copains, **on faisait les quatre-cent coups, nous nous amusions beaucoup. Donc c'était plus le jeu que l'école, nous manquions souvent l'école, nos parents ne faisaient pas très attention à nous scolariser de façon très suivie.** Ils ne faisaient pas non plus attention à nos résultats scolaires. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

D'ailleurs, un peu plus loin dans le récit de vie, alors que je semble comprendre que son départ pour Paris a été motivé par une histoire d'amour, elle met un point d'honneur à

affirmer sa liberté en signifiant que, même si elle a été « aidée » dans ce choix, c'est à elle que revient la décision de partir, en opposition à sa famille.

« C'est là où je vais avoir du mal à vous dire précisément... Mes parents étaient à cette époque-là sur la Côte d'Azur à Cannes, puis je suis partie à Paris dans des conditions un peu dramatiques parce que j'étais absolument en rébellion contre ma famille, et je suis partie contre leur gré. Seule donc ? Oui, j'étais seule, mais j'ai eu une histoire avec une fille à cette époque-là. Qui vous a fait partir ? **Qui m'a aidée à prendre la décision de partir.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Ce départ à Paris, dont elle précise qu'il se fait contre l'avis de ses parents, est présenté par Olivia comme l'expression de son indépendance. Le récit de ses années de lycée, dans une institution religieuse privée, s'inscrit aussi dans cette logique d'affirmation de sa liberté à l'égard des normes ou des règles qui lui sont imposées.

« Oui, j'ai essayé de continuer mes études dans une boîte privée. Là, si vous voulez, je faisais une chose très bizarre pour le commun des mortels : c'est-à-dire que comme il était exigé que les garçons soient habillés en garçons et les filles habillées en filles (et ce n'était pas du tout dans mes habitudes, je n'ai jamais porté de robe de ma vie), **alors du coup je faisais l'aller jusqu'à l'école en pantalon, arrivée devant l'école je descendais dans les chiottes d'un café, je me mettais, en robe, en bas, et chaussures à talons, enfin bref la dégaine vraie femme**, je faisais mes cours comme ça et puis quand je repartais je faisais le même manège à l'inverse dans le même café. Et j'ai été pensionnaire dans une pension religieuse. Vous aviez eu une éducation religieuse ? Non pas du tout. Et ça s'est bien passé justement ce contact avec la religion ? **Quand on m'interdisait de sortir au-delà de dix heures je ruais dans les brancards. Je n'étais jamais coiffée comme le désirait la direction : j'avais une mèche qui m'arrivait devant les yeux, donc ils étaient tout le temps en train de me reprocher d'avoir une mèche qui me cachait les yeux, enfin bref je n'étais pas tout à fait en odeur de sainteté. Comme je n'ai pas caché que j'étais non-croyante, il fallait bien me trouver un air diabolique quelque part... Et puis j'avais une liaison clandestine avec une fille extérieure plus âgée que moi de 5 ans d'écart, qui me faisait connaître les boîtes sordides de gouines. Je couchais. Les filles du pensionnat me paraissaient de bien ridicules oies blanches**, mais j'étais moi-même très innocente par rapport à ma copine beaucoup plus dessalée et moins romantique. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Dans cet extrait, Olivia insiste sur la façon dont elle réussit à contourner les règles vestimentaires en vigueur dans l'établissement. Elle met en avant son opposition aux normes d'apparence (coiffure) et aux horaires imposés et explique qu'elle n'a pas hésité à affirmer sa distance à l'égard de la religion. Qualifier sa liaison de « clandestine » est aussi une façon de signifier qu'elle s'inscrit au-delà de ce qui est autorisé. Tout dans son discours vise donc à lui donner une image de femme libre. A deux reprises dans cet extrait elle utilise d'ailleurs cette liberté comme un outil de « distinction » (à l'égard du « commun des mortels » et à l'égard des « filles du pensionnat », qui lui paraissaient « de bien ridicules oies blanches »).

b) Le refus des identités assignées

Déjà, dès la présentation de la petite fille qu'elle était, elle insistait sur sa distance à l'égard de certaines normes de comportement (en se désignant comme « déléguée ») et affirmait une identité de genre en décalage avec ce que la société attendait d'elle (« j'étais ce que la société appelle “un garçon manqué” »). On retrouve cette idée à un autre moment du récit de vie :

« Avant d'arriver même à Paris, mon père avait une bibliothèque dans laquelle il y avait Sartre, Beauvoir, Gide, Colette, Montherlant, Proust, etc. Un jour, **j'ai évidemment ouvert des livres de Simone de Beauvoir et comme j'avais une adolescence difficile, que je voyais mon avenir de femme de façon très sombre, bien évidemment le *Deuxième sexe* m'a ouvert des portes et les yeux, a mis des mots sur certains aspects de mon grand malaise où il y avait quelque chose du fait d'être cataloguée “femme” avec tout ce qui leur est imposé comme destin, surtout sexuellement, parce qu'à l'adolescence le sexe a des couleurs dramatiques. Il faut choisir son sexe, sortir de l'indifférenciation nous exhorte-t-on, sortir de l'enfance, etc. *Le Deuxième sexe*, oui, a été d'une grande importance pour moi. Ce livre capital m'a préparée à rencontrer ce qui deviendrait le Mouvement de libération des femmes, avec le coup de pouce de 68 en plus. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)**

Par les expressions « grand malaise (...) d'être cataloguée », « tout ce qui leur est imposé comme destin », « il faut choisir (...) nous exhorte-t-on », Olivia affirme clairement son refus de se couler dans un moule, en particulier celui qui est traditionnellement réservé

aux femmes. C'est au travers de ce prisme qu'elle explique son changement d'orientation professionnelle de photographe de mode à portraitiste de peintres.

« J'ai commencé par exemple à aller au journal *Elle* pour devenir assistante de photographes de mode en me disant que la mode c'était extraordinaire parce que l'on faisait du studio et du plein air, on manipulait des flashes. **Je me disais qu'avec ça j'allais être une photographe complète, qui saurait presque tout faire. Et là malheureusement tout ce qu'on a trouvé à me dire c'est : il serait préférable que vous soyez devant l'objectif parce que vous êtes une très jolie femme, vous n'aurez à apprendre qu'à sourire et marcher comme les mannequins. Et ensuite ce qui m'était indiqué c'est que si je voulais être assistante d'un photographe, il fallait que je séduise le photographe d'abord. Ensuite ça ne leur plaisait pas de toute façon parce qu'il y avait beaucoup de matériel à porter et qu'ils n'oseraient jamais faire porter leur matériel si lourd à une femme.** Ma carrière d'assistante de photographes de mode s'est très vite stoppée et ensuite j'ai cherché du côté des femmes. Finalement, je suis tombée sur une photographe qui faisait des portraits de peintres. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Dans ce même souci de dénoncer les assignations identitaires, Olivia démontre leur absurdité en dressant un portrait de sa mère, qui met en parallèle l'infériorisation dont elle est l'objet et ses qualités pourtant exceptionnelles. La valorisation de ses capacités sportives et intellectuelles (« c'était quelqu'un de sportif, une star de l'escalade à Fontainebleau, et qui avait été pressentie pour faire l'Annapurna avec un groupe de femmes ») contrastent avec la position dans laquelle elle est maintenue (« je voyais une mère qui était une femme ménagère soumise »).

« J'avais, je pense, une famille qui avait des aspects en avance sur son temps, mais un père très autoritaire et une mère **qui avait fait de bonnes études** à partir d'un petit village où elle a été brillante élève, elle a réussi à devenir professeur de gymnastique. Il y a eu la guerre de 40 et mon père, avant de partir, **lui a fait un enfant**, et ce bébé c'était moi. **Elle a donc abandonné son métier.** Elle était en plus tuberculeuse et vivait sous le toit de ma grand-mère paternelle qui n'était pas une femme très drôle, et plutôt sévère. Elle lui a très probablement fait payer le fait qu'elle lui a pris son fils unique. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

« Ma prise de conscience découle de la guerre d'Algérie, de la lecture du *Deuxième sexe*, d'une adolescence où j'ai tout de suite regimbé sur la drague masculine, la façon

de parler du sexe de mon père et de la plupart des hommes... parce que mon père n'était pas tellement original ! Il était dans un excès d'obscénités par rapport aux autres hommes mais bon quelque part il traduisait, **il mettait sur la table familiale ce que d'autres hommes plus pudiques ou hypocrites cachent tout en n'en pensant pas moins. Et ça me faisait beaucoup souffrir, me rebeller.** Ainsi que **la façon dont ma mère était effacée et traitée, muette et laissant mon père penser et parler à sa place y compris sur ses sentiments. Elle se contentait d'un pauvre sourire que je trouvais triste. Ma mère sur les photos a un air extrêmement triste.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

La façon dont elle décrit son père vient aussi signifier l'absurdité de la hiérarchie entre les sexes, ce dernier occupant une position dominante alors qu'elle le présente comme obscène, paresseux et peu courageux, soulignant entre autres son non engagement dans la Résistance pendant la guerre.

« Plus tard ils ont eu une pharmacie dans un village, j'ai retrouvé une photo où j'étais sur les genoux de mon père et à l'arrière-plan il y avait une pharmacie, mon père avait une formation de pharmacien. Donc il avait fait des études ? Oui. Mais c'est un type qui s'est un peu rattrapé au dernier moment, du fait que ma mère était malade, **il a dû bosser. Il se vantait d'être assez paresseux, par opposition à mes grands-parents qui eux se levaient extrêmement tôt, se couchaient extrêmement tard et avaient été des gens très durs à la peine pour sortir de leur condition modeste, paraît-il.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

« Il n'a pas non plus été un Résistant et développait une certaine hargne sur la Résistance quelque peu suspecte, **en contradiction avec son idéal d'en avoir de macho peut-être.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Néanmoins, le portrait qu'elle dresse de son père permet d'observer que son refus des étiquettes ne se réduit pas à sa critique des identifications genrées. Elle semble apporter de la valeur à tout ce qui atteste d'une liberté à l'égard d'institutions contraignantes : elle présente ainsi son père comme non encarté bien que communiste. De plus, elle marque la distance de ce dernier à l'égard du stalinisme, dont on peut voir dans l'ensemble de l'entretien qu'il incarne la figure par excellence du système liberticide. Nous verrons dans la façon dont elle parle de son engagement féministe que les organisations de gauche sont souvent constituées

en repoussoirs dans son récit de vie, en étant soit directement associées au système soviétique, soit présentées comme enfermantes et contraignantes.

« Mon père, a été au parti communiste, mais s'est retiré, a rendu sa carte... **je ne sais pas s'il avait une carte d'ailleurs, il n'était pas du genre à prendre une carte...** en tout cas il a cessé de croire aux idées communistes à cause du pacte germano-soviétique. **Et il m'a beaucoup appris sur le stalinisme** autant qu'on pouvait le faire à l'époque bien avant Soljenitsyne. J'ai lu Victor Serge par exemple que j'ai trouvé dans sa bibliothèque. Il a viré trotskyste, puis PSU au moment de la guerre d'Algérie, puis petit à petit homme de droite en faisant l'expérience de la position de patron dans l'usine de mon grand-père à Saint Quentin. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Si compte-tenu des positions politiques d'Olivia, on peut imaginer qu'elle n'approuve pas le passage de son père de la gauche à la droite, le fait qu'elle signifie ce revirement semble s'inscrire dans son refus général des identités figées. Du trotskysme à la droite, en passant par le PSU, le parcours politique de son père peut être considéré comme une des expressions de l'absurdité des phénomènes d'étiquetage. Autre exemple, lorsqu'elle évoque le malaise de sa mère dans la ville de Saint-Quentin, elle explique qu'elle souffrait « de devoir vivre à Saint-Quentin, qui est une ville du nord austère où les bourgeois et les autres classes ne se mélangent pas ». Cette explication peut être interprétée là encore comme une façon d'inviter à la déconstruction des catégories, en l'occurrence de classes, et de prôner une indépendance des individus à l'égard des frontières identitaires.

Enfin, dans la façon dont elle raconte comment elle a vécu Mai 68, Olivia continue de signifier son refus de se sentir enfermée dans un groupe et/ou dans une identité associée à toute appartenance collective. Ainsi, toujours en faisant référence à la figure repoussoir du stalinisme, elle explique que pendant les événements de mai, elle a préféré garder une position distanciée, naviguant de groupes en groupes mais sans s'ancrer dans un collectif précis.

« Pendant que j'étais assistante de Denise Colomb, un soir j'ai entendu un barouf, des éclatements. Et donc j'ai été attirée au Quartier latin et c'est là que j'ai vu les barricades de Mai 68. **Je me suis mise à aller régulièrement voir ce qui se passait mais en me tenant quand même très à distance du fait que je me disais "ces petits jeunes gens ils sont quand même inquiétants, c'est une révolution", mon père m'a tellement dit que les révolutions enfantaient des monstres comme le stalinisme que**

je ne me suis pas engagée dans Mai 68, j'ai été une touriste, mais avec un grand intérêt. J'ai même assisté à des choses qui m'ont inquiétée. Par exemple, au théâtre de l'Odéon, il y a eu le procès de l'art bourgeois de Jean-Louis et Madeleine Barrault et ça m'a assez refroidie. C'était pour moi des signes de stalinisme naissant. Ça c'était quoi exactement ? Je ne connais pas du tout. C'était des gens qui avaient investi le théâtre de l'Odéon et qui avaient déjà fait un pillage des costumes de théâtre, c'était quand même des costumes d'un très grand niveau artistique. N'importe qui prenait la parole, et on entendait pas mal d'idioties exaltées. À un moment donné, **il y a eu le procès de Jean-Louis et Madeleine Barrault qui étaient accusés de faire du "théâtre bourgeois", eux ils étaient en plein remake stalinien.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

De la même façon, lorsqu'elle évoque les déménagements successifs que ses parents lui font vivre, suite au décès de son frère, elle regrette certes ces changements qui la fragilisent scolairement, mais continue ainsi à se construire une image d'électron libre, qui « se dépatouille tout seul » et qui circule d'espaces en espaces.

« Cet accident mortel a provoqué un séisme de culpabilité, et de dépression dans ma famille. Mes parents **nous ont laissés nous dépatouiller tous seuls avec ça** et nous nous en sommes mal sortis. En plus, comme à la suite de cet accident **ils n'ont pas arrêtés de déménager, nous étions sans cesse arrachés aux gens que nous aimions, nos profs, nos camarades, nos repères, etc.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Au cours de son évocation de 68, Olivia tient à me raconter un épisode important pour elle car il a été l'occasion de sa première prise de parole publique. Pour celle qui se décrit volontiers comme mal à l'aise avec l'expression publique, ce moment est resté comme un événement dans sa trajectoire. Elle l'évoque d'ailleurs de nouveau dans l'entretien projectif, face à la photo 12 montrant une barricade à Paris. Or, il est frappant de voir que même sa première prise de parole militante s'est faite sur le mode de la déconstruction de la distinction classique entre droite et gauche.

« Il y a un autre épisode aussi qui est arrivé, mais c'était déjà la fin de Mai 68, la panique du retour de De Gaulle et de l'appel à voter, je me souviens que j'ai levé le doigt pour prendre la parole et il y a un jeune homme qui a dit "il y a une jeune femme qui veut parler, c'est très rare que les jeunes femmes parlent, écoutons la". Je me suis levée avec les jambes en coton, je me suis sentie devenir toute pâle, et **j'ai bredouillé je ne sais plus trop bien quoi... que la droite faisait parfois la politique de la**

gauche (surtout De Gaulle) et la gauche la politique de la droite (en Algérie Guy Mollet par exemple), et je ne me souviens plus du tout si j'étais contre le vote, ou pour. Je n'étais pas très convaincue que Mai 68 aboutisse à grand-chose, enfin ça a quand même **bouleversé les mœurs**. Il y avait aussi quelque chose qui me plaisait énormément dans Mai 68 c'est que j'allais de ma petite chambre de bonne dans le 8^e arrondissement jusque dans le Quartier latin et je n'étais jamais importunée, **je pouvais adresser la parole à n'importe qui**. Ça c'était merveilleux tout ce flot de gens qui se parlaient. Pour se dire quoi ? Je n'en sais plus rien. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Ce discours rapporté sur la droite et la gauche illustre bien cette forme transversale dans son récit de vie qui consiste à valoriser la liberté à l'égard des normes et donc à déconstruire toute catégorisation. C'est dans cette perspective qu'elle pointe comme aspects positifs de Mai 68 d'une part, l'esprit de liberté qui lui permettait de parler à n'importe qui, et d'autre part, le « bouleversement des mœurs », c'est-à-dire la remise en cause des normes.

c) Un mouvement à soi

Même dans la façon dont Olivia raconte sa participation au MLF, on retrouve une certaine distance critique, signe de la liberté qu'elle prend à l'égard de cette identification. Elle revendique certes son appartenance au mouvement féministe mais sans pour autant lui subordonner son identité individuelle. Son récit est en effet assez éloigné de certaines évocations lyriques, présentes dans d'autres récits de vie, dans lesquelles la rencontre avec le mouvement féministe est présentée comme le moment parfait d'accomplissement du sujet (une « seconde naissance »). Olivia aborde plutôt son entrée dans le MLF sous l'angle de l'humour : elle explique que c'est ce qui a constitué sa principale motivation pour rejoindre le mouvement et tourne en dérision l'accueil qui lui a été réservé.

« Je crois que j'ai fait un petit tour à l'*Idiot international* mais je ne sais plus comment, pour quelle raison... Parce que l'*Idiot international* sortait des articles sur Mai 68 et sur la suite, et j'ai lu dans ce canard un manifeste de femmes qui rendait compte d'un meeting qu'elles avaient fait à l'université de Vincennes, où elles avaient été agressées par les hommes parce qu'elles prétendaient faire un meeting non mixte. **Alors les hommes protestaient, ils ne voulaient pas sortir de la salle, ils les ont traitées de “mal baisées” et elles ont répondu “mais par qui Messieurs ?”**. Bref à

chacune de leurs agressions, elles faisaient des réponses tellement drôles que je me suis dit “il faut que je les rencontre celles-là parce que vraiment elles sont drôles et en plus elles ont l’air de penser les choses que je pense aussi, il va falloir que je les rencontre”. Mais alors méfiante comme j’étais, je leur ai écrit en leur disant “vous voulez faire de l’agitprop, je peux me mettre à votre service en tant que photographe”. Et un jour mon téléphone a sonné et j’ai eu quelqu’un au bout du fil qui m’a dit **de manière très solennelle, que j’ai trouvée un peu ridicule, “ce n’est pas en tant que photographe que tu nous intéresses, c’est en tant que femme”**. Et j’ai été convoquée à un rendez-vous dans le treizième. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

En soulignant le fait qu’elle a trouvé « un peu ridicule » le premier contact avec les militantes du MLF, elle manifeste son indépendance à l’égard du groupe. D’ailleurs, la seule anecdote précise qu’elle raconte à propos de son militantisme dans le groupe de conscience Les Petites Marguerites, est celui d’un moment où elle se retrouve isolée au sein de ce collectif.

« Dans ce groupe j’ai eu un incident marquant. C’est-à-dire qu’un jour il y a une jeune femme qui, avec maladresse, s’est mise à parler d’une affiche de publicité qu’elle considérait comme sexiste. Et pour nous expliquer cette affiche, elle a sorti quelque chose de pas très correct en disant “mais oui vous savez bien c’est cette affiche où il y a une espèce d’horrible gouine”, et **personne n’a réagi sauf moi intérieurement. Moi j’ai senti un écroulement se passer en moi**. Et je suis rentrée chez moi très perplexe. J’ai écrit un mot à Monique Wittig en lui disant “il s’est passé ça à la réunion, personne n’a réagi, j’ai pourtant lu dans votre manifeste que toutes les femmes étaient conviées à participer à la libération des femmes, les hommages, les moches, les imbéciles, les intelligentes, tout le monde, toutes les femmes étaient conviées et voilà qu’il n’y a pas de réactions sur ça. Autrement dit, en clair, le lesbianisme, l’homosexualité. **Donc si vous ne réagissez pas là-dessus je risque de ne pas revenir la prochaine fois**”. Monique Wittig m’a téléphoné en me disant “tu as bien fait de réagir, nous allons poser la question dans le groupe”, elles ont posé la question dans le groupe et là il y a eu un déballage, c’est-à-dire que tout monde avait plus ou moins eu... pas tout monde mais beaucoup de filles avaient soit aimé une fille soit aimé les garçons et les filles, voilà... Donc, du coup, les choses sont devenues plus complexes et plus intéressantes (...) Est ce que les autres personnes ont expliqué pourquoi il n’y avait pas eu de réactions à de tels propos ? Non, non je n’ai pas eu d’échos là-dessus. Mais c’est sûr que ça peut faire peur. Tout le monde devait avoir peur que l’autre réagisse mal. C’est vrai que

l'homosexualité dans la société était tellement réprimée, mal vue, invisibilisée que bon, d'une certaine manière, cette façon de décrire un aspect de l'affiche, tout le monde a fait l'autruche. **Mais elles ont été bien contentes que je soulève le problème. Je crois que j'ai eu l'idée de soulever le problème parce que, dans un groupe gauchiste qui m'avait demandé de faire des photos sur des immigrants portugais, j'avais déjà été confrontée à cette question. Brusquement, je ne sais plus pourquoi, nous avons parlé de l'homosexualité et ils l'ont taxée de "perversion bourgeoise", j'ai écarquillé les yeux, et j'ai répliqué : "Votre révolution vous pouvez vous la garder, je ne la ferai pas avec vous !". Et il y avait le précédent homophobe cubain, si je ne me mélange pas les pinceaux avec la chronologie historique. »**
(Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

A la fin de cet extrait, on retrouve la critique du gauchisme très présente dans le récit de vie d'Olivia et déjà évoquée rapidement. Souvent assimilés au stalinisme, et ici comparés à la dictature cubaine, les mouvements gauchistes font office chez Olivia de figures repoussoirs. Ici c'est leurs pratiques ou discours homophobes qu'elle stigmatise, mais le plus souvent elle leur reproche leur caractère clos et hiérarchisé. Ainsi, lorsqu'elle évoque les modalités de fonctionnement du MLF, c'est en opposition à ceux des groupes gauchistes (« de faire du Mouvement et pas de l'Organisation avec grand chef »). Par ailleurs, la référence au stalinisme est encore présente dans cet extrait, illustrant la récurrence de l'association gauchisme/stalinisme. Alors qu'elle évoque la nationalité de la réalisatrice du film qui a donné son nom au groupe Les Petites Marguerites, elle ne peut s'empêcher de souligner l'opposition au stalinisme des Hongrois et des Tchèques.

« À partir de là, ce petit groupe s'est appelé *Les Petites Marguerites* en référence au film de Věra Chytilová. Je ne connais pas... Je ne sais plus si elle est hongroise ou tchèque, de l'Est en tout cas. **Et eux ils étaient en révolte contre le stalinisme, contre l'ordre stalinien**, et ce film **c'est la révolte de deux gamines qui saccagent tout, qui ne respectent rien**. On a pris ce nom pour se démarquer des noms de groupes politiques classiques. **Nous étions des gauchistes en rupture de ban gauchiste, en plein désamour du gauchisme et des gauchistes, de son machisme et de sa façon de faire de la politique. Nous cherchions confusément autre chose** et parfois avec des idées bien arrêtées de faire autrement, **de faire du Mouvement et pas de l'Organisation avec grand chef**. Et ce groupe Les Petites Marguerites, c'était plutôt un groupe de parole ? Oui, un groupe de prises de conscience. Et nous étions très

influencées par l'histoire du *Women's lib* aux États-Unis, Monique Wittig était très férue du *Women's lib* aux États-Unis. Et c'était elle qui vous faisait connaître ça ? Oui c'est elle qui nous faisait découvrir tout ça. Mais dans ce groupe il y avait aussi **Christiane Rochefort qui était quelqu'un qui avait énormément d'humour, qui avait des idées à tendance plutôt anarchistes, plutôt individualistes.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

En mettant en avant les tendances anarchistes et individualistes de Christiane Rochefort¹, Olivia dessine une opposition claire entre d'un côté, les mouvements gauchistes (et plus particulièrement les communistes) présentés comme totalitaires, et de l'autre côté, les mouvements des femmes, plus aptes à laisser les individualités s'exprimer librement. L'extrait ci-dessous explicite cette mise en opposition du communisme et des mouvements féministes :

« À Paris, ce qu'on découvre c'est que les photographes n'ont pas gardé leurs archives. Les agences n'ont pas gardé les archives de cette époque-là. C'est incroyable. Alors, par exemple, moi j'ai eu la surprise de découvrir que pour eux les féministes c'étaient par exemple... **Je crois que beaucoup de photographes sont au parti communiste ou quelque chose comme ça... parce qu'on ne retrouve que des réunions de bonnes femmes du PCF et c'est considéré comme le féminisme. C'est incroyable. Alors que le PCF, il était rien moins que féministe. Il a mis du temps à assimiler le problème. Pour eux, comme pour les gauchistes d'ailleurs, il fallait attendre le grand soir, la révolution résoudrait tous les problèmes des femmes. On savait très bien que c'était faux, l'expérience de l'URSS prouvait que c'était totalement faux. Pour le PCF, en plus, le féminisme c'était "des bourgeoises" donc pas valable.** Et vous à cette époque-là vous n'étiez pas par ailleurs dans un parti, un groupe politique, un syndicat ? Non, non. **Moi la manière de fonctionner du mouvement m'a tellement convenue que je n'ai pas eu besoin d'aller chercher ailleurs. Je sais que dans le mouvement, à un moment donné, justement je me suis sentie enfermée par les étiquettes des groupes, par les tendances. Et j'ai même écrit un texte contre les tendances qui est paru je crois dans *l'Idiot international*,**

¹ Christiane Rochefort (1917-1998) est une écrivaine, deux fois lauréate de prix littéraires prestigieux (Prix de la Nouvelle Vague en 1958, Prix Médicis en 1988). Elle publia plus d'une quinzaine de romans, quelques essais et consacra une grande part de son temps à la musique, au dessin, à la peinture et à la sculpture. Elle participe activement au MLF dans les années 1970 et en particulier à la création de Choisir la cause des femmes, en juillet 1971, avec Gisèle Halimi (avocate), Simone de Beauvoir, Jean Rostand (académicien) et Jacques Monod (prix Nobel de médecine).

non pas dans l'Idiot international, dans Libération je crois et puis dans un journal féministe, je ne me souviens plus du nom. Il faudra que vous retrouviez ça. Tout ça ça se retrouve à la bibliothèque Marguerite Durand. Ce que vous n'aimiez pas, c'était le côté cloisonné ? **Oui c'est ça, les tendances, on vous enferme dans une tendance et si vous ne correspondez pas à cette tendance tant pis. Il faut que vous acceptiez. Et en général, ça sclérose votre pensée. Ça devient du dogmatisme, de l'idéologie. Ça manque de vie.** Donc à partir de là... même avant j'ai fonctionné sur des affinités avec un petit nombre de copines, d'amies, avec J., F., T., H., on a fait le "Sexisme ordinaire" comme ça et grâce au fait que Simone de Beauvoir nous avait facilité l'entrée aux *Temps Modernes*. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Dans cet extrait, Olivia exprime bien son refus des « étiquettes » (« on vous enferme dans une tendance »), déjà identifié dans la sous-partie précédente à propos d'autres de ses souvenirs. D'ailleurs, même dans le mouvement – dont elle reconnaît qu'il lui a offert les espaces de liberté auxquels elle aspirait – elle souligne qu'elle a pu se sentir contrainte à certains moments (« enfermée par les étiquettes des groupes »). Malgré tout, c'est l'esprit de liberté qui régnait dans les AG aux Beaux-Arts et la possibilité qui lui était offerte – selon les actions et selon ses envies – de passer d'un groupe à l'autre (comme en 68) qu'elle semble retenir et apprécier de son engagement au MLF. Le mouvement lui laisse la possibilité de personnaliser son engagement et ainsi de se l'approprier.

« Ça criait dans tous les sens, il n'y avait pas de chef, il n'y avait pas de prises de parole organisées donc **tout monde prenait la parole selon ses envies**. Il y avait toutes sortes de propositions qui fusaient de toutes parts. **Et chacune allait où bon lui semblait. Moi je n'étais pas "lutte des classes" mais j'allais à des manifestations "lutte des classes"**. Je me souviens qu'à l'époque où Geismar a été mis en prison, les gauchistes étaient arrivées avec un rendez-vous et un tract classiquement "lutte des classes", et nous on est arrivées avec un autre tract et elles ont immédiatement jeté leurs tracts aux paniers pour prendre le nôtre. **Vous voyez, il y avait un état d'esprit très ouvert de la part de beaucoup de gens, de goût pour des expériences nouvelles, avec de l'humour, de la rigolade.** Il y avait la non mixité qui posait un problème à certaines femmes, qui débarquaient dans ce brouhaha infernal où on ne savait pas comment il pouvait sortir tant de choses intéressantes mais de fait... Il y avait beaucoup de grandes gueules et beaucoup de personnes qui ne disaient rien, et ça pouvait paraître choquant par rapport à une organisation où il y a quelques chefs

désignés qui ont le droit à la parole et des tas d'autres qui se la ferment, eh bien là il y avait beaucoup de grandes gueules mais beaucoup de grandes gueules qui l'ouvraient ! Alors c'était une atmosphère survoltée, passionnée, c'était épuisant. Et puis après on se retrouvait dans les cafés. On avait des problèmes avec les garçons de café parce que toutes ces femmes les perturbaient beaucoup et **nous on était assez odieuses avec eux. On ne faisait pas attention à eux. On oubliait de commander nos verres, après on oubliait de payer, c'était le grand bazar, le désordre et le miracle c'est qu'il en sortait pleins d'idées bien vivantes, une formidable énergie en fusion.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Quand elle décrit le fonctionnement du mouvement, elle souligne bien la possibilité pour les individus d'y être engagés sans appartenir précisément à un groupe. Elle valorise ce respect de la liberté individuelle dont on comprend qu'elle est fondamentale pour elle.

« Si vous voulez, les groupes étaient tout de même d'accord pour être dans un ensemble qui s'appelait le Mouvement de libération des femmes. Mais ça ça n'appartenait à personne. **Et puis il y avait toujours quand même des gens qui refusaient d'être dans aucun groupe, qui étaient des individus qui vadrouillaient.** Moi j'ai fait un temps partie des féministes révolutionnaires parce qu'il y avait des gens que j'aimais bien là-dedans, il y avait Monique Wittig que j'aimais beaucoup, il y avait Christine Delphy, il y avait Christiane Rochefort, il y avait Anne Zelensky. Alors là c'est là où je vais avoir des difficultés, c'est pour vous raconter tout ce qu'on a fait ! » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Olivia présente aussi le mouvement comme le lieu d'un épanouissement personnel et d'une prise de confiance en elle. Ainsi, elle raconte comment sa pratique de l'écriture a été initiée par sa fréquentation avec ses copines féministes et leur bienveillance à son égard. Présentant le mouvement comme une « île », un « cocon protecteur et offensif », elle y a trouvé la force pour s'y réaliser personnellement :

« Ah oui il faut aussi que je vous raconte autre chose pour que vous compreniez comment j'ai pu rentrer dans ces "Chroniques du sexisme ordinaire". C'est qu'un jour, justement à propos de la fameuse manifestation sur Geismar, je vendais des photos à *l'Idiot international* et puis le directeur, Jean-Edern Hallier m'a dit "tu ne peux pas me raconter cette manifestation que vous avez faite sur la prison, les femmes en prison et

Geismar ?”, je lui ai dit “oui oui je peux te raconter”, et je lui ai raconté. Il m’a demandé alors de l’écrire, alors je lui ai dit “mais Jean, je ne sais pas écrire”, il m’a mis une machine à écrire sur la table, une chaise sous les fesses, j’étais devant cette machine et je me suis mise à taper, j’ai écrit un petit texte qu’il a trouvé très bien. **Et puis je suis allée lire ce texte à mes amies féministes révolutionnaires, Monique Wittig etc., qui m’ont chaleureusement applaudie. Et vous savez quand on est comme ça, aimée par ses copines, ça flanque un jus pour continuer, renouveler l’expérience, qui a abouti aux “Chroniques du sexisme ordinaire” dans *Les temps Modernes*.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

« Alors dans les “Chroniques du sexisme ordinaire”, on s’est pris des pseudonymes, ça nous facilitait l’écriture évidemment, de prendre les positions les plus audacieuses sans craindre quoi que ce soit. Et puis aussi **on s’encourageait les unes les autres, on se corrigeait les unes les autres notre français, nos fautes d’orthographe, moi j’en faisais énormément donc j’avais vraiment besoin d’être aidée par mes amies. Et puis j’avais aussi une pensée, des audaces de pensée, mais j’avais besoin que mes copines me disent “oui c’est bien”, sinon je crois que je n’aurais pas osé penser ce que je pensais jusqu’au bout. On s’encourageait, se protégeait les unes les autres.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Finalement, si elle revendique une appartenance au mouvement féministe, en dépit de sa méfiance à l’égard de tout ce qui dilue l’identité individuelle dans des catégories, c’est parce que celui-ci lui a permis de s’affirmer comme individu (au travers de l’écriture notamment) et de tracer son propre chemin en son sein. Il lui a offert les conditions pour s’exprimer librement, soit en lui permettant d’écrire ses positions radicales en bénéficiant du soutien du groupe, soit parce qu’il a été un espace non mixte propice à la libre expression des femmes :

« Il faut bien se rendre compte que la lutte sur l’avortement c’est sur des années et des années que ça a duré. Et ce n’est peut-être pas terminé. Parce qu’il y a des gens qui essayent de remettre ça en question. Donc la non mixité... ce dont on se rendait compte c’est que **les femmes qui venaient étaient très rapidement conquises par la non mixité parce qu’elles y trouvaient une liberté de parole et elles savaient très bien qu’elles ne l’auraient pas sous le regard et le contrôle des hommes. Elles parlaient de leur sexualité beaucoup plus librement.** Et puis c’était surtout quelque chose qui fascinait tout le monde parce que c’était une non mixité mais qui luttait pour instituer

la mixité à l'extérieur, dans la société. Cette mixité à l'époque n'existait pas, il n'y avait pas d'école mixte. Il y avait beaucoup d'endroits non mixtes. Les femmes se faisaient agresser dans la rue etc. Donc nous **on luttait pour libérer ça**, pour justement à partir de la force d'une non mixité, qui était le miroir de la non mixité de la société – cette non mixité que la société nous avait imposée – et bien on la retournait contre elle de façon offensive pour justement que la société devienne mixte. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Le thème de la liberté autour duquel s'articulent nombre de souvenirs d'Olivia est assez cohérent avec sa trajectoire et notamment son rôle de photographe : en se donnant comme mission de figer sur le papier un maximum d'images du mouvement féministe, elle a circulé dans une multitude de composantes de l'espace de la cause des femmes en adoptant une posture toujours ambivalente entre celle de la militante engagée et celle de l'observatrice désireuse de garder le recul nécessaire à la réalisation du meilleur cliché.

Enfin, sans chercher à entrer dans des interprétations psychologisantes, une autre récurrence dans le récit de vie d'Olivia a attiré néanmoins notre attention et peut expliquer en partie la prédominance de la figure de la liberté dans ses interprétations du passé. On observe, en effet, la présence à différents moments de son récit de vie de la figure du (de la) rescapé(e). A plusieurs reprises elle signifie qu'elle (ou un de ses proches) « a failli mourir ». C'est d'abord son cas : dans la prime enfance, où elle a été atteinte de troubles alimentaires graves.

« Moi j'étais une petite-fille qui semble avoir eu, d'après mes parents, des problèmes alimentaires : je vomissais tous mes biberons. **Et ma mère semble avoir eu beaucoup de mal à me sauver la vie, et s'énervait contre moi. Paraît-il, j'aurai frôlé la mort et, d'après ses dires, je ne désirai pas vivre !** Je lui laisse la responsabilité de ces propos. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Puis, elle évoque le fait que son père a failli lui aussi mourir, blessé par une bombe pendant la guerre.

« Il a été prisonnier de guerre, il a travaillé pour les Allemands, mais pas en Allemagne. **Et à la guerre il a failli mourir.** Une bombe est tombée et son ami est mort sur son dos en le protégeant de ce fait. Il a été épargné grâce à la mort de son pote, ce devait être un souvenir pas du tout léger. Donc j'imagine qu'il a quand même

été marqué... Oui, et quand il a été opéré et endormi il a dit “il valait mieux que ça soit mon ami que moi, qui suis père de famille” et je crois qu’il a gardé une certaine honte d’avoir lâché ces propos, une culpabilité. » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Elle revient aussi sur le fait que son frère a été appelé pour la guerre d’Algérie mais qu’il a réussi à en être dispensé, évitant ainsi une confrontation de plus entre sa famille et la mort. Enfin, elle évoque l’accident de voiture qui a causé la mort de son autre frère et auquel a survécu le reste de la famille. Elle en parle en mettant en évidence le fait sa mère a « failli mourir » à cette occasion.

« Si vous voulez, mes parents ont dû aller à Saint-Quentin pour faire la relève de mon grand-père qui avait une usine de bonbons et donc ma mère souffrant de devoir vivre à Saint-Quentin, qui est une ville du nord austère où les bourgeois et les autres classes ne se mélangent pas, nous faisons donc sans arrêt un aller-retour entre Saint-Quentin et Fontainebleau. **Et sur cette route, nous avons eu cet accident mortel. Ma mère a eu onze fractures et a failli mourir et mon petit frère est mort en recevant la voiture sur la tête.** Cet accident mortel a provoqué un séisme de culpabilité, et de dépression dans ma famille.» (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

La récurrence de cette figure du rescapé(e) ou du survivant(e) permet de mieux comprendre l’attachement d’Olivia à la liberté. Présenter son histoire et celle de sa famille comme celle de survivants vient compléter le portrait d’une femme qui revendique le fait de ne pas s’embarrasser de normes contraignantes parce que consciente de la fragilité de la vie.

d) Un entretien projectif centré sur l’anti-stalinisme et la valorisation des figures de la liberté

Les motifs narratifs récurrents dans le récit de vie d’Olivia sont aussi présents dans son interprétation des photos de l’entretien projectif. On retrouve son attachement à la notion de liberté qui se traduit principalement de deux façons dans son entretien projectif : elle continue de construire le stalinisme (et avec lui plus largement les communistes et « groupes gauchistes ») comme repoussoir car liberticide ; et elle valorise tout ce qui va à l’encontre des normes de genre traditionnellement définies.

On retrouve ces deux dimensions dans la façon dont elle évoque Simone de Beauvoir, qui constitue, pour elle, l'origine de son féminisme et qui est donc la première grande figure qu'elle cite spontanément.

« Et est-ce que dans l'histoire des femmes, tu as des figures qui te paraissent particulièrement importantes pour toi ? C'est-à-dire que je ne suis pas une historienne donc j'aurai beaucoup de mal à te répondre là-dessus. **Je sais que mon féminisme vient plutôt de Simone de Beauvoir.** Simone de Beauvoir, quelle importance elle a pour toi personnellement ? C'est la personne que j'ai lue quand j'avais seize ou dix-sept ans et que j'étais dans un malaise, un très grand malaise, je ne savais pas quoi faire de ma peau, de mon adolescence, je me sentais assez brimée par un certain nombre de garçons, notamment les garçons de ma famille. Pourtant j'ai eu une enfance assez privilégiée parce que je jouais avec mes frères aux mêmes jeux qu'eux etc. mais enfin arrivée à l'adolescence brusquement il y a eu une barrière et j'ai été dans un très grand mal-être. Et Simone de Beauvoir m'a fait comprendre une partie des raisons de mon mal-être. Et notamment ce qu'on appelle la condition des femmes. J'avais aussi une mère qui était une grande sportive et qui n'a pas pu déployer totalement ses capacités, et qui était réduite à être la bonniche de mon père, pour parler grossièrement. Donc Simone de Beauvoir, c'est plus par l'aspect de ce qu'elle a écrit que par elle ? C'est *Le Deuxième sexe*. Après je l'ai connue avec les "Chroniques du sexisme ordinaire". **Et puis j'avais des réserves aussi sur le couple Sartre / Beauvoir, notamment par rapport à leurs positions sur le marxisme, sur le communisme des pays du bloc soviétique. J'avais des réticences sur eux.** Et je crois que je n'ai pas su l'apprécier non plus comme romancière. Je ne suis pas sûre qu'elle ait fait avancer terriblement le roman. Mais enfin bon je pense que je n'ai peut-être pas su voir ses apports dans ce domaine-là. Ceci dit, j'ai quand même lu *L'invitée* avec beaucoup de passion. C'est surtout *L'invitée* que je retiens. Mais comme personne humaine, moi je l'ai connue avec les "Chroniques du sexisme ordinaire", et **je trouvais que c'était une personne assez... avec un aspect physique pas très engageant, un peu... ohlàlà, je n'ose même pas le dire, un peu mémère. Mais bon en même temps c'était quelqu'un qui descendait le whisky,** qui aimait bien manger avec nous et rigoler, donc voilà... Moi je sais aussi que j'ai appris des choses sur la manière dont elle vivait avec d'autres copines, celles qui étaient autour de moi, et j'étais toujours étonnée, je me disais "ah bon, elle a l'air plus marrante qu'elle ne m'en donne l'impression". Mais bon je crois aussi que nous on était impressionnées alors on était peut-être un peu réfrigérantes aussi. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, introduction)

Ainsi, malgré l'attachement qu'elle a pour Simone de Beauvoir, Olivia regrette ses positions prosoviétiques. De plus, dans la logique de son refus des étiquettes, elle la décrit comme quelqu'un qu'il serait difficile de catégoriser, la définissant à la fois comme « mémère » et comme « quelqu'un qui descendait le whisky ». En convoquant également le souvenir de Jeanne d'Arc, travestie en homme pour mener son épopée guerrière, et en évoquant les « femmes qui ont écrit en prenant des pseudos masculins », elle met l'accent sur ce brouillage des identités, déjà valorisé dans son récit de vie.

« Ce que j'ai appris aussi à l'école, alors là à l'école, c'est qu'il y a toujours eu des femmes exceptionnelles. **Jeanne d'Arc pour ne citer que la plus célèbre.** Mais il y a aussi la dame qui est montée à l'échafaud en disant **“Liberté que de crimes on commet en ton nom”**. Qu'est-ce qu'il y a eu encore ? Jeanne Hachette. Il y a toujours eu des femmes exceptionnelles. Il y a **des femmes qui ont écrit en prenant des pseudos masculins**, Louise Labé, des femmes poètes, il y a eu Sapho. Il y a toujours eu, dans toutes les époques, des femmes exceptionnelles. Et ça je l'ai appris à l'école. Elles te faisaient rêver ? Oui. Je pense que **c'est important de savoir qu'il y a des femmes qui échappent à la condition des femmes, qui arrivent à soulever le couvercle et à s'accomplir d'une certaine manière.** » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, introduction)

On retrouve également, dans cette citation, l'importance accordée par Olivia à la notion de liberté, qui par une association d'idées joint au souvenir de Jeanne d'Arc celui de Madame Roland, l'auteure de la phrase « Liberté que de crimes on commet en ton nom ».

La critique du communisme très présente chez Olivia se retrouve dans ses interprétations des photos n° 4, 8, 12 et 25. Ainsi, confrontée à la photo n°4, représentant des femmes de ménage de la CGT manifestant pendant l'entre-deux-guerres, elle parle de « récupération » et d'« instrumentalis[ation] des femmes pour leurs propres buts ». Face à la photo n°8, qui montre une femme mettant un bulletin dans une urne, sur laquelle il est écrit « La Femme doit voter », Olivia m'explique qu'elle connaît peu de choses sur la lutte en faveur du droit de vote et regrette dans le slogan l'usage du singulier pour désigner les femmes. Je lui demande alors si elle vote et sa réponse donne lieu, encore une fois, à une critique du système soviétique :

« J'ai eu une certaine période où je ne votais pas. Je ne me rendais pas compte de l'importance du vote, je ne me rendais pas compte non plus de l'importance d'être dans une démocratie. Je ne m'en rendais pas compte. **C'est peu à peu, au fur et à mesure que j'ai appris des choses sur la dictature du prolétariat en URSS et ce à quoi ça a abouti. Et puis aussi en voyant que les mouvements d'émancipation venaient plus du côté de l'Amérique que du côté de ces pays-là, j'ai commencé à me dire que la démocratie était une chose extrêmement importante.** Et le vote, c'est ce qui va avec. Sinon, plus jeune, je ne votais pas. J'ai commencé à voter à partir de l'arrivée de la gauche au pouvoir en 81. C'est une question importante que tu poses là. Ce que je sais par rapport au vote, c'est que la gauche par exemple s'opposait au droit de vote des femmes parce qu'elle pensait qu'elles voteraient mal parce qu'elles étaient beaucoup plus influencées par l'Eglise que les hommes. Et puis on s'est aperçu que tout ça c'était des raisonnements faux, plutôt des préjugés qu'autre chose. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 8)

La photo n°12 de la barricade à Paris lui inspire aussi une critique des systèmes communistes (soviétique, chinois et cubain). Le terme de procès utilisé pour qualifier la critique adressée au théâtre de Jean-Louis Barrault fait écho à l'image des « procès staliniens » déjà évoqués dans son récit de vie.

« Je suis très peu allée voir Mai 68. Je suis allée assez je crois vers la fin. J'étais un peu méfiante parce que **je craignais que ça vire révolution marxiste et je n'en voulais absolument pas étant donné les précédents de l'URSS, du maoïsme, de Cuba et autres exemples désastreux.** Donc moi j'étais un peu touriste, je regardais, il y avait des choses qui m'effrayaient un peu. Tout le monde prenait la parole pour dire n'importe quoi, **on faisait des procès à des gens comme Jean-Louis Barrault en disant qu'il faisait du théâtre bourgeois,** je me suis dit "ohlàlà ça commence à tourner mal, je n'avais pas très envie...". Ah si il y avait des aspects très sympathiques, par exemple moi je pouvais aller me balader dans la rue à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, je n'étais pas importunée. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 12)¹

Encore une fois, elle conclut son évocation des systèmes communistes par une phrase valorisant la liberté, destinée à contraster avec ce dont il vient d'être question. Enfin, face la

¹ Cette citation, très proche d'un extrait de son récit de vie cité plus haut, traduit le caractère très stable, pour ne pas dire figé, de son récit de 68.

photo n°25 de François Mitterrand en 1981, elle décrit la chute de l'URSS comme la cause de l'ensemble des défaites socialistes qui ont suivi.

« Alors ça c'est l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, l'arrivée de la gauche au pouvoir. Alors moi j'ai voté. J'ai voté Mitterrand. Mais pas avec enthousiasme. C'est peut-être parce que je n'aime pas trop le pouvoir. Je crois que si on me disait demain tu prends le pouvoir, je prendrai mes jambes à mon cou, j'aurais extrêmement peur. C'est vrai que Mitterrand il s'est avéré un personnage assez controversé et controversable. Maintenant, il a fait arriver la gauche au pouvoir. Il lui a peut-être permis d'évoluer parce que Dieu sait où en seraient les socialistes s'ils n'avaient pas un peu goûté au pouvoir. C'est vrai que d'être confinés à l'opposition ce n'est pas bon non plus, je ne pense pas que ça soit bon non plus pour faire évoluer un parti. Et le parti socialiste c'est un parti de pouvoir, c'est un parti qui doit penser au pouvoir, qui doit l'exercer, apprendre à l'exercer, et à ouvrir des perspectives aux gens qu'il prétend défendre. Finalement, **le parti socialiste il est plombé je crois par le fait que la fin de l'URSS, du marxisme, dans lequel il avait quand même un engagement très important, il n'arrive pas trop à trouver de nouvelles façons de se penser dans les sociétés dans lesquelles nous vivons.** Moi là pour l'instant je pense comme Bernard Henri Lévy qu'ils sont à l'état de cadavre. Alors ça ne veut pas dire pour autant que je suis Sarkoziste, parce que Sarkozy c'est aussi un problème. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 25)

C'est au travers du prisme de la liberté et de la possibilité des femmes de s'affranchir des règles qu'Olivia analyse la photo n°6 de la partition « Elle s'était faite couper les cheveux ».

« Je pense que c'est la garçonne, l'arrivée de la garçonne. De même que les idées bougeaient, les vêtements... quand les femmes sont emprisonnées par les idées, elles sont aussi emprisonnées dans des carcans vestimentaires, et **quand elles se libèrent, il y a aussi un mouvement de libération au niveau de la coiffure, de la façon de s'habiller, il y a une liberté qui se met en place, même au niveau des vêtements. Les garçottes on les voit aussi fumer, beaucoup d'interdits sautent, tout ce qui est interdit et réservé aux hommes, les femmes s'en emparent. Elles se sont emparées de la voiture, de la cigarette, elles se sont mises à monter à cheval, plus en Amazone mais autrement, elles ont fait du sport. Elles ont eu des amants. Voilà.**

J'oublie certainement plein de choses. Et toi dans ton parcours personnel, est ce que le fait de te couper les cheveux tu as eu l'impression que le regard était différent ? Oui, beaucoup de gens me disaient "bonjour Monsieur", et quand c'étaient des gros Malabar, je prenais un plaisir fou à leur dire "bonjour Madame", **j'ai même été agressée dans le style "tu sors de Buchenwald", des choses comme ça. Moi je m'étais faite couper les cheveux, j'ai un petit frère qui est mort dans un accident de bagnole, et je pense que j'ai cherché plus ou moins à prendre sa place.** Je n'ai pas toujours été avec les cheveux très courts. Et d'ailleurs chez moi je ressens qu'il y a sans arrêt une espèce de basculement de cheveux que je veux avoir longs, aux cheveux que je veux avoir courts. **Je suis sans arrêt comme si j'étais déchirée.** » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 6)

Outre l'analyse en termes de libération, cette interprétation de la photo fait écho à d'autres récurrences présentes dans le récit de vie. L'allusion au camp de concentration de Buchenwald peut être reliée à la figure du survivant(e) présente dans le récit de vie. D'ailleurs, juste après, Olivia relie ses cheveux courts au décès de son frère, ce qui laisse penser qu'il existe, comme nous le suggérons plus haut, des connexions entre ces différents éléments (décès de son frère / image d'elle-même comme une survivante / accent mis sur la liberté) dans sa mémoire personnelle. En finissant par la phrase « je suis sans arrêt comme si j'étais déchirée » elle achève de mobiliser l'ensemble des catégories structurantes de sa mémoire, à savoir le refus de l'enfermement dans une catégorie ou une identité.

Olivia semble apprécier les moments pendant lesquels les identités sont brouillées. C'est le cas, selon elle, pendant les guerres. Ainsi, devant l'affiche du film *Les femmes de l'ombre* de Jean-Paul Salomé, elle présente la Résistance comme une période propice à la déconstruction des identités de genre.

« Et je trouve que ça met aussi en cause quelque chose d'important qui est le courage appartient aux hommes parce qu'ils ont des couilles, et pas aux femmes parce qu'elles n'en ont pas. **Ce truc de "il a des couilles", il en a pris un grand coup pendant cette guerre. Parce qu'il y a les femmes qui faisaient de la Résistance et il y a les femmes qui ont pris les manettes de l'économie,** qui ont travaillé dans les usines, les champs, c'était aussi des héroïnes d'une certaine manière. **Alors qu'on leur avait ressassé qu'elles étaient des incapables, elles ont prouvé qu'elles étaient capables.** Ça ne devait pas être si facile que ça. Et puis c'est une guerre aussi qui a un peu

mélangé les civils et les militaires, parce que les civils ils en prenaient plein la gueule avec les bombardements. Il n'y avait plus tellement d'endroits où on était à l'abri de la guerre. **Je pense que même dans la Résistance, on leur a aussi donné des rôles traditionnels d'infirmières, mais ça a quand même un peu fait éclater les cadres traditionnels.** » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 6)

C'est aussi parce qu'elle se montre désireuse de voir « éclater les cadres traditionnels » qu'elle dit apprécier les figures de Jeanne d'Arc et George Sand.

« George Sand, c'est les clichés, c'est la femme qui s'habille de façon masculine. Moi, de toute façon, **j'ai toujours été plus ou moins intéressée par les femmes qui se sont habillées en hommes. Ça m'a toujours intéressée. Parce que ça correspond un peu aussi à mon histoire à moi.** Moi j'ai été traitée comme un garçon manqué. Je préférais les habits masculins aux habits féminins. **Je n'ai pas porté des habits féminins et quand j'en ai porté je me suis toujours sentie très contrainte.** Il y avait des endroits où je ne pouvais pas y échapper et ça m'énervait au possible. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 26)

« C'est une figure [Jeanne d'Arc] qui peut faire rêver une petite fille quand même. Je ne sais pas si ça a fait rêver toutes les petites filles, je n'en sais rien, mais moi je sais que les films de Besson, de Dreyer etc., moi j'étais très émue par le personnage de Jeanne d'Arc. C'était une femme qui avait une façon de répondre à ses geôliers, à ces hommes d'église etc., d'une manière géniale quoi. **Alors ça donne une autre image des femmes que celle à laquelle on veut t'habituer, te conformer.** Quelque part ça te donne une âme rebelle. **Elle c'est une rebelle extraordinaire parce qu'on prétend que c'est une bergère donc tu vois elle échappe aussi à sa classe sociale.** C'est un sacré personnage. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 14)

Olivia valorise chez Jeanne d'Arc aussi bien sa capacité à aller contre ce qu'on attend traditionnellement d'une femme, que sa faculté à « échapper » à sa classe sociale. Cette volonté de déconstruire les identités, de signifier une liberté à leur égard, guide fortement les évocations du passé réalisées par Olivia. L'interprétation qu'Olivia fait du tableau *Les deux amies* de Tamara de Lempicka semble à elle seule résumer ce positionnement.

« Ça c'est Lempicka. Là c'est pareil, je ne connais pas trop mais apparemment c'est un bon peintre. C'est des choses d'amours lesbiens, **ou dits lesbiens parce que là aussi, moi je suis assez réticente sur les étiquetages. Il y a les hétérosexuels, il y a les**

homosexuels, et on ne sort pas de ça alors que, dans une vie, on peut être hétéro à un moment, homo à un autre moment, bi à d'autres, etc. On n'a pas à être enfermé dans l'hétérosexualité ou dans l'homosexualité, ou dans la bisexualité, ou je ne sais pas quoi encore, le masochisme etc. On n'a pas à être enfermé toute sa vie dans un truc comme ça. On fait des rencontres. Ça c'est les luttes qu'on a à mener. Faire voler en éclats toutes ces étiquettes. Et il y a des gens, que ce soit chez les féministes, ils te renferment dans des étiquettes. Femmes, hommes, hétéro, homo, je te mets une étiquette, je t'épingle comme un papillon et tu ne bouges plus. C'est commode. C'est très commode. C'est beaucoup plus commode que d'essayer de réfléchir à quelque chose en mouvement, à quelque chose qui change, qui est complexe. Mais bon elle elle rend visible quelque chose qui était invisible, c'est important. Et puis elle a du talent. C'est sûr qu'elle a du talent.» (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 23)

Enfin, dans l'entretien projectif d'Olivia, on constate l'influence sur ses interprétations du passé du débat sur le voile, et plus largement du lien établi, depuis 2002, dans le débat public, entre sexisme et islam. Ainsi, quand je l'interroge sur ce qui, selon elle, est important dans l'histoire des femmes, elle répond immédiatement le droit à l'avortement puis aborde le sujet de la laïcité sous l'angle de la question islamique.

« Avant nos luttes, il y a eu d'autres luttes, par exemple **la laïcité remonte à la surface comme une chose très importante à défendre**. Il me semble aussi bien pour les pays occidentaux qu'ailleurs, où il y a des théocraties totalitaires qui actuellement menacent le monde, menacent d'une troisième guerre mondiale etc. **Cette histoire de la laïcité, qui a été une lutte qu'on croyait terminée, voilà que brusquement elle revient au-devant de la scène. Alors nous on a obtenu la séparation de la religion et de l'État, maintenant il y a plein de pays qui n'ont pas encore accédé à ça. Et notamment, je pense que l'islamisme est une chose très dangereuse, qu'ils cherchent... Ils promeuvent un impérialisme, ils veulent conquérir le monde, on n'est pas à l'abri d'avoir des reculs absolument inimaginables, comme les femmes voilées par la burqa, ou même par un simple voile, qui nous semblaient impossibles à prévoir, impossibles à imaginer il y a quelques années. Parce que même, par exemple, les immigrés qui venaient d'Algérie etc. à une certaine époque, il n'y avait pas ce problème du voile, qui ne menace pas seulement les blanches, qui menace toutes les femmes. Notamment, en premier lieu, les femmes des banlieues. La preuve que**

ce problème est très dangereux c'est qu'il y a des féministes et des gauchistes qui couvrent... qui ne voient pas ce danger, qui voient dans le refus du voile à l'école, la défense de laïcité, une sorte de racisme, ce qui à mon avis est une erreur totale. Et en plus, là-dedans, ils comptent pour peu de choses les femmes immigrées qui se battent pour ne pas être voilées, pour la mixité dans les écoles, le droit de serrer la main des hommes, des choses comme ça. **Le voile ce n'est pas que le voile, c'est tout ce qui va avec. Les mariages forcés, la polygamie...** » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, introduction)

Ces discours s'inscrivent dans une rhétorique générale de défense de la République. Face au dessin de Marianne écrivant le mot laïcité au tableau, Olivia évoque une action du collectif La Barbe, qui avait consisté plusieurs années de suite à affubler de barbes les statues de Marianne à l'occasion du 14 juillet pour critiquer la monopolisation du pouvoir par les hommes dans la République française. Elle se montre critique à l'égard de cette action qu'elle perçoit comme une atteinte à la République.

« [Marianne], c'est le symbole de la République. Alors moi je sais qu'actuellement il y a des nanas qui s'attaquent aux symboles de la République, et je trouve que **c'est un peu embêtant parce qu'on dirait qu'elles ignorent complètement que la laïcité et la République ont été attaquées par des gens comme M. Pétain, les nazis, les collabos, et que c'est grave qu'elles ne se distinguent pas de ce genre de gens.** J'ai vu récemment à Bastille une affiche de la Barbe, où était marqué en gros "la République, je ne sais pas quoi... la barbe !". Et puis, en dessous, elles expliquaient pour quelles raisons elles s'attaquaient aux statues, elles mettent des barbes à toutes les statues républicaines, mais c'était écrit en tout petit et **ce qu'on voyait en gros c'était "République, la barbe !". Moi je ne suis pas d'accord.** Je trouve ça très dangereux de faire des choses aussi inconsidérées, aussi peu réfléchies, aussi peu politiques. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 5)

Dans le cadre d'échanges informels, Olivia m'avait déjà parlé de cette action et avait ajouté au discours républicain, déjà présent dans cet extrait, le regret que le collectif La Barbe ne s'attaque pas aux « vrais barbus » (désignant ainsi les islamistes) plutôt qu'à la République. Ces citations permettent de mieux comprendre certaines de ses évocations du passé dans son récit de vie. En effet, Olivia présente la guerre d'Algérie comme un moment déterminant de son engagement pour la cause des femmes.

« Mon frère n'est pas parti parce que c'était la fin de la guerre et donc ils étaient très coulants les militaires. Il y avait les explications les plus abracadabrantes pour y échapper ; et ça marchait parce que l'armée savait que c'était la fin de cette guerre et qu'elle était perdue. **Je pense que la guerre d'Algérie a été très très importante aussi pour me mettre dans la tête le concept de racisme et j'ai évidemment, de là, fait découler probablement la logique du racisme de sexe, que les féministes ont appelé le sexisme. Je pense que ça a forgé chez moi une réceptivité au féminisme.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Mais, plus loin dans son récit de vie, elle relit ses positions anticoloniales de l'époque au prisme du débat présent sur le voile et remet en cause la pertinence de ses engagements passés.

« J'étais influencée par mon père qui était favorable à l'indépendance de l'Algérie. **Je ne voyais pas les aspects négatifs de cette indépendance**, c'est-à-dire qu'il y avait un terrorisme qui ne faisait absolument aucune différence entre les innocents et les coupables, que ça soit les bombes de l'OAS où les bombes du FLN. Je voyais dans l'OAS l'extrémisme raciste. **Je ne voyais pas derrière le FLN l'aspect islamiste, et certaines exactions insupportables.** A cette époque-là de toute façon je n'aurais su voir que ça représentait un danger pour l'avenir de l'indépendance de l'Algérie. **Il m'a fallu des années plus tard pour le comprendre, et que l'islamisme est une menace bien au-delà de l'Algérie, qui rejette les démocraties occidentales, et prône le voile pour les femmes au profit d'un intégrisme religieux totalitaire et impérialiste.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/08)

Ainsi, le débat sur le voile a contribué à façonner chez Olivia aussi bien le regard qu'elle porte sur certaines actions féministes récentes, que celui qu'elle a sur son propre vécu (notamment son rapport à la guerre d'Algérie).

On trouve donc, dans la mémoire d'Olivia, des traces de sa trajectoire personnelle. Par exemple, le communisme de son père explique probablement la prédominance des références à l'URSS et au PCF dans ses évocations du passé. De la même façon, son métier de photographe, qui l'a amenée à circuler depuis plus de quarante ans entre les différentes composantes de l'espace de la cause des femmes, peut expliquer qu'elle véhicule, au travers de ses souvenirs, un regard distancié et parfois critique sur le mouvement féministe, en même

temps que l'image positive d'un collectif permettant à l'individu d'exister librement et de s'épanouir individuellement. Son engagement en faveur de la loi sur le voile a aussi contribué à façonner sa mémoire individuelle : on observe par exemple qu'il a entraîné chez elle une relecture de son engagement passé contre la guerre d'Algérie. Mais, même si ces caractéristiques rendent la mémoire d'Olivia unique, on retrouve chez elle un élément structurant aussi la mémoire de Sandy, à savoir l'articulation des souvenirs autour de l'affirmation de soi comme sujet autonome. Pour Sandy, l'affirmation de soi passe par des souvenirs de rupture avec son milieu d'origine, par l'identification à des femmes empêchées et pourtant parvenues à se construire un destin ascendant, ou encore par diverses évocations de passé témoignant de sa propre persévérance sur le chemin de sa réussite professionnelle. Pour Olivia, la construction d'un « je » autonome passe par l'évocation de souvenirs attestant de son effort constant pour ne pas se laisser enfermer dans une identité figée ou pour ne pas soumettre sa liberté à des institutions contraignantes. De plus, nombre de ses interprétations du passé, qu'il s'agisse de son passé vécu ou de ses interprétations des photos, traduisent son souci de valoriser les sujets qui s'affranchissent des normes (principalement de genre) qui leur sont imposées.

C- Christelle : Devenir sujet par l'histoire

J'ai fait la connaissance de Christelle à l'occasion de l'une des rencontres dominicales organisées mensuellement par l'association à laquelle elle appartient, les Chiennes de garde. Elle a rapidement accepté que l'on se revoie pour réaliser un récit de vie, notamment parce qu'elle avait alors comme projet d'écrire ses mémoires et a considéré que l'entretien pouvait constituer une impulsion favorable à la réalisation de ce projet. Avant notre premier entretien, elle m'a d'ailleurs envoyé une ébauche des premiers chapitres de ses mémoires. J'ai décidé de ne pas citer d'extrait de ses mémoires afin de ne pas ne pas anticiper sur la publication par l'auteure de la version finale de ce texte, mais nous évoquerons, sans les citer, certains passages sur lesquels nous avons fondé notre analyse. Le premier entretien a eu lieu chez elle le 04 juin 2008. Nous nous sommes revues le 03 août 2008 pour finir le récit de vie que nous avons dû interrompre après 4h40 d'entretien. Puis, nous avons réalisé l'entretien projectif le 22 avril 2009, chez elle. Par ailleurs, j'ai eu l'occasion de fréquenter Christelle régulièrement

car nous avons participé ensemble à un groupe de parole féministe sur le couple durant une année à raison d'une réunion toutes les trois semaines.

1. Résumé de la trajectoire de Christelle

Christelle naît en 1948. Elle est l'aînée de cinq filles. Sa mère, peintre, mène une carrière en France et à l'étranger. Si cette mère tient ponctuellement des discours féministes qui marquent Christelle, elle reste prise dans un rapport de couple inégalitaire et subit l'emprise de son mari, jusqu'à son divorce en 1977. Ses parents sont peu politisés mais attachés à leur statut de bourgeois et véhiculent plutôt des valeurs de droite. Enfant, Christelle est surdouée et a trois années d'avance à l'école. Elle vit une enfance solitaire, plongée dans les livres. Lorsqu'elle a 15 ans, son père, polytechnicien, l'inscrit à un cours de danse destiné à faire se rencontrer filles de polytechniciens et jeunes polytechniciens. Elle y rencontre un garçon, qu'elle épouse à 19 ans. Alors même qu'elle est inscrite en maîtrise de russe à Nanterre en 1968, elle est focalisée sur ses études et reste complètement extérieure aux événements de mai. Pendant les premières années, elle voit dans son mariage l'opportunité d'échapper au contrôle de ses parents. Alors que ces derniers avaient refusé qu'elle étudie à Sciences-Po, elle intègre cette école après s'être mariée et y entame une thèse. Elle s'inscrit aussi à l'INALCO pour apprendre les langues orientales. Pendant la période de sa thèse, elle vit un début de mariage très conforme au modèle bourgeois transmis par sa famille.

En juillet 1970, alors qu'elle est en vacances, elle lit *Le Deuxième sexe*. Elle adhère à l'ensemble des idées contenues dans l'ouvrage. En août 1970, elle lit dans *Le Monde*, un article qui relate l'action de militantes féministes à l'Arc de triomphe en l'honneur de la femme du Soldat inconnu. A partir de ce moment, elle s'intéresse de plus près aux actions des féministes. En avril 1971, paraît le Manifeste des 343, dans *Le Nouvel Observateur*. Elle écrit à l'adresse indiquée et est invitée à se rendre, le 21 avril 1971, à une des Assemblées Générales qui se tiennent alors aux Beaux-Arts et qui réunissent chaque semaine des féministes de toutes tendances. Elle décide de s'engager au Planning familial et y occupe la fonction d'hôtesse¹. Son mari suit également la formation du Planning et y milite pendant un

¹ Ancienne appellation des conseillères familiales et conjugales.

an, avant d'arrêter pour des raisons de disponibilité. Christelle appartient également à un groupe de conscience qui rassemble des femmes mariées.

En 1972, elle tombe enceinte et met au monde son premier enfant, une fille. Au même moment, elle part s'installer dans l'Oise où elle crée une antenne du Planning familial. Elle tient une permanence tous les samedis et participe à l'envoi de jeunes femmes en Angleterre pour avorter avant le vote de la loi Veil. Elle accouche ensuite de sa deuxième fille et, alors qu'elle est enceinte de sa troisième, en 1977, elle met un terme à son engagement au Planning. Après la naissance de ses deux premiers enfants, elle abandonne la thèse de russe qu'elle avait entamée.

En 1977, elle se présente aux élections municipales dans son village, sous l'étiquette apolitique mais féministe. Elle est élue au premier tour. L'année d'après, en 1978, alors que son mari adhère au parti socialiste, Christelle, adhérente de Choisir depuis sa fondation en juillet 1971, est candidate aux élections législatives sur une des listes présentées par l'association et appelées « Cent femmes pour les femmes ». Après que son affiche électorale ait été taguée du mot « pute », qu'elle ait reçu des appels anonymes et que son mari ait été dénoncé comme appartenant au PS, elle décide d'achever son mandat de conseillère municipale, puis de renoncer à la politique. Son mari démissionne également du parti socialiste. En 1978, elle organise une mobilisation pour l'ouverture d'un centre d'orthogénie dans sa région : une pétition rassemble 10 000 signatures et la création du centre est validée par les pouvoirs publics. En 1979, elle participe à la manifestation parisienne en faveur du re-vote de la loi Veil.

Etant depuis plusieurs années journaliste *freelance*, et après avoir travaillé pour un journal local fait par des femmes, appelé *La Rurale*, elle s'investit, de 1981 à 2000, au sein de l'Association des Femmes Journalistes (AFJ). Elle est tour à tour trésorière, présidente et responsable de commissions dans cette association. En août 1982, sa famille, qui compte alors quatre enfants, emménage de nouveau à Paris. La maison dans l'Oise devient une résidence secondaire. Puis, Christelle divorce. En 1989, après avoir publié plusieurs dictionnaires de citations, elle publie un livre sur l'histoire des femmes au XX^{ème} siècle qui connaît un grand succès. En 1997, elle s'engage de nouveau au Planning familial et y milite pendant deux ans, à Paris. Puis, en 1999, elle participe à la fondation des Chiennes de garde, suite à une agression verbale dont est victime Dominique Voynet au Salon de l'Agriculture. En mai 2000, suite à des conflits internes, elle démissionne du bureau des Chiennes de garde et fonde, en

septembre 2000, la Meute contre la publicité sexiste ainsi que le réseau Encore féministes !. En parallèle de ces engagements, elle vit une histoire d'amour avec un homme, qui avait été Résistant pendant la seconde guerre mondiale, et qui décède en 2003. En octobre 2007, elle réintègre les Chiennes de garde et y reprend des responsabilités. De 2008 à 2009, elle anime un groupe de parole féministe sur le couple, auquel je participe.

2. Sujet de l'histoire

Le récit de vie Christelle est, plus encore que celui de Sandy et d'Olivia, centré sur son engagement féministe. La citation suivante résume bien la façon dont elle le conçoit et donc les principales thématiques autour desquelles s'organisent ses interprétations du passé : il s'agit pour elle de faire l'histoire (changer le monde), d'écrire l'histoire des femmes et de se changer elle-même.

« Mais je crois que tant qu'on me proposera de participer à des manifestations comme celle dont on a parlé tout à l'heure, se déguiser, faire manger par des chiens des cartes postales, je ferais ça jusqu'à ma mort, mais plus en *leader*. J'essaierai de trouver une façon pour être associée à ça, parce que ça c'est trop bien, je ne voudrais pas arrêter ça, c'est vraiment trop chouette ! **On n'a pas d'âge dans ces cas-là, on est en train de jouer dans la cour. Et en même temps on fait de la politique. On change le monde. Moi je me lève tous les matins avec le désir de changer le monde. En pratique, j'écris des trucs, je me change moi-même, je nomme le monde en écrivant de l'histoire etc. mais je crois que j'aurai toujours ce désir de changer le monde.** »
(Récit de vie n°2 avec Christelle, 3/08/2008)

Ainsi, son récit de vie est façonné par ces trois dimensions. Premièrement, elle montre qu'elle est parvenue à sortir de son milieu apolitique et anhistorique en devenant une actrice de l'histoire. Pour cela, elle mobilise des souvenirs de sa participation aux événements importants de l'histoire des femmes et des féminismes et articule son histoire personnelle à la « grande Histoire ». Deuxièmement, elle montre comment son avènement comme sujet (sujet de l'histoire en particulier) l'a conduite, non seulement à agir pour changer le monde, mais aussi et surtout à se transformer elle-même : dans un processus de recomposition de ses appartenances, elle a appris à se comporter différemment et à s'affirmer publiquement de manière autonome. Enfin, elle développe un récit du passé qui vise à la différencier des autres

militantes féministes en affirmant son statut de *leader* et d'auteure de livres d'histoire. Forte de ces deux particularités, elle donne à ses discours sur le passé un certain pouvoir d'encadrement des mémoires féministes.

a) D'un milieu apolitique, anhistorique et contraignant à une affirmation de soi comme actrice de l'histoire

Le récit de vie de Christelle commence par une description de son milieu d'origine, dans laquelle elle dépeint une famille de la bourgeoisie catholique, et évoque comment, dans son enfance, ses actions et ses valeurs sont façonnées par cette appartenance sociale.

« Mes parents n'étaient pas du tout du tout engagés, pas du tout, **il n'y avait pas la moindre conscience politique à la maison.** Pas du tout. C'était **une famille de la bourgeoisie catholique**, avec ma mère en ascension sociale et mon père en... avec un peu d'ascension parce qu'il venait de province et qu'il était à Paris (alors que ma mère était Parisienne). **Donc il y avait un fort désir chez eux d'embourgeoisement, des apparences, de tout ça...** Et la politique... » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« **Moi je m'amusais à faire des arbres généalogiques des rois de France et je regrettais qu'il n'y ait plus de rois parce que c'était une époque simple, dans laquelle la société était hiérarchisée.** Parce que naturellement quand on dit apolitique, on veut dire de droite, bien sûr. J'en suis bien consciente maintenant. Mes parents tenaient beaucoup à leur rang social, mon père disait "on n'est pas comme les ouvriers...". C'était terrible, cette exigence de distinction. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Ainsi, jusqu'à l'âge de 22 ans elle dit vivre dans un « cocon coupé du monde »¹. Pour illustrer cette coupure entre sa famille et la politique, elle évoque l'explosion d'une bombe en bas de chez elle au moment de la guerre d'Algérie. Elle souligne la situation d'incompréhension dans laquelle elle se trouve face à l'événement, alors même qu'il est la manifestation d'une actualité brûlante, qui mobilise l'ensemble de la société française.

¹ Alors que pour Olivia c'est le MLF qui avait constitué le « cocon » propice à son épanouissement, Christelle utilise ce terme pour faire référence à un milieu d'origine peu propice à sa réalisation comme sujet au sens où elle l'entend, c'est-à-dire comme sujet de l'histoire.

« Je me rappelle une chose. **Il y a eu une bombe de l'OAS chez nous, ce n'est quand même pas rien, une bombe de l'OAS !** En 62, il y a eu dans notre immeuble, juste en dessous de ma chambre, une bombe, toutes les vitres ont volé en éclats. Ça ne nous a pas réveillés, on avait un très bon sommeil... Mais toutes les vitres ont sauté ! **Et bien je ne savais même pas ce que c'était l'Algérie française et tout ça. Je ne savais même pas ce que c'était tous ces trucs-là.** Par exemple, **on n'avait pas la télévision**, mes parents l'ont achetée seulement en 61 quand j'avais 13 ans. À l'époque ce n'était pas rare que les gens n'aient pas la télévision bien sûr, mais eux ils ont tenu particulièrement longtemps ! Et puis après quand on l'a eue, c'était extrêmement vissé, on ne pouvait la regarder qu'une demi-heure par jour. **Ils ne lisaient pas de quotidiens. Mon père achetait *Le Monde* une fois par semaine pour le problème de bridge, il ne s'intéressait pas du tout à l'actualité, du tout du tout.** Un petit peu, mais on n'en parlait jamais à table, ni de politique, ni de religion. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Ainsi, Christelle vit une jeunesse, sans prise directe sur le monde qui l'entoure, fortement tournée vers la littérature.

« Donc le premier garçon qui m'a dit qu'il m'aimait, je me suis dit que c'était une chance inespérée. Je ne me destinais pas au mariage. Je me destinais à être archiviste dans une bibliothèque. **Je ne voyais rien de mieux que de vivre dans les livres. Les livres m'ont toujours consolée, je n'ai jamais eu de chagrin que des livres n'aient pas consolé.** Il suffit que j'ouvre un livre, là je viens de relire *La divine comédie*, j'ouvre Victor Hugo, et je me dis "voilà, le génie"... Les livres ont toujours été mes grands amis et je n'étais même pas assez folle pour rêver d'écrire des livres, donc c'est une immense chance ce qui m'arrive en ce moment. **Donc je me vouais à une vie d'études, de thèse, d'artistes, de livres, et ça m'allait parfaitement bien.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Lorsqu'elle évoque cette première période de sa vie, Christelle met l'accent sur son apolitisme mais aussi, plus largement, sur l'absence de choix qui caractérise sa vie étudiante et conjugale. Elle se présente comme prise dans des rapports sociaux qui l'empêchent de décider du sens qu'elle pourrait donner à sa vie. Tout d'abord, dans la construction de sa vie matrimoniale, elle se décrit comme passive et soumise aux règles de fonctionnement du « cocon ». Elle explique qu'elle s'est laissée prendre, selon ses mots, dans un « circuit bourgeois », ses parents organisant les conditions de la rencontre avec son futur mari.

« **Mais très rapidement mes parents ont trouvé la solution, ça montre tout à fait le circuit bourgeois.** J'avais quatorze ans et demi, mes copines avaient des garçons qui les attendaient à la sortie du lycée, moi j'aurais bien voulu aussi. **J'ai eu quinze ans et ils m'ont inscrite au cours de danse, ils m'ont inscrite dans ce machin qui était destiné à faire se rencontrer les filles de polytechniciens et les jeunes polytechniciens ! J'avais quinze ans, je suis allée au cours de danse organisé pour ce milieu-là et j'ai rencontré tout de suite un garçon qui m'a demandé tout de suite en mariage.** Donc j'ai eu quelques mois de jeunesse et après **j'ai basculé dans l'âge adulte. Je l'ai épousé à dix-neuf ans et voilà.** Donc en fait ma maturation, c'est pour ça qu'elle s'est faite si tard. C'est que d'abord j'étais dans les livres, après, entre quatorze et quinze ans j'étais dans l'ivresse de découvrir la liberté etc., après j'ai été prise en mains par ce garçon, je me suis mariée en 67. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Elle insiste sur son incapacité d'alors à se dégager du modèle dans lequel elle est prise, reproduisant malgré elle le couple de ses parents.

« Donc mon père insultait... Non, pas insultait, mais traitait mal ma mère. Et moi je passais mon temps à lui remonter le moral, j'ai fait ça toute ma vie. Après, il revenait, il appuyait là où ça fait mal et elle retombait en loques. Je me disais "ce n'est pas possible qu'elle se laisse traiter comme ça, il faut qu'elle réponde !", je l'ai poussée à divorcer et elle a attendu que la dernière se marie pour divorcer. Depuis, elle est heureuse avec un autre mari qu'elle a maintenant depuis trente ans, donc c'est la preuve qu'ils ne sont pas tous pareils, les hommes. **Mais donc c'est de l'avoir vue aussi méprisée que je me suis dit "ce n'est pas possible, je ne veux pas d'une vie comme ça, je ne me laisserai pas faire". Et en fait, j'ai recommencé exactement pareil. J'ai de nouveau épousé un garçon très très intelligent... Et voilà.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Pourtant, ce mariage constitue pour elle, dans un premier temps, une façon de s'autonomiser vis-à-vis de sa famille. Elle le vit comme une première étape dans son affirmation comme sujet car il lui offre la possibilité de réaliser les études que ses parents l'empêchaient de mener.

« J'ai été tellement investie dans ce mariage. **J'étais tellement malheureuse dans cette famille que j'ai voulu me marier pour lui échapper.** J'espérais beaucoup de ce garçon qui avait des tas de bons côtés. Mais je ne voulais pas d'enfants comme je vous

l'ai déjà expliqué, donc je savais que là j'allais vivre ma vie. Et à dix-neuf ans en me mariant, **la joie parce que mes parents n'avaient pas voulu que je fasse Sciences-Po et j'ai fait Sciences-Po.** J'étais vachement contente. Mes parents ne voulaient pas que je fasse du chinois donc je me suis inscrite aux langues-O. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Mais elle explique que, rapidement, bien loin de lui permettre d'échapper aux contraintes de son milieu d'origine, son mariage non seulement l'ancre encore davantage dans cette bourgeoisie qu'elle critique, mais aussi la contraint à un destin auquel elle espérait échapper. A ce titre, l'extrait suivant est parlant : elle y affirme qu'elle concevait la maternité comme un obstacle à sa réalisation professionnelle et personnelle, mais qu'elle est finalement devenue mère, malgré elle, sous l'injonction de son mari, adoptant aussi le rôle de parfaite épouse selon le modèle bourgeois classique.

« J'avais l'idée que la grossesse était comme un cancer, qu'on allait être totalement piégées avec ça, ah oui... Cette époque, que les femmes de ma génération ont très peu connue, parce que moi, j'étais très précoce, j'ai pris la pilule avant la loi, je n'ai eu que six mois de trouille ! Six mois à faire... parce que j'ai eu ma première relation à dix-sept ans, avec le garçon en question qui m'a dit qu'il ferait attention. Donc ça a été six mois à faire attention, c'est-à-dire le retrait. Même pas le préservatif. Compter les jours et le retrait. C'est un cauchemar extraordinaire. Sur le coup, ça voulait dire... Je voyais autour de moi la fille enceinte qui quittait le lycée. J'ai connu ça. Du jour au lendemain on ne la voyait plus. Les filles autour de moi qui tombaient comme des mouches. Des filles brillantes, enceintes à dix-huit ans. La fille mariée très vite... Oui, ça voulait vraiment dire la fin de plein de choses... Fin de la vie. Parce que moi, les études, je me voyais bien en faire jusqu'à trente ans. Je voulais faire une licence de chinois, je voulais passer le concours du ministère des affaires étrangères. J'avais des projets d'études vraiment très bien. Oui, c'est drôle la phrase, dans vos mémoires, quand vous dites vos plans d'études ! Oui, s'inventer un destin. Avant, les femmes ne pouvaient pas faire ça. C'est pour ça, j'ai du mal à retrouver avant mais il faudrait que je lise mon journal et que j'essaie de retrouver tout ça... Mais ce dont je me souviens c'est d'être mariée, mariée à dix-neuf ans c'est quand même terriblement jeune. Et de ne pas avoir eu d'enfance, pas avoir eu d'enfance parce que j'étais plongée dans les livres. Avoir eu une jeunesse qui a duré un an. Elle n'a dansé qu'un seul été, c'est tout à fait moi. Et après être entrée dans la mystérieuse vie d'adulte... ravie évidemment, être adulte, d'échapper à

cette famille et puis de jouer à la dînette, parce qu'un mariage bien classique, avec plein d'invités très chics, une liste de mariage et tout le bazar... Et après ranger la vaisselle et jouer à la dînette avec mes petites amies que j'invitais à dîner. Alors voilà en gros j'ai joué comme ça tout en faisant ma thèse. C'était une vie absolument merveilleuse ! *[d'un ton ironique]* Et puis mon mari s'est fâché. Il a dit "si tu ne veux pas d'enfants, on divorce". Alors là, j'ai été lâche, j'ai bien pesé le pour et le contre, là j'ai cédé, absolument sans désir. Je n'ai pas raconté cette histoire ? Non. J'avais hésité à la raconter. Et puis finalement je l'ai dit à ma fille, en lui disant "tu vois comment on peut changer", parce que maintenant je l'aime bien sûr. **Mais il m'a pratiquement obligée à avoir cet enfant et j'ai passé une grossesse épouvantable, épouvantable parce que je me sentais piégée. Je rêvais que j'accouchais sous X. Chaque fois qu'on se disputait je... Enfin bref, quand elle est née, j'ai mis un mois pour l'adopter.** Mais quand je l'ai adoptée, après j'ai changé radicalement. J'ai changé, ça a été... C'est pour ça que je ne lui en veux pas. Même s'il a eu une manière un petit peu discutable. Mais bon, il n'y avait pas de bonne manière, **je n'en voulais pas, je n'en voulais pas.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Christelle renouvelle, à plusieurs reprises dans l'entretien, l'affirmation de son refus de la maternité.

« Quand je l'ai lu [*Le Deuxième Sexe*], j'ai adhéré à tout, absolument à tout, **y compris au rejet de la maternité parce qu'à l'époque j'étais dans un trip anti-maternité très fort, je ne voulais vraiment pas d'enfants.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« En fait, profondément, c'est quand même ce que je raconte là aussi, très profondément **depuis toujours je ne voulais pas d'enfants. Je voyais la vie de ma mère, je n'en voulais pas. Je disais à cor et à cri "je ne veux pas d'enfants"**. Et quand je me suis mariée, cet homme-là m'a dit, quand j'avais quinze ans, "je voudrais vous épouser et avoir des enfants de vous". **Ça m'a effrayée, je trouvais que c'était une assignation à un destin, je n'en ai pas vraiment voulu** mais d'autre part, pour être sincère, c'est le seul garçon qui me l'a proposé parce que je faisais fuir les garçons. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Donc je me vouais à une vie d'études, de thèse, d'artistes, de livres, et ça m'allait parfaitement bien. **Et quand ce garçon a voulu avoir des enfants, j'ai refusé. J'ai refusé pendant très très longtemps.** Pour vous dire, pour raccrocher à Simone de

Beauvoir, j'étais enragée sur l'avortement ! **Parce que je voyais très bien que si j'étais enceinte, je n'étais plus libre. Tandis qu'être mariée ou avoir un ami, ce n'est quand même pas la même chose. Un enfant, c'était un fil à la patte épouvantable. C'était un poids. J'avais une haine à l'avance d'une maternité imposée, une peur, une trouille.** La fois où j'ai cru que je m'étais trompée dans mes pilules et que j'étais enceinte, la trouille que j'ai eue ! Je le dis d'autant plus que j'ai changé. Parce que je le raconte à des femmes qui ne veulent pas d'enfants. **J'en ai eu quatre ensuite. Après, je les ai désirés, c'est merveilleux. C'est pour ça que j'étais motivée, je sentais bien que les femmes c'était un racket. On les tenait par là.** »
(Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Cette affirmation renouvelée peut être lue de différentes façons. Elle peut être une façon de montrer qu'en dépit de sa volonté de tracer son propre destin, le social a orienté son existence pendant toute la première partie de sa vie : elle a eu à se plier à l'injonction de son mari (et de son milieu) et avoir un premier enfant malgré ses réticences. Ainsi, elle montre les difficultés pour une femme à devenir le sujet de sa propre vie. On peut y voir également la trace de son engagement au Planning familial : bien que mère de quatre enfants, en insistant sur son refus de maternité, elle souligne indirectement l'importance de l'assertion pour laquelle milite le Planning, à savoir « un enfant si je veux, quand je veux ».

De manière générale, la description que fait Christelle de la première partie de sa vie contribue à la présenter comme prise dans un système, qui la contraint à une certaine passivité à l'égard de sa propre vie et la rend peu encline à s'intéresser aux débats qui traversent la société d'alors. Par exemple, elle explique avoir vécu Mai 68 comme « une belle au bois dormant », plongée dans le XIX^{ème} siècle par l'entremise de son travail de recherche et donc complètement hermétique à l'agitation sociale du moment. De même, c'est son refus de prendre position pour ou contre le communisme qui détermine le sujet de son mémoire de maîtrise sans qu'elle ne l'ait vraiment choisi.

« À l'époque, j'étais beaucoup pour l'ordre. Je faisais ma thèse sur le XIX^{ème} siècle surtout pour ne pas être dans le XX^{ème}. J'ai choisi un sujet de thèse, non pas parce qu'il me plaisait mais parce que j'avais coupé à un problème. **C'était un choix négatif, ce qui n'est pas du tout la bonne solution**, j'espère que ce n'est pas le cas pour vous. Je faisais du russe, j'avais une licence de russe et quand il a fallu choisir... le russe, c'était effroyable parce qu'il faut prendre parti pour le communisme ou contre, il faut prendre parti. Je me suis dit "je vais prendre le XIX^{ème} comme ça je ne prendrai pas

parti”. Et dans le XIXème, qui je vais prendre ? Parce que Dostoïevski ce n’était pas possible... Alors j’ai pris Tourgueniev parce qu’il avait beaucoup vécu en France et comme ça je n’aurais pas trop de... **donc c’était un choix complètement crétin. Donc j’ai fait ma maîtrise en 68 sur l’amitié entre Tourgueniev et Flaubert. Et donc je vivais dans ce monde-là. Il n’y avait rien de plus beau, rien de plus merveilleux.** Pour une fois, je pouvais faire un devoir qui faisait 100 pages alors que mes dissertations j’avais du mal à m’arrêter à 12 pages tellement j’avais de choses à dire. C’était bien... C’était un choix par défaut, mais ça vous plaisait quand même ? Oui, parce que j’étais hors du monde. Parce que ces gens qui faisaient du bruit... Moi j’ai toujours détesté le bruit. Je passe toujours par les petites rues, j’ai toujours habité une petite rue calme... le calme, pour penser, réfléchir tranquillement. Alors ce bruit, en 68, c’était bruyant bruyant. **Je n’étais pas vraiment à la fac en 68 puisque je faisais ma maîtrise à la maison et à la Bibliothèque nationale mais j’y allais quand même une fois de temps en temps.** Je le dis d’autant plus que maintenant j’aime les manifestations, je vais à la manifestation samedi bien sûr. Je n’ai jamais manqué une manifestation féministe. **J’ai changé radicalement.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

La fin de la citation (« j’ai changé radicalement ») traduit la façon qu’a Christelle de présenter sa vie en deux temps : un avant où, prise dans les contraintes de son milieu, elle a peu de contrôle sur sa propre vie et demeure étrangère à ce qui se passe à l’extérieur de son monde ; et un après où, par l’engagement militant, elle sort de ce cocon apolitique et anhistorique et se dessine un destin.

« Moi ce qui a retardé ma prise de conscience c’est ma chance évidemment. J’avais tout. J’étais dans une famille bourgeoise, dans un pays riche, avec autant de livres que je voulais, enfin presque... Je dis presque parce que j’étais très très censurée pour les lectures. Je pouvais lire Voltaire ou Pascal mais je n’avais pas le droit de lire *Les Rois maudits* parce qu’on parlait de sexe et que ça n’allait pas, donc c’est évidemment ce que je lisais la nuit avec une lampe de poche. **J’avais une telle chance. En fait, c’est ça qui a retardé ma prise de conscience : on n’avait pas la télé, on n’écoutait pas la radio, on ne lisait pas les journaux. Moi, les pauvres, je ne les voyais pas, on habitait un quartier petit-bourgeois, normal. Tout me paraissait normal.** Je voyais la mendicante à la sortie de l’église mais c’était tout. La fille de la concierge allait avec nous en classe au lycée public donc je ne voyais pas le problème. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Dans la première ébauche de ses mémoires, Christelle commence d'ailleurs son récit par la phrase suivante : « Je suis renée en août 1970, à Paris. » Cette idée de renaissance – que l'on retrouve dans d'autres récits de vie et dans des récits autobiographiques publiés – traduit l'idée qu'elle se fait de son existence, séparée en deux vies distinctes : une première vie où elle est prise dans des rapports qui l'empêchent d'exister librement ; et une seconde vie où elle s'affirme comme sujet autonome, où le soi s'épanouit. Chez Christelle, la césure entre ces deux vies est réalisée par son militantisme dans les groupes féministes. Elle présente, en effet, son engagement comme ce qui va lui permettre de s'extraire de cette situation de passivité et de ce milieu bourgeois apolitique, pour prendre part à l'histoire en marche.

Cerner le rapport que Christelle entretient à l'histoire est essentiel pour comprendre la construction de son récit de vie : c'est en s'engageant qu'elle est devenue elle-même. Or, elle conçoit l'engagement comme une rencontre avec l'histoire, et conçoit donc son « devenir sujet » comme un « devenir sujet de l'histoire ». Ce qui ressort de l'ensemble de ses récits du passé c'est cette idée selon laquelle elle serait devenue elle-même en devenant actrice de l'histoire. Elle explique à plusieurs reprises dans son récit de vie et dans ses mémoires, qu'elle s'engage pour « changer le monde » et dit avoir fait sienne la phrase de Geneviève de Gaulle-Anthonioz : « L'honneur de vivre, c'est d'améliorer ».

On peut lire cette volonté de se présenter comme actrice de l'histoire pendant toute la seconde partie du récit de vie de Christelle. Alors qu'elle commence à militer en avril 1971 – moment où elle se rend pour la première fois à une des AG des Beaux-Arts – dans ses mémoires, elle date sa renaissance en août 1970, moment où elle lit dans *Le Monde*, un article qui relate l'action de militantes féministes à l'Arc de triomphe en l'honneur de la femme du Soldat inconnu. Sa renaissance coïnciderait avec l'évènement considéré comme fondateur du MLF par la plupart des militantes et historiennes du mouvement (cf. chapitre 4). Dans son récit de vie, elle lie explicitement sa trajectoire personnelle à l'histoire collective en présentant son engagement comme une rencontre avec l'Histoire :

« Quand on m'a parlé d'avortement, je me sentais vachement concernée. Quand j'ai vu *Le Nouvel Observateur* (on était abonné au *Nouvel Observateur*), quand il est arrivé, je me rappellerai toujours quand je l'ai lu, **je me suis dit “ça y est, c'est parti, c'est parti, la grande Histoire est partie !”**. Le 5 avril 71, pour moi, c'est excitant ! Ces

filles là... Ces filles qui avaient le sens de l'humour ! Mon père nous racontait que quand il était à l'X, il faisait des trucs comme ça genre manifestations dérisoires, je trouve ça merveilleux, cette imagination. **Je ne peux pas dire que c'est... C'est la rencontre... J'étais prête et puis j'ai eu cette chance folle dans l'histoire.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

De la même façon, dans ses mémoires, lorsqu'elle évoque la journée où elle se rend pour la première fois à une AG des Beaux-Arts, elle explique que, le matin même, elle est allée consulter un gynécologue en raison d'un retard de règles finalement sans conséquence. Ainsi, elle entremêle sa propre situation (un état d'anxiété face à une hypothétique grossesse non désirée) et la lutte collective pour le droit à l'avortement, portée notamment par les militantes des Beaux-Arts.

A partir du moment où on entre dans l'évocation de cette seconde partie de sa vie, l'histoire nationale et l'histoire internationale viennent rythmer le récit de Christelle. Elle établit de nombreuses analogies entre les formes de sa propre participation à l'histoire et celle d'autres femmes qui ont marqué le siècle. Ainsi, lorsqu'elle évoque sa participation à l'organisation d'avortements dans les années 1970, elle établit un parallèle entre sa propre clandestinité et celle des Résistantes pendant la seconde guerre mondiale.

« Les avortements, c'était ah... Mais alors j'étais terriblement excitée de faire ça parce que c'était illégal, j'étais excitée. Je disais à mes sœurs qu'on risquait la prison, elles me disaient "on t'apportera des oranges". Je trouvais ça vachement excitant, **moi je me sentais comme pendant la guerre. D'ailleurs je continue à penser que les féministes sont des Résistantes.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

De même, elle fait le lien entre sa propre défaite à l'élection législative de 1978 et celle de Ségolène Royal à la présidentielle de 2007.

« Et puis surtout j'ai été affreusement déçue de ne pas être élue. Mais déçue, déçue, vous ne pouvez pas savoir. **J'y croyais moi que j'allais être élue. Comme je croyais que Ségolène Royal allait être élue d'ailleurs. Vraiment j'y croyais. Quand j'ai vu que j'avais eu 700 voix, c'est-à-dire 2 %, j'ai été déçue.** Comme on n'avait jamais vu ça, une femme élue, moi je me disais les femmes tout ça... » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

La dernière phrase de cet extrait semble pouvoir porter aussi bien sur elle¹ que sur Ségolène Royal. De plus, les grandes étapes de sa vie personnelle sont souvent évoquées en lien avec un événement de l'histoire des femmes ou du récit national. Par exemple, elle souligne la concomitance entre la naissance de sa première fille et l'entrée de la première femme à l'Ecole Polytechnique :

« Quand elle est née... Est-ce que je raconte ça quand elle est née ? C'est le 14 juillet 1972. **Non. Et bien quand je suis revenue de la clinique, peu après, je lis que la première fille est entrée major à l'X². C'est un symbole extraordinaire.** C'est un hasard extraordinaire. Je l'ai regardée et je me suis dit "toi tu pourras tout faire, tu n'auras personne qui te dira : les filles sont moins intelligentes que les garçons". Il se trouve que cette fille-là est extrêmement intelligente, elle a fait Normale Sup, l'agrég d'histoire et un doctorat... Elle est très très très intelligente. Mais depuis j'ai beaucoup évolué et j'estime que sa principale qualité c'est qu'elle est gentille. »³ (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

De la même façon, elle associe la sortie de son ouvrage sur l'histoire des femmes à la chute du mur de Berlin :

« En 1979, j'ai publié mon premier livre, et j'ai publié d'abord quatre dictionnaires, avant de pouvoir réaliser mon rêve d'un grand livre sur les femmes. L'année la plus importante de ma carrière a été 89. **Fin 89, c'est le moment où je publie mon grand livre (en même temps que la chute du mur de Berlin) et ça a été un très grand succès. Je peux dire que ça a changé ma vie.** Du jour au lendemain, je suis devenue très connue. Ce succès m'a un peu dépassée. C'était important pour moi, car c'était un livre engagé et personnel. Une des plus grandes satisfactions a été une lettre de Benoîte Groult, que je ne connaissais pas, et qui avait été enthousiasmée par le livre. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

¹ Explique au cours de l'entretien qu'aucune femme n'avait été élue dans la circonscription où elle était candidate.

² Cette femme s'appelle Anne Chopinet, A l'époque, elle devient le symbole de l'ouverture des parcours d'élite aux femmes et fait la couverture du numéro 1215 de *Paris Match*.

³ On entrevoit dans cette citation un autre trait caractéristique de la mémoire de Christelle, sur lequel nous reviendrons plus tard, à savoir la valorisation de l'intelligence comme moyen de renverser les rapports de domination, et en particulier les rapports de genre.

Pour affirmer son rôle comme actrice de cette histoire, elle met aussi en avant sa participation à des événements importants de l'histoire des femmes.

« C'est très difficile de raconter un mariage qui s'est terminé par un divorce parce qu'on n'est pas objective sur le début où ça se passait vraiment très bien. Mais après il a changé et il m'a dit que mon féminisme venait du fait que je haïssais les hommes, ce qui était tellement crétin quand on me connaît ! Vraiment, ce n'est vraiment pas ça. Il s'est imaginé que... Enfin bref ça s'est mal terminé. Mais pendant longtemps il a été très fier de moi. **Parce que j'étais tellement plus intéressante que les femmes de ses camarades. Avec leur thé et leurs machins... leurs enfants à l'école et tout ça. Moi je racontais des trucs... Je suis allée au procès de Bobigny par exemple, j'étais dans la salle au procès de Bobigny, on était quand même que 50. J'avais réussi par je ne sais quel miracle à entrer, parce qu'il y avait 200 personnes dehors. Et moi j'ai vu Halimi plaider en direct. Et le soir on avait un dîner avec quatre couples et ça parlait de monsieur le curé, machin etc. le décalage ! Je ne leur ai pas dit où j'étais dans la journée mais lui il le savait et il se disait "quand même c'est plus intéressant que les autres nanas qui se demandent si le point de croix ou la javel machin..."**. En fait c'était ça qu'il aimait, le côté exotique avec moi. Il a été servi ! » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Comme c'est le cas dans son évocation du procès de Bobigny, Christelle valorise souvent le fait d'avoir été présente lors d'une étape importante de l'histoire des femmes ou des féminismes.

« Et puis j'ai rencontré *Ms. Magazine*, ça a été un deuxième changement dans ma vie. Nous étions à Washington, en mars 72, mon mari faisait un remplacement d'un mois et moi comme je travaillais sur ma thèse, j'avais emporté mon travail. **Un mois aux Etats-Unis, et j'ai eu la chance d'être là quand a été mis en vente le numéro zéro de Ms. Ms, c'est le grand journal féministe.** Je me suis abonnée et je l'ai lu tous les mois pendant trente ans. Et c'est formidable. Et je me suis... vraiment ma vie politiquement... Parce que moi j'entends la politique au sens très très large. Par exemple je lis dans *Ms* un article sur se raser les aisselles et j'ai décidé de ne plus me raser les aisselles par exemple. Ça ça a été un geste politique très fort. À l'époque, l'obsession de se raser les poils et tout ça, c'était politique. Plein de petits changements radicaux comme ça... les décisions qu'on prenait étaient politiques par exemple comme mettre notre enfant à l'école publique ou privée. C'était vraiment un choix

politique. On n'a jamais eu aucun doute sur le fait de les mettre dans le public. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Cette citation montre bien la conception qu'a Christelle de son devenir sujet : il se fait à la fois par la rencontre entre sa vie personnelle et la « grande Histoire », et par une transformation de ses propres pratiques individuelles et intimes sous l'influence des débats politiques à l'œuvre dans les collectifs féministes. Ainsi, devenir soi c'est aussi se transformer soi.

b) Se transformer soi dans un processus de recomposition de ses appartenances

Lorsque Christelle parle de ses longues années de militantisme au Planning, on comprend les différents ressorts de son engagement : il s'agit certes de transformer la société, mais aussi de prendre « le pouvoir sur soi », de « changer [sa] vie », d'évoluer (« être à l'aise avec les mots du sexe et tout ça... ») et de se construire une famille différente de celle dont elle a héritée.

« Au Planning, elles nous ont offert quelque chose de pratique. On allait pouvoir **agir, transformer la société** et surtout transmettre l'information sur la contraception, c'est-à-dire **le pouvoir sur soi**. Alors là je me suis dit que ça m'allait parfaitement. J'ai tout de suite été accueillie par **des femmes merveilleuses qui ont changé ma vie**. C'était des filles un peu plus vieilles que moi, dans les trente-cinq ans, alors que j'en avais vingt-deux. **J'étais comme une petite sœur** ce qui pour moi était nouveau, car j'ai toujours été la grande. Mais **j'avais envie d'être comme elles, de leur ressembler, d'être à l'aise avec les mots du sexe et tout ça...** Ce qui est quand même bizarre, vous ne m'avez pas demandé ça, c'est qu'on a eu la même éducation et il n'y a que moi qui suis comme ça dans la famille. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Ainsi, quand Christelle fait le récit de son avènement comme sujet, elle montre certes comment elle est devenue actrice de l'histoire, mais insiste aussi sur la façon dont, au contact des féministes, elle a personnellement évolué. Par exemple, elle a dû apprendre à vaincre son retrait et sa timidité pour pouvoir parler en public. Elle présente ce processus d'affirmation de soi comme le produit de son engagement féministe.

« C'est comme quand je dis que je suis timide, personne ne le croit. J'ai passé le stage d'agrégation, (est-ce que je le raconte, ça ?), j'ai passé le stage d'agrégation... j'ai eu tellement peur devant une classe que j'ai arrêté et j'ai choisi la recherche. **On change... Ça je le raconterai, parce que c'est un parcours féministe aussi. J'ai décidé d'apprendre à parler en public, je l'ai décidé. Mais avant j'étais tellement timide.** J'ai passé mes oraux de russe en apprenant tout par cœur. J'ai fait une licence de russe, je n'étais pas très bonne et j'ai tout appris par cœur. On appuyait sur un bouton et ça sortait. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« **Le féminisme, le groupe de conscience auquel j'appartenais, tous ces trucs-là ont fait que j'ai pris confiance en moi et que j'ai appris à parler en public. Parce que j'étais d'une timidité absolument malade, mais malade !** Je bégayais, enfin non il ne faut pas exagérer, mais je devenais toute rouge, je claquais des dents, c'était... Émotive ? Non pas émotive non plus parce que je ne suis pas émotive, **c'était un blocage. Parce que mon père était tellement intimidant. Quand on affirmait quoi que ce soit, il disait : "tu es sûre ?". Alors on n'osait plus rien affirmer.** Enfin il ne nous aidait pas. Donc j'étais très bonne à l'écrit et très nulle à l'oral. Et donc grâce au féminisme, à la politique, à tous ces trucs là j'ai changé. **Parce que je me suis dit, j'ai fait ça de manière volontariste,** au lieu de dire... Dans un premier temps j'avais choisi la recherche plutôt que l'enseignement, **eh bien je me suis dit "je vais apprendre à parler". Dans toutes les réunions, je me suis dit "là je vais prendre la parole, je vais prendre la parole, je vais dire ça, je vais dire ça",** je préparais ma phrase, je parle... au bout de quatre ou cinq ans je suis arrivée à parler en public, j'ai fait des conférences et maintenant j'adore ça et j'improvise. **J'ai eu de la chance d'avoir eu des occasions qui m'ont été offertes par des groupes où j'ai pu parler,** même si je dis encore des bêtises... j'en fais encore beaucoup parce que parler c'est difficile, j'ai une grande méfiance pour la parole, on parle trop vite, on dit trop de choses, c'est pour ça que moi c'est l'écriture mon domaine. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Ce travail sur elle-même lui a permis de devenir un être autonome, capable d'exister publiquement en son nom. La question du nom est d'ailleurs une marque symbolique forte de son autonomisation. Elle évoque, dans ses mémoires, cet épisode qu'elle qualifie de « fondateur », qui a conduit à ce qu'elle reprenne son nom – après avoir porté celui de son mari pendant les premières années de leur mariage. Ainsi, au début des années 1970, alors qu'elle fréquente les AG des Beaux-Arts, elle fait un chèque à FMA, à partir du compte joint

qu'elle possède alors avec son époux. Ce dernier, soucieux de préserver sa carrière, ne supporte pas que ce chèque associe son nom de famille à ce qu'il appelle un « groupuscule gauchiste ». Confrontée à sa colère, Christelle décide donc d'ouvrir un compte à son propre nom pour pouvoir, à l'avenir, signer des chèques sans impliquer son mari. Cet épisode a marqué, pour elle, une première étape dans l'affirmation de soi et une prise de distance à l'égard de son couple. A travers ce souvenir, elle montre que c'est grâce à sa participation au mouvement féministe qu'elle se renomme et (re)devient elle-même.

« Il était extrêmement légaliste, très soucieux de sa carrière. Sa caractéristique principale, c'était l'ambition. Il voulait faire une brillante carrière, il l'a faite. Et ça, ça le mettait en danger. Il le pensait vraiment. J'avais signé un chèque à un machin gauchiste à son nom. Il pensait vraiment se mettre en danger. C'est tout simplement ça. Cela aurait été la LCR ou n'importe quoi, ça aurait été pareil. Ce n'est pas le féminisme. C'était le fait que ça le mettait en danger. Je pouvais être un peu fantaisiste, un peu folklorique par rapport à la norme bourgeoise mais il ne fallait quand même pas que ça le compromette. **Et d'ailleurs il en a été furieux de ça et jusqu'à notre divorce quand il décrochait le téléphone et que quelqu'un disait Monsieur V. [nom de famille de Christelle], il était vert de rage. Vert de rage. Je lui disais "mais attends les gens peuvent être conventionnels eux !"** Et j'ai eu vachement raison. Ah ce que j'ai eu raison ! » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Dans cette citation, en évoquant l'inversion des noms entre elle et son mari, Christelle signifie bien qu'elle est parvenue à faire exister son nom de famille de manière indépendante et que son militantisme lui a même permis de diffuser son nom plus largement que ne l'a fait son mari avec sa carrière professionnelle. Un autre geste symbolique d'autonomisation est évoqué par Christelle, lorsqu'elle raconte avoir enlevé son alliance au contact d'autres militantes féministes.

« Et bien par exemple, ça c'est très personnel et pas très politique, je me rappelle qu'on avait eu un séminaire, on appelait ça des week-ends de formation, un week-end de formation où j'avais découvert l'homosexualité. Alors là c'est un sujet auquel je ne connaissais rien ! Mais rien du tout ! Je ne savais même pas que ça existait. Et j'étais enceinte, je me rappelle très bien que j'étais enceinte, elle est née le 14 juillet 1972 donc ça doit être à la fin de 1971, **et j'ai eu tellement honte de mon conformisme que j'ai enlevé mon alliance. J'ai enlevé mon alliance pendant ce week-end-là.** Je l'ai remise après quand même mais j'avais tellement honte d'être mariée, d'être dans

un trip tellement bourgeois, aïe aïe aïe. Et j'ai mis longtemps pour me guérir de cette culpabilité là aussi. Alors voilà, **ça a été une prise de conscience.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

C'est, là encore, l'engagement féministe qui est présenté comme ce qui l'amène à s'affranchir des normes de son milieu. Son évolution personnelle, ainsi que le passage d'un monde à l'autre, suscités par l'engagement féministe, expliquent que, dans son récit de vie, Christelle se sent souvent obligée de mettre en cohérence la radicalité de son engagement révolutionnaire avec ses origines bourgeoises.

« C'est ça qui est bizarre parce que **je sais que j'ai un modèle de vie bourgeois, que je parle doucement, etc. mais je me sens plus révolutionnaire que la LCR.** Parce qu'il y a une bande de machos à l'extrême gauche ! Je veux dire que les apparences sont... **On n'a pas besoin d'avoir des cheveux rouges.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« **Au Planning à l'époque, comme c'était des après-midis d'accueil, c'était des bourgeoises qui ne travaillaient pas.** Moi j'étais le matin à la BN, j'avais un boulot à mi-temps, l'après-midi je travaillais à ma thèse et soit à l'heure du déjeuner, soit après ma thèse, j'allais au Planning qui était dans la rue d'à côté, donc ça tombait très bien. La BN est rue Vivienne. **Donc ces femmes-là, elles étaient des bourgeoises entretenues, et c'était un problème, un très grave problème !** Parce que c'était sans solution. Comment est-ce qu'on peut assurer des permanences à des heures relativement ouvrables si on bosse ? Alors donc il y avait quelques profs qui le faisaient mais la plupart, en tout cas celles qui avaient le temps de m'expliquer, de parler, de faire des analyses etc., c'était des femmes au foyer bourgeoises. **Mais elles le vivaient comme un projet de couple. Leur mari était d'accord pour qu'elles aient cet engagement-là.** Après, quand ça s'est professionnalisé, le problème a été résolu, ce problème-là. **Moi c'est là que ça m'a appris que les bourgeoises depuis toujours, ce sont elles qui peuvent faire changer les choses parce qu'elles ont des loisirs. Et ce racisme antibourgeois est une des choses qui m'exaspèrent le plus parce qu'elles pourraient aussi se recevoir pour le thé, les bourgeoises. Si elles s'emmerdent à faire des actions militantes et tout ça, c'est bien qu'elles se sentent responsables pour que ça change.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Malgré ces explications, Christelle se souvient de moments de malaise liés à l'écart qui existe entre d'un côté les normes de son milieu d'origine et celles en vigueur dans le mouvement.

« En passant devant Saint-Ambroise, on a dit “les mariés avec nous, mariage piège à cons etc.”, là j'ai eu honte. J'avoue j'ai eu honte parce que moi aussi je m'étais mariée, moi aussi j'y croyais, **je me suis dit “on est en train de leur gâcher leur mariage, c'est quand même pas bien ce qu'on fait”, je me suis mise un peu de côté.** Maintenant j'en rigole parce que c'est des contradictions aussi. Ça je n'en étais pas trop fière. C'est rigolo. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Et moi je me suis retrouvée dans le groupe Femmes mariées. On était tellement peu nombreuses, on avait des problèmes tellement spécifiques, on s'est retrouvé à une dizaine et c'était vachement bien. **C'était sensationnel, c'est des moments absolument marquants de ma vie.** J'ai dû y aller une dizaine de fois. Je me rappelle très bien chez qui c'était, R., parce que je l'ai revue trente ans après. Elle était non seulement mariée mais avec un enfant donc on se réunissait chez elle pour ces raisons là (...) On parlait de tout ça... Je n'ai pas un souvenir précis, **si ce n'est qu'on était assises par terre et qu'on fumait beaucoup, on buvait des trucs genre coca, on était une dizaine et c'était très précaire comme confort, ce n'était pas du tout le milieu bourgeois, fauteuil Louis XVI, d'où je venais, mais je me sentais parfaitement bien, parfaitement bien. Tout en étant... c'est ça qui est difficile, c'est que j'ai toujours été une personne déplacée. Parce que quand je suis chez les bourgeois, je me déguise en bourgeoise, ça ce n'est pas trop compliqué, j'ai les déguisements qu'il faut. Mais je n'en peux plus, ce n'est pas possible, ces histoires de faire-part de mariage et tout ça, ça me gave, mais je sais me taire. Et quand je suis avec des féministes, j'ai un look tellement bourgeois qu'évidemment elles n'ont pas trop confiance. Elles ont tout à fait raison. Donc je ne suis vraiment moi-même que seule en train d'écrire.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

En se présentant comme une « personne déplacée », Christelle met en évidence le fait son engagement féministe l'implique dans un processus de recomposition de ses appartenances. Ainsi, même si le milieu féministe est, d'après elle, opposé en tous points à son milieu d'origine, c'est bien dans les groupes militants qu'elle se sent le plus chez elle et ce sont eux qu'elle présente comme sa famille.

« Les AG, on appelait ça une AG, mais c'était toutes les semaines. C'était le nom des réunions. J'y suis allée, j'étais morte de timidité comme je vous l'ai dit, donc j'y allais en ouvrant de grands yeux et sans rien dire du tout. Moi qui étais une petite fille très ordonnée, toujours au premier rang, à écouter la prof bien sage (et à la fac pareil, en russe on était trente donc j'étais toujours au premier rang, à écouter, à travailler), **donc je ne me retrouvais pas dans ce monde, dans ce bordel, avec ces filles en pantalon, moi je n'ai jamais mis de pantalons par exemple.** Encore maintenant ça fait rigoler toutes mes copines. **Mais donc je ne m'y retrouvais pas et puis en même temps c'était quand même formidable. Je me sentais plus attirée par ce monde que par ma famille catholique. Ma famille catholique, je les rejetais avec une violence.** Pas mes parents et mes sœurs, ça c'est une chose, mais la famille de mon père qui était très catholique avec huit à dix enfants par famille, une hypocrisie bourgeoise, petit-bourgeois même. Un catholicisme mal placé avec des valeurs de paraître, un racisme et un antisémitisme larvés, que je n'ai identifiés que bien plus tard mais... Tout était dans le paraître, donc voilà. **Je rompais avec ce milieu-là et je tombais dans un autre qui était quand même un peu beaucoup pour moi, mais même si c'était beaucoup, c'était plutôt ça quand même.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Donc j'ai fait toutes les manifs, moi qui n'aime pas la foule, qui ai peur des effets de foule... **Les manifs féministes c'est les seuls moments où je suis mais alors heureuse !** J'ai tout de suite trouvé... C'est-à-dire que j'ai vraiment l'habitude des sœurs, comme je vous ai dit j'en ai quatre, on s'entend très bien même si quand on était petites... Mais on s'entend vraiment bien encore maintenant. Donc les manifs, pour moi, je suis chez moi, **c'est mon élément, c'est des copines. Et puis depuis le temps que je les fais, on se connaît, moi je passe mon temps dans la manif à dire bonjour à des copines, on s'embrasse, je ne sais même plus comment elles s'appellent, mais ça fait longtemps qu'on se voit, c'est pareil.** Moi je suis contente d'aller à la manif ce samedi, et pour le truc et parce que je vais rencontrer des copines. J'ai toujours un tract à leur distribuer. **C'est vraiment chouette, moi c'est ma famille, la famille que j'ai choisie, c'est les féministes bien sûr, partout dans le monde d'ailleurs, j'ai des sœurs et des cousines partout sur cette terre.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Je suis revenue au Planning après, en 97. J'ai refait deux ans de Planning après quand je suis revenue à Paris. **Le Planning c'est ma famille, je les aime,** je les trouve formidables, je trouve que c'est un mouvement extraordinaire qui change le monde. Il

y a rien de plus révolutionnaire que la sexualité, le plaisir, le désir. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Le souvenirs évoqués par Christelle mettent donc en relief une évolution, suscitée par le passage d'un monde à l'autre et qui, certes a contribué à créer chez elle des tensions internes, mais a aussi permis son affirmation comme un être social autonome.

c) Une « exigence de distinction » : être une meneuse et une historienne

Dans une des premières citations faites plus haut, Christelle regrette l'« exigence de distinction » de son père. Pourtant il semble que cette exigence ait continué de peser sur elle et ait contribué à façonner sa mémoire : d'une part, les souvenirs qu'elle mobilise visent à la distinguer des milieux dans lesquels elle a baignés et à ainsi construire son image de leader. D'autre part, ses interprétations du passé semblent répondre à un souci de construction, si ce n'est d'encadrement, des mémoires féministes. En s'appuyant sur son statut d'historienne, Christelle semble soucieuse de diffuser ce qui lui semble être la « bonne » histoire des femmes, à des fins certes de connaissance mais aussi d'identité ou d'exemple.

Christelle se présente volontiers comme différente et met en avant, tout au long de son récit de vie, les éléments qui la distinguent des milieux dans lesquels elle a baigné. Nous avons déjà vu, par exemple, qu'elle se pensait comme à la croisée de différents milieux et donc particulière dans chacun d'eux. Dans la description qu'elle fait de sa famille, elle insiste sur le fait que très tôt elle a exercé un regard critique sur ses parents. Elle se présente comme plus mature qu'eux et met en avant son tempérament de *leader* vis-à-vis de ses sœurs.

« Mes quatre sœurs, elles seront toujours des petites sœurs et moi je serai toujours une aînée. **Donc elles me suivent, quand je fais un truc elles me suivent, elles ne se posent pas la question.** Les Chiennes de garde elles suivent... non, les Chiennes de garde elles ont commencé par dire "Christelle tu es folle", mais après, elles m'ont suivie contre vents et marées ; **quand je fais un truc, elles sont là, c'est mes groupies, c'est normal.** Il y en a même une qui fait les banderoles des manifs, c'est pour vous dire ! **Mais elles me disent "si tu n'étais pas là, je ne le ferai pas, je le fais parce que c'est toi". C'est bizarre, ça !** Elles n'ont pas vu les parents comme moi.

Pour elles, les parents c'était les parents, ils étaient grands. **Pour moi c'était des bébés colériques, ce n'était pas des grands. Donc on a eu cette différence, elles sont restées enfants très longtemps et moi je suis devenue adulte à neuf ans.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

S'il y a bien une qualité par laquelle Christelle affirme sa spécificité et se distingue de sa famille, c'est son intelligence. En effet, elle explique que dès le plus jeune âge elle s'est démarquée par des capacités intellectuelles hors du commun.

« **Ils n'étaient pas du tout mûrs, mes parents**, puisqu'ils se sont mariés à vingt et un ans et je suis née quand ils avaient vingt-deux ans, et à vingt-cinq ans, ils avaient déjà quatre enfants, donc tout ça ne prédispose pas à mûrir (...) **Mes parents quand j'avais dix ans, je les ai jugés.** Je vais avoir l'air de manquer de modestie mais ça sera plus simple : **quand j'étais enfant, j'étais exceptionnellement intelligente.** J'étais une surdouée comme on dit maintenant. À l'époque, on mesurait les QI et c'était impressionnant. **Mais cette très grande intelligence était tempérée par le reste, c'est-à-dire que je n'étais pas très jolie, un peu trop grosse, extrêmement orgueilleuse et par conséquent effroyablement timide. Mon intelligence était ce qui m'apportait le plus de plaisir.** C'est-à-dire que je lisais Voltaire à onze ans. Je lisais un livre par jour. J'ai appris plusieurs langues en jouant. Je dis bien "j'étais" parce que ça s'est éteint à l'adolescence. C'est très curieux, ce phénomène. **Je sais que je suis toujours intelligente** mais la capacité d'absorption des connaissances que j'avais jusqu'à douze ans était faramineuse : **j'avais trois ans d'avance à l'école et ça n'allait jamais assez vite pour moi, les cours.** Quand je faisais une dissertation, je sortais douze pages comme ça sans problème. J'ai toujours voulu écrire. La leçon d'histoire, je la regardais, je la savais, j'avais une mémoire faramineuse. C'est pour ça que je le dis, car c'est d'une autre personne que je parle. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Et donc comme **j'étais beaucoup plus intelligente, intellectuelle devrais-je dire, que mes quatre sœurs**, comme j'étais l'aînée, je les écrasais facilement... Donc tout ça fait **qu'on investissait sur moi, j'ai été présentée au concours général**, néanmoins j'ai été élevée très difficilement parce que quand j'avais une bonne note, un 18, mon père me disait "pourquoi tu n'as pas eu 20 ?". Mon père n'était jamais content de ce que j'avais. J'avais une sœur qui était très jolie, une sœur qui était très artiste, donc moi, c'était ce côté-là. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

L'intelligence apparaît, chez Christelle, comme l'attribut par excellence du sujet autonome. C'est lui qui permet à l'individu de se distinguer dans son milieu d'appartenance et de s'extraire des situations de domination dans lesquels il est pris. L'intelligence c'est ce qui permet à Christelle de s'affranchir des rapports sexistes dans lesquels sont pris ses parents. Ainsi, dans son discours, elle place le machisme dans le camp de la « bêtise » et montre aussi comment faire preuve de son intelligence est la seule voie possible pour s'extraire des représentations misogynes qu'a son père sur les femmes.

« Tout ça pour vous dire, qu'à l'âge de dix ans, j'ai regardé mes parents et je me suis dit "mais ce sont des grands enfants mes parents !", ils avaient trente-deux ans. Ils raisonnent comme des pantoufles, ils sont vraiment infantiles, voilà j'ai quitté l'enfance à dix ans, en les voyant comme des enfants ; **il fallait que je prenne en charge parce qu'ils étaient vraiment trop bêtes.** C'est vrai **qu'ils n'étaient pas très malins dans leurs rapports entre eux.** Mais je n'avais pas du tout d'analyse féministe à ce moment-là. **Ils étaient dans un machisme très classique, ça j'en parle, je me rappelle...** Parce que mon père disait toujours que les femmes... **ce n'est pas qu'il affirmait qu'elles soient moins intelligentes mais il disait qu'elles n'avaient aucun moyen de le prouver.** Il nous embarquait dans des raisonnements fumeux, c'était un esprit très paradoxal. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Dans les évocations du passé qui font référence à l'intelligence, on peut observer que cette dernière est toujours présentée comme le moyen pour les individus de sortir de rapports sociaux contraignants, qu'il s'agisse de rapports de classe, de race ou de sexe. Ainsi, Christelle explique que c'est par son intelligence que son grand-père a réussi à s'extraire du rapport de domination de classe dans lequel il était pris :

« Tout ça pour vous dire que mes parents attachaient une très grande importance à l'intelligence. Mon père avait fait l'X, et ma mère, son frère avait fait l'X. Et **son père était un petit paysan sorti de sa misère par son intelligence, puisqu'il était devenu agrégé d'allemand.** Orphelin à six ans, très pauvre, dans un petit village de Lorraine allemande (c'était après la guerre de 70) mais poussé par l'institutrice, il est devenu professeur d'allemand à Paris, au lycée Chaptal. **Ce parcours de l'intelligence, il n'y avait que ça de valorisé dans la famille.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

De la même façon, elle explique comment son père, malgré son origine bourgeoise, parvenait, par son intelligence, à paraître aristocrate et ainsi se hisser à une position sociale plus favorable.

« Ma mère, qui venait d'un milieu plus populaire, était, elle, au contraire extraordinairement humaine, dans le sens qu'elle savait reconnaître les qualités chez la concierge ou chez la grande dame. Mais en même temps, elle était bluffée par le milieu aristocratique dans lequel évoluait mon père par son travail, et dont elle disait toujours que la caractéristique était l'aisance : "Ces gens-là ont de l'aisance, ils sont à leur aise partout". Tandis qu'elle, elle se sentait maladroit et empruntée, **mon père était maladroit lui aussi, mais avec son intelligence, il savait avoir l'esprit brillant et compenser, parce que son origine bourgeoise ne lui donnait pas ce brillant-là.** »
(Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Dans l'extrait suivant, l'intelligence est encore une fois évoquée en opposition aux privilèges que peut apporter une position sociale dominante. Ainsi, face au concierge du lycée qu'elle présente comme « idiot » mais citoyen parce que de sexe masculin, elle oppose des femmes dépourvues du droit de vote alors que, selon elle, plus intelligentes que lui.

« Alors **elle [sa mère] avait quand même des remarques féministes quand on discutait notamment sur l'intelligence des femmes.** Parce qu'elle nous racontait toujours l'histoire du concierge du lycée. Est-ce que je l'ai racontée ? Non, pas cette histoire. Sa mère à elle, était professeure de couture, parce que d'après maman elle avait des doigts de fée. C'était une couturière merveilleuse, elle avait été première dans une grande maison de couture mais en se mariant, en ayant des enfants, elle avait voulu faire un métier compatible avec les enfants, donc elle avait été professeure de couture. Là aussi elle avait fait une carrière paraît-il magnifique mais elle s'était mise à mi-temps pour pouvoir s'occuper des enfants, et elle disait à maman de ne pas dire qu'elle travaillait parce que c'était honteux dans la bourgeoisie qu'une femme travaille, ça m'a beaucoup marquée cette affaire-là. **Elle disait que dans le lycée où elle exerçait, le concierge qui était un invalide de guerre (la guerre de 14), un invalide de guerre complètement idiot, écrasait de son mépris la directrice et l'ensemble des professeures qui étaient de brillantes intelligences parce que lui avait le droit de vote et pas elles.** Et ça, elle a raconté cette histoire au moins dix fois. **De penser que Marie Curie, la directrice et les professeures n'avaient pas le droit de vote alors que ce crétin l'avait, elle disait que c'était trop injuste, ce privilège donné aux hommes.** Et puis dans plein de sujets, il me semble qu'elle s'insurgeait quand même

sur des choses de base comme ça. Par exemple, pour Polytechnique, mon père disait toujours que les filles ne pouvaient pas y rentrer et qu'elles ne pouvaient donc pas démontrer leur intelligence. Et ma mère disait "vous verrez, le jour où elles pourront entrer, ça changera". » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

A propos de Polytechnique et de la coïncidence déjà évoquée entre la naissance de sa fille et l'entrée d'une femme dans cette école, elle dit : « Je l'ai regardée et je me suis dit "toi tu pourras tout faire, tu n'auras personne qui te dira : les filles sont moins intelligentes que les garçons". » Pour elle, l'intelligence, et la possibilité d'en faire la preuve par les études, constituent un attribut fondamental pour renverser le rapport de domination femmes/hommes. C'est, selon elle, parce que sa mère n'a pu faire la preuve de son intelligence par les études qu'elle s'est retrouvée prise dans un rapport inégalitaire avec son père.

« Mes parents ne s'entendaient pas du tout, mon père n'était pas bien avec ma mère. Il ne l'a jamais battue, il n'a jamais élevé la voix mais dans les milieux bourgeois, il y avait moyen de la détruire, de la démolir avec des petites phrases ironiques, dont j'ai de très nets souvenirs, que j'écrirai aussi parce que c'est la prise de conscience de ça qui est mon féminisme. C'est-à-dire que comme mon père traitait mal ma mère, j'appelais ça un paillason, il s'essuyait les pieds sur ma mère en gros, eh bien moi **j'étais révoltée, indignée qu'il la traite comme ça, parce que ce n'est pas parce qu'elle n'avait pas fait autant d'études que lui, elle n'avait fait que les Beaux-Arts et puis elle s'était mariée à vingt et un an, eh bien ce n'est pas parce qu'elle n'avait pas pu faire des études aussi brillantes qu'elle n'était pas aussi intelligente que lui. Je voyais très bien qu'elle était aussi intelligente.** Elle était très intelligente, elle ne se laissait pas démonter. Mais en vertu du fait que dans l'ordre patriarcal, on doit filer doux, on doit porter le nom de son mari, etc... » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Pour Christelle elle-même, son intelligence est ce qui lui permet de renverser le rapport de genre dans lequel elle est prise : même si elle s'en plaint car cela a contribué à limiter sa vie amoureuse pendant l'adolescence, elle explique que son intelligence lui donnait l'ascendant sur les garçons et la rendait certes marginale mais l'extrayait du rapport inégalitaire dans lequel les autres filles étaient prises.

« Avec la puberté, avec les garçons et avec tout ce qui est allé autour de ce monde mystérieux des hommes que je ne connaissais pas parce que je n'avais que des sœurs,

là j'étais simplement intelligente... **Mais peut-être trop intelligente dans le sens où je faisais de l'ombre aux garçons** et alors là c'était vraiment raté pour ce que je désirais à l'époque, c'est-à-dire avoir des relations avec des garçons. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Pour être sincère, c'est le seul garçon qui me l'a proposé parce que je faisais fuir les garçons. C'était comique. **Ils restaient cinq minutes avec moi, je disais des choses trop intelligentes, trop, trop, j'ai toujours été trop pour eux. Ils fuyaient. Je ne savais pas faire, je ne savais pas qu'il fallait battre des cils et dire "comme c'est intéressant, ce que vous dites !" Maintenant je sais, maintenant je sais très bien.** J'ai mis beaucoup de temps pour apprendre à séduire mais maintenant je connais toutes les méthodes. **Il faut cacher soigneusement son intelligence et dire "je ne sais rien du tout de la théorie sur la tectonique des plaques, racontez-moi un peu, c'est passionnant !"**. Maintenant je sais, et puis j'ai interviewé tellement d'hommes... car maintenant je fais une recherche sur les hommes. Donc je sais vraiment comment il faut les prendre. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Elle évoque aussi combien son intelligence, et de manière plus large l'ensemble des qualités et des défauts qui font sa spécificité, ont contribué à son isolement.

« Donc bref, pour les amies, j'étais haïe pendant toute ma scolarité. Mon père me disait "j'ai toujours eu le prix de bonne camaraderie", il avait un grand sens de l'amitié, il était responsable de sa promo, ce qui veut bien dire à quel point il était sociable. Il avait énormément d'amis. Mais moi, avant l'âge adulte, je n'ai jamais eu d'amis, j'ai passé une enfance extrêmement solitaire. Ma sœur qui me suit, j'ai un an de plus qu'elle, mais on avait quatre ans d'âge mental de différence. **J'étais très en avance et elle a mûri plus tard. Donc j'étais très seule, très seule et mes trois petites sœurs se liguait contre moi, ce qui est tout à fait normal car je n'étais vraiment pas sympathique.** Je le dis sans amour-propre. **Je n'étais pas sympathique, j'étais moche, j'étais butée et j'étais exceptionnellement intelligente, ce qui fait que : comment voulez-vous qu'on aime quelqu'un qui est orgueilleux et intelligent ?** À l'école, elles me détestaient, j'étais toujours toute seule, personne ne voulait s'asseoir à côté de moi. Et puis j'ai changé. Quand je suis arrivée en seconde, première, avec l'âge des premières règles et tout ça, j'ai changé. J'ai perdu de ma superbe. **J'ai appris à écouter. J'ai tendu la main. Mais j'ai des souvenirs effroyables de ma vie jusqu'à quatorze ans, effroyables. On rentrait à trois de l'école parce qu'on habitait tout**

près, elles étaient toutes les deux devant et elles me laissaient seule derrière. J'ai toujours été comme ça, pas admise. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

La figure de l'isolement, récurrente dans les mémoires féministes (cf. chapitre 8), permet d'exprimer les difficultés qu'éprouvent les féministes à être un sujet autonome dans une société patriarcale. A ce titre, la rencontre avec le milieu féministe est souvent présentée comme la fin de l'isolement : elle permet de découvrir que d'autres personnes vivent des expériences similaires.

Les spécificités qui isolaient Christelle dans sa famille (maturité, intelligence, tempérament de *leader*) sont présentées ensuite comme des atouts pour devenir une figure dominante du mouvement. Lorsqu'elle évoque l'échec des Chiennes de garde, qu'elle impute à des conflits internes, Christelle affirme que ses qualités personnelles auraient pu lui permettre d'être une des principales actrices du renouvellement du féminisme mondial.

« Peut-être que je me serais lassée. On ne sait pas, **peut-être que ça aurait été le grand mouvement qu'on attendait en Occident**, peut-être, parce que j'avais traduit dans plusieurs langues, il commençait à y avoir des meutes à l'étranger. **Je crois que j'en aurais été capable parce que mon mari m'a toujours dit que j'étais faite pour créer une entreprise et la diriger. Je crois que j'en aurais été capable, on ne peut pas refaire l'histoire, peut-être que ça n'aurait pas marché non plus. Peut-être que ça aurait renouvelé le féminisme mondial** donc, pour cette raison, j'en veux beaucoup à M. parce que c'était un capital qui à l'époque était d'une grande valeur. C'est très dommage. » (Récit de vie n°2 avec Christelle, 3/08/2008)

Dans le contexte hexagonal, Christelle se présente volontiers comme une meneuse, mettant en valeur son rôle dans la réussite d'actions militantes de grande ampleur.

« Ce que j'ai oublié de vous dire c'est que juste après les élections de 1978, j'ai fait au moins un bon truc, profitant de cet élan, où j'avais été arrêtée en plein vol au premier tour, **j'ai fait une pétition pour l'ouverture d'un centre qu'on appelait à l'époque d'orthogénie, c'est à dire d'avortement, à l'hôpital de Senlis, et j'y suis arrivée.** 10 000 signatures, un médecin sympa et on a ouvert un centre d'avortement à Senlis. **Ça c'est une action de pétition que j'ai vraiment menée, ça m'a pris en temps fou, vous imaginez, 10 000 signatures !** Donc je suis très contente, on l'a ouvert, c'est un bon truc. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

De fait, Christelle a été à l'origine de la création d'associations importantes de l'espace de la cause des femmes et a longtemps occupé le poste de présidente dans ces structures. Au travers de ses souvenirs, elle revendique son implication et sa capacité à endosser ce rôle.

Elle construit ce rôle de *leader* par la façon dont elle évoque l'histoire des féminismes : elle met fortement en avant les personnalités dominantes du mouvement dans ses récits du passé, se présentant ainsi comme des leurs. Par exemple, elle m'explique qu'elle souhaite construire ses mémoires en chapitres dont chacun porterait le nom d'une grande figure de l'histoire du féminisme français de 1970 à nos jours :

« Là aussi je ferai un chapitre, **parce que les chapitres suivants j'ai l'intention de les faire, d'ailleurs donnez-moi votre avis, de les faire par personne.** Je pense que c'est plus intéressant que d'aller chercher dans l'index. **Je ferai un chapitre sur R., un chapitre sur H., un chapitre sur V., sur M.¹, un chapitre par personne avec le fil du temps.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« **Mais sur mes mémoires justement, je n'ai pas pensé à d'autres femmes que ces trois-là parce qu'il se trouve que ces trois-là je les ai connues et pas les autres. Que les femmes pas connues qui sont mes compagnes depuis des décennies, il n'y a pas matière à...** puisqu'on n'a pas eu beaucoup de discussions, parce que il faut quand même voir les choses en face, **j'ai un tempérament de leader**, il n'y a pas de doute... j'ai déjà expliqué ça, comme j'étais l'aînée. Encore l'autre jour, j'étais dans un cinéma, la lumière se rallume et l'écran s'éteint, il n'y a que moi qui se lève pour aller dire au projectionniste que le film s'est arrêté parce qu'une bobine est cassée. C'est toujours comme ça. **Il fallait une personne qui se lève et bien c'était moi.** Si on attend, on attend jusque très longtemps. Je trouve insensé que les personnes, qui étaient là, ne se lèvent pas. C'est un tempérament, je l'aurai toujours. **Donc pour être tout à fait objective, les trois femmes dont je vais parler, ce sont des femmes aussi leaders, importantes, très connues et avec qui j'ai eu des différends très importants.** Toutes les autres femmes que j'ai connues dans le mouvement, ce n'était pas ça. Par exemple, F., c'est aussi une femme très connue dans le mouvement mais je n'ai pas eu véritablement de différends avec elle, je la respecte comme elle est. Je ne pourrais pas en dire plus que dix lignes. Il n'y a pas une histoire qui se développe entre nous. **Et puis les autres je dois reconnaître que j'ai toujours été la leader.** » (Récit de vie n°2 avec Christelle, 3/08/2008)

¹ Elle cite quatre noms de militantes féministes connues avec lesquelles elle a milité.

Alors que dans l'entretien projectif elle insiste sur la nécessité de valoriser les collectifs et non les individualités, en faisant l'inverse dans son récit de vie et dans l'ébauche de ses mémoires, elle développe une image de meneuse.

En plus de l'affirmation de son rôle de *leader*, Christelle se montre soucieuse dans son récit de vie de valoriser son travail d'historienne. Elle fait de la parution de son ouvrage d'histoire des femmes un événement important de sa biographie et fait du qualificatif d'historienne une dimension importante de son identité narrative.

« Finalement la réception de ce livre reste encore aujourd'hui un mystère. La dernière édition, qui a été faite en 2006, n'a pas aussi bien marché et j'ai été déçue. **En 1989, il y a eu 50 000 exemplaires vendus en trois mois, ce qui est faramineux, et ensuite encore 50 000 exemplaires dans les années qui ont suivi.** Ce qui est drôle c'est que quinze éditeurs avaient refusé l'ouvrage avant la publication car ils pensaient que le projet était trop ambitieux (...) **Donc avec ce livre, à partir de 89, je suis devenue très connue du jour au lendemain, je passais à la télévision, sur les radios, dans des émissions très écoutées, comme celle de Jacques Chancel.** Ça m'a permis de perdre ma timidité. Je n'étais pas émotive, mais je n'ai plus eu le trac, et ça c'est déjà une grande chance ! À l'époque je ne me considérais pas comme une historienne, parce que je n'avais pas vraiment suivi la formation. **Mais un jour Michelle Perrot m'a dit qu'elle me considérait comme une historienne alors maintenant j'accepte ce qualificatif volontiers.** En 2001, j'ai donné toutes mes archives de ce livre aux Archives Féministes d'Angers. J'en avais une cave pleine. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

L'évocation ici de son don aux Centre des archives du féminisme d'Angers est une autre façon de revendiquer son rôle dans l'écriture de l'histoire des femmes et des féminismes. Sa volonté de se positionner en historienne des femmes, pour ne pas apparaître simplement comme une militante faisant œuvre mémorielle, se traduit dans sa façon d'appréhender l'écriture de ses mémoires : ainsi, elle m'explique vouloir écrire deux versions de ses mémoires, une version qu'elle qualifie de « scientifique » et une version plus dépouillée et à vocation davantage mémorielle.

La construction de ces deux dimensions de son identité narrative (meneuse et historienne) contribue à donner davantage de poids à son discours sur le passé. Forte de cette

double casquette de figure dominante du mouvement et d'auteure de livre d'histoire des femmes, Christelle se montre soucieuse de construire et de transmettre le passé. N'hésitant pas à rectifier ce qui ne lui semble pas être l'interprétation juste du passé, elle semble même vouloir jouer un rôle dans l'encadrement des mémoires féministes. Ainsi, elle insiste à plusieurs reprises sur le fait que sa mère considère De Gaulle comme « celui qui a donné le droit de vote aux femmes ». Elle présente cette interprétation du passé comme une absence de maturité politique.

« C'est-à-dire que **ma mère s'est figée au droit de vote par De Gaulle, De Gaulle qui nous avait libérés, et ça lui a tenu lieu de conscience politique pendant toute sa vie**, y compris jusqu'à aujourd'hui où elle vote pour Sarkozy parce que c'est l'héritier du parti gaulliste, ça me fend le cœur mais bon... Elle a voté pour De Gaulle toute sa vie parce qu'il avait libéré la France, et Chirac en est l'héritier. **Donc je n'appelle pas ça une conscience politique, j'appelle cela du sentimentalisme.** » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Elle oppose à cette vision une autre interprétation du droit de vote, portée également par d'autres figures dominantes du mouvement, et qui présente cette histoire comme celle d'une conquête des mouvements féministes et non comme un cadeau fait aux femmes par le premier président de la Ve République. Outre ces rectifications, Christelle ponctue souvent son récit de vie de références à l'histoire qui pourraient s'apparenter à de courtes leçons. Dans ses mémoires, lorsqu'elle évoque le fait qu'elle a pris la pilule quelques années, elle ne manque pas de préciser la date à laquelle la loi Neuwirth a été votée. Lorsqu'elle parle du groupe féministe des années 1970, appelé les Pétroleuses, elle souligne la référence à la Commune.

« Très rapidement se sont constitués des groupes. Il y avait les Gouines rouges, les Pétroleuses, tout ça... Alors les Gouines rouges par définition c'était quand même spécial, les Pétroleuses elles avaient l'air d'avoir vachement de conscience politique, **elles faisaient référence à la Commune** et tout ça, moi elles me bluffaient complètement avec leurs discours politiques. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Elle se montre soucieuse de dire l'histoire des femmes et des féminismes, même si la référence au passé ne s'intègre pas toujours dans la continuité du récit qu'elle est en train de faire.

« Je lisais très soigneusement *Le Monde*. En 70, je sortais de Sciences-Po. D'ailleurs j'avais Seillière comme maître de conf et Seillière nous posait des colles sur le petit article en haut à gauche, je me rappelle très bien. Et donc je le lisais très soigneusement tous les jours, j'aime beaucoup ça lire *Le Monde*. **Quand j'ai vu ça** [le dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu] ! **Enfin ! Ça arrivait en France ! euh... 70, non je n'y étais encore allée... C'est en 72 que j'ai séjourné aux États-Unis. Donc en 70, c'est simplement : les voilà, elles arrivent en France ces sorcières rouges allemandes, ou ces trucs que j'avais lus sur Berkeley ou autres, j'avais vu avant qu'il se passait des choses ailleurs.** Bien que j'étais à Nanterre, c'est quand même incroyable cette histoire-là. **Vraiment 68, personne ne veut le croire, encore l'éditrice, il faut que je me batte avec l'éditrice parce qu'elle veut faire une jaquette de mon livre "les quarante ans de 68", mais ça n'a pas de sens pour les femmes.** En tout cas, **moi je n'ai rien vu d'intéressant pour les femmes**, en étant à Nanterre ! Ce n'était que des mecs. C'était le bordel. » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

Ici on voit, dans la façon dont elle fait référence aux féministes allemandes et américaines, que sa connaissance de ces mouvements à l'époque est en réalité une reconstruction *a posteriori* : alors qu'elle semble vouloir dire qu'elle avait découvert ces mouvements lors de son séjour aux Etats-Unis, elle se reprend car se rend compte que son voyage était en fait postérieur à 1970. Cherchant, comme elle le fait d'ailleurs pour 68 dans la suite de l'extrait, à connecter son histoire personnelle à la « grande Histoire », elle se heurte là à une incompatibilité des deux récits. Elle laisse donc entrevoir le fait qu'elle convoque ces références à l'histoire des féminismes, non pour la nécessité du récit mais simplement pour le plaisir de dire et de transmettre l'histoire des féminismes. Il ressort d'ailleurs de son évocation de 68 ce même souci de dire l'histoire des femmes, et plus exactement de rétablir ce qui lui semble être la « bonne » interprétation du passé. Ainsi, même si ce n'est pas explicite dans l'extrait cité, on comprend à d'autres moments du récit de vie qu'elle défend plutôt l'idée, déjà évoquée dans le chapitre 4, selon laquelle Mai 68 ne marquerait pas le début du MLF en France mais simplement le moment d'une prise de conscience suscitée, au contraire, par le machisme à l'œuvre dans ces mobilisations.

Ses discours sur le passé semblent donc avoir vocation à construire, si ce n'est encadrer, les mémoires féministes. Une observation d'une réunion du groupe Encore féministes !, à laquelle Christelle participait, m'a permis d'appréhender en direct la façon dont elle endosse

la responsabilité de transmettre l'histoire des femmes. Les interactions retranscrites ci-dessous ont lieu lors du tour de table qui invite chacune à se présenter.

G. explique qu'elle travaille à la télévision et qu'elle est une vieille féministe. S. prend ensuite la parole, elle se présente comme retraitée et explique qu'elle est « féministe depuis l'âge de quatre ans sans le savoir¹ car [sa] mère qui était médecin n'avait pas le droit de vote. **Christelle intervient alors : « Donc on peut facilement savoir, si on sait calculer un peu, que tu es née en 40 ! D'ailleurs est ce que vous savez toutes l'année de l'obtention du droit de vote des femmes ? ».** Une autre militante, R., répond : « 1944 ! ». Christelle la félicite : « Bravo Claudine, c'est bien ! Et le jour ? ». S. répond à son tour : « Le 21 avril ! ». **Christelle continue en disant : « Oui ! D'ailleurs depuis le 21 avril 2002, ils nous ont bousillées cette date ! Il faudrait se la réapproprier ! ».** Une autre militante, F., dit alors : « D'ailleurs Jospin s'était trompé sur cette date, c'était vraiment scandaleux qu'un homme politique de cette importance ne sache pas ça. ». **Et Christelle clos l'échange sur ce sujet en disant : « Oui je sais c'est d'ailleurs moi qui l'avais repris à Matignon ! »** (Observation d'une rencontre du groupe Encore Féministes !, 04/02/07)

Dans cette interaction on voit bien le souci qu'a Christelle de construire et transmettre l'histoire des femmes. C'est dans cet esprit que, lorsqu'elle devient présidente de l'Association des Femmes Journalistes, elle crée le prix Séverine en référence à la journaliste féministe de la première vague.

d) Deux mondes et son engagement dans l'histoire au cœur de l'entretien projectif

Les motifs narratifs récurrents dans le récit de vie de Christelle sont aussi présents dans son interprétation des photos de l'entretien projectif.

Tout d'abord, on retrouve les traces du processus de recomposition de ses appartenances dans lequel Christelle est prise à partir du moment où elle s'engage comme féministe. Ainsi, elle oppose son interprétation de la photo n°1 à son interprétation de la photo n°2, chacune de ces deux photos étant présentée comme l'illustration des deux mondes qu'elle

¹ Nous verrons que cette forme narrative qui consiste à se présenter comme « féministe sans le savoir » depuis l'enfance est récurrente dans les récits de vie des militantes : cf. chapitre 8.

a traversés. La photo qui montre deux femmes se faisant face, dans un salon du début du siècle, fait écho à son milieu d'origine, qu'elle rejette :

« Et puis, en même temps, il y a une tendresse dans cette petite fille qui est à l'aise sur le corps de sa mère, on peut penser que c'est sa mère. **Et puis un profond dégoût pour la bourgeoisie. Ça me gave tout ça, les robes à smocks tout ça. C'est tout le milieu dont je viens donc c'est une réaction extrêmement violente.** » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 1)

A *contrario*, la seconde photo, qui représente le mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis, lui donne l'occasion de réaffirmer son appartenance à un monde différent de celui dont elle vient :

« **Ça j'aime ! Ça ça me fait plaisir ! C'est le monde dans lequel je me reconnais.** *We protest, injustice, la NAACP, etc. discrimination hurts, ça ça me plaît. C'est le monde auquel j'appartiens par choix. L'autre c'était le monde d'où je venais.* Mais là comme il y a une femme au premier plan, ça me plaît. Elle dit "*equality now*", même si on ne voit pas le *e*, ça ça me plaît. Je vois bien que c'est une manifestation. Il y a des blancs et des noirs, des femmes et des hommes, **tout ça c'est le monde que j'ai choisi. C'est comme ça que je m'exprime, c'est là que je me sens bien, c'est pour changer le monde de manière pacifique.** C'est du *picketing*. C'est une démonstration, il n'y a pas beaucoup de gens, ils marchent, **j'en ai fait peut-être des centaines de manifestations comme ça je me sens vraiment bien là, je me sens un être humain en marche, membre d'une collectivité qui veut changer le monde pacifiquement.** Même si cette manifestation, là manifestement c'est pour les noirs et les blancs, mais **le fait que je vois une femme au premier plan avec un sac et un genre très dadame, je m'identifie,** et les gants en plus. Il y a des hommes en tee-shirt et un homme en cravate, il y a de tout. **Ça ça me plaît vraiment. Je me sens tout à fait moi-même dans cette photo.** » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 2)

Son interprétation de la photo n°4, qui donne à voir des femmes de ménage de la CGT manifestant pendant l'entre-deux-guerres, est là encore l'occasion pour elle d'affirmer son appartenance au groupe des femmes en lutte, qu'elle définit encore une fois comme « sa famille ».

« Ça date forcément des années 30. C'est formidable ça. Je ne savais pas... ça m'apprend quelque chose, je ne savais pas que ça existait. Le syndicat des nettoyeurs et des femmes de ménage avec le plumeau et le balai, **les femmes qui ont le poing en l'air, je trouve ça formidable. C'est une leçon de dignité. C'est des femmes qui s'affirment comme sujets politiques.** Avec des enfants, des femmes qui vont manifester avec des enfants. **Je jubile à voir des photos comme ça. Je jubile, pour moi c'est vraiment ma famille ces femmes-là.** Ces femmes en révolte avec des métiers mal payés, humbles, dévalorisés, etc. et qui ont des sourires de vainqueurs, qui sont joyeuses. C'est jubilatoire ce genre de photos. C'est 36 ? C'était une belle époque. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 4)

La question de ses appartenances transparait aussi dans l'interprétation qu'elle fait de la photo n°8, qui montre une femme mettant un bulletin dans une urne, urne sur laquelle il est écrit « La Femme doit voter ». Ainsi, elle renouvelle son sentiment d'appartenance à cette famille.

« Mais ces photos-là m'emplissent d'admiration. C'est comme celle que tu m'as montrée des Etats-Unis. **Celles-là je les trouve magnifiques ces deux femmes. Surtout que ces deux femmes qui votent avec un tablier d'ouvrières. Celles-ci ont un chapeau elles sont forcément bourgeoises, c'étaient des insignes de classe, mais là ce que j'aime dans ce mouvement féministe là c'est qu'apparemment il recrutait large.** Je sais bien qu'elles étaient parfois déclassées, pauvres etc. **ces femmes-là, c'est mes vraies grand-mères.** Les femmes réclament à leur tour le droit de cité. Magnifique. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 8)

Par ailleurs, elle souligne la mixité sociale contenue dans le mouvement probablement en référence aux difficultés qu'elle a pu avoir à concilier origine bourgeoise et aspirations révolutionnaires.

Les photos n° 12 et 18, qui montrent respectivement une barricade de Mai 68 et le dépôt de la gerbe à la femme du soldat inconnu, sont l'occasion pour Christelle de renouveler le récit de son passage d'un monde bourgeois complètement apolitique dans lequel elle évoluait en se pliant passivement aux normes, à un monde politisé dans lequel elle a pu prendre part au monde, se transformer et se construire une famille.

« Là je dois dire que c'est absolument documentaire pour moi parce que **comme je te l'ai peut-être déjà raconté, j'ai passé 68 enfermée chez moi. Mai 68, je ne sais même plus si on avait la télé, on écoutait la radio un peu. Cette image-là j'ai dû la voir dans les journaux, ça ne me rappelle rien de réel. J'ai passé ça dans un rêve, j'étais au XIXème siècle et je travaillais sur mon mémoire que j'ai soutenu en juin, et j'étais sur l'amitié entre Tourgueniev et Flaubert.** Malheureusement là je n'ai rien à dire là-dessus. **C'est un monde qui m'est totalement étranger.** Je ne savais même pas que... il y a un intérêt documentaire parce que je ne savais même pas que c'était comme ça qu'on faisait des barricades (...) J'habitais Paris, au centre de Paris, je suis allée à deux pas de cet endroit-là soutenir mon mémoire en juin 68, Mai 68 pour moi n'existe que par les images que j'ai vues dans les journaux après. **Ça ne m'intéressait pas. Je m'étais retranchée dans le XIXème siècle à ce moment-là.** Longtemps après, j'ai fait ma thèse pendant cinq ans après, enfin j'ai fait Sciences-Po quand même, une parenthèse où j'ai été de nouveau dans l'actualité, **mais à cette époque-là le monde contemporain ne m'intéressait pas.** Et ces étudiants, moi j'étais mariée, à l'époque c'était une énorme différence d'être mariée, **en 68 j'étais mariée depuis un an, à cette époque-là ça voulait dire s'installer dans un monde de bourgeoisie où on recevait les collègues de son mari, on allait dîner chez d'autres gens, on jouait au bridge, on faisait des trucs d'un conformisme terrible. On jouait avec son service de mariage comme à la dînette.** Et puis en 68, j'avais 20 ans, je passais ma maîtrise et il n'y avait rien de plus important que l'amitié entre Tourgueniev et Flaubert. Et d'ailleurs je pense que c'est très important. Pour moi ces gens-là... **je ne savais pas parler en public, j'étais affreusement timide, ils gueulaient, ils fumaient etc., c'était un autre monde.** Or depuis que j'étais toute petite, ma stratégie avait été de devenir grande. Devenir grande et entrer dans le monde des adultes. Or, ces gens-là, ce n'était pas des adultes, c'étaient des irresponsables chevelus. Je devais être imprégnée par ce qu'on disait autour de moi. 68 je ne le connais que par des images. C'est une image que je regarde comme si j'avais vécu en province à l'époque. **C'est un cas d'aveuglement pathologique, je veux bien le reconnaître. C'est pour ça que quand le féminisme m'a éveillée, il m'a éveillée pour de bon. Il y a des gens qui peuvent traverser toute leur vie endormis comme ça, si je n'avais pas rencontré le féminisme... les historiens qui sont spécialistes du Moyen-Age par exemple, ou d'une autre période très lointaine, ils doivent être... »**

(Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 12)

Elle présente, comme dans son récit de vie, l'engagement féministe comme la césure entre ses deux vies et comme l'élément qui lui a permis d'entrer dans l'histoire.

« Ça ça a changé ma vie. Je t'ai raconté. **C'est cette manifestation qui a changé ma vie.** Parce que le 28 août de 70 j'ai lu dans *Le Monde* que cette manifestation avait eu lieu **et là quelque chose en moi s'est débloqué pour toujours et je me sens en mouvement depuis ce jour-là.** Donc ces filles-là, dont j'ai écrit les noms dans un de mes livres récents, **j'ai tenu à mettre leurs neuf noms pour qu'elles existent et que ce ne soit pas que des manifestantes inconnues.** Je ne les connais pas toutes par cœur. **Cette manifestation a changé ma vie, sinon je serais certainement une bourgeoise d'un certain âge avec son mari et à la retraite ou je ne sais pas quoi. Si je n'avais pas eu les féministes françaises pour me réveiller, pour me faire prendre conscience que c'était par l'ironie qu'on peut changer les choses, c'est ça que j'aime dans le féminisme, c'est cet humour, qui est de la dynamite.** C'est cette manifestation là... en même temps **quand je la vois ça m'énerve parce que je suis en train de penser à Antoinette, qui veut nous spolier de nos origines en faisant les 40 ans du MLF le jour de son anniversaire, ça me gonfle. Elle doit avoir une autre interprétation de l'histoire mais elle n'a pas le droit de nous l'imposer.** C'est de la Préhistoire ce qu'elle a fait. Tandis que là c'est de l'histoire. Je suis en train de m'énerver contre quelqu'un qui n'est pas là. Mais les journaux nous ont appelé Mouvement de libération de LA femme d'ailleurs à partir de ce moment-là, en décalquant le *Women's Lib*. À partir d'octobre et novembre, ça a pris un nom. »
(Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 18)

On retrouve aussi dans cette citation le souci, dont Christelle faisait preuve dans son récit de vie, de construire et de transmettre l'histoire des femmes. Elle insiste sur le fait qu'elle a tenu à nommer les manifestantes de l'Arc de Triomphe afin de leur assurer une postérité. Elle évoque aussi le conflit de mémoires sur les origines du MLF afin de proposer son interprétation du passé. Cette volonté de diffuser ce qu'elle considère être l'histoire juste est également présente dans son interprétation de la photo n°25 (photo de Caroline Fourest de dos, qui porte un tee-shirt sur lequel il est écrit « IVG, merci à celles qui nous l'ont donnée ! »). Ainsi, elle se saisit de l'opportunité que lui fournit cette photo, pour contester l'idée selon laquelle Simone Veil aurait donné le droit à l'avortement aux femmes, établissant ainsi un parallèle avec l'idée, déjà contestée dans son récit de vie, selon laquelle De Gaulle aurait donné le droit de vote aux femmes. Elle préfère proposer une interprétation alternative

en termes de conquête par les mouvements féministes, valable à la fois pour le droit de vote et pour le droit à disposer de son corps.

« Eh bien moi je n'aime pas **“donné”**, je n'aime pas le mot **“donné”** parce que ce n'est pas comme ça qu'on l'a vécu. Je n'emploie jamais des mots militaires mais là il y a quelque chose de l'ordre de l'arrachement, nous on l'a arraché. Quand on est descendu à 50 000 dans la rue le 4 octobre 79, il y a une personne qui nous l'a donné, on l'a exigé. Je me rappelle de cette phrase de 68 **“un juste droit ne se mendie pas, un juste droit s'exige”**. Ce n'était pas un don. On s'est tellement battu pour ça. On a pris tellement de risques, on l'a arraché ce droit (...) Par exemple, le droit de vote. Moi quand je vais voter, je pense à dire merci en moi-même à celles, pas qui nous l'ont donné, personne ne nous l'a donné, maman disait que De Gaulle avait donné le droit de vote aux femmes, et maintenant je la reprends en disant **“non De Gaulle s'est comporté en homme moderne, il n'a pas donné comme un prince un droit, il a juste réparé un état de fait réactionnaire et rétrograde”**. On ne va pas remercier Simone Veil. Parce que ce que je ne t'ai pas dit tout à l'heure c'est que Simone Veil, ça m'énerve un peu dans l'histoire quand on lui attribue tout le mérite. Bien sûr elle a eu énormément de mérite mais s'il n'y avait pas eu le mouvement des femmes avant, s'il n'y avait pas eu toutes nos actions illégales, s'il n'y avait pas eu la méthode Karman et nos envois en Angleterre, il n'y aurait pas eu la pression populaire qui a fait que Giscard a décidé de faire voter la loi. On remercie Simone Veil mais on ne se rend pas compte qu'on remercie Giscard en même temps, c'est vraiment... s'il faut remercier Giscard c'est pour son sens politique et sa modernité. Comme De Gaulle avec le droit de vote. **Mais c'est beaucoup plus avant, c'est toutes celles qui sont mortes de fausses couches provoquées comme on disait autrefois, pour que ce droit on l'ait**. C'est très très complexe tout ce que ça m'évoque cette phrase. **“Avortement, merci à celles qui – pour une fois je dirais “battu” – à celles qui se sont battues pour que nous ayons ce droit aujourd'hui”**. Je reformulerai ça. Je dirais **“avortement merci à celles, et à ceux en plus petit, qui se sont battus pour que nous puissions avoir le droit de choisir”**. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 25)

Son interprétation de la photo n°14 (le portrait de Jeanne d'Arc) témoigne aussi de sa volonté d'intervenir dans la construction des mémoires féministes et de proposer des icônes qui correspondraient davantage à l'idée qu'elle se fait de la lutte des femmes. En effet, contre

la récupération par le Front National de Jeanne d'Arc, Christelle propose d'autres héroïnes qui pourraient faire l'objet d'une construction du souvenir de la part des féministes.

« Je n'arrive pas à lire les mots latins. C'est manifestement Jeanne d'Arc. Les trois petits personnages, c'est deux anges, et on dirait une représentation de... ce n'est quand même pas Dieu le père ? Jeanne d'Arc, c'est la question de cours. **La seule femme qu'on a eue dans toutes nos études jusqu'à Marie Curie. Un exemple très difficile à s'assimiler parce qu'elle est morte à dix-neuf ans sans enfant, qu'est-ce qu'on pouvait faire de cette héroïne là ?** Ça ne me branchait pas plus que ça Jeanne d'Arc. Ça me semblait tellement l'objet d'une légende. **C'est après que j'ai su le travail politique pour sa canonisation en 1920. La récupération par Le Pen et tout ça.** Ce que ça m'évoque de plus concret Jeanne d'Arc, d'agréable je vais dire, c'est sa statue près des Tuileries, qui me renvoie à mon anniversaire, je ne sais pas pourquoi. C'est toujours fleuri le 8 mai. C'est le 8 mai mon anniversaire. Je ne sais pas pourquoi Jeanne d'Arc me fait penser au 8 mai et à sa statue dorée des Tuileries. Mais cela ne me branche pas des masses Jeanne d'Arc parce qu'elle a été trop ridiculisée avec ses voix etc. Tout ça est légendaire, tout ça est loin, c'est le Moyen Âge. Moi c'est les femmes d'aujourd'hui... **j'aime beaucoup mieux toutes les femmes qui ont été révélées récemment par les historiennes féministes comme Marguerite de Valois, Louise Labbé. Celles-là elles m'inspirent beaucoup plus que Jeanne d'Arc. Jeanne d'Arc c'est autre chose pour moi bien sûr parce que je suis née à Reims. Mes grands-parents habitaient à Reims. Et Jeanne d'Arc c'est Reims pour moi, c'est le sacre.** » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 14)

Elle insiste bien sur le fait que Jeanne d'Arc est une des rares femmes de l'histoire qui est évoquée à l'école. Ce faisant, elle reprend à son compte la rhétorique du devoir de mémoire féministe¹. En évoquant le jour et le lieu de sa naissance, elle contribue encore une fois à entremêler la « grande Histoire » et son histoire personnelle.

Comme dans son récit de vie Christelle présente, dans le test projectif, son engagement comme une façon de faire l'histoire. Ainsi, face à la photo n°16 de Simone Veil au micro à l'Assemblée nationale, pendant son discours du 26 novembre 1974, elle redit le peu de souvenirs qu'elle a de cette période en raison de difficultés personnelles. Elle se dit alors « absente de l'histoire » :

¹ C'est d'ailleurs en toute logique que Christelle propose une interprétation de la photo de Sohane qui reprend les arguments du devoir de mémoire et de la lutte contre l'oubli.

« C'est bizarre parce que je ne me rappelle plus très bien. Parce qu'en fait, à cette époque-là, je sais très bien de quand date la photo parce que c'est le débat à l'assemblée en décembre 74, novembre ou décembre, à cette époque-là je vivais une période de grands troubles, et c'est bizarre je me suis absentée, je n'étais pas à Paris à ce moment-là, on n'avait pas la télé. **Je me suis absentée de l'histoire pendant ces quelques semaines. C'est dommage parce que c'est un grand grand moment de l'histoire féministe. Je me suis bien rattrapée après.** J'avais deux petits bébés j'étais complètement débordée, j'étais dans le désarroi. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 16)

Elle insiste bien sur le fait que, même si elle n'a pas vécu directement le vote de cette loi, elle a ensuite été actrice de l'histoire. Comme pour le prouver elle raconte qu'elle a assisté au procès de Bobigny.

« Donc là ça interfère avec des éléments personnels. **Je n'ai aucun souvenir de la loi, alors que j'étais au procès de Bobigny par exemple,** là j'ai des souvenirs très très concrets, mais la loi, **il se trouve que j'étais absente de l'histoire à ce moment-là.** J'étais dans mon histoire personnelle très très violente, j'ai abandonné ma thèse ce qui a quand même été une grande souffrance. Ça n'a pas de rapport. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 16)

On retrouve une forme récurrente dans son récit de vie à savoir l'assimilation de l'engagement féministe à une rencontre avec l'histoire.

« C'était la première fois que j'allais à un procès. Ah Gisèle ! Gisèle, elle était d'une telle éloquence ! L'éloquence c'est quelque chose qui a l'air d'être complètement spontané, et j'ai vu ce que c'était que des effets de manche. Elle était belle. Elle disait "en vingt ans que je plaide", je me disais "c'est pas vrai, elle doit avoir trente ans", elle en avait quarante-cinq. "En vingt ans que je plaide je n'ai jamais vu ceci ou cela", elle avait formé sa rhétorique... je n'avais jamais vu un procès et **je me disais "mais là ce n'est pas possible je vis l'histoire, je suis dans l'histoire avec un grand H"** (...) Ce que je me rappelle parfaitement c'est que je suis rentrée, c'était je crois en novembre 72, je suis rentrée chez moi à la campagne, à 60 km, et le soir on était invités à dîner par de riches agriculteurs de notre village avec trois autres couples. C'était un dîner tout bien placé, les chandeliers en argent et tout le bazar. Et moi j'étais là, je disais des choses mondaines, et **je me disais "je rêve, je suis au XIXème siècle alors que je viens de vivre le grand vent de l'histoire"** et je ne peux pas en parler parce que

c'était des catholiques pratiquants très hostiles à l'avortement. C'était mon époque schizophrène, qui s'est arrêtée avec mon livre sur les femmes parce que dans le milieu où je vivais, je ne pouvais pas... J'étais une dangereuse révolutionnaire dès que j'ouvrais la bouche. Si je voulais conserver un semblant de vie sociale, je ne pouvais pas parler de ce que je vivais. C'est ça qui m'est resté, cette journée-là. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 16)

En expliquant que « son époque schizophrène » s'est arrêtée avec la parution de son livre d'histoire des femmes – probablement parce qu'il a publicisé son féminisme – Christelle montre qu'elle conçoit l'écriture de l'histoire des femmes comme l'étape ultime de son avènement comme sujet. Cette citation permet de mieux comprendre une phrase citée plus haut, extraite de son récit de vie, dans laquelle elle affirme « je ne suis vraiment moi-même que seule en train d'écrire ». Si l'engagement féministe lui a permis de sortir de son milieu d'origine apolitique et de devenir actrice de l'histoire, ce n'est qu'en accomplissant son œuvre d'histoire des femmes qu'elle a pu s'affirmer complètement comme sujet autonome. Alors que, dans le récit de vie, elle faisait de son statut d'historienne un élément important de son identité narrative, elle renouvelle cette affirmation dès les premiers moments de l'entretien projectif :

« J'aimerais bien que tu me parles des événements ou figures qui toi personnellement te paraissent particulièrement importantes dans l'histoire des femmes et quelles sont les choses qui doivent être transmises. Je voulais te demander, tu demandes ça à des historiennes ou à des gens qui ne connaissent pas l'histoire des femmes ? Non je demande ça à des non-historiennes. Comment veux-tu qu'elles sachent l'histoire des femmes ? Il faut être historienne pour pouvoir répondre. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, introduction)

Une dimension de son rapport à l'histoire des femmes varie néanmoins entre son récit de vie et l'entretien projectif : alors que dans le récit de vie, elle donnait à voir une mémoire des luttes féministes valorisant principalement les figures dominantes du mouvement, dans l'entretien projectif, Christelle conteste l'idée sous-entendue dans ma question selon laquelle la mémoire féministe aurait vocation à mettre en avant certaines grandes figures. Elle reprend à son compte le discours, porté par les fondatrices de l'histoire des femmes, selon lequel l'attention portée aux personnalités serait une vision masculino-centrée de l'histoire et dont il

faudrait se défaire pour proposer une autre histoire : une histoire des collectifs et des sans voix.

« Alors ça j’y ai un peu réfléchi parce qu’on m’a très souvent posé la question, j’ai dû répondre à peu près mille fois à la question “dans votre livre laquelle vous trouvez la plus intéressante ?”. **Et ça me gêne. La question me gêne. Je pense que ça c’est classiquement l’histoire des hommes habituelle, l’histoire des grands hommes.** Alors bien sûr je réponds toujours Marie Curie parce que je ne vois pas quelle autre femme peut être aussi inspirante, *inspiring* comme on dit en anglais, c’est vraiment la femme modèle parce qu’elle a eu aussi une vie de couple et une vie de mère en même temps qu’un grand génie. **Mais moi ce que je retiens de l’histoire des femmes, de mon long long travail sur l’histoire des femmes, ce que j’en retiens c’est la notion de groupes de femmes. Il y a plein de groupes de femmes et je les trouve plus inspirantes. Parce que je pense que les femmes ont changé l’histoire aussi en ne refaisant pas comme l’histoire traditionnelle qui consiste à travailler en groupe énormément pour qu’un s’assure le pouvoir. C’est ça l’histoire des hommes traditionnelle qu’on nous apprend.** On apprend les rois, les inventeurs, des personnes... Et moi j’ai beaucoup plus l’habitude des groupes de femmes, je pense que c’est là que je me suis formée, que j’apprends toujours à réfléchir en groupes de femmes. **Je pense que les groupes de femmes, comme les mères de la place de mai, ou les mères des soldats russes,** les seules choses qui me viennent c’est le mot mère parce que ça renvoie à quelque chose de traditionnel, mais les mères de la place de mai, voilà des petites bonnes femmes sans expérience, c’étaient des femmes sans grand sens politique, dont les enfants étudiants eux avaient du sens politique mais pas elles, c’étaient des femmes au foyer banales, mais elles ont fait vaciller une dictature, elles sont arrivées à leurs fins, et elles tournent toujours tous les jeudis place de mai, **moi ce sont des femmes comme ça qui m’inspirent, plus que des grands noms.** Bien sûr je ne mesure pas mon admiration aux grandes femmes, il y en a beaucoup beaucoup, Annie Ernaux ou les Résistantes, des milliers de femmes, j’ai lu 5000 biographies de femmes, il n’y en a pas une devant laquelle je n’ai pas été éperdue d’admiration. Ça serait plutôt la difficulté à choisir. **Mais plutôt de manière méthodologique, même pour ma propre vie, je trouve que si je laisse le mot Chienne de garde dans la langue et dans l’histoire, et qu’on ne retient pas mon nom, j’aurais atteint mon objectif, parce que je pense que c’est plus important de changer la langue et de penser l’action d’un petit groupe, parce qu’un petit groupe par définition il y a une relève possible.** Une personne, une fois qu’elle meurt, on fait de grands discours

sur “gardons son message vivant”, mais ce n’est pas vrai. Ce n’est pas vrai parce qu’une personne est irremplaçable, son message est unique, sa voix est unique, personne ne parlera comme elle, sinon ça sera des pastiches. **Tandis qu’un petit groupe précisément ça peut transmettre. Jusqu’à maintenant, enfin jusqu’aux années 80, le principal problème du féminisme depuis 1848, ça a été la transmission**, et la révolution de notre époque c’est précisément des gens comme toi qui l’incarnent, c’est-à-dire avec l’accès à l’instruction de plus en plus de jeunes femmes, **et c’est bien pour ça que c’est un travail politique de transmission là avec toi et d’autres étudiantes, je le fais pour précisément éviter ce que j’ai déploré depuis tant de décennies, qu’on réinventait le féminisme à chaque génération** en disant “il n’y a rien eu avant nous, c’est nous qu’on arrive, c’est nous qu’on est les meilleurs”, elles ont fait ça Ni putes ni soumises aussi par exemple. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, introduction)

Cette différence entre le récit de vie et l’entretien projectif de Christelle peut s’expliquer de différentes façons. Elle peut être liée au fait que le récit de vie constituait une de nos premières rencontres. Un des principaux enjeux pour Christelle était alors la construction de son identité à mes yeux, et notamment l’affirmation de son statut de figure dominante. Ensuite, nos relations ont évolué et on peut voir, dans l’extrait cité, qu’au moment de l’entretien projectif Christelle adopte davantage une posture de transmission avec moi. Elle assume pleinement le rôle, qui transparaissait déjà dans son récit de vie, de passeuse de mémoire : elle veille à me transmettre ce qu’elle semble considérer comme le juste rapport au passé. Enfin, la différence entre son récit de vie et son entretien projectif peut aussi être lue comme la traduction à l’échelle individuelle d’une observation déjà réalisée à l’échelle mezzo, à l’occasion du chapitre 6 sur le panthéon féministe, à savoir que l’ensemble des collectifs de l’espace de la cause des femmes semble pris dans une contradiction entre d’un côté, la volonté de valoriser des femmes exceptionnelles – dont on présume que leur visibilité permet à chaque femme de se penser comme actrice de l’histoire – et d’un autre côté, le refus de laisser la lutte collective s’effacer au profit de certaines personnalités.

Une dernière caractéristique de la mémoire individuelle de Christelle mérite d’être soulignée : l’importance de la question de la maternité et du contrôle des naissances dans ses interprétations du passé. Tout d’abord, dans les premières minutes de l’entretien projectif, elle

fait de la contraception et de l'avortement les deux conquêtes les plus importantes pour les femmes.

« Je n'ai pas eu de mal à trouver les trois éléments qu'aujourd'hui je trouve les plus importants. **La pilule, c'est ce que je mets en premier depuis toujours toujours** (...) Je peux développer autant que tu veux, mais je vais d'abord parler des trois choses et tu me diras si tu en veux plus. La pilule ce n'est pas tellement la peine de développer... Si, si. C'est la première fois dans l'histoire de l'humanité que des femmes ont pu maîtriser leur fécondité. **Sans la pilule il n'y aurait aucune liberté...** La pilule ça veut dire la contraception moderne et le choix d'avorter bien sûr. **Je dis la pilule mais je mets ensemble contraception et avortement, c'est inséparable**, ce sont deux libertés qui vont ensemble. C'est un événement où je peux aussi réagir comme femme parce **qu'ayant connu quelques mois de vie sexuelle sans contraception moderne, j'ai donc participé pour un tout petit moment de ma vie de cet effrayant état d'esprit qui a été celui des femmes depuis des siècles, c'est-à-dire la trouille, la trouille, la trouille, la peur au ventre**. Faire l'amour en se disant "pourvu qu'il se retire à temps" et avoir la peur à la fin du mois que les règles ne reviennent pas. J'ai connu ça quelques mois, j'ai eu un retard de règles de quinze jours, j'ai eu la trouille de ma vie, j'avais dix-sept ans, j'ai eu la trouille de ma vie. **Quand j'ai pu prendre la pilule, je te l'ai déjà raconté, ma vie a tellement changé, que je me suis dit que j'avais la chance d'être dans ce basculement. C'est l'histoire qui basculait**. Évidemment que sur le moment j'étais dans mon problème personnel mais **après en tant qu'historienne je me suis rendue compte de la chance de cette première génération qui a participé du vieux monde et du monde de demain**. L'ennui c'est que je ne pensais pas vivre assez pour voir les jeunes filles rejeter la pilule comme un fardeau qu'on prend tous les jours, vous ne vous rendez pas compte. En fait c'est une merveille qu'est la pilule. Ça je pourrai développer indéfiniment. **C'est une révolution comme on n'en a jamais vu dans l'histoire de l'humanité**, on n'a pas fini d'avoir toutes les conséquences. **Plus j'y réfléchis en tant qu'historienne... parce que je pense que les femmes d'aujourd'hui ne peuvent pas comprendre**. Mais quand on voit la détresse que ça a été pour tant de femmes, l'impossibilité d'accéder au plaisir, la trouille de la domination masculine parce que les mecs étaient trop contents d'engrosser les femmes et de s'en aller loin si je puis dire (...) Mais ce qui est encore plus considérable c'est la capacité de se projeter dans l'avenir, c'est-à-dire qu'auparavant les femmes le plus loin qu'elles pouvaient voir c'était les prochaines vacances. Les femmes de ma génération, c'était cinq ans d'études, et puis après trois

ans de ceci, trois ans de cela, un enfant à tel moment ou à tel moment, maintenant les femmes peuvent le faire, mais ça il n'y avait que les hommes qui pouvaient le faire avant. **Ça leur a donc donné le droit à l'avenir tout simplement. Le droit de faire des projets, le droit d'être un sujet qui se projette, et donc l'égalité.** Parce qu'évidemment la maternité ça incombe aux femmes, la grossesse et l'allaitement, ce qui est quand même un très très gros poids. **L'histoire montre qu'avant seules les femmes stériles pouvaient accéder au pouvoir parce que les autres, soit elles mouraient en couche, soit elles étaient harassées de maternité. On pense à Mme du Châtelet qui est morte en couche.** Toutes ces histoires tragiques de la gynécologie des femmes, **de ce champ de bataille des femmes, de ce champ où elles mouraient, toutes ces intelligences qui étaient perdues.** Tandis que là vraiment c'est une révolution sexuelle, **une révolution dans le rapport au temps et être un sujet philosophique à égalité avec les hommes.** C'est tout simplement ça la pilule, c'est vraiment considérable. Voilà brièvement ce que c'était que la pilule, pour moi la révolution numéro un du XXème siècle, à égalité avec la bombe atomique, un coup pour la vie, un coup pour la mort. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, introduction)

On retrouve dans cette longue citation différentes caractéristiques du rapport que Christelle entretient au passé : l'affirmation de son statut d'historienne, l'entremêlement entre son histoire personnelle et la « grande Histoire », la valorisation de sa participation à l'histoire. On voit également combien la maternité imposée représente pour elle l'assignation à un destin et s'oppose ainsi à l'avènement des femmes comme sujets. A deux reprises dans la citation, elle dit que la pilule est ce qui permet aux femmes d'être un sujet (« Ça leur a donc donné (...) le droit d'être un sujet qui se projette », « une révolution dans le rapport au temps et être un sujet philosophique à égalité avec les hommes »).

De plus, plusieurs photos ne laissant *a priori* pas penser aux questions de maternité, contraception ou avortement ont donné lieu chez Christelle à des discours sur ces trois thèmes. C'est le cas de la photo n°10 représentant Brigitte Bardot.

« J'ai beaucoup d'admiration pour cette femme, au demeurant, pour une chose dont personne ne parle jamais, sans parler des animaux, ça c'est un autre sujet, mais **j'ai beaucoup d'admiration pour cette femme qui a osé dire sa répugnance de la grossesse et de l'accouchement. Je pense que ça c'est vraiment fort d'avoir dit ça. Je la plains mais je l'admire d'avoir osé aller à contre-courant.** Dans ses mémoires

que j'ai lues, ce passage-là, j'ai trouvé qu'elle pouvait beaucoup apporter par sa notoriété à la cause de "il y en a marre d'être des lapines qui sont toujours en extase devant leur progéniture", **elle a osé dire qu'elle n'avait pas envie.** » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 17)

C'est le cas aussi de la photo n°17 de la plaque qui commémore la répression ayant frappé la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris et qui amène Christelle à penser à toutes les femmes mortes d'avortement. Différentes hypothèses peuvent permettre d'analyser la centralité de la maternité et du contrôle des naissances dans les interprétations du passé de Christelle. Tout d'abord, ses longues années d'engagement au Planning familial semblent avoir façonné ainsi son rapport au passé. De plus, on comprend, dans son discours à propos de la photo n°16, que la maternité a impliqué pour elle des renoncements importants et notamment l'abandon de sa thèse.

« J'avais deux petits bébés j'étais complètement débordée, j'étais dans le désarroi, je ne veux surtout pas te porter malheur Marion, mais tu n'as pas deux enfants, mais **je venais de décider d'abandonner ma thèse parce que je n'y arrivais pas avec les enfants.** C'est à cette époque-là que j'ai fait un rêve, ce rêve m'a dicté mon avenir. **J'avais dans un bras mon dictionnaire de russe, dans l'autre bras mon bébé et ma petite fille de deux ans qui nageait devant. On était dans l'eau, on nageait. Ma petite fille de deux ans m'a dit "maman j'ai besoin, j'ai besoin, je n'y arrive pas", et donc j'ai dû lâcher mon dictionnaire de russe pour la prendre dans mon deuxième bras,** et quand je me suis réveillée je me suis dit j'arrête ma thèse. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 16)

Il se peut que cette expérience personnelle ait renforcé son attention à la question du contrôle des naissances et constitue un des principaux cadres d'interprétation à partir desquels elle analyse la réalité présente et passée.

En résumé, la confrontation entre les discours biographiques de Christelle et les interprétations du passé qu'elle exprime dans le cadre de l'entretien projectif montre que sa mémoire individuelle est toute entière articulée autour du récit de son affirmation comme sujet, permise par son engagement féministe. Chez Christelle, le devenir sujet revêt principalement deux dimensions : faire l'histoire et écrire l'histoire. Au travers de ses souvenirs, Christelle montre qu'en devenant actrice de l'histoire, elle est ainsi sortie d'un

milieu d'origine apolitique et contraignant, dans lequel elle évoluait passivement sans pouvoir exprimer son tempérament de meneuse. La rencontre avec les groupes féministes lui a permis non seulement d'agir sur le cours de l'histoire, mais aussi de se transformer elle-même et de s'affirmer publiquement comme un être social autonome. Son récit du passé porte la trace des spécificités de sa trajectoire et de sa position dans le mouvement : tout d'abord, son engagement dans la lutte pour la contraception et l'avortement, ainsi que les renoncements qu'a impliqués la maternité, contribuent à mettre la question du contrôle des naissances au cœur de ses interprétations du passé. De plus, ses souvenirs tournés vers l'affirmation de sa double position de figure dominante du mouvement et d'auteure d'ouvrages d'histoire des femmes viennent donner au reste de ses références au passé une fonction particulière de relais du devoir de mémoire féministe.

Conclusion de chapitre

Alors que dans le cadre de l'entretien projectif, les militantes sont invitées à évoquer une autre réalité que leur vécu biographique, nous avons constaté qu'elles reprennent souvent des catégories centrales dans leurs récits de vie pour donner du sens aux événements et aux figures matérialisés par les images. Ainsi, se dégagent ce qui semble être des logiques de fonctionnement de leurs mémoires, qui orientent le regard qu'elles ont sur le passé qu'il s'agisse d'un passé personnel ou collectif, féministe ou non, local, national ou international.

Nous avons vu que, dans les trois cas, une partie de ces logiques structurantes sont dépendantes des trajectoires militantes, privées et professionnelles des personnes. Ainsi, les orientations politiques, les trajectoires sociales et les lieux d'engagement des militantes façonnent leurs interprétations du passé et donnent lieu à des différences claires dans les figures ou les événements du passé mis en avant. Le tableau ci-dessous donne à voir un récapitulatif de la façon dont certaines dimensions de la trajectoire de nos trois interviewées peuvent influencer leurs récits du passé. Il ne s'agit pas ici de dire que tel élément de trajectoire impliquerait telle interprétation du passé mais plutôt de suggérer ce qui, dans les souvenirs de l'individu, fait écho à certaines de ses propriétés sociales.

Les effets des trajectoires personnelles sur les interprétations du passé de Sandy, Olivia et Christelle – Tableau récapitulatif

Sandy		Olivia		Christelle	
<i>Eléments de trajectoire</i>	<i>Interprétations du passé</i>	<i>Eléments de trajectoire</i>	<i>Interprétations du passé</i>	<i>Eléments de trajectoire</i>	<i>Interprétations du passé</i>
Une ascension sociale à l'inverse de la trajectoire familiale en déclassement.	Souvenirs qui valorisent sa proximité à l'égard du pouvoir et qui témoignent d'une absence de remise en cause de l'agencement des rapports de classe. Valorisation des figures en rupture avec leur milieu d'origine ou professionnel.	Père communiste en rupture avec le parti.	Les organisations communistes présentées comme liberticides et construites comme repoussoirs.	- Engagement durable dans la lutte pour la libre contraception et l'avortement, notamment au MFPP. - Renoncements liés à la maternité.	- Centralité de la question de la maternité et du contrôle des naissances dans sa mémoire.
Engagement à l'AFFDU, association qui : - regroupe des femmes de l'élite universitaire et professionnelle, - promeut l'excellence scolaire des femmes, - se situe dans la mouvance traditionnelle de l'espace de la cause des femmes.	- Souvenirs qui marquent la distance à l'égard d'un féminisme radical et des idées et pratiques révolutionnaires en général. - Méconnaissance de l'histoire des luttes de la seconde vague féministe. - Interprétations du passé qui valorisent l'idée de méritocratie.	Photographe : - position d'observatrice en même temps qu'actrice, - a circulé depuis 40 ans dans toutes les composantes de l'espace de la cause des femmes. Electron libre.	- Un regard distancié et parfois critique sur le mouvement féministe. - L'image positive d'un collectif permettant à l'individu d'exister librement et de s'épanouir individuellement.	Auteure d'ouvrages d'histoire des femmes.	- Pense son engagement féministe en référence à l'histoire : être féministe signifie pour elle faire et écrire l'histoire. - Volonté de dire l'histoire des femmes.
Mère de deux enfants qui travaille à temps plein et dont l'époux ne participe pas aux tâches domestiques.	- Critique de Simone de Beauvoir en raison de son refus de la maternité - Interprétations de photos sous l'angle de la conciliation vie privée/vie professionnelle	Engagement en faveur de la loi sur les signes religieux à l'école.	- Importance de la notion de laïcité dans ses interprétations du passé. - Relecture de son engagement passé contre la guerre d'Algérie.	- Famille marquée par une « exigence de distinction ». - Position de figure dominante dans l'espace de la cause des femmes.	- Souvenirs qui marquent la proximité aux autres figures dominantes. - Ses discours sur le passé se présentent comme des relais du devoir de mémoire féministe.
		Mort de son frère.	Evocations du passé dont il émerge l'image d'une famille de survivants.	- Compagnon ancien Résistant - Franc-maçonne.	- Plusieurs références aux Résistantes. - Une des rares à connaître Maria Deraismes.

La question qui peut se poser est celle de la représentativité de ces trois cas. Sont-ils représentatifs de quelque chose ? Autrement dit, est-ce qu'ils peuvent servir de base pour construire des idéaux-types et classer ainsi les mémoires des autres interviewées selon une typologie ? Est-ce qu'on peut relier les logiques qui structurent l'identité narrative de chacune à un récit collectif spécifique à tel ou tel type de trajectoire ? Selon nous, la réponse est non. Si « l'adhésion et la conviction partagées rendent possibles une relative homogénéisation des représentations du passé et la réduction de la diversité possible des souvenirs individuels », « la variété des itinéraires individuels et des expériences particulières, c'est-à-dire la pluralité des groupes d'appartenance passés ou présents de l'individu contrarient ces mécanismes » (Lavabre, 1994: p.222). Autrement dit, si la trajectoire sociale façonne les représentations du passé des individus, l'originalité absolue du parcours individuel (qui ne peut jamais entièrement correspondre au chemin parcouru par un-e autre) induit le caractère unique de chaque mémoire individuelle, qu'il s'agisse des souvenirs du vécu (dont on comprend assez facilement que leur forme dépende de l'expérience elle-même) mais aussi des souvenirs du non vécu. Ce qu'on a pu observer correspond à ce que Jacques Rancière a cherché à mettre en lumière, dans *La nuit des prolétaires*, à propos de l'itinéraire d'ouvriers saint-simoniens, à savoir « la figure d'une pluralité de sujets énonçant un discours collectif dans le même temps où ils sont pris par une "errance individuelle" hors de toute représentativité » (Fraisie, 2010a: p.433). Les militantes féministes évoquées dans ce chapitre ne sont représentatives de rien mais c'est justement le récit de leur « devenir-sujet », indépendamment de tout rapport de représentation entre elles et le groupe, qui « explique l'intérêt qu'on leur porte » (Fraisie, 2010a: p.433) et qui paradoxalement les rassemble et les fait exister à nos yeux en tant que collectif. En effet, nous avons constaté dans ce chapitre que, malgré les différences de trajectoires et donc la variété d'interprétations du passé contenues dans ces trois cas – malgré donc leur absolue originalité qui les situe en dehors de toute représentativité – les trois mémoires analysées dans ce chapitre s'articulent toutes autour d'un enjeu commun, à savoir l'affirmation de soi comme sujet autonome. Cette analyse permet donc de repenser les rapports de représentation entre l'individu et le groupe : en retournant la perspective de Rancière et à la suite de Geneviève Fraisie, on peut dire de chacune de ces trois interviewées que, représentative de rien, elle est aussi représentative de toutes les autres dans la mesure où

elle incarne et véhicule au travers de ses évocations du passé ce processus d'affirmation de soi qui constitue le fondement des mémoires vives féministes.

Ainsi, il se dégage de la confrontation de ces trois cas une caractéristique centrale des mémoires féministes : les références au passé faites par les militantes individuellement sont toutes orientées vers un même objectif à savoir l'affirmation de soi comme sujet historique, social et autonome, et à travers soi l'affirmation du sujet féministe comme sujet historique, social et autonome. Pour Sandy, l'affirmation de soi passe par la mise en avant de sa réussite professionnelle et la construction, au travers de ses souvenirs, d'une distance symbolique entre sa propre trajectoire ascendante et le déclassement social de sa famille. Pour Olivia, ses interprétations du passé concrétisent son statut d'être social autonome en marquant son indépendance à l'égard de toutes institutions ou appartenances qui impliqueraient soumission à des normes ou assignation d'une identité. Dans ses interprétations du passé, seule l'appartenance au milieu féministe, décrit en opposition à la figure repoussoir des groupes gauchistes, apparaît comme compatible avec l'autonomie du sujet. Enfin, chez Christelle, l'affirmation comme sujet passe par une rupture avec un milieu d'origine apolitique et qui laisse peu de possibilités de choix aux individus. Pour elle, plus que pour les deux autres, c'est l'engagement féministe qui est présenté comme la cause de son avènement comme sujet : elle l'évoque comme ce qui lui a permis de faire l'histoire, d'écrire l'histoire et de se transformer elle-même. Le tableau ci-dessous donne à voir l'inscription de ces trois cas dans une matrice commune d'interprétation du passé.

L'affirmation d'un sujet social autonome comme élément structurant des souvenirs de Sandy, Olivia et Christelle

Tableau récapitulatif

Formes narratives récurrentes	Sandy	Olivia	Christelle
<i>La construction de figures repoussoirs</i>	Elle-même dans l'enfance, comme numéro parmi d'autres dans sa famille. Puis, elle-même comme <i>devoted woman</i> auprès de son époux dans le cadre privé et professionnel. Les membres de sa famille qui ne parviennent pas à échapper au destin social descendant.	Des femmes (dont sa mère) prises dans des rapports de genre défavorables. Des mouvements de gauche et d'extrême gauche perçus comme des institutions totales et liberticides.	Les femmes de son milieu prises dans un destin d'épouses et de mères. Elle-même avant de vaincre ses inhibitions et sa crainte de s'exprimer publiquement.
<i>Les voies de l'affirmation du sujet</i>	S'affirmer comme sujet par le travail. Un « je » combattif et persévérant.	Affirmation d'un « je » affranchi, qui s'émancipe des normes, règles et identités assignées.	S'affirmer comme sujet de l'histoire.
<i>Une recomposition des appartenances</i>	Coupure avec un milieu d'origine hostile à l'affirmation de soi. Engagement féministe comme façon de s'autonomiser vis-à-vis de son mari.	Construction d'une modalité d'appartenance au mouvement qui lui est propre : un cocon qui permet au « je » de s'épanouir et prise de distance dès qu'il devient enfermant.	Prise de distance avec un milieu d'origine bourgeois qui lui imposait un destin et construction d'une famille choisie <i>via</i> l'engagement féministe. Mais affirmation d'un statut spécifique au sein du mouvement (par son rôle de <i>leader</i> et son statut d'auteur de livres d'histoire des femmes).
<i>L'affirmation d'un sujet social autonome dans le cadre du test projectif</i>	S'identifie à des femmes célèbres empêchées mais qui ont réussi à se construire un destin social ascendant. Interprétation de la photo sur les cheveux : s'affirmer soi et prendre des distances avec sa famille. Valorisation de figures qui ont pris leurs distances à l'égard leur milieu d'origine.	Met en avant des femmes célèbres qui s'affranchissent, par leur apparence ou leurs actions, des normes de genre ou des identités dans lesquelles elles pourraient se sentir enfermées. Valorisation de moments de remise en cause de l'ordre social (guerres, mai 68...).	Il se dégage de son interprétation des photos deux mondes distincts qui correspondent à la césure qu'elle fait entre la première partie de sa vie et la seconde. Prégnance des discours sur la maternité et le contrôle des naissances : expression de la façon dont l'engagement féministe (et ses conquêtes) permettent aux femmes de sortir d'un destin tracé.

Dans le chapitre suivant, il s'agira de préciser la forme de cette matrice commune d'expression des souvenirs, dont il apparaît ici qu'elle est centrée sur l'affirmation de soi comme sujet autonome. En mobilisant les récits de l'ensemble des interviewées, il s'agit de préciser quelles sont les formes narratives communes qui, dans le présent, rendent similaires des discours biographiques associés à des vécus pourtant bien différents.

Chapitre 8 : S'affirmer comme sujet autonome

« La question du sujet est, par définition, capitale en matière de féminisme. La première et principale raison en est que le féminisme, même s'il ne l'exprime pas nécessairement en ces termes, a pour objet principal (peut-être le seul point qui soit réellement consensuel) la possibilité pour les femmes d'être sujets, sujets de leur propre histoire à titre individuel, sujets de l'Histoire à titre collectif, du moins participantes, au même titre que les hommes, à l'Histoire en qualité de sujets et non de simples objets - objets des lois, objets de la politique, objets des marchandages divers où elles jouent le rôle de valeurs d'échange, etc. Ce qu'ont en commun toutes les féministes est la volonté que les femmes puissent effectivement dire "je", parler en leur nom et agir de même. »
(Dhavernas, 1993: en ligne)

« J'ai vu dans le journal qu'il y avait eu une manif à Lausanne l'autre soir. Sur une pancarte on pouvait lire un truc que je n'oublierai plus : JE SUIS LA FEMME DE MA VIE. »
(Sous Le Tapis Le Pavé, 2012: p.89)

Introduction de chapitre

Le chapitre 7 nous a permis de montrer la façon dont le social façonne les souvenirs des individus. Ainsi, selon la trajectoire des interviewées et selon leur position dans l'espace social, leurs interprétations du passé diffèrent : une même photo donne lieu à des lectures variées car chaque personne propose des récits du passé cohérents avec son identité narrative, elle-même dépendante de son inscription dans un réseau de liens sociaux. Mais malgré la diversité des vécus, et ainsi la variété des logiques qui orientent les souvenirs de chacune, il ressort des trois cas exposés précédemment une matrice commune autour de laquelle s'articulent leurs interprétations du passé. En effet, qu'il s'agisse de Sandy, Olivia ou Christelle, leurs discours sur le passé (le passé vécu mais aussi le passé non vécu) semblent avoir un enjeu commun, qui est l'affirmation d'elles-mêmes comme sujets sociaux autonomes. Cela passe chez Sandy par l'évocation de souvenirs qui valorisent un destin social ascendant en rupture avec un milieu hostile à sa réussite. Chez Olivia, cela se manifeste par des évocations du passé témoignant d'une distance à l'égard de toutes normes ou institutions qui peuvent restreindre la liberté et la possibilité qu'ont les individus de s'auto-définir. Enfin, pour Christelle, cela se traduit par des récits du passé attestant de son rôle comme actrice de

l'histoire. Sous des formes différentes, toutes traduisent, au travers de leurs interprétations du passé, le même souci de s'affirmer comme sujets autonomes.

Ce constat n'est pas réduit aux trois cas présentés. Il ressort de l'ensemble des entretiens réalisés que l'affirmation de soi comme sujet autonome constitue la trame des mémoires vives féministes. Dans ce chapitre, nous allons donc mettre en évidence les formes narratives communes à l'ensemble des récits du passé des féministes et voir comment, à travers elles, se dessine, dans chaque discours biographique féministe, le récit d'un processus « d'invention d'une subjectivité individuelle, d'un "moi" autonome et rebelle » (Achin et Naudier, 2008: p.386).

L'affirmation de soi comme sujet autonome préside à l'organisation des souvenirs des militantes et se décline en trois formes narratives récurrentes, qui correspondront aux trois parties de ce chapitre. Dans la première partie, nous mettrons en évidence le fait que la notion d'autonomie constitue un des principaux cadres d'interprétation mobilisés par les interviewées pour décrire leur entourage : au travers de leurs évocations du passé, elles construisent le souvenir de figures repoussoirs et de figures d'identification dont le principal critère de différenciation tient à la possibilité ou la capacité de ces figures d'exister comme des êtres autonomes. Soulignant, dans leurs souvenirs, l'existence de freins à l'autonomisation plus importants pour les femmes que pour les hommes, les interviewées construisent la figure du sujet social autonome comme l'horizon à atteindre pour les femmes et donc comme un des objectifs centraux du féminisme.

Dans la seconde partie, nous allons montrer comment les interviewées, dans leurs souvenirs autobiographiques et les descriptions qu'elles font d'elles-mêmes, valorisent une autonomie et une conscience féministe précoces. Mettant en avant des épisodes de leur enfance qui attestent d'une indépendance à l'égard des normes dominantes, elles ancrent leur autonomie dans le temps, allant même par moments jusqu'à la naturaliser. En apportant la preuve que leur volonté d'exister comme sujets a précédé leur insertion concrète dans les milieux féministes, elles offrent à leur engagement une base biographique solide et font de leur propre autonomie une dimension fondamentale de leur identité personnelle.

Enfin, dans la dernière partie, nous verrons que l'affirmation de soi comme sujet autonome implique pour les militantes d'interroger, dans leurs souvenirs, le rapport qu'elles

entretiennent à leurs différents groupes d'appartenance. Ainsi, dans leurs récits du passé, elles mobilisent prioritairement des épisodes qui attestent d'un rapport actif à leurs appartenances : elles se présentent comme cherchant à se défaire de l'emprise des rapports sociaux subis pour les remplacer par des appartenances choisies, au premier lieu desquelles l'appartenance au groupe féministe.

Le mode d'exposition des données a été l'objet de nombreuses interrogations lors de l'écriture de ce chapitre. Comment donner à voir le commun entre les récits du passé exprimés par notre cinquantaine d'interviewées sans désincarner leurs discours ? Le choix a été fait de rédiger la trajectoire de chaque interviewée et de l'inclure en annexe de cette thèse (cf. Annexe n°2). Le lecteur peut ainsi lire telle ou telle citation de ce chapitre à la lumière du parcours de la personne. S'est également posée la question de la façon de rendre compte d'une matrice qui oriente l'ensemble des souvenirs de chacune en ne proposant au lecteur qu'un court extrait de chaque entretien. L'exposé de cas, tel qu'il a été privilégié dans le chapitre 7, apparaît comme la forme évitant d'isoler les citations de leur contexte d'énonciation. Il serait inutile, et même contraire au projet de la pensée par cas, de continuer à multiplier les cas dans ce chapitre aussi. Néanmoins, nous essaierons, pour chaque forme narrative récurrente, de montrer, dans des d'encadrés, comment elle s'inscrit dans l'économie générale des souvenirs d'au moins une des interviewées. Ainsi, nous verrons que la matrice commune aux différents récits biographiques n'est pas, pour chaque personne, seulement observable dans l'extrait cité mais conditionne l'émergence d'autres souvenirs et structure la mémoire individuelle dans sa globalité.

A- L'autonomie comme principal critère d'évaluation de leur entourage

Les discours sur le passé tenus lors des récits de vie et des entretiens projectifs dessinent une frontière symbolique entre, d'un côté, les êtres définis par des rapports sociaux et donc prisonniers d'un destin et, de l'autre côté, des sujets autonomes qui parviennent à se déterminer par eux-mêmes, à choisir et à agir librement. Les premiers font l'objet d'un rejet de la part des interviewées alors que les seconds constituent des sources d'admiration ou

d'inspiration. Qu'il s'agisse de personnes de leur entourage ou de personnalités célèbres, ces figures donnent à voir aux interviewées des destins possibles qui agissent soit comme des modèles soit, au contraire, comme des repoussoirs. Catherine Achin et Delphine Naudier, qui ont interviewé des « féministes ordinaires » dans une ville moyenne de province (Auxerre), ont identifié cette même forme narrative récurrente qui consiste en la construction de « figures repoussoirs » et de « modèles identificateurs » (Achin et Naudier, 2008). Dans le cadre de nos entretiens, nous avons constaté que, malgré la diversité de leurs vécus, toutes les interviewées font de l'autonomie le principal critère de différenciation entre leurs modèles et leurs contre-modèles et placent ainsi cette notion au cœur de leur interprétation du monde.

1. Les figures d'identification : des femmes qui « choisissent leur vie », quelle que soit la voie choisie

La façon dont les interviewées évoquent les femmes de leur entourage témoigne d'une attention particulière portée à l'autonomie, entendue au sens de la capacité d'agir par soi-même et de « se régir d'après ses propres lois » (Bourricaud, 2013). Ainsi, dans leurs récits du passé, elles valorisent volontiers les femmes de leur entourage qui, selon leurs mots, ont « mené », « dirigé » ou « choisi » leurs vies. Océane (née en 1981, conseillère conjugale et familiale au Planning familial) valorise, par exemple, le fait que sa mère ait épousé son père contre l'avis de ses propres parents, qui voyaient en lui un « voyou ». Ce choix lui apparaît comme le signe de la capacité de sa mère à tracer sa propre voie. Maeva (née en 1978, militante à la Barbe) évoque, quant à elle, l'influence de sa tante : si elle découvre tardivement ses engagements politiques, elle admire très tôt l'indépendance dont elle fait preuve dans sa vie personnelle et voit en elle un exemple de « femme forte ».

« Quand j'étais petite, quand j'étais ado, **je me suis rendue compte que j'avais une tante qui avait fait mai 68 et qui était plutôt engagée. Je me rappelle lui avoir dit “mais attends pourquoi tu ne m'en as jamais parlé ? pourquoi tu ne m'as pas emmenée avec toi ?”**, “ah mais je ne savais pas que ça t'intéressait”, alors que bon en fait finalement j'avais l'impression de toujours porter ce discours-là¹. **C'est une tante**

¹ En expliquant avoir « toujours porté ce discours-là », Maeva donne à voir une des figures narratives récurrentes des mémoires féministes, sur laquelle nous reviendrons plus tard, à savoir la mise en avant d'un soi autonome précoce qui ancre dans le temps la conscience féministe.

qui était très engagée, elle a été syndicaliste, elle a occupé le plateau du Larzac, elle a défendu la cause des femmes en Afrique aussi pas mal. Mais c'est ça parmi d'autres choses, elle ne se définirait pas elle-même comme féministe, c'est rigolo. Pour elle, c'est plutôt l'injustice dans sa globalité. Et je crois que moi c'est plutôt ça depuis le début aussi. Mais son engagement c'est quelque chose que tu as découvert tard ou qui a pu jouer comme un modèle pour toi ? En fait, je l'ai compris. Parce que c'est quelqu'un de très discret, elle parle très peu de ce qu'elle fait, **moi il n'y a pas si longtemps j'ai encore découvert qu'elle avait été dans des groupes de pensée,** etc. C'est quelqu'un qui se confie assez peu. **Mais oui ça a quand même joué parce que ça fait partie de ces petites choses, je te parlais de femmes fortes, quand tu es entourée de femmes fortes, forcément, elle, elle a vécu... je veux dire elle a plaqué son mec, elle a élevé sa fille toute seule, et ça se savait tu vois quand même qu'elle avait plaqué son mec, qu'elle menait sa vie. Et sans doute que ça m'a influencée, mais pas dans le discours, plus dans la confrontation à des femmes qui finalement savaient mener leur barque.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

Catherine Achin et Delphine Naudier expliquent que « l'identification à des modèles positifs scelle des repères qui forgent, à l'appui du vif sentiment d'injustice éprouvé et des conditions de vie "étouffantes", des conduites ouvrant progressivement l'espace des possibles. Ces modèles, réels ou imaginés, participent pour ces femmes à la construction de l'identité subjective dans laquelle se trament leurs aspirations à l'émancipation et à l'extraction de leur "destinée probable" » (Achin et Naudier, 2008: p.388). Ainsi, la tante de Maeva lui offre un modèle d'autonomisation en se libérant d'une relation conjugale non satisfaisante et en menant sa vie comme elle l'entendait. Maeva explique, à un autre moment de son récit de vie, combien la fréquentation d'autres femmes indépendantes a été déterminante dans son propre processus d'affirmation comme sujet féministe.

« Voilà un peu mon *background*, je suis passée vite parce que voilà si tu as besoin d'autres choses je sais que tu me demanderas... le reste... l'important, je crois c'est que je ne venais pas d'un milieu particulièrement féministe (...) Peut-être que ce n'est pas tout à fait exact, je ne viens pas d'un milieu féministe mais d'un milieu très féminin. C'est-à-dire qu'en fait les hommes n'ont pas beaucoup de place dans ma famille et je pense que, pour avoir croisé d'autres féministes un peu dans la même situation, **je pense que parfois ça peut expliquer certaines choses. Une sensibilité à la cause des femmes en tout cas. Surtout un modèle non dégradé de la femme,**

puisque c'est des femmes entre elles, efficaces, qui mènent le foyer, qui mènent la famille. Donc j'ai une vision peut-être de la femme moins traditionnelle. Je crois que, même si mon père était agriculteur, il n'avait pas une vision très traditionnelle de la famille, la mère au foyer... ma mère travaillait par exemple, et je crois que malgré tout, ça ça a bien fonctionné dans mon parcours. C'est vrai que les femmes de mon entourage étaient quand même des femmes libres, même si elles ne se disaient pas féministes, c'étaient des femmes libres. Je vois ma grand-mère, elle avait pris des cours de piano, c'était un milieu paysan et ça ne se faisait pas à l'époque, ça lui arrivait régulièrement de partir en balade, alors que pareil les femmes de son village partaient rarement sans leurs enfants ou leur mari. Donc finalement il y avait déjà un petit vent libertaire... mais ce n'était pas revendiqué et elles n'ont pas milité dans les mouvements féministes, elles n'ont pas créé d'associations de femmes, elles n'ont pas... tu vois le truc... Donc je crois que le mouvement féministe je l'ai découvert assez tardivement finalement. Mais de fait, c'était quand même une sorte de féminisme, c'est-à-dire dans l'exception, dans le sens des femmes qui mènent leur vie quand même, qui sont peu contraintes par les hommes ouvertement, après évidemment il y a tout un système qui fait que... mais c'est vrai que peut-être dans mon entourage les femmes étaient fortes et les hommes relativement peu machistes, moins qu'ailleurs disons.» (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

Le fait que les figures d'identification de Maeva soient en charge des tâches domestiques pourrait lui apparaître comme non valorisant car participant à la reproduction d'une répartition traditionnelle des rôles féminins et masculins. Mais en insistant de manière positive sur l'entre-soi féminin (« un modèle non dégradé de la femme, puisque c'est des femmes entre elles »), Maeva valorise en creux l'autonomie de ces femmes à l'égard des hommes et, dans ces conditions, la capacité d'agir¹ dont elles font preuve (« efficaces, qui mènent le foyer, qui mènent la famille »). Cette valorisation de la capacité d'agir des femmes

¹ Catherine Achin et Delphine Naudier reprennent le terme anglais *d'agency*, qu'elles traduisent par « puissance d'agir ». Selon elles, et d'après les travaux de Jérôme Vidal, le terme *agency* permet de « saisir comment se construit, dans une perspective matérialiste, "l'émergence au sein du mécanisme de la production et de la reproduction sociale d'une puissance d'agir susceptible de le faire dévier et d'ouvrir la perspective d'une transformation" » (Vidal, 2006: p.238, 2008 ; Achin et Naudier, 2010: p.78). Dans un article plus récent, elles analysent les « pratiques *d'agency* » de « féministes ordinaires » des années 1970 (Achin et Naudier, 2013). Ici c'est davantage les constructions discursives de l'*agency* qui nous intéressent.

se retrouve dans l'évocation par les interviewées de figures de femmes parvenues à se construire un destin différent de celui qui leur était promis. Par exemple, Aurélie (née en 1976, chargée d'accueil et de projets à DCDF) admire sa tante pour la façon dont elle a réussi à « gagner son autonomie », alors qu'elle était prise dans un mariage violent, et à affirmer son féminisme dans un milieu pourtant hostile.

« **J'avais une tante qui était féministe. Ma mère pas du tout.** Ma mère elle a une idée assez traditionnelle des rôles de l'homme et de la femme. Pas du tout de ce point de vue-là. Au niveau de la famille de mon père et de ma mère, le féminisme ce n'est pas quelque chose dont on discute. **Donc il n'y avait que finalement la figure de ma tante, la sœur de mon père, qui était féministe, qui était quand même certainement un exemple positif pour moi. C'est une femme libre. Elle a eu le même parcours que ma mère entre guillemets, dans le sens où elle aussi elle a été enceinte très jeune, elle a subi la même pression, elle s'est mariée. Son mari a dû être violent,** c'est des souvenirs que j'ai d'enfant, on ne me l'a jamais dit comme ça mais je le suppose. **Elle a divorcé, elle a su gagner son autonomie, et elle a su affirmer ses valeurs auprès d'une mère complètement misogyne.** Elle a su vraiment porter ça fièrement. **Elle était baroudeuse. Elle avait toute mon admiration pendant mon enfance.** » (Récit de vie avec Aurélie, 06/07/2009)

Cette capacité à renverser le cours des choses apparaît comme la preuve d'une indépendance d'esprit et d'une force. Chez les hommes interviewés aussi on trouve la mise en valeur de femmes qui parviennent à se construire un parcours « exceptionnel », hors de ce qui semblait tracé pour elles. Ainsi, Michaël (né en 1941, militant à l'ANCIC) évoque longuement dans son récit de vie sa sœur religieuse, qui décide de devenir sage-femme alors même que la profession était interdite aux religieuses.

« Ma seconde sœur, dans mes souvenirs de ma petite enfance, ce ne sont pas des bons souvenirs par rapport à elle, mais ce sont des souvenirs très très imprécis. Elle va quitter la famille pour entrer au couvent alors qu'elle a 18 ans, c'est une grande souffrance pour mon père qui vit ça très mal. (...) Et puis que cette sœur, sans doute, apparaissait comme plus prometteuse, aux yeux de mon père en tout cas, moins confite que ma sœur aînée on va dire, plus ouverte, plus joyeuse, **moins prise dans les contraintes d'une aînée et moins prisonnière des conséquences de ce statut un peu particulier, être l'aînée d'une famille nombreuse. Donc plus libre,** plus enjouée. Elle a cette réputation. Pour mon père c'est une véritable blessure, mais il est chrétien

donc il s'y résout. Cette sœur elle va rentrer au couvent et puis elle va devenir infirmière. Son objectif c'est de partir en mission (...) Donc pour partir en mission, elle va devenir infirmière et elle va partir à Dakar, enfin au Sénégal, dans la région de Dakar sans doute. Je pense qu'elle va aller aussi en Casamance, qui est la partie sud du Sénégal. Et puis elle va, à ce moment-là, réaliser désirer devenir sage-femme et elle va revenir en France pour faire des études de sage-femme, toujours à Angers d'ailleurs. **Elle est l'une des premières religieuses à être sage-femme, la profession de sage-femme était interdite aux religieuses. Il y a dans l'histoire des sage-femmes quelques religieuses tout de même et quelques ordres de religieuses qui sont proches des femmes enceintes, qui accompagnent les femmes enceintes, mais sage-femme c'est vraiment exceptionnel.** » (Récit de vie avec Michaël, 30/04/2008)

Dans la façon dont Michaël évoque sa sœur, il insiste doublement sur son autonomie : d'une part, en montrant comment elle a su se détourner d'un destin tracé pour embrasser une profession qui lui était interdite ; d'autre part, en la comparant à son autre sœur dont il souligne qu'elle a été davantage définie par des rapports sociaux, c'est-à-dire déterminée ou limitée par son rôle d'ainée de la fratrie.

Les personnes de l'entourage évoquées dans les récits du passé ne constituent pas toutes, à proprement parler, des figures d'identification. Par exemple, Gaëlle (née en 1956, membre du comité d'initiative des 40 ans du MLF) évoque dans l'extrait ci-dessous une femme marquée par la mort tragique de son fils alors qu'elle était emprisonnée pour une traite de télévision impayée et qui est parvenue ensuite à ouvrir une librairie à Saint-Denis¹. Elle n'explicite pas vraiment de rapport d'identification à cette femme ni d'admiration particulière mais son évocation, dont on ne perçoit pas à première vue la raison d'être dans le cours du récit de vie, participe à la mise en avant de femmes fortes qui parviennent à renverser une destinée tragique.

« Et là, au bout d'un an et demi, j'avais rencontré le groupe femmes de Saint-Denis (...) Et toute l'effervescence qu'il y avait à Saint-Denis à ce moment-là, il y avait Radio 93 qui s'était créée, c'était la première radio libre. En fait, on était une bande, il y avait le groupe femmes et on était amies avec tous les autres trucs. On s'était créée

¹ A ce propos, voir le documentaire de Michel Kaptur et Marc Bacot, intitulé *L'Affaire Huriez*, diffusé en 1975 (Production : Gavroche).

une petite bande assez sympa. **Il y avait une libraire aussi qui s'appelait Yvonne Huriez, je ne sais pas ce qu'elle est devenue**, c'était quelqu'un qui était connue parce qu'il y avait eu un scandale parce qu'elle vivait dans une cité d'urgence. Elle était très pauvre. Elle avait fait un chèque sans provision de mille francs, un truc vraiment anodin, et la police était venue la chercher chez elle. **Et son fils, Thierry, c'est le titre d'un livre, s'était suicidé, il avait sauté par la fenêtre à neuf ou dix ans**. Et donc ça avait fait un gros scandale dans les milieux de gauche. Et il y avait eu un livre qui était paru, il y avait eu des comités, tout le monde avait soutenu. **Moi je n'ai pas vécu ça, je n'étais pas là quand ça s'est passé, mais le résultat c'est que Yvonne Huriez avait créé, grâce à tous les soutiens, une librairie à Saint-Denis, qui était le centre de toutes les réunions gauchistes, féministes, mais aussi des trucs... parce que c'était quand même un peu la zone sur les bords**. Et il y avait un livre qui avait été fait avec elle. Elle était vraiment soutenue, il y avait Glucksmann, il y avait tout le monde qui était venu à Saint-Denis pour soutenir ce truc-là qui se passait. C'était une nana qui s'appelait Sylvie Péju, je ne sais pas ce qu'elle est devenue, elle était journaliste, et elle avait écrit le livre sur Thierry qui s'était suicidé pour un chèque de 1000 F. Et donc vraiment Saint-Denis, je suis très vite comme un poisson dans l'eau. Et puis j'ai rencontré donc des femmes. Voilà. Et j'ai pris un appart à Saint-Denis. » (Récit de vie avec Gaëlle, 08/04/2009)

La figure d'Yvonne Huriez apparaît ici comme un exemple de femmes qui, par sa capacité d'agir, parvient à infléchir le cours de sa vie. Si les femmes évoquées comme des modèles dans les récits du passé des interviewées sont principalement des anonymes issues de l'entourage direct, elles peuvent être aussi des femmes célèbres. On retrouve une des tensions, déjà évoquée dans le chapitre sur le panthéon féministe, qui conduit les militantes à osciller entre à la fois le désir d'entretenir le souvenir de femmes connues, souvent marginalisées par le récit national, et la peur d'invisibiliser, derrière ces dernières, l'ensemble des anonymes qui font aussi l'histoire des femmes. Ainsi, Danielle (née en 1944 et militante au Planning familial d'Angers) associe dans sa mémoire les figures de sa tante et de Simone de Beauvoir, considérant qu'elles ont toutes les deux été des sources d'inspiration, ayant réussi, chacune à leur façon, à « diriger leur vie ».

« On parlait de Simone de Beauvoir et de Sartre bien entendu, j'ai commencé à lire *Mémoires d'une jeune fille rangée* de Simone de Beauvoir et sa conception de la femme, j'ai complètement adhéré. **Il faut dire aussi que les sœurs de ma mère,**

surtout sa sœur aînée, qui est une femme qui gérait un peu son entreprise, puisqu'elle avait un atelier de confection avec une vingtaine d'ouvrières, c'était une femme forte qui dirigeait sa vie, un peu comme le faisaient les hommes de l'époque. Et ça ça m'a beaucoup marquée aussi. D'une part, elle travaillait, mais elle était indépendante de son mari et ça m'avait quand même fascinée. Et chez Simone de Beauvoir, j'ai retrouvé un peu cet écho-là, une femme prenait ses décisions, dirigeait sa vie. Elle n'était pas toujours dépendante de son mari. Il faut penser que dans les années 60, une femme devait demander l'autorisation à son mari pour travailler etc. donc ça ça me paraissait intéressant. Parce que votre mère ce n'était pas l'image qu'elle vous renvoyait ? **Ma mère n'avait pas une forte personnalité comme sa sœur. Elle n'avait pas une forte personnalité** et finalement elle ne nous a pas inculqué de dogmes négatifs, on avait une grande liberté. Elle avait eu une éducation sévère et elle ne voulait pas du tout répéter ça donc on avait, c'est vrai, une très grande liberté à la maison. Et alors ces lectures ça a été important pour vous ? Oui, pour moi ça a été important parce que **ça a vraiment placé la femme au cœur d'une société, une femme libre, qui avait ses propres engagements. Ce qui fait que j'ai eu des amants bien entendu**, j'ai vécu deux ans avec un ami, mais c'est une histoire un peu sombre parce qu'en fait il s'est révélé avoir des tendances schizo-phréniques, **je suis partie**. Et comme j'avais à l'époque 30 ans, **je me suis dit qu'il fallait que je redémarre une nouvelle histoire pour avoir des enfants et je me sentais suffisamment forte pour avoir une fille sans être mariée**. Ma fille a 32 ans maintenant d'ailleurs, je suis grand-mère d'ailleurs, c'est pour ça qu'il y a une chaise de bébé. **Je me suis sentie assez forte et je me sentais totalement libre pour avoir un enfant. J'avais des amis, quelqu'un que je respecte beaucoup et pour lequel j'ai beaucoup d'admiration, qui est le père de ma fille. Et donc je me suis engagée dans cette voie-là**. Et c'était assez marrant parce qu'à l'époque j'étais dans un collège et j'ai quasiment eu des condoléances de la part de certaines collègues, parce que j'avais une fille et que j'allais l'élever seule. » (Récit de vie avec Danielle, 20/06/2009)

Le fait que Danielle choisisse de ne jamais se marier et d'élever seule sa fille entre en résonance avec l'importance qu'elle accorde, dans ses souvenirs, au fait que ces femmes n'étaient « pas dépendantes de [leurs] maris ». En disant avoir été « marquée » et même « fascinée » par ces parcours, elle met en valeur leur rôle dans sa propre volonté de s'affirmer comme une « femme forte » (expression aussi utilisée par Maeva dans les citations précédentes). La façon qu'a Danielle de lier dans ses souvenirs sa lecture de l'œuvre de

Simone de Beauvoir et sa propre vie amoureuse illustre ce rôle d'ouverture du champ des possibles joué par des figures de femmes perçues comme particulièrement autonomes, qu'elles soient anonymes, célèbres ou même parfois issues de la fiction¹.

Encadré n°10 : Choisir sa vie, un principe structurant la mémoire de Danielle

La valorisation par Danielle de femmes qui ont « dirigé leur vie » est cohérente avec l'économie générale de ses souvenirs. En effet, Danielle articule l'ensemble de ses souvenirs autour de la question de la liberté et du choix. Dès les premiers instants de son récit de vie, elle évoque une enfance très libre (« J'ai eu une enfance très très libre. C'était le bonheur quoi. J'étais très libre »). Puis, elle raconte une série de souvenirs qui marquent son indépendance à l'égard des institutions familiales, religieuses ou politiques. Le souvenir de sa rupture avec l'église ainsi que le regard qu'elle porte sur les partis politiques s'inscrivent dans cette logique de l'affirmation de son indépendance :

« **J'ai eu un regard un peu critique sur tous les dogmes qu'on peut avoir, toute cette société bien-pensante.** Et il y a un événement qui m'avait choquée quand j'avais 13 ans, je venais juste de passer ma communion, j'étais à l'église, et le curé avait dit en chaire devant tout le monde "on remercie la famille (qu'il avait nommée d'ailleurs) pour le don de 50 000 francs", et j'avais été outrée qu'il ait dit ça parce que je me disais qu'il y avait plein de gens ici qui n'avaient pas les moyens de donner à l'église. **Et ce jour-là je m'étais dit "je n'irai plus jamais à l'église". Donc ça a été ma dernière messe.** Si ce n'est après pour des mariages ou des enterrements évidemment. Ça m'avait frappée ça. » (Récit de vie avec Danielle, 20/06/2009)

« J'ai un ami qui était au PC, bien qu'il n'y soit plus depuis dix ans, on est marqué par son parti... enfin on est marqué, aux yeux de la société on est marqué. **Je trouve que c'est un enfermement un peu.** Vous me direz il faut bien qu'il y en ait qui soient dans un parti pour que ça existe, **mais je trouve qu'on perd un peu sa liberté dans un parti.** C'est une opinion personnelle. Il faut bien que les partis existent malgré tout. » (Récit de vie avec Danielle, 20/06/2009)

Qu'il s'agisse de politique, de religion ou de relations intimes (comme ci-dessous), Danielle insiste sur son refus de se voir enfermée ou contrainte par des normes trop rigides.

« Je me sentais féministe déjà quand j'ai décidé d'avoir seule ma fille. Je me trouvais féministe. Bon déjà par mes lectures aussi, j'adhérais totalement aux féministes de l'époque. J'ai quand même suivi les événements, Gisèle Halimi, toutes ces femmes-là, pour moi c'était un peu des modèles. Je me disais elles ont du courage, j'avais vraiment une admiration pour toutes ces femmes-là. **En 68, j'avais toute une bande d'amis, j'avais pris ma carte de libertaire.** Il y avait eu un congrès des anarchistes à Bruxelles où j'avais été, et c'était assez marrant parce que les relations hommes femmes étaient très très directes. **C'est-à-dire que, si vous voulez, moi j'ai toujours été contre... Comment expliquer ? Quand j'étais jeune fille, les jeunes filles de mon époque c'était un peu le genre de jeunes filles à minauder, à aguicher les garçons... Moi j'ai toujours été contre ces attitudes-là vis-à-vis des garçons. J'aimais mieux avoir des relations plus franches, plus directes. Et quand j'étais au congrès des anarchistes, on remuait tout, tout changeait, et si une fille comme un garçon**

¹ On note dans les récits de vie l'importance accordée par les féministes aux lectures de fictions qui mettent en scène des parcours d'émancipation et qui ont offert aux militantes des modèles identificateurs. Voir à ce propos la thèse de Viviane Albenga, intitulée *Lecteurs, lectures et trajectoires de genre* (Albenga, 2009).

avait envie de l'autre garçon ou fille, ou homosexualité d'ailleurs, et bien il se sentait capable de dire honnêtement "j'ai envie de coucher avec toi". Alors qu'à mon époque, tout était... on manipulait, les filles manipulaient pour attirer les garçons, je trouvais ça minable comme attitude. Je trouvais que si on était attiré par quelqu'un, il fallait avoir l'honnêteté de lui dire franchement. La séduction, je trouve que c'est de la manipulation et puis à mon époque les filles manipulaient pour se faire épouser et pour avoir une position sociale. **Moi j'ai toujours pensé que ma position sociale c'est moi qui me la ferait, ce n'est pas mon conjoint qui allait me la faire. Je ne voyais pas la nécessité de me marier. Pour moi, ça ne m'apporterait rien de plus.** Avoir un compagnon, mener une vie commune, si, c'est très important, mais de là à m'appeler madame untel, je n'en voyais pas l'intérêt. C'est toujours la réalité d'ailleurs. » (Récit de vie avec Danielle, 20/06/2009)

Ainsi, l'ensemble de la mémoire de Danielle est traversée par la question de l'autonomie. Qu'il s'agisse des parcours des femmes qu'elle admire (sa tante, Simone de Beauvoir, Gisèle Halimi...) ou de la façon dont elle a mené sa propre vie, elle place comme valeur supérieure le libre arbitre et le refus de se laisser définir par des rapports sociaux. Un lapsus réalisé par Danielle, dans le cadre de l'entretien projectif, résume assez bien la façon dont sa mémoire est structurée par la notion de choix et par l'idée selon laquelle les femmes doivent pouvoir tracer leur voie et se définir en toute indépendance. Ainsi, face à la première photo – qui représente deux femmes se faisant face, dans un salon du début du XX^{ème} siècle – elle se souvient d'un épisode de son enfance :

« Les mains jointes, je suppose qu'elle lui apprend sa prière peut-être. Je me souviens avoir été... j'avais neuf ans, ma grand-mère m'avait emmenée à confesse, j'ai dû y aller une ou deux fois avant ma communion, et puis arrivée dans... **je ne sais pas comment ça s'appelle, l'isoloir on va dire**, je ne savais pas quoi dire au curé. Je me disais "mon Dieu, qu'est-ce que je vais lui dire ? Qu'est-ce que j'ai fait de mal ?", alors j'ai dû inventer une histoire de bonbons que j'avais volés parce que je n'avais aucune idée de ce que j'allais lui dire. Je me disais "qu'est-ce que c'est que ce truc-là ?, on s'invente des péchés". Ça m'avait semblé tellement plaqué et grotesque. Je ne suis pas quelqu'un d'amoral mais je n'ai jamais le sentiment d'une faute. Je me dis, j'ai des regrets, j'ai le sentiment parfois de ne pas avoir bien fait les choses. **Mais je pense que je m'assume et je crois que je suis honnête vis-à-vis de moi-même, et quand je le fais, c'est que j'en suis persuadée et je ne considère pas ça comme une faute.** Voilà tout ce que je pourrais dire sur ça. » (Entretien projectif avec Danielle, 20/06/2009, photo 1)

Ce souvenir d'enfance traduit une distance à l'égard de pratiques religieuses instituées et valorise chez elle l'existence précoce d'un regard critique (cf. partie B de ce chapitre). De plus, en parlant d'« isoloir » au lieu de « confessionnal », Danielle replace la question du choix au cœur de son récit du passé. Ce lapsus, qui convertit le lieu où l'individu est invité à exprimer des remords sur son comportement, en le lieu dans lequel s'effectue la décision du vote en toute responsabilité, traduit l'importance qu'elle accorde au libre arbitre des femmes, à leur indépendance d'esprit et à leur autonomie en général. D'ailleurs, on observe que l'évocation de ce souvenir de confession se termine par un discours plus général visant à l'affirmation de soi et de ses propres choix.

Comme nous l'avons déjà vu pour Maeva, Aurélie et Danielle, la figure de la tante est très souvent évoquée comme modèle. Madeleine (née en 1956, directrice d'une association de

lutte contre les violences faites aux femmes) dit aussi avoir été « marquée » par le parcours anticonformiste d'une de ses tantes.

« **Dans ma famille il y a quelqu'un qui m'a beaucoup marquée aussi, a posteriori** je regrette de ne pas avoir plus discuté, **c'est une tante qui a dû naître dans les années 1912-1914.** Elle est née dans une toute petite ville en Haute-Loire. **A l'époque, les filles ne faisaient pas du tout les mêmes études que les garçons, et comme elle était une élève très brillante, elle avait fait ses études de philo au lycée de garçons, et ça on nous l'a beaucoup raconté. Elle a fait des études à la fac à Lyon, sa mère l'accompagnant tout le temps et l'attendant à la porte des cours. Ce sont des histoires qui m'ont marquée.** Et ensuite cette tante a été mariée, elle a accepté un mariage de convenance, enfin **un mariage qui était imposé en douceur par sa famille. Elle a été très active dans la Résistance ensuite. Elle a eu pas mal de liaisons homosexuelles, lesbiennes et il y a eu l'épisode du divorce public avec des témoignages sur ses pratiques lesbiennes,** qui étaient des témoignages en public donc qui ont beaucoup traumatisé mes grands-parents. C'est un sujet dont on ne parlait pas dans la famille, et dont je n'ai pris conscience que petit à petit. Cette tante-là, après tous ces épisodes, a été vivre en Angleterre. Elle était prof à Cambridge, avec sa compagne que j'ai toujours connue et que j'ai toujours considérée comme une tante bis, une anglaise. Ensuite ma tante est revenue, elle n'a pas été rejetée par la famille, donc on a passé énormément de vacances, **c'est quelqu'un d'important pour moi.** »
(Récit de vie avec Madeleine, 14/06/2008)

La centralité accordée à la question de l'autonomie apparaît à plusieurs endroits dans cette citation. Tout d'abord, en soulignant le fait que sa tante avait besoin d'être accompagnée et attendue devant la porte des cours pour mener ses études, Madeleine met l'accent sur les résistances que doivent affronter les femmes souhaitant s'engager dans une trajectoire d'autonomie. Ensuite, en relatant l'épisode du divorce, après avoir parlé d'un mariage arrangé, elle valorise une autonomisation en deux temps : à l'égard du mari en premier lieu mais aussi à l'égard de la famille qui avait imposé l'union. La prédominance des tantes parmi les figures d'identification tient probablement au fait qu'elles fournissent des parcours alternatifs à celui proposé par la mère, tout en ayant avec l'interviewée une certaine proximité culturelle liée à une appartenance familiale commune. La destinée proposée par la tante apparaît alors comme plus facilement reproductible car inscrite dans des espaces sociaux comparables. Ainsi, les souvenirs des militantes mettent régulièrement face à face les figures

des tantes et celles des mères, qui, comme nous le verrons plus tard, sont surreprésentées parmi les figures repoussoirs.

« À part ça, **il y a ma tante, qui était une femme qui affirmait vivement son droit à la parole, et qui par ailleurs était une très belle femme, très élégante. Ça a fait tilt du côté que ce n'était pas forcément nécessaire d'être un épouvantail pour affirmer ses droits.** Parce que des fois on a cette tentation. Moi à l'époque, je l'ai eue en tous les cas, de gommer toute féminité, quel que soit le sens qu'on donne à ce mot, toute coquetterie disons, ça va être plus neutre, pour ne pas être considérée comme un objet. **À travers ma tante, je me suis rendue compte que ce n'était pas indispensable (...)** Elle avait un caractère très affirmé, voilà. **Et puis bon c'était une personne qui existait. Moi j'avais toujours l'impression que ma mère n'existait pas en fait. C'est malheureux. Et elle elle existait.** » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

Cette citation, qui fait référence à la féminité et la coquetterie de la tante, montre qu'il serait vain, au-delà du critère de l'autonomie, de chercher à dresser un portrait type de la figure d'identification féministe. Chaque militante se reconnaît dans le parcours de telle ou telle personne selon ses propres aspirations et selon les qualités qu'elle valorise mais il est clair que, quelle que soit la voie choisie, elle sera interprétée comme positive par l'interviewée à partir du moment où elle peut la lire comme l'affirmation d'une autonomie à l'égard des normes. Alors que la coquetterie pourrait être interprétée par d'autres comme la soumission de l'individu à des normes de féminité imposées, Mylène la voit comme une émancipation à l'égard d'autres normes qui voudraient qu'une femme qui s'affirme adopte des codes masculins. Fanny (née en 1944, militante à SOS Femmes, Femmes dans la cité, au Planning familial et dans les commissions féministes des Verts et d'ATTAC) valorise aussi la capacité de sa tante à s'affirmer comme « sujet et intellectuelle », tout en demeurant « féminine physiquement »¹.

« Pour ce qui est de la parure, de la séduction, **il y avait la sœur jumelle de ma mère qui était une femme élégante, soignée etc. et c'était un certain modèle pour moi.** Et pour moi la femme, à la fois... **pas garçonne mais féminine physiquement mais**

¹ Voir l'encadré n°9, dans le chapitre 7, qui propose une réflexion sur le fait de penser la subjectivation en dehors de l'émancipation.

sujet et intellectuelle, c'était une espèce de modèle inévitable. C'était une espèce d'axe pour moi. » (Récit de vie avec Fanny, 16/06/2009)

Il n'y a donc pas une conception uniforme chez les féministes de ce que signifie l'autonomie, chacune valorisant ce qui fait le plus écho à sa propre trajectoire ou ses interrogations personnelles. Certaines figures d'identification peuvent surprendre : pour Inès (née en 1943, militante à Femmes dans la Cité et au Planning familial) et pour Elodie (citée plus loin dans le chapitre), ce sont des religieuses – qui pourraient être les figures paroxystiques du destin contraint par l'institution – qui les ont engagées dans la voie de l'autonomie (indépendance d'esprit, travail...).

« Moi la pension, j'en garde un excellent souvenir. Ça me sortait de mes frères et d'une certaine pauvreté de la maison, de l'habitat dans lequel on était. Là ce n'est pas que l'habitat était beaucoup plus riche ni confortable mais c'était différent, avec des tas de possibilités de jeux, et puis cette ambiance de filles. Là j'ai vraiment adoré. Les bonnes sœurs n'étaient pas du tout... **quand elles nous posaient une question, notre réponse était prise en compte. Jamais elles ne nous disaient "vous mentez", c'était à nous de savoir la valeur de notre parole.** Ça ne voulait pas dire qu'on ne mentait pas parce que ça nous arrivait mais on avait conscience qu'on le faisait. **Elles ne nous humiliaient pas. C'est ça. Elles ne nous humiliaient pas.** L'une d'entre elles a eu beaucoup d'importance pour moi parce que c'était ma prof de philo et comme j'ai redoublé ma classe de philo, je l'ai eue deux ans de suite. Et **je dirais à tous points de vue, éducation, réflexion, c'étaient des femmes qui éduquaient des femmes. Et elles ne nous éduquaient pas avec des interdits, elles nous donnaient des clés pour être libres.** » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

Ainsi, excepté l'accent mis sur l'autonomie, il est difficile de dresser une liste de critères qui permettraient de dire, à l'avance, si telle ou telle personne va constituer ou non une figure d'identification pour des féministes. Chaque militante interprète différemment les trajectoires des femmes qu'elle observe selon les obstacles qu'elle a elle-même rencontrés dans sa propre trajectoire d'émancipation.

Les marqueurs de l'autonomisation relevés par les interviewées sont donc variables et peuvent donner lieu à des identifications parfois contradictoires. Par exemple, Nathalie (née en 1957, membre de la commission féminisme des Verts et maire adjointe d'arrondissement

en charge des questions d'égalité hommes/femmes) évoque aussi bien l'admiration qu'elle a pour sa mère au foyer, mais au sujet de laquelle elle dit qu'elle « a toujours choisi sa vie », et pour sa tante qui, bien loin de rester au foyer, la faisait rêver par ses voyages seule en Afrique.

« Ma mère, qui bien que femme au foyer, n'ayant pas un sou, n'ayant pas de biens, a toujours choisi sa vie. Et ma tante tout de même m'a accordé cette liberté formidable, et qui m'a fait aussi rêver puisqu'elle n'hésitait pas à partir toute seule sur les routes de la brousse avec ses enfants dans la voiture pour leur montrer l'Afrique. Ça ça fait quand même vraiment rêver. Tu te dis les femmes elles sont vraiment capables de tout. » (Récit de vie avec Nathalie, 24/04/2009)

La liberté que représentent les voyages, surtout s'ils sont effectués par des femmes seules, est mise en avant dans les souvenirs d'autres enquêtées comme une preuve d'autonomie. C'est dans ce sens qu'Ingrid (née en 1985, doctorante en études féministes, militante à EFiGiES) évoque les voyages réalisés par sa grand-mère à la mort de son grand-père.

« Mon autre grand-père c'est quelqu'un qui a toujours voulu faire de l'autorité mais qui, en fait, s'est toujours fait mener par ma grand-mère. Mes deux grand-mères sont des gens très caractériels. Très indépendantes. Ma grand-mère paternelle n'a jamais été aussi heureuse que depuis que mon grand père est mort. Dès qu'il est mort, elle est partie faire des voyages, elle est partie à Cuba... et mon autre grand-mère, elle a toujours dit qu'elle n'était jamais tombée amoureuse de mon grand-père, et que si elle s'était mariée à l'époque, c'était parce qu'elle avait vingt-quatre ans et qu'à l'époque, à vingt-quatre ans ne pas être encore mariée, tu fais vieille fille. Et même si elle était hiérarchiquement plus haut placée que lui et qu'elle avait beaucoup de compétences, il fallait quand même qu'elle se case avec le meilleur parti qui passait sous la main. Et puis sexuellement aussi, elle a toujours raconté que, de toute façon, elle n'avait jamais été satisfaite par mon grand-père parce que, de toute façon, ce n'était pas son truc. » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

La façon dont Ingrid parle de ses grand-mères témoigne non seulement de l'importance qu'elle accorde à leur indépendance mais aussi de la diversité des modalités *via* lesquelles cette autonomie s'exerce. Qu'il s'agisse d'une liberté de circulation, d'une indépendance d'esprit ou d'une émancipation affective, elle souligne leur capacité à exister comme sujets autonomes et à ne pas se laisser enfermer dans des liens conjugaux serrés. Dans le même

esprit, à plusieurs moments de son récit de vie, Jeanne (née en 1922, militante à l’AFFDU) raconte des anecdotes qui concernent sa grand-mère et qui construisent son souvenir comme celui d’une femme autonome et peu soucieuse des conventions.

« Il y a eu les Allemands en avril qui ont débarqué partout. Et ma grand-mère a décidé qu’il fallait nous rejoindre, **elle a pris son auto, c’était la première fois qu’elle conduisait aussi longtemps, vous savez c’est une époque où il y avait des chauffeurs, elle était veuve, elle a pris sa voiture**, il y avait quelques traces de mitraille quand elle est arrivée, c’est une femme très courageuse. **Elle nous a poussées...** » (Récit de vie avec Jeanne, 25/06/2008)

« [Ma grand-mère] avait été élevée, alors qu’elle était protestante, dans un couvent catholique avec les femmes de l’aristocratie et elle avait donc déjà de très très jolies manières, et quand elle allait à la cour [cour du roi de Belgique], avec son premier mari et celui-ci, ça allait. Donc **pendant le dîner, le roi cherchant à l’amadouer, il lui parlait du Luxembourg, de tel monument superbe à tel endroit, elle lui a dit “ah non Monsieur, ce n’est pas là !”**. Elle m’a dit **“il m’avait demandé, je lui ai répondu”**. Et le roi lui a donné le bras comme c’était l’habitude dans ces moments-là, et vous savez dans les grands hôtels de l’époque, il y avait des différences de niveau, une marche par ci, une marche par-là, il était gros, il était vieux, il boitait, **il lui dit “c’est ici qu’avec la comtesse nous sommes tombés l’année dernière”**. Ma grand-mère m’a dit **“j’ai cherché à retirer mon bras”**. » (Récit de vie avec Jeanne, 25/06/2008)

Ces anecdotes, qui ponctuent le récit de Jeanne, participent à la mise en avant de femmes qui savent s’affranchir des normes ou des conventions. La distance avec les normes dominantes, et en particulier les normes conjugales et familiales, apparaît généralement comme une forte marque d’autonomie. Les interviewées valorisent volontiers des femmes dont la vie entière, ou simplement certains épisodes anecdotiques, témoignent d’une liberté à l’égard des prescriptions sociales. Par exemple, Amélie (née en 1955, chargée d’accueil à DCDF) explique avoir été influencée par sa fréquentation de femmes qui avaient « plusieurs relations amoureuses en même temps ». Comme Maeva ou Danielle (cf. *supra*), elle qualifie ces attitudes de « positions fortes ». Fanny évoque le souvenir de deux de ses tantes, qui lui offrent deux modèles de femmes allant à l’encontre des attentes sociales : l’une parce qu’elle

n'avait pas d'enfant, l'autre parce qu'elle avait un engagement politique radical et une vie personnelle libre qui l'a conduite à avorter en toute illégalité dans les années 1930.

« Il y a une personne quand même dont je n'ai pas parlé, qui était la sœur aînée de mon père... **il y a sans doute une certaine absence maternelle dans mon histoire¹**, mais j'avais deux tantes : la sœur jumelle de ma mère qui était une femme que j'aimais beaucoup, **qui était musicienne, qui n'avait pas d'enfants, donc c'était un autre modèle de femmes** ; et la sœur aînée de mon père qui était, elle, **une anarchiste qui avait fait le Front populaire, qui vivait d'une manière très libre, qui avait avorté dans les années 30.** » (Récit de vie avec Fanny, 16/06/2009)

Outre les attitudes anticonformistes, le fait de faire des études ou de mener une carrière est également présenté par les militantes féministes comme un signe d'autonomisation. Elodie (née en 1935, membre de l'AFFDU et de la Commission féminisme des Verts) explique avoir vu sa mère cesser son activité professionnelle pour élever ses trois enfants puis, après son divorce, dépendre de ses oncles. Elle raconte aussi comment sa belle-mère, divorcée avec deux enfants et sans emploi, a été également dépendante de son père. A côté de cela, sa fréquentation de religieuses missionnaires (enseignantes) et de ses tantes (agricultrice et cheffe d'entreprise) ont agi sur elle comme des exemples. En distinguant, dans ses souvenirs, ces deux séries de figures et en établissant le fait d'exercer une activité professionnelle comme principal critère de différenciation entre ses figures d'identification et ses figures repoussoirs, Elodie (comme de nombreuses autres interviewées) fait du travail une des voies privilégiées de l'autonomisation des femmes.

« Mon père nous a envoyées chez les religieuses de Cluny, dans un pensionnat de religieuses de rite catholique romain. **Je pense que cette éducation-là a été déterminante dans la mesure où c'était des religieuses qui étaient missionnaires**, donc tous les jours les prières étaient pour les missionnaires, on récoltait des papiers pour celles qui étaient en Chine, en Afrique etc. On était vraiment relié à d'autres et on faisait des trucs pour d'autres. **Le fait que ces religieuses travaillaient, parce que c'était des enseignantes. Le fait aussi que beaucoup de femmes de ma famille, en dehors de ma mère, travaillaient**, c'est-à-dire produisaient. » (Récit de vie avec Elodie, 04/07/2008)

¹ On retrouve la relation en miroir, déjà évoquée, entre la figure de la tante et celle de la mère.

« **Toutes mes tantes travaillaient**, celles du côté de mon père, car celles du côté de ma mère je ne les ai pas connues. Il y en a une qui était agricultrice. La dernière tante, qui est décédée en 2000, à quatre-vingt-douze ans, **elle avait créé une entreprise à Paris pour faire des imperméables, elle était roublarde, active, futée et bonne vivante. J'avais ces exemples-là et, paradoxalement, c'est des exemples de femmes qui ne se sont jamais engagées dans le féminisme. Mais j'ai eu de beaux exemples de femmes.** Très communes en même temps. » (Récit de vie avec Elodie, 04/07/2008)

Ainsi, à plusieurs moments de son récit de vie, Elodie valorise les femmes qui ne se définissent pas par des liens de dépendance aux hommes ou qui parviennent à s'en affranchir par le travail.

« Quand je suis arrivée à la fac pour faire mes études de pharmacie, il s'est trouvé que mon maître de stage était là aussi une veuve. **Pour moi, les femmes ne sont pas les épouses de, où les mères de.** » (Récit de vie avec Elodie, 04/07/2008)

L'accent mis par Elodie sur le travail comme voie d'autonomisation privilégiée entre en résonance avec son parcours de vie dans la mesure où elle a dû, pendant une partie de sa vie, renoncer à l'une de ses ambitions professionnelles sous l'injonction de son mari :

« Là je me suis mariée avec **un avocat, qui a bien voulu que je travaille comme pharmacien d'hôpital mais qui n'a pas voulu du tout que je crée ma propre pharmacie alors que c'était un petit peu mon rêve.** Il avait neuf ans de plus que moi et **il voulait une femme dite classique, la femme à la maison etc.** Il y avait une certaine petite bourgeoisie, de petits industriels, des professions libérales, et dans ce groupe **j'ai toujours fait figure un peu d'extraterrestre**¹. A l'époque il y avait beaucoup de femmes d'ingénieurs de la sidérurgie, beaucoup de femmes qui étaient diplômées, qui avaient fait des études universitaires et puis qui étaient bourgeoises à la maison. Moi j'appelais ça "les capitaux intellectuels flottants". » (Récit de vie avec Elodie, 04/07/2008)

Cette situation se solde en 1974 par un divorce et, très rapidement après, Elodie ouvre sa propre pharmacie. Dans son esprit, réalisation professionnelle et non dépendance aux

¹ En expliquant avoir « toujours fait figure un peu d'extraterrestre » dans son milieu, Elodie donne à voir une des figures narratives récurrentes des mémoires féministes, sur laquelle nous reviendrons plus tard, à savoir la mise en avant d'un soi autonome précoce qui conduit à un certain isolement.

hommes semblent associés car c'est la rupture de son mariage qui lui permet de se construire une carrière conforme à ses ambitions. De manière générale, on constate que le travail est souvent valorisé comme voie d'autonomisation privilégiée par des militantes féministes, qui ont fait de leur épanouissement professionnel un facteur d'affirmation de soi. C'est le cas de Lise (née en 1954, membre du club HRM Women, militante à HEC au féminin et au sein de Grandes écoles au féminin), qui centre tout son récit de vie sur sa carrière et qui valorise la capacité qu'a eue sa mère à « sortir de la maison » pour travailler.

« Sinon, je pense que ma maman a aussi été importante, notamment son positionnement ambigu de femme forte qui se disait se passer de l'accès au pouvoir et pourtant... **Elle a eu son dernier enfant à 40 ans, et elle a essayé ensuite de sortir de la maison, notamment en prenant un emploi au CIDJ** [Centre d'information et de documentation jeunesse]. Et elle a très vite exercé des responsabilités, parce qu'elle est très organisée et très compétente. **Elle a rapidement été reconnue pour son travail, et je pense que le plaisir qu'elle avait grâce à ce travail, lui a donné une certaine assurance que j'ai ressentie.** » (Récit de vie avec Lise, 29/10/2008)

Pour une militante dont l'engagement dans les études ou dans la réalisation d'une carrière professionnelle a constitué une voie d'affirmation de soi comme sujet, les parcours de femmes ayant réussi professionnellement constituent des supports d'identification évidents. Plus largement, la valorisation des études et du travail comme voies d'autonomisation peut être aussi lue comme le produit de l'ancrage historique des militantes qui, bien qu'appartenant à des générations différentes, parlent toutes d'un passé marqué par une transformation concrète du statut des femmes, dans le sens d'une plus grande autonomisation, grâce à la généralisation de l'accès des femmes aux études supérieures¹ et à des réformes juridiques permettant l'accès des femmes à l'emploi sans avoir à obtenir l'autorisation de son mari (1965), la fin de la notion de « chef de famille » et de l'autorité paternelle (1970) ou encore l'affirmation du principe de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes (1945, 1972, 1983 et 2005).

¹ En 1971, les filles rattrapent les garçons en nombre dans l'enseignement supérieur.

2. Des figures repoussoirs, qui donnent à voir les freins à l'autonomisation des femmes

Si les études et le travail sont souvent présentés par les interviewées comme des voies d'autonomisation privilégiées, les figures de femmes empêchées dans la bonne conduite de leur scolarité ou de leurs carrières professionnelles apparaissent, dans les récits des interviewées, comme des figures repoussoirs par excellence. C'est le cas de la mère d'Inès (née en 1943, militante à Femmes dans la Cité et au Planning familial), dont le parcours scolaire et professionnel a été freiné par sa famille au profit de son frère.

« Ma mère, avant de se marier, puisqu'elle s'est mariée à l'âge de 25 ans, puisqu'elle n'a pas passé son brevet, elle est allée travailler dans l'entreprise de mon grand-père. Il était venu sur Auray pour être opticien et armurier (...) **Et ma mère qui aimait beaucoup les maths en particulier, c'est elle qui l'a secondé dans son commerce. Et, en même temps, elle a appris le métier d'optique. Donc elle a travaillé jusqu'à ce qu'elle se marie et évidemment, dans l'optique de l'époque, je ne sais pas pour quelle raison elle n'a pas continué après. Ce que je sais c'est qu'elle a un frère à qui mes grands-parents ont payé des études d'optique à Morez et c'est lui qui a repris après l'entreprise de mon grand-père. Mais ma mère n'a jamais été dédommagée du travail qu'elle a fourni pour mes grands-parents. C'est-à-dire que le magasin d'optique, mon oncle a abandonné l'armurerie à ce moment-là, et le magasin d'optique avait une très bonne réputation et c'est mon oncle qui l'a repris. Tout ce que ma mère avait investi dans son travail n'a jamais été reconnu.** » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

Ces figures agissent comme des repoussoirs dans le sens où elles « fournissent “un contre-exemple renvoyant comme dans un miroir convexe, son image négative”. » (Achin et Naudier, 2008: p.388). Nous constatons, comme Catherine Achin et Delphine Naudier, que les mères sont majoritairement ces figures repoussoirs car elles incarnent cette soumission féminine. De plus, pour les interviewées femmes, c'est souvent à travers la mère, qu'elles se représentent le destin qui leur est promis et, c'est à partir de ce constat, qu'elles affirment le refus de s'y soumettre. La mère est ainsi souvent présentée comme ce qui a suscité chez les militantes féministes l'envie de s'auto-définir, et en particulier l'envie de s'investir dans des études ou une carrière leur assurant une autonomie. Certaines interviewées expliquent même que leurs mères ont endossé volontairement la fonction de repoussoir : entravées dans leur

autonomisation professionnelle, elles ont poussé leurs filles à prendre un chemin contraire au leur.

« Ma mère elle s'en foutait, elle n'était pas croyante mais elle restait dans la norme. Elle n'avait pas vraiment les idées de mon père mais il était tellement persuasif et comme elle avait raté sa vie... ma mère ne croyait plus en rien mais elle restait dans les règles. **Ça lui a coupé les ailes de ne pas avoir pu continuer ses études parce que c'était une femme très intelligente.** Ses professeurs se sont déplacés spécialement chez mes grands-parents pour les supplier de la laisser continuer ses études. **C'est devenu une femme complètement frustrée donc elle a laissé mon père tenir les rênes. Mais c'est quand même grâce à maman que j'ai pu faire des études parce que mon père, c'était le brevet et après on la marie. C'était l'éducation patriarcale, c'est à ma mère que je le dois ça.** Elle avait des idées progressistes. Elle était de la génération "Mme ne veut pas d'enfants". Mon père l'avait obligée parce que c'était aussi un grand séducteur malgré ses pieds bots, beau parleur. C'était un couple vraiment invraisemblable. **Elle avait des idées d'avant-garde, qu'elle gardait pour elle mais qu'elle m'a transmise malgré tout, car c'est grâce à elle que j'ai pu faire mes études.** » (Récit de vie avec Alexandra, 06/05/2008)

« Par contre, **une chose que ma mère a dû me dire à l'instant où je suis née, c'est "ma fille tu auras un boulot et tu seras indépendante", parce qu'elle a souvent regretté de... Pourtant, elle était employée de maison, mais elle a toujours regretté de ne pas être indépendante. Pour elle et pour moi, ça a toujours été évident, il fallait que j'aie un boulot et que je sois indépendante, la même chose que les garçons, il n'y avait aucune différence.** De l'autre côté, ma grand-mère, qui habitait tout près de chez nous, qui avait été veuve très très jeune avec des garçons à élever, a beaucoup galéré. D'ailleurs, elle était très bonne élève quand elle était petite et comme elle était d'une famille très pauvre... elle avait le certificat d'études, ce qui était pour elle une grande gloire, mais elle n'a pas pu faire d'études. **Elle voulait être institutrice mais elle n'a pas pu. Ça pour elle aussi c'était un grand regret.** Et puis elle a beaucoup galéré quand elle s'est retrouvée seule avec ses enfants. **Donc là aussi le message c'était "travaille bien à l'école, aie un métier", et pour ma grand-mère c'était aussi "fais les études que je n'ai pas pu faire". J'avais vraiment cette injonction.** » (Récit de vie avec Diane, 21/10/2008)

« En ce qui concerne ma mère, on ne peut pas dire féministe parce que ni ma mère ni ma grand-mère n'étaient féministes au sens militant du terme, **mais ma grand-mère**

n'a pas fait d'études et l'a toujours regretté, elle a poussé sa fille à faire des études. Ma mère a fait des études, elle a travaillé, s'est arrêtée quand elle s'est mariée, et a repris le travail quand j'avais 14 ans. Elle a toujours dit à ses filles, parce qu'on est deux filles : "ne vous arrêtez pas de travailler !". Donc j'ai été élevée dans d'une famille où le fait qu'une femme fasse des études, c'était quelque chose de tout à fait naturel. Des études scientifiques ne posaient pas plus de problèmes que ça. Le fait qu'une femme travaille était également considéré comme, naturel. » (Récit de vie avec Françoise, 21/10/2008)

Dans les trois cas ci-dessus, ainsi que pour Mylène (née en 1955, militante à l'association Femmes, actualités et médias), l'école et la construction d'une carrière apparaissent comme des voies privilégiées pour se sortir du destin incarné par la mère.

« J'étais très très bonne élève. C'était ma justification. Disons que si vous voulez, je crois que c'est un phénomène bien connu, et notamment par les jeunes filles de l'immigration¹, **pour moi, ce n'était pas la peine de le dire, il était clair que si je ne voulais pas subir... Très très jeune, cette dépendance économique dans laquelle était ma mère, j'ai bien compris que c'était ça le nœud du problème, ça pour moi, c'était vraiment clair. Ça représentait une humiliation que pour moi il était absolument inconcevable de subir, donc en fait c'était clair qu'il fallait que je travaille à l'école.** Mais j'avais envie de travailler à l'école de toute façon parce qu'à l'école les propositions elles me plaisaient. Ça me plaisait l'école. Je pouvais m'affirmer, je pouvais briller, j'étais à ma place, je recevais des félicitations. Tandis que pour le reste, si vous voulez, tous les trucs que ma mère cherchait à m'enseigner... **Tout ce qui était l'enseignement de mère de famille et de femme au foyer, j'ai repoussé ça de toutes mes forces dès mon plus jeune âge. Donc je me rattrapais sur l'école.** » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

La question de la dépendance économique, présente dans cette citation, est souvent évoquée par les interviewées comme une caractéristique des figures repoussoirs. Nolwenn (née en 1950, militante à l'AFFDU et de Femmes pour le dire, femmes pour agir) pointe le manque d'autonomie financière de sa mère comme un obstacle à son autonomisation, un frein à ses déplacements et à ses loisirs.

¹ Nous précisons que Mylène n'est pas issue de l'immigration.

« **Ma mère, elle a quand même un peu souffert du fait qu'elle n'avait pas d'argent.** Mon père ne comprenait pas, on en parlait souvent après, et mon père disait "je ne comprends pas c'est toi qui a le carnet de chèque, c'est toi qui gère le compte !". Mais elle disait "**ce n'est pas mon argent !**". A un moment, elle s'était faite une petite caisse noire parce qu'elle n'osait pas prendre pour elle, elle se disait que c'était l'argent de la famille, jamais elle se disait qu'il y avait aussi sa contribution. Et je vois que, du coup, on a un rapport à l'argent différent, **jamais ma mère ne s'achète un bouquin pour se faire plaisir, ou un petit collier ou un truc, des tas de femmes le font, elle jamais.** Elle n'a besoin de rien mais bon un coup de cœur... Elle dit toujours "j'ai besoin de rien". Et ce n'est pas parce qu'elle n'a pas d'argent ou par radinerie, c'est autre chose, c'est l'argent de la famille. **Ma mère ça ne lui vient pas à l'idée d'aller se balader, d'aller prendre un café, alors que moi ça m'arrive.** En plus pour une femme, en province, ça se fait moins. » (Récit de vie avec Nolwenn, 26/06/2008)

De manière générale, si comme nous l'avons vu, l'autonomie constitue la principale caractéristique des modèles identificateurs, à l'inverse, les figures repoussoirs mises en avant par les interviewées sont présentées comme « dépendantes », généralement de leurs parents, ou de leurs maris, mais aussi parfois d'institutions. Ainsi, lorsqu'Eva (née en 1960, militante à Femmes et musique et à l'AFFDU) explique les empêchements auxquels a dû faire face sa mère, elle évoque sa dépendance à l'égard de l'Etat comme une des causes de ses problèmes.

« **Alors je vais procéder par négatif. Ce que ma mère n'a pas réalisé par rapport à ses capacités, c'est ce qu'elle m'a toujours portée à faire tant que j'ai été chez elle, enfin chez mes parents. Elle voulait que je réalise ce que j'avais envie de faire.** Elle n'avait pas pu le faire parce que quand on est de l'Assistance Publique... maintenant c'est différent. À l'époque, c'était pire que l'Assistance Publique, son père ne l'a pas reconnue donc elle se faisait traiter de bâtarde tout le temps. Après, sa mère est morte quand elle avait cinq ans donc c'est à ce moment-là qu'elle est devenue pupille de la nation, complètement à la charge de l'État. Comme elle était aussi du Berri, comme mon père, tout ce qu'elle entendait autour d'elle c'est qu'elle était à la charge des autres. Alors que maintenant les orphelins on ne les voit plus du tout sous le même angle. Ça a un peu changé. » (Récit de vie avec Eva, 15/07/2008)

En parlant d'une influence « par négatif » à propos de sa mère, elle explicite le principe du repoussoir qui veut que l'image renvoyée par sa mère l'a poussée à tracer une voie inverse.

Dans la citation suivante, par une association d'idées, Elodie (née en 1935, membre de l'AFFDU et de la Commission féminisme des Verts) établit un parallèle entre elle-même, qui a éprouvé de nombreuses difficultés liées à sa maternité hors mariage, sa mère et sa belle-mère qui dépendaient financièrement de son père et une grand-mère morte en couche. Ces trois situations de femmes apparaissent comme l'illustration des différents obstacles qui freinent l'accès à l'autonomie d'une lignée de femmes appartenant à trois générations différentes. On trouve dans la formulation d'Elodie l'idée du repoussoir : la confrontation avec l'histoire de sa mère et sa belle-mère lui a permis de voir « ce que c'était que dépendre » et on comprend alors pourquoi elle insiste sur ses études et son non mariage, qui apparaissent à l'inverse comme des marques de son autonomie.

« J'ai fait mes études mais difficilement parce que j'ai eu deux enfants sans être mariée, et en 56 et 58 c'était plutôt mal vu. Je me suis rendue compte déjà des difficultés sociales. J'avais eu des difficultés personnelles. Dans le fait déjà que mes parents se séparent, que mon père avait gardé une certaine fortune malgré la ruine de la guerre, il avait pu refaire sa fortune. Et maman, elle galérait, elle avait été prise en charge plus ou moins par les frères de mon père mais elle était de condition plus que modeste. Mon père s'est mis en ménage avec une jeune femme, elle-même divorcée avec deux enfants, qui n'avait pas de métier, déjà j'ai vu ce que c'était que dépendre. Quand j'ai eu mes deux enfants j'ai vu l'impact social, c'est-à-dire le regard des autres, le rejet, la commisération, le fait que c'était le CROUS qui me payait mes langes. Il y avait eu aussi un drame dans la famille de ma mère, à savoir que sa propre mère était décédée à l'âge de 30 ans pour son septième accouchement, une femme d'un cadre des mines de charbon, et où d'après le curé, il faut avoir un enfant tous les ans sans ça c'est qu'on fait des péchés mortels. De savoir que cette grand-mère était morte jeune femme, par erreur médicale, me posait le problème de la maternité. Ça ne m'a pas empêchée de faire mes enfants. Mais c'était des expériences, sur le moment on ne se rend pas compte combien ça peut marquer... »
(Récit de vie avec Elodie, 04/07/2008)

A la fin de la citation, le fait d'évoquer les maternités non désirées comme freins à l'autonomisation des femmes est une façon d'articuler l'histoire individuelle à l'histoire collective : elle valorise en creux une des principales conquêtes féministes de la seconde vague, à savoir le droit à disposer librement de son corps grâce à la contraception et

l'avortement libres et gratuits. De manière générale, le mariage et la grossesse (désirée ou non) sont souvent évoquées par les interviewées comme des freins à l'autonomie des femmes, et en particulier à leur réalisation scolaire ou professionnelle. En témoignent la façon dont Jennifer (née en 1977, organisatrice des Rencontres féministes de l'Hôtel de Ville à l'occasion du centenaire de la laïcité) et Inès évoquent leurs grand-mères respectives :

« Et ma grand-mère, elle était d'origine paysanne. Je l'aimais beaucoup aussi, elle était très grand-mère, elle te faisait des gâteaux, des câlins, tout ce que tu veux... **mais il y a quand même eu une tache dans son histoire.** Elle est d'un milieu social plus défavorisé, et en fait ce qui s'est passé... **Je te dis ça parce que je pense que ça a marqué vraiment la famille, elle était de 1911, il y a toujours des squelettes dans les placards des familles et celui-là je l'ai découvert tard...** Elle était de 1911, elle était née dans le Poitou, et en 1929 elle est tombée enceinte, donc autant te dire d'un enfant hors mariage, d'un garçon paysan d'un village d'à côté, qu'elle avait rencontré, qui évidemment n'a pas reconnu l'enfant. Alors ça a été une horreur, elle s'est retrouvée seule avec cet enfant, elle n'a pas avorté, je ne sais pas si elle aurait pu le faire d'ailleurs. Je ne sais pas si elle était au courant... Elle n'avait que 18 ans. Évidemment, elle a été rejetée par sa famille qui ont dit... son père lui a dit : "j'aurais préféré te voir morte plutôt que te voir enceinte", tellement le déshonneur pour eux était grand. Elle est venue ensuite à Paris avec cet enfant, ça a été la guerre. Elle s'est retrouvée seule, mère célibataire pendant la guerre. Du fait d'avoir été abandonnée par sa famille, rejetée etc. c'est quelqu'un qui a gardé un caractère très dépressif. Du coup, quand ils ont eu ma mère, puisque c'est mes grands-parents maternels, c'est quelqu'un qui avait des crises d'angoisse. Mon grand-père, très libéral qu'il était, c'est-à-dire très ouvert etc., avait quand même la mentalité de l'époque à savoir qu'il l'a rencontrée en 47 et **il a trouvé qu'il fallait quand même mieux qu'elle élève ma mère et qu'elle ne travaille pas.** Parait-il que c'était comme ça l'époque et plus je ne sais pas si on faisait garder les enfants, bref. » (Récit de vie avec Jennifer, 09/04/2008)

« Elle [sa grand-mère] avait été éduquée elle aussi, oui. Son père avait une entreprise de menuiserie. Je me souviens qu'on disait qu'il savait très bien faire les escaliers, en Bretagne à Beau. Et elle avait été à l'école jusqu'au brevet. Ce qui devait être l'équivalent du brevet. **Et je sais que mon père avait gardé des cahiers de ma grand-mère Jeannette. On disait d'elle qu'elle avait une très belle écriture. Et je pense que ça ne s'arrêtait pas qu'à l'écriture. C'est quelqu'un qui avait des**

capacités intellectuelles qu'elle n'a pas pu mettre en valeur parce qu'elle s'est mariée très tôt, vers 18 ans, avec mon grand-père qui était déjà sculpteur sur bois. Donc la vie de l'époque avec onze enfants et dix vivants, ça n'a pas toujours été facile. Mais personne ne l'empêchait de lire. » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

Cette idée selon laquelle le mariage est une institution qui assigne les femmes à un destin et les empêche de se déterminer elles-mêmes n'apparaît pas seulement dans la construction de figures repoussoirs. Elle s'exprime aussi au détour d'anecdotes, comme celle évoquée ci-dessous par Jeanne (née en 1922, représentante de l'AFFDU à l'UNESCO).

« Je suis restée au lycée Molière jusqu'en 39. J'ai suivi une scolarité tout à fait normale, j'ai eu mon bac l'été où la guerre a éclaté. Il y avait deux classes de philo, l'une qui était avec un Monsieur Boegner (...) **Si j'en parle c'est pour vous dire qui était professeur dans l'autre classe de philo, c'était Simone de Beauvoir. C'est pas vrai ?** Si. C'est pour ça que je vous le raconte. **Il y a eu quelques histoires que je pourrais vous raconter du style : un père arrivant extrêmement fâché en disant "Madame ce n'est pas convenable..."**. Parce que les professeurs de philo avaient, s'ils voulaient, la possibilité d'assurer le cours de littérature, et là c'était elle qui avait les cours de littérature, et elle avait fait lire *Les jeunes filles* de Montherlant. Et le père était horrifié. C'est le bruit qui a couru à l'époque, moi je ne le sais que comme ça de "on dit". **"Mais Monsieur votre fille va passer son bac maintenant ? – Oui, Oui Madame. – Mais elle est au premier rang donc j'ai remarqué qu'elle avait une très jolie bague, donc elle est fiancée ? – Oui oui, elle se mariera après le bac. – Eh bien Monsieur je crois que ce n'est pas très grave alors !"** La petite histoire que je vous raconte... je ne m'attendais pas à parler de ça ! » (Récit de vie avec Jeanne, 25/06/2008)

Dans le souvenir de Jeanne, la figure de la jeune fille, promise à un destin d'épouse et contrôlée par son père, est construite en opposition à celle de Simone de Beauvoir, connue pour sa critique du mariage, et dont le statut d'enseignante et le choix des lectures données à ses élèves traduisent son indépendance.

Aux évocations de femmes limitées dans leur autonomie par le mariage ou la maternité, s'ajoutent celles de trajectoires scolaires ou professionnelles féminines freinées par un trop fort investissement dans les tâches relatives à la gestion du foyer. Gaspard (né en 1974,

militant aux Chiennes de Garde et membre du comité d'orientation de l'institut Émilie du Châtelet) explique comment les choix professionnels de sa mère ont été orientés par sa prise en charge des travaux domestiques.

« Là aussi, il y a toujours eu une ambivalence qui a duré assez longtemps, en tout cas pendant tout le temps j'ai habité avec mes parents, jusqu'à mes 18 ans. Ça a toujours été très net. Tout ce qui était disons soit professionnel, soit... il y avait une certaine égalité manifestée. Sur le plan intellectuel aussi (...) **En revanche, il y a toujours eu déjà une répartition des rôles dans la maison très sexuée. Une fois tous les 36 du mois mon père était à la cuisine** mais ça voulait dire qu'on faisait une omelette, enfin que lui faisait une omelette dont il était très fier, mais ça n'allait pas plus loin. **Donc c'était papa bricole et maman fait la cuisine, et maman fait les courses, et maman fait la lessive, et maman fait le repassage, et maman fait le ménage. Et papa il me demande son avis sur la voiture qu'il va acheter, jusqu'à la caricature ! Longtemps je me disais que c'était lié au fait que ma mère avait des horaires scolaires et vacances scolaires, donc plus de disponibilité pour toutes ces contingences matérielles.** Une fois que j'ai eu six ans, huit ans, cette bonne madame Meller que j'avais toujours connue à la maison, je ne sais plus si c'est qu'elle a pris sa retraite ou qu'on n'avait plus besoin d'elle... Mais après c'était forcément ma mère qui faisait le ménage. Enfin, en partie, parce qu'on a toujours eu quelqu'un qui aidait pour le ménage. Mais pour les courses et compagnie, les repas c'était elle. **Et en même temps aujourd'hui j'ai bien conscience que c'était un peu un sacrifice conscient, assumé, de ma mère d'avoir fait ce choix [de la médecine du travail], car en tant que médecin, ce n'est pas là qu'elle se serait éclatée le plus.** » (Récit de vie avec Gaspard, 02/04/2008)

La question du partage des tâches domestiques dans la famille d'origine est revenue de manière récurrente et spontanée dans les récits de vie et dans les entretiens projectifs, comme un indicateur du degré d'autonomie ou d'émancipation des mères des interviewées¹. Soit ces dernières l'évoquent pour apporter la preuve qu'elles ont baigné dans un milieu très égalitaire,

¹ Dans sa thèse sur les hommes dans les mouvements féministes, Alban Jacquemart constate également que la question de la répartition des tâches domestiques dans le couple parental est une figure récurrente des récits des militants féministes. Selon lui, « le regard porté par les militants sur la configuration familiale de leur enfance est le fruit d'une relecture de leur passé au prisme des multiples expériences vécues, et notamment de leur engagement féministe » (Jacquemart, 2011: p.236).

soit, le plus souvent, elles en font le symbole de l'absence ou de l'illusion d'autonomie de leurs mères. Gaëlle (née en 1956, membre du comité d'initiative des 40 ans du MLF) va même jusqu'à qualifier sa mère de « bonne ».

« Ça explique aussi pourquoi je ne voulais pas aller à l'école, je voulais rester avec ma mère, parce que je sentais qu'elle était un peu isolée. Déjà elle travaillait beaucoup. C'était la jeune femme dans une espèce de famille comme ça, qui tenait à faire tout, elle faisait déjà le magasin à la boucherie de mon père, des grands-parents, elle s'occupait de ses enfants, elle faisait à manger. C'était la dernière bonne qui arrivait. Donc il y a ça. Et puis les garçons à cette époque-là ils étaient quand même très très mal élevés. » (Récit de vie avec Gaëlle, 08/04/2009)

Comme on le voit dans le récit de vie de Gaëlle, certaines interviewées expriment une solidarité à l'égard de leurs mères contraintes d'assumer l'ensemble des tâches relatives à l'entretien de la maison ou de la famille. C'est le cas aussi d'Ingrid (née en 1985, doctorante en études féministes, militante à EFiGiES) qui, tout en se souvenant du souci qu'elle avait d'aider sa mère, exprime clairement comment la confrontation à ce modèle de femme contrainte par son rôle social a joué comme un repoussoir pour elle.

« Ma mère a été mère au foyer, c'est-à-dire qu'elle a arrêté de travailler à la naissance de ma sœur, en 88. Après, elle est restée mère au foyer et mon frère est né en 91. Ça a toujours été un petit peu tendu à la maison, au sens où mon père c'était le genre il rentrait le soir et avant de dire bonsoir il disait "qu'est-ce qu'on mange ?". C'est quelque chose qui nous choquait ma sœur et moi quand on était petites. Ça nous a toujours posé un problème. Moi j'ai toujours été dans le trip aussi aider maman, etc. d'ailleurs ça m'a fait rire parce que quand j'ai suis retournée à R., j'ai retrouvé un cahier de poésie, j'avais commencé à écrire quand j'étais en primaire et il y avait un poème sur "maman je vais t'aider à repasser etc.". Et le poème se finissait par "parce que tu as des cernes jusqu'au nez". Je trouvais ça très poétique. J'avais sept ans quand je l'ai écrit. C'était vraiment le trip "il faut aider maman", pas devenir comme maman, mais aider maman. » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

Le manque d'autonomie auquel certaines mères sont confrontées apparaît aux interviewées concernées comme d'autant moins supportable qu'il existe un écart important entre leurs deux parents. Par exemple, Sandra (née en 1956, membre de la commission Féminisme des Verts) explique que sa mère devait s'occuper des enfants pendant que son

père, membre du PSU, se rendait à des réunions politiques. De la même manière, dans la façon dont Carole (née en 1980, chargée de l'accueil des femmes victimes de violence et de la prévention de comportements sexistes à l'association DCDF) décrit le couple que formaient ses parents avant leur divorce, elle oppose clairement la situation d'une mère recluse dans la sphère privée et d'un père qui, lui, travaille et jouit d'une certaine liberté à l'extérieur du foyer – l'allusion à la voiture et au golf mettent en évidence une liberté de mouvement et la possibilité de jouir de son temps libre. Carole insiste sur la façon dont cet écart d'autonomie fait naître chez elle du ressenti et participe au mal être de sa mère.

« À partir du moment où j'étais ado, au collège, pour moi ce n'était pas tip top. Déjà franchement il y avait peu de temps... mon père était là que le soir et le week-end. Et moi en plus quand j'étais ado, on n'a pas trop envie de passer du temps avec ses parents. J'étais peu avec eux mais ce que j'en voyais ce n'était pas magnifique. Et puis au fur et à mesure ça s'est vachement dégradé. Ce n'est pas super, ils ne faisaient rien de génial. **Je n'ai pas eu l'image d'un couple super amoureux, qui s'entend bien et qui est super épanoui. En plus, ma mère qui avait l'image une femme plutôt dépressive, déjà parce qu'elle l'était, en plus elle ne travaillait pas, elle restait chez elle, elle faisait son tricot, ses mots croisés, le ménage, elle appelait ses sœurs, et puis voilà quoi. C'était vraiment ça son quotidien. Plus je grandissais et plus ça m'énervait, les choses qui m'énervaient aussi c'était vraiment le fait que mon père ne sache même pas où ranger les assiettes dans la cuisine. Ça c'est un truc qui m'a toujours choqué, déjà petite.** Et puis lui en tant que personne, il représentait un peu tout ce que je n'aime pas chez les gens, il ne l'est pas tant que ça mais il a quand même le côté un peu je me la pète, **je travaille, j'ai une grosse voiture, je suis en costard, j'aimerais bien faire du golf avec mes amis etc. ça ne passait pas.** » (Récit de vie avec Carole, 02/07/2009)

Catherine Achin et Delphine Naudier observent, dans leurs entretiens une « identification préférentielle au père, qui incarne le pôle actif et positif de la famille et son ouverture sur l'extérieur » (Achin et Naudier, 2010: p.86). Il est vrai qu'il se dégage aussi de nos récits de vie une mise en parallèle récurrente entre la situation de la mère, définie par des rapports sociaux défavorables, et celle du père davantage libre de se construire un destin. Néanmoins, le rapport d'identification au père est loin d'être systématique : ce dernier est régulièrement présenté comme l'incarnation du dominant contre lequel les militantes ont eu à

s'affirmer. Il peut donc lui aussi apparaître comme un repoussoir ou un contre-modèle, en dépit de son autonomie.

« **Moi j'ai appris le patriarcat. C'est-à-dire qu'on dit le patriarcat c'est obéir au père.** On a les stéréotypes, **ça nous présente le rôle du père et le rôle de la mère, c'est l'obéissance totale.** Mais le problème c'est surtout à quel maître est-ce qu'on obéit. Elle [sa mère] est tombée sur un mauvais maître, c'est ça le problème. Son père était peut-être un bon entre guillemets, c'est-à-dire que c'était quelqu'un qui n'était pas abusif. Il était certes complètement patriarche mais ensuite les choses ont tourné... Ça c'est vrai qu'elle se le reprochait. **Parfois elle me disait "c'est vrai, je sais, je n'aurai peut-être pas dû..."**, mais finalement quand elle était de nouveau reprise dans le rôle du couple, là c'était **"obéis, tu dois, c'est comme ça"**. C'est vrai que mon père se lâchait complètement. » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

En relatant ci-dessous le souvenir des remords exprimés par sa mère (« c'est vrai, je sais, je n'aurai peut-être pas dû... ») Myriam exprime l'existence d'un destin alternatif auquel sa mère renonce mais qu'elle choisit, elle, d'embrasser.

« Moi une petite fille très curieuse, enfin assez curieuse, qui posait des questions... et **une mère complètement soumise, fière d'être soumise, au foyer, complètement soumise (...)** Elle me parlait énormément de ses problèmes. **Quand ça débordait avec mon père... J'étais l'aînée donc j'ai été l'épaule, elle ne se rendait plus du tout compte que j'étais sa fille.** Comme c'est des familles très fermées où on n'a pas d'amis, et puis dans la famille on ne peut pas se confier, souvent c'est dans la famille que ça se passe, donc comme moi je servais un peu de tout. **C'est horrible parce qu'ensuite moi j'avais des sentiments d'aversion vis-à-vis de mon père alors que ma mère, elle, reprenait son rôle de mère.** C'est compliqué. Ça ça m'a forgé. Ça m'a construit. **J'ai toujours été un peu révoltée à ce niveau-là. Je lui disais "travaille, prends un métier", surtout qu'elle écrivait sans-faute, elle s'exprimait très bien, elle avait une bonne présentation, elle était très relationnelle... Mais c'était ce blocage. Elle n'était toujours qu'en famille. Vous l'avez toujours connue comme femme au foyer ? Toujours oui. Ne conduisant pas. Étant interdite de ça d'ailleurs. Ne sortant qu'avec mon père, même pour aller chez le médecin. Aucune liberté, aucune autonomie. Ne tenant pas les comptes. Tout en faisant les courses, mais je veux dire qu'elle était... Satisfaite. Elle ne s'en est jamais plaint. Parfois ça ressortait, elle me disait : "j'aurai peut-être dû !". Mais c'était un peu plus tard en fait.** Donc on avait à la fois une relation chaleureuse et une relation conflictuelle. Je

sentais qu'elle avait besoin de moi donc... Conflictuelle sur quels aspects ?
Conflictuelle parce que du coup je m'opposais à mon père, je prenais sa défense. »
(Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

On retrouve dans, cette longue citation, le sentiment de solidarité déjà exprimé par d'autres militantes qui se souviennent de la façon dont elles ont cherché à orienter leurs mères sur le chemin de l'autonomie. C'est le cas de Sandra (née en 1956, membre de la commission Féminisme des Verts), qui se souvient d'avoir poussé sa mère à s'affirmer :

« Tu étais en accord avec tes parents ou il y avait des points de désaccord avec tes parents ? Politiquement, non, j'étais assez proche politiquement. **Je me souviens d'une discussion que j'ai eue avec ma mère parce qu'elle disait toujours comme mon père et ça m'énervait, je devais avoir 17 ou 18 ans, et un jour je lui ai dit "si tu n'es pas d'accord, pourquoi tu ne le dis pas ?"**, et elle m'a dit "parce que toi tu partiras un jour de la maison et moi je resterai avec ton père donc je ne veux pas m'opposer à lui". » (Récit de vie avec Sandra, 21/05/2008)

Les souvenirs de ce qu'on pourrait appeler des « interventions » de la part des interviewées renvoient aux deux autres formes narratives qui seront évoquées dans ce chapitre : en évoquant ces tentatives de transformation du destin de leurs mères, les militantes, d'une part, se présentent comme précoces dans leur aspiration à l'autonomie et, d'autre part, valorisent l'idée qu'une solidarité entre femmes peut venir rompre l'isolement d'un « je » en mal d'autonomie.

En pointant du doigt dans leurs souvenirs tout ce qui a interdit aux femmes de leur entourage de se construire un destin, les militantes valorisent en creux leur propre parcours d'émancipation – qui a supposé qu'elles surmontent certains de ces obstacles. Le fait que leurs mères n'aient pas été des modèles d'émancipation renforce leur propre parcours d'autonomisation dans le sens où, n'ayant pas hérité des outils nécessaires à l'affirmation de soi, elles ont eu à inventer elles-mêmes leurs propres trajectoires de sujets. Lorsque les interviewées évoquent des situations dans lesquelles elles étaient dominées, elles pointent du doigt la responsabilité de leur mère, qui ne leur aurait pas transmis les outils pour s'autonomiser.

« **L'image de ma mère, femme soumise, dominée par la peur et dans l'oblation d'elle-même, ne pouvait certes pas m'aider à vivre de façon positive cette entrée dans la vie d'adulte. Je tentais maladroitement d'appivoiser le terrifiant sexe masculin en me soumettant à ses désirs et en multipliant les aventures.** » (C., 2008: p.36)

« Je suis restée encore un peu avec le mec [son ancien petit ami]. D'ailleurs, à l'issue de mon stage, ils me proposaient un autre stage et **mon mec m'avait tellement fait chier, en disant "je ne supporte plus que tu parles cul toute la journée". C'est le genre de trucs tu te dis "je ne sais pas comment j'ai fait pour l'accepter", mais t'es dans le truc, et puis t'es élevée... moi j'ai une mère qui est complètement soumise à mon père. C'est un tyran, après je pense qu'il ne l'a jamais frappée, parce que mon père est un homme assez doux, il a paradoxalement un côté assez féminin aussi mais c'est un peu caricatural, c'est lui qui a la télécommande, c'est lui qui décide où ils vont en vacances... mais quand tu n'as qu'un modèle, que tu es dépendante affectivement, que tu te dis je ne serai rien sans homme, il ne faudrait surtout pas qu'il me quitte. Bref, tout ça...** » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

Dans la citation ci-dessous, Myriam identifie la contraception à l'autonomie et insiste sur l'absence de transmission en la matière : par là, elle souligne que sa mère ne lui a pas donné ce qu'elle considère comme un des outils émancipateurs de base.

« Quand ma mère retournait dans son village, la présence de son propre père était très très pesante. **On n'a eu aucune information sur la contraception**, d'autant que ma mère qui avait eu des problèmes de santé n'en avait pas eu besoin. **Donc vraiment aucune information sur la contraception, vraiment rien rien du tout.** Et pourtant une maman très maternelle, ce n'était pas une mère comme dans certaines familles... » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

En évoquant, par ces souvenirs, l'absence de dispositions familiales à la subjectivation, elles construisent ainsi l'image d'elles-mêmes autonomes « de caractère » ou « depuis toujours », dont nous allons parler dans la seconde partie de ce chapitre.

Pour conclure, nous avons donc constaté que la façon dont les interviewées décrivent leur entourage au travers de leurs souvenirs personnels traduit la centralité accordée à la

notion d'autonomie. L'opposition autonomie/dépendance semble constituer leur principal cadre d'interprétation du monde et dessine une frontière entre leurs figures d'identification et leurs figures repoussoirs, au-delà même de l'impossibilité de dresser un portrait type de celles-ci tant elles peuvent varier selon les trajectoires et les aspirations de chacune.

B- La permanence du « moi autonome et rebelle » ou féministes « depuis toujours »

La seconde forme narrative identifiable dans la plupart des récits biographiques recueillis pourrait être résumée par l'expression « féministe depuis toujours ». En effet, les militantes féministes mobilisent principalement des souvenirs biographiques qui leur permettent d'apparaître comme des êtres « autonomes et rebelles » dès la plus tendre enfance et ancrent ainsi dans la durée les fondements de leur conscience féministe. Qu'elles aient eu une enfance « très libre » ou, au contraire, qu'elles aient éprouvé des difficultés à exister comme sujets dans leur milieu d'origine, les interviewées racontent nombre d'anecdotes qui leur permettent d'attester d'une « nature » indépendante. Valorisant leur « caractère » autonome, elles en viennent presque à essentialiser leur capacité à exister comme sujets. Ce faisant, elles dissocient leur participation à la lutte collective, leur conscience féministe et leur affirmation de soi comme des êtres autonomes.

1. Un caractère « autonome et rebelle » : vers une naturalisation de l'autonomie

Dans leurs récits du passé, les militantes se présentent volontiers comme libres, autonomes et rebelles depuis toujours. Elles sont soucieuses de valoriser chez elles un « caractère » indépendant et racontent des anecdotes de leur enfance qui ont pour effet d'illustrer leur refus de se soumettre à certaines règles ou de se conformer à certains rôles assignés. Ainsi, Juliette (née en 1984, masterante en études féministes, militante « virtuelle » de Ni putes ni soumises et de Mobilisation Droits des femmes) se plaint à valoriser la façon dont, très tôt, elle refusait de se soumettre aux injonctions de son grand-père.

« Mon grand-père aimait bien me chambrer, pour lui une femme c'est ménage etc. Quand j'étais petite et qu'il me demandait de lui apporter quelque chose, **je lui disais "papi tu peux marcher"**. Ma grand-mère me disait **"si ton mari te demande ses chaussons, qu'est-ce que tu dis ?"**, je disais **"tu te débrouilles"**, elle me disait "c'est bien ma fille". Elle me faisait souvent des réflexions comme ça. A un moment donné elle me disait "toi Juliette tu auras des problèmes avec les hommes", franchement je me dis à quel point elle avait raison ! » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

Si, dans cet extrait, il s'agit d'une opposition aux rôles genrés, les interviewées mettent en avant leur indépendance d'esprit en général et évoquent différents moments de leur jeunesse où elles ont refusé de se conformer aux règles et aux normes en vigueur, que ces règles soient ou non liées à leur sexe.

« Mais Sciences-Po a bien changé franchement en quelques années c'est devenu méconnaissable, il y avait encore beaucoup de traces finalement d'un modèle à l'ancienne, quand moi j'y suis entré, et notamment... même si il y avait beaucoup de classes moyennes, ou de gens de mon milieu, c'est-à-dire CSP +, mais pas ++, là j'ai découvert des aristos, des familles riches, des gens qui avaient des appart' de deux cents mètres carrés, en plein Paris, dans des quartiers chics, en plein XVIème. Et puis, la plupart des étudiants s'habillaient de manière très adulte. Il y en a je les ai vus arriver, au début ils débarquaient de leur province comme moi en jean, et quinze jours plus tard ils étaient en costard. Moi j'ai fait plus progressivement et uniquement... **Oui moi je faisais plus de résistance de ce point de vue-là. Il y a eu une époque où je venais avec un jean avec une grosse étoile rouge. C'était mon plaisir, c'était sortir des métros à Sèvres Babylone et voir les vieilles du quartier qui ouvraient des yeux de terreur.** » (Récit de vie avec Gaspard, 02/04/2008)

« Au lycée, ce n'était plus de la révolte seule. C'était de la révolte collective plutôt. **C'était plutôt le milieu rock'n'roll. On se fout des normes sociales. On pensait pouvoir vivre comme on l'entendait. Plus de normes, plus de barrières. On était vraiment là-dedans. D'ailleurs, avec mon amie G. dont je parlais tout à l'heure, on voulait s'affranchir de tout ça. Et puis beaucoup de décalage par rapport à l'école.** C'est vrai que nous nos parents nous ont donné quand même un capital culturel assez important mais pas du tout dans des normes scolaires (...) Mais j'étais complètement révoltée par le système scolaire, je trouvais ça injuste, très jugeant. La norme sociale ! C'était dur. Donc j'ai eu mon bac *in extremis* parce que ma mère était

vraiment derrière moi, elle me poussait. Et puis aussi **la quête de liberté**. » (Récit de vie avec Fabienne, 24/07/2009)

La « quête de liberté », évoquée par Fabienne (née en 1980, chargée de projets d'animation à l'association DCDF), se retrouve dans les discours d'autres interviewées qui mettent en avant leur désir précoce d'autonomie¹. Laura (née en 1930, militante à SOS femmes) raconte, par exemple, les ruses qu'elle a déployées pour échapper au contrôle de son père et vivre de manière plus libre. Elle se souvient avec amusement des mensonges qu'elle élaborait pour pouvoir sortir.

« Étant adolescentes, on a eu des relations avec mon père, ma sœur et moi, à la fois rigoureuses en ce qui concernait l'époque. C'est-à-dire que, quand on sortait, il fallait être rentré de bonne heure, **les heures de repas étaient très strictes, il fallait toujours être à l'heure au repas. Et d'un autre côté assez libre**. Il ne supposait pas qu'on pouvait avoir des petits copains, parce qu'on n'en avait pas à l'époque, ce n'était pas comme ça. Mais quand même, on pouvait aller danser chez des copines, faire des choses comme ça qui se faisaient peu à l'époque. **À tel point que, plus tard, quand j'ai voulu sortir, je disais je suis invitée à déjeuner ou à dîner, et alors il acceptait. Ce n'était pas vrai alors ma sœur rouspétait. Elle disait "ça veut dire que ce soir on ne va pas manger en rentrant", parce qu'on était censées avoir mangé, parce qu'on sortait toujours toutes les deux**. » (Récit de vie avec Laura, 16/06/2009)

Certaines interviewées présentent leurs désirs d'autonomie comme le produit de leur éducation : Madeleine (née en 1956, directrice d'une association de lutte contre les violences faites aux femmes) et Jennifer (née en 1977, organisatrice des Rencontres féministes de l'Hôtel de Ville à l'occasion du centenaire de la laïcité) disent avoir été élevées dans un contexte familial qui les a poussées à s'affirmer comme sujets dès le plus jeune âge.

« J'ai grandi à Lyon dans la bonne bourgeoisie lyonnaise avec des parents médecins et j'étais la petite dernière d'une famille de trois enfants. Donc j'ai été élevée de façon assez différente des aînés qui ont dix ans de plus que moi. **J'ai été élevée dans la conviction profonde qu'être homme ou femme c'était pareil. Vraiment je ne me**

¹ On retrouve cette figure narrative du désir précoce de liberté dans les récits autobiographiques des transfuges de classe (on pense par exemple à *Ecrire la vie* d'Annie Ernaux ou à *Retour à Reims* de Didier Eribon). Il serait donc intéressant de s'interroger sur la fonction de cette forme de récit du passé chez l'ensemble des individus dont le devenir sujet implique une recomposition des appartenances.

suis pas posée la question avant un certain âge. Pour moi il était évident qu'il fallait que je fasse des études, qu'il fallait que je travaille et je n'envisageais pas de différence dans le fait que j'étais une femme. La question ne se posait même pas. » (Récit de vie avec Madeleine, 14/06/2008)

« Et puis pour lui [son grand-père], il ne faisait pas de différence si j'étais une fille ou un garçon. Il m'emmenait en vélo, il me faisait faire des petites maisons en bricolage. Il n'y avait pas de : tu es une fille tu ne peux pas bricoler. Au contraire, il était fier que je le suive, il m'apprenait tous ses délires, les petits trains électriques etc. Mon père quand même a toujours eu le souci que je sois indépendante, il m'a toujours dit "ne compte jamais sur un mec, il faut que tu aies un bon boulot, il ne faut pas que tu sois...", pour lui, être une femme entretenue, c'est l'horreur. Le côté indépendant financièrement, il l'a toujours mis en avant. » (Récit de vie avec Jennifer, 09/04/2008)

Ces récits ne sont pas les plus nombreux : une majorité d'interviewées raconte, au contraire, avoir évolué dans des milieux ne leur permettant pas d'exister comme sujets. Celles-ci ne peuvent donc pas expliquer leur volonté d'autonomie par leur éducation et mettent plutôt en avant un caractère « rebelle », « provocateur » ou encore « revendicateur », qu'elles présentent comme inné. Pour attester de la réalité de ce tempérament, elles racontent des souvenirs dans lesquels elles manifestent leur assurance ou contestent l'ordre établi.

« On avait une instit' qui était très injuste et qui punissait : dès qu'on ouvrait la bouche quasiment, on avait trois problèmes, il y avait tout ça qui était marqué derrière le tableau, il y avait les noms de chaque élève avec la liste des punitions. Il y avait des punitions qui étaient effectivement pour mater ceux qui étaient dissipés, et il y en avait d'autres qui étaient pour garder les élèves en études sans avoir besoin de leur dire le prétexte. Moi c'était parce que mes parents étaient commerçants donc ils n'avaient pas trop le temps de me faire bosser. **Un jour, j'en ai eu marre, j'étais au CE1, à cinq heures elle nous laissait en bas et j'ai monté une histoire, j'ai dit "on va faire la révolution !". J'ai dit "je vais aller derrière le tableau et je vais tout effacer", même les noms qui étaient là pour toute l'année**, chaque année c'était la cérémonie, on copiait tous les noms, faire les lignes droites etc. **"Et on va partir en courant !"** Et alors ça ça a été le scandale. Et le lendemain l'instit' commence à faire une sorte de crise cardiaque carrément. Ma copine, elle s'appelait Cathou, et elle lui dit : "Cathou c'est toi la meilleure de la classe (c'était la fille du notaire, elle était encadrée, elle était

première et moi j'étais seconde), c'est toi qui as monté ça". **Moi je me lève et je dis : "ce n'est pas Cathou, c'est moi". "Gaëlle ce n'est pas possible !", parce que j'étais très mignonne, les gens m'adoraient, angélique etc. Ce n'était pas possible. Alors là, elle a commencé à s'évanouir. On n'a pas eu classe pendant deux ou trois jours. J'avais fait la révolution. Il faut savoir que c'était avant 68 et je ne comprends pas d'où ce concept de révolution était venu (...) J'ai continué sur cette lancée à faire de l'opposition systématique à ce qui est apprentissage par cœur, obligé, très contraignant, les cadres.** » (Récit de vie avec Gaëlle, 08/04/2009)

« Tu faisais quoi ? Des boulots de merde. Je faisais des colos, les centres aérés pendant les petites vacances et pendant les grandes vacances. Et après, à l'année, j'ai pris du *telephoning* et c'était horrible (...) **Là pareil j'ai foutu le bordel.** Tu devais faire douze contacts, et tu devais avoir trois rendez-vous. On demandait des rendez-vous avec des conseillers financiers, des conneries. C'était à l'américaine, avec des superviseurs, téléacteurs, trucs de merde. Et à un moment donné, dans un groupe, quand tu avais un rendez-vous ils avaient trouvé le système de donner un Banco. Un truc à gratter ? Si ! **J'avais fait scandale. J'avais été voir ma superviseuse, elle ne le faisait pas, t'en avais dans le groupe qui lui disaient "pourquoi tu ne le fais pas ?"**, je lui avais dit **"si tu le fais, laisse tomber"**. Pour qui on nous prend ? Elle m'avait dit "je suis d'accord avec toi alors pour l'instant j'essaye de tenir pour ne pas les prendre". » (Récit de vie avec Flora, 17/07/2009)

Qu'il s'agisse du produit de leur éducation ou d'un « caractère » présenté comme inné, dans les deux cas, les interviewées ancrent leur autonomie dans la durée et en font ainsi une dimension centrale de leur identité, comme Juliette ci-dessous.

« C'est pour ça que quand les mecs, ou d'autres personnes, essayent de me manipuler, ils n'y arrivent pas parce que **je suis habituée à lutter de tous les côtés depuis que je suis petite pour m'imposer. Je suis préparée. J'ai l'impression même d'être faite pour ça.** J'ai l'impression qu'il faut toujours que je bouscule, que je casse, que je gueule pour avoir ma place. » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

Juliette décrit la petite fille qu'elle était en mettant en avant, à plusieurs reprises dans son récit de vie, l'aspect frondeur de sa personnalité.

« **J'ai toujours été très perturbatrice** (...) J'aimais surtout bouleverser... **J'ai toujours été quelqu'un d'un petit peu revendicateur, j'avais toujours quelque**

chose à dire pendant les cours. J'aimais bien faire rire les gens, j'aimais bien aussi tester... Enfin, pas tester mais surtout essayer de réveiller un peu les profs parce que j'avais l'impression qu'ils n'étaient pas très passionnés par la jeunesse et par ce qu'ils disaient. » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

« Mais ensuite mon frère a eu de très grosses difficultés d'intégration, il y a eu des moqueries par rapport à nos origines asiatiques, ça ne s'est pas très bien passé, du coup je passais mes journées à casser la gueule des autres gamins pour ne pas qu'ils cassent la gueule de mon petit frère. **Comme j'ai un tempérament très revendicateur depuis que je suis petite, j'ai ouvert ma gueule partout, je me suis faite des ennemis assez rapidement, des amis aussi parce que je suis quelqu'un de très sociable, mais je ne supportais pas qu'on touche à mon petit frère.** Je le gardais tout le temps avec moi, et puis voilà. Ce n'était pas génial. **Quand on m'emmerdait, je donnais des claques, des coups de poing ; les garçons avaient peur de moi.** Il y a un groupe de gens avec qui j'étais à l'école primaire, une soi-disant copine avec des garçons qui sont venus déposer un serpent devant ma maison, voilà le genre de conneries, des réflexions. **Mais plus ils m'en faisaient et plus je les tapais, je suis assez bagarreuse.** » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

Le côté « bagarreuse » est revendiqué par plusieurs de nos interviewées (uniquement des femmes). C'est le cas d'Ingrid (née en 1985, doctorante en études féministes, militante à EFiGiES) qui explique s'être battue à plusieurs reprises alors qu'elle était au collège.

« **Moi j'avais une réputation de bonhomme dans la classe. Je me castagnais pas mal. Mais c'était amical, ce n'était pas tellement violent en fait. Si, c'était violent, mais à l'échelle de ce que c'était à l'époque, pour nous ce n'était pas violent. C'était on se bouscule, on se met des claques, ce genre de trucs.** Ce n'était pas fait pour blesser. Ça faisait partie du jeu quand on est là-bas. **Il faut savoir riposter, il faut savoir mettre une claque. Le truc, c'est que les mecs viennent te chercher etc. mais ils ne te feront pas forcément mal.** C'est plus le jeu de la provocation que le jeu de la baston. La baston, c'est vraiment entre mecs, les nanas restent sur le bord, **ou alors on se bastonne entre nanas, mais les vraies bastons nanas/meccs ça n'existe pas.** Pas à l'époque en tout cas où j'y étais. Je sais que ça a beaucoup changé maintenant. **À l'époque où j'y étais, c'était vraiment non mixte. Quand tu avais une baston de nanas c'était vraiment entre nanas, et ce n'était pas des trucs tendres. Je sais parce que j'avais eu des problèmes avec un groupe de filles, et**

c'était du tirage de cheveux, on t'arrache la peau. » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

En disant cela, Ingrid assume une certaine violence. Même si elle marque la permanence d'un rapport de genre qui interdit les altercations mixtes, elle insiste sur la dureté des querelles entre filles et déconstruit ainsi l'image socialement partagée selon laquelle les jeunes filles seraient plus douces que les garçons¹. Maya (née en 1952, conseillère régionale membre d'Elu-e-s contre les violences faites aux femmes), qui se décrit comme révoltée, explique comment, dans sa jeunesse, elle cherchait à renverser les rapports de domination entre femmes et hommes en exerçant elle-même une certaine violence sur les hommes.

« Il y a eu des manifestations dont je garde un bon souvenir aussi, c'était les manifestations de nuit, parce que ça disait quelque chose, qui a disparu aujourd'hui, mais la violence des hommes sur les femmes dans la rue la nuit c'était terrible. Enfin peut-être que les jeunes femmes en sont encore victimes.... **Moi j'étais très révoltée contre ces comportements. Il y a eu différentes phases, il y a eu des phases où je donnais des rendez-vous le lendemain toujours au même endroit et évidemment je n'y allais pas. Ou alors je disais aux mecs que ce n'était pas de chance pour eux parce que justement j'étais en train de suivre le mec qui était devant ! Et puis j'ai eu une période violente, où le soir quand je me baladais dans les rues, je faisais mine de m'approcher des hommes solitaires de manière un peu brutale et je me suis rendue compte que, eux aussi, avaient peur et c'était une démonstration de l'égalité de comportements possible.** » (Récit de vie avec Maya, 13/05/2008)

De la même façon, Flora (née en 1980, chargée d'accueil des femmes victimes de violences et animatrice à l'association DCDF), qui explique avoir été prise dans une relation amoureuse violente durant l'adolescence, reconnaît avoir été elle-même porteuse d'une certaine violence et signifie ainsi son refus de se soumettre à cette situation de domination.

« À ce moment-là j'étais avec un mec. Je l'ai rencontré en licence. Un sale mec. Ça aussi ça a pris beaucoup de place dans ma vie. Sale mec dans quel sens ? Un mec où franchement il y avait de la violence morale, après il y avait de la violence entre nous deux. Je pense qu'il y avait de la violence morale de sa part, je pense de la mienne aussi. Je ne m'en rendais pas compte. Mais je pense que ça a aussi inscrit des choses dans mon parcours. Un sale mec. **C'était vraiment de la violence morale, que**

¹ Sur la violence comme indicateur d'émancipation, voir (Cardi et Pruvost, 2012).

j'exerçais aussi je pense, c'était à qui dominait l'autre. Moi j'étais vachement comme ça dans mes rapports avec les hommes. Je voulais vraiment être dominante. Et avec lui ça n'a pas marché. Il voulait être dominant aussi. Mais c'était violent, il s'est déjà énervé, à mettre des coups de poing dans le mur, c'est de la violence physique. Il m'a mis une tarte une fois, c'était limite limite. C'était violent. Moi je n'étais pas habituée, le mec avec qui j'étais avant était cool, le mec était trop gentil. » (Récit de vie avec Flora, 17/07/2009)

Après avoir subi des agressions sexuelles lors d'un voyage scolaire, Clara (née en 1986, militante à Ni putes ni soumises), est confrontée, quant à elle, à la violence paternelle. Elle raconte qu'elle s'est posée en résistante face à cette situation et qu'elle a eu, elle aussi, à faire usage de la violence pour contrer cette forme de domination.

« Il a fallu que je fasse aussi le deuil d'un père qui n'a pas pris conscience que, avant tout, ce n'était pas lui qui était blessé mais que c'était sa fille. Un père très dur qui ne s'est pas gêné pour éventuellement me mettre des grosses tartes dans la gueule alors que je sortais d'une histoire comme celle-ci [elle a subi des agressions sexuelles lors d'un voyage scolaire]. Ça ne l'a pas empêché de me taper. Et c'est quelqu'un de très intelligent, ce n'est pas la caricature du mec qui tape sa fille. Il est bien sous tous rapports. Mais c'était la première fois qu'il te tapait ou il t'avait déjà tapé avant ? C'est une culture de la violence, des grosses taloches dans la gueule j'en ai pris plein. Sauf que là il ne s'en prenait plus à la même personne. Il s'en prenait à une adolescente. Il s'est battu avec mon frère, il s'est battu avec moi. Il n'a pas compris qu'arriver sur moi et me mettre des grosses claques dans la gueule, ce n'est même pas la petite baffe parce qu'on est énervé, il a été très violent. **Il ne s'en prenait plus au petit enfant qu'il fallait punir parce qu'elle avait été insolente, il s'en prenait à une adolescente qui revenait de loin, qui avait un tout petit corps de rien du tout, tout maigre, qui ne voulait pas que qui que ce soit touche à ce corps.** Même aujourd'hui quelqu'un qui me touche dans le métro j'ai du mal. **Du coup, je me battais avec lui. Et comme j'ai pris la boxe comme exutoire... Je lui en mettais des bonnes mais lui il m'éclatait. Il faisait quand même une centaine de kilos.** » (Récit de vie avec Clara, 02/07/2008)

Dans son récit, Clara met l'accent sur la façon dont, malgré ces situations de violences, elle s'est autonomisée et a mis en œuvre la réalisation concrète de son indépendance. En évoquant (ci-dessous) les situations dramatiques dans lesquelles elle aurait pu tomber compte-

tenu des épreuves qu'elle a traversées, Clara met en valeur sa force de caractère et sa détermination à s'en sortir.

« Il est parti vraiment en couilles devant plus d'une personne. Parce que à la fin pour lui c'était normal, pour lui c'est comme si ça faisait partie de l'éducation. Sauf qu'à 18 ans, on est plus un enfant comme on l'était quand on avait cinq ans. Et aujourd'hui tu le vois encore au pas ? Non on a coupé les ponts cette année. Il a commencé à faire son caca nerveux. **De toute façon, si j'avais toujours écouté mon père je n'en serais pas là aujourd'hui, je ne serais pas si émancipée, je ne serais pas partie à Paris, je ne serais pas militante, je ne serais pas libre. Je serais triste et enfermée, sûrement quelque part en Bretagne.** Parce que lui il ne voulait pas que je parte à Paris donc il m'a dit si tu raccroches tu n'as plus de père. J'ai dit "ok je raccroche parce que c'est inadmissible ce que tu me dis, tu n'as pas le droit de me faire du chantage, **je ne t'appartiens pas, j'ai 18 ans, je suis majeure et après tout ce que j'ai vécu et tout ce que j'ai pu faire tu pourrais me considérer comme une grande fille,** et te dire que t'as de la chance d'avoir une fille qui s'en est sortie", **parce qu'il y a beaucoup de nénettes qui réussissent à se donner la mort pour de vrai ou alors qui font des trucs pire encore, il y en a qui tombent dans la coke, il y a tellement de nanas qui souffrent.** Il a de la chance d'avoir une fille qui s'en est sortie, qui est tombée sur des gens chouettes à un moment donné. » (Récit de vie avec Clara, 02/07/2008)

Les interviewées sont nombreuses à avoir été confrontées à la violence. Les situations de violence sont, par excellence, des moments au cours desquels la victime voit son statut de sujet réduit à néant. Son existence comme être autonome est niée. Il est frappant de voir la façon dont les militantes se souviennent et évoquent ces moments : elles mettent en avant la façon dont elles ont, malgré tout, affirmé leur autonomie, allant même jusqu'à assumer des attitudes violentes, comme pour rétablir leur statut de sujet. Par exemple, Maya évoque le souvenir d'une fois où elle a levé la main contre son père pour le sanctionner de la violence qu'il exerçait contre sa mère.

« C'est pour ça que je disais que j'allais y revenir... la relation entre mes parents, ils n'étaient pas égaux. Pour les raisons que j'ai dit... ils travaillaient ensemble, ils avaient une relation assez passionnée, quand ils s'affrontaient c'était toujours un peu brutal, il y avait de belles engueulades. **Ça a été jusqu'à se compliquer et que mon père frappe ma mère. C'était pour moi quelque chose de très... un choc. Mais j'ai trouvé une solution très vite, c'est-à-dire que je me suis dit que s'il pouvait la**

frapper, moi je pouvais le frapper. Donc un jour, je devais avoir quinze ou seize ans, c'étaient les premiers apéritifs, un verre de vin ça montait très vite à la tête des jeunes filles, et on s'est énervé, je lui ai dit que je pensais que ce n'était pas normal qu'il frappe ma mère, il s'est énervé aussi et je l'ai frappé. Ça m'a beaucoup marquée parce que je me suis rendue compte que finalement, pour combattre quelque chose, j'en étais venue à avoir le même comportement. Mais ceci étant, je pense que j'ai eu raison de le faire parce qu'il ne l'a plus jamais frappée. » (Récit de vie avec Maya, 13/05/2008)

Les récits d'altercations avec le père sont récurrents, et le souci qu'ont les interviewées de maintenir leur image de sujet autonome les conduit à présenter ces affrontements comme des conséquences de leur choix de l'autonomie et de leur refus d'un destin tracé.

« Et puis, à un moment quand j'avais 19 ans, 18-19 ans, comme j'étais quand même assez à couteaux tirés avec mon père, **je l'ai pour ainsi dire convoqué, et je lui ai dit "invite moi à déjeuner, on va parler". Je lui ai tout balancé. Je lui ai dit "j'ai telle ou telle réaction parce que ça et ça". Je lui ai fait une critique de son comportement au sein de sa famille, enfin de son comportement vis-à-vis de ma mère surtout. Parce que si vous voulez mes parents, au bout d'un moment, ont admis le fait que je refusais ce plan de vie. Ils ont arrêté de vouloir m'y forcer. Assez rapidement finalement. Vers cet âge-là.** Donc par rapport à moi, mon père n'était pas particulièrement machiste, il admettait que sa fille puisse vouloir autre chose, mais sa femme par contre ça restait toujours autre chose. Moi je n'ai pas du tout réussi à entraîner ma mère là-dedans. Elle n'était pas sensible à vos réflexions ? Non. Non, non. Ma mère était disons dans la frustration et dans la récrimination, dans la victimisation plutôt. Pendant un très très long moment, jusqu'à très très longtemps, ma mère et ma grand-mère me disaient "tu dis ça mais de toute façon tu feras comme les copines", c'est assez horrible. Elles me disaient "tu râles maintenant mais de toute façon tu vas te faire piéger, ne compte pas y échapper, c'est comme ça, les hommes sont comme ça, les femmes sont comme ci, point barre" (...) C'est pour ça qu'on me disait, "toi qui travaille bien à l'école, il faut être prof". Enfin non, même pas prof, prof c'était trop, c'était institutrice. **Donc il y avait ce ressenti selon lequel, quoi qu'il en soit, les ambitions devaient être modestes, de façon à être toujours... Puisque de toute manière, à un moment donné, il faudrait se conformer à... On n'était pas élevé dans l'idée qu'on avait une vie. On n'avait pas de vie. Notre vie de toute façon serait déterminée par l'homme qu'on épouserait. C'était assez effrayant.**

C'était vraiment flippant. Moi je l'ai ressenti comme ça, c'était vraiment l'horreur. » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

Encadré n°11 : Myriam, des souvenirs qui la posent comme sujet en dépit des violences subies

Myriam, dont le parcours a été ponctué de violences répétées, commence son récit de vie en se présentant ainsi.

« D'abord, la naissance en 1962. La région, c'est la région parisienne, la banlieue, la Seine-Saint-Denis. Dans une famille où on va dire qu'on ne manquait de rien, ouvrière mais avec une espèce d'envie de culture des parents. Ce n'était pas Zola, encore que... J'étais l'aînée, ça je crois que ça a beaucoup joué. Et ce qui a joué aussi c'est peut-être les problèmes de santé de ma mère etc. **J'ai été dans des familles donc on était un peu obligé de se débrouiller un petit peu. Ça ça a été important. C'est le caractère je crois...** Pour moi, il y a deux choses, c'est-à-dire qu'il y a un aspect personnel et un aspect intellectuel, même si je ne suis pas quelqu'un d'intellectuel. **L'aspect personnel c'est le caractère. C'est-à-dire que je suis autonome, indépendante. Je crois que je suis née comme ça. Effectivement la santé de ma mère ça a dû aussi précipiter un peu les choses.** Se retrouver à cinq ans baladée en province comme ça, à l'époque il n'y avait pas d'Internet, ni de téléphone, rien du tout, complètement coupée de la maman dans des familles, où ça se passait bien mais... » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

Même si elle reconnaît des facteurs sociaux (son statut d'aînée, la maladie de sa mère) qui ont pu développer chez elle une certaine autonomie, elle fait tout de même de cette qualité un attribut inné. De plus, en l'opposant à la dimension « intellectuelle », elle en fait quelque chose d'instinctif, de quasiment naturel. Chez elle, cette autonomie se traduit assez rapidement de manière concrète par des fugues – qui certes lui permettent d'éviter les coups de son père – mais qu'elle présente en premier lieu comme un « appel de la liberté ».

« **J'ai commencé à fuguer à 14 ans, donc déjà c'était l'appel de la liberté.** C'est plus fort que tout, la haine... Mon père continuait à me taper. Il y a un moment où c'était trop là, physiquement on ne supporte plus. Donc je suis partie. » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

Lorsqu'elle évoque la violence que son père exerçait contre elle et sa mère, elle se présente en résistante et ne donne à aucun moment, au travers de ses souvenirs, une image d'elle comme victime. Elle souligne aussi son indépendance d'esprit et y voit d'ailleurs la cause de la violence de son père à son égard.

« **Je m'opposais à mon père, je prenais sa défense** [la défense de sa mère]. Mon père était violent avec moi par contre. Violent avec moi pour diverses raisons. Violent avec moi parce que... je ne sais pas... C'est quelqu'un d'assez particulier quand même. Pas quelqu'un de forcément très sain. Il n'était pas franchement buveur mais ça lui arriverait d'être complètement... ça lui arrivait de remonter du sous-sol complètement cuit. Mais ce n'est pas là qu'il était spécialement violent. C'est plutôt qu'il était complètement ratiboisé. C'est quelqu'un qui a un caractère... Lui aussi ses parents ne s'entendaient pas, son père frappait sur sa mère. **À la maison, c'était plutôt sur moi parce que moi je me révoltais, enfin de temps en temps. Ou alors je posais des questions. Et alors le fait de poser des questions ! Au niveau de la religion par exemple. Je me suis vite rendue compte... Alors je posais des questions mais tout de suite c'était suspect, parce qu'on mettait encore en doute, ça ça ne passait pas.** » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

Il est frappant de voir qu'une majorité des souvenirs de rébellion sont issus de l'enfance. Ils permettent aux militantes d'ancrer leur autonomie dans la durée et de revendiquer un féminisme « depuis toujours ». Néanmoins, les souvenirs attestant d'un caractère libre et indépendant ne se limitent pas à la période de l'enfance. Les interviewées ponctuent l'ensemble de leurs récits de vie d'épisodes au cours desquels elles ont affirmé leur autonomie. Par exemple, Jeanne (née en 1922, représentante de l'AFFDU à l'UNESCO) évoque un moment où elle a eu à affronter une situation embarrassante et a refusé de s'en remettre à son mari, alors même que cela lui était suggéré par une des personnes présentes.

« Mon mari a eu une très grosse émotion à Hammamet, nous étions en promenade en revenant de Carthage, on s'est baigné c'était à la Toussaint, moi le temps de faire un chignon, j'arrive et tout le monde était à table, et mon mari avait un fou rire. Le président me dit "Madame je suis désolé, je croyais que ce serait un de mes directeurs qui arriverait en dernier, et c'est vous, mais il y a deux corvées, lire le menu et vous devez faire un exposé". **Intérieurement, je me suis dit "ma petite il faut que tu y ailles", mon voisin m'a dit "madame naturellement vous pouvez demander à votre mari". Non ! Alors je regarde mon voisin de droite et je lui dis "Qu'est-ce que vous en pensez ? Mon voisin de gauche me dit de demander à mon mari..."**, il me dit "Ah non Marianne vous n'allez pas flancher, pas vous !". J'ai commencé en disant en français "on ne va pas détruire Carthage", alors que la grande phrase latine était *Carthago delenda est*. Le problème était de faire rire les gens, mais j'ai eu du succès... » (Récit de vie avec Jeanne, 25/06/2008)

Le refus de ce qu'elles appellent l'« étiquetage », et qui correspond à la notion de catégorisation, est aussi une façon d'affirmer son autonomie pour certaines interviewées – c'était d'ailleurs déjà le cas pour Olivia dans le chapitre 7. Ainsi, lorsqu'elles racontent leur vie amoureuse, ces militantes rejettent toute classification qui les déterminerait une fois pour toute.

« Et il n'y avait que des filles dans ce foyer. Je me souviens quand je suis arrivée à la Catho, la première personne dont je suis tombée amoureuse c'était une fille encore : F. Là du coup ma copine de pension, qui habitait Angers, elle avait encore raté son bac, elle redoublait, elle était encore en terminale et moi j'étais déjà étudiante. Donc on a commencé à ne plus avoir des intérêts en commun. Quand j'ai rencontré F., ce n'est

pas que je n'aimais plus H., mais... je me souviens qu'elle a été très malheureuse un moment et puis après elle aussi, elle a rencontré un garçon. De toute façon, on formait un cercle. F. m'a permis de rencontrer d'autres garçons et à ce moment-là mon cercle s'est ouvert aussi. **Mais finalement je me rends compte que j'étais assez libre dans mes choix. Ça ne posait pas question. Je me souviens avoir eu une remarque une fois d'un garçon qui nous avait traité de lesbiennes F. et moi, ça m'avait étonnée, parce que je me disais "pourquoi il dit ça ?", je ne me voyais vraiment pas...** »
(Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

Cette autre interviewée¹ évoque le souvenir de la variété de ses relations amoureuses et affirme ainsi doublement son autonomie : d'une part, elle refuse de se voir enfermée dans des catégories définissant sa sexualité et d'autre part, elle se montre libre des contraintes associées traditionnellement au couple hétérosexuel monogame. Si le refus de l'identification homosexuelle pourrait être aussi analysé comme une difficulté à « sortir du placard », il est intéressant de voir que le régime de justifications mobilisé par l'interviewée est plutôt celui de la « réticence à l'étiquetage ».

« Alors, il y a eu une période où j'ai eu des relations amoureuses avec des femmes, c'était à peu près à cette période-là, dans ces eaux-là. Dans les années 80. Femmes et hommes d'ailleurs. Et j'ai eu une relation avec une femme qui dure toujours, que je poursuis tout en étant toujours mariée avec le même homme. Alors ça, ça a été quand même un grand ébranlement. Vis-à-vis de vous-même ? Vis-à-vis de moi-même. **Les femmes en question étaient, elles, véritablement homosexuelles. Et pour ma part, il n'a pas été question que je m'identifie comme homosexuelle. J'ai commencé à considérer la sexualité et la vie amoureuse d'une façon très... je ne sais pas comment dire, avec peu de repères. Même la bisexualité. J'ai éprouvé une espèce de réticence à l'étiquetage.** Je pense que pour ce qui est de la vie sexuelle proprement dite, ce n'est pas vraiment avec des femmes que j'ai eu l'impression de me réaliser complètement. Mais la personne avec qui j'ai toujours une relation a eu un enfant à ce moment-là. C'était au début de notre relation. Elle a conçu cet enfant dans une relation assez accidentelle et elle s'est interrogée un moment pour savoir si elle allait poursuivre sa grossesse, on est parti en vacances toutes les deux, mon mari gardait les enfants. Il savait que vous étiez avec elle ? Oui. Amoureusement ? Je ne lui ai jamais

¹ Le nom de cette interviewée n'est pas mentionné car il a été précisé, au cours de l'entretien, que l'évocation de cette période de sa vie se faisait sous le sceau de l'anonymat le plus complet.

donné d'explications mais il le respectait. Il respectait le fait que je n'ai pas à me prononcer. Et ça a toujours été le cas. Hier soir j'étais encore avec elle, je lui ai dit que j'étais avec elle, mais... Enfin, ce n'est pas une double vie au sens où maintenant c'est une soirée de temps en temps, ce n'est pas une semaine avec l'un et une semaine avec l'autre. Mais il ne cherche pas de justifications. Non. D'ailleurs, dans cette période, lui je ne pense pas qu'il ait eu de relations avec les hommes, mais il a eu aussi, sans doute, avec d'autres femmes, des relations. Je crois qu'on était assez solides l'un avec l'autre pour ne pas éprouver le besoin de faire d'enquêtes. **D'ailleurs, je lui ai quand même parlé beaucoup des troubles que j'éprouvais, des troubles amoureux avec hommes ou femmes, mais avec elle j'en ai peu parlé parce que vraiment c'est mon secret.** »

Nombreuses sont les interviewées qui, dans leurs vies amoureuses, familiales et même professionnelles, refusent de se conformer aux modèles les plus communément véhiculés par la société. Elles affirment leur autonomie à l'égard d'institutions qu'elles jugent contraignantes. Par exemple, Mylène et Myriam évoquent leur méfiance à l'égard du couple. Myriam explique même comment son souci d'indépendance continue aujourd'hui d'orienter sa vie conjugale.

« Mais si vous voulez il y avait autre chose, il y avait aussi le fait que **j'ai fonctionné énormément sur le refus pendant très très longtemps, j'ai mis un certain temps à être dans la construction. J'étais dans le refus. Disons que j'avais déployé une telle énergie pour refuser le modèle, cette espèce de fatalité qu'on me balançait, qu'après j'ai eu du mal à rebondir sur la construction.** Je suis restée dans un état d'esprit presque adolescent pendant très longtemps. Et puis, **je n'avais pas du tout envie d'avoir ces contraintes de l'habitude, tout ce qui était vie de famille, vie de couple, tout ce qui était aussi relations avec le patronat, je me faisais virer de partout.** Je disais ce que je pensais donc ça n'allait pas du tout. Donc je faisais des petits boulots qui terminaient généralement par un gros scandale. » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

« Je ne sais pas si lui il avait une idée derrière la tête mais moi non. **D'ailleurs j'ai toujours dit que je ne voulais pas me marier, que je ne voulais pas d'homme dans ma vie.** D'ailleurs pendant longtemps... Enfin je ne sais pas si on peut parler de cet aspect-là. Mais au départ il l'a senti... là c'est un peu la vie affective. En fait, au départ il m'a proposé de participer avec lui à des activités militantes. C'était enregistrer les textes, écrire, c'était vraiment pour ça, on a vraiment travaillé ensemble. C'est comme

ça qu'on s'est apprécié aussi. On a compris qu'on avait quelque chose à faire ensemble. On s'entendait quand même très très bien, **on passait absolument tout notre temps ensemble mais moi je me suis tout de suite dit "je ne veux personne dans ma vie donc si c'est pour ça ce n'est pas la peine"**, parce qu'on sait très bien que quand les gens se cherchent, ils sont tout de suite plus gentils, plus doux. Et puis finalement... Mais vous disiez ça du fait de votre expérience dans votre famille ? Disons que j'ai quand même vécu des violences graves donc pour moi les hommes ce n'était pas la peine. Je ne peux pas dire que j'étais franchement attirée par les hommes. **J'avais envie de rester seule. Enfin seule... J'avais envie de voir des gens dans le boulot, mais je n'avais pas envie de m'engager.** Même des amis, j'ai eu des copains bien sûr, mais ça n'allait jamais... Donc j'ai fini en fait par accepter... très vite en fait parce qu'on passait tout notre temps ensemble, c'était mon meilleur copain. **Et d'ailleurs quelque part c'est resté mon meilleur copain. Je ne peux pas dire que je forme vraiment, même maintenant, ce qu'on appelle un couple. Néanmoins, on forme quand même un couple, on est même mariés. Mais dans ma tête ce n'est pas ça. J'ai toujours eu cette indépendance. Et lui est comme ça aussi. Enfin lui moins que moi mais quand même, de toute façon sinon ça ne pourrait pas coller.** » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

Dans la perspective de l'affirmation d'un moi autonome, les interviewées racontent donc les tentatives qu'elles ont mis en œuvre pour construire leurs relations amoureuses hors des rapports d'appropriation ou de domination. En relatant différentes expériences amoureuses vécues en dehors du cadre conjugal monogame et exclusif, Xavier affirme son souci d'autonomie. Il est clair que pour les hommes, même s'ils peuvent rencontrer des obstacles dans leur autonomisation, la construction du soi autonome est moins subversive que pour les femmes. Néanmoins, il est intéressant de voir que l'on trouve cette même forme de récit de soi, qui met en valeur l'autonomie à l'égard des normes dominantes, chez les interviewés hommes que chez les interviewées femmes. De plus, Xavier construit comme des modèles identificateurs les femmes « libres » avec lesquelles il a pu vivre ces histoires d'amour hors des rapports d'appropriation de l'autre.

« Je me rappelle ce moment, c'était avec Jeanne... Enfin j'ai été avec Jeanne sans être avec Jeanne. Je ne me rappelle plus trop comment ça s'est passé. C'est des détails un peu idiots... Elle m'a pris la main, j'ai pleuré pendant deux heures, qu'elle m'ait pris la main. Mais elle n'en avait rien à faire, ce n'est pas une fille comme les autres. C'est

comme Marine, c'est des babas cool, mais pas dans le schéma de la baba cool, **j'ai appris après que c'était des filles qui n'étaient pas dans le rapport hommes-femmes tel qu'il existait. Elles ne voulaient pas ça. Ce qu'elles aimaient en moi c'est que je n'étais pas là-dedans non plus, sans que je sache ce que je voulais, mais elles savaient au moins que je n'étais pas là-dedans. Que j'étais quelqu'un de doux, de pas agressif, qui n'était pas dans le rapport de forces.** Ça les reposait. Les deux étaient amoureuses de moi, je l'ai su par hasard. Mais pas dans l'amour fou tel qu'on le voit... **Entre guillemets j'étais avec Jeanne sans l'être, on avait eu des rapports sexuels, mais ce n'était pas obligé et ce n'était pas parce que ça avait eu lieu plusieurs fois que ça devait avoir lieu toujours. C'était des rapports différents. Ce n'était pas exclusif, ce n'était pas un truc signé.** » (Récit de vie avec Xavier, 03/06/2008)

« Il y a aussi une baba cool dans les Pyrénées, une bergère, qui est venue à Paris... il y a des gens comme ça qui m'ont marqué. C'était un peu à la même époque, pendant les trois ou quatre ans où je travaillais d'arrache-pied... cette bergère, **j'ai habité chez elle pendant quinze jours, elle avait son copain et j'avais l'impression qu'elle avait cinq-cents ans d'avance sur sa façon d'être. Elle était sortie de la Préhistoire. Comme Jeanne, elle disait les choses vraiment. Si elle t'aimait elle te le disait, si elle n'aimait pas ce que tu faisais, elle te le disait, c'était sincère. Elle avait envie de t'embrasser, elle venait t'embrasser, elle avait envie de te prendre la main, elle te prenait la main. Elle avait envie de dormir avec toi, elle dormait avec toi, mais sans penser à mal. J'ai dormi avec cette fille, elle voulait dormir avec moi, sans qu'on fasse l'amour, simplement sincèrement par amitié. Ça fait du bien.** Jeanne, je lui ai fait un cadeau pour son anniversaire, elle m'a dit "je ne l'aime pas ton cadeau". Mais c'est tout, il n'y avait pas de mal. Ça fait du bien, c'est sincère. Du coup, quand elle te dit c'est bien ce que tu fais, on sait que c'est vrai. Quand elle te prend la main, c'est vécu, le geste est habité. Un geste qui n'est pas vécu, je le sens, je ne peux pas. **Ces gens, pour moi, ils avaient cinq-cents ans d'avance sur ce que devaient être les rapports humains.** J'ai eu un ou deux cas comme ça. Même si je me suis aperçu après que Jeanne, que j'ai retrouvée quelques années après, elle n'avait pas fait tout le chemin. Elle avait encore du chemin à faire. **J'avais toutes ces réflexions théoriques et j'avais un ou deux cas comme ça qui me prouvaient qu'on pouvait avoir des rapports simples et autres que les rapports qu'on me disait être.** En plus, je voyais cette fille, cette bergère, son rapport avec son copain... Elle habitait avec son copain, ils s'étaient construit une maison en bois perdue dans la montagne, au sein d'un village.

Quand je suis arrivé chez eux pour passer quelques vacances, cette fille a demandé à son copain de partir parce qu'elle avait envie d'être avec moi pendant quinze jours, de vivre avec moi pendant quinze jours. Ça n'a posé aucun problème. Son copain l'a accepté, il trouvait ça normal. Il est parti, il savait très bien que j'allais dormir avec sa copine pendant quinze jours, que j'allais vivre avec elle. En plus, dans la montagne on vivait tout nus, c'était normal, c'était sincère, le mec trouvait ça normal. Il n'y avait pas de jalousie. Voilà des vrais rapports où il n'y avait pas de domination, pas d'exploitation, pas de rapports hiérarchiques. Il y avait l'autonomie de chacun. Chacun pouvait faire ce qu'il voulait. Ça repose. Les femmes sont respectées. Dans la majorité des trucs babas cool ce n'est pas ça. Mais chez certains, il y a une façon de vivre sur lesquels on a beaucoup de choses à apprendre. » (Récit de vie avec Xavier, 03/06/2008)

En tant qu'homme, Xavier n'est pas seulement soucieux d'affirmer son autonomie – qui est structurellement plus évidente que s'il était une femme. Dans son récit biographique, il se présente aussi attentif à ne pas exercer de rapport d'appropriation ou de domination sur les autres, en particulier les femmes. C'est dans cette perspective qu'il évoque son rapport à ses enfants et à son épouse actuelle.

« Pareil, ce n'est pas MES enfants, c'est Fleur, Agathe et Yohan, ils ont trois prénoms, je ne me sens comme pas comme père, je suis parent. Je n'ai pas un rôle de père, il n'y a pas de rôle de père et de rôle de mère. Ce sont des individus, ce sont des êtres humains. C'est comme Clara, mon amie, ce n'est pas MA femme, c'est Clara. Les gens ont du mal à comprendre que je dise ça. C'est considérer d'abord les autres comme des êtres humains avant d'être catégorisés quelque part comme la femme de ou le mari de. Ce sont des êtres humains à part entière. » (Récit de vie avec Xavier, 03/06/2008)

Ainsi, au travers de leurs souvenirs, les militantes de la cause des femmes se construisent comme des êtres autonomes et rebelles depuis la plus tendre enfance. Qu'elles aient ou non rencontré des difficultés à exister comme sujets et qu'elles soient ou non réellement engagées dans un processus d'autonomisation à l'égard des normes dominantes, elles mettent en avant tout ce qui, dans leur histoire, permet d'attester d'un caractère indépendant.

2. Une sensibilité précoce aux inégalités de genre

« Il n'est pas toujours facile de se rappeler comment on est devenue féministe, ne serait-ce que parce qu'il est difficile de se souvenir du temps où on ne se sentait pas féministe. » (Ahmed et Bonis, 2012: p.77)

Les interviewées sont soucieuses de montrer que leur féminisme ne commence pas avec leur engagement concret. Pour ce faire, en plus d'affirmer un caractère autonome, elles valorisent dans leurs souvenirs différents indices attestant d'une conscience précoce de l'inégalité entre les sexes (lectures féministes, réflexions personnelles...) et d'une opposition à celle-ci toute aussi précoce. Elles situent dans la plus tendre enfance leurs premiers questionnements sur les rapports de genre, à l'instar de Juliette (née en 1984, masterante en études féministes, militante « virtuelle » de Ni putes ni soumises et de Mobilisation Droits des femmes).

« J'ai découvert en profondeur, en fait, parce que justement **quand j'étais petite et je demandais : pourquoi il n'y a pas de femmes prêtres ? Pourquoi il n'y a pas de femmes cuisiniers ? Pourquoi il n'y a pas de femmes pêcheurs ? Pourquoi il n'y a pas de femmes qui font de Formule 1 ?** Je suis quelqu'un qui a envie de tout essayer, tout découvrir, j'adore foncer, **j'adore l'action ce qui n'est déjà pas normal pour une fille, c'est ce qu'on m'a toujours répété en tout cas. On m'a toujours dit que je n'étais pas normale (et on me le dit encore aujourd'hui), que je ne suis pas une femme, que je ne suis pas une fille, que je suis garçon manqué, etc.** Et toutes les interrogations c'est ça : pourquoi le pape ne peut pas être une femme ? Pourquoi les moines c'est toujours des hommes ? Pourquoi à l'assemblée il n'y a que des hommes ? **Ce sont des questions que je me suis posée à six ans, même peut-être un peu avant. Je crois que j'ai été ouverte à certaines questions très tôt (...) Quand j'étais petite, je me souviens avoir fait le lien entre les tâches que font les femmes et les tâches que font les esclaves. Je peux te citer plein de trucs parce que je me suis toujours interrogée sur quelle serait ma place si je voulais faire ça : est-ce que je peux faire du bowling ? Est-ce que je peux aller pêcher ? Non, non, non. Pourquoi non ?** » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

Les questionnements de Juliette sont aussi évoqués par Maeva (née en 1978, militante à la Barbe), qui explique avoir été interpellée dès son plus jeune âge par ce qu'elle percevait comme une « injustice ».

« C'est vrai que ça me perturbait beaucoup. Je ne comprenais pas bien ça. **Je posais beaucoup de questions à ma mère en disant "mais pourquoi ? Pourquoi les filles elles étaient toujours mal considérées ?". Et tu vois je disais "quand je serai grande, je veux être ministre des filles"**. C'est une amie de ma mère qui me l'a rappelé il n'y a pas longtemps, en me disant **"ça me plaît ce que tu fais à la Barbe parce que ça me rappelle toi, en CM1 et CM2, quand tu disais que tu serais ministre des filles"**. Je pense qu'à l'époque je n'avais pas tellement d'outils, en tous cas pas vraiment les outils d'analyse ou de lecture du monde, mais **déjà j'avais l'intuition que ce n'était pas normal tout ça...** Et je ne crois pas que les cours de récréation aient beaucoup changé. C'est mon avis personnel mais... » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

En parlant d'« intuition », Maeva construit son féminisme comme quelque chose d'inné et d'antérieur à son implication dans une lutte collective. Dans la suite de l'entretien, elle parle de « combats » pour évoquer ses premiers engagements quotidiens contre l'inégalité entre les filles et les garçons à l'école primaire.

« C'est rigolo parce que je crois que c'était pas parce que... enfin je n'ai pas grandi dans un milieu féministe particulièrement. Ni ma mère, ni mes grand-mères ont tenu un discours féministe devant moi, c'était plutôt l'injustice liée aux plus faibles et aux plus forts. **J'avais conscience qu'il y avait d'un côté les faibles et les forts et comme par hasard, les plus faibles c'était quand même essentiellement des filles, ou très souvent des garçons qui n'étaient pas considérés comme des vrais garçons.** Je pense que tu as dû connaître ça quand tu étais petite, il y a des garçons par exemple qui n'aiment pas se battre, et du coup les autres garçons n'en veulent pas. **En gros, ce qui est féminisé, on les appelait d'ailleurs les filles, souvent les garçons leur disaient "t'es comme les filles", et ça ça me mettait hors de moi parce que moi je disais "je suis une fille, et pourtant je ne suis pas comme ça"**. Ça veut dire qu'il y a des diversités. Et on ne peut pas résumer les garçons et les filles à simplement des jeux de garçons et des jeux de filles, ou une attitude face au combat, c'est-à-dire qu'on peut ne pas aimer se battre et pourtant ne pas être une fille. Et vice versa, être fille et se battre. **J'avais déjà beaucoup de mal avec ça et je me rappelle que ça a été un de mes premiers combats.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

La place importante des souvenirs d'enfance attestant d'une conscience précoce des inégalités femmes-hommes est une constante dans les mémoires individuelles récoltées.

Relatant certains épisodes de la vie familiale ou scolaire, les militantes ancrent dans un passé lointain leur critique de l'état des rapports sociaux de sexe. Lorsque Diane (née en 1959, animatrice d'un blog féministe) raconte le souvenir ci-dessous, elle montre que les discours sur l'inégalité entre les sexes l'ont très tôt interpellée.

« **Il y a des exemples que je voulais raconter. C'est une anecdote, un truc qui m'a marquée, je devais avoir cinq-six ans**, il y avait une grande tante qui venait voir ma mère de temps en temps l'après-midi et elles passaient l'après-midi à papoter, j'aimais bien, et une fois... **et vraiment c'est la seule conversation dont je me rappelle avec autant de netteté...** je crois qu'elle est morte quand j'avais sept ans, donc j'avais moins de sept ans. Cette grande tante, elle avait eu un fils, qui avait l'âge de ma mère à quelque chose près, elle discutait et **elle a dit exactement "quand j'ai vu que c'était un garçon, j'étais contente parce que quand même la vie est plus facile pour les hommes"**. Alors je suis restée pendant des années en me disant **"pourquoi la vie est plus facile pour les hommes ?"** Je ne voyais pas pourquoi d'ailleurs. Mais c'était un peu comme une menace. Je me disais "merde, pourquoi est-ce que pour les femmes ça doit être plus dur ?". **Et je ne sais pas pourquoi mais ça m'a marquée.** » (Récit de vie avec Diane, 21/10/2008)

L'école primaire et le collège sont souvent présentés comme les lieux de la première confrontation aux inégalités entre filles et garçons. Ils apparaissent donc aussi comme le décor des premières prises de position féministes des interviewées. C'est le cas de Noémie (née en 1977, militante à Mix-Cité) et Flora (née en 1980, chargée d'accueil des femmes victimes de violences et animatrice à l'association DCDF) qui se souviennent de la façon dont, très jeunes, elles s'opposaient aux discours et aux pratiques sexistes de certains instituteur-ice-s ou professeur-e-s.

« Au primaire, je me souviens que j'étais une des rares... on a grandi dans le septième arrondissement (...) On était peut-être trois dans ma classe à avoir une maman qui bossait, et puis **c'était vachement les maîtresses qui disaient "vous demanderez à votre maman ce soir"**. Moi je me disais **"pourquoi la mère, toujours la mère ? Vous m'emmerdez avec vos conneries"**, je me souviens que j'étais féministe (...) Après, ça a continué mais c'était timide, quand on est au primaire quand même la plupart du temps on essaye quand même de rentrer dans les moules, de ne pas faire de vagues, de ressembler à tout le monde etc. mais **parfois ça m'exaspérait...** je me souviens, j'étais la seule systématiquement, quand les maîtresses disaient "demain

vous n'oubliez pas d'apporter une équerre", **j'étais la seule à ne pas avoir mon équerre, et elles me disaient "mais ta maman elle ne t'a pas acheté d'équerre ?"**, **"pourquoi ma maman ? Excusez-moi, mais elle bosse plus que mon père"**. » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

« **J'étais quand même vachement rebelle, même avec les profs. J'ai toujours été dans la revendication.** De toute façon, j'ai des parents qui sont syndiqués, ils sont quand même militants. Militants au niveau du droit du travail (...) **Et donc au collège j'étais déjà un peu dans la revendication. C'était un peu ma raison de vivre, ma raison d'être. Mais pourquoi on ne fait pas ça ? Et je me souviens qu'on faisait de l'athlétisme et ce n'était pas les mêmes échelles pour les garçons et les filles et j'avais saoulé le prof. Il n'en pouvait plus de moi. J'ai essayé de lui démontrer par A+B, je ne voyais pas pourquoi. Et comme une ouf, j'avais tenu en saut en hauteur contre un mec, en plus un mec que je n'aimais pas, j'avais tenu, bon il avait gagné, mais j'étais arrivée loin.** Moi j'avais pas mal de profs de sport femmes donc elles étaient plutôt contentes de mes revendications. Elles étaient cool. Lui je le saoulais. Il en avait marre. À chaque fois, sur ça j'étais vachement... **pas seulement sur les relations filles-garçons mais aussi sur les droits du collège, moi j'étais déléguée de classe de la sixième à la troisième. En troisième j'étais déléguée des délégués. Je connaissais les gens de l'administration, j'allais les voir. J'étais reconnue comme ça au collège. Bonne élève, qui a une forte sensibilité politique.** » (Récit de vie avec Flora, 17/07/2009)

Dans le discours de Flora, mais aussi dans ceux d'Inès et de Maeva ci-dessous, l'usage répété de locutions comme « toujours » ou « déjà » montrent que l'accent est mis sur la précocité de l'indignation, et parfois même de l'engagement.

« **La condition des femmes ça m'intéressait toujours. Depuis l'enfance. J'ai toujours su m'affirmer par rapport à mes frères.** Et mon frère aîné qui a cinq ans de plus que moi, **il se souvient très bien que je disais toujours "je suis féministe"**, et il se moquait de moi. C'était quand même mon frère aîné, il avait cinq ans de plus. Il m'impressionnait intellectuellement mais il me respectait aussi. On avait quand même un rapport d'égalité. Je n'ai jamais eu le sentiment d'être méprisée par les garçons autour de moi. **Et si ça arrivait je leur renvoyais bien leur mépris.** J'aime la compagnie des hommes. **Jamais ils ne me font peur.** Même physiquement. J'ai été habituée dès l'enfance à me battre avec mes frères. Je n'ai pas peur de contact

physique, même quand il y a des situations parfois où il peut y avoir du danger, ça ne me fait pas peur. » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

« En fait, **les premiers souvenirs que j'ai de petite fille** c'est quand même **déjà cette propension à me mettre en colère contre l'injustice**. J'ai beaucoup de mal à la supporter. **Dans la cour de récréation, j'avais monté un groupe, une bande en fait, mixte, c'était la seule bande mixte**, et ça c'est important, c'est pour ça que je dis ça, il y avait des bandes de petits garçons, et des bandes de petites filles. Et alors il y avait les petits garçons qui faisaient des jeux de garçons, parce que c'était de bon ton de faire des jeux de garçons, donc il y avait des bandes de garçons et des bandes de filles et **moi je ne pouvais pas me résoudre à appartenir à l'une ou à l'autre, donc j'avais créé ma propre bande qui était mixte**. Et alors cette bande-là, son principal objectif c'était de défendre les filles quand même, parce qu'il y avait **déjà** la pression constante de l'oppression des petites filles par les petits garçons. En fait, c'est assez rigolo parce que **je n'ai pas beaucoup de souvenirs de mon enfance, tu m'as demandé d'en parler mais en fait je me souviens surtout de ça, de l'injustice**, je trouvais par exemple, **déjà à l'époque**, d'une grossièreté totale quand il y avait les petits garçons qui soulevaient les jupes des filles. A l'époque je ne comprenais pas ce que ça voulait dire. Mais la première chose je crois dans mon engagement que ça a été de me battre avec mes petits poings pour défendre les filles. **“Touche pas aux filles !” J'étais déjà là-dedans.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

Maeva insiste sur la rareté de ses souvenirs d'enfance. Le fait qu'elle mobilise essentiellement ceux qui attestent de sa résistance aux inégalités, et en particulier aux inégalités de genre, est caractéristique de cette propension des féministes à ancrer dans la durée leur conscience du sexisme. Cette forme narrative récurrente donne lieu à des souvenirs similaires dans les récits de vie de différentes militantes. Ainsi, on retrouve exactement le même souvenir de constitution d'un groupe d'amis mixte chez Gaspard. Il explique qu'il a été à l'origine de la création d'une équipe de football mixte et qu'il appartenait à un groupe d'amis mené par une fille.

« De temps en temps, **j'imagine que je ne devais pas être le seul à y être favorable, mais de temps en temps on faisait une ou des équipes mixtes. Mais il y a plein de garçons qui n'aimaient pas trop ça ! Et moi ça me manquait**. J'étais dans une bande entre guillemets, dans le noyau de mes copains, il y avait une bande où c'était clairement une des filles qui était le centre et la *leader*. Ce qui n'était pas délibéré de sa

part, ce n'était pas une volonté de s'affirmer, mais bon elle était assez charismatique, elle prenait toujours les initiatives... Ce n'était pas du tout pour attirer l'attention sur elle, et du coup on le vivait vachement bien. Moi j'étais amoureux d'elle depuis la fin de la maternelle, je me souviens bien. Il y a une époque où je l'appelais "super girl". **Aussi longtemps que je me souviens, j'ai toujours... j'ai jamais eu de problèmes à admirer des filles et à considérer qu'elles pouvaient être supérieures à moi, aux garçons en général d'ailleurs**, dans tel ou tel domaine, pas seulement sur le plan scolaire. Et dans cette bande, c'était plutôt elle qui avait les initiatives en général, sans que ce soit systématique, il n'y avait pas de domaine réservé. **Et un beau jour je me suis dit "on va faire une équipe mixte", je m'étais mis en tête de créer un club de foot.** J'avais repéré que pas très très loin de là où on habitait, il y avait un terrain qui était complètement inutilisé (...) C'était plutôt un fiasco, ça je l'avais mauvaise. J'étais vexé comme un pou ! **Et à la fois j'étais super fier de mon idée, ça correspondait à une vraie envie de ma part (...)** Donc là je voyais bien qu'il y avait un obstacle à la mixité et ça m'emmerdait, explicitement. Après je n'avais pas théorisé par-dessus. Mais je trouvais ça con, c'était assez frustrant. Donc de si loin que je me souviens, j'ai toujours été pris entre le modèle ultra sexué "les garçons ceci, les filles cela", avec les normes qu'on connaît, et un contre-modèle dans lequel j'étais actif, ça c'en est un exemple, l'expérience du foot. **Moi j'ai presque toujours vu ma mère travailler. Dans tous mes souvenirs, ma mère travaille.** Elle s'était arrêtée en fait à ma naissance, elle avait pris trois ans, les trois premières années elle été arrêtée pour m'élever. » (Récit de vie avec Gaspard, 02/04/2008)

Un des souvenirs les plus retrouvés dans les récits de vie, et qui a vocation à attester de la sensibilité précoce des interviewées à l'inégalité entre les sexes est la découverte, à l'école primaire, du caractère genré des règles de grammaires. Les militantes sont nombreuses à se souvenir de cet apprentissage comme celui d'une confrontation directe à l'inégalité et se mettent souvent en scène comme contestatrices de ces règles.

« Dans mon enfance, c'est vrai que j'avais mon frère, que j'avais toujours envie de faire mieux que lui, et après le truc qui m'a le plus marqué, c'est en dixième, ce qui correspond maintenant au CE1, **dans le livre de grammaire, il y avait "le masculin l'emporte sur le féminin"**, moi j'étais en colère quand je lisais ça ! Je vous assure que c'est incroyable : il y avait un dessin avec un garçon au bout d'une corde et une fille de l'autre côté, et bien entendu le garçon tirait plus fort. Ça m'a **toujours énervée**. Et puis quand je lisais des choses comme Marie Curie etc. ça me donnait

envie de montrer qu'on pouvait aller beaucoup plus loin que ce qu'on nous disait. Même si bien sûr ma mère elle était valorisée, mais c'était quand même la vie familiale, la vie domestique. Même si elle avait quand même des activités sociales extérieures. Donc, à partir de là, je me suis beaucoup investie pour les femmes, avec les Femmes diplômées d'universités, après je me suis investie dans Femmes et sciences. » (Récit de vie avec Nolwenn, 26/06/2008)

« Et surtout pour les femmes, il y a des questions que je me suis posée à l'âge de six ans, lorsqu'on apprenait le vocabulaire, par exemple quand on nous disait on ne dit pas "elles" au pluriel, on dit "ils" parce que le masculin l'emporte. **Je me souviens avoir dit "pourquoi le masculin l'emporte ?". Ensuite, pour généraliser l'être humain on dit "l'homme", et moi j'ai levé la main : "pourquoi l'homme ?"** Moi je ne suis pas un homme et vous vous n'êtes pas un homme, alors pourquoi on dit l'homme et on ne dit pas "l'être humain". Évidemment, ça provoque des foudres, tout le monde te regarde bizarre. Ces injustices flagrantes, **que j'ai repérées depuis toute petite**, nord-sud, entre les populations, je me suis dit : à quoi c'est dû tout ça ? Ça m'a toujours donné envie de réveiller les gens, j'ai toujours eu envie de faire des réflexions pour susciter le débat, et un peu de franchise. » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

« Mon premier souvenir vraiment de prise de conscience politique, enfin je le reconstruis aujourd'hui comme ça mais je trouve que c'était très fort, c'est quand j'étais en CE1 et **on apprenait que si tu as un groupe où tu as des filles et des mecs, c'est le masculin qui l'emporte. Moi j'étais là "pourquoi ? Excusez-moi maîtresse, s'il y a cinq hommes et deux femmes, ok on dit "il", mais s'il y a un million de femmes et un homme...", elle me dit "non c'est le masculin qui l'emporte donc ça serait : ils"**. Et là, je me souviens... En plus c'était une école anciennement que de garçons donc on était les premières nanas, donc on était à chaque fois moins d'un tiers de la classe, cinq ou six filles sur une classe de vingt-cinq. Je me souviens que les mecs ils étaient là : "ouai, ouai, ouai !!" [Noémie les imite en levant les bras au ciel]. Déjà que s'il y a un million de femmes et un seul homme le masculin l'emporte, je me disais qu'on ne valait pas grand-chose quand même, mais alors en plus ce qui m'a le plus choquée, ce qui m'a vraiment agressée, c'était la réaction des mecs. J'étais là "ok on est mal barré". » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

« Et puis il y a l'école. Alors ça c'est le caractère et puis d'autre part, il y a l'école. Je pense que ça a compté. Je me souviens qu'à sept ans, enfin sept ans, je ne pourrais pas

dire exactement, pour moi c'est sept ans parce que je savais lire, je commençais à raisonner un petit peu... **et l'histoire du masculin qui l'emporte, ça ça m'avait choquée. Il y avait deux choses qui m'avaient choquée : d'abord le masculin qui l'emporte. Parce qu'il faut savoir qu'on n'était que des filles à l'époque, dans une école publique mais à l'époque ce n'était pas encore mixte. C'était bizarre. Je me demandais pourquoi "l'emporter", pourquoi est-ce qu'un des deux devait l'emporter ? Je ne voyais pas l'intérêt de ça.** » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

Les interviewées semblent soucieuses de signifier qu'elles avaient un rapport distancié aux normes de genre avant leur engagement dans le mouvement féministe. C'est le cas également des hommes féministes. Gaspard, par exemple, parle de « dispositions vers le féminisme » pour évoquer les premières manifestations de sa critique des rapports sociaux de sexe.

« Et avant ça, pour reprendre un fil un peu chronologique, **il y a peut-être, je dis bien peut-être eu des petits signes, dans ma socialisation disons, où je montrais des dispositions vers le féminisme. Je ne le formulais pas comme ça mais... Au lycée, j'ai fait partie de ceux, avec ma bande, qui ne se saluaient pas en fonction du sexe mais en fonction de la proximité qu'on avait.** Avec mes copains on se faisait la bise, on se faisait une bise. Et ce n'était pas une pour les garçons, et deux pour les filles. Je ne trouvais pas ça normal, je le disais, mais je ne sais pas si c'est moi qui ai lancé le truc. C'est ni le nord, ni le sud, Niort donc... il n'y a pas une identité locale très forte, ce n'est pas un endroit où tout le monde s'embrasse et ce n'est pas un endroit non plus où ça paraît saugrenu. C'est suffisamment neutre. Au début, on nous regardait bizarrement et puis, en fait, on s'est vite aperçu au bout de quelques mois que c'était devenu la pratique dans tout le lycée, en tous cas une pratique très courante. **Et ça, j'en étais content. Parce que je ne trouvais pas ça normal. C'est une époque aussi... Je ne sais pas, je devais avoir quinze ans ou seize ans, où je ne trouvais pas normal non plus la galanterie.** Mais c'était au point où je n'avais pas encore très bien saisi les différents niveaux entre marques d'attention, manifestations de gentillesse et galanterie. Du coup, je ne faisais même pas de compliments aux filles. Après j'ai un peu arrondi les angles. Je me suis dit "mais quand même il y a peut-être des nuances", **oui j'étais militant anti-galanterie.** » (Récit de vie avec Gaspard, 02/04/2008)

Xavier, affirme sa distance à l'égard du rôle traditionnel masculin en évoquant des filles avec lesquelles il emménage pendant ses études supérieures et qui incarnent, à ses yeux, la liberté. Il construit, en miroir, une image de lui non conforme aux stéréotypes sexués. En les mentionnant dans son récit de vie, il affirme son souci précoce de ne pas se laisser définir par des normes, et en particulier des normes de genre.

« Je me suis fâché fort avec mes parents qui voulaient me déshériter à ce moment-là. Ils me disaient “c’est une honte, on t’a prêté de l’argent pour que tu aies cet appartement et tu vas aller vivre avec ces gens...” En plus **c’était des babas cool, ils les appelaient “les tricoteuses”, elles n’étaient pas du tout dans leur schéma à eux. Des babas cool, des hippies.** Mais des hippies sérieuses, elles faisaient des études, à la fac. C’était des filles sérieuses. Elles n’étaient pas à fumer des pétards, des machins comme ça, **mais elles étaient libres dans leur tête. Libres du schéma qu’on voulait leur imposer en tant que filles. Elles avaient du mal aussi à trouver des garçons qui ne soient pas dans le schéma des garçons. C’est ça qu’elles aimaient chez moi. J’étais une espèce d’électron libre, qui n’était nulle part, en tout cas qui n’était pas dans le schéma des garçons qu’elles n’aimaient pas.** » (Récit de vie avec Xavier, 03/06/2008)

Pour les femmes, la distance à l'égard des normes de genre apparaît à travers la figure du « garçon manqué » : elles se décrivent volontiers ainsi et signifient de cette façon leur liberté à l'égard des assignations sexuées dès le plus jeune âge.

« Mon enfance... moi quand on me parle de mon enfance, de mon adolescence etc. j’ai tendance à dire tout de suite que **j’avais une enfance très sportive, une adolescence aussi sportive, parce que je faisais beaucoup de sport, j’étais un garçon manqué. D’ailleurs on m’appelait “fille aux deux sexes”.** C’était marrant parce que les gens étaient perturbés, **ils savaient que j’étais une fille parce qu’ils connaissaient mes parents, ma famille, ils savaient que j’avais été excisée et infibulée. Et en même temps, ils voyaient que j’étais comme un p’tit garçon, je jouais au foot, je jouais aux cowboys...** et puis à l’adolescence, en plus des cours, en plus du sport, la musique classique, la poésie un petit peu... » (Récit de vie avec Coralie, 23/05/2008)

« Et donc j’avais une marraine qui, elle m’offrait des jouets de filles mais un truc de ouf, et ça ne me convenait pas du tout, genre “Dessignons la mode” ou je ne sais pas quoi, **je trouvais ça nul. Je ne dis pas que je voulais des jeux de garçons mais là**

c'était vraiment trop... en fait, je n'étais pas du tout à l'aise avec l'image de la petite fille dans les stéréotypes féminins. D'ailleurs, je ne voulais pas mettre de robes, je faisais un peu ma rebelle. Et puis mon frère je pense qu'il aurait bien voulu avoir un petit frère donc il m'a aussi vachement entraîné dans tout ça. Je pense qu'inconsciemment ça a joué sur mon identité que mon frère voulait un frère. Je pense que j'ai répondu peut-être un peu à ses attentes. » (Récit de vie avec Flora, 17/07/2009)

Cette indépendance précoce à l'égard des normes de genre est évoquée par les interviewées comme pour insister sur le fait que leur féminisme ne peut être réduit à leur engagement concret dans la lutte collective. On retrouve ici la volonté des militantes d'ancrer leur féminisme dans la longue durée. L'observation suivante, réalisée lors d'une réunion du collectif *Encore féministe !*, où chacune est invitée à raconter « comment elle est devenue féministe », atteste de la récurrence des formules revendiquant un féminisme « depuis toujours » et met en évidence la tendance de certaines à essentialiser leur engagement (« le naturel revient au galop comme on dit ! ») :

Lors du premier tour de parole, où chacune est invitée à se présenter en quelques mots, une première militante décline ainsi son identité : « Une responsable de la Meute. **Féministe depuis toujours.** Je travaille dans la publicité. » La suivante continue : « **C'est pareil, je suis féministe depuis toujours.** J'ai eu du mal à trouver les féministes mais quand je les ai trouvées je ne les ai pas lâchées ». La troisième enchaîne : « J'ai intégré la Meute depuis pas très longtemps, **je suis féministe dans l'âme depuis que j'ai 12-13 ans. J'ai toujours tenu des discours qui n'étaient pas dans la norme.** On a essayé de me changer mais personne n'a réussi, **le naturel revient au galop comme on dit !** ». Une quatrième surenchérit : « Je suis engagée dans plein de choses. Je suis **féministe depuis la nuit des temps** et certainement jusqu'au dernier souffle. Je voulais vous dire Christelle que l'on vous avait vu deux fois sur *La Cinq* dans des émissions sur la publicité sexiste. » (Observation d'une rencontre du groupe *Encore Féministes !*, 04/02/07)

On voit donc, dans les mémoires individuelles féministes, comment les militantes se construisent, à partir de leurs souvenirs, une image de femmes autonomes, au caractère indépendant et ayant, « depuis toujours » une certaine distance ou un regard critique à l'égard des normes de genre et des inégalités entre les sexes.

3. Le thème du retard dans l'engagement

Dans les récits de vie, il n'est pas rare de voir les interviewées se justifier de ce qu'elles présentent comme un retard dans l'engagement. En effet, quel que soit l'âge auquel elles ont concrètement intégré l'espace de la cause des femmes, elles présentent souvent leur investissement dans le militantisme comme trop tardif et développent les raisons pour lesquelles elles ne se sont pas engagées plus tôt. Alors qu'elle n'est âgée que de trente ans au moment de l'entretien, Maeva regrette le temps que lui aura pris la concrétisation de son engagement féministe (« il m'aura fallu du temps »). Cette dernière, issue d'un milieu paysan et engagée dans une trajectoire d'ascension sociale qui la conduit à occuper, au moment de l'entretien, un emploi de cadre dans le milieu associatif, justifie ce qu'elle présente comme un « retard » par d'une part, le fait qu'elle vivait en province, et d'autre part la nécessité qu'elle avait de penser d'abord à sa survie.

« A la fac j'avais vraiment l'impression de tourner en rond, la preuve c'est que **je n'ai pas vraiment pu développer certaines choses quand j'étais à la fac alors qu'en fait c'est plein de possibles. Et puis bon à la fac, il fallait que je bosse à côté etc.** Et puis peut-être que **certains combats sont paradoxalement à la portée des gens qui ont les moyens.** Et en même temps, paradoxalement, c'est peut-être les gens qui ont le plus de moyens qui sont le moins portés à ce genre de combat. Moi c'est quelque chose qui me traverse souvent l'esprit, je me dis que **j'ai dû quand même pas mal galérer pour m'en sortir**, même si je viens d'un milieu qui était certes vraiment très modeste mais en même temps qui n'était pas indigent intellectuellement, dans le sens, où il y avait quand même des bouquins chez moi, ils m'ont poussé dans les études, ils avaient envie que je réussisse. J'ai bénéficié d'un milieu intellectuel assez ouvert. **Mais c'est vrai que pour moi ça a été sûrement plus compliqué que pour d'autres, et au début j'étais quand même dans des préoccupations qui étaient plus de l'ordre de la survie.** Mais toujours en gardant ces révoltes. Je crois qu'aujourd'hui, maintenant, je suis beaucoup plus assise, c'est-à-dire que je sais où je vais, que je peux m'assumer moi-même, je me sens libre. Mais ça fait déjà un petit moment, ça fait cinq ans que je suis à Paris. Ces cinq années, ça a été cinq années de passion. Et j'avais un confort matériel qui le permettait. Quand tu travailles, tu rencontres des gens dans ton univers, ils t'ouvrent à d'autres choses. **Je pense que mon engagement, le fond, a toujours été présent, mais je pense qu'aujourd'hui ce qui me convient c'est que je suis rentrée dans l'action.** Je trouve qu'il n'y a rien de pire qu'une indignation qui ne peut

pas trouver sa réalisation dans l'action. Que ce soit écrire une thèse comme tu le fais, que ce soit faire des actions avec des fausses barbes, peu importe, l'important c'est que ça prenne corps. Je crois que si on ne veut pas finir complètement aigri, c'est important de pouvoir accomplir. Et là d'un coup c'est ce qui m'a été permis. **Il m'aura fallu du temps.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

La façon dont elle conclut l'extrait est à mettre en lien avec le passage qui précède, dans lequel elle renouvelle l'affirmation de la précocité de sa conscience féministe, en expliquant que « le fond » de son engagement « a toujours été présent ». Le thème du retard dans l'engagement est, en effet, souvent associé à l'affirmation d'une conscience féministe précoce. Par exemple, Marielle (née en 1944, chercheuse en études féministes et membre du comité d'initiative des 40 ans du MLF) regrette de ne pas avoir été aux premiers moments du MLF mais insiste sur le fait qu'elle était personnellement déjà engagée dans une réflexion féministe.

« Maintenant je sais qu'il y a eu un meeting à la Sorbonne, si j'étais tombée là-dessus, parce que j'allais quand même à la Sorbonne, **c'est évident que j'aurais commencé plus vite le MLF parce que j'étais quand même dans ce questionnement là depuis toujours.** Par exemple, Simone de Beauvoir, j'ai lu Simone de Beauvoir j'étais en seconde. Et ça a été un truc très très fort. » (Récit de vie avec Marielle, 23/07/2009)

En revenant sur les raisons qui les ont conduites à ne s'inscrire dans une lutte collective qu'à un moment précis de leur vie, elles semblent vouloir contredire l'idée selon laquelle elles seraient devenues féministes à cet instant-là. C'est le cas par exemple de Gaëlle (née en 1956, membre du comité d'initiative des 40 ans du MLF), qui explique ne pas avoir rencontré de féministes à Toulouse mais qui prend soin de préciser qu'elle était pourtant déjà féministe.

« J'ai passé deux ans quasiment à Toulouse. Je les ai trouvés mortels mais je me suis fait quand même des copains et un début d'approche... je ne me suis pas engagée politiquement dans aucun truc, c'était une époque où il y avait beaucoup de politique, **je n'ai pas rencontré les féministes à Toulouse, c'est un mystère, je ne sais pas s'il y en avait ou pas.** Moi, ce que j'ai rencontré, c'était lutte occitane. Et j'avais plein d'amis. **Et j'étais féministe. Mais je n'ai pas rencontré de groupe féministe.** » (Récit de vie avec Gaëlle, 08/04/2009)

Coralie (née en 1970, consultante sur la question des mutilations sexuelles féminines à Amnesty international, militante au GRAF et à LDR), née à Djibouti et venue à Strasbourg après le baccalauréat pour faire ses études, évoque les raisons pour lesquelles elle n'a pas milité dans un groupe féministe avant de vivre à Paris. Comme Gaëlle, elle accompagne ses justifications d'un discours visant à inscrire son féminisme dans la durée, en le faisant préexister à sa migration.

« J'étais féministe. Alors là franchement dans le féminisme... **Il n'était peut-être pas aussi actif qu'il ne l'a été quand je suis arrivée à Paris, peut-être parce qu'à Strasbourg franchement les structures, l'environnement n'aidait pas**, il n'y avait pas franchement d'environnement activiste et encore moins féministe. **Mais en tout cas théoriquement et intellectuellement j'étais particulièrement féministe. Et ça depuis Djibouti.** » (Récit de vie avec Coralie, 23/05/2008)

Les interviewées réaffirment ainsi qu'elles ont « toujours » été féministes et évoquent les biais par lesquels s'est manifesté leur féminisme en dehors de l'espace de la cause des femmes, dans le cadre d'autres engagements ou dans leur vie quotidienne. Par exemple, Inès met en valeur le fait qu'elle a donné à ses précédents engagements syndicaux une orientation féministe, en défendant en priorité le travail des femmes.

« Je suis devenue militante syndicaliste. Je me suis inscrite à la CFDT. La CFDT de l'enseignement privé qu'on appelle la FEP. Et mon mari aussi. On a beaucoup milité. Petit à petit, dans mon collège, j'ai été élue comme déléguée du personnel et au comité d'entreprise. J'étais secrétaire du comité d'entreprise. Et dans mes copines, j'ai une très bonne copine avec qui j'ai travaillé de longues années dans l'établissement, elle était déléguée syndicale et toutes les deux on formait une équipe très soudée. Elle, elle était célibataire et très engagée. Elle est bretonne donc **on s'entendait très bien sur ce plan-là, c'est-à-dire que les garçons à leur place (...)** Il fallait qu'on défende le personnel de service de l'établissement. Parce que le personnel de service était sous la domination du chef d'établissement. **Et la plupart des gens au départ c'était des femmes** et bien entendu on leur faisait faire n'importe quoi. Elles étaient corvéables à merci. Il fallait mettre des droits dans ces emplois. À partir du moment où je me suis syndiquée et où ma copine Joëlle est arrivée et l'on a formé une équipe, ça a été un combat de tous les jours. Ça nous a pris énormément de temps. Parce qu'il faut faire des réunions, faire de l'information, rédiger des comptes rendus, faire des CE, préparer des élections etc. **Ce qui fait que je n'ai pas vraiment trouvé le temps, ni l'intérêt,**

je n'ai pas été sollicitée, pas du tout, par les mouvements féministes. J'avais mes enfants, mon travail d'enseignante et ma responsabilité syndicale. Je n'avais pas le temps. Ce qui ne veut pas dire que je n'étais pas intéressée et que je ne suivais pas tout ça dans la presse. On a toujours été très informées. Radio, télé, journaux. Mais là il n'y avait pas de temps pour ça. Il fallait vraiment dépenser beaucoup d'énergie pour la défense du personnel de service de l'établissement. » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

La fin de cette citation apparaît clairement comme un ensemble de justifications visant à expliquer – si ce n'est à excuser – son intégration tardive dans les milieux spécifiquement féministes.

Celles qui sont venues au féminisme par le biais des études ou du travail semblent soucieuses d'affirmer qu'il s'agit d'un choix militant et non un simple hasard d'orientation universitaire et professionnelle. Ainsi, elles insistent sur la préexistence d'une sensibilité féministe et en viennent parfois à tenir le discours paradoxal d'une conscience non consciente (« féministes sans le savoir »).

« D'ailleurs, on me le dit souvent, quand je me présente, je parle plus de l'association que de mon rôle professionnel. **Je pense que j'ai toujours été féministe sans le savoir entre guillemets, sans le porter haut.** Mais maintenant je pense que je peux le porter haut. » (Récit de vie avec Annick, 24/03/2009)

« Donc je regardais les DESS, je regardais plutôt au soleil, et je suis tombée sur le DESS Politiques sociales et rapports sociaux de genre. Tout était décrit, les thèmes abordés pendant l'année etc. j'ai trouvé ça super intéressant. Ça ne m'a pas choqué. Ça me paraissait logique et pas du tout farfelu qu'il y ait un DESS comme ça sur le genre. Tu savais ce que ça voulait dire ? "Genre", je ne connaissais pas, mais tout ce qui était expliqué, les politiques sociales sur les droits des femmes, les rapports sociaux hommes-femmes, je comprenais. **À l'époque, je n'étais pas encore du tout féministe on va dire, enfin je l'étais sans le savoir en fait. Mais je ne connaissais pas le mot.** » (Récit de vie avec Carole, 02/07/2009)

La façon dont Aurélie (née en 1976, chargée d'accueil et de projets à DCDF) évoque sa vie avant qu'elle n'intègre le DESS de Toulouse témoigne d'une certaine confusion : elle

semble prise entre la volonté de donner les raisons pour lesquelles elle n'était pas militante féministe avant d'entamer des études féministes (le milieu étudiant la préservait, selon elle, des inégalités) et le souci d'affirmer tout de même qu'elle avait déjà des aspirations à la liberté pour elle-même et à l'égalité pour l'ensemble des femmes.

« **J'avais le souci de préserver ma liberté.** Mais je n'avais pas une vision collective du féminisme jusqu'au DESS. C'était vraiment avoir ma liberté, que personne ne m'impose mes choix. Avec l'expérience de la jalousie de cette relation amoureuse que j'avais eue, c'était aussi évident dans mes relations amoureuses que je ne pouvais absolument pas tolérer la jalousie et quelques comportements d'appropriation que ce soit. **J'avais cette réflexion au niveau personnel. Après, au niveau collectif, j'avais l'idée bien sûr que les femmes sont les égales des hommes, qu'elles peuvent aspirer aux mêmes choses au niveau professionnel. Mais c'est vrai que dans ce milieu étudiant où j'évoluais, on ne sentait pas à ce moment-là les inégalités. Parce que moi la question de l'inégalité, je l'ai plus sentie plus tard dans la vie de couple, par rapport aux tâches ménagères, par rapport à l'éducation des enfants.** Dans la vie professionnelle, je pense que beaucoup de gens ont une prise de conscience féministe à ce moment-là, mais moi moins parce que je travaillais dans une association féministe... mais je pense que c'est plus à l'âge où on s'assume complètement qu'on va commencer à rencontrer beaucoup plus cette question des inégalités. En tout cas, moi dans ma vie d'étudiante, je ne me sentais pas limitée par grand-chose. » (Récit de vie avec Aurélie, 06/07/2009)

Cette citation traduit l'idée déjà évoquée plus haut selon laquelle la volonté d'exister comme sujet autonome (elle s'élève contre les « comportements d'appropriation ») est présentée par les militantes comme l'expression première de leur féminisme. Sur le même modèle, Maya retrace le processus qui l'a conduite à la lutte collective : elle insiste sur le fait que son indignation a précédé son engagement. En effet, elle explique s'être d'abord posée la question de son propre devenir sujet et c'est, en premier lieu, dans un processus d'affirmation de soi qu'elle s'est impliquée, avant dans un second temps de prendre conscience de la nécessité de lutter collectivement.

« Et donc, un jour, j'ai compris par hasard que j'avais un comportement qui était similaire à tous les discriminés du monde. C'est-à-dire que j'étais toujours révoltée, révoltée contre les injustices, mais révoltée contre les injustices qu'on faisait aux autres. Hormis dans le milieu familial mais j'y reviendrai après. Par hasard, en cours

d'anglais, on étudiait un texte de Richard Wright, tiré certainement de *Black boy*, mais je n'en suis plus certaine, c'était quelque chose de très anodin parce que c'était un type qui racontait sa relation avec son dentiste qui ne le prenait pas au sérieux. Et je me suis rendue compte que j'avais totalement les mêmes réactions que ce type là et que si j'avais ces réactions là, c'est parce que je me sentais discriminée en tant que femme. À ce moment-là, ça s'est organisé dans ma tête. Et puis il y a eu quelques événements. Du genre, mon prof de mathématiques qui disait aux autres enfants de la classe, c'était quasiment tous des garçons à une exception près, il leur disait "vous n'allez pas vous laisser dépasser par ça", et ça c'était moi. **Je me suis dit que j'étais peut-être très bonne en mathématiques mais qu'on pensait que je n'étais bonne qu'à faire des enfants et à rien d'autre. Sur le fond, on me retirait la liberté d'exister. Et donc j'ai commencé à comprendre que j'étais discriminée et à tenir des propos féministes. Mais je n'étais pas encore féministe parce que je n'avais pas compris que le féminisme c'est une bataille politique parce que c'est une bataille collective.** J'avais des réactions de femme qui défend son devenir, son avenir, qui voulait aller en prépa, qui s'est battue pour qu'on la mette dans la meilleure classe alors que comme c'était une fille, elle avait de meilleures notes que ses copains, mais on l'avait mise dans une classe moins prestigieuse, etc. mais je me battais pour mon devenir personnel. Et j'ai fini par comprendre que ça ne servait à rien que je sois une femme visible, remarquée, comme Marie Sklodowska ou Marie Curie... ça ne servait à rien parce que Marie Curie avait été prix Nobel de chimie mais ça n'avait pas changé la situation des femmes. Si je voulais que ça disparaisse, il fallait mener des batailles collectives. » (Récit de vie avec Maya, 13/05/2008)

Nous reviendrons plus en détails dans le chapitre 9 sur les processus d'encadrement réciproque des discours biographiques dans les groupes féministes, mais sur ce point précis de la distinction entre conscience féministe et engagement concret militant, nous voudrions évoquer une observation réalisée lors d'une réunion du groupe Encore féministes ! et qui traduit une des modalités par lesquelles peut se réaliser une homogénéisation des souvenirs. En introduction de la réunion du 04 février 2007, dont le thème est « Comment je suis devenu-e féministe », Christelle (présidente de l'association) explique :

« Alors avant de commencer je veux vous dire que nous voulons savoir comment vous êtes devenues féministes et non pourquoi vous êtes devenues féministes. Ce qui nous intéresse c'est le processus. La lente maturation. **Car on ne naît pas féministe, on le devient, c'est quelque chose de culturel.** Ça vient de l'expression du constat "ce n'est

pas juste”, **c’est une réflexion d’enfant et de fillette même (surtout quand elles ont des frères)**. Et puis après il y a un clic, un événement, qui déclenche l’engagement féministe. Il y a bien deux étapes, la prise de conscience et l’engagement. Cette prise de conscience de l’ordre du nom, je me donne le nom féministe, je m’identifie comme ça, je n’ai pas peur qu’on me dise “poil aux pattes”, “lesbienne”, “mal baisée”. Je fais une prise de conscience politique. **Je dis “je” mais c’est un “je” universel. Quand les gens vous disent, les femmes en particulier, “je ne suis pas féministe” alors que, bien entendu, elles le sont d’après leur comportement, leur démarche, c’est qu’elles identifient le mot féministe à quelque chose d’autre, c’est-à-dire “engagées comme féministes”. Alors que ce dont nous allons parler aujourd’hui ça sera l’un ou l’autre selon votre choix, mais si vous êtes ici c’est que vous êtes engagées comme féministes. Mais vous avez peut-être envie de parler d’abord de la prise de conscience, qui est première chronologiquement.** Et il peut y avoir une différence de trente ans entre les deux. On a eu plusieurs femmes ici qui sont venues et qui nous ont dit “voilà, j’ai cinquante-cinq ans, mes enfants sont élevés, je peux m’engager maintenant comme féministe, mais je le suis depuis que j’ai l’âge de vingt ans, on se moque de moi autour de moi, mon mari, mes enfants etc. Maintenant ils sont partis et je m’engage”. En fait, elles étaient féministes depuis longtemps. **Donc vous direz ce que vous voulez sur le sujet mais ce sont deux démarches différentes. Je me nomme, je me désigne comme féministe et je m’engage comme féministe. Dans la première démarche, je n’ai pas peur de prendre des coups, d’être ridicule, qu’on se moque de moi dans mon milieu, et dans la deuxième, je m’y colle, j’agis, je change le monde. Mais déjà rien que le fait de dire “je me reconnais comme féministe” c’est changer le monde** parce que c’est un mot qui, à part dans de très rares pays comme le Québec où la Suède, c’est un mot qu’on appelle en psychologie “un mot noir”, c’est-à-dire que dès qu’on le dit ça donne une éruption massive de boutons aux machos de base parmi lesquels il y a beaucoup de femmes. » (Observation d’une rencontre du groupe Encore Féministes !, 04/02/07)

Même si, en rappelant qu’on ne nait pas féministe mais qu’on le devient, Christelle lutte contre la tendance à la naturalisation de l’autonomie contenue dans les discours des féministes, l’encadrement qu’elle réalise autorise, si ce n’est invite, les militantes à ancrer leur féminisme dans un temps plus lointain que celui de leur engagement concret dans des groupes militants et pose l’affirmation de soi comme un des premiers actes féministes (« Je dis “je” »).

C- Un rapport actif à ses appartenances : se défaire de l'emprise des rapports sociaux

Le récit du passé comme expression de la subjectivation soulève, de manière quasiment évidente et nécessaire, la question du rapport de l'interviewée à ses appartenances sociales. Parce qu'elles construisent leurs récits biographiques comme les récits de leur subjectivation, les militantes sont amenées dans leurs souvenirs à évoquer la relation « de dépendance et d'autonomie qu'[elles] entretiennent [en tant que subjectivités] vis-à-vis des rapports sociaux » (Cervulle et Testenoire, 2012: p.5).

Dès lors, comment les souvenirs mobilisés évoquent-ils l'inscription du sujet dans des groupes sociaux sans mettre en péril l'affirmation du « je » autonome, qui constitue la colonne vertébrale des mémoires individuelles féministes ? Il apparaît, dans les récits biographiques recueillis, que les militantes mobilisent en majorité des souvenirs qui les placent dans un rapport actif à leurs appartenances. Cela se traduit, selon les interviewées, de différentes façons : on peut par exemple observer, pour certaines, la construction d'un « avant » et d'un « après » qui valorise un parcours de subjectivation dont la distance avec le milieu social d'origine apparaît comme la principale condition d'affirmation du sujet. Ces militantes structurent leur mémoire en étapes qui forment leur « devenir-sujet » et qui sont marquées par des prises de distance successives avec les liens hérités (et avec les hiérarchies qui les sous-tendent). Pour d'autres, dont le milieu d'origine ne leur semble pas contradictoire avec l'affirmation de soi comme sujet – constituant parfois même un facteur facilitant par le biais de la transmission de dispositions – les souvenirs mettent en scène des processus de ressaisissement des appartenances passées pour que, bien qu'héritées, elles apparaissent comme choisies. Enfin, on observe dans les récits du passé une mise en avant des groupes d'appartenance perçus comme favorisant l'autonomie et une valorisation des rapports sociaux jugés comme propices à l'affirmation du « je ».

1. L'isolement du sujet féministe

Catherine Achin et Delphine Naudier, qui retracent la trajectoire de Simone Melvil, une « féministe ordinaire » auxerroise née en 1947, constatent que « dans le récit qui réorganise

l'expérience enfantine *a posteriori*, Simone Melvil intègre pleinement dans la construction de soi la singularité de sa position : « Mais j'étais la seule à comprendre par rapport aux autres, les autres c'était le désintérêt complet » (Achin et Naudier, 2010: p.82). Ce constat aurait pu être dressé à partir d'une bonne majorité de nos entretiens tant on retrouve, chez nombre de nos interviewées, cette même idée d'une position singulière. En effet, les militantes décrivent souvent leur place, dans les groupes ou les milieux sociaux qu'elles ont traversés (famille, milieu professionnel...), comme « singulière », « particulière » ou « exceptionnelle ». La citation ci-dessous, extraite du récit de vie d'Amélie (née en 1955, chargée d'accueil à DCDF), fait écho à l'observation faite par Catherine Achin et Delphine Naudier, selon laquelle la place singulière dans la famille est souvent liée « soit à une santé fragile, qui conduit à être protégé ou élevé à l'écart, soit, plus fréquemment, à un rapport privilégié aux études repéré tôt par un enseignant, puis entretenu dans la famille » (Achin et Naudier, 2008: p.387).

« Donc des violences conjugales entre mon père et ma mère. Donc moi, la deuxième fille et l'aîné des garçons on s'interposait entre mon père et ma mère pour protéger ma mère. Jusqu'à leur séparation. J'avais 18 ans quand ils se sont séparés. Et mon père est décédé cinq ans après leur séparation. **Alors le regard de mon père sur moi était aussi particulier, c'était toujours une confrontation. Quand il me présentait à ses amis c'était "voilà ma fille l'intello, l'intellectuelle de la maison". Alors que je n'avais rien de spécial mais bon j'étais inscrite dans ça.** Et puis ma mère était toujours avec ce discours-là. Donc avec mon père, quelque chose de très fort. On ne se parlait pas. On était toujours dans la distance. Je ne supportais pas la façon dont il traitait ma mère. Je surprotégeais ma mère comme elle nous surprotégeait aussi. Et **tous les ans de cette enfance, jusqu'à l'adolescence, j'avais ce sentiment très très fort d'être particulière.** Mais particulière en tant que femme en fait. **Dans le milieu où j'étais, je ne me sentais pas comprise, mais en termes d'identité de la femme. Je l'ai compris un peu plus tard après mais j'avais vraiment le sentiment d'être complètement à part, et ce que je pensais ne correspondait pas du tout à mon milieu, et je ne rencontrais pas à ce moment-là des femmes qui avaient les mêmes pensées que moi.** Dans le sens où pour moi c'était normal qu'une femme travaille, que les garçons fassent autant de choses que les filles etc. » (Récit de vie avec Amélie, 09/07/2009)

Comme Amélie, les interviewées se décrivent souvent comme incomprises par leur entourage et attribuent ce décalage à leur volonté d'exister en tant que sujets autonomes ou à leur refus de se plier aux normes de genre.

« Du coup, je me retrouvais sans mère et il me restait surtout mon père, mon grand-père, j'avais ma grand-mère aussi mais ils étaient vieux donc il y avait une distance, du coup, **pour toutes les activités qu'on faisait j'étais toujours obligée de me battre quasiment pour y assister. Par exemple, faire du foot avec eux** [son frère et son grand-père]. **Moi j'avais un caractère très casse-cou, à chaque fois on essayait de me décourager, on me disait "ce n'est pas fait pour les filles", parfois ils étaient carrément méchants, ils disaient "non, toi tu es une fille, tu ne viens pas". Parfois je me retrouvais toute seule alors que mon petit frère était en train de jouer avec mon grand-père, moi j'étais toute seule dans mon coin. Je n'ai pas trop apprécié.** J'ai dû me battre à chaque fois pour avoir le droit de faire quelque chose. Mais le pire dans toute cette histoire c'est que souvent quand je faisais des choses, comme du foot, je le faisais mieux qu'eux. C'était ballot. C'est vrai que ça aussi ça m'a pas mal énervée. » (Récit de vie avec Juliette, 11/10/2008)

Ainsi, aux discours sur la singularité ou l'exceptionnalité de leur place, s'ajoute souvent l'expression d'un sentiment d'isolement. Nombreuses sont les interviewées qui mettent l'accent sur leur décalage dans l'enfance vis-à-vis de leur milieu d'origine et sur la solitude générée par leurs convictions féministes. C'est le cas aussi des hommes féministes, comme Xavier.

« J'étais vraiment très fort dans ma tête, étant persuadé d'être dans le vrai, j'avais des choses à expliquer aux autres, j'étais très bien dans ma peau mais j'avais quelque part besoin... **je m'étais mis en retrait aussi... J'étais un peu dans ma bulle.** Affective aussi. **Est-ce que c'est utile d'en parler par rapport au féminisme ? Je ne connaissais personne qui avait les mêmes idées que moi, mais vraiment personne. Même au syndicat, même au parti communiste. L'idée de pouvoir remettre en cause l'origine naturelle de la différence entre les filles et les garçons, j'ai été le seul à avoir ces idées. Concrètement je n'ai rencontré personne d'autre.** » (Récit de vie avec Xavier, 03/06/2008)

Les souvenirs qui mettent en scène un moi critique à l'égard des rapports de genre sont presque systématiquement associés d'un discours sur le sentiment de solitude ressenti par l'interviewée lorsqu'elle s'élevait contre les inégalités.

« J'ai été élue déléguée de classe, je l'étais déjà au collège, et c'est vrai que l'égalité garçons-filles, c'était un peu ce que je défendais systématiquement. Notamment par rapport à certains profs qui disaient "de toute façon les filles ça pleure tout le temps", ce genre de propos machistes tenus par les profs, évidemment les profs hommes comme femmes, il n'y avait pas tellement de différences finalement, le sexisme c'est bien l'apanage de tous. Et c'est vrai que souvent je montais au créneau pour dire "il y a quand même un souci". **Mais ça paraissait mineur, et ça m'a toujours frappée.** Et c'est aussi de là que naissent ma colère et mon engagement militant (...) **Moi je m'en faisais porte-parole mais j'étais bien la seule. Ça veut dire que je n'ai jamais entendu d'autres personnes de ma classe avoir de tels propos. Et pas plus qu'en primaire, en primaire j'étais la seule à avoir... j'avais une bande elle me suivait, mais je leur aurai demandé de faire autre chose, ils auraient fait autre chose, mais j'avais un peu l'impression d'être la seule à avoir une opinion bien arrêtée sur des choses comme ça.** Et finalement au collège au lycée, sur les questions de délégués de classe, **j'ai jamais rencontré d'autres délégués de classe qui partageaient la même opinion que moi, ça ne m'empêchait pas mais j'étais toute seule... les filles ça ne les choquaient pas, les garçons ils s'en foutaient, les profs ne trouvaient pas ça primordial.** Au final, je me suis souvent heurtée, maintenant que je regarde un peu mon parcours, **à beaucoup d'indifférence** par rapport à ces choses-là. Je n'ai pas eu de moqueries sur ce combat-là, personne ne m'a dit "c'est nul ton truc", mais c'était plutôt "pff... ah bon tu penses ça ?". » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

« Je me souviens qu'on était très choqué. Je te donne un exemple, je sortais avec un garçon, on avait vu une femme qui se faisait battre par son mec dans la rue, on avait assisté à un truc un peu scandaleux, j'étais avec mon copain et H. [une amie féministe], on rentrait le soir de je ne sais pas quoi... C'est un détail... **J'étais en terminale, et R., c'était ce copain, on lui dit "il faut qu'on appelle la police, faire quelque chose". Il dit "non on n'en a rien à foutre, ce n'est pas nos histoires", et avec H. on était hyper choqué de sa réaction, on avait dit qu'il était lâche, qu'on ne comprenait pas qu'il ne défende pas les femmes, que c'était scandaleux.** Que le mec qui battait sa femme c'était un vrai connard. Des petits détails, des petites choses comme ça, je

savais qu'on était vraiment sur la même longueur d'onde. » (Récit de vie avec Jennifer, 09/04/2008)

Ce souvenir évoqué par Jennifer (née en 1977, organisatrice des Rencontres féministes de l'Hôtel de Ville à l'occasion du centenaire de la laïcité) met en valeur le fait que ce n'est qu'avec des féministes (son amie, H., est une militante féministe) qu'elle se sent comprise. Les interviewées se présentent souvent, dans leurs récits du passé, comme les seules personnes de leur milieu conscientes et sensibles aux inégalités entre femmes et hommes.

« J'avais treize ans en 68 donc je n'en [le MLF] ai pas entendu parler à cette époque-là. Disons que ça s'est développé en parallèle. Disons que moi **j'étais dans mon coin avec mes propres révoltes, et puis assez isolée** parce qu'en fin de compte il y avait plein de nanas, que ça soit du côté de l'avenir des mères de famille, que ça soit du côté de la drague et tout ça, la majorité des filles apparemment me semblaient... Même dans le groupe de théâtre... **Il n'y avait pas tellement de filles que ça choquait plus que ça. Donc j'étais extrêmement isolée.** Je n'avais pas eu vent de ces trucs-là, c'est venu plus tard, quand j'avais 16 ou 17 ans. » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

« Je fais partie de l'association des anciens élèves, je vois bien que ces jeunes femmes, plus jeunes que moi, elles accrochent vraiment. Quand je dis qu'il y a des différences, là elles accrochent. Et je vois des trucs tous les jours. **Ce matin encore j'ai vu un truc qui m'agace. Dans mon milieu, de directeurs comme je suis, il y a beaucoup moins de femmes que d'hommes, alors que ça ne se justifie pas tellement si on regarde les pyramides des âges etc. Et alors si vous regardez les groupes de travail, ce matin j'ai reçu un papier parce qu'il y a plein de groupes de travail qui se montent pour penser la stratégie des années à venir, il y a peut-être vingt groupes de travail et il y a deux femmes qui pilotent des groupes de travail. Le reste c'est des hommes, alors certes il y a moins de femmes mais on doit être à un sur cinq et pas un sur dix.** Et c'est tous les jours des trucs comme ça. Tous les jours, il faut faire une commission machin et vous regardez il n'y a que des hommes. On a une revue, un truc interne, je regarde le comité de rédaction : que des hommes. C'est tout le temps comme ça. D'ailleurs **j'ai créé mon blog en me disant "j'ai l'impression d'être la seule à le voir", c'est comme le nez au milieu de la figure, je vois ça tout le temps. J'y fais particulièrement attention, mais j'ai l'impression d'être la seule à le voir.** » (Récit de vie avec Diane, 21/10/2008)

Ingrid, également, se présente comme la seule dans sa fratrie à avoir conscience de la situation d'oppression vécue par sa mère et la seule à l'aider.

« Quand on était petites, c'était tu finis ton assiette ou on te la ressert au repas suivant. Quand mon frère était petit et qu'il ne voulait pas manger, c'était "je te fais autre chose à manger". C'était vraiment complètement différent et ma mère ne lui a jamais demandé de mettre la table, ce genre de trucs. **Ma sœur quand même, qui est très égoïste, a sorti à ma mère quand elle était petite que ma mère était une servante.** C'est la première fois que j'ai vu ma mère pleurer. Ma sœur ça l'a choquée aussi, elle a beaucoup regretté. **Moi je suis celle qui a toujours le plus aidé ma mère jusqu'à ce que je quitte la maison, je faisais le ménage, j'aidais à repasser, je faisais la vaisselle, pas tout le temps, pas systématiquement non plus, mais j'aidais quand même beaucoup.** Mais je ne rangeais que ma chambre, il ne fallait pas pousser non plus ! » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

L'isolement dans le milieu d'origine est aussi évoqué par les interviewées lorsqu'elles abordent la façon dont leur entourage perçoit leur engagement féministe. Elles sont nombreuses à raconter qu'elles évitent de parler avec leur famille ou leurs amis de leur militantisme ou de leurs convictions féministes de peur d'être confrontées à des réactions décevantes.

« J'en parle, pas trop non plus (...) **Moi c'est des choses qui me font peur parce qu'ils sont beaucoup comme Monsieur et Madame tout le monde en fait, et je ne partage pas forcément tous leurs points de vue. Et ils peuvent dire par exemple facilement "je ne comprends pas pourquoi il y a des filles qui avortent encore aujourd'hui".** Donc je peux argumenter par rapport à tout ça, la personne ne va pas percevoir ce que c'est. Donc au bout d'un moment j'ai changé. C'est mes parents, c'est mes sœurs, c'est mes copains, et puis voilà. » (Récit de vie avec Océane, 16/06/2009)

Madeleine (née en 1956, directrice de l'association DCDF) se souvient de conversations au cours desquelles elle s'est sentie en décalage avec son entourage en raison de son féminisme.

« Ensuite dans un cercle amical, je n'en parle beaucoup parce qu'au début quand j'en parlais un petit peu, et **c'est toujours les mêmes poncifs qui reviennent : et les hommes victimes de violence, et je ne sais pas quoi... Là ras le bol. Ce n'est pas la peine.** » (Récit de vie avec Madeleine, 14/06/2008)

Michaël, gynécologue obstétricien engagé dans la lutte pour l'avortement, et Fanny, militante au planning familial, viennent tous deux de familles très catholiques et expliquent comment leur engagement les a isolés du reste de leur famille, au point de devenir un sujet tabou.

« Mes parents... après 68, ils ont viré dans la mouvance catholique traditionaliste. Mon frère, celui qui est juste après moi, est prêtre ordonné par Mgr Lefebvre. Avec le soutien de ses parents. **Leur cheval de bataille c'est l'avortement. Et c'est vrai que je n'ai jamais eu le cran leur de dire "moi je lutte pour l'avortement". J'en ai discuté avec eux un minimum mais j'ai reçu dans la figure de telles invectives, de tels propos... vraiment on m'envoyait en enfer tout de suite. Je ne voyais pas l'intérêt.** » (Récit de vie avec Fanny, 16/06/2009)

« On avait des conversations familiales mais sur ce terrain-là non. Ce terrain-là n'a jamais été l'objet de débats familiaux. **Alors que d'autres engagements concernant la guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam, 68, ça a fait l'objet de débats familiaux, l'engagement politique d'une façon générale. Finalement j'étais gynécologue accoucheur et c'était bien ainsi.** Finalement je reprenais un peu le flambeau de la famille, du côté des professionnels de la naissance, donc du côté du respect de la vie etc. le reste c'était un peu compliqué. **Il était préférable de ne pas en parler,** me semble-t-il. C'est comme ça que j'ai analysé tout ça. D'autant qu'à partir de la fin des années 70 et au début des années 80, j'apparais y compris publiquement à la télévision, dans des interviews. On n'en a jamais beaucoup parlé. Sauf de temps en temps on me disait que j'étais intervenu à la télé, mais sans jamais entrer dans le débat sur l'avortement. » (Récit de vie avec Michaël, 30/04/2008)

Dans leurs souvenirs, les militantes mettent donc en avant le fait que l'engagement féministe a pu créer de la distance entre elles et leurs autres groupes d'appartenance. Ainsi, plusieurs interviewées évoquent le fait que leurs conjoints ont pu se sentir personnellement remis en cause par cette implication pour la cause des femmes. C'est le cas de Lise (née en 1954, membre du club HRM Women, militante à HEC au féminin et au sein de Grandes écoles au féminin) et de Diane (née en 1959, animatrice d'un blog féministe).

« Mon deuxième mari est ambivalent, le mot est faible, lui a une posture complexe parce qu'il est très en révolte contre le monde de l'entreprise, contre ses impostures, son cynisme, sa brutalité. Et donc il aurait pu éventuellement, si mon parcours avait été différent, ça aurait pu peut-être nous poser problème, mais à partir du moment où

j'étais avec lui, ma carrière a été... il a plus fallu que je me batte, ça n'a jamais été un souci entre nous. En revanche, **pour aller sur un registre plus intime, dans notre couple tout n'a pas toujours été rose et j'ai bien senti à ce moment-là que mon investissement pour la cause des femmes était... je ne peux pas dire ressenti comme une agression, mais... oui, c'est quand même quelque chose de... je ne sais pas si je vais trouver l'expression, quelque chose qui le blessait lui personnellement.** » (Récit de vie avec Lise, 29/10/2008)

« Et mon mari n'aime pas mon blog. Enfin il n'aime pas... au tout début, il avait été voir dessus, et pourtant mon mari il n'y a pas moins machiste que lui, tout au début, vraiment dans les cinq premiers billets, **j'avais fait quelque chose sur Monsieur propre, où j'avais mis "il faut être un homme pour croire que le ménage va se faire en croisant les bras", il m'a dit "tu exagères quand même c'est pas toi qui fais le plus le ménage à la maison etc.", je lui ai dit "je n'ai pas écrit ça pour toi !". Il m'a dit "on dirait etc.", alors une fois j'ai rajouté "mais je ne parle pas pour mon mari".** Et puis, après il n'y avait pas été pendant quelque temps, en plus ça me prend un peu de temps donc il n'aime pas. Et puis il y est retourné il y a quelque temps, et il m'a dit "c'est plus intéressant qu'au début", je pense que c'est vrai j'ai un peu évolué par rapport au début. » (Récit de vie avec Diane, 21/10/2008)

Le sentiment d'isolement est très largement partagé par les militantes interrogées et est d'ailleurs présenté par certaines comme un des éléments facilitant la reconnaissance réciproque entre féministes. Ainsi, lorsque Maeva raconte sa rencontre avec une collègue de Sidaction qui deviendra la co-fondatrice de la Barbe, elle établit un parallèle entre la solitude vécue par cette militante dans l'association et ses propres souvenirs de conseil de classe dans lesquels elle était isolée en raison de ses convictions féministes.

« Et puis c'est là-bas que j'ai rencontré surtout V., qui était aussi salariée à Sidaction. **C'est auprès d'elle que j'ai pu trouver écho à mes indignations par rapport au féminisme** (...) Déjà c'était quelqu'un qui connaissait le milieu lesbien et le milieu Act Upien. Sur Act Up, elle te raconte des trucs hallucinants sur le sexisme ambiant. Et aujourd'hui encore c'est le cas, il y a beaucoup de sexisme chez Act Up. Donc elles [V. et sa compagne], elles ont déjà eu à se battre contre ça chez Act Up. Et quand elle arrive à Sidaction, elle avait déjà ça derrière elle. **Elle n'a eu de cesse de pointer les problèmes, en réunions d'études générales. Ça me rappelait ces heures de solitude**

en conseil de classe, quand j'étais déléguée au lycée. Je me suis dit enfin ! » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

Le soulagement ressenti par Maeva lors de sa rencontre avec d'autres féministes est évoqué par de nombreuses militantes, qui voient leur isolement rompu par la découverte de personnes partageant leurs questionnements et leurs révoltes. Parce qu'elle permet au sujet d'exister en tant qu'être social sans menacer son autonomie, l'appartenance au milieu féministe est souvent présentée par les interviewées comme l'appartenance choisie par excellence, en opposition aux appartenances subies dont elles cherchent à s'extraire. En effet, nous allons voir que les récits biographiques, construits comme récits de l'affirmation de soi comme sujet social autonome, sont ponctués de souvenirs mettant en scène les tentatives des militantes pour s'extraire de l'emprise des rapports sociaux. Afin de manifester leur autonomie, les interviewées se présentent dans un rapport actif à leurs appartenances et mobilisent principalement des souvenirs qui témoignent d'une recomposition ou d'une réappropriation des liens subis car hérités.

2. Recomposition ou réappropriation des appartenances subies

La question de la place occupée par la militante dans son milieu d'origine, et le rapport qu'elle entretient à celui-ci, sont très présents dans les discours biographiques des interviewées. Si le sentiment d'occuper une place singulière (qui conduit souvent à une impression d'isolement) est largement partagé, toutes ne jugent néanmoins pas de la même façon leur milieu de naissance : certaines le décrivent comme le premier obstacle à l'affirmation d'elles-mêmes comme sujets, d'autres au contraire y voient le lieu de l'acquisition de leurs dispositions à l'autonomie. Mais dans un cas comme dans l'autre, les militantes mobilisent dans leurs récits de vie des souvenirs qui les placent dans un rapport actif à leurs appartenances : soit elles racontent un parcours d'autonomisation qui a impliqué de rompre avec des appartenances subies hostiles à leur affirmation comme sujets, soit elles s'inscrivent dans la continuité de leurs liens hérités mais présentent cette position comme le produit d'un choix ou d'un processus de réappropriation de leurs origines. Dans les deux cas,

il s'agit de ne pas se laisser définir passivement par des appartenances subies mais de se présenter comme volontaire et autonome à leur égard¹.

Le fait que les militantes insistent sur la précocité de leur désir d'autonomie n'est pas contradictoire avec l'idée d'un parcours d'autonomisation. En effet, pour certaines, le désir d'exister comme sujet, ressenti dès le plus jeune âge, ne peut pas se concrétiser dans le milieu d'origine et l'affirmation de soi passe donc par une rupture avec les liens hérités. Dans ce cas, l'ensemble de la mémoire individuelle est structurée autour de cette rupture qui marque un basculement entre un « avant » et un « après ». Le récit de l'« avant » est ponctué de souvenirs mettant en scène un moi « empêché ». Le récit de l'« après », au contraire, est une série d'épisodes ou d'anecdotes attestant de l'autonomisation du « je ». La mémoire de Sandy, exposée au chapitre 7, est un exemple de ce type de structuration des souvenirs biographiques. Dans les récits construits sur ce modèle, la première partie de l'entretien est souvent consacrée à une description fine des facteurs qui empêchaient l'interviewée d'exister comme sujet au sein de sa famille, ou plus largement de son milieu d'origine. Par différentes anecdotes, la militante se décrit comme « transparente » ou non considérée par son entourage. Ingrid, par exemple, raconte que, pendant l'enfance, son père ne s'adressait jamais à elle directement.

« Mais c'est vrai que j'ai toujours, et même maintenant j'en veux à mon père de temps en temps, **j'ai toujours été choquée par le fait que vraiment mon père est dans l'attitude du mec, du patriarche.** D'ailleurs, ma mère l'appelle le patriarche de temps en temps. C'est quelque chose qu'on a toujours contesté. **Il faut savoir aussi que mon père ne nous a jamais, enfin pendant des années, mon père ne nous parlait pas directement à ma sœur et à moi. Il passait par ma mère. C'est-à-dire qu'il disait à ma mère “dis à tes filles que...”.** Il ne s'adressait pas à nous directement. C'était très rare. Maintenant il le fait. Mais jusqu'à ce que je quitte la maison, et ma sœur aussi, jusqu'à ce qu'on ne soit plus là, il avait quand même cette horrible manie de ne jamais nous parler directement. Il ne nous regardait pas dans les yeux, il ne s'adressait pas à nous, il nous parlait à travers ma mère. C'était un truc qui

¹ Nous avons cherché à identifier des logiques de classe, de sexualité et de génération dans ces discours mais ne sommes pas parvenus à observer des régularités significatives. Autrement dit, être issue de la bourgeoisie ou des classes populaires, être homosexuelle ou hétérosexuelle, appartenir à telle ou telle génération ne semblent pas jouer dans le fait que la militante se présente soit comme en rupture avec ses appartenances sociales héritées, soit au contraire comme engagée dans processus de réappropriation de celles-ci.

m'énervait avec le fait que mon père n'aide pas.» (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

D'autres interviewées, en évoquant le peu d'ambition que leurs familles avaient pour elles (comme Sandy dans le chapitre 7), décrivent un milieu d'origine peu propices à la construction de leur « devenir sujet ».

« Mon frère il avait le droit de sortir assez tard quand même. Mais la différence d'éducation je pense qu'elle est liée à ça, c'est-à-dire que mon frangin, son avenir était beaucoup plus important que le mien. Pour vous donner une idée : mon frangin a raté son bac, donc mes parents l'ont mis dans une école, comme il voulait faire de la décoration, il a été dans une école privée de déco, alors que moi on m'a fait passer le concours de l'école normale que j'ai raté exprès, parce que comme ça je pouvais faire des études sans coûter un sou à mes parents. C'était extrêmement humiliant, révoltant. **Je ne devais pas leur coûter cher. Je dis ça sans animosité maintenant, parce qu'ils suivaient le modèle mais ça voulait quand même dire qu'on pouvait dépenser des sous pour les garçons et pas pour les filles, quand bien même la fille montrait des dispositions beaucoup plus nettes pour les études.** » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

« Mon père il aurait bien aimé que quelqu'un reprenne l'étude [notariale] mais il ne voulait pas nous forcer. **Donc il n'a jamais pensé à ses filles. J'ai une sœur qui aurait parfaitement pu faire ça. Il n'aurait pas fallu grand-chose pour qu'ils la poussent à faire ça. Mais c'était mon frère qui finalement a fait autre chose. Donc personne n'a repris.** Ce n'est pas grave, on a fait ce qu'on voulait. Mais c'est vrai que mes parents étaient comme ça : **moi je voulais faire de l'histoire, il fallait que je sois professeur c'était bien, ça permet de s'occuper des enfants,** il y avait quand même cette idée-là. » (Récit de vie avec Nolwenn, 26/06/2008)

Dans le récit de vie d'Alexandra, sa difficulté à exister comme sujet dans sa famille, se traduit tout d'abord par son évocation du non désir d'enfant de sa mère : en commençant son récit de vie en expliquant ne pas avoir été vraiment désirée, elle plante le décor d'un contexte peu favorable à l'épanouissement du sujet¹. A cela, elle ajoute le fait que son père souhaitait

¹ Cette présentation de soi comme enfant non désiré se retrouve dans d'autres récits de vie et écrits autobiographiques. Outre ce qu'elle dit de la difficulté pour la locutrice d'exister comme sujet, elle est aussi souvent l'occasion de souligner les difficultés des couples avant la libéralisation de la contraception et de mettre ainsi l'accent sur une des conquêtes du

avoir un fils. Elle raconte aussi qu'elle a été négligée en raison de la maladie de son jeune frère et évoque les violences paternelles dont elle a été victime. Tous ces éléments font de son affirmation comme sujet une véritable course à contre-courant. Elle établit d'ailleurs un lien de cause à effet entre ces différents facteurs et son acceptation de la soumission pendant toute la première période de sa vie.

« Alors l'enfance. **Ma mère ne voulait pas d'enfants.** Elle est née en 1908 donc c'était la génération de la garçonne vous voyez quand elle était jeune. Elle s'est mariée sur le tard. Elle a raté sa vocation parce que mes grands-parents ont fait faillite, la grande faillite de 1929, et elle a dû interrompre ses études alors qu'elle était brillante et pour elle ça a été une vraie catastrophe. Donc elle s'est mise à travailler, secrétaire. Disons que c'est un oiseau à qui on a coupé les ailes, ça lui a foutu sa vie en l'air. Donc elle a rencontré mon père qui était un beau parleur (...) **il est arrivé à convaincre maman de l'épouser et maman ne voulait pas d'enfants mais lui oui. Tout à fait patriarcal, il voulait absolument un fils. Il l'a convaincue d'avoir un enfant, en espérant que ce soit un fils, merde c'était une fille. C'est ce qu'il a dit quand je suis arrivée, parce que je suis l'aînée, je suis née en 38.** Éducation extrêmement rigide. Ma mère n'avait pas ces idées là mais elle n'avait pas le pouvoir, elle pouvait se rebeller, gueuler, elle était mal dans sa peau donc elle le laissait faire. J'ai un frère qui est né quatre ans et demi après, en pleine guerre, qui lui a été très très gravement malade : il a fait de l'anorexie, du rachitisme, etc. donc on l'a bichonné. Mais dès bébé, mon père était très violent, très dur. **Par exemple, il paraît que je pleurais beaucoup, une chose qu'il m'a faite c'était de m'attacher sur une table. Bébé, grand bébé, et il me laissait hurler jusqu'à ce que je m'épuise, il restait à côté de moi quand même pour pas que je ne m'étrangle et pour pas que je ne m'étouffe.** Vous voyez le genre de... J'ai commencé à avoir très peur de lui et quand c'était l'heure où il rentrait du boulot, à l'époque il était employé dans un journal, je me mettais à trembler et je disais à maman "tu ne diras pas à papa, tu ne diras pas à papa" il ne nous laissait rien passer. **Donc il nous a cassés. Mon frère, on l'a bichonné parce qu'il était très malade et moi on ne s'occupait plus de moi. Donc je suis tombée malade.** J'ai fait une primo-infection, on m'a envoyé un an en préventorium, juste après la guerre, **avec les difficultés de circulation j'étais complètement abandonnée. Et puis pour moi, mon frère malade on le soignait à la maison, mais moi malade on m'expédiait.** Je suis revenue après. Toujours cette éducation très

mouvement féministe.

rigide, très très dure. Il a fait pareil avec mon frère, parce qu'après quand mon frère s'est rétabli, il a exigé de lui que ce soit un homme et qu'il soit fier de son fils. Il fallait qu'il transmette le nom. Tout ce qu'il y a de plus patriarcal. C'était terrible. Il a été aussi violent avec mon frère. **Mais mon frère s'est rebellé tout de suite alors que moi j'avais été cassée bébé. Moi après je me suis pliée. Par exemple, quand un plat ne nous plaisait pas, il nous obligeait à le manger à genoux sur un manche à balai, ou sur des petits graviers pointus dans le jardin.** Mon frère se rebellait beaucoup plus que moi alors il y avait des fessées, le martinet. Ma mère était obligée d'intervenir pour lui dire d'aller plus doucement parce qu'il me terrorisait. **Mon frère, lui, s'est toujours révolté. Moi je me suis soumise. J'étais terrorisée.** Éducation religieuse, j'étais dans une église que l'on dirait traditionnaliste maintenant et j'ai intégré tout ça. » (Récit de vie avec Alexandra, 06/05/2008)

Le récit de ces maltraitances répétées montre qu'Alexandra, atteinte à plusieurs reprises dans son intégrité, a été contrainte pendant la première partie de sa vie à renoncer à exister comme sujet (« je me suis soumise »). C'est seulement en rompant avec ces liens hérités qu'elle a pu, aidée par la psychanalyse, affirmer son autonomie. Cela passe également chez elle par un divorce, qui la libère d'une configuration conjugale trop proche du modèle parental. Elle s'engage alors comme bénévole au sein d'une radio associative, au sein de laquelle elle crée très vite une émission féministe.

« Donc on va arriver au féminisme quand même, même si on l'a déjà abordé par les bouquins. La psychanalyse... **finalement ma psychanalyse a fait que ça m'a complètement ouvert, ça m'a libérée, ça m'a permis de me retrouver moi-même, de savoir qui j'étais.** On avait découvert radio libertaire, c'était le moment des radios libres. Et comme on était parent d'élèves on participait aussi à des radios sauvages avant qu'il y ait l'autorisation. **Et dès que j'ai divorcé, j'ai immédiatement téléphoné à radio libertaire que j'écoutais,** parce que souvent il y avait des appels, parce que c'est une radio associative, sans moyen, des appels qui disaient aux auditeurs et aux auditrices "si vous voulez bien venir aider, participer à la radio". **Dès le lendemain du divorce je leur téléphonais, ils m'ont accueilli à bras ouverts, la fédération anarchiste.** La librairie Publico c'est le siège de la radio aussi. J'ai dit que je voulais bien me mettre à disposition de la radio, je suis rentrée tout de suite, **on m'a accueillie sans me poser la moindre question, en me faisant confiance, à bras ouverts. J'étais naïve. Je sortais de vingt-huit ans d'enfer, je ne connaissais pas le monde.** »

Les interviewées, qui construisent leurs récits biographiques comme un « devenir sujet » séparé en deux temps (un avant et un après), insistent sur le décalage qui existe entre qui elles étaient avant de s'autonomiser et qui elles sont au moment de l'entretien. On peut considérer qu'elles en viennent même à construire leur image d'elles passée comme une figure repoussoir dont elles se sont progressivement détachées en rompant avec le milieu qui les empêchait d'exister comme sujets.

« Moi je viens d'une famille plutôt intellectuelle, du côté de ma mère aussi, son père était chirurgien, donc elles ont toujours fait des études. Ce qui est marrant c'est que ma mère me raconte qu'une de ses sœurs, qui était bien plus âgée qu'elle, le jour où elle a eu son bac elle a dit "quel malheur je ne vais plus pouvoir passer d'examen". C'est drôle. **Il y en avait encore un peu dans ma génération à moi qui faisaient des études et puis après qui se mariaient et qui ne travaillaient pas. Je me rappelle en seconde on avait un débat sur "est ce que les femmes doivent travailler ?", et à l'époque je disais non, ou peut-être en étant professeur... mais maintenant je me demande comment j'ai pu dire ça. Et en même temps il y avait quelques femmes médecins et je les admirais. Vous voyez ce n'est pas évident, on est quand même très imprégné.** » (Récit de vie avec Nolwenn, 26/06/2008)

Les interviewées qui lient leur affirmation comme sujets à une prise de distance avec leur milieu d'origine mettent en avant des éléments de leur quotidien actuel qui attestent de l'écart qui existe entre aujourd'hui et leur passé.

« **Mon père c'est un tyran** et elle [sa mère] n'est pas du tout... **Tu vois, là, je kiffe quand je vois toutes ces paires de chaussures qui traînent parce que chez mon père c'est interdit**, tu rentres de la fac, tu enlèves tes chaussures, tu te mets devant la télé, c'est "c'est quoi ces chaussures ?", il faut que tu te lèves en courant pour aller les chercher. Mon mec il n'en peut plus parce que je suis bordélique, parfois il me dit "ok tu es féministe, tu as dégenré, tu as tout déconstruit, mais s'il te plaît on peut ranger un peu ?". **Je crois que c'est en réaction... mon père était chiant, mais chiant, mais chiant, vraiment.** » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

Le milieu avec lequel les militantes rompent n'est pas nécessairement le milieu de naissance. Il peut s'agir de rompre avec le couple ou la famille qu'on s'est choisi mais dans lequel, à un moment donné, on sent se sent enfermé¹. On l'a vu à propos d'Alexandra dont le

¹ Dans le cas de Geneviève Liset, une des féministes ordinaires dont Catherine Achin et

divorce marque le début d'une nouvelle vie qu'elle décrit comme davantage cohérente avec ce qu'elle est.

Le processus de subjectivation raconté dans les récits biographiques ne passe pas toujours par une rupture avec le milieu d'origine. Il peut même au contraire passer par une réappropriation des liens hérités. C'est le cas de Maeva (voir encadré ci-dessous) qui, par son engagement, se ressaisit de ses appartenances héritées.

Encadré n°12 : Maeva, des souvenirs qui traduisent un processus de reconquête de ses origines

L'ensemble de la mémoire individuelle de Maeva est traversée par son rapport à son milieu d'origine. Son récit du passé est celui d'une réappropriation de ses origines. Fille d'agriculteurs, elle revendique fortement son appartenance à ce milieu social tout au long de l'entretien. Ainsi, dès les premiers instants du récit de vie, elle se présente ainsi :

« Je viens d'une famille d'agriculteurs, je suis née dans le sud-est de la France, dans le Vaucluse, je ne sais pas si tu connais le coin, et **j'ai grandi dans une ferme, mon père était paysan et ma mère était institutrice. Il n'en reste pas beaucoup donc note le bien, je dois être encore une des rares à l'heure actuelle enfant de paysans, qui a fait des études notamment, j'en ai peu croisé dans mon parcours en fait.** Et je pense que ça explique beaucoup mon engagement. Parce que déjà dès le départ¹ **je crois que j'avais une conscience de classe**, alors évidemment je ne le disais pas comme ça quand j'étais petite. **En fait, les premiers souvenirs que j'ai de petite fille c'est quand même déjà cette propension à me mettre en colère contre l'injustice.** J'ai beaucoup de mal à la supporter. » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

Elle entretient un rapport paradoxal avec son milieu car à la fois, elle le revendique fortement et, en même temps, elle met l'accent tout au long de son récit de vie sur le sentiment d'isolement que cette position sociale a généré chez elle.

« Mais justement, ce qui est intéressant dans mon parcours, **c'est que je n'ai pas fréquenté ces milieux-là [féministes] au départ, donc je sais très bien ce que la moitié de la population a en tête.** Et je peux dire que la majorité de la population a rien en tête, alors je ne dis pas ça de façon méprisante, mais sur le féminisme, il y a beaucoup de gens qui considèrent... et encore aujourd'hui j'ai essayé de faire un sondage **dans mon entourage familial, la plupart disent "ça va, il n'y plus grand chose à faire en gros, on a le droit de**

Delphine Naudier ont retracé la trajectoire, on trouve le récit de cette rupture qui scelle sa « révolution subjective » : « “Sur le plan sentimental comme je vous le disais j'ai commencé à avoir une idylle avec mon actuel mari, que je n'ai très vite plus supporté, parce que ça s'inscrivait dans un moment féministe où je ne voulais absolument pas me faire mettre la main dessus par quelqu'un, je souhaitais rester libre. Et j'ai demandé une mutation et je suis partie de la ville”. » (Achin et Naudier, 2010: p.87).

¹ On voit là des traces de la première forme narrative mise en évidence dans ce chapitre, à savoir la construction d'un moi autonome et rebelle précoce.

vote, on a le droit d'avorter", quoique... Mais voilà... » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

A plusieurs moments du récit de vie, elle se présente comme une « exception » et on comprend qu'elle se pense comme singulière à double titre : premièrement, sa trajectoire d'ascension sociale la différencie de son milieu d'origine ; deuxièmement, elle se sent en décalage dans un milieu féministe composé principalement de femmes de classes supérieures. D'ailleurs, on retrouve aussi chez Maeva le thème du « retard de l'engagement » dans le mouvement féministe et ce n'est pas étonnant de voir qu'elle le justifie par son appartenance de classe et le besoin qu'elle a eu de se concentrer sur les conditions matérielles de sa survie (« certains combats sont paradoxalement à la portée des gens qui ont les moyens »). C'est finalement par le féminisme qu'elle se réapproprie ses origines. Quand elle évoque son engagement à la Barbe, elle le présente comme une façon de « réconcilier tout ça » (paysan/études) et l'inscrit dans une perspective claire de lutte de classes. Elle explique qu'elle a pensé les actions de la Barbe, tournées vers les lieux de pouvoir, comme une façon de « taper en haut ».

« Et je crois que ce qui nous a séduit, ce qui manquait, et que le VIH nous a appris, **c'est que quand tu tapes en haut, tu as plus de chances d'avoir des résultats.** J'ai été invitée à radio libertaire, et c'est la première chose que j'ai dit, mais c'était radio libertaire alors je pense qu'elles l'ont assez mal pris, mais c'est vrai que ce que nous a appris Act Up et l'engagement VIH en général, j'ai bien vu ça dans le monde du VIH, **c'est que tu peux travailler sur des petites échelles, mais tant que tu ne t'attaques pas aux dirigeants politiques, franchement tu passes à côté de quelque chose. Tu vas faire bouger des micros trucs mais ça ne va pas forcément révolutionner le schmilblick.** Donc nous on s'est dit : "il y a beaucoup de choses, mais est ce qu'il y en a vraiment qui s'attaquent au problème politique ?". **La Barbe a été créée vraiment pour rendre visible les inégalités hommes-femmes dans les lieux de pouvoir parce que si ça change en haut, il y a des chances pour qu'il y ait des répercussions en bas.** En gros c'est ça. Nous on a pris cet angle-là. Ça ne veut pas dire que c'est le seul angle mais c'est l'angle qui nous paraissait absolument essentiel, et peut-être le plus urgent. Et de fait, il n'y a pas tellement d'autres courants féministes qui font la même chose. »

Ainsi, Maeva fait de sa conscience de classe un des ressorts de son engagement féministe. Elle lie de manière très claire, à plusieurs moments de son récit de vie, ses convictions féministes avec la question sociale, et plus particulièrement la question des rapports de classe.

« Ensuite, ça a été d'autres combats. **Mais je pense que tout ça c'est très lié au féminisme. J'ai rarement rencontré des féministes qui n'étaient que féministes. L'engagement des autres filles va de pair avec l'engagement sur beaucoup de choses, l'engagement social aussi, c'est une vision de la société.** Ça veut pas dire qu'on est forcément toutes du même bord politique, mais en tout cas, **on a toutes la même préoccupation par rapport à la place des uns et des autres.** Du coup, au collège, je me suis moins intéressée à la question féministe. Peut-être que les inégalités étaient moins importantes, en tout cas elles se voyaient moins. **Mais j'étais toujours en colère contre le culte de l'apparence et la place des uns des autres. Parce que comme j'étais fille de paysans, il y avait d'un côté ceux qui avaient du fric, qui avaient le culte de l'apparence, et tu avais les autres.** Mais ça a été une période un peu... pas très engagée. Le collège c'est vraiment particulier je crois. »

« Mais j'ai toujours été sensible à l'injustice, les droits de l'homme c'est un truc qui me parle énormément. Évidemment c'est toujours facile de le dire. Mais je sais par exemple que je me suis toujours beaucoup retrouvée dans la littérature du XVIIIème siècle, **la philosophie des Lumières, c'est tout à fait mon combat. C'est rigolo parce qu'en fait rien ne m'y prédisposait particulièrement. Mes parents n'ont pas fait d'études.** Tu vois ce que je veux

dire. À l'adolescence, quand j'ai lu les différents philosophes des Lumières, l'importance de l'homme avec un grand H, qu'on n'est pas des sauvages, qu'il faut vivre ensemble et faire un maximum pour que tout le monde ait le droit à une vie à peu près décente, ça m'a toujours parlé. **Alors peut-être que le fait de venir d'un milieu modeste ça peut exciter quelque chose. Peut-être que quand on est fille de paysans, peut-être qu'on a cette conscience des différences de classe. J'ai toujours trouvé que l'argent avait une place qu'il ne devrait pas avoir.** Finalement ça permettait à des enfants d'en maîtriser d'autres parce qu'ils n'avaient pas la trousse à la mode, ou autres. **Peut-être que finalement tout mon engagement, qu'il soit féministe, politique ou autres, il est né de ça. Il est né de ce sentiment qu'on ne peut pas juger les gens selon la taille de leur porte-monnaie. Et peut-être que finalement ce n'est que ça que j'essaie de dire depuis tout ce temps et ça se manifeste peut-être plus auprès des femmes, plus auprès des autres. C'est peut-être ça.** Peut-être aussi que je ne suis pas très lucide sur mon parcours. Je n'en sais rien. »

Le lien qu'elle établit entre sa conscience de classe et son engagement féministe explique qu'elle inscrive ce dernier dans une lutte plus large contre les inégalités (elle décrit les rapports femmes-hommes comme « une injustice parmi d'autres ») et qu'elle pense le sexisme en lien avec d'autres rapports de domination.

La façon dont Ingrid décrit son rapport à son milieu d'origine illustre aussi ce processus de réappropriation des origines dans lequel sont engagées certaines de nos interviewées. Lorsqu'elle parle de son enfance, Ingrid explique qu'elle se voyait brune, alors qu'elle était blonde, parce qu'elle évoluait dans un milieu où ses amies étaient majoritairement brunes.

« **Un jour en CM2 je me suis aperçue en regardant la photo de classe que j'étais déjà blonde aux yeux clairs,** et des années plus tard, il s'est avéré effectivement que j'avais des gros seins. **J'étais toujours persuadée d'être brune quand j'étais petite. J'ai toujours été persuadée d'être brune avec les yeux foncés.** Sauf au CM2 en voyant la photo de classe. Comment tu expliques ça ? Parce que A. [ville voisine de la sienne], c'est un peu comme R.[sa ville], mais à l'époque ce n'était pas encore très marqué, c'est des villes de banlieue, des villes-dortoirs, quoique A. il y a quand même un cinéma, une piscine, une bibliothèque. À R., il n'y a vraiment rien. **C'est vraiment des lieux où toutes les populations d'immigration viennent donc j'ai toujours grandi dans des milieux très mixtes en fait. Donc la population autour de moi était justement plus brune que blonde, donc pour moi c'est un phénomène de miroir, j'imaginai que j'étais brune etc. Il m'a fallu beaucoup de temps. Et d'ailleurs j'ai mis beaucoup de temps à assumer, c'est-à-dire que quand on me traitait de blondasse ou ce genre de trucs, pour moi c'était un choc parce que je ne me voyais pas blonde.** J'ai vraiment réalisé que j'étais blonde et que ça me posait problème beaucoup plus tard, quand j'ai été surveillante en licence, master etc., car j'étais dans des lycées très bourgeois et où justement la population on la surnommait les 3B :

Blanc, Blond, Bourge. **C'est là que j'ai vraiment senti le décalage parce que je me suis rendue compte que je n'avais pas du tout la mentalité, je n'étais pas habituée à ça.** » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

Ce souvenir peut être lu comme une façon de signifier les difficultés qu'elle a eues à exister comme individu autonome dans l'enfance : l'image qu'elle avait d'elle-même était entièrement dépendante de son appartenance sociale et géographique. C'est en se confrontant à d'autres milieux sociaux, notamment dans le cadre de ses études à Paris et d'un emploi de surveillante dans un lycée huppé de la capitale, qu'elle renoue progressivement avec son milieu d'origine. Prise dans une trajectoire d'ascension sociale et de mobilité géographique (de la banlieue vers Paris), grâce à des études exigeantes associant scolarité normale et enseignement musical de haut niveau, elle est amenée à fréquenter des personnes venant d'un milieu plus privilégié qu'elle. Dans son récit de vie, Ingrid se montre plutôt critique à leur égard et met en évidence le décalage culturel qu'elle a ressenti à leur contact.

« Mais tous ces gens qui sont devenus des amis proches par la suite, c'est des gens qui ont passé l'école des Chartes, qui ont eu Normale, ou en tout cas qui ont eu Sciences-Po, ce genre de trucs, et qui venaient tous de classes un peu... **c'étaient des bobos. J'ai une copine comme ça, là elle est partie pour six mois en Italie, c'est celle à qui j'ai dû répéter trois fois que J. était morte pour qu'elle s'en rappelle, elle était une bobo dans toute sa splendeur. Ça m'a toujours sidérée c'est pour ça que j'ai mis des années à pouvoir dire "j'aime le rap et j'en n'ai pas honte". C'est des gens qui m'ont toujours faite culpabiliser sur mes goûts.** Ma copine G., qui n'habite pas loin d'ici, rue Daguerre, elle est à l'école de Chartres, elle m'avait quand même dit qu'à l'époque où j'étais arrivée en hypokhâgne **elle se rappelait très bien de moi parce que j'étais hyper masculine et que heureusement je m'étais un peu arrangée au fil des ans.** Ce genre de trucs. C'est des gens auxquels je tiens beaucoup mais en même temps maintenant **j'ai beaucoup de distance par rapport à eux parce que je suis beaucoup plus consciente du décalage qu'il y a entre nous.** Et puis c'est des gens qui ont toujours minimisé aussi mes difficultés ou mon mal-être, et qui n'ont jamais tellement essayé de... c'est des gens qui ont tellement l'habitude qu'on les sollicite, qu'ils ne savent pas donner. **Et c'est des gens qui ont tellement toujours été habitués à ce que leurs amis leur téléphonent, aillent les voir etc. que ne serait-ce que se déplacer en banlieue pour voir quelqu'un, ça ne leur venait pas à l'esprit.** Pareil, adapter les horaires de soirée, ce genre de trucs, pour les gens qui habitent en banlieue,

ça ne leur venait pas à l'esprit. Ils t'appellent une demi-heure avant pour te dire "ouai on fait une soirée !", "oui mais moi pour arriver dans votre truc il me faut une heure, et en plus de ça je n'ai nulle part où aller dormir, je ne vais pas rentrer en RER après 22 heures". Donc forcément j'ai eu une vie sociale assez limitée jusqu'à ce que j'emménage à Paris. » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

Au travers de discours comme celui-ci, Ingrid explicite comment la confrontation avec ce milieu parisien l'a amenée à se réapproprier et à revendiquer une appartenance au milieu d'origine, dans lequel elle avait pourtant eu du mal à s'affirmer pendant l'enfance. Ainsi, dans la longue citation suivante, il se dessine une opposition claire entre deux types de souvenirs, qu'elle associe à deux corpus de valeurs opposés. Et malgré les difficultés qu'elle a pu ressentir à être une privilégiée en banlieue, elle explicite son attachement aux valeurs et aux codes en vigueur dans son milieu d'origine et regrette de s'être distanciée de cette culture, dont elle valorise la richesse en opposition au milieu bourgeois qu'elle décrit comme trop homogène.

« C'est le truc qui m'a choquée aussi plus tard quand je suis arrivée au lycée à Paris. Au collège j'étais en ZEP. **J'étais habituée aux bousculades dans les couloirs, les profs qui se font agresser, ce genre de trucs. Et quand je suis arrivée au lycée, c'était un lycée du huitième arrondissement, c'étaient des nanas qui parlaient de leurs femmes de ménage, qui étaient blondes, très chics. Ça m'avait vraiment fait un choc. Je suis arrivée au lycée je me suis dit "il manque plein de gens là, ils sont où les autres ?"** Donc voilà, quand j'étais petite c'était ça (...) C'est pour ça que quand je suis arrivée à Paris, ça a été vraiment le choc pour moi. Personne n'hurlait dans les couloirs, personne ne s'insultait, les profs faisaient cours, n'avaient pas peur d'aller en cours. Parce que moi j'ai quand même vu une de mes profs se faire à moitié étrangler en cours. **Il y avait vraiment un décalage. Je ne comprenais pas trop. Et un décalage aussi de valeurs. Là-bas je me faisais de traiter de bourge, j'habitais en pavillon, mes parents gagnaient assez bien leur vie, j'étais vraiment considérée comme une bourge, il a fallu que je vienne à Paris pour me dire qu'en fait j'en n'étais pas une.** Mais j'ai vraiment eu ce complexe là, que j'ai toujours, je me considère toujours comme quelqu'un de gâté. Parfois je dois me dire que non je n'ai pas été si gâtée que ça, je n'ai pas été pourrie gâtée, j'ai été gâtée oui, **mais je sais la valeur du travail, même si j'ai toujours du mal maintenant à l'admettre. En plus, je viens d'un milieu où les gens n'ont pas peur de demander "est-ce qu'on peut payer plus tard parce qu'on a à peine de quoi acheter à bouffer, d'ici une semaine**

mon père va recevoir sa paye, est-ce qu'on peut attendre ?” Et à Paris c’était plutôt “ma carte bleue est bloquée, j’ai 50 euros de découvert”, et moi : “t’as une carte bleue à ton âge ?”. Et en même temps c’était des milieux [en banlieue] où il fallait exposer, donc les mecs changeaient souvent de baskets, c’était des baskets à 400 F. Ils changeaient de baskets tous les trois mois parce qu’un mec qui ne change pas de baskets tous les trois mois c’est qu’il ne joue pas assez au foot, et du coup ça veut dire qu’il a une sociabilité limitée. Et puis il y avait aussi toute cette exhibition de la marque. Pour les nanas, c’était Kapa, Reebok, Puma. C’était ça le paradoxe, il fallait qu’on montre qu’on avait du fric dans toute l’esthétique, et en même temps on sait très bien qu’il n’y a pas de quoi bouffer à la maison, que c’est des familles qui sont extrêmement recomposées. J’ai eu plusieurs personnes dans ma classe qui avaient plusieurs demi-frères de pères différents. Dans les milieux qui étaient justement mixtes, ça donnait des petits frères et des petites sœurs qui n’avaient pas du tout la même couleur de peau que vous. **C’est des milieux où quand on se balade avec un gamin qui est café au lait alors que vous vous êtes blanche et rousse, les gens ne vont pas forcément vous poser de questions parce que tout le monde sait que c’est votre petit frère. Tu fais ça à Paris, t’es la nounou. “Non non c’est mon petit frère”. Ce n’est pas du tout la même ambiance.** Et en même temps, il y avait des dissensions, ce que maintenant avec mon esprit universitaire j’appelle classes/races etc. C’était à la fois mixte et pas mixte. Quand j’étais petite je ne me rendais pas tellement compte, c’était très tendu et en même temps c’était très mixte aussi. C’est vraiment quelque chose que j’ai découvert après. J’étais très naïve. **Mais c’est aussi le milieu culturel que j’ai renié par la suite et que maintenant je regrette d’avoir perdu. En cours de dessin, on exposait toutes les revues pirates sur les graphes sur les trains, c’est des revues qui existent uniquement sous le manteau, où tous les plus beaux de tags de train sont pris en photos et exposés. Et il faut savoir qu’on a eu un cours de maniage de bombe en cours de dessin, c’est extrêmement dur, et c’est là que tu te rends compte du travail, tu ne vois plus les graphes sur les murs de la même façon. C’était donc la culture du tag, c’était le rap, c’était même la grande époque des boys bands, les Backstreet boys, ce genre de trucs.** Ce n’était pas du tout comme maintenant, maintenant c’est l’ère des petites chanteuses minettes. Ce n’était pas encore comme ça à l’époque. C’était du rap, c’était avant la grosse déferlante du R&B en France. C’était du rap hardcore. C’était juste avant le *split* d’NTM. Ce n’était pas du tout la même façon d’écouter de la musique ou de se revendiquer. Même le style, c’étaient les années 90, donc c’était dix ou quinze ans

après le début du copiage de la mode américaine. **Mais le jogging, il y avait des façons de porter son jogging. Tout ça ça s'apprenait. Mais aujourd'hui j'ai du mal à expliquer. Tous mes amis maintenant sont des gens que j'ai connus en prépa ou après. Donc à part ma meilleure amie je n'ai personne qui reste avant l'époque Paris. C'est des gens qui ne comprennent pas du tout. C'est des gens qui considèrent que j'ai un défaut de goût parce que j'aime le rap, ce genre de trucs. Et même quand je leur parle de rap, je suis toujours obligée de leur expliquer qu'il y a différents courants, que ce n'est pas les mêmes façons, c'est toujours très compliqué.** » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

La réappropriation de ses origines passe, dans son discours, par une valorisation des codes vestimentaires de la banlieue.

« Quand je suis arrivée à Paris, ça a vraiment été un choc parce que moi j'avais appris à cracher, j'avais appris à donner des coups de boules, je savais me défendre, je n'étais pas super féminine, moi c'était jogging basket, **d'ailleurs j'ai récupéré les baskets il n'y a pas très longtemps parce que décidément je trouve que c'est de très belles pompes**, l'esthétique de la botte ajourée etc. je trouve ça très joli mais sur moi, c'est pas génial. **Et le jogging je pense m'y remettre aussi parce que c'est là-dedans que je me sens vraiment à l'aise. Même si ce n'est pas très féminin. À l'époque, je ne savais pas que ce n'était pas féminin parce qu'en banlieue on a quand même une esthétique du jogging qui est incompréhensible à Paris.** C'est un truc que j'ai appris beaucoup plus tard en effet. Quand je suis arrivée à Paris, je croyais que j'avais tout faux, **j'ai essayé de devenir comme les autres nanas, à force de me faire traiter de banlieusarde... et puis avec la découverte du courant sexe/genre/postcolonial, je me suis rendue compte que ce n'était pas nous qui avions tout faux, c'était une vraie esthétique, qu'on pouvait avoir des jogging de nanas ou même s'habiller avec des jogging de mecs et que c'était très beau, et que ce n'était pas moi qui étais bizarre de trouver ça beau. Le jogging brodé je trouve ça magnifique.** Donc c'est assez contradictoire. » (Récit de vie avec Ingrid, 21/04/2009)

On comprend, au travers de cette citation, que c'est en partie grâce à sa découverte des études féministes et postcoloniales qu'elle a pu renouer avec la culture de son milieu d'origine. Autrement dit, son processus de subjectivation, favorisé par sa découverte des études féministes, est passé par une sorte de retour à soi.

On pourrait évoquer aussi le cas de Coralie qui, après avoir été excisée et infibulée pendant son enfance à Djibouti, revient dans son pays d'origine en février 2005, comme observatrice internationale, dans le cadre d'une conférence internationale sur les mutilations sexuelles féminines.

« Moi j'ai un poste de chargée de campagnes, d'actions et de coordination [à Amnesty International], mais comme à l'origine **j'ai une compétence sur les mutilations sexuelles féminines, bien évidemment cette polyvalence là, Amnesty l'avait reconnue et de fait j'étais consultante sur cette question-là.** Quand notamment en 2004 on a lancé une campagne internationale contre les violences faites aux femmes, **Amnesty France m'a demandé d'être consultante sur la question en plus de mon boulot initial, consultante sur la question des mutilations sexuelles féminines.** C'est comme ça qu'on avait lancé le projet *Moolaadé*¹, le film *Moolaadé*. Donc c'était moi qui étais en charge du volet sensibilisation des populations sub-sahariennes. Et de fait, les commissions "Femmes" et "Philosophies et Religions" m'ont toujours consultée sur cette question des mutilations sexuelles féminines. Et c'était elle qui a eu l'idée de me commander une étude, une analyse sur les mutilations sexuelles féminines et la religion. C'est ce que tu as lu. Mais j'étais consultante aussi pour le secrétariat international, c'est-à-dire pour Amnesty International basé à Londres. J'étais consultante sur la question des mutilations sexuelles féminines. Et j'ai participé, tout en étant consultante sur la question, au livre *Violences faite aux femmes, une affaire d'Etat*, sur la question des mutilations, à un autre livre où on pointait du doigt les violations des droits humains par la France, là aussi j'avais collaboré sur les mutilations sexuelles féminines. **J'ai mis en place une plaquette aussi sur les mutilations sexuelles féminines, notamment dans le cadre du projet *Moolaadé*, etc. Donc je me suis vraiment donnée, j'ai dépassé... honnêtement je me suis vraiment spécialisée sur cette question-là d'un point de vue objectif. Et Amnesty International d'ailleurs n'est pas au courant du fait que j'ai subi des mutilations. Et je ne souhaite pas d'ailleurs qu'on me réduise à ça. Je me suis vraiment donnée les moyens analytiques, et ce sont des compétences que l'on me reconnaît, parce que justement grâce à cette compétence j'étais observatrice internationale lors de la conférence internationale sur les mutilations sexuelles féminines à Djibouti en**

¹ Il s'agit du huitième long-métrage du cinéaste sénégalais, Ousmane Sembene, dans lequel il aborde le sujet des mutilations génitales féminines.

février 2005. Sur deux jours. Le ministère de la santé français m'avait consultée à plusieurs reprises, donc voilà. » (Récit de vie avec Coralie, 23/05/2008)

La façon dont Coralie évoque ce retour au pays d'origine, en mettant l'accent sur l'expertise qu'elle a développée sur cette question des mutilations, témoigne de cette volonté de ne pas se laisser définir par des liens et des rapports sociaux hérités mais de revendiquer un parcours d'autonomisation qui l'amène à faire coïncider ses origines et son engagement. Ainsi, elle explicite le fait qu'elle ne veut pas être considérée uniquement comme une femme ayant subi des mutilations sexuelles – ce qui l'assignerait au statut de victime et la contraindrait à se définir par des appartenances passées – mais comme quelqu'un qui, en développant une expertise sur la question, « a dépassé » les violences subies dans son milieu d'origine. Le retour à Djibouti apparaît donc comme le produit d'un parcours de subjectivation et non l'aboutissement d'un destin de victime, tracé d'avance.

3. Des appartenances subies aux appartenances choisies

Le fait de se présenter comme autonome pousse les militantes à mettre en avant des souvenirs qui attestent de leurs efforts pour remplacer des appartenances subies par des appartenances choisies. Nous avons observé que ce choix pouvait se diriger vers les appartenances héritées si un processus de ressaisissement de ses origines est rendu possible, notamment par l'identification de dispositions à l'autonomie acquises dans ce cadre. Néanmoins, une des appartenances choisies les plus valorisées dans les récits de vie est l'appartenance au milieu féministe, qui est souvent présenté comme le lieu privilégié de l'affirmation de soi comme sujet.

De manière générale, leur souci d'autonomie pousse les militantes à exprimer leur méfiance à l'égard des institutions. Elles évoquent leurs craintes à se « fondre » dans un groupe, de peur de perdre leur indépendance d'esprit.

« Moi j'ai un peu toujours été dans ces situations-là. C'est-à-dire d'avoir un engagement, **de participer à des trucs collectifs toujours, mais jamais encartée.** »
(Récit de vie avec Marielle, 23/07/2009)

« Aujourd’hui, j’ai pris ma carte au PS, mais pour l’instant je ne trouve pas vraiment ma place, **franchement je trouve que c’est compliqué de militer dans des groupes, il faut avoir le sens du compromis, voire de la compromission. Et puis quand je voyais tous ces hommes, parce que ce n’était que des hommes, présenter les réunions politiques¹**, qui expliquaient un peu ce que c’était, très fiers d’eux, ça ne m’a pas... tu vois ce que je veux dire ? Je suis un peu tête de mule donc rien que ce genre de choses... » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

« **L’appartenance à un groupe politique avec des discussions à n’en plus finir et puis tous les phénomènes de luttes de pouvoir, etc. ça ne m’a jamais convenu.** Le fait que les hommes exercent un pouvoir sur les femmes ça ne m’a jamais convenu, mais le fait que les femmes cherchent à en exercer un autre sur d’autres femmes, ça ne me convient pas davantage. Disons que les relations de pouvoir, je les rejette dans leur ensemble. **Donc si c’est pour se prendre le bec dans des discussions interminables, ça ne m’intéresse pas du tout. J’ai toujours énormément de mal à m’intégrer, j’ai essayé, que ce soit des organisations étudiantes ou des trucs comme ça. Mais ça n’a jamais convenu.** » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

Le parti politique, comme forme d’organisation, est critiqué par nombre de militantes féministes (y compris certaines engagées dans les commissions femmes des partis). Elles le décrivent comme une appartenance dont il est difficile de se défaire et donc un frein à l’autonomisation des individus.

« On [elle et son mari] n’a jamais adhéré à un parti mais on a une conscience politique et sociale. Il faut dire aussi qu’on est très indépendant, **moi je suis très indépendante, je ne veux pas rentrer dans un moule. Je veux bien faire partie d’un parti, d’un groupe, mais je n’ai pas encore trouvé l’endroit.** » (Récit de vie avec Nolwenn, 26/06/2008)

L’engagement dans une association féministe est souvent présenté comme un des rares processus d’affiliation à un groupe accepté par les interviewées, justement parce qu’il permet, selon elles, de maintenir leur autonomie.

¹ Les souvenirs d’expériences sexistes vécues dans d’autres univers militants ou professionnels sont nombreux. Ils peuvent être lus comme une façon de présenter l’appartenance au mouvement féministe comme l’appartenance choisie par excellence.

« Donc j'ai décidé de prendre ma carte. Mais pareil, je n'ai pas encore assisté à des réunions. Peut-être que je suis un peu puriste j'ai peur d'être déçue. **Mais la Barbe ça a été un bon exemple. Mais la Barbe je sais pourquoi, c'est parce que je fais partie de ceux qui la font donc forcément ça me convient. Mais j'ai bien conscience que le groupe... tu peux très vite être pervertie dans un truc. Surtout en politique, où c'est un peu des paniers de crabes, où tu peux très vite ne plus être toi-même.** Je ne me sens pas meilleure qu'une autre, même si j'ai des convictions très arrêtées. »
(Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

Ainsi, en dépit du fait qu'elle dit ne pas s'« assimiler à la communauté féministe », Maeva explique clairement que la seule appartenance de groupe qu'elle revendique est son appartenance à La Barbe.

« Mais je ne me suis jamais vraiment assimilée à la communauté (LGBT), **pas plus que je ne m'assimile à la communauté féministe. Je trouve que c'est très réducteur parce que j'ai toujours eu une méfiance vis-à-vis des effets de groupe. Je n'ai pas confiance... c'est ça qui est bien avec La Barbe, c'est qu'à La Barbe, on n'a pas besoin d'être affilié.** N'importe qui peut venir mettre une Barbe, on n'a pas besoin d'assister à toutes les réunions, on **n'a pas besoin d'être affilié. Et c'est vrai que je n'avais pas envie d'être affiliée, j'avais besoin d'avoir des outils pour comprendre mais pas nécessairement pour rejoindre un groupe particulièrement.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

La crainte de l'assimilation et le sentiment d'isolement évoqué plus haut contrastent avec l'impression exprimée par nombre d'interviewées de se sentir « chez soi » ou « parmi les siens » dans l'espace de la cause des femmes.

« Et c'est vrai que c'est compliqué parce que je me rends compte que **le féminisme c'est un combat quand même solitaire**, jusqu'au jour où tu rencontres peut-être effectivement d'autres féministes. Mais pourquoi tu les rencontres ? **Parce que justement tu as la possibilité de choisir les milieux que tu fréquentes.** Je veux dire que quand tu vas à une conférence féministe, tu y vas, **forcément tu y rencontres des gens comme toi (...)** C'est vrai qu'il y a tellement un moment où je me suis demandée si je n'étais pas rigide, même psychorigide, je me suis posée la question toute seule, jusqu'à ce que j'aie une fille en face de moi qui me dise “mais c'est un discours

intériorisé”. Je ne me souviens pas de moments où j’ai vraiment eu à m’engueuler avec quelqu’un, **c’est difficile de s’engueuler avec des gens qui sont indifférents en fait.** Tu vois ? **Je vais rencontrer des féministes, bon ça va donner de l’eau à mon moulin mais... C’est un peu le *no man’s land* en face de toi.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

La question du choix, qui ressort de cette citation, est importante car elle traduit bien la façon dont les interviewées présentent leur rapport au groupe féministe. Il s’agit bien, pour elles, d’opposer aux appartenances subies, une appartenance choisie, qui vient rompre avec soit l’isolement vécu dans les milieux d’origine, soit le sentiment d’être prise dans un destin tracé et largement déterminé par des liens hérités. C’est d’ailleurs pour cette appartenance « choisie » que les interviewées sont plus enclines à parler de « sentiment d’appartenance », comme le fait Annick (née en 1956, militante à l’association DCDF) dans la citation ci-dessous. Elle déclare se sentir appartenir plus fortement au groupe féministe qu’à son groupe professionnel, car il véhicule des valeurs qui lui correspondent mieux :

« Ce sentiment fort qu’il y avait des valeurs, des choses qui pouvaient être partagées, des choses pour lesquelles on devait lutter et qu’il fallait lutter ensemble. Pas chacune dans notre coin. Je pense que ça, je l’ai eu très rapidement dès que je suis entrée dans l’association. Ce sentiment d’appartenance à quelque chose. Et puis partager ces valeurs. Ces valeurs de respect, d’autonomie, d’écoute. Et puis ne jamais avoir de certitude. Que ça soit en pédagogie ou que ça soit justement à l’association, j’ai toujours rencontré des gens qui admettaient qu’on puisse douter, qu’on puisse échanger pour progresser. **Ça n’a pas toujours été le cas dans ma carrière professionnelle parce que les comptables ne doutent jamais.** » (Récit de vie avec Annick, 24/03/2009)

Ainsi, un des épisodes qui revient dans nombre de récits de vie, quelques soient les espaces militants fréquentés par les interviewées, est la première rencontre avec d’autres féministes. Cette rencontre est souvent décrite comme une heureuse surprise associée à la joie de découvrir que d’autres « pensent comme soi ». Dans le documentaire *Debout ! Une histoire du Mouvement de libération des femmes*, réalisé par Carole Roussopoulos, Anne Zelensky évoque ainsi la première réunion féministe organisée à la Sorbonne en 1968 :

« Et le jour dit... alors on prépare un petit topo l’une et l’autre. C’était un très grand amphi, **on était tout à fait en bas et on se disait “Il n’y aura personne. Qui va**

s'intéresser aux femmes et à la révolution ? Qui va venir ?". Et puis peu à peu l'amphi se remplissait, se remplissait. On refusait du monde, l'entrée était complètement bouchée. Tu ne peux pas t'imaginer ce que ça fait après tant d'années où tu étais dans ton coin et tu te disais "je délire seule", de voir que tout d'un coup il y a des centaines de personnes qui pensent comme toi, qui sont intéressées par ce que tu vas leur dire. » (Anne Zelensky, extrait du documentaire *Debout ! Une histoire du Mouvement de libération des femmes*, réalisé par Carole Roussopoulos)

La rencontre avec d'autres féministes, qui est un passage obligé des récits biographiques, est évoquée comme un moment de réassurance : elle est l'occasion pour les interviewées de rompre avec le sentiment d'étrangeté qu'engendrait le fait d'être féministes dans une société patriarcale.

« C'est-à-dire que quand je suis allée à la fac, à Lyon justement, j'ai rencontré des filles qui avaient un peu cette même culture, c'est-à-dire qui se demandaient aussi comment trouver le débat autour de ces questions-là. Pas tout à fait la même, mais **avec pas d'écho dans leur entourage. Donc c'est vrai que ça m'a fait du bien de pouvoir m'indigner avec des filles qui s'intéressaient un petit peu... à l'époque je n'étais pas encore très sûre de ne pas être complètement psychorigide. C'est marrant parce que je crois que c'est un discours de beaucoup de féministes, on nie tout le côté péjoratif à être féministe mais je crois que ça a des effets réels, parce que même moi pendant très longtemps je me suis posée la question de ça. Avec une vision faussée finalement de ça, une image dégradée de moi-même par rapport à ça.** » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

« À partir de là, on a commencé à avoir des rendez-vous sur un rythme absolument fou. On ne se quittait plus, on restait coucher chez Monique Wittig, on se parlait, on débattait tout ce qui nous importait dans ce moment, et **ça consistait en gros à dire "je me croyais un monstre et à vous écouter je me rends compte que ma monstruosité était celle de beaucoup d'autres". Les monstres se parlent du coup il n'y a plus de monstres.** » (Récit de vie avec Olivia, 06/06/2008)

Même s'il peut y avoir des premières rencontres avec des féministes décevantes (dans le chapitre 7, on se souvient par exemple que c'était le cas pour Olivia, qui jugeait ridicule le premier échange téléphonique qu'elle avait eu avec des militantes du MLF), vient souvent

ensuite le récit d'une seconde rencontre qui efface ce premier échec et marque le moment où l'interviewée se reconnaît dans ce groupe d'appartenance.

« Un jour j'avais été dans une librairie qui était plus ou moins féministe et lesbienne, mais j'étais trop renfermée. Et puis les femmes étaient plus âgées, moi j'étais très jeune, je me sentais ignare. Je n'osais pas poser des questions, c'est ridicule parce qu'on devrait en poser quand on ne sait rien justement. Mais ce n'est pas évident. Je ne me sentais pas assez consciente. Grâce à Internet, c'est un moyen... On est seule devant son écran, on peut se poser des questions... et je me suis rendue compte que les sites étaient tous très récents. Ce n'était pas des vieux trucs mis en ligne. Ce n'était pas des vieux textes. Ça aurait pu être des références anciennes mais non c'était des gens qui correspondaient. Alors là j'étais folle de joie, je me disais "ce n'est pas possible, c'est exactement ce que je pense". C'était fou, j'avais l'impression que je venais d'une autre planète et sur Terre il y a des gens qui viennent de la même planète que toi. Je les retrouvais. C'était fou. J'en ai parlé à mon mari très vite. Il était content pour moi. J'ai compris le vide que j'avais ce que c'était. C'était à ce point-là (...) Le contact par Internet ça a été quand même un contact assez personnel. Je me suis inscrite sur le forum des Chiennes de garde donc j'ai pu vraiment communiquer des choses personnelles, des pensées. Il est vraiment ancré dans ma vie mon féminisme. Et ensuite j'ai justement eu un peu de mal avec ça, la rencontre. Où est-ce qu'on se voit ? Il y avait très peu de choses quand même. J'ai rencontré des féministes de la Meute contre les publicités sexistes qui organisaient des pique-niques réguliers, des rencontres régulières. Tout de suite ça m'a plu. Parce que là aujourd'hui je parle mais sinon je ne suis pas comme ça, je suis plutôt réservée, j'écoute. J'étais on va dire un petit peu renfermée mais quand j'allais à ces réunions-là, j'avais quand même envie de parler. Ça allait au-delà de ma timidité. Au-delà. Et puis on nous écoute. Chacun parle à son tour. On a le droit de dire quelque chose. Si d'autres ne sont pas d'accord ce n'est pas on lève les yeux au ciel, c'est plutôt "moi je pense plutôt comme ça", on s'explique. Ça je n'ai jamais connu ça avant. » (Récit de vie avec Myriam, 02/05/2008)

Ce sentiment de rencontrer des gens qui appartiennent à « la même planète que soi » apparaît de manière récurrente et sous différentes formes dans les entretiens. C'est également ce que Noémie (née en 1977, militante à Mix-Cité) explicite, à sa façon, dans la citation suivante.

« **Donc enfin un lieu où les gens pensent comme toi et c'est reposant.** C'est ça que je retiens de Mix-Cité, c'est reposant d'être dans un lieu où tout ça c'est fait, on n'a plus besoin d'expliquer... **il y a plein de trucs que tu n'as pas besoin d'expliquer, juste tu sais que les gens pensent comme toi.** Ça ne t'empêche pas d'avoir des débats pas possibles, de se foutre sur la gueule pour des questions pas résolues comme le voile etc. Mais il y a un certain nombre de choses, tu sais que c'est bon. **Mon boss, tous les jours, qui me demandait de quelle couleur était mon string, autant à Solidarité Sida c'était tout à fait acceptable parce qu'on était enfermé dans un système, autant tu arrives à Mix-Cité, et tu as des gens qui pensent comme toi : non ce n'est pas acceptable et oui c'est un pervers. Ça fait du bien ! Ça fait du bien vraiment !** » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

Dans cette citation, Noémie (comme le faisait Annick dans une citation plus haut) marque une différence claire entre son milieu professionnel – qui peut s'apparenter aussi à une appartenance choisie mais dans lequel elle se sentait isolée – et son appartenance à Mix-Cité, qui lui permet de partager ses ressentis avec d'autres. Plus loin dans l'entretien, elle évoque également une anecdote, qui a pour cadre son milieu professionnel actuel, et qui, là encore, vient souligner le contraste entre la façon dont elle se sent au travail et dans son groupe d'appartenance choisi par excellence, à savoir le milieu féministe.

« Et puis arriver à une réunion et dire “putain aujourd'hui mon boss a maté mes seins pendant toute la réunion” et que tout le monde te comprenne, et que tu n'aies pas un connard pour te dire “oui mais tu n'as qu'à pas mettre des décolletés”, ou “tu devrais être flattée parce que ça veut dire que tu as des beaux seins”. Juste arriver là et souffler. » (Récit de vie avec Noémie, 15/06/2008)

Pour Amélie, l'association féministe dans laquelle elle est engagée est le lieu par excellence où elle se sent « à [sa] place », notamment parce qu'elle lui permet de côtoyer d'autres féministes. C'est ce qui conduisait aussi Olivia, dans le chapitre 7, à parler de « cocon » pour qualifier le mouvement féministe.

« **Ça m'a apporté beaucoup d'apaisement en fait. Parce que j'avais vraiment le sentiment, c'est vraiment très fort, c'est idiot, je répète souvent ça en entretien, mais c'était vraiment fort, d'être toujours en décalage dans ma réflexion. Je me disais c'est moi qui ne va pas. Il faut que je fasse avec ça.** Peut-être qu'à un moment donné j'aurais une réponse quelque part mais voilà. **Et là, je me trouve avec des gens,**

avec des femmes en tout cas, qui ont des éléments de réponse et qui elles ont eu des positionnements très forts en mai 68, qui ont mené des luttes etc. Moi je n'ai pas eu ce parcours-là, moi j'ai fait tout un cheminement, tout un détour et j'en suis arrivée à les rencontrer à ce moment-là. À partir de là, pour moi c'est clair, c'est là où je suis bien, c'est là où je peux me recentrer, où je me sens à ma place, au bon endroit, et je m'épanouis complètement dans ce travail d'aide auprès des femmes victimes de violence, mais aussi parallèlement avec toujours cette réflexion sur la place de la femme dans le monde politique et globalement. Je suis vraiment en phase avec tout ça. » (Récit de vie avec Amélie, 09/07/2009)

Encadré n°13 : Noémie, reconnue comme sujet par les autres féministes

L'ensemble du récit de vie de Noémie est structuré en deux temps avec un « avant » et un « après », séparés par sa rencontre avec les militantes féministes. Elle présente cet événement comme un basculement dans son parcours car ce sont ces dernières qui, en reconnaissant son statut de « victime », lui permettent d'exister comme sujet et de rétablir l'image qu'elle avait d'elle-même entamée par un épisode de violences conjugales. Ainsi, sa mémoire individuelle s'articule autour de deux types de souvenirs : pendant la première partie du récit de vie, elle revient sur plusieurs épisodes qui illustrent son décalage vis-à-vis de son milieu d'origine.

« Finalement moi je n'étais qu'une petite militante de pacotille à côté de mes copains de fac qui boycottaient tous les produits qui venaient d'Israël. Que des gens bien à gauche, sauf une ou deux copines. C'est là j'ai commencé à être pervertie par le mal. **J'ai arrêté de penser comme mon père.** Comment ça s'est passée cette prise distance par rapport aux opinions ? En fait, j'ai rencontré un mec qui venait d'un milieu vraiment moins aisé, et un jour il m'a dit "écoute, ton père je n'ai plus envie de le voir, un mec qui n'arrête pas de se plaindre parce qu'il paie trop d'impôts alors qu'il est propriétaire de son appart dans le 16e, qu'il va trois fois par an au ski et un mois l'été au bord de la mer, je ne peux plus". Là je me suis dit "oui, il a un peu raison quand même, je ne l'avais pas vu comme ça parce que j'ai grandi comme ça". C'est con, c'était il y a dix ans, donc c'est difficile de refaire le cheminement mais je me souviens de cette conversation que j'avais trouvée super juste. Mais ça ne s'est pas très bien passé. Déjà, je me suis barrée de chez moi dès que j'ai pu. C'était un peu dur parce que mes parents ne voulaient pas m'aider au début, donc j'ai dit "d'accord je m'enlève de votre feuille d'impôts comme ça j'aurais une bourse", "ah non finalement on va t'aider alors". Ils me donnaient 2000 FF par mois à l'époque et je payais le reste en baby-sitting, je commençais vraiment à vivre ma vie. Je ne vivais plus à la maison et c'était un gros soulagement. »

« Quand j'étais à l'OFPPRA et que mon père était trop fan de Sarkozy, un jour je lui ai dit "arrête, arrête, les flics vont dans les écoles chercher des enfants, on ne l'avait pas fait depuis 40, ton Sarko il est facho !", il m'a dit "tu sors", il a fait sortir sa fille de chez lui parce que j'avais dit ça. On ne change pas les gens, je le changerai pas, il ne me changera pas. Je pense que chacun de nous deux pense que l'on va changer l'autre donc parfois... c'est con en fait. Donc Joël il me dit "je ne t'interdirai jamais rien mais je t'en prie ne parle pas politique avec tes parents, je t'en supplie". »

Puis, le récit de sa rencontre avec les féministes nous fait entrer dans la seconde partie

de son récit de vie, ponctuée de souvenirs qui témoignent de son épanouissement comme sujet. Elle explique ce basculement par le fait que c'est la reconnaissance de sa condition de victime, au sein du groupe féministe, qui lui permet de se reconstruire comme sujet après que les violences vécues aient porté atteinte à ce statut.

« Donc c'est à cette époque-là que j'ai rencontré un mec qui m'a fait beaucoup de mal, et c'est sans doute aussi à l'origine de mon engagement. C'était une relation vraiment pas intéressante où je me suis prise quelques coups, il n'y en a pas eu beaucoup mais quand même... Des coups physiques ? Deux ou trois fois, tu te dis "non mais attends", je me suis barrée très très vite, heureusement, je ne suis pas entrée dans une spirale, je n'ai jamais eu d'œil au beurre noir, ni rien, c'était genre des baffes. Et puis moi aussi du coup je le frappais, c'était trop violent et trop méchant. C'était un truc vraiment déséquilibré où j'ai mis un an après cette rupture à me rendre compte que je n'étais pas ma mère et que je n'avais pas besoin d'être dépendante affectivement d'un mec. C'était ça qui s'était joué avec cet homme. Ça a quand même été dur de me remettre de tout ça. Je crois que c'est ça vraiment qui m'a poussée à militer parce que... Je ne te le fais plus trop dans l'ordre mais après on reviendra si tu veux (...) Ce gars je l'ai quitté en 2001, je me souviens que c'était au moment du 11 septembre, c'est pour ça que je me souviens de la date. Il avait été vraiment trop loin dans la domination, je me forçais à faire des trucs que je n'avais pas envie de faire dans tout un tas de domaine. C'était impossible. Le gars, j'avais rendu mon appartement pour le suivre en Roumanie ! Je me souviens que quand je l'ai quitté, j'étais embêtée... J'avais des affaires dans la cave de ses parents que je n'ai jamais revues... je ne veux surtout pas retourner chez mes parents, ce n'est juste pas possible, qu'est-ce que je fais ? Heureusement j'étais très bien entourée. J'avais un pote qui déménageait qui m'a laissé son appartement. Là c'était trop bien. Je me suis coupée les cheveux, acheté les bottes qu'il ne voulait pas que j'achète. D'accord ma petite ça t'est arrivé une fois mais plus jamais. Là j'ai trouvé du boulot dans une association de lutte contre le sida. Pendant un an et demi ou deux ans ça a été très très bien, j'ai vécu une très jolie histoire avec un mec avec qui ça s'est très bien passé, je lui disais que j'étais quand même un peu traumatisée mais voilà... Après le mec m'a quittée, il y a eu un vieux retour de bâton, c'était très dur. **Déjà j'allais voir un psy depuis un petit moment, mais j'avais besoin d'autres choses, j'avais besoin à un moment qu'on me dise "oui tu as été victime, il n'avait pas le droit de te faire ça, il n'avait pas le droit de te parler comme ça". (...)** Donc j'ai cherché un lieu ou une association où moi je pourrais être entendue, et puis je n'ai pas trouvé, ou j'ai mal cherché je n'en sais rien, ce n'est pas non plus facile. Et puis quand tu bosses toi-même dans une association, c'est très dur de se dire que tu vas être bénéficiaire dans une autre association, c'est compliqué, même si ce n'est pas les mêmes problématiques. C'était vraiment compliqué. **À ce moment-là, j'ai renoué avec une amie de la fac qui militait à Mix-Cité. Au bout de quelques mois, je suis venue à Mix-Cité, là j'ai vraiment trouvé ma place. Ça faisait un peu groupe de paroles sauf que je n'en ai pas vraiment parlé, sauf à des amis proches, mais ne serait-ce qu'être dans un endroit où tout le monde pense comme toi, tout le monde dit que les femmes qui ont vécu les mêmes trucs que toi, même s'ils ne savent pas que toi tu as vécu ça, elles sont victimes, c'est ce dont j'avais besoin. Je pense que mon engagement il y avait un côté vachement thérapeutique en fait.** Mais comme plein d'engagements de toute façon. Mais c'est dommage de réduire ça à ça, j'en parlais avec une amie et elle me disait ça serait vraiment dommage si c'était la seule porte d'entrée du féminisme. Et en même temps peut-être qu'on a une conscience d'autant plus accrue qu'on a été victime de violences. »

L'affirmation de l'appartenance au milieu féministe comme l'appartenance choisie par excellence est cohérente avec la façon dont le « je » autonome est envisagé par les théories féministes. Ainsi, la philosophe Xiao Wei, dans un article intitulé « Le moi féministe et la modernité », explique : « Pour les féministes, le moi est un lieu d'autonomie active, celui des choix librement consentis et des actions volontaires. Mais l'autonomie diffère du moi dans la

philosophie traditionnelle car elle s'inscrit dans un système de relations. "Non seulement l'autonomie est compatible avec la socialisation et avec le souci d'autrui et vice versa, mais le bon type d'interaction avec les autres peut être vu comme un élément primordial de l'autonomie" (Meyers, 1997: p.28). En se fondant sur l'expérience, et en particulier sur les expériences les plus traumatisantes, les féministes estiment que le moi autonome et le moi relationnel sont interdépendants, qu'ils sont même constitutifs l'un de l'autre. Reprenant à leur compte la vieille notion hégélienne de *Anerkennung*, reconnaissance mutuelle, les féministes soulignent qu'un moi autonome doit être reconnu par un autre moi autonome. Les moi peuvent devenir – et sont – des moi autonomes, de vrais agents moraux, à la seule condition que leur autonomie soit reconnue par leurs semblables. Comme le remarque une féministe post-moderne : "Le moi est toujours relationnel. Un moi n'est capable d'autonomie que s'il a été forgé et consolidé par la relation objectale dans laquelle il s'est engagé" (Madison et Fairbairn, 1999: p.10) » (Wei, 2008: p.160-161). Ainsi, le milieu féministe apparaît dans les souvenirs des militantes comme l'appartenance choisie par excellence parce qu'il est justement le lieu de la reconnaissance réciproque des moi autonomes. Il est, pour les féministes, un des rares milieux où les rapports sociaux qui y sont noués ne viennent pas menacer l'indépendance du « je » mais, au contraire, lui permettent de s'affirmer en tant que sujet *via* l'échange de discours sur soi. C'est, selon nous, à cette même idée que fait référence Geneviève Fraisse lorsqu'elle évoque la notion de « sororité ». Selon elle, « cesser d'être objet et se poser comme sujet exige que la sororité supplante la rivalité, que le mouvement collectif fasse irruption sur la scène sociale et politique, casse la circulation des objets d'échange et laisse la place pour l'affirmation des sujets » (Fraisse, 2010a: p.441). Ainsi, le processus de subjectivation, qui constitue la trame des mémoires individuelles féministes, s'appuie sur le « moi relationnel » et se réalise dans ce rapport de « sororité » que les féministes entretiennent entre elles : comme nous allons le voir au chapitre 9, le « je » féministe prend appui sur les échanges de discours sur soi. C'est en ayant accès à d'autres récits de subjectivation que la militante féministe peut elle-même s'affirmer comme sujet et trouver dans son histoire personnelle les éléments attestant de son autonomisation. Ainsi, il se réalise une homogénéisation des souvenirs individuels autour d'une matrice commune qui est celle de l'affirmation de soi comme sujet social autonome.

Conclusion

Pour conclure, le panneau ci-dessous réalisé par une femme de l'association Du côté des femmes (Sarcelles), à partir de sa propre trajectoire, dans le cadre d'une exposition intitulée « Itinéraires de femmes, mémoires et migrations », illustre et résume bien les principaux points mis en évidence dans ce chapitre.



Figure 40: Panneau réalisé par une femme de l'association Du côté des femmes, à partir de sa propre trajectoire, dans le cadre d'une exposition intitulée « Itinéraires de femmes, mémoires et migrations »

Le texte sous le panneau dit :

« J'ai représenté sur mon tableau **l'arbre de vie**, cela symbolise **la racine** avec le grand-père, le père, les enfants. **Tu n'oublies jamais où tu es né. Moi aussi je prends mon indépendance**, et aujourd'hui j'ai beaucoup plus d'énergie, **je me révolte, je**

travaille, j'ai mon propre argent car j'ai mon compte. Je n'ai plus besoin de demander de l'argent à mon mari, j'en retire quand je veux. Un proverbe arabe dit : «le meilleur des hommes est plus salé que l'eau de la mer» ».

Au travers de ce texte et du panneau, l'auteure transmet un récit de soi qui vise avant tout à l'affirmation d'elle-même comme un être social autonome. D'abord, un être social en inscrivant son parcours dans un héritage familial (« Tu n'oublies jamais où tu es né »). Mais ensuite aussi un être autonome : dans le texte, elle présente l'arbre comme une métaphore de sa vie, qu'elle décrit comme un véritable parcours d'émancipation. Elle valorise le travail comme un facteur d'autonomisation, notamment parce qu'il permet une indépendance financière. De plus, les papiers d'identité collés sur l'arbre semblent traduire l'idée selon laquelle le parcours d'autonomisation raconté ici permet une affirmation de soi, de son identité. Enfin, le mot « pouvoir », associé aux racines de l'arbre sur le dessin, traduit l'idée selon laquelle les liens hérités contraignent l'individu. A l'inverse, le mot « amour », écrit au sommet de l'arbre, peut apparaître comme la valorisation de liens choisis qui, contrairement aux racines, permettent symboliquement de s'élever.

Ainsi, alors que le chapitre 7 mettait plutôt l'accent sur la façon dont des trajectoires toutes uniques se traduisaient par des interprétations différentes d'un même passé, ce chapitre, qui confronte entre eux les récits de vie d'une cinquantaine de militantes aux parcours variés, montre que des passés différents (les histoires personnelles de chacune) peuvent donner lieu à des discours similaires et au recours à des formes narratives communes. Ainsi, en dépit des différences de vécus, il existe chez les féministes une grille d'interprétation du passé commune. Cette matrice autour de laquelle s'organisent les souvenirs personnels des individus a pour colonne vertébrale l'affirmation de soi comme sujet social autonome et passe par trois principales formes narratives : premièrement, la construction de modèles et de contre-modèles qui font de l'autonomie un cadre central d'interprétation du monde ; deuxièmement, la valorisation d'un désir précoce d'autonomie et de dispositions (innées ou acquises) à la critique des rapports sociaux (des rapports de genre en particulier) et troisièmement, l'affirmation d'un rapport distancié aux appartenances subies pour privilégier des appartenances choisies, au premier rang desquelles l'appartenance au groupe féministe. Ainsi grâce à ces formes narratives, chaque militante fait converger les différents récits qui

composent son « identité narrative » (Ricoeur, 1985) pour donner une image cohérente d'elle-même comme sujet social autonome. Comme l'explique Jean-Noël Pelen, l'individu opère « une mise en cohérence des divers champs de son expérience, un *assemblage narratif*, pour parvenir, par-delà cette hétérogénéité liée à la réelle diversité de ses inscriptions, à une représentation intégrée de lui-même, sur la totalité de sa durée » (Pelen, 2008: p.16). Chez les féministes, l'hétérogénéité des souvenirs familiaux, scolaires, professionnels, intimes, etc. sont harmonisés pour s'intégrer au récit de la subjectivation.

Cela n'est pas contradictoire avec l'idée selon laquelle les souvenirs des individus sont dépendants en partie de leur trajectoire : les récits de vie des féministes ne perdent pas leurs spécificités (liées à des insertions différentes dans l'espace social) mais on peut simplement observer une matrice commune « en superposant l'ensemble des récits, à la manière dont on observerait devant une source de lumière des dessins disparates dont la transparence laisserait entrevoir le chiffre caché, la réitération d'un récit minimal » (Pelen, 2008: p.24). Reste à comprendre quelles sont les pratiques qui permettent l'existence de ce récit minimal : par quels processus concrets se réalise l'homogénéisation des discours biographiques ?

Chapitre 9 : La parole en héritage, encadrement réciproque des discours biographiques

Introduction de chapitre

Les chapitres précédents nous ont permis de montrer qu'en dépit de la diversité des vécus qu'elles expriment, les interprétations du passé portées par nos interviewées sont structurées selon une matrice commune qui vise, par l'expression des souvenirs personnels, à l'affirmation de soi comme sujet autonome. La question qui se pose maintenant tient à l'identification des pratiques qui permettent l'homogénéisation des discours biographiques, y compris les plus intimes. Qu'est-ce qui, dans les idéologies, l'organisation ou les pratiques militantes à l'œuvre au sein de l'espace de la cause des femmes, permet une convergence des récits biographiques individuels malgré la variété des trajectoires ? La seconde question soulevée par les observations précédentes est celle de la possibilité d'un « nous », c'est-à-dire d'un sujet collectif féministe, alors même que l'affirmation d'un « je » autonome constitue la dimension la plus partagée de la mémoire féministe. Autrement dit, comment s'articulent d'une part, l'affirmation de soi comme sujet autonome – qui préside à l'agencement des mémoires individuelles – et d'autre part, la nécessité d'exister en tant que groupe (porteur d'une histoire commune) pour peser de manière pérenne dans la sphère publique ?

Ce chapitre, en portant attention aux pratiques militantes mais aussi aux fondements théoriques qui les sous-tendent, s'attachera à répondre à ces questions en plusieurs étapes. Dans une première partie, nous reviendrons sur les conditions historiques et les postulats idéologiques qui ont conduit les féministes à prendre la parole pour publiciser leurs discours sur un soi intime. Nous verrons comment cette prise de parole s'est accompagnée, au sein du mouvement féministe de la seconde vague, de la création d'« espaces du dicible » favorables au partage d'expériences personnelles dans un entre-soi féminin et comment ensuite, depuis les années 1970, l'échange de discours sur soi a constitué une constante de l'engagement féministe : selon les collectifs et selon les moments, il a pris des formes aussi variées que les groupes de parole, les ateliers d'écriture, la production collective d'œuvres fondées sur des histoires intimes ou encore la cure psychanalytique collective.

Dans une seconde partie, nous analyserons les effets de cette pratique du partage des vécus en groupe, sur la nature des souvenirs exprimés : nous mettrons en évidence comment cette pratique centrale et transversale au sein de l'espace de la cause des femmes entraîne un encadrement réciproque des discours biographiques. Il s'agira de pointer, dans les discours des militantes, les traces de ce façonnage mutuel qui constitue, selon nous, la principale modalité par laquelle se réalise une homogénéisation des souvenirs individuels. De plus, nous verrons, qu'au-delà d'un simple processus d'homogénéisation, les principales normes qui ont présidé au fonctionnement des « espaces du dicible » féministes au moment de leur émergence continuent d'orienter les souvenirs exprimés aujourd'hui par les militantes féministes dans le sens de l'affirmation d'un soi autonome. Enfin, nous analyserons la façon dont le partage des vécus privés permet aussi à chacune de « sortir de soi » (Achin et Naudier, 2008: p.388), c'est-à-dire de penser sa petite histoire (celle du « je ») en relation avec les histoires des autres et donc d'articuler son récit personnel à une histoire collective. Nous verrons ainsi que les souvenirs individuels sont exprimés de telle sorte qu'ils valorisent, dans les histoires personnelles, les transformations issues de victoires féministes, posant le sujet collectif féministe comme l'ensemble des sujets-autonomes-dont-l'existence-tient-à-la-transformation-du-monde-par-le-mouvement-féministe.

A- Les conditions historiques de la prise de parole et de la création d'« espaces du dicible » féministes

Longtemps, la pensée politique a été marquée par une dichotomie entre privé et public. Comme l'explique Diane Lamoureux, « certes, les contours du privé et du public ont varié selon les époques, mais il n'en reste pas moins qu'on peut noter des constantes : le gouvernement relève toujours du public alors que le domestique fait inmanquablement partie du privé » (Lamoureux, 2004: p.185). A partir des années 1960, les mouvements féministes de la seconde vague, partout dans le monde, remettent en question cette binarité et, avec la diffusion du slogan selon lequel « le privé est politique »¹, invitent à penser les questions

¹ Cette expression, utilisée dans les années 1960 par les mouvements féministes et étudiants américains, est popularisée en 1969 par la parution d'un essai intitulé *The Personal is Political*, écrit par Carol Hanisch, une féministe radicale américaine, membre des New

soulevées dans ces deux sphères comme interdépendantes. Cette volonté de politiser le privé s'accompagne, dans les années 1970 en France, de la création de lieux d'expression dans lesquels les femmes sont invitées à partager entre elles leurs vécus personnels et intimes, notamment leurs expériences de la domination masculine. Inciter les femmes à la prise de parole, valoriser leur point de vue subjectif comme source de savoir et encourager l'expression de discours sur un soi intime, deviennent non seulement des pratiques et des postulats théoriques centraux dans le mouvement féministe de la seconde vague, mais marquent ensuite durablement l'espace de la cause des femmes. En effet, on retrouve, lors de chacune des décennies postérieures à 1970¹, et dans l'ensemble des pôles qui composent l'espace de la cause des femmes, des pratiques d'échanges de discours biographiques.

Dans cette première partie de chapitre, nous allons nous centrer sur cette pratique concrète du partage de vécus en considérant non seulement les conditions historiques et politiques qui ont permis la prise de parole et l'émergence d'« espaces du dicible » féministes, mais aussi les formes actuelles de cette pratique dans l'espace de la cause des femmes contemporain. Nous porterons attention en particulier aux normes qui régissent l'échange de discours biographiques entre féministes pour montrer en quoi ces dernières résultent en grande partie des conditions historiques dans lesquelles sont apparus ces espaces. Nous

York Radical Women et des Redstockings. « Un peu partout à travers le monde, les groupes féministes se reconnaissent dans une telle expression et en [font] un élément crucial de leur radicalité » (Lamoureux, 2004: p.188). En France, le Mouvement de libération des femmes naissant reprend à son compte le slogan qui s'inscrit parfaitement dans la continuité de la pensée de 68, selon laquelle « tout est politique » (Rochefort, 2008a: p.539).

¹ A titre d'exemple, même à la fin des années 1980, décennie pourtant souvent considérée comme une « période d'atonie militante et de désengagement » (Mathieu, 2009b), il existe des groupes de parole féministes en activité. Deux participantes à l'un de ces groupes, dans la région toulousaine reviennent sur cette expérience dans un article du dossier « Trajets de femmes », paru dans la revue *Empan* : « Il y a une quinzaine d'années, quelques femmes amies préoccupées par la question de la "transmission" de l'être femme décident de se rencontrer régulièrement. Quelles spécificités nous distinguent des hommes ? Qu'avons-nous appris de nos mères, de leurs vies ? 1987, 1988 ? La date de démarrage est incertaine. L'exactitude n'est toujours pas au rendez-vous. Le flou, la difficulté à nous accorder sur nos souvenirs reflètent l'identité de ce groupe qui ne se veut pas groupe de travail, d'élaboration théorique, de production. Au fil des mois et des années, sans objectif fonctionnel, nous allons nous interroger à partir de nos histoires personnelles, ou celles d'autres femmes, vécues ou romancées. » (Combroux et Delbreil, 2004: p.56).

montrons aussi comment ces normes ont évolué au cours du temps facilitant l'accès d'un plus grand nombre de militantes féministes aux vécus privés d'autres militantes.

1. Publicisation de la subjectivité des femmes et réflexion sur les liens entre parole et pouvoir

*« Dans les années 1970, il ne peut plus y avoir de limites à la parole qui devient le lieu de ralliement des femmes. »
(Gubin et Jacques, 2004: p.80)*

La prise de parole féministe des années 1970 apparaît comme la conséquence de deux évolutions historiques observables dans les décennies précédentes : d'une part, à la fin des années 1950, la question de la situation des femmes émerge dans la sphère publique par le biais de leur subjectivité. D'autre part, dans les années 1960, se diffuse l'idée selon laquelle la parole, en tant qu'instrument du pouvoir, est un enjeu pour quiconque souhaite remettre en cause l'ordre social.

a) Les femmes commencent à parler d'elles publiquement

La première grande caractéristique de la prise de parole féministe des années 1970 est la valorisation d'une expression féminine à la première personne du singulier. Cet accent mis sur les subjectivités est le produit d'une longue histoire et s'inscrit dans la continuité de pratiques, antérieures à 68, qui ont contribué à publiciser la question de la situation des femmes par le biais de leur parole subjective.

Déjà en 1949, *Le Deuxième Sexe* contient une dimension introspective. En effet, comme le pointe l'historienne Sylvie Chaperon, la modernité de l'ouvrage réside dans le fait que Simone de Beauvoir « adopte le point de vue subjectif des femmes, elle se met littéralement dans leur peau et explique leur vie intérieure ». Ainsi, la philosophe utilise aussi bien des « écrits intimistes de femmes (Katherine Mansfield, Colette Audry, Colette, Cécile Sauvage, Violette Leduc, Isadora Duncan, Sophie Tolstoï, etc.) », que « sa propre histoire », et « des confidences glanées çà est là » pour explorer « les psychologies, les relations amoureuses et sexuelles, le vécu secret des femmes face à leur mari, leurs enfants, leur maison, leur corps » (Chaperon, 2000: p.161). En cela, Simone de Beauvoir est à l'avant-

garde d'une tendance qui s'accroît tout au long des années 1960 et qui consiste à appréhender la question des femmes dans la sphère publique principalement par le biais de leur parole subjective, de leur vécu.

L'historienne Bibia Pavard, qui analyse le traitement de la contraception et de l'avortement dans le magazine féminin *Marie-Claire* sur la période 1955-1975, montre que la publicisation de ces questions – jusqu'alors considérées comme privées – s'est principalement faite par la voix des lectrices elles-mêmes. Ainsi, elle met en évidence le rôle de la rubrique de Marcelle Auclair, intitulée « Vos problèmes » qui, dès 1956, traite du contrôle des naissances en publiant et commentant des extraits de lettres de lectrices invitées à écrire à la journaliste pour lui raconter « tout ce qui oppresse [leur] cœur ». L'énoncé d'une parole sur un soi intime, « à la première personne », et « par des femmes ordinaires » (Pavard, 2009: p.102), dans un magazine grand public, constitue une innovation qui donne lieu à des déclinaisons. Ainsi, Marcelle Auclair, en 1961, est à l'origine de la publication d'un *Livre noir de l'avortement*, « dans lequel elle reproduit des aveux bruts de femmes ayant avorté » (Pavard, 2009: p.103). Les témoignages constituent, dans les années 1960, une des voix privilégiées pour évoquer la situation des femmes pas uniquement dans les médias dits « féminins ». A la télévision et à la radio, des émissions entières sont construites autour de la parole de femmes anonymes. En 1964, Eliane Victor lance une émission intitulée *Les femmes aussi* dans laquelle des femmes « ordinaires » racontent leur vie et partagent leur quotidien d'infirmières, de paysannes, d'institutrices¹, etc. A la radio, l'émission de Menie Grégoire, diffusée pour la première fois en 1967 sur RTL, et qui se présente sous la forme inédite d'un « dialogue en “direct” (téléphonique) établi entre la journaliste et des auditeurs » (Noiriel, 2008: p.98), s'appuie sur l'expression de « souffrances biographiques » (Cardon, 1995: p.43) pour faire de « la dénonciation des injustices faites aux femmes » « un thème récurrent de son émission » (Noiriel, 2008: p.99). En introduisant la « confession à distance » (Cardon, 1995: p.43), l'émission de Menie Grégoire offre la possibilité aux femmes d'affirmer publiquement leur « désir d'autonomie » (Sohn, 2008: p.184) et d'exprimer la spécificité de leur vécu.

Si d'un côté, la mise en avant de la parole subjective des femmes dans les médias peut-être perçue négativement comme une façon de continuer à leur refuser le « statut de

¹ Pour en savoir plus sur l'émission d'Eliane Victor, voir : (Victor, 1973, 2008).

productrices des connaissances savantes » (Thébaud et Studer, 2004: p.30) ; d'un autre côté, elle apparaît aussi comme une façon de remédier au manque de crédibilité accordée au discours des femmes. Ayant intégré la formule de la féministe radicale allemande Hedwig Dohm selon laquelle « “les vérités vécues soi-même sont inattaquables” » (Thébaud et Studer, 2004: p.30), les femmes – qui deviennent des contributrices importantes des courriers des lecteurs – se saisissent donc de ces espaces de parole qui leur sont offerts pour évoquer les difficultés qu'elles rencontrent dans leurs vies quotidiennes¹. L'engagement de certaines dans une cure psychanalytique leur permet aussi de développer, par ce biais, des dispositions à se raconter².

Plus largement, « l'appropriation progressive des techniques psychanalytiques » par le grand public, au cours des années 60, constitue un contexte favorable au développement des « pratiques réflexives » et à l'émergence de cette « parole divan » à la radio ou dans les journaux (Deleu, 2012: p.51). Ainsi, lorsque Ménie Grégoire lance, à partir d'octobre 1973, une seconde émission d'une demi-heure intitulée *Responsabilité sexuelle*, centrée sur la vie sexuelle, elle s'entoure de psychanalystes et de sexologues pour recueillir la parole des auditeurs, contribuant à « l'apparition d'un “champ de cure des âmes élargi” » (Cardon, 2003: p.80) et à la diffusion du lexique des spécialistes pour parler sexualité (Cardon, 2003: p.83). On assiste, à cette période, à « la montée et la diffusion, dans la société française, à grande échelle, d'une nouvelle figure culturelle, que [Robert Castel] propos[e] d'appeler une “culture psychologique de masse”³. Produit, selon l'auteur, d'un mouvement multiforme d'expansion, hors de leur sphère d'origine, des techniques “psy” et d'une reconfiguration d'ensemble des formes de la régulation sociale » (Schwartz, 2011: p.346). Dans ce contexte, le discours sur

¹ Cette stratégie de publicisation de la subjectivité féminine et des vécus intimes à des fins politiques sera ensuite au cœur de certaines actions militantes mises en œuvre par les féministes de la seconde vague. Le Manifeste des 343, paru dans *Le Nouvel Observateur* du 5 avril 1971, qui revendique la liberté de contraception et d'avortement, en est un exemple dans la mesure où il s'appuie sur la publicisation d'une expérience personnelle exprimée à la première personne (des femmes déclarent en leur nom avoir avorté) pour démontrer l'absurdité de l'interdiction de l'avortement. Pour plus d'informations, voir : (Pavard, 2010: p.319-341).

² Nombre de nos interviewées se sont engagées dans une cure psychanalytique à un moment de leur vie. Cela mériterait une étude approfondie mais il semblerait que la pratique de la psychanalyse soit proportionnellement plus importante dans les milieux féministes que dans le reste de la société.

³ Jean-Christophe Coffin indique que « le nombre d'étudiants inscrits en psychologie explosa à la rentrée universitaire 1969-1970 » (Coffin, 2008: p.518).

soi, et notamment sur les aspects les plus intimes de la vie, acquière une légitimité sans précédent dans la sphère publique.

b) La parole comme instrument du pouvoir

Dans les années 1960, émerge aussi l'idée selon laquelle la parole publique est monopolisée par certains, utilisée comme un instrument du pouvoir, et qu'il s'agit donc de se la réapproprier pour renverser les rapports de domination.

Selon Philippe Artières, « on comprend la centralité de l'enjeu de la parole chez les insurgés de mai, à l'écoute des déclarations du général de Gaulle et de ses ministres mais, également, des émissions radiophoniques et télévisuelles. La parole y est confisquée, elle fait l'objet d'un contrôle très strict » (Artières, 2008b: p.374). C'est « en réaction et en opposition » à ce contrôle, que les événements de mai s'accompagnent donc d'une « explosion de la parole sociale » (Sauvêtre, 2013: p.503). Mai 68 est l'occasion pour un grand nombre de gens, qui « avaient un rapport à la parole rendu inexistant par la circulation contrôlée du langage et les porte-parole autorisés », de revendiquer « un usage libre de la parole » (Sauvêtre, 2013: p.512).

Ainsi, « dans les universités, la parole est prise depuis les bancs. Dans les usines occupées, les personnels d'encadrement et même parfois les délégués syndicaux, ne détiennent plus le pouvoir de parler : ce sont les ouvriers qui s'en emparent. Aussi, tandis que la voix des ouvrières se fait entendre dans nombre d'entreprises en grève, des voix portugaises, espagnoles, arabes se mettent également à résonner » (Artières, 2008b: p.374). Dans les lycées aussi, « on demande une place pour le débat » (Laval, 2008: p.610).

La prise de parole est alors pensée comme un moyen de déjouer les rapports de domination dans lesquels les individus sont pris. Selon Dominique Memmi, à cette période, la parole devient « une ardente obligation dans la plupart des relations d'autorité, notamment privées » (Memmi, 2008: p.38). Elle devient un « mode de gouvernement » (Memmi, 2003). Qu'il s'agisse des « relations avec les supérieurs hiérarchiques dans le travail », des relations entre adultes et enfants, à la maison ou à l'école, ou même de la relation médecin-patient, « partout où la relation d'autorité suppose un face à face », on voit apparaître une « obligation nouvelle – née dans le creuset de la contestation des relations d'autorité au cours des années

1960 – à la “participation” et à la médiation des conflits par la parole » (Memmi, 2003: p.449).

Dans ce contexte, les femmes prennent conscience du peu de considération accordée à leur parole dans de leur famille ou dans leur couple. Dans les lettres envoyées par les auditrices à Menie Grégoire, Dominique Memmi relève des témoignages attestant de cette réalité et de la souffrance qu’elle engendre : « “Critiquer tout ce que je dis”, “se boucher les oreilles quand j’élève la voix”, écouter “avec un visage fermé et l’air mécontent”, “rester huit jours sans me parler”... sont autant de pratiques vécues comme une négation de la personnalité » (Memmi, 2008: p.38). La prise de parole sur soi en public apparait donc aussi, pour les femmes, comme une solution à la négation de leur parole au sein du foyer : elles sont tentées d’aller chercher à l’extérieur de la sphère domestique une écoute dont, souvent, elles ne disposent pas chez elles.

2. La création d « espaces du dicible » féministes dans l’après 68

« Un espace dans lequel la circulation de la parole est simple et impliquée. L’émotion des confidences y côtoie la légèreté des échanges sur la vie quotidienne, les fous rires, les confrontations politiques. Un espace pour penser. Un espace pour transmettre. Un espace pour recevoir. Un espace pour échanger. Un espace pour être soi. » (Combroux et Delbreil, 2004: p.58)

Malgré la « prise de parole » généralisée qu’a été 68 (De Certeau, 1994 ; Memmi, 2008: p.39) , des voix se font rapidement entendre pour dénoncer le maintien de la confiscation de celle-ci par une minorité. De fait, durant cette période de contestation politique, sociale et culturelle, des inégalités demeurent dans l’accès à la parole. Au sein même des mouvements protestataires, certaines catégories d’individus perçoivent leur expression comme marginalisée. C’est le cas des femmes qui pointent le monopole qu’exercent les hommes sur la parole politique (Voldman, 1985 ; Zancarini-Fournel, 2002). Selon Florence Rochefort, dans l’immédiat post-68, il s’agit pour les femmes de « se délivrer d’une parole étouffée – y compris au sein du mouvement de mai qui (...) les a confinées à des rôles secondaires » (Rochefort, 2008a: p.539). D’une certaine façon, à partir de 70, la critique soixante-huitarde de la parole dominante se retourne contre ceux qui la portaient jusqu’alors : est venu le temps de mettre en application « l’exigence démocratique du droit de parole » (Laval, 2008: p.610)

que le mouvement opposait jusque-là aux gouvernants. En militant dans des groupes gauchistes, au sein desquels leur parole est négligée et la particularité de leur situation non considérée, des féministes comprennent donc la nécessité de créer des lieux d'expression régis par des principes différents de ceux à l'œuvre en 68 et dans lesquels va pouvoir émerger le vécu spécifique des femmes. C'est ce que nous appelons, à la suite de Michaël Pollak, des « espaces du dicible » féministes.

Le concept d'« espace du dicible », élaboré par Pollak dans le cadre de son travail sur la mémoire des déportés de la seconde guerre mondiale, fait référence à un espace au sein duquel « on se sent socialement autorisé » à témoigner, à parler de soi à un moment donné (Pollak et Heinich, 1986: p.6). Les « espaces du dicible » sont relationnels dans la mesure où ils reposent sur la relation sociale qui se noue entre « celui qui est disposé à reconstruire son expérience biographique et, ceux qui le sollicitent de le faire ou sont disposés à s'intéresser à son histoire » et c'est cette relation qui « définit les limites de ce qui est effectivement dicible » (Pollak et Heinich, 1986: p.4). Alors que, dans le mouvement de mai, des femmes ne parviennent pas à trouver l'espace pour parler d'elles et des problèmes qui les concernent, elles vont nouer entre elles une relation sociale dont les principales caractéristiques (non mixité, prise de parole à la première personne et refus de la hiérarchie) permettent l'échange d'expériences et la politisation de ces vécus. Ces « espaces du dicible » féministes prennent principalement la forme de groupes de parole non mixtes, qui ne sont ni du privé ni du public, se situant à une « échelle intermédiaire entre le monde ordinaire des proches et le monde social » (Achin et Naudier, 2013: p.123), et où peut s'exprimer librement une parole subjective de femmes. S'ils sont créés, dans un premier temps, principalement par des militantes engagées dans le pôle associatif autonome de l'espace de la cause des femmes, ils apparaissent progressivement aussi dans d'autres sphères : Raphaëlle Marx, qui a travaillé sur l'expérience des commissions féminines de la CGT du Rhône de 1970 à 1982, raconte que Georgette Vacher s'est inspirée de la pratique des groupes de paroles pour impulser à la CGT des réunions non mixtes où les femmes se racontent. Elle relate les souvenirs d'une des militantes à propos d'une réunion sur le couple :

« On avait fait, Georgette elle avait fait un jour, une réunion sur le couple, c'était des sujets qui étaient pas abordés autrement. Alors on a pris une journée, sur les heures syndicales, pour celles qui en avaient, pour parler du couple, alors y avait

des choses intéressantes, mais, c'était la première fois qu'on réfléchissait là-dessus. »
(Marx, 2002: p.86)

De la même façon, à cette période, d'autres espaces non mixtes comme les réunions Tupperware étudiées par Catherine Achin et Delphine Naudier (Achin et Naudier, 2009), jouent le rôle d'« espaces du dicible » féministes, « alors même que les femmes fréquentant ces réunions ne s'auto-désignent pas ainsi et qu'elles n'ont que très peu connaissance de la réalité du mouvement » (Achin et Naudier, 2009: p.139). Verta Taylor, qui observe des pratiques comparables, dans les années 1985-1995, aux Etats-Unis, au sein des groupes de femmes luttant contre la dépression *post partum*, utilise le concept de *free spaces* (espaces libres)¹ pour désigner ces lieux qui « servent à confirmer que certaines expériences sont bel et bien partagées et qui permettent de s'ouvrir à de nouvelles identités »² (Taylor, 1999: p.12-13). Taylor décrit les *free spaces* comme des « espaces où les femmes peuvent exprimer leur solidarité, analyser leurs problèmes sur la base de leurs expériences personnelles et impulser des changements dans leurs vies »³ (Taylor, 1999: p.17). La raison d'être de ces « espaces du dicible » est donc triple : premièrement, permettre aux femmes de prendre de parole sans avoir à se battre avec les hommes pour l'obtenir, deuxièmement, valoriser leur point de vue subjectif comme source de savoir en encourageant l'expression de discours sur un soi non seulement privé mais aussi intime et troisièmement, faire émerger le commun qui rassemble des expériences jusqu'alors vécues isolément et générer des solidarités.

¹ Cette expression est tirée d'un travail de Sara Evans and Harry Boyte qui, en retraçant l'histoire de différents mouvements sociaux sur le siècle dernier, montre que les groupes victimes de discrimination en raison de la race, du sexe ou de la classe créent des « free spaces » (espaces libres) dans lesquels ils peuvent exprimer leurs voix. Les « free spaces » sont des « environnements dans lesquels les gens peuvent développer leur estime de soi, une identité de groupe plus profonde et plus affirmée, des compétences politiques, et des valeurs de coopération et de civisme » (Evans et Boyte, 1986: p.17).

² Traduction personnelle de l'anglais : « which serve to confirm shared experiences and open windows on new identities ».

³ Traduction personnelle de l'anglais : « a space where women could express solidarity, put forward their own experiential-based views of their problems, and create changes in their lives ».

3. Les normes en vigueur dans les « espaces du dicible » féministes au moment de leur émergence

Au sein des « espaces du dicible », des « normes prédéterminent les actes de parole par un ensemble de règles et d'impératifs, générateurs de sanctions et de censures spécifiques » (Pollak et Heinich, 1986: p.6). Les principales normes que nous avons identifiées au sein des « espaces du dicible » féministes, au moment de leur émergence dans les années 1970, sont : la non mixité, la prise de parole à la première personne et le refus de la hiérarchie. Ces normes sont le produit des conditions historiques dans lesquelles ont été créés ces espaces.

a) L'entre-soi comme condition à la libération de la parole

Après 68, il s'agit tout d'abord d'offrir aux femmes des espaces dans lesquels elles n'ont pas à lutter pour l'accès à la parole et qui « échappent aux formes d'encadrements familiaux ou masculins » (Achin et Naudier, 2013: p.123). La non mixité s'impose donc comme une norme de fonctionnement des premiers « espaces du dicible » féministes. Elle est une conséquence directe de la fréquentation par certaines féministes de groupes militants mixtes au cours des années 68 : « la non-mixité s'est imposée comme un besoin et une nécessité, notamment afin de rompre avec les pratiques masculines en assemblée. Des hommes rapidement y monopolisaient la parole ou s'insurgeaient violemment contre l'objet de la réunion : parler et faire parler des femmes » (Rocheffort, 2008a: p.541-542). L'entre-soi féminin est la solution trouvée pour éviter cette confiscation de la parole.

Alban Jacquemart qui, dans sa thèse consacrée aux hommes dans les mouvements féministes français, analyse plus précisément les logiques historiques, politiques, sociales et militantes d'exclusion et d'inclusion des hommes dans les collectifs féministes, explique que « les groupes de conscience ou de parole constituent des lieux qui “développent les liens entre les femmes” en même temps qu'ils représentent des espaces d'autonomie pour les femmes : “entre femmes, on se sent bien. Il n'y a que là que je me sens libre de chercher et de faire ce qui m'intéresse” explique une militante d'un groupe femmes à Besançon (...) L'entre femmes agit alors pour beaucoup comme “une révélation” et constitue une expérience qui permet de “briser le mur du silence”. » (Jacquemart, 2011: p.127). La non mixité est conçue comme la condition pour les femmes de sortir du mutisme auquel elles ont longtemps été contraintes.

En plus d'assurer aux femmes un accès à la parole, l'entre-soi féminin permet aussi de libérer les discours sur les violences vécues par certaines. Parce qu'elles sont souvent perçues par les hommes comme des mises en accusation directes, les évocations d'épisodes violents trouvent difficilement leur place en mixité. Au sein des collectifs militants en particulier, elles peuvent être considérées comme des menaces pour la cohésion du groupe. C'est donc en s'autonomisant des mouvements mixtes que ces discours ont pu émerger dans l'après 68.

Nous verrons que cette norme de fonctionnement va évoluer au cours du temps et que l'« entre-soi » est l'objet de redéfinitions successives allant dans le sens progressivement d'une plus grande ouverture des « espaces du dicible » féministes et d'une publicisation des vécus privés échangés. Ainsi l'impératif de non mixité pèse progressivement moins fortement même s'il continue de réguler le fonctionnement de certains « espaces du dicible » féministes contemporains.

b) S'exprimer à la première personne pour évoquer les moindres recoins de son vécu privé

La seconde grande caractéristique des « espaces du dicible » féministes est la valorisation d'une expression à la première personne. Outre les évolutions historiques décrites préalablement, on peut lire cette norme comme le produit de la critique des « effets de savoir et de pouvoir du discours scientifique » (Foucault, 1997: p.13) qui se développe dans le sillage du mouvement de mai.

La mise en cause des « savoirs scientifiques institutionnalisés » rend d'autant plus légitime le discours sur soi, c'est-à-dire la valorisation de ce que Michel Foucault appelle les « savoirs assujettis », « savoirs fragmentaires et surgis des luttes dans l'histoire (savoirs du psychiatrisé, du malade, de l'infirmier, du délinquant), “savoir des gens” » (Foucault, 1997: p.9 ; Sauvêtre, 2013: p.243). Les années 70 voient paraître des collections éditoriales centrées sur le témoignage, c'est le cas par exemple de la série *Témoigner* créée en 1973 chez Stock et dont les ouvrages constituent des histoires de vie d'anonymes, qui transmettent leur expérience de l'ordinaire et les savoirs que celle-ci leur a permis d'engranger : par exemple, *Journal de Mohamed, un Algérien en France parmi huit cent mille autres*, de Mohamed, propos recueillis par Maurizio Catani (1973) ; *Moi, un prof*, de Guy Marcy (1974) ; *Moi, un*

médecin : ou “*appelez-moi docteur*”, de Gérard Mérat (1975) ; *Moi, une assistante sociale*, de Madeleine Prudhomme (1975) ou encore *Moi, une infirmière*, de Ségolène Lefebure (1976).

Cette critique des savoirs institutionnalisés se traduit chez les féministes par une théorie dite « du point de vue » ou « du positionnement » qui prône « la reconnaissance des femmes comme sujets connaissant » et qui considère « les expériences comme une source de savoir – les faits ainsi révélés dévoilant davantage de facettes de la réalité que les visions hégémoniques » (Bracke et Puig De La Bellacasa, 2013: p.48). C’est à l’appui de cette théorie que les féministes créent donc des espaces au sein desquels la principale consigne est de « partir de soi », c’est-à-dire de se raconter à la première personne. Il s’agit là d’un geste politique consistant à « récupérer les voix et les expériences (de femmes) jusque-là réduites au silence » pour contester « le savoir légitime » (Bracke et Puig De La Bellacasa, 2013: p.46). Selon cette perspective, le discours sur soi est appréhendé comme un savoir « potentiellement plus fiable et susceptible d’accroître l’objectivité du savoir traditionnel » car, comme le disaient les marxistes avant les féministes, « un savoir fondé sur la vie des personnes subissant l’exploitation (la classe ouvrière) rend différemment et mieux compte du monde qu’un savoir fondé sur la vie des dominants (la bourgeoisie) ; ces derniers tirent profit des produits du travail, mais ne participent pas aux processus et aux médiations qui les font advenir » (Bracke et Puig De La Bellacasa, 2013: p.49). L’expression des vécus individuels à la première personne est donc pensée comme une ressource pour l’analyse des rapports de domination à l’œuvre dans la société et « confronter les subjectivités devient l’expression même de la militance¹ : “analyser sa propre expérience de femme et la confronter avec celle d’autres femmes, c’est aussi militer” » (Gubin et Jacques, 2004: p.80). C’est ce dont témoigne Gabrielle Brodmann, dans le documentaire *Debout ! une histoire du Mouvement de libération des femmes, 1970-1980*, de Carole Roussopoulos :

¹ La production littéraire traitant de l’oppression des femmes est influencée par la forme de la discussion : on assiste entre 1974 et 1978 à la parution de « livres d’entretiens à deux voix, comme *Autrement dit* de Marie Cardinal et Annie Leclerc, *Les Parleuses* de Marguerite Duras et Xavière Gauthier, ou encore *O m’a dit* de Régine Deforges et Pauline Réage, où prévalent des discours émancipateurs et s’expriment des revendications à la libération de la parole pour exister comme sujet autonome socialement et dans la création » (Naudier, 2010: p.80).

« Dans les groupes de conscience, on a vraiment appris à se réapproprier, à réapproprier notre parole et à réapproprier notre corps. Et ça c'était une expérience fantastique. Ça a changé ma vie parce que finalement, du fait que le privé était politique, c'est déjà en 68 qu'on disait ça, mais ça prenait corps. Donc **il n'y avait pas d'un côté un lieu où on allait militer et puis un autre lieu où on vivait sa vie privée, il y avait une adéquation fantastique entre ce qu'on vivait et ce qu'on disait.** » (Gabrielle Brodmann, extrait du documentaire de Carole Roussopoulos, intitulé *Debout ! une histoire du Mouvement de libération des femmes, 1970-1980*)

Dans l'esprit du slogan selon lequel « le privé est politique », les féministes incitent les femmes à considérer les recoins de leur intimité comme une ressource pour alimenter la critique sociale. Le postulat qui pose le personnel comme politique traduit l'idée selon laquelle les choix et les pratiques que nous mettons en œuvre dans notre vie « privée », ou même dans notre intimité, ont un sens politique et peuvent donc venir éclairer les phénomènes sociaux. Autrement dit, nos conduites – y compris les plus intimes – traduisent les rapports de pouvoir dans lesquels nous sommes pris et peuvent apparaître comme des révélateurs des dysfonctionnements sociaux à une plus large échelle. Comme il s'agit de « changer la vie entière », chacune est invitée à raconter, en son nom propre, les aspects les plus privés de son vécu pour mettre au jour la transversalité des phénomènes générateurs d'inégalités. Ainsi, dans les « espaces du dicible » féministes, les femmes examinent les effets de la domination sur tous les aspects de leur vie, y compris ceux qui peuvent paraître *a priori* comme les plus anecdotiques. Martine Chaponnière, dans le documentaire *Debout ! une histoire du Mouvement de libération des femmes, 1970-1980*, relate cette attention nouvelle accordée aux petites choses du quotidien au sein des groupes de parole.

« Un des moments les plus extraordinaires du mouvement, ce n'est même pas un moment, c'est la substance du mouvement à côté des luttes et des actions politiques, c'était les groupes de conscience. On avait toutes lu Simone de Beauvoir mais de pouvoir dire les choses à notre façon, **parler des miettes sur la table que ne ramassait pas notre copain, etc. parler des petites choses, des petits événements des rapports entre les hommes et les femmes ensemble, et à la fois en étant d'accord et pas d'accord, mais pouvoir raconter ce vécu, ce qu'on appelle aujourd'hui la confiture du vécu, mais à l'époque pour nous c'était pas de la confiture, c'était vraiment la tartine elle-même.** » (Martine Chaponnière, extrait du

documentaire de Carole Roussopoulos, intitulé *Debout ! une histoire du Mouvement de libération des femmes, 1970-1980*)

Pour certaines femmes, comme cette militante de la CGT qui participe à un groupe de parole non mixte sur le couple organisé par Georgette Vacher, « l'exigence de rendre compte, devant les autres, de la gestion de sa propre vie privée » (Zancarini-Fournel, 2008: p.438) n'est pas évidente à assumer.

« Ça avait pas vraiment débouché comme elle [Georgette] l'avait voulu, que les gens s'engagent plus personnellement, **parce que c'était sur des sujets très difficiles, donc, c'est vrai qu'on n'avait pas l'habitude, même entre nous de discuter comme ça c'était difficile. Mais une autre fois avaient été abordés des problèmes de sexualité.** » (Marx, 2002: p.86)

Les difficultés ressenties par cette militante à parler d'elle-même et de sa vie de couple témoignent de la fonction et de l'utilité de cette pratique de partage de vécus privés en collectif qui vise justement à redéfinir le partage du sensible, entre dicible et indicible, pour libérer la parole sur soi.

c) Le principe de non hiérarchie

Le troisième élément caractéristique des « espaces du dicible » féministes est l'absence de formalisme, associé à l'affirmation du principe de non hiérarchie. Lilian Mathieu analyse ce mode de fonctionnement comme une réaction aux expériences de militantisme dans la période contestataire des années 60 : « de fait, le féminisme français est en grande partie issu de la défection de militantes d'extrême gauche lassées du sexisme de leurs organisations, ce qui a influé à la fois sur ses registres de discours et sur ses formes de structuration. Ainsi, les féministes ont-elles (...) misé sur une constitution collective largement informelle, dépourvue d'organisation bureaucratique et de leadership identifié, supposé garantes de rapports internes davantage égalitaires » (Mathieu, 2009b: p.42). « Ni parti ni organisation, mais lieu de discussions et de prises de parole » (Zancarini-Fournel, 2008: p.438), le Mouvement de Libération des Femmes valorise le rôle que chacune a à jouer, depuis sa position, partant du principe que les différents vécus se valent entre eux.

Ainsi, dans une ébauche des premiers chapitres de ses mémoires, Christelle se souvient :

« Chez Anne Zelensky, 54 avenue de Choisy, dans un grand immeuble moderne, lors de “soirées courrier”, nous répondons en glissant dans une enveloppe un tract qui commençait ainsi (j’en ai conservé précieusement un exemplaire) : **“Le mouvement de libération des femmes : c’est toi. C’est toutes les femmes en révolte qui prennent la parole. C’est quand deux ou trois femmes se réunissent et parlent ensemble de leur expérience et de leur malaise. C’est nous toutes qui nous révoltons ensemble contre cette société d’hommes faites par des hommes pour les hommes.”** »
(Christelle, ébauche des premiers chapitres de ses mémoires)

De la même façon que chaque aspect de la vie privée mérite qu’on y porte attention et qu’on le pense politiquement (il s’agit de « changer la vie entière »), toutes les subjectivités méritent qu’on les écoute. Chaque femme peut, à partir de sa propre expérience vécue, devenir sujet connaissant et partager son savoir situé dans une relation d’égalité aux autres : « chacune se reconnaît “passeuse” » et « la révolte individuelle s’accompagne d’une volonté de transmission : il s’agit d’énoncer ses propres expérimentations aux autres, “d’ouvrir la voie” en étant, à l’échelle des liens d’interconnaissance, un agent de l’incitation à la capacité d’agir des femmes » (Achin et Naudier, 2008: p.397). Chacune depuis sa position, participe à la libération des autres en partageant sa propre expérience.

Cela ne signifie pas bien sûr l’absence de hiérarchies au sein des groupes de femmes : des voix, inspirées du *Black feminism* américain, ont pointé l’inégale valorisation de la parole des femmes selon leur race ou leur classe. Néanmoins, l’idée selon laquelle l’expérience de chacune constitue une source de savoir est continuellement réaffirmée et oriente l’organisation concrète des tours de parole dans les groupes de conscience.

Nous allons voir, dans la deuxième partie de ce chapitre, que ces différentes normes de fonctionnement des « espaces du dicible », bien qu’historiquement situées, continuent d’influer sur les souvenirs des militantes féministes. Néanmoins, avant cela, concentrons-nous sur les pratiques contemporaines d’échange de vécus au sein de l’espace de la cause des femmes actuel pour rendre compte de certaines évolutions des « espaces du dicible » féministes allant dans le sens d’une plus grande publicité des vécus privés échangés.

4. Les formes contemporaines des « espaces du dicible » féministes

Si continuité il y a au sein de l'espace de la cause des femmes, des années 70 à nos jours, c'est bien du côté de cette politisation du privé qu'il faut la chercher, ainsi que dans l'organisation concrète d'espaces dédiés à l'échange de vécus privés en collectif. Geneviève Fraisse en fait même un élément de définition de ce qu'elle appelle le « féminisme militant » : « si, par définition également, l'enjeu du féminisme est dans le rapport à l'homme et à la société masculine, sa première caractéristique c'est que les femmes se regroupent et parlent là où elles ne sont pas autorisées à le faire » (Fraisse, 1979: p.194). Au cours de notre travail de terrain, nous avons recensé des dizaines d'initiatives centrées sur le partage de vécus entre militantes, preuves que ce dernier constitue aujourd'hui encore une pratique centrale du répertoire d'actions féministe.

Il existe différentes configurations dans lesquelles sont mises en œuvre les pratiques de partage de vécus en collectif. Tout d'abord, il y a des groupes qui, comme dans les années 1970, se réunissent dans l'entre-soi et se donnent exclusivement pour objet l'échange de discours biographiques. Ce sont ce qu'on appelle les « groupes de parole » ou « groupes de conscience ». Ils sont, en général, associés à un thème autour duquel se concentrent les discours sur soi échangés. Par exemple, à la Maison des femmes de Paris, un « groupe de conscience sur la sexualité » se donne comme objectif de « libérer la parole des femmes sur la sexualité ». J'ai moi-même eu l'opportunité de participer, pendant un an, à un groupe de parole entre femmes ayant pour thème général « la vie de couple ». Chaque séance était alors consacrée à des sous-thèmes comme la gestion des crises, le désir sexuel, les questions d'argent dans le couple ou encore les relations à la belle-famille. Le groupe de parole est aussi une modalité d'action très courante dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux femmes. A titre d'exemple, l'association Volonté de femmes en Ariège rassemble une fois par mois entre quatre et huit femmes, toutes victimes de violences conjugales, pour se raconter et échanger sur leurs expériences respectives. Les groupes de parole peuvent prendre aussi parfois la forme d'ateliers d'écriture. On peut, par exemple, évoquer l'atelier d'écriture qui s'est constitué à l'intérieur de l'AFFDU en 2002 et qui a réuni, pendant deux ans, huit femmes, âgées de 55 à 80 ans. Si l'atelier créé par les membres de l'AFFDU s'est rapidement

autonomisé du reste de l'association, en raison notamment de la régularité à laquelle il s'est réuni, les moments d'échange de vécus en collectif sont parfois insérés, de manière plus informelle ou moins régulière, à la vie courante de l'association. Ainsi, nous avons observé que nombre de collectifs, qui ne se donnent pas comme principal objet la parole sur soi, organisent ponctuellement des moments d'échange de vécus. C'est le cas, par exemple, du groupe Encore féministes ! (déjà évoqué au chapitre 8) qui convoque, le 04 février 2007, une réunion sur le thème « Comment je suis devenu-e féministe ». Le Planning familial organise également régulièrement des stages, intitulés « Objectifs et motivations », qui constituent des moments d'échange d'expériences vécues. Océane, une militante du Planning d'Angers, évoque ainsi ces rencontres.

« Et c'est là aussi qu'on prend conscience de l'importance que ça a et du côté historique, qui peut parfois être abstrait. Parce qu'encore une fois, on le lit dans les bouquins, mais **c'est différent lorsqu'on entend quelqu'un qui témoigne, qui explique son parcours. Toutes les personnes qui s'engagent au Planning ce n'est pas un hasard. Elles s'engagent souvent par rapport aussi à l'histoire qu'elles ont vécue, il y en a beaucoup qui ont pu vivre des violences... Et ça c'est hyper important il me semble, aussi bien moi ce que j'ai pu vivre par rapport à l'avortement, que des gens qui ont pu manquer d'infos par rapport à la contraception, que d'autres qui ont subi des violences, et se dire "mais hé, je ne suis pas la seule à avoir vécu ça et si je ne suis pas la seule, c'est qu'il se passe un truc au niveau de la société, il y a un truc qui déconne"**. Moi c'est ça qui me plaît au Planning, c'est le regard qu'on peut porter, une lecture hyper intéressante sur la société. » (Récit de vie avec Océane, 16/06/2009)

Selon les domaines d'intervention des associations, les pratiques d'échanges de vécus peuvent être centrés sur un aspect particulier de la vie des femmes. Ainsi, les associations spécialisées dans la lutte pour l'égalité professionnelle organisent des moments où chacune est invitée à raconter principalement sa carrière – ce qui ne veut pas dire que la vie privée n'y est pas évoquée mais elle l'est alors plutôt sous l'angle de la question de la « conciliation ». En cela, la nature des collectifs dans lesquels sont réalisées les pratiques de partage de vécus orientent les récits de soi qui y sont produits par les militantes.

Se raconter apparaît donc comme une pratique féministe courante qui a la particularité d'être, aujourd'hui, investie par des femmes impliquées dans différents pôles de l'espace de la

cause des femmes. Par exemple, des artistes féministes fondent leurs performances sur cette pratique. C'est le cas de d'Emilie Jouvét qui, en octobre 2013, organise un « *workshop* artistique » fondé sur l'échange de vécus et prenant pour titre la phrase de Luce Irigaray « Si nous continuons à nous parler le même langage, nous allons reproduire la même histoire ». Le *workshop* est présenté ainsi :

« Pour Luce Irigaray, la libération des femmes ne se limite pas à se défaire de rôles ou d'identités imposés, elle passe par la reconquête ou l'invention d'un langage qui leur est propre et leur permettra d'écrire et de vivre des histoires nouvelles. **C'est dans cette optique, au début des années 1970, que de nombreuses militantes ont créé des groupes non mixtes voués à mettre au jour une conscience propre.** De nos jours, la pensée *queer* dépassant l'opposition femmes- hommes, on pourrait penser d'autres zones transversales de coalition comme "fems" et "folles", "bears" et "butchs". Ce *workshop* aura donc pour but de chercher une façon d'exister sans répéter les mêmes erreurs : s'exclure d'une dynamique désignée comme inadéquate et exclure en retour. **Nous souhaitons, dans une atmosphère conviviale, expérimenter des modalités de partage des expériences et des savoirs qui pourraient défaire les rapports de pouvoir inhérents à tout groupe constitué. Texte, anecdote, performance, vidéo, objet, etc. seront offerts à la discussion selon un régime de passation de parole et une mise en espace également pensés par les contributeurs eux-mêmes. C'est ainsi que nous nous interrogerons également sur l'espace même qui verra la création de ce groupe de parole.** » (Présentation du *workshop* artistique intitulé « Si nous continuons à nous parler le même langage, nous allons reproduire la même histoire »)

Le pôle intellectuel ne reste pas non plus hermétique aux pratiques de partage de vécus privés en collectif. Les colloques en études féministes sont souvent ponctués par un moment consacré au récit de soi en public. Ces témoignages peuvent émaner soit des actrices dont il est question dans le colloque, soit des chercheuses elles-mêmes qui reviennent sur la trajectoire personnelle et scientifique qui les a conduites à travailler sur leur objet. A ce titre, le cycle de conférences mensuel de l'Institut Emilie du Chatelet pour l'année 2013-2014, intitulé « Quarante ans de recherche sur les femmes, le sexe et le genre », est l'exemple parfait d'une déclinaison, dans le pôle intellectuel de l'espace de la cause des femmes, de la pratique

de partage de vécus en collectif. Chaque conférence est ainsi consacrée à l'autobiographie et au parcours intellectuel d'une chercheuse ou d'un chercheur en études féministes¹.

« Des chercheuses et chercheurs français-es ou étranger-es, qui travaillent depuis plus de deux décennies dans leur domaine et y ont acquis une reconnaissance certaine, **évoquent leur parcours de recherche en l'éclairant d'analyses de leur champ scientifique : origine de leur venue à ces études, état du domaine à l'époque, type de recherches effectuées, questions épistémologiques soulevées, découvertes faites, ouvrages rédigés, initiatives engagées, difficultés rencontrées, changements intervenus dans le champ de recherche en quelques décennies, perspectives...** »

(Extrait du programme de présentation du cycle de conférences mensuel de l'Institut Emilie du Chatelet pour l'année 2013-2014)

Si dans les colloques, un temps de témoignage n'est pas spécifiquement organisé, il est aussi courant de voir s'exprimer des vécus privés dans le cadre des sessions consacrées aux questions ou aux débats. Cette pratique, encore peu répandue dans le reste de la sphère académique, semble constituer une spécificité du champ en études sur les femmes, le sexe et le genre. Enfin, l'expression de vécus privés de la part de féministes du pôle intellectuel peut aussi passer par des publications : ces dernières années, on a ainsi vu paraître des numéros spéciaux de revues consacrés aux récits de soi de chercheuses féministes. Le numéro 4 de la revue *Genre, sexualité et société* intitulé « Egologies » rassemble les récits autobiographiques de chercheuses féministes comme Rose-Marie Lagrave ou Sylvie Chaperon. Même si ces revues restent plutôt lues par des personnes impliquées ou proches de l'espace de la cause des femmes, elles témoignent d'une évolution générale qui va dans le sens d'une plus grande ouverture des « espaces du dicible » féministes.

En effet, progressivement on a assisté à une ouverture des « espaces du dicible » féministes et la pratique d'échange de vécus privés, initialement réalisée exclusivement dans l'entre-soi, a donné lieu à de plus en plus de discours publics. Certains groupes de parole ou d'écriture veillent ainsi à laisser une trace de leurs pratiques en publiant un ouvrage : par exemple, l'atelier d'écriture de l'AFFDU a donné lieu à la publication d'un livre intitulé

¹ Pour plus de détails, voir : <http://www.institutemilieduchatelet.org/conferences-2013-1014>.

Ecrire sur soi entre femmes, dirigé par Marie-Madeleine Million-Lajoinie¹. De la même façon, la réunion d'Encore féministes !, sur le thème « Comment je suis devenu-e féministe », donne lieu, peu de temps après, à la création d'une page sur le site internet de l'association, qui publicise des témoignages de militantes racontant leur devenir féministe.

Le témoignage de deux participantes à un groupe de parole toulousain dans les années 1980 inscrit dans la logique du devoir de mémoire féministe ce souci de laisser des traces des pratiques d'échange de vécus :

« Le mode de fonctionnement volontairement empirique dans lequel la prise de parole de chacune est valorisée explique certainement sa longévité mais aussi **l'absence de traces écrites**. Dire sa vie au détour d'un événement marquant, d'une lecture passionnante, et **non pas écrire sa vie**. » (Combroux et Delbreil, 2004: p.57)

« La rédaction de cet article a été accueillie comme une occasion de se remémorer des années de rencontres et d'échanges, de donner forme à ce qui a été foisonnant, **vécu sans perspective d'élaboration formelle**. Un défi que nous avons tout de suite désiré relever **malgré le peu de traces à notre disposition. Un groupe travaillé par la question de la transmission, de la mémoire, qui écrit si peu, un paradoxe !** » (Combroux et Delbreil, 2004: p.56)

Si cette démarche de « mise en scène » publique des vécus privés de femmes répond peut-être effectivement à une préoccupation mémorielle, il semble aussi découler de la volonté des féministes de sortir la parole des femmes des espaces où elle a été assignée. Il s'agit ainsi de contribuer à une redéfinition du dicible et de l'indisible dans l'ensemble de la société et non seulement au sein des espaces protégés que sont les « espaces du dicible » féministes. C'est dans cette dynamique que s'inscrit l'initiative de l'Espace femmes citoyennes de l'Association des Travailleurs Maghrébins de France, qui organise le 10 décembre 2010, à Argenteuil, un spectacle intitulé « Paroles Croisées de Femmes », qui met en scène « trois années de rencontres et d'échanges dans les locaux de l'ATMF entre des chercheuses de l'UMR-CRESPPA-GTM, des militantes associatives et des habitantes du quartier, dans le cadre du projet Partenariat institutions citoyens pour la recherche et

¹ Militante à l'AFFDU, qui se présente comme l'« animatrice » de l'atelier et, par ailleurs, « sociologue et psychosociologue ».

l'innovation (PICRI) »¹. Ce spectacle, auquel j'ai pu assister et qui réunissait dans la salle un public varié, est un exemple de modalité utilisée par les collectifs féministes pour publiciser les vécus privés échangés initialement dans l'entre-soi d'un groupe de parole.

Néanmoins, notons que malgré une ouverture progressive des « espaces du dicible » féministes (et donc un impératif de non mixité moins fort), des groupes de parole féministes non mixtes continuent de regretter l'impossibilité de faire émerger certains souvenirs de l'expérience vécue en contexte mixte. C'est le cas, par exemple, d'un collectif non mixte femmes-trans, issu de « la mouvance autonome et de la scène squat », qui se constitue en 2011 pour « parler ensemble, en non-mixité » des « violences sexistes dans les milieux militants qui se revendiquent anti-sexistes et antiautoritaires ». Leur démarche s'inscrit dans la continuité de celle des féministes de la seconde vague qui, après 68, cherchent à construire des lieux où une critique du sexisme dans les milieux militants serait possible. Aujourd'hui encore le passage par l'entre-soi semble donc parfois nécessaire pour permettre à certains souvenirs d'émerger. Leur démarche a ceci de typique de l'évolution des « espaces du dicible » féministes que les membres du groupe décident, dans un second temps, de publier une brochure, intitulée « Sous le tapis, le pavé »², et qui rassemble les récits échangés initialement dans l'entre-soi. Cette démarche de publicisation peut être lue justement comme une réponse à la nécessité première de l'entre-soi, preuve s'il en est de l'indicibilité des expériences de la violence dans la sphère publique. Diffuser les souvenirs qui ont émergé dans le cadre de cet espace du dicible fermé est donc une façon de donner à ces discours la légitimité sociale dont ils ne sont pas encore dotés. On retrouve cette même volonté de publicisation et de diffusion des discours sur la violence produits au sein des « espaces du dicible » féministes dans l'exposition réalisée par Ni putes ni soumises, en collaboration avec la photographe Catherine Cabrol, en 2009. Intitulée *Blessures de femmes*, l'exposition met en

¹ Extrait du programme de présentation du spectacle.

² La brochure est disponible en ligne à l'adresse suivante : http://www.infokiosques.net/IMG/pdf/sous_le_tapis_le_pave_116p_a5_cahier-pdf.pdf. Par ce titre « Sous le tapis, le pavé », non seulement elles signifient la tendance des milieux militants à dissimuler (mettre « sous le tapis ») les questions de violences sexistes mais elles ancrent ce constat contemporain dans une histoire plus ancienne. En détournant le slogan soixante-huitard « Sous les pavés, la plage », elles semblent sous-entendre l'immuabilité du fait selon lequel les violences sexistes ne sont pas discutées dans les milieux militants mixtes, y compris ceux se revendiquant « anti-sexistes ».

scène des visages de femmes légendés d'extraits de récits de vie dans lesquels celles-ci racontent, à la première personne, leurs expériences de la violence¹. Le point de départ de cette exposition est un échange de témoignages qui, ensuite, donne lieu à une publicisation de récits associés aux portraits des femmes victimes. Une de nos interviewées, Clara, militante à Ni putes ni soumises, qui a subi des agressions sexuelles lors d'un voyage scolaire ainsi que des violences paternelles, raconte cette aventure à laquelle elle a participé.

« En fait, j'ai fait partie d'une campagne. S. m'avait demandé si je voulais bien faire partie d'une campagne qui s'appelait "Blessures de femmes", dont Ni putes ni soumises était partenaire, avec Catherine Cabrol une photographe. **Au tout début, c'était du témoignage. Moi j'étais encore en procédure du coup je l'ai fait à visage caché. J'ai fait un spot publicitaire qui est passé sur Canal +.** Et Catherine elle voulait continuer cette aventure là, donc elle m'a toujours gardé auprès d'elle, j'ai toujours gardé contact avec elle. Du coup, **j'ai toujours fait partie de cette campagne "Blessures de femmes"**, j'en fais toujours partie d'ailleurs. Elle nous a recontacté toutes, **on est quarante femmes, d'horizons différents, de pays différents, avec des situations différentes, et on a témoigné de notre histoire. Et on a fait des photos pour faire une exposition de photos avec un petit texte à côté (...)** G. [sa future colocataire] faisait partie de cette exposition et on s'est connu comme ça. Je cherchais une nouvelle colocataire et c'est une belle rencontre. **Pour le coup, on est super solidaires quand on fait un truc comme ça, on va voir les témoignages des autres, on se retrouve toutes dans notre exposition, on est quand même dévoilés au public, les gens nous regardent, "c'est la fille qui est là-bas qui est sur la photo"**, surtout que **ma photo à moi elle a été choisie pour être mise dans le métro.** »» (Récit de vie avec Clara, 02/07/2008)

Le fait que des affiches exposées dans le métro et des spots publicitaires soient issus de cette exposition montre la volonté des initiatrices du projet d'agir plus largement sur le partage du sensible et de rendre dicible dans l'espace public des discours jusqu'alors réservés à l'entre-soi.

¹ Voir l'exposition en ligne sur : http://www.liberation.fr/societe/2010/03/08/blessures-de-femmes_2635?photo_id=127064

B- Les effets de ces pratiques d'échanges de vécus sur les souvenirs individuels

La mise en scène du spectacle « Paroles Croisées de Femmes », organisé par l'Espace femmes citoyennes de l'Association des Travailleurs Maghrébins de France, à Argenteuil, donne symboliquement à voir un des effets qu'a sur les souvenirs des militantes la pratique d'échange de vécus en collectif. En effet, le spectacle fait se succéder des femmes racontant à la première personne des épisodes de leur propre vie ou des épisodes de la vie d'autres membres du groupe de parole. Ainsi, les souvenirs énoncés, dès lors qu'ils sont confrontés les uns aux autres dans le cadre des « espaces du dicibles » féministes, se voient dotés d'une valeur générale qui permet à d'autres que celles qui les ont initialement formulés de les exprimer publiquement en leur nom : les souvenirs des unes deviennent ceux des autres.

Par ailleurs, le texte du programme de présentation du spectacle place le processus d'autonomisation au cœur du projet :

« En partant du rôle joué par l'ATMF **comme lieu d'autonomisation**, ces femmes **retracent le parcours mené par nombre d'entre elles** de leur pays d'origine jusqu'à la ville d'Argenteuil, **de la reconnaissance de leur propre identité à la prise de parole citoyenne** ». (Extrait du programme de présentation du spectacle)

Les discours biographiques énoncés dans le cadre du spectacle sont ainsi présentés comme les récits d'une autonomisation et l'expression de son vécu en public est conçue comme l'aboutissement de ce parcours. À en croire le programme, raconter publiquement son parcours d'autonomisation serait le signe d'une autonomie conquise.

Ces deux observations sur la mise en scène et sur l'esprit dans lequel a été conçu le spectacle permettent d'évoquer les principaux effets que produit la pratique d'échange de vécus en collectif sur les souvenirs individuels des militantes : d'une part, elle permet l'encadrement réciproque des discours biographiques et donc une homogénéisation des souvenirs individuels des militantes de la cause des femmes ; d'autre part, elle conduit à la structuration des mémoires vives autour de l'affirmation de soi comme être autonome. Nous allons analyser ces deux dimensions et voir ensuite comment le partage de vécus permet

certes l'affirmation de soi mais aussi de « sortir de soi », conduisant à l'articulation du « je » avec le « nous ».

1. Le partage de vécus vecteur de l'encadrement réciproque des souvenirs

Dans les entretiens ou les discussions informelles avec des féministes, quelques expressions, au détour d'une phrase, sont apparues comme des indices de l'existence d'un phénomène d'encadrement réciproque des discours biographiques au sein de l'espace de la cause des femmes. Une des traces de cet encadrement, observable dans les récits des militantes, est par exemple, lorsque Maeva évoque son milieu d'origine et qu'elle fait référence aux récits d'autres militantes pour renforcer son interprétation du passé :

« Peut-être que ce n'est pas tout à fait exact, je ne viens pas d'un milieu féministe mais d'un milieu très féminin. C'est-à-dire qu'en fait les hommes n'ont pas beaucoup de place dans ma famille et je pense que, **pour avoir croisé d'autres féministes un peu dans la même situation**, je pense que parfois ça peut expliquer certaines choses. Une sensibilité à la cause des femmes en tout cas. » (Récit de vie avec Maeva, 06/11/2008)

De la même façon, lorsque Christelle évoque les rapports de genre au sein de sa famille, elle élabore son récit du passé en référence à des souvenirs mobilisés par ses co-militantes.

« Alors, **ce que je vois bien avec mes copines féministes, parce que c'est une question que j'ai beaucoup posée**, c'est que les familles où il n'y a que des filles, on est beaucoup moins sensible à l'injustice parce qu'on est traité pareillement, les filles. Moi, j'avais beaucoup de mal à essayer les plâtres pour obtenir toutes les autorisations et puis après j'ouvrais la voie pour mes sœurs. **Tandis que la plupart des filles disaient** : “ce n'est pas juste, le garçon pouvait faire ça et pas moi”. Moi j'étais vissée parce que voilà... » (Récit de vie n°1 avec Christelle, 04/06/2008)

« Si je ne suis pas devenue féministe plus tôt, c'est sans doute aussi parce que je n'avais pas de frère. **Je n'ai donc jamais éprouvé ce sentiment d'injustice directe qu'ont ressenti tant de femmes à qui on a dit, quand elles étaient enfants ou adolescentes** : “Ton frère peut faire ça (grimper aux arbres, dire des gros mots, sortir tard), mais pas toi, parce que tu es une fille”. » (Christelle, ébauche des premiers chapitres de ses mémoires)

Ces formules, que l'on retrouve chez de nombreuses autres interviewées, attestent du caractère relationnel des mémoires exprimées par les militantes. En effet, bien que mobilisant un souvenir personnel, ces féministes font référence à d'autres vécus et montrent ainsi premièrement, qu'elles ont eu accès aux expériences des autres et deuxièmement, que les récits entendus agissent sur elles comme des filtres au travers desquels elles considèrent leur propre histoire.

Une observation réalisée dans le cadre d'une réunion du collectif Encore féministes ! permet d'illustrer ces deux aspects : d'une part, grâce à elle on constate que des moments, qui constituent une sorte de parenthèse dans la vie courante de l'association, sont spécifiquement consacrés à l'échange de discours sur soi ; d'autre part, elle donne à voir comment les récits de soi produits dans ce cadre se répondent et s'influencent entre eux.

Cette réunion, qui se tient le 04 février 2007 (dans une salle privatisée d'un café du 1^e arrondissement de Paris), a pour thème « Comment je suis devenu-e féministe ». Chaque militante est invitée, l'une après l'autre, à expliquer ce qui l'a conduite à s'engager. Nous reviendrons sur les modalités d'organisation et de fonctionnement de cette réunion, mais nous pouvons déjà rendre compte de la façon dont les souvenirs exprimés dans ce cadre apparaissent comme façonnés les uns par les autres. Par exemple, une première militante raconte un épisode crucial dans son devenir féministe :

« Et puis, à 24 ans, j'ai eu mon premier enfant. J'en ai eu trois autres après, bref. Mais pour mon premier enfant, à l'époque il n'y avait pas encore d'échographie, j'accouche dans la douleur. **La sage-femme (qui était elle-même très jeune et enceinte) vient me voir et me dit "c'est un garçon vous avez de la chance" et l'auxiliaire de puériculture qui était en train de le nettoyer dit "vraiment vous avez la chance, au moins pour le premier vous êtes tranquille". Et là il y a eu un déclic parce que mise à part la joie d'avoir ce beau bébé, qui était bien évidemment le plus beau que je n'avais jamais vu, je ne comprenais pas pourquoi le fait que ça soit un garçon était une telle chance. Ça a été le déclic.** À ce moment-là, j'ai rejoint la revue *Femmes en mouvement*, c'était en 76, j'ai rejoint *Femmes en mouvement* et je me suis engagée. Ça a fait le lien entre le "tu n'es qu'une fille, tu n'iras pas" et "vous avez de la chance le premier né est un garçon". Et action ! » (Sophie, observation d'une rencontre du groupe Encore Féministes !, 04/02/07)

Quelques minutes plus tard, une seconde militante prend la parole pour raconter également comment elle a été amenée à s'engager et, parmi les événements déterminants qu'elle relate, elle raconte un épisode similaire à celui évoqué par la première militante¹.

« Donc moi j'ai toujours vécu dans une famille... pas féministe parce que ça ne se disait pas, mais ma mère a toujours revendiqué sa place. J'ai jamais compris où pouvait être le problème puisque je n'étais pas née dans le problème. Et puis j'ai eu un premier enfant et **une tante m'a dit, pareil que toi : "tu as de la chance c'est un garçon", c'était en 1979. Je ne comprenais pas bien pourquoi on me disait ça.** Elle, elle était contente parce qu'elle avait eu un garçon et une fille, alors ça allait, il y avait un garçon. » (Mireille, observation d'une rencontre du groupe Encore Féministes !, 04/02/07)

On voit ici comment les deux vécus entrent en résonance et comment le premier témoignage peut façonner le regard que porte la seconde militante sur sa propre vie. La grande proximité entre ces deux récits, ainsi que l'expression « pareil que toi », laissent supposer que le souvenir de cet épisode a été rappelé à Mireille par le récit biographique de Sophie. Ainsi, l'encadrement réciproque peut consister en un simple rappel d'un souvenir par le récit d'une autre. Cela a alors pour effet la mise en avant d'expériences partagées et donc le sentiment d'une mémoire commune.

Il n'est néanmoins pas nécessaire que les vécus soient identiques (comme c'est le cas dans les extraits ci-dessus) pour qu'il y ait encadrement réciproque : lors de la réunion d'Encore féministes !, nombre d'interventions commencent par l'affirmation de la différence : « C'est aussi une histoire en deux temps mais tout à fait différente », « Moi j'ai un parcours un petit peu différent parce que... » etc. Mais qu'il s'agisse de l'affirmation de ressemblances ou de différences, les souvenirs sont mobilisés en relation avec ceux exprimés par les autres et il se dégage de cette confrontation des cadres d'interprétation communs. En donnant à

¹ Ce même souvenir est aussi revenu régulièrement dans les entretiens. Voir, par exemple, la citation de Diane (animatrice d'un blog féministe), au Chapitre 8, partie B- 2. Cela permet de supposer que l'encadrement réciproque des discours biographiques se réalise aussi entre militantes de la cause des femmes n'appartenant pas aux mêmes collectifs. Il est probable que la circulation de discours sur soi entre différentes sphères de l'espace de la cause des femmes se fasse par l'intermédiaire de militantes multipositionnées, lors de rassemblements transectoriels ou encore grâce à la formalisation par écrit de certains de ces discours.

entendre leurs discours biographiques, les militantes contribuent à créer des modèles de discours qui influencent le regard que chacune porte sur son propre passé.

Lise a participé à un groupe d'échange de vécus centré sur la carrière professionnelle. Les discussions y sont organisées autour de témoignages de femmes invitées à se raconter en raison de l'exemplarité de leurs carrières. Elle témoigne de la façon dont la confrontation à ces récits d'expériences lui a ouvert des horizons.

« Mais progressivement, depuis 98, j'avais quand même participé à certaines choses pour me rendre compte que **ce que je pensais avant être juste un réseau de plus m'ouvrait une réflexion et une distance, une capacité d'analyse sur les carrières des femmes, à laquelle je n'avais jamais pensé.** Ça marchait beaucoup par déjeuners où venaient nous parler... c'était un petit club, on était à peine une vingtaine, une trentaine à l'époque. **Venaient nous parler de manière très informelle des stars soit du monde politique, soit du monde économique, et à travers leurs récits, parce que c'était pareil, c'étaient des récits de parcours, je comprenais et je réalisais à quel point il avait fallu se battre (alors comme tout le monde en partie mais en tant que femmes particulièrement) pour arriver là où elles en étaient. Et donc progressivement cette maturation s'était faite.** Et donc en 2002 j'ai décidé de m'associer plus aux réflexions et aux activités de ce club, qui s'appelait et qui s'appelle toujours HRM Women. » (Récit de vie avec Lise, 29/10/2008)

Dans la suite de l'entretien, elle explique que c'est en se confrontant aux récits d'autres femmes qu'elle a pris conscience du fait qu'elle était, dans un de ses emplois précédents, victime de harcèlement moral (c'est de cette « vérité » dont elle parle dans la citation ci-dessous).

« Après, c'est très intéressant pour moi parce que du coup je me situe au carrefour de plein de réseaux [réseaux féministes spécialisés dans la question du travail], j'ai accès à une masse de gens et une masse d'informations extrêmement enrichissantes. **Et d'ailleurs c'est de ça que naîtra la vérité, de cette confrontation des parcours individuels, de cette mise en réseau et en relation des gens. La confrontation des expériences est selon moi très importante pour susciter la prise de conscience.** » (Récit de vie avec Lise, 29/10/2008)

La confrontation aux expériences des autres lui a donc permis de considérer son propre vécu avec un regard neuf. Ainsi, les correspondances entre les différents récits, en dépit de la diversité des expériences, peuvent s'expliquer par le fait que chaque militante est amenée à relire sa propre trajectoire en relation avec les témoignages exprimés par les autres. Plus on fréquente intensément et longtemps ces groupes, plus les effets de l'encadrement réciproque sur la mémoire individuelle risquent d'être grands. Mais en raison de l'ouverture progressive des « espaces du dicible » féministes et de la publicisation des discours qui y sont tenus, même les militantes les moins insérées n'échappent pas à cet encadrement des souvenirs. Ainsi, sont publiés sur internet des discours biographiques de féministes contenant les mêmes formes narratives que dans les entretiens (cf. encadré n°14). Il est probable que ces témoignages en ligne, visiblement modelés par l'encadrement réciproque des souvenirs, orientent à leur tour les discours biographiques de militantes fréquentant moins régulièrement les « espaces du dicible » physiques.

Encadré n°14: Identification des formes narratives récurrentes dans les témoignages publiés sur le site d'Encore féministes !

On retrouve, dans les témoignages publiés sur le site, les formes narratives récurrentes mises en évidence au chapitre 8, et qui constituent la matrice commune des mémoires individuelles féministes. Tout d'abord, on y lit l'affirmation d'un soi autonome précoce.

« Avant cette rencontre, **j'ai toujours été spontanément moi** avant d'être une fille. Je crois même qu'être une fille ne signifiait rien de particulier. **Il me semblait que ni mon sexe ni aucun système ne guidaient ma personnalité, ma vision du monde, mes relations.** Mes jeux d'enfant, le choix de mes études, mon couple n'étaient ni plus ni moins que ceux d'un être en quête de lui-même. » (Témoignage de Frédérique Pollet Rouyer sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

On retrouve aussi les souvenirs d'enfance qui ancrent la conscience féministe la durée.

« Je n'ai pas le souvenir d'une coupure nette dans ma perception des rapports hommes-femmes, j'ai l'impression d'avoir évolué doucement, vers une conscience de plus en plus nette des inégalités qui subsistent. **Déjà petite, je me souviens de faits établis qui me choquaient : pourquoi les petites filles devaient être sages et propres, par exemple, pourquoi on disait que les garçons étaient meilleurs en maths... et puis j'avais l'impression floue qu'être un garçon, c'était plus marrant.** » (Témoignage de Delphine sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

« J'avais sept ans, et ma grand-mère a vu passer un bus conduit par une femme. Elle a dit qu'elle trouvait que vraiment ce n'est pas un métier de femme (on était en 1977). **Cela m'a choquée dans ma tête de petite fille et c'est toujours resté avec moi.** » (Témoignage d'Annick Masselot sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

Une tendance à la naturalisation de la conscience féministe est également présente dans certains témoignages, comme cela avait déjà été identifié au chapitre 8 à partir des récits

de vie.

« **Comment suis-je devenue féministe ? Par tempérament, l'injustice m'a toujours été insupportable**, ce qui explique mon attirance pour la gauche, tout en étant assez ignorante politiquement. » (Témoignage d'*Edith Rubinstein* sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

Certains témoignages apparaissent de manière très claire comme le récit d'un processus d'affirmation de soi comme un être autonome.

« Lorsque j'ai quitté mon mari, je me suis retrouvée seule : méprisée, rejetée par les amis qui ont pris parti contre moi. Je fus également harcelée par l'homme qui **ne pouvait admettre que je puisse exister en dehors de lui. J'ai quitté mon mari après une longue psychothérapie qui m'a révélée à moi-même, qui m'a fait comprendre que je m'étais gommée pour ressembler à ce qu'on attendait de moi !** J'ai quitté mon mari car soudain j'ai compris que **mon corps ne m'appartenait plus**. Son désir était une forme de tyrannie qui pesait sur moi : je devais l'aimer ! Ma sexualité était devenue "devoir conjugal" petit à petit, sans que je m'en rende compte. C'est dans l'intime, le secret d'alcôve que je ressens ma blessure de femme et que **je suis devenue féministe pour trouver les armes, pour me tenir debout. J'ai dû devenir "féministe" pour comprendre, dire et vivre ce que je suis !** » (Témoignage de Blandine sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

On retrouve aussi les récits de recomposition des appartenances souvent utilisés par les militantes pour s'affirmer comme des êtres autonomes.

« Quand j'étais adolescente, on s'est beaucoup moqué de moi car je disais que j'étais féministe, ou alors on m'agressait verbalement... **J'ai quitté la France et j'ai vécu dans des pays où somme toute les femmes sont battues comme ailleurs mais du moins j'ai pu dire sans risque de raillerie ou d'agression que je suis féministe.** J'ai écrit ma thèse de LLM [droit] sur les stérilisations forcées au travail aux Etats-Unis et en Europe, j'ai travaillé pour la Commission Européenne dans le réseau d'experts légal pour l'égalité hommes-femmes, j'enseigne le droit européen et je ne manque jamais d'y inclure une partie sur l'égalité... Bref, j'ai l'impression de contribuer (si peu que ce soit) à la cause féministe mais **j'ai la conviction que si j'étais restée en France, j'aurais été brimée et finalement, découragée et désengagée.** » (Témoignage d'Annick Masselot sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

Le témoignage de Theryca rassemble les trois principaux éléments mis en évidence au chapitre 8 : l'expression d'une distance avec le milieu d'origine, une conscience précoce de l'inégalité entre les sexes et l'affirmation d'un « je » autonome.

« **Je suis née à la campagne, là où dès que vous sortez de chez vous, vous avez droit à tout le panel des blagues vulgaires** ou bien grasses des mâles ordinaires, et où en réponse les femmes rient, parfois bruyamment, se croyant obligées. A l'âge de treize ans, on a introduit dans mon collège – non mixte – un prof de gym qui s'est déclaré en à-côté médecin du sport. Il a trouvé des scolioses, des cyphoses ou des lordoses chez bon nombre de filles, les a convoquées à son cabinet, leur a bandé les yeux puis s'est adonné aux joies du jeu du touche-pipi. **Je savais que ma mère ne pourrait assumer cette réalité dans un pays où le qu'en-dira-t-on règne en maître**, et d'ailleurs, qu'aurais-je pu dire, le mot "sexe" n'était pas encore entré dans mon vocabulaire. Deux pensées m'ont traversé l'esprit, **c'est que probablement tous les hommes avaient immédiatement ce type de fantasmes quand ils abordaient un individu du sexe féminin pour la première fois, et que les enfants ne sont même pas propriétaires de leur propre corps.** J'ai donc décidé, inconsciemment d'abord, de **ne plus obéir à personne, ni à mon père, ni à un patron, ni au Pape, ni au Dalai Lama.** » (Témoignage de Theryca sur la page intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes », sur le site internet d'Encore féministes !)

Les pratiques de partage de vécus amènent donc chaque militante à entendre les récits d'autres femmes et à interroger leur propre vie au travers de ce prisme. Leurs récits s'en voient transformés de différentes façons : soit les militantes mettent en avant des épisodes de leur vie qu'elles auraient négligés s'ils ne leur avaient pas été rappelés par d'autres, soit elles utilisent les mêmes cadres d'interprétation que leurs co-militantes pour relire leurs propres histoires et finissent par utiliser des formes narratives comparables. Ce sont ces effets que nous appelons l'encadrement réciproque des discours biographiques et c'est cet encadrement qui constitue, selon nous, la principale voie par laquelle se réalise une homogénéisation des souvenirs individuels dans l'espace de la cause des femmes. Il s'agit de comprendre maintenant pourquoi cette homogénéisation se fait autour d'une matrice commune qui est celle de l'affirmation de soi comme être autonome. Nous allons voir que cela tient beaucoup aux normes qui guident le fonctionnement des « espaces du dicible » féministes depuis leur création.

2. L'affirmation de soi comme être autonome, effet des normes en vigueur au sein des « espaces du dicible »

Si les mémoires vives féministes sont aujourd'hui structurées autour d'une matrice commune qui vise à l'affirmation de soi comme être autonome c'est, selon nous, en raison d'une des principales normes contraignantes des « espaces du dicible » féministes, en vigueur depuis années 1970 et jusqu'à aujourd'hui : prendre la parole à la première personne pour témoigner d'une expérience privée et située en lieu et place de l'énoncé de principes généraux.

Cette norme constitue un principe impératif des « espaces du dicible » féministes comme l'attestent ci-dessous les règles de fonctionnement de l'atelier d'écriture de l'AFFDU, énoncés dans l'ouvrage *Ecrire sur soi entre femmes* :

« L'exploration de notre "mémoire de femme" a, dans l'atelier, pris la forme suivante : nous définissions collectivement après discussion, le thème sur lequel chacune devait écrire quelques pages pour la séance suivante en référence à son histoire personnelle.

Une seule règle impérative : écrire à la première personne, dire "je". » (Million-Lajoinie, 2004: p.18)

L'observation de la réunion du collectif Encore féministes !, qui a pour thème « Comment je suis devenu-e féministe », donne à voir la façon dont cette norme est instituée et régulièrement rappelée aux participantes.

« Il y a deux façons d'être féministe. Deux étapes. Tout d'abord que je me nomme féministe et ensuite je m'engage comme féministe. C'est deux démarches différentes. Être féministe c'est une identité avant d'être une action. **On peut avoir quatre enfants et être coincée au fond de son village, c'est ce qui m'est arrivé, mais être pourtant féministe.** Le féminisme commence tout simplement par le fait de dire "non" et **continue avec le fait de dire "je", ce qui est très difficile pour une femme.** Sur le site, je mettrai les textes déjà envoyés. **Je propose donc qu'on s'exprime les unes après les autres.** Si cela ne vous dérange pas, Marion va enregistrer et elle a proposé de nous renvoyer la retranscription ensuite. **Ça pourra par exemple vous servir chacune de base pour la rédaction d'un petit texte sur votre parcours** que vous pourrez m'envoyer ensuite pour le site. Je précise la consigne : **c'est comment on a pris conscience ou comment on est devenues féministes, quelles sont les différentes étapes et non pas quelles sont les raisons pour lesquelles on est devenue féministe.** » (Christelle, observation d'une rencontre du groupe Encore Féministes !, 04/02/07)

L'espace du dicible « n'est ni donné d'avance, ni stable. Il résulte d'un travail permanent de définition des frontières (...) Ce travail sur les frontières du dicible est fonction en premier lieu d'un système de sanctions et de censures, largement intériorisé » par les personnes qui prennent la parole dans l'espace en question (Pollak et Heinich, 1986: p.13). Le cadre d'énonciation des souvenirs, explicité par Christelle en début de séance, rappelle que la prise de parole à la première personne constitue une norme de fonctionnement claire de l'« espace du dicible » alors formé. En redéfinissant ou réaffirmant les règles qui guident le fonctionnement du groupe de parole, Christelle oriente les souvenirs qui sont alors formulés et joue indirectement un rôle d'encadrement des mémoires. Les discours biographiques énoncés dans la suite de la réunion portent la trace de ces consignes qui invitent les militantes d'une part, à évacuer l'idéologie et à faire reposer leur récit sur un vécu biographique concret (« comment on est devenues féministes, quelles sont les différentes étapes et non pas quelles sont les raisons pour lesquelles on est devenue féministe »), et d'autre part, à mettre en avant dans leurs souvenirs un processus d'affirmation d'un moi autonome (le féminisme « continue avec le fait de dire "je", ce qui est très difficile pour une femme »). En affirmant qu'on peut

« avoir quatre enfants », « être coincée au fond de son village » et être malgré tout féministe, Christelle donne à voir une des formes narratives identifiées au chapitre 8 : elle oriente ainsi les souvenirs produits par les autres militantes en les incitant à affirmer une conscience précoce de l'inégalité entre les sexes en dépit d'un engagement plus tardif.

De plus, lorsque des discours généraux sont formulés au cours de la réunion Christelle intervient pour inciter de nouveau les femmes à mettre l'accent sur leur expérience personnelle et non sur les raisons idéologiques de leur engagement : par exemple, elle interrompt une des participantes et lui dit « ce sont des réflexions générales intéressantes. Mais revenons à ton engagement féministe... ». Elle dessine ainsi les contours de ce qui est exprimable ou non dans cet espace : les discours qui y sont désignés comme légitimes sont ceux qui appartiennent à la biographie des militantes et qui peuvent venir éclairer leur féminisme.

A la fin de la réunion, Christelle incite les participantes à écrire ces témoignages.

« Pour conclure, je vais dire que si vous voulez écrire tout ça, n'hésitez pas le faire et à me l'envoyer car je prépare cette page du site. On pourra même anonymiser les récits si il y a des choses douloureuses qui mettent en jeu d'autres personnes, par exemple le père de vos enfants, etc. **Sinon c'est vrai que c'est bien si vous signez de votre nom car ça participe du féminisme que d'affirmer clairement son engagement féministe en son propre nom.** » (Christelle, observation d'une rencontre du groupe Encore Féministes !, 04/02/07)

On peut interpréter ceci comme l'expression du souci qu'a Christelle d'écrire l'histoire des femmes (cf. chapitre 7) : la recommandation invitant les femmes à signer leurs témoignages peut être lue comme une volonté de laisser des traces exploitables par les analystes du mouvement. Mais en disant que « ça participe du féminisme que d'affirmer clairement son engagement féministe en son propre nom », Christelle semble davantage pousser les participantes à l'autonomisation : il s'agit d'assumer ses actes et ses convictions sans se soucier du regard qu'autrui porte sur soi. Ce faisant, elle donne à la pratique du partage de vécus privés un pouvoir performatif : se raconter en son nom c'est s'affirmer comme un être autonome et donc exister comme sujet. Le discours de l'organisatrice de l'atelier d'écriture de l'AFFDU fait aussi de l'expression de sa subjectivité une façon de performer son autonomie.

« Et on conviendra aussi que plutôt que de faire des discours sur les femmes, il est pertinent parfois d'entendre ce qu'elles disent elles-mêmes ! **Un retour sur son histoire personnelle de femme**, c'est encore une manière de prendre la parole **pour affirmer son identité individuelle** à l'intérieur du "collectif" femme, **son autonomie personnelle de Sujet**. On peut ainsi considérer cette démarche comme pertinente à la **position d'"acteur(ice) social(e)" consciente et autonome**. » (Million-Lajoinie, 2004: p.19).

Ainsi, raconter sa vie à la première personne serait une façon de s'affirmer comme sujet. Dans ces conditions, les discours biographiques produits ne peuvent qu'être tournés vers cet objectif et ainsi prendre la forme de récits d'autonomisation.

Outre ces règles de fonctionnement qui mettent l'accent sur la subjectivité, le choix des thèmes abordés dans le cadre des groupes de parole peut aussi contribuer à orienter les souvenirs qui y sont exprimés et façonner ces derniers selon la matrice commune identifiée au chapitre 8. Par exemple, la question que l'atelier d'écriture de l'AFFDU s'était donnée comme ligne directrice était la suivante : « que signifie pour moi être Femme, à ma génération ou comment je me suis construite comme Femme ? » (Million-Lajoinie, 2004: p.16). Les participantes sont ainsi invitées à s'exprimer, à la première personne, sur la spécificité de leur vécu en tant que femmes. La référence à la génération les pousse également à inscrire leur récit de soi dans un récit plus collectif dont on analysera le fonctionnement dans la sous-partie suivante. Outre cette question de départ, différents thèmes ont été choisis par le groupe pour rythmer les séances : à chaque fois, les participantes devaient écrire un texte en rapport avec le thème et le lire ensuite collectivement. Les thèmes étaient les suivants :

- « 1- leur relation à la Connaissance, au Savoir ;
- 2 - leur vie professionnelle, interrogée en terme de choix et d'engagement ; en terme de situation ou d'événement important pour sa propre trajectoire ;
- 3 – leurs relations d'échange avec les autres ;
 - la prise de parole ;
 - l'échange entre femmes ;
 - la femme et l'argent ;
 - l'échange social en position d'autorité, de pouvoir, de soumission ;
- 4 - la confrontation à des attentes contradictoires de la part d'autrui ;

- 5 - la relation à leur corps de femme ;
- 6 - les “modèles” féminins qui ont eu un impact sur leur trajectoire ;
- 7 - l’impact de certains événements considérés comme importants sur leur histoire ;
- 8 – leur regard sur la femme qu’elles auraient voulu être. » (Million-Lajoinie, 2004: p.22)

Les thèmes tels qu’ils sont formulés ici font écho à certaines formes narratives récurrentes identifiées au chapitre 8. On retrouve la notion d’autonomie, présente en filigrane dans les thèmes 2, 3 et 4 avec l’accent mis sur le « choix », l’attention portée à la question de l’indépendance financière et la réflexion sur le rapport de chacune aux attentes d’autrui. De plus, le thème 6 invite les participantes à construire des modèles identificateurs à partir de leurs souvenirs. Enfin, un thème est consacré à la question du corps qui, comme nous le verrons dans l’encadré n°15, occupe une place importante dans les mémoires féministes en général. Ces différentes remarques laissent envisager la façon dont les thèmes, choisis collectivement, peuvent façonner les souvenirs et les discours sur soi produits dans le cadre de cet atelier d’écriture. S’ils agissent comme des cadres de la mémoire et contribuent à orienter les souvenirs qui sont exprimés au sein de l’atelier, certains thèmes apparaissent aussi comme des justifications de la pratique elle-même : les thèmes « leur relation à la Connaissance, au Savoir » et « la prise de parole » semblent avoir pour fonction sous-jacente de réaffirmer l’importance du discours sur soi comme source de connaissance et comme instrument de contestation des savoirs établis.

Encadré n°15 : Un des effets de la non mixité originelle des « espaces du dicible » : les souvenirs d’un soi incarné

La non mixité oriente également les discours biographiques produits dans les « espaces du dicible » féministes dans le sens d’une attention particulière au corps. Débarrassé de la présence de regards masculins qui réifient le corps des femmes, l’entre-soi féminin permet l’émergence de pratiques corporelles collectives comme l’observation de sa vulve (Pavard, 2012: p.53), et offre la possibilité de développer un discours sur le corps et la sexualité. Les groupes de parole sont le lieu où, collectivement, les femmes peuvent « déconstruire le modelage du corps féminin par le patriarcat » et se réapproprier par la parole ou par les gestes ce corps « réifié et instrumentalisé » (Rochefort, 2008b: p.619).

A Lyon, par exemple, plusieurs groupes se réunissent dans le Centre des Femmes pour évoquer les questions de sexualité et permettre un « réinvestissement du corps par les multiples “paroles de femmes” » : « le groupe Spéculum, créé en janvier 1977, organise des séances pour que les femmes connaissent mieux leur corps. Il existe également, à la même

époque, un groupe Jouissance, dont l'objectif est de discuter, raconter ses expériences sexuelles » (Clef, 1989 ; Marx, 2002: p.85). Dans le groupe de parole sur le couple, auquel j'ai participé pendant une année, les premières expériences sexuelles ont été racontées et, plus généralement, les souvenirs évoqués laissaient souvent une place à des descriptions corporelles ou vestimentaires. Les discours sur soi, produits dans les « espaces du dicible » féministes, sont donc les souvenirs d'un soi incarné.

Les récits de vie réalisés avec nos interviewées confirment l'incarnation des mémoires individuelles féministes : une grande partie des souvenirs mobilisés mettent en jeu le rapport au corps et à la sexualité. Des souvenirs comme ceux-ci-dessous, dont parfois il est difficile de comprendre le rôle dans le fil du récit, témoignent d'une attention particulière à tout ce qui touche au corps :

« Elles organisaient aussi ce qu'on appelle des recollections, c'est un terme que vous ne connaissez sûrement pas, c'est un peu comme des retraites si vous voulez. Elles nous emmenaient, ça devait être deux jours mais moi c'est resté comme quelque chose d'extraordinaire dans ma vie, sur une île du golfe du Morbihan qui s'appelle l'île Berder, à laquelle on ne peut accéder que par un gois. C'est un chemin de terre qui se recouvre par la mer et qui se découvre avec la marée. C'est un tout petit gois entre Larmor Baden et Berder. On allait sur cette île et c'étaient des religieuses qui tenaient ça et qui accueillaient les gens qui venaient pour faire ce qu'on appelle maintenant une retraite. Donc toutes les filles de la terminale, au mois de juin. Je me souviens qu'il y avait une chambre tout en haut de la tour, dans laquelle on dominait la mer, j'avais réussi à y aller, c'est absolument extraordinaire. Et on avait des pères jésuites qui venaient nous faire la recollection, ils venaient nous faire des sermons. Mais contrairement à beaucoup d'autres prêtres de cette époque, les jésuites ont toujours été des gens très éduqués, et ils n'avaient pas la même conception de la vie. Je me souviens par exemple d'un prêtre qui avait mis l'accent sur la propreté des filles. **Il avait expliqué que les filles devaient se laver, ça voulait dire se laver le vagin. A l'époque personne n'en parlait. Et ça je m'en souviens très fortement, ça m'avait frappée.** » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

« Et donc cette rentrée en sixième, comment ça se passe ? Très durement. Très durement parce qu'en plus le premier jour où je suis partie au collège j'ai eu mes règles, je n'avais pas été prévenue donc dans un affolement total. Alors je suis rentrée en sixième c'était encore non mixte, c'était une classe de filles, dans un collège que je ne connaissais pas, avec vingt minutes à pied alors que j'avais l'habitude d'habiter à côté de l'école primaire. J'en ai un souvenir comme une grande barre à l'estomac. Vraiment une grande peur avec ces règles qui arrivaient, que je me demandais ce qu'il m'arrivait. **D'abord parce que je croyais mourir avant de rentrer en sixième, et une mère qui ne m'a rien expliqué, qui m'a laissée dans l'épouvante.** Après je m'en suis remise, je me suis mise à travailler. » (Récit de vie avec Annick, 24/03/2009)

L'appréhension de la liberté des modèles identificateurs et repoussoirs passe aussi par des évocations du rapport qu'ils/elles entretiennent à leur corps :

« Tout ce qui touche à la sexualité on n'en parlait pas, c'est évident. Par exemple, je me souviens très bien de la naissance de mon frère Denis, qui est né en 50, quand il est né ma grand-mère m'a dit "viens voir tu as un petit frère", il était né, on te disait "viens voir". Avant... ça ne m'avait pas intéressé. Je me souviens d'avoir jeté un coup d'œil dans le berceau et puis d'être partie. Ça ne m'intéressait pas du tout ce genre de choses. Mais je ne peux pas dire que la sexualité était non plus taboue. **Je me souviens parfaitement que ma mère était assez libre dans son corps malgré tout. Je me souviens par exemple que quand il faisait chaud l'été elle portait des robes, je ne dis pas des robes élégantes, mais des robes qui lui permettaient d'être à l'aise, elle montrait ses cuisses facilement. Mais le fait qu'on habite au bord de la mer, ma mère avait été habituée dès l'enfance... elle habitait Lorient et ma grand-mère les promenait sa sœur et elle à la plage à Port-Louis, et elle avait l'habitude d'être comme ça... à l'époque, elle racontait qu'elle n'avait pas de maillot de bain et on**

lui épinglait sa robe entre les cuisses pour qu'elle puisse se baigner. » (Récit de vie avec Inès, 16/06/2009)

« Ma sœur aînée, on pourra y revenir si vous le souhaitez, va mourir assez jeune. Elle a 45 ans lorsqu'elle meurt, 45 ou 46, d'un cancer du sein qu'elle a délibérément négligé. C'est clair parce que j'ai assisté. À ce moment-là d'ailleurs je suis jeune médecin et je vois ça quand même de loin parce que je ne suis pas son médecin bien sûr. En plus, à ce moment-là je n'ai pas encore fait la spécialité, partiellement seulement, donc je ne suis pas un spécialiste du cancer du sein mais je connais suffisamment de choses pour savoir ce qui se passait et comprendre qu'elle retarde la décision. **Pour elle, l'ablation du sein est absolument intolérable, imaginable. Alors que, je le répète, c'est une femme qui reste une chrétienne pratiquante, on peut dire très rigoureuse sur le plan moral. Ça fait partie pour moi de ces découvertes, on réalise qu'une femme de ce profil culturel, en définitive elle est attachée à l'image de son corps de façon très forte au point de mettre sa vie directement en danger.** » (Récit de vie avec Michaël, 30/04/2008)

La présence importante du corps dans les mémoires féministes peut être interprétée comme une façon de « critiquer le modèle de l'individu abstrait à la base des théories modernes de la citoyenneté » et de valoriser le fait qu'étant « nécessairement des individus incarnés », « ce n'est qu'à partir de notre situation que nous pouvons apparaître dans l'espace public » (Lamoureux, 2004: p.188).

Enfin, il semblerait qu'un dernier facteur explique que de ces pratiques de partage de vécus en collectif émerge la matrice commune centrée sur l'affirmation de soi comme être autonome. Geneviève Fraisse, dans un article au titre évocateur « Les bavardes », explique que « dans les luttes de femmes, ce sont d'abord la parole et l'écrit qui dominent. Pourquoi ? Peut-être parce qu'avant d'agir, les féministes ont toujours à savoir quelle est l'oppression qu'elles dénoncent et qui d'entre elles ou plutôt comment chacune est concernée par cette oppression » (Fraisse, 1979: p.194). Le partage de vécus biographiques donne ainsi souvent lieu à l'accumulation d'expériences négatives, non dicibles en dehors de ces espaces et attestant du caractère systématique et transversal de l'inégalité entre les sexes. Dans la mesure où cela implique de décrire « des actes qui ont avili et humilié les personnes » en raison de leur sexe (Pollak et Heinich, 1986: p.4), il est probable que cet amoncellement de discours sur la minoration porte atteinte au sentiment d'identité des participantes et à leur estime d'elles-mêmes. Par conséquent, il apparaît comme logique qu'un des mécanismes mis en œuvre pour contrer cette dynamique potentiellement destructrice soit la mobilisation de souvenirs visant à l'affirmation de soi comme être autonome. En évoquant des souvenirs qui visent à se présenter comme sujets, elles font de leur récit du passé un « instrument de reconstruction de l'identité » (Pollak et Heinich, 1986: p.4). La matrice structurant les souvenirs féministes, centrée sur l'autonomie, serait donc en partie, une conséquence de cette pratique d'échange de

vécus, qui amène les militantes à se confronter à la multiplicité des violences subies et ainsi à leur propre position sociale de dominées, dont il s'agit de se défaire par le récit de soi.

3. De l'affirmation de soi au « sortir de soi » : un « nous » fondé sur l'articulation entre la « petite histoire » et la « grande histoire »

Le fait que les pratiques de partage de vécus en collectif conduisent à l'affirmation du « je » autonome comme colonne vertébrale des mémoires individuelles peut sembler en contradiction avec la volonté des féministes de se constituer en sujet collectif pour peser dans la sphère publique. Pourtant, ces pratiques d'échange de discours biographiques sont essentielles dans la construction d'un « nous » féministe à différents points de vue.

Tout d'abord, c'est dans le cadre des « espaces du dicible » féministes que s'élabore l'« identification collective de la domination masculine propice à sa théorisation critique » (Achin et Naudier, 2013: p.110) : la pratique du récit de soi en collectif permet aux militantes de prendre conscience que « quand 25 millions de femmes ont le même problème, il cesse d'être individuel »¹. Autrement dit, en confrontant leurs expériences, les femmes qui participent aux groupes de parole ou qui assistent à des témoignages publics peuvent donner à leurs vécus privés une dimension structurelle, les inscrire dans un système. Le cadre collectif permet la prise de conscience du caractère politique d'expériences jusqu'alors vécues isolément et perçues comme des problèmes individuels. Ainsi, le fait de revenir à soi, d'encourager le discours sur soi permet paradoxalement à chacune de « sortir de soi » (Achin et Naudier, 2008: p.388), au sens où cela provoque la confrontation avec l'intimité des autres et favorise la mise en évidence de constantes qui donnent sens à une identité collective.

De plus, de cette confrontation des vécus, naît un sentiment de solidarité essentiel à la construction d'un sujet politique collectif : en effet, les configurations sociales que sont les « espaces du dicible » féministes permettent l'émergence d'une sororité entre participantes, équivalent de la fraternité au féminin, qui se traduit notamment par une entraide, « un travail

¹ Extrait de : « Contre le terrorisme mâle », *L'idiot international*, n°8 et 9, juillet août 1970, cité par : (Jacquemart, 2011: p.126).

de transmission des pratiques mises en œuvre pour se libérer » (Achin et Naudier, 2010: p.91). La phrase suivante d'Antoinette Fouque traduit bien l'idée selon laquelle le récit de soi joue ce rôle de support de la politisation des femmes dans les groupes féministes et constitue donc l'instrument principal à partir duquel se réalise la solidarité entre femmes.

« Je devrais l'appeler [elle parle de son témoignage dans l'ouvrage *Génération MLF, 1968-2008*] "essai d'ego-altruisme" puisque, en proclamant "tant qu'une femme sera esclave, nous serons toutes esclaves", le MLF exprime une **solidarité absolue**. Jamais dissocié de l'autre, **le récit de soi devient un récit altruiste**. » (Fouque, 2008: p.15)

Ce sentiment de solidarité ou de sororité se trouve accentué par l'une des normes de fonctionnement des « espaces du dicible » féministes, à savoir le principe de non hiérarchie. Selon ce principe, chaque femme peut, à partir de sa propre expérience vécue, devenir sujet connaissant et partager son savoir situé dans une relation d'égalité aux autres. Ainsi, les féministes valorisent l'apport de chacune, depuis sa position, partant du principe que les différents vécus se valent entre eux. Et même si l'idée de sororité fait l'objet de critiques de la part de féministes elles-mêmes (en particulier de la part de celles qui se revendiquent du *black feminism*¹) et même si le refus de la hiérarchie s'est vu infléchi par la professionnalisation des organisations féministes et l'intervention de travailleuses sociales revendiquant une expertise dans l'animation de groupes de parole, cette idée de l'équivalence des vécus continue d'avoir des conséquences sur les mémoires féministes : comme nous l'avons déjà rapidement évoqué dans le chapitre consacré au rapport des féministes aux femmes célèbres, les pratiques mémorielles valorisant des femmes exceptionnelles sont souvent accompagnées de la mise en

¹ En France, par exemple, le Groupe de Recherche Audre Lorde (GRAL), dans le cadre du cycle de rencontres publiques « Limites frontières » (qui reprend le nom du séminaire d'un collectif féministe au début des années quatre-vingt) propose de réfléchir à la notion de sororité d'un point de vue critique : « Penser la conscience politique sur le modèle de la relation sororale enjoint le féminisme à se réfléchir dans l'unité, la non-mixité et la solidarité mais tend à renvoyer les désaccords, les polémiques et les conflits du côté de l'apolitique, de la sphère privée où l'on règle – ou pas – ses problèmes "en famille". L'injonction à reconnaître sa camarade de lutte ou sa compagne de route, sa collègue, sa mère, sa fille, ou tout simplement celle, anonyme, qui fait l'expérience d'un même rapport de pouvoir, comme sa sœur, crée une illusion de transparence et passe sous silence les vécus et les récits discordants. En témoignent les interpellations désenchantées des féministes africaines américaines et caribéennes à leurs "sœurs blanches" ou les débats qui font rage depuis dix ans en France sur l'articulation du sexisme et du racisme et plus généralement sur les expériences vécues de la domination appréhendée et politisée comme intersectionnelle. » (http://www.gral-recherches.fr/limites_frontieres.html).

avant d'anonymes afin d'éviter de hiérarchiser les vécus et de donner une importance trop grande aux femmes les plus visibles.

De la même façon, les pratiques d'échange des vécus mettent souvent en jeu des récits biographiques de femmes célèbres. Par exemple, dans un groupe de parole de la région toulousaine constitué à la fin des années 1980, certaines séances sont consacrées au commentaire de récits autobiographiques publiés par des femmes célèbres. Des parallèles sont établis entre les récits de soi livrés par les participantes au groupe et ceux des auteures des ouvrages lus :

« À travers ces vécus de femmes [auteures des ouvrages lus], ces récits de femmes, ce groupe de femmes, **chacune éclaire sa vie de toutes ces lumières croisées.** »
(Combroux et Delbreil, 2004: p.59)

Ces récits sont présentés comme équivalents à ceux élaborés par les militantes, les unes « éclairant » les autres et inversement. De la même façon, sur la page du site internet du collectif *Encore féministes !*, intitulée « Comment nous sommes devenu-e-s féministes »¹, les témoignages biographiques de membres du réseau côtoient des extraits de certaines autobiographies. On trouve, par exemple, un extrait de *Mémoires irréductibles*, de Françoise d'Eaubonne et une invitation à aller lire le livre d'Anne Zelensky, *Histoire de vivre, Mémoires d'une féministe*. Ce faisant, les autobiographies entrent dans le cercle des discours susceptibles d'influencer ou de nourrir les mémoires des militantes, elles participent ainsi au processus d'encadrement réciproque des discours biographiques. Mettre sur le même plan les récits biographiques des anonymes et ceux des femmes célèbres permet d'articuler entre elles des histoires considérées comme appartenant à la « petite histoire » et d'autres intégrées à la « grande histoire » car consacrées par le récit national.

Certaines actions mémorielles sont même pensées pour favoriser la mise en parallèle des vécus d'anonymes avec les vécus de femmes exceptionnelles. Par exemple, l'association *Du côté des femmes* organise en 2009 une exposition, intitulée « Itinéraires de femmes, mémoires et migrations », qui donne à voir des affiches dans laquelle chaque militante et chaque bénéficiaire de l'association est invitée à illustrer le lien entre sa propre vie et celle d'une grande figure. Fabienne raconte comment est née l'idée de ce projet :

¹ Adresse de la page internet: <http://encorefeministes.free.fr/devenuesfeministes.php3>

« L'année dernière on a fait un projet qui était *Paroles sur la ville, regards sur la cité*. On est parti avec des groupes de femmes dans la rue prendre des photos des lieux qui avaient du sens pour elles, des lieux de sociabilité, de rencontres (...) Elles ont pris les photos et après elles les ont mises en lien avec les choses qu'elles souhaiteraient voir émerger dans la ville. Du coup, il y en a un qui est génial comme tableau, c'est mon préféré, il y a une nana qui a pris une photo du marché de Sarcelles, elle l'a découpée, elle a fait la carte de la France, c'est une photo de djellabas du marché etc. et ça fait une France très colorée. Après, on avait été voir une pièce de théâtre qui s'appelait *Femmes d'ici et d'ailleurs* qui racontait le parcours de cinq femmes. Et l'histoire d'une femme, c'est l'histoire du pays. C'était la première fois qu'elle [la femme qui avait découpé la photo en forme de France] voyait une pièce de théâtre, c'était la première fois qu'elle prenait le RER, enfin bref, beaucoup de première fois. Elle était d'origine marocaine cette dame. Elle a découpé l'affiche de *Femmes d'ici et d'ailleurs* et elle a construit la carte du Maroc. Et entre les deux, entre la France et le Maroc, elle a mis une valise. Ce projet-là, il a été vachement fort. Suite à *Femmes d'ici et d'ailleurs* on s'est dit : si on faisait un truc là-dessus, autour de la question de la mémoire de l'immigration. **Du coup, on a commencé à porter ce projet là où en fait chaque femme racontait un petit bout de son histoire, enfin partait sur l'histoire d'une femme célèbre et le mettait en lien avec son parcours.** » (Récit de vie avec Fabienne, 24/07/2009)

Les femmes célèbres évoquées dans le cadre de l'exposition n'ont, pour la plupart, pas vécu d'expériences migratoires alors même que le projet se veut initialement centré sur la mémoire de l'immigration. On peut interpréter l'exercice qui consiste à associer ces dernières aux parcours des femmes migrantes comme une façon d'universaliser le vécu des femmes et de gommer les spécificités des trajectoires migratoires. Un des panneaux réalisé par une femme immigrée dans le cadre de cette exposition donne à voir la façon dont son auteure établit un parallèle entre elle et Simone Veil (dont les caractéristiques sociodémographiques et trajectoires sont pourtant très éloignées des siennes).



Figure 41 : Panneau réalisé par une femme de l'association Du côté des femmes, à partir de sa propre trajectoire, dans le cadre d'une exposition intitulée « Itinéraires de femmes, mémoires et migrations »

Le texte sous le panneau dit : « Je veux faire le même chemin que cette femme. Je ne suis pas encore arrivée au bout. J'aspire à aller à la rencontre des personnes illustres comme des plus démunis, en restant toujours moi-même, femme. ». On retrouve l'idée d'un parcours (« chemin ») dont l'enjeu est l'affirmation de soi (« restant toujours moi-même »), ainsi que le lien entre les anonymes et les célèbres – qui s'exprime certes par le lien créé entre l'auteure du panneau et Simone Veil, mais aussi par l'affirmation dans le texte d'un intérêt pour les personnes « illustres » comme les « démunis ».

Cette action, qui traduit le principe d'équivalence des vécus dans les mémoires féministes – lui-même étant le produit du principe de non hiérarchie instauré comme norme de fonctionnement des « espaces du dicible » féministes – est aussi pensée comme une façon de créer un lien entre histoires individuelles et histoire collective. C'est d'ailleurs ainsi qu'est présenté le travail réalisé dans le cadre d'ateliers tout au long de l'année pour confectionner cette exposition.

« Les ateliers “Itinéraires de femmes” se sont déroulés sur huit mois mêlant à la fois sorties culturelles, visionnages de documentaires et films cinématographiques, débats et créations artistiques. **Nous avons travaillé à partir de figures de femmes illustres** qui ont été l'occasion **d'échanges autour des questions relatives à l'accès aux droits**, sur les problématiques de l'égalité entre les hommes et les femmes, des mouvements historiques qui ont produit des changements. **Ces figures emblématiques contemporaines et légendaires au niveau historique, politique, intellectuel et scientifique nous ont permis d'ouvrir sur les possibilités d'agir sur le monde et la capacité à le transformer.** Puis, **les femmes de Sarcelles ont réalisé un travail de mémoire. Elles ont partagé leurs parcours multiples**, s'inscrivant pour chacune dans un parcours socio-historique singulier. **L'enjeu a été de joindre la petite à la grande histoire, de mettre en parallèle les histoires individuelles et l'histoire collective, les histoires privées et l'histoire officielle.** » (Extrait du panneau de présentation de l'exposition « Itinéraires de femmes », dans les locaux de l'association DCDF à Sarcelles)

Ce travail sur la mémoire conduit d'une part, à créer un lien entre les différentes histoires individuelles, quelle que soit la position de la personne qui exprime son vécu, et d'autre part, à les relier aussi à l'histoire collective. L'articulation entre les histoires personnelles et la « grande histoire » apparaît ainsi comme un des buts recherchés dans les pratiques d'échange de vécus. La phrase suivante de George Sand, citée par Antoinette Fouque, traduit assez bien l'idée que les féministes se font de l'imbrication entre histoires individuelles et histoire collective.

« Toutes les existences sont solidaires les unes dans autres, **et tout être humain qui présenterait la sienne isolément, sans la rattacher à celle de ses semblables, n'offrirait qu'une énigme à débrouiller...** Cette individualité n'a, par elle seule, ni signification, ni importance aucune. **Elle ne prend un sens quelconque qu'en devenant une parcelle de la vie générale, en se fondant avec l'individualité de**

chacun de mes semblables, et c'est par là qu'elle devient histoire. » (George Sand, *Histoire de ma vie*, Gallimard, 2004, citée par (Fouque, 2008: p.28))

L'histoire collective est pensée par les féministes comme la rencontre des histoires individuelles. Chaque récit individuel – quelle que soit la position sociale de la locutrice – est pensé comme une entrée dans l'histoire collective, ou un point de vue sur l'histoire collective. Autrement dit chaque récit intime apparaît comme une représentation (parmi d'autres) de l'histoire collective et le récit collectif est pensé comme « une confluence des récits intimes » (Crivello et Pelen, 2008: p.9). C'est d'ailleurs ce qu'explique Fabienne lorsqu'elle évoque d'autres moments de partage de vécus au sein de l'association Du côté des femmes.

« **Moi, je me suis bien retrouvée ici.** Tu es en contact avec les femmes. C'est génial parce que moi ça me permettait toujours dans cette dynamique un peu autour de la sociologie parce **que tu rencontres des parcours de vie quand même assez extraordinaires.** Même si tu n'es pas dans l'analyse ou dans du terrain, tu es toujours dans ces rencontres, **et puis toujours cette idée que les femmes incarnent la grande histoire à travers elles. Leur parcours il n'est pas anodin, il est le fruit d'une histoire politique, de notre société.** » (Récit de vie avec Fabienne, 24/07/2009)

La pratique de partage de vécus en collectif a donc pour effet d'imbriquer entre elles les histoires individuelles et l'histoire collective, souvent appelée par les militantes « grande histoire » ou « histoire avec un grand H ». On remarque, dans la citation de Fabienne, le double mouvement qui veut à la fois que les femmes « incarnent la grande histoire », c'est-à-dire nous donnent à comprendre celle-ci au travers de leurs histoires personnelles, et qu'elles soient également le produit de cette grande histoire (leur parcours « est le fruit d'une histoire politique »), les histoires personnelles étant alors pensées comme façonnées par l'histoire collective. Cela a des conséquences dans la façon dont les militantes se racontent : les discours biographiques sont rythmés par l'histoire collective. C'est d'ailleurs en faisant référence à l'histoire des femmes et à ses principales avancées que les militantes évitent que l'affirmation de soi conduise à l'individualisme, à l'isolement du « je » et qu'elle remette en cause le sujet collectif féministe.

« **J'ai commencé à travailler en janvier 82 et janvier 82 c'était après mai 81.** Vous ne vous souvenez peut-être pas mais **c'était l'élection de Mitterrand.** Et ce Centre d'études des transports urbains, il y avait surtout des gens qui étaient des contractuels de l'État, très diplômés, très très diplômés, assez jeunes, disons entre 30 et 40 ans

globalement. Et globalement plutôt de gauche. Du fait de la hiérarchie du corps des Ponts, moi j'étais censée être le chef du département. Donc je me retrouvais à 25 ans, fraîchement sortie de cette école, chef. **Ces chargés de mission, dans ce contexte où la gauche est arrivée au pouvoir, ils étaient tous très de gauche, ils m'avaient dit "nous on ne veut plus avoir comme chef le jeune ingénieur des Ponts qui débarque et qui n'y connaît rien, c'est pas normal, il faut que cela change"**. Mon patron m'avait quand même proposé le poste. Et ils avaient été même jusqu'à dire que si on leur remettait comme chef un jeune ingénieur des Ponts, ils boycotteraient le jeune ingénieur des Ponts. Ils étaient prêts à boycotter le jeune, mais ils n'ont pas boycotté la jeune. Et je pense que c'est en partie par ce qu'ils se sont dits... **Il faut se rappeler ces années-là, c'était vraiment des années où il y avait une sensibilité sur le rôle de la femme... des années qui avaient vu l'aboutissement d'un certain nombre de luttes de la femme pour l'égalité...** parce que je vous disais tout à l'heure que le droit français, d'après moi, il est très égalitaire, ce n'était pas le cas autrefois. **Les années 70, c'étaient des années où il y avait eu quand même de fortes modifications législatives et qui venaient d'une lutte des féministes pour obtenir l'avortement, la contraception, le partage du droit parental etc. Il faut se rappeler que les femmes ont eu le droit de vote après la guerre ! Les femmes ne pouvaient pas ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de leur mari etc.** Ce sont des choses qu'on n'imagine plus, même dans ma génération **on n'imagine plus ne pas pouvoir ouvrir un compte en banque sans l'autorisation de son mari.** C'est inimaginable alors que ça avait été le cas pas si longtemps avant nous. **Donc tous ces messieurs, qui avaient quand même conscience de cela, ils se sont dits "si on la boycotte, ils vont dire que c'est parce que c'est une femme" et donc ils ne m'ont pas boycotté.** Et puis finalement ça s'est pas mal passé, j'ai passé presque trois ans à ce poste. Qui était quand même encore un peu un poste... évidemment j'étais la première femme à avoir ce poste, c'est un peu normal étant donné qu'il fallait que ce soit un ingénieur des Ponts et c'est facile des femmes ingénieurs des Ponts, il y en a trois plus vieilles que moi. Il y en a eu 2 dans la promo X 72, une 74 et 0 dans les deux autres promos. Même aujourd'hui il y en a encore entre 0 et 4/5 par an. Et même aujourd'hui il peut encore y avoir des années sans fille. Je ne sais pas s'il y a des années vraiment sans fille du tout, mais bon... donc il y en a trois qui étaient plus vieilles que moi. » (Récit de vie avec Françoise, 21/10/2008)

« Vous savez en 65, pour la première fois, les femmes pouvaient disposer de leur héritage, avant les femmes mariées n'avaient pas le droit de disposer de leur

héritage sauf si un contrat l'avait prévu expressément etc. On voit qu'en se mariant les femmes abandonnaient leur liberté, leur autonomie. **En 65 aussi, elles ont eu le droit d'ouvrir un compte en banque sans demander l'autorisation de leur mari, ça c'est mon histoire... en 65 que j'ai 13 ans, je suis très consciente de ce qui se passe autour de moi, des revendications de ma mère pour qu'on assume le fait qu'elle travaillait et que théoriquement ça devrait ouvrir des droits après etc. Donc j'étais très sensible à ces questions-là.** La question du nom aussi. Quelques années après on a enterré ma grand-mère et il y a eu une engueulade mémorable post-enterrement dans ma famille. Parce qu'elle a été enterrée sous le prénom de son mari qui était mort 20 ans avant, j'ai trouvé qu'on l'avait dépossédée de toute son identité au moment où on l'a mise en terre. Donc j'étais très sensible à toutes ces questions. » (Récit de vie avec Maya, 13/05/08)

« C'est-à-dire que ma mère n'avait pas le droit de travailler sans l'autorisation de son mari. **À cette époque-là, il y avait encore cette loi.** Mon père qui était imprimeur, il était dans l'idéologie de "un homme digne de ce nom nourrit sa famille" donc il ne voulait pas que sa femme travaille. Ça n'avait rien d'exceptionnellement machiste, c'était tout à fait quelque chose de **commun. Et donc je ne me rappelle plus quand la loi est tombée, je ne peux plus vous dire, cette loi qui interdisait aux femmes de travailler sans l'autorisation de leurs maris, mais enfin dans tous les cas, les effets ont continué à se faire sentir bien au-delà.** Disons que pour les femmes de la génération de ma mère, même quand la loi ne les y contraignait pas... on était deux, moi j'étais la dernière, à un moment donné, quand je n'avais plus besoin d'avoir ma mère à domicile, même ça me pesait d'ailleurs, quand bien même la loi l'y autorisait, et moi je l'ai énormément poussée, mais ma mère ne voulait pas braver, mécontenter son mari en travaillant. Donc ça continuait. » (Récit de vie avec Mylène, 27/05/2008)

L'histoire collective structure les histoires personnelles de différentes façons : au travers de récits comme ceux-ci, les militantes construisent « au sein de l'histoire réelle et des représentations qu'ils en ont, la représentation qu'ils ont d'eux-mêmes : êtres historiques participant aux grandes mutations des temps, ou témoins au lointain des grands événements. Leur insertion dans ces récits collectifs ordonne l'économie de leur représentation ordinaire » (Crivello et Pelen, 2008: p.8).

Les avancées légales viennent parfois rythmer les récits de vie de manière plus implicite. Ainsi, nombre de militantes évoquent des situations où des femmes ont été freinées

dans leur processus d'autonomisation par des grossesses non désirées. Elles évoquent aussi des femmes aux destins brisés par des avortements clandestins ayant mal tourné. Ces souvenirs sont des façons de montrer l'impact des avancées obtenues par les féministes sur les vies des femmes.

« Et ma grand-mère, elle était d'origine paysanne. Je l'aimais beaucoup aussi, elle était très grand-mère, elle te faisait des gâteaux, des câlins, tout ce que tu veux... **mais il y a quand même eu une tâche dans son histoire.** Elle est d'un milieu social plus défavorisé, est en fait ce qui s'est passé... Je te dis ça parce que je pense que ça a marqué vraiment la famille, elle était de 1911, il y a toujours des squelettes dans les placards des familles et celui-là je l'ai découvert tard... **Elle était de 1911, elle était née dans le Poitou, et en 1929 elle est tombée enceinte, donc autant te dire d'un enfant hors mariage, d'un garçon paysan d'un village d'à côté, qu'elle avait rencontré, qui évidemment n'a pas reconnu l'enfant. Alors que ça a été une horreur, elle s'est retrouvée seule avec cet enfant, elle n'a pas avorté, je ne sais pas si elle aurait pu le faire d'ailleurs. Je ne sais pas si elle était au courant... Elle n'avait que 18 ans. Évidemment, elle a été rejetée par sa famille qui ont dit, son père lui a dit : “j'aurais préféré te voir morte plutôt que te voir enceinte”,** tellement le déshonneur pour eux était grand. Elle est venue ensuite à Paris avec cet enfant, ça a été la guerre, **elle s'est retrouvée seule, mère célibataire pendant la guerre, du fait d'avoir été abandonnée par sa famille, rejetée etc.** c'est quelqu'un qui a gardé un caractère très dépressif. Du coup, quand ils ont eu ma mère, puisque c'est mes grands-parents maternels, c'est quelqu'un qui avait des crises d'angoisse. »
(Récit de vie avec Jennifer, 09/04/2008)

« J'avais déjà, malgré mon jeune âge, un passé militant car ma sœur Anne, âgée de six ans de plus que moi, m'avait convaincue sans trop de difficultés de la validité de ses idées révolutionnaires maoïstes. Je trouvais dans cette idéologie l'expression rationalisée d'une révolte manifestée dès ma plus tendre enfance contre toute autorité établie. Dernière d'une famille de trois filles, **j'avais fait mon entrée dans le monde en quelque sorte par effraction, au mauvais moment, jetant mes parents dans l'embarras. Intellectuels juifs ayant vécu leurs années de jeunesse pendant la guerre, ils se retrouvaient soudain (la contraception n'avait pas encore fait son apparition et ma mère avait déjà failli mourir d'un avortement) en charge d'une famille conséquente. C'en était probablement trop pour eux qui n'avaient jamais eu vraiment le loisir de profiter un peu de la vie et ils se débarrassèrent en grande**

partie de mon éducation en la confiant à la bonne (une femme de la génération de mes grands-parents, venue de la campagne à Paris pour y travailler à l'âge de 12 ans) qui me dispensa sans compter sa tendresse et son attention. J'eus ainsi la chance de me trouver un peu à distance de l'anxiété chevillée au corps de mes parents. J'eus aussi cette chance d'avoir, entre la figure paternelle et moi-même, quatre femmes faisant tampon, me protégeant, chacune à sa façon, des explosions de fureur imprévisibles dont notre foyer était parfois le théâtre. » (C., 2008: p.35)

Les histoires personnelles sont donc conçues comme des entrées dans l'histoire collective : Elodie évoque l'histoire de sa mère en expliquant qu'elle « trouve que ça fait partie de l'histoire avec un grand H ». Le parcours de celle-ci est ainsi présenté par Elodie comme exemplaire des conditions de vie des femmes dans une période antérieure aux conquêtes féministes liées à la maîtrise de la fécondité.

« J'ai pris l'adresse e-mail de toutes ces personnes et régulièrement je les inonde. Toutes les nouvelles que j'ai, elles partent. Ils savent que je suis assez battante. **Mais on ne transmet pas vraiment ce qu'on a vécu** ou plutôt ce qu'on a vécu dans une certaine époque. **Moi ce que j'aurais aimé écrire, ou savoir écrire, c'est par exemple l'histoire de ma mère dans l'histoire.** Elle est née en 1905, elle est morte en 93, c'est quand même pas mal. Tout ce qu'elle a vécu, tout ce qu'elle a raconté... **quand ma mère racontait par exemple** que le soir, alors que son père était cadre dans les mines de charbon, et qu'il y avait déjà en Moselle des allocations familiales qui n'existaient pas ailleurs, c'était le système allemand, **mais le samedi soir les enfants étaient couchés nus pour laver leur chemise.** Ça vous dit quelque chose ? Quand l'électricité est arrivée, **elle mettait une chaise sur la table pour lire à la lueur de l'ampoule** parce qu'ils n'utilisaient des ampoules que de 20 Watt pour ne pas plus utiliser l'électricité. **Je trouve que ça fait partie de l'histoire avec un grand H.** Et de temps en temps elle allait chez la famille de sa mère, des grand-mères, des tantes, parce que le père et sa nouvelle épouse avaient souvent des soucis à cause d'elle parce qu'elle était assez rebelle, alors que dans la vie courante elle ne l'était plus. Mais à l'époque elle a dû souffrir énormément du décès de sa mère, de voir arriver une autre femme qui continuait à faire plein d'enfants. **Chez elle, ils étaient cinq, son père se remarie avec une femme qui avait un enfant, qui était fille mère, et ils en refont dix. Vivants.** **À chaque fois qu'elle voyait cette belle-mère enceinte, elle se disait c'est encore du boulot pour moi.** **Quand votre mère vous raconte des choses comme ça...** Une amie qui était psy, que j'avais été voir, parce que quand ça ne va pas

je vais à deux trois séances et puis ça va... une amie psy à qui je parlais de maman je ne sais plus à quel sujet, je disais que mon frère elle l'avait eu c'était vraiment l'enfant de l'amour, encore que pendant la grossesse ils avaient failli se séparer... **Et mon père était quand même assez méprisant vis-à-vis des femmes, je ne sais pas si c'est à cause de sa première épouse de qui il était veuf, elle était mort très jeune, elle avait été enceinte, ce n'était peut-être pas de lui...** Toujours est-il que mon frère ne correspondait pas du tout aux critères masculins de mon père, mon frère était petit, chétif, brun. Mon père c'était l'aryen parfait et ma sœur a été l'enfant du calme retrouvé. Maman me disait que pour moi, le ménage allait déjà très mal. Mon père devait courir un petit peu à droite à gauche, ça se faisait beaucoup à l'époque. **Et elle me dit qu'entre ma sœur et moi il y avait déjà eu un avortement et que pour moi l'avortement n'avait pas marché. Mon amie psy me dit "mais ta mère te dit ça ?", je n'avais pas réalisé que ça pouvait être traumatisant. Dans un certain sens, je suis contente qu'elle me l'ait dit parce que ça m'a rapproché d'elle en tant que femme, ça m'a peut-être éloigné en tant que mère, mais en tant que femme...** elle me disait que quand elle me donnait le sein, elle m'a nourri jusqu'à 7 mois, elle me regardait et elle disait "la pauvre petite elle n'y est pour rien", parce que mon père lui reprochait son gros ventre...Je pense que la compassion qu'elle a eu quand j'étais petite, je l'ai eu pour elle après. Et ça m'a beaucoup appris sur ce que les femmes peuvent vivre. Tout ça elle vous l'a raconté tard ou avant même votre engagement féministe ? Je ne sais plus. Le fait que ma grand-mère soit morte en couche ça je le savais depuis longtemps. Elle a dû me le raconter plus tard. Je devais être déjà engagée dans tous mes groupes. » (Récit de vie avec Elodie, 04/07/2008)

Au travers de ces évocations des liens entre histoires personnelles et histoire collective, se dessine le sujet collectif féministe qui est pensé comme un ensemble de sujets autonomes dont l'existence (et en particulier le parcours d'autonomisation) tient à la transformation du monde par le mouvement féministe. C'est cette articulation qui permet l'insertion du « je » autonome dans un « nous ».

Enfin, outre l'inscription du sujet individuel dans un collectif, cette articulation entre « petite histoire » et histoire collective nourrit la perspective déjà évoquée qui consiste à démontrer la nécessité de la lutte. Ainsi, l'organisatrice de l'atelier explique :

« Il s'agissait, en faisant un retour sur sa propre histoire personnelle singulière, de chercher à comprendre **comment on a pu se construire comme Femme à cette génération qui a connu des "acquis" juridiques importants**. Mais on ne peut s'en tenir à l'aspect juridique pour apprécier le changement. Réfléchir en groupe sur son histoire de femme à partir d'écrits personnels, constitue le moyen retenu ici pour **appréhender l'impact réel de ces acquis sur son existence de femmes**. » (Million-Lajoinie, 2004: p.17)

« Il s'agit donc bien dans l'atelier, de prendre en quelque sorte la mesure de l'écart qui subsiste entre des avancées juridico-sociales formellement définies et leur mise en œuvre effective dans des existences réelles de femmes » (Million-Lajoinie, 2004: p.18).

En creux, on comprend qu'il s'agit de contrer les discours couramment diffusés selon lesquels l'actualité du combat féministe n'aurait pas de sens compte-tenu des avancées juridiques déjà obtenues. Les pratiques de partage de vécus conduisent à une actualisation de la lutte : en racontant son parcours biographique, chaque militante donne une existence, dans le présent, aux difficultés auxquelles sont confrontées les femmes et justifie ainsi les raisons de s'engager pour la cause des femmes. Christine Delphy rejoint cette idée lorsqu'elle valorise le rôle de la remémoration dans l'entretien de la flamme militante :

« Rester en colère, **c'est garder à l'esprit en permanence la cause de cette colère, c'est nous souvenir sans cesse de ce que nous devons oublier au moins par moments pour pouvoir survivre** : que nous sommes, nous aussi, des humiliées et des offensées » (Delphy, 1981: p.73)

Les groupes de parole, parce qu'ils sont des lieux où s'expriment des vécus en partie façonnés par l'inégalité structurelle avec les hommes, jouent un rôle central dans la réaffirmation régulière de la nécessité de la lutte. A ce titre, il est intéressant de voir que le colloque consacré à l'histoire de la tendance lutte de classes, organisé dans la Salle des fêtes de l'Hôtel de ville de Paris à l'occasion des quarante ans du MLF en 2010, présente aussi le temps consacré aux témoignages comme un moyen de donner l'envie de s'engager :

« Nous souhaitons, à travers **ces paroles plurielles et diverses**, poser de jalons pour cette écriture. **Que ces mémoires rassemblées** étayent ce que nous fûmes, ce que nous sommes et ce que nous serons et **suscitent le désir de cette aventure**. » (Extrait du fascicule de présentation du colloque « Faire et écrire l'histoire : féminisme et lutte de

classes de 1970 à nos jours », organisé le samedi 25 septembre 2010 dans la salle des fêtes de l'Hôtel de ville de Paris)

Une de nos interviewées explique d'ailleurs comment la participation à des groupes de parole et, par là l'accès aux récits de vie des militantes du CILAF (association issue du mouvement Les Françaises libres, créé à la Libération), ont participé de son envie de prolonger son engagement.

« Qu'est-ce que vous voulez savoir d'autre ? Je crois qu'il y a deux choses qui m'ont marquée sur les femmes avant l'AFFDU, ce n'est pas l'AFFDU qui m'a transformée. J'ai été très très frappée par ces tours en banlieue et ces femmes que je voyais sous la domination du chef de famille. **Vous vous rendez compte qu'on vous dit "je ne peux pas lire un journal parce que ça m'enlève du temps pour le ménage" et j'ai entendu cette phrase plusieurs fois.** Moi je n'étais pas très d'accord. Ça je crois que c'est la première chose. Et le CILAF en 72 où j'ai rencontré Mme F.. **Et c'est là que j'ai rencontré des femmes qui étaient les premières, ou les presque premières avocates, médecins etc. et qui ont raconté leur chemin ! Alors c'était extraordinaire d'entendre ça. Et j'étais persuadée qu'il fallait continuer dans toutes ces associations qu'elles représentaient et dans les postes électifs qu'elles représentaient, elles racontaient les choses (...)** J'ai été très très frappée du parcours de ces femmes, souvent très brillantes, très connues, que je rencontrais au CILAF. »
(Récit de vie avec Jeanne, 25/06/2008)

Les échanges de discours biographiques actualisent continuellement les raisons de militer pour la cause des femmes et jouent ainsi un rôle dans le maintien des collectifs militants. C'est à ce titre aussi qu'ils consolident le « nous » comme sujet politique collectif, malgré leur rôle dans l'affirmation de chacune comme sujet autonome.

Conclusion de chapitre

Dans ce chapitre, nous avons vu que la convergence des récits biographiques, malgré la variété des trajectoires individuelles, résulte principalement d'une pratique militante très répandue dans l'espace de la cause des femmes : le partage de vécus privés en collectif. Ces échanges, facilités par la création d'« espaces du dicible » féministes à partir des années 1970, permettent un encadrement réciproque des discours biographiques et donc une

homogénéisation des souvenirs des militantes. Les normes en vigueur au sein de ces « espaces du dicible » orientent les souvenirs qui y sont exprimés, contribuant à faire de l’affirmation de soi comme être autonome la colonne vertébrale de la matrice qui structure les mémoires féministes. De plus, nous avons montré que cette affirmation du « je » autonome dans les mémoires des militantes ne constitue pas pour autant une menace pour le groupe car les « espaces du dicible » sont aussi le lieu d’une politisation des vécus privés et donc le lieu d’une remise en cause de l’isolement du sujet : les expériences vécues en solitude sont insérées dans une histoire collective. Cela participe d’un formatage des récits de soi, et notamment des récits intimes, qui se présentent comme imbriqués dans un récit collectif. L’histoire collective est présentée comme le produit de la confluence des récits individuels mais elle oriente aussi ces récits dans le sens où elle leur donne leur rythme, explique certaines bifurcations. Ainsi, le « nous féministe » comme sujet politique collectif se construit comme un ensemble de sujets autonomes dont l’existence tient à la transformation du monde par le collectif féministe.

Nous avons vu aussi que la construction des « espaces du dicible » féministes, ainsi que la mise en œuvre des pratiques de partage de vécus en leur sein, reposent sur un principe politique principal : l’affirmation selon laquelle « le privé est politique ». Cette affirmation est le produit d’une longue histoire féministe, qui a publicisé les questions liées aux femmes sous l’angle des subjectivités, mais elle résulte aussi d’un contexte sociétal plus large (international) spécifique aux années 1960. En effet, c’est principalement à la fin des années 1960 et au début des années 1970 que se mettent en place ces pratiques de partage de vécus qui conduisent à l’homogénéisation des souvenirs des militantes. Pour prolonger ces réflexions, il serait donc intéressant d’adopter une approche d’histoire de la mémoire et de comparer les discours biographiques féministes exprimés dans les années 1970 avec ceux exprimés aujourd’hui. Cette comparaison pourrait s’appuyer sur l’enquête intitulée « Le Mouvement de libération des femmes et ses effets sociaux » ; menée à la fin des années 1980 par le Groupe d’études féministes de l’université Paris VII, dans le cadre de l’Action Thématique Programmée (ATP) « Recherches féministes et recherches sur les femmes », qui avait impliqué la réalisation d’une campagne d’entretiens non directifs avec des militantes féministes de la seconde vague (Ducrocq, Kandel, Picq et al., 1987). Ce travail permettrait d’historiciser l’encadrement réciproque mis en évidence dans ce chapitre, par une analyse

dans la durée du processus de « formatage » des souvenirs entre eux. En 68, selon Philippe Artières, la prise de parole contestataire est certes inédite mais « orchestrée selon les modalités déjà expérimentées par le mouvement révolutionnaire dans le passé, que ce soit en Russie, en Chine ou en Amérique latine » (Artières, 2008b: p.374). Pour sa part, la seconde vague féministe a entretenu à ses débuts, des liens très distendus avec les générations féministes qui l'ont précédée. De plus, au début des années 1970, ces pratiques d'échange de vécus privés en collectif n'en étaient qu'à leurs balbutiements. Ces éléments de contexte peuvent laisser supposer que les récits de soi des féministes formulés alors ne connaissaient pas encore un niveau de formatage comparable à celui de la parole révolutionnaire de 68. Il est probable que la multiplication des pratiques d'échange de vécus, dans les années qui suivent 1970, ait conduit progressivement à l'homogénéisation des discours biographiques des militantes. Il est possible aussi que le développement des pratiques de partages de vécus en collectif contribue à faire entrer davantage de « nous » dans les « je » exprimés au sein des « espaces du dicible » et rende ainsi la transmission de la mémoire des luttes passées et des avancées obtenues entre la deuxième vague et les suivantes plus facile qu'entre la première et la deuxième vague. Une approche d'histoire de la mémoire, non menée ici, permettrait de confirmer ou d'infirmier ces intuitions.

Conclusion de troisième partie

Cette troisième partie de thèse, en se concentrant sur les individus, nous a permis de montrer les effets du social sur les souvenirs des militantes de la cause des femmes. Tout d'abord, les trajectoires originales dans lesquelles sont engagées les individus contribuent à orienter leurs représentations du passé. Chaque féministe formule des interprétations du passé cohérentes avec ses positions politiques et les dispositions qu'elle a acquises dans les différents milieux sociaux qu'elle a traversés. Ainsi, une même photo donne lieu à des lectures variées car chaque personne propose des récits du passé cohérents avec son identité narrative, elle-même dépendante de son inscription dans un réseau de liens sociaux. Néanmoins, un autre mécanisme vient contredire la variété des logiques qui orientent les souvenirs de chacune : un encadrement réciproque des discours biographiques au sein d'« espaces du dicible » féministes contribue à faire apparaître des formes narratives identiques, dans des récits de vie qui relatent pourtant des vécus différents. Il existe donc chez les féministes une grille d'interprétation du passé commune, qui a pour colonne vertébrale l'affirmation de soi comme sujet social autonome, et qui repose sur une pratique centrale dans l'espace de la cause des femmes : le partage de vécus en collectif dont le principal fondement théorique est l'affirmation selon laquelle « le privé est politique ».

Cette partie a soulevé une question méthodologique qu'il s'agit de soumettre ici à discussion. La situation d'entretien, et plus précisément celle du récit de vie, n'est pas neutre et induit certaines formes de discours. L'entreprise biographique entretient l'illusion du sujet (Bourdieu, 1986) : « en appelant la singularisation, elle tend à l'autonomisation de l'acteur par rapport aux champs sociaux où son action s'inscrit ; en postulant l'existence d'un sujet, ou encore d'une “vie” tendue vers un accomplissement » (Damamme, 1994: p.183). Ainsi, même si les récits de vie ont été abondamment mobilisés, dans le chapitre 8, pour démontrer l'existence d'une matrice commune d'évocation du passé centrée sur l'affirmation d'un soi autonome, c'est seulement parce qu'on constate (lors des observations et dans les entretiens projectifs) que les discours sur le passé tenus par les interviewées dans le cours de leurs interactions ou lors de leur confrontation aux images sont aussi structurés par cette matrice commune, que l'on peut conclure à l'indépendance du phénomène observé à l'égard de la méthode de recueil des données que constitue le récit de vie.

Enfin, pour conclure cette partie, nous souhaitons revenir sur une phrase de la linguiste et psychanalyste féministe Luce Irigaray, utilisée par l'artiste féministe Emilie Jovet pour intituler son projet fondé sur la formation d'un groupe de parole : « Si nous continuons à nous parler le même langage, nous allons reproduire la même histoire », dit Irigaray. Les féministes, en créant des « espaces du dicible » ont redéfini le partage du sensible, elles ont fait évoluer le dicible et l'indicible et ont ainsi contribué non seulement à faire émerger des souvenirs qui jusqu'alors n'avaient pas de légitimité sociale ; mais ont aussi participé au renouvellement du langage à disposition de chacun-e pour se raconter. En effet, comme le dit très bien Christelle, il s'est agi, dans les pratiques de partage de vécus, de nommer les choses :

« Tout à l'heure quand je t'ai parlé de la langue, **j'ai oublié de te dire que ce que je trouve que les féministes ont apporté dans la langue c'est qu'elles ont nommé les problèmes.** Tu sais le livre de Betty Friedan est construit sur **ce malaise qui n'a pas de nom.** Eh bien les féministes, leur travail sur la langue ça a été de nommer. **L'avortement, on disait "se débrouiller". Et maintenant on dit IVG quand on est clean, et moi je tiens absolument à dire avortement. Par exemple excision. Elles ont nommé ces trucs-là. Et non pas "pratiques sexuelles de sauvages". Tout ce travail des féministes a consisté à mettre les vrais noms sur les vraies choses, par exemple "violences masculines conjugales" et non pas "femmes battues". Parce que "femme battue", elle y est pour quelque chose, tandis que "violence masculine conjugale", ça désigne l'auteur, le responsable. Par exemple le "système prostitution" et pas "filles de joie". Les féministes elles ont apporté à la langue, à cette langue machiste et fasciste, elles ont essayé de rectifier, avec pas d'autres mots que ceux qu'on a, mais simplement les mots vus du bon côté.** Ne pas dire "clients de la prostitution". Et surtout ce qui me frappe c'est le "problème qui n'a pas de nom", je ne sais pas comment le dire, mais quand j'ai lu Betty Friedan, je me suis dit "le malaise qui n'a pas de nom", c'est vraiment ça. **J'avais vécu cette situation de femme enfermée dans une maison très confortable et malheureuse alors que comme disait Betty Friedan "elle a tout pour être heureuse". À l'époque, il y avait plein de trucs comme ça qu'on ne nommait pas.** Par exemple, le viol. On ne nommait pas tous ces trucs-là. Ou bien "elle a un problème" pour dire qu'elle est enceinte. Les féministes ont nommé les choses et ça c'est un travail politique de dire les choses. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/09, photo 18)

Cette réflexion autour de l'influence sur le langage des pratiques d'échange de vécus privés en collectif constitue une piste d'analyse à creuser pour penser les liens entre mémoires féministes, mémoires féminines et plus largement mémoires des gens. En effet, en donnant des mots aux choses, les féministes n'ont-elles pas indirectement agi sur les souvenirs de personnes non engagées dans l'espace de la cause des femmes ? Comme le dit Maurice Halbwachs, le langage constitue un des cadres de la mémoire: « Tout souvenir, si personnel soit-il (...) est en rapport avec tout un ensemble de notions que beaucoup d'autres que nous possèdent, avec des personnes, des groupes, des lieux, des dates, des mots et formes du langage, avec des raisonnements aussi et des idées, c'est-à-dire avec toute la vie matérielle et morale des sociétés dont nous faisons ou dont nous avons fait partie » (Halbwachs, 1994: p.38). Il se peut que, dans ce contexte de publicisation des discours produits au sein des « espaces du dicibles » féministes, la transformation du langage se voit accentuée et que les souvenirs de chaque individu soient ainsi façonnés par ce cadre global féministe qui, depuis les années 1970, a fait évoluer les façons de dire le privé. Cette intuition mériterait qu'on s'y attarde plus longuement dans une prochaine recherche qui poserait alors la question de l'existence d'un genre de la mémoire.

Conclusion générale

Née d'une interrogation quant au fonctionnement de la mémoire, entendue comme fait social et donc appréhendée dans une perspective sociologique (qui se distingue de l'approche historienne de la mémoire), cette thèse prend pour objet les évocations du passé exprimées par les militantes de la cause des femmes, en France, aujourd'hui. Le questionnement autour duquel s'articule cette recherche est : comment d'une multiplicité de souvenirs de féministes (aux trajectoires variées et aux insertions dans des collectifs parfois opposés) peuvent émerger des interprétations partagées du passé ? Autrement dit, par quels mécanismes sociaux se réalise ou non une homogénéisation des représentations dans un mouvement social ?

A partir de récits de vie, d'entretiens projectifs, d'observations ethnographiques et grâce au dépouillement d'un large corpus d'archives écrites, cette thèse s'emploie à démontrer que des représentations partagées du passé sont formulées au sein de l'espace de la cause des femmes – en dépit du caractère pluriel, ouvert et clivé de ce mouvement social – et que ce partage résulte de trois principaux facteurs.

Premièrement, il existe un « devoir de mémoire féministe », construit dans la durée par les collectifs féministes, depuis leur apparition au XIX^{ème} siècle et quelle que soit la sphère dans laquelle ils agissent. Ce devoir de mémoire place la lutte contre l'invisibilisation des femmes dans l'histoire au cœur de l'engagement féministe. Il fournit aux militantes des raisons politiques de s'intéresser au passé, en particulier au passé des femmes, et de l'actualiser régulièrement par des actions collectives.

Deuxièmement, au niveau mezzo social, des représentations du passé peuvent être partagées par différents collectifs de l'espace de la cause des femmes si des débats politiques présents impliquent le rassemblement, ou si les rapports de pouvoir internes (associés à une répartition différenciée des ressources) permettent à l'un des groupes d'imposer aux autres, plus ou moins durablement, sa vision du passé. Ces convergences de différents collectifs autour d'une même interprétation du passé restent néanmoins éminemment conjoncturelles, fragiles et donc peu propices à l'élaboration de ce qui constituerait une histoire officielle féministe.

Troisièmement, au niveau microsocal, il existe des représentations partagées du passé portées par les individus féministes et qui sont le produit d'une pratique centrale dans l'espace de la cause des femmes : le partage de vécus privés en collectif. Cette pratique, développée initialement dans le cadre d'« espaces du dicible » féministes, favorise un encadrement réciproque des discours biographiques et donc une homogénéisation des souvenirs des militantes. Les normes de fonctionnement de ces espaces orientent les souvenirs qui y sont exprimés et les récits de soi formulés par les militantes de la cause des femmes se structurent selon une matrice commune qui vise à l'affirmation de soi comme être autonome et qui implique l'usage de formes narratives identiques d'un récit à l'autre, en dépit de la variété des expériences.

L'existence d'une mémoire collective féministe repose donc sur une injonction à s'intéresser au passé des femmes (construite collectivement et transversale à l'espace de la cause des femmes), et sur la pratique de l'échange de discours sur soi en collectif qui conduit à un façonnage mutuel des souvenirs des militantes.

Dans cette conclusion, nous allons retracer le déroulé de l'argumentation, chapitre par chapitre, en nous attachant à montrer en quoi répondre à cette question dite de la mémoire a permis d'aller au-delà des réflexions sur le rapport au passé pour avancer d'une part, dans la connaissance de l'espace de la cause des femmes et d'autre part, dans la compréhension des processus de production de sens à l'œuvre dans toute action collective – qu'il s'agisse de la production d'interprétations du passé, du présent ou même du futur. Ainsi, nous montrerons comment l'objet mémoire permet de mieux appréhender, aussi bien d'un point de vue théorique que méthodologique, l'articulation entre structures et représentations, individus et collectifs, diachronie et synchronie, au sein d'un mouvement social. Puis, nous verrons comment les conclusions de cette recherche ouvrent à des questionnements plus larges – et classiques en sociologie et en science politique – comme ceux du « sujet de l'émancipation » et de l'articulation du politique et du privé.

A- Mobilisations transectorielles et renouvellement des répertoires d'action

Un premier paradoxe a servi d'élan à la construction de notre questionnement. Lors d'un travail de terrain précédent, nous avons constaté la place centrale de la mémoire dans les préoccupations féministes contemporaines : les militantes consacrent une grande part de leur énergie et de leur temps militant à commémorer, commenter et raconter le passé. Néanmoins, il existe dans les discours des militantes et des observatrices du mouvement, l'idée récurrente selon laquelle les féministes en général n'auraient pas de mémoire et seraient, plus que tout autre groupe social, à la fois oublieux et victime de l'oubli. Ce décalage entre la prégnance de la mémoire au sein du mouvement féministe français actuel et la récurrence de ces discours militants et savants qui font de l'amnésie une caractéristique immuable du mouvement, nous a conduits à chercher dans le passé ce qui pouvait avoir contribué à l'émergence de cette apparente contradiction, caractéristique du rapport au passé des féministes en France aujourd'hui. Ainsi, dans la première partie de cette thèse, nous avons essayé de retracer une généalogie de la question de la mémoire au sein de l'espace de la cause des femmes, de la fin du XIX^{ème} siècle à nos jours. Il s'agissait de comprendre quel rapport les premières militantes de la cause des femmes entretenaient avec le passé et comment ce rapport a évolué dans ses formes (récits, écrits historiques, conservation des archives, organisation de commémorations etc.) mais aussi dans ses contenus (mise en valeur des femmes célèbres, intérêt pour les collectifs féministes etc.), et ceci à mesure que la contestation féministe s'est déployée dans différentes sphères sociales (académique, institutionnelle, médiatique, etc.). Cette partie a donc impliqué d'adopter une focale d'observation macrosociale pour considérer l'espace de la cause des femmes dans son ensemble et voir notamment comment ce dernier interagit, autour de la prise en charge du récit du passé, avec d'autres champs (le champ scientifique, le champ politique, etc.).

Dans un premier chapitre, nous avons montré que dès la fin du XIX^{ème} siècle, des féministes ont pensé la nécessité d'élaborer des images positives de femmes du passé. Partant du principe selon lequel la marginalisation du féminin dans le récit historique participerait directement de la marginalisation des femmes au présent, elles ont cherché à remédier à ce que Natalie Zemon Davis appelle « les silences patriarcaux du passé » (Zemon Davis, 1992: p.121). Pour cela, elles ont très tôt conservé des traces de leurs actions, commémoré des

événements et figures du passé et se sont essayées à l'écriture de l'histoire – de l'histoire des femmes en particulier. Faute de transmission intergénérationnelle entre les deux vagues (rendue difficile notamment par la rupture qu'a constituée la Seconde guerre mondiale), ces diverses initiatives visant à la construction d'une mémoire n'ont pu empêcher l'affirmation d'une « année zéro » de la libération des femmes lorsqu'en 1970, le mouvement féministe renaquit après deux décennies de recul. Mais, bien qu'ignorant les écrits et les actions de leurs prédécesseur-e-s, les féministes de la seconde vague se sont livrées au même constat : sans une action volontariste allant dans le sens de la valorisation, les femmes et les féministes seront systématiquement absentes des récits du passé et, conséquemment, marginalisées de l'histoire *en marche*. Cette bataille contre les silences qui touchent les femmes a donné lieu, pendant les années 1970, à des actions militantes visant à la fois l'actualisation du passé et la contestation du récit national tel qu'il avait été élaboré jusqu'alors. Ainsi, ce premier chapitre a montré que depuis l'émergence d'un mouvement féministe sur la scène publique, le rapport au passé des militantes s'est fait sur le mode de la dénonciation de l'invisibilisation qui frappe les femmes. Nous avons mis en évidence comment, sur un siècle environ, elles ont construit, au travers d'écrits, d'actions militantes, de manifestations, d'expositions, un « devoir de mémoire » féministe, qui consiste en une injonction à construire et à transmettre le passé des femmes pour premièrement, tirer des leçons du passé et deuxièmement, lutter contre leur mise à l'écart de l'histoire *en marche*.

S'inscrivant dans la continuité historique du premier chapitre, le deuxième est consacré à la période qui, à partir de la seconde moitié des années 1970, voit la contestation féministe investir d'autres sphères que la sphère militante – avec notamment le développement des recherches sur les femmes qui ancrent le féminisme dans le champ académique, ainsi que la création du Ministère Roudy qui consolide le pôle institutionnel de l'espace de la cause des femmes. Ce chapitre met en évidence la participation conjointe des pôles associatif autonome, intellectuel et institutionnel dans la construction du devoir de mémoire féministe, ainsi que les interactions équivoques qui existent entre eux autour de la mémoire. Ces pôles occupent chacun leur tour une place centrale dans les processus d'élaboration du passé, dessinant trois grandes phases dans l'évolution de leurs relations. Tout d'abord, l'histoire des femmes s'inscrit à ses débuts dans le sillage du MLF et se pose comme un acte politique qui vise, avant tout, à rendre visibles et audibles les femmes du passé. Michelle Perrot qualifie cette

étape de « première phase d'exploration mémoriale et de quête identitaire » (Perrot, 2001: en ligne). Puis, dans un second temps, dès le début des années 1980, alors même que le développement de leur champ d'études continue de dépendre de la demande sociale stimulée par le pôle associatif autonome et des financements souvent obtenus avec l'appui du pôle institutionnel, les historiennes des femmes revendiquent davantage d'indépendance à l'égard du militantisme en vue de leur implantation institutionnelle. En retour, les sphères militantes et institutionnelles oscillent entre d'un côté, un intérêt pour les contenus mémoriaux et les grilles d'interprétation du passé fournis par les historiennes, et de l'autre, la crainte de voir « leur » histoire confisquée et dépolitisée par l'académie. Pendant cette période des années 1980, les historiennes prenant leurs distances à l'égard de la mémoire et Yvette Roudy lui accordant, au contraire, une place centrale dans son action de communication, le pôle institutionnel joue alors un rôle majeur dans l'élaboration et la diffusion d'interprétations du passé. Enfin, à partir des années 1990, les historiennes des femmes, qui retirent une légitimité de l'autonomisation de leur champ à l'égard de la mémoire mais qui prennent aussi conscience des limites de la reconnaissance institutionnelle, renouent avec une posture de militantes. En travaillant à la conservation et à la valorisation des traces (Centre des archives du féminisme, Musea...) et en redéfinissant les modalités d'action possibles pour impulser le changement culturel (campagnes pour des panthéonisations, adaptation des manuels scolaires...), elles jouent le rôle d'« entrepreneuses de mémoire » en lien avec les fémocrates et les militantes associatives. Ces deux premiers chapitres permettent donc d'identifier les différents registres et sites de mobilisation où s'opère la fabrication de ce devoir de mémoire féministe, depuis la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'au présent. Après avoir porté attention aux actrices et aux institutions qui le façonnent, ainsi qu'aux discours et aux pratiques militantes qu'il engendre, le chapitre, qui clos cette partie, est consacré à l'un des principaux rites sur lesquels s'appuie le devoir de mémoire féministe.

Le troisième chapitre s'intéresse en effet au 8 mars, devenu « Journée internationale de la femme » il y a environ un siècle, après que Clara Zetkin en a fait la proposition au Congrès des femmes socialistes. Il est apparu que le 8 mars constitue une sorte de cristallisation du devoir de mémoire féministe et un des principaux canaux par lesquels il se transmet. Tout d'abord, nous avons montré que l'invention progressive de cette tradition a contribué à créer de la confusion autour des origines de la célébration. L'analyse des controverses sur les

significations historiques de la date est venue étayer notre argument selon lequel l'injonction à se souvenir importe plus aux féministes françaises que les contenus d'une hypothétique mémoire commune : l'événement commémoré s'efface au profit de la commémoration elle-même. Ensuite, nous avons montré que ce rite, par son systématisme et sa forme routinière depuis près d'un siècle, constitue le nœud autour duquel le mouvement féministe pense et forge sa continuité. Il permet d'ancrer le combat dans la permanence : les manifestations organisées ce jour donnent lieu à des reprises d'actions passées et voient s'exprimer de nombreuses références à l'histoire des femmes et des luttes féministes. Enfin, en tant que moment de rassemblement sans équivalent et en tant qu'instance de socialisation, le 8 mars est l'occasion idéale, chaque année, pour chaque pôle de l'espace de la cause des femmes, de produire une multitude d'interprétations du passé. Cette célébration annuelle est donc un moment privilégié d'expression et d'observation des différentes mémoires historiques qui se côtoient – et parfois s'affrontent – dans le mouvement féministe français.

Cette première partie de thèse, en remontant dans le passé, nous a permis de montrer comment s'est imposé, dans la durée, un consensus au sein de l'espace de la cause des femmes sur la nécessité de visibiliser les femmes dans l'histoire. L'injonction à lutter contre les silences qui frappent les femmes est portée par les différents pôles qui composent l'espace de la cause et conduit à la mise en œuvre d'actions transectorielles visant la construction et la transmission du passé. Les collectifs du pôle associatif autonome, les fémocrates du pôle institutionnel et les historiennes du pôle intellectuel agissent conjointement et s'influencent réciproquement dans leur rapport au passé. Les actions autour de la mémoire organisées à l'occasion du 8 mars donnent lieu très souvent à des collaborations entre les différents pôles, motivés soit par le besoin de financements, soit par la recherche de contenus, soit par la mobilisation d'un public. L'objet mémoire permet donc de montrer comment des relations se nouent autour d'un enjeu commun entre les différentes sphères dans lesquelles se déploie l'engagement féministe. On constate aussi des variations dans l'influence de chaque pôle selon les époques. S'il est clair que, sur les questions de mémoire, le pôle intellectuel joue rapidement un rôle central, en produisant des discours sur le passé qui viennent nourrir l'imaginaire militant, on observe néanmoins des périodes de retrait pendant lesquelles ce pôle se distancie des processus d'élaboration des mémoires féministes, laissant la sphère institutionnelle ou la sphère militante prendre alors temporairement l'initiative. Par ailleurs,

autour de la fabrication du devoir de mémoire féministe, l'étude des répertoires de contestation à disposition des mouvements sociaux peut être enrichie : la production et la diffusion de récits du passé, concurrents de ceux véhiculés par d'autres groupes sociaux, implique la mise en œuvre de modalités d'action traditionnellement non considérées comme relevant de la politique contestataire (organisation de colloques, création de centres d'archives ou de bibliothèques, etc.). Ainsi, les militantes du pôle intellectuel ou du pôle institutionnel proposent de nouvelles modalités d'action pour impulser le changement culturel (campagnes pour des panthéonisations, adaptation des manuels scolaires...).

Plus largement, l'objet mémoire pris comme entrée dans l'espace de la cause des femmes permet de modifier la « perception dominante des mouvements sociaux, forgée dans les années 1960-1970 dans le contexte d'un nouveau cycle de protestations collectives, et selon laquelle les protestataires se situent à l'extérieur des institutions (statut *d'outsider*), utilisent un répertoire d'action non conventionnel, et se mobilisent frontalement contre les institutions (en premier lieu l'État) » (Bereni et Revillard, 2012: p.31). En faisant de la production et de la diffusion d'interprétations du passé une dimension importante de leur lutte, les féministes mobilisent des répertoires d'action différents et font du champ académique un site de mobilisation féministe. De plus, l'implication du pôle institutionnel et les liens qu'il noue avec les autres pôles autour de la construction du passé remettent en cause l'idée selon laquelle l'action collective est nécessairement prise dans un rapport d'opposition à l'Etat.

La partie suivante, en resserrant la focale d'observation au niveau mezzo social, montre que le consensus sur la nécessité de visibiliser les femmes dans l'histoire n'implique néanmoins pas l'émergence d'une histoire officielle unifiée au sein de l'espace de la cause des femmes. Ce sont plutôt des mémoires historiques complémentaires et concurrentes portées par différents sous-groupes qui s'expriment et qui, selon les circonstances présentes, s'affrontent ou convergent.

B- Poids du présent dans les récits du passé et circulation des schèmes d'interprétation

La seconde partie de cette thèse s'intéresse à la manière dont les organisations féministes, collectivement ou par la voix de leurs figures dominantes, écrivent et commémorent leurs propres histoires et l'histoire nationale ou mondiale. Elle montre que malgré l'existence d'un devoir de mémoire féministe porté et alimenté par l'ensemble des composantes de l'espace de la cause des femmes, il n'émerge pas, de manière consensuelle et unifiée, un discours clos sur le passé. L'histoire écrite et commémorée par les organisations ou les figures dominantes du mouvement est plurielle et les points de vue sur le passé s'expriment dans toute leur diversité, donnant lieu par moments à des conflits de mémoires. Cette partie permet de comprendre comment la structuration des relations entre les groupes façonne les récits finalisés du passé portés par chaque collectif et à quelles conditions peuvent potentiellement s'imposer des interprétations du passé dominantes.

Pour commencer, le quatrième chapitre porte sur une controverse qui émerge, au sein de l'espace de la cause des femmes, en 2008, après qu'un groupe (issu du courant dit différencialiste) ait communiqué sur les quarante ans du MLF. Suite à l'annonce de cet anniversaire, pendant plusieurs mois, deux récits des origines du MLF s'opposent publiquement, donnant lieu à une production intensive de discours sur le passé relayés par les médias. En considérant le récit des origines porté par le courant différencialiste, nous avons montré que son mode d'organisation, son idéologie et son positionnement dans le champ constituent des cadres sociaux de sa mémoire et donc qu'ils orientent les interprétations du passé produites par ce groupe. Son ultra-personnalisation, son idéologie centrée sur la différence des sexes, l'importance accordée à la maternité, la valorisation d'une histoire subjective et une position marginalisée dans la sphère militante sont autant de dimensions qui définissent les modalités choisies par ce groupe pour transmettre le passé, ainsi que les contenus de ses discours sur le passé. Nous avons aussi mis en évidence le fait que les processus de production de sens au sein d'un mouvement social sont l'objet de conflits et de négociations et ne peuvent être compris qu'en portant également attention aux interactions entre les groupes : le récit du passé proposé par les universalistes s'oppose point par point à

celui diffusé par Antoinette Fouque et ses co-militantes et apparaît comme le produit des interactions (passées et présentes) entre ces deux tendances. Autrement dit, la mémoire portée par chaque collectif est influencée par son idéologie, son organisation et les relations qu'il entretient avec les autres groupes – toutes ces dimensions étant le fruit de son histoire et de ses impératifs présents.

Ainsi, ce chapitre met en évidence le fait que l'analyse des représentations, en sociologie ou en science politique, n'a de sens que si on les confronte aux structures dans lesquelles elles sont produites. Il est important de considérer comment les cadres sociaux, produits de l'histoire du groupe, orientent les interprétations que celui-ci formule sur le passé. A l'inverse, considérer que la mémoire d'un groupe est uniquement orientée par des cadres sociaux pérennes, c'est passer à côté des processus de (re)construction et de (ré)interprétations auxquels les participants d'un mouvement se livrent en fonction du contexte culturel et politique du moment.

Le cinquième chapitre prolonge la réflexion sur les conditions d'émergence de représentations partagées du passé à l'échelle mezzo sociale, en se centrant cette fois sur les événements organisés, durant l'année 2010, à l'occasion toujours des quarante ans du MLF. Ainsi, en s'intéressant aux actrices qui impulsent cette seconde célébration et en analysant les formes concrètes qu'ont prises les nombreuses festivités, nous avons montré que deux dimensions sont essentielles pour que la lecture d'un événement passé devienne dominante dans l'espace de la cause des femmes : premièrement, il faut que les groupes qui la portent disposent de ressources suffisantes pour la diffuser auprès d'autres collectifs – un bon ancrage dans l'espace de la cause des femmes (notamment un ancrage transectoriel) ou des connections avec les milieux médiatiques peuvent permettre de donner à son interprétation du passé un plus large écho. Deuxièmement, il faut que les célébrations organisées soient cohérentes avec le contenu mémoriel qu'elles véhiculent. Nous avons vu que l'image d'un MLF ouvert, pluriel, non hiérarchique et fondé sur la sororité a orienté les modalités d'organisation de la commémoration de 2010 et a permis qu'elle soit la plus inclusive possible, et ceci en dépit des contradictions dans lesquelles étaient prises les membres du comité d'initiative, désireuses de se retrouver entre elles tout en transmettant à d'autres et soucieuses de contrôler la parole publique sans reproduire la captation.

Ce chapitre et le précédent nous ont permis de mettre en évidence tout d'abord, le fait qu'il n'est pas souhaitable de penser les constructions du passé uniquement en termes d'intérêts ou d'usages politiques comme c'est souvent le cas dans les discours sur la mémoire (Gensburger, 2005: p.47). D'une part, certaines logiques de mobilisation du passé échappent aux actrices elles-mêmes car elles sont le fruit de cadres sociaux pérennes et ne peuvent être réduites « à des conduites stratégiques indexées à la poursuite d'intérêts individuels ou collectifs » (Barthe, De Blic, Heurtin et al., 2013: p.185). D'autre part, en analysant les interactions au sein du comité d'initiative qui organise la commémoration de 2010, nous avons montré que les intérêts du groupe ne sont pas définis une fois pour toutes, qu'ils sont produits collectivement dans le cadre d'interactions et qu'ils peuvent être contradictoires (par exemple, transmettre ou se retrouver entre soi). Nous avons mis en évidence comment la reconfiguration des intérêts influe sur les conduites stratégiques adoptées (par exemple, ouverture ou fermeture du groupe) et sur les contenus mémoriaux produits.

Un autre enseignement issu de ce cinquième chapitre est l'idée selon laquelle, au sein de l'espace de la cause des femmes, les schèmes d'interprétation circulent dans le temps et dans l'espace. Nous avons montré l'existence de continuités dans la façon d'appréhender le passé à plusieurs décennies d'écart : en effet, il existe des similitudes entre la façon dont, en 1981, des militantes féministes avaient interprété le dépôt du sigle de 1979, et la façon dont a été analysée la décision d'Antoinette Fouque de commémorer les 40 ans du MLF en 2008. Selon nous, ces continuités reposent sur l'existence de ce que Verta Taylor appelle des « structures dormantes », c'est-à-dire des organisations permettant la sauvegarde des réseaux militants entre deux pics de mobilisation. L'entente mémorielle et le comité d'initiative, proposant une lecture de la commémoration de 2008 conforme à celle qui avait été faite du dépôt du sigle en 1981, résultent en partie du maintien de réseaux au sein de la maison d'édition féministe Tierce entre 1977 et 1993 et de leur réactivation en 2001 avec la création de l'Association des amies et amis de Françoise Pasquier. Le mouvement féministe n'est donc pas structurellement amnésique comme le laissent entendre certains discours savants et militants, mais au contraire, on trouve dans sa structuration même des raisons expliquant la pérennité de certaines interprétations du passé.

Si les schèmes d'interprétation du passé se transmettent dans le temps, nous avons vu aussi qu'ils circulent dans l'espace. La présence de nombreuses militantes multi-positionnées facilite les échanges et contribue à la circulation de représentations du passé d'un pôle à

l'autre. Ces conclusions confirment l'idée de Johanna Siméant et Frédéric Sawicki selon laquelle porter davantage attention au polyengagement et aux trajectoires longues d'engagement permettrait d'avancer dans l'analyse de l'action collective (Sawicki et Siméant, 2009).

Pour clore cette seconde partie qui vise à comprendre à quelles conditions le devoir de mémoire féministe pris en charge par les organisations peut, ou non, donner lieu à des convergences autour d'interprétations partagées du passé, le sixième chapitre est consacré à la façon dont les collectifs féministes se construisent des héros ou des héroïnes. Nous avons choisi de « penser par cas » et d'analyser les processus qui ont conduit différentes associations féministes – ayant des histoires distinctes, des militantes aux profils différents ou des positionnements opposés – à se rassembler autour d'une figure particulière et à construire ensemble le souvenir de celle-ci. Cette figure est celle de Sohane Benziane¹ dont l'image a été associée à celle de Simone de Beauvoir dans le cadre des commémorations organisées en son souvenir. Nous avons montré que l'intégration d'une personnalité dans les mémoires féministes passe d'abord par un travail de cadrage, mené par des collectifs ou des militantes médiatiques, ayant pour but de donner à la vie, à l'œuvre ou à la mort de la personnalité choisie un sens cohérent avec les objectifs de la lutte. Dans le cas de Sohane, il a fallu apporter à un fait divers, relevant d'abord de la question sécuritaire, un éclairage particulier pour le transformer en un événement féministe et faire de la jeune femme une potentielle icône féministe. Différents facteurs jouent dans le succès de ce travail de production de sens, notamment la capacité de militantes féministes à mobiliser les ressources nécessaires pour mener ces opérations de cadrage, ainsi que la position dans le mouvement des personnes qui ont guidé le cadrage. Néanmoins, la vie ou l'œuvre de chaque figure du passé pouvant donner lieu à de multiples interprétations, parfois contradictoires, le fait de devenir une icône féministe repose moins sur le caractère consensuel de la personnalité en question que sur un contexte favorable au rassemblement des féministes. En effet, la construction collective du souvenir de Sohane Benziane a été rendue possible par un consensus entre une majorité de groupes féministes sur la question du port du voile. C'est cette actualité médiatico-politique

¹ Une jeune fille de 17 ans, brûlée vive, le 4 octobre 2002, dans un local à poubelles de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne.

qui a favorisé le rassemblement autour de Sohane de générations pourtant opposées dans un premier temps. C'est ce même lien entre les débats présents et la valorisation de telle ou telle figure du passé qui contribue, par ailleurs, à une reproduction des clivages dans l'usage que font les féministes des grandes figures du passé. Ainsi, des positionnements politiques différents sur la question du voile posent des limites à la réceptivité de certaines militantes au cadrage proposé par la commémoration organisée en souvenir de Sohane.

Dans cette deuxième partie, nous avons donc vu que l'histoire écrite et commémorée par les organisations ou les figures dominantes du mouvement est plurielle. Les lectures du passé portées par chaque collectif sont façonnées selon des cadres sociaux (modes d'organisation, positionnement dans le champ, type de recrutement, ancienneté de l'inscription dans le champ, ou encore idéologie) qui lui sont propres et qui sont le produit de son histoire. Des impératifs politiques présents, des proximités structurelles ou l'influence de militantes multi-positionnées peuvent conduire à une homogénéisation des récits du passé au niveau mezzo social, mais cette dernière est très conjoncturelle : elle exprime alors un système de rapports entre collectifs au sein de l'espace de la cause des femmes à un moment précis et peut être mise à mal par une transformation des relations entre les groupes.

La démarche adoptée dans le cadre de cette partie fait écho à celle de certains tenants de la sociologie pragmatique qui posent comme principe méthodologique « la réversibilité potentielle des relations de pouvoir qu'ils étudient, y compris lorsqu'elles apparaissent les plus stables et les mieux établies » (Barthe, De Blic, Heurtin et al., 2013: p.194). L'espace de la cause des femmes est un espace clivé et traversé par des rapports de pouvoir mais au sein duquel les clivages se reconfigurent selon les controverses. Ainsi, les oppositions – même lorsqu'elles sont ancrées dans une histoire relativement longue comme l'opposition entre les différentialistes et les universalistes – n'empêchent pas des alliances autour de certaines figures (par exemple, autour de Sohane) et n'interdisent pas aux militantes de se reconnaître mutuellement comme travaillant pour une même cause en dépit du caractère irréconciliable de certaines de leurs positions. Par ailleurs, les rapports de force entre collectifs sont souvent contextuels et peuvent s'inverser : dans la controverse autour des 40 ans du MLF, les différentialistes parviennent dans un premier temps à diffuser très largement leur interprétation du passé en raison de leurs connexions avec les sphères politico-médiatiques

parisiennes, puis les universalistes parviennent en 2010 à faire de leur récit des origines l'interprétation dominante dans l'espace de la cause des femmes grâce notamment à un ancrage transectoriel des militantes du comité d'initiative et l'élaboration de contenus mémoriels appropriables par d'autres.

Cette partie montre l'intérêt de prendre les controverses comme points d'entrée dans l'ordre social (Barthe, De Blic, Heurtin et al., 2013: p.177) et de faire de « la situation (le présent de l'action dans son déroulement) » le matériau de base de l'enquête (Barthe, De Blic, Heurtin et al., 2013: p.180). L'entrée de Sohane Benziane dans le panthéon féministe n'avait rien d'évident tant l'ensemble de ses caractéristiques sociales la distinguent des personnalités habituellement célébrées par les féministes. Elle a été rendue possible par un consensus entre une majorité de collectifs féministes sur la question du port du voile. C'est cette actualité médiatico-politique qui a favorisé le rassemblement autour de Sohane de générations pourtant opposées dans un premier temps. Poser le présent comme point de départ pour analyser, étape après étape, comment son souvenir a été progressivement construit, permet de restituer l'« indétermination relative » et le « dynamisme interne » de la commémoration (Barthe, De Blic, Heurtin et al., 2013: p.181). Cela « oblige le chercheur (...) à reconnaître chez ses contemporains des compétences à produire l'historicité de leur présent » et à « ne pas considérer le passé comme accompli une fois pour toutes – et rendu disponible dès lors pour des usages – mais comme étant au contraire toujours encore en train de se faire, chacune de ses nouvelles mobilisations conduisant nécessairement à sa réinterprétation et à sa reconfiguration partielles » (Barthe, De Blic, Heurtin et al., 2013: p.181). Cela explique pourquoi dès l'introduction nous avons choisi de concentrer le regard sur la façon dont les individus ou les groupes, *ancrés dans le présent*, évoquent le passé et lui donnent sens, plutôt que de partir des événements passés eux-mêmes, tels qu'ils sont advenus *en amont de la mémoire*, et tels qu'ils sont ensuite racontés ou remémorés selon les périodes.

C- Appropriations différenciées du passé et construction du commun dans l'entre-soi féministe

Dans le chapitre six, nous avons commencé à resserrer la focale d'observation pour poser la question des liens entre les mémoires historiques, produites par les collectifs, et les

souvenirs des individus. En analysant les interprétations que font les individus de la photo de Sohane, nous avons constaté que ces dernières ne peuvent être considérées comme entièrement soumises aux impositions du souvenir par le haut : chaque militante résiste aux interprétations du passé qui ne lui semblent pas cohérentes avec ses positions politiques, ou qui sont portées par des groupes ou des personnes dont elle se sent éloignée. Si les lieux d'engagement des militantes déterminent en partie leurs représentations du passé, leurs propriétés sociales et l'originalité de leur trajectoire personnelle contribuent aussi à façonner les images qu'elles associent à telle ou telle personnalité. Pour continuer à avancer dans cette analyse des liens entre positions, dispositions et souvenirs, la dernière partie de la thèse se concentre sur les individus en posant la question suivante : au sein de l'espace de la cause des femmes, est-ce qu'il existe des façons communes de se souvenir, quel que soit ses propriétés sociales, sa trajectoire ou le collectif auquel on appartient ? Répondre à cette question impose de porter attention à la fois aux fondements politiques mais aussi aux pratiques concrètes qui permettent les processus d'homogénéisation des interprétations du passé portées par les membres de l'espace de la cause des femmes.

Le septième chapitre se concentre sur les mémoires de trois interviewées et porte attention à leurs spécificités, pour comprendre l'articulation qui existe entre leur regard sur le passé et leurs trajectoires. Les entretiens sont appréhendés de manière longitudinale : contrairement au sixième chapitre où nous avons comparé entre elles les interprétations d'un même passé, portées par différentes militantes ; ce chapitre analyse, pour chaque individu, l'économie générale de ses récits du passé et en dégage les motifs narratifs récurrents. Procéder ainsi nous a permis d'identifier ce qui semble être des logiques de fonctionnement des trois mémoires étudiées. Dans les trois cas, ces logiques sont dépendantes des orientations politiques, des trajectoires sociales et des lieux d'engagement des militantes. Néanmoins, la mise en parallèle de ces trois mémoires nous a aussi permis d'identifier du commun : les références au passé faites par les militantes individuellement sont toutes structurées selon une matrice qui vise à l'affirmation de soi comme sujet social autonome. Cela passe chez Sandy par l'évocation de souvenirs qui valorisent un destin social ascendant en rupture avec un milieu hostile à son épanouissement comme sujet. Chez Olivia, cela se manifeste par des évocations du passé témoignant d'une distance à l'égard de toutes normes ou institutions qui peuvent restreindre la liberté et la possibilité qu'ont les individus de s'auto-définir. Enfin,

pour Christelle, cela se traduit par des récits du passé attestant de son rôle comme actrice de l'histoire. Sous des formes différentes, toutes traduisent, au travers de leurs interprétations du passé, le même souci de s'affirmer comme sujets autonomes. A travers ces trois cas, qu'il s'agisse des différences ou des points communs, nous avons donc pu observer les effets du social sur les souvenirs des individus, y compris les souvenirs les plus intimes.

Le huitième chapitre, qui s'appuie sur l'ensemble des entretiens réalisés, met en évidence les formes narratives communes aux récits du passé des féministes (quelles que soient leurs trajectoires et leurs propriétés sociales). Ce chapitre montre comment, à travers ces récurrences, se dessine, dans chaque discours biographique féministe, le récit d'un processus « d'invention d'une subjectivité individuelle, d'un "moi" autonome et rebelle » (Achin et Naudier, 2008: p.386). L'affirmation de soi comme sujet autonome passe par l'usage de trois formes narratives récurrentes. Tout d'abord, nous avons montré que les interviewées mobilisent très largement la notion d'autonomie pour décrire leur entourage : au travers de leurs évocations du passé, elles construisent le souvenir de figures repoussoirs et de figures d'identification dont le principal critère de différenciation tient à la possibilité ou la capacité de ces personnes d'exister comme des êtres autonomes. Soulignant, dans leurs souvenirs, l'existence de freins à l'autonomisation plus importants pour les femmes que pour les hommes, les interviewées construisent la figure du sujet social autonome comme l'horizon à atteindre pour les femmes et donc comme un des principaux objectifs du féminisme. Ensuite, les interviewées, dans leurs souvenirs autobiographiques et dans les descriptions qu'elles font d'elles-mêmes, valorisent une autonomie et une conscience féministe précoces. Mettant en avant des épisodes de leur enfance qui attestent d'une indépendance à l'égard des normes dominantes, elles ancrent leur autonomie dans le temps, allant même par moments jusqu'à la naturaliser. En témoignant du fait que leur volonté d'exister comme sujets a précédé leur insertion concrète dans les milieux féministes, elles offrent à leur engagement une base biographique solide et font de leur propre autonomie une dimension fondamentale de leur identité personnelle. Enfin, la troisième forme narrative à partir de laquelle les interviewées s'affirment comme des sujets autonomes consiste à mobiliser prioritairement, dans leurs récits du passé, des souvenirs attestant d'un rapport actif à leurs appartenances. Au travers des souvenirs évoqués, elles se présentent comme cherchant à se défaire de l'emprise des rapports sociaux subis pour les remplacer par des appartenances choisies, au premier rang

desquelles l'appartenance au groupe féministe. Ce chapitre, qui confronte entre eux les récits de vie d'une cinquantaine de militantes aux parcours variés, a montré que des passés divers (les histoires personnelles de chacune) peuvent donner lieu à des discours similaires et au recours à des formes narratives identiques. Autrement dit, en dépit des différences de vécus, il existe chez les féministes une grille d'interprétation du passé commune centrée sur l'affirmation de soi comme sujet autonome.

Il faut toutefois souligner que si l'affirmation de soi comme un être autonome constitue une constante des discours biographiques féministes, nous avons aussi constaté la variété des voies d'autonomisation valorisées par les militantes. Cette variété est liée à la pluralité idéologique qui caractérise l'espace de la cause des femmes et qui se traduit par différents degrés de remise en cause de l'ordre social selon sa trajectoire ou le collectif auquel on appartient. On ne peut donc pas définir *a priori* ce qui est une pratique féministe et ce qui ne l'est pas. Les processus de subjectivation peuvent passer, par exemple, par l'adoption de codes de la féminité ou de rôles identifiés généralement comme les produits du patriarcat. Ce qui compte ce n'est pas la nature de la pratique elle-même mais plutôt le fait que la militante s'en souvienne comme participant de son processus d'autonomisation.

Le dernier chapitre vient clore cette thèse en s'interrogeant sur les pratiques et les fondements théoriques qui permettent l'existence de cette grille d'interprétation commune du passé : qu'est-ce qui, dans les idéologies, l'organisation ou les pratiques militantes à l'œuvre au sein de l'espace de la cause des femmes, permet une convergence des récits biographiques individuels ? Ce neuvième chapitre montre que la ressemblance des récits biographiques, malgré la variété des trajectoires, résulte principalement d'une pratique militante très répandue dans l'espace de la cause des femmes : le partage de vécus privés en collectif. Ces échanges, facilités par la création d'« espaces du dicible » féministes à partir des années 1970 (dont les groupes de parole sont un exemple), permettent un encadrement réciproque des discours biographiques et donc une homogénéisation des souvenirs des militantes. Ce constat va à l'encontre de nombre de travaux de l'analyse des cadres qui donnent une vision très hiérarchique, stratégique et figée des processus d'élaboration des cadres. Contre « l'idée d'une *fabrication* des mouvements sociaux par les élites d'entrepreneurs en Organisations de Mouvements Sociaux, qui se doivent de *manufacturer* du mécontentement et de *confectionner* des causes pour convaincre et rassembler » (Cefaï, 2007: p.475), l'analyse des mémoires

féministes permet de montrer que le « travail de signification » à l'œuvre dans l'action collective ne résulte pas toujours d'une construction par le haut : la mémoire collective féministe se réalise à partir de la confrontation de vécus de militantes issues de la base, au sein d'« espaces du dicible » féministes. Les militantes en question participent à la définition des normes en vigueur au sein de ces espaces et contribuent donc à la définition des normes de remémoration. En effet, les normes en vigueur au sein des « espaces du dicible » orientent les souvenirs qui y sont exprimés : par exemple, l'impératif d'une parole subjective à la première personne contribue à faire de l'affirmation de soi comme être autonome la colonne vertébrale des mémoires féministes.

Ces constats ont amené une seconde question qui est celle de la possibilité d'un « nous », c'est-à-dire d'un sujet collectif féministe, alors même que l'affirmation d'un « je » autonome constitue la dimension la plus partagée de la mémoire féministe. Nous avons montré que l'affirmation du « je » autonome dans les mémoires des militantes n'entre pas en contradiction avec l'existence d'un sujet collectif dans la mesure où les « espaces du dicible » féministes sont le lieu d'une politisation des vécus privés qui vient rompre l'isolement du sujet féministe. Le cadre collectif donne aux vécus personnels une dimension structurelle, il les inscrit dans un système. Il permet la prise de conscience du caractère politique d'expériences vécues isolément et perçues jusqu'alors comme des problèmes individuels. Cela a des conséquences sur le formatage des récits de soi, et notamment des récits intimes, qui se présentent comme imbriqués dans un récit collectif. L'histoire collective apparaît donc à la fois comme le produit de la confluence des récits individuels et, en retour, comme ce qui leur donne leur rythme et explique certaines bifurcations. Ainsi, il apparaît dans les mémoires des individus féministes que le « nous féministe », comme sujet politique collectif, se pense comme un ensemble de sujets autonomes dont l'existence tient à la transformation du monde par le collectif féministe.

D'une certaine façon, cette troisième partie apporte un élément de réponse à la question centrale posée par Karl Marx dans ses écrits sur les mouvements sociaux révolutionnaires : « comment les groupes dominés développent une conscience de classe, qui leur permet de résister à la domination, alors qu'ils sont entièrement plongés dans un bain culturel qui les encourage à intérioriser cette oppression ? » (Taylor, 2002: p.1619). Une des voies trouvées par les militantes féministes est de s'extraire du contexte global peu favorable au rappel du

passé des femmes, en créant des « free spaces », au sein duquel elles peuvent s'appuyer sur le vécu des dominées elles-mêmes pour construire une conscience collective.

D- Variations de focale d'observation pour une sociologie de l'action collective attentive aux contextes, aux actrices, aux pratiques et aux luttes de sens

La présentation du plan en forme d'entonnoir qui irait du niveau macrosocial (1^e partie), puis mezzo social (2^e partie), jusqu'au niveau microsociale (3^e partie) peut paraître schématique. En conclusion, il semble donc important de rappeler que dans chacune de ces parties, il a été souligné le fait que l'analyse des mécanismes de la mémoire permet justement de penser l'imbrication de ces différents niveaux entre eux. Ainsi, même si – pour des raisons de clarté de présentation – chacune des trois grandes parties est caractérisée par un niveau d'observation dominant, nous avons, à chaque étape, porté attention conjointement aux différentes échelles.

Dans la première partie, qui appréhende l'espace de la cause des femmes dans son ensemble et qui considère comment ce dernier interagit autour de la mémoire avec d'autres champs (académique, politique, médiatique...), nous avons pointé le rôle de certains collectifs et/ou individualités dans l'élaboration et la diffusion du devoir de mémoire féministe (on pense aux militantes archivistes de la première vague, à certaines historiennes des femmes dans les années 2000 ou encore aux différentes institutions et actrices parties prenantes dans l'attribution de noms de femmes à des rues à l'occasion du 8 mars). Nous avons aussi considéré comment certaines pratiques militantes portées par des individus ou des collectifs (on pense au dévoilement du mythe autour du 8 mars par exemple) sont dépendantes du contexte politique général et ne peuvent être comprises qu'en déplaçant le regard du micro ou du mezzo vers le macro.

Dans la seconde partie, bien que centrée sur les collectifs, nous avons mis en évidence le rôle de la multimensionnalité de certaines militantes et des liens interpersonnels dans la sauvegarde et la diffusion de quelques schèmes d'interprétation (qu'il s'agisse des origines du MLF ou de la figure de Sohane). Nous avons aussi considéré au sixième chapitre

l'articulation entre la façon dont le souvenir de Sohane a été construit par certaines associations et le souvenir qu'en gardent individuellement les militantes. Toujours dans la seconde partie, la question des relations entre les différents pôles de l'espace de la cause des femmes et leurs interactions avec les champs politiques ou académiques a aussi été appréhendée d'un point de vue macro dans l'analyse de l'organisation des commémorations de 2010.

Enfin, dans la dernière partie, les mémoires individuelles sont évoquées en lien avec l'insertion des militantes dans des collectifs. De plus, les pratiques concrètes d'homogénéisation des souvenirs sont envisagées de manière transversale dans l'ensemble de l'espace de la cause des femmes et nous avons mis en évidence l'importance du contexte macrosocial dans le développement des « espaces du dicible » féministes à partir des années 1970. S'inscrivant dans la continuité de 68 et s'appuyant sur une sensibilité – socialement partagée – à la parole des « anonymes » et des « sans voix », la pratique de partage de vécus en collectif est le produit de conditions historiques plus globales, qui dépassent le cadre strict du mouvement féministe.

Ainsi, l'architecture générale de ce plan ne doit pas dissimuler le fait que pour comprendre les mécanismes concrets de la mémoire, il faut nécessairement faire varier la focale d'observation aux niveaux macro, mezzo et micro et essayer de penser ensemble ces trois échelles.

Encadré n° 16 : L'expérimentation comme méthode ?

Alors que les conclusions de cette thèse prennent appui sur une enquête de terrain qui articule plusieurs méthodes, dont l'observation, l'achèvement de cette recherche est aussi l'occasion de comprendre l'importance d'une autre dimension du travail sociologique, à savoir l'expérimentation. J'ai, d'une certaine façon, pu « éprouver » mes conclusions, c'est-à-dire observer concrètement les effets de la fréquentation des milieux féministes sur ma propre mémoire. Ma présence prolongée sur le terrain, ma participation à des groupes de parole, la récolte répétée de nombreux discours biographiques m'ont amenée à faire directement l'expérience du processus d'encadrement des souvenirs décrit dans cette thèse. J'ai vu mes souvenirs personnels évoluer après ce long travail, étant certainement amenée à réinterpréter mon passé au prisme des cadres d'interprétation mobilisés par les militantes féministes fréquentées pendant ces années. Cette expérimentation n'a pu servir de support à l'analyse d'une part, parce qu'elle ne m'est apparue qu'à la fin de l'écriture de la thèse, une fois les conclusions formulées, et d'autre part, parce qu'elle ne s'est pas inscrite dans un processus réfléchi de collecte de données (je n'ai pas réalisé, par exemple, de travail de recueil de mes propres souvenirs en amont et en aval de l'enquête de terrain). Autrement dit,

même si j'ai essayé de faire preuve de réflexivité pour expliquer mon rapport au féminisme, les conditions de mon entrée sur le terrain ou mes interactions avec les interviewées, je n'ai pas fait de l'expérience de la recherche elle-même une source de connaissances. Il serait intéressant de concevoir et développer des méthodes¹ qui permettraient d'inclure l'enquête elle-même dans l'objet d'étude et ainsi de considérer l'expérience sociale vécue par le chercheur (étant lui-même non réduit à son identité professionnelle) comme une autre façon de comprendre et d'éclairer le processus étudié.

E- Relecture à la lumière du paradigme de l'agency et de la théorie des sans-parts

Dans un ouvrage intitulé *Hémisphère gauche, une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Razmig Keucheyan se livre à une analyse croisée de l'ensemble des théories qui, depuis leur apparition dans l'espace public, après la chute du mur de Berlin en 1989, remettent en question l'ordre social existant de façon globale. Il inclut sous cette dénomination aussi bien « la théorie *queer* développée par la féministe nord-américaine Judith Butler que la métaphysique de l'événement proposée par Alain Badiou, la théorie du postmodernisme de Fredric Jameson, le postcolonialisme de Homi Bhabha et Gayatri Spivak, l'*open marxism* de John Holloway ou encore le néolacanisme hégélien de Slavoj Zizek » (Keucheyan, 2013: p.8). Il montre qu'un des points communs à ces pensées – en plus du fait qu'elles comportent toutes une dimension politique car elles réfléchissent non seulement sur ce qui est, mais aussi sur ce qui est souhaitable – réside en ce qu'elles font du « sujet de l'émancipation » une de leurs problématiques centrales. Autrement dit, elles cherchent à définir à quelles conditions les individus ou les collectifs peuvent devenir des vecteurs de la transformation sociale. Les conclusions de cette thèse apportent des pistes de réflexion sur

¹ On a évoqué la possibilité de produire un récit de soi en amont et en aval du terrain. Lors d'une enquête collective sur les appropriations sociales des expositions historiques, dans le cadre du labex « Les passés dans le présent », Sarah Gensburger, qui dirige cette étude, a suggéré à l'ensemble des enquêteurs de se prendre mutuellement et régulièrement en photos sur le terrain. Ces matériaux peuvent être utiles *a posteriori* pour intégrer l'expérience de l'enquête à l'analyse du phénomène étudié. De même, la réalisation d'entretiens et d'observations à deux enquêteurs peut permettre de récolter des données réflexives intéressantes et de ne pas exclure les chercheurs du dispositif analysé dans la mesure où, par leur présence, ils influent nécessairement sur celui-ci et peuvent également en retour se trouver transformés par celui-ci.

cette question des conditions de la subjectivation et les relire à la lumière des théories développées par deux de ces penseurs critiques, Jacques Rancière et Judith Butler, peut permettre de mieux penser l'articulation entre sujet individuel et sujet collectif, et entre privé et politique.

Chez Butler, la question du sujet se pose surtout dans le cadre de ses réflexions sur la notion d'*agency*. L'*agency*, qui « a été traduit par capacité d'agir, puissance d'agir, agence, agentivité, *empowerment* (...), conscience d'agir » (Haicault, 2012: p.14), correspond à « la capacité [de l'humain] à agir par-delà les déterminismes qui font, disait Merleau-Ponty, "qu'il est agi par des causes hors de lui", sa capacité à se conformer certes, mais également celle de résister, de jouer et déjouer, de transformer » (Haicault, 2012: p.12). Butler ne cherche donc pas à comprendre les raisons qui font que l'individu agit mais s'intéresse plutôt à la façon dont ses actes participent « de la construction des règles et des normes – comme de leur possible déconstruction – tout en contribuant à l'auto-construction de l'acteur-sujet ». Selon elle, « agir c'est faire, c'est faire être et c'est aussi se produire soi-même » (Haicault, 2012: p.14). Les pratiques de partage de vécus en collectif, analysées dans cette thèse – associées aux effets de ces pratiques sur les souvenirs dont sont porteurs les individus – peuvent être pensées comme des actions où les individus féministes, en se racontant, non seulement définissent les normes en vigueur au sein des « espaces du dicible », influent sur les souvenirs des autres militantes et se construisent comme acteurs-sujets sous l'effet performatif de leur récit d'autonomisation. La notion de « performativité », associée chez Butler à celle d'*agency*, et initialement développée par le philosophe anglais du langage, Austin, est l'idée selon laquelle les actes de parole ont des effets réels, font des choses (Austin, 1991). En se racontant à la première personne, dans des espaces où d'autres se racontent aussi à la première personne, les militantes féministes voient leurs souvenirs évoluer sous l'effet de l'encadrement réciproque des discours biographiques. Leur trajectoire, telle qu'elles la racontent, s'apparentant à celle d'un sujet autonome, elles deviennent elles-mêmes des sujets autonomes.

La théorie du sujet de Jacques Rancière pose quant à elle comme principe l'« égalité des intelligences » comme « condition de toute action ou pensée émancipatrices »¹ (Keucheyan, 2013: p.250). Selon Rancière, la distinction réalisée par le marxisme structuraliste d'Althusser et par la sociologie de Pierre Bourdieu entre les sciences (*épistèmè*) et l'idéologie (*doxa*) n'a pas de sens². Alors que pour Bourdieu, le sociologue accède à l'objectivité du monde social en rompant avec le sens commun (connoté négativement), et que pour les marxistes, seuls le Parti et l'intellectuel sont capables de sortir les masses de l'idéologie et de les faire accéder au mouvement historique réel (Keucheyan, 2013: p.249), Rancière pose « l'égalité des intelligences » comme présupposé ou préalable à l'émancipation. On peut établir là un parallèle entre cette idée d'« égalité des intelligences » comme condition à l'émancipation et le principe de non hiérarchie posé comme norme de fonctionnement des « espaces du dicible » féministes, lieux de la subjectivation. Cela ne signifie pas que ces espaces sont réellement et totalement hermétiques aux rapports de pouvoir – le *black feminism* par exemple a théorisé l'existence de hiérarchies internes au mouvement féministe (Dorlin, 2007) – mais en posant l'égalité comme norme de fonctionnement, ils permettent à chaque personne qui s'y exprime, quelle que soit sa position sociale, de penser son expérience vécue comme une source de savoir et donc de se reconnaître comme « sujet connaissant ». On retrouve là la critique que fait Rancière de la figure du maître, qui serait celui qui sait distinguer les connaissances véritables des opinions courantes trompeuses. Le principe de non hiérarchie posé comme préalable au sein des « espaces du dicible » féministes est donc ce qui permet aux participantes qui se racontent de définir les termes de leur propre émancipation, fortes de leur statut de sujets connaissants.

Par ailleurs, toujours pour Rancière, l'ordre social (la « police »), « c'est-à-dire l'ensemble des moyens – souvent inconscients et implicites – mis en œuvre afin que se stabilise et perdure la distribution inégale des statuts et des richesses (des « parts », comme dit

¹ Rancière écrit, dans *Le maître ignorant*, « L'égalité des intelligences est le lien commun du genre humain, la condition nécessaire et suffisante pour qu'une société d'hommes existe (...) Il est vrai que nous ne savons pas que les hommes soient égaux. Nous disons qu'ils le sont *peut-être*. C'est notre opinion et nous tâchons, avec ceux qui le croient comme nous, de la vérifier. Mais nous savons que ce *peut-être* est cela même par quoi une société d'hommes est possible » (Rancière, 2004: p.124).

² Sur la critique de la sociologie de Bourdieu par Rancière, voir : (Rancière, 2010: p.239-288).

J. Rancière) dans un corps social » (Keucheyan, 2013: p.250), repose toujours sur « un partage du sensible » qui « définit dans une société donnée le visible et l'invisible, le dicible et l'indisible, et fait que "telle parole est entendue comme du discours et telle autre comme du bruit", c'est-à-dire comme une parole illégitime » (Rancière, 2000 ; Keucheyan, 2013: p.251). Il oppose à la « police », la « politique », c'est-à-dire qu'il qualifie de « politique » les phases de contestation de l'ordre social par les « sans-parts ». Au travers de cette théorie on apporte un éclairage sur le rôle des « espaces du dicible » féministes dans les processus de subjectivation : en plus d'offrir un lieu où l'égalité des intelligences donne à chacune la possibilité de se penser comme sujets connaissant, ils permettent aux « sans-parts » – en l'occurrence celles qui subissent la domination masculine – de « défaire le partage du sensible en vigueur » et de s'engager « vers un nouveau partage » (Keucheyan, 2013: p.252) en légitimant une parole qui ne trouve pas de place pour s'exprimer ailleurs¹. La fonction principale des « espaces du dicible » féministes est donc la politique (la contestation de l'ordre social) au travers d'une politisation des vécus, c'est-à-dire « une désidentification, l'arrachement à la naturalité d'une place » (Rancière, 1995: p.60).

L'idée selon laquelle « la politique est le contraire de l'identité : elle est ce qui met en crise les identités existantes et, en déclenchant un processus de subjectivation – c'est-à-dire de constitution d'un "sujet" –, ouvre un espace des possibles, individuel et collectif » (Keucheyan, 2013: p.254) est commune aux théories de Rancière et de Butler. Pour eux, il n'y a pas de sujet sans prise de distance par rapport aux identités et, à ce titre, le sujet politique n'est « ni une classe sociale, ni un genre, ni une communauté ethnique, même s'il peut

¹ A ce propos, voir « La subjectivation en paroles » dans (Rancière, Jeanpierre et Zabunyan, 2012: p.132-134). Rancière y écrit notamment : « Il y a d'abord la subjectivation au sens d'une prise de parole, c'est-à-dire de l'exercice d'une capacité qui n'était pas reconnue au nom d'un sujet qui ne l'est pas. » Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan ajoutent que, pour Rancière, « ce ne sont pas les sujets qui sont les origines de la parole, mais une parole qui les constitue ». En effet, Rancière précise : « Mais cette prise de parole passe elle-même par le fait qu'il y a de la parole à disposition, sous la forme de la "lettre errante" ». S'il fait plutôt référence à la parole poétique ou romanesque, il parle bien d'une « parole qui fait effet car elle est la parole d'une expérience qui n'est pas la vôtre, ou la parole à laquelle vous n'avez pas accès » (Rancière, Jeanpierre et Zabunyan, 2012: p.132). Les espaces du dicible féministes ne permettent-ils pas cette prise de parole des individus féministes en même temps que l'accès à cette « lettre errante », cette parole à disposition qui permet la subjectivation.

prendre appui sur des collectifs de ce type » (Keucheyan, 2013: p.255). Pour Rancière, le sujet politique « n'est pas un groupe qui prend conscience de lui-même, se donne une voix, impose son poids dans la société » (Rancière, 1995: p.65). Selon Judith Butler, « les femmes n'existaient pas en tant que sujet unifié avant l'émergence du féminisme », « le féminisme n'est pas la conséquence d'un sujet préexistant qui aspire à s'émanciper, et qui s'organise pour ce faire. Il constitue ce sujet à mesure qu'il se développe, et doit donc en être considéré comme la cause » (Keucheyan, 2013: p.288). Pour Judith Butler, « le sujet féministe est discursivement constitué par le système politique, celui-là même qui est censé permettre son émancipation » (Butler, 2006: p.61). On observe aussi cette contradiction dans notre analyse des mémoires féministes : si le partage des vécus privés en collectif permet à l'individu qui y participe de performer son autonomie en disant « je » et en faisant un récit de soi orienté entièrement vers l'affirmation de soi comme être autonome, cette même pratique est aussi le lieu de la politisation des vécus privés et donc un facteur d'inscription du collectif (du récit collectif plus exactement) dans les souvenirs de l'intime. À titre d'exemple, quand, comme nous l'avons constaté lors des entretiens, une féministe ponctue le récit de ses premières expériences sexuelles par des références répétées aux conditions historiques d'accès des femmes à la contraception et/ou aux luttes qui y ont été associées, d'un sujet autonome, elle devient un sujet féministe, au sens où elle se pense et présente son vécu intime comme résultant de la transformation du monde par le mouvement féministe.

Ces liens avec la théorie politique sont ici traités de façon superficielle et mériteraient une analyse approfondie. Il nous semble cependant que, contrairement à ce que pense Rancière lorsqu'il situe la sociologie « du côté de la police, c'est-à-dire du décompte prétendument scientifique des groupes sociaux et des parts qui leur reviennent » (Keucheyan, 2013: p.252), une analyse sociologique des mémoires féministes peut permettre de mettre au jour les pratiques concrètes de subjectivation individuelle et collective.

Bibliographie générale

- ABBOTT, Pamela (2000). Sisterhood. *Routledge international encyclopedia of women*. KRAMARAE, Cheris et SPENDER, Dale. New York, London, Routledge. Vol. 4 Quakers-Zionism, p.1855.
- ABENSOUR, Léon (1921). *Histoire générale du féminisme : Des origines à nos jours*. Paris, Libr. Delagrave, 326 p.
- ACHIN, Catherine et NAUDIER, Delphine (2008). Les féminismes en pratiques. *Mai Juin 68*. DAMAMME, Dominique ; GOBILLE, Boris ; MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard. Paris, L'Atelier, p.383-399.
- ACHIN, Catherine et NAUDIER, Delphine (2009). La libération par Tupperware ? Diffusion des idées et pratiques féministes dans de nouveaux espaces de sociabilité féminine. *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*, Vol. 29 (68' Révolutions dans le genre ?), p. 131-140.
- ACHIN, Catherine et NAUDIER, Delphine (2010). Trajectoires de femmes "ordinaires" dans les années 1970. La fabrique de la puissance d'agir féministe. *Sociologie*, Vol. 1 (n°1), p. 77-93.
- ACHIN, Catherine et NAUDIER, Delphine (2013). L'agency en contexte : réflexions sur les processus d'émancipation des femmes dans la décennie 1970 en France. *Cahiers du Genre*, Vol. 55 (n°2), p. 109-130.
- AGULHON, Maurice et BONTE, Pierre (1992). *Marianne : Les visages de la République*. Paris, Gallimard 128 p.
- AHMED, Sara et BONIS, Oristelle (2012). Les rabat-joie féministes (et autres sujets obstinés). *Cahiers du Genre*, Vol. 53 (n°2, p. 77-98.
- ALBENGA, Viviane (2009). *Lecteurs, lectures et trajectoires de genre*. Thèse de doctorat. Sociologie: Paris: EHESS: 2009.
- ALBISTUR, Maïté (1985). Une nouvelle demeure de Clio ou les archives Marie-Louise Bouglé. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Vol.1 (Histoire des femmes et du féminisme), p. 27-28.
- ALBISTUR, Maïté et ARMOGATHE, Daniel (1977). *Histoire du féminisme français*. Paris, Des Femmes, 352 p.
- ALBISTUR, Maïté et ARMOGATHE, Daniel (1978). *Le Grief des femmes : anthologie des textes féministes*. Paris Éditions Hier et demain, 318 p.
- ANDRIOCCI, Muriel (2005). Entre colère et distance : les « études féministes » à l'université. *L'Homme et la société*, Vol. 158 (n°4), p. 73-93.
- Annexe I : Histoire, Paris 7. Thèses soutenues sur l'histoire des femmes, sous la direction de Michelle Perrot (par ordre chronologique) (2001). *Les cahiers du CEDREF*. Vol. 10
- ANNIE-ELM, Catherine CRACHAT, CATHY, et al. (1976). Le sexisme ordinaire - Où est-ce qu'on se mai ? *Les Temps modernes*, Vol. 359 (Juin), p. 2186-2193.
- ANNIE-ELM, Catherine CRACHAT et Rose PRUDENCE (1976). Le sexisme ordinaire - Autant en emporte le viol. *Les Temps modernes*, Vol. 360 (Juillet), p. 2355-2358.
- APP, Corinne, AURE-FRAISSE, Anne-Marie, FRAENKEL, Béatrice, et al. (2011). *Quarante ans de slogans féministes. 1970/2010*. Donnemarie-Dontilly, Éd. iXe, 243 p.
- ARMOGATHE, Daniel (1977). *Le Deuxième Sexe, Simone de Beauvoir*. Paris, Hatier, 80 p.
- ARMSTRONG, Elizabeth A. et CRAGE, Suzanna M. (2006). Movements and memory : The making of the Stonewall myth. *American Sociological Review*, October, Vol. 71 (n°5), pp. 724-751.
- ARTIÈRES, Philippe (2008a). Jacqueline Feldman et Anne Tristan, à la naissance du MLF. *68, Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 348-349.
- ARTIÈRES, Philippe (2008b). "Je crie, j'écris." Quand la révolution passe par la prise de parole et de l'écriture. *68, Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 373-377.

- ASAL, Houda (2013). *Les mouvements anti-racistes français et l'islamophobie*. Séminaire Islamophobie, la construction du problème musulman, 15 mars 2013, Paris, EHESS.
- Association du mouvement pour les luttes féministes (dir.) (1981). *Chroniques d'une imposture, du Mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*. Paris, Voix off.
- AUSTEN, Jane (1996, 1e éd. 1816). *Northanger abbey*. Paris, 10-18, 285 p.
- AUSTIN, John Langshaw (1991). *Quand dire, c'est faire*. Paris Éd. du Seuil, 202 p.
- AUZIAS, Claire, CHENUT, Hélène et VOLDMAN, Danièle (1982). Histoire orale et histoire des femmes : lieux de la recherche et état des travaux. *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, Supplément n°3 (Histoire orale et histoire des femmes), p. 58-87.
- AVANZA, Martina (2008). Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas "ses indigènes"? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe. *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*. FASSIN, Didier et BENZA, Alban. Paris, La Découverte, p. 41-58.
- BANASZAK, Lee A. (2005). Inside and Outside the State : Movement Insider Status, Tactics and Public Policy Achievements. *Routing the Opposition : Social Movements, Public Policy, and Democracy*. MEYER, David S. ; JENNESS, Valerie et INGRAM, Helen. Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 149-176.
- BANASZAK, Lee A. (2010). *Women's Movement Inside and Outside the State*. New York, Cambridge University Press, 264 p.
- BARD, Christine (1995). *Les filles de Marianne : histoire des féminismes 1914-1940*. Paris, Fayard, 528 p.
- BARD, Christine (2001). *Les femmes dans la société française au 20e siècle*. Paris, Armand Colin, 285 p.
- BARD, Christine (2003a) Les gardiennes de la mémoire. *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 5, http://www.archivesdufeminisme.fr/article.php3?id_article=27
- BARD, Christine (2003b) Les usages politiques de l'histoire des femmes. *Bulletin Archives du féminisme*, En ligne, http://www.archivesdufeminisme.fr/article.php3?id_article=79
- BARD, Christine (2004a). La mémoire faible. *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 7, p. 5-6.
- BARD, Christine (2004b). Recherche et militantisme (France, 1995-2002). *Quand les femmes s'en mêlent : Genre et pouvoir*. BARD, Christine ; BAUDELLOT, Christian et MOSSUZ-LAVAU, Janine. Paris, Editions de La Martinière, p. 261-276.
- BARD, Christine (2005). Du Panthéon à Vitry, où sont les femmes ? *CAES magazine*, n°75, p. 6-9.
- BARD, Christine (2006a). Introduction. *Guide des sources de l'histoire du féminisme*. BARD, Christine ; METZ, Annie et NEVEU, Valérie. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 7-21.
- BARD, Christine (2006b). Les usages politiques de l'histoire des femmes *Politiques du passé. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*. ANDRIEU, Claire ; LAVABRE, Marie-Claire et TARTAKOWSKY, Danielle. Aix-en-Provence, Publications de l'université de Provence, p. 71-82.
- BARD, Christine (2008) L'histoire des femmes au défi de la déportation. *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, Vol. 5, www.histoire-politique.fr
- BARD, Christine, METZ, Annie et NEVEU, Valérie (dir.) (2006). *Guide des sources de l'histoire du féminisme*. Archives du féminisme. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 448 p.
- BARRET-DUCROCCQ, Françoise (1991). Ouverture du colloque. *Crises de la société, féminisme et changement : Actes du colloque, Paris, Sorbonne, 22-23 avril 1988, organisé par le GEF*. (GEF), Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7. Paris, Revue d'en face : Éd. Tierce, p. 13-18.
- BARRET-DUCROCCQ, Françoise (2001) L'invention d'un nouveau champ de recherche. *Les cahiers du CEDREF*, Vol. 10, En ligne, <http://cedref.revues.org/256>
- BARTHE, Yannick, DE BLIC, Damien, HEURTIN, Jean-Philippe, et al. (2013). Sociologie pragmatique : mode d'emploi. *Politix*, Vol. 103 (n°3), p. 175-204.
- BARUCH, Marc-Olivier (2001). Cécile Brunschvicg. *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 2, p.10.

- BASCH, Françoise (1991). Introduction. *Crises de la société, féminisme et changement : Actes du colloque, Paris, Sorbonne, 22-23 avril 1988, organisé par le GEF*. (GEF), Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7. Paris, Revue d'en face : Éd. Tierce, p. 5-11.
- BASTIDE, Roger (1960). *Les religions africaines au Brésil : Vers une sociologie des interpénétrations de civilisations*. Paris, Presses universitaires de France, 578 p.
- BASTIDE, Roger (1970). Mémoire collective et sociologie du bricolage. *L'année sociologique*, Vol. 21 p. 65-108.
- BAUDINO, Claudie (2000). La cause des femmes à l'épreuve de son institutionnalisation. *Politix*, Vol. 13 (n°51), p. 81-112.
- BAUSSANT, Michèle (2002). *Pieds-noirs, mémoires d'exils*. Paris, Stock.
- BEAUVALET-BOUTOUYRIE, Scarlett (2003). *Les femmes à l'époque moderne : XVIe-XVIIIe siècles*. Paris, Belin, 270 p.
- BECKER, Howard S. (1985). Les entrepreneurs de morale. *Outsiders : Etudes de sociologie de la déviance*. Paris, A.-M. Métailié, p. 171-188.
- BECKWITH, Karen (2000). Beyond Compare ? Women's Movements in Comparative Perspective. *European Journal of Political Research*, Vol. 37, p. 431-468.
- BECKWITH, Karen (2005). The Comparative Politics of Women's Movements. *Perspectives on Politics*, Vol. 3 (n°3), p. 583-596.
- BENFORD, Robert D. (1997). An insider's critique of the social movement framing perspective *Sociological Inquiry*, Vol. 67 (n°4), p.409-430.
- BENSA, Alban et FASSIN, Eric (2002). Les sciences sociales face à l'événement. *Terrain*, Vol. 38, p. 5-20.
- BENZIANE, Kahina et SUGIER, Annie (2008). La plaque errante. *Les Temps modernes*, Vol. 647-648.
- BERENI, Laure (2007). *De la cause à la loi: les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*. Doctorat. Science Politique: Paris: Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne: 2007, 539 p.
- BERENI, Laure (2012). Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes. *Les féministes de la deuxième vague*. BARD, Christine. Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 27-43.
- BERENI, Laure et REVILLARD, Anne (2012). « Un mouvement social paradigmatique ? » Ce que le mouvement des femmes fait à la sociologie des mouvements sociaux. *Sociétés contemporaines*, Vol. 85 (n°1), p. 17-41.
- BERGSON, Henri (1993). *Matière et mémoire. Essai sur la relation du corps à l'esprit*.1939. Paris, Presses Universitaires de France, 280 p.
- BERNHEIM, Cathy (1983). *Perturbation, ma sœur : naissance d'un mouvement de femmes : 1970-1972*. Paris, Éditions du Seuil, 182 p.
- BERNHEIM, Cathy (1997). *Mary Shelley : la jeune fille et le monstre : biographie* Paris, Éd. du Félin, 269 p.
- BERNHEIM, Cathy (dite Catherine CRACHAT) (1979). Des sexicides très ordinaires (texte qui date d'avril 1976). *Le Sexisme ordinaire*. DE BEAUVOIR, Simone (préface de.). Paris, Éditions du Seuil, p.151-153.
- BERNHEIM, Cathy, CASSANDRE, CHAUVEAU, Sophie, et al. (2008a). 2008 : L'inquiétante familiarité. *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 5-8.
- _ (2008b). Généalogie. *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 29-32.
- BERNHEIM, Cathy, PICQ, Françoise, KANDEL, Liliane, et al. (2009). *Mouvement de libération des femmes : textes premiers*. Paris, Stock, 296 p.
- BERRY, Nicole (1997). *Mary Shelley : du monstre au sublime*. Lausanne L'Âge d'homme, 271 p.
- BESSIN, Marc (2009). Le trouble de l'événement : la place des émotions dans les bifurcations. *Bifurcations*. BESSIN, Marc ; GROSSETTI, Michel et BIDART, Claire. Paris, La Découverte, p. 306-328.

- BESSIN, Marc et DORLIN, Elsa (2005). Les renouvellements générationnels du féminisme : mais pour quel sujet politique ? *L'Homme et la Société*, Vol. 158 (n°4), p 11-25.
- BIZEUL, Daniel (1998). Le récit des conditions d'enquête: exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie*, Vol. 39 (n°4), p. 751-787.
- BIZEUL, Daniel (2007) Des loyautés incompatibles. *SociologieS*, En ligne, <http://sociologies.revues.org/index226.html>
- BLANCHARD, Soline (2013). *De la cause des femmes au marché de l'égalité. L'émergence de l'espace de l'accompagnement à l'égalité professionnelle en France (1965-2012)*. Thèse de doctorat. Département de sociologie: Toulouse: Université Toulouse 2-Le Mirail: 2013, Deux tomes : 603 pages + 166 pages.
- BLANCHARD, Soline et Milka, METSO (2012). Rue des entrepreneuses : des universitaires féministes à l'épreuve du « marché ». *Les féministes de la deuxième vague*. BARD, Christine. Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 221-230.
- BLOCH, Marc (1925). Mémoire collective, tradition et coutume : à propos d'un livre récent. *Revue de synthèse historique*, Vol. 40 (n°118-120), p. 73-83.
- BLUNDEN, Katherine (1982). *Le Travail et la vertu : femmes au foyer, une mystification de la révolution industrielle*. Paris, Payot, 251 p.
- BOISSONNAS, Sylvina (2008). Le pari de la maturation. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 68-75.
- BOISSONNAS, Sylvina, FOUQUE, Antoinette, GUYOT, Catherine, et al. (dir.) (2008). *Génération MLF : 1968-2008*. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, 615 p.
- BOLTANSKI, Luc et THEVENOT, Laurent (1991). *De la justification : les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard, 485 p.
- BONNAFOUS, Simone et COULOMB-GULLY, Marlène (2007). La Journée internationale des femmes : entre marronnier et foulard islamique. *Sciences de la Société*, Vol. 70, p. 81-95.
- BONNET, Serge et HUMBERT, Roger (1981). *La Ligne rouge des hauts fourneaux : Grèves dans le fer lorrain en 1905*. Paris, Denoël Serpenoise, 382 p.
- BORIE, Françoise (2008). Une vocation tardive pour la médecine et la psychothérapie, en germe dans le parcours exceptionnel de ma mère. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 61-64.
- BOUMAZA, Magali (2001). L'expérience d'une jeune chercheuse en milieu extrême : une enquête au front national. *Regards sociologiques*, Vol. 22, p. 105-121.
- BOUMAZA, Magali et CAMPANA, Aurélie (2007). Enquêter en milieu "difficile". *Revue française de science politique*, Vol. 57 (n°1), p. 5-25.
- BOURDIEU, Pierre (1984). Quelques propriétés des champs. *Questions de sociologie*. BOURDIEU, Pierre. Paris, Minuit, p. 113-120.
- BOURDIEU, Pierre (1986). L'illusion biographique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63, p. 69-72.
- BOURRICAUD, François (2013) Autonomie. *Encyclopædia Universalis*, consulté le 27 novembre 2013, En ligne, <https://www-universalis--edu-com.acces-distant.sciences-po.fr/encyclopedie/autonomie/>
- BOUSSAGUET, Laurie et JACQUOT, Sophie (2009). Mobilisations féministes et mise à l'agenda de nouveaux problèmes publics. *Revue française de science politique*, Vol. 59 (n°2), p. 173-181.
- BOUVIER, Jeanne (1928). *La Lingerie et les Lingères*. Niort ; Paris, Gaston Doin et Cie, 392 p.
- BOUVIER, Jeanne (1930). *Histoire des dames employées dans les postes, télégraphes et téléphones de 1714 à 1929*. Paris, Presses universitaires de France, VIII-359 p.
- BRACKE, Sarah et PUIG DE LA BELLACASA, María (2013). Le féminisme du positionnement. Héritages et perspectives contemporaines. *Cahiers du Genre*, Vol. 54 (N°1), p. 45-66.

- BRIQUET, Fortunée (1804). *Dictionnaire historique, littéraire et bibliographique des Françaises et des étrangères naturalisées en France connues par leurs écrits, ou par la protection qu'elles ont accordée aux gens de lettres*. Paris, Treuttel et Würtz, XXXIV-347 p.
- BROQUA, Christophe (2009). L'ethnographie comme engagement: enquêter en terrain militant. *Genèses*, juin 2009, Vol. 75, p. 109-124.
- BUISINE, Alain (1990). Leurres et illusions du portrait de famille. *La recherche photographique*, Vol. 9 (n°1), p. 57-60.
- BUTLER, Judith (2006). *Trouble dans le genre : le féminisme et la subversion de l'identité* Paris La Découverte, 283 p.
- C., Judith (2008). À 16 ans, aux premières réunions du MLF. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 35-37.
- CADÈNE, Nicole (2004). THOMAS, Edith (Montrouge, 1909 - Paris, 1970). *Dictionnaire des historiens français et francophones : De Grégoire de Tours à Georges Duby*. AMALVI, Christian. Paris, La Boutique de l'Histoire, p.305-306.
- CANDAU, Joël (2005). *Anthropologie de la mémoire*. Paris, Armand Colin, 201 p.
- CARDI, Coline et PRUVOST, Geneviève (dir.) (2012). *Penser la violence des femmes*. Paris, La Découverte, 441 p.
- CARDON, Dominique (1995). « Chère Ménie... ». Emotions et engagements de l'auditeur de Ménie Grégoire. *Réseaux*, Vol. 13 (n°70), p. 41-78.
- CARDON, Dominique (2003). Droit au plaisir et devoir d'orgasme dans l'émission de Méné Grégoire. *Le Temps des médias*, Vol. 1 (n°1), p. 77-94.
- CASSANDRE (2008). 1979: L'odyssée de la marque. *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 45-49.
- CEFAÏ, Daniel (2001). Les cadres de l'action collective : Définitions et problèmes. *Les formes de l'action collective : Mobilisation dans des arènes publiques*. CEFAÏ, Daniel et TROM, Danny. Paris, Editions EHESS, p. 51-82.
- CEFAÏ, Daniel (2007). *Pourquoi se mobilise-t-on ? : Les théories de l'action collective*. Paris, La Découverte, 727 p.
- CEFAÏ, Daniel (2009) Les politiques de l'enquête (I) :Le travail de l'altérité. Autour de Politiques de l'enquête, coordonné par Didier FASSIN et Alban BENSA. *La vie des idées*, En ligne, <http://www.laviedesidees.fr/Le-travail-de-l-alterite.html>
- CEFAÏ, Daniel et TROM, Danny (2001). Présentation. *Les formes de l'action collective : Mobilisation dans des arènes publiques*. CEFAÏ, Daniel et TROM, Danny Paris, Ed. EHESS, p. 9-18.
- CERVILLE, Maxime et TESTENOIRE, Armelle (2012). Du sujet collectif au sujet individuel, et retour. Introduction. *Cahiers du Genre*, Vol. 53 (n°2), p. 5-17.
- CHANEL, Josiane (2008). Janvier 68 : J'ai présenté Monique Wittig à Antoinette Fouque. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 29-33.
- Chansons féministes. Anthologie, histoire subjective, 1970-1980* (1981). Paris, Tierce.
- CHAPERON, Sylvie (1995). La radicalisation des Mouvements féminins français de 1960 à 1970. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 48 (Oct-Déc.), p. 61-74.
- CHAPERON, Sylvie (2000). *Les années Beauvoir (1945-1970)*. Paris, Fayard, 430 p.
- CHAPERON, Sylvie (2001) Une génération d'intellectuelles dans le sillage de Simone de Beauvoir. *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*, Vol. 13, En ligne, <http://clio.revues.org/index135.html>
- CHAPERON, Sylvie (2010) Du féminisme à la sexologie: un parcours en Histoire. *Genre, sexualité & société*, Vol. 4, En ligne, <http://gss.revues.org/index1672.html>
- CHARLE, Christophe (1994). *La République des universitaires, 1870-1940*. Paris, Seuil, 506 p.
- CHARPENEL, Marion (2012). Quand l'événement crée la continuité, l'intégration de Sohane Benziane dans les mémoires féministes en France. *Sociétés contemporaines*, Vol. 85 (n°1), p. 85-109.

- CHARRIER, Edmée (1931). *L'évolution intellectuelle féminine*. Paris, Editions Albert Mecheleinck, IV-572 p.
- CHARTIER, Roger (1992). *L'Histoire des femmes, XVIe-XVIIIe siècle : Différences entre les sexes, et violence symbolique*. Femmes et histoire : Contributions présentées à un colloque avec les directrices de "Histoire des femmes en Occident", Paris, Plon.
- CHAULIAC, Marina (2003). *Usages politiques et sociaux du passé Est-allemand depuis la réunification : le rite de la Jugendweihe entre transmission et reconstruction*. Doctorat. Anthropologie sociale: Paris: EHESS: 2003.
- CHAZEL, François (2009). Mobilisation des ressources. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian et PECHU, Cécile Paris, Presses de Science-Po, p. 364-370.
- CLEF, (Centre lyonnais d'études féministes) (1989). *Chronique d'une passion : le Mouvement de libération des femmes à Lyon*. Paris, L'Harmattan, 271 p.
- CLÉRO, Jean-Pierre (2008). Halbwachs et l'espace fictionnel de la ville. *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte : étude de mémoire collective*. HALBWACHS, Maurice. Paris, Presses Universitaires de France, p.43-72.
- COFFIN, Jean-Christophe (2008). La psychanalyse ou la parole contrariée : le séminaire de Lacan. 68, *Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 513-521.
- COLGAN, Fiona et LEDWITH, Sue (dir.) (2002). *Gender, diversity and trade unions : International perspectives*. London, Routledge 320 p.
- COMBROUX, Roseline et DELBREIL, Danièle (2004). Quand des femmes se rencontrent. *EMPAN*, Vol. 53 (n°1), p. 56-61.
- Commission audiovisuelle (2007) Entretiens filmés. *Bulletin Archives du féminisme*, Vol. 12, http://www.archivesdufeminisme.fr/article.php3?id_article=153&var_recherche=audiovisuel
- CONTAMIN, Jean-Gabriel (2009). Analyse des cadres. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian et PECHU, Cécile Paris, Presses de Science-Po, p. 38-46.
- CONTRERAS, Josée, DESREUMAUS, Anny, FAURE, Christine, et al. (1977). Journée internationale des femmes, Attention! Une commémoration peut en cacher une autre. *Histoires d'elles*. n° 0, p. 22-23.
- CORBIN, Alain (1978). *Les filles de noce : misère sexuelle et prostitution, 19e et 20e siècles*. Paris, Aubier Montaigne, 571 p.
- CORBIN, Alain (2007). Préface de la première édition. *Ecrire l'histoire des femmes et du genre*. THEBAUD, Françoise. Lyon, ENS Editions, p. 9-12.
- CORCUFF, Philippe (2004). Sociologie et engagement: nouvelles pistes épistémologiques dans l'après-1995. *À quoi sert la sociologie ?* LAHIRE, Bernard. Paris, La Découverte, p. 175-194.
- COTT, Nancy F. (1989). What's in a name? The limits of "social feminism" : or, expanding the vocabulary of women's history. *Journal of American History*, Vol. 76 (n°3), p. 809-829.
- COULOMB-GULLY, Marlène (2007). Le 8 mars à la une. Femmes et médias. Une comparaison internationale. *Sciences de la Société*, Vol. 70, p. 3-17.
- COUTO, Richard A. (1993). Narrative, Free Space, and Political Leadership in Social Movements. *The Journal of Politics*, Vol. 55 (n°1), p. 57-79.
- CRIVELLO, Maryline et PELEN, Jean-Noël (dir.) (2008). *Individu, récit, histoire*. Le temps de l'histoire. Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 234 p.
- CURTIS, Russel L. et ZURCHER, Louis A. (1973). Stable resources of protest movements : The multi-organizational field. *Social Forces*, Vol. 52 (n°1), p. 53-61.
- DAMAMME, Dominique (1994). Grandes illusions et récits de vie. *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, Vol. 7 (n°27), p. 183-188.
- DAUPHIN, Sandrine (2001) Pénélope : une expérience militante dans le monde académique. *Les cahiers du CEDREF*, Vol.10, En ligne, <http://cedref.revues.org/261>

- DAUPHIN, Sandrine (2006). Groupes altermondialistes et groupes de femmes : stratégies croisées France/Québec. *Femmes et relations internationales au XXe siècle*. DELAUNAY, Jean-Marc et DENÉCHÈRE, Yves. Paris, Presses Sorbonne nouvelle, p. 325-337.
- DAUPHIN, Sandrine (2010). *L'Etat et les droits des femmes. Des institutions au service de l'égalité ?* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 134 p.
- DE BEAUVOIR, Simone (1981). Introduction. *Chroniques d'une imposture, du Mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*. Association du mouvement pour les luttes féministes. Paris, Voix off.
- DE BEAUVOIR, Simone (1986). *La force de l'âge*. 1e éd. 1960. Paris, Gallimard, 622 p.
- DE BEAUVOIR, Simone (1993). *Le deuxième sexe. I, Les faits et les mythes*. Paris, Gallimard, 408 p.
- DE BEAUVOIR, Simone (2007). *Mémoires d'une jeune fille rangée*. 1e éd. 1958. Paris, Gallimard, 472 p.
- DE BEAUVOIR, Simone (préface de.) (1979). *Le Sexisme ordinaire*. Paris, Éditions du Seuil, 374 p.
- DE CERTEAU, Michel (1994). *La Prise de parole et autres écrits politiques*. Paris, Seuil, 278 p.
- DE PAYER, Alice (1922). *Le féminisme au temps de la Fronde*. Paris, Fast, 207 p.
- DÉCHAUX, Jean-Hugues (1997). *Le souvenir des morts*. Paris, Presses Universitaires de France, 352 p.
- DELEU, Christophe (2012). Dix heures et demie du soir à la radio : l'amour sur les ondes. *Le Temps des médias*, Vol.19 (n°2), p. 50-65.
- DELPHY, Chistine (2003) Qui a commencé? Un point de vue féministe contre l'exclusion des jeunes filles voilées. *Les mots sont importants*, lmsi.net/article.php?id_article=186
- DELPHY, Christine (1980). Libération des femmes an dix. *Questions féministes*, Vol. 7 (Février), p. 3-13.
- DELPHY, Christine (1981). Le patriarcat, le féminisme et leurs intellectuelles. *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 2 (Féminisme : quelles politiques?), p. 59-74.
- DELPHY, Christine et CHAPERON, Sylvie (dir.) (2002). *Cinquantenaire du Deuxième sexe*. Paris, Syllepse, 523 p.
- DERAISMES, Maria (1990). *Eve dans l'humanité*. 1e éd. 1868. Paris, Côté-femmes éditions, p. 7-15.
- Des femmes du MLF, (non déposé ni co-fondé) (2008). L'héritage féministe détourné. *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 23-28.
- DEUDON, Catherine (2003). *Un mouvement à soi : Images du mouvement des femmes, 1970-2001*. Paris, Syllepse, 213 p.
- DHAVERNAS, Marie-Jo (1981). Une seule solution : autre chose. *La Revue d'en face*, Vol. 11 (Mouvement et institutions), p. 29-36.
- DHAVERNAS, Marie-Josèphe (1993) Necessité de la psychanalyse. *Futur antérieur*, <http://www2.univ-paris8.fr/RING/spip.php?article1078>
- DIANI, Mario (1995). *Green networks : A structural analysis of the Italian environmental movement*. Edinburgh, Edinburgh University Press, 221 p.
- DOMBROSKY, Martine (2008). Apprentissages aux Editions Des femmes. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 65-67.
- DONEGANI, Jean-Marie, DUCHESNE, Sophie et HAEGEL, Florence (2002). Sur l'interprétation des entretiens. *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux : Textes en hommage à Guy Michelat*. DONEGANI, Jean-Marie ; DUCHESNE, Sophie et HAEGEL, Florence. Paris, L'Harmattan, p. 273-295.
- DORLIN, Elsa (2007). *Black feminism, Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*. Paris, L'Harmattan, 262 p.
- DOSS, Erika (2010). *Memorial Mania : Public Feeling in America*. Chicago, University Of Chicago Press, 488 p.
- DOSSE, François (1998). Entre histoire et mémoire : une histoire sociale de la mémoire. *Raison présente*, Vol. 128 (Mémoire et histoire), p. 5-24.

- DOSSE, François (2006). *Paul Ricoeur et Michel de Certeau : l'histoire, entre le dire et le faire*. Paris, L'Herne, 141 p.
- DUBAR, Claude (2009). Préface. *Le travail militant*. NICOURD, Sandrine. Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 11-12.
- DUBY, Georges et PERROT, Michelle (1991). *Ecrire l'histoire des femmes. Histoire des femmes en Occident. Tome 1 : L'Antiquité*. SCHMITT PANTEL, Pauline. Paris, Plon, p.9-19.
- DUCHEN, Claire (1986). *Feminism in France : From May'68 to Mitterrand*. London, Routledge & Kegan Paul, 165 p.
- DUCROCQ, Françoise, KANDEL, Liliane, PICQ, Françoise, et al. (dir.) (1987). *Le Mouvement de libération des femmes et ses effets sociaux*. Paris, G.E.F.-Paris 7, 300 f.
- DUFRANCATEL, Christiane (2008). Débuts à Vincennes: où j'ai bataillé pour que les femmes obtiennent une salle de réunion. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 41-43.
- EDWARDS-PILLIET, FALLOT-MATIER, GAST, Camille du, et al. (1921). *Cinquante-ans de féminisme : 1870-1920* Paris, Ed. de la Ligue française pour le droit des femmes.
- EMO, Anne-Claire (en cours). *Epistémologie du discrédit : Analyse psychosociologique du stigmate féministe*: Laboratoire de Psychologie du Travail et de l'Action: Paris: Conservatoire National des Arts et Métiers: en cours.
- ERNOT, Isabelle (2007). L'histoire des femmes et ses premières historiennes (XIXe-début XXe siècle). *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 16 (n°1), p. 165-194.
- EVANS, Richard J. (1986). The Concept of Feminism. Notes for Practicing Historians. *German women in the eighteenth and nineteenth centuries : A social and literary history*. JOERES, Ruth-Ellen B. et MAYNES, Mary Jo. Bloomington, Indiana University Press, p. 247-258.
- EVANS, Sara Margaret et BOYTE, Harry Chatten (1986). *Free spaces : the sources of democratic change in America*. New York ; Cambridge, Harper and Row, 228 p.
- FALCOZ, Marc et WALTER, Emmanuelle (2007). Travailler dans un monde de bénévoles : contraintes et limites de la professionnalisation dans les clubs sportifs. *RECMA*, Vol. 306, p. 78-91.
- FARGE, Arlette (1979). L'histoire ébruitée : Des femmes dans la société pré-révolutionnaire parisienne. *L'histoire sans qualités*. DUFRANCATEL, Christiane ; FARGE, Arlette ; FAURE, Christine et al. Paris, Editions Galilée, p. 15-40.
- FARGE, Arlette et PERROT, Michelle (dir.) (1993). *Débat*. Femmes et histoire : Contributions présentées à un colloque avec les directrices de "Histoire des femmes en Occident". Paris, Plon, p.67-73.
- FASSIN, Eric (2005). Un champ de bataille. *Travail, genre et sociétés*, Vol. 13 (Controverse : Etre féministe aujourd'hui), p. 165-167.
- FAURÉ, Christine (1979). Une violence paradoxale : Des femmes terroristes dans les années 1880. *L'histoire sans qualités*. DUFRANCATEL, Christiane ; FARGE, Arlette ; FAURE, Christine et al. Paris, Editions Galilée, p. 87-110.
- FAVRE, Pierre (1980). Nécessaire mais non suffisante. La sociologie des effets pervers de Raymond Boudon. *Revue française de science politique*, Vol. 30 (n°6), p. 1229-1271.
- FELDMAN, Jacqueline (2009). De FMA au MLF. Un témoignage sur les débuts du mouvement de libération des femmes. *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*, Vol. 29 (68' Révolutions dans le genre?), p. 193-203.
- FELDMAN, Jacqueline (2010). Lettre ouverte à Anne Zelensky. *ProChoix*, Vol.54 (Alliances extrêmes contre l'"islamisation"), p. 9-19.
- FERREE, Myra Marx et HESS, Beth B. (2000). *Controversy and Coalition : The new feminist movement across four decades of change*. New York, Routledge, 288 p.

- FERREE, Myra Marx et MUELLER, Carol M. (2004). Feminism and the Women's Movement: A Global Perspective. *The Blackwell Companion to Social Movements*. SNOW, David A. ; SOULE, Sarah A. et KRIESI, Hanspeter. Oxford, Blackwell, p. 576-607.
- FILLIEULE, Olivier (2009). De l'objet de la définition à la définition de l'objet. De quoi traite finalement la sociologie des mouvements sociaux? . *Politique et Sociétés*, Vol. 28 (n°1), p. 15-36.
- FILLIEULE, Olivier (2005). Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. *Le désengagement militant*. FILLIEULE, Olivier Paris, Belin, p. 17-47.
- FILLIEULE, Olivier et PÉCHU, Cécile (1993). *Lutter ensemble. Les théories de l'action collective*. Paris, L'Harmattan, 218 p.
- FINK, Carole (1991). *Marc Bloch : a life in history*. Cambridge, Cambridge University Press, 391 p.
- FOUCAULT, Michel (1997). *Il faut défendre la société : Cours au Collège de France (1975-1976)*. Paris, Gallimard-Seuil, 283 p.
- FOUCAULT, Michel (2012). *Du gouvernement des vivants : cours au Collège de France (1979-1980)*. Paris, EHESS : Gallimard : Seuil, 400 p.
- FOUQUE, Antoinette (1990). Femmes en mouvements: hier, aujourd'hui, demain, Entretien avec Antoinette Fouque. *Le Débat*, Vol. 59 (n°2), p. 122-137.
- FOUQUE, Antoinette (2004). *Il y a deux sexes, Essais de féminologie 1989-1995*. Paris, Gallimard, 277 p.
- FOUQUE, Antoinette (2007a). Enoncer, de plein chant, nos revivances, toutes, 1977. *Gravidanza, Féminologie II*. FOUQUE, Antoinette. Paris, Des femmes - Antoinette Fouque, p. 47-49.
- FOUQUE, Antoinette (2007b). Gravidanza, 1980. *Gravidanza, Féminologie II*. FOUQUE, Antoinette. Paris, Des femmes - Antoinette Fouque, p. 67-108.
- FOUQUE, Antoinette (2007c). Le mouvement des femmes : féminisme et/ou MLF, 1979. *Gravidanza, Féminologie II*. FOUQUE, Antoinette. Paris, Des femmes - Antoinette Fouque, p. 51-60.
- FOUQUE, Antoinette (2008). Qu'est ce qu'une femme? *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 15-28.
- FOUREST, Caroline (2008). Le féminisme pour les nuls. *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 15-17.
- FRAISSE, Geneviève (1979). Les bavardes : Féminisme et moralisme. *L'histoire sans qualités*. DUFRANCATEL, Christiane ; FARGE, Arlette ; FAURE, Christine et al. Paris, Editions Galilée, p. 189-218.
- FRAISSE, Geneviève (1981). De quelques problèmes à propos de l'internationale féministe. *Chroniques d'une imposture, du Mouvement de libération des femmes à une marque commerciale*. Association du mouvement pour les luttes féministes. Paris, Voix off.
- FRAISSE, Geneviève (1984). Singularité féministe : historiographie critique de l'histoire du féminisme en France. *Une histoire des femmes est-elle possible ?* PERROT, Michelle. Paris-Marseille, Rivages, p. 190-204.
- FRAISSE, Geneviève (2008a) Féminisme, Histoire du féminisme. *Encyclopaedia Universalis*, <http://www.universalis.fr/encyclopedie/feminisme-histoire-du-feminisme/>
- FRAISSE, Geneviève (2008b). *Le privilège de Simone de Beauvoir ; suivi de Une mort douce*. Arles, Actes Sud, 125 p.
- FRAISSE, Geneviève (2010a). Individue, actrice, sujet féministe. *Les femmes et leur histoire*. FRAISSE, Geneviève. Paris, Gallimard, p. 423-447.
- FRAISSE, Geneviève (2010b). *Les femmes et leur histoire*. 1e éd. 1998. Paris, Gallimard, 616 p.
- FREUD, Sigmund (1954). *Cinq psychanalyses*. Paris, Presses universitaires de France, 423 p.
- GALSTER, Ingrid (dir.) (1999). *Cinquante ans après le "Deuxième Sexe" [Texte imprimé] : Beauvoir en débat* Tübingen, Stauffenburg-Verlag 154 p.
- GAMSON, William A. (1990). *The strategy of social protest*. 1e éd. 1975. Belmont, Calif., Wadsworth Pub., 357 p.

- GARCIA CASTRO, Antonia (2002). *La mort lente des disparus au Chili: sous la négociation civils-militaires, 1973-2002*. Paris, Maisonneuve & Larose, 280 p.
- GARCIA GUADILLA, Naty (1981). *Libération des femmes : Le MLF*. Paris, Presses universitaires de France, 146 p.
- GARCIA GUADILLA, Naty (1984). De la confiance à l'association : l'évolution du M.L.F. depuis 1968. *Pénélope*, Vol. 11.
- GARCIA, Marie-Carmen (2012). Des féminismes aux prises avec l'"intersectionnalité" : le mouvement Ni putes ni soumises et le Collectif féministe du Mouvement des indigènes de la République. *Cahiers du Genre*, Vol. 52 (n°1), p. 145-165.
- GASPARD, Françoise (2002). Où en est le féminisme aujourd'hui ? *Cités*, Vol. 9 (n°1), p. 59-72.
- GAUTHIER, Xavière (1976). Pourquoi Sorcières? *Sorcières : Les femmes vivent*, Vol. 1 (La nourriture), p. 2-5.
- GELIS, Jacques (1988). *La Sage-femme ou le médecin : une nouvelle conception de la vie*. Paris, Fayard, 560 p.
- GENSBURGER, Sarah (2002). Les figures du Juste et du résistant et l'évolution de la mémoire historique française de l'occupation *Revue française de science politique*, Vol. 52 (n°2-3), p. 291-322.
- GENSBURGER, Sarah (2005). Essai de sociologie de la mémoire : le cas du souvenir des camps annexes de Drancy dans Paris. *Genèses*, Vol. 61 (Histoire et oubli), p. 47-69.
- GENSBURGER, Sarah (2006). *Essai de sociologie de la mémoire. L'expression des souvenirs à travers le titre de "Juste parmi les Nations" dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*. Doctorat. Sociologie: Paris: EHESS: 2006.
- GENSBURGER, Sarah (2010). *Les Justes de France : Politiques publiques de la mémoire*. Paris, Presses de Sciences Po, 240 p.
- GENSBURGER, Sarah (2011). Réflexion sur l'institutionnalisation récente des *memory studies*. *Revue de synthèse*, Tome 132, 6e série (n°3), p. 411-433.
- GODELIER, Maurice (1978). Les rapports hommes-femmes : le problème de la domination masculine. *La Condition féminine*. (CERM), Centre d'études et de recherches marxistes. Paris, Éditions sociales, p.23-44.
- GODELIER, Maurice (1982). *La production des grands hommes : pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée*. Paris, Fayard, 370 p.
- GODINEAU, Dominique (dir.) (1995). *Histoire d'un mot : Tricoteuse de la Révolution française à nos jours*. Langages de la Révolution, 1770-1815 : Actes du 4e Colloque international de lexicologie politique, Publications de l'INALF (Saint-Cloud) et Klincksieck, p. 601-611.
- GODINEAU, Dominique (2003). *Les femmes dans la société française : 16e-18e siècle*. Paris, A. Colin, 253 p.
- GOFFMAN, Erving (1991). *Les cadres de l'expérience*. Paris, Ed. de Minuit, 573 p.
- GOLD, Raymond (2003). Jeux de rôles sur le terrain : observation et participation dans l'enquête sociologique. *L'enquête de terrain*. CEFAÏ, Daniel. Paris, La découverte, p. 340-349.
- GOLDBLUM, Caroline (2009). *Sorcières, 1976-1981. Etude d'une revue féministe*. Master 1. Histoire contemporaine: Lille: Université de Lille III: 2009.
- GOMEL, Bernard (2006). L'emploi salarié dans le travail des associations. *Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire*. NEYRET, Guy ; CHOPART, Jean-Noël et RAULT, Daniel. Paris, La découverte, p. 133-169.
- GRÉGOIRE, Menie (1976). *Telle que je suis*. Paris, R. Laffont, 358 p.
- GREVER, Maria (1997). The Pantheon of feminist culture : Women's movements and the organization of memory. *Gender & History*, Vol. 9 (n°2), p. 364-374.
- GRIF (1978). Faits et gestes : Carabosse. *Les Cahiers du GRIF*, Vol. 23-24 (Où en sont les féministes ?), p.185.

- GRINBERG, Suzanne (1926). *Historique du mouvement suffragiste depuis 1848*. Paris, Henry Goulet, 216 p.
- GRISWOLD, Wendy (1987). The fabrication of meaning : literary interpretation in the United States, Great Britain, and the West Indies. *American Journal of Sociology*, Vol. 92, p. 1077-1117.
- GRUMBACH, Marie-Claude (2008). Remerciements à Georges Kiejman, qui lui remet les insignes de l'Ordre national du Mérite, le 30 mars 1998, en Sorbonne. *Génération MLF : 1968-2008*. BOISSONNAS, Sylvina ; FOUQUE, Antoinette ; GUYOT, Catherine et al. Paris, Des Femmes - Antoinette Fouque, p. 55-58.
- GUBIN, Eliane et JACQUES, Catherine (2004). Partie II : Militantismes et sociabilités, Introduction. *Le siècle des féminismes*. GUBIN, Eliane ; JACQUES, Catherine ; ROCHEFORT, Florence ; STUDER, Brigitte et THEBAUD, Françoise. Paris, Editions de l'Atelier, p. 82-86.
- GUÉNIF-SOUILAMAS, Nacira et MACÉ, Éric (2006). *Les féministes et le garçon arabe*. La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 109 p.
- GUÉNIF SOUILAMAS, Nacira (2000). *Des beurettes aux descendantes d'immigrants nord-africains*. Paris, Grasset, 362 p.
- GUILBERT, Madeleine (1966). *Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914 : présentation et commentaires de documents pour une étude du syndicalisme féminin*. Paris, Ed. du Centre national de la recherche scientifique, 509 p.
- HAASE-DUBOSC, Danièle et VIENNOT, Eliane (dir.) (1991). *Femmes et pouvoirs sous l'Ancien régime*. Rivages histoire. Paris ; Marseille, Rivages, 312 p.
- HAICAULT, Monique (2012). Autour d'agency. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre. *Rives méditerranéennes*, Vol. 41, p. 11-24.
- HALBWACHS, Maurice (1938). *Morphologie sociale*. Paris, A. Colin, 190 p.
- HALBWACHS, Maurice (1994). *Les cadres sociaux de la mémoire*. 1e éd. 1925. Paris, Albin Michel, 374 p.
- HALBWACHS, Maurice (1997). *La mémoire collective*. 1e éd. 1950. Paris, Albin Michel, 295 p.
- HALBWACHS, Maurice (2008). *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte : étude de mémoire collective*. 1e éd. 1941. Paris, Presses Universitaires de France, 388 p.
- HARRIS, Fredrick C. (2006). It takes a tragedy to arouse them : Collective memory and collective action during the Civil Rights movement. *Social Movement Studies*, Vol. 5 (n°1), p. 19-43.
- HAVARD DUCLOS, Bénédicte (2007) Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique. Enquêter comme militante dans l'association Droit Au Logement (DAL) à la fin des années 1990. *SociologieS*, En ligne, <http://sociologies.revues.org/index182.html>
- HÉLY, Matthieu (2008). A travail égal, salaire inégal : ce que travailler dans le monde associatif veut dire. *Sociétés contemporaines*, Vol. 69, p. 125-148.
- HENNERON, Liane (2000). *La transmission du militantisme féministe des années 70 aux années 90 : Entre héritage et conflits*. Mémoire de maîtrise. Grenoble: Institut d'Etudes Politiques: 2000, 88 p.
- HENNERON, Liane (2005). Être jeune féministe aujourd'hui : les rapports de génération dans le mouvement féministe contemporain. *L'Homme et la société*, Vol. 158 (n°4), p. 93-111.
- HÉRICOURT, Jenny P. d' (1860). *La femme affranchie. Réponse à MM. Michelet, Proudhon, de Girardin, Comte et autres novateurs modernes*. Bruxelles, Paris, Lacroix, 2 tomes, t.1, 230 p.
- HIVET, Christine (1997). *Voix de femmes : roman féminin et condition féminine de Mary Wollstonecraft à Mary Shelley*. Paris Presses de l'École normale supérieure, 500 p.
- HOBBSAWM, Eric (1995). Inventing traditions. *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, Vol. 2 (Usages de la tradition), p. 173-189.
- HOBBSAWM, Eric et RANGER, Terence (2006). *L'invention de la tradition*. Paris, Éditions Amsterdam.
- HUGHES, Everett C. (1937). Institutional office and the person. *The American Journal of Sociology*, Vol. 43 (n°3), p. 404-413.
- IFOP (1955). A la recherche de la "gauche". *Les Temps modernes*, Vol. 112-113, p. 1576-1625.

- IHTP (1981). La vie de l'Institut d'Histoire du Temps Présent. *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, Vol. 6 (décembre), p. 3-13.
- ISSERMAN, Maurice (1987). *If I had a hammer: the death of the old left and the birth of the new left*. New York, Basic Books, 259 p.
- JACQUEMART, Alban (2006). Quand le militantisme trouble l'identité de genre. L'expérience des « groupes d'hommes » dans les années 1970 (entretien). *Terrains & Travaux*, Vol. 10 (n°1), p. 77-90.
- JACQUEMART, Alban (2013). L'engagement féministe des hommes, entre contestation et reproduction du genre. *Cahiers du Genre*, Vol. 55, p.49-63.
- JACQUEMART, Alban (2011). *Les hommes dans les mouvements féministes français (1870-2010) : Sociologie d'un engagement improbable*. Doctorat. Sociologie: Paris: EHESS: 2011, 480 p.
- JAISSON, Marie (1999). Temps et espace chez Maurice Halbwachs (1925-1945). *Revue d'histoire des sciences humaines*, Vol. 1 (n°1), p. 163-178.
- JAISSON, Marie (2008). Mémoire collective et espace social *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte: étude de mémoire collective*. HALBWACHS, Maurice. Paris, Presses Universitaires de France, p. 73-97.
- JENSON, Jane et SINEAU, Mariette (1995). *Mitterrand et les Françaises : un rendez-vous manqué*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 386 p.
- JOHANSSON, Sheila Ryan (1976). 'Herstory' as history : a new field or another fad. *Liberating Women's History : Theoretical and critical essays*. CARROLL, Berenice A. Urbana, Chicago, London, University of Illinois Press, p. 400-430.
- JOHNSTON, William (1992). *Postmodernisme et bimillénaire. Le culte des anniversaires dans la culture contemporaine*. Paris, Presses universitaires de France, 291 p.
- JOUHANNEAU, Cécile (2013). *La résistance des témoins. Mémoires de guerre, nationalisme et vie quotidienne en Bosnie-Herzégovine (1992-2010)*. Thèse de doctorat. Science politique: Paris: Institut d'Etudes Politiques de Paris: 2013, 617 p.
- JOUTARD, Philippe (2013). *Histoire et mémoires, conflits et alliance*. Paris, La Découverte, 341 p.
- KAIL, Michèle (1984). Historique du Colloque. *Femmes, féminisme et recherches : actes du colloque national, Toulouse, décembre 1982*, Toulouse (Université de Toulouse-Le Mirail).
- KANDEL, Liliane (1972). Réflexions sur l'usage de l'entretien, notamment non directif, et sur les études d'opinion. *Epistémologie sociologique*, Vol. 13 (n°1), p. 25-46.
- KANDEL, Liliane (1996). Une pensée empêchée : des usages du "genre", et de quelques unes de ses limites. *Les Temps modernes*, Vol. 587, p. 220-248.
- KANDEL, Liliane (1997). *Féminismes et nazisme : en hommage à Rita Thalmann*. Actes du colloque, Université Paris 7, organisé par le CEDREF, Centre d'enseignement, de recherche et de documentation pour les études féministes, Paris, Publications de l'Université Paris VII-Denis Diderot.
- KANDEL, Liliane (2001a). Un tournant institutionnel : le colloque de Toulouse. *Les Cahiers du CEDREF*, Vol. 10 (Vingt-cinq ans d'études féministes : histoire et mémoire), p. 81-101.
- KANDEL, Liliane (2001b) Une édition féministe est-elle possible ? *CLIO. Histoire, Femmes et Sociétés*, Vol. 13, En ligne, <http://clio.revues.org/index1544.html>
- KANDEL, Liliane (2010). Françoise Pasquier... *ProChoix*, Vol. 50-51 (Le MLF a quarante ans), p.93-95.
- KANDEL, Liliane (dite Rose PRUDENCE) (1979). L'amour invisible (reprise d'un texte paru en fév. 1978 dans les *Temps modernes*). *Le Sexisme ordinaire*. DE BEAUVOIR, Simone (préface de.). Paris, Éditions du Seuil, p. 311-315.
- KANDEL, Liliane et PICQ, Françoise (1982). Le mythe des origines, à propos de la journée internationale des femmes. *La Revue d'en face*, Vol. 12, p. 67-80.
- KAPLAN, Temma (1985). On the socialist origins of International Women's Day. *Feminist Studies*, Vol. 11 (n°1), p. 163-171.

- KATZENSTEIN, Mary Fainsod (1998). *Faithful and fearless : Moving from feminist protest inside the church and the military*. Princeton, Princeton University Press, 288 p.
- KEUCHEYAN, Razmig (2013). *Hémisphère gauche : une cartographie des nouvelles pensées critiques* Paris Zones, 380 p.
- KLANDERMANS, Bert et OEGEMA, Dirk (1987). Potentials, networks, motivations, and barriers : Steps toward participation in social movements. *American Sociological Review*, Vol. 52, p. 519-531.
- KLEJMAN, Laurence et ROCHEFORT, Florence (1985). Féminisme, Histoire, mémoire. *Pénélope*, Vol. 12, p.129-138.
- KLEJMAN, Laurence et ROCHEFORT, Florence (dir.) (1989). *L'égalité en marche : Le féminisme sous la Troisième République*. Paris, Presses de Science Po, 356 p.
- KNIBIEHLER, Yvonne (2007). *Qui gardera les enfants ? : mémoires d'une féministe iconoclaste*. Paris, Calmann-Lévy, 318 p.
- KOOPMANS, Ruud et OLZAK, Susan (2004). Discursive Opportunities and the Evolution of Right-Wing Violence in Germany. *American Journal of Sociology*, Vol. 110 (n°1), p. 198-230.
- KRISTEVA, Julia, FAUTRIER, Pascale, FORT, Pierre-Louis, et al. (dir.) (2008). *(Re)découvrir l'oeuvre de Simone de Beauvoir : du "Deuxième sexe" à "La cérémonie des adieux"*. Latresne, Le Bord de l'eau, 474 p.
- LA GAFFICHE (1984). *Les femmes s'affichent : Affiches du Mouvement de Libération des Femmes en France depuis 1970*. Paris, Syros, 127 p.
- LACOUR, Léopold (1900). *Les Origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution. Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe*. Paris, Plon, Nourrit et Cie, VII-432 p.
- LAGRAVE, Rose-Marie (1990). Recherches féministes ou recherches sur les femmes? *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 83 (n°1), p. 27-39.
- LAGRAVE, Rose-Marie (2010) Se ressaisir. *Genre, sexualité & société*, Vol. 4, En ligne, <http://gss.revues.org/index1534.html>
- LAHIRE, Bernard (1995). *Tableaux de familles*. Paris, Gallimard ; Ed. du Seuil, 297 p.
- LAMBER, Juliette (1861). *Idées anti-proudhoniennes sur l'amour, la femme et le mariage*. Paris, E. Dentu, 155 p.
- LAMOUREUX, Diane (2004). Public / privé. *Dictionnaire critique du féminisme*. HIRATA, Helena ; LABORIE, Françoise ; LE DOARE, Hélène et SENOTIER, Danièle. Paris, PUF, p. 185-190.
- LAMOUREUX, Diane (2006). Y a-t-il une troisième vague féministe ? *Cahiers du Genre*, Hors-série, Féminisme(s) Recompositions et mutations, p. 57-74.
- LAPEYRONNIE, Didier (1988). Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? *Revue française de sociologie*, Vol. 29 (n°4), p. 593-619.
- LASCOUMES, Pierre (2010). Controverse. *Dictionnaire des politiques publiques*. Paris, Presses de Sciences Po, p. 172-179
- LATTÉ, Stéphane (2009). Commémoration. *Dictionnaire des mouvements sociaux*. FILLIEULE, Olivier ; MATHIEU, Lilian et PECHU, Cécile. Paris, Presses de Science-Po, p. 116-123.
- LAVABRE, Marie-Claire (1991). Du poids et du choix du passé. Lecture critique du « syndrome de Vichy ». *Histoire politique et sciences sociales*. PESCHANSKI, Denis ; POLLAK, Michael et ROUSSO, Henry. Bruxelles, Complexe. n° 47, p. 265-278.
- LAVABRE, Marie-Claire (1994). *Le fil rouge : Sociologie de la mémoire communiste*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 319 p.
- LAVABRE, Marie-Claire (2000). Usages et mésusages de la notion de mémoire. *Critique internationale*, Avril 2000, Vol. 7, p. 48-57.
- LAVABRE, Marie-Claire (2002). Un exemple d'utilisation de méthode projective en sociologie. *Aux frontières des attitudes entre le politique et le religieux : Textes en hommage à Guy Michelat*. DONEGANI, Jean-Marie ; DUCHESNE, Sophie et HAEGEL, Florence. Paris, L'Harmattan, p. 297-311.

- LAVABRE, Marie-Claire (2004). Roger Bastide, lecteur de Maurice Halbwachs. *Maurice Halbwachs : espaces, mémoires et psychologie collective*. DELOYE, Yves et HAROCHE, Claudine. Paris, Publications de la Sorbonne, p. 161-171.
- LAVABRE, Marie-Claire (2007). Paradigmes de la mémoire. *Conférence inaugurale du colloque Présences du passé. Mémoires et sociétés du monde contemporain*, Musée du Quai Branly, Paris.
- LAVABRE, Marie-Claire et HAEGEL, Florence Haegel (2010). *Destins ordinaires : identité singulière et mémoire partagée*. Paris, Les Presses de Sciences-po, 136 p.
- LAVAL, Christian (2008). Imaginer l'école d'une société libre. 68, *Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 608-615.
- LE FEUVRE, Nicky et ANDRIOCCI, Muriel (2005). The Impact of Women's Studies on Women's Employment Opportunities and Experiences in France. *Employment, Equal Opportunities and Women's Studies. Women's Experiences in Seven European Countries*. GRIFFIN, Gabriele. Berlin, Helmer Verlag, p. 16-50.
- LEDOUX, Sébastien (2012). Ecrire une histoire du "devoir de mémoire". *Le Débat*, Vol. 170 (n°3), p. 175-185.
- LEDOUX, Sébastien (2013) Les historiens face aux nouveaux usages du mot mémoire. *Mots. Les langages du politique*, Vol. 103 En ligne, <http://mots.revues.org/21538>
- LEFRANC, Sandrine, MATHIEU, Lilian et SIMEANT, Johanna (2008). Les victimes écrivent leur Histoire : Introduction. *Raisons politiques*, Vol. 30 (n°2), p. 5-19.
- LOVENDUSKI, Joni (2005). *Feminizing politics*. Cambridge, Polity Press, 197 p.
- MADISON, Gary B. et FAIRBAIRN, Marty (dir.) (1999). *The Ethics of Postmodernity : Current Trends in Continental Thought*. Evanston, Ill., Northwestern University Press, 266 p.
- MAHMOOD, Saba (2005). *Politics of Piety : The Islamic Revival and the Feminist Subject*. Princeton, NJ, Princeton University Press, 233 p.
- MAKINE, Andreï (1995). *Le Testament français* Paris, Mercure de France, 320 p.
- MALAVOY, Marie (1999). De l'état de féministe au féminisme d'Etat. *Pluralité et convergences : La recherche féministe dans la francophonie*. DAGENAIS, Huguette. Montréal, Remue-Ménage, p. 469-480.
- MARIOT, Nicolas (2012). "L'habitus du dehors" Questions sans réponse et présence des institutions. *Politix*, Vol.100 (n°4), p. 189-200.
- MARTIN-FUGIER, Anne (1979). *La Place des bonnes : la domesticité féminine à Paris en 1900*. Paris, B. Grasset, 382 p.
- MARTIN-FUGIER, Anne (1983). *La Bourgeoise : femme au temps de Paul Bourget*. Paris B. Grasset, 315 p.
- MARTUCCELLI, Danilo (2005) Les trois voies de l'individu sociologique. *EspacesTemps.net, Travaux*, <http://www.espacestemp.net/articles/les-trois-voies-de-lrsquoindividu-sociologique>
- MARX, Raphaëlle (2002). *Debout, les damnées de la terre ! Les commissions féminines de la CGT du Rhône, 1970-1982*. Master. Grenoble: Institut d'Etudes Politiques de Grenoble: 2002, 145 p.
- MARY, André, FGHOU, Karim et BOUTIER, Jean (1995). Présentation et traduction de *Inventing traditions*. *Enquête, anthropologie, histoire, sociologie*, Vol. 2 (Usages de la tradition), p. 171-173.
- MASCLET, Camille (2007). *Mémoire(s) du Mouvement de Libération des Femmes : quelle transmission, quel héritage chez les militantes et leurs enfants?* Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques. Lyon: Université Lyon 2, Institut d'Etudes Politiques de Lyon: 2007, 146 p.
- MASSICARD, Elise (2002). Etre pris dans le mouvement: savoir et engagement sur le terrain. *Cultures & Conflits*, Vol. 47, p. 117-143.
- MATHIEU, Lilian (2001). *Mobilisations de prostituées* Paris, Belin, 333 p.

- MATHIEU, Lilian (2002). Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux. *Revue française de science politique*, Vol. 52 (n°1), p. 75-100.
- MATHIEU, Lilian (2005). La constitution du mouvement altermondialiste français. *Critique internationale*, Vol. 27, p.147-161.
- MATHIEU, Lilian (2007). L'espace des mouvements sociaux. *Politix*, Vol. 77 (n°1), p. 131-151.
- MATHIEU, Lilian (2009a). Étudier la prostitution au sein de l'association Cabiria : Retour réflexif sur une expérience de recherche. *Tracés*, Hors-Série (A quoi servent les sciences humaines, I), p. 145-155.
- MATHIEU, Lilian (2009b). *Les années 70, un âge d'or des luttes?* Paris, Textuel, 141 p.
- MATHIEU, Lilian (2011). *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant, 285 p.
- MATHIEU, Lilian et JOSSIN, Ariane (2012). Féministes et altermondialistes. Le Point G au contre-sommet d'Annemasse (2003). *Les féministes de la deuxième vague*. BARD, Christine. Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 245-258.
- MAYER, Nonna (2007). Dispositions et situation : La démocratie mise à l'épreuve. *L'atelier du politiste*. FAVRE, Pierre ; FILLIEULE, Olivier et JOBARD, Fabien. Paris, La Découverte, p. 149-161.
- MAZZEI, Julie et O'BRIEN, Erin (2005). *You Got It, So When Do You Flaunt It? Field Work Settings and the Strategic Deployment of Gender*. American Political Science Association's Annual Meeting Washington DC.
- McADAM, Doug (1982). *Political process and the development of black insurgency : 1930-1970*. Chicago ; London, University of Chicago press, 304 p.
- McADAM, Doug et SEWELL Jr, William H. (2001). It's about time: Temporality in the study of social movements and revolutions. *Silence and voice in the study of contentious politics*. AMINZADE, Ronald. Cambridge ; New York, Cambridge University Press, p. 89-125.
- MEMMI, Dominique (2003). Faire consentir : la parole comme mode de gouvernement. *La politisation*. LAGROYE, Jacques. Paris, Belin, p. 445-459.
- MEMMI, Dominique (2008). Mai 68 ou la crise de la domination rapprochée. *Mai Juin 68*. DAMAMME, Dominique ; GOBILLE, Boris ; MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard. Paris, Les Editions de l'Atelier, p. 35-46.
- MERCADER, Patricia (2008). Politique et féminité : L'exemple du mouvement « Ni putes, ni soumises ». *Nouvelle revue de psychosociologie*, Vol. 5 (n°1), p. 143-156.
- MERCADER, Patricia et GARCIA, Marie-Carmen (2004). Le mouvement Ni putes ni soumises, un féminisme nouveau ? *Colloque international Genre et militantisme*, Université de Lausanne, 26 et 27 novembre 2004.
- MERCADER, Patricia, HOUEL, Annik et SOBOTA, Helga (2004). L'asymétrie des comportements amoureux: violences et passions dans le crime dit passionnel. *Sociétés contemporaines*, Vol. 55, p. 91-113.
- METZ, Annie (1992). *La Bibliothèque Marguerite Durand : Histoire d'une femme, mémoire des femmes*. Brochure réalisée à l'occasion du soixantième anniversaire de la bibliothèque, Paris, Bibliothèque Marguerite Durand.
- MEYER, David S. et WHITTIER, Nancy (1994). Social Movement Spillover. *Social Problems*, Vol. 41 (n°2), p. 277-298.
- MEYERS, Diana Tietjens (1997). *Feminists Rethink the Self*. Boulder, CO, Westview Press, 288 p.
- MICHEL, Andrée et TEXIER, Geneviève (1964). *La Condition de la Française d'aujourd'hui*. Genève, Gonthier, 244 p.
- MICHELET, Jules (1901). *La femme*. Paris, Hachette et Cie, 468 p.
- MILLION-LAJOINIE, Marie-Madeleine (2004). *Ecrire sur soi entre femmes*. Paris, L'Harmattan, 164 p.

- MORRIS, Aldon D. (1984). *The origins of the civil rights movement : Black communities organizing for change*. New York, London, Free Press; Collier Macmillan, 354 p.
- MOSCONI, Nicole et MARUANI, Margaret (2010) Liliane Kandel, Génération MLF. *Travail, genre et sociétés* Vol. 24, p. 5-24, www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2010-2-page-5.htm
- MÖSER, Cornelia (2013). *Féminismes en traductions. Théories voyageuses et traductions culturelles*. Paris, Editions des Archives Contemporaines, 336 p.
- MOSSÉ, Claude (1992). *L'Antiquité : Lecture critique du tome 1 de L'Histoire des femmes*. Femmes et histoire : Contributions présentées à un colloque avec les directrices de "Histoire des femmes en Occident", Paris, Plon.
- NAUDIER, Delphine (2010). Mouvement de libération de la forme. *Le Magazine Littéraire*, Vol. 500 (n°9), p. 80-80.
- NÉMO, Philippe (1980). Le devoir de mémoire. *Commentaire*, Vol. 11 (n°3), p. 392-400.
- NEVEU, Erik (2005). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris, La Découverte, 126 p.
- NEVEU, Erik (2008). Trajectoires de "soixante-huitards ordinaires". *Mai Juin 68*. DAMAMME, Dominique ; GOBILLE, Boris ; MATONTI, Frédérique et PUDAL, Bernard. Paris, L'Atelier, p.306-318.
- NOIRIEL, Gérard (2008). *Introduction à la socio-histoire*, La Découverte, 128 p.
- NORA, Pierre (1978). Mémoire collective. *La Nouvelle Histoire*. GOFF, Jacques LE ; CHARTIER, Roger et REVEL, Jacques. Paris, Retz-CEPL, p. 398-401.
- NORA, Pierre (1979). Quatre coins de la mémoire. *Histoire*, Vol. 2 (Juin), p. 9-32.
- NORA, Pierre (1993). Entre histoire et mémoire. *Les lieux de mémoire*. Paris, Gallimard. Tome 1, La République, p. XVII-XLII.
- OBERSCHALL, Anthony (1973). *Social conflict and social movements*. Englewood Cliffs., N.J., Prentice-Hall, 371 p.
- OESER, Alexandra (2007). *La transmission scolaire du passé nazi en Allemagne. Etude comparative de quatre écoles à Hambourg et Leipzig*. . Doctorat. Sociologie: Paris: EHESS, ENS: 2007.
- OFFEN, Karen (1988). Defining feminism : A comparative historical approach. *Signs*, Vol.14 (n°1), p. 119-157.
- OFFEN, Karen (1999). *European feminisms, 1700-1950 : A political history*. Stanford, Stanford University Press, 560 p.
- PASSERON, Jean-Claude et REVEL, Jacques (2005). Penser par cas. Raisonner à partir de singularités. *Penser par cas*. PASSERON, Jean-Claude et REVEL, Jacques. Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, p. 9-44.
- PAVARD, Bibia (2005). *Les Éditions des femmes, Histoire des premières années (1972-1979)*. Paris, L'Harmattan, 236 p.
- PAVARD, Bibia (2009). Contraception et avortement dans Marie-Claire (1955-1975) : de la méthode des températures à la méthode Karman. *Le Temps des médias*, Vol.12 (n°1), p. 100-113.
- PAVARD, Bibia (2010). *Contraception et avortement dans la société française (1956-1979) : histoire d'un changement politique et culturel*. Doctorat. Histoire: Paris: Sciences-Po: 2010, 733 p.
- PAVARD, Bibia (2012). Quand la pratique fait mouvement, La méthode Karman dans les mobilisations pour l'avortement libre et gratuit (1972-1975). *Sociétés contemporaines*, Vol. 85 (n°1), p. 43-63.
- PAYNE, Charles M. (1995). *I've got the light of freedom: The organizing tradition and the Mississippi freedom struggle*. Berkeley, University of California Press, 525 p.
- PELEN, Jean-Noël (2008). Entre intime, histoire et Grands Récits: l'assemblage narratif du Sujet. Réflexion introductive. *Individu, récit, histoire*. CRIVELLO, Maryline et PELEN, Jean-Noël. Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, p. 11-34.
- PELLEGRIN, Nicole (2006). En guise de préface : Marie Stuart, Tacite et quelques silences. Aperçus sur l'histoire des activités (d')historiennes. *Histoires d'historiennes*. PELLEGRIN, Nicole. Saint-Étienne, Publication de l'Université, 9-19.

- PERROT, Michelle (1979). La femme populaire rebelle. *L'histoire sans qualités*. DUFRANCATEL, Christiane ; FARGE, Arlette ; FAURE, Christine et al. Paris, Editions Galilée, p. 125-156.
- PERROT, Michelle (1987a). L'air du temps. *Essais d'ego-histoire*. NORA, Pierre. Paris, Gallimard, p.241-292.
- PERROT, Michelle (1987b). Quinze ans d'histoire des femmes. *Sources. Travaux historiques*, Vol. 12 (Femmes, universalité et exclusion), p. 19-27.
- PERROT, Michelle (1994). Où en est en France l'histoire des femmes ? *French Politics and Society*, Vol. 12 (n°1).
- PERROT, Michelle (2001) Les premières expériences. *Les cahiers du CEDREF*, Vol.10, En ligne, <http://cedref.revues.org/253>
- PERROT, Michelle (2004a). Genre et histoire du féminisme en France. *Quand les femmes s'en mêlent : Genre et pouvoir*. BARD, Christine ; BAUDELOT, Christian et MOSSUZ-LAVAU, Janine. Paris, Editions de La Martinière, p. 215-229.
- PERROT, Michelle (2004b). La bibliothèque, mère de l'histoire des femmes. *Revue de la Bibliothèque nationale de France*, Vol. 17, p.19-24.
- PICHEVIN, Marie-France (1981). Deux ou trois choses entendues... un 14 octobre 1981. *BIEF, Bulletin d'Information des Etudes Féminines*, Vol. 7-8 (Les femmes et la recherche), p. 11-13.
- PICQ, Françoise (1984). Quelques étapes dans la constitution des associations féministes. *Pénélope*, Vol. 11.
- PICQ, Françoise (1991). Si c'était à refaire? *Crises de la société, féminisme et changement : Actes du colloque, Paris, Sorbonne, 22-23 avril 1988, organisé par le GEF*. (GEF), Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7. Paris, Revue d'en face : Éd. Tierce, p. 257-265.
- PICQ, Françoise (1993). *Libération des femmes, les années-mouvement*. Paris, Seuil, 381 p.
- PICQ, Françoise (2000). Journée internationale des femmes : à la poursuite d'un mythe. *Travail, Genre et Sociétés*, Vol. 3, p.161-168.
- PICQ, Françoise (2001). Du mouvement des femmes aux études féministes. *Les Cahiers du CEDREF*, Vol. 10 (Vingt-cinq ans d'études féministes : histoire et mémoire), p.23-31.
- PICQ, Françoise (2002). Le féminisme entre passé recomposé et futur incertain. *Cités*, Vol. 9 (n°1), p. 25-38.
- PICQ, Françoise (2005) Les études féministes en France : une institutionnalisation problématique. *Labrys, études féministes / estudos feministas*, <http://www.tanianavarrosrain.com.br/labrys/labrys7/fem/fracoise.htm>
- PICQ, Françoise (2011). *Libération des femmes, quarante ans de mouvement* Brest, Éditions-dialogues.fr, 529 p.
- PINELL, Patrice (dir.) (2002). *Une épidémie politique : La lutte contre le sida en France (1981-1996)*. Science, histoire et société. Paris, Presses universitaires de France, 415 p.
- PINGAUD, Etienne (2009). Un "événement" vecteur de politisation : l'affaire du voile islamique. *IIIème congrès de l'Association française de sociologie, Réseau thématique Sociologie politique (RT 34)*, Université Paris 7 – Denis Diderot, 15 avril 2009.
- PLANCY, Gabrielle de (1820). *Année des dames, ou Petite biographie des femmes célèbres pour tous les jours de l'année*. Paris, Crevot, 2 vol. in-18.
- PLANCY, Gabrielle de (1823). *Almanach des femmes célèbres par leurs talents, leur courage, ou leurs vertus*. Paris, Ladvocat, 166 p.
- PLANTÉ, Christine (1993). Entretien avec Michèle Perrot. *Futur antérieur, Féminismes au présent*.
- POLLAK, Michael (1993). Mémoire, oubli, silence *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*. POLLAK, Michael. Paris, Métailié, p. 15-39.
- POLLAK, Michael (2000). *L'Expérience concentrationnaire : Essai sur le maintien de l'identité sociale*. Paris, 342 p.
- POLLAK, Michael (1985). Encadrement et silence : le travail de la mémoire. *Pénélope*, Vol. 12, p. 35-38.

- POLLAK, Michael et HEINICH, Nathalie (1986). Le témoignage. *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 62-63 (L'illusion biographique), p. 3-29.
- POMATA, Gianna (1992). *Histoire des femmes, Histoire du genre : Observations sur le Moyen Age et l'Epoque Moderne dans L'Histoire des femmes en Occident*. Femmes et histoire : Contributions présentées à un colloque avec les directrices de "Histoire des femmes en Occident", Paris, Plon.
- PRIMI, Alice (2004). André Léo, une voix critique de la démocratie française à la fin du Second Empire. *Histoire et Sociétés. Revue européenne d'histoire sociale*, Vol. 12, p. 104-120.
- PRIMI, Alice (2005). Savoirs des marges, savoirs concurrents : Ecriture et relecture de l'histoire par les "féministes" du second Empire. *Les femmes dans les sciences de l'homme, XIXe-XXe siècles: inspiratrices, collaboratrices ou créatrices?* CARROY, Jacqueline ; EDELMAN, Nicole et OHAYON, Annick. Paris, S.Arslan, p. 272-286.
- PROCHOIX (2008). MLF : Le mythe des origines. *ProChoix*, Vol. 46, 144 p.
- PUDAL, Bernard et PENNETIER, Claude (dir.) (2002). *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris Belin, 367p.
- RABIER, Marion (2011). La « parité économique » au détriment de l'égalité professionnelle ? Les mobilisations des dirigeantes économiques en faveur des quotas de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises françaises. *11ème Congrès de l'AFSP, du 31 août au 2 septembre 2011, à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg. Section Thématique 22 : Des politiques d'égalité aux politiques de l'identité : parité, diversité, intersectionnalité*, Strasbourg.
- RANCIÈRE, Jacques (1992). *Sur L'Histoire des femmes au XIXe siècle*. Femmes et histoire : Contributions présentées à un colloque avec les directrices de "Histoire des femmes en Occident", Paris, Plon.
- RANCIÈRE, Jacques (1995). *La mésentente : politique et philosophie*. Paris Galilée, 187 p.
- RANCIÈRE, Jacques (2000). *Le partage du sensible : esthétique et politique*. Paris La Fabrique, 74 p.
- RANCIÈRE, Jacques (2004). *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*. Paris 10-18, 233 p.
- RANCIÈRE, Jacques (2010). *Le philosophe et ses pauvres*. Paris, Flammarion, 315 p.
- RANCIÈRE, Jacques, JEANPIERRE, Laurent et ZABUNYAN, Dork (2012). *La méthode de l'égalité*. Montrouge Bayard, 332 p.
- RENNEVILLE-SENNETERRE, Sophie (1825). *Biographie des femmes illustres de Rome, de la Grèce et du Bas-Empire*. Paris, Parmantier, 340 p., 342 tomes en 341 volume.
- RENOOZ, Céline (1921-1933). *L'ère de vérité : histoire de la pensée humaine et de l'évolution morale de l'humanité à travers les âges et chez tous les peuples*. Paris, M. Giard, 6 Vol.
- REVILLARD, Anne (2007). *La cause des femmes dans l'Etat : une comparaison France-Québec (1965-2007)*. Doctorat. Sociologie: Cachan: ENS Cachan: 2007, 625 p.
- RICOEUR, Paul (1971). Mythe, L'interprétation philosophique. *Encyclopaedia Universalis*, En ligne.
- RICOEUR, Paul (1985). *Temps et récit III : Le temps raconté*. Paris, Seuil, 426 p.
- RICOEUR, Paul (2003). *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. 1e éd. 2000. Paris, Le Seuil, 689 p.
- RILEY, Denise (2003). *Am I that name : Feminism and the category of women in history*. 1e éd. 1988. Minneapolis, University Of Minnesota Press, 136 p.
- RINGART, Nadja (2008). Naissance d'une secte. *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 35-40.
- RIOT-SARCEY, Michèle (2002). *Histoire du féminisme*. Paris, La Découverte, 122 p.
- RIPA, Yannick (1999). *Les femmes, actrices de l'histoire : France, 1789-1945*. Paris, SEDES.
- ROCHFORT, Florence (2005). Les féministes. *Histoire des gauches en France*. BECKER, Jean-Jacques et CANDAR, Gilles. Paris, La Découverte, p. 108-118.
- ROCHFORT, Florence (2008a). L'insurrection féministe. 68, *Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 538-545.

- ROCHFORD, Florence (2008b). La politisation des corps. 68, *Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 615-621.
- ROGERS, Carl R. (2001). *L'approche centrée sur la personne*. Lausanne, Randin, 544 p.
- ROMILLY, Jacqueline (de) (2010). *Les révélations de la mémoire*. Paris, Librairie générale française, 118 p.
- ROSENTHAL, Naomi, FINGRUTD, Meryl, ETHIER, Michele, et al. (1985). Social movements and network analysis : A case study of the nineteenth-century women's reform in New York state. *American Journal of Sociology*, Vol. 90 (n°5), p. 1022-1054.
- ROUCH, Hélène (2001). "Recherches sur les femmes et recherches féministes : L'Action Thématique Programmée du CNRS. *Les Cahiers du CEDREF*, Vol. 10 (Vingt-cinq ans d'études féministes : histoire et mémoire), p.103-112.
- ROUDINESCO, Élisabeth (1989). *Théroigne de Méricourt : une femme mélancolique sous la Révolution*. Paris, Seuil, 313 p.
- ROUSSO, Henry (1990). *Le syndrome de Vichy : de 1944 à nos jours*. 2e éd. Paris, Le Seuil, 414 p.
- ROUSSO, Henry (1991). Pour une histoire de la mémoire collective : L'après-Vichy *Histoire politique et sciences sociales*. PESCHANSKI, Denis ; POLLAK, Michael et ROUSSO, Henry. Bruxelles, Complexe. n° 47, p. 243-264.
- ROUSSOPOULOS, Carole (1999). *Debout ! : Une histoire du mouvement des femmes 1970-1980*. Collection Centre pour l'image contemporaine. Prospective Image.Suisse.
- RUPP, Leila J. et TAYLOR, Verta A. (1987). *Survival in the doldrums : the American women's rights movement, 1945 to the 1960s*. New York, Oxford University Press, 284 p.
- SAINT-AUGUSTIN (2004). *La Mémoire et le Temps : Confessions, livres X et XI en intégralité*. Paris, Mille et une nuits, 125 p.
- SALMON, Marie-José et DENTAL, Monique (2003). Féministes malgré elles. *EMPAN*, Vol. 50 (Jeunesse et génération(s), jeunesse et transmission), p.68-71.
- SAUVÊTRE, Pierre (2013). *Crises de gouvernementalité et généalogie de l'État aux XXe et XXIe siècles, recherche historico-philosophique sur les usages de la raison politique, Vol. 1*. Thèse de doctorat. Science politique: Paris: Institut d'études politiques 2013, 747 p.
- SAWICKI, Frédéric et SIMÉANT, Johanna (2009). Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français. *Sociologie du travail*, Vol. 51, p. 97-125.
- SCHWARTZ, Olivier (1990). *Le monde privé des ouvriers: Hommes et femmes du Nord*. Paris, Presses universitaires de France, 531 p.
- SCHWARTZ, Olivier (2011). La pénétration de la « culture psychologique de masse » dans un groupe populaire : paroles de conducteurs de bus. *Sociologie*, Vol. 2 (n°4), p. 345-361.
- SCHWEITZER, Sylvie et VOLDMAN, Danièle (1984). Les sources orales pour l'histoire des femmes. *Une histoire des femmes est-elle possible?* Rivages. Marseille, p. 59-70.
- SCOTT, Joan W. (1988). *Gender and the politics of history*. New York, Columbia University Press, 242 p.
- Séminaire Limites - Frontières (1983). D'amour et de raison. *Les Cahiers du GRIF*, Vol.28, p. 138-139.
- SIMÉANT, Johanna (1998). *La cause des sans-papiers*. Paris, Presses de Sciences Politiques, 504 p.
- SINGARAVÉLOU, Pierre (2010). Des historiens sans histoire ? La construction de l'historiographie coloniale en France sous la Troisième République. *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol.185 (n°5), p. 30-43.
- SMITH, Bonnie G. (1995). Gender, Objectivity, and the Rise of Scientific History. *Objectivity and its other*. NATTER, Wolfgang ; SCHATZKI, Theodore R. et JONES III, John Paul. New York, The Guilford Press.
- SMITH, Bonnie G. (1998). *The gender of history : men, women, and historical practice*. Cambridge - Londres, Harvard University Press, 306 p.

- SNOW, David A. (2001). Analyse de cadres et mouvements sociaux. *Les formes de l'action collective : Mobilisation dans des arènes publiques*. CEFAÏ, Daniel et TROM, Danny. Paris, Ed. EHESS, p. 27-44.
- SNOW, David A., ROCHFORD, E. Burke Jr, WORDEN, Steven K., et al. (1986). Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation. *American Sociological Review*, Vol. 51 (n° 4), p. 464-481.
- SNYDER, David et TILLY, Charles (1972). Hardship and collective violence in France, 1830 to 1960. *American Sociological Review*, Vol. 37 (October), p. 520-532.
- SOHN, Anne-Marie (2008). Les individus-femmes entre négation du moi et narcissisme. Les auditrices de Menie (1967-1968) *Les années 68 : le temps de la contestation*. DREYFUS-ARMAND, Geneviève ; FRANK, Robert ; LEVY, Marie-Françoise et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Bruxelles, Paris, Éd. Complexe, IHTP CNRS, p. 179-197.
- SOUS LE TAPIS LE PAVÉ, Collectif non-mixte femmes-trans (2012). Sous le tapis le pavé. Les violences sexistes dans les milieux militants qui se revendiquent anti-sexistes et anti-autoritaires. Lausanne, <http://www.infokiosques.net/>.
- SPILLMAN, Lyn (1995). Culture, social structure, and discursive fields. *Current perspectives in social theory*, Vol. 15, p. 129-154.
- STETSON, Dorothy McBride et MAZUR, Amy G. (dir.) (1995). *Comparative State Feminism*. Thousand Oaks, Sage, 349 p.
- STETSON, Dorothy McBride et MAZUR, Amy G. (2003) Reconceptualizing the Women's Movement : Discourses, Actors, and States. *Working paper*, <http://libarts.wsu.edu/polisci/rngs/pdf/stetson-mazur-isa.pdf>
- STORA, Benjamin (2005). *La gangrène et l'oubli : La mémoire de la guerre d'Algérie* Paris, La Découverte, 376 p.
- STORTI, Martine (1996). *Un chagrin politique : de mai 68 aux années 80*. Paris, Éd. l'Harmattan, 252 p.
- STRAUSS, Anselm L. (1992). *Miroirs et masques : une introduction à l'interactionnisme*. Paris, Ed. Métailié, 191 p.
- STUDER, Brigitte (2004). Féminismes et histoire : Introduction. *Le siècle des féminismes*. GUBIN, Eliane ; JACQUES, Catherine ; ROCHEFORT, Florence ; STUDER, Brigitte et THEBAUD, Françoise. Paris, Les Editions de l'Atelier/Editions ouvrières, p. 22-25.
- SUGIER, Annie (2008). La plaque errante. *Les Temps modernes*, Vol. 647-648.
- SUGIER, Annie et BENZIANE, Kahina (2008). Nos chemins se sont croisés. *(Re)découvrir l'oeuvre de Simone de Beauvoir : du "Deuxième sexe" à "La cérémonie des adieux"*. KRISTEVA, Julia ; FAUTRIER, Pascale ; FORT, Pierre-Louis et STRASSER, Anne. Latresne, Le Bord de l'eau, p. 329-334.
- SULLEROT, Evelyne (1965). *Demain les femmes*. Paris, R. Laffont, Gonthier, 271 p.
- SULLEROT, Evelyne (1966). *Histoire de la presse féminine en France, des origines à 1848*. Paris, A. Colin, 227 p.
- SULLEROT, Evelyne (1968). *Histoire et sociologie du travail féminin*. Paris, Gonthier, 397 p.
- TARROW, Sidney G. (1989). *Democracy and disorder : protest and politics in Italy, 1965-1975*. Oxford ; New York, Clarendon Press ; Oxford University Press, 400 p.
- TAYLOR, Verta (1989). Social movement continuity : The women's movement in abeyance. *American Sociological Review*, Vol. 54 (n°5), p. 761-775.
- TAYLOR, Verta (1999). Gender and social movements : Gender in processes in women's self-help movements. *Gender and Society*, Vol. 12 (n°1), p. 8-33.
- TAYLOR, Verta (2002). Oppositional Consciousness : The Subjective Roots of Social Protest by Jane Mansbridge and Aldon Morris. *American Journal of Sociology*, Vol. 107 (n°6), p.1619-1621.
- TAYLOR, Verta (2005). La continuité des mouvements sociaux : la mise en veille du mouvement des femmes. *Le désengagement militant*. FILLIEULE, Olivier. Paris, Belin, p. 229-250.

- TERMEAU, Jacques (1986). *Maisons closes de province : l'amour vénal au temps du réglementarisme à partir d'une étude du Maine-Anjou*. Le Mans, Cénomane, 255 p.
- THÉBAUD, Françoise (2001). Promouvoir les droits des femmes : ambitions, difficultés et résultats. *Les années Mitterrand : Les années du changement (1981-1984)*. BERSTEIN, Serge ; MILZA, Pierre et BIANCO, Jean-Louis. Paris, Perrin, p. 567-600.
- THÉBAUD, Françoise (2003). Ecrire l'histoire des femmes en France : parcours historiographique, débats méthodologiques et rapports avec les institutions. *Ecrire l'Histoire des femmes en Europe du Sud, XIXè-XXè siècles*. BOCK, Gisela et COVA, Anne. Oeiras (Portugal), Celta Editora.
- THÉBAUD, Françoise (2004a). Genre et histoire. *Quand les femmes s'en mêlent : Genre et pouvoir*. BARD, Christine ; BAUDELLOT, Christian et MOSSUZ-LAVAU, Janine. Paris, Editions de La Martinière, p. 44-63.
- THÉBAUD, Françoise (2004b). L'aventure intellectuelle de l'histoire des femmes en France. *Intellectuelles : Du genre en histoire des intellectuels*. RACINE, Nicole et TREBITSCH, Michel. Bruxelles, Complexe, p. 311-338.
- THÉBAUD, Françoise (2005). Un féminisme d'Etat est-il possible en France? L'exemple du Ministère des Droits de la femme, 1981-1986. *French History and Civilization. Papers from the Gerorge Rudé Seminar*. COLLIER, Ian ; DAVIES, Helen et KALMAN, Julie. Melbourne, University of Melbourne. Vol. 1, p. 236-246.
- THÉBAUD, Françoise (2006). Les femmes au BIT : l'exemple de Marguerite Thibert. *Femmes et relations internationales au XXème siècle*. DELAUNAY, Jean-Marc et DENÉCHÈRE, Yves. Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, p. 177-187.
- THÉBAUD, Françoise (2007). *Ecrire l'histoire des femmes et du genre*. Lyon, ENS Editions, 310 p.
- THÉBAUD, Françoise et STUDER, Brigitte (2004). Entre histoire et mémoire. *Le siècle des féminismes*. GUBIN, Eliane ; JACQUES, Catherine ; ROCHFORT, Florence et al. Paris, Les Editions de l'Atelier/Editions ouvrières, p. 27-45.
- THÉBAUD, Françoise et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2002) CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés : naissance et histoire d'une revue. *CLIO, Histoire, Femmes et Sociétés*, Vol. 16, p. 9-22, <http://clio.revues.org/index42.html>
- THIBERT, Marguerite (1926). *Le Féminisme dans le socialisme français, de 1830 à 1850*. Paris, M. Giard, VII-377 p.
- THIEBLEMONT-DOLLET, Sylvie (2009). Le rôle des médias dans l'émergence et la popularisation du mouvement d'émancipation des femmes immigrées ou d'origine immigrée. L'exemple du mouvement Ni putes ni soumises (2001-2007). *Le Temps des médias*, Vol. 12 (Printemps-été), p. 141-151.
- THOMAS, Édith (1947). *Jeanne d'Arc*. Paris, Gallimard, 270 p.
- THOMAS, Édith (1948). *Les femmes de 1848*. Paris, Presses universitaires de France, 78 p.
- THOMAS, Édith (1956). *Pauline Roland, socialisme et féminisme au XIXe siècle*. Paris, M. Rivière, 224 p.
- THOMAS, Édith (1963). *Les Pétoleuses*. Paris, Gallimard, 295 p.
- TILLY, Charles (1970). *La Vendée : Révolution et contre-révolution*. Paris, Fayard, 405 p.
- TOPALOV, Christian (1999). Le champ 'réformateur' 1880-1914 : un modèle *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*. TOPALOV, Christian. Paris, EHESS, p. 462-474.
- TOUPIN, Louise (1993). Une histoire du féminisme est-elle possible? *Recherches féministes*, Vol. 6 (n° 1), p. 25-52.
- TOURAINÉ, Alain (1978). *La voix et le regard*. Paris, Seuil, 309 p.
- TOURAINÉ, Alain, HEGEDUS, Zsuzsa, DUBET, François, et al. (1980). *La Prophétie anti-nucléaire*. Paris, Seuil, 375 p.
- TRISTAN, Anne et DE PISAN, Annie (1977). *Histoires du MLF*. Paris, Calmann-Lévy, 262 p.

- VALENSI, Lucette (1992). *Fables de la mémoire : La glorieuse bataille des trois rois*. Paris, Le Seuil, 312 p.
- VAN DE CASTEELE-SCHWEITZER, Sylvie et VOLDMAN, Danièle (1985). Introduction. *Pénélope*, Vol.12 (Mémoires de femmes), p. 3-4.
- VERDIER, Yvonne (1997). *Façons de dire, façons de faire : la laveuse, la couturière, la cuisinière*. 1e éd. 1979. Paris, Gallimard, 347 p.
- VIAL, Christine (1989). Mémoire et photographie. *Bulletin de psychologie*, Tome 42, Vol. 6-11 (n°389), p. 375-378.
- VICTOR, Eliane (1973). *Les femmes aussi*. Paris, Mercure de France, 239 p.
- VICTOR, Eliane (2008). *Profession femme*. Paris, Grasset, 218 p.
- VIDAL, Jérôme (2006). À propos du féminisme. Judith Butler en France : Trouble dans la réception. *Mouvements*, Vol. 47-48, p. 229-239.
- VIDAL, Jérôme (2008). *La fabrique de l'impuissance. 1, La gauche, les intellectuels et le libéralisme sécuritaire*. Paris, Editions Amsterdam, 183 p.
- VIRGILI, Fabrice (2002). L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 75 (juillet-septembre), p. 5-14.
- VOLDMAN, Danièle (1984). De la méthode, des histoires et des femmes. *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, Vol. 2, p. 118-120.
- VOLDMAN, Danièle (1985). Mai 68 ou la féministe refusée. *Nouvelle revue socialiste* (Août - Septembre), p. 41-47.
- WAGGONER, Matt (2005). Irony, Embodiment, and the 'Critical Attitude': Engaging Saba Mahmood's Critique of Secular Morality. *Culture and Religion*, Vol. 6 (n°2), p. 237-261.
- WALLENBORN, Hélène (2008). L'identité narrative des survivants des camps nazis dans les témoignages audiovisuels. *Individu, récit, histoire*. CRIVELLO, Maryline et PELEN, Jean-Noël. Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, p. 169-180.
- WEBER, Max (1992). L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales *Essais sur la théorie de la science*. WEBER, Max. Paris, Presses Pocket, p. 119-201.
- WEI, Xiao (2008). Le moi féministe et la modernité. *Diogène*, Vol. 221 (n°1), p. 156-169.
- WERNER, Pascale (1979). Préface. *L'histoire sans qualités*. DUFRANCATEL, Christiane ; FARGE, Arlette ; FAURE, Christine et al. Paris, Editions Galilée, p. 9-11.
- WHITTIER, Nancy (1995). *Feminist generations: The persistence of the radical women's movement*. Philadelphia, Temple University Press, 309 p.
- WHITTIER, Nancy (1997). Political Generations, Micro-Cohorts, and the Transformation of Social Movements. *American Sociological Review*, Vol. 62 (n°5), p. 760-778.
- WIEVIORKA, Annette (2003). *Déportation et Génocide : Entre la mémoire et l'oubli*. Paris, Hachette Littérature, 506 p.
- WINTER, Jay et SIVAN, Emmanuel (dir.) (1999). *War and remembrance in the twentieth century*. Cambridge, Cambridge university press, 260 p.
- WITTIG, Monique (1993, 1ère éd. 1969). *Les guérillères*. Paris, Les Editions de Minuit, 207 p.
- WITTIG, Monique (2008). Entretien, Monique Wittig raconte... (entretien réalisé par Josy Thibaut). *ProChoix*, Vol. 46 (MLF : Le mythe des origines), p. 63-76.
- WOOLF, Virginia (1992, 1e éd. 1951). *Une chambre à soi*. Paris, Denoël, 171 p.
- YVELIN, Cleyre (1908). *Étude sur le féminisme dans l'antiquité : série d'articles parus dans "Le Petit Var" de Toulon (1905-1906)*. Paris, V. Giard et E. Brière, VIII-72 p.
- ZAIDMAN, Claude (1991). Enseigner le féminisme ? Transmission instituée et rapports de génération. *Crises de la société, féminisme et changement : Actes du colloque, Paris, Sorbonne, 22-23 avril 1988, organisé par le GEF*. (GEF), Groupe d'études féministes de l'Université Paris 7. Paris, Revue d'en face : Éd. Tierce, p. 245-256.

- ZALD, Mayer N. et McCARTY, John D. (1979). *The dynamics of social movements : Resource mobilization, social control, and tactics*. Cambridge, Mass., Winthrop Publishers, 274 p.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2002). Genre et politique : les années 68. *Vingtième siècle*, Vol. 75, p. 133-143.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2005a). *Histoire des femmes en France : XIXe-XXe siècle*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 254 p.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2005b). Stratégies de distinction par la voix et le geste : provocations et violences symboliques des femmes dans les manifestations des "années 68". *La voix et le geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*. BOURDIN, Pierre ; CARON, Jean-Claude et BERNARD, Mathias. Clermont, Presses universitaires Blaise Pascal, p. 245-270.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2006). Mémoires et histoire des femmes : Histoire d'un évitement des sources orales à l'avènement du Je. *Histoire orale, histoire des femmes, mémoire des femmes : pratiques et débats d'hier et d'aujourd'hui*, Université d'Avignon.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2008). Changer le monde et changer sa vie. 68, *Une histoire collective [1962-1981]*. ARTIERES, Philippe et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle. Paris, La Découverte, p. 405-443.
- ZELENSKY-TRISTAN, Anne (2005). *Histoire de vivre : Mémoires d'une féministe*. Paris, Calmann-Lévy, 405 p.
- ZEMON DAVIS, Natalie (1992). Women and the World of the Annales. *History Workshop Journal*, Vol. 33 (Spring), p. 121-137.
- ZEMON DAVIS, Natalie (2006). En guise d'introduction: Genre féminin et genre littéraire. les femmes et l'écriture historique, 1400-1820. *Histoires d'historiennes*. PELLEGRIN, Nicole. Saint-Étienne, Publication de l'Université, 20-43.

Table des matières

<i>Remerciements</i>	5
<i>Résumé et mots clés</i>	9
<i>Abstract and keywords</i>	10
<i>Sommaire</i>	11
<i>Table des encadrés</i>	15
<i>Table des illustrations</i>	17
<i>Principaux sigles utilisés</i>	19
<i>Introduction générale</i>	21
A- Un passé très présent	21
B- Appréhender sociologiquement la mémoire pour saisir sa dynamique	25
1. Apports et limites de l'approche historique de la mémoire.....	26
2. Les groupes au présent, objets de la sociologie de la mémoire.....	30
C- Sociologie de la mémoire et étude des mouvements sociaux, une rencontre heuristique.....	31
1. Aperçu des travaux sur mémoire et mouvements sociaux	32
2. Mémoire, continuité et transmission au sein des mouvements sociaux	35
3. Pour une analyse des cadres situationniste, attentive à la structuration des groupes et aux insertions sociales des individus.....	38
4. L'intérêt de l'objet mouvement social pour la sociologie de la mémoire	44
D- L'« espace de la cause des femmes ».....	46
1. Des contours incertains	47
2. S'engager <i>au nom des femmes</i> et <i>pour les femmes</i>	49
a) Une définition englobante.....	50
b) L'usage de la notion d'« espace ».....	52
3. Caractéristiques de l'espace et possibilité d'une mémoire commune ?.....	55
E- Problématique et hypothèses	58
F- Annonce du plan	60
<i>Avant-propos méthodologique</i>	65
A- Choix de l'objet et conditions sociales d'entrée sur le terrain.....	65
1. Du hasard de la rencontre à l'enthousiasme de la découverte.....	66
2. Confiance et connivence, entre acquis et construction	71
3. Les difficultés rencontrées	73
B- Méthodes d'investigation	78
1. Saisir la mémoire vive.....	81
a) Entretiens exploratoires	81
b) Récits de vie.....	84
i. Déroulement des récits de vie	84
ii. Sélection des interviewées et cartographie de l'espace de la cause des femmes.....	87

iii. Rédaction de trajectoires	100
c) Entretiens projectifs	104
2. Saisir les mémoires historiques	110
a) La littérature grise	110
b) Les archives d'Yvette Roudy	111
c) Les archives de Christine Bard et des entretiens informatifs	112
d) Les sources secondaires	113
3. L'observation	113
4. Le statut ambivalent des autobiographies	117
Conclusion.....	118

PREMIERE PARTIE : LA CONSTRUCTION D'UN « DEVOIR DE MEMOIRE ».....121

<i>Introduction de la première partie</i>	<i>123</i>
---	------------

Chapitre 1 : Pratiques mémorielles féministes de la Troisième République à la fin des années 1970..... 127

Introduction de chapitre.....	127
A- Le souci du passé chez les féministes de la première vague (1869-1939)	129
1. Un contexte défavorable à la prise en charge du récit du passé par les femmes en général, et les féministes en particulier.....	130
2. Les motivations des féministes de la première vague s'adonnant à l'écriture de l'histoire	135
3. Conserver des traces et construire le souvenir des militantes.....	140
B- Les « années Beauvoir » : la lutte contre l'oubli en période de recul de l'activité militante	148
1. Des difficultés à créer le lien vivant des générations, dans les années 1930 et l'immédiat après-guerre	148
2. Construire et transmettre le passé de 1945 à 1968 : Résistance, constructions contradictoires du passé et redécouverte des prédécesseur-e-s.....	152
3. L'influence de Beauvoir - l'historienne	158
C- Les années 1970, de l'année zéro à l'émergence d'un champ d'études.....	163
1. L'« année zéro » ou la faiblesse de la transmission dans les années 1960	164
2. Des connaissances superficielles mais des rappels du passé réguliers dans les actions et écrits militants des années 1970	168
3. Le paradigme du « continent noir »	179
Conclusion de chapitre	183

Chapitre 2 : De la distinction entre mémoire et histoire. Implications respectives des pôles associatif, intellectuel et institutionnel..... 185

Introduction de chapitre.....	185
A- Les débuts de l'histoire des femmes, ou le militantisme des origines.....	186
1. Deux générations à l'œuvre : entrée dans l'institution et continuité des pratiques avec le MLF	187
2. <i>Herstory</i> , une « histoire point d'exclamation » (Françoise Thébaud)	196
3. Contexte académique : entre faveur et résistances.....	202
B- Le temps de l'institutionnalisation, quand l'histoire s'autonomise de la mémoire et que le féminisme d'Etat s'empare de celle-ci	206
1. Les étapes majeures de l'intégration institutionnelle de l'histoire des femmes.....	206
2. Les usages politiques du passé sous Yvette Roudy, entre communication et reconnaissance officielle de l'histoire des femmes.....	211

3. Les historiennes des femmes et l'objet mémoire	217
C- L'implication militante d'historiennes pour la mémoire.....	221
1. Les limites de l'intégration institutionnelle et l'illusion de la rupture épistémologique.....	222
2. Limites de la stratégie de « normalisation » et position assumée d'historiennes militantes	225
3. Christine Bard, l'historienne entrepreneuse de mémoire.....	233
Conclusion de chapitre	249
<i>Chapitre 3 : Le 8 mars, l'invention d'une tradition</i>	<i>253</i>
Introduction de chapitre.....	253
A- Rappel historique et controverses autour du sens de l'événement	254
1. Histoire de l'institution du 8 mars : une invention par étapes.....	254
2. Dévoilement progressif d'un mythe et officialisation de la célébration	259
3. Une célébration routinière qui crée de la continuité	271
B- Se saisir du 8 mars pour publiciser le passé des femmes	276
1. La présence de l'histoire dans les célébrations du 8 mars	277
2. Elaborer ou valoriser une « géographie du souvenir ».....	282
3. Rejouer le passé pour créer de la continuité et valoriser des actions présentes.....	290
Conclusion de chapitre	294
<i>Conclusion de la première partie</i>	<i>295</i>
DEUXIEME PARTIE : COEXISTENCE D'UNE PLURALITE DE MEMOIRES HISTORIQUES : CONFLITS, NEGOCIATIONS, CONVERGENCES.....	297
<i>Introduction de la deuxième partie</i>	<i>299</i>
<i>Chapitre 4 : Les origines du MLF, conflit de mémoires et mémoire des conflits.....</i>	<i>303</i>
Introduction de chapitre.....	303
A- 2008 : la diffusion d'un premier récit des origines	304
1. Le lancement de la commémoration des 40 ans du MLF en 2008 : contexte et facteurs déclencheurs	305
2. La mémoire historique du courant « différentialiste » : un récit des origines façonné par l'organisation, l'idéologie et la position de ces collectifs dans le champ	317
a) Le cadre de l'organisation : une ultra-personnalisation.....	317
b) Le cadre de l'idéologie : différence des sexes, maternité et valorisation d'une histoire subjective	325
c) Le cadre du positionnement : un courant minoritaire et marginalisé dans la sphère militante	331
B- L'autre récit du passé, actualisation de clivages anciens et produit de l'opposition présente.....	335
1. Réactivation du souvenir de 1979 et mobilisation de schèmes d'interprétation produits dans les années 1980	338
2. Un récit des origines répondant à l'opposition présente	347
Conclusion de chapitre	358
<i>Chapitre 5 : Les conditions d'élaboration et de diffusion d'une lecture dominante du passé : l'organisation des 40 ans du MLF en 2010.....</i>	<i>361</i>
Introduction de chapitre.....	361

A- Constitution d'un comité d'initiative homogène	362
1. Position sociale des actrices à l'initiative de la commémoration de 2010	362
2. Revivre entre soi les années 70 ou transmettre à celles qui ne les ont pas vécues ?	370
3. Contrôler la parole publique sur le passé sans s'approprier le mouvement.....	378
B- La « tradition d'un féminisme éclaté et divers » (Jacqueline) : organiser des célébrations cohérentes avec le contenu mémoriel.....	385
1. Non verticalité des rapports.....	386
2. Pluralité	388
3. Non personnalisation	393
4. Ouverture et visibilité	399
Conclusion de chapitre	401

Chapitre 6 : Le panthéon féministe, des convergences contextuelles actualisant et légitimant la lutte..... 403

Introduction de chapitre.....	404
A- La mort de Sohane Benziane, d'un fait divers à un événement féministe.....	408
1. Le cadrage : faire de l'assassinat de Sohane une manifestation de la domination masculine.....	409
2. « Cadrabilité » de la figure de Sohane et ressources nécessaires au cadrage	414
B- Dépasser les contradictions et construire le souvenir de Sohane	418
1. L'entrée en scène de Ni putes ni soumises et l'expression d'interprétations contradictoires	419
2. Un contexte favorable au dépassement de la rupture.....	422
3. La construction du souvenir de Sohane : mémoire et continuité	428
a) Le dépôt de la plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir : créer un lien de sororité	428
b) De 2004 à 2012, consolidation du souvenir de Sohane et évolution des interprétations	434
C- Sohane Benziane dans les mémoires individuelles : des interprétations variables selon les positions politiques, les trajectoires et les propriétés sociales	438
1. Une part de conformisme dans les réactions à la commémoration	441
2. Cinq grilles de lecture	443
a) Grille de lecture 1 : un crime sexiste qui est advenu en banlieue	443
i. Grille de lecture 1a : « Voilà où mènent les violences faites aux femmes ! » (Coralie)	443
ii. Grille de lecture 1b : « Le respect et l'égalité dans les quartiers, je pense qu'il y a quand même beaucoup à faire. » (Annick)	448
b) Grille de lecture 2, centrée sur les questions d'islam et d'immigration.....	453
i. Grille de lecture 2a : « Je ne vais pas faire un discours sur les intégrismes religieux etc. mais je n'en pense pas moins » (Sandra)	453
ii. Grille de lecture 2b : « Pourquoi elle et pas les autres ? (...) il y a des vieux relents d'islamophobie derrière. Et elles sont où toutes les femmes qui meurent sous les coups de leurs maris ? » (Noémie)	456
c) Grille de lecture 3 : « Tout plutôt que l'oubli. » (Myriam).....	461
d) Grille de lecture 4 : « Ces jeunes-là quand même ils avaient été à l'école, ils avaient 17 ans. » (Sandy)	465
e) Grille de lecture 5 : « Je n'ai pas appréhendé Sartre de la même façon que Simone de Beauvoir. Simone de Beauvoir je me sentais toujours de plain-pied avec elle. » (Laura)	469
3. Des grilles de lecture qui correspondent à des profils sociaux différents.....	471
a) Le lieu d'engagement façonne en partie les représentations du passé que portent les individus	473
b) Le souvenir de Sohane est sujet à des relectures selon les impératifs politiques présents.....	477
c) Les trajectoires personnelles et les propriétés sociales des interviewées façonnent aussi l'image qu'elles ont de Sohane.....	481

Conclusion de chapitre	486
<i>Conclusion de la deuxième partie</i>	491
TROISIEME PARTIE : MEMOIRES INDIVIDUELLES, PRODUITS DES TRAJECTOIRES ET DE L'ENCADREMENT	
RECIPROQUE DES SOUVENIRS	493
<i>Introduction de la troisième partie</i>	495
<i>Chapitre 7 : Trajectoires et motifs narratifs récurrents, une plongée dans les souvenirs de trois individus..</i>	499
Introduction de chapitre.....	499
A- Sandy : Devenir soi par le travail et en s'émancipant de son milieu d'origine.....	501
1. Résumé de la trajectoire de Sandy	501
2. Affirmation de soi en milieu hostile et conformisme social	503
a) Les voies sinueuses d'un accomplissement professionnel	503
b) Un chemin inverse de la trajectoire familiale.....	509
c) Une absence de remise en cause de l'ordre social	515
d) Un entretien projectif qui valorise des femmes empêchées et une vision conservatrice des rapports sociaux.....	522
B- Olivia : S'affirmer contre les identités qu'on assigne et les institutions qui contraignent.....	535
1. Résumé de la trajectoire d'Olivia	536
2. Liberté chérie et affirmation de soi par le mouvement	538
a) Vivre libre	538
b) Le refus des identités assignées	541
c) Un mouvement à soi.....	546
d) Un entretien projectif centré sur l'anti-stalinisme et la valorisation des figures de la liberté.	554
C- Christelle : Devenir sujet par l'histoire	564
1. Résumé de la trajectoire de Christelle	565
2. Sujet de l'histoire.....	567
a) D'un milieu apolitique, anhistorique et contraignant à une affirmation de soi comme actrice de l'histoire	568
b) Se transformer soi dans un processus de recomposition de ses appartenances.....	579
c) Une « exigence de distinction » : être une meneuse et une historienne	585
d) Deux mondes et son engagement dans l'histoire au cœur de l'entretien projectif.....	596
Conclusion de chapitre	610
<i>Chapitre 8 : S'affirmer comme sujet autonome</i>	617
Introduction de chapitre.....	617
A- L'autonomie comme principal critère d'évaluation de leur entourage	619
1. Les figures d'identification : des femmes qui « choisissent leur vie », quelle que soit la voie choisie	620
2. Des figures repoussoirs, qui donnent à voir les freins à l'autonomisation des femmes	637
B- La permanence du « moi autonome et rebelle » ou féministes « depuis toujours »	650
1. Un caractère « autonome et rebelle » : vers une naturalisation de l'autonomie	650
2. Une sensibilité précoce aux inégalités de genre	667
3. Le thème du retard dans l'engagement	677
C- Un rapport actif à ses appartenances : se défaire de l'emprise des rapports sociaux.....	684

1. L'isolement du sujet féministe	684
2. Recomposition ou réappropriation des appartenances subies.....	692
3. Des appartenances subies aux appartenances choisies.....	706
Conclusion.....	716
<i>Chapitre 9 : La parole en héritage, encadrement réciproque des discours biographiques.....</i>	<i>719</i>
Introduction de chapitre.....	719
A- Les conditions historiques de la prise de parole et de la création d'« espaces du dicible » féministes	
720	
1. Publicisation de la subjectivité des femmes et réflexion sur les liens entre parole et pouvoir ...	722
a) Les femmes commencent à parler d'elles publiquement	722
b) La parole comme instrument du pouvoir.....	725
2. La création d'« espaces du dicible » féministes dans l'après 68.....	726
3. Les normes en vigueur dans les « espaces du dicible » féministes au moment de leur émergence	
729	
a) L'entre-soi comme condition à la libération de la parole.....	729
b) S'exprimer à la première personne pour évoquer les moindres recoins de son vécu privé....	730
c) Le principe de non hiérarchie	733
4. Les formes contemporaines des « espaces du dicible » féministes	735
B- Les effets de ces pratiques d'échanges de vécus sur les souvenirs individuels	742
1. Le partage de vécus vecteur de l'encadrement réciproque des souvenirs	743
2. L'affirmation de soi comme être autonome, effet des normes en vigueur au sein des « espaces du dicible »	749
3. De l'affirmation de soi au « sortir de soi » : un « nous » fondé sur l'articulation entre la « petite histoire » et la « grande histoire ».....	756
Conclusion de chapitre	769
<i>Conclusion de troisième partie</i>	<i>773</i>
<i>Conclusion générale.....</i>	<i>777</i>
A- Mobilisations transectorielles et renouvellement des répertoires d'action.....	779
B- Poids du présent dans les récits du passé et circulation des schèmes d'interprétation.....	784
C- Appropriations différenciées du passé et construction du commun dans l'entre-soi féministe	789
D- Variations de focale d'observation pour une sociologie de l'action collective attentive aux contextes, aux actrices, aux pratiques et aux luttes de sens.....	794
E- Relecture à la lumière du paradigme de l'agency et de la théorie des sans-parts	796
<i>Bibliographie générale</i>	<i>801</i>
<i>Table des matières.....</i>	<i>825</i>

Institut d'études politiques de Paris
ÉCOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO
Programme doctoral Sociologie politique et politiques publiques
Centre d'études européennes
Doctorat en Science politique

« Le privé est politique ! »

Sociologie des mémoires féministes en France

Volume 2 - Annexes

Marion Charpenel

Thèse dirigée par Marie-Claire Lavabre, Directrice de recherche CNRS

Soutenue le 9 octobre 2014

Jury :

Mme Catherine ACHIN, Professeure des universités, Université Paris Dauphine
(rapporteure)

Mme Florence HAEGEL, Professeure, Sciences Po Paris

Mme Marie-Claire LAVABRE, Directrice de recherche, CNRS/Institut des Sciences
Sociales du Politique (ISP)

M. Lilian MATHIEU, Directeur de recherche, CNRS/Centre Max Weber, Ecole
normale supérieure de Lyon (rapporteur)

Mme Michelle ZANCARINI-FOURNEL, Professeure des universités émérite,
Université Claude Bernard Lyon 1

Table des annexes

<i>Annexe n° 1 : Liste des principaux écrits historiques de féministes de la première vague</i>	6
<i>Annexe n° 2 : Les trajectoires</i>	10
1. Alexandra	11
2. Amélie	13
3. Annick.....	14
4. Aurélie	16
5. Carole	17
6. Christelle	18
7. Clara	20
8. Coralie	22
9. Danielle	23
10. Diane	25
11. Elodie.....	26
12. Eva27	
13. Fabienne.....	28
14. Fanny.....	30
15. Fatoumata	31
16. Félicitée	33
17. Flora	34
18. Françoise	35
19. Gaëlle	37
20. Gaspard	38
21. Inès	39
22. Ingrid	41
23. Jeanne	42
24. Jennifer.....	43
25. Juliette.....	45
26. Laura.....	46
27. Lise	48
28. Lucie	49
29. Madeleine	51
30. Maeva.....	52
31. Marielle	54
32. Maya.....	56
33. Michaël.....	57
34. Leyla	58
35. Mylène	59
36. Myriam	61
37. Nathalie.....	62
38. Noémie.....	64
39. Nolwenn	66
40. Océane	67
41. Olivia	69
42. Pauline.....	71

43. Patrick	72
44. Sandra	73
45. Sandy.....	75
46. Thierry.....	76
47. Xavier	77
<i>Annexe n° 3 : Images utilisées pour les entretiens projectifs</i>	<i>80</i>
1. Photo 1 : deux femmes se faisant face, dans un salon du début du siècle	80
2. Photo 2 : le mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis.....	81
3. Photo 3 : un homme contemplant un graffiti, qui dit « Jouissez sans entraves »	83
4. Photo 4 : des femmes de ménage de la CGT manifestant pendant l'entre-deux-guerres.....	84
5. Photo 5 : « Laïcité » à la craie sur le tableau.....	85
6. Photo 6 : la partition de la chanson « Elle s'était fait couper les cheveux », succès de 1924.....	86
7. Photo 7 : l'affiche du film <i>Les femmes de l'ombre</i>	87
8. Photo 8 : « La femme doit voter »	88
9. Photo 9 : des femmes travaillant dans une usine d'obus pendant la seconde guerre mondiale.	89
10. Photo 10 : Brigitte Bardot	90
11. Photo 11 : une femme et cinq garçons	92
12. Photo 12 : une barricade dans le quartier latin à Paris	93
13. Photo 13 : un des symboles du Mouvement de libération des femmes dans les années 1970	94
14. Photo 14 : Jeanne d'Arc	95
15. Photo 15 : « Les églises n'ont pas à décider pour nous. Pour la liberté d'avortement ».....	97
16. Photo 16 : Simone Veil au micro à l'Assemblée nationale.....	98
17. Photo 17 : plaque qui commémore la répression ayant frappé la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris.....	99
18. Photo 18 : le dépôt d'une gerbe de fleurs à la femme du soldat inconnu le 26 août 1970.....	100
19. Photo 19 : la plaque en souvenir de Sohane Benziane	101
20. Photo 20 : une jeune fille choisissant un <i>sex toy</i>	102
21. Photo 21 : une manifestation de Ni putes ni soumises.....	103
22. Photo 22 : Ségolène Royal.....	104
23. Photo 23 : <i>Les deux amies</i> de Tamara de Lempicka	105
24. Photo 24 : François Mitterrand pendant les présidentielles de 1981	106
25. Photo 25 : « IVG, merci à celles qui nous l'ont donnée ! »	107
26. Photo 26 : Neuf femmes au Panthéon	108
<i>Annexe n°4 : Liste non exhaustive des autobiographies (ou récits à caractère autobiographique) publiées par des militantes de la cause des femmes de 1958 à 2010.....</i>	<i>111</i>
<i>Annexe n°5 : Récit de mes échanges avec les membres de l'Alliance des femmes pour la démocratie et des Editions des femmes.....</i>	<i>114</i>
<i>Annexe n°6 : Quelques exemples de soirées autour d'historiennes organisées à l'occasion du 8 mars.....</i>	<i>117</i>
<i>Annexe n°7 : Quelques exemples de projections organisées à l'occasion du 8 mars</i>	<i>118</i>
<i>Annexe n°8 : Quelques exemples d'expositions organisées à l'occasion du 8 mars.....</i>	<i>119</i>
<i>Annexe n°9 : Texte associé à l'affiche « Les femmes dans l'histoire » de la campagne entreprise par le CRIPS Ile de France, avec le soutien du Conseil régional d'Ile de France, de l'ACSE et de l'INPES</i>	<i>120</i>
<i>Annexe n°10 : Programme du colloque intitulé « Le mai des féministes ».....</i>	<i>121</i>

<i>Annexe n°11 : Affiche d'une « Fête de femmes » organisée par le Collectif féministe contre la répression, le MLAC, le Collectif femmes contre le viol et la Coordination des groupes femmes, le 22 février 1980 au Bataclan.....</i>	<i>122</i>
<i>Annexe n°12 : Courriel envoyé par le « comité d'initiative », sur des listes de diffusion féministes, le 30 janvier 2009, pour annoncer la commémoration de 2010</i>	<i>123</i>
<i>Annexe n°13 : Tract diffusé le 8 mars 2009 par le « comité d'initiative » pour annoncer la commémoration de 2010.....</i>	<i>125</i>
<i>Annexe n°14 : Fascicule de présentation du colloque Faire et écrire l'histoire : féminisme et lutte de classes de 1970 à nos jours, le 25 septembre 2010 à l'Hôtel de ville de Paris.....</i>	<i>126</i>
<i>Annexe n°15 : Programme du congrès Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques, les 3-4-5 décembre 2010, à Paris</i>	<i>127</i>
<i>Annexe n°16 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 1a.</i>	<i>129</i>
<i>Annexe n°16bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 1</i>	<i>132</i>
<i>Annexe n°17 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 1b.</i>	<i>134</i>
<i>Annexe n°17bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 1b.....</i>	<i>136</i>
<i>Annexe n°18 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 2a.</i>	<i>137</i>
<i>Annexe n°18bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 2a.....</i>	<i>140</i>
<i>Annexe n°19 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 2b.</i>	<i>142</i>
<i>Annexe n°19bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 2b.....</i>	<i>147</i>
<i>Annexe n°20 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 3...</i>	<i>149</i>
<i>Annexe n°20bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 3.....</i>	<i>151</i>
<i>Annexe n°21 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 4...</i>	<i>152</i>
<i>Annexe n°21bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 4.....</i>	<i>154</i>
<i>Annexe n°22 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 5...</i>	<i>155</i>
<i>Annexe n°22bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 5.....</i>	<i>157</i>
<i>Annexe n°23 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture intermédiaires</i>	<i>158</i>
<i>Annexe n°23bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une interprétation difficilement classable.....</i>	<i>159</i>
<i>Bibliographie des annexes.....</i>	<i>160</i>

Annexe n° 1 : Liste des principaux écrits historiques de féministes de la première vague

NOMS, Prénom (date de naissance – date de mort)	Profession	Engagements	Ecrits historiques
LACOUR, Léopold ¹ (1854 – 1939)	Normalien, journaliste, agrégé ès lettres, professeur de rhétorique, conférencier, dramaturge et critique.	Lacour ne se réclame pas du féminisme et dénonce dans son ouvrage <i>L'Humanisme intégral, duel des sexes - la cité future</i> (Paris, 1897), une utilisation abusive de ce terme. Cependant, époux et amant de militantes, il participe à différents meetings pour les droits des femmes, en particulier pour la droite de vote.	LACOUR, Léopold (1900). <i>Les Origines du féminisme contemporain. Trois femmes de la Révolution. Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Rose Lacombe</i> . Paris, Plon, Nourrit et Cie, VII-432 p. LACOUR, Léopold (1921). <i>Les Premières actrices françaises</i> . Paris, Librairie française, 229 p.
TINAYRE, Marcelle ² (1861 – 1948)	Ecrivaine.	Collabore au journal <i>La Fronde</i> .	TINAYRE, Marcelle (1920). <i>Napoléon et la reine Hortense, d'après les Mémoires de la lectrice de la reine</i> . Paris, Jules Tallandier, 293 p. TINAYRE, Marcelle (1924). <i>La Vie amoureuse de Madame de Pompadour</i> . Paris Flammarion, 195 p. TINAYRE, Marcelle (1935). <i>Histoire de l'amour</i> . Paris, Flammarion, 64 p. TINAYRE, Marcelle (1938). <i>Madame de Pompadour</i> . Paris, Flammarion, 214 p. TINAYRE, Marcelle (1945). <i>Châteaux disparus</i> . Paris, Firmin-Didot, 127 p. Elle a aussi écrit un roman historique inachevé sur Mme du Barry.

¹ (Klejman et Rochefort, 1989: p.321 ; Fauré, 2006: p.194 ; Thébaud, 2007 ; Jacquemart, 2011: p.86)

² (Bard, 1995 ; Collado, 2003 ; Ernot, 2007)

BOUVIER, Jeanne ¹ (1865 – 1964)	Ouvrière chemisière-lingère, syndicaliste et conférencière.	Syndicaliste. Membre du Conseil supérieur du travail	BOUVIER, Jeanne (1928). <i>La Lingerie et les Lingères</i> . Niort, Paris, Gaston Doin et Cie, 392 p. BOUVIER, Jeanne (1930). <i>Histoire des dames employées dans les postes, télégraphes et téléphones de 1714 à 1929</i> . Paris, Presses universitaires de France, VIII-359 p. BOUVIER, Jeanne (1931). <i>Les Femmes pendant la Révolution. Leur action politique, sociale, économique, militaire, leur courage devant l'échafaud</i> . Paris, Eugène Figuière, 348 p. BOUVIER, Jeanne (1936). <i>Mes mémoires ou 59 années d'activité industrielle, sociale et intellectuelle d'une ouvrière</i> . Poitiers, l'Action intellectuelle, 189 p. Jeanne Bouvier collectionne aussi les notices d'un <i>Dictionnaire des femmes célèbres, comportant 260 000 noms</i> .
BRION, Hélène ² (1882 – 1962)	Institutrice.	Syndicaliste CGT. Secrétaire de la Fédération nationale des instituteurs de 1914 à 1917. Adhérente à la SFIO. Adhérente à la section française du Comité international des femmes pour une paix permanente. Milite dans différentes organisations féministes comme Le suffrage des femmes, L'Union fraternelle des femmes, La Fédération féminine universitaire, La Ligue pour le droit des femmes, L'Union française pour le suffrage des femmes, La Ligue nationale du vote. Elle édite un hebdomadaire <i>La lutte féministe</i> . Elle préside l'association <i>Femmes de la libération humaine</i> .	De 1902 à sa mort, Hélène Brion travaille à l'écriture d'une <i>Encyclopédie féministe</i> (inachevée), pour laquelle elle regroupe des notices biographiques de femmes, qu'elle sélectionne pour leurs activités littéraires, sportives, politiques, scientifiques ou artistiques, ou même leur présence dans des faits divers. BRION, Hélène (1919). <i>Flora Tristan : la vraie fondatrice de l'Internationale</i> . Epône, Société d'édition et de librairie de l'Avenir social, 44 p.
THIBERT, Marguerite ¹	Docteur ès lettres (1926), enseignante	Militante à l'Union française pour le suffrage des femmes à	THIBERT, Marguerite (1926). <i>Le Féminisme dans le</i>

¹ (Bard, 1995: p.432 ; BOUVIER Jeanne, 1997)

² (Dubief, 1963 ; Bard, 1995: p.432 ; Dubief, 1997 ; Thébaud et Studer, 2004: p.31)

(1886 – 1982)	au collège Sévigné, fonctionnaire au Bureau international du travail (à partir de 1926), experte internationale à l'OIT.	partir de 1922 et collabore à sa revue <i>La paix par le droit</i> . Membre de l'Association française des femmes diplômées des universités de 1923 à sa mort. Participe au Mouvement démocratique féminin. Militante socialiste, membre de la SFIO. Milite au Comité du travail féminin et à la section française de la LIFPL. Adhère à l'Union de la gauche socialiste, à la Convention des institutions républicaines et au Parti socialiste en 1972.	<i>socialisme français, de 1830 à 1850</i> . Paris, M. Giard, VII-377 p. THIBERT, Marguerite (1923). Saint-simoniennes et pacifistes. <i>La Paix par le droit</i> , Vol. 6(Juin), 4 p. THIBERT, Marguerite (1921). Féminisme et socialisme, d'après Flora Tristan. <i>Revue d'histoire économique et sociale</i> , Vol. 9, p. 115-137.
GRINBERG, Suzanne ² (1889 – 1972)	Avocate, professeur de droit à HEC Jeunes filles.	Membre du comité central de l'Union française du suffrage des femmes dès 1914, elle s'occupe de la section juridique et devient vice-présidente de l'association dans les années 1930. Elle représente la France au bureau de l'Association internationale pour le suffrage des femmes et occupe le poste de secrétaire de l'Union féminine pour la Société des Nations. Elle crée l'Association des femmes juristes. Membre du comité exécutif de la Confédération des Travailleurs intellectuels.	GRINBERG, Suzanne (1926). <i>Historique du mouvement suffragiste depuis 1848</i> . Paris, Henry Goulet, 216 p.
ABENSOUR, Léon ³ (1889 – 19 ??)	Agrégé d'histoire et géographie, docteur ès lettres, professeur au lycée de Besançon.	Militant de l'UFSF.	ABENSOUR, Léon (1913). <i>Le Féminisme sous le règne de Louis-Philippe et en 1848</i> . Paris, Plon-Nourrit, XVI-339 p. ABENSOUR, Léon (1917). <i>Les vaillantes : héroïnes, martyres et remplaçantes</i> ; préf. de Louis Barthou. Paris, M. Imhaus et R. Chapelot, XII-312 p. ABENSOUR, Léon (1921). <i>Histoire générale du féminisme : Des origines à nos jours</i> . Paris, Libr. Delagrave, 326 p. ABENSOUR, Léon (1923). <i>La femme et le féminisme avant la Révolution</i> . Paris, E. Leroux, XXII-477 p.

¹ (Bard, 1995 ; Dreyfus, 1997 ; Cadène, 2004 ; Thébaud et Studer, 2004: p.29-30 ; Thébaud, 2007)

² (Blum et Horne, 1988: p.377 ; Thébaud, 2007)

³ (Klejman et Rochefort, 1989: p.321 ; Thébaud et Studer, 2004: p.29-30)

			<p>ABENSOEUR, Léon (1927). <i>Le problème féministe : un cas d'aspiration collective vers l'égalité</i>. Paris Éd. Radot, 185 p.</p> <p>ABENSOEUR, Léon (1928). <i>Clemenceau intime</i>. Paris Radot, 190 p.</p> <p>ABENSOEUR, Léon et THEVENIN, René (1931). A.O.F., A.E.F. <i>La France noire. Ses peuples. Son histoire. Ses richesses</i>. Paris, Société parisienne d'édition, 200 p.</p>
<p>VINCENT, Eliska¹ (1841 – 1914)</p> <p>(aidée dans ses engagements pour la mémoire par sa sœur Florestine MAURICEAU)</p>	<p>Directrice de l'Assistance Publique pendant la Commune.</p>	<p>Elle créé, avec Maria Deraismes, en 1886, la Société pour la revendication des droits de la femme.</p> <p>Elle milite à l'Union française pour le suffrage des femmes et en devient présidente d'honneur à la fin de sa carrière militante.</p> <p>Déléguée de la Fédération nationale des ouvrières et ouvriers des manufactures de tabacs de France.</p> <p>Représentante du « féminisme historique » (courant qui entend s'appuyer sur le passé pour prouver la dégradation du sort réservé aux femmes).</p>	<p>Articles sur les femmes et la législation dans l'histoire, dont VINCENT, Eliska (1895). L'électorat des femmes dans l'histoire. <i>Revue féministe</i>, Vol. 1(n°1), p. 20-26.</p>

¹ (Blum et Horne, 1988: p.367 ; Klejman et Rochefort, 1989: p.321 ; Metz, 1992 ; Offen, 1998: p.67)

Annexe n° 2 : Les trajectoires

Ces trajectoires ont été réalisées à partir des récits de vie et sont classées ci-dessous par ordre alphabétique des pseudonymes.

En citant des extraits d'entretiens, que l'on associe simplement à une courte signalétique, il y a un risque de désincarner la vie sociale. Ces trajectoires redonnent de la chair aux pseudonymes associés aux citations, et permettent ainsi au lecteur de saisir, sous une forme condensée, la globalité et la complexité du parcours de la personne qui parle.

Néanmoins, au travers de ces trajectoires, il ne s'agit pas à proprement parler de retracer des carrières militantes ou professionnelles, ni de rendre compte de manière complète de la vie personnelle des interviewées : la non-directivité des entretiens ne permet pas de revendiquer une exhaustivité dans le rendu des parcours. Il s'agit plutôt de donner à lire un condensé du récit que les interviewées font de leur parcours, en essayant de rendre compte de la façon dont elles le racontent au moment de l'enquête, du sens qu'elles lui donnent, avec les légitimations *a posteriori* et les sélections que cela implique. Pour Everett Hughes, le concept de carrière renvoie à deux dimensions : « dans sa dimension objective, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis (...), de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et mêmes d'aventures (...) Dans sa dimension subjective, une carrière est faite des changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive » (Hughes, 1937: p.409). Si les trajectoires réalisées donnent nécessairement des éléments de compréhension des parcours objectifs des interviewées, j'ai essayé en rédigeant ces résumés de conserver *l'esprit* du récit de vie et de donner plutôt à lire un condensé de cette vision subjective que chacune a de son parcours. Les récits étant très longs, pour faciliter la réalisation des résumés, j'ai défini en amont ce qui serait gardé pour les trajectoires. Ainsi, j'ai retenu pour chacune des interviewées : les éléments au travers desquels elle décrit les mondes sociaux qu'elle a traversés ; tout ce qui marque un changement dans la continuité de son parcours (que ce changement se fasse dans sa vie familiale, professionnelle, militante ou autre) ; et tout ce qui est présenté explicitement par l'interviewée comme une raison de son engagement pour la cause des femmes. Ce principe, qui a guidé la réalisation des trajectoires, n'a pas pour autant

conduit à une uniformisation de celles-ci : chaque récit de vie ayant une tonalité et un fil conducteur qui lui sont propres, et l'objectif étant de rendre compte au maximum des choix effectués par les interviewées dans leur présentation de soi, toutes les trajectoires ne contiennent pas toutes les mêmes informations.

Les récits de vie sont très longs et pour les résumer tout en respectant les choix effectués par l'interviewée dans sa présentation de soi, nous avons retenu pour chacune les éléments au travers desquels elle décrit les mondes sociaux qu'elle a traversés, tout ce qui marque un changement dans la continuité de son parcours (que ce changement se fasse dans sa vie familiale, professionnelle, militante ou autre), et tout ce qui est présenté explicitement par l'interviewée comme une raison de son engagement. Les trajectoires, à l'image des récits de vie, sont inégalement précises et par conséquent ne font pas toute la même longueur. L'une d'entre elles est incomplète car le récit de vie a été interrompu par un contretemps et n'a pu être terminé plus tard.

Quatre grandes caractéristiques ressortent de ces trajectoires : d'abord, la multi-appartenance militante des interviewées (il est rare qu'une interviewée soit engagée dans un seul collectif, les autres collectifs d'appartenance pouvant d'ailleurs être également féministes ou non), ensuite des parcours individuels marqués par l'inscription générationnelle¹ (l'arrivée au féminisme par les études est par exemple très présente chez les militantes âgées de 18 à 35 ans), puis la discontinuité des engagements militants (souvent, les interviewées ont vécu des périodes de pause dans leur militantisme, notamment en lien avec leurs maternités), enfin et surtout, la grande variété des degrés et des modalités d'engagement.

1. Alexandra

Alexandra naît en 1938. Elle a un petit frère de quatre ans et demi de moins qu'elle. Elle décrit son père comme un tyran. Sa mère, brillante à l'école, est contrainte d'abandonner ses études car la crise de 1929 ruine ses parents. A son grand regret, elle devient secrétaire. Alexandra mène une scolarité sans difficultés. Elle apprend à peindre et est identifiée comme

¹ Cette remarque n'est pas spécifique aux militantes de la cause des femmes et elle ressort dès lors qu'on fait des récits biographiques centrés sur les engagements. Comme le souligne Olivier Fillieule, dans son ouvrage sur *Le désengagement militant*, « les trajectoires sont éminemment dépendantes de la variation des conditions historiques » (Fillieule, 2005).

douée par ses professeurs. Après avoir commencé ses études secondaires dans un lycée de filles, ses bons résultats en mathématiques lui permettent d'entrer au lycée Marcelin Berthelot à Paris. Elle obtient un baccalauréat scientifique avec mention et entre ensuite à l'Ecole Polytechnique Féminine. En vacances, elle rencontre celui qui, trois ans après, devient son mari. Il est kinésithérapeute. Alexandra abandonne l'Ecole Polytechnique durant sa dernière année et tombe enceinte peu de temps après son mariage. En 1960, elle met au monde son fils et se consacre à son éducation. Cette situation de femme au foyer la rend malheureuse. Son mari la convainc d'avoir un second enfant. Elle accouche de sa fille.

Ils élèvent leur fils de façon très stricte et le poussent dans les études, à tel point qu'il entre en seconde à l'âge de douze ans. Après 68, Alexandra participe à la création des foyers socio-éducatifs et devient, avec son mari, parent d'élèves dans l'école de ses enfants. Elle continue à s'investir à la FCPE jusqu'à la fin des études de sa fille car cet engagement est pour elle l'occasion de sortir d'un foyer dans lequel elle se sent confinée. Pendant trois mois, elle s'engage également au sein de la Grande loge féminine de France mais l'expérience ne lui plaît pas. Une amie, parent d'élèves aussi, lui offre le livre *Du côté des petites filles*, d'Elena Gianini Belotti. Dans la foulée, Alexandra lit aussi *Le Deuxième sexe*, de Simone de Beauvoir. Ces deux ouvrages constituent la marquent profondément. Progressivement, elle reprend la peinture et devient copiste au Louvre, ce qui lui vaut d'importantes scènes de jalousie de son mari auquel elle commence à résister. Elle continue à se former au féminisme par les lectures. Au lycée, leur fils craque psychologiquement et est alors suivi par un psychologue. Alexandra et son mari entament eux aussi une psychanalyse. Après quatorze années sur le divan, elle divorce alors que sa fille est en terminale.

N'ayant ni métier, ni diplôme, elle commence à exercer différents petits boulots et vend quelques copies de peintures. Grâce à ces activités, elle finance les études privées de sa fille. Peu de temps après son divorce, Alexandra contacte Radio libertaire. Elle écoutait régulièrement cette radio à l'époque où elle était encore avec son mari, et décide de leur proposer bénévolement ses services. Elle y est très bien reçue. Dans un premier temps, elle accueille les invités, balaye le studio, répond au téléphone. Puis, elle se forme à la technique et obtient une plage horaire pendant laquelle elle passe de la musique. Lassée de son émission musicale, elle décide de faire un peu d'information entre les morceaux. En 1986, c'est l'anniversaire de la révolution espagnole et il est demandé à toutes les émissions de traiter de cette question. Alexandra lit un ouvrage sur *Mujeres Libres*, une organisation de femmes

anarchistes espagnoles, et décide de consacrer son émission à ce livre. Elle prend alors conscience du fait que peu d'émissions de radio s'intéressent aux femmes et crée l'émission « Femmes libres », qui devient un rendez-vous hebdomadaire consacré aux luttes des femmes pour l'égalité. Elle y reçoit des invitées, chercheuses ou militantes féministes principalement. Séduite, par la façon dont ses initiatives sont reçues, elle adhère à la Fédération anarchiste qui gère la station et commence à militer dans le mouvement anarchiste. En parallèle, notamment pour enrichir le contenu de son émission, elle se rend à diverses réunions féministes à la Maison des femmes, elle fréquente ponctuellement différents groupes comme la CADAC, le CNDF, le RAJFIRE et l'AVFT. A partir de 1997, elle décide de se retirer un peu et de n'assurer l'émission que deux fois par mois, les deux autres émissions étant confiées à d'autres féministes. Ce retrait lui permet de s'investir davantage dans sa carrière peintre. Elle construit une œuvre dans laquelle elle met principalement en scène des « patates germées », qu'elle présente comme le « signe de l'éternel esclavage des femmes ».

2. Amélie

Amélie naît en 1955 à Angers dans une famille de cinq enfants. Son père est un ouvrier maçon d'origine paysanne et sa mère une ouvrière citadine, qui subit des violences conjugales jusqu'à leur séparation quand Amélie a dix-huit ans. Les frères et sœurs d'Amélie n'ont plus de relation avec leur mère.

Amélie fait des études de secrétariat comptable, travaille rapidement et se marie à vingt-un ans. Elle a deux enfants avec son mari dont elle se sépare à vingt-six ans. Elle s'engage alors dans un groupe de réflexion et d'action catholique et devient secrétaire dans une association qui fait de l'accueil aux personnes au chômage. Lorsqu'elle engage une procédure de divorce, Amélie subit des violences de son mari. Elle rencontre alors l'association SOS femmes à Angers, qui lui permet de bénéficier d'un hébergement d'urgence avant qu'elle obtienne la jouissance du domicile familial au bout d'un an de procédures.

Elle commence à militer au sein de l'association en assurant notamment des permanences téléphoniques. Pour devenir salariée, elle réalise une formation de conseillère conjugale avec le planning familial, au sein duquel elle est également bénévole. Amélie se forme et découvre un monde associatif et militant dans lequel elle se trouve à sa place.

Avec la création d'une structure d'hébergement d'urgence, l'association SOS Femmes d'Angers se développe, recrute davantage de salariées et renouvelle sa direction avec la nomination d'un directeur homme. Ce dernier génère de nombreux conflits avec les salariées et Amélie s'affirme face à lui. Elle s'engage sur un plan syndical chez SUD travailleurs sociaux et métiers de la santé. L'épisode conflictuel avec la direction s'avère douloureux et marquant pour elle. Elle vit mal la transformation de l'association, tombe dans une dépression qui se solde par un long congé maladie et qui la pousse à entamer une psychanalyse. En 2008, après dix-sept ans de travail au sein de l'association, elle est licenciée, avec d'autres salariées, pour inaptitude au travail.

Après une période de doute, Amélie décide de poursuivre dans la voie associative et trouve un travail d'accueil dans l'association *Du côté des femmes*, en région parisienne à Cergy et Sarcelles. Son emploi consiste également à assurer une permanence dans la mairie de Villiers le Bel. Elle vit en région parisienne durant la semaine mais retourne tous les week-ends à proximité d'Angers où son compagnon vit.

3. Annick

Annick naît en 1956. Elle est fille unique. Sa mère est sténodactylo dans l'entreprise qui deviendra Total. Son père est mécanicien, spécialisé dans la construction des moteurs d'avions. Pour une raison qui échappe à Annick, elle est élevée par sa grand-mère et la sœur de celle-ci jusqu'à l'âge de onze ans. Ces deux femmes tiennent un café à Asnières, en banlieue parisienne. Annick voit ses parents uniquement le week-end jusqu'à son entrée en classe de sixième. A ce moment, les deux femmes vendent leur café et Annick s'installe chez ses parents à Sartrouville. Annick vit une enfance assez solitaire et très centrée sur la cellule familiale. Tous les week-ends, elle dine chez ses grands-parents paternels et chez sa grand-mère maternelle. Elle entre au collège, puis au lycée. Elle obtient un bac D en 1974 et intègre l'université de Nanterre en sciences économiques. A l'université, elle rencontre un garçon avec qui elle entame une histoire d'amour. Elle obtient sa licence d'économie en 1977 et décide de s'inscrire en licence de sociologie pour préparer le CAPES. Elle rate le concours mais obtient sa licence de sociologie. Elle se marie l'été qui suit avec le garçon rencontré lors de sa première année à l'université.

Tous les étés, grâce à sa mère, elle travaille chez Total. Après sa seconde année de licence, elle travaille quelques mois dans cette même entreprise comme comptable. En 1979, elle est ensuite recrutée chez Hachette au service comptabilité internationale. En 1984, elle change d'emploi et devient comptable chez un courtier en assurance. Avec son mari, Annick fait construire un pavillon en banlieue parisienne. En 1986, ils adoptent une fille née en 1985. Puis en 1989, ils adoptent un garçon âgé de trois mois et demi. Ce dernier est diagnostiqué « sourd et débile », selon les mots d'Annick. Annick décide de travailler à mi-temps pour s'occuper de ses enfants. Pour cela, elle devient comptable chez un imprimeur. Son mari est alors responsable des achats dans une entreprise de papeterie. Après avoir été licenciée par l'imprimeur, Annick devient maître auxiliaire en comptabilité et économie dans des lycées professionnels. Elle s'implique dans différents projets pédagogiques qui mettent en relation les lycées et les entreprises. On lui propose ensuite de donner des cours à la maison centrale de Poissy. En parallèle des cours qu'elle donne en lycée, Annick enseigne aussi en prison, réalise quelques corrections de copies supplémentaires, et donne des cours particuliers pour augmenter ses revenus. La fille d'Annick est alors reconnue comme surdouée. Cette situation pousse Annick à s'impliquer davantage dans son éducation et à mettre entre parenthèse quelques-unes de ses nombreuses activités professionnelles.

Dans le cadre de son activité en lycées professionnels, elle apprend que l'association DCDF crée une entreprise d'entraînement pédagogique (c'est-à-dire une entreprise virtuelle qui permet à des chômeuses de se former et de se réinsérer). En avril 1999, elle postule et est recrutée comme formatrice dans l'entreprise d'entraînement pédagogique de l'association DCDF. Cet emploi étant à quart temps, elle continue d'exercer ses différentes activités en parallèle. Elle découvre à DCDF l'engagement en faveur de l'autonomie des femmes et se reconnaît immédiatement dans les valeurs véhiculées par l'association. Au bout de quelques temps, elle est embauchée à plein temps comme directrice de l'entreprise d'entraînement. Elle utilise son mercredi de libre pour faire du bénévolat en prison, jusqu'à ce qu'elle décide d'arrêter après deux agressions. Elle milite ensuite dans une association, qui s'appelle Auxilia, et qui propose des formations par correspondance aux détenus et personnes handicapées. En 2005, l'entreprise d'entraînement rencontre des difficultés de financement et ferme en octobre. Annick est alors licenciée. Elle trouve ensuite très vite un emploi à la mission locale des Mureaux et décide de s'engager bénévolement au sein de DCDF. Elle entre au conseil d'administration de DCDF et devient trésorière de l'association. Suite à un conflit

interne, la présidente de l'association, récemment élue, démissionne de son poste. Annick est alors élue présidente de l'association en 2006. En 2009, en parallèle de son travail à la mission locale, Annick se voit offrir par l'association DCDF une formation continue en vue d'obtenir un diplôme interuniversitaire de « Conseillère Référente Egalité Femmes / Hommes ». En contrepartie, elle rédige dans ce cadre un mémoire de recherche consacré aux valeurs de l'association DCDF.

4. Aurélie

Aurélie naît en 1976 dans l'Hérault. Elle a deux sœurs et est la seconde de la fratrie. Son père est infirmier, d'abord à l'hôpital puis en libéral. Hormis trois années où elle tient sa propre mercerie, sa mère ne travaille pas. Ses parents ont une façon « très traditionnelle » de vivre leur couple. Aurélie réalise sa scolarité primaire dans son village puis intègre le collège du village d'à côté. Au collège, elle entre en crise d'adolescence, ce qui se traduit par des conflits récurrents avec sa mère et des résultats scolaires en baisse. En classe de quatrième, elle entame une relation amoureuse avec un garçon. Cette histoire d'amour dure jusqu'à ses 18 ans mais ce garçon, très possessif et jaloux, exerce un contrôle fort sur elle et limite sa liberté. Après le collège, Aurélie entre au lycée à Béziers. Les conflits avec sa mère deviennent moins fréquents. Aurélie obtient un bac B (économique et social). Désirant devenir institutrice, elle entre en fac d'histoire à Montpellier. Elle quitte alors le domicile familial pour vivre avec sa grande sœur en collocation.

En 1995, des grèves étudiantes s'organisent dans son université. Aurélie y participe et se constitue un groupe d'amis dont la majorité est syndiquée à l'UNEF. Elle rompt avec son petit ami et, après avoir été prise pendant plusieurs années dans une relation étouffante, elle aborde une période de grande liberté, notamment de liberté sexuelle. Elle obtient un deug, une licence et une maîtrise d'histoire. Ayant finalement renoncé à devenir institutrice, et désirant quitter Montpellier, elle décide de s'inscrire en maîtrise de sciences politiques à Toulouse. Ce choix lui vaut de nouveau quelques conflits avec sa mère, qui avance l'argument financier pour justifier son opposition à son départ à Toulouse. Aurélie ne renonce pas et trouve un emploi de poissonnière dans la grande distribution pour financer en partie ses études. Elle emménage en collocation avec une fille rencontrée à l'université.

À la fin de sa maîtrise, elle cherche un DESS dans lequel s'orienter et découvre le DESS Politiques sociales et rapports sociaux de genre de Toulouse. Le programme lui plaît et elle postule. Pendant l'été qui précède son année de DESS, elle fait un stage à l'association Citoyennes maintenant, de Montpellier. Dans ce cadre, elle lit différents ouvrages pour se familiariser aux questions féministes. Lors de son année de DESS, elle s'intègre au mouvement féministe toulousain et participe aux différentes manifestations, réunions etc. Elle réalise son stage de fin de DESS à l'APIAF.

Une fois diplômée, elle monte à Paris pour travailler comme écoutante, d'une part à mi-temps au Collectif féministe contre le viol et, d'autre part, à mi-temps aussi, à la FNSF qui gère le service téléphonique national d'écoute « Violences Conjugales – Femmes Infos Services ». Elle y reste un an mais n'est pas satisfaite par le fonctionnement de ces deux structures. Elle leur reproche notamment leur mauvaise gestion des différences de statuts entre militantes et salariées. Une amie de son DESS, qui souhaite quitter la région parisienne, lui propose de postuler à son poste à l'association Du côté des femmes. Aurélie est recrutée en 2002 à DCDF. Elle est chargée d'accueil et de projets, ce qui signifie qu'elle accompagne des femmes victimes de violence d'une part et participe d'autre part au développement de projets divers (création d'un groupe de paroles pour auteurs de violences, élaboration d'outils pour la prévention des comportements sexistes, formalisation du travail d'accueil et de terrain). Elle rencontre son compagnon en 2003 puis met au monde une fille en 2007. Alors que dans un premier temps elle travaille à la fois à Cergy et à Sarcelles, elle décide de candidater à un poste de référente pour femmes victimes de violences conjugales à Villiers-le-Bel afin de se rapprocher de son domicile. Elle obtient ce poste et continue également à travailler à Sarcelles le reste du temps.

5. Carole

Carole naît en 1980 à Épinay-sur-Seine. Elle est la deuxième d'une fratrie de deux enfants. Sa mère quitte durablement son emploi quand Carole a trois ans. Son père est expert-comptable, puis devient commissaire aux comptes. Elle mène une scolarité sans encombre depuis l'école primaire jusqu'au lycée. Elle passe un bac économique et social puis s'oriente en AES (Administration économique et sociale) à l'université. Elle entre à la fac de

Villetaneuse où elle obtient un deug, une licence et une maîtrise d'AES, option « développement social ».

Elle part ensuite un an en Erasmus à Barcelone. Au même moment, ses parents divorcent et Carole, qui prend parti pour sa mère, rompt la communication avec son père. Après son année à Barcelone, Carole cherche un DESS dans lequel s'orienter. Elle découvre le DESS Politique sociale et rapports sociaux de genre de Toulouse. Le programme la séduit immédiatement. Elle postule et est sélectionnée. Elle découvre alors ce qu'est le féminisme et s'épanouit dans cette formation. Pendant son DESS, elle fait un stage dans une association, qui s'appelle l'APIAF (Association promotion initiatives autonomes des femmes), qui appartient à la Fédération solidarité femmes et qui œuvre pour l'autonomie des femmes. Elle y fait de la prévention des comportements sexistes.

Après l'obtention de son DESS, elle rentre en région parisienne. Quelques mois plus tard, elle voit une annonce pour un poste à l'association DCDF. Elle est recrutée pour faire de l'accueil des femmes victimes de violence et de la prévention de comportements sexistes.

6. Christelle

Christelle naît en 1948. Elle est l'aînée de cinq filles. Sa mère, peintre, mène une carrière en France et à l'étranger. Si cette mère tient ponctuellement des discours féministes qui marquent Christelle, elle reste prise dans un rapport de couple inégalitaire et subit l'emprise de son mari, jusqu'à son divorce en 1977. Ses parents sont peu politisés mais attachés à leur statut de bourgeois et véhiculent plutôt des valeurs de droite. Enfant, Christelle est surdouée et a trois années d'avance à l'école. Elle vit une enfance solitaire, plongée dans les livres. Lorsqu'elle a 15 ans, son père, polytechnicien, l'inscrit à un cours de danse destiné à faire se rencontrer filles de polytechniciens et jeunes polytechniciens. Elle y rencontre un garçon, qu'elle épouse à 19 ans. Alors même qu'elle est inscrite en maîtrise de russe à Nanterre en 1968, elle est focalisée sur ses études et reste complètement extérieure aux événements de mai. Pendant les premières années, elle voit dans son mariage l'opportunité d'échapper au contrôle de ses parents. Alors que ces derniers avaient refusé qu'elle étudie à Sciences-Po, elle intègre cette école après s'être mariée et y entame une thèse. Elle s'inscrit

aussi à l'INALCO pour apprendre les langues orientales. Pendant la période de sa thèse, elle vit un début de mariage très conforme au modèle bourgeois transmis par sa famille.

En juillet 1970, alors qu'elle est en vacances, elle lit *Le Deuxième sexe*. Elle adhère à l'ensemble des idées contenues dans l'ouvrage. En août 1970, elle lit dans *Le Monde*, un article qui relate l'action de militantes féministes à l'Arc de triomphe en l'honneur de la femme du Soldat inconnu. A partir de ce moment, elle s'intéresse de plus près aux actions des féministes. En avril 1971, paraît le Manifeste des 343, dans *Le Nouvel Observateur*. Elle écrit à l'adresse indiquée et est invitée à se rendre, le 21 avril 1971, à une des Assemblées Générales qui se tiennent alors aux Beaux-Arts et qui réunissent chaque semaine des féministes de toutes tendances. Elle décide de s'engager au Planning familial et y occupe la fonction d'hôtesse¹. Son mari suit également la formation du Planning et y milite pendant un an, avant d'arrêter pour des raisons de disponibilité. Christelle appartient également à un groupe de conscience qui rassemble des femmes mariées.

En 1972, elle tombe enceinte et met au monde son premier enfant, une fille. Au même moment, elle part s'installer dans l'Oise où elle crée une antenne du Planning familial. Elle tient une permanence tous les samedis et participe à l'envoi de jeunes femmes en Angleterre pour avorter avant le vote de la loi Veil. Elle accouche ensuite de sa deuxième fille et, alors qu'elle est enceinte de sa troisième, en 1977, elle met un terme à son engagement au Planning. Après la naissance de ses deux premiers enfants, elle abandonne la thèse de russe qu'elle avait entamée.

En 1977, elle se présente aux élections municipales dans son village, sous l'étiquette apolitique mais féministe. Elle est élue au premier tour. L'année d'après, en 1978, alors que son mari adhère au parti socialiste, Christelle, adhérente de Choisir depuis sa fondation en juillet 1971, est candidate aux élections législatives sur une des listes présentées par l'association et appelées « Cent femmes pour les femmes ». Après que son affiche électorale ait été taguée du mot « pute », qu'elle ait reçu des appels anonymes et que son mari ait été dénoncé comme appartenant au PS, elle décide d'achever son mandat de conseillère municipale, puis de renoncer à la politique. Son mari démissionne également du parti socialiste. En 1978, elle organise une mobilisation pour l'ouverture d'un centre d'orthogénie dans sa région : une pétition rassemble 10 000 signatures et la création du centre est validée

¹ Ancienne appellation des conseillères familiales et conjugales.

par les pouvoirs publics. En 1979, elle participe à la manifestation parisienne en faveur du re-vote de la loi Veil.

Etant depuis plusieurs années journaliste *freelance*, et après avoir travaillé pour un journal local fait par des femmes, appelé *La Rurale*, elle s'investit, de 1981 à 2000, au sein de l'Association des Femmes Journalistes (AFJ). Elle est tour à tour trésorière, présidente et responsable de commissions dans cette association. En août 1982, sa famille, qui compte alors quatre enfants, emménage de nouveau à Paris. La maison dans l'Oise devient une résidence secondaire. Puis, Christelle divorce. En 1989, après avoir publié plusieurs dictionnaires de citations, elle publie un livre sur l'histoire des femmes au XXème siècle qui connaît un grand succès. En 1997, elle s'engage de nouveau au Planning familial et y milite pendant deux ans, à Paris. Puis, en 1999, elle participe à la fondation des Chiennes de garde, suite à une agression verbale dont est victime Dominique Voynet au Salon de l'Agriculture. En mai 2000, suite à des conflits internes, elle démissionne du bureau des Chiennes de garde et fonde, en septembre 2000, la Meute contre la publicité sexiste ainsi que le réseau Encore féministes !. En parallèle de ces engagements, elle vit une histoire d'amour avec un homme, qui avait été Résistant pendant la seconde guerre mondiale, et qui décède en 2003. En octobre 2007, elle réintègre les Chiennes de garde et y reprend des responsabilités. De 2008 à 2009, elle anime un groupe de parole féministe sur le couple, auquel je participe.

7. Clara

Clara naît en 1986. Elle est la dernière d'une famille de trois enfants. Sa mère est infirmière et son père est éducateur de rue, avant de monter une agence d'intérim. Clara grandit en Bretagne, à Saint-Brieuc, où elle reste jusqu'à l'âge de 19 ans, moment du divorce de ses parents.

Lors d'un voyage linguistique dans une banlieue de Londres, alors qu'elle est âgée de 14 ans, elle est victime durant tout le séjour de violences verbales, physiques et sexuelles de la part de trois jeunes garçons du groupe. Après cet été cauchemardesque, elle effectue sa rentrée en classe de troisième. Elle est alors dans l'incapacité de parler à quiconque de ce qu'elle a subi. Au cours du mois de septembre, elle glisse à ses parents lors d'un trajet en voiture : « J'ai failli me faire violer ». Ces derniers ne perçoivent pas la gravité des faits et ne

réagissent pas. L'année avançant, elle se replie sur elle et tente de se couper les veines. L'infirmière scolaire parvient à lui faire raconter son histoire mais Clara lui fait promettre de n'alerter personne. L'infirmière respecte sa volonté jusqu'à ce que Clara décide d'en parler à sa mère. Ensuite, elle réalise plusieurs tentatives de suicide et est hospitalisée en psychiatrie. Elle redouble sa troisième. Un an et demi après l'agression, lors d'une hospitalisation suite à une tentative de suicide, elle lit le livre de Samira Bellil, *Dans l'enfer des tournantes*. Ce livre joue un grand rôle dans le rétablissement de Clara.

A la sortie de l'hôpital, cette dernière décide de s'engager à la Maison de la jeunesse et de la culture (MJC) de son quartier. Elle amène le livre de Samira à l'animatrice et ensemble elles décident de monter un projet autour de l'ouvrage. Cela coïncide avec le moment où Ni putes ni soumises apparaît sur la scène publique. Avec deux copines et le soutien de l'animatrice, Clara monte un projet de débat autour de la question des rapports entre filles et garçons dans la MJC de son quartier. Elle fait financer ce projet par la fondation « Envie d'agir » et parvient à organiser une grande soirée avec comme intervenantes : Fadela Amara, Samira Bellil, Princess Aniès (une rappeuse), Danielle Bousquet (députée PS de la première circonscription des Côtes d'Armor) et Jamila Aït-Abbas (auteure de *La Fatiha - Née En France, Mariée De Force En Algérie*).

Après cet événement, Clara décide de porter plainte contre les auteurs des violences dont elle a été victime en 2000. Le moment de la déposition au commissariat se passe mal car Clara se heurte à l'incrédulité des policiers. Finalement, le dossier est classé « sans suite », sans même avoir été instruit. Après plusieurs recours, le dossier est finalement classé « insuffisamment caractérisé ». Grâce à la Présidente de Ni putes ni soumises, Clara rencontre la secrétaire d'État aux droits des victimes pour lui faire part de son histoire mais elle n'obtient pas le procès qu'elle espérait. En parallèle de cette procédure, depuis le débat organisé à la MJC, Clara garde des liens forts avec Samira Bellil, qui devient pour elle « comme une grande sœur ». En 2004, Samira meurt quelques jours avant l'anniversaire de Clara. Clara se rend à son enterrement à Paris.

Clara et son frère vivent ensuite une période pendant laquelle ils sont violentés par leur père. En 2005, elle parvient néanmoins à passer un BEP sanitaire et sociale dans un lycée privé. En parallèle, elle s'engage à Ni putes ni soumises. Elle fait notamment des interventions de prévention des comportements sexistes dans son lycée. Après l'obtention de son BEP, elle part s'installer à Paris. Sa mère quitte son père au même moment. Clara trouve

un emploi de vendeuse, puis est embauchée comme auxiliaire de soins à la mairie de Charenton. Elle milite de façon très soutenue à Ni putes ni soumises pendant toute cette période. Elle devient même vice-présidente de l'association en décembre 2007. La mère de Clara monte en 2007 un comité Ni putes ni soumises en Bretagne, dans lequel s'implique également l'avocate qui s'était chargée de la défense Clara dans l'affaire des violences. A Paris, Clara vit en collocation avec l'auteure du livre *On m'a volé mon enfance*, dans lequel elle raconte qu'elle a été excisée et mariée de force. Elle l'a rencontrée dans le cadre de l'exposition « Blessures de femmes », réalisée par la photographe Catherine Cabrol, qui met en scène des visages de femmes légendés d'extraits de récits de vie. Au moment de l'entretien, Clara commence une formation d'animatrice culturelle et artistique.

8. Coralie

Coralie naît en 1970 à Djibouti dans une famille de six enfants. Son père est fonctionnaire, conseiller dans l'éducation nationale, et sa mère est infirmière au centre antituberculeux de Djibouti. Elle explique qu'elle a aussi « une deuxième et une troisième maman », qui sont des femmes, qui étaient jeunes filles au pair dans sa famille et qui sont devenues progressivement des membres de la famille à part entière. Elles ont contribué à éduquer Coralie. Coralie est excisée et infibulée pendant l'enfance. Bien qu'elle se définisse « d'origine et de culture musulmane », Coralie fait une partie de sa scolarité à l'école de la Nativité de Djibouti, tenue par des sœurs catholiques. Elle obtient son bac et est contrainte de migrer en France, faute d'université à Djibouti.

Elle emménage à Strasbourg pour y faire des études arabes. Boursière de l'État de Djibouti, elle envisage de devenir professeur d'arabe et de rentrer enseigner dans son pays d'origine. Elle passe un deug, une licence, une maîtrise et un DEA d'études arabes et islamiques, option sociologie du monde arabo-musulman. Elle consacre son mémoire de DEA à la question de la place des femmes à Djibouti.

À Strasbourg, elle adhère à une association qui s'appelle la Lune noire et qui a pour vocation d'organiser une sociabilité lesbienne autour d'un lieu de rencontres. À la fin de ses études, elle quitte Strasbourg pour s'installer à Paris. Dans un premier temps, elle réalise différents boulots alimentaires. En parallèle, elle suit une formation de troisième cycle en

droit international humanitaire. Elle fait alors un stage au GAMS (Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles et autres pratiques affectant la santé des femmes et des enfants) et à la CAMS (Commission pour l'abolition des mutilations sexuelles), où elle est chargée de la mise en place du centre de documentation. Toujours en continuant à gagner sa vie grâce à divers petits boulots, elle commence à militer bénévolement à Amnesty International. Elle devient même responsable de la commission LGBT, qui s'appelle à l'époque « Homosexualité et droits humains ». Elle fréquente également la Maison des femmes, ainsi que différents collectifs lesbiens. Elle se rend régulièrement aux Archives lesbiennes ainsi que dans d'autres lieux associatifs de sociabilité lesbienne.

Deux ans après avoir commencé à y militer, elle devient salariée d'Amnesty International en 2002. Elle obtient un poste de coordinatrice d'action et de projets. Elle est également consultante sur la question des mutilations sexuelles féminines au moment du lancement de la campagne contre les violences faites aux femmes par Amnesty International. Elle est en charge du volet sensibilisation des populations sub-sahariennes au sein du projet *Moolaadé*. Elle est régulièrement consultée sur ces questions par les commissions Femmes et Philosophies et religions. Elle est nommée observatrice internationale lors de la conférence internationale sur les mutilations sexuelles féminines à Djibouti en février 2005. Elle participe ensuite à la fondation du GRAF (Groupe de réflexion et d'action pour le droit d'asile pour les femmes), qui œuvre pour la prise en compte de la dimension genre dans les demandes d'asile faites par les femmes auprès de l'OFPPRA. Elle est aussi fondatrice en 2008 de LDR (Lesbiennes contre les discriminations et les racismes), association qui milite pour de nouvelles façons d'appréhender les mutilations sexuelles féminines, contre un discours qui impose la réparation.

9. Danielle

Danielle naît en avril 1944 dans les Deux-Sèvres. Elle vit pendant dix ans dans la petite ville de Touare, avant de déménager pour Angers avec toute sa famille. Elle a une sœur, âgée d'un an de plus qu'elle, et un frère, de deux ans de moins. Son père, qui avait fait une école de commerce, est comptable, avant de se reconvertir pour devenir visiteur médical, et ainsi augmenter ses revenus. Sa mère, qui avait une formation de couturière, travaille dans l'atelier de couture qu'elle possède avec ses sœurs, puis quitte son emploi après son mariage. Les

parents de Danielle ont reçu une éducation catholique, qu'ils transmettent à leur fille. Cette dernière passe donc sa communion mais est perméable au discours critique que ses parents tiennent à propos de la religion.

Danielle rentre dès la sixième dans un lycée d'Angers. En classe de première, elle s'oriente dans la voie scientifique. Après l'obtention de son bac, elle part faire un BTS d'assistante ingénieure à Rennes. Puis, alors qu'elle souhaite faire une école de chimie à Bordeaux, elle est contrainte de renoncer à ce projet car ses parents n'ont pas les moyens financiers de l'envoyer à Bordeaux. Elle revient donc à Angers pour passer une licence de sciences naturelles à l'Université Catholique de l'Ouest. Elle part à Nantes faire sa dernière année dans le cadre d'une licence d'enseignement, qu'elle obtient en 1968. Elle devient donc professeure de biologie, avant de profiter de l'introduction de la physique au collège pour se reconvertir comme professeure de physique-chimie. Après avoir enseigné quelques temps à la Roche-sur-Yon, elle est titularisée à Angers.

En 68, elle adhère à la Libre pensée et navigue dans les milieux libertaires pendant deux ans. Elle se rend à Bruxelles aux alentours de 70 pour assister à un congrès anarchiste. C'est finalement la question des rapports entre les sexes qui alimente principalement ses réflexions politiques. Au cours de ses études, elle découvre l'œuvre de Simone de Beauvoir, en particulier ses *Mémoires*, qui « orientent sa vie ». Elle décide notamment de ne jamais se marier et tient cet engagement. La veille de ses trente ans, l'histoire d'amour qu'elle vit avec un homme depuis deux ans et demi s'achève. Désireuse d'avoir un enfant, elle propose à un ami de concevoir avec elle sa fille. Sa fille naît en 1977. Elle l'élève seule.

Pendant les années 70, elle ne milite dans aucun groupe féministe, mais s'intéresse aux luttes, s'informe sur leurs avancées et leurs échecs. Elle se sent concernée par les combats des femmes pour la maîtrise de leur corps car elle a dû recourir en 1973 à un avortement clandestin. Professeure, elle adhère au SGEN et s'implique dans la diffusion des innovations pédagogiques qui émergent dans le sillage de 68. Avec une équipe de professeurs de son collège, syndiqués également, ils militent notamment pour le développement de nouveaux modes d'évaluation des élèves.

En 2004, elle prend sa retraite à soixante ans et considère la possibilité d'occuper sa retraite par un engagement associatif. Dans le cadre de son travail, elle a connu les maris de deux militantes du Planning familial d'Angers, qui lui font part des besoins de l'association

en bénévoles. La femme de l'un d'eux lui propose en 2005 d'aller à Paris pour la grande manifestation organisée à l'occasion des trente ans de la loi Veil. Elle est enthousiasmée par cette manifestation, dont les chansons et slogans lui rappellent ses années 68. Après cette manifestation, elle adhère au Planning familial d'Angers. Elle occupe rapidement la fonction de secrétaire du bureau et, deux ans plus tard, elle devient présidente. En plus de ses responsabilités de présidente, qu'elle assume en binôme avec la trésorière, elle développe une activité de lecture de contes non sexistes dans des écoles maternelles, et crée aussi une permanence du Planning à Saumur.

10. Diane

Diane naît en 1959. Elle est l'aînée de deux enfants. Son père est ouvrier. Sa mère est employée de maison jusqu'à son mariage, puis quitte son emploi. Après une scolarité primaire sans encombre, Diane entre en classe de sixième en 1970. Un vent féministe souffle sur cet établissement, qui va de la sixième à la terminale. Selon elle, « on y est féministe comme on met des pantalons patte d'éph' ». En 1979, Diane participe à quelques réunions en faveur du renouvellement de la loi Veil mais n'éprouve pas l'envie de s'impliquer davantage. Elle obtient un bac C puis s'oriente vers des études de psychologie. Après son DEA de psychologie, elle entre à l'IEP (Institut d'Etudes Politiques) de Grenoble. Après l'IEP, elle passe des concours administratifs et intègre une grande école (dont elle préfère taire le nom par souci d'anonymat). A 27 ans, elle rencontre celui qui devient son mari.

Elle commence à travailler dans un organisme public (dont elle préfère également taire le nom), et rapidement, alors qu'elle est âgée de 35 ans, elle est nommée à la direction de cet organisme. Elle prend alors conscience des inégalités entre les sexes et en particulier du différentiel de légitimité accordée dans le travail selon qu'on est un homme ou une femme. De plus, elle met au monde cinq enfants et se rend compte des inégalités liées à la difficile conciliation vie professionnelle / maternité. En tant que directrice de l'organisme dans lequel elle travaille, elle œuvre pour une meilleure organisation des horaires, de sorte à ce que les femmes qui ont des enfants ne soient pas pénalisées.

Par ailleurs, dans le cadre de l'association des anciens élèves de son école, elle met en place une étude visant à comparer les carrières des hommes et des femmes sortis au même moment de cette école.

En 2001, elle est élue conseillère municipale dans son village. Par ailleurs, elle milite pour l'allaitement en intervenant auprès de femmes enceintes lors de leur préparation à l'accouchement. En 2006, elle est contactée par le maire de sa ville car il recherche une trésorière pour le CIDF (Centre d'Information Droits des femmes) de la ville. Elle accepte la fonction.

En février 2008, elle décide de créer un blog féministe dans lequel elle écrit presque chaque jour un billet d'humeur qui pointe les inégalités entre les sexes telles qu'elles se manifestent dans les différentes sphères de la vie sociale. Elle milite aussi pour une meilleure visibilité des femmes dans la blogosphère.

11. Elodie

Elodie naît en 1935 en Moselle. Son père est à la tête d'une entreprise, qui emploie une vingtaine de plâtriers. Sa mère, après avoir travaillé étant jeune fille, décide de se consacrer à l'éducation de ses trois enfants. Elodie est la dernière de la famille. Au moment de la seconde guerre mondiale, ses parents se séparent et c'est son père qui l'élève. Ils vivent temporairement dans la Nièvre. A partir de 1943, Elodie est envoyée dans un pensionnat de religieuses de rite catholique romain à Paris. Elle obtient son baccalauréat et entre à l'université de Nancy pour faire des études de pharmacie.

En parallèle, elle met au monde deux enfants en 1956 et 1958, sans être mariée, et les élève seule. Cela lui vaut de subir les critiques de son entourage. A la fin de ses études, en 1959, elle obtient un poste d'assistante en pharmacie dans une bourgade près de Thionville. Après un an à ce poste, elle entre comme auxiliaire à l'éducation nationale. Elle épouse ensuite un homme, âgé de neuf ans de plus qu'elle, avocat, qui accepte qu'elle travaille comme pharmacienne d'hôpital mais qui refuse qu'elle ouvre sa propre officine.

Elle s'engage comme maman au catéchisme mais perd progressivement la foi. Un curé lui indique qu'il se crée à Thionville l'UFCS, à laquelle elle adhère en 1967 et y milite

activement. Elle suit également une formation pour obtenir le diplôme d'aptitude à l'animation socio-éducative et devient administratrice du centre socioculturel de Thionville.

A partir de 68, un fossé se creuse entre elle et son mari et ils divorcent en 1974. Elle devient propriétaire d'une pharmacie. Elle rencontre ensuite un autre homme, qui devient son compagnon, et avec lequel elle monte une imprimerie.

Alors qu'elle milite à l'UFCS, elle reçoit un jour un document où il est question de l'AFFDU. Elle prend contact avec l'association, se rend à l'Assemblée générale de Montpellier en 1995 et adhère à l'association. En 1998, pour des raisons de santé, elle déménage avec son compagnon. Ils s'installent en Poitou-Charentes. Elodie continue à militer à l'UFCS et s'engage chez les Verts, notamment dans les commissions Féminisme, Agriculture, Santé et Europe. Elle devient aussi responsable Atomique Biologique Chimique au sein des Amis de la Terre. En 2002, par l'intermédiaire de l'AFFDU, elle participe à un atelier d'écriture qui donne lieu à la publication de l'ouvrage *Ecrire sur soi entre femmes*, dirigé par Marie-Madeleine Million-Lajoinie. Cet atelier regroupe huit femmes qui se réunissent chaque mois durant deux années pour écrire et partager entre elles quelques éléments importants de leurs histoires de femmes. Sa santé ne lui permet plus d'être aussi active qu'avant mais elle continue à être adhérente de l'AFFDU, l'UFCS et les Verts.

12. Eva

Eva naît en 1960. Elle est l'aînée de trois enfants. Son père est ingénieur et sa mère travaille pendant quinze années comme institutrice avant de s'arrêter. Depuis 1964, ils vivent à Champigny, une ville de la région parisienne. Elle commence le violoncelle à 8 ans et est reçue, à 11 ans, au Conservatoire National Supérieur de Musique de Paris (CNSM). Elle fait l'ensemble de ses études par correspondance tout en étudiant la musique au CNSM.

Dans le cadre de ses études de musique, à partir de 14 ans, et de façon répétée jusqu'à ses 18 ans, elle subit des actes pédophiles de son professeur de violoncelle. Elle n'en parle pas. A 21 ans, elle se marie. Pour elle, c'est une façon de quitter le domicile parental.

A la fin du conservatoire, elle part étudier le violoncelle un an à La Haie, puis un an à New-York. A son retour en France, à 25 ans, elle passe un concours qui lui vaut d'être reçue violoncelle solo à l'orchestre philharmonique de Strasbourg. Elle y reste trois et en

démissionne à 28 ans, suite à des conflits avec son co-soliste. Elle intègre alors l'orchestre de Paris où elle retrouve le professeur qui avait commis sur elle des actes pédophiles pendant l'enfance. Il lui fait alors subir une période de harcèlement sexuel. En parallèle, elle fait des tournées en Italie, au cours desquelles elle est confrontée à un chantage sexuel de la part d'un chef d'orchestre. Elle finit par démissionner de l'orchestre de Paris et décide d'abandonner l'orchestre en général.

Elle passe ses diplômes d'enseignements et commence à enseigner le violoncelle au conservatoire. A 31 ans, elle se sépare de son mari. En 1996, on lui propose d'écrire une méthode de violoncelle pour enfants. Les quatre volumes de sa méthode sont publiés en 1995, 2000, 2005 et 2009.

En 1997, elle adhère à une association qui s'appelle l'Union des femmes professeurs et compositeurs. Avec d'autres membres de l'association, elle est vite déçue de constater que la majorité des œuvres jouées sont celles de compositeurs masculins. Elle décide donc, avec d'autres membres, de quitter l'association et de créer « Femmes et Musique », qui se donne clairement pour vocation de faire connaître les œuvres des compositrices passées et présentes. Elle devient présidente de Femmes et musique. En 2001, une des membres de Femmes et musique lui fait connaître l'AFFDU et elle y adhère. Ses horaires de travail l'empêchent d'assister à la plupart des réunions mais elle continue de payer sa cotisation et lit attentivement le bulletin trimestriel. En 2007, elle est candidate aux municipales et aux cantonales sur les listes du Modem à Levallois et travaille, au moment de l'entretien, à la constitution d'un groupe femmes au sein du Modem Levallois. En 2009, elle collabore au dictionnaire des femmes créatrices publié aux Editions des Femmes.

13. Fabienne

Fabienne naît en 1980 à Laval. Son père est tunisien, il est arrivé en France à 19 ans, après avoir raté son bac en Algérie. Sa mère, française, le rencontre à la fin des années 70, parce qu'ils sont tous deux engagés dans des mouvements gauchistes. Son père est éducateur et travaille plus particulièrement avec des gens du voyages et sa mère est assistante sociale dans un centre de planification. Cette dernière ne se revendique pas comme féministe mais,

selon Fabienne, elle l'est. Fabienne a un petit frère qui a quatre ans de moins qu'elle. Après la naissance de ce dernier, ses parents divorcent.

Fabienne et son frère passent leur enfance majoritairement chez leur père mais continuent d'aller chez leur mère le week-end. Leur père se remarie avec une femme avec laquelle il a un troisième enfant. Fabienne ne s'entend pas avec sa belle-mère et de ce fait, vit une période de rupture avec son père pendant les années collège. Elle adopte alors une attitude « rebelle », « révoltée ». Elle va ensuite au lycée à Laval où elle mène une scolarité difficile. En parallèle, elle intègre les éclaireurs parce qu'ils lui offrent la possibilité de passer gratuitement le BAFA. A 17 ans, elle est donc en charge d'un groupe d'enfants dont elle s'occupe tous les week-ends et pendant les vacances scolaires. Elle obtient son bac ES de justesse et décide de faire un deug de sociologie.

Elle s'installe à Rennes et prend progressivement son indépendance, en vivant de bourses et de petits boulots (animation, travail à l'usine). Cette période de découverte de l'autonomie est très heureuse pour elle. Elle fait tous les ans des voyages de plusieurs semaines en Irlande, en Tunisie et dans les pays de l'Est de l'Europe. Elle passe sa licence de sociologie puis décide de travailler en maîtrise sur les modalités d'appropriation de l'espace par les gens du voyage en cités de transit. Elle réalise sa maîtrise en deux ans tout en étant serveuse dans un restaurant. Après avoir obtenu sa maîtrise, elle décide de mettre fin à ses études.

Elle monte alors avec une amie un projet intitulé « Rencontres de femmes » qui vise à aller à la rencontre de femmes du Proche Orient pour les interviewer et les photographier. Elles parviennent à faire financer ce projet par la Direction Départementale du Ministère de la Jeunesse et des Sports. Elles partent donc, en 2004, huit mois en Israël, en Egypte, en Jordanie et en Palestine. Ce voyage est l'occasion de nombreuses rencontres de femmes, dont certaines engagées dans des mouvements féministes locaux. Elles écrivent plusieurs articles à ce sujet, publiés dans *Le Courrier de la Mayenne*. A leur retour en France, elles travaillent à la valorisation de leur projet, organisent des expositions photos. En parallèle, pour gagner sa vie, Fabienne travaille à l'usine.

Elle décide ensuite de reprendre ses études et postule à un DESS Insertion Médiation Prévention à Rennes. Ce DESS, qu'elle intègre, a pour vocation de former des cadres responsables de dispositifs d'accompagnement social et d'insertion sociale et professionnelle.

Dans ce cadre, elle participe à une recherche action menée par des chercheurs rennais, en partenariat avec une association qui s'appelle l'Association pour la promotion de l'action et l'animation sociale, et qui a pour but la mise en place d'outils de soutien à la vie associative. A la fin de son DESS, elle souhaite faire un DEA mais pour des questions administratives son dossier est refusé. Elle vit alors une période de chômage et décide de se rendre à Paris pour chercher du travail. L'ANPE lui transfère une annonce de chargée de projets d'animation à l'association Du Côté des Femmes, elle postule et est embauchée. Elle y fait de l'animation socioculturelle auprès des femmes de Sarcelles et de la prévention des comportements sexistes dans les écoles. Au moment de l'entretien, elle projette, avec ses collègues du centre accueil femmes, de se syndiquer à SUD.

14. Fanny

Fanny naît en 1944 dans une petite ville près de Rennes. Son père est pharmacien et maire de son village. Sa mère n'a pas d'activité rémunérée. Elle a trois jeunes frères. Ses parents investissent beaucoup dans son éducation, au point que son père lui apprend à lire à l'âge de quatre ans à coups de martinet. A partir de la classe de sixième, elle est envoyée à douze kilomètres de chez elle dans un pensionnat religieux de filles, où elle mène une scolarité brillante. À 16 ans et demi, elle décroche son baccalauréat et s'inscrit à l'université catholique d'Angers en philosophie. Dans un premier temps, elle loue une chambre dans une famille à Angers, puis est hébergée à la cité universitaire. Après deux ans à Angers, elle part un an étudier à Caen, afin de rejoindre une amie de pension qui vit là-bas. Elle vit alors une relation amoureuse avec un garçon, qui est très censurée par ses parents. Elle décide de revenir à Angers à la fin de l'année. En 1964, elle lit les *Mémoires* de Simone de Beauvoir et est enchantée par cette lecture. Elle achève sa licence de philosophie à Angers et commence à enseigner dans un lycée privé. Dans ce lycée, elle vit une relation amoureuse avec l'un de ses élèves, avec lequel elle se marie en 1966. Au même moment, ils décident ensemble de passer l'agrégation de philosophie et, tout en habitant à Angers, ils s'inscrivent en philosophie à la Sorbonne. Leurs aller-retours à Paris sont l'occasion de profiter de l'offre culturelle de la capitale. Ils n'obtiennent pas l'agrégation. En 68, ils s'intéressent aux événements mais ne s'y impliquent pas directement. En revanche, ils sont à l'époque pris dans un questionnement qui va dans le sens d'une remise en cause forte de leur éducation. Après s'être longuement

interrogée sur son désir de maternité, Fanny met au monde leur premier fils en 1970. Fanny éprouve quelques difficultés à gérer ce nouveau statut de mère.

Elle continue à enseigner la philosophie. Pendant les vacances, avec sa famille et des amis, Fanny expérimente la vie en communauté, sans communauté sexuelle mais avec des « amitiés amoureuses », notamment des amitiés féminines fortes. En 1974, avec une amie, elle écrit à un journaliste du *Monde* pour critiquer le machisme contenu dans un article, paru dans le journal, qui décrit la récente secrétaire d'État aux droits des femmes, Françoise Giroud. En 1975, elle met au monde son deuxième fils et vit cette seconde maternité de façon plus simple et agréable.

Dans les années 90, elle décide de s'engager pour la cause des femmes. Ayant été jusqu'alors adhérente d'un syndicat d'enseignants sans y militer, elle découvre le monde militant en s'engageant à S.O.S. femmes. Puis, elle entre dans une association appelée Femmes dans la cité, à Angers, dont elle devient présidente en 1995. Cette association est un espace de réflexion et de discussion autour de la question de la situation des femmes dans le monde contemporain. Elle s'engage alors dans la lutte pour la parité. Convaincue de l'importance de l'entrée des femmes dans la vie politique, elle se présente sur une liste apolitique pour les élections municipales dans son village en 2001. À la même période, elle entre chez les Verts et à ATTAC, où elle fréquente les commissions femmes. Non satisfaite de l'ambiance qui règne au conseil d'administration, elle quitte S.O.S. femmes. Puis, elle commence également à militer au Planning familial d'Angers. Elle démissionne alors de son poste de présidente de Femmes dans la cité pour devenir présidente du Planning familial d'Angers de 2002 à 2007. En parallèle, en 2005, une élection complémentaire est organisée dans son village et elle est élue conseillère municipale. En 2007, elle se présente à nouveau aux municipales mais n'est pas élue. Après avoir quitté ses fonctions de présidente du Planning familial d'Angers, elle continue à y militer.

15. Fatoumata

Fatoumata naît en 1970 au Mali, à Bamako, dans une famille polygame de trois femmes et dix-sept enfants. Elle passe son enfance à la campagne, à Nuro. Quand elle a dix ans, elle fait ses devoirs scolaires chez un professeur voisin qui commet sur elle des

attouchements sexuels. Incapable d'en parler, elle sort avec ses copines pour y échapper. Elle apparaît alors comme une rebelle aux yeux de sa famille et subit les foudres de son père qui la bat. Il l'envoie vivre à Gao, sa ville d'origine, chez un oncle, 1000 km au Nord. Elle y est régulièrement battue et s'échappe pour rejoindre Bamako, le chauffeur de bus lui offrant le trajet contre un rapport sexuel. Mais elle est rattrapée par la police et retourne à Gao où elle s'implique dans la scolarité dans le sport pour s'en sortir. Fatoumata nourrit un fort sentiment de revanche contre les hommes qui la conduit à multiplier des relations.

Elle obtient un CAP, le brevet et entre au lycée à Gao où elle fait l'expérience de l'engagement politique en manifestant contre le dictateur Traoré. Elle vit ensuite à Bamako avec une tante et où elle étudie dans une école professionnelle de secrétaire de direction pendant quatre ans. Dans ce cadre, elle participe à un voyage d'intégration africaine dans six pays de l'Afrique de l'Ouest avec des débats et des conférences. Elle réalise un stage au ministère des affaires étrangères à Bamako où elle se trouve au cœur du dispositif d'information sur la rébellion au Mali.

En 1999, sa relation avec un député permet à Fatoumata d'obtenir un visa pour passer deux mois de vacances en France chez sa sœur qui s'est mariée à un Antillais. De retour au Mali, elle échappe à un mariage arrangé et revient en France où elle se marie avec un Malien qui vit dans l'hexagone depuis vingt-cinq ans. Elle obtient un titre de séjour dans le cadre du regroupement familial. Leur entente est parfois difficile car il souhaite qu'elle reste au foyer alors qu'elle aspire à l'autonomie. Elle a son premier enfant en 2000 et tombe à nouveau enceinte alors que le premier n'est âgé que de six mois.

Fatoumata fait du bénévolat à la CAF de St Locheres (Sarcelles), un centre de loisirs qui propose différentes activités aux enfants. Elle y rencontre une animatrice qui organise des débats sur la liberté des femmes auxquels elle participe. Elle devient parent d'élèves et travaille à la cantine d'une école *via* une agence d'intérim. A trente ans, elle devient médiatrice dans l'association *Du côté des femmes* dans le cadre d'une formation en alternance. Elle s'épanouit dans une activité entre femmes.

Fatoumata est mère de trois enfants, elle est retournée trois fois au Mali revoir sa famille et a déposé une demande pour obtenir la nationalité française. Sa vie intime reste « difficile ».

16. Félicité

Félicité naît en 1973 au Cameroun dans une famille de douze enfants. Son père est officier de police. Sa mère reste à la maison et gagne un peu d'argent en effectuant ponctuellement des travaux de couture. Pour Félicité, son histoire commence à seize ans. En effet, c'est à cet âge-là, alors qu'elle est au lycée, qu'elle rencontre un camarade d'école avec lequel elle entame une relation amoureuse. Ce garçon la contraint à avoir des relations sexuelles avec lui et se montre violent envers elle. Peu de temps après ces premiers viols, Félicité tombe enceinte. Le garçon essaie de l'obliger à avorter mais Félicité refuse. Elle trouve du soutien auprès de sa famille qui accepte de rencontrer le jeune homme. Le garçon est convoqué pour s'expliquer devant la famille de Félicité. Après avoir reconnu les faits dans un premier temps, il se rétracte. Félicité apprendra plus tard que ce recul est lié au fait qu'il se trouve alors dans la même situation avec une autre jeune fille, également enceinte de lui au même moment. Le jeune homme, pour se décharger de sa responsabilité, explique à la famille de Félicité (ainsi qu'au reste du village) que cette dernière a avoué avoir eu d'autres relations sexuelles et ne sait pas qui est le père. Ceci est faux mais contribue à marginaliser fortement Félicité dans le village. Elle n'a notamment plus le droit de se rendre à l'église alors qu'elle allait à la messe tous les dimanches avant cet épisode. Elle accouche de son fils en 1991. Elle est alors âgée de dix-huit ans. Ses parents acceptent qu'elle continue ses études. Félicité bénéficie de l'abolition très récente d'une règle qui voulait que toutes les jeunes filles enceintes soient exclues de son lycée. Elle mène donc de front la fin de ses années de lycée et l'éducation de son jeune fils. Sa mère l'aide en veillant sur l'enfant lorsqu'elle est en classe.

Après le lycée, Félicité entre à l'université. Elle entame des études de sociologie. Son fils reste chez ses parents. Après sa licence, elle passe un concours qui lui permet d'intégrer une O.N.G. œuvrant en faveur du développement en Afrique. Félicité y fait de la gestion de projets et est envoyée régulièrement à Stuttgart, en Allemagne, pour suivre des formations diverses, notamment sur la question du genre. En 1999, elle assiste à un séminaire en Allemagne qui rassemble des responsables d'O.N.G. travaillant sur l'égalité entre les sexes. Elle y rencontre une femme responsable d'une association au Cameroun qui travaille pour l'abolition des mutilations sexuelles féminines et contre les violences faites aux femmes. Le discours de cette militante séduit Félicité, qui décide de s'engager comme bénévole dans cette association. En tant que membre du comité exécutif de l'association, Félicité participe à

la mise en place d'un réseau international sur l'égalité de genre. En 2001, Félicitée rencontre par l'intermédiaire d'une amie celui qui devient son mari. Ce dernier vit en France. Félicitée décide de s'installer en France en 2004.

Elle souhaite alors trouver un emploi dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes. En arrivant, elle commence par travailler comme bénévole et vacataire dans un centre qui accueille des personnes en difficultés sociales, ainsi qu'au Secours catholique. Elle suit ensuite une formation d'un an, proposée par l'ANPE, qui la spécialise en animation et gestion de projets. Elle commence ensuite à prospecter auprès de différentes associations féministes en France et envoie sa candidature à Du côté des femmes (DCDF) en 2006. En 2007, l'association DCDF la rappelle et lui propose un poste de chargée d'accueil. Elle devient également la référente de la ville de Cergy pour les femmes victimes de violence. Son fils vit encore en Afrique mais projette de venir en France faire des études de médecine après l'obtention de son bac.

17. Flora

Flora naît en 1980 dans un petit village de la Picardie. Elle est la dernière de quatre enfants. Son père est ingénieur en agriculture et sa mère est secrétaire comptable. Ses parents sont syndiqués à la CFDT, très militants. Ils appartiennent aussi à l'Action Catholique Ouvrière et militent dans une association appelée Artisans du monde. Ils créent ensuite, avec des amis, leur propre association qui a pour vocation de faire du commerce équitable avec les pays d'Amérique latine (l'ASPAL, Association de soutien aux pays d'Amérique latine).

Flora poursuit une scolarité primaire sans difficultés dans le village d'à côté. Au collège, sa mère tombe gravement malade et décède d'un cancer l'été qui précède l'entrée de Flora en classe de quatrième. La maladie de sa mère, puis son décès, contribuent à mettre Flora en situation d'échec scolaire. En troisième, elle rencontre un garçon âgé de sept ans de plus qu'elle, avec qui elle vit une histoire d'amour pendant cinq années. Au lycée, elle renoue avec la réussite scolaire et obtient son bac économique et social avec mention. En parallèle du lycée, elle passe son BAFA et travaille dans des colonies et des centres aérés pendant les vacances.

Une fois le bac obtenu, Flora part s'installer à Lille où elle s'inscrit en faculté de sociologie. En deug et en licence de sociologie, elle suit différents cours consacrés aux rapports sociaux de sexe et se passionne pour ces questions. En maîtrise, elle décide de consacrer son mémoire à la construction des identités de genre au travers des jouets. Elle réalise sa maîtrise en deux ans, tout en travaillant comme serveuse dans un restaurant. Pendant cette période, elle vit une relation amoureuse avec un garçon qui s'avère violent. À la fin de sa maîtrise, l'une des professeurs de l'université de Lille, lui propose de travailler sur une étude, financée par la CNAM, et consacrée à la prise en compte du masculin et du féminin dans l'accueil de la petite enfance. Pendant un an, elle participe donc à cette enquête puis décide de postuler au DESS de Toulouse. Elle est reçue et part s'installer à Toulouse.

Ce départ lui permet de mettre un terme à la relation violente dans laquelle elle était prise avec son copain de l'époque. Elle s'épanouit dans cette formation toulousaine et qualifie même cette année d'une « année de luxe ». Elle y fait un stage, au cours duquel elle travaille avec des chercheurs de l'université de Toulouse et des salariés de l'APIAF, sur la formation des travailleurs sociaux et des éducateurs spécialisés aux questions des rapports sociaux de sexe. Une fois diplômée, elle continue à réaliser quelques missions pour l'association l'APIAF mais se trouve rapidement obligée de vivre avec uniquement le RMI. Un an après l'obtention de son diplôme, une amie rencontrée dans le cadre du DESS lui indique qu'un poste se libère dans la structure dans laquelle elle travaille, à savoir l'association Du côté des femmes. Flora postule et est recrutée comme chargée d'accueil des femmes victimes de violences à mi-temps et comme animatrice à la cafétéria de l'association à mi-temps également.

18. Françoise

Françoise naît en 1956. Elle est l'aînée de trois enfants. Son père, diplômé de Polytechnique, est ingénieur. Sa mère, qui a fait aussi des études supérieures, se consacre à l'éducation de ses enfants jusqu'à ce que Françoise ait 14 ans, puis elle devient ingénieure. Françoise mène une scolarité brillante. Après l'obtention du bac, elle entre en classe préparatoire scientifique et intègre Polytechnique. Elle appartient alors à la cinquième promotion de femmes de l'histoire de l'école. Ensuite, elle entre dans le corps des Ponts. Elle

passé sa dernière année d'études aux États-Unis, où elle suit quelques séminaires qui traitent de la question de la place des femmes dans l'entreprise.

A son retour en France, elle est employée par le Centre d'études des transports urbains, un service du ministère des transports. Elle est alors la première femme chef de département. Elle devient ensuite chargée des grands travaux à la Direction Départementale de l'Équipement de la Seine-et-Marne. En 1986, 1988 et 1989, elle met au monde ses trois enfants. Elle est ensuite recrutée comme maître d'ouvrage par Epamarne, Établissement Public d'Aménagement de Marne-la-Vallée. Elle part ensuite aux États-Unis avec son mari et ses enfants. Elle est employée alors par la Banque mondiale, et son mari, médecin chercheur, travaille au *National Institute of Health*. À son retour, elle travaille pendant cinq ans dans une filiale de l'école des Ponts, spécialisée dans la formation continue. Puis, elle est recrutée comme directrice technique par l'entreprise Jean Lefebvre. Cette dernière étant absorbée par le groupe Eurovia peu de temps après son arrivée, Françoise devient pendant six ans directrice technique chez Eurovia.

En parallèle, elle décide de rentrer au comité de l'association des anciens des Ponts, Ponts Alliance. Chez Eurovia, elle vit une période de harcèlement moral et prend progressivement conscience de l'existence du plafond de verre dans cette entreprise. La période de harcèlement s'achève par un licenciement et Françoise entre chez Veolia le jour de ses 50 ans.

Par l'intermédiaire de Ponts Alliance, elle prend connaissance d'une étude, réalisée par Grandes Ecoles au Féminin (GEF), qui compare les carrières masculines et féminines des anciens élèves des grandes écoles. Elle s'intéresse alors de près à cette question, se rend à la réunion de remise des résultats de l'étude et est sollicitée par le groupe Polytechnique au féminin (appelé également les Xettes) pour participer à l'organisation d'une table ronde sur la gouvernance. Elle accepte. Le président du comité des Ponts lui demande ensuite de devenir la représentante des Ponts au sein de GEF, ce qu'elle accepte également. En 2007, elle intègre le bureau de GEF, avec qui elle mène des actions de sensibilisation auprès des chefs d'entreprise. En parallèle, elle participe à la création de Ponts au féminin.

19. Gaëlle

Gaëlle naît en 1956, dans un petit village du Sud de la France entre Carcassonne et Limoux. Ses parents sont commerçants et, après avoir tenu pendant des années la boucherie des grands-parents, un conflit familial les pousse à ouvrir dans le même village leur propre boucherie. Gaëlle a un frère de six ans de moins qu'elle. Elle fait sa scolarité primaire à l'école du village puis devient pensionnaire, dans un lycée d'une autre ville du département, à partir de la classe de sixième. En 68, alors qu'elle est en sixième, est créé dans le lycée un centre socio-éducatif qui organise de nombreuses activités extra-scolaires. Gaëlle s'investit au conseil d'administration du lycée, ainsi qu'au club journal. Dans le cadre de ce club journal, en 1970 ou 1971, elle lit un article de Simone de Beauvoir sur le féminisme paru dans *Le Monde*. Cet article l'interpelle mais la prise de conscience ne se traduit pas immédiatement par un engagement. Elle participe néanmoins à l'organisation d'une grève dans son lycée, en réaction à la convocation d'un couple de lycéens devant le conseil d'administration parce qu'ils avaient été surpris en train de s'embrasser dans l'enceinte du lycée. Elle passe un bac B, qu'elle obtient, puis part ensuite à Toulouse pour commencer un deug de sciences économiques. A l'université, par l'intermédiaire d'un de ses professeurs, elle rencontre le mouvement de lutte occitane dans lequel elle s'engage pendant ses années toulousaines. Elle tombe amoureuse d'une femme mais cet amour reste platonique. N'étant pas intéressée par ses études d'économie et ne sachant quoi faire, elle décide de partir en région parisienne en 1976. Elle emménage donc à Épinay sur Seine chez un oncle qui accepte de l'accueillir. Elle s'inscrit à l'université de Villetaneuse en psychologie, puis son oncle, directeur d'un collège, lui suggère de devenir institutrice. La même année elle obtient un poste, profitant d'un assouplissement des conditions de recrutement, lié à une pénurie d'instituteurs. Elle emménage en Seine-Saint-Denis en 1977 et y rencontre le groupe femmes de Saint-Denis. Elle s'y implique fortement à partir de 1978. En 1981, elle participe à la campagne de Mitterrand, tout en continuant à fréquenter les milieux militants féministes. Au bout de quelques années d'enseignement, elle obtient le concours de l'école normale. Son année à l'école normale est l'occasion pour elle de se réorienter. Dans le cadre de son militantisme féministe, elle rencontre Françoise Pasquier qui l'embauche aux éditions Tierce, maison d'édition féministe. Dans un premier temps, elle y fait de la photocomposition, puis devient commerciale auprès des librairies. Elle s'inscrit également en école d'architecture et, pendant six ans, elle mène de front ses études et son travail chez Tierce. À la fin des années 80, elle

quitte Tierce mais continue à fréquenter les réseaux féministes parisiens. En 1992, elle y rencontre d'ailleurs sa compagne actuelle. Elle commence à travailler dans des agences d'architecture puis passe son diplôme en 1994. Elle retravaille en agence pendant quatre ans avant de s'installer à son compte en 1998. À la mort de Françoise Pasquier, en 2001, elle participe à la création d'une association appelée Les amis de Françoise Pasquier. Elle y retrouve de nombreuses féministes des années 70. En 2008, elle assiste au colloque « Le mai des féministes » organisé par Monique Dental dans le cadre de l'appel « Mai 68, Ce n'est toujours qu'un début ». Est lancée alors l'idée d'une commémoration des 40 ans du MLF en 2010. Elle se rend aux premières réunions d'organisation de cet anniversaire et crée, avec sa compagne, un blog qui a pour vocation de faire circuler les informations concernant les différentes initiatives mises en place dans le cadre de cette célébration. Elle devient une des actrices clés de l'organisation des 40 ans du MLF.

20. Gaspard

Gaspard naît en 1974. Il est le cinquième d'une famille de cinq enfants, trois garçons et deux filles. Il vit à Niort. Ses deux parents sont médecins, son père médecin généraliste et sa mère médecin scolaire. Il fait toute sa scolarité primaire à l'école publique mais reçoit en parallèle une éducation chrétienne. Jusqu'à 14 ans, il suit des cours de catéchisme. Il va au collège et lycée à Niort, toujours dans l'enseignement public. Après l'obtention de son bac, il prépare le concours de Sciences-Po pendant l'été. Il réussit ce concours et part s'installer à Paris. A Sciences-Po, il découvre à la fois le monde de la haute bourgeoisie, et celui du syndicalisme étudiant.

En 1995, une grande grève est organisée à Sciences-Po contre une réforme des droits d'inscription. Il s'y implique et est enthousiasmé par « le côté festif et humain de la grève ». Il décide d'adhérer à l'UNEF et, au gré des opportunités, en trois semaines, il passe de non-adhérent à membre du bureau. La même année, des filles membres de l'UNEF et pour certaines membres également de la LCR, décident de créer une Commission femmes à l'UNEF. Leur décision de faire des réunions non mixtes suscite une levée de boucliers au sein du syndicat. Gaspard, « intrigué et envieux », est séduit par cette idée et publie dans le journal de Sciences-Po un texte qui défend cette initiative. Cela constitue son premier acte militant féministe. À la rentrée suivante, la commission Femmes décide de prendre son indépendance

à l'égard du syndicat et se constitue en association mixte. C'est la naissance des Sciences-potiches se rebellent, seule association féministe de Sciences-Po. Gaspard se rend à la première réunion, puis à l'AG fondatrice. Il devient membre actif de cette association. En novembre 1995, il participe à la grande manifestation parisienne pour le maintien du droit à l'avortement et contre le travail à temps partiel imposé. Pendant cinq ans, il représente régulièrement l'association dans différentes réunions et conférences féministes, il rédige des tracts, s'implique dans la collecte annuelle de signatures pour la reconnaissance de l'association au sein de Sciences-Po, et participe à l'organisation de la semaine des femmes à Sciences-Po. Alors qu'il est diplômé de Sciences-po en 1997, il continue à militer pendant trois ans dans cette association. C'est en s'occupant du site Internet des Sciences-potiches se rebellent, qu'il découvre, en 2000, le forum des Chiennes de garde.

En 2001, il quitte les Sciences-potiches et adhère aux Chiennes de garde. Au bout d'un an, il est coopté au bureau de l'association et devient un des représentants des Chiennes de Garde au CNDF. En 2003, il est élu au conseil d'administration des Chiennes de Garde et, pendant deux ans et demi, il en est même le vice-président. Puis, il démissionne de sa fonction de vice-président tout en restant membre du conseil d'administration. Il est également sollicité pour devenir membre du comité d'orientation de l'institut Émilie du Châtelet. Professionnellement, après son diplôme de Sciences-Po, il fait un DEA d'histoire puis passe le CAPES d'histoire, qu'il obtient. Il commence à enseigner mais le métier de professeur d'histoire ne lui convient pas. Pendant deux ans, il effectue des contrats de recherche et autres petits boulots, puis entre comme archiviste aux Archives du Conseil d'État.

21. Inès

Inès naît en 1943. Elle est la seconde de cinq enfants, et la seule fille. Son père est sculpteur sur bois. Sa mère travaille pendant un certain temps dans le magasin d'optique et d'armurerie du grand-père maternel d'Inès, puis elle s'arrête pour élever ses enfants. Toute la famille vit dans le Morbihan. Inès fait la première partie de sa scolarité dans un petit cours complémentaire de campagne. Après la classe de troisième, ses parents décident de l'envoyer en pension à Vannes. Il s'agit d'une pension de filles tenue par des religieuses, les Ursulines de Rome. Le choix de cette congrégation est guidé par sa réputation d'« ouverture sur le monde ». Inès, qui n'aimait pas l'école jusqu'alors, se met à l'apprécier. Elle se lie d'amitié

avec les autres pensionnaires et vit une relation amoureuse avec l'une d'entre elles. Pendant ces années lycée, elle s'engage chez les guides.

Après la terminale, en septembre 1962, elle quitte Vannes pour Angers. Elle est hébergée pendant la première année dans le foyer tenu par les Ursulines en plein centre-ville d'Angers, avant de prendre une chambre en colocation. Elle suit des études de lettres à l'Université Catholique de l'Ouest mais n'y est pas très assidue. En parallèle, elle est enseignante à mi-temps dans une école d'un village limitrophe d'Angers. En 1963, elle rencontre un garçon, par l'intermédiaire d'une amie, avec qui elle entame une relation amoureuse. Ils se marient en septembre 1964. Peu de temps après, elle tombe enceinte mais fait une fausse couche en janvier 1965. De nouveau, elle tombe enceinte et son fils aîné naît en janvier 1966. Alors qu'elle continue à enseigner, elle décide de reprendre ses études pour valider son CAP d'enseignement. Elle réussit l'examen. En mars 1968, elle accouche de son second enfant. Très occupée par ses enfants en bas âge, elle suit avec envie les événements de 68 par l'intermédiaire des médias. En août 68, elle vit cette effervescence de manière plus directe lors d'un voyage qui l'amène, dans différents campings de France, à rencontrer des personnes venues de partout en Europe et appartenant à la mouvance hippie. Dans les années qui suivent, elle vit quatre grossesses qui n'arrivent pas à terme. Elle continue à enseigner dans un établissement privé et devient militante syndicaliste à la FEP-CFDT. Elle s'investit beaucoup dans ce militantisme, et est élue, dans son établissement, déléguée du personnel et secrétaire du comité d'entreprise. Pendant toute une période, sa vie est donc partagée entre sa famille son métier et son militantisme syndical.

Alors qu'elle approche de la retraite, son mari lui présente une de ses collègues, qui est alors présidente de Femmes dans la cité (groupe de réflexion sur la situation actuelle des femmes) et militante au Planning familial d'Angers. Cette dernière lui propose d'intégrer ces deux associations. Plutôt séduite par l'aspect concret du travail du Planning familial, elle décide d'y adhérer sans en avoir pratiquement jamais entendu parler avant. Une fois à la retraite, elle s'y implique sérieusement. Elle passe son agrément d'éducatrice à la vie puis devient secrétaire adjointe du Planning familial d'Angers. En parallèle, elle assure une permanence du Planning à Saumur deux vendredis par mois. Elle s'engage aussi dans la commission féminine de l'Office Culturel International d'Angers et essaye d'apporter des revendications féministes dans cette association, qui a pour vocation de faire le lien entre Angers et les villes qui lui sont jumelées.

22. Ingrid

Ingrid naît en 1985 à Villeneuve Saint-Georges, où elle vit jusqu'à l'âge de huit ans. Elle est l'aînée de trois enfants : elle a une sœur de trois ans de moins qu'elle et un frère de six ans de moins. Son père est informaticien et sa mère est cheffe de publicité dans la grande distribution. Celle-ci s'arrête de travailler à la naissance de la sœur d'Ingrid, jusqu'à ce que son mari soit atteint d'une maladie qui la pousse à reprendre le travail comme employée de mairie. En 1993, la famille s'installe à Vigneux, où Ingrid réalise sa scolarité primaire et entre au collège. Les années collège laissent à Ingrid un souvenir amer : elle est souvent mise à l'écart, on lui reproche d'être « trop bonne élève » et d'être « une bourgeoise », car elle vient d'un milieu plus aisé que la moyenne des enfants de son collège. Elle est atteinte de dépression pendant ces années. En classe de troisième, la mort de sa meilleure amie, suite à une greffe de cœur, n'améliore pas l'impression générale laissée par cette période de sa vie.

Elle décide de ne pas aller dans le même lycée que ses camarades de collège et intègre un lycée parisien. Elle y suit une formation musicale en horaires aménagés. Ces années laissent peu de temps aux loisirs : elle cumule de longues heures de transport entre Paris et Vigneux, le travail scolaire d'une lycéenne lambda, et la pratique de son instrument. Elle tente le concours du CNR (Conservatoire National de Région) mais elle échoue. Après l'obtention de son bac littéraire, elle entre en Hypokhâgne au lycée Fénelon. A la fin de cette année, elle part effectuer sa Khâgne dans un autre lycée. Ensuite, elle entre en licence de philosophie à la Sorbonne. En parallèle, elle devient surveillante dans un groupe scolaire privé catholique parisien. Cette expérience la confronte à un milieu très différent du sien : la haute bourgeoisie.

C'est au cours de cette année de licence qu'elle suit le cours d'Elsa Dorlin intitulé « Sexe et Genre », et qu'elle découvre les études féministes. Cela constitue pour elle « un bouleversement ». Elle décide de travailler en Master 2 sous la direction de cette enseignante. A partir du Master 2, elle s'installe à Paris et la réduction de ses temps de transports lui permet de s'investir dans le militantisme féministe. Alors qu'elle était inscrite sur la liste de diffusion EFiGiES depuis la licence, elle commence à se rendre aux réunions du bureau à partir de 2007. Après l'obtention de son M2, elle commence une thèse en philosophie sur une thématique liée au genre. En 2009, elle décide avec d'autres membres d'EFiGiES de redonner vie à CLASCHEs, Collectif de Lutte Anti-Sexiste contre le Harcèlement sexuel dans

l'Enseignement Supérieur. Par ailleurs, elle revendique le fait de militer sur Internet, en postant sur la toile différentes vidéos d'actions féministes.

23. Jeanne

Jeanne naît en 1922, elle est l'aînée d'une fratrie de deux enfants. Son père est « dans les affaires » et sa mère s'occupe du foyer. Elle vit à Paris, où elle suit sa scolarité primaire et secondaire. Elle est au lycée Molière, où Simone de Beauvoir est professeur de philosophie. Elle obtient son bac en 1939. Cet été, sa famille loue une maison à Vaucresson, dans laquelle elle reste finalement tout l'hiver du fait du déclenchement de la guerre. Jeanne, qui commence des études d'anglais à la Sorbonne, fait donc les allers-retours entre Paris et Vaucresson deux fois par semaine. En avril, la pression allemande augmente et la famille décide donc de partir à Bordeaux rejoindre des cousins. Ces derniers quittant la France pour l'Angleterre, la famille part s'installer à Aix en Provence, après un court passage par Pau. Le choix d'Aix en Provence est guidé par la présence d'une amie de la mère de Jeanne dans cette ville et par le fait que les deux enfants peuvent y poursuivre des études. Jeanne continue donc ses études d'anglais à l'université d'Aix. Parallèlement, elle fréquente différents réseaux de résistants et est impliquée elle-même dans des actes de résistance. En 1943, elle est responsable d'un camp d'éclaireuse dans les Alpes, dans le cadre duquel elle cache deux enfants juives. Elle commence ensuite à enseigner l'anglais à la faculté de théologie, mais en 1944 les Allemands ferment l'université. Elle est ensuite contactée par l'armée américaine pour jouer le rôle de traductrice et d'intermédiaire avec la population locale. Après avoir servi l'armée américaine pendant plusieurs mois, elle rentre à Paris à la fin de la guerre et s'occupe de l'accueil des déportés au Lutecia. Elle est scrutatrice au premier vote où les femmes sont autorisées à voter. Elle commence des études à Sciences-Po. Au même moment, elle retrouve un garçon qu'elle avait rencontré à l'université d'Aix en Provence, et qui rentre alors de Buchenwald où il a été enfermé en tant que déporté politique. Elle se fiance à lui en décembre 1946 et se marie en février 47. Elle accouche de son premier enfant quelques mois plus tard. Elle interrompt alors ses études. Elle est contactée par un médecin américain, rencontré lorsqu'elle servait l'armée américaine pendant la guerre, et ce dernier lui demande de devenir la traductrice d'un colonel américain. Elle effectue donc ponctuellement des travaux de traduction pour lui. Elle a ensuite deux autres enfants, en 1951 et en 1952. Pendant toute une période, elle ne travaille pas à

l'extérieur, et s'occupe de ses enfants et de son mari, dont la santé est fragile conséquemment à la déportation. Elle s'investit néanmoins dans l'association de parents d'élèves du lycée Molière où sont scolarisés ses enfants.

En 1964, la présidente du Mouvement Jeunes femmes, qu'elle connaît depuis leur passage par les éclaireuses, lui demande d'aller donner des bases d'instruction civique à des femmes d'une ville de la banlieue parisienne. Jeanne, frappée par l'ignorance de ces femmes dans ce domaine, s'implique durablement dans cette activité en donnant bénévolement des cours d'instruction civique à des groupes de femmes. En 1967, elle est employée par Sciences-po pour devenir responsable du laboratoire de langues. Elle met en place des autoscopies pour les étudiants et professeurs. A la même période, elle assiste très régulièrement aux réunions du CILAF (Comité international de liaison des associations féminines), invitée par la mère d'une de ses amies. C'est au cours d'une de ces réunions qu'une femme présente lui conseille d'adhérer à l'AFFDU (Association des Femmes Françaises Diplômées des Universités). En 1973, elle adhère donc à cette association, mais « reste consommatrice » jusqu'en 1987. En 79, elle devient professeure d'anglais à l'Assemblée Nationale, fonction qu'elle exerce pendant quinze ans.

En 1987, elle prend sa retraite de Sciences-Po et commence à s'investir davantage dans la vie de l'AFFDU. En 1989, elle est élue vice-présidente de l'AFFDU et en 90, elle devient la coordinatrice des représentantes de la FIFDU (Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités) à l'UNESCO. En 1994, elle est élue présidente de l'AFFDU. Sa fille entre alors à l'AFFDU et s'implique dans le combat pour la parité. Aujourd'hui, Jeanne reste membre de l'AFFDU.

24. Jennifer

Jennifer naît en 1977 à Paris. Elle est l'aînée de deux enfants. Son père est algérien, il est arrivé en France en 1965 pour trouver du travail. Plombier au départ, il exerce ensuite différents petits boulots avant de prendre des cours du soir pour acquérir une formation de comptable. Sa mère, parisienne, issue d'une famille plutôt aisée, est secrétaire. La famille vit dans l'immeuble qui appartient à son grand-père maternel et dans lequel vivent aussi les grands-parents. En primaire et au collège, Jennifer a de très bons résultats, en revanche elle a

des difficultés à nouer des liens avec ses camarades. Au collège, elle traverse une période d'anorexie. Au lycée, elle quitte l'établissement de son quartier pour aller dans un autre lycée parisien, mieux côté. Ses années de lycée se passent mieux que les précédentes. Elle noue notamment des liens d'amitié avec E.. Après l'obtention de son bac, elle entre en hypokhâgne au lycée Henri IV. Elle fait ensuite une khâgne et intègre l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, en histoire. Elle décide de s'inscrire à la fois en licence d'histoire et en licence de philosophie. Parallèlement, elle prépare aussi le concours de Sciences-Po et étudie le grec ancien. Elle intègre Sciences-Po et s'inscrit, en plus de Sciences-Po, en maîtrise de philosophie et en deug de droit accéléré à Assas. Ce rythme effréné l'épuise et elle retombe dans une anorexie grave. Elle fait une dépression pendant deux ans, au cours de laquelle elle est atteinte de différents troubles du comportement alimentaire. Elle interrompt donc ses études pendant cette période. Une fois guérie, elle décide d'abandonner Sciences-Po, le droit et la philosophie pour se consacrer à une de ses passions : le cinéma. Elle passe un DEA de cinéma, puis un DESS de film documentaire.

En 2002, elle est victime de plusieurs agressions dans la rue et interprète cela comme l'impossibilité pour les femmes de se sentir libres dans l'espace public. Elle commence à s'intéresser au féminisme, regarde quelques documentaires sur l'histoire du mouvement et recherche des associations féministes contemporaines sur Internet. Elle découvre Mix-Cité, se rend à une de leur réunion, mais ne s'y sent pas à l'aise. Elle leur reproche leur approche « trop universitaire » de la question. Au même moment, Ni putes ni soumises est créée. Avec son amie de lycée, E., elle entre en contact avec l'association et y milite pendant un an. Elle participe notamment à la grande manifestation du 8 mars 2003. En mai 2003, dans le cadre du débat sur le port du voile, Anne Zelensky co-signe une tribune dans *Le Monde* intitulée « Laïcades puisque féministes », qui séduit Jennifer. Cette dernière lui écrit et lui demande de la rencontrer. Elles commencent à militer ensemble au sein d'un groupe informel, qui organise les Rencontres féministes de l'Hôtel de Ville à l'occasion du centenaire de la laïcité. Après cet événement, le groupe se dissout progressivement mais Jennifer reste en contact avec Anne Zelensky. Cette dernière, au cours de longues discussions, lui transmet son expérience du mouvement féministe des années 70. En parallèle, Jennifer ne parvient pas à faire aboutir ses projets professionnels cinématographiques. Après avoir bénéficié du RMI pendant quelques mois, elle est contrainte d'enchaîner des petits boulots (hôtesse d'accueil, standardiste). Désireuse de sortir de cette situation précaire, elle décide de passer les concours

de la fonction publique. Leur préparation, au moment de l'entretien, l'empêche provisoirement de s'investir dans le militantisme.

25. Juliette

Juliette naît en 1984, dans les Yvelines, où elle vit jusqu'à l'âge de 12 ans. Son père, âgé de vingt-quatre ans à sa naissance, est facteur. Sa mère, âgée de dix-neuf ans à sa naissance, s'occupe du foyer. Sa mère quitte le domicile familial six ans après la naissance de Juliette. Celle-ci reste vivre avec son père et son frère, âgé de quatre ans de moins qu'elle. Son père éprouve des difficultés à assumer seul la charge des enfants. A l'âge de douze ans, Juliette part donc vivre, avec son frère, chez ses grands-parents paternels dans un petit village de la Vienne. Elle vit avec son père un week-end sur deux et pendant les vacances scolaires.

Elle décrit son grand père, ancien militaire, comme « le vieux français de base, avec le béret, fan de De Gaulle ». Sa grand-mère, d'origine vietnamienne, ne travaille pas. Une tante, qui travaille dans un quartier populaire de la banlieue parisienne, sensibilise Juliette aux inégalités. Elle lui transmet des idées de gauche, alors que l'ensemble de sa famille est de droite. Chez elle, Juliette souffre des inégalités que ses grands-parents et son père instaurent entre son frère et elle. De plus, l'intégration dans ce village de la Vienne ne se fait pas sans difficulté. Son frère qui, comme elle, est d'origine vietnamienne, est victime de racisme. Juliette utilise la force contre ses camarades d'école pour le défendre. Elle est très bagarreuse et s'ennuie dans cette école à classe unique.

A seize ans, à cause de conflits récurrents avec ses grands-parents, elle est placée par les services sociaux dans un foyer. Elle abandonne alors les activités extrascolaires qu'elle pratiquait (musique, théâtre, écriture) et devient dépendante à l'alcool et à la drogue. Elle est ensuite exclue du lycée et du foyer et est contrainte de retourner vivre sept mois chez ses grands-parents. Puis, une juge pour enfants la place dans une structure qui accueille dans des appartements plusieurs jeunes, sous la responsabilité d'éducateurs. Dans un premier temps, elle vit cette décision judiciaire comme une punition et se rebelle contre l'encadrement. Peu de temps avant ses dix-huit ans, craignant une aggravation des conséquences de ses actes avec la majorité, elle décide de travailler pour passer son bac. Elle intègre un lycée privé de Poitiers et obtient un bac STT à dix-huit ans.

Entre-temps, à dix-sept ans, elle revoit sa mère qui lui décrit le contexte familial dans lequel elle a évolué : le grand-père maternel de Juliette était violent, il battait femme et enfants ; sa grand-mère est morte à l'âge de trente-sept ans, officiellement d'un cancer mais probablement sous les coups de son conjoint. Juliette comprend que sa mère s'est mariée pour échapper à l'emprise de son père.

Juliette renoue des liens avec son père à l'âge de dix-huit ans, après être restée un long moment sans le voir. Ce dernier est muté dans la région de Poitiers, ce qui les amène à se voir plus régulièrement. Juliette s'inscrit à l'université de Poitiers, en histoire de l'art. Après l'échec de cette première année, elle s'inscrit en histoire. Malgré son vif intérêt pour cette discipline, à laquelle elle a été éveillée lorsqu'elle était jeune, par sa tante, qui l'emmenait visiter musées et châteaux, elle échoue de nouveau, toujours en prise à des problèmes d'addictions et à une anorexie. Elle se réoriente vers la géographie et obtient une licence. Elle découvre la sociologie dans le cadre d'enseignements optionnels et se passionne pour un module ayant pour thème « genre et discriminations ».

Au début de l'année 2008, elle renoue des liens avec ses grands-parents et son frère, qu'elle n'a pas revus depuis son placement en foyer. Sa grand-mère, malade, meurt en août 2008. Désireuse de s'engager contre les inégalités hommes-femmes, Juliette cherche à entrer en contact avec des féministes à Poitiers. Elle se rend au CIDF de Poitiers, mais n'y trouve pas son compte. Elle est gênée par l'écart générationnel qui la sépare des personnes qui s'en occupent, qui ont entre quarante et cinquante ans. Elle décide donc de militer virtuellement, en s'inscrivant *via* Facebook dans différents groupes engagés pour la cause des femmes (Ni putes ni soumises et Mobilisation Droits des femmes). Elle participe aux échanges et débats virtuels et contribue à diffuser de l'information féministe sur le web. Elle décide de traduire son engagement pour les femmes en un travail de recherche. Elle intègre le master « Genre(s), pense de la différence, rapports de sexe » de l'université Paris 8, à la rentrée 2009.

26. Laura

Laura naît 1930 à Saint Briec. Elle est l'aînée des deux enfants de la famille. Son père travaille à la radiodiffusion de Rennes, qu'il finit par diriger, et sa mère, employée à la Poste, cesse de travailler à la naissance de Laura. Pendant l'enfance, Laura et sa sœur sont surtout

élevées par l'employée de maison, puis à partir de onze ans, elles entrent en pension dans un couvent. Cette pension, dirigée par des religieuses, se trouve dans un château en pleine campagne et constitue un refuge paisible en cette période de guerre. La mère de Laura meurt d'un cancer en 1943. A la fin de la guerre, en 1945, Laura quitte la pension et entre au lycée à Rennes. Un été, à la plage, elle rencontre un garçon de sept ans son aîné, qui fait des études de médecine, et tombe amoureuse de lui. A dix-huit ans, elle se fiance, et se marie avec lui alors qu'elle vient d'avoir vingt ans. Elle souhaite faire des études de médecine comme lui, mais ce dernier lui demande de travailler pour subvenir aux besoins du couple. Elle entre donc grâce à son père à la radiodiffusion. Elle y travaille jusqu'à l'arrivée de son premier enfant, c'est-à-dire jusqu'à ses vingt-trois ans. Son mari intègre l'internat des hôpitaux de Paris. La famille s'installe donc dans la capitale. Laura recommence à travailler un peu à la radiodiffusion, à Paris, puis arrête définitivement en 1955, au moment de l'arrivée de son deuxième enfant. Elle s'inscrit alors à la Sorbonne en psychologie, mais abandonne peu de temps après. Elle aide son mari qui réalise une thèse, lit pour lui quelques articles et ouvrages. Elle pratique même avec lui quelques accouchements quand il a besoin d'assistance. Par ailleurs, elle s'occupe beaucoup de son second fils qui souffre de dyslexie et s'investit dans la recherche de solutions à ce problème. Elle reste à Paris jusqu'en 1968, moment où son mari obtient une chair à la faculté de médecine d'Angers. Elle vit Mai 68 avec beaucoup d'enthousiasme mais est prise dans un milieu bourgeois peu réceptif aux événements.

A partir de 1970, elle s'engage dans les groupes femmes d'Angers. En 1972, elle adhère au MLAC et en devient membre du bureau. En 1973, son mari meurt d'un accident de cheval. Elle s'investit à temps plein dans le mouvement féministe. Son aisance financière lui permet de ne pas travailler. Elle milite pour la création d'un centre IVG à Angers, en s'appuyant sur les connaissances de son mari dans le milieu de la médecine. Une fois créé, elle devient salariée du CHU et y mène les entretiens collectifs avec les femmes qui viennent avorter. Elle verse alors l'intégralité de ses salaires au Planning familial. Aux alentours de 73-74, elle rencontre un ami de sa cousine, avec qui elle entame une histoire d'amour. Elle a treize ans de plus que lui. Ils emménagent ensemble rapidement. A cette même période, elle entre au Planning familial. Avant le vote de la loi légalisant les avortements, elle apprend au MLAC à réaliser des avortements par aspiration. Elle n'en pratique pas elle-même, mais des avortements clandestins sont réalisés à son domicile. Elle se marie avec l'ami de sa cousine en 1976. Elle reprend ses études de psychologie et devient psychothérapeute, reconnue par la

DDASS. Elle suit également la formation de conseillère conjugale et familiale du Planning et est employée comme salariée à Angers. Au début des années 80, elle devient présidente du Planning familial d'Angers, poste qu'elle occupe jusqu'en 1998.

Parallèlement, en 1984, elle fonde SOS femmes à Angers, une association qui vient en aide aux femmes victimes de violences. Elle obtient la création d'un Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale à Angers et l'association se développe donc très vite. Pendant un temps, elle est à la fois présidente du Planning familial d'Angers et de SOS femmes. Ces deux fonctions lui permettent, dans ses recherches de financement, d'utiliser la légitimité de la lutte contre les violences pour légitimer la lutte pour la contraception et l'avortement, qui souffre d'une image plus négative. Néanmoins, cette situation provoque quelques confusions et elle cède donc la présidence du Planning d'Angers. En 1994, elle devient administratrice du Planning familial au niveau national ; puis administratrice de la Fédération Solidarité Femmes, réseau auquel appartient SOS Femmes. Elle obtient la médaille nationale du mérite pour son engagement pour la cause des femmes. Actuellement, elle est présidente d'honneur de la Fédération et membre du bureau de SOS femmes. Elle est également adhérente des Verts mais milite peu.

27. Lise

Lise naît en 1954 dans une famille de bourgeois marseillais. Son père est fonctionnaire chez Gaz de France. Après le décès de sa sœur aînée, alors qu'elle est âgée de quatre ans, Lise devient l'aînée des cinq enfants de la famille. Alors qu'elle est âgée de dix ans, la famille quitte Marseille pour Paris, puis pour Nantes trois ans après. Elle est bonne élève tout au long de sa scolarité primaire et secondaire et, après l'obtention de son bac, elle décide d'entrer dans une classe préparatoire commerciale. Les écoles de commerce viennent depuis peu de s'ouvrir aux femmes. Elle intègre HEC et se spécialise en finance. Alors qu'elle est en troisième année d'école, elle se marie avec un garçon rencontré dans un rallye. Après l'école, en 1979, elle entre dans un cabinet d'audit et y reste trois ans. Ensuite, elle devient directrice de la consolidation de l'entreprise Sanofi. De 1985 à 1988, elle devient l'adjointe du contrôleur de gestion de cette même entreprise. En 1988, elle met au monde son premier enfant. Elle continue ensuite de progresser dans l'entreprise et tombe de nouveau enceinte. En revanche, le père de son deuxième enfant n'est pas son mari mais un collègue de travail. Elle traverse

une période de dépression et démissionne de l'entreprise. Elle travaille ensuite deux ans dans un groupe de négociations en sucre, cacao et riz. Pendant cette période, elle divorce, accouche et s'installe avec le père de sa seconde fille. Elle entre en 1993 dans un cabinet de conseil et accompagne les entreprises dans l'informatisation de leur fonction consolidation. Au même moment, alors qu'elle est âgée de quarante ans, elle tombe de nouveau enceinte. Elle prend alors conscience du machisme de son milieu professionnel : sa grossesse est mal acceptée par ses employeurs et elle est confrontée, dans le travail, à de nombreux préjugés sexistes. La Générale des eaux, qui était un de ses clients, lui propose un poste en finance, elle accepte et y reste quatre ans. Elle vit ensuite, à partir de 1998, une période de harcèlement moral de la part de sa hiérarchie qui la conduit à une profonde remise en cause. Elle négocie son départ de l'entreprise en 2002.

Elle décide de faire une pause dans sa vie professionnelle et en profite pour s'engager dans l'associatif, et plus particulièrement pour la cause des femmes. Elle s'investit dans un club, auquel elle avait déjà participé ponctuellement depuis 1998, qui s'appelle HRM Women et qui a pour vocation la promotion des femmes aux postes de direction des entreprises privées et publiques et l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Elle participe aussi à la création de HEC au féminin et pendant trois ans, de 2003 à 2006, elle assume la coordination de la *newsletter* de l'association. Elle devient également la représentante de HEC au féminin au sein de l'association Grandes écoles au féminin (GEF). Avec le GEF, elle participe à l'organisation de petits déjeuners avec des grands patrons pour les sensibiliser à la question de l'égalité hommes-femmes. Son activité au sein de HRM Women l'amène à rencontrer d'autres femmes engagées pour l'égalité professionnelle. Ce rapprochement donne naissance à un réseau, intitulé Du rose dans le gris, et qui regroupe six associations : Accent sur Elles, Action de Femmes, Administration Moderne, Arborus, European PWN et HRM Women. Parallèlement à ces engagements, elle développe à partir de 2004 une activité de conseil en gestion pour les TPE et PME.

28. Lucie

Lucie naît en Alsace, en 1950, dans une famille alsacienne depuis des générations. Sa langue maternelle est l'alsacien. Elle est l'aînée de sept enfants. Sa mère s'occupe du foyer et son père est artisan forgeron. Toute la famille vit dans une ferme. Alors que la majorité des

élèves de l'école de son village interrompent leur scolarité après le certificat d'études, Lucie, très bonne élève, est envoyée dans le collège d'une ville voisine. Elle y fait sa sixième et sa cinquième puis, poussée par une de ses professeurs, elle entre en quatrième au lycée de filles de Strasbourg. Elle vit mal cette arrivée dans un monde qui n'est pas le sien, et se sent complexée par le statut social de ses parents. Néanmoins, elle reste dans ce lycée et entre en seconde C. Elle noue des liens d'amitié forts avec une autre jeune fille d'un milieu modeste comparable au sien. A la fin de la classe de seconde, poussée par sa famille, elle passe le concours de l'école normale pour devenir institutrice. Son échec la réjouit car elle ne souhaite pas exercer ce métier. Elle obtient son bac en 68, et passe complètement à côté des événements de mai. Chez elle, « on ne parle pas d'argent, on ne parle pas de sexe, on ne parle pas de politique ».

Elle entre à l'université pour passer un deug de Maths-Physique. Afin de devenir professeure de mathématiques, elle souhaite passer les concours d'entrée aux INPES (Instituts de Préparation à l'Enseignement Secondaire). Ses parents refusent car cette formation implique de s'engager à travailler dix ans pour l'Etat et ils craignent que cela l'empêche de se marier et d'avoir des enfants. A la fin de sa deuxième année de fac, devant son insistance, ses parents l'autorisent finalement à passer ce concours. Elle l'obtient et bénéficie ainsi d'une autonomie financière. Elle passe une licence de mathématique.

Pendant cette période, elle vit en cité universitaire. Parallèlement à ses études, elle participe à un groupe de réflexion sur la Bible, qui s'appelle le Groupe biblique universitaire. D'éducation protestante, elle est très intéressée les questions religieuses. Elle rencontre dans ce groupe un garçon catholique qui devient son mari. Ils décident de se marier, civilement seulement, en 1972.

Lucie passe son CAPES en 1974 et le réussit. Elle devient professeure de mathématiques au collège. Son mari obtient une maîtrise de sciences économiques et entre au Crédit Mutuel. Lucie accouche de sa première fille en 1977, puis de sa seconde en 1980. De 81 à 87, elle se syndique au SGEN et s'inscrit dans le mouvement d'innovations pédagogiques lancé par Savary, alors ministre de l'éducation de Mitterrand. Elle est également parent d'élèves à la FCPE. En 1987, son mari est muté à Paris et toute la famille quitte Strasbourg. Elle obtient un poste dans un lycée parisien. Elle quitte alors rapidement le SGEN, en désaccord avec leurs positions politiques.

Un jour, une de ses collègues du lycée, qui appartient au Mouvement Jeunes femmes, lui propose de venir avec elle à une de leurs réunions. Elle accepte car elle est attirée dans un premier temps par le principe du groupe de discussion. Ce n'est qu'après qu'elle comprend qu'il s'agit d'une association œuvrant pour la cause des femmes. Elle est rapidement séduite par le discours. Progressivement, elle s'intéresse de plus en plus à la question de l'égalité hommes-femmes. En 1995, elle passe l'agrégation interne. Elle est reçue et commence à partir de 2000 à enseigner en classes préparatoires scientifiques à Rouen.

En 2003, elle entend parler de Femmes et Mathématiques et se rend au Village des associations, organisé tous les ans par la Mairie de Paris, afin de les rencontrer. Elle adhère à cette association. Elle découvre aussi, dans ce Village des associations, Femmes et sciences, ainsi que l'AFFDU. Après s'être rendue à une première réunion, elle adhère à l'AFFDU. Elle est d'emblée sollicitée pour prendre des responsabilités : elle devient, en 2005, trésorière du groupe de Paris, puis présidente de ce groupe. En tant que présidente du groupe parisien, elle essaie de donner à l'AFFDU une coloration plus militante en faveur de la cause des femmes car elle reproche à l'association d'être devenue « un club de rencontres ».

29. Madeleine

Madeleine naît en 1956, elle est la dernière d'une famille de trois enfants. Elle grandit à Lyon, « dans la bonne bourgeoisie lyonnaise ». Ses parents sont médecins. Elle fait ses études primaires et secondaires à Lyon. Après l'obtention de son bac, elle intègre une classe préparatoire commerciale à Paris. Les écoles de commerce viennent d'être ouvertes aux filles et elle fait partie de la deuxième promotion de femmes à HEC. Elle y rencontre son mari.

Après l'école, elle obtient une bourse pour aller étudier au Japon. Elle y passe un an et se heurte pour la première fois à des préjugés et discriminations sexistes. A son retour, elle intègre une grande entreprise qui produit et vend de la lessive. Là encore, elle constate des différences de traitement entre hommes et femmes. Après quelques années de travail chez ce lessivier, elle accouche de son premier enfant. Elle prend conscience alors des difficultés à concilier maternité et vie professionnelle. De plus, son enfant naît très prématuré et elle est contrainte de s'arrêter de travailler. Elle vit difficilement cette situation et pour combler cette

frustration, la famille décide de partir vivre à l'étranger : une façon de « continuer à mettre du piment dans la vie ».

Madeleine, son époux et leur premier enfant s'installent donc en Allemagne. Là-bas, naissent leurs deux autres enfants. Ils reviennent ensuite en France. Madeleine reprend le travail. Elle devient professeur de marketing dans une école de commerce. Elle choisit cette profession, qu'elle exerce à mi-temps, car c'est celle qui lui semble la plus conciliable avec une vie de famille. Elle met alors au monde son quatrième enfant. Mais finalement cette situation ne la satisfait pas complètement car elle a le sentiment de ne pas être considérée socialement parce qu'elle a choisi de privilégier sa maternité à sa carrière. La famille repart à l'étranger, en Pologne. Là-bas, Madeleine s'engage dans l'association de parents d'élèves, en devient présidente et participe à la gestion de l'école française suite au départ du proviseur. Par ailleurs, elle travaille à la création d'un Master d'HEC en Pologne. Elle est sensibilisée par des discussions avec des amies à la question de la situation des femmes polonaises. Après quatre années en Pologne, la famille rentre en France. Madeleine reprend des études de littérature polonaise. Elle obtient une licence, puis un DEA en études comparatives du développement. Elle entame ensuite une thèse sur la reprise des entreprises polonaises par leurs salariés au moment de la transition, mais elle ne la finit pas. Ensuite, elle devient médiatrice en affaires. La forme associative de cette activité lui correspond bien, en revanche le machisme de son employeur, ajouté à d'autres conflits professionnels, l'amènent à démissionner de ce poste.

Elle décide alors de chercher un travail qui corresponde davantage à ses valeurs et s'oriente vers les associations de femmes. Elle est employée en 2002 comme directrice de l'association Du côté des femmes, à Cergy.

30. Maeva

Maeva naît en 1978, dans le sud-est de la France. Fille d'un père agriculteur et d'une mère institutrice, elle grandit dans une ferme. Elle revendique avec fierté ses origines agricoles qui la distinguent des personnes qu'elle a côtoyées lors de son parcours scolaire. Elle attribue son intolérance aux inégalités et son besoin de les combattre à sa conscience d'appartenir à une classe populaire. Elle évolue dans un univers familial « pas

particulièrement féministe mais très féminin », composé de « femmes libres ». Dès l'école primaire, elle est interpellée par les inégalités qui existent entre les filles et les garçons. Elle les conteste, soit en questionnant les adultes à ce propos, soit en créant avec ses amis la seule bande mixte de l'école. Au collège, elle est révoltée par les inégalités entre les enfants d'agriculteurs et les autres, notamment quant à l'apparence vestimentaire. Pendant ces années ainsi qu'au lycée, en qualité de déléguée de classe, elle s'exprime sur la question de l'inégalité hommes-femmes. Elle se sent isolée dans sa révolte. Cet engagement et son statut de bonne élève contribuent à lui donner une image de « fille chiante ». Elle passe un bac littéraire et effectue une année d'Hypokhâgne en internat à Marseille.

Elle quitte son Vaucluse natal pour étudier les lettres à Lyon. Ce départ est motivé par une histoire d'amour avec une jeune fille qu'elle décide de suivre. Elle découvre le milieu des associations LGBT et s'intègre à l'une d'entre elles. Elle participe notamment à l'organisation de la Gay Pride à Lyon. Pour la première fois, elle a accès à un discours construit sur le genre. Alors qu'elle ne s'était encore jamais définie ni comme féministe, ni comme lesbienne, son engagement dans le milieu LGBT la renvoie à la question de la définition de sa propre identité. Elle ne reste qu'un an dans cette association, à ses yeux trop centrée sur la gestion de la convivialité et insuffisamment engagée politiquement. Pendant la suite de ses quatre années d'études à Lyon – DEUG de lettres classiques, licence de lettres modernes et maîtrise d'information et communication - des emplois alimentaires l'empêchent de s'investir dans le militantisme. Elle part un an à Strasbourg pour passer un diplôme interdisciplinaire d'études européennes. Le peu de perspectives qui s'offrent à elle au sein des institutions européennes, ainsi qu'une histoire d'amour la motivent à s'installer à Paris. Après avoir cherché en vain une position de collaboratrice parlementaire à Paris, elle oriente ses recherches vers le monde associatif. Elle trouve un emploi de Chargée de mission événementiel, qui se transforme ensuite en Responsable des programmes associatifs à Sidaction. Elle est enthousiasmée par les connaissances qu'elle accumule et les rencontres qu'elle fait dans le monde associatif, et le milieu du VIH en particulier. Pour la première fois de sa vie, elle se sent enfin à sa place. Elle peut traduire dans l'action l'indignation à l'égard des injustices qu'elle ressent depuis l'enfance.

Au sein de Sidaction, elle rencontre des femmes qui portent des discours féministes critiques vis-à-vis du fonctionnement de l'association elle-même. Parmi ces femmes, l'une d'elle salariée à Sidaction, est aussi bénévole à la commission femmes d'Act Up. Engagée

dans la campagne de Ségolène Royal, cette dernière vit en couple avec une américaine, qui a elle-même eu un engagement féministe aux Etats-Unis. Des discussions avec elle, ainsi que des échanges avec des membres d'autres associations militant pour la prise en compte des femmes dans l'appréhension du VIH, confortent Maeva dans son envie d'agir spécifiquement pour la cause des femmes.

Sa collègue lui propose en 2007 de créer un collectif féministe non-mixte (La Barbe) qui se distinguerait des associations ou collectifs existants par la cible de ses actions. Il s'agit de viser les lieux de pouvoir traditionnellement dominés par les hommes, et de les investir barbues pour y rendre visible l'absence des femmes. Au moment de l'enquête, du fait de désaccords avec son supérieur, Maeva démissionne de Sidaction. Elle entend se consacrer à l'écriture d'un livre sur la santé. Elle continue de militer activement à La Barbe. Depuis l'élection présidentielle, elle adhère au PS, poussée par le président d'Homosexualité et socialisme, mais son implication dans le parti est faible.

31. Marielle

(Trajectoire incomplète pour cause de récit de vie interrompu)

Marielle naît en 1944, dans une famille de quatre enfants. Son père est médecin spécialiste, et sa mère, après s'être arrêtée de travailler pour élever ses enfants, devient patronne d'une petite agence immobilière. Marielle se montre brillante pendant toute sa scolarité primaire et secondaire.

Au lycée, elle crée le comité antifasciste de son établissement. Influencée par son père, « progressiste », Marielle se dit de gauche, mais engagée dans aucun groupe formel. Elle participe à la réalisation du journal du lycée avec des amis communistes et socialistes, mais revendique son indépendance à l'égard des partis. En 1960, elle obtient son baccalauréat et décide de s'engager dans des études de droit.

Elle entre à Assas et passe un deug et une licence de droit. A la fac, elle est adhérente à l'UNEF mais ne s'y implique pas réellement. Elle habite chez sa grand-mère à Paris et travaille, en parallèle, comme surveillante dans un lycée à Mantes-la-Jolie. Après sa licence de droit, elle entame une maîtrise de sociologie entre les campus de Censier et de la Sorbonne. Quand les événements de Mai 68 adviennent, elle partage son temps entre Paris et Mantes-la-

Jolie. Elle se comporte en *leader* de la contestation dans le lycée où elle travaille et participe à de nombreuses manifestations parisiennes. En septembre 68, elle est recrutée comme vacataire à Censier. Durant cette année universitaire, elle milite au sein du groupe Rouge. Puis, elle est recrutée comme enseignante-chercheuse à l'université Dauphine. Elle y rencontre G. qui l'initie au maoïsme. Marielle, G. et M. (une amie rencontrée à Censier) fondent un groupe qu'ils appellent l'Unité. Ce groupe rassemble des personnes impliquées dans le comité d'action de Mantes-la-Jolie auquel appartient Marielle, des ouvriers militants de l'usine de Flins et des maoïstes de Dauphine. Suite à une grande grève et l'occupation de l'université Dauphine, ils créent également le MLEE (Mouvement de lutte étudiants/enseignants) qui rassemble des gauchistes de toutes tendances. Elle milite aussi ponctuellement avec le groupe VLR (Vive la révolution). A partir de 69, elle quitte le domicile de sa grand-mère et loue son propre appartement.

Pendant l'été 70, elle part en vacances avec des militants de VLR, avec lesquels elle partage le projet de créer un journal. Pour ce journal, leur parvient un article qui relate la réunion de femmes, chahutée par les hommes, en mai 70, à l'université de Vincennes. Cet article constitue pour Marielle un « dé clic ». A la rentrée, elle commence à participer à des réunions non-mixtes, au cours desquelles est discutée la question de l'égalité entre les sexes. Elle participe à la création du groupe femmes de VLR, ainsi qu'à un autre groupe femmes à Dauphine. Elle rencontre progressivement d'autres féministes en se rendant aux réunions de la rue des Canettes et participe à l'action de la prison de la Petite Roquette. En avril 1971, VLR se dissout et les militantes du groupe femmes se fondent dans le MLF. Marielle s'inscrit en thèse avec M. et elles décident ensemble de consacrer leur recherche à « la dépossession des femmes dans l'histoire ». Finalement, Marielle la termine seule et restreint son sujet à « la théorie du droit maternel, discours anthropologique et discours socialiste ». En 1975, elle participe au Groupe du jeudi puis au GEF (Groupe d'Etudes féministes), puis en 1978 à la création de la revue *Parole !* qui ne connaîtra qu'un numéro. Elle entre ensuite à *La Revue d'en face !*. Dans les années 1980, elle parlemente avec le ministère de la recherche pour obtenir l'organisation du colloque de Toulouse. Puis, suite à l'organisation de ce colloque, elle participe à la Fondation de l'ANEF.

32. Maya

Maya naît en 1952, à la frontière entre la France et la Belgique. Elle est l'aînée de deux filles. Son père est garagiste et sa mère est « officiellement femme au foyer », mais c'est elle qui gère la comptabilité de l'entreprise de son mari. Le père de Maya est violent avec sa femme et ne cesse de la battre que le jour où Maya, alors âgée de 15-16 ans, décide de s'opposer à son père et de le frapper à son tour.

Maya est une élève brillante qui rêve de devenir chercheuse en mathématiques. Elle vit dans une petite ville du nord de la France jusqu'à ses dix-huit ans, âge auquel elle quitte le domicile familial pour intégrer une classe préparatoire scientifique. C'est pendant sa classe préparatoire que paraît dans le *Nouvel Observateur* le « Manifeste des 343 ». Elle est séduite par cette action, qui fait écho aux différents récits d'avortements clandestins qui lui avaient été transmis jusqu'alors. A partir du milieu des années 70, elle participe à des groupes de conscience féministes.

Après la classe préparatoire, elle entre à l'université pour y étudier les mathématiques. Elle devient ingénieure en télécommunications, puis décide de continuer ses études en parallèle. Elle intègre l'ENA. Elle devient ensuite conseillère en stratégie auprès de la direction générale de France Telecom. Elle se syndicalise, d'abord à la CFDT, puis à SUD, et devient représentante des salariés de France Telecom au conseil d'administration.

Dans les années 1980, elle participe à la création de l'association *Elles sont pour*, et avec la CADAC et le CNDF, participe aux mobilisations féministes de 1995. Parallèlement à cela, en 1993, elle adhère aux Verts. En 1998, elle est élue conseillère régionale, vice-présidente de la région Île-de-France, chargée de la Santé et de l'Action sociale. A ce poste, elle entreprend plusieurs politiques en faveur de l'égalité hommes-femmes. Elle obtient notamment, en 2000, le financement par le conseil régional d'une partie de l'enquête Enveff sur les violences faites aux femmes. En 2003, elle crée l'association ECVF (Élu-e-s contre les violences faites aux femmes), association mixte qui se donne comme objectif d'informer et de soutenir les élu/es souhaitant s'engager dans l'action contre les violences faites aux femmes. De 2004 à 2009, elle est Vice-présidente du conseil régional, en charge du Développement social, de l'Économie sociale et solidaire, de la Santé et du Handicap. En plus de son engagement à l'ECVF, Maya est présente dans l'ensemble des manifestations auxquelles participe le CNDF.

33. Michaël

Michaël naît pendant la seconde guerre mondiale, en 1941, à Angers. Il est le cinquième d'une famille catholique de sept enfants. Ses parents sont issus de famille d'artisans et connaissent une relative aisance sociale et matérielle jusque dans les années cinquante avec une demi-faillite qui l'oblige à devenir indépendant financièrement.

Son père est menuisier et sa mère est soignante. Cette dernière est marquée par la mort de deux de ses sœurs et développe une forte connaissance de biographies sanitaires de reines, de rois et de ses proches. Elle transmet à Michaël le goût pour la biologie mais ne n'entretient pas de liens affectifs avec lui. La sœur de Michaël entre au couvent à l'âge de vingt ans avant d'exercer le métier de sage-femme, suivie par sa troisième sœur. Il perd sa troisième sœur, âgée de quarante-cinq ans, atteinte d'un cancer du sein qu'elle refuse de soigner car l'intervention est perçue comme douloureusement mutilante.

Initialement destiné à intégrer une école d'ingénieurs de la ville, il intègre l'école de médecine à l'issue d'une filière technique (bac mathématiques et techniques). Sa découverte d'un monde qui lui est étranger le conduit à une série d'échecs. Il poursuit cependant dans la même voie que sa compagne, qu'il rencontre à cette époque, et avec laquelle il passe l'internat des hôpitaux généraux avant de partir pour Beauvais en 1967. Cette année, il quitte l'église catholique quand le cardinal Spellman, archevêque de New York, bénit les B52 à Saigon. Après un an de chirurgie, il fait l'expérience de mai 68 qui le conduit à renforcer l'engagement politique qu'il a commencé avec la lutte pour la paix en Algérie et son soutien à l'indépendance du Vietnam.

Fin 1968, il part avec sa femme et sa première fille pour dix-huit mois en coopération en Algérie. Leur retour en France les confronte à des difficultés de réintégration au sein de l'hôpital où ils avaient débuté leur internat et où seul le chef de service de la maternité accepte de recevoir Michaël. Pendant trois ans, il apprend avec les sages-femmes le métier d'accoucheur et développe un savoir théorique à la maternité Saint-Vincent-de-Paul à Paris où règnent une culture critique et une pratique du respect originale dans son corps professionnel.

Les échecs de son responsable et sa vie politique agitée qui se radicalise conduisent Michaël à quitter Beauvais pour rejoindre la maternité publique de Creil qui intègre ensuite un nouvel et ambitieux hôpital général à vocation régionale. Pendant ses vingt-cinq années d'exercice, il se spécialise principalement dans l'orthogénie, le diagnostic prénatal,

l'obstétrique et la stérilité. Il participe en 1979 à la fondation de l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCIC) dont il est le président de 1992 à 2003. Avec des collègues de l'équipe de diagnostic anténatal de Saint-Vincent de Paul, il crée un groupe régional et interdisciplinaire de réflexion sur le diagnostic prénatal. Enfin, il fonde avec quelques amis la *Société d'Histoire de la Naissance*. La même année, il devient chef de service à l'hôpital de Creil.

Il est père de trois filles dont l'aînée est médecin, la deuxième professeure des écoles et la troisième journaliste. Sa compagne est médecin de PMI dans l'Oise jusqu'en 1990, puis médecin des crèches de la Seine Saint-Denis et enfin médecin de l'Aide Sociale à l'Enfance.

34. Leyla

Leyla naît en 1966 en Turquie. Son père est militaire et sa mère s'occupe du foyer. Elle a un jeune frère de trois années de moins qu'elle. Lorsque celui-ci naît, ses cousins et sa grand-mère paternelle viennent vivre dans sa famille. Leyla vit mal ce passage d'une situation d'enfant unique choyée à une situation de membre d'une famille.

Elle mène une scolarité brillante en Turquie et s'engage dans des études de droit pour devenir avocate. Finalement, elle rencontre quelques difficultés en faculté de droit et commence une carrière d'informaticienne. En 1997, elle vient passer des vacances en France, chez des cousins qui y vivent. Cette expérience lui donne envie de s'y installer. L'année suivante, elle revient passer l'été et, aidée financièrement par son frère, elle s'inscrit en 1999, à la Sorbonne, pour étudier le français. En tant qu'étudiante, elle obtient une carte de séjour temporaire. Pendant un an, elle vit chez son cousin. Puis, en 2000, elle loue son premier studio seule à Anthony, en banlieue parisienne. A cette même période, elle perd son père et son frère en l'intervalle de trois semaines. Elle rentre en Turquie pour l'enterrement de son père mais ne peut y retourner pour celui de son frère.

En 2001, elle trouve un emploi de secrétaire commerciale dans une boucherie grossiste tenue par des turcs à Saint-Denis. Elle emménage donc dans cette ville. Elle s'inscrit en parallèle à l'université Paris VIII pour continuer à apprendre le français. Elle y rencontre une femme militante à l'association Voix d'Elles Rebelles, une association, fondée à Saint-Denis en 1995, qui accueille des femmes en difficultés et leur propose de l'écoute, un soutien

psychologique et une assistance juridique. Entre 2002 et 2004, Leyla est plongée dans un état dépressif profond du fait notamment de la perte consécutive de son père et de son frère, et du fait de son impossibilité à retourner en Turquie pour des raisons financières et juridiques. Cette dépression la conduit à abandonner son travail à la boucherie et à rester enfermée chez elle pendant une longue période. Finalement, elle trouve un soutien psychologique auprès de l'association Voix d'Elles Rebelles. Sans-papier depuis un an, Leyla est aussi accompagnée par l'association dans ses démarches pour obtenir une autorisation de séjour. Peu de temps après l'obtention de cette autorisation, Leyla trouve un emploi de secrétaire dans une entreprise de bâtiment dirigée par un turc. En 2003, elle entame un travail avec une psychologue qui l'aide aussi à sortir de son état dépressif.

Au même moment, Voix d'Elles Rebelles reçoit un groupe de jeunes du village « Nevé Shalom- Wahat as-Salam », village établi conjointement par des Juifs et des Arabes palestiniens. Leyla prend part à l'organisation de l'accueil de ces jeunes, et passe ainsi d'une situation de bénéficiaire à une situation de bénévole dans l'association. Lors du séjour de ces jeunes en France, Leyla se sent pour la première fois guérie de sa dépression. Elle occupe successivement différents emplois, régis par contrats à durée déterminée, dans des restaurants, boucheries, etc. Au fur et à mesure, elle s'engage de plus en plus dans l'association comme militante. A partir de mai 2008, elle devient salariée de l'association.

35. Mylène

Mylène naît en 1955. Elle a un frère aîné avec lequel elle a neuf ans d'écart. Son père est imprimeur et sa mère s'occupe du foyer. Elle grandit à Cachan. Ses parents sont de gauche, sa mère vote communiste. Au lycée, Mylène n'appartient pas à un parti mais, influencée par « les pionnes ultra-gauchos » qui encadrent la troupe de théâtre à laquelle elle appartient, elle prend part aux manifestations contre la guerre au Vietnam. Sa fréquentation des milieux gauchistes lui fait prendre conscience de l'existence des inégalités entre hommes et femmes dans ces mouvements. Elle fonde un petit groupe féministe dans son lycée mais se sent assez isolée dans sa révolte. A 17 ans, après avoir eu son bac, elle décide d'interrompre ses études et de quitter le domicile familial pour travailler et vivre avec son copain de l'époque. Elle enchaîne des petits boulots et pratique le théâtre de rue en parallèle. Elle s'oppose régulièrement à ses patrons et la plupart de ses expériences professionnelles se

soldent par des licenciements. Elle part vivre un peu plus de deux ans à Berlin où elle fréquente des groupes de féministes lesbiennes. Elle pratique avec elles l'autodéfense. Elle découvre alors les ouvrages de Simone de Beauvoir.

Puis, elle rentre en France et part vivre avec des amis à la campagne. Elle y pratique le théâtre de rue avec une amie et continue les petits boulots. Elle fréquente les milieux gauchistes, sans vraiment s'y impliquer. A trente ans, elle commence à mal vivre la marginalité et la précarité et décide de quitter la campagne pour retourner vivre à Paris. Elle trouve du travail dans l'hôtellerie et se met à écrire des pièces de théâtre pour la radio. Ses dramatiques radiophoniques sont appréciées et elle travaille ensuite en *freelance* pour des magazines et des maisons d'édition. Elle commence à s'impliquer dans une association, *Les amis de Panait Istrati*, qui a pour vocation de mettre en valeur l'œuvre de cet auteur roumain, qu'elle apprécie principalement pour ses portraits de femmes indépendantes. En 1996, elle accouche de son fils.

En 1998, une maison d'édition avec laquelle elle travaille, lui demande, dans le cadre du passage au nouveau millénaire, de co-diriger avec la présidente d'une association féministe un livre sur l'évolution de la vie des femmes au XXème siècle. Cette expérience l'amène à s'impliquer dans cette association en question (Femmes, actualités et médias)¹. Mylène investit beaucoup de temps dans ce militantisme. En 2000, elle part vivre dans l'Hérault, et continue à s'occuper du site internet de Femmes, actualités et médias. Puis, en raison de conflits internes, Mylène, désireuse aussi d'avoir du temps libre pour sa famille, se désengage progressivement de Femmes, actualités et médias². Elle fréquente un court moment le groupe ATTAC de son département mais n'y reste que peu de temps, gênée notamment par le manque de mixité générationnelle du groupe qui regroupe principalement des personnes du

¹ Devant l'insistance de Mylène pour que le nom de cette association n'apparaisse pas dans sa trajectoire, j'ai décidé de donner à cette association le nom fictif de « Femmes, actualités et médias ». Cette association, créée en 1996, a pour vocation de combler le manque d'informations sur les femmes dans les médias. Elle s'emploie, à l'aide de son site web, mais aussi de ses bulletins, des rencontres, manifestations et colloques qu'elle organise, à diffuser tout ce qui dans l'actualité concerne les femmes. C'est une association fortement en lien avec les réseaux altermondialistes.

² Au moment où je la contacte, alors que je débute mon travail de terrain, elle est encore impliquée dans l'association. Mais au moment où nous parvenons à réaliser l'entretien, elle n'est plus engagée.

troisième âge. Elle s'implique comme parent d'élèves au collège de son fils. Récemment elle se marie.

36. Myriam

Myriam naît en Seine Saint Denis en 1962. Elle est l'aînée de trois enfants. Elle a une sœur et un frère. Son père est ouvrier dans le domaine de la chimie et sa mère est au foyer. Elle décrit sa famille comme « catholique archaïque, limite fondamentaliste ». La mère de Myriam est sous l'emprise de son mari. Myriam souffre de cette situation et s'oppose en permanence à son père. Ce dernier est violent avec elle.

A quatorze ans, elle commence à fuguer régulièrement, pour fuir les coups qu'il lui inflige. A dix-sept ans, elle quitte définitivement le domicile familial. D'abord, elle vit dans différents squats avec des amis, pour des courtes périodes. Puis, elle occupe pendant deux ans un appartement vide à Paris, dans lequel elle vit clandestinement sans eau chaude ni électricité. Elle continue à aller au lycée mais de façon très irrégulière et après avoir raté son bac, elle décide d'abandonner les études. Elle trouve un emploi d'ouvrière dans une petite imprimerie. A la fin de ce contrat de six mois, elle reste quelques mois sans emploi. A la même période, dans le squat où elle vit, elle fait face à des difficultés de cohabitation avec un homme alcoolique. Elle décide de quitter cet appartement et d'aller vivre dans un hôtel qu'elle paye au mois. La dureté de ces conditions de vie l'affaiblit physiquement, elle rentre donc deux mois chez ses parents pour se soigner.

Elle trouve alors un emploi de standardiste téléphonique dans une gare routière internationale. Cet emploi lui permet de louer un studio et de quitter de nouveau le domicile familial. Dans cette entreprise, elle suit une formation en anglais. Séduite par cette formation, elle décide, en parallèle de son travail, de passer un BTS de traducteur commercial anglais par correspondance. Elle obtient ce BTS. Influencée par ses collègues, elle découvre le syndicalisme et entre à la CFDT. Elle organise dans son entreprise une grève pour une augmentation des salaires. Elle reste à la CFDT pendant quatre ou cinq ans mais y est peu active. Toujours par l'intermédiaire d'un collègue, elle entre aussi à la Fédération anarchiste. Elle y rencontre un homme, avec qui elle vit une histoire d'amour et emménage très rapidement. Elle enchaîne ensuite différents emplois d'intérim dans lesquels elle s'épanouit.

A vingt-sept ans, elle se marie avec son compagnon. A trente ans, lors de sa première grossesse, elle est victime de pressions de la part de son employeur et est licenciée à son retour de congé maternité. Cinq mois plus tard, elle retrouve du travail mais l'épreuve du licenciement, combinée aux difficultés à concilier vie personnelle et vie professionnelle, l'amènent à s'interroger sur l'égalité hommes- femmes. A trente-trois ans, elle met au monde un second enfant et travaille toujours à plein temps. Elle n'a plus le temps de militer.

A quarante ans, ressentant un vide dans sa vie, elle traverse une période de déprime. Au même moment, dans son travail, son employeur lui installe un accès internet. Le premier mot qu'elle cherche est « féminisme ». Elle découvre alors la vitalité d'un mouvement dont elle ignorait l'existence. Cette découverte la sort de son état dépressif. Myriam s'inscrit au forum des Chiennes de Garde et entretient de longues conversations virtuelles avec d'autres féministes. Puis, elle commence à militer à la Meute contre la publicité sexiste et s'engage ensuite aux Chiennes de Garde. Par ailleurs, elle crée et tient un blog de dessins humoristiques féministes. Elle participe aussi ponctuellement à des actions organisées par Amnesty International.

37. Nathalie

Nathalie naît en 1957. Elle est l'aîné d'une famille de trois enfants. Son père, fils d'un instituteur et d'une institutrice, est ingénieur spécialisé dans les questions environnementales. Sa mère, issue d'une bourgeoisie en déclin, très catholique, ne travaille pas à l'extérieur. Nathalie grandit à Paris, où elle vit dans un grand appartement familial avec ses parents, une grande tante, sa tante, le mari de sa tante et leurs quatre enfants. Ses deux plus jeunes sœurs naissent quand elle est âgée de deux ans pour la première, et de trois ans pour la seconde. Sa seconde sœur meurt à l'âge de deux ans. Nathalie ne garde pas de souvenir précis de cet événement.

A l'âge de cinq ans, Nathalie entre à l'école, dans un établissement privé laïque, qui a la particularité d'avoir été « fondé par des suffragettes » et d'être mixte. Elle fait toute sa scolarité, jusqu'au lycée, dans cet établissement. En 1972, elle participe à la première manifestation à vélo, dont le mot d'ordre est « Bagnole ras-le-bol ». Au lycée, encouragée par

l'aumônerie, elle s'engage dans une association qui offre aux parents d'enfants handicapés mentaux une garderie un dimanche tous les quinze jours.

Après l'obtention d'un bac littéraire, elle entre en classe préparatoire Hypo-Chartres à Henri IV pour un an. Après cette année de classe préparatoire, elle entre à l'université, en histoire, option histoire de l'art, et suit des cours à l'Ecole du Louvre en parallèle.

En 1976, elle s'engage dans le mouvement de grèves étudiantes contre les lois Saunier-Seité. Son petit ami de l'époque est communiste mais elle le convainc de s'engager avec elle dans un collectif maoïste. Un an plus tard, elle rencontre un étudiant en histoire comme elle, avec qui elle entame une relation amoureuse. Il part faire son service militaire en Allemagne et à son retour, ils vivent ensemble chez les parents de Nathalie. En 1979, ils se marient à l'église.

Après avoir obtenu un deug et une licence d'histoire, elle entame une maîtrise qu'elle ne termine pas. Elle passe, avec son mari, un diplôme de conservation du patrimoine et de l'environnement à la Sorbonne. Dans le cadre de ce diplôme, elle réalise un stage au service architecture de la Ville de Paris, où elle est chargée de l'inventaire du domaine privé du Marais. Elle s'installe avec son mari. à Issy Les Moulineaux dans un appartement appartenant aux parents de ce dernier. Une fois diplômée, elle est employée, toujours avec son mari., et une autre personne de leur promotion, chez Gaumont pendant un an pour écrire l'histoire de l'entreprise. A l'issue de cette année, son mari obtient un poste chez Gaumont, Nathalie non.

En 1981, ils s'installent dans le 4^e arrondissement de Paris, où ils vivent encore aujourd'hui. En 1982, invitée par des copines militantes au MLAC, Nathalie se rend avec son mari aux festivités organisées pour le 8 mars au Cirque d'hiver. Cette expérience, marquée par une altercation entre son époux et certaines militantes féministes, ne lui donne pas envie de s'impliquer davantage dans les mouvements militants féministes. Nathalie reprend ses études et s'inscrit en licence d'histoire de l'art. Elle entame la préparation au concours de conservateur mais ne le passe finalement pas. Elle devient ensuite secrétaire de rédaction à la section conservation du Musée des arts et traditions populaires, section au sein de laquelle elle travaille sept ans. Elle met au monde ses trois premiers enfants en 84, 86 et 88. A partir de son premier enfant, elle travaille à quatre cinquième de temps. En 1989, l'entreprise, dans laquelle travaille son mari, propose à Nathalie de créer un musée. Elle quitte donc le Musée des arts et traditions populaires, après avoir vécu deux situations d'injustices, liées à la non

reconnaissance de son travail. En 1992, elle met au monde un quatrième enfant. Toute sa vie, elle vote systématiquement pour le parti qui devient les Verts, mais n'est engagée dans aucune structure militante (parti, association...).

En 1999, avec une collègue, elle décide de s'inscrire chez les Verts et de participer à la campagne européenne. En 2000, Nathalie est, dans un premier temps, nommée numéro deux sur la liste des Verts pour les municipales dans le quatrième arrondissement de Paris. L'engagement du « groupe femmes » des Verts Paris, auquel appartient Nathalie, pour faire respecter l'équilibre paritaire, amène le parti à modifier ses listes. Nathalie se retrouve alors propulsée tête de liste dans le 4^e arrondissement. Elle est élue conseillère d'arrondissement et cède sa place au Conseil de Paris au second sur la liste. A la mairie d'arrondissement, elle demande à être chargée des questions d'égalité hommes/femmes. Après les municipales, elle essaie de relancer le « groupe femmes » des Verts Paris mais c'est un échec. En 2004, elle intègre la commission féminisme des Verts, mais des tensions internes à la commission, notamment sur la question du voile, l'amènent à prendre ses distances avec elle vers 2007. Cette même année, elle est de nouveau tête de liste verte aux municipales dans le quatrième arrondissement. Elue, elle devient maire adjointe et reste en charge des questions d'égalité hommes/femmes.

38. Noémie

Noémie naît en 1977. Elle est l'aînée d'une famille de trois enfants. Elle a deux ans d'écart avec sa sœur et douze ans avec son frère. Ses parents sont tous deux issus de la grande bourgeoisie provinciale. Son père est gérant d'un cabinet d'architectes et sa mère est rédactrice-conceptrice dans la publicité. La famille vit à Paris. Noémie est scolarisée, en primaire et au collège, dans des écoles privées catholiques. Après avoir longuement insisté auprès de ses parents, elle entre dans un établissement public au lycée. Elle passe ses années lycée au lycée Janson de Sailly et les conclut en obtenant son bac avec mention. Elle intègre le CELSA. Parallèlement, elle prend des cours d'arabe à l'Institut du monde arabe et, influencée par les personnes qu'elle y rencontre, elle commence à s'intéresser au conflit israélo-palestinien. Deux années de suite, l'été, elle part un mois au Liban comme bénévole dans un orphelinat. Après son deug, elle s'inscrit en magistère de relations internationales à la Sorbonne, ainsi qu'à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales en parallèle. A

l'université, elle rencontre des étudiants, militants de gauche et pro-palestiniens. Elle se met à s'opposer politiquement à son père, chiraquien, et décide de quitter le domicile familial. En 2000, à la fin de son magistère de relations internationales, elle fait un stage au sein de l'association Solidarité Sida. Pendant ce stage, elle est chargée d'organiser la venue des ONG étrangères au festival Solidays. A la fin de ce stage, elle milite dans l'association pendant un an et demi et continue en parallèle ses études d'arabe. Elle rencontre un homme avec qui elle vit une histoire d'amour pendant un an et quelques mois. Il s'avère violent avec elle, et cette histoire prend fin en septembre 2001. Au même moment elle est embauchée à Solidarité Sida. Son emploi consiste à organiser le financement de projets associatifs français de lutte contre le sida. Elle entame une relation amoureuse avec un autre homme, qui finit par la quitter. Cette rupture fait ressurgir en elle des blessures psychologiques liées aux violences qu'elle a subies. Elle cherche un lieu d'écoute pour femmes victimes de violences mais ne trouve rien qui la satisfait.

Au même moment, la forte présence d'Isabelle Alonso dans les médias la conduit à lire son ouvrage *Roman à l'eau de bleu* et la pousse à adhérer aux Chiennes de garde. Cette première expérience d'engagement féministe la déçoit. Elle reproche alors aux Chiennes de garde le manque de communication entre les membres du bureau de l'association et les adhérentes. Parallèlement, elle renoue des liens avec une amie rencontrée pendant ses études à l'université. Cette dernière est militante à Mix-Cité et elle incite Noémie à adhérer à cette association. Elle dit de son engagement qu'il est « thérapeutique » au départ. Elle se sent bien à Mix-Cité et s'y implique fortement. Elle devient porte-parole de l'association. L'année de la commémoration des 30 ans de la loi Veil est décisive dans sa formation féministe car, en tant que porte-parole de l'association, elle est amenée à participer aux divers événements organisés dans ce cadre. Elle y apprend beaucoup. En novembre 2004, elle est licenciée de Solidarité Sida et deux mois plus tard elle est recrutée comme officière de protection à Office français de protection des réfugiés et apatrides. Elle y reste un an et démissionne, refusant d'appliquer les consignes gouvernementales. Elle écrit et publie un livre sur cette expérience. Elle continue à militer à Mix-Cité. Pendant un an et demi ensuite, elle prépare le concours d'attaché territorial qu'elle réussit. Elle obtient successivement plusieurs postes en CDD, notamment à la mairie de Paris. Puis, en mai 2007, elle devient responsable d'un service RMI dans une ville de Seine Saint Denis.

39. Nolwenn

Nolwenn naît en 1950 dans une famille de six enfants. Elle est la troisième de la fratrie. Elle qualifie sa famille de « famille de notables de province, aisée et traditionnelle ». Elle vit en Picardie. Sa mère s'occupe du foyer. Son père, docteur en droit, est notaire. Jeune, elle s'interroge sur les inégalités filles-garçons en constatant un traitement inégalitaire entre son frère et elle. Pour compenser cette inégalité, elle investit beaucoup d'énergie dans sa réussite scolaire. Elle est une élève brillante depuis la primaire jusqu'au lycée. Elle obtient son baccalauréat et entre en 1967 à l'université d'Amiens.

Engagée dans des études d'histoire, 68 marque une rupture dans son parcours. Saisie par les événements de mai, elle remet en cause son éducation traditionnelle et s'oppose à ses parents. Elle décide d'abandonner l'histoire antique pour se consacrer à l'histoire contemporaine et quitte l'université d'Amiens pour étudier à l'université de Vincennes. A partir de 1969, elle passe une licence, puis une maîtrise d'histoire contemporaine à Vincennes. Ces années restent pour elle des moments d'épanouissement intellectuel : elle découvre de nouvelles façons de faire de l'histoire, des disciplines comme la sociologie et les sciences de l'éducation et de nouvelles façons de travailler. Elle fait sa maîtrise sous la direction de Madeleine Reberieux, sur *Le populaire de Paris* (journal du parti socialiste). Pendant ces années, elle rencontre un ami de son frère qu'elle épouse la veille de la soutenance de sa maîtrise. Désirant faire de la recherche, elle s'inscrit avec son mari à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et passe un doctorat de psychologie sociale. Pendant sa thèse, elle met au monde une fille et un garçon, l'un alors qu'elle a 22 ans et l'autre un an plus tard. Ensuite, elle part vivre neuf mois en Israël avec ses enfants et son mari, qui travaille à l'université de Tel Aviv. Puis elle part vivre seule trois mois aux Etats-Unis pour faire des recherches sur les questionnaires de personnalité jungiens. A son retour en France, elle monte avec son mari une entreprise dans le champ de l'informatique. En 1984, elle monte ensuite seule une activité de formation à la micro-informatique.

Un jour, alors qu'elle tient un stand, dans un forum associatif, pour une association de chant lyrique dont elle est membre, elle rencontre des femmes de l'AFFDU et décide d'adhérer à leur association. Elle s'investit rapidement en devenant secrétaire, puis présidente de la commission Nouvelles technologies de l'AFFDU. Elle réalise par ailleurs le site internet de Femmes et sciences, association qu'elle rencontre par le biais de l'AFFDU et à laquelle

elle adhère également. Aidée par une femme de l’AFFDU qui exerce la profession de coach, elle décide de se réorienter professionnellement. Au même moment, Nicole Ameline est nommée Ministre déléguée à l’Egalité Professionnelle à la Parité. Nolwenn lui envoie une candidature spontanée et est embauchée comme conseillère technique dans son cabinet ministériel. Elle est chargée des dimensions innovation/recherche/nouvelles technologies et organisation du temps. Dans le cadre de ses fonctions, en partenariat avec la fondatrice de l’association Arborus, elle rédige un rapport sur l’attribution d’un « label égalité » aux entreprises qui œuvrent en faveur de l’égalité hommes/femmes. L’expérience au ministère dure deux ans. Pendant ces deux années, elle reste membre de l’AFFDU mais démissionne de ses fonctions de secrétaire et de présidente de commission. En 2004, elle reprend des responsabilités à l’AFFDU, se fait élire au bureau et devient secrétaire générale adjointe. Par ailleurs, elle s’engage dans une association de femmes handicapées (Femmes pour le dire, femmes pour agir, FDFFA), association découverte lors de son passage au ministère. Pendant quelques années, elle travaille en partenariat avec la fondatrice de l’association Arborus. Son activité consiste à sensibiliser des entreprises à l’enjeu de l’égalité professionnelle femmes-hommes, et à les conseiller pour l’intégration de la mixité et de la parité dans la gestion de leurs ressources humaines. Au moment de notre entretien, Nolwenn essaye de créer sa propre entreprise de conseil en égalité. Elle intervient aussi dans les grandes écoles pour sensibiliser les étudiants à la question de l’égalité hommes/femmes.

40. Océane

Océane naît en 1981 à Angers et grandit dans une petite ville de campagne des environs d’Angers. Elle a deux grandes sœurs avec lesquelles elle a trois ans et quatre ans de différence. Ses parents, qui cessent leurs études en fin de collège, se rencontrent à l’âge de 18 ans et mettent au monde leur première fille à l’âge de 20 ans. Le père d’Océane est chauffeur livreur, puis devient, au gré des promotions successives, chef de quai dans la même entreprise. Sa mère commence à travailler dans la boulangerie de ses parents et devient ensuite assistante maternelle, chez elle. Quelques années après la naissance d’Océane, sa mère tombe enceinte. Dans la famille se pose ouvertement la question de l’accueil ou non d’un quatrième enfant. La mère d’Océane décide d’avorter. Océane fait sa scolarité dans l’école primaire et le collège publics de sa ville. Ensuite, elle entre au lycée dans une ville voisine.

Dans un premiers temps elle choisit d'y être interne mais, déçue par la vie en collectivité et la pauvreté des loisirs proposés, elle décide rapidement de n'être plus que demi-pensionnaire. Ses années lycées lui semblent longues et studieuses, peu propices à son épanouissement. Elle obtient un bac ES et entre à l'université, à Angers, en psychologie. Elle passe un deug, une licence et une maîtrise de psychologie, puis essaie d'entrer en DESS. Après deux échecs, elle renonce. Après avoir vécu en colocation à Angers avec une amie pendant sa première année à l'université, elle emménage seule dans un appartement dès la seconde année. Si elle apprécie cette vie en toute autonomie, elle est en revanche déçue par l'université : les enseignements théoriques lui semblent trop déconnectés de la pratique, les cours magistraux sont surchargés, et elle garde un souvenir désagréable des travaux réalisés en groupes. En première année de fac, elle rencontre un garçon, avec qui elle vit une histoire d'amour qui dure encore aujourd'hui. Quelques mois après leur rencontre, elle tombe enceinte suite à un accident de préservatif. Elle avorte, accompagnée dans cette démarche par son petit-ami et sa mère. L'avortement se passe bien. Néanmoins, après cet épisode, elle ne parvient plus à vivre aussi librement qu'avant sa sexualité, hantée par la peur de retomber enceinte. En licence, elle éprouve l'envie de faire du bénévolat, et souhaite plus particulièrement participer à l'information des jeunes sur la contraception. Son expérience la pousse à penser qu'elle a personnellement manqué d'informations sur ces questions et elle espère éviter à d'autres jeunes une situation similaire. Elle se rend à France Bénévolat¹, où elle est orientée vers le Planning familial, association dont elle ignore l'existence avant qu'on ne lui en parle.

A son arrivée au Planning, elle est très rapidement conquise. Elle s'y engage pendant quatre ans comme bénévole. Pendant ces quatre années, elle fait de la prévention des comportements sexistes et de l'éducation à la sexualité dans les collèges et lycées. De plus, elle reçoit en entretien les personnes sollicitant le Planning pour des raisons variées. Progressivement, grâce aux formations qu'elle suit au Planning, elle développe une conscience féministe. Après une démission au sein du Planning d'Angers, on lui propose un emploi salarié dans l'équipe. A l'époque, elle travaille comme animatrice dans une école et essaie d'entrer en DESS. Elle accepte le poste d'éducatrice à la vie au Planning, qui s'avère être un poste à mi-temps, et conserve en parallèle son emploi d'animatrice. En 2007-2008, elle suit la formation de conseillère conjugale et familiale à Nantes. Elle est ensuite recrutée

¹ Structure qui a pour vocation d'orienter les gens souhaitant être bénévoles dans une association.

comme conseillère conjugale et familiale à mi-temps par l'équipe du Planning familial de Nantes. Elle combine aujourd'hui deux postes de conseillère conjugale et familiale à mi-temps, l'un à Nantes et l'un à Angers.

41. Olivia

Le père d'Olivia, pharmacien de formation, part à la guerre en 1939, alors que sa femme est enceinte. Olivia naît en 1940. Sa mère, professeure de gymnastique, abandonne son métier pour se consacrer à l'éducation de sa fille, puis de ses deux fils qui naîtront un an et deux ans après Olivia. Petite, Olivia est gravement malade, au point de frôler la mort. Une fois guérie, son enfance est rythmée par le sport et les jeux avec ses deux frères. La première partie de son enfance se déroule à Fontainebleau où son père, qu'elle présente comme un homme autoritaire et machiste, ouvre une pharmacie au retour de la guerre.

A la mort du grand-père, toute la famille part vivre à Saint-Quentin afin que le père d'Olivia prenne la tête de l'usine de bonbons que le grand-père possédait. Sa mère n'appréciant pas la vie à Saint-Quentin, la famille continue de revenir régulièrement à Fontainebleau. Lors d'un de ces allers retours entre Saint-Quentin et Fontainebleau, la famille est victime d'un grave accident de voiture, dans lequel un des frères d'Olivia décède. Celle-ci est alors âgée de 10 ans. Cet accident mortel installe un climat dépressif dans sa famille. A partir de ce moment, la famille déménage très régulièrement. Ces changements récurrents contribuent à mettre Olivia en situation d'échec scolaire.

La guerre d'Algérie survient et marque profondément Olivia pour deux raisons : d'abord, parce que son frère est appelé pour y participer, ensuite, parce que c'est contre cette guerre qu'Olivia réalise ses premiers actes militants. Avec son père, communiste en rupture avec le parti, elle colle des affiches de propagande contre cette guerre. Dans le cadre de cet engagement, elle est sensibilisée à la question du racisme, qui entrera ensuite en résonance avec celle du sexisme lors de sa lecture du *Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir.

Vers 18 ans, elle entame une histoire d'amour avec une jeune fille qui l'amène à quitter Cannes, où elle vivait chez ses parents, pour partir habiter à Paris. Une fois dans la capitale, elle continue son lycée dans un pensionnat privé tenu par des religieuses, avec lesquelles elle entre régulièrement en conflit, refusant le contrôle qu'elles veulent exercer sur son apparence

et sur ses sorties. Pendant cette période, elle vit une liaison avec une jeune fille extérieure au pensionnat, âgée de cinq ans de plus qu'elle, qui lui fait découvrir les bars lesbiens parisiens. Redoutant l'échec, Olivia renonce à passer son bac et trouve dans la photographie une porte de sortie, influencée par un ami de son père amateur d'arts.

Voulant initialement être l'assistante de photographes de mode, elle est rapidement refroidie par les préjugés sexistes véhiculés dans le milieu, et devient l'assistante d'une photographe qui réalise des portraits de peintres. Elle travaille aussi dans un grand laboratoire de photographie où elle apprend les techniques professionnelles de tirage. Mai 68 advient et elle participe au mouvement en électron libre : elle n'est pas intégrée à un groupe précis mais navigue entre différents mouvements gauchistes, principalement pour écouter et observer. Néanmoins, Mai 68 est l'occasion de sa première prise de parole militante en public, à l'occasion d'un débat sur les suites à donner au mouvement, moment dont elle garde un souvenir ému.

En mai 70, elle lit, dans *L'Idiot international*, un article évoquant une réunion de femmes à l'université de Vincennes. Séduite par l'humour et les revendications de ces femmes, elle leur écrit et se trouve invitée à l'une de leurs réunions. Elle découvre un petit groupe non mixte appelé Les petites Marguerites (en référence au film de Věra Chytilová sorti en 1966), qui se réunit très régulièrement chez l'une ou chez l'autre des participantes. Elle s'implique très fortement dans ce groupe de conscience, qui permet un partage d'expériences vécues jusqu'alors isolément. Pendant toutes les années 70, elle participe à de nombreuses actions militantes, naviguant entre différents groupes selon les moments. Elle est également intégrée à l'équipe des « Chroniques du sexisme ordinaire » et écrit donc pour la revue des *Temps Modernes* un certain nombre d'articles.

Dès son entrée dans le mouvement, elle décide aussi de le photographier. Elle construit alors toute une œuvre centrée sur les mouvements de femmes, photos qu'elle vend notamment à *Libération*. Pendant les trente années qui suivent, elle est de presque toutes les manifestations féministes. Elle immortalise par ses clichés un nombre important de conférences, manifestations, réunions, etc. qui ponctuent l'histoire du féminisme français. En 2003, elle publie un livre rassemblant une sélection de ses photos. Après s'être mobilisée intensément pour la loi sur les signes religieux autour de 2005, elle intègre, en 2008, dès les premières réunions, le comité d'initiative à l'origine de l'organisation des 40 ans du MLF.

Responsable du pôle expositions et photographies, elle s'engage notamment dans la récolte de photos d'archives prises par des participantes au MLF.

42. Pauline

Pauline naît en 1984 à Nantes. Elle est l'aînée de quatre enfants. Son père est cuisinier dans un restaurant, puis dans une cantine pour sans-domicile-fixe et sa mère est auxiliaire de puéricultrice. Pauline mène une scolarité sans encombre. En parallèle, elle reçoit une éducation religieuse et réalise sa communion et sa confirmation. Au moment où elle entre au collège, la mère de Pauline reprend ses études pendant trois ans pour devenir assistante sociale. C'est donc principalement le père de Pauline qui s'occupe d'elle et de ses frères et sœurs. En quatrième, Pauline rencontre un garçon avec qui elle commence une histoire d'amour. Elle a, avec lui, ses premiers rapports sexuels et se tourne très vite vers le Planning familial pour obtenir une contraception gratuite, sans que ses parents ne le sachent. Elle avait connu le Planning grâce à des affiches à l'infirmerie scolaire.

Les parents de Pauline sont engagés à la CFDT, ainsi que dans une association, appelée Terre et vie, et qui parraine des enfants déscolarisés en Amérique latine et en Afrique Noire. Par ailleurs, ils sont tous deux parents d'élèves dans le collège de Pauline. Sa mère est aussi bénévole dans des structures d'accueil pour sans-domicile-fixe. Pauline entre aux Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC). Même si elle apprécie y aller, et notamment y retrouver ses amis, elle vit tout de même cela comme une injonction de la part de sa mère, ce qui crée quelques conflits entre elles.

Après le collège, Pauline entre au lycée. Elle vit alors une période où elle se sent un peu perdue, elle sèche beaucoup les cours et décroche scolairement. Elle est alors aidée par un psychologue. Après avoir fait une première scientifique, elle redouble en première économique et sociale. En parallèle du lycée, elle passe son Bafa. Cela lui permet de travailler le mercredi et pendant les vacances scolaires dans un mouvement d'éducation populaire, qui s'appelle les Francas. Pauline appartient aussi à une association qui fait de l'alphabétisation des femmes tziganes. Son histoire d'amour entamée en classe de quatrième continue. Au lycée, à 17 ans, elle tombe enceinte de ce garçon. Elle décide d'avorter et se rend au Planning familial pour être accompagnée. Elle réalise un avortement par aspiration.

Ensuite, elle décroche son bac et emménage immédiatement après avec son copain. Ce dernier est gendarme et tous deux vivent grâce à son salaire. Pauline s'inscrit en faculté de droit à Nantes mais abandonne au bout de quelques mois. Pendant un an, elle cumule différents petits boulots, principalement d'animatrice. Elle est aussi militante aux Restos du cœur pendant cette période.

Elle passe ensuite le concours d'assistante sociale qu'elle réussit. Elle réalise alors trois ans d'études. Au cours de ses stages, elle prend conscience du fait que les femmes sont les premières à connaître des difficultés et des situations de violence. Elle décide de réaliser son dernier stage à SOS femmes de Nantes (association de luttes contre les violences). Elle consacre son mémoire au désir d'enfant des femmes séropositives. Elle décroche son diplôme en juillet 2007 et part vivre en région parisienne, dans le 95, pour suivre son compagnon qui est muté. Au bout d'un mois et demi, elle est embauchée à l'association Du côté des femmes (qui appartient à la même fédération que SOS femmes Nantes). Elle est recrutée comme éducatrice au CHRS (Centre d'hébergement et de réinsertion sociale) et comme accueillante des femmes non hébergées par l'association. Au moment de l'entretien elle envisage avec ses collègues de se syndiquer à SUD.

43. Patrick

Patrick naît en 1970 en région parisienne, d'un père mécanicien et d'une mère allemande qui n'a alors que dix-huit ans. Suite à l'opportunité d'occuper un garage, la famille qui comprend trois garçons, s'installe en 1976 dans la région de Saint-Emilion. Leur vie est confortable, les parents peuvent s'adonner à leur passion pour le pilotage d'avion et les enfants sont scolarisés dans une école rurale. Leur mère décide de se séparer de leur père et emmène ses trois enfants vivre à Vitry sur Seine où elle trouve un travail de secrétaire.

Après son BAC, Patrick intègre une prépa HEC à Brest qu'il abandonne pour faire des études de philosophie à Paris. Il rencontre un haut fonctionnaire de trente-cinq ans son aîné avec lequel il entretient une relation homosexuelle. Il commence des études de droit et s'oriente finalement en philosophie du droit.

En 1995, il rencontre Clémentine Autain avec laquelle il crée ensuite l'association féministe Mix-Cité. Surveillant au lycée Henry IV, il multiplie ses engagements en étant

commissaire paritaire au SNES, parrain de sans-papiers, militant au Gisti (groupe d'information et de soutien des immigrés) et secrétaire du Comité de vigilance pour une paix au Proche-Orient. La compagne de Patrick est ingénieure moteur dans le secteur automobile. Ils ont une fille.

44. Sandra

Sandra naît en 1956. Elle a un frère aîné. Son père, issu d'une famille juive polonaise pauvre, est ouvrier dans une petite entreprise de métallurgie dans le 20^e arrondissement de Paris. Sa mère, issue d'une famille juive polonaise, plus aisée que celle de son père, a été plus loin dans les études et est secrétaire. La famille de Sandra est doublement victime de la guerre : son père est interné à Drancy et une grande partie de la famille de sa mère est décimée. Ses grands-parents paternels et maternels sont des socialistes engagés. Son père, élevé par sa mère seule, est membre d'une organisation de jeunesse juive socialiste, au sein de laquelle il rencontre la mère de Sandra. Cette organisation fonctionne sur un mode égalitaire entre filles et garçons. La mère de Sandra bénéficie du climat émancipateur de ce type d'organisations et des mouvements liés aux auberges de jeunesse, auxquels elle participe également. Néanmoins, le père de Sandra est *très macho* et sa mère est en charge de toutes les tâches domestiques. Sandra est scolarisée dans une école primaire, puis un lycée de filles dans le 4^e arrondissement de Paris.

Elle entre au lycée au début des années 70 et y vit les grandes manifestations pour l'avortement libre et gratuit. Elle part elle-même se faire avorter clandestinement en Angleterre alors qu'elle est en classe de terminale. Plus tard, à 30 ans, elle apprend que sa mère a également avorté clandestinement à plusieurs reprises. Politiquement, elle est influencée par son père qui est membre du PSU et qui organise régulièrement des réunions politiques chez eux. Après son bac, Sandra quitte le domicile familial pour s'installer avec son petit ami de l'époque. Leur histoire d'amour dure trois ans. Elle suit un cursus de linguistique à l'université et parallèlement, elle travaille comme surveillante d'externat. Ses parents continuent de l'aider financièrement, mais désireuse d'être autonome, elle devient rapidement institutrice. Malgré son emploi d'institutrice, elle continue ses études. En licence de linguistique, elle réalise un travail sur les usages de « madame » et « mademoiselle ». Elle réalise ensuite une maîtrise sur le thème « Langage et sexe ». Dans le cadre de ce travail, elle

part un été à Seattle, aux Etats-Unis, où elle suit quelques cours traitant des questions féministes. Institutrice, elle poursuit son engagement au SGEN-CFDT, syndicat auquel elle avait adhéré comme surveillante d'externat. Elle milite pour la titularisation des auxiliaires et contre la précarisation d'une profession majoritairement féminine. Plus tard son métier d'institutrice lui fait côtoyer des familles immigrées en situation critique. Elle s'engage pour les sans-papiers. En 1995, suite à une montée du Front National aux élections présidentielles, elle adhère à Ras le front. Son activisme dans le 20^e arrondissement, où elle vit, enseigne et milite, lui vaut d'être contactée en 2001 par les Verts pour être candidate aux municipales. Elle est élue adjointe au maire du 20^e arrondissement de Paris, Chargée de la petite enfance et du bureau des temps. Elle vit depuis 25 ans avec le même homme, sans être mariée. L'implication de ce dernier dans la réalisation des tâches domestiques et familiales lui permet de consacrer beaucoup de temps à l'exercice de son mandat. Elle participe notamment à la création de 700 places de crèches dans l'arrondissement de 2001 à 2008.

Elle adhère au parti des Verts et participe aux débats internes sur le voile islamique. Partisane d'une loi d'interdiction, elle co-fonde avec d'autres Vert-e-s LEA (Laïcité Écologie Association), pour inciter les Verts à « prendre officiellement position sur la laïcité et contre les intégrismes ». Au Congrès de Bordeaux du parti, elle présente une motion sur la laïcité. Cette motion sort majoritaire et Sandra est élue présidente de la commission Féminisme des Verts. Dans un premier temps, sa candidature est rejetée par le CNIR (Conseil National Inter-Régional des Verts français), puis validée à condition qu'elle quitte la présidence de LEA. Ce qu'elle fait. Parallèlement à cela, elle met au monde trois enfants, dont des jumeaux qui souffrent de problèmes de santé dans la prime enfance. Ces difficultés personnelles, ainsi que la confrontation à une histoire de pédophilie dans l'école où elle enseigne, la décident à reprendre des études pour se reconverter professionnellement. Elle devient orthophoniste. Au moment de l'entretien, elle remet en cause son engagement chez les Verts car elle est gênée par les positions pro-prostitution d'une partie des militant-e-s vert-e-s. Dans l'exercice de sa fonction de présidente de la commission Féminisme des Verts, elle se charge principalement des relations avec les autres associations féministes. Une autre personne est chargée des questions internes.

45. Sandy

Sandy naît en 1951. Elle est la troisième d'une famille de quatre enfants, dont le père est notaire, et la mère, issue de la haute bourgeoisie provinciale, n'occupe pas d'emploi. Dès l'âge de dix ans, Sandy est pensionnaire dans une école de filles de la campagne bretonne. En classe de seconde, désireuse de suivre une voie scientifique, elle rejoint un lycée de garçons récemment ouvert aux filles. En 1968, elle obtient un bac C avec mention, à 17 ans. Pendant toute sa scolarité, Sandy souffre du manque d'intérêt de ses parents pour sa réussite.

Après son bac, elle part à Rennes pour passer un deug, une licence et une maîtrise de physique-chimie. Pendant ces années, elle consacre l'essentiel de son temps aux études. Dans le laboratoire où elle effectue ensuite un DEA de chimie, elle rencontre celui qui devient son mari. Ce dernier, chercheur en chimie, se substitue alors à ses parents pour subvenir à ses besoins et lui permet ainsi de faire une thèse de troisième cycle de chimie. A la fin de sa thèse, son directeur privilégie deux de ses camarades masculins dans l'accession à deux postes auxquels elle prétend. Elle continue ses études et passe une maîtrise de biochimie à l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique à Rennes. A l'issue de cette maîtrise, elle est embauchée comme technicienne de recherche. C'est un poste inférieur à ce qu'elle pouvait espérer au vu de ses diplômes et vit cette expérience comme une injustice.

Elle se marie et met au monde un fils en 1979. En 1981, le lendemain de l'élection de François Mitterrand, et après avoir voté pour lui, elle quitte la France pour suivre son mari qui part travailler un an au Canada. En 1982, toute la famille rentre en France et s'installe à Paris. Elle met alors au monde une fille. Sandy postule à plusieurs reprises pour devenir chargée de recherche au CNRS sans succès. Son mari, chercheur au CNRS, obtient auprès de son ministère de tutelle qu'elle soit recrutée comme ingénieure d'études. Elle réalise une seconde thèse, cette fois en biochimie, et la soutient en 1985. Elle est recrutée en 1986 comme chargée de recherche au CNRS et devient directrice de recherche deuxième classe en 1991. Avec son mari, elle développe une nouvelle thématique de recherche et devient, en 2000, responsable d'une équipe de recherche. Au travail, elle essaie de favoriser les carrières des femmes autour d'elle et d'inciter ses étudiantes à choisir des voies d'excellence mais cet engagement individuel ne rencontre le collectif qu'en 2006.

Sandy fait la connaissance de R., alors présidente de l’AFFDU¹. Séduite par les objectifs de l’association, désireuse d’avoir une activité indépendante de son mari, et disposant de plus de temps depuis le départ de ses enfants, Sandy adhère à l’AFFDU. Déçue dans un premier temps par le manque de dynamisme de l’association et l’âge élevé de ses membres, elle s’investit progressivement dans deux actions de l’association : les Olympes de la parole (un concours d’expression scénique qui a pour objectif d’inciter des élèves de primaire, collège et lycée à réfléchir à la question de l’égalité entre les sexes) et l’attribution de bourses pour des étudiantes à l’université.

46. Thierry

Thierry naît après-guerre, dans une famille d’ouvriers. Il est le deuxième et dernier enfant de la famille. Après une scolarité primaire et secondaire sans événement particulier, il décide de faire des études de médecine. Au moment de la guerre du Vietnam, il participe aux manifestations d’opposition. Il est de gauche mais n’adhère jamais à un parti. En 1967, il se rend au Planning familial avec sa petite amie de l’époque pour obtenir une contraception. C’est son premier contact avec le Planning. Pendant ses études de médecine, il rencontre celle qui devient sa femme. Elle est gynécologue et se définit comme féministe. Dans les années 70, il devient « compagnon de route » des féministes, mais est critique quant au choix de la non-mixité. En 1972, une amie à lui désire avorter, il l’accompagne au MLAC. Déjà intéressé par la gynécologie, il décide d’apprendre à faire des avortements. C’est une militante du Planning qui lui enseigne la méthode par aspiration. Il pratique ensuite quelques avortements clandestins au MLAC, puis pendant un an au Planning. Mais suite à des conflits internes (il reproche à la direction d’être impliquée dans des malversations financières avec des cliniques anglaises), il quitte le Planning. Il prend également ses distances avec le MLAC car il leur reproche la pratique de réductions (aspirations à moitié) qui, selon lui, mettent en danger les femmes. Néanmoins, il reste en relation avec des militants du MLAC, et notamment des personnes travaillant à l’hôpital du Kremlin Bicêtre. Quand il s’agit de mettre en application

¹ C’est une association, fondée en 1920 en pleine apogée des mobilisations féministes de la première vague. Elle se situe dans la mouvance traditionnelle de l’espace de la cause des femmes et rassemble des femmes diplômées de l’Enseignement supérieur autour de l’idée que « l’éducation des filles est la clé de la promotion des femmes ». Pour plus d’informations sur cette association, voir : (Bereni, 2007: p.249).

la loi légalisant l'avortement, il participe à la création du centre d'orthogénie de l'hôpital du Kremlin Bicêtre. Ce centre est créé en 1978 et Thierry y reste jusqu'à aujourd'hui. En 1979, il milite pour le re-vote de la loi Veil. Il adhère peu de temps après à l'ANCIC (l'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception), qui rassemble des professionnels travaillant dans les centres de Planification et d'Interruption de grossesse, et qui vise à défendre le droit à l'avortement et à la contraception. En 1993, il fonde l'ACRN-AP (Association des Centres de Régulation des Naissances de l'Assistance Publique). Cette association se fixe pour objectifs d'aboutir à une meilleure prise en compte de la planification familiale et de l'IVG au sein de l'Assistance Publique, de faire que la réponse quantitative et qualitative aux demandes d'IVG soit la meilleure possible, et d'obtenir le meilleur statut pour les personnels qui animent les centres d'IVG et de planification. Il y milite toujours.

47. Xavier

Xavier naît en 1958 en Allemagne, dans une famille de cinq enfants. Son père est militaire, officier supérieur, et sa mère ne travaille pas. Il est le second de la fratrie. Le métier de son père les amène à déménager souvent : il passe son enfance entre l'Allemagne, l'Algérie, l'Alsace et l'Ariège. Néanmoins, de cinq à dix ans, sa famille se fixe dans un petit village des Ardennes, où Guy vit une période très heureuse.

A la fin de l'école primaire, très brillant, il entre sur concours au Prytanée militaire de La Flèche comme pensionnaire. Au même moment, sa famille quitte l'Ardèche pour la Gironde. Guy reste alors six ans seul dans la Sarthe, ne voyant sa famille qu'aux vacances scolaires. Pendant cette période, il souffre d'un manque d'affection et s'évade de l'atmosphère militaire, qui ne lui convient pas, en pratiquant intensément le piano et l'ornithologie.

A partir de la classe de première, il réussit à convaincre ses parents de le laisser quitter la Flèche et il intègre le lycée Louis Le Grand. Ses parents sont très exigeants sur sa réussite scolaire. Après l'obtention de son bac, il entre en classe préparatoire scientifique à Lakanal à Sceaux. Il échoue aux concours et entre à l'université pour passer une licence d'électronique et électrotechnique. A la fin de la licence il réussit un concours qui lui permet de devenir inspecteur aux PTT.

A la même période, pendant des vacances, il rencontre dans une auberge de jeunesse deux filles, avec qui il lie une amitié très forte. Avec ces deux amies, et une troisième, il emménage en colocation en région parisienne. L'une d'entre elles, suite à des discussions sur la part de naturel et de culturel dans la définition du masculin ou du féminin, l'amène à s'interroger sur les rapports hommes/femmes. Un horizon s'ouvre alors à lui et il se passionne pour cette question. Il se met à lire des centaines de livres consacrés à ce sujet et crée même une bibliothèque féministe sur son lieu de travail. Il y organise des débats sur les rapports entre les sexes. Il quitte la colocation au bout d'un an. Au début des années 1980, il s'engage à la CGT et au parti communiste. Il essaie de diffuser un discours féministe dans ces institutions mais se heurte à des résistances. Cela ne le conduit pas pour autant à s'engager dans des associations féministes ; qu'il n'identifie pas à l'époque. Il continue à consacrer beaucoup de temps au syndicalisme et au communisme.

Pendant un an, en période de guerre entre l'Iran et l'Irak, il héberge chez lui un réfugié politique iranien, rencontré par l'intermédiaire de sa sœur, elle-même mariée à un iranien. Cette rencontre est très importante pour Xavier car elle est l'occasion de longues discussions et réflexions, notamment sur le féminisme. Il se sent alors sortir de son isolement féministe et entre en contact, grâce à lui, avec des féministes iraniennes, avec lesquelles il correspond épistolairement. En parallèle de ses engagements militants, il s'inscrit dans une chorale, qui constitue pour lui une véritable respiration. Il s'y implique fortement et organise de nombreux concerts, notamment en haute montagne. A son travail, chez les PTT, il rencontre celle qui devient sa compagne et la mère de ses trois enfants. Leur rencontre se fait sur la base de discussions féministes organisées dans le cadre de la bibliothèque féministe montée par Xavier. En 1993, suite à des conflits avec sa hiérarchie au travail, Xavier quitte son emploi aux PTT et la famille part vivre en Isère. Il trouve un travail qui l'amène à passer deux jours par semaine à Paris et l'importance des temps de transport le conduit à arrêter pendant une dizaine d'années tous ses engagements musicaux, politiques et syndicaux. Quand le parti communiste présente, aux élections européennes de 1999, la liste « Bouge l'Europe » emmenée par Robert Hue et Geneviève Fraisse, Xavier se remet à lire *L'Humanité* et à s'intéresser à la vie du PCF. Peu de temps après, il lit, dans *L'Humanité*, sur un article de Clémentine Autain qui le séduit complètement. Vers 2004, il se rend à une assemblée générale de Mix-Cité à Paris, adhère à l'association et s'investit dans le groupe de travail Education. Cet engagement l'amène à intervenir dans les IUFM, les collèges et les lycées

pour faire de la formation et de la prévention des comportements sexistes. Parallèlement, il ré- adhère au parti communiste. Il y est membre de la commission nationale Droits des femmes et féminismes, mais n'est pas satisfait par les positionnements communistes sur ces questions. Il devient représentant du PCF au CNDF.

Annexe n° 3 : Images utilisées pour les entretiens projectifs

Les images ont été présentées aux interviewées toujours dans le même ordre. Elles ne sont pas classées par ordre chronologique des époques qu'elles illustrent afin d'éviter que les interviewées ne se sentent confrontées à une obligation de les dater précisément. Autant que possible, j'ai choisi de les classer de sorte à ce que deux photos successives ne se rapportent pas aux mêmes thèmes. Il est arrivé que les discours recueillis dans le cadre des entretiens soient relativement éloignés des discours attendus au moment du choix des photos. Il m'a semblé utile de rendre compte ci-dessous des raisons qui, initialement, m'avaient amenée à choisir ces images, afin de permettre au lecteur de comparer ces présupposés aux extraits d'entretiens cités dans la thèse et de percevoir ainsi la variété des interprétations possibles à partir des images.

1. Photo 1 : deux femmes se faisant face, dans un salon du début du siècle

Il s'agit d'une photographie, en noir et blanc, tirée du livre de Florence Rochefort, *Hier, les femmes* (Rochefort, 2007), représentant une femme et une petite fille, au début du siècle, se faisant face, dans un salon, les mains en position de prière.



Le choix de cette photographie repose sur son caractère polysémique. Commencer par une telle photographie avait pour objectif de mettre à l'aise les interviewées en leur signifiant qu'elles n'auraient pas nécessairement à identifier un événement précis à partir des images présentées.

Cette image avait pour vocation d'amener les interviewées à évoquer soit la condition des femmes au début du siècle, soit la relation à leur mère, soit le rôle des femmes dans l'éducation (en général ou dans leur propre éducation), soit éventuellement le lien entre femmes et religion à travers l'histoire.

Ces thèmes ont effectivement été abordés, mais il est également ressorti des discours, non attendus initialement, sur les tenues vestimentaires des deux personnes photographiées et sur les empêchements liés aux vêtements dont ont été victimes les femmes dans l'histoire, et parfois les interviewées au cours de leur vie.

2. Photo 2 : le mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis

Il s'agit d'une photographie¹ en noir et blanc représentant une manifestation lors du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis. Sur les pancartes, il est écrit : « We protest injustice NAACP », « Discrimination hurts Seattle ».

¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, à l'adresse suivante : <http://www.blackpast.org/?q=aaw/drive-equal-employment-downtown-stores-deeds>



Cette photographie a été choisie afin d'amener les interviewées à parler soit du mouvement noir américain, et potentiellement de son lien avec l'émergence des mouvements de femmes dans les années 60-70, soit de la place des femmes dans les mouvements sociaux autres que ceux de la cause des femmes, soit de la comparaison dans l'histoire entre égalité des races et égalité des sexes.

Le mouvement noir américain a été peu abordé pour lui-même. Contrairement à mes attentes, la figure de Rosa Parks a été très peu évoquée. En revanche, la campagne des primaires de 2008, entre les deux démocrates Hillary Clinton et Barack Obama, a souvent été utilisée pour signifier la primauté dans l'histoire de l'égalité des races sur l'égalité des sexes. Cette photographie a également suscité des commentaires sur la question de la mixité : la question de la participation des hommes aux manifestations féministes a été posée au regard de la participation de blancs à cette manifestation.

3. Photo 3 : un homme contemplant un graffiti, qui dit « Jouissez sans entraves »

Il s'agit d'une photographie de Henri Cartier-Bresson qui met en scène un homme, d'allure plutôt bourgeoise, qui regarde un mur sur lequel il est écrit « Jouissez sans entraves ».



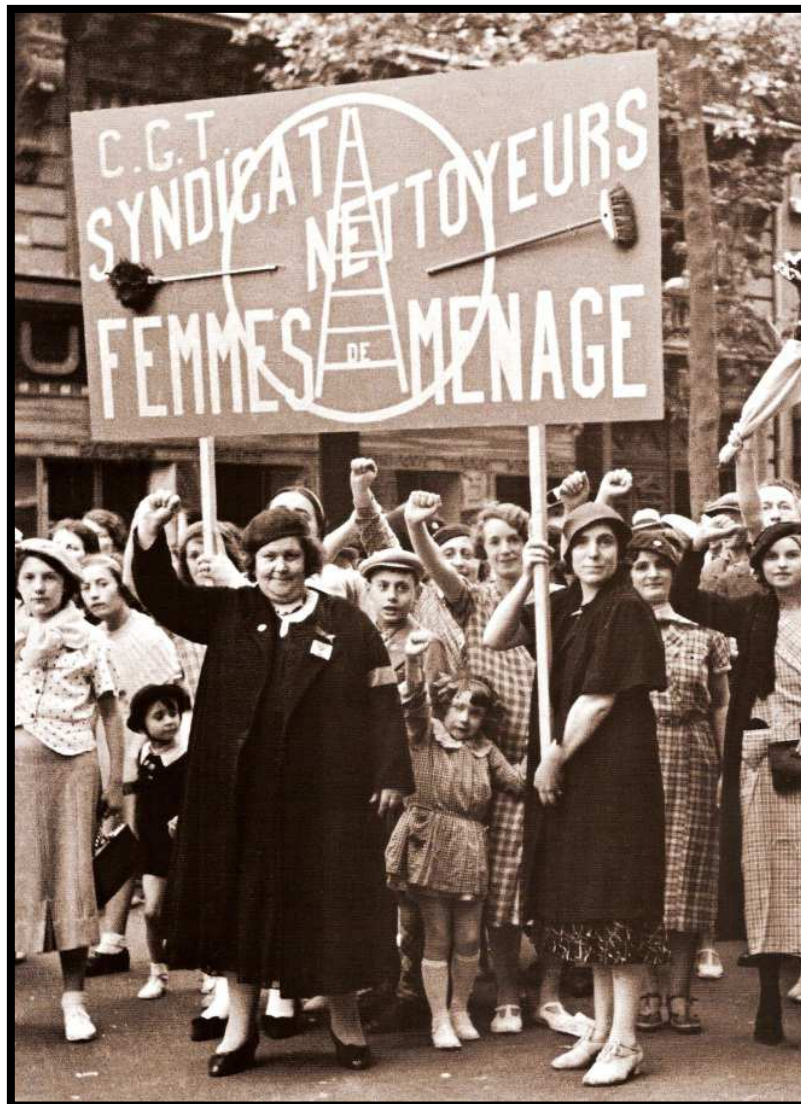
Cette photographie a été choisie parce qu'elle évoque, de manière implicite, par l'intermédiaire du graffiti, la période de Mai 68. Elle peut servir de support pour évoquer les événements de Mai 68 dans leur ensemble, ou plus spécifiquement la question de la libération sexuelle. La confrontation d'un homme d'un certain âge à un slogan identifié comme porté plutôt par la jeunesse peut susciter aussi des discours sur les relations intergénérationnelles dans les mouvements sociaux. Cette photographie a également été choisie pour son effet humoristique : elle constituait un moyen de créer de la connivence avec les interviewées.

Si tout le monde n'a pas associé cette photo à Mai 68, la libération sexuelle a été très souvent abordée par les interviewées, soit comme phénomène social analysé avec du recul (et non nécessairement daté), soit sous l'angle de l'expérience personnelle vécue (que la libération ait été effective ou non). La libération sexuelle, comme phénomène social, a

principalement été évoquée sous l'angle d'une libération « à deux vitesses », qui se serait faite, et continuerait de se faire, au profit des hommes et au détriment des femmes. L'avènement des contraceptifs (pilule, préservatifs) et de l'avortement ont été aussi largement évoqués à partir de cette photographie.

4. Photo 4 : des femmes de ménage de la CGT manifestant pendant l'entre-deux-guerres

Il s'agit d'une photographie, tirée du livre de Florence Rochefort, *Hier, les femmes*, représentant des femmes de ménage de la CGT manifestant pendant l'entre-deux-guerres. Les femmes sont accompagnées de leurs enfants, elles ont le poing levé et elles portent une grande pancarte sur laquelle il est écrit « CGT Syndicat Nettoyeurs Femmes de Ménage ».



Marion Charpenel – « “Le privé est politique !”. Sociologie des mémoires féministes en France » – Thèse pour l'obtention du doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2014

Cette photo visait à faire émerger des discours sur la place des femmes dans l'histoire syndicale, sur les relations entre hommes et femmes au sein des syndicats, sur la place des femmes dans la sphère professionnelle, sur la conciliation entre engagement politique et vie de famille et éventuellement entre vie professionnelle et vie de famille.

D'autres thèmes moins attendus ont été évoqués, notamment la compatibilité entre l'engagement féministe et le recours à une femme de ménage pour réaliser ses propres tâches domestiques. Les interviewées ont aussi parlé de la façon dont elles transmettaient à leur propres enfants leur militantisme.

5. Photo 5 : « Laïcité » à la craie sur le tableau

Il s'agit d'une image de Jean Effel qui montre une jeune femme, vêtue d'un bonnet phrygien, et qui écrit à la craie sur un tableau le mot « Laïcité ».

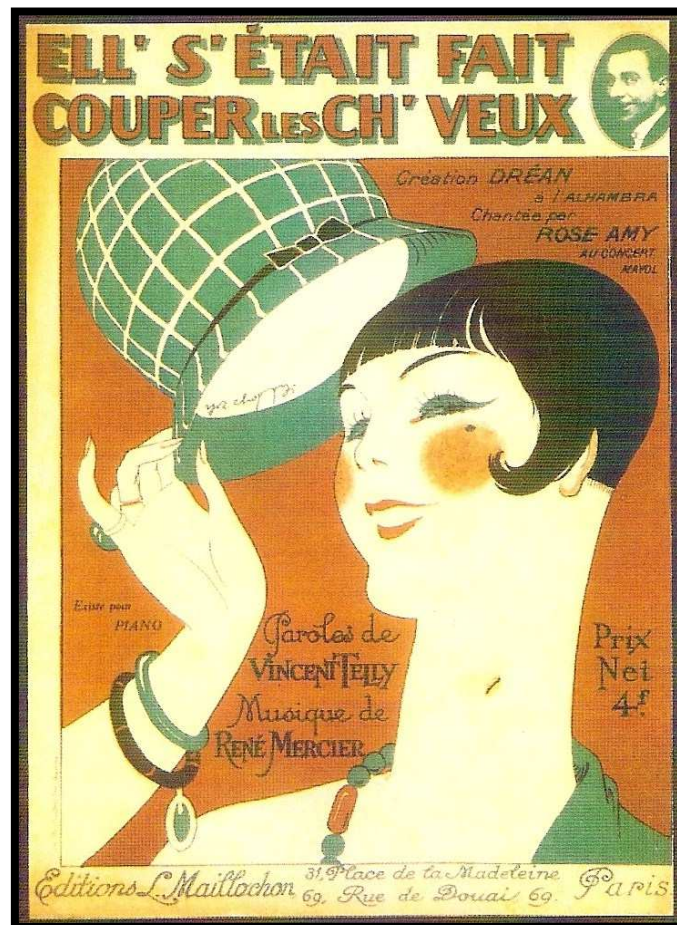


Le choix de cette photo a fait l'objet de longues hésitations car la présence du mot « Laïcité » la rend moins polysémique que les autres photos sélectionnées et contribue à imposer du sens aux interviewées. Néanmoins, aucune autre photo, moins explicite, n'a été trouvée pour amener les interviewées à évoquer ce concept, or la loi de 1905 ayant été commémorée en 2005 par des militantes de la cause des femmes, cela semblait intéressant de les entendre sur ce sujet.

Finalement, cette photo a aussi laissé place à des discours moins attendus sur l'école, la figure de Marianne et même sur l'érotisation du corps féminin dans l'imagerie populaire.

6. Photo 6 : la partition de la chanson « Elle s'était fait couper les cheveux », succès de 1924

Il s'agit de l'image qui illustre la partition de la chanson « Elle s'était fait couper les cheveux », succès de 1924. Sur la partition, une femme à l'allure *garçonne* est dessinée, elle soulève son chapeau en regardant malicieusement vers le public.



A partir de cette photo, les thèmes qui pouvaient être évoqués étaient d'abord directement la figure de la « garçonne » dans l'histoire, puis plus généralement les différents moments pendant lesquels les femmes ont revendiqué la liberté à disposer de leur corps, et en contre-point, les résistances que ces comportements ont pu entraîner dans la société.

Cette image a souvent donné lieu à des récits personnels traduisant leur propre vécu en matière d'interdits ou d'impositions vestimentaires, ou alors le vécu de femmes de leur famille. Certaines connaissaient la chanson et me l'ont chantée. Le terme de « garçonne » a été très peu utilisé par les interviewées.

7. Photo 7 : l'affiche du film *Les femmes de l'ombre*

Il s'agit de l'affiche du film *Les femmes de l'ombre* de Jean-Paul Salomé. Cette affiche montre cinq visages de femmes tournés vers l'horizon. Les avions, représentés sous les visages, permettent de signifier la guerre.



Cette image a été choisie afin de faire parler les interviewées de la place des femmes dans la résistance (pendant la seconde guerre mondiale, mais également dans le cadre d'autres mouvements de résistance). Le titre pouvait également être commenté car il fait écho à l'invisibilité des femmes dans l'histoire, thème qui est apparu comme très présent au cours des entretiens non structurés et dans le cadre des observations. De plus, le fait que les interviewées aient été voir ou non le film pouvait me renseigner sur leur degré de curiosité à l'égard de l'histoire des femmes. A partir de cette photo, certaines ont d'ailleurs été amenées à me parler d'autres films ou livres portant sur des épisodes marquants de l'histoire de femmes.

8. Photo 8 : « La femme doit voter »

Il s'agit d'une photographie tirée du livre de Florence Rochefort, *Hier, les femmes*, qui montre une femme mettant un bulletin dans une urne, urne sur laquelle il est écrit « La Femme doit voter ».



Cette photographie a été choisie pour évoquer le suffrage des femmes. Elle a l'avantage d'être relativement ambiguë car seule l'affiche permet de comprendre qu'il s'agit d'une action militante et non d'un vote réel. Elle a été préférée aux photos de manifestations de rue en faveur du droit de vote des femmes car elle permet de ne pas susciter simplement des discours sur le combat féministe en faveur de ce droit. Elle laisse aussi la possibilité à l'interviewée de se projeter dans la personne qui vote, d'imaginer ce qu'elle a pu ressentir au moment du premier vote ouvert aux femmes, elle permet un éventuel parallèle entre les femmes de la photo et des femmes de son entourage.

Alors que je ne l'avais pas prévu, la différence de statut social entre les deux femmes de gauche et la femme derrière l'urne, traduite par les tenues vestimentaires des unes et des autres, a souvent été commentée par les interviewées. Cette photo a donc induit notamment des discours sur l'identification du féminisme comme mouvement bourgeois.

9. Photo 9 : des femmes travaillant dans une usine d'obus pendant la seconde guerre mondiale.

Il s'agit d'une photographie¹ de femmes travaillant dans une usine d'obus, pendant la seconde guerre mondiale.

¹ Cette photographie est issue de la version électronique de l'Encyclopaedia universalis : http://www.universalis.fr/media-encyclopedie/87/PI990168/encyclopedie/Le_role_des_femmes.htm



Cette photographie visait principalement à faire parler les interviewées de la participation des femmes à l'effort de guerre et du rôle des guerres dans le processus d'émancipation des femmes. Cette photo pouvait aussi donner lieu à des discours plus généraux sur l'insertion professionnelle des femmes et la double journée de travail. Ca n'a pas été tellement le cas.

10.Photo 10 : Brigitte Bardot

Il s'agit d'une photographie de Brigitte Bardot¹, sur laquelle elle est partiellement dévêtue. Elle fixe l'objectif du photographe, la bouche légèrement ouverte.

¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, sur un blog : <http://bdcentral.wordpress.com>



Cette photographie a été choisie parce que Brigitte Bardot y est bien identifiable. Le but était de faire s'exprimer les interviewées sur une icône controversée, considérée par certaines comme un modèle d'émancipation et par d'autres comme le stéréotype de la femme objet.

Cette image a aussi donné lieu à des discours sur d'autres femmes célèbres (actrices, chanteuse, etc.), sur leur rôle ou non dans la promotion du statut des femmes. Notamment, les interviewées qui disaient de Brigitte Bardot qu'elle évoquait la chosification des femmes et de leur corps, ont opposé à cette photographie la figure de Jeanne Moreau. Au film *Et dieu créa la femme*, certaines interviewées disent préférer *Jules et Jim*, qui, selon elles, laisse d'avantage l'initiative aux femmes.

11. Photo 11 : une femme et cinq garçons

Il s'agit d'une photographie¹ de famille, en noir et blanc, qui met en scène une femme avec cinq garçons, dont on suppose qu'ils sont les siens.



Cette photographie avait pour but de susciter des discours de la part des interviewées sur la maternité, plus particulièrement sur les maternités nombreuses, et sur les effets de ces maternités sur la vie des mères. Sans que les interviewées n'aient besoin de dater la photo, l'idée était de suggérer une époque antérieure à l'avènement de la contraception féminine pour éventuellement amener les interviewées à évoquer les changements entraînés par la diffusion de la pilule.

¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, à l'adresse suivante : <http://pagesperso-orange.fr/geneascribe/galeri5.jpg>

L'absence du père sur cette photographie a été particulièrement commentée. Elle a donné lieu à des discours sur les veuves de guerre, présentées comme des « oubliées de l'histoire ».

12. Photo 12 : une barricade dans le quartier latin à Paris

Il s'agit d'une photographie¹ de barricade, en noir et blanc. Le fait que, en arrière-plan, une boutique porte le nom de « Latin papier » permet de situer cette photo dans le quartier latin, à Paris.



Cette photographie avait été sélectionnée pour permettre aux interviewées d'évoquer Mai 68. Le choix de donner à voir une barricade s'explique par le caractère relativement neutre de cette image à propos de la question des relations entre les sexes, le but étant de laisser émerger les discours sans les orienter sur cet aspect précis de la question.

¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, à l'adresse suivante : <http://www.interet-general.info/IMG/France-Paris-Barricade-mai1968-1.jpg>

La place des revendications en faveur des femmes dans l'ensemble des mots d'ordre nés de 68, ainsi que la place accordée aux femmes dans la définition des luttes ont néanmoins été souvent évoquées par les interviewées.

13.Photo 13 : un des symboles du Mouvement de libération des femmes dans les années 1970

Il s'agit d'une reproduction d'un des symboles les plus utilisés par le Mouvement de libération des femmes dans les années 1970.



Cette image visait à déclencher des discours sur le mouvement féministe des années 70 en général, sur sa composition, ses revendications, ses effets, etc. En effet, « après la parution du numéro spécial de la revue *Partisans*, intitulé 'Libération des femmes, année zéro', en octobre 1970, le signe génétique féminin (et signe astrologique de Vénus) devient l'emblème du Mouvement des femmes, repris partout, sur les banderoles, les tracts, et les affiches »

(Zancarini-Fournel, 2005: p.247). Ce signe est présent notamment dans un tiers des affiches collectées par La Gaffiche, dans leur ouvrage *Les femmes s'affichent*, et semblait donc être une bonne façon d'évoquer le mouvement des années 70 sans trop en dire. Les militantes féministes l'ont modifié, selon les moments, les tendances, les objectifs. Le choix de cette version, avec le poing au milieu du cercle, visait à éviter les discours trop généraux sur les femmes qu'aurait pu amener le simple symbole génétique. De plus, il traduit bien, selon moi, l'idée de la lutte des femmes. En choisissant ce symbole, j'espérais également que, par association d'idées, soit évoqué l'épisode du dépôt du sigle MLF à l'Institut national de la propriété industrielle par Antoinette Fouque en 1979.

Contrairement à mes attentes, ce symbole a finalement assez rarement été associé au mouvement des années 70.

14. Photo 14 : Jeanne d'Arc

Il s'agit d'une miniature sur parchemin¹ représentant Jeanne d'Arc.

¹ Cette miniature a été trouvée sur internet, à l'adresse suivante : <http://www.linternaute.com/femmes/dossier/0704-femmes-histoire/2.shtml>

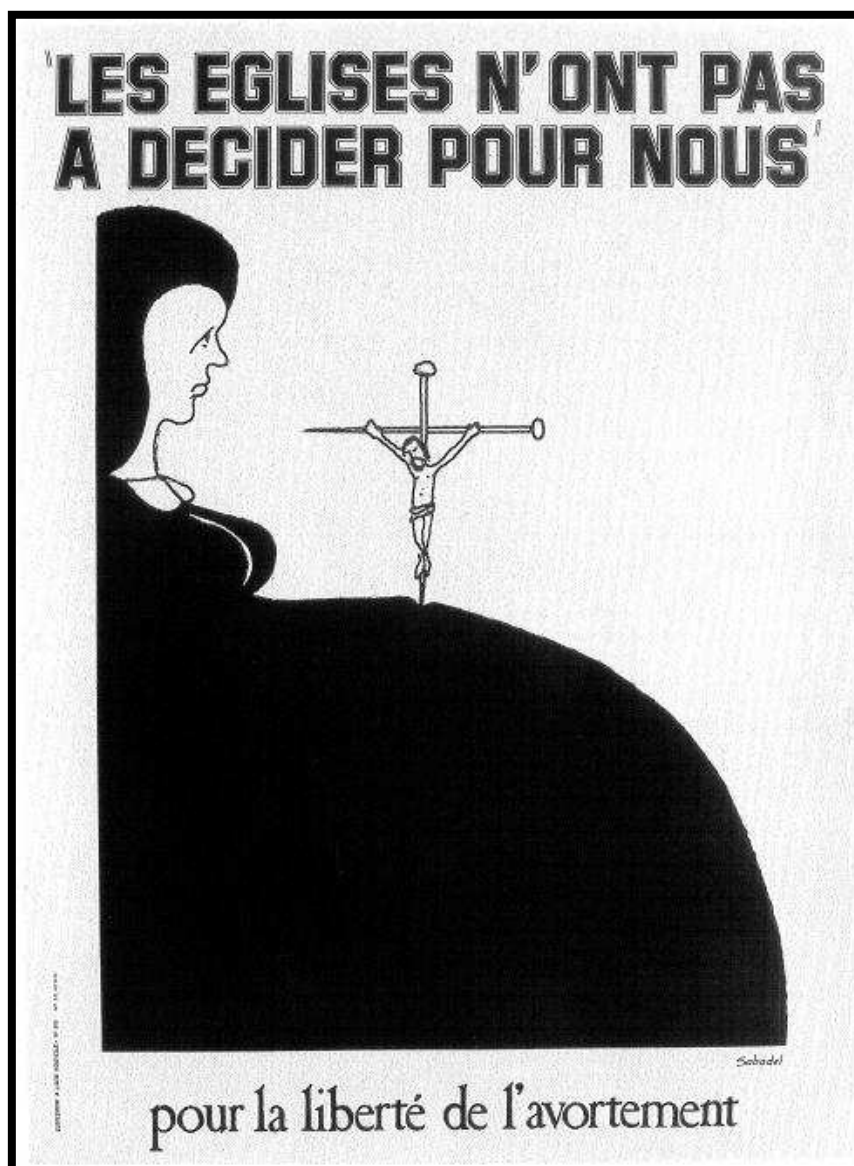


La figure de Jeanne d’Arc a été l’objet d’usages contrastés : elle est à la fois l’une des figures féminines les plus présentes dans l’enseignement de l’histoire à l’école, sa canonisation l’a consacrée comme le symbole de la chrétienne luttant pour sa foi et sa patrie, elle est d’ailleurs la patronne des mouvements féminins d’action catholique, et aussi été choisie par le Front national comme symbole d’un recours contre tous les « envahisseurs ». A la diversité des interprétations possibles autour de cette image, il semblait intéressant d’essayer de voir s’il en existe une appropriation féministe.

Jeanne d’Arc a souvent été évoquée sous l’angle de l’invisibilisation des femmes dans l’histoire. Soit il était souligné qu’elle était la seule femme de l’histoire présente dans les manuels scolaires. Soit son image de « pucelle » était avancée comme l’illustration des représentations négatives des femmes dans l’histoire.

15. Photo 15 : « Les églises n'ont pas à décider pour nous. Pour la liberté d'avortement »

Il s'agit de la reproduction d'une carte postale¹, qui dit « Les églises n'ont pas à décider pour nous. Pour la liberté d'avortement ». Elle met en scène une femme enceinte, au visage triste. Sur son ventre démesuré, est crucifié un Christ dont la croix est constituée d'aiguilles à tricoter, utilisées comme instruments pour avorter avant la légalisation.



¹ Il s'agit d'un dessin de Sabadel, paru dans le supplément de *Cité Nouvelle*, en 1975. Il est issu du fonds MLAC (Mouvement de Libération de l'Avortement et de la Contraception), au Centre des archives du féminisme, à Angers.

Cette affiche a été choisie pour susciter des discours sur la lutte pour l'avortement et les positionnements des institutions religieuses sur ces questions. Le fait que, malgré la représentation du Christ, les Eglises soient évoquées au pluriel, laissait une plus grande liberté d'interprétation. Plus largement, cette image avait aussi pour vocation de permettre aux interviewées d'évoquer des expériences personnelles ou familiales d'avortement, des souvenirs d'avortement clandestins, des grossesses non désirées etc. Il me semblait aussi intéressant de voir si les aiguilles à tricoter étaient ou non identifiées par les interviewées.

16.Photo 16 : Simone Veil au micro à l'Assemblée nationale

Il s'agit d'une photographie¹ de Simone Veil au micro à l'Assemblée nationale, pendant son discours du 26 novembre 1974, lors de l'examen de la loi relative à l'interruption volontaire de grossesse.



¹Cette photographie a été trouvée sur le site internet de l'Assemblée nationale : http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/interruption/simone_veil_tribune-1.asp

Cette photographie a été choisie afin d'amener les interviewées à évoquer la figure de Simone Veil, car cette dernière était relativement absente des récits de vie et des récits publics du passé réalisés par les féministes. Je voulais comprendre les raisons de cet oubli ou de cette occultation.

17. Photo 17 : plaque qui commémore la répression ayant frappé la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris

Il s'agit d'une photographie¹ d'une plaque commémorative apposée, sur le pont Saint-Michel, le 17 octobre 2001, par le maire de Paris (le socialiste Bertrand Delanoë). Elle commémore la répression ayant frappé la manifestation du 17 octobre 1961, organisée à Paris par le Front de libération nationale algérien (FLN), en faveur de l'indépendance de l'Algérie, et au cours de laquelle de nombreux algériens ont été tués.



Dans les récits de vie, la guerre d'Algérie est apparue comme un moment déterminant dans la politisation de certaines militantes féministes. Cette photographie avait donc pour vocation de susciter des évocations du passé sur cette période de l'histoire et aussi éventuellement de les amener à parler de l'acte de commémoration que constitue le dépôt d'une plaque.

¹ Cette photographie a été prise par Guy Michelat spécialement pour cette enquête. Qu'il en soit ici remercié.

Le fait que le masculin générique dissimule la présence de femmes parmi les personnes tuées le 17 octobre 61 a largement été évoqué. La nécessité de poser des plaques en souvenir des femmes mortes d'avortements clandestins est une revendication – qui répond au devoir de mémoire féministe – apparue à plusieurs reprises à partir de cette photo.

18. Photo 18 : le dépôt d'une gerbe de fleurs à la femme du soldat inconnu le 26 août 1970

Il s'agit d'une photographie¹ qui montre un groupe de femmes déposant le 26 août 1970 une gerbe de fleurs à la femme du soldat inconnu.



Cette action ayant été évoquée par certaines interviewées comme l'acte fondateur du mouvement des femmes des années 70, il semblait important de susciter des discours à ce sujet. De plus, cette photographie avait pour vocation d'amener les militantes à parler aussi du

¹ Cette photographie est extraite du livre de Catherine Deudon, *Un mouvement à soi, images du mouvement des femmes*, mais elle n'a pas été prise par la photographe. Elle lui a été donnée par une personne restée anonyme.

mouvement des années 1970 en général, des modes d'actions féministes et de l'humour contenu les slogans.

Contrairement à ce que je pensais avant de commencer l'enquête, toutes n'avaient pas connaissance de l'existence de cette action. Les interprétations (en termes par exemple de droit des femmes à participer à la guerre) ont parfois été très éloignées de la revendication de visibilité portée par cette action.

19. Photo 19 : la plaque en souvenir de Sohane Benziane

Il s'agit d'une photographie¹ représentant la tombe de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, sur laquelle est scellée une plaque « A la mémoire de Sohane morte brûlée vive pour que garçons et filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect ».



¹Cette photographie a été trouvée sur internet, sur le site suivant : <http://www.landrucimetieres.fr/spip/spip.php?article994>

Avec le dépôt d'une plaque en sa mémoire sur la tombe de Simone de Beauvoir, Sohane Benziane entre en 2003 dans la lignée des icônes féministes. C'est ce processus de construction du souvenir que cette photo peut permettre d'analyser. L'idée était de susciter des discours, d'une part, sur chacune de ces deux figures, et d'autre part, sur leur mise en relation l'une avec l'autre.

20. Photo 20 : une jeune fille choisissant un *sex toy*

Il s'agit d'une photographie¹ montrant une jeune fille en train de choisir un *sex toy* dans une boutique.



Cette photographie avait été choisie pour amener les interviewées à évoquer leur rapport au corps et à la sexualité, et éventuellement pour que soit discutée la question de l'hétéronormativité. La plupart des récits de vie contenant des discours la sexualité, il me semblait intéressant d'amener toutes les interviewées à évoquer cette question afin de

¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, sur le site suivant : <http://www.mycontact.fr/blog/gallery/29/sex%20t.jpg>

comprendre les raisons pour lesquelles ces souvenirs les plus intimes étaient absents d'une minorité de récits.

Cette photographie a suscité très peu de commentaires.

21. Photo 21 : une manifestation de Ni putes ni soumises

Il s'agit d'une photographie¹ de manifestation sur laquelle on peut voir, au premier plan, une banderole de Ni putes ni soumises tenue par des hommes et des femmes. La photographie n'est pas assez nette pour qu'on puisse décrypter le contenu des écriteaux blancs et rouges.



Le choix de cette photo visait à amener les interviewées à parler d'un moment important de l'histoire récente des luttes féministes, à savoir l'apparition sur la scène

¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, sur le site suivant : <http://www.flickr.com/photos/whisperpress/2560067345/>

médiatique de Ni putes ni soumises¹. Le fait qu'aucune pancarte ne puisse être déchiffrée (si ce n'est le nom de l'association) est une des raisons du choix de cette photo : elle laisse ainsi une grande liberté dans l'interprétation.

Par ailleurs, par la présence de personnes aux profils variés, cette photo a eu l'avantage de soulever les questions de mixité sexuelle, générationnelle, sociale et ethnique au sein de l'espace de la cause des femmes.

22. Photo 22 : Ségolène Royal

Il s'agit d'une photographie² de Ségolène Royal serrant des mains au milieu d'une foule (en meeting le 23 avril 2007).



¹ Cette photographie date de 2008 et est donc postérieure à l'apparition sur la scène médiatique de Ni putes ni soumises, mais peu d'indices permettent de la dater.

² Cette photographie a été trouvée sur internet, sur le site suivant : http://eur.news1.yimg.com/eur.yimg.com/xp/afpji/20070427/070427103202.jqqjj24j3_segol-ne-royal-en-meeting-le-23-avril-2007---valenb.jpg

La campagne présidentielle de Ségolène Royal a été évoquée à plusieurs reprises dans les récits de vie et semble constituer un événement important dans la mémoire vive d'une partie des militantes féministes. Néanmoins les interprétations qui en sont faites et les considérations sur le rapport de Ségolène Royal à la question féministe sont très variées. Cette photographie visait à interroger les représentations de cet événement et de cette figure.

Cette photo a permis aux interviewées de s'exprimer, à partir d'elle, sur leurs autres figures repoussoir et d'identification.

23. Photo 23 : *Les deux amies* de Tamara de Lempicka

Il s'agit d'un tableau de Tamara de Lempicka, intitulé *Les deux amies*, et qui date de 1923. On y voit deux femmes nues assises l'une contre l'autre.

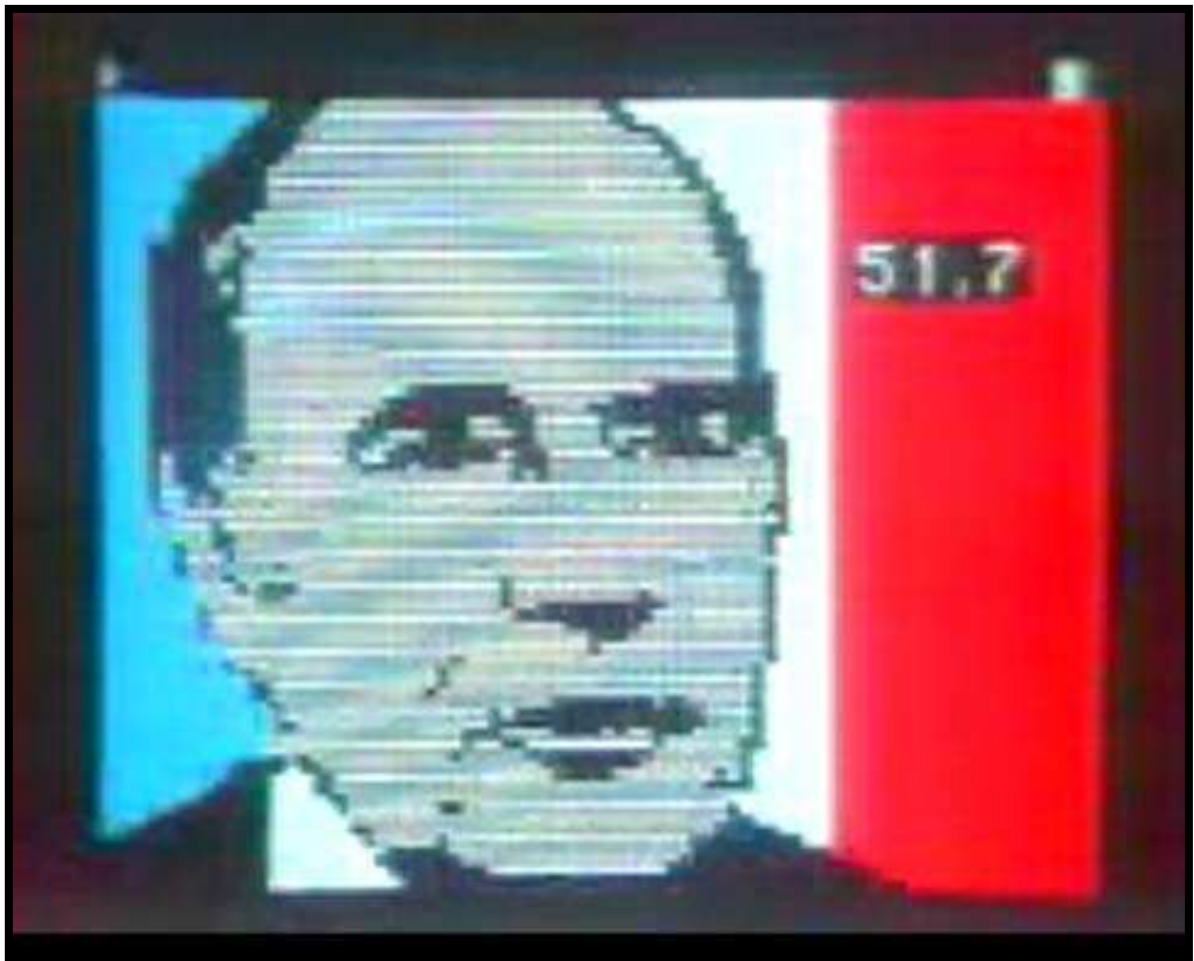


Ce tableau a été choisi pour faire émerger des discours sur l'homosexualité féminine, ou plus largement sur la question de l'entre-soi féminin. Il était aussi une façon d'amener les interviewées à parler de la représentation des femmes dans l'art et de la place des femmes dans le champ artistique.

Dimension que je n'avais pas anticipée : la question de la représentation du corps des femmes dans l'art ou dans l'imagerie populaire a souvent été évoquée à partir de cette image.

24. Photo 24 : François Mitterrand pendant les présidentielles de 1981

Il s'agit d'une photographie¹ d'un écran de télévision lors de l'annonce, en 1981, de la victoire de François Mitterrand aux présidentielles.

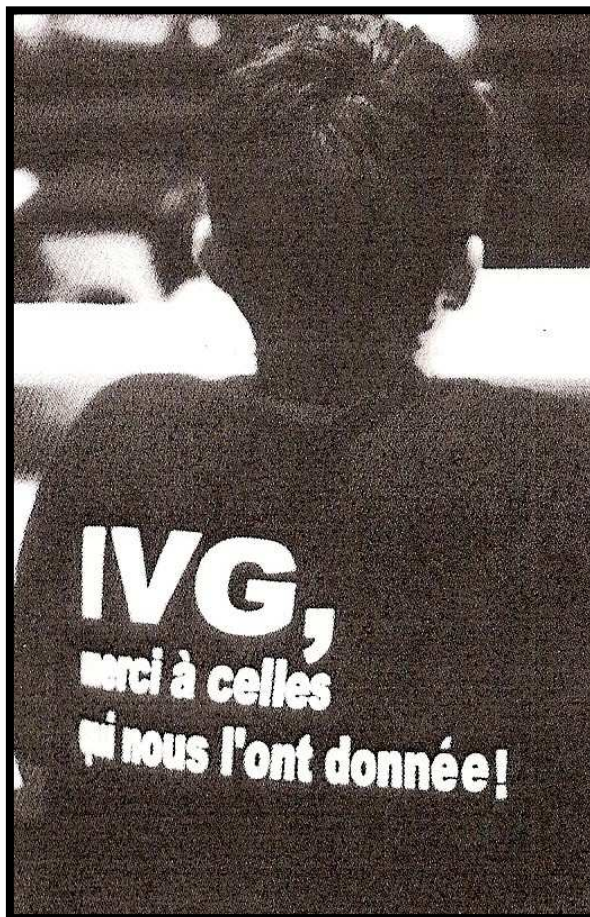


¹ Cette photographie a été trouvée sur internet, sur le site suivant : <http://pommeray.blog.lemonde.fr/files/2007/07/miterrand.1183914585.jpg>

Cette photo a l'avantage d'évoquer non seulement la figure de François Mitterrand mais aussi et surtout un moment précis : son élection en 1981. Ce moment étant apparu comme décisif dans certains récits de vie, il me semblait intéressant d'amener l'ensemble des interviewées à évoquer cet événement. De plus, le fait que le moment soit rendu par l'intermédiaire d'un écran de télévision laissait la possibilité aux interviewées, qui ont vécu cette période, de se resituer directement, par la pensée, au moment précis où ils ont appris le résultat de l'élection - seuls, en famille ou entre amis - et d'en faire le récit.

25. Photo 25 : « IVG, merci à celles qui nous l'ont donnée ! »

Il s'agit d'une photographie¹ en noir et blanc, qui met en scène Caroline Fourest de dos (on ne peut d'ailleurs pas identifier qu'il s'agit d'elle). Elle porte un tee-shirt sur lequel il est écrit « IVG, merci à celles qui nous l'ont donnée ! ».



¹ Cette photographie est extraite du livre de Catherine Deudon, *Un mouvement à soi, images du mouvement des femmes*.

Cette photo visait à faire émerger des discours sur la conquête du droit à l'avortement mais également sur les relations entre « jeunes » et « anciennes », sur les rapports que les unes et les autres entretiennent avec cette histoire commune.

Elle a donné lieu à des discours nombreux sur le thème du possible retour en arrière et de la fragilité des acquis en matière de droits des femmes.

26. Photo 26 : Neuf femmes au Panthéon

Il s'agit de quatre photographies¹, présentées simultanément aux interviewées, qui donnent à voir l'exposition « Neuf femmes au Panthéon », qui s'est tenue en 2008 à l'occasion du 8 mars et du centenaire de la naissance de Simone de Beauvoir. On y voit le Panthéon orné des portraits de neuf « grandes femmes » : Simone de Beauvoir (au centre), Olympe de Gouges, Marie Curie, Charlotte Delbo, Solitude, Colette, Maria Deraismes, Louise Michel et George Sand.

¹ La première des quatre photographies a été trouvée sur internet, sur le site suivant : <http://www.rfi.fr/radiofr/images/099/02pantheon432.jpg>. J'ai moi-même pris les autres photographies lors d'observations pendant cette commémoration.



		
<p>Charlotte DELBO (1913-1985)</p>	<p>SOLITUDE (1772-1802)</p>	<p>COLETTE (1873-1954)</p>
<p>Résistante. Elle fut partie des journaux communistes avant de devenir fasciste de Louis Jouvet. Elle participa à un réseau de résistants et fut arrêtée le 2 mars 1942 avec son mari, Georges Dabash. Il seva fusillé au Mont Valérien, le 23 mai 1942. D'abord emprisonnée à la Santé, elle sera déportée à Auschwitz, par le convoi du 24 janvier 1943. Elle est l'une des 40 femmes résistantes de ce convoi et proféra, le soir de sa vie, le numéro 3561 tatoué sur le bras.</p> <p>Libérée en 1945, tout en menant une carrière littéraire, elle poursuivit son travail de mémoire. En 1965, elle publia la biographie de ses deux exils vingt-neuf camps du convoi du 24 janvier 1943.</p>	<p>Héroïne de la lutte contre l'esclavage en Guadeloupe, fille d'une créole, elle naît vers 1772. En 1794, l'esclavage est aboli, elle peut se croire libre de son destin.</p> <p>Mais dès 1802 Napoléon Bonaparte rétablit l'esclavage et renvoie ses troupes contre les quinquagénaires qui veulent rester libres.</p> <p>Solitude rejoint les combattants auprès desquels elle lutte jusqu'au bout les armes à la main. Écrasée et grièvement blessée, elle est prisonnière le lendemain de son arrestation.</p>	<p>Femme de lettres. Après avoir épousé très jeune un écrivain qui exploitait ses talents littéraires, Colette s'émancipe. Sa libération passe par le mariage-hall ou ses spectacles font scandale, mais où elle noue de vrais amitiés.</p> <p>En définitive, la littérature est sa vraie passion. Aussi est-elle reconnue et appréciée pour son écriture empreinte de sensualité.</p> <p>C'est avant tout une femme libre qui réclame les intérêts. Ses romans lui valent une renommée internationale et l'attention à l'Académie Goncourt. Elle est nommée commandeur de la Légion d'honneur. C'est la première femme à être honorée par des médailles nationales.</p>



Simone de BEAUVOIR
(1908-1986)

Écrivaine et philosophe. Elle est, à 21 ans, la plus jeune épouse de philosophie de France, se consacrant à Sartre pendant
Elle écrit notamment en 1942, année où son premier roman, "Simone", est publié et connaît un succès immédiat. Elle épouse le poète Goussard en 1954 pour son roman "Les Mandragores".
En 1949, Simone de Beauvoir publie un essai influent sur le conditionnement des femmes, "Le Deuxième Sexe". Elle y prône l'émancipation des femmes. Elle divorce avec Sartre qui lui adresse "Le Deuxième Sexe" reste l'ouvrage de référence du mouvement féministe mondial. Elle meurt le 14 avril 1986, elle a travaillé sous des fausses identités et l'émancipation de la solidarité totale avec le féminisme.

Olympe de GOUGES
(1748-1793)

Femme politique, née à Montaubean, sous le nom de Marie Gouss. Elle se marie en 1766, et se retrouve veuve peu de temps après. Elle devient Olympe de Gouges, épouse de Marat, elle se rend à Paris avec son petit garçon et rédige ses premiers textes.
Considérée comme l'une des premières féministes françaises, Olympe de Gouges vient distinguer par son cri de "toute antienne" "Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne". Elle y prône notamment l'éducation des femmes.
Elle fut arrêtée et décapitée au tribunal révolutionnaire le 6 août 1793. Condamnée à mort, elle mourut sur l'échafaud le 3 novembre 1793.
Dans sa "Déclaration des Droits de la Femme", elle avait écrit de façon provocatrice "La femme a le droit de monter sur l'échafaud", elle doit aussi égardement celui de monter à la tribune".

Marie CURIE
(1867 - 1934)

Physicienne. Née en 1867 en Pologne, elle vient en 1891 à Paris pour y suivre des études de physique. Elle rencontre Pierre Curie, physicien qu'elle épouse en 1894. Agrégée de physique, elle se consacre à l'étude des rayonnements produits par l'uranium. Elle mène ses recherches avec son mari, et découvre le polonium et le radium.
1^{re} femme à recevoir le prix Nobel en 1903 conjointement avec Pierre Curie et Henri Becquerel, elle reçoit un 2nd prix Nobel de physique, à titre personnel pour ses recherches sur les éléments radioactifs.
Elle continue à mettre en place les premières applications thérapeutiques de la radioactivité. Suite aux irradiations subies, elle meurt en 1934.



Maria DERAISMES
(1828-1894)

Figure emblématique du féminisme et femme politique républicaine et anticlérical. Journaliste et conférencière, ses écrits de contestation sont les droits des femmes et des enfants, la démocratie, la place de la religion dans la société.
Pionnière de la lutte pour les droits des femmes, elle fonde plusieurs associations.
Maria adhère à la ligne positiviste, prônant l'égalité entre les femmes et les hommes dans le mouvement. Elle est cofondatrice en 1889 de la 1^{ère} Ligue républicaine internationale pour l'égalité des hommes et des femmes, "Le Droit Humain".

Louise MICHEL
(1830-1905)

Femme politique et militante révolutionnaire et anarchiste. Institutrice, elle fréquente les milieux républicains, socialistes et écrivit dans des journaux d'opposition.
Elle participe au mouvement et aux combats de la Commune de Paris, ce qui lui vaut la déportation en Nouvelle-Calédonie.
De retour en France, elle reprend son activité militante et combat jusqu'à sa mort malgré plusieurs séjours en prison et l'exil à Londres.

George SAND
(1804 - 1876)

Femme de lettres. Aurore Dupin sera connue sous le pseudonyme de George Sand.
Comme toutes ses jeunes filles de son époque, elle pense que sa vocation naturelle est dans le mariage ; elle épouse donc Casimir Dudevant, dont elle a deux enfants, mais se sépare de lui au bout de quelques années pour mener une vie indépendante.
Ses liaisons avec Musset et Chopin sont parmi les épisodes les plus connus de sa vie amoureuse.
Ardente féministe, elle revendique pour les femmes le droit au divorce et à l'égalité civile que le roi Napoléon leur refuse. Elle devient célèbre, mais provoque l'indignation de certains de ses contemporains par son comportement ; elle s'habille en homme, fume la pipe, monte à cheval... Elle s'enthousiasme pour la révolution de 1848.
A la fin de sa vie, retire à Nohant, elle rêve encore de changement politique : "Apprenons à lire des révolutionnaires obscures et patentes, écrit-elle à un jeune poète, jamais des terroristes".

Ces photos permettent d'analyser les décalages qui peuvent exister entre une mémoire officielle (exprimée au travers d'une commémoration de cette ampleur) et la mémoire vive dont sont porteuses les militantes. De plus, elles sont un moyen d'amener les interviewées à parler de chacune de ces femmes célèbres et du rapport personnel qu'elles peuvent parfois entretenir avec l'une d'elles.

Marion Charpenel – « "Le privé est politique !". Sociologie des mémoires féministes en France » – Thèse pour l'obtention du doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2014

Annexe n°4 : Liste non exhaustive des autobiographies (ou récits à caractère autobiographique) publiées par des militantes de la cause des femmes de 1958 à 2010

De 1958 à 1972 :

- *Mémoires d'une jeune fille rangée, La Force de l'âge, La Force des choses, Tout compte fait*, Simone de Beauvoir.

1977 :

- *Histoires du MLF*, Anne Tristan et Annie de Pisan, préface de Simone de Beauvoir, Paris, 1977

1983 :

- *Perturbation ma sœur, Naissance d'un mouvement de femmes 1970-1972*, Cathy Bernheim, paraît au Seuil. (récit autobiographique sur sa participation aux premières années du MLF).

1985 :

- *A cause d'elles : itinéraire personnel et politique*, Y.Roudy, paraît chez Albin Michel, préface de Simone de Beauvoir.

1988 :

- *Le lait de l'oranger*, de Gisèle Halimi, paraît chez Gallimard (avec *La Cause des femmes* (1973) et *La Kahina* (2006))

1990 :

- *Traces d'une vie dans la mouvance du siècle*, Madeleine Colin, Paris, autoédition, 1990.

1996 :

- *Un chagrin politique, De Mai 68 aux années 80*, de Martine Storti paraît aux Editions L'Harmattan

2001 :

- *Pourquoi je suis chienne de garde*, Isabelle Alonso, paraît chez Robert Laffont
- *Mémoires irréductibles. De l'entre-deux guerres à l'an 2000* de Françoise d'Eaubonne (à ce propos voir le livre *Lecture et lecteur dans l'autobiographie française contemporaine*, H.Jacomard)
- *On ne peut pas être heureux tout le temps*, Françoise Giroud, paraît chez Fayard.
- *Profession journaliste : Conversations avec Martine de Rabaudy*, Françoise Giroud, paraît chez Hachette Littérature.

2003 :

- *Dans l'enfer des tournantes*, Samira Bellil, paraît chez Denoël
- *L'amour presque parfait*, Cathy Bernheim, paraît aux Editions Le Felin (fragments de texte autobiographiques)

2004 :

- *Ni putes, ni soumises*, de Fadela Amara et Sylvie Zappi, paraît chez La Découverte (pas une autobiographie à proprement parler mais la première phrase du livre est : « Mon histoire personnelle a sans doute beaucoup pesé dans ma manière d'analyser la situation des filles », et tout le livre est ponctué par F. Amara d'évocations à son propre parcours).
- *Il y a deux sexes*, d'Antoinette Fouque, paraît chez Gallimard. (Pas une autobiographie mais notamment p.23-54, nombreuses interprétations du passé, évocations de sa propre histoire et du MLF)

2005 :

- *Histoire de vivre*, d'Anne Zelensky-Tristan paraît chez Calmann-Levy

2006 :

- *La racaille de la République*, Fadela Amara et Mohammed Abdi paraît au Seuil (pas vraiment une autobiographie non plus mais plutôt le récit de la période NPNS par deux de ses fondateurs.)
- *Clémentine Autain, la jeunesse au pouvoir*, Anne Delabre, Editions Danger public (ce n'est pas une autobiographie mais une biographie écrite en étroite collaboration avec Clémentine Autain, interviews. Pas le même statut que les autobiographies mais peut être intéressant à regarder rapidement.)

2007 :

- *Qui Gardera Les Enfants ? Mémoires D'Une Féministe Iconoclaste*, Yvonne Knibiehler paraît chez Calmann-Levy
- *Une vie*, Simone Veil paraît chez Stock

2008 :

- *Mon évasion*, de Benoîte Groult paraît chez Grasset
- *Profession femme*, d'Eliane Victor paraît chez Grasset (L'auteur-e)
- *L'arrivée de mon père en France*, de Martine Storti, paraît aux Editions Michel de Maule
- *Ne vous résignez jamais*, Giselle Halimi (⇒ intéressant de voir qu'elle compare son parcours à celui de Simone de Beauvoir et qu'elle dit dans toutes ses interviews l'avoir écrit pour sa petite fille).
- Voir la partie Témoignages dans *Génération MLF, 1968-2008*. Paraît aux Editions des Femmes.

2010 :

- *Amazones du soir, bonsoir!*, Danièle Cottreau, Éditions Le Gueuloir

Articles autobiographiques : Voir *Genre, sexualité & société*, Numéro n°4 (Automne 2010), Egologies.

Annexe n°5 : Récit de mes échanges avec les membres de l'Alliance des femmes pour la démocratie et des Editions des femmes

En mai 2008, se tient un colloque intitulé « Le mai des féministes » au conseil régional Île-de-France. Je m'y rends. La présidente de l'*Alliance des femmes pour la démocratie*, Antoinette Fouque n'est pas présente mais l'une de ses collaboratrices aux *Editions des Femmes* lit, pour elle, une intervention. À la fin du colloque, je vais à sa rencontre et lui demande un entretien. Je perçois quelques réticences, j'insiste et elle accepte. Elle me laisse ses coordonnées. Je l'appelle quelques jours plus tard et nous fixons un rendez-vous la semaine suivante. J'apprends, entre-temps, qu'en plus de son emploi aux *Editions des femmes*, elle est vice-présidente de l'*Alliance des femmes pour la démocratie*. Je me rends au rendez-vous, à la *Librairie des femmes*, afin de l'interviewer. À l'heure dite du rendez-vous, cette dernière m'explique qu'elle ne peut finalement pas réaliser l'entretien en raison d'un empêchement et je repars donc sans avoir pu l'interviewer. Elle me demande de la rappeler pour fixer un autre rendez-vous. Je la rappelle, lui laisse des messages téléphoniques mais elle ne me rappelle jamais.

Même si mon souhait initial était de rencontrer plutôt des militantes anonymes de ce courant, je comprends à partir de cette expérience et à partir de ce qui m'est rapporté par des collègues chercheuses insérées dans le champ, que j'aurai des difficultés à avoir accès aux militantes de l'association si je ne rencontre pas d'abord sa présidente, Antoinette Fouque. Je décide à la fin de l'année 2008 de lui écrire un courrier dans lequel je lui demande un entretien. Il reste sans réponse. Je lui renvoie donc, plusieurs semaines plus tard, le même courrier mais par voie électronique cette fois. Aucune réponse également. Je décide d'envoyer un message électronique à l'association l'*Alliance des femmes pour la démocratie*, message dans lequel je demande à être mise en relation avec des militantes pour des entretiens. Je soumet également la possibilité de réaliser dans un premier temps un entretien collectif car je suppose que cela peut être une façon d'enclencher la relation. Je reçois un coup de téléphone de la part d'une des responsables de l'association qui me demande de venir plutôt faire une conférence à l'*Espace des femmes*, accompagnée de ma directrice de recherche, sur mon sujet d'études, pour les membres de l'association. Je lui explique que je ne suis pas encore à un stade assez avancé de mon travail pour faire une conférence devant elles et que, pour cette

raison, je souhaiterais plutôt recueillir la parole des militantes et éventuellement, dans un second temps, leur présenter une analyse des entretiens réalisés. Ma proposition reste sans suite.

Je me rends au salon du livre le 15 mars 2009 car les Editions des femmes y tiennent un stand et elles organisent une conférence-débat sur le thème « 40 ans de mouvements : où en est la libération des femmes ? Actualité et projets pour demain », en présence de l'équipe du livre *Génération MLF, 1968-2008* et de Laurence Zordan. J'espère profiter de cette conférence pour avoir directement accès à des militantes du courant différentialiste et leur demander des entretiens. Après la conférence, je sollicite plusieurs personnes du public qui avaient pris la parole et dont j'avais pu identifier qu'elles avaient participé à l'écriture de l'ouvrage, et leur demande si nous pourrions nous rencontrer dans les mois à venir pour qu'elles me racontent leur parcours. L'une d'entre elles refuse l'entretien faute de temps. La seconde accepte de me laisser ses coordonnées pour un entretien mais après plusieurs relances, par téléphone et par mail, ne me rappelle jamais. Enfin, la dernière m'explique qu'il serait préférable que je rencontre d'abord Antoinette Fouque car « elle aurait des choses plus intéressantes à me raconter ». Elle me présente donc, sur le stand des Editions des femmes, Yvette Orengo et Sylvina Boissonnas, qui confirment qu'il serait préférable que je rencontre avant tout Antoinette Fouque et proposent d'organiser le rendez-vous.

Après plusieurs relances, Yvette Orengo m'écrit en juillet 2009 pour m'indiquer qu'Antoinette Fouque veut bien me rencontrer pour un entretien si j'accepte d'aller chez elle à Saint Raphaël. J'accepte et rentre donc en relation avec la secrétaire d'Antoinette Fouque. Au cours de l'été 2009, trois rendez-vous vont être fixés et systématiquement décommandés entre trois et un jour avant. En septembre 2009, Yvette Orengo m'écrit qu'elle regrette les rendez-vous manqués et me propose d'envoyer mes questions pour Antoinette Fouque par mail. Elle m'explique qu'elle rassemblera des éléments de réponse à partir des textes et ouvrages déjà publiés par Antoinette, que cette dernière validera les réponses et qu'elle me les renverra. Je pourrai ensuite, s'il me manque des informations précises, avoir un entretien téléphonique ou en face à face avec elle. Je lui explique que je n'ai pas de questions prédéterminées et que je ne peux pas les lui envoyer par mail. Je lui renouvelle mon souhait de rencontrer d'autres personnes qu'Antoinette si cette dernière est trop prise. En novembre 2009 paraît un numéro

spécial d'un magazine consacré au mouvement féministe contemporain¹ et dans lequel j'étais interviewée en tant que « spécialiste ». Antoinette est également interviewée dans ce numéro. Cette publication amène Yvette Orenge à me rappeler et à me proposer d'organiser un rendez-vous avec Antoinette Fouque. Lasse de ces revirements et étant aux Etats-Unis pendant un an, je lui explique ne pas pouvoir réaliser cet entretien. A mon retour des Etats-Unis, en juin 2010, je décide de ne pas me relancer dans des demandes d'entretiens et d'enclencher un processus dont je comprends qu'il a peu de chance de me donner accès aux autres militantes du courant différentialistes.

A partir de cette expérience de terrain, j'ai quand même pu tirer quelques enseignements sociologiques : j'ai constaté la place centrale qu'occupe Antoinette Fouque dans le courant différentialiste. Sa parole est perçue par les personnes engagées à ses côtés comme la seule digne d'intérêt. Les discours publics sont très contrôlés et il est impossible de réaliser un entretien sans que les questions aient été envoyées au préalable.

¹ PORTALIER, Bérangère (2009). Dossier « Je ne suis pas féministe mais... ». *Causette, Plus féminine du cerveau que du capiton*, n°5 (Nov-Déc, Déchaînées (?)), p. 27-49.

Annexe n°6 : Quelques exemples de soirées autour d'historiennes organisées à l'occasion du 8 mars

Date	Lieu	Organisateur-ice-s	Intervenant-e-s - Thème
4 mars 2008	A LA FRICHE LAITERIE 10, rue du Howald, 67000 Strasbourg	Calamity Jane, No Pasaran, le collectif Genre, le torchon brûle toujours, JoyZone et l'Os à vœux.	Historique des luttes anti-sexistes. Intervention de No Pasaran Strasbourg. Un exposé sur l'anti-sexisme radical, de 1789 à nos jours, suivi d'une discussion.
7 mars 2008	Conseil régional d'Aquitaine, Bordeaux	Lettres du monde	<i>Le Deuxième sexe, 60 ans de lectures et de débats français</i> , par Sylvie Chaperon <i>Lire Simone de Beauvoir aujourd'hui</i> , par Danièle Sallenave <i>La dynamique de l'émancipation féminine – situations et perspectives</i> , par Nicky Le Feuvre
12 mars 2008	IUFM de Bretagne - 153 rue de Saint-Malo, Rennes	L'association Les amis du peintre Clotilde Vautier	Conférence animée par Céline Gervais-Demellier, spécialiste en histoire de l'art et du spectacle : <i>Les comédiennes à travers les siècles</i> .
8 mars 2008	Archives et Bibliothèque départementales GASTON DEFFERRE, Marseille, Bouches-du-Rhône	<ul style="list-style-type: none"> - Conseil général des Bouches-du-Rhône - Direction de la Culture - Archives départementales - Bibliothèque départementale 	<i>De la fête des mères à la journée internationale de la femme</i> , conférence par Françoise Thébaud, professeure d'histoire contemporaine à l'université d'Avignon.
13 et 14 mars 2008	Centre des Arts, Douarnenez, Finistère	<ul style="list-style-type: none"> - Chargée de mission départementale aux droits des femmes Service culturel de la mairie de Douarnenez - Médiathèque Georges Perros - Associations : Toile d'essai, Festival de cinéma, Centre d'animations de Kermarron, Centre d'animation de Kerguesten, Maison des Jeunes et de la Culture 	Conférence de Béatrice Riou : « Quatre femmes et l'avant-garde artistique - 1900-1930 » « Oubliées par l'histoire de l'art, contemporaines des artistes hommes que furent Matisse, Van Dongen et Derain, elles ont participé à leur époque et dans l'ombre à la révolution fauve du début du XXème siècle. Ces femmes, Emily Charny, Suzanne Valadon, Jacqueline Marval et Georgette Agutte, éprises de liberté et animées d'une force créative ont marqué leur temps. »

Annexe n°7 : Quelques exemples de projections organisées à l'occasion du 8 mars

Date	Lieu	Organisateur-ice-s	Film projeté - Thème
11 mars 2005	Digne les Bains, Centre Culturel René Char	Organisée par Femmes Solidaires. En partenariat avec : - Rencontres Cinématographiques de Digne les Bains - Centre d'Information sur les Droits des Femmes - Conseil Régional Provence Alpes Côte d'Azur - Co'Média - Radio Zinzine - Service Culture et Animation de la Ville de Digne les Bains - Association Départementale du MFPPF	Projection de documentaires de Carole Roussopoulos (en sa présence) : - Monique (Lip I) <i>Documentaire – 1973 – Béta sp – 20' – France</i> : Août 73, après l'occupation de l'usine Lip de Besançon par les forces de l'ordre, une ouvrière de Lip raconte les quatre mois de lutte, la place des femmes, ce qu'elle y a appris et critique le rôle de la télévision - Christiane et Monique (Lip V) <i>Documentaire – 1976 – Béta sp – 30' – France</i> : Monique (assistante de publicité) et Christiane (OS) parlent de la difficulté d'être femme dans une usine en lutte (Lip), des problèmes de démocratie interne dans le syndicat et de la finalité du travail dans la situation actuelle. En présence du Centre Audiovisuel Simone de Beauvoir Paris.
12 mars 2005	Bordeaux, bibliothèque Mériadeck	La Maison des femmes de Bordeaux, association féministe	Carte blanche au centre audiovisuel Simone de Beauvoir, projection animée par Nicole Fernandez Ferrer, responsable du CASB.. Projection des films : - « Pour mémoire » - « Les prostituées de Lyon parlent » - « LipV, Christiane et Monique » - « Le 30ème anniversaire de la loi Veil »
8 mars 2008	Digne les Bains - Bléone	Femmes Solidaires Digne Bléone	Projection de <i>Debout !</i> , film documentaire de Carole Roussopoulos, 1999, durée 1h50 L'histoire de la libération des femmes par les luttes. « Dès 1969, Carole Roussopoulos, jeune valaisanne émigrée à Paris filme les manifestations, les débats, liés aux luttes féministes, à celles des homosexuels, ou encore des ouvrières qui ont occupé l'usine Lip. Elle est fondatrice avec Delphine Seyrig et Ioana Wieder du Centre Audiovisuel Simone de Beauvoir. Trente ans après, elle était la femme idéale pour inviter devant sa caméra les étudiantes qui ont eu le culot de demander un amphithéâtre dans la Sorbonne occupée de mai 68 pour donner la parole aux femmes. Ou celles qui, en 1970, à Genève, créent le "Front des bonnes femmes". Carole Roussopoulos a su montrer ces femmes encore jubilantes de leurs actions, de leurs slogans, de leurs chansons détournées... »
18 mars 2010	Cinéma L'Archipel, 17 boulevard de Strasbourg, 75010	40 ans du Mouvement de libération des femmes (série de rencontres avec réalisatrices ou actrices)	Projection du film <i>Louise l'insoumise</i> (1984) en présence de Charlotte Silvera (réalisatrice du film)

Annexe n°8 : Quelques exemples d'expositions organisées à l'occasion du 8 mars

Date	Lieu	Organisateur-ice-s	Thème
Du 5 au 11 mars 2005	Lamballe (Côtes d'Armor)	<ul style="list-style-type: none"> - Délégation Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité - Centre d'Information sur les Droits des Femmes 	<p>Expositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Égalité entre les hommes et les femmes, Bibliothèque municipale. - Femmes, les conquêtes inachevées. Proposée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes. - Portraits de Femmes, autour de femmes exerçant des métiers atypiques. Exposition proposée par le Centre d'Information sur les Droits des Femmes <p>Débat : Rencontres sur le thème Combats de femmes : être féministe. Avec la participation de Danièle Bousquet (députée) et de militantes étrangères : Sahar (Afghanistan), Yasmina Chouaki (Algérie), Régina Marques (Portugal), Leena Salmensaari (Finlande) et une militante bosniaque (sous réserve). Animé par Samia Messaoudi, journaliste pour Clara Magazine et Beur FM.</p>
Du 3 au 14 mars 2008	Centre social de Cleunay – 49 rue Jules Lallemand, Rennes	L'association Femmes solidaires	« George Sand : celle qui fit scandale de sa liberté »
Du 3 au 14 mars 2008	Espace social commun de Villejean - 42 bd Kennedy, Rennes	En collaboration avec le Mouvement français pour le planning familial	« Liberté, égalité, sexualité » Exposition retraçant 50 ans de lutte pour le droit à la contraception, à l'interruption volontaire de grossesse ainsi que les engagements des femmes au sein du Mouvement français pour le planning familial.
Du samedi 8 au samedi 22 mars 2008	Résidence de la Rablais - 1 place Salvador Allende à Saint-Jacques de la Lande, Rennes	Résidence la Rablais (résidence médicalisée pour personnes âgées)	« Quand la petite histoire rejoint la grande.... » Exposition réalisée par les résidents de la Rablais qui témoignent de la place des femmes et des évolutions des 80 dernières années sur les plans familial, politique, économique.
8 mars 2008	Médiathèque, Douarnenez, Finistère	<ul style="list-style-type: none"> - Chargée de mission départementale aux droits des femmes - Service culturel de la mairie de Douarnenez - Médiathèque Georges Perros - Associations : Toile d'essai, Festival de cinéma, Centre d'animations de Kermarron, Centre d'animation de Kerguesten, Maison des Jeunes et de la Culture 	Exposition sur George Sand « Femme de lettre française, George Sand nous a transmis une œuvre romanesque remarquable, assortie de contes, nouvelles, pièces théâtrales, textes autobiographiques et d'une abondante correspondance. Inspirée par les passions qui ont jalonné sa vie, elle s'est battue pour son indépendance et sa liberté de penser. »

Annexe n°9 : Texte associé à l’affiche « Les femmes dans l’histoire » de la campagne entreprise par le CRIPS Ile de France, avec le soutien du Conseil régional d’Ile de France, de l’ACSE et de l’INPES

NOUS, LES HOMMES ET LES FEMMES
LES FEMMES DANS L'HISTOIRE

L'histoire, telle qu'elle est transmise dans les écoles et universités, est écrite par des historiens, spécialistes du décryptage et de l'interprétation des archives. Or, jusqu'à une période récente, les sources émanant directement des femmes ou sur les femmes étaient rares. Ceci explique, en partie, la difficulté à élaborer une histoire des femmes ou même à comprendre leur place dans l'histoire politique, économique, religieuse et culturelle.

Liste forcément incomplète de femmes célèbres démontrant par là-même l'arbitraire de la mémoire historique et culturelle de notre société :

Nefertiti, 1377 à 1358 av. J.-C., épouse d'Aménophis IV, roi d'Égypte.
Cléopâtre VII, 69 à 30 av. J.-C., reine d'Égypte.
Salomé dite la danseuse, 31 apr. J.-C., fille d'Hérode-Philippe et d'Hérodiade.

Aliénor d'Aquitaine, 1122-1204, reine de France puis d'Angleterre.
Jeanne d'Arc, 1412-1431, elle obligea les Anglais à lever le siège d'Orléans (1429). Elle fut brûlée à Rouen par les Anglais.
Catherine de Médicis, 1519-1589, reine de France, femme d'Henri II.
La Grande Catherine (Catherine II), 1729-1796, impératrice de Russie
Marie-Antoinette, 1755-1793, épouse de Louis XVI.
Indira Gandhi, 1917-1984, femme politique indienne. Seconde femme au monde élue démocratiquement à la tête d'un gouvernement en 1966.
Golda Meir, 1898-1978, première femme à accéder au poste de 1^{er} ministre en Israël en 1969. Troisième femme dans le monde à ce niveau de responsabilité.
Simone Veil, 1927-, ministre de la Santé en 1974, elle fait adopter en 1975 la loi autorisant en France l'IVG, dite « loi Veil ».
Margaret Thatcher, 1925-, femme politique britannique. Première femme 1^{er} ministre en Europe en 1979.
Benazir Bhutto, 1953-2007, femme politique pakistanaise. Première femme élue démocratiquement à la tête d'un pays musulman en 1988. Victime d'un attentat-suicide en 2007.

© MARIE-LE BRASSEUR / Paris / France / INPES / NOUS, LES HOMMES ET LES FEMMES / CONCOURS D'AFFICHES "ÉTUDIANTS, TOUS À CHAQUOT !" / CRIPS ILE-DE-FRANCE AVEC LE SOUTIEN DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE, DE L'ACSE ET DE L'INPES

Annexe n°10 : Programme du colloque intitulé « Le mai des féministes »

Jeudi 15 mai 2008 / Hémicycle / 19h-23h

Année 68. La prise de conscience : des féministes à l'œuvre

Message d'accueil : Chantal Vihon, vice-présidente de la députation régionale, Mairie Longjumeau, chapitre de la préfecture de la gare dans les préfectures régionales.

Montique Destal
Méditerranée, Fondation de Culture de Femmes et de Méditerranée Française « Régions », annonceur des activités en réseau.

Annie Zdenzky
Présidente de la Ligue de Droit des Femmes, cofondatrice avec Simone de Beauvoir en 1974, porte-parole du Mouvement des Femmes depuis 1982.

Jacqueline Feldman
Sociologue et psychologue, a été (avec Anne Zdenzky) et Ilse Felschowsky) à l'origine du groupe « Femmes, Méditerranée, Méditerranée » (FMM) à l'automne 1987 et en 1971 du Groupe « Femmes méditerranéennes » du MLE.

Liane Mouton
Sociologue, professeure émérite, Université Paul Verlaine de Metz, auteur au Centre de recherche universitaire Lorrain d'histoire.

Cathy Berthelin
Écrivain, journaliste.

Antonette Fouquet
Cofondatrice du MLE, psychologue, auteur, annonceur depuis longtemps.

Geneviève Frabrie
Philosophe et historienne (CNRS) a participé au Mouvement des Femmes, annonceur l'histoire matérialiste des Droits des Femmes, annonceur depuis longtemps.

Nadja Ringart
Sociologue, EHEC, travaille sur la vie associative, en particulier avec des associations d'insertion et d'éducation populaire.

Projection vidéo
Le Mouvement de Libération des Femmes en France : 1970 à 2004, documentaire réalisé par Denise Boud.

Jeudi 22 mai 2008 / Hémicycle / 19h-23h

La révolution féministe dans les années 1970-1980

Message d'accueil : Françoise Bergin, vice-présidente chargée de développement social, de l'économie sociale et solidaire, de la santé et du handicap.

Natacha Henry
Méditerranée, Méditerranée, Méditerranée.

Françoise Bergin
Membre de conférences en vitamines préférentielles à l'Université Paris-Dauphine, auteure et chercheuse féministe, vice-présidente de l'ANFIF (association nationale des études féministes).

Maya Sarrault
Ancienne auteure de la Coordination des groupes Femmes de France en lutte, Aujourd'hui, Secrétaire générale de la CAGDF et l'une des porte-paroles du CNSE.

Marie-Jo Bonnet
MLF-Crautes Régions, La Spélie, Méditerranée.

Françoise Laurant
Présidente du Mouvement Français pour le Planning Familial (MPF).

Biblia Parard
Docteur en Caret d'histoire de Sciences Po (ex-ILM).

Hélène Fleckinger
Docteur en lettres à l'Université de Paris 1-Paris-Sorbonne.

Chantal Lesselier
Agrégée d'histoire, Professeure des recherches au Département de mouvements et des médiations culturelles de Femmes régionales, auteur ou co-auteur de l'ouvrage « L'histoire de l'émancipation : enquête de longue date dans les mouvements féministes ».

Joëlle Tral
Sociologue et auteure féministe.

Nicole-Zahia Thévenin
Philosophe et psychologue, enseignante d'ETSA Vincent Bourg.

Mardi 27 mai 2008 / Salle Paul Debunhuy / 19h-23h

40 ans après. Quelles résonances ? Quelles transmissions générationnelles ? Pour quels engagements ?

Message d'accueil : Michèle Solon, vice-présidente chargée de l'administration générale, de presse et des nouvelles médias.

Danielle Michécl-Hlich
Méditerranée, Méditerranée-Méditerranée.

Groupe d'indépendance pour le Mariage, le Matrimoine - Partie - Chrétie
A double voix : Guyonne Desautels, professeure et Sandra Berg, géologues.

Collectif contre le Polysexualisme ?
A double voix : Céline, Laëtitia, Lélia ou Léa.

Association Les Insomnieuses, mouvement anti-sexualité
Sara Leb, présidente.

Association Églises
Association de jeunes chercheuses et de femmes féministes, Centre de Services à double voix : Louise Héroux, docteur en sociologie ÉHESS, Anne-Claire Ems, docteur en psychologie sociale CNRS.

Association La Barbe
A double voix : Marie de Central et Madeleine Carad ou Aïda Bourgeois.

Natacha Chetcuti
Sociologue, docteur en fin de thèse ÉHESS Paris.

Françoise Collin
Philosophe et écrivain, fondatrice et auteure des Cahiers de GRIF (1971-1996).



Coupon-réponse

Le Mai des féministes

Mme, M _____

Organisation _____

Adresse _____

Tel _____

E-mail _____

Participe le 15 mai Ne participera pas
 Participe le 22 mai Ne participera pas
 Participe le 27 mai Ne participera pas

Cocher la ou les cases correspondantes

Sera accompagnée de _____ personnes

Nom _____ Qualité _____

E-mail _____

Nom _____ Qualité _____

E-mail _____

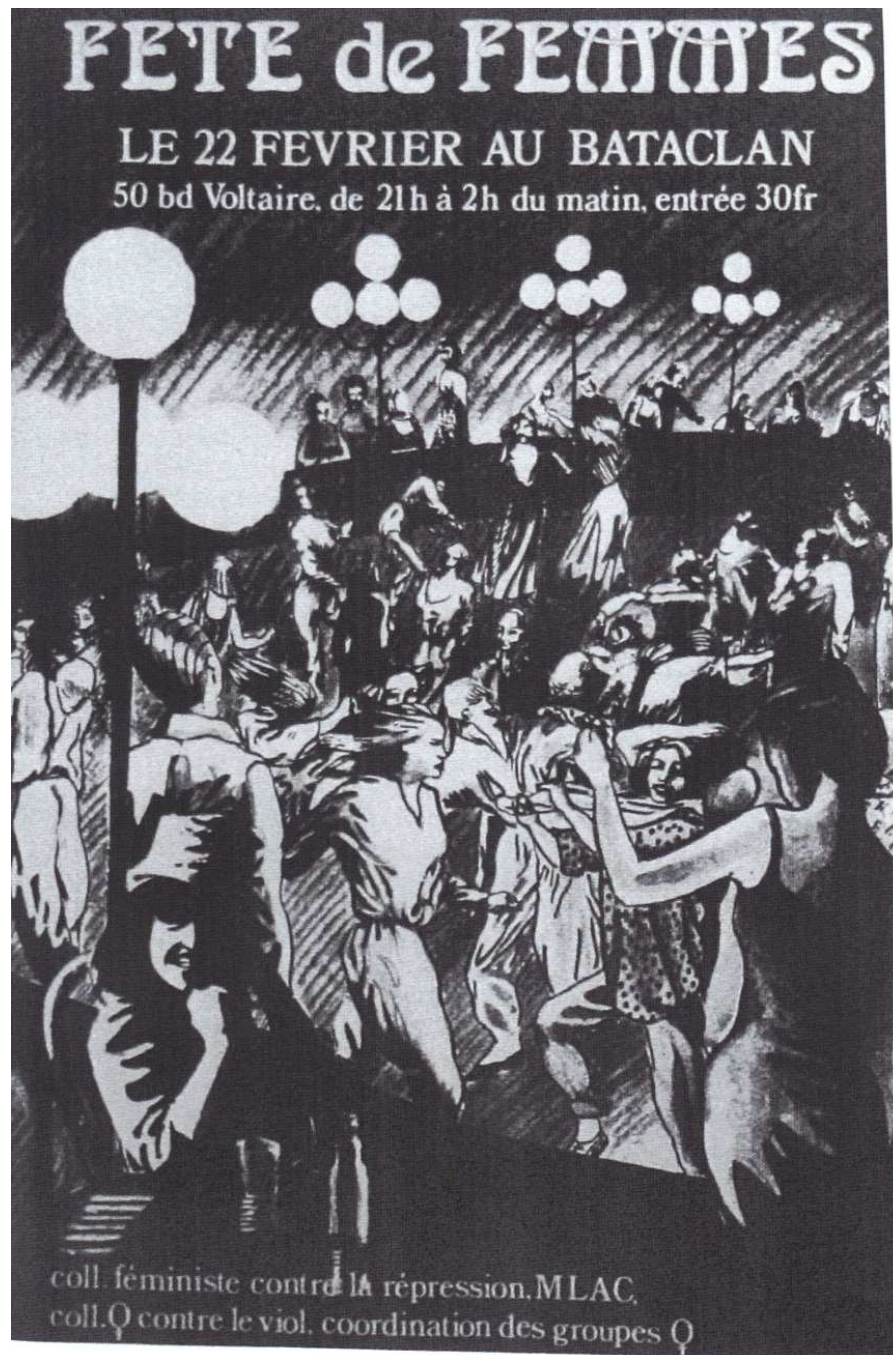
Nom _____ Qualité _____

E-mail _____

Merci de bien vouloir confirmer votre présence à l'adresse de ce coupon-réponse en l'accompagnant soit par mail à info@iledefrance.fr soit par courrier à l'adresse : îledeFrance, 28 rue Palmyrene, 75018 Paris.

Annexe n°11 : Affiche d'une « Fête de femmes » organisée par le Collectif féministe contre la répression, le MLAC, le Collectif femmes contre le viol et la Coordination des groupes femmes, le 22 février 1980 au Bataclan.

Source : (La Gaffiche, 1984: p.86)



Annexe n°12 : Courriel envoyé par le « comité d’initiative », sur des listes de diffusion féministes, le 30 janvier 2009, pour annoncer la commémoration de 2010

« Mouvement de libération des femmes : 1970-2010...

1970-2010, quarante ans : quarante années de luttes, de combats, de conquêtes et de défaites, de vie. Quarante années où elles (nous) s’en prirent aux inégalités, aux injustices, aux discriminations, aux oppressions, aux violences, aux crimes... Quarante années où elles (nous) changèrent des institutions, des lois, des murs... 40 années de mouvement(s) de libération des femmes...

Pas de fondatrice(s) bien entendu, mais des événements fondateurs, qui font émerger dans l’espace public un “Mouvement de libération des femmes”. La manifestation d’août 1970 “à la femme inconnue du soldat” devant l’Arc de Triomphe, en est un. Le numéro de *Partisans*, automne 1970, “Libération des femmes année zéro” en est un autre. Et les AG, les réunions, à Paris, à Vincennes, et ailleurs... Ces événements n’ont pas “fondé” le “MLF” (par définition un mouvement ne se fonde pas, il se met à bouger, à exister, à se mouvoir), mais parce qu’ils sont des moments de son déploiement. Il y en eut d’autres...

“Mais qu’est-ce qu’elles veulent?” demandaient-ils. Et elles (nous) de répondre : “autre chose”. Autre chose, mais quoi exactement? D’autres rapports entre les hommes et les femmes, une autre maternité, une autre organisation du travail, une autre sexualité, une autre organisation sociale, et même une autre société, pour elles les femmes et sans doute aussi pour eux, les hommes... On pourrait égrener longuement ce que cet “autre chose” recouvrirait sans qu’une telle énumération parvienne à dire l’ambition du “mouvement des femmes” en révolte contre toutes les institutions soumettant les femmes à l’ordre patriarcal et à la loi du profit (famille traditionnelle, autorités religieuses etc.), la volonté collective de créer des solidarités, de prendre la parole, de changer le monde, oui, c’était bien cela, changer le monde...

Pendant ces quarante années, le monde a changé. Pas toujours autant ni surtout comme elles (nous) l’envisageaient. La vie des femmes a changé aussi.

1970-2010 : quarante années. 40 ans, ça se fête. Un chiffre rond. Un passage. Des traces à rendre visibles. Une mémoire à retrouver. Une histoire à raconter. A transmettre. Une histoire dure et douce, une folle histoire. D’énergies, d’inventions, de créations, de disputes, d’amours et de haines, de fêtes, d’injures, de tendresses, de violences. Une histoire d’actions et de pensées. D’écrits et de paroles qui souvent s’envolèrent.

Une histoire à écrire, encore et toujours. Depuis, des idées nouvelles ont émergé, les préoccupations ont évolué. Il y a eu des avancées mais aussi des reculs. Nous nous trouvons devant de nouveaux défis, des combats à poursuivre ou à amplifier: contre les violences contre les femmes, contre le racisme et les discriminations, pour la laïcité, l’égalité dans le monde du travail, dans le monde politique, une contestation plus profonde des normes de genre, davantage de solidarités internationales ...

Marion Charpenel – « Le privé est politique ! ». Sociologie des mémoires féministes en France » – Thèse pour l’obtention du doctorat à l’Institut d’Etudes Politiques de Paris, 2014

Alors ce que nous proposons, c'est que l'année 2010 soit un moment d'initiatives multiples, multiformes, plurielles, dans les domaines artistique, scientifique, culturel... Qui "nous" ? Un sorte de comité d'initiative, qui s'est réuni à plusieurs reprises à l'automne 2008. Pas un "comité d'organisation" mais un groupe qui se propose d'impulser, dégager des pistes, mettre en relation les initiatives et faire circuler les informations, afin que cet "anniversaire" se décline sous des formes variées et soit un moment fort pour la connaissance, la réflexion, les échanges, les transmissions.

Colloques, tables rondes, expositions (photos, affiches, presse...), projections de films et de vidéos, musiques... Beaucoup de projets, qui peuvent réunir militantes (anciennes ou nouvelles) des mouvements féministes et lesbiens, archivistes et bibliothécaires, universitaires et artistes... Beaucoup de lieux qui peuvent s'impliquer, associations, librairies, cinémas, galeries... Resituer cette émergence du mouvement des années 70 dans son contexte, français et international. Retrouver, montrer, discuter, des traces, des archives, des documents, travailler et confronter les mémoires, croiser les regards, sans éviter débats et controverses, faire le lien avec les nouvelles venues au féminisme, faire le lien entre le passé et le présent, et le futur, car les combats continuent...

Groupe d'initiative du Mouvement de libération des femmes 1970-2010, janvier 2009

Contact : 40ansdumouvement@live.fr

Consultez aussi le blog: <http://re-belles.over-blog.com/>

Annexe n°13 : Tract diffusé le 8 mars 2009 par le « comité d'initiative » pour annoncer la commémoration de 2010

1970-2010

40 ans de Mouvements de libération des femmes

Quarante années,

Quarante années de luttes, de combats, de conquêtes et de défaites, de vie. Quarante années où elles (nous) s'en prirent aux inégalités, aux injustices, aux discriminations, aux oppressions, aux violences, aux crimes... Quarante années où elles (nous) changèrent des institutions, des lois, des mœurs... 40 années de mouvement(s) de libération des femmes.

Pas de fondatrice(s) bien entendu,

Mais des événements fondateurs, qui font émerger dans l'espace public un « mouvement de libération des femmes ».

La manifestation d'août 1970 « à la femme inconnue du soldat » devant l'Arc de Triomphe, en est un.

Le numéro de Partisans, automne 1970, « Libération des femmes année zéro » en est un autre. Et les AG, les réunions, à Paris, à Vincennes, et ailleurs... Ces événements n'ont pas « fondé » le « MLF » (par définition un mouvement ne se fonde pas, il se met à bouger, à exister, à se mouvoir), mais ils sont des moments de son déploiement. Il y en eut d'autres...

« Qu'est-ce qu'elles veulent? », demandaient-ils.

Et elles (nous) de répondre : "autre chose".

Autre chose, mais quoi exactement?

D'autres rapports entre les hommes et les femmes, une autre maternité, une autre organisation du travail, une autre sexualité, une autre organisation sociale, et même une autre société, pour elles les femmes et sans doute aussi pour eux, les hommes...

On pourrait égrener longuement ce que cet "autre chose" recouvrait sans qu'une telle énumération parvienne à dire l'ambition du "mouvement des femmes", en révolte contre toutes les institutions soumettant les femmes à l'ordre patriarcal et à la loi du profit (famille traditionnelle, autorités religieuses etc.), la volonté collective de créer des solidarités, de prendre la parole, de changer le monde.

Oui, c'était bien cela, changer le monde...

Pendant ces quarante années, le monde a changé. Pas toujours autant ni surtout comme elles (nous) l'envisageaient.

La vie des femmes a changé aussi.

40 ans, ça se fête.

Un chiffre rond. Un passage. Des traces à rendre visibles. Une mémoire à retrouver. Une histoire à raconter. A transmettre. Une histoire dure et douce, une foille histoire. D'énergies, d'inventions, de créations, de disputes, d'amours et de haines, de fêtes, d'injures, de tendresses, de violences. Une histoire d'actions et de pensées. D'écrits et de paroles qui souvent s'envolaient.

Une histoire à écrire, encore et toujours.

Depuis, des idées nouvelles ont émergé, les préoccupations ont évolué. Il y a eu des avancées mais aussi des reculs. Nous nous trouvons devant de nouveaux défis, des combats à poursuivre ou à amplifier: contre les violences contre les femmes, contre le racisme et les discriminations, pour la laïcité, l'égalité dans le monde du travail, dans le monde politique, une contestation plus profonde des normes de genre, davantage de solidarités internationales...

Ce que nous proposons,

C'est que l'année 2010 soit un moment d'initiatives multiples, multiformes, plurielles, dans les domaines artistique, scientifique, culturel... Qui « nous » ? Un sorte de comité d'initiative, qui s'est réuni à plusieurs reprises à l'automne 2008. Pas un « comité d'organisation » mais un groupe qui se propose d'impulser, dégager des pistes, mettre en relation les initiatives et faire circuler des informations, afin que cet « anniversaire » se décline sous des formes variées et soit un moment fort pour la connaissance, la réflexion, les échanges, les transmissions.

Colloques, tables rondes, expositions, projections de films et de vidéos, musiques... Beaucoup de projets, qui peuvent réunir militantes (anciennes ou nouvelles) des mouvements féministes et lesbiens, archivistes et bibliothécaires, universitaires et artistes... Restituer cette émergence du mouvement des années 70 dans son contexte, français et international. Retrouver, montrer, discuter, des traces, des archives, des documents, travailler et confronter les mémoires, croiser les regards, sans éviter débats et controverses, faire le lien avec les nouvelles venues au féminisme, faire le lien entre le passé et le présent, et le futur.

Car les combats continuent...

Contact Mail : 40ansdumouvement@live.fr

Blog : <http://re-belles.over-blog.com/>

Annexe n°14 : Fascicule de présentation du colloque *Faire et écrire l'histoire : féminisme et lutte de classes de 1970 à nos jours*, le 25 septembre 2010 à l'Hôtel de ville de Paris

→ 9h00

Accueil des participant-e-s

→ 9h30

Ouverture du colloque

Fatima Lalem: Adjointe au Maire de Paris, chargée de l'égalité femmes/hommes

Introduction

Suzy Rofman, Collectif national pour les Droits des Femmes
Michèle Riot Sarcey, historienne

→ 10h00

◆ 1970–1981

Les années 70 sont les années de tous les possibles. Le MLF naissant se développe rapidement avec de nouvelles pratiques qui influenceront largement les mouvements sociaux ultérieurs. Il percute les organisations d'extrême gauche, interpelle les syndicats, remue les partis politiques à gauche et va jusqu'à questionner des luttes ouvrières.

La lutte première des féministes est celle pour l'avortement que ce soit avec la création du MLA et le manifeste des 343 ou plus tard celle du MLAC et sa pratique subversive des avortements qui brave la loi de 1920. Mais il va bientôt se tourner aussi plus spécifiquement vers les quartiers et les entreprises. C'est le militantisme de prédilection de la « tendance lutte de classes ».

Présentation: Martine Noël, Collectif national pour les Droits des Femmes

Intervenantes

Danièle Czaczyński: Les Pétroleuses
Marie Geneviève Lantaigne: Femmes en lutte
Danielle Riva: Cercle Elisabeth Dimitriev
Marie Annick Mathieu et Jeanine Trat: Cahiers du féminisme
→ Débat

Nicole Edith Thévenin: Elles voient rouge
Luce Sirkis: Courant G, Mignonne allons voir sous la Rose
→ Débat

Gisèle Moulié: CFDT
Monique Piton: LIP
Françoise Pierquin et Eliane Lallemand: Coordination des groupes femmes d'entreprise
Gerty Dambury: Coordination des femmes noires
Claudie Lesselier: Luttes des femmes de l'immigration
→ Débat

Suzette Robichon: Les groupes de lesbiennes

Simone Iff: Mfpf
Maya Surduts: Mlac
→ Débat

→ 13h00

Déjeuner libre

→ 14h30

◆ 1981–1995

La gauche arrive au pouvoir en 1981. Le MLF qui a remporté des « victoires » sur l'avortement et le viol suite à des luttes acharnées se divise sur cette question. Faut-il continuer à lutter ou attendre que de nouveaux droits soient octroyés ? Il a aussi été touché de plein fouet par le dépôt du sigle MLF par Psychanalyse et Politique en 1979, ce qui, a contrario suscite un rapprochement dans le reste du Mouvement entre courant radical et courant « lutte de classes ». Années plus difficiles mais qui voient la création d'un bien commun à tout le MLF: les associations tournées vers les violences. Sans oublier le remboursement de l'avortement qu'il a fallu arracher en 1982.

Années de transition...

Présentation: Michèle Sauve, Collectif national pour les Droits des Femmes

Intervenantes

par ordre chronologique (date de « création » ou fait marquant)

1981 Michèle Gonin: Maison des Femmes
1982 Ana Azaria: Cercle Clara Zetkin
1982 Chantal Rogerat: Antoinette, journal de la CGT
1982 Monique Dental: Ruptures
1985 Souad Benani: Nanas Beurs
1988 Danièle Kergoat, sociologue, retrace la lutte des infirmières
1989 Anne Marie Pavillard: Elles sont pour
1990 Maya Surduts: Cadac
→ Débat

→ 16h30

◆ De 1995 à nos jours

Le mouvement social se réveille. Coïncidence heureuse: la manifestation féministe lancée par la Cadac le 25 novembre inaugure ce réveil. Le CNDF se crée dans la foulée. Mais les événements politiques ultérieurs (11 septembre 2001, le FN présent au second tour des présidentielles de 2002) ouvrent une période de régression...

Présentation: Muriel Naessens, Collectif national pour les Droits des Femmes
Extraits de films

→ 17h00

◆ Écrire l'histoire du « féminisme lutte de classes », comment ?

Table ronde (par ordre alphabétique)

Sylvie Brodziak, historienne
Françoise Picq, sciences politiques
Josette Trat, sociologue

→ 18h15

Conclusion: Maya Surduts, Collectif national pour les Droits des Femmes

Annexe n°15 : Programme du congrès *Le féminisme à l'épreuve des mutations géopolitiques*, les 3-4-5 décembre 2010, à Paris

Congrès international féministe

LE FÉMINISME À L'ÉPREUVE DES MUTATIONS GÉOPOLITIQUES

DANS LE CADRE DES 40 ANS DU MLF (MOUVEMENT DE LIBÉRATION DES FEMMES) AVEC LE SOUTIEN DE LA MAIRIE DE PARIS

PALAIS DE LA FEMME

94 RUE DE CHARONNE
PARIS, 11E
M^e CHARONNE, FAIDHERBE CHALIGNY, LEDRU-ROLLIN

3.

Inscription à l'adresse mail
congres40ansdemouvement@gmail.com

4.

en précisant nom, prénom, adresse

5.

DÉCEMBRE 2010

TOUT LE PROGRAMME SUR [HTTP://RE-BELLES.OVER-BLOG.COM/](http://re-belles.over-blog.com/)

VENDREDI 3 DÉCEMBRE

ACCUEIL À PARTIR DE 9H30 POUR LES 3, 4, ET 5.

40 ans après... 9H30-12H30

INTERVENTION D'ACCUEIL PRÉSIDENTE : CAROLINE DE HASS
(France, animatrice du réseau "Osez le féminisme")

LES ENJEUX DU CONGRÈS Fatima Lalem
(France, adjointe au Maire de Paris, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes)

LE FÉMINISME, 40 ANS DE CHANGEMENTS Martine Storti
(France, présidente de l'association "40 ans de mouvement")

40 ANS DE MUTATIONS GÉOPOLITIQUES Françoise Picq
(France, universitaire, association "40 ans de mouvement", ANEF)

LES FÉMINISTES DANS LES PAYS MUSULMANS Barbara Loyer
(France, Institut français de géopolitique)

LES FEMMES COMME SUJET POLITIQUE Sana Ben Ashour
(Tunisie, juriste, association tunisienne des femmes démocrates)

Débat
14H-18H15

Les femmes entre marchandisation et retour du religieux

14H-16H

Femmes et division internationale du travail

FEMMES, FÉMINISMES ET TRAVAIL DANS UNE PERSPECTIVE COMPARATISTE Magdalena Sroda
(Pologne, philosophe, université de Varsovie)

SALARIAT, PRÉCARITÉ ET CONVERGENCES ENTRE LES SEXES DANS LE MARCHÉ DU TRAVAIL Helena Hirata
(France, sociologue, CRESPPA-GTM, CNRS)

LE TRAVAIL DU CARE: DES RELATIONS SOCIALES VERS LES RAPPORTS SOCIAUX Léna Lavinas
(Brésil, économiste, Université Fédérale de Rio de Janeiro)

Débat *pusse*
16H15-18H15

Notre corps nous appartient-il vraiment ?

AVORTEMENT, CONTRACEPTION, ICI ET AILLEURS : QUELLES VICTOIRES ? QUELLES RÉSISTANCES ? Rose-Myrle Joseph
(Haïti/ France, sociologue, Université Paris7)

PROSTITUTION, SEX TRAFFICKING AND THE INTERNATIONAL DEBATE ABOUT COMMERCIAL SEXUAL EXPLOITATION (PROSTITUTION, TRAITE, COMMERCE DU SEXE: LE DÉBAT INTERNATIONAL) PRÉSIDENTE : CATHY BERNHEIM
(France, écrivain, journaliste)

TRANSNATIONAL COMMERCIAL SURROGACY IN INDIA FROM A GENDER PERSPECTIVE (LE COMMERCE TRANSNATIONAL DE LA MATERNITÉ DE SUBSTITUTION DANS UNE PERSPECTIVE DE GENRE) Michèle Ferrand
(France, sociologue, CSU-CNRS)

ELIMINATION OF GIRLS (L'ÉLIMINATION DES FILLES) Janice Raymond
(USA, universitaire, Coalition Against Trafficking in Women). Intervention en anglais

Débat

Marion Charpenel – « *Le privé est politique !* ». Sociologie des mémoires féministes en France » – Thèse pour l'obtention du doctorat à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2014

SAMEDI **4** DÉCEMBRE

09H15-12H30

PRÉSIDENTE: ANOUSHEH KARVAR
(France, CFDT, chargée des questions internationales)

Organisations et instances internationales chargées du droit des femmes : avancées ? alibi ? récupération ?

LA CONVENTION POUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES DISCRIMINATIONS À L'ÉGARD DES FEMMES (CEDAW) : QUELLE EFFICACITÉ DU DISPOSITIF ?

Françoise Gaspard
(France, sociologue, EHESS, Experte du comité CEDAW)

FÉMINISME ET INSTITUTIONS INTERNATIONALES : ALLIANCE INÉVITABLE OU "DROITISATION" INQUIÉTANTE DE NOS MOUVEMENTS ?

Jules Falquet
(France, sociologue, université Paris Diderot)

ORGANISATIONS INTERNATIONALES : AVANCÉES, COMPROMIS OU INSTRUMENTALISATIONS DES DROITS DES FEMMES ?

Malka Marcovich,
(France, Historienne, consultant internationale, droits humains et droits des femmes)

L'UNION EUROPÉENNE, UN ESPACE D'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES ?

Monique Dental
(France, réseau féministe Baptistes)

LA DÉCENNIE DE LA FEMME AFRICAINE, DÉFIS ET ENJEUX

Mama Koite Dumbia,
(Mali, Présidente de FEMNET)

LES FEMMES, ENJEU RENOUVELÉ DU CONFLIT NORD/SUD

Sophie Bessis
(France, Tunisie, historienne et journaliste, IRIS)

Débat

14H-18H15

Féminisme, universalisme, post communisme, post colonialisme

APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN, VOIES ET FORMATS DU FÉMINISME TRANSNATIONAL

Ioanna Cirstocea
(Roumanie, France, sociologue, CNRS)

L'ÉMANCIPATION DES FEMMES AU XXI SIÈCLE : UNE PIERRE DANS LA GOUVERNANCE DU CAPITALISME GLOBALISÉ

Monique Sélm,
(France, anthropologue, IRD)

FÉMINISME ET ISLAMISME : L'EXPÉRIENCE IRANIENNE

Chahla Chaïq
(Iran, France, sociologue, écrivaine)

FÉMINISME, RACISME, ANTI-RACISME : ALLIANCE ET FAUX AMIS

Liliane Kandel
(France, sociologue)

DÉCOLONISATION, POSTCOLONISATION : ÊTRE FÉMINISTE AUJOURD'HUI

Wassyla Tamzali
(Algérie, Collectif Maghreb-Egalité)

Débat

soirée collective

DIMANCHE **5** DÉCEMBRE

09H30-12H30

Qu'est-ce qu'une politique féministe aujourd'hui ?

LE CONGRÈS VU PAR GENEVIÈVE FRAISSE

Geneviève Fraisse
(France, philosophe, CNRS)

DÉBAT AVEC DES INTERVENANTES DES DEUX JOURNÉES ET LA SALLE : QUELLES PRIORITÉS ? QUELS OBJECTIFS ? QUELLES STRATÉGIES FÉMINISTES ?

Congrès international féministe

Dans la décennie soixante-dix du vingtième siècle, les mouvements féministes dits "de la deuxième vague", bousculèrent un univers patriarcal qui assignait les femmes à résidence, assignation des corps et des esprits.

Par centaines de milliers, ici et là-bas, ici et ailleurs, donc partout, des femmes courageuses, insolentes, imaginatives, mettaient à nu de multiples territoires d'oppression, démontaient les mille et un visages de la domination masculine, défaisaient les outils d'analyse censés dire le réel en oubliant "le deuxième sexe", inventaient de nouveaux espaces d'égalité et de liberté, redécouvraient - héritières ignorantes de leur héritage - une histoire qui ne leur avait pas été transmise, une longue histoire d'émancipation et même de libération, une interminable histoire de victoires et de défaites, d'avancées et de reculs. 40 ans plus tard, le monde n'est plus le même.

Des mutations géopolitiques, des changements économiques, sociaux, sociétaux, des déplacements idéologiques ont façonné un "monde mondial" qui conjugue paradoxalement uniformisation et quête identitaires, ou qui use de la différence des cultures comme d'une arme contre l'universalisme.

Sur cette scène mondiale, comment ne pas constater que les femmes sont au cœur de questions de société et même de conflits géopolitiques ? Leur "cause" - oui, reprenons cette belle expression de la "cause des femmes", notre cause - alors qu'elle a été et est de plus en plus reconnue, est aussi instrumentalisée pour servir d'argument à toutes sortes de politiques. Dominer les femmes, ou les protéger, ou les libérer... en parlant à leur place, en leur nom.

Ce congrès - un congrès, c'est-à-dire un lieu d'expressions, de réflexions, de débats, peut-être aussi de différences, voire de divergences - se propose d'envisager quelques-uns des problèmes politiques et sociaux du monde tel qu'il est devenu à partir de la question des femmes et avec leurs analyses : que veut dire à l'heure de la mondialisation "égalité des sexes" et "liberté des femmes" ? Quelle traduction de mots d'ordre anciens - exemple : "notre corps nous appartient" - dans une division internationale et sexuée du travail, travail de production et de reproduction ? Que sont devenues nos conquêtes entre marchandisation triomphante et retour du religieux ? A quoi servent les institutions, nationales et internationales, chargées des politiques d'égalité ? A l'heure du post - post communisme, post colonialisme, post modernisme - qu'est-ce qu'une politique féministe ?

Autant de questions qui seront abordées lors de ce congrès à plusieurs voix, voix du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, réunies durant presque trois jours dans un dépassement des positionnements géographiques.

3.

4.

5.

DÉCEMBRE

2010

MAIRIE DE PARIS

Re-Dolles



40 ANS
de mouvement
de femmes

Annexe n°16 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 1a

<p>Clara</p>	<p>« Je ne savais pas que la plaque avait été posée sur la tombe de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Je sais qu'elle a été profanée à Vitry. Il n'y a pas que Sohane, il y a toutes les autres derrière, celles qui ont survécu et qui vont devoir vivre avec, Shéhérazade, Shéhérazade qui a eu son procès il n'y a pas longtemps. Ça me fait penser à toutes ces filles, ces filles aussi qu'on a au téléphone et qui par le réseau nous appellent et nous disent "je ne savais pas à qui faire confiance, il m'arrive un truc grave...". Ça ne doit plus arriver ce genre de choses, on est en 2009. On était en 2002, je me dis que les années elles ont passé, de 2002 à 2009, qu'est-ce qui s'est passé depuis ? Il y a eu une libération de la parole oui, ça a permis certaines choses mais Shéhérazade elle aurait pu mourir aussi. Ça aurait été une deuxième Sohane. C'est une deuxième Sohane pour moi. Ce sont des pratiques barbares. C'est de la violence quoi. Quel modèle ils ont eu ces garçons ? Reproduire le fait quand même de prendre un bidon d'essence et d'aller immoler une femme. C'est hyper violent, c'est comme quand on dit qu'il y a des gens qui se suicident de telle ou telle manière, on dit que ceux qui se pendent ils sont hypers violents, là c'est de la même manière. <i>Qu'est-ce que tu penses de l'avoir mis sur cette tombe ?</i> Je pense que c'est symbolique parce que Simone de Beauvoir elle savait ce qu'elle voulait, Sohane et Shéhérazade, de toute manière elles savaient ce qu'elles voulaient, Sohane, Shéhérazade et toutes les autres, c'était des filles qui étaient déterminées quand même. Elles savaient ce qu'elles voulaient, elles avaient décidé de.. ; et puis point barre, et on les a forcées à autre chose. Simone de Beauvoir, elle a été beaucoup critiquée, elle l'est encore, c'est des femmes qui ont lutté pour leur dignité et pour leur liberté. Le dernier recours c'est la violence. Qui y a-t-il à répondre face à juste la volonté de quelqu'un en face de soi qui veut la liberté et qui veut qu'on le laisse tranquille ? Tu n'as pas le choix. Si tu veux aller jusqu'au bout de ton acte, tu es violent. Et si tu es intelligent et respectueux de la liberté de chacun et de la personne qui est en face de toi, tu fermes ta gueule et tu traces ta route. Ce n'est pas le cas de tous ces garçons. La possessivité à outrance. » (Entretien projectif avec Clara, 05/07/2009, photo 19)</p>
<p>Coralie</p>	<p>« Ben voilà où mènent les violences faites aux femmes. Voilà où ça mène quand on ne sensibilise pas les gens en général, et les jeunes en particulier, sur les violences, les discriminations, sur l'égalité des droits entre filles et garçons. C'est terrible. Elle a sacrifié sa vie encore une fois pour l'absurdité du patriarcat parce qu'un garçon aura grandi dans l'esprit que c'est un garçon, qu'il peut faire ce qu'il veut, il a la force, il peut tuer comme il veut, il peut blesser comme il veut, il peut agresser comme il veut et après tout ce n'est qu'une fille, elle se refusait à moi et paf je vais la brûler. Par contre, c'est un photomontage ? <i>Non. La plaque a été posée pendant quelques temps sur cette tombe.</i> Ah ouai ! <i>Et d'ailleurs, Simone de Beauvoir c'est un personnage qui t'évoque des choses ?</i> Ben oui !! C'est vrai que tu peux la rajouter dans ta première question. Simone de Beauvoir parce que pour moi elle a été celle qui a révolutionné l'appréhension, l'approche au féminisme, comment venir au féminisme, comment analyser, comment réfléchir sur le féminisme. Sa phrase légendaire, après elle a inspiré des femmes... décidément il y a tout qui vient après, elle a inspiré des femmes comme Nicole Claude Mathieu, déesse, elle a inspiré Paola Tabet. Mais voilà dire qu'"on n'est pas femme on le devient", elle a tout compris sur cette question de rapport entre genres et sexes, quitte à ce que les autres après elles l'aient développé d'un point de vue anthropologique, d'un point de vue ethnologique etc. » (Entretien projectif avec Coralie, 17/03/2009, photo 19)</p>

<p>Fanny</p>	<p>« Ca c'est un des scandales de notre époque. La façon dont les filles sont prisonnières, dans ce qu'on appelle les quartiers, de la réputation. On avait fait venir une chercheuse, Isabelle Clair, une sociologue, qui a travaillé sur la mauvaise réputation. Ce qu'elle nous a montré c'est que dans les quartiers populaires les filles sont, à certains signes, toujours les mêmes, c'est-à-dire peu de choses, étiquetées comme filles faciles. On peut tout se permettre avec elles donc elles s'exposent à la violence. Mais ce qu'elle nous a montré finalement c'est que ça ce n'est pas nouveau. On se rappelle bien les unes les autres que là où on a vécu jeunes, il y avait la fille qu'on appelait Marie couche-toi là, indépendamment de leur projet de vie, de leur désir à elles. Pourquoi est-ce qu'il y a des tickets de métro autour ? <i>C'est sur la tombe de Sartre et Beauvoir, il y a toujours des gens qui laissent des mots sur des tickets de métro.</i> Moi je trouve ça bien avoir d'avoir mis ça sur la tombe de Simone de Beauvoir. Jean-Paul Sartre non, ça n'a rien à voir. Les garçons ne supportent pas que les filles leur résistent, ils ne supportent pas vraiment cette frustration-là. Il faudrait prendre le problème à bras le corps. Pourquoi est-ce que les garçons ne le supportent pas ? C'est le garçon qui a tué Sohane, c'est aussi les hommes qui tuent leur compagne parce qu'elles veulent se séparer d'eux, il me semble qu'une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son compagnon, et précisément au moment où elle veut le quitter. C'est cette histoire de la possessivité. » (Entretien projectif avec Fanny, 18/06/2009, photo 19)</p>
<p>Maya</p>	<p>« Sohane. je ne savais pas qu'ils avaient mis ça sur la tombe commune de Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre. Voilà une constante de la revendication féministe : on veut changer toute la vie, celle des filles mais aussi celle des garçons. L'enjeu c'est l'égalité et le respect. Et l'égalité dans la liberté. Mais ça ça date d'il y a cinq ans. Et entre-temps je pense que la situation s'est tendue entre les hommes et les femmes, au détriment des femmes. Dans les quartiers mais ailleurs aussi. Les jeunes femmes ont fini par intégrer non plus qu'elles sont des objets mais qu'elles sont des objets à jeter, c'est-à-dire ce que j'appelle la "femme Kleenex". Elles sont bien trop nombreuses à avoir intégré le fait que les garçons peuvent les prendre et les jeter, et finalement quand elles résistent, on les crame. Ce n'est quand même pas du même ordre. C'est toujours le fait de jeunes gens un peu dérangés, mais ceci étant je pense toujours que c'est dans les actes qui sortent de l'ordinaire que le sens s'invente, que ça soit dans l'approche artistique ou dans l'approche paroxystique du monde. Finalement on retrouve les mêmes principes. Ça fait sept ans et ça s'est reproduit. » (Entretien projectif avec Maya, 02/06/2009, photo 19)</p>
<p>Michaël</p>	<p>« Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Jean-Paul Sartre 1980, Simone de Beauvoir 1986 (<i>Il lit la plaque pour Sohane</i>). C'est une jeune fille qui a été brûlée. L'hommage à Simone de Beauvoir est en définitive la prolongation de ce vœu qu'elle émet à la fin du Deuxième sexe, où elle dit qu'en définitive la revendication féministe elle s'inscrit dans une réconciliation des humains, dans une fraternisation des hommes et des femmes. On voit bien que c'est tardif, en 2002. Il y a encore 100 femmes en France à peu près qui meurent sous les coups de la violence masculine. On dit qu'il y a des hommes qui sont aussi tués par des femmes, mais il y en a à peu près 10 fois moins, donc on voit bien que le déséquilibre est très grand. Il s'agit bien de la poursuite, des séquelles, de la persistance de la domination masculine. Incontestablement, d'ailleurs, une bête blessée devient parfois plus dangereuse que lorsqu'elle est bien vivante et heureuse. Les luttes peuvent apparaître comme extrêmement dangereuses lorsqu'une victoire a été acquise... il y a une volonté de vengeance. Et puis il y a dans le psychisme masculin la persistance de cette volonté de puissance. Il ne persiste pas toujours bien évidemment, bien sûr qu'il y a des hommes qui sont du côté de la fraternité et qui se sentent beaucoup mieux, beaucoup plus à l'aise dans une vraie égalité, mais des millénaires de domination ça laisse dans les têtes des séquelles encore graves, vivantes au sens de capables de donner la mort, ça ne doit pas nous surprendre. Bien sûr qu'on doit lutter contre, c'est tout à fait évident, les dénoncer. Vous savez, il y a un parlementaire qui avait tué sa femme et qui s'est suicidé. Il y a eu une minute de silence pour le suicide de ce parlementaire. Ça apparaît comme un truc tordu comme ce n'est pas permis. Insoutenable, scandaleux. C'est un meurtre par jalousie, un</p>

	<p>truc banal, et on va faire une minute de silence pour lui, ça c'est le Parlement français en 2007 ou 2006. C'est récent. Il faut relire la fin du <i>Deuxième sexe</i>, c'est à la fois un appel et une conclusion. Et je partage tout à fait ce sentiment, j'aime beaucoup cette phrase de Simone de Beauvoir. Cet appel à la fraternité et à la réconciliation. Il faudra encore se battre. Il y aura encore des femmes qui mourront sous des coups, des excès de jalousie des hommes. La possession sexuelle c'est un truc d'une violence inouïe. Ça c'est un aspect de la violence sur lequel on s'est un peu penché : la violence au cours des grossesses, elle décuple. Parce que la femme apparaît à l'homme comme porteuse de vie, d'avenir, dans sa puissance. Ça réveille... c'est un fait souvent dissimulé par les femmes elles-mêmes. Il y a des femmes qui sont catastrophées quand elles découvrent que leur compagnon est un homme violent. Elles l'aiment, elles sont très attachées et d'un coup paf, ça part. Et donc les femmes il y en a beaucoup qui pardonnent, qui disent il a été mal élevé, mal aimé par sa maman, et puis il est fatigué et puis il y a quelque chose qui ne va pas, il est sur le point d'être licencié dans sa boîte. Prêtes à tout pardonner. D'ailleurs je trouve que c'est assez bien cette capacité qu'ont certains à comprendre et à pardonner. Le problème c'est qu'on sait que ça risque d'évoluer mortellement. C'est terrible. Et ça on a besoin de le dire. Ce qui est fou c'est cette capacité de ces hommes à redevenir des enfants, après un tel acte de violence, cette capacité à demander pardon, à réclamer l'amour brutalement remis en cause par leurs actes. On entre là dans un jeu puéril. Et au cours des grossesses, la violence est réellement l'expression des peurs. Et c'est un cercle qui se doit d'être rompu, cette volonté de possession doit être remise en cause. La vie, dans sa dimension sexuelle, est trop souvent perçue comme une possession de l'autre. Proust insiste beaucoup là-dessus. Mais il faut bien avoir conscience que quand il y a possession, il y a violence. Mais je trouve qu'aujourd'hui les jeunes femmes se défendent assez bien. Très rapidement. Elles ont cette capacité à se faire respecter. Alors bien sûr on me dit "mais tu vois bien, dans les quartiers, il y a des tournantes etc.", mais je réponds "non il n'y a pas que ça". Je le répète, beaucoup de jeunes femmes ont une volonté très ferme d'être respectées. Mais c'est dur pour elles de comprendre que cette volonté génère de la violence. On peut même dire qu'elle accroît la violence de ceux qui sont imprégnés de la domination, de ceux qui ont intégré la domination masculine. C'est pour ça qu'il y a toujours la possibilité de graves retours en arrière. » (Entretien projectif avec Michaël, 03/06/2009, photo 19)</p>
Océane	<p>« Tiens, pourquoi ? C'est marrant parce que je vois Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, et... il y a une plaque beaucoup plus récente après. À la mémoire de Sohane qui a été tuée. Ils ont sûrement voulu mettre une plaque par rapport à cette jeune fille qui a été tuée et qui a été victime finalement d'une domination d'un garçon dans l'état le plus extrême on va dire. Est-ce que c'était un petit clin d'œil à Simone de Beauvoir et à Jean-Paul Sartre qui ont écrit beaucoup de textes, qui ont beaucoup œuvré pour améliorer les conditions des femmes ? C'est vrai que cet événement ça a été aussi hyper marquant en France parce que c'est là qu'est née l'association Ni putes ni soumises. On fait beaucoup de cet événement-là quelque chose d'exceptionnel, c'est dramatique etc., mais là c'était bien qu'il y ait cette association qui s'est créée et qui dise : “ mais attendez ce qui arrive là à Sohane ça peut arriver à n'importe quelle fille, parce que voilà comment se passent les rapports filles garçons, ça se passe hyper mal, et tellement mal que parfois dans les cas les plus extrêmes les garçons en viennent jusqu'à brûler la fille vive”. Je pense que c'est un bon sujet parfois pour en discuter avec les jeunes, pour leur expliquer comment parfois entre les hommes et les femmes ça peut se passer tellement mal que ça peut aller jusqu'au meurtre. Et non pas leur dire que c'est un fait divers, que c'est un mec qui a pété un câble, mais leur dire que non, les violences existaient entre eux depuis pas mal de temps, que le monsieur dominait énormément sa femme, par les mots, les gestes, les coups, les gifles et qu'à un moment donné ça a été hyper violent parce que jusqu'au meurtre. C'est vrai que Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre sont enterrés ensemble. Ils ont été très amoureux ces deux-là. C'est bien aussi de connaître un petit peu leurs histoires d'amour. C'est bien aussi de connaître un petit peu leurs histoires d'amour. Forcément toutes les femmes ont une vie personnelle et c'est bien aussi de savoir ce qu'elles ont vécu. » (Entretien projectif avec Océane, 18/06/2009, photo 19)</p>

Annexe n°16bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 1

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Clara	F	1986	Paris (Saint Brieu)	- Mère : Infirmière - Père : Educateur de rue, puis monte une agence d'intérim	- Ni putes ni soumises	- Maison de la Jeunesse et de la Culture de son quartier	- vendeuse - auxiliaire de soins à la mairie de Charenton
Coralie	F	1970	Paris (Djibouti, Strasbourg)	- Mère : infirmière - Père : Conseiller dans l'éducation nationale	- La Lune noire - GAMS - CAMS - GRAF (Groupe de réflexion et d'action pour le droit d'asile pour les femmes) - Amnesty International (consultante sur la question des mutilations sexuelles) - LDR (Lesbiennes contre les discriminations et les racismes)	- Amnesty International	- Petits boulots - Coordinatrice d'action et de projets à Amnesty International - Consultante sur la question des mutilations sexuelles à Amnesty - Observatrice internationale lors de la conférence internationale sur les mutilations sexuelles féminines à Djibouti en 2005
Fanny	F	1944	Angers (Montfort Sur Meu, Angers, Caen)	- Mère : au foyer - Père : pharmacien et maire de son village	- SOS femmes - Femmes dans la cité - Planning familial d'Angers	- Adhérente à un syndicat d'enseignants - Les Verts - ATTAC	- Professeure de philosophie
Maya	F	1952	Région parisienne	- Mère : au foyer et comptable du garage du père - Père : Garagiste	- Groupes de conscience féministes - Elles sont pour - CADAC - Elu-e-s Contre les	- CFTD - SUD - Les Verts - ATTAC - Agir ensemble contre le	- Ingénieure en télécommunication, conseillère en stratégie - Vice-présidente de la région Ile-de-France chargée de la Santé et de l'Action sociale, puis chargée du Développement social, de

					Violences faites aux Femmes	chômage (AC!)	l'Économie sociale et solidaire, de la Santé et du Handicap.
Michaël	M	1941	Creil (Angers, Paris, Beauvais, Algérie, Beauvais)	<ul style="list-style-type: none"> - Mère : N.C. - Père : Menuisier 	<ul style="list-style-type: none"> - Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCIC) (co-fondateur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Milite contre la guerre d'Algérie et du Vietnam - PCF - Société d'Histoire de la Naissance (co-fondateur) 	<ul style="list-style-type: none"> - Gynécologue obstétricien - Chef de service d'une maternité
Océane	F	1981	Angers (Châteauneuf sur Sarthe)	<ul style="list-style-type: none"> - Mère : Vendeuse en boulangerie puis assistante maternelle - Père : chauffeur/livreur puis chef de quai 	<ul style="list-style-type: none"> - Planning familial de Nantes et d'Angers (bénévole 3 ans puis salariée depuis 3 ans) 		<ul style="list-style-type: none"> - Animatrice auprès d'enfants - Conseillère conjugale et familiale

Annexe n°17 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 1b

<p>Annick</p>	<p>« Sartre et Beauvoir. Et puis après toutes les jeunes femmes qui sont brûlées. C'est insupportable. C'est pareil je pense qu'en dehors des plaques, je pense qu'il devrait y avoir deux choses : je pense que les procès devraient être avec des peines lourdes, qu'ils soient bien retransmis, et puis qu'on en parle sans arrêt, que ce n'est pas normal de brûler vive une nana. Le respect et l'égalité dans les quartiers, je pense qu'il y a quand même beaucoup à faire. Simone de Beauvoir, ils feraient peut-être mieux de lire Simone de Beauvoir que d'attraper de quoi mettre le feu. Par contre, les jeunes filles des quartiers, je ne sais pas si elles ont lu Simone de Beauvoir, mais en tout cas les jeunes hommes ne l'ont pas lue du tout, je ne pense pas. Moi sur les Mureaux, il y en a quand même beaucoup qui ont peur. Moi je n'ai pas connu ça. Notre génération on a pu sortir sans problème. Moi j'ai eu l'impression qu'on avait gagné l'égalité et le respect. Là on a fait marche arrière. » (Entretien projectif avec Annick, 29/07/2009, photo 19)</p>
<p>Inès</p>	<p>« Alors ça ça a été vraiment quelque chose d'abominable. Je ne savais pas que la plaque avait été mise sur la tombe de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Je ne savais pas du tout. C'est dans le cimetière du Montparnasse ? Oui, c'est resté un an je crois. Ah ça ne l'est plus ? De toute façon on le sait bien, ce n'est pas la peine d'aller très loin, je peux vous raconter une anecdote qui m'est arrivée. On est au 35 de la rue Saint-Exupéry, quand vous sortirez, vous avez vu il y a une école. Juste en face. Une école à gauche et à droite des bâtiments. Juste avant que j'arrive au Planning, dans un de ces HLM, le plus proche du Planning, il y a une femme de 30 ans qui a été brûlée vive par son compagnon. Elle a descendu les escaliers en feu un soir. Les gens de l'immeuble ont vu une torche vivante sortir de chez elle. Sous les yeux de son petit garçon. Et elle est morte. Elle a été transportée à Toulouse et elle est morte. Ça s'est passé... ça ne peut pas être plus près du Planning familial, de S.O.S. femmes, du CIDF. Ce n'est pas possible. Quelquefois je le répète aux militantes, il ne faut jamais oublier ça parce qu'on pense on est utile, qu'on est là, qu'on est visible etc., cette femme elle n'a pas trouvé la force de venir pour dire ce qu'elle vivait, essayer de parler de tout ce qu'elle subissait, essayer de se défendre, de partir. Ça c'est vraiment un problème. Les femmes qui subissent comme ça l'emprise de leurs compagnons jusqu'à la mort, c'est vraiment terrible. Et qu'est-ce que vous pensez justement de l'avoir mise sur la tombe de Simone de Beauvoir ? C'est-à-dire que c'est une façon de rappeler leur combat pour l'égalité des hommes et des femmes. Mais je ne sais pas si c'était bienvenu que ça soit... on ne leur a pas demandé leur avis. Ça ne me choque pas, ce n'est pas ça, mais ça peut être mis aussi à l'endroit où ça s'est passé pour le rappeler à tous ceux qui passent devant. C'est pas choquant, mais ce n'est pas forcément une idée extraordinaire. Je dirais que les combats ils sont collectifs, on ne peut pas faire assumer à deux personnages décédés tous les combats qui vont suivre. Il faut aussi l'inscrire dans une époque. Parce que là, c'est sûr que Sohane elle n'était pas née quand ils sont morts tous les deux. » (Entretien projectif avec Inès, 16/06/2009, photo19)</p>
<p>Nathalie</p>	<p>« Jean-Paul. C'est Jean-Paul et Simone. Je me disais "vraiment là je ne comprends pas Sohane". Je ne sais pas quoi en penser. Je trouve ça bizarre. <u>Qu'est-ce que tu trouves bizarre ?</u> Parce que en aucun cas... oui Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, surtout Simone, elle était pour que les garçons et les filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect, c'est évident. Mais en même temps, c'est l'utilisation... je ne</p>

	<p>pense pas que ça soit une bonne idée. Je pense que ça serait beaucoup plus intéressant que ça soit sur la tombe de Sohane. Pourquoi tout d'un coup il faudrait que... ce n'est pas ce qui est écrit qui me choque du tout, mais vraiment ça aurait dû être mis sur la tombe de Sohane. Je pense que les tickets de métro ce sont des messages. Ça, en revanche, c'est plutôt intéressant. Et où est-ce qu'elle est enterrée Sohane ? <u>A Vitry peut-être...</u> Cela aurait été quand même vraiment vraiment mieux. Parce que je ne suis pas sûre que Sohane elle soit morte parce qu'elle avait lu Simone de Beauvoir. C'est vraiment bizarre. » (Entretien projectif avec Nathalie, 29/07/2009, photo 19)</p>
--	---

Annexe n°17bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 1b

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Annick	F	1956	Asnières	- Mère : sténodactylo - Père : mécanicien	- Du côté des femmes (membre du CA, trésorière, puis présidente)	- Donne des cours en prison. - Auxilia (formations par correspondance aux détenus et personnes handicapées)	- Comptable - Maître auxiliaire en comptabilité et économie dans des lycées professionnels - Enseignante en prison / correctrice de copies - Formatrice dans l'entreprise d'entraînement pédagogique de l'association DCDF - Directrice de l'entreprise d'entraînement de DCDF
Inès	F	1943	Angers (Morbihan, Vannes)	- Mère : vendeuse dans le commerce familial puis au foyer - Père : Sculpteur sur bois	- Femmes dans la cité - Planning familial d'Angers - Commission féminine de l'Office Culturel International d'Angers	- FEP-CFDT	- Professeure de français
Nathalie	F	1957	Paris	- Mère : au foyer - Père : ingénieur	- Groupe femmes des Verts Paris - Commission féminisme des Verts - Maire adjointe chargée à l'égalité hommes femmes	- Les Verts - Conseillère d'arrondissement	- Employée chez Gaumont - Secrétaire de rédaction au Musée des Arts et traditions populaires - Conservatrice chez Gaumont

Annexe n°18 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 2a

<p>Alexandra</p>	<p>« A la mémoire de ces femmes. Quelle horreur. Il en a pris pour 20 ans. Tu vois, quand on me demande pourquoi je suis féministe, c'est pour qu'on vive mieux ensemble. Dans l'égalité et dans le respect. Ça a été mis sur la tombe de Simone de Beauvoir ? C'est un bel hommage à Beauvoir. Et à Sohane. Mais Sohane elle est morte dans d'atroces souffrances. Rien que ça ça me bouleverse. Que ça arrive quotidiennement... le nombre de femmes qui sont brûlées vives, torturées, dans d'autres sociétés, mais même ici. Et pas seulement des femmes de l'immigration. Tout ça parce qu'elle n'a pas voulu le mec qui voulait d'elle. Ça montre le fossé qu'il y a encore, le travail qu'il reste à faire. Parce que maintenant avec la mondialisation, il faut que tout le monde arrive à peu près au même niveau. Il y en a qui sont encore en deçà du Moyen Âge. Tu vois un peu la montée des talibans, la remontée des talibans. Là on va avoir Rawa, qui est une grande association de femmes afghanes, qui n'est pas en Afghanistan, qui est très ancienne, et qui est à Paris ces jours-ci. Je peux t'envoyer l'information par mail. Il y a une autre association Negar, pendant le régime des talibans s'est constitué cette association avec Choukria Hidar, elle elle fait partie du gouvernement démocratique entre guillemets qui a été instauré mais qui est en train d'être torpillé par les talibans. Elle est dans le gouvernement. Là il vient d'avoir des attentats en série à Kaboul, et elle va venir en France. Rawa, elles viennent à la maison des femmes de Paris et après elles viennent à la bourse du travail le lendemain. Ça je peux te dire que ce sont des femmes qui se battent et qui risquent leur peau. Ce qui est bien en fait qu'il y a une solidarité internationale. Les féministes en France, pas seulement en France, tiennent absolument à cette solidarité internationale, qui est facilitée évidemment grâce à l'immigration et les contacts Internet. On est tout le temps en train de signer des pétitions et quand il y en a beaucoup beaucoup, il paraît que ça a une petite influence. Il y en a qui disent "une pétition de plus" mais moi je les signe. Pas n'importe quoi. » (Entretien projectif avec Alexandra, 13/02/2009, photo 19)</p>
<p>Danielle</p>	<p>« Ah oui ! Je ne savais pas qu'il y avait ça d'écrit sur sa tombe. Sohane. Ah ben c'est sur la tombe de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir ?? Je ne savais pas que ça avait été mis là ! Ben oui... oui, parce qu'elle avait refusé je crois d'épouser un des garçons, je ne me rappelle plus, il y en a eu tellement qui ont été brutalisées et martyrisées pour ça. C'est ça qui est difficile dans la société actuelle c'est que si on parle de nous, les Français, sans parler des gens qui se sont installés, les féministes ont fait évoluer les choses, les hommes ont changé aussi. Enfin petitement mais ça change quand même progressivement. Mais il y a des communautés qui arrivent chez nous avec des valeurs traditionnelles, que nous on avait, ce n'était pas très différent il y a 50 ou 60 ans. Donc il y a un décalage, il y a un décalage entre ces communautés qui sont avec des valeurs traditionnelles, qui sont du passé pour nous, et les filles se trouvent un peu en porte-à-faux, parce qu'elles ont envie de vivre comme les filles actuelles chez nous, comme des filles émancipées, et à côté de ça, les garçons, qui sont un peu les garants de la tradition, n'acceptent pas du tout cette évolution-là. Ce qui fait que ça donne lieu à des conflits violents, et des attitudes de garçons qui sont beaucoup plus dures même que s'ils étaient dans leur pays. Parce qu'ils se sentent garants des valeurs traditionnelles de leur pays. Les filles évolueraient beaucoup plus facilement. De toute façon elles ont tout à y gagner, tandis que les garçons... et c'est vrai que la violence, cette violence qui existe là... la semaine dernière j'étais à Toulouse, je lisais un article, ça me fait penser à la violence dans les couples, on dit toujours "il y a de plus en plus de cas de violence, c'est parce que maintenant les gens osent le dire", c'est vrai parce qu'à la dernière réunion</p>

	<p>à la préfecture, le commissaire disait qu'il y avait même des femmes de 60 ans qui se plaignaient des violences de leur conjoint. On se disait 40 ans de violence, elles osent enfin à 60 ans s'en plaindre. Chose qu'autrefois on n'aurait jamais vue. Mais je pense qu'il y a de plus en plus de violence dans les couples parce qu'en fait les femmes travaillent, elles sont émancipées, donc si dans le ménage ça ne va pas très bien, elles ont leur boulot donc elles sont en mesure de demander le divorce. C'est toujours les femmes qui demandent le divorce, beaucoup plus rarement les hommes. C'est toujours les femmes qui demandent le divorce. Et les hommes à ce moment-là sont complètement perdus, parce que déjà à la maison l'élément fort c'est quand même la femme qui gère tout, donc ils sont complètement perdus, ils ne voient pas comment ils vont mener leur vie, ils sont un peu désarçonnés, et c'est à ce moment-là que souvent les règlements de compte se font, au moment du divorce quand la femme veut partir. C'est souvent là les périodes de violence, c'est au moment de la séparation. Parce que les femmes maintenant économiquement sont en mesure de partir, les hommes ne le comprennent pas, ils paniquent et ils arrivent à des actes extrémistes. Il y en a une qui a été tuée par son mari vers Saint Maturin. La jeune femme pour laquelle on s'est porté partie civile à Saumur, le procès a eu lieu en septembre, et le jour même à Saumur on enterrait une jeune femme qui avait été tuée par son mari parce qu'elle ne voulait plus vivre avec lui, elle lui avait dit qu'elle partait. Lui n'a pas supporté. Et cette violence, c'est une violence chez nous qui est une violence nouvelle, parce que les maris sont complètement désarçonnés à l'idée de vivre seuls, de gérer leur vie seuls. Ils se sont structurés par rapport à leur femme et après ils sont incapables de se gérer seuls. Finalement elles sont beaucoup plus fortes les femmes. Alors là, dans le cas de Sohane, c'est une question de machisme important dans les communautés maghrébines. Dans certaines communautés bien entendu. Où c'est le grand frère, tout doit passer par lui, et puis alors leur question d'honneur aussi... <u>Et qu'est-ce que vous pensez du fait de l'avoir mis sur la tombe de Sartre et Beauvoir ?</u> Je pense que Sartre et Beauvoir c'est quelque chose qu'ils auraient défendu. C'est un peu leur faire un hommage à eux aussi en mettant cette plaque ici. C'est quelque chose qu'ils auraient défendu. Ils auraient été militants pour ça. Parce qu'ils ont toujours défendu cette égalité et ce respect vis-à-vis des femmes. Je ne savais pas que c'était sur leur tombe. D'ailleurs, je crois que ça a été jugé dernièrement, je pense que le jeune homme doit être en prison. Mais ça veut dire qu'on ne lui permet pas de s'expliquer, on ne lui permet pas de parler, c'est un acte de violence. C'est sûr que d'être fille maghrébine dans les banlieues ce n'est pas facile. Souvent certaines se voilent pour avoir la paix, pour qu'on les ignore. » (Entretien projectif avec Danielle, 20/06/2009, photo 19)</p>
<p>Félicité</p>	<p>« Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Ils étaient maris et femmes. (<i>elle lit la plaque pour Sohane</i>). Vous aviez suivi cette histoire de Sohane ? Oui. C'est une fille qui a été brulée par son copain. Je crois ce que c'était parce qu'elle s'habillait comme les occidentales, ou bien elle sortait avec un Français, je ne sais plus. Et là c'est Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre. Voilà. <u>Qu'est-ce que vous en pensez de mettre cette plaque pour Sohane sur la tombe de Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre ?</u> Vous savez Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir c'est quand même deux figures emblématiques de l'histoire française et même du monde entier. Moi j'ai lu les livres de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir, donc c'est des gens qui sont très très connus. Ils s'aimaient bien et ils ont bien passé leur temps aussi. Peut-être que c'est pour inciter les gens à vivre leur vie. Malgré le fait qu'ils n'étaient pas n'importe qui, c'était quand même des gens respectables, des cerveaux comme on peut le dire souvent. Ils ont pu vivre ensemble. Ça dépend de ceux qui l'ont mise là-dessus, je ne sais pas. Peut-être c'est pour dire malgré le fait que c'étaient des intellectuels, ils ont vécu ensemble, pourquoi pas les autres ? » (Entretien projectif avec Félicité, 07/08/09, photo 19)</p>
<p>Juliette</p>	<p>« La mort de Sohane, moi ça m'a fait vachement de peine quand j'en ai entendu parler. "Pour que les garçons et les filles vivent mieux ensemble", moi ça me fait penser que ce genre de phrase, les hommes qui lui ont fait ça, ils s'en sortent trop facilement en fait. J'ai un gros sentiment de colère par rapport à ce qui est arrivé à cette jeune fille. La culture extrémiste musulmane me gonfle terriblement. J'ai un gros problème avec ça en</p>

	<p>ce moment. Ça me fait penser à toutes les Sohane qui ont été oubliées dans l'histoire, à mon avis ça ne sera ni la première ni la dernière. Justement, à l'époque de ce qui s'est passé pour Sohane, il y avait beaucoup d'histoires de filles lapidées dans les cités, et ça ça arrive souvent. Limite si tu n'as pas de voile, tu as des garçons qui te jettent des pierres. Ça me fait penser à la vie des cités qui pour moi est proche de l'esclavagisme. Ça me fait trop de peine donc je ne trouve pas beaucoup de choses à dire. » (Entretien projectif avec Juliette, 06/12/2008, photo 19)</p>
<p>Olivia</p>	<p>« J'y étais. C'était un Annie Sugier et la soeur de Sohane, je ne sais plus comment s'appelle qui s'était occupé de faire ça. Et c'est la tombe de Simone de Beauvoir. On avait été autorisé à mettre cette plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir et Sartre. Par contre, je ne sais pas ce qu'il y a autour, des tickets de métro. Tu connais l'histoire, ce n'est pas la peine que je te la raconte. <u>Qu'est-ce que tu as pensé du fait que de mettre cette plaque ici ?</u> Je pense que ça a révélé plein de choses cette plaque. Elle est là parce que Annie Sugier et la soeur de Sohane n'ont pas pu la mettre là où a eu lieu le drame et qu'il était absolument refusé... elles l'ont fait aussi pour que, alors qu'on dit tout le temps pourquoi les gens sont morts, là il n'y avait pas le droit de dire qu'elle était morte brûlée vive. Et c'était aussi pour essayer que les garçons et les filles vivent mieux ensemble dans l'égalité et le respect. Parce que Sohane est une personne qui a refusé de se laisser soumettre par un garçon. Elle est morte brûlée vive à cause de ça. Et moi j'ai assisté au procès et je crois que ça a permis à des jeunes femmes qui ont assisté à ce drame de se révolter face à ça. Et c'est le commencement, c'est le début des histoires de voile, ça vient peu de temps après les histoires de voile. <u>Qu'est-ce qui fait que tu as eu envie d'aller au procès ?</u> Parce que j'avais l'impression qu'on essayait d'escamoter complètement cette histoire, que le garçon était extrêmement protégé par son environnement, on essayait de le faire passer pour un gentil garçon et elle la salope, et ça me révoltait. Et comme j'étais venue là, Annie Sugier évidemment nous a informées et je me suis sentie le devoir de suivre d'assez près cette histoire. Je n'ai pas suivi d'aussi près qu'Annie. Je sais que la famille de Sohane a du mal à rester en banlieue, ils sont en butte à des attaques. Et la sœur de Sohane, Kahina, elle est toujours affectée par cette histoire et elle continue la lutte. Moi je l'ai vue apporter son soutien par exemple à une autre femme qui a été brûlée, il y a eu une action de Ni putes ni soumises, elle était là avec son autre sœur. Et je l'ai vue aussi à one million signatures, le prix Simone de Beauvoir, qui est donné chaque année à des femmes qui ont mené des luttes exemplaires pour la liberté des femmes. Mais là je viens de voir aussi passer une information comme quoi il y a encore une femme qui a été brûlée vive et on n'en n'a quasiment pas entendu parler. Et Ni putes ni soumises se sont faites encore insulter. Parce que là aussi ce que tu vois c'est qu'il y a un antiracisme qui empêche de dire qu'il y a des opprimés qui se conduisent comme ça. On nous dit qu'on les stigmatise. Je suis désolée mais on dénonce les violeurs blancs, pourquoi on ne dénoncerait pas les violeurs de banlieue ? C'est tout l'esprit de ce qu'on appelle le communautarisme. C'est-à-dire que tu n'as pas le droit d'échapper à ta communauté, à ses mœurs, à sa façon de voir les choses et on va jusqu'au meurtre pour te l'imposer. » (Entretien projectif avec Olivia, 22/09/2009, photo 19)</p>
<p>Sandra</p>	<p>« J'y suis passée là-bas. J'y suis passée. Une jeune femme brûlée vive, on est en 2002, en France. Avec cette plaque sur la tombe de Jean-Paul Sartre et de Simone de Beauvoir. Je ne vais pas faire un discours sur les intégrismes religieux etc. mais je n'en pense pas moins. Par contre, ça fait un certain temps que je me pose des questions sur le couple que Simone de Beauvoir formait avec Jean-Paul Sartre. Et j'ai du mal à croire que Simone de Beauvoir ait été heureuse avec Jean-Paul Sartre. Voilà. Notre féministe bien-aimée, ça me questionne. » (Entretien projectif avec Sandra, 17/02/2009, photo 19)</p>

Annexe n°18bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 2a

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Alexandra	F	1938	Paris	- Mère : secrétaire - Père : N.R.	- Femmes libres sur Radio libertaire - Maison des femmes de Paris	- FCPE - Grande loge Féminine - Fédération anarchiste	- Petits boulots - Peintre professionnelle
Danielle	F	1944	Angers (Touare, Angers, Rennes, Angers, Nantes)	- Mère : couturière, puis au foyer - Père : Comptable, puis visiteur médical	- Planning familial d'Angers	- Libre pensée - Fréquentation des milieux libertaires - syndiquée au SGEN	- Professeur de biologie en collège - Professeur de physique-chimie - Retraitée
Félicitée	F	1973	Région parisienne (Cameroun, Stuttgart)	- Mère : au foyer, puis couturière - Père : officier de police	- ONG camerounaise qui lutte contre les mutilations sexuelles féminines et les violences faites aux femmes - DCDF (salariée)	- Centre d'accueil pour personnes en difficultés sociales - Secours catholique	- Gestion de projets dans une ONG qui travaille pour le développement en Afrique - Chargée d'accueil des femmes victimes de violences à DCDF - Référente pour les femmes victimes de violences à Cergy
Juliette	F	1984	Paris (Yvelines, village de la Vienne, Poitiers)	- Mère : au foyer - Père : Facteur	- Militantisme par internet : NPNS et Mobilisation Droits des femmes		- Etudiante
Olivia	F	1940	Paris (Fontainebleau, Saint-Quentin, Cannes)	- Mère : professeur de gym, puis au foyer, puis participe à l'administration de la pharmacie familiale - Père : pharmacien puis	- Entre au MLF par le biais du groupe Les petites Marguerites - Groupe des Chroniques du sexisme ordinaire - Participe en tant que photographe à	- Milite contre la guerre d'Algérie	- Photographe

				patron d'une usine de bonbons	une multitude de mobilisations féministes pendant 40 ans - Comité d'initiative des 40 ans du MLF		
Sandra	F	1956	Paris	- Mère : Secrétaire - Père : Ouvrier dans une petite entreprise de métallurgie	- LEA (Laïcité Ecologie Association) - Commission féminisme des Verts (responsable nationale)	- SGEN-CFDT (comme pionne puis institutrice) - milite pour les sans-papiers - Ras le front - Les Verts : adjointe au maire du 20ème arrt de Paris chargée de la Petite Enfance et du Bureau des Temps ; membre du Secrétariat Exécutif Régional des Verts Ile-de-France ; candidate pour les élections européennes sur la liste Europe Ecologie Ile-de-France en 2009	- Pionne - Institutrice - Orthophoniste

Annexe n°19 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 2b

<p>Fabienne</p>	<p>« C'est sur la tombe à Beauvoir et Sartre ? ils ont mis ça ? Ah ouais ? C'est au Père-Lachaise ? Il y a des tickets de métro ? Pourquoi il y a des tickets de métro ? C'est toujours compliqué ces trucs hyper médiatisés parce que du coup il y a un côté un peu voyeur, un peu à la Delarue, un peu "on veut du croustillant, on veut du glauque et du machin", un côté vachement voyeur. Je vois même au niveau, surtout nos collègues, qui travaillent autour des violences, il y a un côté un peu mortifère, les gens ont besoin d'entendre du glauque, du viol, du machin, du détail. Et ces événements médiatiques comme Sohane, qui ont été l'occasion d'un bouquin, qui ont été hyper lus, OK c'est dramatique, mais je veux dire c'est pas l'événement en soi, c'est tout le système. Parce que là, on pointe un événement, on met de la lumière dessus sans voir le fond et moi ça me dérange toujours. Après, je trouve ça assez bizarre qu'ils aient mis ça sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir. Vraiment je trouve ça bizarre. Je ne vois pas le lien du tout. Je ne vois pas le lien. <i>Parce que pour toi ça représente quoi Sartre et Beauvoir ?</i> Je trouve que ça fait un peu anachronique. Sartre et Beauvoir c'est une époque, Sohane c'est une autre époque. Les choses sont différentes. Après, je ne dis pas que ce n'est pas dramatique ce qui lui est arrivé. Le bouquin <i>Brûlée vive...</i> (soupir). Je ne sais pas. Et en plus, faire ça, moi si j'étais morte, je n'apprécierais pas trop qu'on me mette des trucs sur ma tombe. Juste pour revenir au cas de Sohane, elle a vachement soulevé l'histoire du machisme, ça a été pris au travers du prisme machisme dans la culture maghrébine qui serait différente. Du coup, il y a ce côté-là aussi qui m'a beaucoup gênée dans cette histoire-là. Du coup, c'était cacher nous nos propres rapports de domination. En plus, ce n'est pas les nôtres à nous parce que Sohane elle est en France et ces gens ils sont français. Ils font partie de la société française. Mais c'est "non vous vous n'êtes pas assez conformes, vous ne faites pas partie de la société française", or ils sont complètement éduqués dans le mode français. C'est bien ça qui est dramatique. Et justement du coup moi ça m'énerve un peu qu'on les renvoie à leur culture. Ils sont français, il faut arrêter. Ils ont tous chanté petit papa Noël à quatre ans à l'école maternelle. Il y a tout un truc qui m'énerve autour de ça. Le sexisme, c'est comme la misère... on peut la chercher à côté de chez soi, le sexisme c'est pareil. » (Entretien projectif avec Fabienne, 28/07/2009, photo 19)</p>
<p>Flora</p>	<p>« Oh là là. Ça ça me fout les boules. C'est dramatique et pourtant ça existe et ce n'est pas si rare que ça. Peut-être pas être brûlée vive etc. mais dans des violences de fou parce que tu es une fille, ou que tu es un garçon et que tu n'as pas été dans ce qu'on attendait de toi. Notamment les filles, mais les garçons aussi, ils connaissent des violences. C'est tout notre boulot, en prévention c'est exactement ce qu'on essaie de travailler, c'est dramatique quand même. <i>Qu'est-ce que tu penses du fait d'avoir mis cette plaque sur la tombe de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir ?</i> C'est pas mal. Je ne savais pas que c'était là-bas. Je ne savais pas qu'il y avait ça. C'est quoi les tickets de métro autour ? <i>Je ne sais pas pourquoi mais sur leur tombe il y a toujours des gens qui mettent des mots sur des tickets de métro.</i> Je pense qu'effectivement Simone de Beauvoir, elle représente quand même une figure importante de tout ça. Après, la relation qu'elle a eue avec Jean-Paul Sartre, on l'a peut-être un peu idéalisée. Je trouve que c'est symbolique en tout cas. C'était un appel en tous cas, envers Simone de Beauvoir, en tout cas dans ce qu'elle pouvait écrire. Ça me fout les boules. Franchement, ça me donne presque envie de chialer. C'est le boulot qu'on essaye de faire mais il</p>

	<p>y a beaucoup de boulot et puis on n'est pas beaucoup. Les autres adultes ne sont pas toujours au top de ce qu'il faut faire ou pas. On n'est pas aidé. Après, quand on dit qu'il n'y a plus de problèmes en France entre les filles et les garçons, il faut arrêter. Et puis dire qu'il y en a dans les banlieues, pitié. C'est pas vrai. Il y en a effectivement dans les quartiers où c'est un peu plus chaud, mais il y en a partout. Des filles violées ou traitées de salopes parce qu'elles ne sont pas dans ce qu'on attend, ça existe à Pontoise, comme ça existe Sarcelles, comme ça existe partout. Il faut arrêter de tout remettre sur une partie de la population qui est moins favorisée socialement et économiquement, ou sur une partie de la population qui est d'origine culturelle différente. C'est un faux débat. » (Entretien projectif avec Flora, 28/07/2009, photo 19)</p>
<p>Ingrid</p>	<p>« Sohane. En plus c'est les filles.... C'est celle qui a viré ultra-laïque, comment elle s'appelle ? on la voit dans le film de Carole Roussopoulos, qui est devenue lesbienne pendant le mouvement des femmes... je connais très bien son nom. <i>Anne Zelensky</i> ? Oui... Elle avait veillé avec ses copines à ce qu'elle soit enterrée à côté de Simone de Beauvoir et de Jean-Paul Sartre. Et puis elle s'était plainte que Ni putes ni soumises ne soit pas venue à la commémoration. Sohane, j'avais une fille dans ma classe en hypokhâgne qui la connaissait et qui habitait pas très loin d'elle. Elle avait vu la poubelle calcinée et tout. Pour moi, c'est une forme extrême, mais les réactions violentes des mecs, il y a tout un tas de formes. C'est comme Samira Bellil quand elle avait fait son livre <i>L'enfer des tournantes</i>, il y a des tonnes de nanas qui l'ont lu. D'ailleurs elle est morte à 33 ans d'un cancer, elle n'a pas survécu longtemps à ce qui lui était arrivé. Ça fait partie de toutes ces petites commémorations de ce que vivent les filles en banlieue mais qui ne sont jamais suivies vraiment d'actes, ou qui sont récupérées pour des logiques sécuritaires. On n'agit jamais vraiment sur ce qui se passe et comment on en est arrivée là. C'est un peu de l'hypocrisie en fait. Et puis l'enterrer à côté de Simone de Beauvoir, il ne faut pas pousser non plus. La plaque aurait été beaucoup mieux... d'ailleurs la plaque qui a été installée à Vitry là-bas, a été arrachée et tagguée plusieurs fois, je ne sais même pas si elle y est encore parce que chaque fois qu'ils la remettaient, elle était arrachée. <i>Toi tu ne trouves pas ça bien que ça soit sur la tombe de Simone de Beauvoir ?</i> Je trouve que c'est de l'hypocrisie et que c'est vraiment de la démagogie. Ça n'a strictement aucun rapport avec Simone de Beauvoir ou quoi que ce soit. Sohane c'est un problème actuel qui aurait dû être médiatisé tel quel. Et je veux dire le coup de on va faire un truc symbolique on va la mettre sur la tombe de Simone de Beauvoir et de Jean-Paul Sartre, je trouve ça ridicule. Vraiment ridicule. C'est comme un peu si aujourd'hui un compositeur mourait et on décidait de l'enterrer sur la tombe de Schubert par un exemple. C'est hors de propos et ça n'a aucun sens. Elle aurait pu être enterrée sur la tombe de Fadela Amara, si Fadela Amara était morte plutôt mais sur la tombe de Simone de Beauvoir, et surtout de Jean-Paul Sartre, puisqu'en l'occurrence ils sont quand même marqués sur la même tombe, c'est de l'ingérence, c'est presque briser une intimité, ils sont enterrés comme couple, je ne vois pas l'intérêt de leurs foutre une plaque commémorative sur un problème d'actualité dont ils n'avaient même pas envisagé la possibilité. » (Entretien projectif avec Ingrid, 08/07/2009, photo 19)</p>
<p>Noémie</p>	<p>« Ah mais ils ont ? Ils l'ont mis sur la tombe de Simone de Beauvoir ? Je ne vois pas le rapport. Et pourquoi il y a des tickets de métro ? <u><i>Ça c'est en permanence, il y a des gens qui écrivent des mots sur les tickets de métro et qui les laissent.</i></u> Moi les cimetières c'est vraiment un lieu où... ce n'est pas du tout un lieu où je vais. Je vais sur la tombe de ma grand-mère de temps en temps mais... je ne vois pas le rapport. C'est fou. Cette jeune femme, Sohane Benziane, c'est évidemment atroce ce qui lui est arrivé, je condamne complètement, c'est spectaculaire parce qu'elle a été immolée, elle a été brûlée vive donc c'est vraiment spectaculaire, horrible, atroce, mais tout autant que les femmes qui meurent sous les coups de leur mari. Pourquoi elle et pas les autres ? Et tu vois encore une fois, mais c'est horrible ce que je dis, on en fait un</p>

	<p>symbole parce que c'est une rebeu, en tout cas ça s'est passé dans une banlieue, et elle a été brûlée vive donc ça rappelle... il y a des vieux relents d'islamophobie derrière. Et elles sont où toutes les femmes qui meurent sous les coups de leur mari ? Maintenant, c'est bien, il faut qu'on en parle et que ça n'arrive plus, parce que c'est vraiment horrible, et je suis super contente aussi que le mec qui a aussi tenté de brûler vive sa copine, mais qui elle s'en est sortie, se soit pris 20 ans, c'est hyper important dans la reconnaissance. Mais une nana qui aurait failli mourir parce que son mec l'a tabassée, il n'aurait pas pris aussi cher le mec. Je crois que le feu c'est quand même spectaculaire ; c'est des modes opératoires différents mais c'est la même chose. Et je ne vois pas le rapport. Je ne vois pas ce que ça vient foutre sur la tombe de Sartre et Beauvoir. C'est marrant. Je ne savais pas qu'il y avait ça. Dans ces cas-là, tu mets la jeune femme qui est morte, Samira Bellil, elle elle est morte parce qu'elle a eu une maladie de stressée de la vie parce qu'elle ne s'est jamais remise de ce qui lui est arrivé, à ce moment-là tu lui mets une plaque aussi. Mais qu'est-ce qu'ils y peuvent Sartre et Beauvoir ? C'est un coup de Ni putes ni soumises ça non ? Après, qu'on dise que ce n'est vraiment pas normal ce qui est arrivé à cette jeune fille, que c'est horrible, évidemment, mais je trouve la forme très bizarre. Bon après je pense aussi que tu n'as pas deux personnes pour qui la tombe c'est la même chose. Mais je ne vois pas ce que ça fout là. Et puis pourquoi elle et pas toutes les autres victimes de violences ? J'ai l'impression d'être d'une mauvaise foi sans nom, mais j'ai l'impression que le message c'est vraiment "elle elle était vraiment victime et pas les autres". Mais bon c'est facile, ça sert vachement, ça sert à ne pas faire d'efforts pour regarder ce qui ne va pas chez les blancs. Ça sert à légitimer la politique de reconduite à la frontière. Je suis vache parce qu'évidemment c'est une très grande douleur. Dans le monde militant, je pense qu'il y a beaucoup de gens qui ont fait ça pour exprimer une douleur, pour que ça n'arrive plus. Bien sûr il faut que ça n'arrive plus. Mais c'est bizarre. » (Entretien projectif avec Noémie, 14/02/2009, photo 19)</p>
Patrick	<p>« J'espère qu'elle n'y est pas encore. Elle a juste été déposée ? <i>Elle n'y est plus.</i> Sohane, morte brûlée vive. C'est celle qui a été brûlée à Vitry-sur-Seine. Ça sonne un peu étrangement pour moi parce que j'ai grandi dans la cité Balzac, donc Balzac j'ai connu... le problème, c'est comme le voile, il y a un excellent papier qui est sorti de Christine Delphy la semaine dernière dans <i>Politix</i>, Christine Delphy et Sylvie Tissot, qui était la compagne de Pierre Tevanian, « Géographie du sexisme », il date du 19 mars 2009. C'est aussi dans les deux numéros de <i>NQF</i> sur sexisme et racisme. C'est l'idée qu'il y a une dénonciation très sélective et raciste des violences faites aux femmes. Shéhérazade, Sohane, bref, à chaque fois qu'il y a un crime sexiste, spectaculaire, brûlée, découpée, que sais-je encore, moi je suis sidéré de voir cet emballage médiatique pour stigmatiser les barbares sexistes. Etant entendu qu'évidemment les barbares sexistes sont des immigrés, des étrangers, ce n'est pas Bertrand Cantat. Ce n'est pas Ducon la joie. C'est toujours Mohamed, un Turc ou que sais-je. Et donc le mouvement féministe, même à Mix-Cité, on est toujours en porte-à-faux par rapport à évidemment l'indignation d'une part à l'égard des femmes victimes de violences conjugales, et en même temps moi je suis toujours indigné de l'indignation sélective ou de l'indignation à géométrie variable, tant de la part de mes copines féministes que de la classe politique française, ou mondiale quand par exemple il faut balancer des bombes en Afghanistan pour libérer les femmes afghanes de leurs mâles oppresseurs. Je me souviens qu'une fois que Christine Delphy, elle avait fait un long truc comme ça sur l'Afghanistan, et il y avait des filles qui lui disaient "ouai de quoi tu nous parles l'Afghanistan ?", et en fait elle faisait le lien entre le discours de l'Occident qui se pare des vertus du féminisme et qui va justifier la guerre, parce que la guerre en Afghanistan elle s'est justifiée au nom de Laura Bush qui va libérer les femmes, on va leur enlever leur voile, elles vont aller à l'école, grâce à nous, et pour ça il faut leur envoyer des bombes. Et là c'est pareil, chaque fois qu'il va y avoir un drame, significativement, Ni putes ni soumises étant à la pointe dans ce genre d'indignation sélective, avec un discours gnangnan moralisateur, garçons et filles vivent mieux ensemble, dans la mixité, le vivre ensemble, vivons dans la paix, dans le respect, en occultant que 137 femmes sont violées tous les jours en France. Ça en dit long. Alors en plus faire la filiation avec Simone de Beauvoir et</p>

	<p>Jean-Paul Sartre, qui eux pour le coup faisaient véritablement le lien avec l'anticolonialisme et l'anticapitalisme, mais qui aujourd'hui sont quand même passés à la trappe, je ne vais pas faire de prosopopées, je ne vais pas faire parler Simone de Beauvoir, je ne sais pas ce qu'elle aurait pensé aujourd'hui sur la question du voile, mais ce qui est sûr c'est que je pense qu'elle aurait été du combat anticolonialiste et pas pour justifier les bombes à Gaza ou pour la stigmatisation des jeunes filles discriminées. (<i>Il lit le passage suivant de l'article de Delphy et Tissot</i>) "Il ne s'agit pas ici de minimiser la violence exercée sur Shérazade ; mais comparons seulement : les vingt ans de prison requises contre l'homme qui a agressé et atrocement blessé Shérazade (sans néanmoins la tuer) ; et les 4 ans (et non les 8 auxquels il fut condamné) passés en prison par Bertrand Cantat pour un meurtre qui serait en fait, selon les juges lithuaniens, un assassinat. Une autre comparaison instructive reste, à notre sens, celle qui met en parallèle le traitement de deux affaires : l'agresseur de Shérazade et le député UMP de Moselle Jean-Marie Demange qui, en novembre dernier, s'est suicidé après avoir tué sa maîtresse. La dénonciation consensuelle du premier n'a eu d'égale que les commentaires désolés sur le deuxième, décrit comme un homme épuisé et à bout – le pauvre homme avait, il est vrai, perdu son poste de maire de Thionville, ce qui excusait bien aussi un autre de ces "moments de folie" (le mot couramment employé pour Cantat) auxquels les hommes ont droit, au moins une fois dans leur vie, et tant que les victimes en sont des femmes. Et c'est ainsi qu'une minute de silence a pu être observée à l'Assemblée en l'honneur d'un meurtrier devenu héros national. Sa maîtresse assassinée allait, elle, rejoindre les statistiques anonymes et invisibles de la violence sexiste chez nos bons Français." Voilà ce que ça suscite chez moi. Beaucoup d'émotion car cité Balzac. Mais de l'indignation sur le fait que c'est vraiment dégueulasse... le paradoxe c'est que c'est dégueulasse de ne viser que lui et en même temps c'est dégueulasse ce qui est arrivé. On se dit vraiment la société est mal foutue. » (Entretien projectif avec Patrick, 13/05/2009, photo 19)</p>
<p>Pauline</p>	<p>« (<i>elle lit la plaque</i>) alors ça c'est quelque chose... Ah c'est sur la tombe de Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir ? Tous deux féministes. Elle a été enterrée avec eux ? <u>Non, il y a juste eu une plaque.</u> En tout cas, ce qui est sûr, c'est que cette histoire de cette jeune femme brûlée vive, c'est ça qui a démarré le collectif Ni putes ni soumises, c'est ça qui a été à l'initiative d'autres combats après. Moi ce qui me dérange juste un petit peu dans ce combat-là et dans l'apparition de Ni putes ni soumises c'est que du coup on a un peu stigmatisé la violence sexiste mais dans les cités. Du coup, on a été dans quelque chose de très... c'est des raccourcis un peu que je vais faire, mais du coup, dans moi ce que je peux entendre à côté, c'est très raccordé aux questions d'immigration et aux questions de cités. Et du coup, le problème de ça, de ce collectif, c'est qu'on est encore dans le déni de ce que chacun peut faire dans son propre pays. On n'essaie pas de remettre la responsabilité sur tout le monde. Et c'est facile pour les Français qui vivent dans d'autres villes, qui ne sont pas dans les quartiers en tout cas, c'est très facile de faire des raccourcis et du coup de porter cette question de violence, de tournantes, de sexisme, à des questions de culture, à des phénomènes de violence de cités etc. alors que ce n'est pas du tout ça, ça c'est une des conséquences de ce qui est porté au niveau de la société. Ça existe dans toutes les cultures etc. Et je pense que la situation de Sohane, il fallait qu'elle soit portée, parce qu'on ne peut pas fermer les yeux sur quelque chose d'aussi grave, et c'est dramatique de toute manière ce qui s'est passé dans cette cité là et ce qui se passe dans d'autres, mais c'est dommage que les collectifs soient stigmatisés de cette manière. Parce que je trouve que ça désengage énormément les gens qui ne vivent pas dans les quartiers etc.. Parce que c'est déjà des questions qui font tellement mal qu'on a tendance à dire " mais jamais ça va nous arriver à nous, nous on vit dans une petite ville etc.". Donc dans les cités ils portent ce fameux truc de la laïcité avec dans les écoles publiques, il y a tous les mecs immigrés qui n'ont pas pu avoir de thunes pour aller ailleurs, et dans les écoles privées à côté on va voir tous ceux du 16e, bref ça continue de faire porter ces représentations énormes. Et je trouve que c'est extrêmement grave. Parce qu'il y en a eu d'autres depuis. Dernièrement, à Gisor, c'est un coin du Vexin français, il y a tout sauf des cités, il y a une jeune fille de 20 ans qui a été étranglée dans sa baignoire parce qu'elle a refusé de coucher avec un mec, il l'a violée et il</p>

	<p>l'a étranglée dans sa baignoire. C'est des choses horribles, mais horribles. Et dans la ville d'où je viens, il s'est passé des choses comme ça, et ça ça ne fait pas autant de bruit et ce n'est pas autant porté. La prévention des comportements sexistes ça doit exister depuis la maternelle. C'est horrible. Je ne sais pas ce qui se passe, mais j'ai le sentiment qu'aujourd'hui, filles et garçons, on n'arrive pas à se comprendre et à trouver sa place aussi, et à avancer ensemble. En attendant, pour arriver à des actes de barbarie comme ça, il faut quand même avoir dépassé certaines limites. Parce que dans toutes les sociétés il y a des limites, et le crime il est permis dans aucune société. Mais je pense que Simone de Beauvoir elle aurait décalé cette histoire, elle l'aurait mis dans un contexte plus global et elle ne l'aurait pas liée seulement aux cités. » (Entretien projectif avec Pauline, 24/07/2009, photo 19)</p>
<p>Xavier</p>	<p>« Ce dont j'ai peur, il faut faire attention par rapport à ça, c'est ce qui se passe un peu aujourd'hui, c'est de laisser croire aux gens que le problème de l'égalité, du respect entre les garçons et les filles, le problème de l'inégalité ou du non-respect n'existerait que dans ces endroits-là, dans certaines banlieues, dans ces quartiers-là d'origine plutôt non Français de souche. Ça me fait penser à ça. Évidemment il faut réagir, crier de la colère par rapport à ce qu'il se passe mais attention à ne pas laisser croire que ce sexisme, ces violences, ce non-respect n'existent que là. C'est ce qu'essaient de faire croire les gens comme Sarkozy. La société française partout elle est fondamentalement, dans ses fondements, elle est sexiste. Pas simplement dans ces quartiers-là. Limiter nos revendications, faire croire que le problème ne réside que chez eux, chez les femmes voilées, tout ça c'est très dangereux. Il faut faire attention aussi à ne pas stigmatiser uniquement les garçons arabes. Il y a des débats là-dessus. C'est tout un ensemble. Il ne faut pas avoir des idées réductrices sur le sujet. Si on veut que ça avance le féminisme, il faut faire comprendre que ce n'est pas un problème de gens retardés, retardataires ou qui n'ont compris simplement le respect, ce n'est pas que ça, ce n'est pas qu'un problème de manque de respect. Cela ne suffira pas de dire aux jeunes il faut respecter votre prochain, bien sûr qu'il faut le dire mais ce n'est pas que ça. Si on ne fait que ça, ça ne marchera pas. Il en meurt quand même tous les deux ou trois jours en France. Il y en a 40 000 par an qui se font violer. Une femme sur 10 se fait violenter par son conjoint. Ce n'est pas que dans ces quartiers-là. C'est ça que je veux dire. Ce n'est pas que des Mahomet ou des Sohane. C'est tout milieu confondu. Toutes classes sociales. Partout. Il n'y en a pas une plus en avance que l'autre. C'est ça qu'il faut que les gens comprennent, ce n'est pas que chez les musulmans ou machin, il y a un danger de laisser croire aux gens que ça ne se produit que là-bas. » (Entretien projectif avec Xavier, 10/02/2009, photo 19)</p>

Annexe n°19bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 2b

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Fabienne	F	1980	Région parisienne (Laval, Rennes, voyage de 8 mois en Israël, Egypte, Jordanie et Palestine)	- Mère : assistante sociale dans un centre de planification - Père : éducateur	- Projet "Rencontre de femmes" - Du côté des femmes	- Eclaireurs	- Chargée de projets d'animation à DCDF
Flora	F	1980	Région parisienne (Picardie, Toulouse)	- Mère : secrétaire comptable - Père : ingénieur en agriculture	- l'APIAF - DCDF (comme stagiaire et salariée)		- Chargée d'accueil des femmes victimes de violences et animation à la cafétéria de l'association DCDF
Ingrid	F	1985	Paris (Villeneuve Saint-Georges, Vigneux)	- Mère : cheffe de publicité, au foyer et employée de mairie - Père : informaticien	- Efigies - CLASCHEs		- Surveillante de lycée - Doctorante, chargée de TD
Noémie	F	1977	Paris	- Mère : conceptrice rédactrice dans la publicité - Père : gérant	- Chiennes de Garde - Mix-Cité	- Solidarité Sida	- employée à Solidarité Sida - officière de protection - CDD Mairie de Paris - Responsable d'un service RMI

				d'un cabinet d'architectes			
Patrick	M	1970	Paris	- Mère : NC - Père : Mécanicien	- Mix-Cité -	- SNES, - parrain de sans-papiers - Gisti (groupe d'information et de soutien des immigrés) - Comité de vigilance pour une paix au Proche-Orient	- surveillant dans un lycée - conseiller principal d'éducation
Pauline	F	1984	Val d'Oise (Nantes)	- Mère : auxiliaire de puéricultrice, puis assistante sociale - Père : cuisinier	- Association d'alphabétisation de femmes tziganes - SOS Femmes Nantes - DCDF (comme stagiaire et salariée)	- JOC - Restos du cœur	- animatrice aux Fancas - petits boulot - stage à SOS femmes Nantes - éducatrice et accueillante à DCDF
Xavier	M	1958	Isère (Allemagne, Algérie, Alsace, Ariège, Ardennes, Sarthe, région parisienne)	- Mère : préparatrice en pharmacie, puis au foyer - Père : militaire	- Mix-Cité	- CGT - PCF - CNDF	- cadre aux PTT - ingénieur

Annexe n°20 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 3

Aurélie	<p>« Sartre. Ah non, Sohane. Ah oui, c'est sur la tombe de... je n'avais vu que Sartre. D'accord. J'imagine que ça doit être Ni putes ni soumises qui a organisé un hommage à Sohane et qui a choisi ce lieu. Je trouve que c'est fort parce qu'effectivement c'est une façon pour Ni putes ni soumises, qui est pas très à l'aise justement je trouve avec l'héritage féministe, elles ne savent pas trop si elles doivent l'accepter ou pas l'accepter, elles n'osent pas trop se revendiquer etc. Je trouve que sur une action comme ça c'est une façon de se rattacher au mouvement des femmes, à travers un personnage particulier. Et certainement à une phrase qui est "on ne naît pas femme, on le devient", et donc une façon d'affirmer qu'effectivement elle a été brûlée parce qu'elle était une femme. Et à la fois, il y a un message d'espoir, il y a un souhait d'une ouverture vers une amélioration possible des rapports garçons-filles. Je trouve ça bien. » (Entretien projectif avec Aurélie, 08/07/2009, photo 19)</p>
Christelle	<p>« C'est la plaque de Simone avec la plaque de Sohane. Je vois. Ça n'a pas de rapport mais la première chose à laquelle ça me fait penser c'est que j'avais lu quelque part que Simone de Beauvoir avait été incinérée et j'ai été fumasse que les gens écrivent n'importe quoi. J'étais à son enterrement, je l'ai vue descendue sur le cercueil de Sartre alors merde. J'y étais, c'était un grand moment. J'ai la chance d'avoir été là. L'enterrement de Simone il faudra que je raconte parce que c'était gai, il faisait beau, on était bien, on était parti de chez Nathan. On était nombreuses. Ça devait être différent de l'enterrement de Sartre auquel je n'étais pas. Je n'avais pas encore fait mon livre. Je me rappelle tellement de ces mots de Simone "sa mort nous sépare, ma mort ne nous réunira pas". Et j'ai pensé à ces mots quand on a descendu son cercueil. Parce que je me suis dit "c'est vraiment quelqu'un qui n'est pas croyant qui dit ça". C'est le désespoir de la non croyante. La plaque de Sohane. Je me rappelle très bien cette histoire de plaque. Je me rappelle très bien, je suis allée à la manif de Vitry. C'était terrible cette manif. C'était tellement pathétique. Je me rappelle que cette plaque, il y avait Annie et tout ça qui ont porté cette histoire, je suis allée au procès de l'assassin de Sohane. Donc je me rappelle de la manifestation à Vitry, on a défilé etc., je me rappelle que la plaque avait été cassée plusieurs fois, et qu'elles avaient décidé de la mettre là. J'avais trouvé que c'était une idée incroyable. C'est comme si on demandait la protection de Simone, comme si enfermée au cimetière du Montparnasse cette plaque avait des chances de rester sans être cassée, tandis qu'à Vitry elle allait être encore cassée par ces gens. Je crois que ce qu'ils ne supportaient pas c'était morte brûlée vive. C'est ça qu'ils avaient tagué comme des malades. C'est quand même pas la mer à boire ça. Eh bien ils ne supportaient pas. Ça me rappelle tout un flot de trucs, y compris le procès. Le procès, c'était le deuxième grand procès où je suis allée, c'était vraiment terrible. Et donc là Simone comme Ange gardien titulaire de la plaque. Je trouve cette idée très originale, un peu bizarre, un peu biscornue au début, ça m'avait même un peu choquée, et après j'ai trouvé que c'était touchant. C'était beau. Simone et puis Jean-Paul qui protégeaient la plaque de Sohane. <i>Qu'est-ce que tu trouvais biscornu ?</i> Ça n'avait pas de rapport... enfin, je n'y aurais jamais pensé déjà. Et puis la mettre en plein air dans un cimetière, si on veut protéger quelque chose, on le met dans un endroit couvert. C'était ça que je voulais dire. Ce qui me frappe beaucoup avec Simone, je ne l'appelle jamais Simone d'habitude, je ne sais pas pourquoi je te dis ça, je dis toujours Beauvoir. Et ce qui me frappe beaucoup avec elle, mais parce que comme Anne quand on se parle, elle elle dit</p>

	<p>Simone mais moi je ne permets pas cette familiarité, je ne l'ai jamais rencontré Simone de Beauvoir. Mais ce qui me frappe avec Beauvoir c'est qu'elle n'a pas voulu de filles, elle n'a pas voulu d'enfants, mais alors elle a une quantité de filles qui se réclament d'elle, et qui sont dans une attitude filiale avec elle, et ça c'est typiquement "papa et maman protégez moi" je trouve. Donc l'idée m'a paru très très biscornue, mais si elle n'était pas profanatoire, au fond non elle ne l'était pas, elle était simplement bizarre, et au fond maintenant quand je la vois, je trouve que c'est bien. Et elle y est toujours cette plaque ? Non. Elle est à Vitry ? Oui. Et pas dégradée ? Non. Ça c'est une très bonne nouvelle. Merci beaucoup. Finalement c'est bien. C'est une idée féministe bizarre mais bien. » (Entretien projectif avec Christelle, 22/04/2009, photo 19)</p>
<p>Gaspard</p>	<p>« L'histoire de cette plaque est triste à pleurer, je n'ai pas assisté à son dépôt, mais à l'étape précédente. La pauvre Sohane a été brûlée vive par son mec à Vitry. Emotion nationale, télé... et une plaque apposée je ne sais plus où dans la ville, sur les lieux du meurtre je suppose, mais la plaque a été arrachée plus d'une fois. Avant de lui trouver un "asile" définitif, un dépôt symbolique a été fait sur la placette en haut de la rue de Rennes, à Saint-Germain des Prés. Je me souviens que les relations n'étaient pas au mieux avec Ni putes ni soumises à l'époque, des moments d'unité de ce genre étaient appréciables. En un sens toujours tout commémorer sature la mémoire, et rajouter du stigmatisme sur une ville stigmatisée on comprend le rejet, mais qu'on ait arraché cette plaque c'est une négation hyper violente, je ne sais pas trop pourquoi mais en y pensant je trouve que c'est comme si on avait ajouté le viol au meurtre. » (Entretien projectif avec Gaspard, 12/06/2009, photo 19)</p>
<p>Myriam</p>	<p>« Oh là là. Oui. Cette plaque il me semble a été cassée. C'était une plaque qui était provisoire... elle avait été refusée il me semble dans la ville où Sohane a été brûlée. Elle avait été placée là en attendant. Là c'est pareil. Ce qui me choque énormément c'est non seulement qu'elle ait été brûlée vive, mais c'est après les gens du quartier, c'est inacceptable. Ça j'ai du mal à le comprendre vraiment. Il fallait la brûler quoi. C'est ça que ça veut dire. Elle l'a méritée. Mais je connais un peu cette mentalité. <u>Qu'est-ce que vous pensez du fait de la mettre sur la tombe de Simone de Beauvoir ?</u> Je n'ai pas d'opinion là-dessus. Je trouve ça bien qu'elle ait été mise là. Il fallait qu'elle existe. Je ne pense pas que Simone de Beauvoir aurait été contre. Tout ça a été réfléchi certainement par des associations. C'est bien. Tout plutôt que l'oubli. C'est une espèce de refuge en fait. Tous ces tickets de métro là autour. Ca dit beaucoup de choses. » (Entretien projectif avec Myriam, 26/06/2009, photo 19)</p>

Annexe n°20bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 3

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Aurélié	F	1976	Région parisienne (Hérault, Toulouse)	- Mère : au foyer - Père : Infirmier	- Citoyennes maintenant - L'APIAF - Collectif féministe contre le viol - FNSF - DCDF (comme stagiaire et salariée)		- écoutante au Collectif féministe contre le viol et à la FNSF - chargée d'accueil des femmes victimes de violences et gestion de projets à DCDF - référente pour les femmes victimes de violences à Villiers Le Bel
Christelle	F	1948	Paris (Oise)	- Mère : peintre - Père : N.R. (polytechnicien)	- Groupe de conscience femmes mariées - Planning familial - Choisir - Association des Femmes Journalistes (AFJ) - Chiennes de garde - La Meute	- élue au conseil municipal de son village dans l'Oise	- Ecrivaine / historienne
Gaspard	M	1974	Paris (Niort)	- Mère : médecin scolaire - Père : médecin généraliste	- Sciences-Potiches se rebellent - Chiennes de Garde - CNDF - Comité d'orientation de l'Institut Emilie du Châtelet	- UNEF	- professeur d'histoire - archiviste au Conseil d'Etat
Myriam	F	1962	Paris (Seine Saint Denis)	- Mère : au foyer - Père : ouvrier dans la chimie	- Chiennes de Garde	- CFDT - Fédération anarchiste	- ouvrière dans une papèterie - standardiste téléphonique - traductrice commerciale

Annexe n°21 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 4

<p>Elodie</p>	<p>« Ça a quand même été un drame épouvantable. Je ne comprends pas bien pourquoi on a mis ça sur la tombe de Sartre et Beauvoir. Ce n'est pas à eux que j'aurais pensé en premier. Alors ça m'évoque aussi deux choses, tout d'abord cette action pour l'éducation des garçons et des filles à l'AFFDU, c'est notre dada tout le temps, à travers les Olympes de la parole, on a que ça en tête que garçons et filles apprennent à se connaître, apprennent à se respecter. Faire tomber toutes les barrières, les poncifs, les stéréotypes qu'on trimbale dans tous les domaines. Ça me fait penser aussi à ce livre <i>Brûlée vive, une jeune femme je crois de Cisjordanie, quand on lit ce livre on rentre dans la mentalité que peut avoir une fille.</i> On peut vivre un peu, à travers elle, les contraintes, le poids du contexte social. C'est un livre que je recommanderais à tout le monde pour comprendre combien de femmes sont écrasées. Est-ce que vous avez une idée de pourquoi ça a été mis sur la tombe de Sartre et Beauvoir ? <i>Non. C'est vrai que quand Sartre a fondé le journal <i>Libération</i>, c'était aussi pour la libération de la parole, la libération des ouvriers, c'est vrai qu'ils ont beaucoup œuvré. J'aimerais bien savoir qui a eu cette idée.</i> Apparemment, j'ai l'impression que dans les cités surtout, dans certains milieux, les filles sont encore écrasées comme ça. Il n'y a pas un drame aussi médiatisé, aussi spectaculaire si je puis dire, mais il doit y avoir plus d'un drame de violences même physiques. » (Entretien projectif avec Elodie, 04/12/2008, photo 19)</p>
<p>Jeanne</p>	<p>« Jean-Paul Sartre et... Je ne savais pas qu'ils étaient dans la même tombe. À la mémoire de... Qu'est-ce que c'est que ça ? Je ne sais pas ce que c'est. Je ne me souviens plus de ce que c'est. <i>C'est une jeune fille qui a été brûlée vive en banlieue parisienne. À Vitry.</i> Je me souviens maintenant. Le prénom Sohane me disait quelque chose. C'est l'horreur de toutes les horreurs. J'ai vu à la télévision <i>La journée de la jupe</i>, c'était violent ça ne m'a pas beaucoup plu. J'avoue que je suis un peu inquiète quand je vois tout ça. Autrefois, quand j'étais au lycée, on n'avait pas le droit d'avoir de signes religieux. Mais nous avions des blouses donc les filles qui voulaient porter des croix on pouvait les mettre sous la blouse. Par contre, les foulards on ne connaissait pas, on peut être qu'il y avait beaucoup de musulmanes, ou alors c'était un certain niveau, des filles d'ambassadeurs etc. je n'ai pas de souvenir de foulards au lycée. Pas du tout. Je n'ai pas de souvenir non plus de juifs ayant des kippas, des chapeaux, kippa dans une synagogue oui, pour des mariages etc. les hommes portaient tous des chapeaux à l'époque. Les filles aussi. Moi je devais mettre un chapeau, et je l'enlevais quand je sortais de la rue de mes parents. On était obligé d'avoir un chapeau en rentrant au lycée Molière. Mais moi ça tenait sur la tête, j'avais des amies qui mettaient des petites calottes, et qui avaient l'avantage de se plier en sortant. Moi je ne trouvais pas ça beau. Mais on était des désobéissantes complètes par rapport à nos parents. <i>Qu'est-ce que vous évoque Simone de Beauvoir ?</i> Simone de Beauvoir m'évoque le professeur de la classe à côté en philo. J'ai dû vous le raconter. <i>Ah oui, je me souviens !</i> » (Entretien projectif avec Jeanne, 20/04/2009, photo 19)</p>
<p>Mylène</p>	<p>« Simone de Beauvoir. Je ne savais pas qu'il y avait cette plaque qui avait été mise. Des atrocités comme ça ça montre qu'il y a un gros travail à faire mais c'est extrêmement difficile à impulser. J'ai été dans des associations de parents d'élèves et je trouve qu'il y a peu de réceptivité à ces problèmes-là. Il y a peu d'éducation qui est faite. Dans le collège où était mon fils l'année dernière, ils ont interdit par exemple les tenues indécentes. Au conseil de classe, la directrice dit "qu'est-ce que vous en pensez ?". Moi au début je me suis dit interdiction, réflexe libertaire, mais</p>

	<p> finalement je trouve que c'est plutôt pas mal, mais seulement il faut l'expliquer. Expliquer aux filles que ça peut leur nuire de mettre des trucs... en plus il faut expliquer aux garçons que les filles ont le droit de mettre ça si elles en ont envie. Les deux à la fois. Expliquer pourquoi c'est un problème. Ça ne devrait pas en être un. Ces habits, si vous allez à la sortie d'un collège parfois, moi je suis effarée par le nombre de gamines qui se fringuent comme des pétasses, c'est affolant. Et que les mères les laissent faire ça, ça m'inquiète réellement. Je pense qu'il faut faire de l'éducation auprès des deux sexes, les garçons pour qu'ils respectent et les filles pour qu'elles se rendent compte de ce que c'est que cette image, les rois du rap et tout ça, les filles à moitié à poil, que c'est pas un truc qu'elles sont obligées de suivre non plus. La dernière fois je suis allé à Londres il y a une semaine ou deux et j'ai été frappée de voir plein de gamines... Et le plus beau de l'histoire c'est qu'il y en a qui ont des foulards sur la tête et le reste elles sont fringuées comme des vraies pétasses. Il y a quand même un énorme problème. C'est l'éducation on va dire. <u>Et le fait qu'on ait mis sa plaque sur la tombe de Simone de Beauvoir ?</u> C'est bien. Parce que elle sa phrase "on ne naît pas femme on le devient", moi j'adhère à 100 %. D'un point de vue social. Évidemment qu'on est femme d'un point de vue physique, c'est clair. Avec ce que ça entraîne. Mais d'un point de vue social, on devient femme. Donc effectivement l'éducation. Je trouve que ça bien que ça soit leur tombe à eux deux, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, qui ont essayé, après toutes les conneries qu'ils ont pu faire, c'est un autre débat, mais qui ont eu quand même le mérite d'essayer d'avoir un rapport de couple différent. Que ça soit sur leur tombe à eux deux. Parce que je pense que cette éducation elle ne peut se faire que si on présente à chacun les avantages, si on présente les trucs sur un mode répressif ça ne peut pas marcher. Bien sûr il y a des interdits. Tu dois respecter tes camarades, filles ou garçons, peu importe. Mais il y a aussi des avantages. D'ailleurs, le succès des cosmétiques pour hommes prouve qu'il y a des avantages à avoir le droit de se pomponner, le droit de pleurer aussi, les garçons ils y trouveraient vachement d'avantages. Il y a évidemment des immenses avantages. C'est beaucoup plus sympa de pouvoir discuter avec une jeune fille que d'être là à devoir échanger des violences. C'est l'évidence même. Je trouve ça très bien que ça soit là. Simone de Beauvoir, il y a des aspects dans <i>Le deuxième sexe</i> très pratiques, sur le fait de gagner sa vie, des choses très pratiques, de bon sens. C'était une femme de bon sens. C'était une intellectuelle de haute volée mais elle n'en avait pas perdu son bon sens pour autant. C'est important. Et là je crois que ce sont des solutions de bon sens à trouver. » (Entretien projectif avec Mylène, 09/04/2009, photo 19)</p>
Sandy	<p>« Ah là là. Je vais vous dire, je ne vous ai pas raconté ça ? En fait j'étais juré aux assises du Val-de-Marne l'année où les gens qui l'ont brûlée ont été jugés. Quand vous êtes juré aux assises, vous l'êtes du mois de septembre au mois de juillet. Et je me rappelle très bien avoir dit à mon mari "heureusement j'ai échappé à ça". Après j'ai été juré pour les bandits corses. Les bandits corses ça allait. Par contre avec Sohane ça aurait été terrible. Avec mes enfants on en a discuté. Quel échec de la société, c'est terrible. "Pour que les garçons et les filles vivent mieux ensemble", ça c'est vrai. C'est pour ça que par exemple à l'AFFDU, on a cette action au niveau des collèges, on a une classe comme ça qui nous suit c'est la SEGPA. Et cette classe ils ont fait un truc super. C'est une classe très très difficile. Et ils les ont fait justement travailler sur les rapports entre les garçons et filles. Ils avaient fait un sketch : "On est tous égaux, on est tous différents". C'était dire on n'est pas les uns contre les autres mais on est différents. Ils ont fait un truc incroyablement bien. D'ailleurs ils ont eu le premier prix. Et la directrice nous a dit que de les avoir fait travailler là-dessus, ça les a complètement fait progresser. Moi j'aime bien les actions comme ça. Parce que, en arriver à des choses comme ça, c'est vraiment un échec de la société, de l'éducation. Ces jeunes-là quand même ils avaient été à l'école, ils avaient 17 ans. C'est horrible. Ça a été jugé à Créteil. Moi les bandits corses on se croyait un peu dans un film. J'ai eu la chance de ne pas avoir ça. <u>La plaque avait été posée pendant un petit temps sur la tombe de Simone de Beauvoir...</u> Qui a fait ça ? Je ne trouve pas ça super de mettre ça sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir, le raccourci est un peu... Sohane doit être respectée en elle-même, c'est elle qui... j'ai bien vu qu'il y avait Simone de Beauvoir derrière, mais il ne faut pas tout mélanger. C'est douteux comme goût. Par contre il faut honorer, ça c'est vrai, mais l'association des deux est douteuse. » (Entretien projectif avec Sandy, 04/03/2009, photo 19)</p>

Annexe n°21bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 4

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Elodie	F	1935	Rouillé	- Mère : au foyer - Père : Chef d'une petite entreprise dans le bâtiment	- UFCS - AFFDU	- Amis de la Terre - Les Verts	- Pharmacienne
Jeanne	F	1922	Paris (Bordeaux, Pau, Aix en Provence)	- Mère : au foyer - Père : « dans les affaires »	- Instruction civiques auprès de femmes - CILAF - AFFDU - représentation de la FIFDU (Fédération Internationale des Femmes Diplômées des Universités) à l'UNESCO		- professeure d'anglais - traductrice - au foyer - responsable du laboratoire de langues de Sciences-po - professeure d'anglais à l'Assemblée nationale
Mylène	F	1955	Hérault (Cachan, campagne, Paris)	- Mère : au foyer - Père : imprimeur	- Fonde un groupe féministe au lycée - Femmes, actualités et médias ³⁴	- Groupes gauchistes dans les années 1960 - Les amis de Panaït Istrati - ATTAC - Parent d'élèves.	- petits boulots dans l'hôtellerie - rédactrice <i>freelance</i>
Sandy	F	1951	Paris (village de Bretagne, Rennes, Montréal)	- Mère : au foyer - Père : notaire	- AFFDU		- technicienne de recherche en biochimie, - ingénieure de recherche, - CR2 au CNRS - directrice de recherche

³⁴ Devant l'insistance de Mylène pour que le nom de cette association n'apparaisse pas dans sa trajectoire, j'ai décidé de donner à cette association le nom fictif de « Femmes, actualités et médias ». Cette association, créée en 1996, a pour vocation de combler le manque d'informations sur les femmes dans les médias. Elle s'emploie, à l'aide de son site web, mais aussi de ses bulletins, des rencontres, manifestations et colloques qu'elle organise, à diffuser tout ce qui dans l'actualité concerne les femmes. C'est une association fortement en lien avec les réseaux altermondialistes.

Annexe n°22 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture 5

<p>Carole</p>	<p>« Je ne savais pas qu'ils avaient mis ça sur leur tombe. La plaque sur Sohane ça me fait quelque chose. C'est horrible. <i>Tu avais suivi à l'époque ?</i> J'ai eu connaissance. En 2002, je n'étais pas encore dans le truc. Le truc, c'est-à-dire le "club des sorcières", mais tu ne peux être que touchée révoltée. C'est horrible. Donc Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre. En revanche, avant je ne savais pas qu'ils étaient ensemble. Un jour j'ai vu un documentaire sur eux. Simone elle écrit des bouquins et dans sa vie perso elle se fait un peu avoir par Jean-Paul. Je n'étais pas très contente. Tu as lu ses bouquins ? Je n'ai pas tout lu en entier. <i>Le Deuxième sexe</i>. J'en ai lu d'autres aussi, mais des récits, des petits livres que j'ai beaucoup aimés. C'était quand même une figure du féminisme. Jean-Paul il s'est un peu foutu de sa gueule. Elle était à la fois libre et quand même un peu dépendante. Sa relation avec Sartre elle n'était quand même pas top. D'après ce que j'en ai vu. Si ça se trouve c'était un truc romancé. Je n'en sais rien. Ça fait réfléchir sur le couple. <i>Et qu'est-ce que tu penses d'avoir mis la plaque de Sohane sur cette tombe ?</i> Je ne sais pas, c'est bizarre, pourquoi sur la leur ? Il ne doit pas y avoir beaucoup de féministes connues. J'aurais plutôt dit : pourquoi ils ont mis Jean-Paul et Simone ensemble ? Pourquoi elle n'a pas sa tombe à elle ? C'est dans la logique. Je pense qu'il y en a d'autres ailleurs mais Beauvoir c'est vrai qu'elle a impulsé le combat féministe. Et c'est pour dire ce n'est pas gagné, il faut continuer. C'est ce pourquoi je travaille. C'est étrange les tickets de métro. » (Entretien projectif avec Carole, 03/07/2009, photo 19)</p>
<p>Diane</p>	<p>« C'est récent ce truc-là. J'y suis allée l'été dernier, il n'y avait pas ça. Je trouve que ça n'a pas sa place là. Simone de Beauvoir, pour moi c'est une référence vraiment essentielle. C'est une référence essentielle avec <i>Le deuxième sexe</i>, mais surtout grâce à ses <i>Mémoires</i>. Il y a une intimité qu'il y a avec Simone de Beauvoir qu'il n'y a pas avec d'autres qui n'ont pas écrit leurs mémoires. Ça doit bien être le seul endroit du monde où on peut trouver plein de petits papiers comme ça féministes. Vous avez rencontré des personnes quand vous y êtes allée ? <i>Non</i>. Il doit y avoir quand même pas mal de personnes féministes qui viennent du monde entier. <i>Vous disiez que la plaque n'avait pas sa place sur cette tombe ?</i> Non. C'est la tombe de Simone de Beauvoir, ce n'est pas celle de Sohane. Je ne vais pas vous parler de Sohane parce que sinon je vais vous parler d'Orelsan, et ça Orelsan, ça va m'énerver. Vraiment. <i>Pourquoi ?</i> Parce que Sohane morte brûlée vive, c'est la violence d'un garçon parce qu'elle l'avait quitté, c'est ça le rapport avec Orelsan. C'est un truc qui m'énerve. L'affaire d'Orelsan, je fais partie des quelques blogueuses qui ont été à l'origine de l'affaire. Je n'aurais jamais imaginé les proportions que ça allait prendre, sinon je ne sais pas si je l'aurais fait. Je trouve que c'est assez significatif de la non prise en compte de plein de phénomènes qui touchent les femmes dans notre société. On s'en est pris par la tête mais d'une façon, on s'est fait traiter... quand on dit les cinq blogueuses, moi je me sens concernée, on s'est fait traiter d'idiotes, de harpies liberticides. Moi je l'ai pris pour moi, violemment, à un moment même mon mari commençait à dire "arrête tout, ce n'est pas possible. Si ça t'affecte tant, laisse tomber". Ça montre le niveau de tolérance d'un certain nombre de choses. Ça montre qu'il y a du boulot à faire. C'est Marc Cohen, un gros con, il nous a traitées de féministes liberticides, de harpies, idiotes, sur <i>Arrêt sur images</i>. Il l'a dit. On a l'exemple aussi, je vais faire un billet là-dessus, j'ai hésité un peu, je me suis dit je vais en prendre encore plein la tête mais je vais le faire quand même, à propos de Nadine Morano. Elle a porté plainte et</p>

	<p> finalement elle a retiré sa plainte alors que sa plainte était tout à fait fondée, moi je l'avais soutenue quand elle l'a fait. C'était sur Youtube, des commentaires. Elle a porté plainte et moi j'étais allée voir, c'était "sale pute, va sucer Sarkozy". Vraiment très hard. Et il y en avait des litres et des litres. Moi je trouvais ça normal qu'elle porte plainte. Et alors ce qui ressort, (...) c'est que sur la liste des insultes il a mis nain, effectivement on ne peut pas le considérer comme une insulte envers une personnalité politique, dont évidemment ceux qui ont été convoqués, ils ont dû fermer leurs gueules je suppose. J'hésite à le faire parce que je vais encore m'en prendre plein la tête mais... » (Entretien projectif avec Diane, 11/06/2009, photo 19)</p>
Françoise	<p> « Ah ! Sartre et Simone de Beauvoir. Tiens, il y a un truc à la mémoire de Sohane Benziane sur la tombe de Sartre et Simone de Beauvoir. C'était un couple emblématique Sartre et Simone de Beauvoir. <i>Est-ce que vous comprenez qu'on les associe à...</i> Ben oui, ça aurait été certainement un de leurs combats s'ils avaient été en vie. <i>Et Simone de Beauvoir, vous est-ce que ça pu être un modèle ?</i> Non. Pas tellement. J'ai lu quelques-uns de ses livres, j'ai dû lire <i>Les mémoires d'une jeune fille rangée</i>, j'en ai peut-être lu d'autres, mais non. <i>Vous vous souvenez de cette histoire autour de Sohane ?</i> Oui elle avait été brûlée vive parce qu'elle avait refusé de se marier à un type, un truc comme ça. C'est atroce. » (Entretien projectif avec Françoise, 10/06/2009, photo 19)</p>
Laura	<p> « Là on est dans quelque chose de récent. Que dire de plus ? Quand on voit sa tombe, c'est bien triste. Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, ça a été mis là. Ils ne sont pas sur la même tombe Simone de Beauvoir et Sartre ! Ils ne sont pas enterrés ensemble... Si ? Ah bon. Donc ça ça a été posé après... je ne savais pas. Je ne savais pas qu'ils étaient dans la même tombe. Ils ont été réunis là. Je n'ai pas appréhendé Sartre de la même façon que Simone de Beauvoir. Simone de Beauvoir je me sentais toujours de plain-pied avec elle. Alors que Sartre, d'abord il y avait des choses dans <i>La raison dialectique</i>, je l'ai lue, j'ai eu un mal fou à le lire, je ne suis pas philosophe de formation donc j'essaie de glaner des choses mais... et puis il ne la traitait pas bien. Je pensais qu'il était relativement macho avec elle. Je pensais qu'il la faisait souffrir. Donc je ne l'aimais pas trop trop. Vous voyez. C'est sûr qu'un livre comme <i>Les Mots</i>, ça m'a beaucoup intéressé, là je trouve qu'il devient beaucoup plus humain. Mais autrement j'ai l'impression que c'est un penseur qui vit comme il en a envie mais qui ne se pose pas trop de problèmes par rapport aux femmes avec lesquelles il a des relations. Parce que même si souvent elle a accepté, elle en a souffert. Mais elle a voulu être fidèle à un serment, fidèle à une idée qu'elle se faisait de la relation amoureuse ou de la relation tout court. Donc je trouve ça aussi très bien. Je l'admirais mais je ne crois pas que j'aurais pu vivre comme ça. Je ne me suis jamais sentie propriétaire ni de mon mari, ni de Pierre, mais quand même je voulais être la préférée. À propos de propriétaire, avec Pierre, on était en Guyane et il y avait un bal dans un hôtel dans lequel on était, je ne sais pas pourquoi, on était allé voir parce qu'on est curieux, on va voir et il y a quelqu'un, un Anglais, qui vient vers moi pour danser, il demande la permission à Pierre. Pierre lui répond en anglais qu'il n'est pas propriétaire. Alors il était resté interloqué, on avait quand même dansé ensemble. C'était plutôt froid "je ne suis pas propriétaire". Il ne savait pas trop sur quel pied danser. Ça m'est toujours resté. C'est vieux dans notre histoire mais c'est pour vous dire qu'il n'a jamais adhéré au fait que tout en étant... des fois on dit qu'on n'aurait pas dû se marier, il se trouve qu'on s'est marié, enfin bref, mais c'est vrai qu'on ne se sentait pas liés comme un bien. Je n'étais pas son bien et il n'était pas le mien. Ceci dit, il est très amoureux de moi comme vous avez pu le constater. » (Entretien projectif avec Laura, 17/06/2009, photo 19)</p>

Annexe n°22bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une grille de lecture 5

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Carole	F	1980	Région parisienne (Toulouse)	- Mère : au foyer - Père : expert-comptable, commissaire aux comptes	- l'APIAF - DCDF (comme stagiaire et salariée)	- Amis de la Terre - Les Verts	- Chargée d'accueil des femmes victimes de violences et prévention des comportements sexistes à DCDF
Diane	F	1959	N.R.	- Mère : employée de maison, puis au foyer - Père : ouvrier	- trésorière du CIDF de sa ville - création d'un blog féministe	- Conseillère municipale dans son village - militante en faveur de l'allaitement	- Directrice d'un organisme public
Françoise	F	1956	Paris	- Mère : au foyer puis ingénieure, - Père : ingénieur	- Polytechnique au féminin - Grandes Ecoles au féminin - Ponts au féminin	- Ponts Alliance	- Ingénieure (Chef de département au Centre d'étude des transports urbains, Chargée des grands travaux à la DDE, Maître d'ouvrage, directrice technique)
Laura	F	1930	Angers (Saint-Brieuc)	- Mère : Employée à la Poste; puis femme au foyer - Père : directeur de la radiodiffusion à Rennes	- Groupes Femmes Angers - MLAC - Planning Familial (Angers et national) - SOS Femmes - Fédération Solidarité Femmes		- Assistante de production à la radiodiffusion

Annexe n°23 : Extraits des entretiens projectifs, commentaires complets de la photo 19 : grille de lecture intermédiaires

Entre 1b et 4 : Interprétation en termes de sexisme dans les banlieues mais de la distance à l'égard de la commémoration, et de la figure de Simone de Beauvoir en particulier	
Eva	« Pourquoi elle est là ? Je ne suis jamais allée voir leur tombe. Pourquoi elle était là ? <i>Il y avait juste la plaque, pas son corps</i> . Mais pourquoi sur la tombe des deux-là ? Ils n'ont pas vraiment milité pour l'égalité et le respect. Enfin, selon moi. Il y en aura de plus en plus vu ce qu'il se passe dans les cités . On n'en parle pas mais malheureusement il y en aura de plus en plus. » (Entretien projectif avec Eva, 20/07/2009, photo 19)
Entre 2a et 4 : Interprétation qui lie la mort de Sohane à l'islam mais de la distance à l'égard de la commémoration, et de la figure de Simone de Beauvoir en particulier	
Lucie	« C'est récent. Je m'en souviens. Le fait que ça soit la tombe de Sartre et de Beauvoir, ça je ne m'en souvenais plus. Ça c'est quelque chose qui n'existait pas il y a quelques années, l'intégrisme et le pouvoir des garçons sur les filles. Il y a eu d'autres cas : les mariages forcés, les crimes d'honneur . <i>Qu'est-ce que tu penses du fait que ce soit sur cette tombe ? Ça ne semble pas très important. Pour toi, Beauvoir, c'est quelqu'un qui a compté ou pas forcément ? Je pense qu'elle a dû compter à son époque, pour moi non</i> . Je pense qu'elle a certainement éveillé des consciences. Moi je n'ai pas lue. Des extraits. J'en ai plus entendu parler. Mais elle a certainement fait bouger les choses, je n'en doute pas. C'est une génération avant moi. » (Entretien projectif avec Lucie, 09/07/2009, photo 19)
Ne se souvient pas de Sohane	
Fatoumata	« A la mémoire de Sohane. J'ai entendu parler à la télé. Je ne me rappelle plus... <i>Elle a été brûlée vive</i> . Ah oui c'est elle qui avait été brûlée ? Elle a été violée et brûlée. Je ne sais pas ce que je dois dire. Ce n'est pas juste. En plus, elle a eu les deux. Violée et brûlée. Je ne sais pas quoi dire là. Ce n'est pas juste. Je ne vais pas reparler de la liberté... elle n'a pas voulu tout ça. » (Entretien projectif avec Fatoumata, 28/07/2009, photo 19)

Annexe n°23bis : Propriétés sociales des interviewées ayant eu une interprétation difficilement classable

Pseudo	Sexe	Année de naissance	Lieu de vie actuel (et passés)	Profession des parents	Parcours militant dans l'espace de la cause des femmes	Autres engagements militants	Parcours professionnel
Eva	F	1960	Paris (Champigny sur Marne; La Haie, New York; Strasbourg)	- Mère : institutrice, puis au foyer - Père : ingénieur	- L'Union des femmes professeurs et compositeurs - Femmes et musique - AFFDU	- Candidate pour le MODEM aux municipales de 2007	- Violoncelliste - Professeure de violoncelle
Lucie	F	1950	Saint-Cloud (Alsace)	- Mère : au foyer et aide à la ferme - Père : artisan forgeron	- Mouvement Jeunes Femmes - Femmes et Mathématiques - AFFDU	- SGEN - FCPE	- Professeure de mathématiques
Fatoumata	F			-	-	-	-

Bibliographie des annexes

- BARD, Christine (1995). *Les filles de Marianne : histoire des féminismes 1914-1940*. Paris, Fayard, 528 p.
- BERENI, Laure (2007). *De la cause à la loi: les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*. Doctorat. Science Politique: Paris: Université Paris 1 Panthéon – Sorbonne: 2007, 539 p.
- BLUM, Françoise et HORNE, Janet (1988). Annexes. *Vie Sociale*, Vol. 8-9 (Féminisme et Musée social : 1916-1939, La Section d'études féminines du Musée social), p. 367-379.
- BOUVIER Jeanne (1997). *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français : le Maitron*. Claude, PENNETIER ; CORDILLOT, Michel et RISACHER, Jean. Paris, Éd. de l'Atelier-Éd. ouvrières, CD-rom.
- CADÈNE, Nicole (2004). THIBERT, Marguerite née JAVOUHEY (Châlon-sur-Saône, 1886 - Paris, 1982). *Dictionnaire des historiens français et francophones : De Grégoire de Tours à Georges Duby*. AMALVI, Christian. Paris, La Boutique de l'Histoire, p.301-302.
- COLLADO, Mélanie E. (2003). *Colette, Lucie Delarue-Mardrus, Marcelle Tinayre : émancipation et résignation*. Paris ; Budapest ; Torino, L'Harmattan, 236 p.
- DREYFUS, Michel (1997). THIBERT Marguerite née JAVOUHEY. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français : le Maitron*. Claude, PENNETIER ; CORDILLOT, Michel et RISACHER, Jean. Paris, Éd. de l'Atelier-Éd. ouvrières, CD-rom.
- DUBIEF, Henri (1963). Hélène Brion, 1882-1962. *Le Mouvement Social*, Vol.44, p. 93-99.
- DUBIEF, Henri (1997). BRION Hélène, Rose, Louise. *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français : le Maitron*. Claude, PENNETIER ; CORDILLOT, Michel et RISACHER, Jean. Paris, Éd. de l'Atelier-Éd. ouvrières, CD-rom.
- ERNOT, Isabelle (2007). L'histoire des femmes et ses premières historiennes (XIXe-début XXe siècle). *Revue d'histoire des sciences humaines*, vol. 16 (n°1), p. 165-194.
- FAURÉ, Christine (2006). La naissance d'un anachronisme : "le féminisme pendant la Révolution française". *Annales historiques de la Révolution française*, Vol. 344, p. 193-198.
- FILLIEULE, Olivier (2005). Temps biographique, temps social et variabilité des rétributions. *Le désengagement militant*. FILLIEULE, Olivier Paris, Belin, p. 17-47.
- HUGHES, Everett C. (1937). Institutional office and the person. *The American Journal of Sociology*, Vol. 43 (n°3), p. 404-413.
- JACQUEMART, Alban (2011). *Les hommes dans les mouvements féministes français (1870-2010) : Sociologie d'un engagement improbable*. Doctorat. Sociologie: Paris: EHESS: 2011, 480 p.
- KLEJMAN, Laurence et ROCHEFORT, Florence (dir.) (1989). *L'égalité en marche : Le féminisme sous la Troisième République*. Paris, Presses de Science Po, 356 p.
- LA GAFFICHE (1984). *Les femmes s'affichent : Affiches du Mouvement de Libération des Femmes en France depuis 1970*. Paris, Syros, 127 p.

- METZ, Annie (1992). *La Bibliothèque Marguerite Durand : Histoire d'une femme, mémoire des femmes*. Brochure réalisée à l'occasion du soixantième anniversaire de la bibliothèque, Paris, Bibliothèque Marguerite Durand.
- OFFEN, Karen (1998). Les Femmes, la citoyenneté et le droit de vote en France, 1789-1993. *Féminismes et identités nationales : Les Processus d'intégration des femmes au politique*. COHEN, Yolande et THEBAUD, Françoise. Lyon, Programme Rhône-Alpes de Recherche en Sciences Humaines, p. 47-70.
- ROCHEFORT, Florence (2007). *Hier, les femmes*. Paris, Aubanel 184 p.
- THÉBAUD, Françoise (2007). *Ecrire l'histoire des femmes et du genre*. Lyon, ENS Editions, 310 p.
- THÉBAUD, Françoise et STUDER, Brigitte (2004). Entre histoire et mémoire. *Le siècle des féminismes*. GUBIN, Eliane ; JACQUES, Catherine ; ROCHEFORT, Florence et al. Paris, Les Editions de l'Atelier/Editions ouvrières, p. 27-45.
- ZANCARINI-FOURNEL, Michelle (2005). Stratégies de distinction par la voix et le geste : provocations et violences symboliques des femmes dans les manifestations des "années 68". *La voix et le geste. Une approche culturelle de la violence socio-politique*. BOURDIN, Pierre ; CARON, Jean-Claude et BERNARD, Mathias. Clermont, Presses universitaires Blaise Pascal, p. 245-270.